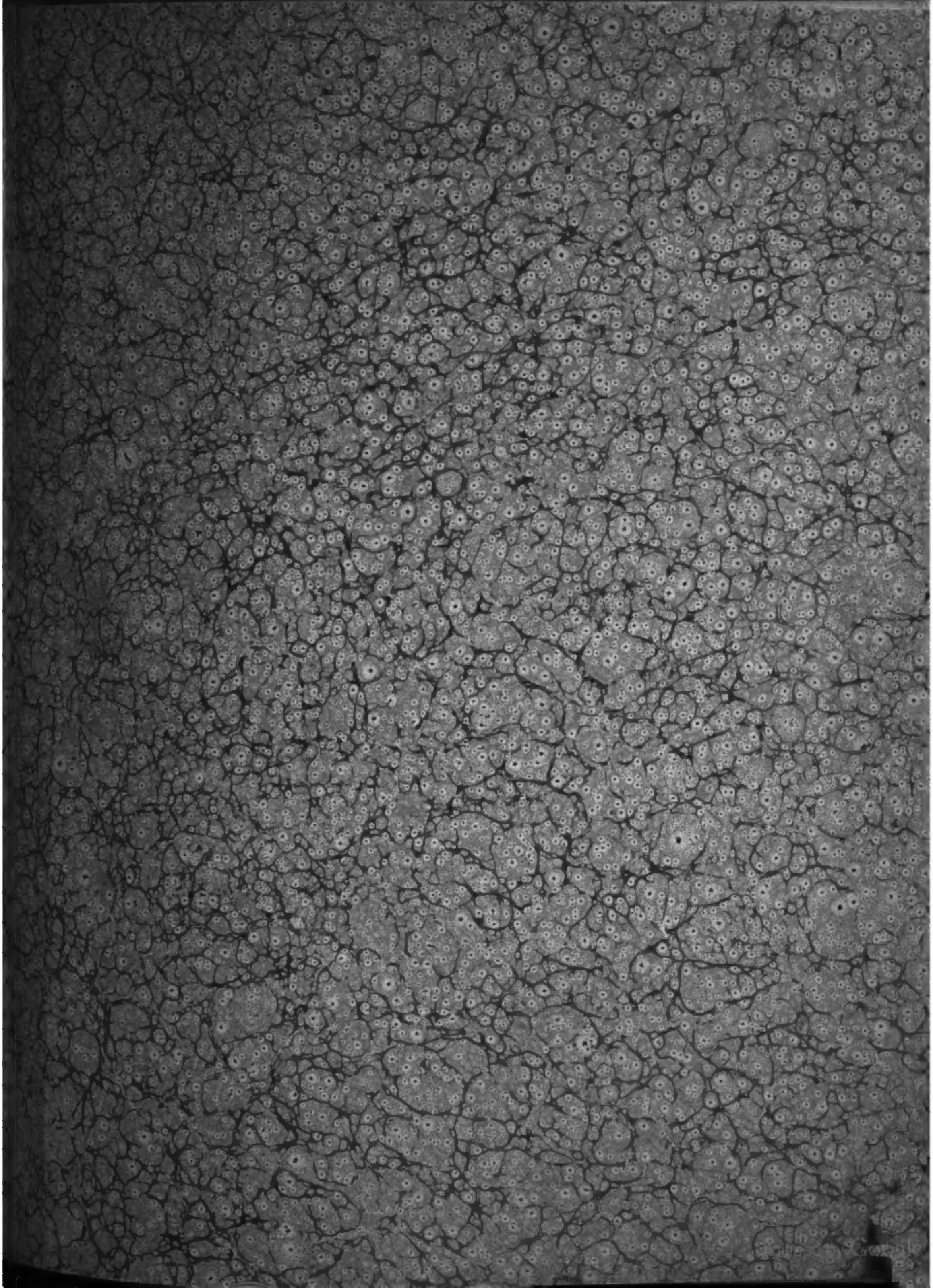
Digitized by Google

BIB. COLL.
PICTAV. S.J.



Digitized by Google

IF 104/68
(N°30)

COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE

PUBLIÉS

PAR ORDRE DU ROI

ET PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PREMIÈRE SÉRIE

HISTOIRE POLITIQUE

Digitized by Google

Digitized by Google

LES OLIM

OU

REGISTRES DES ARRÊTS

RENDUS PAR LA COUR DU ROI

SOUS LES RÈGNES DE SAINT LOUIS, DE PHILIPPE LE HARDI
DE PHILIPPE LE BEL, DE LOUIS LE HUTIN ET DE PHILIPPE LE LONG

PUBLIÉS

PAR LE COMTE BEUGNOT

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME II

1274 — 1318

PARIS

IMPRIMERIE ROYALE

M DCCC XLII

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE.

Je me suis appliqué, dans la préface du premier volume, à déterminer l'origine et le véritable caractère de la cour du roi, à laquelle je puis désormais donner le nom de *parlement*, qu'elle a su rendre si glorieux et si populaire. On a vu que ce tribunal suprême exerçait par délégation tout le pouvoir judiciaire dont la royauté ne s'était pas réservé l'usage, et qu'il s'en servait pour combattre, avec autant de vigueur que de persévérance, les maximes de désordre dont la féodalité était parvenue à faire des principes de gouvernement. Mais, en réfléchissant aux vices de l'organisation de ce tribunal, à l'absence de toute fixité dans la tenue et dans le lieu de ses sessions comme dans le choix et la qualité des personnes qui le composaient, on a pu croire que sa compétence, dont en droit les limites étaient si reculées, devait ne s'exercer réellement que dans les circonstances où le roi jugeait utile à l'intérêt et à la dignité de sa couronne de déployer tout l'appareil de la puissance judiciaire, c'est-à-dire dans des cas inattendus et rares. Cette induction, qui conduirait à n'accorder au parlement qu'une autorité peu efficace et irrégulière, manque de fondement, et je vais prouver au contraire qu'à la fin du XIIIe siècle toutes les justices du royaume relevaient directement ou indirectement de la cour suprême. Si

Digitized by Google

l'on veut se rappeler qu'à cette époque l'ancien domaine de nos rois était augmenté de la Normandie, de la Champagne et du Languedoc, il sera facile de comprendre que l'autorité de la cour, en se développant sur un aussi vaste terrain, avait atteint son apogée, et qu'elle ne pouvait plus que décroître.

A la suite, et par l'effet du règne de Philippe-Auguste, il s'opéra dans le gouvernement de la France, comme dans les idées et la volonté des peuples, un changement remarquable dont nous regrettons de ne pouvoir rechercher ici les causes et montrer les conséquences : la royauté, si longtemps méconnue et humiliée, se releva tout à coup, et concentra en elle-même la puissance souveraine qui s'était perdue en se disséminant, de telle sorte qu'un pouvoir énergique et central se manifesta dans cette société où existait une aristocratie redoutable. Le rétablissement de la royauté devait-il se maintenir, ou n'était-ce qu'une de ces révolutions passagères comme les mœurs et les institutions des peuples en éprouvent si souvent? Je n'ai point à examiner cette question : il me suffira de dire que le parlement fut, en cette circonstance, l'agent le plus intelligent, le plus courageux et le plus actif de l'autorité royale; et que, chargé de l'administration politique, civile et judiciaire d'un grand royaume, au sein duquel il y avait tant de passions à dompter, tant d'intérêts à satisfaire, tant de préjugés à vaincre, il ne recula pas devant cette immense et difficile tâche.

En poursuivant la démonstration d'une vérité dont les preuves abondent dans les Olim, je serai amené à exposer l'ensemble du système judiciaire de la France pendant le XIIIe siècle, sujet curieux, instructif, et qui, ce me semble, n'a pas jusqu'à présent fixé l'attention des historiens.

L'organisation judiciaire de la France comprenait deux

Digitized by Google

ordres de juridictions : les juridictions ecclésiastiques et les juridictions civiles. J'écarterai les premières de mes recherches, parce qu'elles n'avaient avec les secondes aucun rapport direct, et qu'en principe comme par le fait, elles relevaient du souverain pontife et non du roi de France. Plus tard, la barrière qui séparait ces justices fut franchie : l'autorité civile, sous le prétexte de défendre ses droits, fit irruption dans le domaine religieux; et cet envahissement que ne pouvait pas justifier le désir assez chimérique de fonder en France une église nationale, alluma des discordes qui tournèrent au détriment des deux puissances, et qui n'ont cessé qu'avec la monarchie elle-même. Saint Louis trouva dans sa piété, dans la rectitude de son esprit et dans ses lumières, la force nécessaire pour délimiter avec précision le domaine de chaque juridiction; et l'on ne rencontre dans les Olim aucun arrêt d'où l'on puisse conclure que les règles posées par ce prince avec tant de précision eussent été méconnues d'un côté ou d'un autre; mais, après lui, les barrières qu'il avait posées furent renversées.

Il existait en France, pendant le XIIIe siècle, un nombre très-grand de juridictions civiles, et ces juridictions semblaient étrangères les unes aux autres. Cependant, si l'on examine avec attention leur caractère et leur autorité, on verra qu'elles se rattachaient toutes au parlement, qui, placé au sommet de ce grand édifice judiciaire, y maintenait l'harmonie et s'efforçait d'y introduire la même loi et la même jurisprudence. Les unes émanaient de la cour royale, les autres en relevaient. L'échiquier de Normandie, les grands jours de Troyes, les comptes, les cours des sénéchaux de Languedoc et les assises des baillis appartenaient à la première de ces deux catégories; la seconde se composait des justices seigneu-

riales et des justices municipales. Ce point de vue, qui embrasse tout le système judiciaire de la France, servira de division à ce mémoire.

I. JURIDICTIONS QUI ÉMANAIENT DU PARLEMENT.

a. Échiquier de Normandie. Lorsqu'en 1204 Philippe-Auguste dépouilla Jean-sans-Terre de la Normandie et réunit cette province à la France, il s'engagea solennellement à la laisser jouir de ses coutumes et de ses libertés [1]. Mais une telle promesse était plus facile à faire qu'à tenir; et, si l'on réfléchit à la nature du pouvoir judiciaire pendant le moyen âge, on comprendra facilement que le conquérant ne pouvait pas maintenir l'échiquier en possession d'une indépendance complète, sans créer à l'affermissement de sa conquête un obstacle insurmontable. Philippe-Auguste, dirigé par cet instinct du pouvoir qui était si fortement développé chez lui, ne s'y trompa pas, et, dès qu'il fut le maître de cette belle et riche contrée, il supprima l'échiquier, ou du moins, en conservant le nom de l'institution, il en changea complétement la nature. L'échiquier était la cour du duc de Normandie, qui la présidait à ce titre, et non comme roi d'Angleterre, et les chefs de l'aristocratie normande avaient seuls le droit de siéger dans son sein. Philippe-Auguste, en décidant qu'à certaines époques de l'année, des prélats, des barons, des chevaliers ou des clercs, tirés de la cour de France, iraient tenir l'échiquier à Rouen, à Caen, à Falaise ou à Fécamp, ravit à ce tribunal le caractère d'institution nationale qui, jusque-là, avait fait sa gloire et sa force. Sans doute les délégués du

[1] Guillelmus Brito, *Philippidos*, l. VIII, v. 215, etc. Charte de 1204, citée par M. Floquet, *Hist. du parlement de Normandie*, t. I, p. 32, note 2.

roi de France ne composaient pas, à eux seuls, tout l'échiquier : arrivés en Normandie, ils convoquaient les prélats, les barons et les principaux magistrats de ce pays ; souvent même ils contraignaient de venir ceux qui ne se rendaient pas à leur sommation, et jamais ils ne jugeaient qu'entourés des chefs du baronnage normand. Mais cette apparence de respect pour les anciens usages déguisait mal la vérité, et il n'y avait personne dans l'échiquier, comme dans toute la province, qui ne comprît que le pouvoir de décider appartenait uniquement aux commissaires, seuls représentants du souverain justicier au sein de cette assemblée.

L'introduction de l'appel, dans les usages judiciaires, eut pour effet de diminuer encore l'importance de l'échiquier, et de lui enlever même l'autorité qui d'ordinaire est dévolue à une cour souveraine.

Le droit d'interjeter appel fut accueilli dans toute la France, et particulièrement dans la Normandie, avec une faveur extrême, et l'on pourrait même dire, avec une sorte d'enthousiasme. Les vassaux, et, à cette époque, tout le monde, sauf le roi, était vassal de quelqu'un, virent, dans l'adoption de cet usage, un moyen simple et efficace de contrebalancer le pouvoir de leurs seigneurs immédiats ; ils propagèrent donc avec chaleur l'idée que toute sentence définitive qui n'était pas rendue par la cour du roi pouvait être déférée, par voie d'appel, au jugement de cette cour : idée qui, ne trouvant d'opposition nulle part, devint une règle de droit, aussi bien dans les domaines du roi que dans les grands fiefs de la couronne. Je n'ai pas à rechercher ce qu'il y avait en elle de vrai ou de faux, d'utile ou de dangereux ; je n'examinerai pas non plus si elle était conforme ou opposée aux vraies traditions de la féodalité ; mais je dirai qu'elle conduisit les justiciables de l'échi-

quier à déférer au parlement des arrêts rendus par une cour dont jusque-là l'autorité avait été regardée comme souveraine, et que le parlement, ainsi que les Olim nous l'apprennent[1], accueillait ces appels, non pas dans tous les cas et régulièrement, car on peut dire qu'à cette époque il n'existait pas dans la jurisprudence une seule règle absolue et admise partout, mais quand il croyait juste et convenable de reviser les arrêts de ses propres commissaires.

Quelque restreint que fût le nombre des appels portés de l'échiquier au parlement, ce n'en était pas moins un spectacle curieux que de voir la cour du roi examiner et réformer, au besoin, des sentences prononcées, pour ainsi dire, par elle-même, puisque l'échiquier n'avait plus d'autre caractère que celui d'une simple chambre du parlement.

Je vais, pour mieux faire comprendre la situation déchue et fausse où se trouvait l'ancienne cour normande, analyser un des arrêts contenus dans ce volume, et qui fut rendu au parlement de la Toussaint 1296[2].

L'église de Saint-Amand et la chapelle de Saint-Laurent de Thorigny étant venues à vaquer, le roi présenta, en vertu du droit de patronage, maître Laurent d'Héroud, clerc, pour occuper la cure de cette église. L'abbé et le couvent de Cerisy, dans le diocèse de Bayeux, formèrent opposition contre cette présentation, par-devant le bailli de Caen. Aux assises d'Argenton, le bailli prononça et donna gain de cause au roi. L'abbé de Cerisy et le procureur du couvent allèrent trouver le roi, et le sollicitèrent humblement de faire rétracter et casser un jugement qu'ils déclaraient contraire au droit et à la coutume du pays. Le roi accueillit leur demande, et or-

[1] T. I, p. 99, n° XIV; *id.* n° XVI; p. 160, n° II.

[2] P. 402, n° XI. Cf. p. 380, n° V.

donna à ses gens tenant l'échiquier de Rouen de revoir cette affaire et de la terminer; ce qui nous montre que la permission du souverain était nécessaire pour interjeter appel, sinon de toute espèce de jugements, au moins de ceux dans lesquels il était partie. L'affaire fut donc portée à l'échiquier, qui, après un examen attentif des dires réciproques, des actes et de la coutume, infirma la sentence précédemment rendue. Le procès avait suivi les deux degrés de juridiction, et il est naturel de penser que l'affaire avait reçu une décision définitive. Cependant Laurent d'Héroud parvient à faire admettre au parlement le même appel que l'échiquier venait de rejeter : l'affaire est reprise de nouveau; les mêmes moyens, les mêmes actes sont reproduits, et, pour la seconde fois, l'abbé et le couvent de Cerisy voient leur droit de patronage reconnu. Ces faits prouvent que, dans beaucoup de circonstances, la cour normande jouait le rôle d'un tribunal intermédiaire, qui revisait les sentences des baillis, mais dont les jugements étaient à leur tour revisés par le parlement; et cet usage dut s'établir avec d'autant plus de facilité que, dans un siècle où dominaient, sur les règles de juridiction, des notions incomplètes et fausses, il ne paraissait pas irrégulier que tout un tribunal réformât l'arrêt rendu par quelques-uns de ses membres.

Le parlement ne se contentait pas de revoir et de casser les arrêts de l'échiquier : il lui arrivait souvent d'enlever à la cour normande la connaissance d'affaires qui non-seulement étaient de sa compétence, mais sur lesquelles elle avait déjà ordonné un commencement d'instruction. On lit la décision suivante dans le second volume des Olim[1] : « Vu « l'enquête faite par Jean de Chevreuse, d'après l'ordre des

[1] P. 277, n° IX.

« maîtres de l'échiquier, il fut prononcé que le seigneur Phi-
« lippe, fils aîné du comte d'Artois, resterait en saisine de
« recevoir le cens annuel des juifs du seigneur roi, quand ils
« viennent habiter à Nonancourt. » L'échiquier ordonne une enquête, et c'est le parlement qui la juge.

Le premier échiquier qui fut tenu après la conquête de la Normandie se réunit au terme de Pâques 1207, à Falaise. Les commissaires du roi étaient Gauthier, grand chambrier, et le frère Guérin, qui plus tard devint chancelier. Ces deux magistrats remplirent pendant plusieurs années de suite les mêmes fonctions. Les prélats et les hauts barons de la Normandie éprouvèrent une humiliation profonde, quand ils virent leur réunion présidée par deux étrangers, dont la science et l'intégrité étaient notoires sans doute, mais que leur naissance et leurs fonctions plaçaient dans les rangs inférieurs de la cour du roi. Le refus des prélats normands de venir siéger à l'échiquier, car ils prétendaient, en vertu de leurs priviléges, n'être obligés de s'y rendre que sur un ordre exprès du roi, en est la preuve évidente. Cette prétention, longtemps débattue, fut confirmée par le parlement, en 1279 et 1288 [1]. Il est vrai qu'à cette époque les échiquiers n'étaient plus tenus que par de simples *maîtres*, c'est-à-dire par des clercs de la cour du roi; comment alors s'étonner que les prélats de la Normandie se soient rappelé des priviléges dont, au temps de leurs ducs, ils auraient tenu à honneur de ne pas se prévaloir?

Il est inutile de réunir un plus grand nombre de preuves pour montrer qu'au XIIIe siècle la Normandie était placée sous

[1] M. Floquet (t. I, p. 41, note 3) cite les deux arrêts : le premier est censé tiré des Olim, mais je ne l'y ai pas trouvé; le second avait été copié par Brussel dans le précieux registre Saint-Just qui n'existe plus.

la juridiction immédiate du parlement, qui, le plus souvent, exerçait cette juridiction par le moyen de commissaires dont il se réservait le droit de modifier ou de casser les décisions.

b. Grands jours de Troyes. En 1274, Jeanne, fille et héritière de Henri III, comte de Champagne et roi de Navarre, lui succède. Dix ans après elle épouse Philippe le Bel, qui devint roi de France en 1285; dès lors la Champagne et la Brie demeurèrent unies à la couronne, et cette union fut confirmée dans la suite par plusieurs traités entre les rois de France et les rois de Navarre, auxquels les premiers cédèrent différentes terres en dédommagement des comtés de Champagne et de Brie.

La Champagne n'avait pas été, comme la Normandie, enlevée de vive force à un prince puissant, redoutable, et qui ne devait jamais reconnaître la légitimité d'une semblable dépossession; on aurait donc pu supposer que Philippe le Bel, quoique très-jaloux de son autorité et peu disposé à respecter celle des autres, laisserait la Champagne en jouissance de ses anciennes institutions, et particulièrement du droit de posséder une cour de justice nationale: il n'en fut rien, et les grands jours de Troyes, placés, comme l'échiquier de Normandie, sous la juridiction suprême du parlement, perdirent aussi leur indépendance.

Il existait dans le comté de Champagne, ainsi que dans tous les grands fiefs, une cour composée des prélats et des barons, au sein de laquelle les comtes rendaient la justice: on l'appelait *le jour des barons* (*dies baronum*); elle siégeait à des époques fixes, qui correspondaient aux grandes fêtes de l'année, et exerçait la même juridiction que les autres cours de ce genre[1]. Les comtes de Champagne ne trouvèrent pas que cette cour de justice suffît aux besoins de leurs sujets, et, vers le

[1] Brussel, *de l'Usage des fiefs*, p. 249.

milieu du XIIIe siècle, ils établirent les *grands jours de Troyes*, c'est-à-dire des sessions extraordinaires durant lesquelles les prélats et les barons décidaient les affaires et jugeaient les procès qui à cause de leur importance réclamaient une attention particulière. Thibaut le Posthume est regardé comme le fondateur de cette institution, que nous ne retrouvons dans aucun des autres grands fiefs de la couronne. On reconnaît facilement le but que ce prince voulut atteindre : par le moyen de ces grands jours, auxquels le comte de Champagne n'appelait que ceux de ses vassaux dont la soumission à ses volontés n'était pas douteuse, il annula l'influence de la cour des barons, ou du moins il rabaissa cette vieille institution, près de laquelle venaient se grouper tant de souvenirs et d'intérêts nationaux, au rang d'une juridiction du second degré; et, à l'aide de cette usurpation habile et détournée, s'empara du pouvoir judiciaire, qu'il feignait de vouloir étendre et affermir. Philippe le Bel accepte pleinement la pensée des comtes de Champagne, s'occupe de régulariser l'institution encore récente et mal établie des grands jours de Troyes, et, par son ordonnance de 1303, décide que les grands jours se tiendront deux fois par an[1]. Cette cour cessa donc d'être un tribunal d'exception et extraordinaire, pour devenir une institution permanente. Mais cela ne suffisait pas, il restait encore à enlever la présidence et la direction de ces assemblées aux seigneurs de la Champagne; Philippe le Bel compléta son ouvrage aussitôt qu'il fut reconnu pour souverain de cette province. Le célèbre Jean de Joinville, sénéchal de Champagne, présidait aux grands jours en 1285; Philippe lui ôta la présidence en 1287, et l'exclut même tout à fait des grands jours de cette année, comme aussi de ceux de 1288, 1289 et 1290; mais il

[1] *Recueil des Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 366.

assista à ceux de l'an 1291, auxquels présidait l'évêque de Soissons. J'ajoute qu'il y fut précédé par les quatre commissaires envoyés par le roi [1].

Quels étaient ces commissaires? Il serait très-aisé de répondre à cette question si le registre des grands jours de Champagne, qui commençait en l'année 1284 et continuait jusqu'à l'année 1295, existait encore; il a malheureusement péri, en 1737, comme tant d'autres monuments de l'ancienne législation française, dans le funeste incendie de la cour des comptes. Toutefois Brussel en avait publié divers fragments, qui fournissent les moyens de répondre, d'une manière générale et par conséquent un peu vague, à la question proposée. Ainsi, en lisant les intitulés des grands jours qui furent tenus à diverses époques des années 1287 à 1291, on y retrouve les noms de membres du parlement, prélats, clercs et chevaliers que les Olim avaient déjà signalés en cette qualité; et leurs noms sont toujours suivis d'une formule semblable ou analogue à celle-ci: *Dies Trecenses pro domino rege Francorum, tanquam domino Campaniæ, et de ipsius speciali mandato, tenentes anno Domini, etc.* [2]

Voici le tableau des magistrats qui tinrent les grands jours pendant les années 1287 à 1291.

1287.	Frère Arnulfe de Wisemale, frère de la milice du Temple. Guillaume, sire de Grancey. Robert d'Harcourt, trésorier de Poitiers.
1288. (Ascension.)	L'évêque de Senlis. Maître Égide Lamberti. Le seigneur Guillaume, sire de Grancey. Égide de Compiègne.

[1] Brussel, p. 246.

[2] *Id.* p. 248, note.

1288. (Nativité.)
- L'évêque de Senlis.
- Guillaume, sire de Grancey.
- Égide de Compiègne.

1288. (Quadragésime.)
- Maître Simon Matefard, archidiacre de l'église de Reims.
- Frère Arnulfe de Wisemale, chevalier-frère de la milice du Temple.
- Le seigneur Guillaume, chevalier, sire de Grancey.
- Égide de Compiègne.
- Oudard de Neufville.

1289.
- L'évêque de Senlis.
- Maître Jean de Waisson, de Bruges, archidiacre de l'église de Chartres.
- Guillaume, chevalier, sire de Grancey.
- Égide de Compiègne.
- Oudard de Neufville, bailli de Senlis.

1290.
- Guillaume, sire de Grancey, chevalier.
- Maître Étienne Beccard, doyen de Sens.
- Égide de Compiègne.
- Oudard de Neufville, bailli de Senlis.
- Maître Guillaume, chancelier de Champagne.

1291.
- L'évêque de Senlis.
- Étienne Beccard, doyen de Sens.
- Pierre, doyen de Saint-Quiriac.
- Arnulfe de Wisemale, frère de la milice du Temple.
- Maître Martin, camérier de Champagne.
- Jean de Joinville, sénéchal de Champagne.
- Oudard de Neufville, bailli de Senlis.
- ..... de Montdidier, clerc du seigneur roi de France.

Ces personnages étaient presque tous des membres du par-

lement, ou plutôt, des magistrats qui siégeaïent ordinairement dans cette cour; car, à la fin du XIIIe siècle, le nombre de ses membres n'était pas encore déterminé d'une manière fixe. Il est si peu permis de contester aux juges des grands jours cette qualité, qu'entre les arrêts revêtus de signatures, qui se trouvent dans le deuxième volume des Olim, et le nombre en est très-petit, il y en a un au bas duquel on lit le nom d'Oudard de Neufville (*Odo de Novilla*)[1], qui fut garde de la prévôté de Paris.

« L'autorité des maîtres tenant les grands jours, dit Brus-« sel[2], était sans bornes. » Je pense, au contraire, que le pouvoir de ces magistrats se trouvait limité par la juridiction suprême du parlement, qui non-seulement attirait à lui la connaissance d'affaires qui étaient de la compétence des juges de Troyes, et cassait sans difficulté les arrêts rendus par eux, mais qui adressait même des ordonnances et des mandements aux baillis et aux autres officiers de la Champagne.

On lit, dans ce volume des Olim, un arrêt ainsi conçu[3] :

« Comme la saisine de la léproserie de Montmirail avait été « adjugée, par arrêt de notre cour de Troyes, à l'abbesse et au « couvent de Vitry, de l'ordre de Cîteaux, après que le maître et « les frères de ladite maison avaient été appelés; et que le cou-« vent jouissait de la saisine de fait; notre cour, qui ignorait « complétement cet arrêt, admit, durant le dernier parlement, « la supplique de notre cher et fidèle évêque de Châlons, sans « avoir appelé l'abbesse ni le couvent, et pensa que la saisine « de la léproserie devait être adjugée audit évêque; enfin, les « parties étant appelées et présentes en la cour, leurs raisons

[1] P. 423, n° XIII.
[2] P. 246.
[3] P. 301, n° VIII.

« entendues, les précédents jugements examinés, il a été pro-
« noncé par notre cour que l'abbesse et le couvent devaient
« être rétablis dans leur possession : la question de propriété
« étant réservée audit évêque. »

Le parlement jugea donc deux fois, et dans des sens différents, une affaire qui avait été décidée par la cour de Troyes. Plusieurs autres arrêts pourraient être rapprochés de celui-ci [1].

Dans le même temps, c'est-à-dire au parlement de la Pentecôte 1290, la cour adressa une ordonnance à tous les baillis et aux maîtres des foires de Champagne, relatives à la teneur des obligations passées durant ces foires [2]. Assurément, si les grands jours eussent encore conservé quelques restes de leur ancienne autorité politique et judiciaire, un acte semblable serait sorti de leur sein ; mais, à cette époque, ils n'étaient plus, à l'égard de la cour du roi, qu'un simple tribunal de première-instance.

On voit que, dans la Normandie et dans la Champagne, la justice supérieure était administrée directement par la cour du roi, qui, lorsqu'elle déléguait des commissaires pour la représenter à Rouen ou à Troyes, n'abdiquait pas le droit dont elle jouissait d'attirer à elle et de juger toute contestation née dans l'un ou l'autre de ces deux pays. La politique qui porta la couronne à combattre la nationalité des provinces, et à les dépouiller ensuite peu à peu de toutes leurs immunités, est ancienne, comme on peut en juger par ce qui vient d'être dit; il n'aurait pas été si facile plus tard de leur enlever jusqu'à leurs noms, si la royauté, persuadée faussement qu'elle agissait dans son seul intérêt, ne se fût pas attachée, dès le XIIIe siècle, à affaiblir l'esprit qui vivait en elles.

[1] P. 302, n° IX; p. 306, n° XVIII; p. 309, n° XXVII, etc.
[2] P. 303, n° XIV.

c. *Comptes.* « Ce fut, dit du Buat [1], le conseil du roi qui « garda son trésor, et qui examina les comptes des baillis, des « sénéchaux et des autres receveurs royaux ; on députa, à cet « effet, des maîtres de la cour, et dans la suite on érigea cette « députation en chambre perpétuelle, qu'on appela la chambre « des comptes ; mais les membres de cette députation étaient « si bien les collègues des conseillers au parlement, que, dans « de certaines occasions, ils remplacèrent la cour et jugèrent « des causes qui n'étaient pas dans leur département ordinaire, « avec ceux des conseillers qu'ils purent rassembler. Cet usage « n'était pas nouveau. On trouve dans les Olim plusieurs « exemples d'arrêts rendus et d'enquêtes terminées par les « maîtres de la cour, qui étaient alors députés pour les « comptes. » Du Buat signale ici, et avec beaucoup d'exactitude, un fait curieux, dont il ne me reste plus qu'à fournir les preuves et à indiquer les causes.

Si la cour joignait à ses attributions judiciaires une compétence purement financière; si elle était à la fois et en même temps, cour de justice et cour des comptes, il ne faut voir dans cette extension de pouvoir qu'une conséquence des principes de la féodalité. Sous l'empire de ce régime politique, toutes les affaires, de quelque genre qu'elles fussent, qui intéressaient la seigneurie, étaient portées à l'assemblée des vassaux, désignée sous le nom de *cour* ou de *parlement*. Cette assemblée, dans le sein de laquelle les chefs militaires pouvaient seuls prendre place, et qui ne présentait aux yeux que l'image d'un conseil de guerre, jugeait les procès du seigneur ou des vassaux ; mais elle n'avait pas un caractère uniquement judiciaire, et on la voyait aussi bien décider une question relative à la perception des droits et des redevances

[1] *Les Origines ou l'ancien gouvernement de la France*, t. III, p. 251.

dus au seigneur, que régler les conditions et la durée du service militaire. La cour du roi jouissait encore, pendant le XIIIe siècle, de cette attribution fiscale, quoique alors le domaine royal eût pris une si grande étendue, que l'utilité d'une juridiction spéciale, à laquelle aurait été remis le soin d'apurer les comptes des percepteurs, fût évidente.

Sous le règne de Philippe-Auguste, la recette des droits du roi était confiée aux baillis et aux prévôts, qui percevaient chacun un genre d'imposition particulier, et dont Brussel a signalé la différence, avec sa pénétration habituelle [1]. Aux fêtes de la Toussaint, de la Chandeleur et de l'Ascension, ces officiers venaient à Paris rendre leurs comptes à des membres de la cour, députés à cet effet au Temple, où était déposé le trésor royal. Saint Louis fixa, en 1256, une époque particulière pour la réception des comptes des maires des bonnes villes, et voulut que ces comptes fussent apportés *ad nostras gentes quæ ad nostros compotos deputantur, in octabis Sancti-Martini hiemalis* [2].

Deux arrêts, contenus dans le premier volume des Olim, ne permettent pas de douter que ces *gens* fussent des membres du parlement, chargés accidentellement de remplir des fonctions financières [3].

Le premier de ces arrêts porte l'intitulé suivant : *Judicium factum Parisius, in compotis, apud Templum, et post recordatum in parlamento octabarum Omnium-Sanctorum, anno 1272°*. Il s'agissait d'un droit de mainmorte que l'évêque de Châlons prétendait lever sur les habitants de la ville et que ceux-ci refusaient d'acquitter. Les habitants de Châlons alléguant l'usage,

[1] P. 421 et 466.

[2] *Recueil des Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 83.

[3] P. 396, n° 1.

une enquête fut ordonnée *de mandato curiæ : qua facta et relata, quia inventum fuit per eam quod..... judicatum fuit seu prononciatum, per magistros curie qui erant, in termino Ascensionis, in compotis apud Templum.* Lors de l'exécution de l'arrêt, la discussion se ranima entre les parties, et elles vinrent demander, non pas aux comptes, qui ne siégeaient plus, mais à la cour tenant le parlement de la Toussaint, de vouloir bien recorder l'arrêt : ce qu'elle fit.

Le second arrêt est terminé par la note qui suit : *Istud ultimum judicium factum fuit Parisius, in compotis Ascensionis, apud Templum, et post recordatum Parisius, circa festum beati Bartholomei apostoli, anno Domini 1272°.* Dans cette cause, il s'agissait de savoir si les habitants de Reims étaient tenus de participer aux frais du couronnement du roi. Le bailli de Vermandois fit une enquête pour éclaircir ce point, et quand il eut réuni suffisamment de preuves, il les apporta à la cour : *quibus receptis, die eis assignata Parisius, apud Templum, ad audiendum jus super predictis, et racionibus eorum diligenter intellectis..... de concilio magistrorum curie, qui tunc erant in predictis compotis apud Templum, dixit dictus ballivus et pronunciavit per jus quod, etc.* Les parties ayant plus tard sollicité un record, il eut lieu, comme dans le cas précédent.

On voit que les comptes étaient la cour elle-même; que des affaires commencées par eux se terminaient quelquefois devant elle ou réciproquement; et que, loin de se renfermer dans le simple examen de la comptabilité des baillis, des prévôts et des maires, ils étendaient leur juridiction sur tout procès qui se rapportait à une perception, non pas d'impôt, car il n'en existait pas à cette époque, mais de droits royaux. Ainsi, nous lisons dans le même volume des Olim l'indication de sept enquêtes relatives à des procès sur la levée des tailles

à Paris, et qui sont intitulées : *Inqueste que sequntur terminate fuerunt Parisius, in compotis Assumpcionis beate Marie virginis, anno Domini 1270°* [1]. Si l'on ne trouve pas dans les Olim un plus grand nombre d'arrêts rendus par les maîtres des comptes, si même on n'y voit mentionnés que ceux sur lesquels la cour fut recordée plus tard, c'est sans doute parce que l'on conservait au Temple des registres où les délibérations des comptes étaient transcrites, registres dont la tenue était commandée par la nécessité.

La cour garda, pendant tout le XIIIe siècle, sa juridiction financière; et les divers comptes que Brussel a publiés nous apprennent qu'elle avait introduit dans cette partie de l'administration féodale autant de régularité que le permettaient le désordre des temps et l'ignorance absolue où l'on était sur les premières règles de la comptabilité.

d. Cours des sénéchaux de Languedoc. Simon de Montfort fut investi, en récompense de son zèle pour l'Église et de son courage dans la guerre contre les Albigeois, des comtés de Carcassonne, de Béziers et de Nîmes, qu'il avait conquis sur Raymond-Roger. Il périt au siége de Toulouse en 1219, et laissa pour successeur son fils Amaury, qui, ne pouvant soutenir le poids de cette guerre, céda, dès l'année 1226, tous ses droits à Louis VIII, et ratifia solennellement cette cession au roi Louis IX, en 1229. Le reste du Languedoc, comprenant le comté de Toulouse et le marquisat de Provence, ne fut réuni à la couronne qu'en l'année 1271, par le roi Philippe le Hardi, après la mort du comte Alphonse, son oncle, et de Jeanne, comtesse de Toulouse, épouse de ce dernier.

Je vais indiquer les rapports qui furent établis entre les justiciables de ces deux portions du Languedoc et la cour du

[1] P. 347.

roi de France, aussitôt après la réunion de cette belle province au domaine de la couronne; on verra que, malgré la différence des mœurs, des coutumes, du langage, et malgré la distance, la cour du roi étendit sur le Languedoc une juridiction qu'elle conserva aussi longtemps qu'il ne fut pas démontré qu'un fardeau pareil était au-dessus de ses forces.

Simon de Montfort établit pour régir les terres qui lui avaient été accordées dans le Languedoc, deux sénéchaux: l'un, appelé sénéchal de Beaucaire, gouvernait le pays situé aux environs du Rhône; l'autre, sous le titre de sénéchal de Carcassonne, régissait les domaines qui avaient appartenu au vicomte Raymond-Roger. En 1226, le roi Louis VIII respecta cette organisation politique et judiciaire [1].

La principale fonction de ces officiers était de rendre la justice et de présider les assises de la sénéchaussée, qui se composaient des premiers seigneurs du pays, et de jurisconsultes qui servaient de lieutenants aux sénéchaux. Ces magistrats commandaient la noblesse du pays, lorsqu'elle marchait au service du roi ou qu'elle s'assemblait pour quelque autre raison, et de plus ils avaient l'intendance du domaine du prince et de tous les subsides qui se levaient dans leur district, dont ils étaient regardés comme les véritables chefs, sous le rapport militaire, judiciaire et financier. On avait donc raison de les appeler des *baillis supérieurs*, car leur autorité, quoique plus étendue et plus brillante, rappelait celle des baillis du royaume de France. Les viguiers et les autres juges, dont les sentences pouvaient être déférées au jugement des sénéchaux, étaient désignés sous le nom général de *baillis inférieurs* [2].

[1] Vaissette, *Histoire de Languedoc*, t. III, p. 360.
[2] *Id.*

Les sénéchaux représentaient le roi, et, quoique leur institution fût récente, il est certain que la cour qu'ils présidaient occupait, dans l'ordre des juridictions, la place de l'ancienne cour féodale des comtes de Carcassonne. Ils auraient donc dû, selon les principes rigoureux du droit féodal, juger souverainement, sauf le recours des parties, en cas de défaut de droit, devant la cour du roi, puisque les comtes de Carcassonne, dont les dénis de justice étaient déférés à la cour du roi d'Aragon, jugeaient ainsi. Cet ordre de juridictions fut renversé, et le fut, il faut le remarquer, par l'accord commun du roi, des justiciables et même des sénéchaux. A cette époque, l'idée qu'un délégué du chef-seigneur pouvait juger souverainement n'était admise par personne, car elle semblait opposée au principe de l'omnipotence royale qui dominait tous les esprits; la justice immédiate et personnelle du roi apparaissait comme la réparatrice des erreurs ou de l'injustice des juges inférieurs. La royauté favorisait, surtout dans les pays nouvellement réunis à la couronne, une opinion qui lui était si favorable et au triomphe de laquelle les sénéchaux et les baillis, toujours empressés de rejeter sur la cour du roi une part considérable du fardeau des affaires judiciaires, n'opposaient aucun obstacle. Le recours au souverain fut donc admis par les provinces du Languedoc comme une faveur, et non comme la sanction de leur assujettissement.

Les sénéchaux possédaient comme officiers militaires et comme magistrats un pouvoir très-étendu; pour empêcher qu'ils n'en abusassent, saint Louis envoyait, dans les deux sénéchaussées, des *enquesteurs* chargés d'examiner et de réformer au besoin l'administration de ces magistrats. Maître Pierre de Castro et frère Jean du Temple, de l'ordre du Val des Écoliers, furent nommés, en 1247, commissaires dans les deux

sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire, avec l'autorité de lieutenants du roi [1]. En 1254 la même mission fut confiée à Philippe, archevêque d'Aix, à frère Pons de Saint-Gilles, de l'ordre des prêcheurs, à frère Guillaume-Robert de Beaucaire, de l'ordre des mineurs, et au fameux Guy Fucoldi [2]; or, ces commissaires, comme les députés à l'échiquier de Normandie et aux grands jours de Troyes, étaient membres du conseil du roi; et, pour ne parler ici que du plus célèbre des personnages qui viennent d'être cités, je dirai que Guy Fucoldi, lorsqu'il n'occupait encore que le siége épiscopal du Puy, siégeait habituellement dans la cour du roi [3], dont ses vastes connaissances le rendaient l'oracle.

Les commissaires envoyés dans les sénéchaussées en 1247, s'étant rendus à Alais, Thiburge, veuve de Bernard Pelet et Bernard Pelet, leur fils, se plaignirent des vexations qu'ils avaient souffertes de la part de Pierre Faber, ci-devant sénéchal de Beaucaire, qui avait fait détruire la tour d'Alais, nonobstant l'appel que Sibille, aïeule de Bernard Pelet, laquelle était en jouissance de la garde de cette tour, avait interjeté au roi [4]. En effet, les commissaires n'étaient pas juges des appels, car leurs fonctions consistaient à examiner la conduite des sénéchaux, à réparer immédiatement toutes les injustices que ceux-ci avaient commises, et à prendre les mesures les plus efficaces pour en prévenir le retour, mais sans empiéter sur les droits du parlement, qui seul devait connaître des appels formés par les justiciables des sénéchaussées. Il suffit d'ouvrir le premier volume des Olim pour se

[1] *Hist. de Languedoc*, t. III, p. 459.
[2] *Id.* p. 481.
[3] *Olim*, t. I, p. 75, n° XXIX.
[4] *Hist. de Languedoc*, t. III, p. 459.

convaincre que les pays de droit écrit n'avaient pas adopté l'usage de l'appel avec moins d'ardeur que le reste de la France, et que les justiciables de ces contrées, malgré l'éloignement de la cour royale, les dépenses, les retards, les dérangements que devait occasionner un appel porté devant cette cour, employaient ce moyen de droit, pour ainsi dire à chaque instant. Le parlement recevait les appels sans nulle difficulté, revoyait les procédures instruites ou ordonnées par les sénéchaux, prescrivait souvent qu'elles fussent recommencées ou par les sénéchaux eux-mêmes ou par des personnes désignées à cet effet; commandait des enquêtes nouvelles ou plus approfondies, dans le but soit d'éclaircir les faits d'un procès, soit de fixer les dispositions d'une coutume; adressait des mandements aux sénéchaux sur des affaires générales comme sur des cas particuliers, en un mot ce tribunal remplissait, en dépit d'obstacles qui chaque jour devenaient plus grands, car chaque jour le nombre et la difficulté des affaires augmentaient, tous les devoirs d'une cour d'appel soumise encore aux usages de la féodalité. Les arrêts qui constatent la juridiction directe du parlement sur les deux sénéchaussées sont en si grand nombre, dans le premier et le second volume des Olim; les témoignages de la sollicitude qui animait cette cour pour la bonne et prompte administration de la justice dans des contrées nouvellement réunies à la couronne et qui venaient d'être déchirées par les horreurs d'une longue guerre civile, sont si éclatants, que je ne crois pas nécessaire d'apporter ici, à l'appui de ce que je viens de dire, des preuves qui se trouvent sous la main du lecteur.

Lorsqu'en l'année 1271 Philippe III réunit définitivement à la couronne de France le comté de Toulouse, il se contenta de former de ce vaste et riche territoire une troisième sénéchaus-

sée, qui fut soumise au même régime judiciaire que les deux autres. Dès le parlement de la Pentecôte 1273, on voit les justiciables de la nouvelle sénéchaussée interjeter appel à la cour royale, qui reçoit et juge ces appels sans retard; car son zèle semble croître à mesure que l'on recule les limites de sa juridiction. La réunion des trois sénéchaussées au domaine de la couronne fut un fait politique de la plus haute importance, qui eut pour résultat de fondre ensemble toutes les populations du midi de la France, et de les placer sous l'égide de la même autorité; cependant cette réunion, qui dut froisser tant d'intérêts, rompre tant d'habitudes, renverser tant d'espérances, s'opéra sans secousse, sans effort même, parce que l'uniformité régnait tellement au sein des institutions féodales, qu'en changeant de maître les peuples n'étaient contraints de changer ni de mœurs, ni de lois, ni de coutumes. La justice que les habitants du Languedoc allaient naguères demander à Toulouse ou à Carcassonne, ils iront désormais la demander à Paris, et le respect qu'ils portent à la justice du roi de France, la confiance qu'ils ont dans son impartialité et dans sa vigueur, ne permettront pas qu'ils se plaignent de son éloignement.

Vingt années s'écoulèrent après la réunion du comté de Toulouse à la couronne, sans que la nécessité de modifier les usages de la cour royale relativement à l'expédition des appels venus des sénéchaussées se révélât; mais, au parlement tenu après la Toussaint 1291, Philippe le Bel rendit une ordonnance par laquelle il fut décidé que quatre ou cinq personnes du conseil (*de consilio*) siégeraient toutes les semaines le vendredi, le samedi, le dimanche et autres jours s'il était à propos, pour entendre et expédier les requêtes et les causes des sénéchaussées et des autres pays régis par le droit

écrit[1]. Il nomma, pour remplir immédiatement cet office, le chantre de Bayeux, les maîtres Jean de la Ferté, Égide de Camelin et Godefroy de Villebraîne. Le doyen de Verberie devait remplir près de cette commission les fonctions de notaire.

L'ordonnance de 1291 nous apprend que les sénéchaux, les baillis, les vicomtes, en un mot que tous les magistrats dont les jugements étaient déférés à la cour du roi, siégeaient dans cette cour avec leurs clercs, et qu'ils devaient se retirer lorsqu'on jugeait, à moins qu'ils ne fissent eux-mêmes partie du conseil[2]. Il est cependant difficile d'admettre que les sénéchaux du Languedoc vinssent à chaque session prendre place au parlement; et il faut penser qu'ils ne quittaient leur province pour apporter aux juges du conseil le tribut de leurs lumières, que quand il s'agissait d'affaires difficiles et importantes, sur lesquelles il était nécessaire de les entendre.

Philippe le Bel introduisit dans le régime du parlement d'autres changements qui amenèrent la création d'une cour supérieure pour le Languedoc. Je me réserve de traiter ce sujet dans la préface du troisième volume des Olim, où l'influence du règne de ce prince sur l'administration de la justice souveraine en France sera envisagée sous tous ses aspects.

e. Assises des baillis. Les assises des baillis étaient un débris des anciennes cours féodales. Pour faire comprendre l'origine et le caractère de ces juridictions, il est nécessaire de remonter plus haut que l'époque dont je m'occupe.

Lorsque les principes de la féodalité recevaient une application rigoureuse, quand les tribunaux étaient soumis à la même loi et au même régime, chaque suzerain avait sa cour

[1] *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 320.

[2] Art. VI.

judiciaire, dans laquelle tous ses vassaux, en vertu de leur acte d'hommage et de leur serment de fidélité, étaient tenus de venir siéger quand ils en avaient été requis légalement. Cette obligation, dont Philippe de Navarre et Jean d'Ibelin ont expliqué le caractère et l'étendue avec une attention toute particulière, n'était pas moins sacrée que celle qui commandait au vassal de marcher à la défense de l'honneur, de la vie et des droits de son suzerain. Ce système judiciaire se distinguait par sa simplicité: dans chaque seigneurie, il existait une cour féodale, et cette cour était souveraine, car à cette époque on ne connaissait pas l'usage d'interjeter appel du juge inférieur au juge supérieur; mais ce qu'il importe le plus d'observer, c'est que l'obligation de siéger dans la cour féodale était, pour le suzerain comme pour ses vassaux, une obligation personnelle, et que l'impossibilité où se trouvèrent les grands vassaux et les seigneurs puissants de la remplir, amena la décadence du système judiciaire de la féodalité. Lorsque les procès, peu nombreux et peu compliqués, se terminaient plutôt sur les champs de bataille que devant les tribunaux, les barons n'assemblaient leurs cours que dans les solennités, quand une guerre était déclarée, lorsqu'ils admettaient leurs enfants à la chevalerie ou qu'ils voulaient confisquer les fiefs d'un vassal rebelle: dans ces occasions ils rendaient aussi la justice à ceux de leurs vassaux qui venaient la demander; il n'y avait donc rien de fixe, rien de régulier dans le régime judiciaire de ces temps. Mais l'esprit de la société changea: l'emploi de la force devint moins fréquent, les idées de droit pénétrèrent dans les mœurs, les fiefs entrèrent dans la circulation et rendirent les procès plus nombreux et plus difficiles à décider; alors les vassaux se trouvaient fréquemment dans la nécessité de réclamer, pour vider leurs querelles, l'assemblée de la cour. Les hauts

barons furent contraints, par ce changement des usages, ou de déléguer leurs fonctions judiciaires, ou d'abandonner la défense et l'administration de leurs seigneuries pour se transformer en juges, en légistes. Les seigneurs d'Orient surent, avec autant d'habileté que de bonheur, remplir à la fois leurs devoirs politiques et leurs obligations judiciaires; mais les barons de France ne l'essayèrent même pas, et ils abandonnèrent sans regret l'exercice de leur autorité judiciaire à des officiers qui, sous les titres de vicomtes, sénéchaux, prévôts ou baillis, assemblaient et présidaient leur cour. Les rois avaient beaucoup plus de motifs que les seigneurs d'agir de la sorte, et il faut même reconnaître qu'à aucune époque il ne leur fut possible de satisfaire rigoureusement à leurs devoirs de justiciers; des soins d'un genre différent et bien autrement importants réclamaient toute leur attention et tout leur temps: ils rendaient directement la justice à leurs grands vassaux ou à leurs vassaux immédiats dans les parlements qu'ils tenaient à diverses époques de l'année; ils s'attachaient même à convoquer ces parlements dans des lieux différents et quelquefois très-éloignés de leur capitale, afin de se rapprocher davantage des justiciables, et de voir par leurs propres yeux si les plaintes alléguées contre leurs officiers étaient fondées: ils ne pouvaient pas faire davantage pour la bonne et sage administration de leurs états; mais on doit louer particulièrement Philippe-Auguste qui, après avoir reconnu les inconvénients d'un semblable système judiciaire, sut employer pour les faire cesser un moyen efficace.

Les cours féodales étaient étrangères les unes aux autres, et aucun lien ne les rattachait à la cour du roi. Le souverain pouvait évoquer toute sorte d'affaires à son tribunal, appeler devant lui ses officiers de justice, pour les réprimander ou

pour les châtier, et rien ne l'obligeait à tenir compte de leurs sentences, car le droit de juger était inhérent à sa personne; cependant la cour du roi, considérée comme tribunal suprême, n'exerçait point d'action directe sur les cours féodales, qui, lorsque le roi ne se trouvait pas dans leur ressort, jugeaient souverainement, et sous l'influence de ces idées et de ces intérêts locaux qui pervertissent toujours l'administration de la justice. Voilà l'abus que Philippe-Auguste fit cesser par la création des baillis. On a beaucoup écrit sur l'institution de ces officiers, dont l'autorité politique et judiciaire grandit avec rapidité; je me contenterai de répéter ce qui est nécessaire à l'intelligence du sujet que je traite.

Philippe-Auguste établit dans diverses parties de ses domaines, et sans s'astreindre à suivre les anciennes circonscriptions féodales, des magistrats dont les fonctions, à la fois militaires et judiciaires, consistaient principalement à exiger de ses vassaux les deux genres de service auxquels ils étaient tenus : le service militaire et le service de cour. Tel fut, dans le principe, le seul but de la création des baillis. Saint Louis augmenta leur nombre, étendit leurs attributions et, par une sage ordonnance, entoura leur pouvoir d'un grand éclat; en sorte qu'au milieu du XIIIe siècle, l'administration à peu près entière des domaines royaux était remise au zèle et à la vigilance de ces officiers.

Pour remplir leurs devoirs de juges, ils tenaient, à diverses époques de l'année, des *assises*, durant lesquelles, entourés d'un nombre indéterminé de vassaux du roi, ils rendaient la justice. Il importe de déterminer avec exactitude le caractère de cette nouvelle juridiction.

Au premier abord, on n'aperçoit aucune différence entre l'assise d'un bailli ou le tribunal d'un prévôt; l'un et l'autre

de ces deux officiers jugeait au nom du roi et assisté de ses vassaux : le rang élevé du bailli, la grande autorité qu'il exerçait, et la délégation spéciale et directe dont le roi l'avait honoré, ne pouvaient rien changer au caractère légal de sa juridiction. Cela est si vrai, qu'à l'époque dont je parle les baillis n'avaient pas encore supplanté tous les anciens juges royaux, et que les prévôts continuaient de connaître et de juger souverainement les affaires que les baillis n'attiraient pas à leurs assises. Ce qui changea complétement la nature des fonctions judiciaires des baillis et consacra la suprématie de ces magistrats sur les juges inférieurs, ce fut l'introduction de l'appel, innovation dont je ne puis assez signaler les bienfaits, et qui, malgré son importance et la grandeur de ses résultats, fut la conséquence de l'instinct national qui, durant tant de siècles, conserva au fond du cœur des Français cette touchante conviction, que du trône descendaient le redressement des torts, la punition de l'injustice et des consolations pour tous les genres de malheur.

Les baillis, qui n'étaient pas seulement les agents de l'autorité royale, mais qui, s'associant à toutes ses pensées, publiques ou secrètes, propageaient, avec une foi ardente, la politique réformatrice du trône, n'opposèrent aucun obstacle à l'introduction de l'appel, c'est-à-dire d'un usage qui remplaçait les barbares provocations en vertu desquelles un juge était forcé de descendre de son siége pour venir combattre en champ clos contre une partie mécontente, par une révision calme, réfléchie, impartiale, de l'arrêt qu'il avait rendu. Ils étaient d'autant moins disposés à se roidir contre cette innovation, que, si la révision de leurs arrêts par la cour du roi pouvait quelquefois blesser leur amour-propre, cet usage, en les dispensant de tirer l'épée pour défendre ce qu'ils

avaient décidé, leur donnait toute la liberté nécessaire pour pouvoir remplir, sans aucune préoccupation personnelle, les difficiles fonctions qui leur étaient confiées.

On a prétendu qu'il n'existait, sous le règne de Philippe-Auguste, que quatre baillis dans les domaines royaux ; à l'époque de saint Louis, il y en avait : à Amiens, à Bourges, à Caen, à Calais, à Coutances, à Étampes, à Gisors, à Laon, à Mâcon, à Mantes, à Orléans, à Rouen, à Sens, à Senlis, à Tours, à Verneuil et dans le Vermandois. Les grands vassaux de la couronne en établirent aussi dans leurs seigneuries. Il faudrait complétement méconnaître l'esprit du XIIIe siècle pour croire que ces magistrats obéissaient à la même loi ou à des usages semblables : partout, les traditions, les mœurs, les coutumes, modifiaient, plus ou moins sensiblement, l'étendue et l'exercice de leur pouvoir; mais partout aussi ils imprimaient à la distribution de la justice une régularité et une énergie qu'elle n'avait jamais possédées et qu'elle ne semblait pas pouvoir posséder sous le régime féodal. J'ai exposé les motifs principaux qui avaient amené la création des baillis, il me reste maintenant à montrer l'influence que les mœurs anciennes et les coutumes locales exercèrent sur cette nouvelle institution.

Les baillis étaient les représentants du roi ou des barons dans les cours féodales; mais Beaumanoir, historien non moins exact des mœurs et des idées de son temps que jurisconsulte sage et éclairé, nous apprend qu'en beaucoup de lieux les cours ne s'assemblaient plus, et que tout le pouvoir judiciaire avait été recueilli par les baillis. « Il y a, dit-il [1], aucuns liex « là où li baillix fet les jugemens, et autres liex là où li homme « qui sont homme du fief au seigneur les font. Or, disons-nous

[1] C. 1, p. 11.

« ainsint, que les lieus là où li baillis font les jugemens, quand « li bailly a les parolles receus et elles sont apuiées en juge- « ment, il doit appeller à son conseilg des plus sages et fere « le jugement par leur conseilg, car se l'en appele dou juge- « ment et li jugemens est trouviés mauvès, li bailly est es- « cusé de blasme, quand on set que il le fist par conseilg de « saiges gents. Et ou liu là où l'en juge par hommes, le bailly « est tenu, en la présence des hommes, à penre les parolles « de chaux qui plaident et doit demender as parties se ils « vuelent oïr droit selonc les raisons que il ont dites; et se il « dient : Sire, oïl, li bailli doit contraindre les hommes que il « facent le jugement... Et se il ne plest au bailli ou aux hommes, « li bailli n'est mie tenu à estre au jugement ne à prononcier « le jugement, se il n'est ainsint que li baillis ne soit homs du « fiés au seigneur à qui il est baillis; car en tel cas, convien- « droit-il que il fust pers aveques les autres. » Ainsi, dans certains pays, le jugement par pairs était tout à fait tombé en désuétude, et le bailli rendait la justice assisté de simples prud'hommes et de légistes que lui-même désignait, tandis que dans les autres, et le comté de Clermont était de ce nombre, comme Beaumanoir nous l'apprend, l'assise se composait des seuls feudataires de la seigneurie qui, pairs les uns les autres, jugeaient sans le bailli, à moins qu'il ne fût leur pair. On appelait *assise du bailli* le tribunal où le bailli jugeait seul, et *assise des chevaliers,* celui où le droit de rendre le jugement appartenait, conformément à la coutume ancienne, aux hommes du fief [1].

Un même esprit et des usages judiciaires semblables ne régnaient pas, à beaucoup près, au sein de ces deux genres de

[1] Les jurisconsultes du XVIe et du XVIIe siècle parlent très-souvent des assises, mais telles qu'elles avaient lieu de leur temps, ce qui est étranger à mon sujet.

tribunaux. Le bailli avait introduit dans l'assise où il jugeait seul le respect de l'autorité royale, le principe de l'appel, l'usage de l'enquête, l'autorité de la loi romaine et des formes de procéder puisées, en grande partie, dans la pratique des cours ecclésiastiques. Au contraire, on retrouvait dans l'assise des chevaliers la féodalité tout entière, avec ses préjugés, ses violences et son mépris pour les notions les plus élémentaires du droit : en un mot, le duel y jouissait d'une autorité incontestée et on l'y désignait sous la qualification honorable d'*ancienne coutume*. Les baillis s'attachaient à étendre le ressort de leurs juridictions, et à détourner les chevaliers de venir siéger aux assises, et comme les seigneurs français n'ont jamais montré pour ce genre d'occupation un goût très-prononcé, ils se laissèrent peu à peu, et sans opposer de résistance, éconduire des tribunaux où se décidaient leurs plus chers intérêts. Avec eux sortit du sein des cours féodales le principe du jugement des pairs, qui y régnait depuis près de trois siècles; ou, pour mieux dire, avec eux la féodalité sortit des cours de justice. Quand on se rappelle ce qu'il y avait de bon, de noble, de grand dans la pairie; quand on songe qu'il eût été facile de l'approprier au génie des institutions nouvelles qui se préparaient pour la France, il est permis de regretter que les ardents propagateurs de l'autorité royale aient attaqué, avec un égal acharnement, et sans distinguer le bien du mal, tous les éléments dont se composait le système féodal.

La royauté cherchait à restreindre la juridiction et à diminuer l'influence des assises militaires; et, quoique les motifs qui l'animaient soient faciles à saisir, on ne comprend pas qu'elle ait accordé aux juridictions bourgeoises d'une foule de villes le droit de juger les chevaliers dont les domaines étaient situés dans le territoire de ces cités. Rien n'était

assurément plus contraire aux droits de la noblesse et aux usages des fiefs; rien n'annonçait mieux l'intention non-seulement d'abaisser, mais d'humilier les seigneurs. Aussi leurs réclamations contre un tel oubli de leurs priviléges étaient-elles aussi vives que persistantes.

Au parlement de la Pentecôte 1261, le comte de Sancerre, le chef d'une maison ancienne et puissante, se plaignit de ce que le bailli de Bourges le faisait juger par les bourgeois et autres gens de la banlieue de cette ville, ce qui lui portait un grave préjudice, et il demandait que le roi le fît juger ailleurs, *in alia assisia, in qua posset per milites judicari*, fondant sa demande sur ce qu'il était homme du comte de Champagne et justiciable des barons de cette province, avant que le seigneur roi eût acheté les fiefs de Champagne. Les bourgeois et l'église de Bourges répondaient, entre autres choses, *quod si in assisia Aubigniaci vel aliqua alia judicaretur in Bituricis, vix vel nunquam posset haberi jus de ipso, cum major pars militum sint de parentela sua, vel homines sui, aut parentum suorum, vel de familia eorum* [1]. La plainte du comte de Sancerre fut rejetée. Ce simple procès fournit l'enseignement le plus curieux sur l'état des institutions de la France au milieu du XIIIe siècle. N'est-il pas étrange de voir les bourgeois de Bourges signaler, comme des abus que la cour devait se garder d'autoriser, des faits qui étaient la conséquence naturelle et reconnue de l'association des pairs? Les jurisconsultes d'Orient recommandent aux parties d'amener en la haute cour le plus qu'ils pourront de leurs parents, de leurs amis, de leurs compagnons [2]; en France, au contraire, la clientelle féodale est proscrite comme une source d'injustices : cette différence montre combien dans

[1] *Olim*, t. I, p. 510, n° XI.

[2] *Assises de Jérusalem*, t. I, p. 73, 481.

ce pays on s'était éloigné des véritables principes sur lesquels reposait la féodalité.

Les baillis devaient tenir fréquemment les assises, au moins de six semaines en six semaines[1]; mais, comme leurs fonctions militaires absorbaient quelquefois tous leurs moments, ils pouvaient se faire suppléer dans la présidence par des *assesseurs*[2]; de plus ils jugeaient sommairement, et hors de l'assise, toute affaire qui exigeait une prompte solution. « Il n'est mie mestier, dit le jurisconsulte de Clermont, « que li baillis en touttes choses qui aviennent, facent plet « ordené, ainchois doit courre au-devant des meflès et justi- « cier selonc le meffet; et touttes voies bien se vuard que il ne « mette nullui à mort sans jugement. Ne il n'est mie mestiers, « quant aucun cas avient dont la justiche doit estre hastés, « que il attende ses assises; mès prenne trois des jugeurs ou « quatre ou plus, se il li plest, liquel soient sans soupechon, « et face fere le jugement sans delai; car par les justices qui « trop delaiènt sont maint maufeteur eschapé et maint malfet[3]. » Le bailli avait donc, même dans les pays où le jugement des pairs s'était conservé, le moyen d'enlever à l'assise militaire les affaires dont il lui convenait de connaître directement. Sans doute il pouvait plus tard être appelé à rendre compte de ses jugements ou de sa conduite devant la cour du roi, ou devant celle de son seigneur s'il n'était pas bailli royal; mais, dans l'un comme dans l'autre cas, il trouvait une autorité disposée à favoriser ses empiétements et à excuser ses écarts, puisque toujours il agissait ou semblait agir dans l'intérêt de cette autorité. « Il avint, dit Beaumanoir[4], que un borjois de « Clermont feri un houme là où li prevos tenoit ses plès; je en « levai trante livres d'amande; il s'en ala plaindre au roy, et

[1] Beaumanoir, p. 13. — [2] *Id.* p. 14. — [3] *Id.* p. 15. — [4] P. 150.

« empetra une letre que je li feisse l'amande jugier par les « houmes de Clermont; je ne vous, ains alai en parlement, « et, le borjois present, je proposai le fet. Il fut regardé qu'il « ne convenoit pas metre chel cas ou jugement des houmes le « conte, pour che que le fet touchoit le despit au seigneur; et « fu dit au bourjois qu'il en avoit bon marchié quant il en estoit « quites pour trente livres. » Ce récit d'un fait fort simple en lui-même, et qui devait se reproduire souvent, donne une idée exacte de l'administration de la justice bailliagère : un homme en blesse un autre pendant que le prévôt tient ses plaids, que l'on appelait *les plets communs, les petits plets;* ce n'est pas le prévôt qui connaît du délit, mais bien le bailli, dont l'autorité n'est jamais suspendue. Le condamné réclame auprès du roi, souverain justicier, et obtient d'être renvoyé devant la cour du comte de Clermont, son seigneur légitime. Le bailli se rend aussitôt au parlement et y fait annuler le mandement du roi, par ce motif que le délit reproché au plaignant est un cas royal, qui doit rester soumis à sa propre juridiction. Le prudent Beaumanoir connaissait trop bien l'esprit dont le parlement était animé pour ignorer qu'il n'y avait pas d'usurpation flagrante que les baillis ne pussent faire sanctionner par cette cour en alléguant un cas royal. Ce fut à l'aide de cette doctrine arbitraire, et d'autant plus puissante qu'elle ne fut jamais expliquée, que les baillis parvinrent à ramener sous l'autorité du roi toutes les juridictions seigneuriales.

Il est inutile de pousser plus loin les recherches sur l'exercice de l'autorité judiciaire des baillis. Cependant je crois nécessaire de donner quelques détails sur l'administration de la justice bailliagère ou vicomtale dans une province où les idées de droit étaient beaucoup plus avancées que nulle part ailleurs en France : je veux parler de la Normandie. Après

s'être livré à des considérations générales, il est bon de porter son attention sur certains faits particuliers, et de les interroger pour savoir s'ils s'accordent avec les règles posées précédemment.

Dans la Normandie, les assises n'étaient tenues qu'une fois ou deux par an en chaque vicomté [1]. Pendant la durée de ces assises, l'action de la justice seigneuriale restait suspendue. « Tandis comme assise sera tenue en aucune contrée ou en aucune visconté, dit le vieux coutumier de cette province [2], nus hom ne soit tant hardiz que il tiegne plez en sa cort, quar li baron et li autre preudome se doivent assembler à tenir les assises et à faire leaus jugemenz. » Pour siéger dans l'assise il fallait être baron ou chevalier, c'est-à-dire tenir un fief du roi directement ou indirectement. « Les assises sont tenues par les chevaliers et par les leaus homes [3]. »

L'assise, composée de tous les feudataires de la vicomté, était véritablement l'assemblée des chefs du canton; mais on concevra que les obligations du service militaire et le mouvement de la vie féodale ne permissent pas à ces guerriers de remplir toujours avec exactitude leurs devoirs judiciaires : aussi les chevaliers étaient-ils autorisés à désigner quelques-uns d'entre eux qui allaient tenir l'assise pour les autres. « Trois ou quatre chevalier ou baron, qui sont esleu à tenir les assises, doivent jurer qu'il tandront leal justice et garderont les etablissemenz del païs et des droiz as innocenz [4]. »

Il paraît que les maîtres ou jurisconsultes entraient dans les assises avant même que la Normandie eût été réunie à la couronne; car celle qui fut tenue à Falaise, la première année

[1] *Coutumier général*, t. IV, p. 23.—Marnier, *Établissements et coutumes*, p. 37. — [2] *Coutumier*, p. 11; Marnier, p. 32. — [3] *Coutumier*, p. 24; Marnier, p. 22. — [4] *Coutumier*, p. 11; Marnier, p. 22.

du règne de Jean-sans-Terre (1199), se composait de Guillaume le Gros, de Pierre des Préaux, d'Henri de Pontaudemer, de Raoul de Séez dit l'Abbé, et de *maître* Michel Belet[1]. Cette atteinte portée aux prérogatives judiciaires des seigneurs ne fut donc pas, dans cette province, le résultat de la politique suivie par les rois de France.

Les droits de l'assise étaient, en Normandie, fort étendus, car les chevaliers se réunissaient non pas seulement pour distribuer la justice, mais pour examiner l'administration du vicomte et de ses sergents. « Lors sont li baron juré semonz à « tenir les assises, et doivent enquerre que li visconte et li « sergent n'aient mal fet à leur baillies envers les innocenz. « E se il truevent que tel chose oit esté fete, il la doivent fere « amender lealement et fermement[2]. »

Le principe qui dominait dans les assises de la Normandie était le jugement des pairs, quoique ailleurs il fût devenu, comme je l'ai dit, l'objet d'attaques très-vives. « Chascuns doit « estre jugiez par ses pers; li baron et li chevalier qui sevent « les etablissemenz de la loi et qui criement Dieu, pueent bien « jugier li uns l'autre, mès il ne loist pas à vilain ne à aucun « del pueple à jugier chevalier ou clerc[3]. » Cependant « se un « très-povres homs se plaint d'iceles justices, li baron juré qui « tiennent l'asise garderont le droit au povre, si que les povres « porra pledier o le visconte en sa visconté, per à per[4]. »

A l'époque où écrivait l'auteur du vieux coutumier, c'est-à-dire à la fin du XIIe siècle, on tenait des rôles en chaque assise. « Li rolle sont gardé pour oster les contanz des choses « qui ont esté jugiées en assises[5]. » L'autorité du record était

[1] *Bibl. de l'École des chartes*, t. I, p. 545. — [2] *Coutumier*, p. 24; Marnier, p. 38. — [3] *Coutumier*, p. 24; Marnier, p. 22. — [4] *Coutumier*, p. 3; Marnier, p. 38. — [5] *Coutumier*, p. 11; Marnier, p. 23.

donc fort affaiblie en Normandie, et les tribunaux de cette province recueillaient et transcrivaient leurs actes à une époque où la cour du roi abandonnait la conservation des siens à la mémoire des juges. Il existe un recueil de sentences rendues dans les assises qui eurent lieu en 1234, 1236 et 1237, à Caen, à Lisieux, à Bayeux, à Falaise et à Avranches[1]; on doit regretter que le nombre de ces jugements ne soit pas assez grand pour nous permettre de déterminer jusqu'à quel point les anciennes traditions féodales vivaient encore dans les assises militaires de la Normandie.

On le voit, dans les domaines du roi et dans les fiefs des seigneurs feudataires de la couronne, les baillis étaient les liens qui rattachaient à la cour du souverain, à ce chef-lieu de la justice, les juridictions locales. La direction de ces officiers, tous ardents à combattre les injustices du système féodal, à propager les maximes d'équité qu'ils puisaient dans les lois romaines, et à ramener à l'unité un pouvoir tombé en mille mains, appartenait à la cour royale, du sein de laquelle ils sortaient, et où ils venaient reprendre leur place après l'expiration de leurs fonctions. Il faut même aller plus loin, et dire que les baillis étaient de véritables membres du parlement, en mission dans les bailliages, et qu'ils ne perdirent ce caractère qu'à une époque postérieure au XIIIe siècle; en effet, on lit dans l'ordonnance relative au parlement, rendue par Philippe le Bel, en 1281[2], un article auquel j'ai déjà fait allusion et qui est conçu en ces termes : *Senescalli et ballivi, præpositi, vicecomites et eorum clerici in arrestis et judiciis faciendis non remaneant, sed irrequisiti recedant, nisi sint de consilio.* Jusqu'à l'année 1291 les baillis restèrent donc en possession du droit d'assister et de prendre part à la délibéra-

[1] Marnier, p. 89-109. — [2] *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 321.

tion des arrêts ; mais on comprit qu'ils étaient, en quelque sorte, juges et parties, et il fut décidé que les baillis qui faisaient partie de la cour pourraient seuls jouir de cette faculté. Il y avait encore, dans une pareille transaction, d'assez graves inconvénients : Philippe le Bel le reconnut et voulut y porter remède. *Nolumus*, dit-il dans son ordonnance de 1302 [1], *quod senescallus aliquis vel ballivus sit de nostro consilio, quandiu suæ præerit præfecturæ. Et si antea receptus fuerit de nostro consilio, nolumus quod, suo durante officio, se de eo aliquatenus intromittat.* Remarquons que le législateur n'établit pas une incompatibilité absolue entre les deux fonctions; il défend seulement qu'elles soient remplies simultanément. Choisis et nommés par le grand conseil ou la cour, chargés d'exécuter les arrêts qu'elle rendait ou les enquêtes qu'elle ordonnait, de percevoir les impôts et de lui en rendre compte; de publier ses mandements et de veiller à ce qu'ils fussent respectés; appelés continuellement dans son sein pour éclaircir des faits douteux ou pour certifier l'existence d'une coutume, pour justifier leur gestion, ou pour faire connaître les ressources et les dispositions de leurs provinces, lors même que les baillis n'auraient pas joui du droit de prendre part aux délibérations du parlement, ils ne devraient pas moins être regardés comme les agents immédiats de cette cour. Les considérer comme de simples magistrats du ressort, qui jugeaient en première instance, ce serait se former une idée fausse des fonctions qu'ils exerçaient; car si les devoirs de leur charge les tenaient plus longtemps éloignés de la cour que les maîtres députés à l'échiquier de Normandie ou aux grands jours de Troyes, cette circonstance ne changeait rien à l'origine et au but de leurs attributions.

[1] *Recueil des Ordonnances*, t. I, p. 360.

Les magistrats qui, sous le nom de *sénéchaux*, commandaient au nom du roi dans certaines provinces, telles que le Poitou, la Saintonge et le Périgord, remplissaient des fonctions semblables à celles des baillis. Comme ceux-ci, ils rendaient la justice, percevaient les droits du roi, exigeaient les prestations féodales, exécutaient les mandements de la cour et venaient lui rendre compte de leur administration ou l'éclairer dans la révision des procès qu'ils avaient jugés. L'institution de ces officiers était plus ancienne que celle des baillis, et leur autorité s'étendait sur de plus vastes territoires : il n'existait pas d'autre différence entre ces deux ordres de magistrats. Saint Louis ne changea rien, ni à leur ressort, ni à leur compétence; il se contenta de les placer sous la main du parlement et de les assimiler aux baillis.

II. JURIDICTIONS QUI RELEVAIENT DU PARLEMENT.

Il faut maintenant diriger notre attention vers les juridictions qui relevaient simplement de la cour du roi, ou, en d'autres termes, à l'égard desquelles cette cour était un tribunal d'appel. On doit se souvenir qu'à l'époque du XIIIe siècle il n'existait aucune idée juste sur les degrés de juridiction, et que, si le parlement s'empara du droit de reviser les sentences de tribunaux qui se trouvaient hors de sa sphère, et dont l'indépendance à son égard ne pouvait pas être révoquée en doute, ce fut en se servant avec une rare habileté de l'opinion qui attribuait au roi le droit de réformer toute espèce d'arrêts, même ceux qu'il avait rendus. C'est ici que l'on pourra apprécier l'heureuse influence de l'introduction de l'appel sur les idées, les lois et le gouvernement de la France.

a. Juridictions seigneuriales. Dans les premiers temps de la

féodalité, les juridictions seigneuriales jouissaient d'une indépendance absolue : le suzerain n'exerçait aucune autorité sur la justice de son vassal, car, par l'effet de son inféodation, il avait abdiqué tous ses droits directs. La pratique introduisit cependant une exception à cette souveraineté des justices seigneuriales : chacun comprit que, si un seigneur ne pouvait ou ne voulait pas rendre justice à ses hommes, il devait leur être permis d'aller la demander à son suzerain. Cette idée naturelle et juste fut admise généralement, et prit place, dès une époque fort ancienne, parmi les principes du droit féodal. Mais elle ne profita, il faut le remarquer, qu'au roi seul, qui, suzerain de tous les seigneurs, devint le dernier terme des juridictions, le réformateur universel de tous les dénis de justice.

Cette importante prérogative ne pouvant s'exercer que dans le seul cas de refus de justice, les seigneurs, en s'acquittant avec plus de ponctualité de leurs fonctions judiciaires, seraient parvenus facilement à neutraliser ses effets; mais ils montrèrent sur ce point peu de sagacité, et, loin d'opposer une résistance éclairée aux empiétements de la couronne, ils les considérèrent comme une faveur qui diminuait l'étendue de leurs devoirs. La royauté put donc donner aux cas de déni de justice une extension démesurée, et développer librement sa suprématie judiciaire, d'abord dans ses propres domaines, ensuite dans ceux de ses grands vassaux.

Lorsque la cour du roi eut pris un caractère fixe et régulier, quand l'autorité des baillis se fut a rue et affermie, les recours au souverain justicier se multiplièrent dans toutes les juridictions qui relevaient de la couronne. Le plus petit retard apporté par un seigneur à l'expédition d'une affaire, la plus légère ambiguïté dans les termes du jugement qu'il avait

rendu, donnait lieu aussitôt à un appel pour défaut de droit, qui saisissait la cour royale de la décision du procès, quels que fussent le droit et les réclamations du seigneur dépossédé. Mais bientôt les dénis de justice ne suffirent plus aux entreprises des baillis, assurés que partout l'opinion approuvait les conquêtes de la couronne, confiants dans l'appui que leur prêtaient ces *bourgeois du roi*, qui semblaient n'exister que pour porter le désordre dans les juridictions seigneuriales, et célébrer en tout lieu la sécurité dont on jouissait sous l'égide royale, ils créèrent la fameuse théorie des cas royaux, à l'aide de laquelle ils dépouillèrent les seigneurs de leur autorité morale et de la plus grande partie de leur puissance judiciaire.

Cette théorie reposait sur une idée juste en elle-même, mais opposée à l'esprit de la féodalité, savoir que le roi, considéré comme chef suprême de l'association féodale, devait pourvoir aux intérêts généraux de cette association, et juger les procès où ces intérêts se trouvaient engagés. Les seigneurs ne contestèrent pas ce principe, mais ils ne cessèrent de demander au roi, au parlement ou aux baillis de vouloir bien définir les cas royaux, c'est-à-dire les matières sur lesquelles il appartenait au souverain seul de prononcer et dont leurs cours ne devaient plus désormais connaître. Jamais une réponse précise ne leur fut faite, jamais ils ne purent savoir où commençait et où finissait leur juridiction, ni si une affaire dont ils étaient saisis ne leur serait pas tout à coup enlevée par l'intervention d'un bailli. Ils pouvaient à la vérité adresser leurs réclamations à la cour du roi, *petere curiam suam*, selon le langage du temps; mais là encore ils retrouvaient une jurisprudence incertaine, sinon ennemie, et sur le caractère de laquelle influaient des considérations politiques ou des vues particulières. Les Olim présentent une foule d'exemples

de ce genre de réclamations, et on y voit que les baillis déclaraient cas royal toute affaire qui leur semblait intéresser, à quelque titre que ce fût, la juridiction suprême du roi. La cour réprimait quelquefois les écarts ou les caprices d'un zèle excessif, et renvoyait la connaissance de certaines affaires aux cours féodales; mais, par cela seul qu'elle était devenue l'arbitre de la compétence de ces cours, on peut affirmer que ces dernières ne jouissaient plus d'aucune liberté, et que si elles jugeaient encore, c'était sous le bon plaisir du roi ou plutôt de sa cour.

Saint Louis, par son ordonnance de l'année 1260 [1], supprima dans ses domaines les gages de bataille ou duel judiciaire; mais, comme on l'a souvent remarqué, cette sage loi vint échouer contre les habitudes et les préjugés de l'époque, et le duel ne fut véritablement aboli, ni dans les domaines royaux, ni à plus forte raison dans les terres des seigneurs. Cependant une tentative aussi courageuse et qui était inspirée par des pensées pleines d'humanité et de sagesse ne pouvait pas demeurer sans effet; et si le duel continua de régner dans les assises des chevaliers, la raison publique, les efforts constants des baillis et la fermeté de la cour royale, parvinrent à limiter son empire. Il y eut des affaires, et les procès criminels étaient presque tous de ce nombre, que le duel seul pouvait terminer; il y en eut d'autres qui se jugeaient contradictoirement et par la voie d'enquêtes. La ligne de démarcation qui séparait ces deux genres d'affaires n'était pas clairement tracée ni partout la même, mais elle existait dans les tribunaux de la France, pour attester l'heureuse influence du principe de réforme que la loi de saint Louis avait introduit dans les idées et dans la législation.

[1] *Ordonnances*, t. I, p. 86.

« Li apel qui sont fet, dit Beaumanoir [1], par defaute de « droit ne sont pas ne ne doivent estre demené par gages de « bataille, mais par monstrer resons par quoi le defaute de « droit soit clere. » Ailleurs il s'exprime en ces termes [2] : « Il est « en le volenté dou conte (de Clermont) de remetre en se « court, quant il li plera, les gages pour muebles ou pour « hiretages; car, quant li sains rois Loois les osta de sa court, « il ne les osta pas de la court à ses barons, et se il ne les « pooit rapeler en se court, doncque auroit-il meins de sei- « gnourie en se court, en che cas, que li houmes en le leurs « cour. Il est à le volenté des houmes dou conte de Clermont « de tenir leur court, se il leur plest, de ches cas selonc l'an- « chienne coustume, ou selonc l'establissement le roy, mais « se li plès est entamés seur l'establissement par le soufrance « dou seigneur, li sires ne le puet puis metre à gage, se partie « s'en vieut aidier; et aussint, se li plès est entamés seur les « gages par l'anchienne coustume, li sires ne le puet pas rame- « ner à l'establissement le roy, se che n'est par l'acord des « deux parties. » Ainsi le duel n'avait plus lieu en cas de défaut de droit, et, dans tontes les autres sortes d'affaires, il était libre aux seigneurs ou aux hommes de cour de le permettre ou de l'interdire.

Les progrès, lents sans doute mais sensibles, que faisait la raison, l'exemple donné par les cours ecclésiastiques, et l'influence des gens de loi, alors nombreux, puissants et zélés pour la propagation des idées nouvelles, firent admettre ce principe, que l'on pouvait interjeter appel à toutes les juridictions supérieures, quel que fût leur nombre, d'un jugement rendu dans une affaire où le duel n'avait pas eu lieu. Dès que l'examen calme et réfléchi des faits, que l'appréciation impar-

[1] C. XLI, p. 315. — [2] *Id.* p. 309.

tiale et paisible des moyens allégués par les parties, servirent de base aux jugements, on s'accoutuma à penser que la discussion ne devait s'arrêter que quand tous les degrés féodaux de juridiction auraient été épuisés et qu'on n'apercevrait plus de juge qui pût de nouveau prononcer sur l'affaire. « Li « appel, dit Beaumanoir [1], doivent estre fet en montant, de « degré en degré, sans nul seigneur trespasser. » Ces appels répétés étaient sans doute trop nombreux, mais le principe féodal dominait si fortement la société, qu'il n'eût pas été possible de rompre la hiérarchie politique au profit d'une administration plus prompte et plus directe de la justice. On aperçoit sans peine l'effet puissant de cet usage judiciaire : le roi, *tanquam superior,* était le dernier terme de tous ces appels; lui seul jouissait de la haute prérogative de juger définitivement, et sans recours à qui que ce fût, un procès sur lequel les seigneurs ou les magistrats de tous les degrés s'étaient épuisés à prononcer. Les seigneurs, à la vérité, pouvaient, en accordant le duel, retrouver leur souveraineté judiciaire, mais il suffit d'ouvrir les Olim pour voir que les baillis avaient transformé en cas royal la question de savoir si un duel devait ou non avoir lieu, et pour comprendre qu'il dépendait encore de la cour de ravir aux juges inférieurs cette ombre de liberté.

Le parlement étant devenu la cour d'appel de toutes les juridictions royales ou seigneuriales qui existaient dans les domaines du roi de France, l'usage d'interjeter appel à cette cour se répandit parmi les justiciables avec une si prodigieuse faveur, et devint une voie de droit tellement naturelle et populaire que tous les procès venaient se terminer au parlement, et que les autres juridictions préparaient seulement les

[1] C. LXI, p. 317.

arrêts qu'il rendait. Il n'était même pas nécessaire d'y ajourner les baillis dont on voulait faire casser les sentences, « car il « sont tousjours ajourné as parlemens, as jours de leur bail- « lies, contre tous chaus qui se vuelent plaindre de aus [1]. » Les Olim, quelle que soit la richesse des documents historiques et judiciaires qu'on y trouve, ne mentionnent qu'une partie des arrêts sur appel prononcés par la cour du roi dans un espace de soixante-deux ans; cependant ce recueil suffit pour montrer que le recours au parlement était un moyen de droit employé avec une égale confiance par toutes les classes de la société, par le bourgeois comme par le seigneur, par l'abbé comme par le prélat. Il reste maintenant à rechercher si la cour du roi exerçait quelque influence sur l'administration de la justice dans les états des grands vassaux de la couronne.

Les grands vassaux étaient chefs justiciers dans leurs domaines; ils avaient une cour où ils rendaient à leurs sujets une justice souveraine; et, sous le rapport judiciaire, ils se trouvaient dans une situation semblable à celle du roi. Je n'ai pas à m'occuper ici de la cour des pairs, dont j'ai suffisamment parlé ailleurs, et qui n'était compétente que pour les causes des pairs entre eux, ou des pairs avec le roi.

L'indépendance judiciaire des grands vassaux fut attaquée et détruite par les mêmes idées et les mêmes moyens qui avaient servi à dépouiller les vassaux du roi de leurs droits. Lorsque la suprématie du souverain eut été reconnue par un accord commun; quand, à la suite de quelques événements mémorables, et en particulier de la condamnation du roi d'Angleterre, les grands vassaux de la couronne ne furent plus regardés que comme les premiers sujets du roi, que comme

[1] Beaumanoir, c. LXI, p. 317.

de simples seigneurs, placés avant les autres dans l'ordre de la hiérarchie féodale, rien ne s'opposa plus à ce que le sujet d'un grand vassal, victime d'un déni de justice, portât sa plainte à la cour du roi de France. J'ignore à quelle époque ce fait se produisit pour la première fois, mais je ne crains pas d'affirmer que le jour où un pareil procès fut décidé par le roi, la ruine de l'aristocratie féodale devint certaine.

Les grands vassaux, si prompts à se liguer contre le roi et à courir aux armes quand il s'agissait d'obtenir le redressement de quelque tort, étaient inhabiles à mesurer la portée d'un acte politique et bien plus encore d'un acte judiciaire; ils ne comprirent donc pas que la faculté accordée au roi de prononcer sur leurs dénis de justice aurait de graves conséquences pour leurs prérogatives judiciaires, et ils n'opposèrent à cette première entreprise de la royauté aucune résistance.

La justice du roi jouissait dans toute la France d'une grande et, il faut ajouter, d'une légitime renommée. Les sujets des hauts barons recherchaient les moyens de se placer sous sa protection, et les changements qui s'opérèrent pendant le XIIIe siècle, dans les mœurs comme dans l'organisation politique de ce pays, les leur fournirent avec abondance : ainsi, le roi était regardé comme le défenseur naturel de l'Église; il n'en fallut pas davantage pour que les communautés religieuses qui étaient situées dans les domaines des grands vassaux portassent leurs causes à la cour du roi, quand elles avaient des motifs de suspecter l'équité de leurs seigneurs directs. Par cela seul qu'une cité avait obtenu la faveur d'une organisation municipale, elle se trouvait placée sous la garde du souverain, dès lors elle s'empressait de le prendre pour arbitre chaque fois qu'un démêlé naissait entre elle et son seigneur. Si Philippe le Bel put, en 1297, conquérir avec

une si grande rapidité toute la Flandre, cela tint uniquement à ce que les cinq bonnes villes de ce comté ne songèrent pas même à opposer à ses armes la moindre résistance : tant il est vrai qu'elles le regardaient comme leur souverain seigneur. J'ajouterai que le roi, dans toute espèce de cause, et sans alléguer aucun motif, mais comme défenseur suprême de la justice, se croyait le droit de commander à ses grands vassaux et d'intervenir entre eux et leurs sujets. Rien ne l'y autorisait; et il est nécessaire d'ajouter qu'une intervention de ce genre avait lieu rarement; mais, par cela seul que des exemples de ce genre étaient donnés quelquefois, ils pouvaient l'être plus souvent, et le droit des grands vassaux restait dans la dépendance de la volonté du souverain. Les Olim contiennent plusieurs faits qui serviront de témoignage à ce que je viens de dire, et qui donneront une idée juste de la situation des grands vassaux par rapport à la couronne.

Il existait, en 1254, dans les états du duc de Bourgogne, un seigneur de Montréal qui s'était rendu tristement fameux par ses cruautés contre les prêtres, les clercs et d'autres personnes ecclésiastiques et séculières: il les dépouillait de leurs biens, les jetait dans les fers, et on l'accusait même d'avoir fait manger aux mouches un prêtre. Ces excès vinrent aux oreilles du roi saint Louis, qui plusieurs fois prescrivit inutilement au duc de Bourgogne d'y mettre un terme. Alors le roi prit le parti d'ordonner au duc de placer des gardes dans le château de Montréal, pour prévenir le retour des violences dont on se plaignait. Ces gardes devaient être entretenus aux frais du duc, qui pouvait, s'il le voulait, s'indemniser sur les revenus du château et de la châtellenie. L'application de cette peine semblait d'autant plus juste au roi, qu'il avait plusieurs fois sommé le duc de Bourgogne de faire justice, et que,

contre de tels crimes, qui se répétaient chaque jour, il fallait, comme dit l'arrêt, non pas plaider, mais sévir. L'évêque d'Auxerre et le châtelain de Noyon, dont la nièce avait épousé le sire de Montréal, supplièrent le roi de suspendre l'envoi de son ordre, promettant de parler à ce seigneur et de l'amener à réparer ses torts. Le roi y consentit. « Ils craignaient beau-« coup, dit le rédacteur des Olim [1], que, par le fait du sire de « Montréal, leurs neveux ne fussent déshérités. »

Parmi les jugements rendus à Orléans, le lendemain de la Sainte-Élisabeth 1254, il en est un qui commence en ces termes : « L'abbé de Cluny s'était plaint, au nom d'un prieur « de son ordre, du duc de Bourgogne, qui avait dépouillé le-« dit prieur de ses terres et de ses biens, et lui avait fait subir « d'autres injustices. Quoique le duc eût reçu plusieurs fois de « la cour l'ordre de restituer au prieur ses biens, il n'en avait « rien fait, disait l'abbé, etc.[2] » Le duc demanda que l'affaire fût renvoyée au jugement de sa cour, parce que le prieuré et les biens qui en dépendaient étaient placés sous sa garde. L'abbé répondit que le prieur devait être remis en saisine ou admis à plaider sur ce point. La cour donna gain de cause au prieur, par un arrêt très-sagement motivé, et où l'on trouve une distinction entre la garde et la justice qui mérite d'être recueillie.

Les comtes de Flandre étaient, de tous les grands vassaux, ceux dont la puissance donnait le plus d'ombrage aux rois de France; il ne faut donc pas s'étonner si l'on voit la cour diriger, avec une persévérance et une fermeté particulières, ses attaques contre les prérogatives judiciaires de ces seigneurs. Entre tant de preuves que les Olim fournissent de l'esprit qui animait la cour à l'égard des comtes de Flandre, je choisirai

[1] T. I, p. 438, n° XVII. — [2] *Id. ibid.* n° I.

un arrêt dont la mention se trouve à la fois dans le second volume des Olim et dans l'ouvrage de Beaumanoir.

« Nous voïsmes, dit ce jurisconsulte [1], un plet dou conte de « Flandres et de chaus de Gand, seur che que chaus de Gand « furent plaintiex au roy dudit conte de defaute de droit; et, « les resons proposées de chascune partie, il fu regardé par « jugement que il s'estoient trop hasté d'appeler de defaute de « droit, car li quens leur avoit offert droit à fere, et n'avoit pas « pris tant de delais comme il povoit faire par coustume de le « terre, avant que si souget le peussent apeler de defaute de « droit; et pour che il furent renvoié en le court dou conte, « et fu commandé au conte que il leur feist droit. Et quant ils « vindrent en se court, il les contraint à che que il li aman- « derent che que il s'estoient plains de lui de defaute de droit; « et pour l'amande il saisi et prist du leur dusques à la valeur « de soixante mil livres, et pour che lidit bourjois revinrent « plaintius au roy, en requerant que cele amande feust jugiée, « et tout fust-il ainsint que li quens en peust ravoir se court, « se il voisist. Il s'acorda que il feust jugié par le conselg le roy « se il en povoit et devoit tant lever et plus, se il voisist; car « se ils l'eussent ataint de le defaute de droit, de quoi ils l'a- « voient apelé, il eust perdu la juridicion que il avoit seur aus « et le povoir que il avoit d'aus justichier, et avecques che ils « l'eussent mis en grosse amende vers le roy. »

Les notices des deux arrêts qui furent rendus à cette occasion se trouvent parmi les actes du parlement de la Toussaint 1279[2].

La royauté avait donc poussé ses empiétements jusqu'à ce point de faire admettre que le grand vassal qui s'était rendu coupable d'un déni de justice perdait, non pas seulement le droit de prononcer sur l'affaire en question, mais toute juri-

[1] C. LXI, p. 318. — [2] *Olim*, t. II, p. 142, n° V.

diction sur le plaignant, qui aussitôt devenait justiciable du roi. Quand on réfléchit qu'il suffisait d'un simple arrêt du parlement pour faire passer une cité aussi puissante que celle de Gand sous la juridiction royale, on conçoit que l'autorité judiciaire des grands vassaux fût tombée dans la dépendance de cette cour, qui, sans alléguer une suprématie que les principes fondamentaux de la féodalité ne lui accordaient pas, parvenait, en recourant à des moyens spécieux et détournés, à exercer sur l'administration de la justice dans les grands fiefs un contrôle souvent sévère et toujours efficace.

Il n'existait plus en France, à la fin du XIIIe siècle, que deux grands vassaux de la couronne : les comtes de Flandre et les ducs de Bourgogne. Les premiers se détachèrent peu à peu de la France et portèrent leur hommage aux empereurs d'Allemagne; les seconds résistèrent vivement et longtemps aux triomphes de la royauté, et ne cédèrent qu'à l'ascendant de la politique implacable et irrésistible de Louis XI. Dire que la sagesse et la persévérance de la cour du roi amenèrent la réunion à la couronne de cinq des grands fiefs, ce serait aller trop loin ; mais on peut affirmer qu'en faisant dominer dans le royaume le dogme de la suprématie royale, qu'en semant d'obstacles le domaine où se développait le pouvoir seigneurial, et en contestant avec obstination le principe même de ce pouvoir, elle facilita une entreprise dont la force ne pouvait pas à elle seule assurer le succès.

Je ne me suis occupé jusqu'à ce moment que des tribunaux institués pour les nobles, il faut maintenant porter notre attention sur les juridictions qui existaient au sein des villes organisées en communes.

Les recherches récentes qui ont été faites sur l'origine du système municipal en France, les résultats positifs auxquels

leurs auteurs sont parvenus, ont fortement ébranlé l'opinion qui fixe au XIIe siècle la naissance et l'organisation de ce système politique. Plus on examine les chartes des communes, et je ne parle que de celles qui semblent fonder des institutions nouvelles, plus on s'affermit dans la pensée qu'elles avaient pour but de modifier et d'améliorer un ordre de choses préexistant. Ce fait est souvent déclaré dans le préambule des chartes[1]; mais, comme d'ordinaire il ne l'est pas, et que les souverains et les seigneurs avaient intérêt à exagérer l'importance des concessions qu'ils faisaient à leurs sujets, et à présenter sous les dehors d'une faveur nouvelle ce qui n'était que la restauration d'un ancien bienfait, les historiens ont pu, en ne considérant que la forme apparente de ces actes, se tromper sur leur caractère et sur leur but, et croire qu'ils créèrent ce qu'ils ne firent véritablement que consolider. En admettant qu'il subsiste encore sur ce point quelque incertitude, je ne crois pas qu'elle puisse s'étendre jusqu'aux juridictions municipales, ni que personne parvienne jamais à démontrer que les rois et les seigneurs du XIIe siècle accordèrent tout à coup aux bourgeois des villes, et sans qu'il en résultât aucune perturbation dans les mœurs, dans les idées reçues et dans les habitudes, le droit de juger, même les cas les plus graves, et que ces bourgeois, élevés subitement au rang de magistrats, trouvèrent, sans nulle difficulté, les lumières que d'ordinaire l'étude et l'expérience accordent seules aux juges. Les juridictions municipales des villes remontaient à l'époque romaine, aussi bien dans le nord que dans le midi

[1] Par exemple de celle de Tournai, où on lit : *Noverint itaque universi præsentes pariter et futuri, quoniam burgensibus nostris Tornacensibus, pacis institutionem et communiam dedimus et concessimus, ad eosdem usus et consuetudines quas dicti burgenses tenuerant ante institutionem communiæ.* Ordonnances, t. XI, p. 248.

de la France; elles se conservèrent au milieu des révolutions que subirent les mœurs et le régime politique de la France pendant cinq siècles, parce qu'elles avaient pour base l'intérêt des chefs aussi bien que celui des sujets. Si Louis le Gros, Louis le Jeune, Philippe-Auguste et saint Louis, c'est-à-dire les princes qui ont le plus favorisé les développements du système municipal, eussent institué au sein des villes des juridictions entièrement nouvelles, ils n'auraient pu éviter de donner à toutes ces juridictions un caractère semblable et une forme analogue : la similitude serait nécessairement devenue la loi de ces tribunaux, que les mêmes besoins faisaient naître à la même époque dans des cités où existaient des intérêts identiques; or le caractère distinctif du système municipal de ce temps est une diversité poussée, on peut le dire, à l'infini. Partout, à la vérité, nous voyons la juridiction municipale mise en regard de la juridiction seigneuriale, mais nulle part les rapports de ces deux juridictions rivales ne sont réglés de la même manière, parce que, en chaque endroit, les vieilles habitudes ont fait entrer la législation dans une voie particulière. Ici la municipalité jouit d'une juridiction absolue [1]; là elle juge concurremment avec le prévôt [2], le plus souvent sa compétence n'est ouverte que quand les juges royaux ou seigneuriaux n'ont pas prononcé dans un délai déterminé [3]. En certains endroits les juges municipaux n'exercent que la basse ou la moyenne justice, en d'autres ils possèdent la juridiction capitale [4]. Si ensuite nous portions notre attention sur l'organisation intérieure de ces tribunaux,

[1] Charte de Roye, *Ordonnances*, t. XI, p. 228, art. I. — [2] Charte de Chaumont, *id.* p. 225, art. IV. — [3] Charte de Mantes, *id.* p. 197, art. II; de Crespy, p. 235, art. II; de Bruyères, p. 246, art. VI; de Laon, p. 249, art. VI. — [4] Charte de Laon, *id.* p. 186, art. VI.

nous trouverions dans leur mode de composition une diversité tout aussi grande. Louis le Gros et ses successeurs comprirent qu'ils avaient intérêt, non pas à ramener l'administration de la justice municipale à des règles uniformes, mais à étendre et à consolider le pouvoir direct qu'ils exerçaient sur les cités situées dans leurs domaines et le droit de garde qu'ils s'étaient arrogé sur les communes seigneuriales; aussi les chartes octroyées par ces princes, pendant le XIIe et le XIIIe siècle, eurent-elles en général pour effet de reculer les limites de la compétence des justices municipales; et la clause *salvo jure regis* qu'on y lit si souvent [1], n'y apparaît-elle que comme une réserve convenue et sans importance. On verra qu'elle en avait beaucoup, et qu'après avoir lâché la bride à l'esprit d'indépendance qui animait les cités, la royauté sut les faire rentrer peu à peu sous le joug de son autorité.

Les juridictions municipales étaient sans relation directe et habituelle avec la justice du roi. Il se trouve, j'en conviens, des exceptions à cette règle, comme il y en aurait à toutes celles que l'on chercherait à établir en cette matière; ainsi, par exemple, le duel ordonné par les échevins d'Athyes devait avoir lieu dans la cour du roi [2]; mais l'on peut assurer que, pour tous les cas dont le monarque ne s'était pas réservé expressément la connaissance, le droit des justices municipales était complet. L'affermissement de l'autorité de la cour royale, la création des baillis et l'introduction de l'appel, ces trois faits capitaux dans l'histoire des institutions judiciaires de la France au XIIIe siècle, signalèrent la naissance d'une politique qui devait d'abord limiter et ensuite enchaîner l'indépendance de ces nombreuses juridictions.

[1] *Ordonnances*, t. XI, p. 264, art. IV; cf. p. 274, art. LIV; p. 278, art. II.
[2] *Id.*, p. 299, art. III.

Les baillis, après avoir quelque temps protégé les institutions communales, dans le but de détruire, au sein des villes, le pouvoir des seigneurs, n'eurent pas de peine à comprendre que, si l'autorité enlevée à ces derniers était transmise sans réserve aux corps de ville, le bon ordre y gagnerait fort peu, et que l'on aurait remplacé le despotisme de quelques hommes par celui de la multitude. Il ne leur était pas possible de lutter individuellement contre toutes les juridictions municipales, de contester ou de restreindre leur compétence, ni de leur imposer des règles de procéder lentes et équitables; car le nombre de ces tribunaux était très-grand, et l'esprit qui les animait les disposait à résister tumultueusement aux entreprises des officiers royaux ou seigneuriaux. Ici encore les baillis furent secondés par cette disposition générale des esprits, dont j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de signaler les résultats féconds. Il leur fut inutile de décrier et de combattre les justices municipales, d'empiéter sur leurs droits, d'envahir leur ressort, de dévoiler leurs abus; ils n'eurent qu'une seule chose à faire, qui était de conseiller à toute partie qui avait succombé devant l'une d'elles, de porter ses griefs à la cour royale, en lui promettant qu'elle y obtiendrait bonne et prompte justice, pour qu'aussitôt ces justices communales, si fières de leurs droits, si ardentes dans leurs prétentions, si envieuses de toute autorité supérieure, se trouvassent rabaissées à l'état de tribunaux de première instance.

Si la cour du roi avait accueilli tous les appels qui venaient des juridictions municipales, et consenti à pénétrer dans les détails de l'administration des villes, son pouvoir et son influence se seraient dissipés dans l'accomplissement de fonctions peu dignes du rang qu'elle occupait. Il importait à la royauté de maintenir sous sa dépendance les associations com-

munales, mais non de scruter les particularités de leur vie intérieure, ni de descendre dans l'examen des intérêts minimes qui d'ordinaire les préoccupaient si vivement. La cour du roi laissa donc aux juridictions municipales leur compétence particulière, c'est-à-dire le jugement des procès qui naissaient entre les bourgeois des villes; mais elle se réserva la connaissance des affaires où les communes étaient intéressées, et qui, par conséquent, touchaient aux intérêts généraux de l'association. Cette jurisprudence reposait sur un principe que les villes n'avaient jamais contesté, savoir, que le roi était leur tuteur naturel; et la haute juridiction de la cour avait même reçu dans quelques chartes une sanction positive, car on lit dans celles de Bruyères et de Crespy un article ainsi conçu: *Homines hujus communiæ extra potestatem placitare non compellentur. Quod si super aliquos eorum causam habuerimus, judicio juratorum nobis justitiam exequentur, si autem super universos querelam habuerimus, judicio curiæ nostræ justitiam prosequentur*[1]. Mais le roi souffrit qu'il fût, dans quelques localités, dérogé à ce principe, dont l'utilité et l'évidence n'étaient niées par personne; en sorte que les causes relatives à la commune y ressortissaient à la cour de l'évêque[2]. Plus tard il retira sans difficulté une concession qui n'avait été faite aux cours féodales de certains prélats que parce que l'organisation du parlement était encore, à cette époque, incomplète et irrégulière, et fit rentrer partout les affaires communales dans la compétence de ce tribunal suprême, qui désormais exerça sur les juridictions municipales, et par conséquent sur l'administration des communes, une surveillance sévère et étendue.

Je vais puiser dans les Olim quelques exemples qui donne-

[1] *Ordonnances*, t. XI, p. 236, art. XVIII.

[2] *Id.* p. 247, art. XX.

ront une idée exacte du régime judiciaire auquel les villes se trouvaient soumises à la fin du XIIIe siècle.

Au parlement des octaves de l'Assomption 1262, la cour eut à prononcer sur un procès qui s'était élevé entre le doyen et le chapitre de Senlis et le maire de cette ville, car la commune et l'église vivaient rarement en bonne intelligence. Il s'agissait de savoir si le maire avait le droit d'arrêter et de juger les sergents du chapitre, pris en flagrant délit, ou bien si, dans ce cas, il devait les remettre quittes et libres au chapitre. La cour ordonna à Thomas de Paris de faire une enquête sur cette question, et, comme cette enquête ne prouva rien en faveur du chapitre, la cour donna gain de cause à la municipalité de Senlis [1].

Le maire et les jurés de la commune de Laon avaient fait saisir et détenaient prisonniers des hommes de l'évêque, étrangers à la commune. Le prélat se plaignait de cet acte comme d'une atteinte portée à ses droits et à la teneur de la charte de la ville; le maire et les jurés soutenaient que cette charte les autorisait à agir de la sorte, et que, dans le temps passé, ils en avaient souvent usé ainsi. *Tandem*, porte l'arrêt [2], *audita et diligenter inspecta carta prædictorum majoris et juratorum coram domino rege et consilio suo, præsentibus etiam majore et quibusdam juratis Laudunensibus*, il fut décidé que les prisonniers devaient être remis à l'évêque, et, en principe général, que pour tous les cas semblables l'évêque était compétent; mais que si le malfaiteur, condamné et sommé par lui d'amender, ne le faisait pas dans les quinze jours, il serait permis au maire et aux jurés de poursuivre, comme ils le jugeraient convenable, la réparation du délit. *Hoc fuit concorditer judicatum a toto consilio, et postmodum relatum fuit archiepiscopo Nar-*

[1] *Olim*, t. I, p. 159, n° XII. — [2] *Id.*, p. 495, n° XIV.

bonensi, qui respondit consilium domini regis rite in facto hujusmodi processisse : prius tamen diligenter audierat cartam domini Regis, quam habent major et jurati Laudunenses. On voit que la cour, après avoir rendu un arrêt prudemment motivé, ne craignait pas de le soumettre à la critique d'un prélat renommé par l'étendue de ses lumières et par son expérience [1].

En 1263 le chapitre de Laon se plaignit d'injures et de menaces qui avaient été proférées contre les chanoines par quelques habitants de la ville. La cour chargea Godefroy de Roncherolles, bailli de Vermandois, de faire une enquête sur ces faits. Il fut constaté que deux des prévenus s'étaient rendus à cheval dans le cloître et y avaient fait entendre des cris injurieux : la cour ordonna de les arrêter, et, comme le maire de Laon s'était montré négligent dans la poursuite de cette offense, elle le condamna à amender au seigneur roi [2].

L'évêque de Noyon fit ajourner à sa cour le maire et les jurés de Noyon, pour qu'ils amendassent sur ce qu'ils avaient jugé un homme qui avait tué sa femme, quoique la connaissance du crime de meurtre appartînt à sa juridiction. Le maire et les jurés répondirent que le crime dont il s'agissait était un homicide commis en chaude mêlée, dont le jugement leur appartenait en vertu de leur droit de commune et de la charte royale qu'ils possédaient. L'évêque les fit arrêter, parce qu'ils ne voulaient ni amender ni reconnaître sa juridiction. Le maire et les jurés ayant obtenu leur liberté sous caution, par l'intervention du roi, firent ajourner devant le parlement l'évêque, qui les y réclama comme ses bourgeois et ses justiciables; ceux-ci répondirent qu'ils devaient rester en la cour du roi, puisqu'ils avaient exercé leur justice en vertu d'un

[1] Il se nommait Maurin. (*Gallia christiana nova*, t. VI, col. 77.)

[2] *Olim*, t. I, p. 183, n° xv.

droit de commune qu'ils tenaient du souverain. Le parlement jugea, aux octaves de la Chandeleur 1264, que les réclamations de l'évêque étaient fondées[1].

Il est inutile de prolonger ces citations : on voit que la cour était l'arbitre souverain entre les juridictions municipales et les juridictions seigneuriales, laïques ou ecclésiastiques; qu'elle se faisait apporter les chartes de communes pour en examiner, en étendre ou en restreindre les dispositions, selon qu'il convenait aux intérêts de la royauté ou au maintien d'une bonne et sage administration; et qu'enfin, lorsque des circonstances extraordinaires le demandaient, elle attirait à elle la connaissance de faits particuliers dont les justices locales n'auraient pu connaître avec indépendance ou impartialité. Si les communes ne devinrent point, malgré l'esprit qui les animait, un principe de désordre au sein de la société; si leurs empiétements furent toujours réprimés avec promptitude et sévérité; si la royauté parvint à les faire entrer, sans trop de discordance, dans le système des institutions féodales, il faut en attribuer l'honneur à la cour du roi, qui, dans ses rapports avec les justices municipales, apportait cette fermeté éclairée qui corrige les vices des institutions sans en altérer le caractère.

Le parlement était devenu, par le concours des circonstances que je viens de développer, le tribunal suprême de la France; son pouvoir se faisait sentir partout, et il veillait à la défense des premiers intérêts de la société, comme à la conservation de ceux des particuliers; cependant la cour n'oubliait pas qu'elle avait été primitivement le tribunal particulier des sujets du duc de France, et se croyait obligée d'accorder une attention spéciale à l'administration de la justice dans les anciens domaines du roi, et d'entretenir avec le

[1] *Olim*, t. I, p. 592, n° II.

Châtelet de Paris des rapports qui, par leur fréquence et par leur facilité, augmentaient sensiblement les attributions dont elle était déjà surchargée.

Le Châtelet était l'ancienne cour féodale des comtes de Paris, et, quoique ces seigneurs y eussent établi un prévôt pour rendre la justice, souvent ils y siégeaient eux-mêmes, et l'on voyait autrefois, dans l'auditoire de cette juridiction, un dais, prérogative qui lui était particulière. Vers le commencement du XIIIe siècle, tous les offices du Châtelet se donnaient à ferme, comme cela se pratiquait aussi dans les provinces, ce qui faisait naître de grands abus. Saint Louis commença la réformation de ces désordres par le Châtelet de Paris, et institua un prévôt en titre. Alors on vit cette juridiction changer de face : le prévôt eut des conseillers qu'il nommait lui-même, et parmi lesquels il y en avait deux qu'on appelait *auditeurs* ; il eut également des enquêteurs et d'autres officiers chargés de l'assister. Tant que l'appel ne fut pas introduit, il n'exista aucune relation immédiate et nécessaire entre la cour du roi et le Châtelet : la cour jugeait, dans le ressort de la prévôté de Paris comme ailleurs, toutes les affaires où le roi avait un intérêt; le Châtelet, de son côté, décidait, dans son propre ressort, les procès nés entre particuliers; il n'était donc, par rapport au parlement, qu'une simple châtellenie, semblable à toutes celles qui existaient dans les domaines du roi, et dont la supériorité consistait à siéger au sein de la capitale, dans le lieu où les rois résidaient habituellement. Après l'introduction de l'appel, la situation relative de ces deux tribunaux changea : le Châtelet devint un tribunal de première instance, dont les sentences pouvaient être soumises à la révision de la cour royale. Sans doute des relations semblables s'établirent entre le parlement et toutes les autres châtellenies du royaume; mais,

dans les provinces, les baillis s'interposaient entre la cour du roi et les juridictions inférieures, et l'éloignement, les frais et les embarras d'un déplacement s'opposaient à ce que les appels de ces juridictions fussent fréquents, tandis qu'à Paris tout portait les justiciables du Châtelet à invoquer la justice du parlement; aussi le Mémorial de la cour, ou le répertoire que tenait le clerc des arrêts[1], indique-t-il qu'au commencement du XIVe siècle le nombre de ces appels était très-considérable. Voici en quels termes la mention de ces affaires avait lieu sur le Mémorial:

Inter magistrum Hugonem rectorem, ex una parte, et dominam de Mellento et Galterum Louvrier, ex altera, consenserunt partes quod processus eorum Castelleti videatur utrum bene vel male fuerit judicatum.

Facta est collacio.

Traditus fuit domino H. de Cella, quia sanguinis esse videtur.

M. P. Droconis habet[2].

La cour dut promptement sentir le besoin d'opposer une digue à des appels qui trop souvent étaient suscités par l'esprit de chicane ou par l'engouement qui s'attache toujours aux choses nouvelles. On trouve dans le Mémorial la preuve qu'elle délibérait sur la question de savoir si un appel interjeté sur une sentence du Châtelet serait admis ou repoussé; c'est ce qui résulte d'une foule de notes rédigées dans des termes pareils à ceux-ci:

Auditis comite de Sancero et domina de Bobiers, præcepit curia quod inquæsta facta inter ipsos in Castelleto videatur utrum bene vel male fuerit judicatum[3].

Auditis Thoma de Noysi et Richardo Lenorment, præcepit curia

[1] Voyez sur ce document, que je n'ai pas cru devoir imprimer, la note 89 de ce volume. — [2] Fol. LXVI v°. — [3] Fol. LXVIII r°.

quod processus eorum Castelleti videatur utrum bene vel male fuerit judicatum, facta prius collatione de ipso [1].

La cour faisait donc à cette époque ce que fait de nos jours la chambre des requêtes de la cour de cassation; elle n'admettait un appel au parlement que lorsqu'il semblait fondé sur des motifs sérieux.

Je crois avoir démontré que la juridiction de la cour n'avait, pour ainsi dire, d'autres limites que les frontières du royaume; que, directement ou par l'intermédiaire de ses gens, elle pénétrait dans toute l'administration de la justice. Cependant les juridictions inférieures avaient leur ressort, leur compétence, où elles étaient souveraines, et que ni le roi, ni la cour, ni les baillis ne songeaient à leur contester; or je laisserais subsister une grave omission dans ce mémoire si je ne disais pas que souvent les juges de ces juridictions, obéissant à un sentiment de respect exagéré peut-être, ou pressés par la nécessité, en référaient au parlement pour le jugement d'affaires dont la décision leur appartenait de toute façon. Le second volume des Olim contient un exemple curieux de cette déférence des justices inférieures pour les lumières et l'expérience de la cour royale.

La demoiselle de Saint-Amand, fille de Renier de Saint-Amand et héritière de Pierre de Saint-Amand, son frère, se présenta, en l'année 1310, devant l'abbé de Saint-Amand, en présence du conseil et des francs hommes de fief dudit abbé, et le requit de la recevoir en sa foi et hommage pour sa prévôté de Saint-Amand, qui avait été tenue en fief par Pierre de Saint-Amand, son frère. L'abbé refusa de recevoir l'hommage, allégua ses raisons, montra ses chartes et ses lettres; « à la « parfin, après pluseurs procès euz seur ce entre les dites par-

[1] Fol. LXIX v°.

« ties en la dite court, et les diz hommes conjurez seur ce par « ledit seigneur, de l'assentement des devant dites parties, de « dire droit, comme celles qui en leur jugement s'en mistrent « pour oïr droit de la devant dite cause, distrent par juge- « ment et pour droit, que il n'en estoient mie saige, ne droit « n'en savoir dire ne jugier; pour quoi il en demandoient « droite enqueste tele qui garans leur fust, et que on les me- « nast pour enqueste à leur kier-lieu, c'est assavoir en plain « parlement, à Paris, par-devant les mestres; si comme ces « choses sont plus plainement contenues ou procès des sus « dits baillié en ce parlement, par les frans hommes de fief « du dit abbé ci-après nommez; li quel hommes presenz ou « dit parlement reconterent le procès en la meniere que desus « est dite, et le baillierent en escript, avecques le transcrit des « dites lettres et chartres monstrées pour la partie du dit « abbé; et requistrent ou grant instance à avoir seur ce le « conseil du parlement, quel droit il rendrient aus dites par- « ties en la cause dessus dite; et pour ce que li maistre du « parlement peusseint plus certainement seaus conseillier en « ceste cause et seur certain article, li dit homme baillierent « en escript et par leur seaus l'article seur quoy il requer- « roient le conseil du parlement, duquel escript la teneur est « telle [1], etc. »

La cour exerçait donc une juridiction arbitrale et volontaire qui, prenant sa source dans la confiance qu'elle inspirait aux juges inférieurs et aux justiciables, s'étendait aussi loin que ce sentiment, et achevait de réunir en elle tous les caractères d'une institution souveraine, dont le pouvoir ne manquait à aucun des besoins de la société.

Ce serait se tromper que de regarder l'omnipotence du par-

[1] *Olim*, t. II, p. 517, n° IX.

lement comme le fruit d'une politique égoïste et ambitieuse, qui se serait développée sous le manteau de la royauté et à la faveur de circonstances favorables; au XIIIe siècle, ce tribunal ne formait pas encore une corporation aristocratique; son organisation était sur plusieurs points vicieuse et incomplète, et sa composition restait soumise à trop de variations pour que les traditions de l'intérêt personnel pussent s'établir dans son sein. La société appelait le règne d'une autorité centrale; là se trouve l'explication de cette surabondance de pouvoir dont la cour du roi fut investie : il serait superflu d'en chercher une autre. Longtemps ce vœu des peuples se dissipa comme un rêve menteur ou comme une pensée dangereuse; longtemps l'autorité seigneuriale fut en mesure de comprimer toute idée contraire à ses intérêts; et le parlement demeura une simple cour féodale. Mais après le règne de Louis le Gros, des idées nouvelles se répandirent dans les esprits; ce qui jusque-là avait été repoussé fut invoqué par un concert de volontés presque unanime; et la France, dirigée par un admirable instinct, ne songea plus qu'à rétablir dans son sein une autorité souveraine, assez forte pour défendre ses véritables intérêts contre l'aristocratie. Il y avait lieu de craindre qu'elle ne dépassât le but, et qu'après avoir secoué le joug multiple des seigneurs elle n'acceptât le joug unique d'une royauté absolue : les usages féodaux rendirent en cette occasion à la France un service dont il serait injuste de méconnaître l'étendue. Les lois et les coutumes de la féodalité avaient fait pénétrer si profondément dans les mœurs l'autorité, l'habitude et le goût des formes judiciaires, que cette disposition du caractère des peuples se reproduisait partout, et que même dans les plus mauvais temps de la féodalité le despotisme des seigneurs s'exerçait conformément à certaines

règles judiciaires, qui maintenaient le droit si elles ne le faisaient pas triompher. Lorsque les idées d'ordre reprirent en France leur empire, les peuples dirigèrent naturellement leurs vœux et leurs espérances vers une institution qui pouvait relever la royauté et asservir l'aristocratie sans employer la violence, et par la seule application de principes qui jouissaient d'une irrésistible popularité. La cour du roi, aidée par la sympathie nationale, n'eut donc aucune lutte à soutenir, aucun échec à redouter; et la prudence ne lui fut nécessaire que pour ne pas se laisser entraîner, par la faveur publique, au delà de ce qui convenait aux intérêts de la couronne, dont elle était la sentinelle aussi éclairée que vigilante.

Le parlement offrit, pendant toute la durée du XIIIe siècle, un grand spectacle : on vit l'autorité de cette institution se développer paisiblement au sein d'une société que tourmentaient des intérêts et des passions contraires, rattacher au dogme de la suprématie royale les pensées et les efforts de la nation, faire entrevoir et comprendre à la France qu'elle trouverait sa prospérité et sa puissance dans l'unité du pouvoir, et jeter enfin les fondements de ces institutions judiciaires qui furent, par leur sagesse, leur fidélité et leur éclat, l'appui le plus solide de l'ancienne monarchie. Si l'on demande comment la cour du roi put s'élever à un tel degré d'influence, à une époque où la théorie du gouvernement était inconnue et la pratique incertaine, je dirai qu'il existait à cette époque, dans la société française, la ferme volonté de reconstituer son gouvernement, et que cet accord commun contenait des germes de civilisation trop féconds pour que l'on puisse s'étonner des fruits qu'ils ont produits. Parvenue au plus haut degré d'autorité dont un corps politique pût être investi, chargée de diriger le mouvement entier des institu-

tions de la France, et de pourvoir en même temps à la conservation des intérêts privés, il arriva ce que les esprits éclairés avaient pu prévoir : la cour du roi devint impuissante à remplir une tâche que les progrès du gouvernement rendaient tous les jours plus compliquée et plus difficile. Philippe le Bel reconnut la nécessité de retirer au parlement ses attributions politiques, administratives et financières, de les confier à des corps spéciaux et de le renfermer dans sa compétence judiciaire. J'examinerai, dans la préface du troisième volume, le caractère et les conséquences des changements introduits par ce prince dans le régime du parlement et dans l'administration supérieure de la France.

Ce volume est destiné à reproduire le deuxième et le troisième registre des Olim, et il est nécessaire de placer ici quelques explications sur le contenu et la forme de ces deux registres.

Le second registre des Olim ressemble beaucoup au premier, quoiqu'il soit d'une main différente; il comprend les années 1274 à 1298 inclusivement, et est composé de cent vingt et un feuillets. Si l'année 1297 manque, c'est, comme le fait remarquer Klimrath [1], qu'il n'y aura pas eu de parlement cette année, le registre passant, sans aucune lacune et sur la même page (fol. 117 v°), de 1296 à 1298.

Le volume que nous publions ne contient aucune enquête : elles se trouvent toutes dans le quatrième registre, qui forme notre troisième tome. Les arrêts commencent au folio 26 v°, mais en avant des arrêts on a transcrit quelques autres pièces,

[1] *Mémoire sur les Olim*, p. 13.

qui ont un caractère plutôt politique que judiciaire et que je vais faire connaître.

Au folio 1 r° est une pièce sans titre, commençant par ces mots : *Olim homines de Bajona, regni nostri, manifeste et notorie, exierunt animo nephando ut, etc.* Cette pièce est suivie d'une assignation donnée au roi d'Angleterre, pour répondre sur le fait de ses hommes de Bayonne, qui avaient commis des violences contre des marchands normands, aidés par les Anglais; et d'un rapport adressé au roi Philippe le Bel par le sénéchal de Périgord, sur les courses des Anglais et sur la conduite qu'il a tenue.

Les différentes pièces qui sont placées en tête du deuxième volume des Olim n'ont avec les arrêts contenus dans ce volume aucune relation directe. Il est probable que le rapprochement entre des actes de nature si diverse s'est opéré accidentellement, soit que le rédacteur ait employé pour transcrire les arrêts un registre destiné dans l'origine à un autre usage, soit que, par mégarde, on ait relié avec le volume des arrêts un cahier qui appartenait à un registre différent. Quoi qu'il en soit, ces actes offrent de l'intérêt et méritaient d'être publiés.

Les trois premiers contiennent l'exposé des faits qui, en 1294, amenèrent une rupture entre Philippe le Bel et Édouard Ier, roi d'Angleterre. Les peuples d'Aquitaine s'étant rendus coupables de plusieurs actes d'hostilité contre les sujets du roi de France, celui-ci en demanda réparation. Édouard fit des offres qui ne satisfirent pas le roi, lequel se vit obligé de le citer à comparaître au parlement, le 20e jour après Noël 1293. Le roi d'Angleterre ayant envoyé le prince Edmond, son frère, à la cour de France, pour tâcher de ménager quelque accommodement, des négociations furent ouvertes, mais sans succès. Dès

lors la guerre devint inévitable. Raoul de Clermont, sire de Nesle, connétable de France, se mit à la tête de l'armée et s'empara des places de l'Aquitaine sans difficulté, parce que le prince Edmond, qui négociait avec la cour de France, avait donné l'ordre qu'on ne s'opposât pas à la main-mise du roi, dans l'espérance qu'elle serait levée incessamment, suivant un des articles du traité; mais le contraire arriva, et la saisie fut maintenue. Le roi s'étant rendu au parlement, Édouard, roi d'Angleterre, y fut déclaré contumace, le mercredi après Pâques 1294, faute par lui d'avoir comparu dans le temps marqué, et on le cita de nouveau à venir en personne le 20e jour après la prochaine fête de la Nativité de Notre-Seigneur, pour répondre, tant au sujet des excès précédents que sur plusieurs autres que ses officiers avaient commis en Aquitaine contre les sujets du roi, depuis la première citation; entre autres pour avoir maltraité un notaire, le châtelain de Castel-Sarrasin, et deux sergents royaux, que le sénéchal de Toulouse avait envoyés à Jean-de-Saint-Jean, lieutenant du roi d'Angleterre, pour lui faire quelques significations. (Vaissette, *Hist. de Languedoc,* t. IV, p. 81.) Ces faits sont décrits dans les actes que nous publions.

Rymer a mis au jour les deux citations données au roi d'Angleterre. (T. II, p. 793 et 800, édit. de 1816.) La première présente l'exposé des faits qui se lit en tête du premier des actes fournis par les Olim, depuis les mots *Olim homines*, jusqu'à *generibus cruciando*, p. 6.

Immédiatement après les pièces précédentes, au folio 8 v°, on lit des lettres datées du mois de février 1296, sur le mode d'ajournement des comtes de Bretagne devant la cour du roi.

Les folios 9 r° à 14 r° contiennent trois pièces relatives à la Flandre. La première, écrite en français, est un accord

entre le comte Guy de Dampierre et les échevins, conseillers et vaghes de la ville de Gand; et les deux autres, en latin, sont des lettres de confirmation des priviléges de la ville de Bruges, par le roi Philippe le Bel, qui tenait cette cité sous sa garde.

Les folios 14 v° et 15, 20 et 22 sont blancs; aux folios 16, 17, 18, 19 et 22, il y a quelques arrêts expédiés au profit du roi d'Angleterre ou contre lui, dans divers parlements des années 1281 et 1286 : *Arresta expedita pro rege Angliæ in pallamento Omnium-Sanctorum, anno Domini* M° CC° *octogesimo primo.* Au folio 19 v° se trouvent en outre diverses notes extraites des rôles de plusieurs parlements, et qui se rapportent de même au roi d'Angleterre : *In rotulo parlamenti Penth. anno Domini* M° CC° *octogesimo* VIII°, *ad dies senescalliæ Petrag. et Wascon. sic inveni scriptum..... In rotulo parlamenti Penth. anno Domini* M° CC° *octogesimo primo, ad dies regis Angliæ et senescalliæ Petrag. sic invenio scriptum, etc.*

Klimrath remarque que l'usage des cahiers ou registres n'avait pas fait tomber en désuétude l'usage des rôles ou rouleaux [1]. J'ajouterai que, sous le règne de Philippe le Bel, les actes de procédure originaux étaient tous écrits sur des rôles, et que les registres ne contenaient que la transcription de ces actes. L'usage d'écrire de cette manière les enquêtes se conserva très-tard, comme je l'ai montré précédemment [2].

Au folio 22 v° il n'y a qu'une seule ligne d'écriture, et les folios 23, 24, 25 r°, sont en blanc; au verso du folio 25 il se trouve une pièce intitulée : *Hæc est concordatio facta, dominica ante festum beati Petri ad vincula, inter P. episcopum Altissiodorensem et procuratorem comitis Altissiodorensis, anno Domini* M° CC° *nonagesimo octavo.* Le reste du volume est rempli par des arrêts rendus depuis l'année 1274 jusqu'à l'an 1299.

[1] P. 15. — [2] T. I, p. 995.

En tête du troisième registre sont placés des inventaires de pièces remises au clerc des arrêts par les parties, et un Mémorial où sont inventoriées les enquêtes et autres pièces trouvées à différentes époques dans la maison ou chez la veuve de plusieurs maîtres du parlement, notamment chez le chancelier Guillaume de Nogaret, ou remises au clerc par les maîtres à qui elles avaient été communiquées, ou enfin conservées dans diverses parties du Palais. Je fais connaître dans la note 89 de ce volume les motifs qui m'ont décidé à ne pas imprimer ce recueil de notes, qui ne remplit pas moins de 97 feuillets, et sur lequel Klimrath a donné des détails très-exacts[1]. Au folio 98 commencent les arrêts des années 1299 à 1318, qui s'étendent jusqu'au folio 170; ils sont rédigés avec soin, et le jour du prononcé est presque toujours indiqué, ce qui ne se voit que par exception dans les registres précédents. Tout porte à croire que nous possédons ici le texte même des arrêts. Au folio 171 v°, le dernier du volume, on lit plusieurs notes commençant par ces mots : *In libro inquæstarum invenies, etc. In dicto libro inquæstarum invenies, etc. In præsenti libro arrestorum invenies.* On voit par là que le troisième registre des Olim s'appelait le *Livre des Arrêts*, et que les enquêtes remplissaient à elles seules un volume, qui est le quatrième des Olim.

J'ai cru devoir joindre à ce volume, sous la forme d'appendice, la coutume inédite de Saint-Dizier, un des monuments les plus curieux du droit coutumier au moyen âge. Il m'a paru que le rapprochement entre la jurisprudence suprême du parlement et celle d'une juridiction villageoise de la Champagne pouvait conduire à des résultats neufs et intéressants, et que les relations judiciaires établies par les comtes de Flandre entre le bourg de Saint-Dizier et la ville d'Ypres, si

[1] P. 16-23.

riche et si puissante au XIIIe siècle, constituaient une sorte d'anomalie d'autant plus digne d'être signalée, qu'elle montre jusqu'où s'étendait la diversité de formes dans les institutions judiciaires du moyen âge. Laurière et Berroyer donnent, dans leur Bibliothèque des Coutumes [1], quelques renseignements sur celle-ci, dont ils recommandent la publication aux personnes qui devaient plus tard réaliser le plan tracé par leur érudition et leur sagacité. Cependant Baudot de Richebourg n'a point placé la coutume de Saint-Dizier dans son Coutumier général, et ne l'y a même pas mentionnée [2]; parce qu'il attachait peu de prix aux coutumes qui ne se recommandaient que par l'intérêt historique, et que son but était avant tout de fournir aux légistes un recueil complet et exact des lois coutumières en vigueur au commencement du XVIIe siècle. Une idée différente devant diriger aujourd'hui ceux qui s'occupent de mettre au jour les fondements de notre législation, j'ai saisi l'occasion qui se présentait de remplir un vœu formé, il y a près de cent cinquante ans, par deux hommes qui ont rendu de si éminents services à la science. Je ne crains donc pas de recommander ce précieux document aux savants qui veulent pénétrer dans la connaissance des mœurs, des usages et de la législation de l'ancienne France.

Je terminerai cette préface, comme j'ai terminé celle du volume précédent, en remerciant MM. Dessalles et Duclos, employés aux Archives du royaume, des soins qu'ils ont bien voulu continuer de prendre pour que le texte imprimé fût la reproduction fidèle des registres originaux. M. Louis de Maslatrie, pensionnaire de l'école des chartes, a rédigé les tables de ce volume avec la patience et l'exactitude qu'il apporte à tous ses travaux, et y a introduit quelques améliorations qui

[1] P. 191. — [2] T. III, p. 310.

nous avaient été demandées. L'honneur d'une semblable publication, à laquelle les personnes assez éclairées pour en comprendre l'importance ont fait un accueil qui est devenu pour nous un précieux encouragement, appartient à ceux qui l'exécutent bien plus qu'à celui qui la dirige, et j'éprouve une véritable satisfaction à proclamer cette vérité.

LES OLIM.

ARRÊTS.

LES OLIM.

PIÈCES DIVERSES[1].

I.

PLAINTE DU ROI DE FRANCE CONTRE LE ROI D'ANGLETERRE ET LES HABITANTS DE BAYONNE.

PHILIPPE IV, 1293.

Olim homines de Baiona, regni nostri, manifeste et notorie, adeo quod nulla poterit tergiversacione celari, coadunatis sibi pluribus aliis qui, de regno Anglie, assumptis navibus et armis et hominibus armatis, in magna multitudine ibidem palam et publice collectis, dicto rege non inscio vel saltim ignorare probabiliter non valente, exierunt, animo nephando, homines et subjectos nostros de Normannia et de quibusdam aliis partibus regni nostri, tam in terra quam in mari, in locis eciam nostre jurisdictioni subjectis, nequiter invaserunt, innumeros ex eis inhumaniter occidendo, stragemque ex eis faciendo, multos ex eis capiendo, et captos detinendo, ac eosdem navibus et mercibus quasi inestimabilibus, ex diu ante concepta nequicia, depredando, confractis quampluribus ex dictis navibus et submersis, spretis eciam contemptibiliter multis prohibicionibus mandatis nostris factis, propositis sollempniter et publice aç palam

[1] Les pièces qui suivent, jusqu'à la p. 52, forment une intercalation. Elles sont de différentes écritures, et portent des dates toutes postérieures à l'année 1274, qui fait suite au premier volume. Elles ont été placées en tête de ce second volume, parce qu'elles occupent le commencement du second registre des Olim, qu'on a voulu reproduire aussi matériellement que possible. La continuation des parlements se trouve à la page 53.

PHILIPPE IV, 1293. edictis Burdegale et Baione et in aliis multis locis, ne aliquis predictis vel aliis quibuscumque, specialiter per terram vel mare vehentibus merces suas, presumeret forisfacere seu alias offendere quoquomodo; naves autem superstites et dictas merces ad regnum Anglie transvehendo, quas in sua diccione receptavit dictus rex, et adhuc receptat scienter, et per nuncios nostros, super earumdem existencium et apparencium restitucione requisitus sufficienter, restitucionem facere non curavit, set pocius contempsit, licet eidem, ex parte nostra, oblatum fuisset quod, si qua existencia et apparencia per homines regni nostri capta detinerentur de bonis subjectorum suorum, de hiis restitucionem eidem fieri faceremus. Item, quamplures dictorum hominum de Baiona manifeste et notorie, similiter adjunctis sibi nonnullis malefactoribus aliis, villam nostram de Ruppella prodicionaliter invaserunt, insultus quamplures facientes in eam, et habitatores ipsius quosdam eciam occidentes ex eis, et alias multipliciter dampnificantes eosdem; quorum excessus et facinora predicta, cum non possemus conniventibus oculis pertransire, prefato regi et locum suum in Vasconia et Baiona tenentibus mandavimus quod certum numerum dictorum hominum, per se vel per sua loca tenentes, mitteret in prisione nostra Petragoricensi, infra certum terminum, pro faciendo quod racio suaderet et justicia postularet, et alia quedam mandata super predictis, per patentes litteras nostras, sufficienter fieri fecimus, et injungi. Quibus injunctionibus et mandatis parere contumaciter et contemptibiliter negletum extitit et eciam recusatum. Cumque, ex certis et legittimis causis, civitatem Burdegalensem saisiri mandassemus, terram Agenensem et eciam aliam terram, quam infra senescallie nostre Petragoricensis metas, in Petragoricinio, Quaturcinio et Lemovicinio, gentes ipsius regis nomine suo tenebant, locum suum tenentes in locis predictis, gentibus nostris dictum mandatum nostrum sine armis execucioni demandantibus, inobedientes fuerunt contumaciter et rebelles, et, quod gravius ferendum est, civitates, castra et loca dicte terre contra nos munierunt et inforciaverunt, volentes,

modo quasi hostili, justiciacioni nostri feodi resistere, nec castra quedam et fortalicias que ab eis, ex certis et legitimis causis, per gentes nostras requiri fecimus, reddere voluerunt, set reddere contemptibiliter recusarunt, et gentes terre illius ad resistendum nobis et nostris, minis et muneribus commoverunt contra nos et eciam concitaverunt, in assisiis eciam et alias, ex parte regis ejusdem, proposuerunt, et publice edixerunt quod nobis et gentibus nostris in nullo pareretur; immo si gentes nostre justiciendo, sicut ad nos pertinet, aliquid saisirent, caperent vel explectarent, seu saisire vellent, capere seu eciam explectare, quod fierent violente rescousse; quod, in multis locis et casibus, facinorosis operibus expleverunt, saisinas nostras in multis locis vituperabiliter infringendo, gentes nostras cum armis per violenciam turpiter expellendo, comminando, verberando, et de terra illa violenter ejiciendo, et alias viliter pertractando, in predictis et pluribus aliis sedictionem publicam contra nos et jus nostrum regium faciendo, in prejudicium superioritatis nostre et lesionem regie majestatis, que tam diu et tam notorie perpetrata fuere, quod horum ignoranciam dictus rex probabiliter causari non poterat nec debebat. Illud eciam ad nos, publica fama deferente, pervenerat quod, post appellaciones multas, et a multis locum regis ejusdem tenentibus ad curiam nostram interpositas, occasione appellacionum ipsarum, in magnum et grave prejudicium superioritatis, et jurisdictionis nostre contemptum, appellantes, ipsos a jurisdictione sua propter easdem appellaciones exemptos, gentes ipsius regis irracionabiliter, crudeliter, nulla humanitate servata, spreta quoque reverencia nobis debita, tractaverant et tractabant, capiendo, et districtis carceribus mancipando, videlicet Gombaudum de Tyranno, Bernardum de Romhano, Andream de Boysac, Bonafusum Coteti, dictum Ras, et quamplures alios, bonis suis omnibus spoliando, et de suis domiciliis, locis et hereditatibus expellendo; mutilando dictum Garsiam et quamplures alios; suspendendo Arnaldum de Bordis, Bernardum Pellicerii et quendam vocatum Froumage, et in gula eorum fustes a parte post cum cordis ligando,

PHILIPPE IV. 1293.

PHILIPPE IV, 1293.

ne loqui possent, seu appellare aut appellaciones suas innovare, inhibendoque, sub pena suspendii, quibusdam notariis requisitis ab ipsis appellantibus, ne, super dictis appellacionibus, publica conficerent instrumenta, videlicet magistro Morino Mercerii et pluribus aliis, aliosque incarcerando, et incarceratos detinendo, pro eo quod dicebant quod a senescallo dicti regis in Vasconia et de tota terra Agennensi ad nos erat licitum appellare, videlicet magistrum Raymundum de Locassono, advocatum de Agenno, et quamplures alios, aliosque diversorum tormentorum generibus cruciando. Super predictis autem omnibus que in nostre citacionis edicto, contra prefatum regem proposito, specialiter continentur, jamdudum precipiendo sibi, mandavimus, sub penis quas ex predictis incurrere poterat, vel jam potuerat incurrisse, quatinus vicesima die Nativitatis Dominice jam diu est preterita, quam sibi perhempter assignavimus, coram nobis, sicut debebat, Parisius compareret, et, sicut tantorum facinorum et excessuum qualitas exigebat, super eisdem, quorum cognicio ad nos pertinet, et predicta tangentibus, et que ex eis sequi possent et omnibus aliis que contra eumdem regem vellemus proponere et possemus, responsurus, et quod justum esset auditurus et eciam recepturus; significando eidem, predicte citacionis tenore, quod, sive dictis die et loco compareret, sive non, nos nichilominus procederemus in predictis prout deberemus, ipsius absencia non obstante; ad quam diem non comparuit, ut debuit, nec postea, licet diucius expectatus, quare ipsum, exigente justicia, contumacem reputavimus et posuimus in defectu. Preterea, publicato predicte nostre citationis edicto, locum tunc tenentes dicti Anglie regis, in predictis ducatu et terris senescallie officiarii et alii ministri sui ac ipsius gentes predictis facinoribus non contenti, predictis malis accumulantes horribilia et nephanda, quosdam Normannos, qui morati fuerant in Burgo et Burdegala per decem annos et amplius, ob hoc solum quia lingua gallica loquebantur (1), palam et publice inhumaniter occiderunt, quemdam ex eis, in communi platea, in frusta quatuor dividentes, frusta ipsa projecerunt in aquam; quemdam

eciam nostrum servientem, missum apud Villam-Regalem pro suo officio exercendo, irreverenter fugantes; et apprehensum ab eis, manum amputaverunt eidem. Item quatuor homines nostro servicio insistentes pro constuma recipienda in portu Fronciaci, in manu nostra tunc existente, accercitos ad se in quandam navem, quam mercatoriam esse fingebant, quasi eis vellent costumam solvere consuetam, supra prorram navis nequiter decollantes, prodicionaliter occiderunt, dicentes : « Hoc facimus in despectum regis Francie et « Karloti, fratris sui. » Castrum eciam de Buzeto, tunc existens in nostra gardia speciali, expugnaverunt cum armis, ceperunt, vastaverunt, destruxerunt et combuxerunt; et quosdam homines, existentes in custodia castri dicti Quillier, in manu nostra existentes, et specialiter duos servientes nostros ibidem positos ad custodiam castri ejusdem, in nostri vituperium suspenderunt; inhibuerunt eciam, et publice proclamari fecerunt, sub pena suspendii seu ultimi supplicii et amicionis omnium bonorum, ne quis subjectorum dicti regis Anglie in dictis ducatu et terris, ad nos vel nostram curiam auderet appellare, in nostre superioritatis prejudicium et lesionem regie majestatis; quodque, si quis esset in dictis ducatu et terris qui nostram vellet partem tenere seu nobis adherere, sub pena capitis exiret de eisdem ducatu et terris. Item quemdam nobilem, immorantem servicio marescalli nostri per nos ad partes illas missi, decapitaverunt immaniter, et projecerunt in aquam; quendam eciam notarium nostrum et castellanum nostrum Castri-Sarraceni et duos nostros alios servientes per senescallum nostrum Tholosanum, litteratorie missos ad Johannem de Sancto-Johanne, militem, tunc tenentem locum dicti Anglie regis in dictis partibus, pro quibusdam requisicionibus, ex parte nostra, faciendis eidem, de hospiciis ubi fuerant hospitati extrahentes, et inter murtrarios incarcerantes, circa mediam noctem captos, quibusdam nautis seu marinariis tradiderunt, qui eos viliter trahentes per lutum, duxerunt ad navem, ubi per novem dies captos graviter tenuerunt, in liberacione ipsorum quedam eorum bona perperam detinentes. Item, alios excessus innu-

PHILIPPE IV. 1293.

PHILIPPE IV, 1293. meros et nephandos, et horribilia flagicia et facinora, inobediencias, rebelliones, sedictiones publica in nostri vituperium perpetrarunt; que omnia adeo palam et publice et notorie et fere in oculis seu conspectu quorumdam ex nostris proceribus et multorum ex nostris gentibus quos ad partes illas, ex certis causis et pro certis negociis, miseramus, et tam diu et per tales perpetrata fuerunt, quod nulla possunt tergiversacione celari, et quod non potest idem rex Anglie ignoranciam pretendere super hiis probabiliter, vel causari. Immo ejus connivencia, sciencia et assensus ex hiis videtur argui evidenter, et quasi inconvincibiliter apprehendi sic, quod dicta facinora videtur fecisse propria per connivenciam et consensum, in nostre superioritatis prejudicium et lesionem regie majestatis. Hinc est quod vobis et vestrum cuilibet precipiendo mandamus, quatinus ad ducatum Aquitanie, specialiter apud Burdegalam, Baionam, Agennum et alias civitates et loca dicti ducatus, de quibus vobis expediens videbitur, personaliter accedentes palam et publice in ecclesiis cathedralibus et aliis ecclesiis, assisiis et locis publicis earumdem civitatum et locorum, de quibus vobis videbitur expedire, ex parte nostra, citare perhempter dictum regem Anglie, ut vicesima die, post instans festum Nativitatis Domini, quam eidem perhempter et secundum omnia erramenta assignamus, compareat, Parisius, coram nobis, sicut debebit, sub penis quas potuit aut potest incurrere, et sicut tantorum facinorum et excessuum qualitas exigit et requirit, super predictis omnibus quorum cognicio ad nos pertinet et predicta tangentibus et que possunt sequi ex eis et omnibus aliis que contra ipsum proponenda duxerimus, responsurus ac juri pariturus secundum omnia erramenta, et quod justum fuerit auditurus et recepturus; edicentes palam et publice in ecclesiis et locis predictis, quod sive dictis die et loco comparuerit, sive non, nos nichilominus super premissis contra eum procedemus prout debebimus, ipsius absencia non obstante. Hoc autem nostre citationis edictum in nostro palacio, Parisius, nostro adhuc sedente pallamento, palam et publice proponatis.

PHILIPPE IV,
1293.

II.

ASSIGNATION DONNÉE PAR LE ROI DE FRANCE AU ROI D'ANGLETERRE.

In Dei nomine, amen. Noverint universi hoc presens instrumentum publicum inspecturi et audituri, quod, anno Dominice Incarnacionis millesimo ducentesimo nonagesimo tercio, die jovis post hyemale festum beati Nicolai, regnante excellentissimo principe domino Philippo, Dei gracia Francorum rege; nobilis vir dominus Johannes de Arreblayo, miles, ejusdem domini nostri Regis senescallus Petragoricensis et Caturcensis, accessit personaliter apud Sanctum-Asterium, in Petragoricinio, et ibidem existens in platea publica loci ejusdem, in presencia mei notarii infrascripti et testium subscriptorum, vocato coram se et presente Guillelmo de Lonc-Ga, qui, ut idem dixit, in suburbiis ejusdem loci de Sancto-Asterio, juxta pontem, tenebat assisiam pro rege Anglie, tenente Aquitanie ducatum, presentibus eciam multis hominibus aliis et habitatoribus dicte ville Sancti-Asterii, et pluribus aliis forensibus, fecit legi et exponi ibidem alta voce, publice et patenter ac intelligibiliter, per discretum virum magistrum Arnaldum Clari, judicem suum Petragoricensem et Caturcensem, quandam litteram regiam, sigillo pendenti ejusdem domini Regis sigillatam, cujus tenor sequitur in hunc modum: « Philippus, Dei gracia Francorum rex, et eadem gracia regi Anglie, consanguineo suo, tenenti ducatum Aquitanie, salutem: Cum notorium sit et manifestum per rei evidenciam, adeo quod nulla potest tergiversacione celari, quod homines de Bayona regni nostri, coadunatis sibi pluribus aliis qui de regno vestro Anglie, assumptis navibus et armis, ac hominibus armatis in magna multitudine ibidem palam et publice collectis, vobis non insciis vel saltem probabiliter ignorare non valentibus, exierunt, animo nephando, homines ac subjectos nostros de Normannia et de quibusdam aliis partibus

PHILIPPE IV. 1293.

regni nostri, tam in terra quam in mari, in locis eciam nostre jurisdictionis subjectis, nequiter invaserunt, innumeros ex eis inhumaniter occidendo, stragemque ex eis horribilem faciendo, multos ex eis capiendo, et adhuc captos detinendo, ac eosdem navibus et mercibus quasi inestimabilibus, ex diu ante concepta nequicia, depredando, confractis quampluribus ex dictis navibus et submercis, spretis eciam contemptibiliter multis prohibicionibus et mandatis nostris factis, propositis sollempniter et publice ac palam edictis Burdegale, Baione et in aliis locis multis, ne aliquis predictis vel aliis quibuscumque specialiter, per terram vel per mare vehentibus merces suas, presumeret forisfacere aut alias offendere quoquomodo; naves autem superstites et dictas merces ad vestrum regnum Anglie transvehendo quas in vestra dicione receptastis et adhuc receptatis scienter, et per nuncios nostros super eorumdem apparencium et existencium restitucione requisitus sufficienter, restitucionem facere non curastis, set pocius contempsistis, licet vobis ex parte nostra oblatum fuerit quod, si qua existencia et apparencia per homines regni nostri capta detinerentur de bonis subjectorum vestrorum, de hiis restitucionem vobis fieri faceremus; cumque notorium sit et manifestum similiter quod quamplures dictorum hominum de Baiona, adjunctis sibi nonnullis malefactoribus aliis, villam nostram de Ruppella prodicionaliter invaserunt, insultus quamplures facientes in eam, et habitatores ipsius quosdam eciam occidentes ex eis, et alios multipliciter dampnificantes eosdem. Nos autem, cum excessus et facinora non possemus conniventibus oculis pertransire, vobis vel locum vestrum in Vasconia et Bayona tenentibus, quod certum numerum dictorum hominum de Baiona, per vos vel dictum locum vestrum tenentes in prisione nostra Petragoricensi mitteretis, infra terminum jam elapsum, pro faciendo quod racio suaderet et justicia postularet, et alia quedam mandata super predictis, per patentes litteras nostras sufficienter fieri fecimus, et injungi, quibus injunctionibus et mandatis pareri contumaciter et contemptibiliter est negletum. Cumque, ex certis et legitimis causis, saisiri mandaverimus

civitatem Burdegalensem, terram Agennensem et totam aliam terram, quam, infra senescallie nostre Petragoricensis metas, in Petragoricinio, Caturcinio et Lemovicinio, gentes vestre, nomine vestro, tenebant, et locum vestrum tenentes in locis predictis, gentibus nostris, dictum mandatum nostrum sine armis execucioni demandantibus, inobedientes fuerunt contumaciter et rebelles, et adhuc in rebellione persistunt, mandatis nostris et nostris gentibus non parentes; set, quod gravius est ferendum, civitates, castra, villas et loca dicte terre contra nos munierunt, justiciaverunt, muniunt et inforciant tota die, volentes, modo quasi hostili, justiciacioni nostri feodi resistere, nec quedam castra et fortalicias que ab eis, ex certis et legitimis causis, per gentes nostras requiri fecimus, reddere noluerunt, sive eadem reddere contemptibiliter recusarunt, et gentes terre illius, ad resistendum nobis et nostris, minis et muneribus commoverunt, concitaverunt, concitant et invitant contra nos, gentes ipsas juramentis propriis astringentes ac in assisiis et alias, ex parte nostra, proposuerunt publice et edixerunt quod nobis et gentibus nostris in nullo pareatur; immo, si gentes nostre, justiciando, sicut ad nos pertinet, aliquid saisiant, capiant vel explectent, vel saisire vellent, capere aut explectare, quod fierent aut fiant gentibus nostris violente rescusse, que jam in multis locis, facinorosis operibus, prout, publica referente fama, didicimus, expleverunt, saisinas nostras in multis locis vituperabiliter infringendo, gentes nostras cum armis per violenciam turpiter expellendo, comminando, verberando et de terra illa violenter ejiciendo, et alias viliter pertractando in predictis et pluribus aliis, sedicionem publicam contra nos et jus nostrum regium facientes, in prejudicium superioritatis nostre et lesionem regie majestatis, que tam diu et tam notorie perpetrata sunt, et adhunc cotidie perpetrantur, quod horum ignoranciam vos habere causari verisimiliter non potestis. Cumque publica fama deferente ad nos pervenerit quod, post appellaciones multas et a multis locum vestrum tenentibus ad nostram curiam interpositas, occasione appellacionum ipsarum, in magnum et grave

Philippe IV, 1303.

PHILIPPE IV, 1293.

prejudicium superioritatis et jurisdictionis nostre contemptum, appellentes ipsos a jurisdictione nostra, propter appellaciones easdem exemptos irracionabiliter, crudeliter, nulla omnino humanitate servata, set spreta reverencia nobis debita, tractaverunt, capiendo et districtis carceribus mancipando, videlicet Gombaldum de Tyranno, Bernardum de Romhano, Andream de Boysac, Bonafusum Coteti, dictum Ras, et quamplures alios, bonis suis omnibus spoliando, et suis domiciliis, locis et hereditatibus expellendo; mutilando dictum Garciam et quamplures alios; suspendendo Arnaldum de Bordis, Bernardum Pellicerii et quemdam vocatum Fromage, et in gulis eorum fustes a parte post cum cordis ligando, ne loqui possent, seu appellare aut appellaciones suas renovare, inhibendoque, sub pena suspendii, quibusdam notariis, requisitis ab ipsis appellantibus, ut super dictis appellacionibus publica conficerent instrumenta, ne hujusmodi instrumenta facerent, videlicet magistro Martino Mercerii et pluribus aliis, aliosque incarcerando et eos detinendo, pro eo quod dicebant quod a senescallo vestro Vasconie et de tota terra Agenensi ad nos licitum erat appellare, videlicet magistrum Raymundum de Locassono, advocatum de Agenno, et quamplures alios, aliosque diversorum tormentorum generibus cruciando. Hinc est quod vobis precipimus et mandamus, sub penis quas potuistis incurrere et potestis, quatinus vicesima die instantis Nativitatis Domini quam vobis peremptorie assignamus, Parisius compareatis coram nobis, sicut debebitis et debetis, et sicut tantorum facinorum et excessuum qualitas exigit et requirit, super predictis omnibus, quorum cognicio ad nos pertinet, et predicta tangentibus, et que possunt sequi ex eis, et omnibus aliis que contra vos proponenda duxerimus, responsurum et juri pariturum, et quod justum fuerit auditurum et etiam recepturum; significantes vobis, tenore presencium, quod sive dictis die et loco comparueritis, sive non, nichilominus in eis procedemus prout debebimus, vestra absencia non obstante. Actum Parisiis, die martis ante festum apostolorum Simonis et Jude, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tercio. » Qua littera lecta

ibidem, et exposita publice, ac pacifice ascultata, idem dominus senescallus dixit ibidem patenter, publice ac alta voce et intelligibiliter, quod nobiles viri dominus Guydo de Nantolio et dominus P. Flote, milites ejusdem domini Regis, et ipsemet senescallus qui loquebatur, fuerunt apud Agennum, anno predicto et die martis in crastinum festi beati Andree apostoli, ubi, videlicet in domo et capitulo Fratrum Predicatorum ejusdem loci, in presencia domini Raymundi de Campana, militis, senescalli Agennensis, pro dicto rege Anglie tenente ducatum predictum, et plurium aliorum officialium ejusdem regis dictum ducatum tenentis, ac multorum aliorum, tam civium Agenni quam forensium, publicaverunt, et per alterum eorum, videlicet per dictum dominum P. Flote, legi et exponi fecerunt dilucide, et patenter litteram regiam supradictam et ibidem citatam denunciaverunt, ex tenore predicte littere, et, quantum in ipsis insimul et quolibet ipsorum erat, citaverunt peremptorie dictum regem Anglie tenentem ducatum predictum, ad vicesimam diem post instans festum Nativitatis Domini, Parisius, coram dicto domino Rege, responsurum, juri pariturum, auditurum et receturum quod justicia suadebit super contentis in littera supradicta, et que poterant sequi ex eis, et super aliis que contra ipsum dictus dominus noster Rex vel ejus curia contra ipsum duxerit proponenda, juxta ejusdem littere continenciam et tenorem, cum significacione quod, sive ad dictam diem comparuerit, sive non, nichilominus in eis procedetur prout fuerit racionis. Item, dixit quod predicta littera lecta et exposita in dicto loco de Agenno, ut superius est expressum, et publicata per dictos dominos Guydonem de Nantolio, P. Flote et ipsum qui loquitur, et intellecta per dictum senescallum Agennensem, ut dicit ipse senescallus Agennensis, peciit sepedictus senescallus copiam dicte littere regie, nomine dicti regis Anglie, tenentis ducatum predictum, que fuit simul concessa et facta, et ipsam copiam sibi factam, videlicet litteram regiam sibi traditam, retinuit senescallus Agennensis predictus. Item, dixit quod dicti domini milites et ipse qui loquitur, preceperunt dicto senescallo Agennensi quod ipse,

PHILIPPE IV, 1293.

PHILIPPE IV, 1293. hujusmodi citacionem nunciaret, quancito posset, dicto regi Anglie, tenenti ducatum predictum, vel domino Johanni de Sancto-Johanne, militi, qui, ut dicitur, locum suum in Vasconia tenebat, cui, si ipsum invenissent iidem domini et ipse qui loquitur, litteram predictam presentassent, et posse suum fecerant quod ipsum invenissent, et eundem citatum denunciarent, et eciam citassent, juxta tenorem littere supradicte. Item, dixit quod dicti domini milites et ipse qui loquitur, multa alia dixerunt, fecerunt et preceperunt apud Agennum, dicta die, pertinencia ad publicacionem et citacionem predictam, que in instrumentis publicis super hiis confectis plenius continentur. Et, hiis dictis, dictus dominus senescallus non intendens recedere, ut dixit, a citacione et publicacione predictis, factis apud Agennum per dictos dominos et per ipsum, set pocius in eis volens persistere, ut dixit, nichilominus ex abundanti publicavit ibidem citacionem predictam, et pro citato denunciavit dictum regem Anglie, tenentem ducatum predictum, et eumdem, quantum poterat et debebat, citavit, secundum formam et modum et ad diem et locum contentos in littera regia supradicta, precepitque eidem Guillelmo de Lonc-Ga quod ipse quamcicius citacionem et publicacionem predictas nunciaret dicto regi Anglie, tenenti ducatum predictum, vel dicto locum suum tenenti in ipso ducatu, et obtulit eidem copiam citacionis et littere regie supradicte et instrumentorum predictorum, quam copiam idem Guillelmus non curavit habere. Actum anno, die et loco predictis, in presencia et testimonio domini Archembaudi, comitis Petragoricensis; dominorum G. de la Forest, Guillelmi le Bornhe et Geraldi de Engolisma, militum; domini Helye Porta, abbatis Sancti-Asterii; magistri Arnaldi Clari, predicti judicis Petragoricensis et Caturcensis; magistri Guillelmi Meschi, majoris Petragoricensis; magistrorum Grimaudi Sabbaterii et Bernardi Cazas, notariorum dicti domini Regis; domini Helye Placulphi, capellani de Ribayriaco; Helie Gausberti, Johannis de Vallibus, Helie de Burdelia, Raymundi de Sauzeto, Petri de la Branda, Guillelmi Raymundi, Fayditi de Engolisma, Petri Garda et Arnaldi de Montenses,

Apollodorus, Athenaeus, Callimachus, Cleanthes, Demetrius, Dicaearchus, Eratosthenes, Hecataeus, Hellanicus, Herodorus, Philochorus, Phylarchus, Polybius, Posidonius, Sosibius, Theophrastus, Timaeus, Xenophon, Zenodotus. Quorum omnium opera quae pertinebant ad historiam Graecam, ea nos ad Romanam transferre conabimur. Quae autem ad Romanam, ea ad Graecam, ut quaeque erit commodissimum, adiungemus. Quae vero ad utramque, ea separatim, ut tempus ipsum, quod erit tractandum, postulabit. Quae autem ad Graecam pertinebunt, ea ita tractabimus, ut ad Romanam nihil pertinere videatur. Quae ad Romanam, ea ita, ut ad Graecam nihil. Quae ad utramque, ea ita, ut ad neutram magis quam ad alteram. Quae ad neutram, ea ita, ut ad utramque. Quae ad Graecam, ea ita, ut ad Romanam. Quae ad Romanam, ea ita, ut ad Graecam

PHILIPPE IV, 1293. porta dicte ville. Actum die sabbati et loco predictis in presencia et testimonio Geraldi, prepositi; Raymundi Nadal, magistri Guillelmi, lo Manescalc, Arnaldi d'Albarest, Arnaldi Dayches, presbiteri; Vitalis Sycardi, Johannis de Marbes, Gauberti de Graigada, G. Delpotz, Richardi de Colcestre, Guillelmi Barat, magistri Petri Boneti, domini G. de Engolisma, militis; magistrorum Grimaudi Sabaterii et Bernardi Cazas, notariorum dicti domini Regis, et plurium aliorum, et mei notarii infrascripti. Et est sciendum quod dictum transcriptum fuit positum, appensum et clavellatum in dicta porta dicte ville de Liborna, per quam portam intratur in ipsam villam, per viam qua venitur de Petragoris et Guistres, per manum mei notarii infrascripti, in presencia et testimonio dicti magistri Grimaudi et Petri Rossel sui nuncii et plurium aliorum, anno et die sabbati predictis. Quibus actis, dictus dominus senescallus, predictis anno et die sabbati, ivit personaliter de Liborna versus Sanctum-Emilianum, et ibidem accedens et videns quod ipsa die mercatum fiebat in ipsa villa Sancti-Emiliani, et considerans quod publicacio et citacio supradicte et alia que ibidem acturus erat, sollempnius et magis publice fierent in dicto mercato quam alibi, secessit ad locum ubi dictum mercatum fiebat extra muros, retro monasterium dicti loci, subtus quamdam ulmum, et, missis predictis duobus clericis suis infra villam Sancti-Emiliani predictam, nunciavit majori et juratis ac eciam Etbloni de Podio-Guillelmi, tenenti custodiam dicte ville pro dicto rege Anglie, tenente ducatum predictum, quod venirent ad eum extra portam, in loco mercati predicto, qui Etblo non venit, licet esset diucius expectatus, et licet predictis clericis, qui duabus vicibus ad ipsum iverunt, semel et secundo dixisset quod veniret; set Arnaldus Barardi qui tenebat locum majoris, cum major non esset tunc in villa predicta, et plures ex juratis et multi alii habitatores dicte ville ad ipsum dominum senescallum accesserunt et venerunt, ipsisque coram eo presentibus ac multis aliis qui erant in mercato predicto, tam habitatoribus dicte ville quam forensibus, fecit legi et exponi, per dictum judicem, litteram supradictam alta

voce, publice et patenter, qua littera lecta et exposita, ac pacifice ascultata, idem dominus senescallus dixit, repetiit et publicavit, fecitque et precepit dictis locum tenenti majoris et juratis ibidem presentibus, que supra apud Sanctum-Asterium dixerat, publicaverat, fecerat et preceperat Guillelmo de Lonc-Ga supradicto, offerens eciam eisdem copiam dicte littere regie et instrumentorum predictorum, quam ipsi recipere noluerunt. Actum anno, die sabbati et loco mercati predictis, in presencia et testimonio Amalvini Artaudi, Raymundi Arnaldi, monetarii; Guillermi Escarlata, Helie Arnaldi, Aymerici Tharis, Petri Folco, Helie Folco, Petri Arnaldi Tharis, Poncii de Curiis, Petri Reginaldi, Petri de la Grava, Guillelmi Reginaldi, Petri Andree, Petri Bruni, Raymundi de Curiis-Senioris, Raymundi ejus filii, Raymundi Vincencii, Helionis Artaudi, Guillelmi Gaufridi, magistri Petri Artaudi, Helie de Curiis, domini G. de Engolisma, militis, Guillelmi de Engolisma, Rotlandi Rampnulphi et Petri Giraudo domicellorum, magistrorum Grimaudi Sabbaterii et Bernardi Cazas, notariorum dicti domini Regis, et mei notarii infrascripti; postque cum predictus Etblo de Podio-Guillelmi tenens predictam custodiam venisset, idem dominus senescallus, volens, ut dixit, dictam citacionem publicare infra dictam villam et eidem Etbloni denunciare, si ipsum videre et invenire posset, accessit personaliter ad portale dicte ville, quod est prope domum Fratrum Predicatorum loci ejusdem, et cum vellet ingredi per dictum portale, audivit quod campana pulsabatur; ad cujus sonitum, ut dicitur, congregatur populus dicte ville, atque invenit in ingressu dicti portalis dictum Etblonem tenentem custodiam supradictam, cum magna multitudine hominum ibidem astancium, acsi se vellent opponere ad ingressum predictum; quod attendens dictus dominus senescallus, et nolens facere aliquam violenciam ibidem, in presencia mei infra scripti notarii et testium subscriptorum, ac eciam in presencia dicti Etblonis de Podio-Guillelmi, tenentis custodiam supradictam, et predictorum hominum, fecit, legi, publicari et exponi dictam litteram, et alia dixit et fecit, et precepit dicto Etbloni que supra

PHILIPPE IV, 1293.

Voyelles. Les grecques furent les premières à noter les voyelles dans le système alphabétique. Elles ont, en effet, emprunté aux Phéniciens leur alphabet, mais elles ont ajouté aux consonnes sémitiques des signes pour les voyelles. Quelle était la raison de cette innovation ? Il est probable que les Grecs, qui ont été les premiers à adopter l'écriture alphabétique, ont été aussi les premiers à sentir la nécessité de noter les voyelles, parce que, dans leur langue, les voyelles jouaient un rôle plus important que dans les langues sémitiques. Ces dernières, en effet, ne notent pas les voyelles brèves, qui sont souvent déterminées par la place de l'accent. Les Grecs, au contraire, notaient les voyelles brèves aussi bien que les longues. Ils ont même créé des signes spéciaux pour les voyelles brèves, ε et ο, qui n'existent pas dans l'alphabet phénicien. Les voyelles longues, elles, ont été notées par les mêmes signes que les voyelles brèves correspondantes, ou par des signes spéciaux, comme η et ω. Les Grecs ont, en outre, créé des signes pour les diphtongues, c'est-à-dire pour les groupes de deux voyelles qui, dans la prononciation, ne font qu'une seule syllabe. Ainsi, ils ont créé des signes pour αι, ει, οι, ου, etc. Les Romains ont suivi les Grecs dans cette voie. Ils ont même ajouté aux signes grecs un signe spécial pour la voyelle u, qui n'existait pas dans l'alphabet grec.

Consonnes. Les consonnes ont été notées par les Grecs et par les Romains de la même manière que par les Phéniciens. Les Grecs ont même ajouté aux signes phéniciens quelques signes nouveaux pour des consonnes qui n'existaient pas dans la langue phénicienne, comme φ, χ, ψ, ξ.

CAPVT II. DE PRIMITIVIS, ET DERIVATIS, ET SIMPLICIBVS, ET COMPOSITIS.

Primitiva sunt, quæ ex se nascuntur, nec ab alia ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Derivata sunt, quæ ex primitivis ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Simplicia sunt, quæ ex una tantum parte orationis constant, ut Pius, Pietas, Pietatem. Composita sunt, quæ ex duabus partibus orationis constant, ut impius, impietas, impietatem. Primitiva sunt, quæ ex se nascuntur, nec ab alia ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Derivata sunt, quæ ex primitivis ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Simplicia sunt, quæ ex una tantum parte orationis constant, ut Pius, Pietas, Pietatem. Composita sunt, quæ ex duabus partibus orationis constant, ut impius, impietas, impietatem. Primitiva sunt, quæ ex se nascuntur, nec ab alia ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Derivata sunt, quæ ex primitivis ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Simplicia sunt, quæ ex una tantum parte orationis constant, ut Pius, Pietas, Pietatem. Composita sunt, quæ ex duabus partibus orationis constant, ut impius, impietas, impietatem. Primitiva sunt, quæ ex se nascuntur, nec ab alia ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Derivata sunt, quæ ex primitivis ducuntur, ut Pius, Pietas, Pietatem. Simplicia sunt, quæ ex una tantum parte orationis constant, ut Pius, Pietas, Pietatem. Composita sunt, quæ ex duabus partibus orationis constant, ut impius, impietas, impietatem.

PHILIPPE IV, 1293. dominum Johannem de Sancto-Johanne, tenentem locum dicti regis Anglie in ducatu predicto, sunt munite tam Anglicis quam Baionensibus qui non permittunt gentes, loquentes lingua gallica vel alias, de potestate regie majestatis existentes, transire per illud mare, nec ire versus Burdegalam, nec ad alia loca in illis partibus. Immo si aliquem sic navigantem inveniant, ipsum capiunt, et bona et res, quas secum defert, eidem auferunt, rapiunt et eciam depredantur, et jam, ut intellexi, aliquantis vicibus descenderunt ad terram ad quedam loca, de posse regie celsitudinis solitaria, et eidem mari adjacencia et vicina, que loca depredati fuerunt, et vina, carnes, animalia ac res alias de eisdem locis violenter ceperunt, et secum in navibus detulerunt. Item, sciat majestas regia, et pro certo, quod quedam ex ipsis navibus quosdam insultus fecerunt contra villas et castra Blavie et Fronciaci de die pariter et de nocte, et easdem villas dampnificare volebant, set gentes eorumdem et servientes, qui sunt ibi in garnisione pro regia majestate, eisdem viriliter obstiterunt, strenue et audacter, et speratur quod adhuc majores insultus faciant si se possunt commode congregare, quia parcialiter non auderent. Verumptamen ad presens non est timendum, quia diligenter insistitur contra custodiam predictorum locorum, de nocte et de die. Item, sciat majestas regia quod apud Libornam non potui commode intrare, ob causas in instrumento contentas, pro facienda et publicanda ibidem citacione predicta, set extra et prope portam ipsius ville publicavi, et feci citacionem predictam in presencia majoris et prepositi dicte ville, quos ibidem coram me feci venire, et plurium aliorum, et transcriptum dicte citacionis in eadem porta appendi, et clavellari feci publice et patenter. Item apud Sanctum-Emilianum inveni quasdam portas clausas, per quas intrare non potui, et cum irem ad portam que est juxta domum Fratrum Predicatorum, que aperta erat, pulsatum fuit campanam, qua et ad cujus pulsacionem congregatur populus dicte ville, et inveni in portali Etblonem de Podio-Guillelmi, domicellum, tenentem custodiam ville ejusdem pro rege Anglie, cum maxima multitudine ho-

minum ibidem astancium, acsi se vellent opponere ad ingressum. Misi siquidem secrete aliquos ex meis clericis infra portam, et retulerunt michi quod plures servientes armati erant juxta illam portam cum balistis, scutis et lanceis, quod ego videns et audiens, nolui aliquam violenciam facere, set ibidem, in presencia dicti domicelli et tocius populi congregati, publicavi et feci citacionem predictam. Transcriptum autem eis oblatum noluit aliquis retinere, nec permiserunt quod in porta appenderetur; et hec omnia in instrumento predicto, quod mitto per latorem presencium, plenius continentur. Circa municionem et apparatum senescallie mee insisto vigilanti animo, prout possum, et juxta consilium dicti domini P. Flote, qui procul dubio ferventi animo hanelat, et incessanter intendit ac studet summopere ad custodiendum utilitatem et honorem regie majestatis, et ad ea que circa utilitatem et honorem predictos possunt congruere et attendi. Precipiat majestas regia, quam Dominus sublimet et protegat in eternum, michi, suo servulo, super premissis et aliis, voluntatem suam quam ex integro et perfecto corde paratus sum pro viribus adimplere. Datum Caturci, die dominica ante festum Nativitatis Domini. PHILIPPE IV, 1296.

LETTRES DU ROI SUR LE MODE D'AJOURNEMENT DES COMTES DE BRETAGNE DEVANT LA COUR DE FRANCE (2).

Philippus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis salutem : Noveritis quod nos, dilecto et fideli nostro Johanni, comiti Britannie, ejusque heredibus, comitibus Britannie, in fidelitate ac devocione nostris inposterum permansuris, ejus gratis meritis quamplurimum exigentibus, concedimus quod ipsi, ad instanciam subditorum suorum, coram nobis seu gentibus nostris, per simplicia adjornamenta non valeant adjornari, set tantum in casu appellacionis, ob defectum juris, ad curiam nostram interpo-

PHILIPPE IV. site, vel a pravo et falso judicio, vel eciam malis casibus qui ad superioritatem nostram regiam debent pertinere. Hec autem si dicto..... comiti, heredibusque suis, comitibus, jure suo competant, sibi, tenore presencium, confirmamus; sin autem hec ad eos non pertineant, nos ipsos favore begnivolo prosequi cupientes, eisdem premissa concedimus, de gracia speciali. Quod ut robur obtineat perpetue firmitatis, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo tamen in omnibus jure quolibet alieno. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, mense februarii.

ACCORD ENTRE LE COMTE DE FLANDRES ET LES MAGISTRATS DE LA VILLE DE GAND SUR DIVERSES COUTUMES (3).

Nous Guis, cuens de Flandres et marchis de Namur, et nous eschevin, conseilleeur et vage de le vile de Gand, faisons savoir a touz ke comme descort fuissent meu entre nous, conte devant dit, d'une part, et nous eschevin, conseilleur et vaghe de le ville de Gand, d'autre part, seur aucuns articles qui appartenoient au droit et a l'usage de le dite ville, si comme nous eschevin, conseilleur et vaghe disiemes, nous, pour bien de pais et d'acort, et pour oster le plet, et pour esqiver le damage de nous et de ladite ville de Gand, avons acorde lesdis descors, et nous cuens devant dis, esclarcis les articles en le maniere qui s'ensuit : Premierement que tout li cas et tout li fait apartenant a loy qui eschient et escherront dedens l'eskievinage de Gand, seront demene par le loy et par le jugement des eschevins de Gand, et li execucions en iert a nous, conte devant dit; et nous, cuens devant diz, meterons chou a execucion deue. Et s'il avenoit que li baillius arrestast aucun bourgois, pour fait qui fust avenus dedens l'eskievinage de Gand ou dehors, et desist que li cas fust tels qu'il ne deiust mie appartenir a loy, et li eschevin de Gand ou chius qui seroit arrestes desissent que li cas

[illegible] [illegible] [illegible] [

PHILIPPE IV. seur une somme d'argent, dusques a tant que nous, cuens devant dis, l'ariens du fait principal condempne ou assous. Et taxeront le somme de le plegerie doi eschevin de Gand qui ne seront riens de partie, ke nous, cuens devant dis, u nos baillius prenderons, et doi autre de Gand ou de aillieurs, soient eschevin u non, de par nous, conte devant dit, qui ne seront mie lontain de Gand et sans souspechon, ke nous u nos baillius nommeront; et la u li troi s'asentiront preciseement, trenchiement et en chertain de ces quatre, il sera tenu; et se li troi de ches quatre ne se acordoient, ensi que dit est, il esliroient un quint sanz soupechon; et la u li troi des chiunc s'asentiroient preciseement, trenchiement et en certain, che seroit tenu. Et devons, nous, cuens devant diz, u nos baillius, nommer, u prendre les quatre deseure dis dedens wit jours, puis que debas seroit, se li arrestes fust pris pour cas qui apartenist a loy u non, et se gardera li rapligies, la en dedens, de venir en la presence de nous, conte devant dit et de nos bailliu, et s'il s'i embatoit a non ensient, il s'en partiroit lues; et se li arrestes ne vouloit u ne pooit donner plegerie de le somme qui taxee seroit, il seroit mis en prison en le maison l'auman, a l'eswart desdis quatre preudommes u des trois d'iaus ou des trois des chiunc, ainsi que dit est; et jurront chil quatre et li chiuncquismes, se il i est pris, que il ceste chose delivreront en bonne foy, sans fraude, sans barat, et sans deport, selonc le quantite du meffait et le pooir de l'arreste; et puis ke li quatre seront nomme, il s'assembleront dedens wit jours et delivreront le besoingne dedens trois jours puis que il seront assemble et du tans ke debas sera, se li cas apartient a loy, u non, dusques a tant que li quatre ou li chiunc deseure dit u li trois d'eaus en aient ordene et atire che que a faire leur en semblera, si comme di est. Li arrestes sera tenus en prison en le maison l'auman, a l'eswart des eschevins s'il leur plaist, et nous, cuens devant dis u nos baillius, i meterons une garde sans souspechon, pour cheli garder, tele comme li eschevin nommeront, par telle maniere ke li eschevin doivent representer le cors de l'arreste en le presence des

Quelques-uns font un petit ouvrage de cette sorte, qui est fort joli. Ils prennent un morceau de carton, ou de bois, ou de fer-blanc, ou de cuir, ou de papier, ou de parchemin, ou de drap, ou de velours, ou de satin, ou de taffetas, ou de toile, ou de canevas, ou de quelque autre chose que ce soit, & le découpent en quelque figure que bon leur semble, comme d'un cœur, d'une étoile, d'une fleur-de-lis, ou autrement, comme il leur plaît. Ensuite ils prennent de la soie, ou du fil, ou de la laine, ou de l'or, ou de l'argent, ou de la perle, ou de la paillette, ou de la canetille, ou de la frange, ou du ruban, ou de la dentelle, ou de la broderie, ou de quelque autre chose que ce soit, & en font ce qu'ils veulent, ou des fleurs, ou des feuilles, ou des fruits, ou des animaux, ou des chiffres, ou des devises, ou des armoiries, ou des lettres, ou des noms, ou des mots, ou des phrases entières, ou des vers, ou des chansons, ou des airs de musique, ou des figures, ou des portraits, ou des tableaux, ou des histoires, ou des fables, ou des romans, ou des comédies, ou des tragédies, ou des pastorales, ou des poëmes, ou des harangues, ou des panégyriques, ou des oraisons funèbres, ou des sermons, ou des livres entiers, ou des bibliothèques, ou des galeries, ou des cabinets, ou des salles, ou des chambres, ou des lits, ou des tentes, ou des pavillons, ou des pavés, ou des parterres, ou des jardins, ou des vergers, ou des forêts, ou des bocages, ou des prairies, ou des champs, ou des vignes, ou des terres labourables, ou des montagnes, ou des rochers, ou des fontaines, ou des rivières, ou des villes, ou des villages, ou des châteaux, ou des palais, ou des temples, ou des églises, ou des cloîtres, ou des maisons, ou des cabanes, ou des ponts, ou des chemins, ou des hommes, ou des femmes, ou des enfans, ou des nains, ou des géans, ou des monstres, ou des diables, ou des anges, ou des saints, ou des saintes, ou des démons, ou des dieux, ou des déesses, ou des nuées, ou des cieux, ou des enfers, ou des mers, ou des navires, ou des combats, ou des batailles, ou des victoires, ou des triomphes, ou des festins, ou des danses, ou des jeux, ou des ris, ou des pleurs, ou des douleurs, ou des plaisirs, ou des amours, ou des haines, ou des colères, ou des fureurs, ou des folies, ou des sagesses, ou des vertus, ou des vices, ou des richesses, ou des pauvretés, ou des abondances, ou des disettes, ou des santés, ou des maladies, ou des morts, ou des vies, ou des résurrections, ou des éternités, ou des néants, ou des mondes, ou des univers, ou des infinités, ou des rien, ou des tout, ou des Dieu, ou des Dieu, ou des Dieu

Philippe IV. eschevins u de le plus grant partie des eschevins devant dis; et tous les estatus qui seront mis et fait sans terme par l'acort de nous, conte devant dit, ou de nostre baillieu, et par l'acord de le plus grant partie des eschevins devant dit, il doivent durer aussi longement comme il semblera bon et profitable a nous, conte devant dit, u a nostre baillieu et a le plus grant partie des eschevins devant dis; et se il semblast a nous, conte devant dit, u a nostre baillieu, pourfitable de rappeler aucun estatut fait sanz terme, faire le poons nous, cuens devant dis, u nos baillius sanz les eschevins devant dis; et li plus grans partie des eschevins devant dis les pueent aussi rappeler sans nous, conte devant dit, et sans nos baillieu se il welent, et li quele partie qui les vaurra rappeler, le doit faire savoir a l'autre partie sans delai; et li cas qui seroient avenu devant le rappel seroient jugie selonc l'estatut; et nous, cuens devant dis, leur tenrons et ferons tenir leur chartre qui parole de le peskerie de Bertondis, Beke, de Rekelins, Brughe et de Kuapenarde, de tant ke'l apartient a l'article de la dite peskerie, sauf le droit d'autrui. Item nous, cuens devant dis, ne nos baillius ne nus de par nous, se che n'est en cas qui a loy n'apartiegne, ne ferons saisine ne meterons serjans en biens des bourgois de Gand dedens l'eskievinage de Gand, ne dehors, ne prenderons, ne wasterons leur biens, ne leur cateus, se che n'est par jugement des eschevins de Gand, se ainsi n'estoit ke il s'obligassent a chou, u le leur especiaument, et d'aukes le demeuriemes, nous, selonc l'usage de nos autres bonnes villes de Flandres, ne treffons d'iretage aussi ne saisirons, ne arresterons, sans le jugement de cheaus qui doivent connoistre dudit treffons d'iretage; et se debas en estoit, s'il devoit appartenir a loy, ou non, on doit ouvrer et faire ensi comme devant est dit au premier article. Item, pour fait a loy apartenant, quels que il soit, ke bourgois de Gand fera hors de l'eskievinage de Gand, on ne le puet prendre, ne arrester en le terre de Flandres, hors mises les franches villes de loy, se che n'est en caut fait; et se il s'en va desarrestes, siuir l'en doit-on devant les eschevins de Gand, se li meffaisans ne eslist avant,

Adam fut créé le premier homme, et Ève la première femme. Ils furent placés dans un jardin délicieux, appelé le Paradis terrestre, et ils y vécurent dans l'innocence et dans le bonheur. Ils avaient reçu de Dieu le pouvoir de jouir de tous les plaisirs, excepté de ceux qu'ils trouveraient dans l'usage d'un seul fruit. Ils ne devaient pas même le toucher, sous peine de mort. Ils ne le touchèrent pas d'abord; mais ils ne tardèrent pas à le goûter, et ils furent chassés du Paradis terrestre. Ils perdirent alors la grâce de Dieu, et ils devinrent mortels. Ils eurent des enfants, qui naquirent tous dans le péché, et qui, par conséquent, naissent tous avec le péché originel. Ce péché est la désobéissance d'Adam et d'Ève, pour avoir goûté du fruit défendu. Il est appelé originel, parce qu'il a été commis à l'origine du monde, et parce qu'il a été transmis à tous les hommes, qui naissent avec lui.

Dieu, qui avait créé Adam et Ève, créa aussi les anges. Il les créa bons, mais libres. Quelques-uns d'entre eux, abusant de leur liberté, se révoltèrent contre Dieu, et furent précipités dans l'enfer. Ils sont appelés démons, ou mauvais anges. Ils sont méchants par leur nature, et ils ne peuvent plus faire le bien. Ils ne cessent de tenter les hommes, pour les faire tomber dans le péché, et pour les entraîner avec eux dans l'enfer. Ils ne peuvent rien sur nous, si nous ne le voulons pas nous-mêmes. Ils ne peuvent nous faire aucun mal, si nous ne consentons à leurs suggestions. Ils ne peuvent nous tenter que par la ruse et par la séduction. Ils ne peuvent nous contraindre à commettre le mal. Ils ne peuvent nous faire tomber dans le péché, que par notre propre volonté

PHILIPPE IV. 1296. venir encontre. En tesmoignage de laquele chose, et pour chou que che soit ferme chose et estable, nous avons mis nos seaus a ces presentes lettres, qui furent donnees en l'an de grace mil et cent.

LETTRES PAR LESQUELLES LE ROI RÉTABLIT LES HABITANTS DE BRUGES DANS LA JOUISSANCE DE LEURS LIBERTÉS, ET LES PREND SOUS SA GARDE (*A*).

I.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod dudum dilecti et fideles nostri scabini Brugenses et communitas ville Brugensis gravem nostro culmini detulerunt querelam, aures nostras diversis clamoribus propulsantes, quod, licet ipsi, per leges et consuetudines antiquas et approbatas per bone memorie Philippum, olim comitem Flandrie, ipsis traditas favorabiliter et concessas, que, tanquam nutrices justicie, non deviant a tramite racionis, nec nostram superioritatem aut ressortum offendunt, retroactis temporibus regerentur, inter alias continentes quod, de omnibus causis et questionibus emergentibus infra scabinagium suum quoquomodo, prefati scabini cognoscere et judicare debebant, quas eciam Guido de Dompna-Petra, quem dicti scabini et burgenses comitem nuncupant et appellant et tenent pro comite, antequam ipsum in comitem et dominum reciperent, per suum juramentum se inviolabiliter servaturum promisit, sicut predecessores sui, comites Flandrie, in prima sua recepcione hactenus juraverunt et inviolabiliter servaverunt leges et consuetudines antedictas, nichilominus dictus Guido, quem appellant comitem et tenent pro comite, contra tenorem prestiti juramenti temere veniendo, sequens proprie voluntatis libitum, non judicium racionis, leges et consuetudines easdem, dictis burgensibus amovens et infringens, ipsis postmodum statuit de facto et edidit novam legem que, tamquam ex ipsius dumtaxat dependens arbitrio, moribus con-

della cultura, che è la cultura della vita, e della vita, che è la vita della cultura. Ma, se la cultura è la vita, e la vita è la cultura, non è più possibile distinguere tra cultura e vita, tra conoscenza e azione, tra teoria e pratica, tra mezzi e fini, tra strumento e scopo, tra ciò che è necessario e ciò che è libero, tra ciò che è utile e ciò che è bello, tra ciò che è vero e ciò che è buono, tra ciò che è giusto e ciò che è ingiusto, tra ciò che è sacro e ciò che è profano, tra ciò che è divino e ciò che è umano, tra ciò che è eterno e ciò che è transeunte, tra ciò che è assoluto e ciò che è relativo, tra ciò che è infinito e ciò che è finito, tra ciò che è spirituale e ciò che è materiale, tra ciò che è ideale e ciò che è reale, tra ciò che è universale e ciò che è particolare, tra ciò che è oggettivo e ciò che è soggettivo, tra ciò che è obiettivo e ciò che è subiettivo, tra ciò che è impersonale e ciò che è personale, tra ciò che è collettivo e ciò che è individuale, tra ciò che è sociale e ciò che è privato, tra ciò che è pubblico e ciò che è segreto, tra ciò che è manifesto e ciò che è occulto, tra ciò che è esteriore e ciò che è interiore, tra ciò che è visibile e ciò che è invisibile, tra ciò che è sensibile e ciò che è insensibile, tra ciò che è percepibile e ciò che è impercepibile, tra ciò che è conoscibile e ciò che è inconoscibile, tra ciò che è dicibile e ciò che è indicibile, tra ciò che è pensabile e ciò che è impensabile, tra ciò che è immaginabile e ciò che è inimmaginabile, tra ciò che è concepibile e ciò che è inconcepibile, tra ciò che è comprensibile e ciò che è incomprensibile, tra ciò che è intelligibile e ciò che è inintelligibile, tra ciò che è razionale e ciò che è irrazionale, tra ciò che è logico e ciò che è illogico, tra ciò che è ragionevole e ciò che è irragionevole, tra ciò che è sensato e ciò che è insensato, tra ciò che è assennato e ciò che è insensato, tra ciò che è saggio e ciò che è stolto, tra ciò che è sapiente e ciò che è ignorante, tra ciò che è colto e ciò che è incolto, tra ciò che è istruito e ciò che è ignorante, tra ciò che è educato e ciò che è maleducato, tra ciò che è civile e ciò che è incivile, tra ciò che è civilizzato e ciò che è barbaro, tra ciò che è progredito e ciò che è arretrato, tra ciò che è moderno e ciò che è antico, tra ciò che è nuovo e ciò che è vecchio, tra ciò che è giovane e ciò che è vecchio, tra ciò che è fresco e ciò che è stantio, tra ciò che è sano e ciò che è malato, tra ciò che è forte e ciò che è debole, tra ciò che è ricco e ciò che è povero, tra ciò che è bello e ciò che è brutto, tra ciò che è piacevole e ciò che è spiacevole, tra ciò che è gradevole e ciò che è sgradevole, tra ciò che è attraente e ciò che è repellente, tra ciò che è desiderabile e ciò che è indesiderabile, tra ciò che è auspicabile e ciò che è inauspicabile, tra ciò che è augurabile e ciò che è inaugurabile, tra ciò che è benedetto e ciò che è maledetto, tra ciò che è santo e ciò che è empio, tra ciò che è puro e ciò che è impuro, tra ciò che è casto e ciò che è impudico, tra ciò che è onesto e ciò che è disonesto, tra ciò che è virtuoso e ciò che è vizioso, tra ciò che è morale e ciò che è immorale, tra ciò che è lecito e ciò che è illecito, tra ciò che è permesso e ciò che è proibito, tra ciò che è obbligatorio e ciò che è facoltativo, tra ciò che è dovuto e ciò che è gratuito, tra ciò che è meritato e ciò che è immeritato, tra ciò che è giusto e ciò che è ingiusto, tra ciò che è equo e ciò che è iniquo, tra ciò che è legale e ciò che è illegale, tra ciò che è legittimo e ciò che è illegittimo, tra ciò che è ufficiale e ciò che è ufficioso, tra ciò che è autorizzato e ciò che è non autorizzato, tra ciò che è ufficiale e ciò che è clandestino, tra ciò che è palese e ciò che è occulto, tra ciò che è manifesto e ciò che è latente, tra ciò che è evidente e ciò che è oscuro, tra ciò che è chiaro e ciò che è confuso, tra ciò che è limpido e ciò che è torbido, tra ciò che è trasparente e ciò che è opaco, tra ciò che è luminoso e ciò che è buio, tra ciò che è illuminato e ciò che è oscuro, tra ciò che è acceso e ciò che è spento, tra ciò che è vivo e ciò che è morto, tra ciò che è animato e ciò che è inanimato, tra ciò che è organico e ciò che è inorganico, tra ciò che è vegetale e ciò che è animale, tra ciò che è umano e ciò che è disumano, tra ciò che è maschile e ciò che è femminile, tra ciò che è uomo e ciò che è donna, tra ciò che è padre e ciò che è madre, tra ciò che è figlio e ciò che è figlia, tra ciò che è fratello e ciò che è sorella, tra ciò che è marito e ciò che è moglie, tra ciò che è sposo e ciò che è sposa, tra ciò che è amante e ciò che è amata, tra ciò che è amico e ciò che è nemico, tra ciò che è alleato e ciò che è avversario, tra ciò che è compagno e ciò che è rivale, tra ciò che è collega e ciò che è concorrente, tra ciò che è socio e ciò che è cliente, tra ciò che è padrone e ciò che è servo, tra ciò che è maestro e ciò che è discepolo, tra ciò che è guida e ciò che è seguace, tra ciò che è capo e ciò che è subordinato, tra ciò che è superiore e ciò che è inferiore, tra ciò che è dominante e ciò che è dominato, tra ciò che è vincitore e ciò che è vinto, tra ciò che è trionfatore e ciò che è sconfitto, tra ciò che è glorioso e ciò che è umiliato, tra ciò che è onorato e ciò che è disonorato, tra ciò che è rispettato e ciò che è disprezzato, tra ciò che è ammirato e ciò che è biasimato, tra ciò che è lodato e ciò che è vituperato, tra ciò che è celebrato e ciò che è dimenticato, tra ciò che è famoso e ciò che è sconosciuto, tra ciò che è noto e ciò che è ignoto, tra ciò che è conosciuto e ciò che è sconosciuto, tra ciò che è familiare e ciò che è estraneo, tra ciò che è intimo e ciò che è distante, tra ciò che è vicino e ciò che è lontano, tra ciò che è presente e ciò che è assente, tra ciò che è qui e ciò che è altrove, tra ciò che è ora e ciò che è allora, tra ciò che è adesso e ciò che è prima, tra ciò che è subito e ciò che è dopo, tra ciò che è immediato e ciò che è differito, tra ciò che è rapido e ciò che è lento, tra ciò che è veloce e ciò che è tardo, tra ciò che è precoce e ciò che è ritardato, tra ciò che è anticipato e ciò che è posticipato, tra ciò che è puntuale e ciò che è in ritardo, tra ciò che è regolare e ciò che è irregolare, tra ciò che è ordinato e ciò che è disordinato, tra ciò che è metodico e ciò che è caotico, tra ciò che è sistematico e ciò che è casuale, tra ciò che è organizzato e ciò che è improvvisato, tra ciò che è pianificato e ciò che è spontaneo, tra ciò che è deliberato e ciò che è impulsivo, tra ciò che è ponderato e ciò che è avventato, tra ciò che è prudente e ciò che è imprudente, tra ciò che è cauto e ciò che è temerario, tra ciò che è sicuro e ciò che è pericoloso, tra ciò che è protetto e ciò che è esposto, tra ciò che è difeso e ciò che è vulnerabile, tra ciò che è fortificato e ciò che è indifeso, tra ciò che è armato e ciò che è disarmato, tra ciò che è pacifico e ciò che è bellicoso, tra ciò che è amichevole e ciò che è ostile, tra ciò che è cordiale e ciò che è freddo, tra ciò che è caloroso e ciò che è glaciale, tra ciò che è accogliente e ciò che è respingente, tra ciò che è ospitale e ciò che è inospitale, tra ciò che è generoso e ciò che è avaro, tra ciò che è liberale e ciò che è tirchio, tra ciò che è prodigo e ciò che è parsimonioso, tra ciò che è spendaccione e ciò che è economo, tra ciò che è dissipatore e ciò che è risparmiatore, tra ciò che è sperperatore e ciò che è oculato, tra ciò che è scialacquatore e ciò che è frugale, tra ciò che è dissoluto e ciò che è morigerato, tra ciò che è licenzioso e ciò che è continente, tra ciò che è lussurioso e ciò che è casto, tra ciò che è voluttuoso e ciò che è austero, tra ciò che è edonistico e ciò che è ascetico, tra ciò che è gaudente e ciò che è mortificato, tra ciò che è godereccio e ciò che è penitente, tra ciò che è epicureo e ciò che è stoico, tra ciò che è sibaritico e ciò che è spartano, tra ciò che è lussuoso e ciò che è spoglio, tra ciò che è opulento e ciò che è povero, tra ciò che è sfarzoso e ciò che è modesto, tra ciò che è pomposo e ciò che è umile, tra ciò che è ostentato e ciò che è discreto, tra ciò che è vistoso e ciò che è sobrio, tra ciò che è appariscente e ciò che è dimesso, tra ciò che è elegante e ciò che è trasandato, tra ciò che è raffinato e ciò che è grossolano, tra ciò che è sofisticato e ciò che è rozzo, tra ciò che è colto e ciò che è ignorante, tra ciò che è istruito e ciò che è analfabeta, tra ciò che è alfabetizzato e ciò che è illetterato, tra ciò che è scolarizzato e ciò che è non scolarizzato, tra ciò che è laureato e ciò che è non laureato, tra ciò che è diplomato e ciò che è non diplomato, tra ciò che è certificato e ciò che è non certificato, tra ciò che è abilitato e ciò che è non abilitato, tra ciò che è qualificato e ciò che è non qualificato, tra ciò che è competente e ciò che è incompetente, tra ciò che è esperto e ciò che è inesperto, tra ciò che è abile e ciò che è inabile, tra ciò che è capace e ciò che è incapace, tra ciò che è idoneo e ciò che è inidoneo, tra ciò che è adatto e ciò che è inadatto, tra ciò che è appropriato e ciò che è inappropriato, tra ciò che è conveniente e ciò che è sconveniente, tra ciò che è opportuno e ciò che è inopportuno, tra ciò che è tempestivo e ciò che è intempestivo, tra ciò che è puntuale e ciò che è in ritardo, tra ciò che è regolare e ciò che è irregolare, tra ciò che è ordinato e ciò che è disordinato, tra ciò che è metodico e ciò che è caotico, tra ciò che è sistematico e ciò che è casuale, tra ciò che è organizzato e ciò che è improvvisato, tra ciò che è pianificato e ciò che è spontaneo, tra ciò che è deliberato e ciò che è impulsivo, tra ciò che è ponderato e ciò che è avventato, tra ciò che è prudente e ciò che è imprudente, tra ciò che è cauto e ciò che è temerario, tra ciò che è sicuro e ciò che è pericoloso, tra ciò che è protetto e ciò che è esposto, tra ciò che è difeso e ciò che è vulnerabile, tra ciò che è fortificato e ciò che è indifeso, tra ciò che è armato e ciò che è disarmato, tra ciò che è pacifico e ciò che è bellicoso, tra ciò che è amichevole e ciò che è ostile, tra ciò che è cordiale e ciò che è freddo, tra ciò che è caloroso e ciò che è glaciale, tra ciò che è accogliente e ciò che è respingente, tra ciò che è ospitale e ciò che è inospitale, tra ciò che è generoso e ciò che è avaro, tra ciò che è liberale e ciò che è tirchio, tra ciò che è prodigo e ciò che è parsimonioso, tra ciò che è spendaccione e ciò che è economo, tra ciò che è dissipatore e ciò che è risparmiatore, tra ciò che è sperperatore e ciò che è oculato, tra ciò che è scialacquatore e ciò che è frugale, tra ciò che è dissoluto e ciò che è morigerato, tra ciò che è licenzioso e ciò che è continente, tra ciò che è lussurioso e ciò che è casto, tra ciò che è voluttuoso e ciò che è austero, tra ciò che è edonistico e ciò che è ascetico, tra ciò che è gaudente e ciò che è mortificato, tra ciò che è godereccio e ciò che è penitente, tra ciò che è epicureo e ciò che è stoico, tra ciò che è sibaritico e ciò che è spartano, tra ciò che è lussuoso e ciò che è spoglio, tra ciò che è opulento e ciò che è povero, tra ciò che è sfarzoso e ciò che è modesto, tra ciò che è pomposo e ciò che è umile, tra ciò che è ostentato e ciò che è discreto, tra ciò che è vistoso e ciò che è sobrio, tra ciò che è appariscente e ciò che è dimesso, tra ciò che è elegante e ciò che è trasandato, tra ciò che è raffinato e ciò che è grossolano, tra ciò che è sofisticato e ciò che è rozzo, tra ciò che è colto e ciò che è ignorante, tra ciò che è istruito e ciò che è analfabeta, tra ciò che è alfabetizzato e ciò che è illetterato, tra ciò che è scolarizzato e ciò che è non scolarizzato, tra ciò che è laureato e ciò che è non laureato, tra ciò che è diplomato e ciò che è non diplomato, tra ciò che è certificato e ciò che è non certificato, tra ciò che è abilitato e ciò che è non abilitato, tra ciò che è qualificato e ciò che è non qualificato, tra ciò che è competente e ciò che è incompetente, tra ciò che è esperto e ciò che è inesperto, tra ciò che è abile e ciò che è inabile, tra ciò che è capace e ciò che è incapace, tra ciò che è idoneo e ciò che è inidoneo, tra ciò che è adatto e ciò che è inadatto, tra ciò che è appropriato e ciò che è inappropriato, tra ciò che è conveniente e ciò che è sconveniente, tra ciò che è opportuno e ciò che è inopportuno, tra ciò che è tempestivo e ciò che è intempestivo,

PHILIPPE IV. 1296. avi, progenitorum nostrorum, quondam regum Francie, necnon Philippi, comitis, et Margarete, comitisse Flandrie, predictas leges et consuetudines obtinerent, et quod dominus et genitor noster carissimus, Philippus, rex Francie, ex parte dictorum burgensium sepius requisitus, dictum Guidonem, quem dicti burgenses vocant comitem et tenent pro comite, frequenter monuerat, precipiendo eidem ut eosdem burgenses per suas leges et consuetudines antiquas regeret et teneret, hoc tamen dictus Guido, quem comitem nuncupant et tenent pro comite, facere pretermittens a majoribus nostre curie fuerit postmodum super hiis non indigne pluries reprehensus; nec tunc demum eorum persuasionibus sibi factis ullatenus acquiescens, de mandato ipsius genitoris nostri, fuit super hiis competenter amonitus et summatus; set quia idem genitor noster, variis et arduis occupatus negociis, premissa ex causa, sub dissimulacione transivit, nos, qui post eum in regni solio sublimati, eisdem burgensibus in jure suo deesse non possumus nec debemus, ne qui, forte sinistra interpretacione, crederent quod nos vellemus inducere novitatem, presupponentes ipsius genitoris nostri et gencium sue curie processus habitos in hac parte, ipsorumque scabinorum et burgensium [cum] clamor ad nos frequenter ascenderet, ex habundanti, predictum Guidonem, quem vocant comitem et tenent pro comite, ad presens pallamentum fecimus adjornari super premissis coram nobis, media justicia, processurus, et propositurus quicquid contra supplicacionem predictam duceret proponendum. Verum, cum dictus Guido, quem appellant comitem et tenent pro comite, quantum de jure debuit sufficienter expectatus et pluries requisitus, non comparuerit per se, nec per ydoneum responsalem, nos, predicto Guidone, quem vocant comitem, reputato primitus pro contumace, de premissis competenter edocti et informati, de bonorum et prudentum consilio, predictos scabinos Brugenses et communitatem Brugensem decrevimus et decernimus fore ad suas leges et antiquas consuetudines reducendos, et eos reducimus et restituimus ad easdem, non obstante quod predicta privilegia ignis incendio sint amissa, ita quod,

Ad Bacchum. Ditirambus primus. Strophe prima. Antistrophe prima.

Bacchum, Bacchum, Bacchum,

PHILIPPE IV, 1296. bone memorie Philippum, quondam comitem Flandrensem, eis traditas et concessas, necnon jura et libertates ipsorum inconcussa et illibata servaret, et quod contra premissa nullis umquam temporibus veniret nec quicquam in contrarium attemptaret; quod eciam ballivi ipsius in sui creacione hactenus juraverunt et jurare tenentur; que omnia, tam de juramentis quam de aliis, prout superius sunt expressa, fuerunt integraliter observata temporibus clare memorie Philippi abavi et Ludovici avi, progenitorum nostrorum, quondam regum Francie, necnon Philippi, comitis, et Margarete, comitisse Flandrie, sine interrupcione temporis, prout de premissis ad plenum nobis extitit facta fides. Verum dictus Guido, quem ipsi comitem nuncupant et tenent pro comite, et sui ballivi, contra prestita juramenta ab eis, ut premittitur, temere venientes, leges, consuetudines pro ipsis burgensibus ab olim introductas, libertates et jura communitatis et burgensium predictorum, nisi sunt non solum infringere et mutare, set ea totaliter absorbere; nam cum dicti burgenses, privilegia sua que in befredo dicte ville, causa custodie, servabantur, per ignis incendium, casu fortuito amiserunt, dicto Guidoni, quem appellant comitem et tenent pro comite, pluries humiliter supplicarunt, ut eos, quibus in hac parte compati debuerat, ad statum privilegiorum hujus dignanter reduceret, et eos franchisiis et libertatibus eis concessis per dicta privilegia uti permitteret et gaudere; quod eis facere indebite penitus denegavit, jura et libertates suas per hec satagens abolere, multas preterea injurias, violencias et gravamina ipsis inferens, austeritates et sevicias exercuit in eosdem. Nos autem circa premissa, prout ad nos pertinet et ad id tenemur, de regie plenitudine potestatis, ipsis burgensibus in hac parte remediari volentes, de bonorum et prudentum consilio, scabinos et burgenses et communitatem predictos ad suas leges, consuetudines, jura, franchisias et libertates integraliter et sine diminucione quacumque duximus reducendos, et eos ad plenum, mediante justicia, restituimus ad easdem, decernendo irritum et inane quicquid per dictum Guidonem, quem appellant comitem et tenent pro

Ancora un'altra volta, e per l'ultima, ritorna il motivo della morte, che ha dominato tutta la poesia di Ungaretti, e che ora, nella sua ultima fase, si fa più pacato, più sereno, più rassegnato, più dolce. Ungaretti ha sempre cercato la morte, ma non per disperazione, bensì per amore, per desiderio di ricongiungersi a tutte le cose, a tutti i fratelli, a tutti i compagni, a tutti i morti, a tutti i viventi, a tutto il mondo, a tutto l'universo, a tutta la vita, a tutta la morte, a tutto il tempo, a tutta l'eternità, a Dio. Ora la morte è molto più vicina, è molto più familiare, è molto più desiderata, è molto più amata, è molto più dolce. Ora la morte è quella presenza di cui il poeta sente il bisogno per completare la sua vita, per completare la sua poesia, per completare la sua preghiera.

ASSISTI

TERRA, VII, 1951, 38. © VALENTINA TRENTA-PRESTINI.

Assisti
a quanto muore
e passa
e non ritorna più
Assisti
a quanto
passa e muore
e non ritorna più
Assisti
a quanto
muore e passa
e non ritorna più
Assisti
a quanto
passa e muore
e non ritorna più

PHILIPPE III. 1281.

sani, ultimo defuncti : Cum dicta inquesta, secundum formam predictam, alias fuerit inchoata, et aliqui testes pro parte regis Anglie in ea recepti et examinati, responsum fuit eis per arrestum, quod ordinacio facta super hoc in precedentibus pallamentis observabitur, et nichil immutabitur, scilicet quod testes producentur pro utraque parte, et pars regis Anglie habebit scriptorem (6), si velit, et duplicabitur inquesta, ita tamen quod utraque ad curiam istam referatur, et ibi judicetur.

II. Item supplicaverunt gentes regis Anglie, ducis Aquitanie, domino regi Francie, quod, cum nuncii regis et ducis ejusdem, videlicet dominus Mauricius de Credonio et dominus Gaufridus de Gienville, milites, in pallamento Penthecostes, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo, tradiderunt aliquas raciones, tam juris quam facti, domino regi Francie, ad informandum ipsum dominum Regem, super hiis que rex Anglie dicit sibi restituenda, per pacem, in tribus dyocesibus Petragoricensi, Lemovicensi et Caturcensi; et, in dicto pallamento, dominus rex Francie responderit quod ipse mitteret ad partes illas certas personas qui, ea que clara essent, deliberarent, et alia sibi referrent, quod dominus rex Francie faciat compleri responsionem predictam : Responsum fuit eis quod magister Guillelmus de Nova-Villa et Johannes de Villeta ibunt, propter hoc, ad partes illas, et procedent in forma alias ordinata.

III. Item cum felicis memorie dominus Ludovicus, rex Francie, promiserit regi Anglie, in forma pacis inite inter ipsos (7), se daturus regi Anglie vel suis heredibus, terram quam dominus comes Pictavensis tenebat, tempore dicte pacis, in Xanctonia, ultra fluvium Charantone, si obveniret ipsi regi Francie vel heredibus suis, et nisi sibi obveniret, quod ipse rex Francie procuraret, quod rex Anglie illam terram haberet, ex permutacione vel alio modo, vel faceret sibi competens escambium, ad esgardum proborum hominum; et [si] dictus comes in vita sua alienaverit, post pacem predictam, multa de terra

Immeubles dotaux. — Les immeubles dotaux ne peuvent être aliénés ni hypothéqués pendant le mariage, sauf les exceptions établies par la loi. — Ils ne peuvent être donnés ni par le mari ni par la femme, ni par tous les deux conjointement. — Ils ne peuvent être acquis par prescription, si ce n'est lorsque la femme a elle-même commencé à prescrire avant le mariage. — Ils ne peuvent être échangés qu'avec le consentement de la femme, et sous les conditions prescrites par la loi. — Ils ne peuvent être loués pour plus de neuf ans, sans le consentement de la femme. — Ils ne peuvent être vendus pendant le mariage, même avec le consentement de la femme, si ce n'est dans les cas et suivant les formes prescrits par la loi. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par le mari. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par la femme, même avec l'autorisation du mari, si ce n'est dans les cas prévus par la loi. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par la femme avant le mariage, si ce n'est dans les cas prévus par la loi. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par la femme avant le mariage, si ce n'est dans les cas prévus par la loi.

Immeubles dotaux. — Les immeubles dotaux ne peuvent être aliénés ni hypothéqués pendant le mariage, sauf les exceptions établies par la loi. — Ils ne peuvent être donnés ni par le mari ni par la femme, ni par tous les deux conjointement. — Ils ne peuvent être acquis par prescription, si ce n'est lorsque la femme a elle-même commencé à prescrire avant le mariage. — Ils ne peuvent être échangés qu'avec le consentement de la femme, et sous les conditions prescrites par la loi. — Ils ne peuvent être loués pour plus de neuf ans, sans le consentement de la femme. — Ils ne peuvent être vendus pendant le mariage, même avec le consentement de la femme, si ce n'est dans les cas et suivant les formes prescrits par la loi. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par le mari. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par la femme, même avec l'autorisation du mari, si ce n'est dans les cas prévus par la loi. — Ils ne peuvent être saisis pour dettes contractées par la femme avant le mariage, si ce n'est dans les cas prévus par la loi.

PHILIPPE III, 1281. sint mandanda, quam dicti servientes : Ista supplicatio fuit eis denegata.

VI. Item, cum dicti senescalli et plures auditores, inquisitores et similes, ex parte domini regis Francie, quibus ex suo officio, quandoque de mandato ipsius domini Regis, recepciones testium, inquisiciones, mandata et execuciones et saisinas habeant facere gentibus et in terra regis et ducis predicti, et gentes ipsius regis et ducis, sive obediant sive non obediant, raciones quas habent proponant coram ipsis, petentes super hiis per dictos executores litteras super hiis sibi dari, ut sic plena veritas ad curiam domini regis Francie possit referri, et hoc indiferenter denegetur eisdem, quod precipiatur dictis senescallis et aliis auditoribus et executoribus quod predictas litteras concedant, et per gentes suas concedi faciant, ut sic curia possit admittere admittenda, et respuere respuenda : Responsum fuit quod ista supplicacio non fiet.

VII. Item, cum, in tractatu habito Ambianis, dominus rex Francie retinuerit ad manum suam privilegiatos in tribus dyocesibus Lemovicensi, Petragoricensi et Caturcensi (8), sicut excepti fuerant in pace regum, et postmodum aliquibus ipsorum privilegiatorum fuerint littere tam concesse quam renovate, continentes quod dominus rex Francie ipsos privilegiatos, cum omnibus membris suis, retinuit, ita quod eos non potest ponere extra manum suam et contemplacionem dictarum litterarum, aliqui, sicut membra privilegiatorum, extra dictas tres dyoceses, asserant et contendant se privilegiatos existere, cum privilegiati tantummodo dictorum trium dyocesium sint retenti, et sic hec retencio ad privilegiatos extra tres dyoceses predictas non possit extendi, maxime ad illos qui, ante concessionem dictarum litterarum, dicto privilegio usi non fuerunt, et per antiquitatem dictarum litterarum regi Anglie, duci Aquitanie, magnum posset prejudicium gravari, quoad illos qui sunt extra tres dyoceses, in terra dicti regis et ducis, et sunt membra capitum seu monasterio-

rum in dictis tribus dyocesibus existencium, quod dictus rex Francie, per declaracionem vel exposicionem dictarum litterarum, dignetur, super hoc prejudicio, remedium adhibere; per litteras enim predictas semper posset constare de privilegio illorum qui essent extra dictas tres dyoceses, et essent membra capitum sitorum in dyocesibus antedictis : Responsum fuit eis quod dicant qui sunt illi privilegiati, et adjornabuntur si velint, et fiet eis jus. PHILIPPE III, 1281.

VIII. Item, cum gentes sive servientes senescalli Petragoricensis inhibuerint aliquibus nobilibus Petragoricensis dyocesis ne juramentum de pace tenenda et servanda, quod senescallo regis Anglie, ducis Aquitanie, prestare consueverant, facerent et prestarent Johanni de Gresli, nunc senescallo dicti regis et ducis, quod precipiatur senescallo Petragoricensi quod dictam inhibicionem revocet seu faciat revocari : Responsum fuit quod non revocabitur dicta prohibicio, quantum ad privilegiatos domini Regis et membra eorum.

IX. Item, cum villa Sancti-Asterii sit in senescallia et infra metas senescallie regis Anglie, ducis Aquitanie, in Petragoricinio, et senescallus ipsius regis et ducis in loco predicto diu explectaverit ea que pertinent ad senescalliam, et adhuc sit in possessione explectandi premissa, et senescallus Petragoricensis pro domino rege Francie ipsum in possessione predicta perturbaverit, et quandoque perturbet, illa occasione quod asserit se, pro dicto rege Francie, gardiare abbatem Sancti-Asterii, qui non fuit nec est in aliqua gardia ipsius domini Regis speciali, et occasione talis gardie, multi de senescallia ipsius regis et ducis fuerint inquietati et vexati, quod dominus Rex precipiat quod cessetur a gardia et vexacione hominum terre : Responsum fuit quod, quantum ad dominum Regem pertinet, senescallus nullum ponet impedimentum.

X. Item, cum curia domini regis Francie inhibuerit gentibus regis Anglie ne aliquem ad ipsam curiam, a falso vel pravo judicio ap-

PHILIPPE IV, 1286. pellantem, in aliquo eciam quod non tangit causam in qua appellatur, justiciare presumant, et ob hoc quamplures ad subterfugium habendum, et ne possit de ipsis haberi justicia, frequencius appellare presumant, quod placeat domino Regi inhibicionem hujusmodi revocare, maxime quoad terram Agennensem, Petragoricensem et alias que jure scripto reguntur : Responsum fuit quod non fieret eorum peticio in terris que reguntur jure consuetudinario; in aliis servabitur jus scriptum (9).

XI. Item, quod dominus rex Francie mandet sciri veritatem super hiis que per gentes Navarre fuerunt usurpata de hiis que rex Anglie, dux Aquitanie, tenebant eo tempore quo terra Navarre venit ad manum domini Regis : Sicut alias ordinatum, Rex mandabit constabulario et comiti Pontivi, quod in reversione sua hoc addiscant et referant.

ARRESTA

EXPEDITA PARISIUS PRO REGE ANGLIE, IPSO EXISTENTE PARISIUS,

ANNO DOMINI MCCLXXXVI, CIRCA PENTHECOSTEN.

I. Ordinatum fuit quod reciperentur appellaciones in causis criminalibus, tam super condempnacione quam super absolucione; set ubi confessus fuerit de crimine et condempnatus, vel ubi erit captus in ipso maleficio, poterit sentencia condempnacionis mandari execucioni, et in causa appellacionis excusabitur judex a quo erit appellatum, si probet aliquem casuum predictorum; in aliis autem casibus oportebit supersederi execucioni (10).

II. Item absolutum et condempnatum in casu in quo erit supersedendum execucioni, poterit senescallus recredere, suo periculo,

ita quod possit eum representare ad mandatum curie, vel alias de persona ipsius respondere. PHILIPPE IV, 1286.

III. Item, in terra que regitur jure consuetudinario, ille, contra quem fertur sentencia alia quam banni, poterit appellare statim, si sit presens, vel si sit absens, non per contumaciam, quamcito sentencia ad ejus noticiam devenerit, et nullus alius poterit appellare pro ipso.

IV. Item ille qui vocabitur ad jus, super crimine, si sit absens, et non veniat ad jus, non poterit per aliquem alium, sive per procuratorem, sive per conjunctam personam, appellare ad impediendum processum judicis sui; set, si veniat postquam erit banitus, et alleget justas causas absencie, audietur et fiet jus; et hoc in terra que regitur jure consuetudinario. In terra que regitur jure scripto, servabuntur jura scripta.

V. In facto mulieris combuste audietur causa appellacionis, et non fiet inquesta ex officio.

VI. In terra que regitur jure consuetudinario, poterit appellari a quocumque judicio, tamquam pravo et falso, et a defectu juris; set, in terra que regitur jure scripto, servabuntur in hoc jura scripta (11).

VII. Item in terra regis Anglie, que regitur jure scripto, appellabitur, tam in civili quam in criminali, ad tenentem locum ipsius Regis, vel ad judicem qui de appellacione cognoscet; et secunda appellacio fiet semper ad curiam domini regis Francie, et non ad alium. Si autem senescallus vel alius generaliter tenens locum ipsius regis Anglie, in dicta terra, que regitur jure scripto, tulerit sentenciam, ad curiam domini Regis directe appellabitur; ab aliis vero inferioribus justiciariis qui sunt sub senescallo, appellabitur

PHILIPPE IV, 1286. primo et semel ad ipsum senescallum, et secundo, ex eadem causa, ad curiam domini regis Francie.

VIII. De illa terra Bigorre, de qua rex Anglie est in possessione habendi homagia et feoda, appellaciones prime fient ad curiam ejus, secundo ad curiam regis Francie; de illa vero parte, de cujus homagio dominus rex Francie est in saisina, appellabitur ad eum et senescallum suum Tholosanum.

IX. Item, de appellacionibus factis de terra comitatuum Armaniaci et Fezenciaci, si rex Anglie est in possessione homagii et feodi dictorum comitatuum.

X. In casibus in quibus erit imminens magnum periculum, et in quibus non poterit bono modo aliud remedium adhiberi, poterit peti jus extra curiam, et appellari a defectu juris, vel a pravo et falso judicio; si fiant alias, non poterit extra curiam peti jus, nec eciam extra curiam appellari, in terra que regitur jure consuetudinario.

XI. In terra que regitur jure scripto, si appelletur ad curiam regis Francie, non committetur cognicio et terminacio cause appellacionis extra curiam Francie, de hiis que tangunt regem Anglie. Super aliis vero que tangunt alias partes, precipue pauperes, poterit commissio fieri super cognicione et decisione appellacionis extra curiam, tali modo quod illi quibus fiet commissio non poterunt alii[1] committere; et hoc ideo, quia in terra que regitur jure scripto, judex a quo appellaretur non subest periculo, set pars appellans, vel appellata.

XII. Super processibus causarum credetur actis sigillatis sigillo curie regis Anglie, et non registro, nisi concordet cum actis (12).

XIII. Super exempcione appellancium nichil innovatur quoad

[1] Lisez *alios*.

ΠΑΡΑΔΕΙΓΜΑΤΑ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΥ ΚΑΤΟΠΤΡΟΥ. ΑΣΚΗΣΙΣ ΣΤΟ ΣΠΙΤΙ ΣΑΣ. 15

Ἀπὸ τὸ ἀντίγραφον τοῦ πρώτου κατόπτρου.

ΤΟΥΤΟ ἔχομεν τὸν ἥλιον ἐκ τοῦ ἀντιγράφου τοῦ πρώτου κατόπτρου. Ἐπειδὴ ἡ ἀκτὶς τοῦ ἡλίου ἐκ τοῦ ἀντιγράφου τοῦ πρώτου κατόπτρου ἐπίπτει ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ δευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἕκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ δεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑνδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ δωδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τρισκαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρεσκαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντεκαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκκαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτωκαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐννεακαιδεκάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ εἰκοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τεσσαρακοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντηκοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξηκοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑβδομηκοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀγδοηκοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνενηκοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑκατοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ διακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τριακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ τετρακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ πεντακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑξακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἑπτακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ὀκτακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοτρίτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοτετάρτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοπέμπτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοέκτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοεβδόμου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοογδόου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ ἐνακοσιοστοενάτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ χιλιοστοῦ κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ χιλιοστοπρώτου κατόπτρου, ἐκεῖθεν ἀνεκλάσθη καὶ ἐπῆλθεν ἐπὶ τὸ ἐπίπεδον τοῦ χιλιοστοδευτέρου κατόπτρου, ἐκεῖθε

PHILIPPE IV, 1286. Anglie copiam, et mandati sui, et racionum et eorum que proponentur a partibus coram eis.

XX. Gentes et subditi regis Anglie non adjornabuntur coram senescallo domini regis Francie, nisi in casibus ad regem Francie pertinentibus, et in adjornando expriment causam pro qua citabunt. Et hoc fiet de speciali mandato senescalli domini regis Francie, vel locum ejus tenentis, vel alicujus alterius boni viri super hoc deputandi.

XXI. Eodem modo fiet de pignoracionibus et saisinis et capcionibus hominum in terra regis Anglie faciendis, auctoritate regis Anglie, vel senescalli sui.

XXII. Mandabitur senescallo domini regis Francie, quod gentibus regis Anglie reddat curiam de subditis suis, in casibus non pertinentibus ad dominum Regem.

XXIII. Execucio que fiet pro propriis debitis domini regis Francie in terra regis Anglie, fiet per manum domini regis Francie.

XXIV. Execucio vero que fiet pro aliis debitis, sigillo domini regis Francie vel suarum senescalliarum sigillatis, fiet per manum gencium regis Anglie, et in defectum ipsorum, per manus gencium domini regis Francie. Si tamen aliqua cognicio sit super hoc necessaria, hec cognicio remittetur ad illum judicem cum cujus sigillo fuit dictum debitum sigillatum.

XXV. In hiis que requirunt cause cognicionem, spectantes ad gentes regis Anglie, non fiet mandatum, per curiam regis Francie, senescallo regis Francie quod talia faciat in defectum gencium regis Anglie; set in hiis que spectant ad dominum regem Francie, poterunt fieri talia mandata. Super justicia illorum qui sunt jurati

Abhaltelhaft, adj. Hinderlich, beschwerlich, unbequem, lästig, verdrießlich.

Abhaltelhaftigkeit, f. Hinderlichkeit, Beschwerlichkeit, Unbequemlichkeit, Verdrießlichkeit.

Abhalten, das Abhalten, die Abhaltung, das Halten zur Abhaltung, das Abhalten der Gemeinde, das Halten der Gemeinde zur Abhaltung, das Abhalten der Gemeinde zur Abhaltung

PHILIPPE IV, 1286. « post tractatum Ambianensem, » videbuntur et emendabuntur prout fieri debebit.

XXXIII. Super obediencia vicecomitis Fronciaci, videbitur judicatum in curia Francie, et, vocatis quorum interest, fiet quod debebit.

XXXIV. De omnibus aliis seurprisiis, que dicuntur facte per gentes domini regis Francie contra regem Anglie et gentes suas, scietur veritas.

XXXV. Philippus, Dei gracia, etc. universis, etc. Notum facimus quod nos, karissimo consanguineo et fideli nostro E., eadem gracia regi Anglie, domino Hybernie et duci Aquitanie, concedimus, pro nobis, heredibus et successoribus nostris, quod, occasione cujuscumque appellacionis, ab ipso vel senescallis suis seu eorum loca tenentibus, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, in omnibus terris quas habet et habiturus est in Wasconia, Agenesio, Caturcinio, Petragoricinio, Lemovicinio et Xanctonia, ad nos seu curiam nostram per quemcumque, super iniquo, pravo et falso judicio, vel defectu juris, seu quocumque alio modo, interposite vel interponende, si super hiis aliquo casu succumbant, vel convincantur, quamdiu idem consanguineus noster vixerit, ipse et senescalli sui et eorum loca tenentes predicti in aliquam penam, forisfacturam non incidant vel emendam, et quicquid inde nobis, heredibus vel successoribus nostris posset accrescere, vel aliquatenus obvenire, in vita ipsius regis et ducis, sibi pro nobis, heredibus et successoribus nostris, quantum in nobis est, remittimus et donamus. Cum vero continget appellantes ad nos, seu curiam nostram ab ipso rege et duce, senescallis suis vel eorum loca tenentibus succumbere in appellationibus antedictis, salvum sit eidem, senescallis suis et eorum loca tenentibus omne jus pene, forisfacture vel emende quod sibi competere poterit contra dictos appellantes et succumbentes, non obstante concessione ac donacione

Sales and Purchase Tax Act, 1951 (Act No. 28 of 1951) — An Act to provide for the levy and collection of a tax on the sale or purchase of goods and for matters connected therewith. [1st July, 1951]

Sales and Purchase Tax (Amendment) Act, 1952 (Act No. 1 of 1952) — An Act to amend the Sales and Purchase Tax Act, 1951. [1st January, 1952]

Sales and Purchase Tax (Amendment) Act, 1953 (Act No. 1 of 1953) — An Act to amend the Sales and Purchase Tax Act, 1951, in certain respects. [1st January, 1953]

Sales and Purchase Tax (Amendment) Act, 1954 (Act No. 1 of 1954) — An Act to amend the Sales and Purchase Tax Act, 1951, in certain respects. [1st January, 1954]

Sales and Purchase Tax (Amendment) Act, 1955 (Act No. 1 of 1955) — An Act to amend the Sales and Purchase Tax Act, 1951, in certain respects. [1st January,

PHILIPPE IV. 1287. Arnaldum, militem, remanebit hic, quia secundo extitit appellatum [1].

In rotulo parlamenti Penthecostes, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo octavo, ad dies senescallie Petragoricensis et Wasconie, sic inveni scriptum :

Illi qui ibunt ad partes Tholosanas debent perficere assisiam trium millium libratarum terre regi Anglie inchoatam per archidiaconum Matiphas et Sigalonie.

In rotulo parlamenti Penthecostes, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo primo, ad dies regis Anglie et senescallie Petragoricensis, sic invenio scriptum :

Rex Anglie, ad dictam diem, contra abbatem et conventum Brantolmiensem, super redevencia communis, idem rex habet diem consilii.

Senescallus Wasconie, per curiam defensurus Regem super peticione quam procurator episcopi Caturcensis facit super quibusdam castris et villis extra manum Regis positis, in prejudicium episcopi et privilegiorum suorum, ut dicit, ad manum suam revocandis.

Episcopus Xanctonensis, ad quindenam sancti Martini hiemalis, secundum omnia arramenta, nos defensurus, in quantum eum tangit, super requesta quam intendunt nobis facere gentes regis Anglie, contra senescallum nostrum Xanctonensem super ripperio de la Borda et pertinenciis, sitis in Xanctonia, ultra fluvium Kareto-

[1] Ce qui suit jusqu'à la page 48 est d'une écriture plus récente.

Anno di Roma 800 | Olimpiade 189 | Anno di Cristo 47

Anno del mondo 4047 | Anno della Repubblica 1

Anno di Roma 800 | Olimpiade 189 | Anno di Cristo 47

Anno del mondo 4047 | Anno della Repubblica 1

In questo quarantasettesimo anno dopo la nascita di Cristo, Claudio Cesare Augusto Germanico, figlio di Druso, era imperatore per la quarta volta, e Lucio Vitellio per la seconda.

Nel Lazio, sotto questi consoli, pubblicarono numerose leggi. Furono aggiunte tre lettere all'alfabeto latino, che erano in uso presso gli Etruschi. Furono istituiti i giochi secolari, che si celebrano ogni cento anni. Nel Regno di Partia, Vologese I, re dei Parti, cacciò il fratello Tiridate.

In questo quarantasettesimo anno dopo la nascita di Cristo, Claudio Cesare Augusto Germanico, figlio di Druso, era imperatore per la quarta volta, e Lucio Vitellio per la seconda.

Nel Lazio, sotto questi consoli, pubblicarono numerose leggi. Furono aggiunte tre lettere all'alfabeto latino, che erano in uso presso gli Etruschi. Furono istituiti i giochi secolari, che si celebrano ogni cento anni. Nel Regno di Partia, Vologese I, re dei Parti, cacciò il fratello Tiridate.

In questo quarantasettesimo anno dopo la nascita di Cristo, Claudio Cesare Augusto Germanico, figlio di Druso, era imperatore per la quarta volta, e Lucio Vitellio per la seconda.

Nel Lazio, sotto questi consoli, pubblicarono numerose leggi. Furono aggiunte tre lettere all'alfabeto latino, che erano in uso presso gli Etruschi. Furono istituiti i giochi secolari, che si celebrano ogni cento anni. Nel Regno di Partia, Vologese I, re dei Parti, cacciò il fratello Tiridate.

In questo quarantasettesimo anno dopo la nascita di Cristo, Claudio Cesare Augusto Germanico, figlio di Druso, era imperatore per la quarta volta, e Lucio Vitellio per la seconda.

Nel Lazio, sotto questi consoli, pubblicarono numerose leggi. Furono aggiunte tre lettere all'alfabeto latino, che erano in uso presso gli Etruschi. Furono istituiti i giochi secolari, che si celebrano ogni cento anni. Nel Regno di Partia, Vologese I, re dei Parti, cacciò il fratello Tiridate.

Acte notarié.

Acte reçu par Me Jean-Baptiste Dupont, notaire à Paris, le 15 janvier 1900.

Entre les soussignés :

Jean-Baptiste Dupont, notaire à Paris, d'une part,

Et Pierre Martin, ouvrier, demeurant à Paris, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Pierre Martin, ci-dessus dénommé, vend par les présentes à Jean-Baptiste Dupont, qui accepte, une maison située à Paris, rue de la Paix, n° 10, consistant en un rez-de-chaussée et deux étages, avec cour et jardin, ainsi que le tout se poursuit et comporte, sans aucune exception ni réserve, avec toutes les dépendances et appartenances, et tels que le vendeur en a joui jusqu'à ce jour.

Cette vente est faite moyennant le prix de cent mille francs, que l'acquéreur paiera au vendeur, savoir : cinquante mille francs comptant, et le surplus dans un an, avec intérêts à 5 pour cent.

Le vendeur déclare que la maison vendue est libre de toutes charges et hypothèques, et qu'il en a la propriété pour l'avoir achetée de Jacques Durand, suivant acte reçu par Me Leblanc, notaire à Paris, le 10 mars 1895.

Fait et passé à Paris, en l'étude du notaire, le 15 janvier 1900.

Lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Le Petit Journal du dimanche, 28 juillet 1907

Le Petit Journal du dimanche, 28 juillet 1907

Le Petit Journal du dimanche, 28 juillet 1907

HEC EST CONCORDACIO

FACTA, DOMINICA ANTE FESTUM BEATI PETRI-AD-VINCULA, INTER P. EPISCOPUM ALTISSIODORENSEM ET PROCURATOREM COMITIS ALTISSIODORENSIS,

ANNO DOMINI MCCXCVIII.

Philippus, etc. dilectis suis magistro Guillelmo de Chaillaco, canonico, et Michaeli Gaillardi, ballivo Autissiodorensibus, salutem et dilectionem: Vos dictum magistrum G. requirimus, et vobis dicto ballivo mandamus, quatinus apud Autissiodorum personaliter accedentes, diligenter inquiratis veritatem super novis articulis episcopi et comitis Autissiodorensium et responsionibus et racionibus utriusque partis coram nobis a procuratoribus eorum concordatis, quos et quas vobis mittimus sub contrasigillo nostro clausis; necnon super veteribus articulis ipsarum parcium olim a bone memorie Guillelmo, quondam Autissiodorensi episcopo, et nobili viro Johanne de Cabilone, quondam comite Autissiodorensi, coram nobis traditis et contrasigillo nostro sigillatis, super quibus facta fuit commissio ex parte nostra vobis magistro Guillelmo et magistro Petro de Durnayo, loco cujus vos ballivum, cum dicto magistro Guillelmo, quos ad dictos veteres articulos, tenore presencium subrogamus; et, si partes infra proximum parlamentum non concordaverint, vel alias predicti articuli, vel eorum aliqui per vos non fuerint terminati, inquisicionem quam super premissis, tam novis quam veteribus articulis et racionibus a partibus non concordatis seu aliis per vos nullatenus terminatis, feceritis; quam inquisicionem super omnibus premissis, antequam de aliquo tractetis vel terminetis, volumus esse a vobis completam ad dictum proximum parlamentum, sub sigillis vestris inclusam, fideliter remittatis, volentes quod in vestris manibus, loco nostri et ex parte nostra, ex nunc omnes res contenciosas et loca

prout in articulis, tam novis quam veteribus, dictarum parcium continetur, capiatis et teneatis, et, per vos, vel per alium, seu alios deputatos a vobis justicietis, quia procuratores dictarum parcium sic voluerunt et concesserunt coram nobis; acto tamen, inter procuratores predictos, quod omnia illa de quibus dicte partes concordaverint, vel per vos fuerint terminata, rata et firma maneant in futurum, et auctoritate nostra debeant confirmari, sigilli nostri munimine roboranda; acto eciam inter procuratores predictos quod capcio predicta et detencio rerum ipsarum contenciosarum et locorum in manibus vestris facta, neutri dictarum parcium in proprietate seu possessione prejudicet, quin dicta proprietas et possessio ad ipsas partes integre revertantur in statu in quo, tempore acordacionis, existebant. De hiis que per dictas partes concordata vel alias per vos, infra parlamentum proximum, terminata non fuerint, nisi alias, inter partes easdem super hiis in dicto parlamento fuerit concordatum. Actum Parisius, ut supra. PHILIPPE IV, 1298.

Et quia procurator comitis Autissiodorensis habebat alibi facere de procuratorio, a domino suo sibi tradito, contentus fuit dictus episcopus quod transcriptum dicti procuratorii penes curiam remaneret; et est repositum inter procuratoria illius temporis.

ARRÊTS.

ARRÊTS, CIRCULAIRES ET AVERTISSEMENTS.

ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT.

1. Les propriétaires de bois ne peuvent, sans y être autorisés, faire aucune coupe de bois, même de taillis, avant l'âge déterminé par les règlements, sous peine d'une amende de 500 francs, et de la confiscation des bois coupés, ou de leur valeur, et de tous les chariots, charrettes, bêtes de somme, harnais et équipages qui auront servi à l'enlèvement desdits bois. Cette amende, prononcée par les cours des eaux et forêts, ne peut être modérée au-dessous de 100 francs, même en faveur de ceux qui auraient commis le délit dans des bois qui ne leur appartiennent pas, ou qui auraient été trompés par les adjudicataires, leurs facteurs ou gardes-ventes. (Ordonnance de 1669, titre XXV, article 1er; arrêt du conseil du 18 juillet 1724, article 1er; arrêt du conseil du 3 mai 1720.)

2. Toutes les pièces de chênaud, de futaie, de taillis, de quelque âge qu'elles soient, et de quelque nature que soient les bois, ne peuvent être coupées, sans permission, à moins de 25 ans, sous peine de 500 francs d'amende, et de la confiscation des bois coupés, ou de leur valeur, et de tous les chariots, charrettes, bêtes de somme, harnais et équipages qui auront servi à l'enlèvement desdits bois. Cette amende, prononcée par les cours des eaux et forêts, ne peut être modérée au-dessous de 100 francs, même en faveur de ceux qui auraient commis le délit dans des bois qui ne leur appartiennent pas, ou qui auraient été trompés par les adjudicataires, leurs facteurs ou gardes-ventes. (Ordonnance de 1669, titre XXV, article 1er; arrêt du conseil du 18 juillet 1724, article 1er; arrêt du conseil du 3 mai 1720.)

PHILIPPE III, 1273. quolibet anno, in festo Nativitatis Beate Marie Virginis, sexaginta libras monete currentis apud Talemont annui redditus, usque ad tempus quo terra de Chantenois, in toto vel in parte, per eschaetam, vel alias ad eum deveniret, ita quod statim cum dicta terra de Chantenois ad eum devenisset, idem Guido teneretur assidere dicte domine et heredibus suis et assignare dictas sexaginta libras annui redditus in terra de Chantenois, in locis sibi ad invicem propinquioribus, in terris et hominibus, in fideli assisia, una cum herbergamento de Chantenois, cum omni jure, dominio et tota justicia alta et bassa absque ulla retencione ibidem, ita quod, pro prisia dicti herbergamenti, in assisia predicti redditus, minime computaretur, dicta domina petebat dictas litteras, quantum ad predictum articulum, sibi teneri a dicto Guidone ac eciam integrari; idem vero Guido in pleno pallamento constitutus, confessus fuit premissa, quantum ad predictum articulum, vera esse, et confessus fuit dictam terram de Chantenois ad manum suam devenisse, promittens se facturum et adimpleturum premissa, prout superius continentur.

III. Cum dominus Rex, utendo jure suo regio, in principio sui regiminis, post suam coronacionem, in qualibet abbacia regni sui, de garda sua existentis[1], possit ponere, videlicet in monasteriis monachorum, unum monachum et in monasteriis monialium, quandam monialem, ac moniales de Cuciaco, monasterio suo, abbatisse regimine destituto, recipere non vellent quandam domicellam quam dominus Rex ibi miserat, dicentes quod abbatissa carebant: Ordinatum fuit quod dicta domicella in dicta abbacia poneretur et de bonis ipsius viveret, set non vestiretur, donec creata esset abbatissa ibidem.

IV. Injunctum fuit ballivo Aurelianensi ut magistrum Mauricium de Turonio..... restitueret ad possessionem domus de Vinolio, in statu in quo erat, tempore quo fuit, per ipsum seu per gentes

[1] Lisez *existenti*.

con gli stessi colori, ma con altre figure, che Vasi Aretini chiamano, e sono in fatti di Arezzo.

Il Professore Gaetano Marini, e Conte Gaetani Rosi, hanno in questi ultimi anni pubblicato molti Vasi, che sono stati trovati in Roma, e nelle vicinanze, e che sono di questa specie, e di questa fabbrica. Il Conte Gaetani Rosi ha pubblicato in Roma l'anno 1793. un libro di questi Vasi, che ha per titolo: *Vasi Fittili Aretini, o sia Etruschi con figure trovati in Arezzo, e nelle sue vicinanze, e descritti dal Conte Gaetani Rosi*. Il Professore Gaetano Marini ha pubblicato in Roma l'anno 1794. un libro, che ha per titolo: *Iscrizioni di alcuni vasi fittili Aretini, di figure, e di vernice nera, trovati nell'Agro Tiburtino, e Prenestino, e nelle vicinanze di Roma, e di Arezzo, e descritte da Gaetano Marini*. Questo libro è stato ristampato in Roma l'anno 1795. con molte aggiunte.

Il Conte Gaetani, Accademico Etrusco della Cortona, nella sua Dissertazione sopra i Vasi Aretini, che ha pubblicato in Roma l'anno 1793. dice, che questi Vasi sono stati trovati in Arezzo, e nelle sue vicinanze, e che sono stati fatti in Arezzo, e nelle sue vicinanze, e che sono Etruschi. Il Professore Gaetano Marini nella sua Dissertazione sopra i Vasi Aretini, che ha pubblicato in Roma l'anno 1795. dice, che questi Vasi sono stati trovati nell'Agro Tiburtino, e Prenestino, e nelle vicinanze di Roma, e di Arezzo, e che sono Etruschi.

Il Conte Gaetani, Accademico Etrusco della Cortona, nella sua Dissertazione sopra i Vasi Aretini, che ha pubblicato in Roma l'anno 1793. dice, che questi Vasi sono stati trovati in Arezzo, e nelle sue vicinanze, e che sono stati fatti in Arezzo, e nelle sue vicinanze, e che sono Etruschi. Il Professore Gaetano Marini nella sua Dissertazione sopra i Vasi Aretini, che ha pubblicato in Roma l'anno 1795. dice, che questi Vasi sono stati trovati nell'Agro Tiburtino, e Prenestino, e nelle vicinanze di Roma, e di Arezzo, e che sono Etruschi.

PHILIPPE III, 1274.

siendam de rebus ad dotem suam spectantibus, de quibus, post advoacionem ab ipsa ad nos factam, per ipsum Eudonem, seu per gentes ipsius fuit spoliata, juxta mandatum factum super hoc in precedenti pallamento.

VIII. Johanne Marcel, milite, petente sibi deliberari terram uxoris sue, in manu domini Regis, racione balli ipsius, detentam, ad suam intencionem fundandam, pretendente consuetudinem patrie, quam talem esse dicebat, videlicet quod, postquam mulier, habens etatem nubilem, existens in ballo Regis, de assensu amicorum suorum et assensu principis, in facie ecclesie matrimonium contraxerit cum homine habente etatem ad quam debet habere terram suam, racione balli detentam, mulier et ejus maritus debent rehabere terram mulieris, in manu principis detentam, racione balli ipsius : Auditis propositis, et consuetudine patrie intellecta, approbando consuetudinem propositam, judicatum fuit terram dicte uxoris, dicto Johanni, marito suo, debere deliberari, et preceptum fuit ballivo Caleti ut eis deliberaret eandem.

IX. Priore et aliquibus monachis montis Sancti-Michaelis supplicantibus ut, monasterio suo abbatis regimine destituto, ballivus Constanciensis supersederet quibusdam inquestis faciendis, videlicet pro sturgionibus et pro placitis de genez semel in anno, et insuper quod cessaret ab exactione quarumdam emendarum quas ab eis petebat, donec haberent abbatem : Ordinatum fuit quod, pro tribus emendis, videlicet pro una facta in scacario et pro duabus sturgionibus, dicto ballivo non restitutis vel ostensis, ad mandatum suum, solvent sexaginta libras Turonenses; et predictis inquestis faciendis supersedebitur, donec babuerint abbatem.

X. Recordata fuit curia quod dominus Rex, alias per judicium, obtinuit saisinam cognicionis novarum desaisinarum, in terra comitis Rociaci et domini Cociaci, propter quod dominus Rex in saisina sua

remanebit; verum de cognicione litterarum nichil recordata fuit curia; set cum dominus Rex sit in saisina hujusmodi cognicionis, in saisina sua remanet, hoc salvo, quod liceat eisdem comiti et domino Cociaci agere super hoc contra dominum Regem, si velint. PHILIPPE III. 1274.

XI. De quingentis libris levatis pro domino Rege, de manumortua uxoris Johannis la Parelie, sede Cathalanensi vacante, dictum fuit ejus heredibus existentibus in saisina franchisie esse recredenciam per plegios faciendam, donec, lite mota inter episcopum Cathalanensem et personas que se dicunt esse in statu franchisie, fuerit terminata.

XII. Cum Agnes, relicta Oliverii Paganelli, proponeret contra Guillelmum Goelon quod, cum ipsa emerit, et, racione empcionis, teneat baroniam de Moion et de Thessiaco, idem Guillelmus de terra de Seule et de Bono-Fossato, movente de dicta baronia, ad suum homagium venire tenebatur; propter quod petebat homagium dicti Guillelmi sibi deliberari, dicto Guillelmo contrarium asserente, et, ad sui defensionem, proponente quod Richardus Goelon, pater suus, fuit in homagio domini Regis de predicta terra de Sola et de Bono-Fossato per longum tempus, antequam dicta domina terram de Moion et de Thessiaco emisset, et ipse Guillelmus similiter, post mortem patris sui, fuit in homagio domini Regis et adhuc est, ac insuper dicente quod, cum dicta domina alias in curia ista predictum homagium peciisset, pater ipsius Guillelmi, visis cartis et instrumentis suis, fuit super hoc per judicium absolutus, quod negavit dicta domina: Partibus predictis recordo curie se supponentibus, recordata fuit curia quod dictus R. Golelon, pater dicti G., fuit super hoc per judicium absolutus.

XIII. Cum Guido, olim prepositus Montis-Falconis, condempnatus fuerit ad reddendum magistro Remigio, clerico comitis Barri, dampna que sibi intulerat in dirucione domus sue, usque ad certam pecunie quantitatem, injunctum fuit ballivo Viromandensi ut

PHILIPPE III, 1275. dicto magistro Remigio deliberari faciat, usque ad solutum dicte pecunie, omnia mobilia dicti Guidonis; et si mobilia non sufficiant, ejus immobilia; et nisi immobilia sufficiant quod curie referat quid deerit ad solvendum de summa condempnacionis predicte; mobilibus et immobilibus dicti Guidonis in solutum computatis.

XIV. Guillelmo archiepiscopo conquerente de senescallo Xanctonie, super eo quod idem senescallus compellebat eum ad solvendum vendas de vendicione centum librarum annui redditus quos [1] habebat apud Sanctum-Johannem-Angeliacensem super homines dicte ville in recompensacionem garenne sue dicti loci, quam destruxerat, et dicente ad solucionem hujusmodi vendarum non teneri, cum pecuniam de dicta vendicione habitam alibi in empcionem, in feodis domini Regis, convertisset: Auditis hinc inde propositis, dictum fuit per jus quod dictus Guillelmus, de dicta vendicione, vendas solvere tenebatur, et, cum dictus senescallus de novo faceret custodiri dictam garennam, preceptum fuit ei ut cessaret, nec eciam permitteret custodiri.

XV. Guillelmo Crespin, milite, conquerente super desaisina et impedimento quod forestarii de Leonibus eidem de novo faciebant in usagio suo quod habet in foresta de Leonibus ad calefaciendum furnum suum de Estrepigniaco; forestariis dicentibus quod idem G. abutebatur, vendendo per annum, pro certa firma, emolumentum dicti furni, necnon bresiam et cineres, quod facere non poterat, per consuetudinem Normannie, ut dicti forestarii dicebant: Auditis hinc inde propositis, dictum fuit quod dictus Guillelmus in saisina usagii sui, ad furnum suum predictum, salva questione proprietatis, remanere debebat.

XVI. Civibus Bituricensibus conquerentibus de ballivo, super eo quod, licet ad ponendum precium in bladis et vinis domini Regis,

[1] Lisez *quem*.

quando, durante banno, venduntur, ab antiquo consueverunt evocari, nichilominus dictus ballivus, de novo, durante banno, Bitturis, blada et vina domini Regis, civibus non vocatis, ad precium in eis ponendum vendiderat, quare petebant restitui ad predicta; dicto ballivo ad sui defensionem dicente, quod ipsos ad hoc vocare non tenebatur, pluribus de causis, specialiter quia, cum ad hoc aliquociens fuerint evocati, illegittimum precium apposuerunt in predictis : Auditis hinc inde propositis, dictum fuit quod ballivus vocabit eos ad predicta, quando viderit expedire, alias non. PHILIPPE III, 1274.

XVII. Cum Bertaudus de Noientello, armiger, majorem et pares communie Belli-Montis super proprietate quarumdam furcarum ipsius B., quas dicti major et jurati diruerant [fecisset adjornari], dicti major et pares proposuerunt quod, super saisina et proprietate, pro ipsis, in curia domini Regis, judicatum fuerat quod pater ipsius Bertaudi jus non habuerat levandi dictas furcas infra banleucam suam, dicto B. hoc negante : Partibus recordo curie se supponentibus, recordata fuit curia quod, super saisina et super proprietate, judicatum fuit, ut dictum est, pro majore et partibus antedictis.

XVIII. Episcopo Tornacense supplicante ut indempnitati sue et ecclesie sue consuleretur, super eo quod Guerardus de Keuresies, custos regalium Tornacensium, sede Tornacensi vacante, abscidi et vendi fecerat quasdam arbores sitas juxta domum de Woisesmes et juxta domum de Comines, ne umbram facerent, et ventum repellerent; item, super eo quod idem Guerardus pisces cujusdam fossati sive salvatorii, prope unam dictarum domorum siti, vendiderat; item super eo quod vendiderat quoddam nemus situm juxta domum de Honevaim, quod alias venditum non fuerat : Dictis episcopo et Guerardo auditis, dictum fuit quod denarii habiti de dictis arboribus, de piscibus et de bosco, si alias venditum non fuerit, restituantur episcopo antedicto.

PHILIPPE III, 1274.

XIX. Cum quidam de familia comitis Sacri-Cesaris, seu de familia prepositi sui, quandam atrocem injuriam cuidam clerico, usque ad mehannium, intulissent; quia idem comes fuit in negligencia capiendi dictos malefactores, et factum vindicandi, et pro eo quod locutus fuit cum dictis malefactoribus, postquam fuerunt per justiciarios domini Regis banniti, condempnatus fuit dictus comes domino Regi in quingentis libris Parisiensibus.

XX. Condempnatus fuit Bertaudus de Tylleriis, miles, magistro Johanni Barat, clerico, in ducentis libris Turonensibus, tam pro emenda injurie sibi illate a dicto milite usque ad mehennium, quam pro dampnis et expensis occasione dicte injurie passis et factis.

XXI. Placuit domino Regi ut villa de Bella-Garda sit de ressorto Arvernie.

XXII. Comes Britannie emendavit hoc, quod ipse monetam suam, que erat de pondere novem solidorum, minoravit, et posuit ad pondus duodecim solidorum, ac injunctum fuit dicto comiti ut expellat Lombardos de terra sua, juxta ordinacionem domini Regis (14).

XXIII. Orta questione inter ballivum Silvanectensem, pro domino Rege, ex una parte, et Radulphum de Francorvilla, militem, ex altera, super eo quod dictus ballivus proponebat, contra dictum Radulphum, quod ipse non habebat jus habendi justiciam in bosco de Boceio, nec habebat jus faciendi illud nemus custodiri ut garennam; ad intencionem suam fundandam in judicio exhibens quandam cartam; quare petebat dictum militem compelli ut cessaret a predictis; dicto milite ex adverso dicente se habere justiciam in dicto nemore et jus venandi ad parvum animal et faciendi illud custodiri ut garennam: Tandem, dicto milite se supponente judicio, secundum dictam cartam, visa dicta carta, pronunciatum fuit per jus quod dictus miles poterit venari in dicto nemore ad parvum animal, et

1. GIORGIONE, TEMPESTA, LA GIUDITTA

Giorgione da Castelfranco (1477/78-1510)

Olio su tela, 82 x 73 cm (Tempesta); 144 x 96 cm (La Giuditta)

Il dipinto, di piccole dimensioni, rappresenta una composizione di difficile interpretazione. Il soggetto principale è costituito da una donna nuda che allatta un bambino, posta a sinistra, e da un uomo in piedi, vestito da soldato, a destra. Sullo sfondo, un paesaggio naturale e, più in alto, un cielo tempestoso. Il titolo del dipinto deriva da un'annotazione del 1530 circa di Marcantonio Michiel, che descrisse l'opera come "un paesetto con la tempesta, con la zingara e il soldato".

Il dipinto è stato più volte ridipinto: un'ampia fascia sopra la donna è stata aggiunta nel XVIII secolo, così come la colonna spezzata a destra. Una radiografia ha rivelato che, originariamente, la donna era in piedi, mentre il soldato era seduto. Il bambino, inoltre, era stato dipinto in un secondo momento.

Il dipinto è stato più volte ridipinto: un'ampia fascia sopra la donna è stata aggiunta nel XVIII secolo, così come la colonna spezzata a destra. Una radiografia ha rivelato che, originariamente, la donna era in piedi, mentre il soldato era seduto. Il bambino, inoltre, era stato dipinto in un secondo momento.

Philippe III, 1275. IV. Prepositus domini Regis de Monsterolio-supra-Mare precepit Eustachio de Buecin, burgensi de Monsterolio, justiciabili comitis Pontivi, ut quendam puteum, situm in quodam agro suo, in justicia dicti comitis, obturaret, ne periculum inde veniret; et quia idem Eustachius huic mandato non paruit, prepositus ab eodem levavit sexaginta solidos pro emenda, et iterum injunxit ei quod dictum puteum faceret obturari; quod fecit idem Eustachius minus sufficienter, nam postmodum, satis cito, quidam homo a casu in dictum puteum cecidit, et submersus fuit. Ea de causa dictus Eustachius vocatus ad jus, super facto hujusmodi, coram dicto preposito, tandem finavit, sponte sua, cum preposito, pro sexaginta libris Parisiensibus, quas solvit : Comite vero Pontivi dictos sexaginta solidos necnon et dictas sexaginta libras repetente, utpote levatos a justiciabili suo et pro delicto in terra et justicia sua perpetrato, dictum fuit dictos sexaginta solidos dicto Eustachio fore restituendos, dictis sexaginta libris, domino Regi ab ipso sponte sua datis, ipsi domino Regi remanentibus, salvo tamen comiti Pontivi ut pro illo delicto contra dictum Eustachium possit procedere, si velit, et sua crediderit interesse.

V. Monachis Regalis-Montis conquerentibus de quodam molendino ad ventum a Petro de Baelai, milite, de novo constructo, apud Baelai, in eorum prejudicium et dampnum et detrimentum molendinorum suorum de Gonessia, ut dicebant, ac instanter petentibus ut illud molendinum caderet, cum hoc, ut dicebant, per judicium dictum fuerit seu preceptum a domino Rege : Auditis hinc inde propositis, dictum fuit dictum molendinum, quantum ad dictos spectat monachos, cadere non debere.

VI. Contencione mota inter Injorannum, dominum de Fiefés, militem, ex una parte, et priorem et Fratres Hospitalis, ex altera, super quadam limitacione olim facta de terra ipsius militis, apud Fiefes, et de terra Hospitalariorum quam habent ibidem : Auditis hinc inde

pianeta è un satellite della Luna, pianeta che è un satellite di Venere, pianeta che è un satellite di Mercurio, pianeta che è un satellite del Sole, pianeta che è un satellite di Giove, pianeta che è un satellite di Saturno, pianeta che è un satellite di Urano, pianeta che è un satellite di Nettuno, pianeta che è un satellite di Plutone, pianeta che è un satellite di Eris, pianeta che è un satellite di Haumea, pianeta che è un satellite di Makemake, pianeta che è un satellite di Sedna, pianeta che è un satellite di Orcus, pianeta che è un satellite di Quaoar, pianeta che è un satellite di 2007 OR10, pianeta che è un satellite di 2002 AW197, pianeta che è un satellite di 2003 VB12, pianeta che è un satellite di 2003 EL61, pianeta che è un satellite di 2003 UB313, pianeta che è un satellite di 2005 FY9, pianeta che è un satellite di 2002 TX300, pianeta che è un satellite di 2002 UX25, pianeta che è un satellite di 2002 AM31, pianeta che è un satellite di 2004 GV9, pianeta che è un satellite di 2004 PG115, pianeta che è un satellite di 2004 TY364, pianeta che è un satellite di 2005 RM43, pianeta che è un satellite di 2005 UQ513, pianeta che è un satellite di 2005 RN43, pianeta che è un satellite di 2007 TO422, pianeta che è un satellite di 2007 UK126, pianeta che è un satellite di 2007 OR10, pianeta che è un satellite di 2010 GB174, pianeta che è un satellite di 2010 NV1, pianeta che è un satellite di 2012 VP113, pianeta che è un satellite di 2013 FT28, pianeta che è un satellite di 2013 GP136, pianeta che è un satellite di 2014 UZ224, pianeta che è un satellite di 2015 RR245, pianeta che è un satellite di 2015 KH162, pianeta che è un satellite di 2015 KG163, pianeta che è un satellite di 2015 GT50, pianeta che è un satellite di 2015 TG387, pianeta che è un satellite di 2016 QU85, pianeta che è un satellite di 2016 QV89, pianeta che è un satellite di 2016 NM56, pianeta che è un satellite di 2016 NH56, pianeta che è un satellite di 2016 NJ56, pianeta che è un satellite di 2016 NK56, pianeta che è un satellite di 2016 NL56, pianeta che è un satellite di 2016 NM56, pianeta che è un satellite di 2016 NN56, pianeta che è un satellite di 2016 NO56, pianeta che è un satellite di 2016 NP56, pianeta che è un satellite di 2016 NQ56, pianeta che è un satellite di 2016 NR56, pianeta che è un satellite di 2016 NS56, pianeta che è un satellite di 2016 NT56, pianeta che è un satellite di 2016 NU56, pianeta che è un satellite di 2016 NV56, pianeta che è un satellite di 2016 NW56, pianeta che è un satellite di 2016 NX56, pianeta che è un satellite di 2016 NY56, pianeta che è un satellite di 2016 NZ56, pianeta che è un satellite di 2016 OA56, pianeta che è un satellite di 2016 OB56, pianeta che è un satellite di 2016 OC56, pianeta che è un satellite di 2016 OD56, pianeta che è un satellite di 2016 OE56, pianeta che è un satellite di 2016 OF56, pianeta che è un satellite di 2016 OG56, pianeta che è un satellite di 2016 OH56, pianeta che è un satellite di 2016 OI56, pianeta che è un satellite di 2016 OJ56, pianeta che è un satellite di 2016 OK56, pianeta che è un satellite di 2016 OL56, pianeta che è un satellite di 2016 OM56, pianeta che è un satellite di 2016 ON56, pianeta che è un satellite di 2016 OO56, pianeta che è un satellite di 2016 OP56, pianeta che è un satellite di 2016 OQ56, pianeta che è un satellite di 2016 OR56, pianeta che è un satellite di 2016 OS56, pianeta che è un satellite di 2016 OT56, pianeta che è un satellite di 2016 OU56, pianeta che è un satellite di 2016 OV56, pianeta che è un satellite di 2016 OW56, pianeta che è un satellite di 2016 OX56, pianeta che è un satellite di 2016 OY56, pianeta che è un satellite di 2016 OZ56, pianeta che è un satellite di 2016 PA56, pianeta che è un satellite di 2016 PB56, pianeta che è un satellite di 2016 PC56, pianeta che è un satellite di 2016 PD56, pianeta che è un satellite di 2016 PE56, pianeta che è un satellite di 2016 PF56, pianeta che è un satellite di 2016 PG56, pianeta che è un satellite di 2016 PH56, pianeta che è un satellite di 2016 PI56, pianeta che è un satellite di 2016 PJ56, pianeta che è un satellite di 2016 PK56, pianeta che è un satellite di 2016 PL56, pianeta che è un satellite di 2016 PM56, pianeta che è un satellite di 2016 PN56, pianeta che è un satellite di 2016 PO56, pianeta che è un satellite di 2016 PP56, pianeta che è un satellite di 2016 PQ56, pianeta che è un satellite di 2016 PR56, pianeta che è un satellite di 2016 PS56, pianeta che è un satellite di 2016 PT56, pianeta che è un satellite di 2016 PU56, pianeta che è un satellite di 2016 PV56, pianeta che è un satellite di 2016 PW56, pianeta che è un satellite di 2016 PX56, pianeta che è un satellite di 2016 PY56, pianeta che è un satellite di 2016 PZ56, pianeta che è un satellite di 2016 QA56, pianeta che è un satellite di 2016 QB56, pianeta che è un satellite di 2016 QC56, pianeta che è un satellite di 2016 QD56, pianeta che è un satellite di 2016 QE56, pianeta che è un satellite di 2016 QF56, pianeta che è un satellite di 2016 QG56, pianeta che è un satellite di 2016 QH56, pianeta che è un satellite di 2016 QI56, pianeta che è un satellite di 2016 QJ56, pianeta che è un satellite di 2016 QK56, pianeta che è un satellite di 2016 QL56, pianeta che è un satellite di 2016 QM56, pianeta che è un satellite di 2016 QN56, pianeta che è un satellite di 2016 QO56, pianeta che è un satellite di 2016 QP56, pianeta che è un satellite di 2016 QQ56, pianeta che è un satellite di 2016 QR56, pianeta che è un satellite di 2016 QS56, pianeta che è un satellite di 2016 QT56, pianeta che è un satellite di 2016 QU56, pianeta che è un satellite di 2016 QV56, pianeta che è un satellite di 2016 QW56, pianeta che è un satellite di 2016 QX56, pianeta che è un satellite di 2016 QY56, pianeta che è un satellite di 2016 QZ56, pianeta che è un satellite di 2016 RA56, pianeta che è un satellite di 2016 RB56, pianeta che è un satellite di 2016 RC56, pianeta che è un satellite di 2016 RD56, pianeta che è un satellite di 2016 RE56, pianeta che è un satellite di 2016 RF56, pianeta che è un satellite di 2016 RG56, pianeta che è un satellite di 2016 RH56, pianeta che è un satellite di 2016 RI56, pianeta che è un satellite di 2016 RJ56, pianeta che è un satellite di 2016 RK56, pianeta che è un satellite di 2016 RL56, pianeta che è un satellite di 2016 RM56, pianeta che è un satellite di 2016 RN56, pianeta che è un satellite di 2016 RO56, pianeta che è un satellite di 2016 RP56, pianeta che è un satellite di 2016 RQ56, pianeta che è un satellite di 2016 RR56, pianeta che è un satellite di 2016 RS56, pianeta che è un satellite di 2016 RT56, pianeta che è un satellite di 2016 RU56, pianeta che è un satellite di 2016 RV56, pianeta che è un satellite di 2016 RW56, pianeta che è un satellite di 2016 RX56, pianeta che è un satellite di 2016 RY56, pianeta che è un satellite di 2016 RZ56, pianeta che è un satellite di 2016 SA56, pianeta che è un satellite di 2016 SB56, pianeta che è un satellite di 2016 SC56, pianeta che è un satellite di 2016 SD56, pianeta che è un satellite di 2016 SE56, pianeta che è un satellite di 2016 SF56, pianeta che è un satellite di 2016 SG56, pianeta che è un satellite di 2016 SH56, pianeta che è un satellite di 2016 SI56, pianeta che è un satellite di 2016 SJ56, pianeta che è un satellite di 2016 SK56, pianeta che è un satellite di 2016 SL56, pianeta che è un satellite di 2016 SM56, pianeta che è un satellite di 2016 SN56, pianeta che è un satellite di 2016 SO56, pianeta che è un satellite di 2016 SP56, pianeta che è un satellite di 2016 SQ56, pianeta che è un satellite di 2016 SR56, pianeta che è un satellite di 2016 SS56, pianeta che è un satellite di 2016 ST56, pianeta che è un satellite di 2016 SU56, pianeta che è un satellite di 2016 SV56, pianeta che è un satellite di 2016 SW56, pianeta che è un satellite di 2016 SX56, pianeta che è un satellite di 2016 SY56, pianeta che è un satellite di 2016 SZ56, pianeta che è un satellite di 2016 TA56, pianeta che è un satellite di 2016 TB56, pianeta che è un satellite di 2016 TC56, pianeta che è un satellite di 2016 TD56, pianeta che è un satellite di 2016 TE56, pianeta che è un satellite di 2016 TF56, pianeta che è un satellite di 2016 TG56, pianeta che è un satellite di 2016 TH56, pianeta che è un satellite di 2016 TI56, pianeta che è un satellite di 2016 TJ56, pianeta che è un satellite di 2016 TK56, pianeta che è un satellite di 2016 TL56, pianeta che è un satellite di 2016 TM56, pianeta che è un satellite di 2016 TN56, pianeta che è un satellite di 2016 TO56, pianeta che è un satellite di 2016 TP56, pianeta che è un satellite di 2016 TQ56, pianeta che è un satellite di 2016 TR56, pianeta che è un satellite di 2016 TS56, pianeta che è un satellite di 2016 TT56, pianeta che è un satellite di 2016 TU56, pianeta che è un satellite di 2016 TV56, pianeta che è un satellite di 2016 TW56, pianeta che è un satellite di 2016 TX56, pianeta che è un satellite di 2016 TY56, pianeta che è un satellite di 2016 TZ56, pianeta che è un satellite di 2016 UA56, pianeta che è un satellite di 2016 UB56, pianeta che è un satellite di 2016 UC56, pianeta che è un satellite di 2016 UD56, pianeta che è un satellite di 2016 UE56, pianeta che è un satellite di 2016 UF56, pianeta che è un satellite di 2016 UG56, pianeta che è un satellite di 2016 UH56, pianeta che è un satellite di 2016 UI56, pianeta che è un satellite di 2016 UJ56, pianeta che è un satellite di 2016 UK56, pianeta che è un satellite di 2016 UL56, pianeta che è un satellite di 2016 UM56, pianeta che è un satellite di 2016 UN56, pianeta che è un satellite di 2016 UO56, pianeta che è un satellite di 2016 UP56, pianeta che è un satellite di 2016 UQ56, pianeta che è un satellite di 2016 UR56, pianeta che è un satellite di 2016 US56, pianeta che è un satellite di 2016 UT56, pianeta che è un satellite di 2016 UU56, pianeta che è un satellite di 2016 UV56, pianeta che è un satellite di 2016 UW56, pianeta che è un satellite di 2016 UX56, pianeta che è un satellite di 2016 UY56, pianeta che è un satellite di 2016 UZ56, pianeta che è un satellite di 2016 VA56, pianeta che è un satellite di 2016 VB56, pianeta che è un satellite di 2016 VC56, pianeta che è un satellite di 2016 VD56, pianeta che è un satellite di 2016 VE56, pianeta che è un satellite di 2016 VF56, pianeta che è un satellite di 2016 VG56, pianeta che è un satellite di 2016 VH56, pianeta che è un satellite di 2016 VI56, pianeta che è un satellite di 2016 VJ56, pianeta che è un satellite di 2016 VK56, pianeta che è un satellite di 2016 VL56, pianeta che è un satellite di 2016 VM56, pianeta che è un satellite di 2016 VN56, pianeta che è un satellite di 2016 VO56, pianeta che è un satellite di 2016 VP56, pianeta che è un satellite di 2016 VQ56, pianeta che è un satellite di 2016 VR56, pianeta che è un satellite di 2016 VS56, pianeta che è un satellite di 2016 VT56, pianeta che è un satellite di 2016 VU56, pianeta che è un satellite di 2016 VV56, pianeta che è un satellite di 2016 VW56, pianeta che è un satellite di 2016 VX56, pianeta che è un satellite di 2016 VY56, pianeta che è un satellite di 2016 VZ56, pianeta che è un satellite di 2016 WA56, pianeta che è un satellite di 2016 WB56, pianeta che è un satellite di 2016 WC56, pianeta che è un satellite di 2016 WD56, pianeta che è un satellite di 2016 WE56, pianeta che è un satellite di 2016 WF56, pianeta che è un satellite di 2016 WG56, pianeta che è un satellite di 2016 WH56, pianeta che è un satellite di 2016 WI56, pianeta che è un satellite di 2016 WJ56, pianeta che è un satellite di 2016 WK56, pianeta che è un satellite di 2016 WL56, pianeta che è un satellite di 2016 WM56, pianeta che è un satellite di 2016 WN56, pianeta che è un satellite di 2016 WO56, pianeta che è un satellite di 2016 WP56, pianeta che è un satellite di 2016 WQ56, pianeta che è un satellite di 2016 WR56, pianeta che è un satellite di 2016 WS56, pianeta che è un satellite di 2016 WT56, pianeta che è un satellite di 2016 WU56, pianeta che è un satellite di 2016 WV56, pianeta che è un satellite di 2016 WW56, pianeta che è un satellite di 2016 WX56, pianeta che è un satellite di 2016 WY56, pianeta che è un satellite di 2016 WZ56, pianeta che è un satellite di 2016 XA56, pianeta che è un satellite di 2016 XB56, pianeta che è un satellite di 2016 XC56, pianeta che è un satellite di 2016 XD56, pianeta che è un satellite di 2016 XE56, pianeta che è un satellite di 2016 XF56, pianeta che è un satellite di 2016 XG56, pianeta che è un satellite di 2016 XH56, pianeta che è un satellite di 2016 XI56, pianeta che è un satellite di 2016 XJ56, pianeta che è un satellite di 2016 XK56, pianeta che è un satellite di 2016 XL56, pianeta che è un satellite di 2016 XM56, pianeta che è un satellite di 2016 XN56, pianeta che è un satellite di 2016 XO56, pianeta che è un satellite di 2016 XP56, pianeta che è un satellite di 2016 XQ56, pianeta che è un satellite di 2016 XR56, pianeta che è un satellite di 2016 XS56, pianeta che è un satellite di 2016 XT56, pianeta che è un satellite di 2016 XU56, pianeta che è un satellite di 2016 XV56, pianeta che è un satellite di 2016 XW56, pianeta che è un satellite di 2016 XX56, pianeta che è un satellite di 2016 XY56, pianeta che è un satellite di 2016 XZ56, pianeta che è un satellite di 2016 YA56, pianeta che è un satellite di 2016 YB56, pianeta che è un satellite di 2016 YC56, pianeta che è un satellite di 2016 YD56, pianeta che è un satellite di 2016 YE56, pianeta che è un satellite di 2016 YF56, pianeta che è un satellite di 2016 YG56, pianeta che è un satellite di 2016 YH56, pianeta che è un satellite di 2016 YI56, pianeta che è un satellite di 2016 YJ56, pianeta che è un satellite di 2016 YK56, pianeta che è un satellite di 2016 YL56, pianeta che è un satellite di 2016 YM56, pianeta che è un satellite di 2016 YN56, pianeta che è un satellite di 2016 YO56, pianeta che è un satellite di 2016 YP56, pianeta che è un satellite di 2016 YQ56, pianeta che è un satellite di 2016 YR56, pianeta che è un satellite di 2016 YS56, pianeta che è un satellite di 2016 YT56, pianeta che è un satellite di 2016 YU56, pianeta che è un satellite di 2016 YV56, pianeta che è un satellite di 2016 YW56, pianeta che è un satellite di 2016 YX56, pianeta che è un satellite di 2016 YY56, pianeta che è un satellite di 2016 YZ56, pianeta che è un satellite di 2016 ZA56, pianeta che è un satellite di 2016 ZB56, pianeta che è un satellite di 2016 ZC56, pianeta che è un satellite di 2016 ZD56, pianeta che è un satellite di 2016 ZE56, pianeta che è un satellite di 2016 ZF56, pianeta che è un satellite di 2016 ZG56, pianeta che è un satellite di 2016 ZH56, pianeta che è un satellite di 2016 ZI56, pianeta che è un satellite di 2016 ZJ56, pianeta che è un satellite di 2016 ZK56, pianeta che è un satellite di 2016 ZL56, pianeta che è un satellite di 2016 ZM56, pianeta che è un satellite di 2016 ZN56, pianeta che è un satellite di 2016 ZO56, pianeta che è un satellite di 2016 ZP56, pianeta che è un satellite di 2016 ZQ56, pianeta che è un satellite di 2016 ZR56, pianeta che è un satellite di 2016 ZS56, pianeta che è un satellite di 2016 ZT56, pianeta che è un satellite di 2016 ZU56, pianeta che è un satellite di 2016 ZV56, pianeta che è un satellite di 2016 ZW56, pianeta che è un satellite di 2016 ZX56, pianeta che è un satellite di 2016 ZY56, pianeta che è un satellite di 2016 ZZ56, pianeta che è un satellite di 2016 AA57, pianeta che è un satellite di 2016 AB57, pianeta che è un satellite di 2016 AC57, pianeta che è un satellite di 2016 AD57, pianeta che è un satellite di 2016 AE57, pianeta che è un satellite di 2016 AF57, pianeta che è un satellite di 2016 AG57, pianeta che è un satellite di 2016 AH57, pianeta che è un satellite di 2016 AI57, pianeta che è un satellite di 2016 AJ57, pianeta che è un satellite di 2016 AK57, pianeta che è un satellite di 2016 AL57, pianeta che è un satellite di 2016 AM57, pianeta che è un satellite di 2016 AN57, pianeta che è un satellite di 2016 AO57, pianeta che è un satellite di 2016 AP57, pianeta che è un satellite di 2016 AQ57, pianeta che è un satellite di 2016 AR57, pianeta che è un satellite di 2016 AS57, pianeta che è un satellite di 2016 AT57, pianeta che è un satellite di 2016 AU57, pianeta che è un satellite di 2016 AV57, pianeta che è un satellite di 2016 AW57, pianeta che è un satellite di 2016 AX57, pianeta che è un satellite di 2016 AY57, pianeta che è un satellite di 2016 AZ57, pianeta che è un satellite di 2016 BA57, pianeta che è un satellite di 2016 BB57, pianeta che è un satellite di 2016 BC57, pianeta che è un satellite di 2016 BD57, pianeta che è un satellite di 2016 BE57, pianeta che è un satellite di 2016 BF57, pianeta che è un satellite di 2016 BG57, pianeta che è un satellite di 2016 BH57, pianeta che è un satellite di 2016 BI57, pianeta che è un satellite di 2016 BJ57, pianeta che è un satellite di 2016 BK57, pianeta che è un satellite di 2016 BL57, pianeta che è un satellite di 2016 BM57, pianeta che è un satellite di 2016 BN57, pianeta che è un satellite di 2016 BO57, pianeta che è un satellite di 2016 BP57, pianeta che è un satellite di 2016 BQ57, pianeta che è un satellite di 2016 BR57, pianeta che è un satellite di 2016 BS57, pianeta che è un satellite di 2016 BT57, pianeta che è un satellite di 2016 BU57, pianeta che è un satellite di 2016 BV57, pianeta che è un satellite di 2016 BW57, pianeta che è un satellite di 2016 BX57, pianeta che è un satellite di 2016 BY57, pianeta che è un satellite di 2016 BZ57, pianeta che è un satellite di 2016 CA57, pianeta che è un satellite di 2016 CB57, pianeta che è un satellite di 2016 CC57, pianeta che è un satellite di 2016 CD57, pianeta che è un satellite di 2016 CE57, pianeta che è un satellite di 2016 CF57, pianeta che è un satellite di 2016 CG57, pianeta che è un satellite di 2016 CH57, pianeta che è un satellite di 2016 CI57, pianeta che è un satellite di 2016 CJ57, pianeta che è un satellite di 2016 CK57, pianeta che è un satellite di 2016 CL57, pianeta che è un satellite di 2016 CM57, pianeta che è un satellite di 2016 CN57, pianeta che è un satellite di 2016 CO57, pianeta che è un satellite di 2016 CP57, pianeta che è un satellite di 2016 CQ57, pianeta che è un satellite di 2016 CR57, pianeta che è un satellite di 2016 CS57, pianeta che è un satellite di 2016 CT57, pianeta che è un satellite di 2016 CU57, pianeta che è un satellite di 2016 CV57, pianeta che è un satellite di 2016 CW57, pianeta che è un satellite di 2016 CX57, pianeta che è un satellite di 2016 CY57, pianeta che è un satellite di 2016 CZ57, pianeta che è un satellite di 2016 DA57, pianeta che è un satellite di 2016 DB57, pianeta che è un satellite di 2016 DC57, pianeta che è un satellite di 2016 DD57, pianeta che è un satellite di 2016 DE57, pianeta che è un satellite di 2016 DF57, pianeta che è un satellite di 2016 DG57, pianeta che è un satellite di 2016 DH57, pianeta che è un satellite di 2016 DI57, pianeta che è un satellite di 2016 DJ57, pianeta che è un satellite di 2016 DK57, pianeta che è un satellite di 2016 DL57, pianeta che è un satellite di 2016 DM57, pianeta che è un satellite di 2016 DN57, pianeta che è un satellite di 2016 DO57, pianeta che è un satellite di 2016 DP57, pianeta che è un satellite di 2016 DQ57, pianeta che è un satellite di 2016 DR57, pianeta che è un satellite di 2016 DS57, pianeta che è un satellite di 2016 DT57, pianeta che è un satellite di 2016 DU57, pianeta che è un satellite di 2016 DV57, pianeta che è un satellite di 2016 DW57, pianeta che è un satellite di 2016 DX57, pianeta che è un satellite di 2016 DY57, pianeta che è un satellite di 2016 DZ57, pianeta che è un satellite di 2016 EA57, pianeta che è un satellite di 2016 EB57, pianeta che è un satellite di 2016 EC57, pianeta che è un satellite di 2016 ED57, pianeta che è un satellite di 2016 EE57, pianeta che è un satellite di 2016 EF57, pianeta che è un satellite di 2016 EG57, pianeta che è un satellite di 2016 EH57, pianeta che è un satellite di 2016 EI57, pianeta che è un satellite di 2016 EJ57, pianeta che è un satellite di 2016 EK57, pianeta che è un satellite di 2016 EL57, pianeta che è un satellite di 2016 EM57, pianeta che è un satellite di 2016 EN57, pianeta che è un satellite di 2016 EO57, pianeta che è un satellite di 2016 EP57, pianeta che è un satellite di 2016 EQ57, pianeta che è un satellite di 2016 ER57, pianeta che è un satellite di 2016 ES57, pianeta che è un satellite di 2016 ET57, pianeta che è un satellite di 2016 EU57, pianeta che è un satellite di 2016 EV57, pianeta che è un satellite di 2016 EW57, pianeta che è un satellite di 2016 EX57, pianeta che è un satellite di 2016 EY57, pianeta che è un satellite di 2016 EZ57, pianeta che è un satellite di 2016 FA57, pianeta che è un satellite di 2016 FB57, pianeta che è un satellite di 2016 FC57, pianeta che è un satellite di 2016 FD57, pianeta che è un satellite di 2016 FE57, pianeta che è un satellite di 2016 FF57, pianeta che è un satellite di 2016 FG57, pianeta che è un satellite di 2016 FH57, pianeta che è un satellite di 2016 FI57, pianeta che è un satellite di 2016 FJ57, pianeta che è un satellite di 2016 FK57, pianeta che è un satellite di 2016 FL57, pianeta che è un satellite di 2016 FM57, pianeta che è un satellite di 2016 FN57, pianeta che è un satellite di 2016 FO57, pianeta che è un satellite di 2016 FP57, pianeta che è un satellite di 2016 FQ57, pianeta che è un satellite di 2016 FR57, pianeta che è un satellite di 2016 FS57, pianeta che è un satellite di 2016 FT57, pianeta che è un satellite di 2016 FU57, pianeta che è un satellite di 2016 FV57, pianeta che è un satellite di 2016 FW57, pianeta che è un satellite di 2016 FX57, pianeta che è un satellite di 2016 FY57, pianeta che è un satellite di 2016 FZ57, pianeta che è un satellite di 2016 GA57, pianeta che è un satellite di 2016 GB57, pianeta che è un satellite di 2016 GC57, pianeta che è un satellite di 2016 GD57, pianeta che è un satellite di 2016 GE57, pianeta che è un satellite di 2016 GF57, pianeta che è un satellite di 2016 GG57, pianeta che è un satellite di 2016 GH57, pianeta che è un satellite di 2016 GI57, pianeta che è un satellite di 2016 GJ57, pianeta che è un satellite di 2016 GK57, pianeta che è un satellite di 2016 GL57, pianeta che è un satellite di 2016 GM57, pianeta che è un satellite di 2016 GN57, pianeta che è un satellite di 2016 GO57, pianeta che è un satellite di 2016 GP57, pianeta che è un satellite di 2016 GQ57, pianeta che è un satellite di 2016 GR57, pianeta che è un satellite di 2016 GS57, pianeta che è un satellite di 2016 GT57, pianeta che è un satellite di 2016 GU57, pianeta che è un satellite di 2016 GV57, pianeta che è un satellite di 2016 GW57, pianeta che è un satellite di 2016 GX57, pianeta che è un satellite di 2016 GY57, pianeta che è un satellite di 2016 GZ57, pianeta che è un satellite di 2016 HA57, pianeta che è un satellite di 2016 HB57, pianeta che è un satellite di 2016 HC57, pianeta che è un satellite di 2016 HD57, pianeta che è un satellite di 2016 HE57, pianeta che è un satellite di 2016 HF57, pianeta che è un satellite di 2016 HG57, pianeta che è un satellite di 2016 HH57, pianeta che è un satellite di 2016 HI57, pianeta che è un satellite di 2016 HJ57, pianeta che è un satellite di 2016 HK57, pianeta che è un satellite di 2016 HL57, pianeta che è un satellite di 2016 HM57, pianeta che è un satellite di 2016 HN57, pianeta che è un satellite di 2016 HO57, pianeta che è un satellite di 2016 HP57, pianeta che è un satellite di 2016 HQ57, pianeta che è un satellite di 2016 HR57, pianeta che è un satellite di 2016 HS57, pianeta che è un satellite di 2016 HT57, pianeta che è un satellite di 2016 HU57, pianeta che è un satellite di 2016 HV57, pianeta che è un satellite di 2016 HW57, pianeta che è un satellite di 2016 HX57, pianeta che è un satellite di 2016 HY57, pianeta che è un satellite di 2016 HZ57, pianeta che è un satellite di 2016 IA57, pianeta che è un satellite di 2016 IB57, pianeta che è un satellite di 2016 IC57, pianeta che è un satellite di 2016 ID57, pianeta che è un satellite di 2016 IE57, pianeta che è un satellite di 2016 IF57, pianeta che è un satellite di 2016 IG57, pianeta che è un satellite di 2016 IH57, pianeta che è un satellite di 2016 II57, pianeta che è un satellite di 2016 IJ57, pianeta che è un satellite di 2016 IK57, pianeta che è un satellite di 2016 IL57, pianeta che è un satellite di 2016 IM57, pianeta che è un satellite di 2016 IN57, pianeta che è un satellite di 2016 IO57, pianeta che è un satellite di 2016 IP57, pianeta che è un satellite di 2016 IQ57, pianeta che è un satellite di 2016 IR57, pianeta che è un satellite di 2016 IS57, pianeta che è un satellite di 2016 IT57, pianeta che è un satellite di 2016 IU57, pianeta che è un satellite di 2016 IV57, pianeta che è un satellite di 2016 IW57, pianeta che è un satellite di 2016 IX57, pianeta che è un satellite di 2016 IY57, pianeta che è un satellite di 2016 IZ57, pianeta che è un satellite di 2016 JA57, pianeta che è un satellite di 2016 JB57, pianeta che è un satellite di 2016 JC57, pianeta che è un satellite di 2016 JD57, pianeta che è un satellite di 2016 JE57, pianeta che è un satellite di 2016 JF57, pianeta che è un satellite di 2016 JG57, pianeta che è un satellite di 2016 JH57, pianeta che è un satellite di 2016 JI57, pianeta che è un satellite di 2016 JJ57, pianeta che è un satellite di 2016 JK57, pianeta che è un satellite di 2016 JL57, pianeta che è un satellite di 2016 JM57, pianeta che è un satellite di 2016 JN57, pianeta che è un satellite di 2016 JO57, pianeta che è un satellite di 2016 JP57, pianeta che è un satellite di 2016 JQ57, pianeta che è un satellite di 2016 JR57, pianeta che è un satellite di 2016 JS57, pianeta che è un satellite di 2016 JT57, pianeta che è un satellite di 2016 JU57, pianeta che è un satellite di 2016 JV57, pianeta che è un satellite di 2016 JW57, pianeta che è un satellite di 2016 JX57, pianeta che è un satellite di 2016 JY57, pianeta che è un satellite di 2016 JZ57, pianeta che è un satellite di 2016 KA57, pianeta che è un satellite di 2016 KB57, pianeta che è un satellite di 2016 KC57, pianeta che è un satellite di 2016 KD57, pianeta che è un satellite di 2016 KE57, pianeta che è un satellite di 2016 KF57, pianeta che è un satellite di 2016 KG57, pianeta che è un satellite di 2016 KH57, pianeta che è un satellite di 2016 KI57, pianeta che è un satellite di 2016 KJ57, pianeta che è un satellite di 2016 KK57, pianeta che è un satellite di 2016 KL57, pianeta che è un satellite di 2016 KM57, pianeta che è un satellite di 2016 KN57, pianeta che è un satellite di 2016 KO57, pianeta che è un satellite di 2016 KP57, pianeta che è un satellite di 2016 KQ57, pianeta che è un satellite di 2016 KR57, pianeta che è un satellite di 2016 KS57, pianeta che è un satellite di 2016 KT57, pianeta che è un satellite di 2016 KU57, pianeta che è un satellite di 2016 KV57, pianeta che è un satellite di 2016 KW57, pianeta che è un satellite di 2016 KX57, pianeta che è un satellite di 2016 KY57, pianeta che è un satellite di 2016 KZ57, pianeta che è un satellite di 2016 LA57, pianeta che è un satellite di 2016 LB57, pianeta che è un satellite di 2016 LC57, pianeta che è un satellite di 2016 LD57, pianeta che è un satellite di 2016 LE57, pianeta che è un satellite di 2016 LF57, pianeta che è un satellite di 2016 LG57, pianeta che è un satellite di 2016 LH57, pianeta che è un satellite di 2016 LI57, pianeta che è un satellite di 2016 LJ57, pianeta che è un satellite di 2016 LK57, pianeta che è un satellite di 2016 LL57, pianeta che è un satellite di 2016 LM57, pianeta che è un satellite di 2016 LN57, pianeta che è un satellite di 2016 LO57, pianeta che è un satellite di 2016 LP57, pianeta che è un satellite di 2016 LQ57, pianeta che è un satellite di 2016 LR57, pianeta che è un satellite di 2016 LS57, pianeta che è un satellite di 2016 LT57, pianeta che è un satellite di 2016 LU57, pianeta che è un satellite di 2016 LV57, pianeta che è un satellite di 2016 LW57, pianeta che è un satellite di 2016 LX57, pianeta che è un satellite di 2016 LY57, pianeta che è un satellite di 2016 LZ57, pianeta che è un satellite di 2016 MA57, pianeta che è un satellite di 2016 MB57, pianeta che è un satellite di 2016 MC57, pianeta che è un satellite di 2016 MD57, pianeta che è un satellite di 2016 ME57, pianeta che è un satellite di 2016 MF57, pianeta che è un satellite di 2016 MG57, pianeta che è un satellite di 2016 MH57, pianeta che è un satellite di 2016 MI57, pianeta che è un satellite di 2016 MJ57, pianeta che è un satellite di 2016 MK57, pianeta che è un satellite di 2016 ML57, pianeta che è un satellite di 2016 MM57, pianeta che è un satellite di 2016 MN57, pianeta che è un satellite di 2016 MO57, pianeta che è un satellite di 2016 MP57, pianeta che è un satellite di 2016 MQ57, pianeta che è un satellite di 2016 MR57, pianeta che è un satellite di 2016 MS57, pianeta che è un satellite di 2016 MT57, pianeta che è un satellite di 2016 MU57, pianeta che è un satellite di 2016 MV57, pianeta che è un satellite di 2016 MW57, pianeta che è un satellite di 2016 MX57, pianeta che è un satellite di 2016 MY57, pianeta che è un satellite di 2016 MZ57, pianeta che è un satellite di 2016 NA57, pianeta che è un satellite di 2016 NB57, pianeta che è un satellite di 2016 NC57, pianeta che è un satellite di 2016 ND57, pianeta che è un satellite di 2016 NE57, pianeta che è un satellite di 2016 NF57, pianeta che è un satellite di 2016 NG57, pianeta che è un satellite di 2016 NH57, pianeta che è un satellite di 2016 NI57, pianeta che è un satellite di 2016 NJ57, pianeta che è un satellite di 2016 NK57, pianeta che è un satellite di 2016 NL57, pianeta che è un satellite di 2016 NM57, pianeta che è un satellite di 2016 NN57, pianeta che è un satellite di 2016 NO57, pianeta che è un satellite di 2016 NP57, pianeta che è un satellite di 2016 NQ57, pianeta che è un satellite di 2016 NR57, pianeta che è un satellite di 2016 NS57, pianeta che è un satellite di 2016 NT57, pianeta che è un satellite di 2016 NU57, pianeta che è un satellite di 2016 NV57, pianeta che è un satellite di 2016 NW57, pianeta che è un satellite di 2016 NX57, pianeta che è un satellite di 2016 NY57, pianeta che è un satellite di 2016 NZ57, pianeta che è un satellite di 2016 OA57, pianeta che è un satellite di 2016 OB57, pianeta che è un satellite di 2016 OC57, pianeta che è un satellite di 2016 OD57, pianeta che è un satellite di 2016 OE57, pianeta che è un satellite di 2016 OF57, pianeta che è un satellite di 2016 OG57, pianeta che è un satellite di 2016 OH57, pianeta che è un satellite di 2016 OI57, pianeta che è un satellite di 2016 OJ57, pianeta che è un satellite di 2016 OK57, pianeta che è un satellite di 2016 OL57, pianeta che è un satellite di 2016 OM57, pianeta che è un satellite di 2016 ON57, pianeta che è un satellite di 2016 OO57, pianeta che è un satellite di 2016 OP57, pianeta che è un satellite di 2016 OQ57, pianeta che è un satellite di 2016 OR57, pianeta che è un satellite di 2016 OS57, pianeta che è un satellite di 2016 OT57, pianeta che è un satellite di 2016 OU57, pianeta che è un satellite di 2016 OV57, pianeta che è un satellite di 2016 OW57, pianeta che è un satellite di 2016 OX57, pianeta che è un satellite di 2016 OY57, pianeta che è un satellite di 2016 OZ57, pianeta che è un satellite di 2016 PA57, pianeta che è un satellite di 2016 PB57, pianeta che è un satellite di 2016 PC57, pianeta che è un satellite di 2016 PD57, pianeta che è un satellite di 2016 PE57, pianeta che è un satellite di 2016 PF57, pianeta che è un satellite di 2016 PG57, pianeta che è un satellite di 2016 PH57, pianeta che è un satellite di 2016 PI57, pianeta che è un satellite di 2016 PJ57, pianeta che è un satellite di 2016 PK57, pianeta che è un satellite di 2016 PL57, pianeta che è un satellite di 2016 PM57, pianeta che è un satellite di 2016 PN57, pianeta che è un satellite di 2016 PO57, pianeta che è un satellite di 2016 PP57, pianeta che è un satellite di 2016 PQ57, pianeta che è un satellite di 2016 PR57, pianeta che è un satellite di 2016 PS57, pianeta che è un satellite di 2016 PT57, pianeta che è un satellite di 2016 PU57, pianeta che è un satellite di 2016 PV57, pianeta che è un satellite di 2016 PW57, pianeta che è un satellite di 2016 PX57, pianeta che è un satellite di 2016 PY57, pianeta che è un satellite di 2016 PZ57, pianeta che è un satellite di 2016 QA57, pianeta che è un satellite di 2016 QB57, pianeta che è un satellite di 2016 QC57, pianeta che è un satellite di 2016 QD57, pianeta che è un satellite di 2016 QE57, pianeta che è un satellite di 2016 QF57, pianeta che è un satellite di 2016 QG57, pianeta che è un satellite di 2016 QH57, pianeta che è un satellite di 2016 QI57, pianeta che è un satellite di 2016 QJ57, pianeta che è un satellite di 2016 QK57, pianeta che è un satellite di 2016 QL57, pianeta che è un satellite di 2016 QM57, pianeta che è un satellite di 2016 QN57, pianeta che è un satellite di 2016 QO57, pianeta che è un satellite di 2016 QP57, pianeta che è un satellite di 2016 QQ57, pianeta che è un satellite di 2016 QR57, pianeta che è un satellite di 2016 QS57, pianeta che è un satellite di 2016 QT57, pianeta che è un satellite di 2016 QU57, pianeta che è un satellite di 2016 QV57, pianeta che è un satellite di 2016 QW57, pianeta che è un satellite di 2016 QX57, pianeta che è un satellite di 2016 QY57, pianeta che è un satellite di 2016 QZ57, pianeta che è un satellite di 2016 RA57, pianeta che è un satellite di 2016 RB57, pianeta che è un satellite di 2016 RC57, pianeta che è un satellite di 2016 RD57, pianeta che è un satellite di 2016 RE57, pianeta che è un satellite di 2016 RF57, pianeta che è un satellite di 2016 RG57, pianeta che è un satellite di 2016 RH57, pianeta che è un satellite di 2016 RI57, pianeta che è un satellite di 2016 RJ57, pianeta che è un satellite di 2016 RK57, pianeta che è un satellite di 2016 RL57, pianeta che è un satellite di 2016 RM57, pianeta che è un satellite di 2016 RN57, pianeta che è un satellite di 2016 RO57, pianeta che è un satellite di 2016 RP57, pianeta che è un satellite di 2016 RQ57, pianeta

PHILIPPE III, 1275. censes, pro debito in quo episcopus Cameracensis tenebatur eidem, Parisius fecisset arrestari, delato super hoc ex parte dictorum Cameracensium clamore ad curiam, dictum fuit dictos Cameracenses, occasione predicta, non debere arrestari; et sic liberati fuerunt.

X. De querella mota inter Guillelmum Raymundi de Pinibus et Jordanum de Insula et dominum Regem, cognoscet senescallus Agennensis, et faciet jus; et interim tenebit rem litigiosam in manu domini Regis; et ita fuit concordatum.

XI. Visis actis et processibus habitis contra homines Castri-Novi-de-Arrio, super colligacione quam fecisse dicebantur, dictum fuit quod confederacio facta ab ipsis est confederacio prohibita, et quod sentencia lata propter hoc contra ipsos fuit juste et rite lata. Verumptamen, ex gracia, fuit dicta sententia moderata, adeo quod quilibet solvet tantummodo terciam partem summe in qua fuit condempnatus.

XII. Pro injuria facta familie magistri Petri de Castra, cancellarii Carnotensis, Regis tabernarius de Bitturis capietur per ballivum, et in prisione domini Regis per octo dies tenebitur, postea mittetur ad cancellarium emendaturus sibi dictam injuriam; qui cancellarius nullam emendam occasione dicte injurie ab eo levare poterit, vel penam infligere, nisi tres processiones, competenti tempore, faciendas.

XIII. Non obstantibus propositis ex parte prepositi Albiensis, pro ecclesia Albiensi, contra sentencias latas per senescallum Carcassonensem contra cives Albienses, super invasione cum armis facta ab ipsis civibus in archidiaconatu Albiensi, pronunciatum fuit domino Regi, super hiis, curiam remanere debere et ad ipsum dominum Regem, super invasione predicta, cognicionem, pene impositionem et execucionem pertinere.

XIV. Majore et paribus communie Medontensis conquerentibus quod, licet major et pares Medontenses, a tempore a quo non extat memoria, in villa Medontensi exercuerint justicias que sequuntur, videlicet mensuras, pondera, boissellos, paletas molendinorum, quod sint boni et legittimi, et semper servaverint stalonnos ad quos adjustantur; item, justiciam cibariorum et denariatarum rerum, venalium in villa Medontensi, quod sint bone et legales; item, quod panis fiat sufficiens, secundum mercatum bladi; item, visiones impeditas, stillaciones domorum, clausulas, pendentes parietes et periculosas seurprisiones parietum; item, justiciam faciendi rengiari quadrigas et stalla ad liberacionem mercati, per bonos ad hoc constitutos; item, justiciam de mercede, de convencione, nisi fuerit liberatum catallum, de liberacione denariatarum venditarum in villa Medontensi, nisi terminus fuerit prefixus; item, justiciam compellendi juratos suos ad computandum de societate et de marcheandisia; item, justiciam conviciorum trahendi, pulsandi et percuciendi sine sanguine et plaga et sine mutilacione; item, justiciam quadrige vel equi, si opprimat porcum vel aliud animal, vel faciat aliud dampnum, catalli; item, de mobilibus orphanorum, de meretricibus et de deciis, de dividendis hereditatibus, quando partes sunt concordes de porcionibus suis, de debitis petitis a paribus, et que pares petunt a non-paribus, de contencionibus juratorum, super retractu hereditatum per bursam, salvo jure domini, de hereditatibus quas orphani petunt et que petuntur ab orphanis; ballivus Silvanectensis hujusmodi justicias de novo impediebat eisdem, et eas tenebat in manu domini Regis arrestatas; dicto ballivo ad sui defensionem dicente quod cum hujus justicie per cartam non essent eis concesse, et ipsi sint tales, in quos non cadit justicia, nisi quantum eis per cartam conceditur, hujus justicias habere non debebant; Visis cartis eorum, pronunciatum fuit per jus, dictas justicias ad dictos majorem et pares pertinere non debere (15). PHILIPPE III, 1275.

XV. In causa quam comes et comitissa Nivernenses, in curia do-

PHILIPPE III. 1275. mini Regis, contra dominum Robertum, ducem Burgundie, movebatur super ducatu Burgundie per procuratores dictorum comitis et comitisse, procuratoribus dicti ducis, coram dominis Symone de Cubitis et Petro de Salicibus, militibus, a domino Rege ad hoc specialiter deputatis, facta fuit ostensio in hunc modum. « Nos procuratores dictorum comitis et comitisse, ostendimus procuratori domini Roberti de Burgundia, coram vobis, Dyvionem villam et castrum intus et foris longum et latum, muros et fossata, donjons et firmitates, domos et redditus, domania et hereditates, justicias et dominia, feoda et retro-feoda, boscos et ripperias, stagna et molendina et gardas, et omnes pertinencias qualescumque sint circum circa, intus et foris, prope vel longe, et hec vobis monstramus et denuncianus, facta protestacione quod si predicta ostensio non esset sufficiens vel non bene facta, quod loco et tempore possimus recuperare ad eam melius, vel aliter faciendum secundum esgardum curie, et offerimus ire circa villam, secundum quod possibile erit, pro dicta ostensione facienda; et insuper protestationem facimus quod, si non monstramus vel monstravimus res aliquas, quas non debeamus monstrare, quod nobis non noceat, et dicimus quod hec sunt de ducatu Burgondie et pertinenciarum. » Hiis dictis, procuratores ducis protestati fuerunt coram dictis militibus, in loco in quo dicta verba scripta fuerunt, quod si procurator dictorum comitis et comitisse ostensionem faciant de rebus de quibus facere non debeant, quod eis noceat, quantum de jure nocere debebit; et si non facerent ostencionem integre et de rebus de quibus hanc debent facere, prout in curia domini Regis fuit ordinatum, quod ipsi ex nunc recuperare non possint; et obtuleruat ire circa villam; et procurator comitis et comitisse substulerunt ire circa villam; similiter factum fuit de aliis villis : Cum pars dicti ducis proponeret, pluribus racionibus, dictam ostensionem minus sufficienter factam esse, auditis partibus et dicta ostensione in scriptis relata, habita deliberacione, pronunciatum fuit per jus dictam ostensionem sufficienter esse factam.

XVI. Non obstantibus racionibus et defensionibus capituli Remensis, pronunciatum fuit quod burgenses capituli et canonicorum Remensium, pro rata possessionum et hereditatum quas habent in banno et jurisdictione archiepiscopi Remensis, tenentur contribuere in tallia facta Remis, pro expensis coronacionis domini Regis, una cum aliis hominibus et hospitibus archiepiscopi memorati [1]. PHILIPPE III, 1275.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXV.

I. Abbate et conventu Sancti-Salvii de Monsterolio-supra-Mare conquerentibus quod ballivus Ambianensis, ad instanciam majoris et scabinorum de Monsterolio, saisiverat et saisitas tenebat quasdam possessiones, in cencivis et feodis ipsorum abbatis et conventus, et in locis in quibus omnimodam habent justiciam, ab eis acquisitas, dictis majore et scabinis, ad defensionem suam et ballivi, ex adverso proponentibus dictos abbatem et conventum hujus conquestus in manumortua tenere non debere, ea racione quod dicte possessiones erant eorum talliabiles, quando conburgenses sui tenebant easdem: Auditis hinc inde propositis, dictum fuit per jus quod dicti abbas et conventus hujusmodi possessiones, non obstante contradictione dictorum burgensium, acquirere poterant, et acquisitas tenere.

II. Domino Sarmati conquerente de ballivo Viromandensi, qui, pro domino Rege, petebat gruagium in nemore suo de Henascort; eodem milite dicente se esse in saisina libertatis dicti gruagii et alias hujusmodi saisinam sibi deliberatam fuisse, ostendente eciam

[1] A la fin de ce parlement on lit: *In isto pallamento graviter fui lesus in tibia et ideo non feci plura arresta.*

PHILIPPE III. 1275. super hoc quandam litteram Mathei de Belna, quondam ballivi Viromandensis : Visa dicta littera, et racionibus ipsius militis intellectis, pronunciatum fuit quod idem miles in saisina hujusmodi remaneret, domino Regi questione proprietatis reservata.

III. Quondam clerico, pro delicto, capto apud Compendium, et a ballivo Viromandensi detento, ab episcopo Suessionensi et ab abbate et conventu Compendiensibus requisito; quia recordata fuit curia et precipue ballivus Viromandensis quod, per procuratores dictorum episcopi, abbatis et conventus, condictum fuit et ordinatum in curia quod clerici capti et capiendi apud Compendium, ponerentur in manu ballivi Viromandensis, donec lis mota inter partes predictas in foro ecclesie finita esset, dictum fuit quod predictus clericus in manu dicti ballivi ad presens remaneret.

IV. Cum dominus rex Francie, antecessor domini Regis qui modo est, in villa de Sancto-Jangulfo, et in redditibus, justiciis et expletis dicte ville, per abbatem et conventum Clugniacenses associatus fuerit, priore dicti loci petente medietatem emendarum que ibidem evenerunt et eveniunt, pro facto monetarum prohibitarum, ballivo Matisconensi, pro domino Rege, in contrarium dicente quod in dictis emendis nichil debebat habere, quia monete sunt Regis, et ex parte domini Regis fiebat solummodo bannum et prohibicio monetarum : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus prior haberet medietatem in dictis emendis, et injunctum fuit ballivo ut eam sibi redderet.

V. Domina Regina in dubium revocare volente quod dominus Rex, ejus filius, in villis dotalicii sui in quibus, dum non sunt in dotalicio, consuevit habere gista sua, possit, durante dicto dotalicio, capere gistum; conquerente specialiter super eo quod idem dominus Rex, in villa de Sarmesiis, castellanie Stampensis, in dotalicio suo nuper ceperat gistum suum : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum

fuit per jus quod, hoc non obstante quod dicta villa de Sarmesiis est in dotalicio domine Regine, nichilominus idem dominus Rex ibidem potuit capere gistum suum, cum istud jus in ipsam non possit cadere, set solummodo in Regem, nec in aliquo propter hoc deperit jus Regine. PHILIPPE III, 1275.

VI. Majores et scabini Sancti-Richarii, propter quendam defectum ab eis factum per judicium, condempnati fuerunt ad revocandum bannum de vicecomite abbatis et conventus, quem banniverant et ad restituendum ipsis abbati et conventui quatuor denarios quos, occasione cujusdam emende, extorserant a vicecomite antedicto.

VII. Abbate et conventu Sancti-Martini Laudunensis conquerentibus de ballivo Viromandensi qui, in manu domini Regis saisitam tenebat medietatem cujusdam majorie ab eis acquisite; custodibus regalium Laudunensium dicentibus se habere debere saisinam medietatis dicte majorie, cum esset de censiva et dominio episcopi Laudunensis, et episcopus Gaufridus alias eam saisiverat : Ordinatum fuit quod, si reperiatur quod episcopus Gaufridus eam saisiverit, ballivus ponet eam in manu dictorum regalariorum; sinon, dicti abbas et conventus afferent cartam suam, et fiet eis jus.

VIII. Super contencione mota inter ducem Brabancie, ex una parte, et comitem Bolonie, ex altera, occasione quadraginta millium librarum, quas idem dux a dicto comite petebat, fuit a partibus, videlicet a dicto duce, pro se et suis, et a dicto comite, pro se, in ducem Burgundie compromissum ita, quod idem dux, racionibus parcium auditis vel non auditis, alte et basse suam possit omnino super hoc facere voluntatem; quod compromissum dux Burgundie suscepit in se, et fuerunt plegii, videlicet constabularius Francie, pro utraque parte, et Guillelmus de Dontrais, pro comite.

IX. Comite Domni-Martini existente in homagio domini Regis de

PHILIPPE III, 1275. terra Yolendis, uxoris sue, sororis comitis..... Drocensis, de terra quam iidem comes Domni-Martini et ejus uxor habebant in comitatu Drocensi, excambium factum fuit inter comitem Drocensem, ex una parte, et comitem Domni-Martini et ejus uxorem, ex altera, de predicta terra in comitatu Drocensi sita, excepta quarta parte foreste de Crotois, ad terram quam comes Drocensis habebat in Caleto, videlicet ad terram Sancti-Albini et de Dumo; ballivo igitur Caleti, pro domino Rege, petente homagium a comite Domni-Martini de dictis terris sibi, ut dictum est, in excambium traditis; pro dictis comitibus fuit ex adverso propositum quod dictus Rex de dictis terris Sancti-Albini et de Dumo homagium habere non debeat, imo comes Drocensis eas comiti Domni-Martini in paragium, juxta terre consuetudinem, garantire debebat usque ad septimum heredem; et preterea, in tractatu matrimonii dicte Yolendis, condictum fuerat quod, quamcito comitissa Drocensis, mater dicte Yolendis, que dictas terras in dotalicio tenebat, obiisset, dicta Yolendi, pro terra quam habebat in comitatu Drocensi, terram Caleti habere debebat; quam condicionem ballivus non recognoscens, asserebat quod comes Drocensis dictas terras, per patrie consuetudinem, comiti Domni-Martini in paragium non poterat nec debebat garantire, quia sibi nichil retinuerat in Caleto : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod comès Drocensis, de terra sibi dimissa a sorore sua in comitatu Drocensi, domino Regi homagium facere debebat, et similiter comes Domni-Martini de terris Sancti-Albini et de Dumo ad domini Regis homagium deveniret, et nichilominus in homagio domini Regis remaneret de quarta parte foreste de Crotois predicta.

X. Matheo, comite Domni-Martini, viam universe carnis ingresso, Johannes, ejus filius, successit eidem et dedit, pro parte magistro Symoni de Tria, fratri suo, vivarium de Gonnix, cum quibusdam aliis rebus, tenendis ab ipso in feodum et homagium ligium; dicto vero Symone de medio sublato, dictum vivarium cum aliis rebus ad dictum comitem devenit, ex eschaeta Symonis antedicti; ballivo igitur

Silvanectensi habere volente, pro domino Rege, rachetum de dicta eschaeta, et quod ex ea comes domino Regi homagium faciat ad intencionem suam, dictum vivarium teneri ad usus et consuetudines Francie, proponente, et quod olim traditum fuerat domino G. de Vernone, in excambium de Vernone una cum aliis tenendis ad usus et consuetudines Francie; dicto comite in contrarium asserente quod de eodem vivario rachetum solvere non debebat, nec ad dominum Regem ex eo devenire, cum magister Symon de eo fuisset in homagio ipsius comitis et non in homagio domini Regis, et quod dictum vivarium movebat de Credulio: Auditis hinc inde propositis, et intellectis que nos movere poterant et debebant, pronunciatum fuit per jus quod idem comes, de dicto vivario, domino Regi homagium facere, et rachetum solvere tenebatur; et, cum idem comes proposuisset quod a domino Rege receptum fuerat ad unum homagium pro omnibus, declaratum fuit quod, licet ad unum osculum receptus fuisset pro omnibus homagiis, non tamen fuit intencio domini Regis quod quittaret vel remitteret aliquod homagium ipsi comiti, et fuit expresse dictum quod istud homagium erat novum, de hiis que dictus comes domino Regi facere tenebatur. PHILIPPE III, 1275.

XI. Ex parte decani et capituli Noviomensium, ad curiam domini Regis querimonia delata contra monachos Ursi-Campi, super eo quod, cum ipsi decanus et capitulum in quodam taillicio suo, in quo omnimodam habent jurisdictionem et dominium, ad presens forisfactum animalia predictorum monachorum cepissent, dicti monachi, hac de causa, virtute privilegiorum suorum, per conservatores suos, dictos decanum et capitulum moveri faciebant, et vexari, et ideo ipsi decanus et capitulum, cum hujusmodi cause cognicio ad seculare forum pertineat, petebant dictos monachos compelli ad desistendum de premissis: Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictos monachos a premissis cessare debere, ac fuit injunctum ballivo Viromandensi ut eos compelleret ad cessandum.

PHILIPPE III, 1276.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA PARISIUS, IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXVI.

I. Cum Johannes, dominus Foilloelli, esset in possessione habendi et percipiendi usagium suum ad ardendum, claudendum et edificandum ad usum domus sue de Condrein in nemore Ingeranni, domini de Cociaco, quod dicitur parcus de Folembrai, ac idem Ingerannus, dictum Johannem, super proprietate dicti usagii, traxisset in causam coram nobis, et proposuisset, contra eum, quod idem Johannes non habebat jus utendi in nemore antedicto : Tandem, propter quendam defectum a dicto Johanne post dies consilii et ostensionem in dicta causa factam, per curie judicium pronunciatum fuit, dictum Johannem a possessione utendi in dicto nemore esse amovendum, et adjudicata fuit sesina dicto Ingeranno prohibendi eum uti, eidem domino Foilloelli questione proprietatis reservata.

II. Super peticione quam Robertus de Esseio, armiger, faciebat, tutorio nomine Roberti, filii Petri de Maneincort, militis, Girardo Choquel de Fontanis, armigero, super homagio quod dictus Girardus a dicto Petro de Maneincort et Margareta, ejus uxore, emerat, per bursam, retrahendo : Auditis parcium racionibus, fuit idem Girardus per judicium absolutus.

III. Petrus Dalemanz, miles, tenens domanium feodi Dalemanz, advoavit se tenere dictum feodum a domino de Pynon, et dominus de Pynon advoavit se tenere illud a domino Radulpho de Nigella : Unde placuit domino Cociaci ut dicto Radulpho traderetur saisina feodi antedicti.

27 Campagnolo de Bonifacio, Bonifacio, 1.ª—28.ª—29.ª—30.ª—31.ª—32.ª—33.ª—34.ª—35.ª—36.ª—37.ª—38.ª—39.ª—40.ª—41.ª—42.ª—43.ª—44.ª—45.ª—46.ª—47.ª—48.ª—49.ª—50.ª—51.ª—52.ª—53.ª—54.ª—55.ª—56.ª—57.ª—58.ª—59.ª—60.ª—61.ª—62.ª—63.ª—64.ª—65.ª—66.ª—67.ª—68.ª—69.ª—70.ª—71.ª—72.ª—73.ª—74.ª—75.ª—76.ª—77.ª—78.ª—79.ª—80.ª—81.ª—82.ª—83.ª—84.ª—85.ª—86.ª—87.ª—88.ª—89.ª—90.ª—91.ª—92.ª—93.ª—94.ª—95.ª—96.ª—97.ª—98.ª—99.ª—100.ª—101.ª—102.ª—103.ª—104.ª—105.ª—106.ª—107.ª—108.ª—109.ª—110.ª—111.ª—112.ª—113.ª—114.ª—115.ª—116.ª—117.ª—118.ª—119.ª—120.ª—121.ª—122.ª—123.ª—124.ª—125.ª—126.ª—127.ª—128.ª—129.ª—130.ª—131.ª—132.ª—133.ª—134.ª—135.ª—136.ª—137.ª—138.ª—139.ª—140.ª—141.ª—142.ª—143.ª—144.ª—145.ª—146.ª—147.ª—148.ª—149.ª—150.ª—151.ª—152.ª—153.ª—154.ª—155.ª—156.ª—157.ª—158.ª—159.ª—160.ª—161.ª—162.ª—163.ª—164.ª—165.ª—166.ª—167.ª—168.ª—169.ª—170.ª—171.ª—172.ª—173.ª—174.ª—175.ª—176.ª—177.ª—178.ª—179.ª—180.ª—181.ª—182.ª—183.ª—184.ª—185.ª—186.ª—187.ª—188.ª—189.ª—190.ª—191.ª—192.ª—193.ª—194.ª—195.ª—196.ª—197.ª—198.ª—199.ª—200.ª—201.ª—202.ª—203.ª—204.ª—205.ª—206.ª—207.ª—208.ª—209.ª—210.ª—211.ª—212.ª—213.ª—214.ª—215.ª—216.ª—217.ª—218.ª—219.ª—220.ª—221.ª—222.ª—223.ª—224.ª—225.ª—226.ª—227.ª—228.ª—229.ª—230.ª—231.ª—232.ª—233.ª—234.ª—235.ª—236.ª—237.ª—238.ª—239.ª—240.ª—241.ª—242.ª—243.ª—244.ª—245.ª—246.ª—247.ª—248.ª—249.ª—250.ª—251.ª—252.ª—253.ª—254.ª—255.ª—256.ª—257.ª—258.ª—259.ª—260.ª—261.ª—262.ª—263.ª—264.ª—265.ª—266.ª—267.ª—268.ª—269.ª—270.ª—271.ª—272.ª—273.ª—274.ª—275.ª—276.ª—277.ª—278.ª—279.ª—280.ª—281.ª—282.ª—283.ª—284.ª—285.ª—286.ª—287.ª—288.ª—289.ª—290.ª—291.ª—292.ª—293.ª—294.ª—295.ª—296.ª—297.ª—298.ª—299.ª—300.ª—301.ª—302.ª—303.ª—304.ª—305.ª—306.ª—307.ª—308.ª—309.ª—310.ª—311.ª—312.ª—313.ª—314.ª—315.ª—316.ª—317.ª—318.ª—319.ª—320.ª—321.ª—322.ª—323.ª—324.ª—325.ª—326.ª—327.ª—328.ª—329.ª—330.ª—331.ª—332.ª—333.ª—334.ª—335.ª—336.ª—337.ª—338.ª—339.ª—340.ª—341.ª—342.ª—343.ª—344.ª—345.ª—346.ª—347.ª—348.ª—349.ª—350.ª—351.ª—352.ª—353.ª—354.ª—355.ª—356.ª—357.ª—358.ª—359.ª—360.ª—361.ª—362.ª—363.ª—364.ª—365.ª—366.ª—367.ª—368.ª—369.ª—370.ª—371.ª—372.ª—373.ª—374.ª—375.ª—376.ª—377.ª—378.ª—379.ª—380.ª—381.ª—382.ª—383.ª—384.ª—385.ª—386.ª—387.ª—388.ª—389.ª—390.ª—391.ª—392.ª—393.ª—394.ª—395.ª—396.ª—397.ª—398.ª—399.ª—400.ª—401.ª—402.ª—403.ª—404.ª—405.ª—406.ª—407.ª—408.ª—409.ª—410.ª—411.ª—412.ª—413.ª—414.ª—415.ª—416.ª—417.ª—418.ª—419.ª—420.ª—421.ª—422.ª—423.ª—424.ª—425.ª—426.ª—427.ª—428.ª—429.ª—430.ª—431.ª—432.ª—433.ª—434.ª—435.ª—436.ª—437.ª—438.ª—439.ª—440.ª—441.ª—442.ª—443.ª—444.ª—445.ª—446.ª—447.ª—448.ª—449.ª—450.ª—451.ª—452.ª—453.ª—454.ª—455.ª—456.ª—457.ª—458.ª—459.ª—460.ª—461.ª—462.ª—463.ª—464.ª—465.ª—466.ª—467.ª—468.ª—469.ª—470.ª—471.ª—472.ª—473.ª—474.ª—475.ª—476.ª—477.ª—478.ª—479.ª—480.ª—481.ª—482.ª—483.ª—484.ª—485.ª—486.ª—487.ª—488.ª—489.ª—490.ª—491.ª—492.ª—493.ª—494.ª—495.ª—496.ª—497.ª—498.ª—499.ª—500.ª—501.ª—502.ª—503.ª—504.ª—505.ª—506.ª—507.ª—508.ª—509.ª—510.ª—511.ª—512.ª—513.ª—514.ª—515.ª—516.ª—517.ª—518.ª—519.ª—520.ª—521.ª—522.ª—523.ª—524.ª—525.ª—526.ª—527.ª—528.ª—529.ª—530.ª—531.ª—532.ª—533.ª—534.ª—535.ª—536.ª—537.ª—538.ª—539.ª—540.ª—541.ª—542.ª—543.ª—544.ª—545.ª—546.ª—547.ª—548.ª—549.ª—550.ª—551.ª—552.ª—553.ª—554.ª—555.ª—556.ª—557.ª—558.ª—559.ª—560.ª—561.ª—562.ª—563.ª—564.ª—565.ª—566.ª—567.ª—568.ª—569.ª—570.ª—571.ª—572.ª—573.ª—574.ª—575.ª—576.ª—577.ª—578.ª—579.ª—580.ª—581.ª—582.ª—583.ª—584.ª—585.ª—586.ª—587.ª—588.ª—589.ª—590.ª—591.ª—592.ª—593.ª—594.ª—595.ª—596.ª—597.ª—598.ª—599.ª—600.ª—601.ª—602.ª—603.ª—604.ª—605.ª—606.ª—607.ª—608.ª—609.ª—610.ª—611.ª—612.ª—613.ª—614.ª—615.ª—616.ª—617.ª—618.ª—619.ª—620.ª—621.ª—622.ª—623.ª—624.ª—625.ª—626.ª—627.ª—628.ª—629.ª—630.ª—631.ª—632.ª—633.ª—634.ª—635.ª—636.ª—637.ª—638.ª—639.ª—640.ª—641.ª—642.ª—643.ª—644.ª—645.ª—646.ª—647.ª—648.ª—649.ª—650.ª—651.ª—652.ª—653.ª—654.ª—655.ª—656.ª—657.ª—658.ª—659.ª—660.ª—661.ª—662.ª—663.ª—664.ª—665.ª—666.ª—667.ª—668.ª—669.ª—670.ª—671.ª—672.ª—673.ª—674.ª—675.ª—676.ª—677.ª—678.ª—679.ª—680.ª—681.ª—682.ª—683.ª—684.ª—685.ª—686.ª—687.ª—688.ª—689.ª—690.ª—691.ª—692.ª—693.ª—694.ª—695.ª—696.ª—697.ª—698.ª—699.ª—700.ª—701.ª—702.ª—703.ª—704.ª—705.ª—706.ª—707.ª—708.ª—709.ª—710.ª—711.ª—712.ª—713.ª—714.ª—715.ª—716.ª—717.ª—718.ª—719.ª—720.ª—721.ª—722.ª—723.ª—724.ª—725.ª—726.ª—727.ª—728.ª—729.ª—730.ª—731.ª—732.ª—733.ª—734.ª—735.ª—736.ª—737.ª—738.ª—739.ª—740.ª—741.ª—742.ª—743.ª—744.ª—745.ª—746.ª—747.ª—748.ª—749.ª—750.ª—751.ª—752.ª—753.ª—754.ª—755.ª—756.ª—757.ª—758.ª—759.ª—760.ª—761.ª—762.ª—763.ª—764.ª—765.ª—766.ª—767.ª—768.ª—769.ª—770.ª—771.ª—772.ª—773.ª—774.ª—775.ª—776.ª—777.ª—778.ª—779.ª—780.ª—781.ª—782.ª—783.ª—784.ª—785.ª—786.ª—787.ª—788.ª—789.ª—790.ª—791.ª—792.ª—793.ª—794.ª—795.ª—796.ª—797.ª—798.ª—799.ª—800.ª—801.ª—802.ª—803.ª—804.ª—805.ª—806.ª—807.ª—808.ª—809.ª—810.ª—811.ª—812.ª—813.ª—814.ª—815.ª—816.ª—817.ª—818.ª—819.ª—820.ª—821.ª—822.ª—823.ª—824.ª—825.ª—826.ª—827.ª—828.ª—829.ª—830.ª—831.ª—832.ª—833.ª—834.ª—835.ª—836.ª—837.ª—838.ª—839.ª—840.ª—841.ª—842.ª—843.ª—844.ª—845.ª—846.ª—847.ª—848.ª—849.ª—850.ª—851.ª—852.ª—853.ª—854.ª—855.ª—856.ª—857.ª—858.ª—859.ª—860.ª—861.ª—862.ª—863.ª—864.ª—865.ª—866.ª—867.ª—868.ª—869.ª—870.ª—871.ª—872.ª—873.ª—874.ª—875.ª—876.ª—877.ª—878.ª—879.ª—880.ª—881.ª—882.ª—883.ª—884.ª—885.ª—886.ª—887.ª—888.ª—889.ª—890.ª—891.ª—892.ª—893.ª—894.ª—895.ª—896.ª—897.ª—898.ª—899.ª—900.ª—901.ª—902.ª—903.ª—904.ª—905.ª—906.ª—907.ª—908.ª—909.ª—910.ª—911.ª—912.ª—913.ª—914.ª—915.ª—916.ª—917.ª—918.ª—919.ª—920.ª—921.ª—922.ª—923.ª—924.ª—925.ª—926.ª—927.ª—928.ª—929.ª—930.ª—931.ª—932.ª—933.ª—934.ª—935.ª—936.ª—937.ª—938.ª—939.ª—940.ª—941.ª—942.ª—943.ª—944.ª—945.ª—946.ª—947.ª—948.ª—949.ª—950.ª—951.ª—952.ª—953.ª—954.ª—955.ª—956.ª—957.ª—958.ª—959.ª—960.ª—961.ª—962.ª—963.ª—964.ª—965.ª—966.ª—967.ª—968.ª—969.ª—970.ª—971.ª—972.ª—973.ª—974.ª—975.ª—976.ª—977.ª—978.ª—979.ª—980.ª—981.ª—982.ª—983.ª—984.ª—985.ª—986.ª—987.ª—988.ª—989.ª—990.ª—991.ª—992.ª—993.ª—994.ª—995.ª—996.ª—997.ª—998.ª—999.ª—1000.ª—1001.ª—1002.ª—1003.ª—1004.ª—1005.ª—1006.ª—1007.ª—1008.ª—1009.ª—1010.ª—1011.ª—1012.ª—1013.ª—1014.ª—1015.ª—1016.ª—1017.ª—1018.ª—1019.ª—1020.ª—1021.ª—1022.ª—1023.ª—1024.ª—1025.ª—1026.ª—1027.ª—1028.ª—1029.ª—1030.ª—1031.ª—1032.ª—1033.ª—1034.ª—1035.ª—1036.ª—1037.ª—1038.ª—1039.ª—1040.ª—1041.ª—1042.ª—1043.ª—1044.ª—1045.ª—1046.ª—1047.ª—1048.ª—1049.ª—1050.ª—1051.ª—1052.ª—1053.ª—1054.ª—1055.ª—1056.ª—1057.ª—1058.ª—1059.ª—1060.ª—1061.ª—1062.ª—1063.ª—1064.ª—1065.ª—1066.ª—1067.ª—1068.ª—1069.ª—1070.ª—1071.ª—1072.ª—1073.ª—1074.ª—1075.ª—1076.ª—1077.ª—1078.ª—1079.ª—1080.ª—1081.ª—1082.ª—1083.ª—1084.ª—1085.ª—1086.ª—1087.ª—1088.ª—1089.ª—1090.ª—1091.ª—1092.ª—1093.ª—1094.ª—1095.ª—1096.ª—1097.ª—1098.ª—1099.ª—1100.ª—1101.ª—1102.ª—1103.ª—1104.ª—1105.ª—1106.ª—1107.ª—1108.ª—1109.ª—1110.ª—1111.ª—1112.ª—1113.ª—1114.ª—1115.ª—1116.ª—1117.ª—1118.ª—1119.ª—1120.ª—1121.ª—1122.ª—1123.ª—1124.ª—1125.ª—1126.ª—1127.ª—1128.ª—1129.ª—1130.ª—1131.ª—1132.ª—1133.ª—1134.ª—1135.ª—1136.ª—1137.ª—1138.ª—1139.ª—1140.ª—1141.ª—1142.ª—1143.ª—1144.ª—1145.ª—1146.ª—1147.ª—1148.ª—1149.ª—1150.ª—1151.ª—1152.ª—1153.ª—1154.ª—1155.ª—1156.ª—1157.ª—1158.ª—1159.ª—1160.ª—1161.ª—1162.ª—1163.ª—1164.ª—1165.ª—1166.ª—1167.ª—1168.ª—1169.ª—1170.ª—1171.ª—1172.ª—1173.ª—1174.ª—1175.ª—1176.ª—1177.ª—1178.ª—1179.ª—1180.ª—1181.ª—1182.ª—1183.ª—1184.ª—1185.ª—1186.ª—1187.ª—1188.ª—1189.ª—1190.ª—1191.ª—1192.ª—1193.ª—1194.ª—1195.ª—1196.ª—1197.ª—1198.ª—1199.ª—1200.ª—1201.ª—1202.ª—1203.ª—1204.ª—1205.ª—1206.ª—1207.ª—1208.ª—1209.ª—1210.ª—1211.ª—1212.ª—1213.ª—1214.ª—1215.ª—1216.ª—1217.ª—1218.ª—1219.ª—1220.ª—1221.ª—1222.ª—1223.ª—1224.ª—1225.ª—1226.ª—1227.ª—1228.ª—1229.ª—1230.ª—1231.ª—1232.ª—1233.ª—1234.ª—1235.ª—1236.ª—1237.ª—1238.ª—1239.ª—1240.ª—1241.ª—1242.ª—1243.ª—1244.ª—1245.ª—1246.ª—1247.ª—1248.ª—1249.ª—1250.ª—1251.ª—1252.ª—1253.ª—1254.ª—1255.ª—1256.ª—1257.ª—1258.ª—1259.ª—1260.ª—1261.ª—1262.ª—1263.ª—1264.ª—1265.ª—1266.ª—1267.ª—1268.ª—1269.ª—1270.ª—1271.ª—1272.ª—1273.ª—1274.ª—1275.ª—1276.ª—1277.ª—1278.ª—1279.ª—1280.ª—1281.ª—1282.ª—1283.ª—1284.ª—1285.ª—1286.ª—1287.ª—1288.ª—1289.ª—1290.ª—1291.ª—1292.ª—1293.ª—1294.ª—1295.ª—1296.ª—1297.ª—1298.ª—1299.ª—1300.ª—1301.ª—1302.ª—1303.ª—1304.ª—1305.ª—1306.ª—1307.ª—1308.ª—1309.ª—1310.ª—1311.ª—1312.ª—1313.ª—1314.ª—1315.ª—1316.ª—1317.ª—1318.ª—1319.ª—1320.ª—1321.ª—1322.ª—1323.ª—1324.ª—1325.ª—1326.ª—1327.ª—1328.ª—1329.ª—1330.ª—1331.ª—1332.ª—1333.ª—1334.ª—1335.ª—1336.ª—1337.ª—1338.ª—1339.ª—1340.ª—1341.ª—1342.ª—1343.ª—1344.ª—1345.ª—1346.ª—1347.ª—1348.ª—1349.ª—1350.ª—1351.ª—1352.ª—1353.ª—1354.ª—1355.ª—1356.ª—1357.ª—1358.ª—1359.ª—1360.ª—1361.ª—1362.ª—1363.ª—1364.ª—1365.ª—1366.ª—1367.ª—1368.ª—1369.ª—1370.ª—1371.ª—1372.ª—1373.ª—1374.ª—1375.ª—1376.ª—1377.ª—1378.ª—1379.ª—1380.ª—1381.ª—1382.ª—1383.ª—1384.ª—1385.ª—1386.ª—1387.ª—1388.ª—1389.ª—1390.ª—1391.ª—1392.ª—1393.ª—1394.ª—1395.ª—1396.ª—1397.ª—1398.ª—1399.ª—1400.ª—1401.ª—1402.ª—1403.ª—1404.ª—1405.ª—1406.ª—1407.ª—1408.ª—1409.ª—1410.ª—1411.ª—1412.ª—1413.ª—1414.ª—1415.ª—1416.ª—1417.ª—1418.ª—1419.ª—1420.ª—1421.ª—1422.ª—1423.ª—1424.ª—1425.ª—1426.ª—1427.ª—1428.ª—1429.ª—1430.ª—1431.ª—1432.ª—1433.ª—1434.ª—1435.ª—1436.ª—1437.ª—1438.ª—1439.ª—1440.ª—1441.ª—1442.ª—1443.ª—1444.ª—1445.ª—1446.ª—1447.ª—1448.ª—1449.ª—1450.ª—1451.ª—1452.ª—1453.ª—1454.ª—1455.ª—1456.ª—1457.ª—1458.ª—1459.ª—1460.ª—1461.ª—1462.ª—1463.ª—1464.ª—1465.ª—1466.ª—1467.ª—1468.ª—1469.ª—1470.ª—1471.ª—1472.ª—1473.ª—1474.ª—1475.ª—1476.ª—1477.ª—1478.ª—1479.ª—1480.ª—1481.ª—1482.ª—1483.ª—1484.ª—1485.ª—1486.ª—1487.ª—1488.ª—1489.ª—1490.ª—1491.ª—1492.ª—1493.ª—1494.ª—1495.ª—1496.ª—1497.ª—1498.ª—1499.ª—1500.ª—1501.ª—1502.ª—1503.ª—1504.ª—1505.ª—1506.ª—1507.ª—1508.ª—1509.ª—1510.ª—1511.ª—1512.ª—1513.ª—1514.ª—1515.ª—1516.ª—1517.ª—1518.ª—1519.ª—1520.ª—1521.ª—1522.ª—1523.ª—1524.ª—1525.ª—1526.ª—1527.ª—1528.ª—1529.ª—1530.ª—1531.ª—1532.ª—1533.ª—1534.ª—1535.ª—1536.ª—1537.ª—1538.ª—1539.ª—1540.ª—1541.ª—1542.ª—1543.ª—1544.ª—1545.ª—1546.ª—1547.ª—1548.ª—1549.ª—1550.ª—1551.ª—1552.ª—1553.ª—1554.ª—1555.ª—1556.ª—1557.ª—1558.ª—1559.ª—1560.ª—1561.ª—1562.ª—1563.ª—1564.ª—1565.ª—1566.ª—1567.ª—1568.ª—1569.ª—1570.ª—1571.ª—1572.ª—1573.ª—1574.ª—1575.ª—1576.ª—1577.ª—1578.ª—1579.ª—1580.ª—1581.ª—1582.ª—1583.ª—1584.ª—1585.ª—1586.ª—1587.ª—1588.ª—1589.ª—1590.ª—1591.ª—1592.ª—1593.ª—1594.ª—1595.ª—1596.ª—1597.ª—1598.ª—1599.ª—1600.ª—1601.ª—1602.ª—1603.ª—1604.ª—1605.ª—1606.ª—1607.ª—1608.ª—1609.ª—1610.ª—1611.ª—1612.ª—1613.ª—1614.ª—1615.ª—1616.ª—1617.ª—1618.ª—1619.ª—1620.ª—1621.ª—1622.ª—1623.ª—1624.ª—1625.ª—1626.ª—1627.ª—1628.ª—1629.ª—1630.ª—1631.ª—1632.ª—1633.ª—1634.ª—1635.ª—1636.ª—1637.ª—1638.ª—1639.ª—1640.ª—1641.ª—1642.ª—1643.ª—1644.ª—1645.ª—1646.ª—1647.ª—1648.ª—1649.ª—1650.ª—1651.ª—1652.ª—1653.ª—1654.ª—1655.ª—1656.ª—1657.ª—1658.ª—1659.ª—1660.ª—1661.ª—1662.ª—1663.ª—1664.ª—1665.ª—1666.ª—1667.ª—1668.ª—1669.ª—1670.ª—1671.ª—1672.ª—1673.ª—1674.ª—1675.ª—1676.ª—1677.ª—1678.ª—1679.ª—1680.ª—1681.ª—1682.ª—1683.ª—1684.ª—1685.ª—1686.ª—1687.ª—1688.ª—1689.ª—1690.ª—1691.ª—1692.ª—1693.ª—1694.ª—1695.ª—1696.ª—1697.ª—1698.ª—1699.ª—1700.ª—1701.ª—1702.ª—1703.ª—1704.ª—1705.ª—1706.ª—1707.ª—1708.ª—1709.ª—1710.ª—1711.ª—1712.ª—1713.ª—1714.ª—1715.ª—1716.ª—1717.ª—1718.ª—1719.ª—1720.ª—1721.ª—1722.ª—1723.ª—1724.ª—1725.ª—1726.ª—1727.ª—1728.ª—1729.ª—1730.ª—1731.ª—1732.ª—1733.ª—1734.ª—1735.ª—1736.ª—1737.ª—1738.ª—1739.ª—1740.ª—1741.ª—1742.ª—1743.ª—1744.ª—1745.ª—1746.ª—1747.ª—1748.ª—1749.ª—1750.ª—1751.ª—1752.ª—1753.ª—1754.ª—1755.ª—1756.ª—1757.ª—1758.ª—1759.ª—1760.ª—1761.ª—1762.ª—1763.ª—1764.ª—1765.ª—1766.ª—1767.ª—1768.ª—1769.ª—1770.ª—1771.ª—1772.ª—1773.ª—1774.ª—1775.ª—1776.ª—1777.ª—1778.ª—1779.ª—1780.ª—1781.ª—1782.ª—1783.ª—1784.ª—1785.ª—1786.ª—1787.ª—1788.ª—1789.ª—1790.ª—1791.ª—1792.ª—1793.ª—1794.ª—1795.ª—1796.ª—1797.ª—1798.ª—1799.ª—1800.ª—1801.ª—1802.ª—1803.ª—1804.ª—1805.ª—1806.ª—1807.ª—1808.ª—1809.ª—1810.ª—1811.ª—1812.ª—1813.ª—1814.ª—1815.ª—1816.ª—1817.ª—1818.ª—1819.ª—1820.ª—1821.ª—1822.ª—1823.ª—1824.ª—1825.ª—1826.ª—1827.ª—1828.ª—1829.ª—1830.ª—1831.ª—1832.ª—1833.ª—1834.ª—1835.ª—1836.ª—1837.ª—1838.ª—1839.ª—1840.ª—1841.ª—1842.ª—1843.ª—1844.ª—1845.ª—1846.ª—1847.ª—1848.ª—1849.ª—1850.ª—1851.ª—1852.ª—1853.ª—1854.ª—1855.ª—1856.ª—1857.ª—1858.ª—1859.ª—1860.ª—1861.ª—1862.ª—1863.ª—1864.ª—1865.ª—1866.ª—1867.ª—1868.ª—1869.ª—1870.ª—1871.ª—1872.ª—1873.ª—1874.ª—1875.ª—1876.ª—1877.ª—1878.ª—1879.ª—1880.ª—1881.ª—1882.ª—1883.ª—1884.ª—1885.ª—1886.ª—1887.ª—1888.ª—1889.ª—1890.ª—1891.ª—1892.ª—1893.ª—1894.ª—1895.ª—1896.ª—1897.ª—1898.ª—1899.ª—1900.ª—1901.ª—1902.ª—1903.ª—1904.ª—1905.ª—1906.ª—1907.ª—1908.ª—1909.ª—1910.ª—1911.ª—1912.ª—1913.ª—1914.ª—1915.ª—1916.ª—1917.ª—1918.ª—1919.ª—1920.ª—1921.ª—1922.ª—1923.ª—1924.ª—1925.ª—1926.ª—1927.ª—1928.ª—1929.ª—1930.ª—1931.ª—1932.ª—1933.ª—1934.ª—1935.ª—1936.ª—1937.ª—1938.ª—1939.ª—1940.ª—1941.ª—1942.ª—1943.ª—1944.ª—1945.ª—1946.ª—1947.ª—1948.ª—1949.ª—1950.ª—1951.ª—1952.ª—1953.ª—1954.ª—1955.ª—1956.ª—1957.ª—1958.ª—1959.ª—1960.ª—1961.ª—1962.ª—1963.ª—1964.ª—1965.ª—1966.ª—1967.ª—1968.ª—1969.ª—1970.ª—1971.ª—1972.ª—1973.ª—1974.ª—1975.ª—1976.ª—1977.ª—1978.ª—1979.ª—1980.ª—1981.ª—1982.ª—1983.ª—1984.ª—1985.ª—1986.ª—1987.ª—1988.ª—1989.ª—1990.ª—1991.ª—1992.ª—1993.ª—1994.ª—1995.ª—1996.ª—1997.ª—1998.ª—1999.ª—2000.ª—2001.ª—2002.ª—2003.ª—2004.ª—2005.ª—2006.ª—2007.ª—2008.ª—2009.ª—2010.ª—2011.ª—2012.ª—2013.ª—2014.ª—2015.ª—2016.ª—2017.ª—2018.ª—2019.ª—2020.ª—2021.ª—2022.ª—2023.ª—2024.ª—2025.ª—2026.ª—2027.ª—2028.ª—2029.ª—2030.ª—2031.ª—2032.ª—2033.ª—2034.ª—2035.ª—2036.ª—2037.ª—2038.ª—2039.ª—2040.ª—2041.ª—2042.ª—2043.ª—2044.ª—2045.ª—2046.ª—2047.ª—2048.ª—2049.ª—2050.ª—2051.ª—2052.ª—2053.ª—2054.ª—2055.ª—2056.ª—2057.ª—2058.ª—2059.ª—2060.ª—2061.ª—2062.ª—2063.ª—2064.ª—2065.ª—2066.ª—2067.ª—2068.ª—2069.ª—2070.ª—2071.ª—2072.ª—2073.ª—2074.ª—2075.ª—2076.ª—2077.ª—2078.ª—2079.ª—2080.ª—2081.ª—2082.ª—2083.ª—2084.ª—2085.ª—2086.ª—2087.ª—2088.ª—2089.ª—2090.ª—2091.ª—2092.ª—2093.ª—2094.ª—2095.ª—2096.ª—2097.ª—2098.ª—2099.ª—2100.ª—2101.ª—2102.ª—2103.ª—2104.ª—2105.ª—2106.ª—2107.ª—2108.ª—2109.ª—2110.ª—2111.ª—2112.ª—2113.ª—2114.ª—2115.ª—2116.ª—2117.ª—2118.ª—2119.ª—2120.ª—2121.ª—2122.ª—2123.ª—2124.ª—2125.ª—2126.ª—2127.ª—2128.ª—2129.ª—2130.ª—2131.ª—2132.ª—2133.ª—2134.ª—2135.ª—2136.ª—2137.ª—2138.ª—2139.ª—2140.ª—2141.ª—2142.ª—2143.ª—2144.ª—2145.ª—2146.ª—2147.ª—2148.ª—2149.ª—2150.ª—2151.ª—2152.ª—2153.ª—2154.ª—2155.ª—2156.ª—2157.ª—2158.ª—2159.ª—2160.ª—2161.ª—2162.ª—2163.ª—2164.ª—2165.ª—2166.ª—2167.ª—2168.ª—2169.ª—2170.ª—2171.ª—2172.ª—2173.ª—2174.ª—2175.ª—2176.ª—2177.ª—2178.ª—2179.ª—2180.ª—2181.ª—2182.ª—2183.ª—2184.ª—2185.ª—2186.ª—2187.ª—2188.ª—2189.ª—2190.ª—2191.ª—2192.ª—2193.ª—2194.ª—2195.ª—2196.ª—2197.ª—2198.ª—2199.ª—2200.ª—2201.ª—2202.ª—2203.ª—2204.ª—2205.ª—2206.ª—2207.ª—2208.ª—2209.ª—2210.ª—2211.ª—2212.ª—2213.ª—2214.ª—2215.ª—2216.ª—2217.ª—2218.ª—2219.ª—2220.ª—2221.ª—2222.ª—2223.ª—2224.ª—2225.ª—2226.ª—2227.ª—2228.ª—2229.ª—2230.ª—2231.ª—2232.ª—2233.ª—2234.ª—2235.ª—2236.ª—2237.ª—2238.ª—2239.ª—2240.ª—2241.ª—2242.ª—2243.ª—2244.ª—2245.ª—2246.ª—2247.ª—2248.ª—2249.ª—2250.ª—2251.ª—2252.ª—2253.ª—2254.ª—2255.ª—2256.ª—2257.ª—2258.ª—2259.ª—2260.ª—2261.ª—2262.ª—2263.ª—2264.ª—2265.ª—2266.ª—2267.ª—2268.ª—2269.ª—2270.ª—2271.ª—2272.ª—2273.ª—2274.ª—2275.ª—2276.ª—2277.ª—2278.ª—2279.ª—2280.ª—2281.ª—2282.ª—2283.ª—2284.ª—2285.ª—2286.ª—2287.ª—2288.ª—2289.ª—2290.ª—2291.ª—2292.ª—2293.ª—2294.ª—2295.ª—2296.ª—2297.ª—2298.ª—2299.ª—2300.ª—2301.ª—2302.ª—2303.ª—2304.ª—2305.ª—2306.ª—2307.ª—2308.ª—2309.ª—2310.ª—2311.ª—2312.ª—2313.ª—2314.ª—2315.ª—2316.ª—2317.ª—2318.ª—2319.ª—2320.ª—2321.ª—2322.ª—2323.ª—2324.ª—2325.ª—2326.ª—2327.ª—2328.ª—2329.ª—2330.ª—2331.ª—2332.ª—2333.ª—2334.ª—2335.ª—2336.ª—2337.ª—2338.ª—2339.ª—2340.ª—2341.ª—2342.ª—2343.ª—2344.ª—2345.ª—2346.ª—2347.ª—2348.ª—2349.ª—2350.ª—2351.ª—2352.ª—2353.ª—2354.ª—2355.ª—2356.ª—2357.ª—2358.ª—2359.ª—2360.ª—2361.ª—2362.ª—2363.ª—2364.ª—2365.ª—2366.ª—2367.ª—2368.ª—2369.ª—2370.ª—2371.ª—2372.ª—2373.ª—2374.ª—2375.ª—2376.ª—2377.ª—2378.ª—2379.ª—2380.ª—2381.ª—2382.ª—2383.ª—2384.ª—2385.ª—2386.ª—2387.ª—2388.ª—2389.ª—2390.ª—2391.ª—2392.ª—2393.ª—2394.ª—2395.ª—2396.ª—2397.ª—2398.ª—2399.ª—2400.ª—2401.ª—2402.ª—2403.ª—2404.ª—2405.ª—2406.ª—2407.ª—2408.ª—2409.ª—2410.ª—2411.ª—2412.ª—2413.ª—2414.ª—2415.ª—2416.ª—2417.ª—2418.ª—2419.ª—2420.ª—2421.ª—2422.ª—2423.ª—2424.ª—2425.ª—2426.ª—2427.ª—2428.ª—2429.ª—2430.ª—2431.ª—2432.ª—2433.ª—2434.ª—2435.ª—2436.ª—2437.ª—2438.ª—2439.ª—2440.ª—2441.ª—2442.ª—2443.ª—2444.ª—2445.ª—2446.ª—2447.ª—2448.ª—2449.ª—2450.ª—2451.ª—2452.ª—2453.ª—2454.ª—2455.ª—2456.ª—2457.ª—2458.ª—2459.ª—2460.ª—2461.ª—2462.ª—2463.ª—2464.ª—2465.ª—2466.ª—2467.ª—2468.ª—2469.ª—2470.ª—2471.ª—2472.ª—2473.ª—2474.ª—2475.ª—2476.ª—2477.ª—2478.ª—2479.ª—2480.ª—2481.ª—2482.ª—2483.ª—2484.ª—2485.ª—2486.ª—2487.ª—2488.ª—2489.ª—2490.ª—2491.ª—2492.ª—2493.ª—2494.ª—2495.ª—2496.ª—2497.ª—2498.ª—2499.ª—2500.ª—2501.ª—2502.ª—2503.ª—2504.ª—2505.ª—2506.ª—2507.ª—2508.ª—2509.ª—2510.ª—2511.ª—2512.ª—2513.ª—2514.ª—2515.ª—2516.ª—2517.ª—2518.ª—2519.ª—2520.ª—2521.ª—2522.ª—2523.ª—2524.ª—2525.ª—2526.ª—2527.ª—2528.ª—2529.ª—2530.ª—2531.ª—2532.ª—2533.ª—2534.ª—2535.ª—2536.ª—2537.ª—2538.ª—2539.ª—2540.ª—2541.ª—2542.ª—2543.ª—2544.ª—2545.ª—2546.ª—2547.ª—2548.ª—2549.ª—2550.ª—2551.ª—2552.ª—2553.ª—2554.ª—2555.ª—2556.ª—2557.ª—2558.ª—2559.ª—2560.ª—2561.ª—2562.ª—2563.ª—2564.ª—2565.ª—2566.ª—2567.ª—2568.ª—2569.ª—2570.ª—2571.ª—2572.ª—2573.ª—2574.ª—2575.ª—2576.ª—2577.ª—2578.ª—2579.ª—2580.ª—2581.ª—2582.ª—2583.ª—2584.ª—2585.ª—2586.ª—2587.ª—2588.ª—2589.ª—2590.ª—2591.ª—2592.ª—2593.ª—2594.ª—2595.ª—2596.ª—2597.ª—2598.ª—2599.ª—2600.ª—2601.ª—2602.ª—2603.ª—2604.ª—2605.ª—2606.ª—2607.ª—2608.ª—2609.ª—2610.ª—2611.ª—2612.ª—2613.ª—2614.ª—2615.ª—2616.ª—2617.ª—2618.ª—2619.ª—2620.ª—2621.ª—2622.ª—2623.ª—2624.ª—2625.ª—2626.ª—2627.ª—2628.ª—2629.ª—2630.ª—2631.ª—2632.ª—2633.ª—2634.ª—2635.ª—2636.ª—2637.ª—2638.ª—2639.ª—2640.ª—2641.ª—2642.ª—2643.ª—2644.ª—2645.ª—2646.ª—2647.ª—2648.ª—2649.ª—2650.ª—2651.ª—2652.ª—2653.ª—2654.ª—2655.ª—2656.ª—2657.ª—2658.ª—2659.ª—2660.ª—2661.ª—2662.ª—2663.ª—2664.ª—2665.ª—2666.ª—2667.ª—2668.ª—2669.ª—2670.ª—2671.ª—2672.ª—2673.ª—2674.ª—2675.ª—2676.ª—2677.ª—2678.ª—2679.ª—2680.ª—2681.ª—2682.ª—2683.ª—2684.ª—2685.ª—2686.ª—2687.ª—2688.ª—2689.ª—2690.ª—2691.ª—2692.ª—2693.ª—2694.ª—2695.ª—2696.ª—2697.ª—2698.ª—2699.ª—2700.ª—2701.ª—2702.ª—2703.ª—2704.ª—2705.ª—2706.ª—2707.ª—2708.ª—2709.ª—2710.ª—2711.ª—2712.ª—2713.ª—2714.ª—2715.ª—2716.ª—2717.ª—2718.ª—2719.ª—2720.ª—2721.ª—2722.ª—2723.ª—2724.ª—2725.ª—2726.ª—2727.ª—2728.ª—2729.ª—2730.ª—2731.ª—2732.ª—2733.ª—2734.ª—2735.ª—2736.ª—2737.ª—2738.ª—2739.ª—2740.ª—2741.ª—2742.ª—2743.ª—2744.ª—2745.ª—2746.ª—2747.ª—2748.ª—2749.ª—2750.ª—2751.ª—2752.ª—2753.ª—2754.ª—2755.ª—2756.ª—2757.ª—2758.ª—2759.ª—2760.ª—2761.ª—2762.ª—2763.ª—2764.ª—2765.ª—2766.ª—2767.ª—2768.ª—2769.ª—2770.ª—2771.ª—2772.ª—2773.ª—2774.ª—2775.ª—2776.ª—2777.ª—2778.ª—2779.ª—2780.ª—2781.ª—2782.ª—2783.ª—2784.ª—2785.ª—2786.ª—2787.ª—2788.ª—2789.ª—2790.ª—2791.ª—2792.ª—2793.ª—2794.ª—2795.ª—2796.ª—2797.ª—2798.ª—2799.ª—2800.ª—2801.ª—2802.ª—2803.ª—2804.ª—2805.ª—2806.ª—2807.ª—2808.ª—2809.ª—2810.ª—2811.ª—2812.ª—2813.ª—2814.ª—2815.ª—2816.ª—2817.ª—2818.ª—2819.ª—2820.ª—2821.ª—2822.ª—2823.ª—2824.ª—2825.ª—2826.ª—2827.ª—2828.ª—2829.ª—2830.ª—2831.ª—2832.ª—2833.ª—2834.ª—2835.ª—2836.ª—2837.ª—2838.ª—2839.ª—2840.ª—2841.ª—2842.ª—2843.ª—2844.

PHILIPPE III, 1276.

VII. Cum Guillelmus de Hestreio, miles, priorem Beate Marie-Magdalene Rothomagensis fecisset coram ballivo Caleti adjornari et fecisset clamorem contra eum, idem prior proposuit quod coram dicto ballivo non tenebatur respondere, cum hospitali predicto, per regale privilegium, sic concessum, quod custodes ipsius hospitalis, nisi coram eo qui dictum dedit privilegium, vel coram sua capitali justicia, de nulla re, quam de dominico suo teneant, ponantur in placitum : Viso privilegio, attento eciam quod contra custodes predicti hospitalis contrarium non fuerat usitatum, ordinatum fuit quod, in presencia domini Regis et coram magistris curie sue superioris, et in scacario et non alibi, placitare teneatur idem prior.

VIII. Cum Philippus, rex, homines Petre-Fontis, in carta sua nominatos, ab onere manusmortue et forismaritagii quitaverit, ita quod in recompensacionem dictorum manusmortue et forismaritagii viginti libras Parisienses, annis singulis, reddere tenerentur, tali eciam condicione apposita, quod, si illi quibus hanc immunitatem concesserat se maritarent cum mulieribus et hominibus servilis condicionis, in pristinam servitutem redigerentur, aliqui de dictis hominibus, in pristinam servitutem sic reducti, petebant, pro rata ipsos contingente, de dicta summa viginti librarum deduci : Visa dicta carta, pronunciatum fuit, per jus, quod de dicta summa, pro rata ipsos contingente, erat deducendum (18).

IX. Ordinatum fuit quod in ista curia non fierent publicaciones testium ; set coram ballivis et prepositis et coram aliis justiciariis fiet, prout fuit hactenus consuetum (19).

X. Ordinatum fuit, per curiam domini Regis, et preceptum ballivo Bituricensi, ut, visione facta, Ermengardi, relicte Johannis de Clameciaco, deliberari faciat dotalicium suum, prout, secundum usus et consuetudines patrie, fuerit faciendum. Item, cum judicatum fuisset quod ipsa debebat habere saisinam partis seu porcionis bo-

norum mobilium que ipsa et maritus ejus habebant, tempore quo decessit, secundum consuetudinem patrie, ipsam contingentis, antequam responderet cuidam littere a Roberto de Clameciaco, contra quem agit in judicio, exhibite, confecte super convencionibus habitis in contractu matrimonii ipsius Ermengardis et predicti viri sui. Postmodum fuit ordinatum per curiam quod Ermengardis predicta habeat, de dictis bonis mobilibus trecentas libras, de quibus liquidum est quod eas habere debeat, et residuum dicte partis sue ipsam contingentis, secundum patrie consuetudinem, ponatur in manu domini Regis, et de dicto residuo dicte Ermengardi tradatur saisina, si pecierit, per sufficientem caucionem de stando juri coram domino Rege, vel coram justiciariis nostris, et quod restituet, si quid est quod evincatur ab ea. Et, de mandato curie, magister Guillelmus de Trapis iturus est ad partes illas ad faciendum dicta mobilia, ut dictum est, liberari, et ad videndum, sciendum et referendum quid fiet de premissis, et ad prefigendum diem dictis partibus ad instans pallamentum coram nobis, si fuerint discordes. PHILIPPE III, 1270.

XI. Henricus de Lovain, Walterus Bertaudi, dominus de Marbais, comes de Chyni, Robertus, dominus Asperi-Montis, Rogerus de Rume, milites, sunt plegii pro domino Audenarde, de emenda quam idem dominus Audenarde domino Regi gagiavit, pro eo quod gentes sue, in societate et conductu ballivi Viromandensis et magistri Galteri de Chambliaco, ceperant Galterium Bar de Tornaco, verberaverant, turpiter tractaverant et imprisionaverant.

XII. Guillelmus Caletot de Dyepa, in curia domini Regis, a comitissa Flandrie peciit dampna que habuerat in quadam roberia sibi facta in mari, in quodam portu Flandrensi, ut dicebat. Comitissa se defendit : Auditis racionibus utriusque partis, probacionibus receptis et relatis, idem Guillelmus, comparens in pleno pallamento, coram magistris, in presencia procuratoris ipsius comitisse, dixit quod, per probaciones receptas de usibus Flandrensibus et de aliis

PHILIPPE III, 1276. rebus, tale quid didiscerat quod si ab inicio intellexisset, contra comitissam non litigasset; et propter hoc quitavit et remisit placitum quod habebat contra comitissam.

XIII. Quia, per sentenciam ab episcopo Matisconensi, ut dicitur, prolatam, et a domino papa confirmatam, decretum fuit Yolendim, sororem domini Montis-Beleti, esse monialem, et eam religionem exire non debere, preceptum fuit ballivo Matisconensi ut terram, quam dicte Yolendi, de mandato curie domini Regis, deliberaverat, reassumat in manu domini Regis, et eam deliberet domino Montis-Beleti et aliis coheredibus suis.

XIV. Castellana Belvacensi, vidua, racione dotalicii sui, existente in saisina justicie arrestandi, apud Belvacum, corpus hominis et catalla, pro debitis et convensionibus, dicebat episcopus Belvacensis jus suum ledi in hoc, quia, cum ipsa totum dictum teneret arrestum, et, per consuetudinem Francie, eidem, racione dotalicii sui, competere non posset nisi medietas dicti arresti, feodum suum justiciare non poterat, quando castellana, que est domina vidua, ibidem excedebat; quod secus esset si heres partem dicti arresti teneret; quare supplicabat, per domini Regis curiam, super hoc remedium adhiberi : Audita peticione dicti episcopi, vocata castellana et presente, responsum fuit episcopo per curiam, quod ex quo dicta castellana totum dictum tenet arrestum, non debet episcopus impediri quin feodum suum justiciare possit, si dicta castellana excedat vel delinquat in arresto; et injunctum fuit episcopo ut causam quam, occasione dicti arresti, movebat contra castellanam in foro ecclesie, prosequi dimitteret.

XV. Orta questione super jurisdictione spirituali ville Compendiensis inter abbatem et conventum Compendienses, ex una parte, et episcopum Suessionensem, ex altera, utrisque volentibus habere, et a nobis petentibus clericos, apud Compendium, in presenti de-

Ut Ecclesiæ Romanæ Patriarchæ Constantinopolitanæ Ecclesiæ præferantur.

Imperator Justinianus A. Epiphanio Archiepiscopo Constantinopolitano.

Omnia quæ sacerdotium honestant, Deo placere confidimus, si ea sacerdotes cum omni studio et devotione desiderent. Nam si recta fides eorum, quæ nobis cum Deo est, integra sit, si ea quæ ad Dei gloriam pertinent, sacerdotes nobis offerre, confidimus, cuncta nobis, et in præsenti, et in futuro, bene disponi. Hæc igitur vobis, sanctissime Pater, et nostra semper fuit sententia, et nunc est, et in futurum erit, ut Ecclesiæ Romanæ Patriarchæ Constantinopolitanæ Ecclesiæ præferantur, quæ per omnia nostræ imperialis dignitatis, et reipublicæ caput est. Quæ enim ad Dei gloriam, et ad fidei nostræ firmitatem pertinent, ea vos, qui Romanæ Ecclesiæ præsidetis, et sequi, et docere, et prædicare debetis. Nos enim, quæ ad Dei gloriam pertinent, confidimus nos divino adjutorio subjecta nobis regere.

Dat. III. Kal. Martias, Constantinopoli, Lampadio, et Orest. Coss.

Ut Ecclesiæ Romanæ Patriarchæ Constantinopolitanæ Ecclesiæ præferantur.

Imperator Justinianus A. Epiphanio Archiepiscopo Constantinopolitano.

Omnia quæ sacerdotium honestant, Deo placere confidimus, si ea sacerdotes cum omni studio et devotione desiderent. Nam si recta fides eorum, quæ nobis cum Deo est, integra sit, si ea quæ ad Dei gloriam pertinent, sacerdotes nobis offerre, confidimus, cuncta nobis, et in præsenti, et in futuro, bene disponi. Hæc igitur vobis, sanctissime Pater, et nostra semper fuit sententia, et nunc est, et in futurum erit, ut Ecclesiæ Romanæ Patriarchæ Constantinopolitanæ Ecclesiæ præferantur, quæ per omnia nostræ imperialis dignitatis, et reipublicæ caput est. Quæ enim ad Dei gloriam, et ad fidei nostræ firmitatem pertinent, ea vos, qui Romanæ Ecclesiæ præsidetis, et sequi, et docere, et prædicare debetis. Nos enim, quæ ad Dei gloriam pertinent, confidimus nos divino adjutorio subjecta nobis regere.

Dat. III. Kal. Martias, Constantinopoli, Lampadio, et Orest. Coss.

PHILIPPE III, 1276. septem scabini, et modo non essent ibi nisi duo; de creacione aliorum quinque orta questione inter episcopum et cives Cathalanenses; ordinatum fuit per curiam, exploratis prius parcium voluntatibus, quod, per ballivum Viromandensem et magistrum Ansellum de Monte-Acuto, tanquam per amicos, hac vice fierent tres scabini, salvo jure parcium, et de creacione aliorum duorum scabinorum litigent cives, si velint, ubi debebunt.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCLXXVI.

I. Comes et comitissa Walesie dederunt ad fundacionem capelle domus sue de Villaribus-Colli-Resti, decem modios frumenti in granchia de Morinvalle et in molendino de Ponte-Rotondo capiendos. Capellano igitur ipsius capelle conquerente de ballivo Silvanectensi quod frumentum eidem reddere nolebat; ballivo ad sui defensionem dicente quod frumentum ad dictam grangiam non veniebat; set de meliori blado quod ad dictam granchiam et ad dictum molendinum veniret, dictos decem modios paratus erat solvere, nec ad aliud bladum solvendum tenebatur, ut dicebat: Visa carta dictorum comitis et comitisse super dicta donacione, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus capellanus frumentum habere debebat vel valorem, eciamsi ad dictam granchiam et molendinum non inveniretur frumentum.

II. Cum quedam mulier, que quasdam pociones dabat hominibus ut obdormirent, quod furtum facere posset, a majore et juratis Silvanectensibus justiciata fuisset et inhumata, ballivo Silvanectensi dicente casum hujusmodi esse casum alte justicie, et ideo illum ad

dominum Regem, qui in villa Silvanectensi raptum, multrum et homicidium retinuerat, pertinere, dictum fuit quod dictus casus ad bassam justiciam pertinebat; et fuit super hoc impositum silencium dicto ballivo. PHILIPPE III, 1276.

III. Majori et juratis Laudunensibus responsum fuit quod, quantum ad talliam levandam in villa Laudunensi a clericis conjugatis mercatoribus, dominus Rex in sua saisina remaneret.

IV. Rogerus le coffrier, a quodam judicio a Templariis contra ipsum facto, tamquam de pravo et falso ad nos appellaverat, ut dicebat; Templariis dicentibus quod non appellaverat, immo solummodo emendacionem dicti judicii pecierat : Utraque parte volente probare, concordatum fuit per consilium quod probaciones dicti Rogeri ad probandum hoc reciperentur, et non Templariorum.

V. Cum abbas et conventus Premonstratenses fecissent adjornari, coram nobis, dominum Cociaci super forciis et novis desaisinis, idem dominus, super hiis, curiam suam repeciit, et insuper conquestus fuit quod ballivus Viromandensis super hujusmodi querelis coram se litigare compellebat, seu compellere volebat; dicto ballivo pro domino Rege dicente, dominum Regem esse in saisina in Viromandia cognoscendi de forciis et novis desaisinis contra quoscumque; et, cum alias idem dominus, de quibusdam subditis suis, de quorum forciis et violenciis conquerebatur, curiam suam repeciisset, judicatum fuit quod de eis curiam suam non haberet seu cognicionem, quod obtulit se probaturum per curie recordacionem : Audita recordacione curie, per quam constitit ita esse, ut ballivus proponebat, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod idem dominus, quando conqueritur de eo super forciis et novis desaisinis, curiam suam non haberet; quia, si de suis subditis in tali casu curiam suam non habuit, multo forcius de facto proprio non habebit; et fuit expresse dictum quod super hujusmodi forciis et desaisinis respondebit coram domino Rege

PHILIPPE III. 1276. vel coram ballivo, videlicet, coram quo prius clamor devenerit. Et hoc idem preceptum fuit de comite Rouciaci et comite Suessionensi.

VI. Recordata fuit curia quod saisina constabularie Normannie alias fuit deliberata domino Guillelmo Crespin, usque ad etatem liberorum suorum.

VII. Saisina olearіorum Bitturicensium deliberata fuit archiepiscopo Bitturicensi, domino Regi questione proprietatis reservata.

VIII. Prepositus Parisiensis levaverat emendas a quibusdam quos armatos invenerat, Parisius, in quadam domo sita in terra Terroane, quas emendas major Teroane petebat, et dicebat eas ad se pertinere debere: Auditis hinc inde propositis, audita eciam causa pro qua dicte emende levate fuerant, preceptum fuit preposito Parisiensi ut dictos denarios restitueret illis a quibus eos levaverat, et postea, tam ipse quam dictus major facerent quod ad conservacionem sue justicie viderent pertinere.

IX. Templarii ceperant quendam hominem in habitu seculari, quem dicebant esse confratrem suum, in justicia domini Regis apud Exoldunum: Dictum fuit quod locum resaisire debebant, et emendare.

X. Preceptum fuit ballivo Viromandensi ut faceret deliberari magistro Ansello de Monte-Acuto sexaginta solidos Parisienses annui redditus vel circiter, quos homines de Rigniaco debent pro pasturagio vivarii de Rigniaco, quod vivarium, cum pertinenciis, dominus Rex dedit dicto Ansello, pro certa firma, et in augmentum feodi quod tenet ab eo.

XI. Visis cartis communie Silvanectensis et abbatis et conventus de Victoria, pronunciatum fuit nichil esse repertum pro ipsis abbate

et conventu, quare debeant habere justiciam in granchia sua de Vi- PHILIPPE III, 1276.
co-Belon; immo dictum fuit quod dicti major et jurati in saisina hujusmodi justicie remanerent. Item cum ballivus Silvanectensis dictam justiciam in manu domini Regis cepisset, dicens eam ad dominum Regem pertinere, ea racione quod dicta granchia, tempore quo data fuit illis de Victoria, erat de domanio domini Regis, et dominus Rex in domanio suo in villa Silvanectensi justiciam habebat: Majore et juratis Silvanectensibus super hoc conquerentibus, visa carta communie, pronunciatum fuit saisinam dicte justicie penes dictos majorem et juratos remanere debere.

XII. Die veneris post brandones, magister Crespinus Drocensis assecuravit de se et suis Richardum Gruele et suos; et e contra idem Richardus assecuravit de se et suis dictum magistrum Crispinum.

XIII. Prepositus Parisiensis arrestaverat galebruna que Everardus de Sancto-Lando paraverat seu tinxerat, Parisius, forisfacta, ut dicebat, occasione cujusdam constitucionis facte inter textores et fullones de pannis factis extra villam Parisiensem, Parisius non parandis, a dicto Everardo non servate : Habita super hoc deliberacione cum draperiis et expertis in draperia, dictum fuit quod nichil actum erat contra constitucionem predictam, quia galebruna non sunt panni, et ideo judicatum fuit quod dicta galebruna non erant forisfacta, immo restituenda erant Everardo predicto.

XIV. Responsum fuit civibus Rothomagensibus quod panagium apud Clailloel non levaretur post proximum pascha.

XV. Cum magister monete Ryomensis niteretur habere cognicionem, utrum aliqui, qui dicunt se monetarios, sint monetarii vel non, per punctum carte, ut dicebat: Visa carta regia monetariis super suis libertatibus concessa, pronunciatum fuit quod dictus magister hujusmodi cognicionem habere non debebat.

PHILIPPE III, 1276.

XVI. Orta questione inter Symonem Frecardi, militem, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Jovini-de-Marnis, ex altera, super viaria ville de Yreio, dictaque viaria in manu domini Regis esset saisita, pro contencione parcium, ac idem abbas et conventus, pro quodam defectu facto a dicto milite, peterent saisinam dicte viarie sibi deliberari; idemque miles proposuisset ostensionem rei litigiose factam non esse, quam ostensionem factam esse, dicti abbas et conventus obtulerunt se probaturos : Quia dicti abbas et conventus in hujusmodi probacione defecerunt, decretum fuit saisinam dicte viarie que supra dictum militem capta fuerat, scilicet saisina cujusdam latronis per ballivum Turonensem justiciati, dicto militi integre et aperte esse restituendam cum expensis factis in patria Turonensi, antequam quedam aprisia seu inquesta facta inter partes judicetur.

XVII. Cum Regerius, castellanus Belvacensis, emisset quoddam manerium, prope forestam de Leonibus, cum usagio quod venditor dicti manerii, racione illius manerii, habebat in dicta foresta, ballivusque Caleti impedimentum poneret ne idem Regerius dictum mercatum haberet, quia idem Regerius est magnus homo et dives et majori usagio indigeret in dicto manerio, quam venditor qui erat quidam pauper homo : Hiis auditis, preceptum fuit ballivo ut ab impedimento hujusmodi cessaret, et dictum Regerium dicto mercato gaudere permitteret, et postea jus domini Regis conservaret.

XVIII. Dictum fuit quod, propter defectum factum a burgensibus Castri-Radulfi, contra abbatem et conventum Dolenses, ipsi burgenses debebant perdere arramenta.

XIX. Visis cartis monachorum de Exaquio, pronunciatum fuit eos ad auxilium exercitus domino Regi non teneri.

XX. Placuit domino Regi quod mala tolta que apud Rothomagum levabatur, cessaret.

XXI. Viso privilegio Sancti-Ursini Bitturicensis, pronunciatum fuit quod in burgo suo prior et capitulum retinere non possunt scambsorem, nisi habeat stallum ad scambium, et solvat stallagium, sicut alii scambsores de villa Bitturicensi. PHILIPPE III, 1276.

XXII. Cum Garinus de Bella-Landa, armiger, fecisset adjornari, coram nobis, Dolensem episcopum super defectu juris, procuratore ipsius episcopi petente remitti ad examen curie comitis Britannie, dictoque comite de dicto episcopo suam curiam repetente, remissa fuit curia dicto comiti, de episcopo predicto.

XXIII. Majore et juratis Brueriarum, subtus Laudunum, conquerentibus de ballivo Viromandensi quod, contra punctum carte sue communie, idem ballivus saisinam posuerat, racione manusmortue in bonis relicte Petri le Queu, apud Bruerias, defuncte; dicto ballivo ex adverso dicente quod non tantum dicta bona, racione manusmortue, saisiverat, set pro multro quod dicta mulier commisisse dicebatur: Visa dicta carta, casu dicte manusmortue ad presens in suspenso remanente, dictum fuit quod ballivus bona dicte mulieris, pro forisfacto quod sibi imponebatur, caperet, et super hiis jus faceret cuilibet conquerenti.

XXIV. Viso privilegio ecclesie Sancti-Ursini Bitturicensis, pronunciatum fuit quod, dicto privilegio non obstante, ballivus Bitturicensis acquisita a dicta ecclesia, a triginta annis citra, in feodis et retrofeodis domini Regis, juxta ordinacionem domini Regis, saisire poterat et debebat.

XXV. Preceptum fuit ballivo Bitturicensi quod canonicos ecclesie de Monasterio-Medio Bitturicensi et aliarum ecclesiarum Bitturicensium, quibus a domino Rege date sunt prebende, sede Bitturicensi vacante, teneri faciat in saisina prebendarum suarum, pendente apprisia, que ad instanciam archiepiscopi mandata est fieri,

PHILIPPE-III, 1276. utrum ad collacionem suam vel domini Regis dicte prebende pertineant.

XXVI. Decretum fuit quod a villis Arvernie, que submonite in exercitum Navarre non miserunt, solvatur emenda, juxta facultates suas.

XXVII. Injunctum fuit ballivo Bituricensi ut, omni dilacione postposita, compellat Robertum de Clameciaco ad reddendum indilate Ermengardi de Clameciaco trecentas libras; item decem libras pro osculo.

XXVIII. Cum ad domini Regis curiam delata fuerit querimonia super eo quod ballivus Arvernie compellebat clericos religiosos et alias personas ecclesiasticas ad tenendum et ad implendum obligaciones ab ipsis factas per sigillum Ryomensem : Audito ballivo, et aliquibus super hoc conquerentibus, dictum fuit quod dominus Rex, quantum ad hoc, remaneret in saisina sua. Inhibitum tamen fuit ballivo Arvernie ne manum ponat in clericos, seu in bonis mobilibus eorumdem.

XXIX. Injunctum fuit senescallo Wasconie quod mandet execucioni, infra octabas Penthecostes, judicium in curia domini Regis factum, pro priore de Sorzac et hominibus suis contra Brunum de Saia, militem, per capcionem corporis et bonorum suorum et bonorum uxoris sue. Et si super hoc in defectu fuerit idem, senescallus Petragoricensis hoc facere non omittat, et dictum fuit quod, si dictus Brunus privilegia prioratus, per ipsum ablata, restituere voluerit, quod de condemnacione predicta deducatur summa in qua fuit, pro predictis privilegiis, dicto priori condempnatus, dum tamen hoc placeat dicto priori (20).

XXX. Emenda pro verberacione Richardi Gruel, contra Crispi-

num, Drocensem clericum, taxata fuit centum libras Turonenses domino Regi, et centum libris dicto Richardo. PHILIPPE III, 1276.

XXXI. Episcopo Cabilonensi data fuit licencia a domino Rege faciendi compromissum cum duce Burgondie super castro de Paluello, salvo jure domini Regis.

XXXII. Dictum fuit quod mandatum factum senescallo Petragoricensi ut solvi faceret cuidam monacho, per gentes domini Johannis de Gresliaco, verberato et male tractato, ducentas libras Turonenses, non erat revocandum, immo execucioni debite demandandum.

XXXIII. Preceptum fuit quod judicium factum pro vicecomitissa Lemovicensi, ecclesiis et hominibus terre sue, contra regem Anglie, super quadam pecunie summa ipsis reddenda pro dampnis, post inhibicionem nostram sibi factis a dicto Rege, mandaretur execucioni per senescallos Agennensem et Petragoricensem.

XXXIV. Super eo quod quidam barones domino Regi applicabant quod homines et subditi sui non adjornarentur coram domino Rege, per gentes Regis, set pocius per ipsos; responsum fuit quod dominus Rex hoc non faceret nec hoc tenebatur facere, nisi vellet.

XXXV. Plegii pro domino Johanne de Blainvilla, de pace tenenda, facta super duello quod fieri debebat in curia domini Regis inter ipsum Johannem contra Petrum de Pratellis, Johannem de Parco, militem, et Robertum de Montigero.

Almaricus de Meullento,
Aubertus de Hangesto,
Dronco, dominus Milliaci;
Johannes de Rovreio,
Robertus de Yvriaco, milites.

PHILIPPE III, 1276.

XXXVI. Plegii dictorum Petri, Johannis et Roberti.

Dominus de Pratellis,
Johannes de Rovreio, dominus de Grainvilla;
Dominus Robertus de Estotevilla,
Nicholaus Malemanis,
Et Johannes de Sancto-Martino, milites.

XXXVII. Preposito et procuratore conventus monasterii Evahonensis, se et gardam monasterii predicti ac hominum, rerum et bonorum ipsius advoantibus ad nos, et asserentibus ad nos pertinere, Guillelmo, comite Bolonię, in contrarium dicente gardam dicti monasterii, personarum, rerum et bonorum ipsius ad se pertinere, et se in hominibus et villis dictorum prepositi et conventus, in baronia sua Combralie existentibus, omnimodam jurisdictionem habere, et alias per arrestum curie nostre hujusmodi gardam patri suo deliberatam fuisse, quod negaverunt dicti prepositus et procurator conventus : Tandem dictis partibus recordo curie nostre super hoc se supponentibus, recordata fuit curia quod, comite Bolonie, patre quondam dicti Guillelmi, et preposito et conventu predictis, olim in curia genitoris nostri, inter se super hoc altercantibus; visis litteris dictorum prepositi et conventus, a dicto comite exhibitis, per quas evidenter apparebat dictum comitem habere omnimodam justiciam in hominibus et villis dictorum prepositi et conventus sitis in baronia Combralie; auditis eciam hinc inde propositis, voluit et precepit predictus dominus et genitor noster quod quidam serviens, in dicto monasterio positus, ex parte sua, remaneret ibidem, quamdiu dicto domino Regi placeret, ad custodiendum, de injuriis et violenciis, ipsum monasterium et personas ejusdem; ita tamen quod de justicia dicti loci et aliis contentis in ipsis litteris nullatenus se intromitteret serviens antedictus; et ideo preceptum fuit ballivo Arvernie ut se non intromittat nisi de garda ipsius monasterii et personarum ejusdem.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO BEATE MARIE-MAGDALENE,

ANNO DOMINI MCCLXXVII.

I. Hominibus de Vico-super-Axonam conquerentibus quod abbas et conventus Sancti-Medardi Suessionensis de novo ipsos desaisiverant, minus juste, quodam pasturagio quod alias, per Gaufridum de Roncheroliis, militem, quondam ballivum Viromandensem, sibi deliberatum fuerat, ut dicebant; procuratore dictorum abbatis et conventus ex adverso dicente quod dictos homines non desaisiverant pasturagio quod sibi deliberatum fuerat, set solummodo de pasturagio atterrissamenti cujusdam vivarii sui limitati in quo nullam habebant saisinam utendi pasturagio : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictos homines esse restituendos ad illam possessionem in qua erant tempore quo fuerunt per dictos abbatem et conventum desaisiti, questione proprietatis reservata.

II. Pro injuria facta a Theobaldo et Stephano le Riche de Corbeia, magistro Symoni Croulart, clerico, tenenti locum officialis Corbeiensis, dicti Theobaldus et Stephanus condempnati fuerunt in ducentis libris Parisiensibus; videlicet, domino Regi in sexaginta libris Parisiensibus, abbati Corbeiensi in quadraginta libris Parisiensibus, et dicto magistro Symoni in centum libris Parisiensibus. Item, quia major et jurati communie Corbeiensis dictum clericum duxerunt in suum berfreium et eum ibi tenuerunt, contra suam voluntatem, et, quia negligentes fuerunt de dicta injuria vindicanda, dicti major et jurati condempnati fuerunt in ducentis libris Parisiensibus; videlicet, domino Regi in centum libris Parisiensibus, et dicto clerico in sexaginta libris; ita tamen quod dicte ducente libre non solvantur de

PHILIPPE III, 1277. bonis communie Corbeiensis, set de bonis propriis illorum qui dicte injurie dicto clerico faciende presentes interfuerunt.

III. Hospites abbatis Fiscanensis manentes apud Villare-Sancti-Pauli proposuerunt contra omnes hospites manentes in dicta villa, in cujuscumque dominio, quod ipsi tenentur contribuere cum ipsis in expensis factis pro quadrigis missis in exercitum de Salva-Terra, et hoc dicebant pluribus racionibus: primo quia dominus Rex mandabat generaliter ville de Villaribus quod dictas quadrigas mitterent in exercitum; secundo, quia, quando dominus Rex capit gistum suum apud Villare, capit super omnes manentes in dicta villa. Alii hospites proponebant, ex adverso, quod non tenebantur contribuere cum ipsis in dictis expensis, pluribus racionibus: primo, quia, a tempore de quo contrarium non existit, nunquam solverunt aliquid pro dictis quadrigis; secundo, quia predicti hospites abbatis solvebant viginti et unam libras, sine ipsis, pro servientibus, quando dominus Rex faciebat exercitum, quod negatum fuit a parte adversa, videlicet quod non solvebant aliquid pro servientibus, requirentes ut videretur registrum curie domini Regis. Dicebant eciam dicti hospites abbatis quod nunquam solverunt aliquid pro quadrigis: Auditis hinc inde propositis, et viso registro curie, pronunciatum fuit, et per jus, quod hospites dictorum dominorum manentes in dicta villa de Villaribus nichil dixerunt per quod non teneantur contribuere cum hospitibus abbatis Fiscanensis predictis.

IV. Prior et fratres ordinis Grandis-Montis, de foresta, de Bello-Monte-Rogeri, conquesti fuerunt quod forestarius dicti loci minus juste impediebat eis chaciam et venacionem quam, per punctum carte, habere se dicebant in bosco suo proprio, sito infra forestam de Bello-Monte, circa domum suam, prout facta fossata dividunt et distingunt ad circuitum: Visa carta, pronunciatum fuit per judicium venacionem et chaciam in dicto bosco suo proprio ad dictos priorem et fratres pertinere, et forestarium ab impedimento cessare debere.

V. Cum abbas et conventus Clugniacenses, racione associacionis facte, domino Regi, apud Sanctum-Jangulfum, peterent medietatem emolumenti sigilli de Sancto-Jangulfo sibi reddi, magister Jacobus, clericus, ballivus Matisconensis, respondit quod clericus qui defert sigillum, nichil capit pro sigillo, set tantummodo pro scriptura; et fuit preceptum quod, si sigillifer aliquid capiat pro sigillo, quod dimidia pars procuratori ecclesie liberetur, et quod clericus super hoc faciat juramentum procuratori ecclesie et Regi, vel ballivo nomine Regis. Item, fuit preceptum quod institucio et destitucio servientum, qui dicuntur baculariі, et argentum quod datur ut sint baculariі, sint comunes Regi et ecclesie Clugniacensi. PHILIPPE III, 1277.

VI. Responsum fuit per arrestum preposito Aurelianensi, firmario, quod emendas debitas pro facto monetarum prohibitarum habere non debebat.

VII. Episcopus Belvacensis emendavit inobedienciam quam domino Regi fecerat, occasione Reginaldi de Levignen quem in prisione tenuerat, postquam se advoavit ad dominum Regem, tanquam hominem de corpore, et postquam a ballivo Silvanectensi, tanquam homo de corpore domini Regis, fuerat requisitus.

VIII. Preceptum fuit, per consilium, Petro de Villa-Migon, ballivo in montanis Arvernie, ut, si illi, quorum animalia ceperit pro conservacione juris domini Regis, eadem ad recredenciam capere noluerint, quod eadem vendat, fide dignis ad hoc videndum vocatis.

IX. Cum Robertus Sine-Averio, miles, a judicio, per Radulphum le Bastonier, ballivum Hervei de Leonia, militem, apud Senonches, pro hominibus de Spinesenses, contra dictum Robertum facto, super saisina usagii quod dicti homines dicebant se habere in nemoribus de Jandresces, ad pasturam animalium suorum et ad genestas, tanquam de pravo et falso, diceret se ad nos appellasse, dictumque bal-

PHILIPPE III, 1277. livum et dictos homines, prout sua intererat, coram nobis propter hoc, adjornari fecisset; quia dicti ballivus et homines adjornati super dicto judicio in duobus pallamentis defecerunt, pronunciatum fuit, per judicium, dictam appellacionem legitimam extitisse, et dictum judicium pravum seu nullum reputari debere.

X. Senescallo Petragoricensi : « Mandamus vobis quatinus judicium, pro vicecomite Fronciaci, contra regem Anglie, in curia nostra factum, execucioni debite demandetis, eidem deliberari facientes Fronciacum et ejus pertinencias, de quibus, sicut de pertinenciis Fronciaci, ostensio facta fuit, et inquiratis, vocatis qui fuerint evocandi[1], quantum leveie et redditus dicti castri et dictarum pertinenciarum, a tempore litis mote, videlicet per octo annos, valuerunt; et quid et quantum gentes dicti Regis, post prolacionem dicti judicii, de redditibus et exitibus dicti castri et pertinenciarum levaverunt; insuper et de expensis utilibus et necessariis, pro custodia dicte terre, et pro retencione edificiorum castri et pertinenciarum predictarum. » Actum, etc.

XI. Episcopo Lexoviensi : « Cum a judicio facto in assisia de Ponte-Episcopi, pro Johanne dicto Oculo-Bovis et Alithia, ejus uxore, contra Radulphum de Essone, minorem annis, et ejus conductum in causa que, super possessione patronatus ecclesie Beate-Marie-de-Torpo et possessione presentandi ad eandem, vertebatur inter ipsos, tanquam de pravo et falso, ad nos fuisset appellatum : Vocatis partibus, et presentibus coram nobis, et intellectis omnibus racionibus quas dicte partes proponere voluerunt coram nobis, habita deliberacione diligenti, pronunciatum fuit dictum judicium fuisse pravum et iniquum, et, tanquam pravum et iniquum, per curie nostre judicium, adnullatum extitit et eciam revocatum, et quicquid sequtum fuit ex eo, quantum pertinet ad nostram justiciam secularem, ac fuit per idem judicium curie nostre declaratum possessionem patronatus dicte

[1] Lisez *evocandis*.

ecclesie et presentandi ad eandem, racione possessionis feodi quod possidet, in quo dicta consistit ecclesia, ad dictum Radulphum pertinere. Hinc est quod vos requirimus quatinus presentatum vobis, ex parte dicti Radulphi, ad dictam ecclesiam admittatis. » PHILIPPE III, 1277.

XII. Cum ballivus Silvanectensis occasionaret majorem et juratos Silvanectenses super eo quod ipsi retinuerant, tanquam sibi commissa, bona cujusdam jurati sui qui, per juramentum suum, se male tailliaverat; ipsis majore et juratis dicentibus quod hoc facere poterant per cartam suam, et se super hoc usos esse : Visa carta sua, visis eciam probacionibus suis, super dicto usu productis, pronunciatum fuit, per judicium, quod dicti major et jurati, nec in proprietate nec in possessione, jus habebant retinendi predictam; et emendaverunt quod dicta bona ad jus domini Regis spectancia, presumpserant occupare.

XIII. Miles qui vocatur Galebrun, qui quandam domicellam, existentem in garda domini Regis, in manu ballivi Turonensis eam tenentis, affidavit, condempnatus fuit, pro facto hujusmodi, nomine emende domino Regi, in trecentis libris Turonensibus; et preceptum fuit ballivo ut eas levaret.

XIV. Injunctum fuit Petro de Gannis, militi, sub pena tocius quod potest committere, ne per se vel per suos forisfaciat magistro Girardo de Quitriaco, gentibus vel rebus suis, et quod eis teneat bonam pacem.

XV. Dictum fuit quod major et scabini Sancti-Richarii justiciare poterant, pro tallia sua, in feodis et retrofeodis domini Mathei de Roia, sitis infra banleucam.

XVI. Visa carta communie Silvanectensis, deliberata fuit majori et juratis communie Silvanectensis justicia cujusdam qui falsam ex-

PHILIPPE III, 1277. pendebat monetam, quem ballivus, pro domino Rege, justiciare volebat.

XVII. Recordata fuit curia quod domina Maria de Cremoisiaco, super questione quam abbas et conventus Regalis-Montis faciebant, super quadam vinea, que dicitur Clausus-de-Vitel, alias obtinuerat per judicium, tam super proprietate quam super possessione.

XVIII. Quedam vendicio facta fuit tempore cujusdam prepositi de Crispeio, qui dictam preposituram in manu domini Regis tenebat. Postmodum, dicta prepositura alii ad firmam tradita, devestitura et investitura illius vendicionis facta fuit in manu prepositi firmarii : Orta questione inter eos, quis eorum debere[1] habere vendas, pronunciatum fuit, per jus, quod ille, in manu cujus desaisicio facta fuit.

XIX. Dominus Johannes Choisel, miles, forestarius Halate, impediebat quominus abbas et conventus Sancti-Vincencii Silvanectensis in bosco suo Halate possent facere ligna de molle a sie : Usu eorum intellecto, pronunciatum fuit per jus quod dicti abbas et conventus faciendi hujusmodi ligna in saisina remanerent.

XX. Theobaldus et Stephanus le Riche de Corbeia, pro injuria ab eis illata magistro Symoni Croullart, tenenti locum officialis Corbeiensis, condempnati fuerunt in ducentis libris Parisiensibus, videlicet domino Regi, in sexaginta libris Parisiensibus, abbati, in quadraginta libris Parisiensibus, et dicto magistro Symoni, in centum libris Parisiensibus. Major et jurati Corbeienses, qui dictum magistrum Symonem duxerunt in suum befreium, et ibidem eum tenuerunt, et turpiter tractaverunt, condempnati fuerunt in ducentis libris Parisiensibus; domino Regi, in centum libris Parisiensibus, dicto magistro Symoni, in sexaginta, et dicto abbati, in quadraginta;

[1] Lisez *deberet*.

ad ea, quæ Universum & Deum, cum Terris suis præsentem, respiciunt, Theologiæ naturalis, Ethices, Politices, Jurisprudentiæ naturalis, Physices, Mathematum, Architecturæ civilis, militaris, navalis, Historiæ, Philologiæ, Poeseos, Rhetoricæ, Logices, Metaphysices.

Cap. III. Quæ sunt quæ hanc artem Scientiis præcedentibus præmittendam faciant? Quæ sunt quæ ipsam Scientiis subsequentibus præmittendam faciant? Quæ sunt quæ ipsam Scientiis præmittendam faciant, quæ ipsam Scientiis subsequentibus præmittendam faciant? Quæ sunt quæ ipsam Scientiis præmittendam faciant, quæ ipsam Scientiis

PHILIPPE III. 1277

XXV. Judicatum fuit quod dominus Radulphus de Tornella venire debebat in homagium domini Regis, de pratis de Plena-Aqua, que, per judicium curie domini Regis, obtinuerat contra dominam de Hardecort.

XXVI. Visis cartis burgensium de Britolio et burgensium de Vernolio, dictum fuit quod burgenses de Vernolio solvent panagium, apud Britolium; et illi de Britolio, apud Vernolium.

XXVII. Dictum fuit quod senescallus Wasconie, in nullo casu, justiciabit illos qui ab ipso, super pravo et falso judicio, appellaverant, dicta appellacione pendente.

XXVIII. Preceptum fuit senescallo Bellicadri ut ipse vadat vel mittat ad castrum de Bays, ad sciendum si relicta Ademari de Pictavia fuit ibidem desaisita suo puero, et per quos; et, si invenerit eam dicto puero fuisse spoliatam, de dicto puero locum faciat resaisiri, quo resaisito, puerum capiat et custodiat in manu domini Regis, donec discussum fuerit ad quem custodia predicti pueri debeat pertinere. Item, injunctum fuit dicto senescallo ut in omnibus locis, in regno existentibus, in quibus dicta relicta dotalicium suum pecierit, eidem dotalicium suum faciat liberari, prout, secundum usus et consuetudines locorum in quibus terre site sunt, fuerit faciendum.

XXIX. Mortuo Matheo de Villa-Beonis, milite, Mahietus, filius et heres ipsius, venit in ballum domini Petri Cambellani. Postmodum, dicto Petro viam universe carnis ingresso, idem Mahietus venit in ballum domini Ade de Villa-Beonis; dicto Adam satis cito postea defuncto, idem Mahietus venit in ballum domini Galteri Cambellani, nepotis quondam dicti domini Petri. Orta igitur questione inter dictum Galterum et relictam dicti Ade, super eo quod idem Galterus dicebat quod, racione dicti balli, non tenebatur solvere quingentas

Hans Sachsens Gedichte. Herausgegeben von Adelbert von Keller. Stuttgart. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1879. 25 Bände. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 1—13. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 14—26. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 27. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 28. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 29. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 30. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 31. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 32. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 33. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 34. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 35. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 36. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 37. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 38. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 39. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 40. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 41. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 42. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 43. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 44. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 45. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 46. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 47. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 48. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 49. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 50. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 51. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 52. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 53. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 54. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 55. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 56. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 57. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 58. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 59. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 60. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 61. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 62. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 63. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 64. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 65. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 66. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 67. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 68. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 69. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 70. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 71. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 72. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 73. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 74. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 75. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 76. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 77. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 78. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 79. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 80. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 81. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 82. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 83. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 84. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 85. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 86. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 87. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 88. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 89. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 90. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 91. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 92. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 93. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 94. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 95. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 96. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 97. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 98. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 99. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 100. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 101. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 102. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 103. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 104. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 105. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 106. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 107. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 108. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 109. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 110. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 111. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 112. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 113. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 114. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 115. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 116. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 117. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 118. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 119. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 120. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 121. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 122. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 123. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 124. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 125. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 126. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 127. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 128. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 129. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 130. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 131. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 132. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 133. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 134. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 135. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 136. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 137. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 138. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 139. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 140. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 141. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 142. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 143. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 144. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 145. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 146. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 147. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 148. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 149. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 150. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 151. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 152. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 153. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 154. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 155. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 156. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 157. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 158. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 159. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 160. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 161. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 162. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 163. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 164. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 165. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 166. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 167. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 168. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 169. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 170. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 171. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 172. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 173. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 174. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 175. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 176. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 177. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 178. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 179. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 180. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 181. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 182. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 183. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 184. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 185. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 186. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 187. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 188. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 189. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 190. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 191. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 192. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 193. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 194. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 195. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 196. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 197. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 198. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 199. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 200. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 201. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 202. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 203. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 204. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 205. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 206. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 207. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 208. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 209. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 210. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 211. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 212. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 213. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 214. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 215. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 216. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 217. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 218. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 219. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 220. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 221. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 222. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 223. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 224. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°.

Hans Sachsens Werke. Herausgegeben von Adelbert von Keller und Edmund Goetze. Band 225. Tübingen. Bibliothek des Literarischen Vereins. 1870—1908. 8°

PHILIPPE III, 1277. dicto Michaele ex adverso dicente quod pater suus fuerat magister tincturarius, et, circa patrem suum, artificium illud melius addiscere potuit quam circa extraneum, predictis tincturariis dicentibus quod idem Michael, quasi per totum cursum vite sue textor extiterat, et artificium tincture nunquam didicerat : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit, per judicium, quod idem Michael tincturarius remaneret (22).

XXXI. Cum Margareta, relicta Erardi, domini Valeriaci, propone-ret coram nobis, contra tres dominas, heredes dicti domini quod, in tractatu matrimonii inter ipsam et dominum Valeriaci contrahendi, tales habite fuerunt convenciones quod, si contingeret dictum Erardum decedere sine herede proprii corporis, quod dicta Margareta teneret medietatem tocius hereditatis sue, racione dotis, seu donacionis propter nupcias, quandiu viveret, et melius herbergamentum suum; item quod, ex alia mediate hereditatis dicti Erardi, ipsa Margareta teneret medietatem, donec recuperasset duo millia librarum Parisiensium dicto Erardo donatarum in maritagium cum Margareta predicta, et ideo peteret medietatem tocius hereditatis dicti Erardi, racione dotis sue, et melius herbergamentum sibi deliberari, necnon et medietatem alterius medietatis dicte hereditatis ipsius Erardi, tenendam ab ipsa, donec dicta duo millia librarum Parisiensium recepisset; predictis dominabus ex adverso dicentibus dictas convenciones, utpote contra consuetudinem patrie factas, non valuisse, et quamplures alias raciones pretendentibus, per quas dicebant premissa minime fieri debere : Tandem, predictis partibus judicio et ordinacioni curie nostre super premissis se supponentibus, visis instrumentis et litteris super predictis convencionibus confectis, auditis eorum racionibus et plenius intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dicta Margareta habere debebat et tenere, racione dotis sue, seu donacionis propter nupcias, medietatem tocius hereditatis quam dictus Herardus tenebat tempore quo decessit, cum meliori herbergamento et dimidiam partem alterius

medietatis dicte hereditatis, donec dicta duo millia librarum Parisiensium receperit, et levaverit ex eadem. PHILIPPE III, 1277.

XXXII. Petrus de Tornella de Cabanaco, Bernardus del Can de Gaiaco, pro se, renunciaverunt appellacioni, ab eis ad nos interposite ab audiencia senescalli Wasconie, de pravo et falso judicio.

XXXIII. Super confirmacione pacis facte inter senescallum Wasconie et cives Burdegalenses, ex una parte, et archiepiscopum Burdegalensem et decanum et capitulum Sancti-Severini Burdegalensis, ex altera, dictum fuit quod dominus Rex litteras suas non daret, licet dictam pacem approbaverit, salvo jure suo.

XXXIV. Visis cartis, veteri et nova, hominum de Vere-Parvo, dictum fuit quod tenebantur contribuere, una cum hominibus de Monte-Lehérici, in subsidium domino Regi factum pro exercitu Navarre (23).

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO EPIPHANIE DOMINI,

ANNO EJUSDEM MCCLXXVII.

I. Dominus Matheus de Roia, miles, confessus fuit quod serviens suus, quando de novo instituitur ad custodiam vicecomitatus Sancti-Richarii, pro parte sua, majori et scabinis Sancti-Richarii tenetur facere juramentum quod vicecomitatum custodiet per legem (24), prout extitit consuetum.

II. Audita peticione decani et capituli Ambianensium super eo quod ipsi, contra dominum Regem, proponebant quod ipse non habe-

PHILIPPE III. 1277. bat jus habendi cognicionem litterarum hominum suorum, in terra sua manencium, in qua habent omnimodam justiciam; responsum fuit eis quod, contra generalem consuetudinem patrie, super hoc non audirentur.

III. Judicium factum, per majorem Compendiensem, pro Johanne li Camels et ejus uxore, contra Petrum Harel, juniorem, pronunciatum fuit pravum et falsum fuisse; et hoc emendavit major.

IV. Judicium factum inter Ansellum Buticularium, militem, ex una parte, et homines de Borrea, ex altera, per ballivum Silvanectensem, per judicium fuit approbatum; et emendaverunt homines quod a dicto judicio appellaverant.

V. Proposuit Johannes Popin, contra Guillelmum Tristan, quod defuncti Gervasius Tristan et Thesauraria, ejus uxor, constante matrimonio, inter ipsos, acquisierunt Villam-in-Colle cum pertinenciis, et fuerunt Bertholomeus Tristan et uxor dicti Johannis liberi et heredes dictorum Gervasii et Thesaurarie tempore quo dictus Gervasius decessit, medietas dicte ville devenit ad dictos Bertholomeum et ad uxorem dicti Johannis, et alia medietas ad dictam Thesaurariam, racione sui conquestus. Postea, dicto Bertholomeo ante quam dicta Thesauraria defuncto, dicta Thesauraria postmodum decessit, et sic uxor dicti Johannis remansit sola heres dicte Thesaurarie, et sic ad ipsam uxorem dicti Johannis, tanquam ad propinquiorem heredem, devenit medietas dicte ville; et, quia Guillelmus Tristan predictus detinebat dictam medietatem dicte ville in prejudicium dictorum Johannis et ejus uxoris et contra eorum voluntatem minus juste, sicut dicebat, petebat dictus Johannes, pro se et uxore sua, medietatem dicte ville sibi deliberari, et ipsum Guillelmum condempnari et compelli ad deliberandam eis dictam medietatem dicte ville: Tandem, auditis defensionibus et racionibus dicti Guillelmi et propositis hinc et inde; partibus predictis judicio nostre curie super

καὶ κατεμπόρευσε μέχρι τῆς Ἰνδικῆς καὶ ἐπανῆλθε πλουσιώτατος· ἐκ τούτου ἐπλούτησε καὶ ἐκτήσατο χρήματα πολλὰ καὶ ἐγένετο ἐν τῇ Ἀντιοχείᾳ ἐπιφανής.

Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ. Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ. Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ. Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ. Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ. Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ. Ἐν τούτῳ τῷ χρόνῳ ἐπανῆλθε καὶ ὁ Ἀνάβασις ἐκ τῆς Ἰνδικῆς· ἐπανῆλθε δὲ ἐκ τῆς Ἰνδικῆς ἐπὶ τὸν Εὐφράτην ποταμὸν καὶ ἐκεῖθεν ἐπὶ τὴν Ἀντιόχειαν τὴν ἐπὶ Δάφνῃ.

PHILIPPE III, 1277.

VIII. Super peticione quam magister Girardus Ruffi de Senonis, nomine suo et uxoris sue, ediderat contra Henricum de Monte-Beleti, armigerum, super medietate triginta marcharum auri, pacificatum fuit inter partes, ita videlicet, quod, pro predicta medietate, idem Henricus promisit se redditurum dicto magistro et ejus uxori, vel eorum heredibus, centum libras Turonenses, terminis infrascriptis, videlicet, ad festum nativitatis beati Johannis, decem libras Parisienses, et ad sequens festum nativitatis beati Johannis-Baptiste, decem libras Parisienses, et sic deinceps, quolibet anno, in dicto festo, decem libras Parisienses, donec de predictis centum libris Turonensibus eis fuerit integre satisfactum. Postmodum, facte fuerunt, super hoc, littere domini Regis, mutatis terminis, et certo loco nominato in quo fient pagamenta.

IX. Ordinatum fuit, per dominum Regem et ejus consilium, quod si, in judiciis in Turonia faciendis, unus miles vel duo, cum aliis qui judicium facient, non concordent, non remanebit, propter hoc, quin transeat judicium, si videatur ballivo bonum; et si plures sint discordes, judicium prorogabitur usque ad aliam assisiam, in eodem statu, et tunc judicabitur ex propositis, si fieri poterit bono modo; et fiet judicium super illis que fuerunt proposita a partibus, quando primo se supponent judicio, nec in verbis illis, super quibus fuerit litigatum, et super quibus partes se supposuerint judicio, poterit a partibus aliquid immutari (25).

X. Visa carta hominum Ville-Nove-Sancti-Georgii, judicatum fuit quod carta eos non liberat quin teneantur contribuere cum aliis hominibus terre Sancti-Germani, in pecunia que pro domino Rege petitur ab abbate Sancti-Germani, pro charreio exercitus Navarre.

XI. Johannes de Montigniaco, miles, et Guillermus d'Alemant, custodes nundinarum Campanie, scripserunt ballivo Viromandensi, ut coram eis mitteret prepositum de Bestisiaco, loco cujusdam pri-

Ἀναγκαῖος ἐστὶ ἐπιμελητὴς τῶν ἐν τῇ πόλει καὶ τῶν ἐκτὸς τείχους ἱερῶν, ὃς ἐπιμελεῖται τῶν τε ἱερῶν καὶ τῶν ἀγαλμάτων καὶ τῶν ἀναθημάτων καὶ τῶν ἐν τοῖς ἱεροῖς οἰκοδομημάτων, καὶ ἐὰν τι δέηται τούτων ἐπισκευῆς, ἐπισκευάζει. Ἐπιμελεῖται δὲ καὶ τῶν ἐν τοῖς ἱεροῖς χωρίων καὶ τῶν ἐν τοῖς ἱεροῖς δένδρων, ὅπως μηδεὶς μηδὲν ἀδικήσει. Ἐπιμελεῖται δὲ καὶ τῶν ὁδῶν καὶ τῶν ὑδάτων καὶ τῶν κρηνῶν, ὅπως ἂν ὡς κάλλιστα ἔχωσιν.

Ἐπὶ τούτοις ἐστὶν ἀρχὴ ἐπὶ τοῖς ἐμπορίοις ἀνδρῶν, οἳτινες μὲν ἐπιμελοῦνται ἐσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς τῶν ἐπὶ θάλατταν φερομένων καὶ ἀπ' αὐτῆς ἀγομένων, ὅπως ἂν ἐν τῷ ἐμπορίῳ ἀφθονία ἦ τῶν ἀναγκαίων· ἔστιν γὰρ ἐμπόριον ἡ Ἀθηναίων πόλις καὶ ἐπὶ τοῦτο ἐπιτήδειος. Ἐπιμελοῦνται δὲ καὶ τῶν ἐν τῷ ἐμπορίῳ καπήλων καὶ τῶν ἐν τῇ ἀγορᾷ, ὅπως μὴ ἀδικήσουσιν τοὺς ἀνθρώπους. Ἔστιν δὲ καὶ ἄλλη ἀρχὴ ἐπὶ τοῖς ἐμπορίοις ἀνδρῶν, οἳτινες ἐπιμελοῦνται τῶν ἐν τῷ ἐμπορίῳ καὶ τῶν ἐν τῇ ἀγορᾷ, ὅπως μὴ ἀδικήσουσιν τοὺς ἀνθρώπους. Ἔστιν δὲ καὶ ἄλλη ἀρχὴ ἐπὶ τοῖς ἐμπορίοις ἀνδρῶν, οἳτινες ἐπιμελοῦνται τῶν ἐν τῷ ἐμπορίῳ καὶ τῶν ἐν τῇ ἀγορᾷ, ὅπως μὴ ἀδικήσουσιν τοὺς ἀνθρώπους. Ἔστιν δὲ καὶ ἄλλη ἀρχὴ ἐπὶ τοῖς ἐμπορίοις ἀνδρῶν, οἳτινες ἐπιμελοῦνται τῶν ἐν τῷ ἐμπορίῳ καὶ τῶν ἐν τῇ ἀγορᾷ, ὅπως μὴ ἀδικήσουσιν τοὺς ἀνθρώπους.

PHILIPPE III, 1277.

mus de Fontaneto, ab impeticione dicti Guillelmi Bertran, fuit, per nostre curie judicium, absolutus, facta declaracione quod idem Guillermus Bertran a dicto Guillermo de Fontaneto, pro dicto exercitu, nichil petere poterat vel debebat, preterquam auxilium quod nobilibus de Normannia, qui nobiscum fuerunt in dicto exercitu, duxerimus concedendum (27).»

XIII. Quia Jacobus Aisant, tunc prepositus Altissiodorensis, inventus fuit culpabilis, super delicto commisso, contra quosdam clericos Altissiodorenses, super quo conquesti fuerant decanus et capitulum Altissiodorenses, ordinatum extitit quod faciet quatuor processiones, primam, in Ramis Palmarum, secundam, ad Assensionem, terciam, ad Trinitatem, et quartam, in festo sancti Stephani sollempniter; et reddet capitulo centum libras Turonenses.

XIV. Nicholaus de Passu, tunc ballivus Altissiodorensis, pro eodem delicto, super quo fuit culpabilis, solvet ducentas libras Turonenses, et per dominum Regem parcientur, secundum quod viderit bonum esse, inter capitulum Altissiodorense et magistrum Reginaldum de Sagio, clericum domini Regis; et retinebit idem dominus Rex de dictis ducentis libris Turonensibus, si voluerit, aliquam partem seu quotam sibi; de ipsis autem reddendis, comes Altissiodorensis constituit se principalem redditorem. Scietur preterea, per ballivum Senonensem, si idem Nicholaus est pauper vel dives; et, preter hec, faciet processiones, ad voluntatem domini Regis vel consilii sui, debetque se representare coram domino Rege, quociens sibi significabitur, ex parte domini Regis seu ballivi Senonensis.

XV. Cum Colinus dou Gal, consanguineus magistri Crispini Drocensis, diu detentus fuisset in prisione Castelleti, pro eo quod conscius fuisse dicebatur de quadam injuria facta Richardo Gruel, civi Parisiensi, a quibusdam malefactoribus prope Paciacum, dum idem

Ordem real ao governador do Rio de Janeiro para proceder contra os frades, que, de Pernambuco, se haviam retirado para o Rio de Janeiro, e ali se ocultavam.

Eu El-Rei faço saber a vós, governador do Rio de Janeiro, que, tendo-se ausentado dos seus conventos alguns frades, que, depois de terem sido presos, se acham ocultos nessa cidade, e havendo-me representado o bispo de Pernambuco, que, sendo aqueles frades os mais perniciosos, e que mais tinham concorrido para a rebelião, que naquela capitania se tem levantado contra a minha real autoridade, e que, por isso, lhe parecia que, para evitar que não continuassem a fomentar a mesma rebelião, e a perturbar a quietação daquele povo, era muito conveniente que se não consentisse a sua demora nessa cidade, e que se mandassem logo recolher aos seus conventos, ou que se fizessem sair para fora do reino, visto que, de outra sorte, não poderia haver segurança naquela capitania, nem nas mais vizinhas, e que, por isso, me pedia que, para evitar tão grandes males, lhe mandasse dar as providências necessárias: Hei por bem ordenar-vos, que, logo que receberdes esta, mandeis recolher aos seus conventos todos os frades, que, de Pernambuco, se retiraram para essa cidade, ou que os mandeis sair para fora do reino, visto que, de outra sorte, não poderá

PHILIPPE III, 1277. jusmodi cessaret, et dictum militem uti permitteret usagio suo predicto.

XX. Anquetinus, major Corbeiensis, emendavit domino Regi hoc quod hominem dictum Mort-Fouace, contra prohibicionem prepositi domini Regis et servientis sui, et licencia ab abbate super hoc non obtenta, suspendi fecerat; et taxata fuit emenda ad sexentas libras Parisienses, et fuit ordinatum quod suspensus amovebitur de furcis, et inhumabitur subtus furcas, et adnichilabitur totum factum, et facta statua de camisia vel de tunica plena stramine (28), major, cum juratis suis, dictam statuam referret apud Corbeiam, et resaisietur locus, et fiet jus.

XXI. Cum comes Fuxi emisset castrum de Rocha-Frixade, moventem de feodo domini Regis, decretum fuit quod dominus Rex dictum castrum retinere poterat pro precio, et retinuit.

XXII. Cum in precedenti pallamento decretum fuisset quod senescallus Wasconie, illos qui ab audiencia ipsius appellaverant, in nullo casu justiciaret, dicta appellacione pendente, hoc idem fuit in presenti pallamento innovatum (29).

XXIII. Visa carta communie Silvanectensis, judicatum fuit quod major et jurati Silvanectenses haberent cognicionem de portacione armorum ab hominibus communie sue; set, si sint ibi extranei, non habebunt (30).

XXIV. Mauricio, domino Credonii, racione sue senescallie Turonensis et Andegavensis, petente terciam partem emendarum nobis factarum a Lombardis qui in illis partibus morati fuerant, pro eo quod, contra prohibicionem nostram et patris nostri mutuaverant sub usuris : Habito consilio, responsum fuit dicto Mauricio quod, licet habeat, per manum nostram, terciam partem emendarum que

Section 1. Every member of the Union shall be entitled to all the privileges and immunities of citizens in the several States.

Sec. 2. A person charged in any State with treason, felony, or other crime, who shall flee from justice and be found in another State, shall, on demand of the executive authority of the State from which he fled, be delivered up, to be removed to the State having jurisdiction of the crime. No person held to service or labor in one State, under the laws thereof, escaping into another, shall, in consequence of any law or regulation therein, be discharged from such service or labor, but shall be delivered up on claim of the party to whom such service or labor may be due.

Sec. 3. The Union shall guarantee to each State a republican form of government, and shall protect each of them against invasion; and on application of the legislature, or of the executive (when the legislature cannot be convened), against domestic violence.

Sec. 4. Each State shall maintain a militia, and shall provide for the arming and equipping of a number of troops which shall bear the same proportion to the militia of the Union that the troops furnished by the State to the general government in time of war bear to the whole militia of the Union.

Sec. 5. The militia of the several States shall be uniformed alike; they shall be officered by persons elected by the legislatures of their respective States, and shall be commanded by officers appointed by the executive of the State in which they are called into service, except when the President of the United States shall assume command in person.

Sec. 6. Each State shall provide for the payment of the troops furnished by it.

Sec. 7. The militia shall be held to service for such time as Congress may think necessary, not exceeding six months in any one year.

Sec. 8. Any officer of the militia who shall be convicted, before a court-martial, of cowardice, disobedience of orders, or maltreatment of persons under his command, shall be cashiered.

PHILIPPE III, 1277. non debere respondere coram ipsis, set coram ballivo Martelli, quem dicunt esse suum judicem, prout apparet per litteras dicti vicecomitis et antecessorum suorum, sicut dicunt, vel aliam causam pretendant, et vicecomes et dicta domina Bregeriaci dicant contrarium, videlicet quod ipsi tenentur respondere coram ipsis, et, ad hoc, rationes suas proponant, et, super propositis, jus offerant; de hoc fiet judicium per dictos dominos, a quo judicio, si non appellaverint ad dominum Regem vel ejus senescallum, injunctum est senescallo quod non impediat vicecomitem et dictam dominam justiciare predictos homines, cum armis vel sine armis. Quod si contingeret dictos homines coram dictis dominis non venire, vel venire et inobedienter recedere, quia nollent judicium ab eisdem expectare, injunctum est senescallo quod non impediat ipsos justiciare homines antedictos; illud idem ordinatum est inter dictum vicecomitem et homines de Briva.

XXIX. « Notum facimus quod, cum dilectus et fidelis noster archiepiscopus Bituricensis proposuisset coram nobis quod dignitates, personatus, prebende et beneficia ad collacionem archiepiscopi Bituricensis, in civitate et dyocesi Bituricensibus, spectantes, qui vacaverunt, sede Bituricensi vacante, et quos, de facto, contulimus, ex antiqua consuetudine Bituricensis ecclesie ipsius, collationi debuissent reservari, et ideo peteret quod dicte collaciones a nobis facte non valerent; ac, pro nobis, in contrarium dictum fuisset, quod predecessores nostri et nos eramus in possessione conferendi dictos personatus, dignitates, prebendas et beneficia : Tandem, visa quadam inquesta, et, de mandato nostro, super hoc facta super premissis, pronunciatum fuit, per nostre curie judicium, cum non constaret de possessione nostra ante collaciones predictas, dictum archiepiscopum remanere debere in possessione conferendi beneficia antedicta, et esse restituendum ad possessionem predictam, et quominus utatur in hiis ure suo, ipsum per nos noluimus impediri. »

XXX. « Notum facimus quod, cum Reymundus, vicecomes Fronciaci, diu est, petiisset, in nostra curia, a rege Anglie illustri, castrum et pertinencias Fronciaci sibi restitui, quod castrum conmodato tradiderat, sub certis convencionibus, Symoni de Monte-Forti, comiti Lincestrie, eo tempore quo fuit senescallus Wasconie, et quod castrum, idem Symon promiserat se redditurum infra certum terminum; petiisset eciam idem vicecomes fructus et leveias dicti castri et pertinenciarum a tempore commodati facti usque adtempus litis mote in nostra curia, a dicto Rege perceptorum[1], sibi restitui, quos estimabat usque ad summam triginta millium librarum Parisiensium; ac predictus Rex, quia defecit, quadam exceptione peremptoria ab ipso proposita contra dictum vicecomitem, per judicium curie nostre condempnatus fuisset ad reddendum dicto vicecomiti possessionem castri Fronciaci et pertinenciarum, de quibus petitio et ostensio facte fuerant, petebat dictus vicecomes dicta triginta millia librarum Parisiensium sibi adjudicari, et ad eadem reddenda dictum Regem condempnari et compelli. Et, cum negatum fuisset, ex parte dicti Regis, de dictis triginta millibus librarum, alias peticionem factam esse, recordata fuit curia nostra dicta triginta millia librarum Parisiensium petita fuisse a dicto vicecomite, prout idem vicecomes proponebat : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dictus rex Anglie reddat et restituat, et reddere et restituere teneatur dicto vicecomiti fructus et leveias perceptos de predicto castro et pertinenciis de quibus liquere poterit, a tempore quo Symon de Monte-Forti, comes Lincestrie, per promissionem suam, debuit reddere dicto vicecomiti dictum castrum, usque ad tempus litis mote coram nobis, sumptibus, necessariis impensis a dicto Rege in dicto castro et pertinenciis deductis. » PHILIPPE III, 1277.

XXXI. « Notum facimus quod, sede Burdegalensi vacante et bonis archiepiscopalibus captis in manu nostra, pro contencione que erat inter dilectum consanguineum et fidelem nostrum, regem Anglie

[1] Lisez *perceptos*.

PHILIPPE III, 1277. illustrem, ex una parte, et capitulum Burdegalense, ex altera, super eo quod dictus Rex dicebat se habere regalia in eisdem; procuratore dicti capituli hoc negante, et e contrario, pro dicto capitulo, proponente custodiam dictorum bonorum, dicta sede vacante, ad dictum capitulum pertinere, et petente eciam, pro dicto capitulo, dicta bona, racione dicte custodie, dicto capitulo restitui, et jus sibi fieri super custodia predicta; exhibente insuper in judicio dicto procuratore quandam litteram dicti regis Anglie et patris sui, per quam manifeste apparebat quod dictus rex Anglie regalia non habebat ibidem : Tandem, hujusmodi negocio in curia nostra pendente, procuratores dicti regis Anglie, super dicta littera consulere voluerunt ipsum Regem, qui, per procuratores suos, curie nostre significavit quod contra litteram predictam venire non volebat; et, de voluntate procuratorum ipsius, de bonis archiepiscopalibus, pro dicta contencione in manu nostra detentis, archiepiscopo tunc in ecclesia Burdegalensi creato, restitucio facta fuit. Quibus procurator capituli non contentus, peciit, nomine capituli, jus super dicta custodia sibi reddi, procuratoribus dicti regis dicentibus quod, ex quo dictus rex Anglie litteram suam predictam tenere volebat, nullum aliud jus debere fieri super dicta custodia, et negantibus jus fuisse petitum alias pro dicto capitulo super custodia antedicta : Recordacione igitur facta super hoc per curiam nostram, pro dicto capitulo; auditis hinc inde propositis, visis quibusdam privilegiis ecclesie Burdegalensis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, custodiam bonorum archiepiscopalium, sede Burdegalensi vacante, ad dictum capitulum pertinere. »

XXXII. Ordinatum fuit, per consilium domini Regis, Rege presente, quod archiepiscopus Remensis, et episcopi, pares Francie, admortire non poterunt domanium suum nec feoda que ab ipsis tenentur immediate, set sua retrofeoda poterunt admortire; alii vero episcopi qui non sunt pares, nec domanium suum, nec feoda sua, nec retrofeoda poterunt admortire (31).

XXXIII. Condemnatus fuit Fulco de Burgundia, civis Remensis, domino Regi in mille libris Parisiensibus, pro eo quod ipse imposuerat cuidam Valleto, quod ipse sibi tradiderat quinquaginta duas marchas argenti, et non probavit nisi viginti duas marchas; et fuit condempnatus dicto Valleto in centum libris Parisiensibus. PHILIPPE III, 1277.

XXXIV. De emenda quam abbas et conventus Sancti-Remigii Remensis petebant sibi fieri ab archiepiscopo Remensi, racione cujusdam resaisine sibi facte a dicto archiepiscopo; item pro hominibus ipsorum abbatis et conventus captis contragagiando, per gentes ipsius archiepiscopi; archiepiscopo dicente dictos homines non contragagiando, set pro jure faciendo cuidam abbatisse, capi fecisse, dictum fuit quod emendaret Regi aliquas inobediencias, quas domino Regi fecerat, occasione premissorum, et emenda abbatis et conventus in suspenso ponetur usque ad finem litis mote inter ipsos.

XXXV. Philippus, Dei gracia, Francorum rex, ballivo Matisconensi salutem: « Cum, pro capcione, vulneracione ac redempcione magistri Johannis de Perogiis, canonici Bisuntinensis, in regno nostro in conductu et applegiamento in manu Roberti Sine-Averio, militis, tunc ballivi nostri Matisconensis factis, Guichardus de Lixiaco, Jocerandus de Franchelens, Philippus et Michael de Monte-Ferrando et Guillelmus de Chanorlai, milites; dictus Restif de Sancta-Columba, Hugo de Limanz, Robertus Caras et Fornerius de Miribello, armigeri, pluries citati coram nobis non venerint, nec pro se miserint; immo in pluribus defectibus positi fuerint: mandamus vobis quatinus omnia bona, que predicti milites et armigeri habent in regno nostro, in manu nostra capiatis, et sine relaxacione teneatis, quousque dicto magistro Johanni super premissis et nobis de emenda nostra satisfecerint competenter; fidejussorem eciam quem dictus Robertus Caras, in manu dicti ballivi nostri Matisconensis, predecessoris vestri, usque ad centum marchas pro satisfactione predicti maleficii dedisse dicitur, videlicet Amedeum de Sabaudia, dominum Baugiaci, usque

PHILIPPE III, 1275. ad dictam summam, per ejus bona et pignora distringatis; Ludovicum autem, dominum Bellijoci, in cujus curia dictus Guillelmus de Chanorlay, in centum et decem libris Vianensibus, eidem magistro Johanni, pro eodem maleficio, fuit, ut dicitur, sentencialiter condempnatus, monicione premissa, ut sentenciam ipsam faciat execucioni mandari, nisi hoc fecerit, per bona sua et pignora, ad hoc similiter distringatis, usque ad summam et quantitatem predictas. Voluimus insuper et vobis mandamus, ut personas omnium predictorum malefactorum, si eos in regno nostro, extra loca sancta et religiosa inveneritis, arrestetis, et arrestatos teneatis, donec nobis et dicto clerico satis fecerint competenter. » Actum Parisius, die jovis post mediam Quadragesimam, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXVIII.

I. Roberto de Turricula, milite, petente sibi restitui emendas per gentes domini Regis, pro transgressione banni monetarum levatas ab hominibus manentibus in terra sua Montis-Desiderii, in qua habet omnimodam justiciam altam et bassam; ballivo Viromandensi ex adverso dicente pro Rege, quod hujusmodi emendas habere non debebat, cum idem miles bannum ibidem non habeat, et judicia fiant per scabinos et non per ipsum, licet per ipsum fiat execucio judiciorum, et habeat spolia condempnatorum: Pronunciatum fuit per judicium quod idem miles dictas emendas non haberet.

II. Preceptum fuit, per curiam, Guillelmo Tristan, ut ipse, Guillelmo nepoti suo, et Perrete, ejus sorori, liberis defuncti Gervasii

Tristan, in uno loco assideat triginta libratas terre, ita quod si plus assidere teneatur, plus assidebit, et si minus, deducetur de dicta summa. PHILIPPE III, 1278.

III. Serviens castellane arrestavit equm Johannis de Sarquiex. Gentes episcopi ceperunt dictum servientem, dicentes quod quidam civis primo arrestaverat dictum equm, de licencia prepositi. Serviens noluit eis super hoc respondere, dicens quod, de arresto castellane, quod advoabat a Rege, racione dotalicii sui, et quod sibi fuerat adjudicatum per Regem, non tenebatur respondere coram gentibus episcopi; et tunc serviens Regis liberavit dictum servientem; et preterea gentes episcopi, non obstante liberacione predicta, iterum ceperunt dictum servientem. Rex mandavit ballivo quod dictum servientem liberaret, et faceret castellane emendari, et dampna resarciri, nisi episcopus aliam causam capcionis ostenderet quare dictum servientem capere potuisset, et assignaret dictis partibus ad pallamentum. Partibus in presencia magistrorum constitutis, episcopus deadvoavit factum prepositi sui, quod facere non potuit episcopus, quia prepositus ejus, in presencia servientis domini Regis, traxit factum ad jus episcopi, et postea episcopus processum et factum sui prepositi ratum habuit, et diem acceptavit ad raciones suas dicendas, et ideo dictum fuit, per arrestum curie, quod factum prepositi sui in casu isto non poterat deadvoare; et tunc dixit episcopus quod equs arrestatus per servientem castellane, primo arrestatus fuit per gentes suas, et super arrestacione sua castellana non potest arrestare. Castellana confessa fuit quod super arrestacione episcopi non potest arrestare, nec episcopus supra suam, dicens quod talis arrestacio non valebat, quia non erat facta per servientes episcopi ad hoc deputatos; immo per quendam civem maliciose qui, de licencia prepositi episcopi, et pro debito suo, dicebat se dictum equum arrestasse, et, si civis ille esset serviens seu arrestator episcopi, debuisset denunciasse servienti castellane dictam arrestacionem primo esse factam. Ballivus recordatus fuit dictam arrestacionem esse factam per civem, sicut castellana

PHILIPPE III. 1278

dicebat, quod episcopus non negavit : Hiis auditis, curia judicavit quod episcopus emendaret factum prepositi sui Regi et non castellane, set castellane redderet dampna que sustinuit propter arrestacionem predictam; et preceptum fuit ballivo quod sciret dampna et faceret resarciri, et emendavit episcopus incontinenti, secundum quod in curia extitit judicatum.

IV. Recordata fuit curia quod cum castellana Belvacensis conquesta fuisset quod episcopus Belvacensis inquietabat eam, et justiciabat pro eo quod ipsa arrestaverat equm cujusdam hominis, pro eo quod ad aliam minam quam ad suam in villa Belvacensi menasurabat; pronunciatum fuit quod episcopus fecerat contra judicium in curia nostra factum pro dicta castellana, super saisina arrestandi.

V. Ballivus Altissiodorensis condempnatus fuit in ducentis libris, de quibus capitulum habebat octoginta libras; quidam clericus, qui fuit mutilatus in pede, quinquaginta libras; quidam capellanus, triginta libras; duo clerici qui fuerunt lesi, viginti libras; Reginaldus de Sagio, viginti libras.

VI. Recordata fuit curia quod alias per curiam deliberata fuit priori et conventui de Caritate saisina levandi et expletandi manus-mortuas hominum suorum de corpore, commorancium in civitate Bituricensi; et ideo dictum fuit quod dicti prior et conventus in saisina hujusmodi remanerent, salva questione proprietatis.

VII. Pronunciatum fuit quod inter dominum Johannem de Velu, militem, et castellanum de Duaco, treuge dabuntur et non assecuramentum.

VIII. Quia procurator domini Regis, in causa quam dominus Rex habet contra decanum et capitulum Montis-Falconis, ad quartam diem ante festum Omnium-Sanctorum sibi assignatam, ad produ-

cendum testes, sub secunda dilacione defecit, procuratore dictorum decani et capituli comparente, pronunciatum fuit quod procurator de cetero non reciperetur ad probandum factum, set, si consuetudo fuerit scienda, dominus Rex, ex officio suo, poterit sciri facere de ea, et testes presentes, quos procurator dictorum decani et capituli nominavit, et vult producere, recipientur, et absentes expectabuntur. PHILIPPE III. 1278.

IX. Pronunciatum fuit quod capitulum Cathalanense acquisita per ipsos in feodis episcopi Cathalanensis tenere non poterunt, sine voluntate domini Regis. Similiter dictum fuit quod episcopus Cathalanensis manumittere non potest servientes suos, eciam si capitulum consenciat, sine voluntate domini Regis.

X. Majore et juratis Peronensibus facientibus in villa Peronensi pacem creantari ad tempus, et volentibus se intromittere de assecuramentis capiendis; visa carta communie, dictum fuit quod dicti major et jurati facient pacem creantari sine termino; set si qui voluerint habere assecuramentum, adeant ballivum vel justiciam domini Regis.

XI. Auberto de Longa-Valle, milite, petente quandam viam aperiri, quam Bertrandus de Hamello, miles, obturaverat, ut dicebat, juxta castrum de Clariaco; dicto milite ex adverso dicente quod non erat ibi via, et quod nichil novum fecerat, set fossatum antiquum et muros antiquos reparaverat; audito ballivo et aliis qui locum viderunt, impositum fuit silencium super hoc Auberto predicto.

XII. Emenda trecentarum librarum Parisiensium, quam ballivus Silvanectensis levare volebat a majore et juratis Compendiensibus, pro pravo judicio quod fecerant contra Petrum Harel de Compendio, juniorem, moderata fuit ad centum libras Parisienses.

XIII. Quia Guillermus de Santa-Maura, armiger, presens in villa

PHILIPPE III, 1278. Parisiensi, se contramandavit contra abbatem et conventum de Insula-Dei, hoc curie emendavit, nec fuit dicta contramandacio recepta.

XIV. Oliverius de Tinteigniaco, miles, in pleno pallamento assecuravit de se et suis episcopum Macloviensem et suos, et emendavit dictus miles, in plena curia, dicto episcopo, quedam verba turpia que dixerat eidem, set non fuit emenda taxata; et, cum dictus miles adjornari fecisset dictum episcopum, idem miles adjornacionem dimisit, et recessit sine termino et sine die.

XV. Judicatum fuit quod clerici tenentur solvere ratam ipsos contingentem, de debitis villarum pro quibus hereditates, quas tenent ex successione parentum suorum, de tempore dictorum parentum suorum, fuerunt obligate; et hoc specialiter dictum fuit contra duos clericos Sancti-Richarii.

XVI. Plegii fuerunt pro Gaufrido de Lopi, armigero, quod stabit juri coram nobis, super questionibus et querelis quas domina de Bosco proposuit contra ipsum, Galtherus dictus Autreschie, Jacobus Dorne, Petrus de Narsiaco, Jacobus de Setencio, Gobertus de Monte-Chablon, milites; Jaqueminus de Gennicort, armiger, et Girardus ejus frater, Robertus de Pissiaco, miles; similiter predicta domina, quod stabit juri et quod litem prosequetur, obligavit omnem terram suam de regno, et insuper dedit plegios; Hugonem de Consflancio, marescallum Campanie, et Guillelmum de Purneto, milites.

XVII. Constabulario Francie conquerente quod ballivus Matisconensis impediebat eidem quominus justiciare posset domum de Montet, infra metas castellanie sue de Perrex sitam: Audito ballivo, injunctum fuit ei ut ab hujusmodi impedimento cessaret.

XVIII. Procurator comitisse de Salmis promisit, et dominam suam

obligavit, quod infra diem jovis, post mediam Quadragesimam, fiet judicium super causa que pendet in curia dicte domine, inter Girardum de Proviaco, militem, ex una parte, et dictam comitissam, ex altera; et sic dictus miles dimisit appellacionem suam, quam ad nos fecerat contra dictam dominam, super defectu juris. PHILIPPE III. 1278.

XIX. Visis cartis preceptoris et fratrum milicie Templi, pronunciatum fuit per judicium quod dicti Templarii emendas, pro transgressione banni monetarum ab hominibus suis in Normannia, non haberent.

XX. Ad supplicacionem archiepiscopi Turonensis, coram domino Rege, super seurprisiis et injuriis, adjornati, placuit domino Regi, quod, super peticionibus, pro domino Rege, contra dictum archiepiscopum editis, et super aliis proponendis, necnon et super racionibus et defensionibus archiepiscopi, et eciam super gravaminibus sibi illatis per gentes domini Regis, ut dicebat, per idoneos viros inquiratur, et inquisita veritate, emendentur, prout racio suadebit.

XXI. Septem hominibus, mansionariis episcopi et abbatis Attrebatensium, conquerentibus de scabinis Attrebatensibus quod, sine causa racionabili et eciam minus juste, eos banniverant, comite Attrebatensi de predictis scabinis suis curiam suam repetente, ex parte dictorum episcopi et abbatis, fuit propositum quod dictus comes de predictis curiam habere non debebat, cum ipsi homines et bona sua sint de garda domini Regis speciali : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit per judicium quod dictus comes, in hoc casu, curiam suam de dictis scabinis non haberet.

XXII. Pro facto domicelle neptis domini Guillelmi de Erbleio, militis, quam Odo de Soliaco, miles, rapuerat seu per vim abduxerat, ordinatum fuit quod melior domus sua usque ad rasum terre diruatur, et de terra sua levabuntur, nomine emende, pro domino

PHILIPPE III, 1278. Rege, quingente libre Turonenses, et pro preposito Ville-Nove, qui sequtus fuit eam usque ad Boneium, pro equo suo mortuo et pro pena et labore suo, triginta libre Turonenses; et dictum fuit quod Odo, illos qui secum fuerant in dicto facto, non poterat advoare seu garantire. Prepositus vero de Boneio, qui preposito Ville-Nove parere noluit in dictis malefactoribus arrestandis, condempnatus fuit in ducentis libris Turonensibus.

XXIII. Emenda archidiaconi Pyssiacensis, contra Medontenses, pro fractione domus sue, taxata fuit ad ducentas libras Parisienses, ipsi archidiacono et amicis clerici in dicta domo sua interfecti.

XXIV. Recordata fuit curia quod alias judicatum fuerat quod superficies nemorum existencium in terra quam comes Domni-Martini assideri fecerat Reginaldo de Trya, nepoti suo, appreciari debebat, una cum fundo terre, tanquam terra plena et onerata bosco; et preceptum fuit appreciatoribus ut irent super loca, et ita eam appreciarentur.

XXV. Robertus Guichardi, miles, procuraverat fieri quandam apprisiam super eo quod idem Robertus dicebat antecessores suos fuisse spoliatos quodam mercato apud Sae : Quia recordata fuit curia quod, per apprisiam alias super hoc factam, silencium impositum fuerat dicto militi, in peticione sua fuit repulsus omnino, et emendabit.

XXVI. Burgenses Cadomenses qui conspiraverant in prepositos et qui procuraverunt crieiam fieri in adventu domini Regis, contra ipsos et eciam in reditu suo de Cesaris-Burgo, condempnati fuerunt, domino Regi, nomine emende, in mille libris Turonensibus, et prepositis, pro emenda et dampnis, in ducentis libris Turonensibus.

XXVII. Pro comite et comitissa Nivernensibus, contra decanum

et capitulum Nivernenses, injunctum fuit ballivo Bituricensi, ut, si inveniat quod vinea in qua homo fuit bannitus, sit infra villam, quod ipsos comitem et comitissam super hoc de cetero non audiat, et si sit extra villam, quod bannum cadat, et hoc emendent decanus et capitulum antedicti. PHILIPPE III. 1278.

XXVIII. Cum ballivus Constanciensis cepisset et arrestasset feodum laicalem cujusdam clerici de sua ballivia, occasione raptus cujusdam domicelle quam idem clericus dicebatur rapuisse violenter; dicto clerico ex adverso proponente quod super hoc facto absolutus fuerat per suum judicem ordinarium, coram quo accusatus fuerat de eodem : Tandem auditis racionibus hinc et inde, injunctum fuit dicto ballivo ut predicto clerico deliberet suum feodum laicalem predictum.

XXIX. Recordata fuit curia quod, per inquestam alias super hoc factam, probatum inventum fuerat quod Guillelmus Crespin, miles, est in homagio domini Regis de tota terra que fuit Jordani, quondam constabularii Normannie, et quod ipse est in saisina garandizandi hommetum quod tenetur ab eo tanquam ab ante nato, per paragium, juxta consuetudinem Normannie, et quod, quando exivit de garda domini Regis, levavit releveia tocius terre que fuit Jordani predicti, et specialiter de honore hommeti, et quod, in exercitu Fuxensi, presentati sibi fuerunt duo milites et dimidius pro servicio hommeti, et ideo judicatum fuit quod dictus Guillelmus in saisina hujusmodi, usque ad etatem liberorum suorum, remaneret.

Postea dictum fuit quod, pro septem millibus et dimidio in quibus dictus J. dicto G. defecit, solvat, pro quolibet milite, confusis restauris equorum et omnibus aliis, quadraginta libras Turonenses, supra trecentas libras Turonenses.

XXX. Recordata fuit curia quod alias dictum fuit per arrestum et inhibitum, quod in terra comitis Blesencis, in Sigalonia, non

PHILIPPE III, 1279

reciperentur alique nove advoaciones; et ideo pronunciatum fuit quod, si per gentes domini Regis, a tempore dicti arresti facti, alique nove advoerie, in loco novo et de novo homine, in dicta terra, recepte fuerint a tempore dicti arresti et inhibicionis predictorum, quod omnino cadant.

XXXI. Recordata fuit curia quod, per inquestam super hoc factam, inventum fuit quod episcopus Attrebatensis erat in saisina, quod servientes sui deferebant cutellos cum cuspide per villam Attrebatensem; propter quod dictum fuit quod dictus episcopus in hujusmodi saisina remaneret, et fuit declaratum quod illi quibus licitum est deferre cutellos cum cuspide possunt enses deferre, si velint.

XXXII. Major et jurati de Pyceio condempnati fuerunt domino Regi, in trecentis libris Parisiensibus, propter rescussas ab eis, contra judicium curie nostre, domino de Pyceio factas in casibus alte justicie, de quibus curie constitit per inquestam.

XXXIII. Cum pro eo quod erat dubium, si terra de Monte-Acuto esset de comitatu Alençonis, gentes domini Regis ibi manum posuissent, quia comes erat in saisina dicte terre, dictum fuit per arrestum manum domini Regis amovendam esse, et dictum comitem in saisina sua remanere debere; salva domino Regi questione proprietatis.

XXXIV. Audito quod comes Britannie a decem annis citra consueverat facere levari Redonis, pro melioracione dicte ville, a quolibet emente ibidem, de qualibet libra unum denarium, preceptum fuit quod hujusmodi exactio cadat, et reddat quod levavit; et fuit super hoc factum mandatum ballivo Constanciensi.

XXXV. Homines Ville-Nove, juxta Senones, condemnati fuerunt

domino Regi, in mille libris, pro quadam injuria et rescussa facta in dicta villa cuidam servienti domini Regis. Quibusdam burgensibus dicte ville dicentibus se non teneri solvere aliquid de condempnacione predicta, cum dicte injurie et rescusse faciende non interfuerint, nec eam ratam habuerint, quod offerebant se probaturos; responsum fuit eis quod super hoc non audirentur, immo dicte mille libre ab omnibus habitatoribus dicte ville communiter levarentur. PHILIPPE III, 1278.

XXXVI. Super questione que vertebatur, inter priorem Cari-Loci, ex una parte, et burgenses ipsius ville, ex altera, pronunciatum est, per nobilem virum constabularium Francie, electum arbitrum a partibus de voluntate domini Regis, quod quedam preconizacio facta per dictum priorem, que talis fuit quod aliquis non emeret seu venderet aliquid in die fori Cari-Loci, nisi in quadam platea, tunc de novo pro foro dicte ville per dictum priorem constituta non teneat, et quod dicti burgenses sint in saisina vendendi et emendi in locis, stallis et operatoriis suis, non obstante preconizacione predicta, in qua fuerant, ante preconizacionem predictam, salvo jure proprietatis dicto priori, super quo dicti burgenses teneantur stare juri coram dicto priore, si super hoc dictos burgenses velit convenire.

XXXVII. Ordinatum fuit quod injungeretur marescallo Campanie, ut solvi faciat feoda que milites habent in bursa comitis Campanie, et quod vende incepte per gentes comitis, in forestis alias non absciscis, cessare faciat, usque ad etatem heredis; que nisi fecerit, ballivus Senonensis fieri faciat.

XXXVIII. Dictum fuit per arrestum, quod episcopus Noviomensis trahebat in causam in foro ecclesie, super re pertinente ad cognicionem curie laicalis, propter quod cessare debet, et eum indempnem facere.

PHILIPPE III, 1275. XXXIX. Preceptum fuit Johanni Malet, servienti in partibus Vivariensibus, ut dirui faciat quoddam instrumentum confectum super auctoritate data per magistros Johannem de Morenceis et Guillelmum de Trapis, clericos domini Regis, burgensibus de Podio, levandi octies viginti libras ad prosequendam causam suam. Item dictum fuit episcopo Podiensi quod quosdam burgenses Anicienses, qui eidem episcopo convicia et verba turpia dixerunt in curia sua, super hoc, per jus ducat, et fuit injunctum dicto servienti ut, si requisitus fuerit ab episcopo, eum juvet, et defendat eum ab injuriis et violenciis manifestis.

XL. De summa duodecim millium et quingentarum librarum Turonensium in quibus cives Anicienses condempnati fuerunt episcopo Aniciensi, pro facto ballivi et servientum occisorum, ordinatum fuit, ne villa se perdat, quod dicti cives, pro termino nativitatis Domini, statim solvant duo millia et quingentas libras Turonenses et residuum ad septem annos; et incipiet primus terminus dictorum septem annorum in nativitate Domini proximo ventura.

XLI. Inventum fuit quod abbas et conventus Pontis-Leveii trahit in foro ecclesie dominum Ambazie super re pertinente ad cognicionem curie secularis; propter quod dictum fuit quod dicti abbas et conventus compellendi erant ad cessandum, et ad restituendum eum in statu in quo erat, tempore litis incepte.

XLII. Audita supplicacione civium Belvacensium quod dominus Rex apponeret consilium quod tallia, per gentes Regis assessa, posset levari, compellendo eos, si necesse fuerit, super quos posita est, ad solvendum; responsum fuit eis quod super hoc requirant episcopum Belvacensem, et, si super hoc fuerit in defectu, Rex manum apponet, et tenetur idem episcopus curam et diligenciam apponere, quod occultata seu abscondita a civibus reperiantur et reportentur, ne fraus fiat in tallia levanda. Preterea, cum gentes domini Regis,

pro villa acquitanda talliassent quoslibet de communia, de qualibet libra mobilium, tres solidos, et dicti major et jurati Belvacenses hujus talliam, auctoritate propria, minorassent, et dictos tres solidos ad duos solidos reducendo; dictum fuit eis quod hujus minoracio non tenebit; immo dicti tres solidi de libra qualibet levabantur. PHILIPPE III, 1278.

XLIII. Preceptum fuit senescallo Petragoricensi quod, si invenerit quod gentes regis Anglie teneant assisias in villa de Podenpnaco et habeant ibi commune, quod reddat eis curiam suam de querela que vertitur inter homines de Podenpnaco et priorem dicti loci.

XLIV. Recordatum fuit in curia, per abbatem Sancti-Dyonisii, Ymbertum de Bello-Joco, constabularium Francie, magistrum Henricum de Vezeliaco, Fulconem de Louduno et G. de Malo-Monte, quod dux Burgundie voluit et consensit, coram domino Rege, quod dominus Robertus, comes Clari-Montis, racione uxoris sue, ex nunc habeat de comitatu Cabilonensi ea que bone memorie Hugo, dux Burgundie, voluit et ordinavit in testamento suo dictam uxorem dicti comitis habere, prout continetur in testamento dicti ducis, salvis dicto duci, qui nunc est, illis que pater suus dedit aut juravit eidem in testamento predicto (32).

XLV. Ordinatum fuit per curiam quod finacio pro exercitu facta a burgensibus Brivatensibus, per manum domini Regis levetur, et si burgenses velint talliam facere pro lite sua contra capitulum prosequenda, quod petant licenciam a capitulo de talliando et de distringendo per servientem capituli illos qui tailliati fuerint, ad solvendum; et tenebuntur burgenses reddere compotum et racionem de tallia quam assederint, capitulo memorato; et, si capitulum esset super hoc negligens vel rebelle, ballivus vel serviens Regis faceret premissa.

PHILIPPE III, 1278. . XLVI. Custos Sancti-Quintini condempnatus fuit ad solvendum medietatem expensarum factarum pro inquesta facta, inter ipsum et dominum Regem.

XLVII. Cum magister Henricus de Muris, episcopus Morinensis, proponeret in nostra curia, contra Egidium de Calceia, quod idem Egidius, tempore quo fuit custos regalium episcopatus Morinensis, receperat et levaverat, seu Johannes de Domno-Medardo, ipsius Egidii nomine, de decimis, ecclesiis vacantibus synodalibus, blado granchiarum et aliis proventibus et exitibus ejusdem episcopatus ad ipsum episcopum spectantibus, ut dicebat, usque ad summam duodecim millium librarum vel circa, ad quam pecunie summam sibi reddendam, petebat dictus episcopus prefatum Egidium per nos condempnari et compelli; predicto Egidio ab hoc respondente et asserente se, de predictis et aliis exitibus, aut levatis per ipsum, aut per dictum Johannem, suo nomine, factis, computasse finaliter, pro se et dicto Johanne, cum canonicis dicte ecclesie Morinensis in pleno capitulo, propter hoc specialiter convocato, et per dictum finalem compotum remansisse quitum et liberum et absolutum de omnibus et singulis supradictis, prout paratus erat ostendere per litteras sigillis predicti capituli sigillatas, vel alias, si necesse esset ut jus dictaret; quare dicebat idem Egidius dicto episcopo super hiis silencium perpetuum debere imponi, si premissa cognosceret esse vera : Tandem visis predictis litteris, et munimentis predicti Egidii super hiis habitis, et auditis racionibus dicti episcopi et defensionibus ipsius Egidii, dictum fuit et visum consilio quod dictus Egidius sufficienter computaverat et satisfecerat de predictis; et sic, sine die et sine termino, recesserunt.

XLVIII. Quadam appellacione ab audiencia judicis Figiacensis ad senescallum nostrum Petragoricensem interjecta, abbas predictus ad nos super hoc querimoniam detulit, dicens per regale privilegium sibi indultum esse quod ab ejus audiencia ad alium judicem quam ad

nos non posset appellari; senescallo Petragoricensi pro nobis dicente nichil actum esse contra dictum privilegium, quia abbas sentenciam a qua appellatum erat non protulit, set judex suus vel celerarius, a quorum sentenciis ad ipsum senescallum fuit aliquociens appellatum : Viso dicto privilegio, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, a sentenciis abbatis, celerarii, vel judicis suorum qui in dicto officio personam abbatis reputant, ad alium judicem quam ad nos non esse appellandum, immo dicta appellacionis causa, in statu in quo est coram senescallo Petragoricensi, ad examen nostrum remittetur, et dictum fuit quod abbas emendare tenebatur injuriam a celerario, bajulo et judice suis illatam servienti domini Regis, nec abbas eos deadvoare poterit in hoc casu. PHILIPPE III. 1278

XLIX. Visa carta abbatis et conventus de Noa dictum fuit, per arrestum quod per dictam cartam se tueri non poterat quin de acquisitis ab ipsis et ecclesia sua in feodis et retrofeodis domini Regis a triginta annis citra, juxta ordinacionem domini Regis, finare teneatur.

L. Erneio, filio defuncti Erneii, hostiarii, mortuo sine herede proprii corporis; super eschaeta mobilium suorum orta questione inter Guillelmum, fratrem ipsius, ex parte patris, et Adam de Ranci, fratrem ipsius, ex parte matris, et uxorem Johannis Bigne, sororem dicti Erneii, ex parte patris et ex parte matris, dicta sorore totum habere volente, aliis duobus fratribus contradicentibus, et dicentibus in eisdem partem suam habere debere; per curie nostre judicium pronunciatum fuit dicta mobilia equaliter debere dividi, inter tres dictas personas, per consuetudinem ville Parisiensis.

LI. Inspectis diligenter monicionibus et processu episcopi Noviomensis contra castellanum Noviomensem, dictum fuit per arrestum quod idem episcopus dictum castellanum trahebat in causam in foro ecclesie super rebus spectantibus ad cognicionem curie laicalis; propter quod dictus episcopus quod cesset est distringendus.

PHILIPPE III, 1278. LII. Episcopus Aurelianensis condempnatus fuit domino Regi in quingentis libris Parisiensibus, pro eo quod Helias Morterii, clericus suus, fecit imprisionari apud Peverias quendam servientem domini Regis, et episcopus ratum habuit.

LIII. Dictum fuit et responsum baronibus de Ameia quod eorum advoaciones non reciperentur, donec negocium, quod vertitur inter ipsos, ex una parte, et dominum Regem et comitem Britannie, in quantum tangit quemlibet, fuerit terminatum; nec advoacio domine de Reviaco, que se advoaverat contra Guillelmum de Ruppe-Forti, militem, recepta fuit; immo, dicta advoacione non obstante, dictum fuit quod dictus G. contra dictam dominam procedat, in causa retractus per bursam.

LIV. Super facto burgensium de Ruppella qui habent terram de Bregeriaco, pro debitis, usque ad certum tempus, sibi obligatam, reddita fuit curia senescallo Wasconie, et injunctum fuit ei a curia quod litteras domini et domine de Bregeriaco, quas dicti burgenses habent super obligacione predicta teneri faciat; et, si super hoc fuerit in defectu, senescallus Petragoricensis mandatum habuit, ut super hoc manum apponat.

LV. Comme contenz fust entre monseigneur Ansel de Lisle, d'une part, et monseigneur Lancelot, mareschal de France, d'autre, de la garenne de Lisle, il s'en sont acorde en teul maniere, come il s'en sieut: c'est a savoir, que monseigneur Lancelot porra chacier par devers Joy, dusques as bonnes que monseigneur Raoul de Thourote a mises ou fet metre par son dit, c'est a savoir, de l'orme qui est delez la croiz desus les carrieres entre Joy et Lisle, droit au pignon de la maison qui fut Rogier de Lisle, et deu bot deu pignon par devers Lisle, droit contreval le sentier à la riviere d'Ayse; n'aura monseigneur Ansel point de garenne outre iceles bones par devers Joy, quant a monseigneur Lancelot, ne quant a ses hommes; et pour

ce ne demorra pas que chascun d'eus ne puisse garder l'establisse- PHILIPPE III, 1278.
ment le Roy es lieus de sa justisse.

LVI. Galcherus de Thorota, miles, castellanus Noviomensis, assecuravit in pleno pallamento de se et suis magistrum Bertaudum, succentorem Noviomensem, et suos; et e contra similiter dictus succentor, predictum castellanum. Dictus vero castellanus excepit ab ista assecuracione Matheum de Bello-Videre, armigerum, quam cito erit bannitus.

LVII. Episcopus Meldensis dicebat quod, licet dominus Rex jus habeat conferendi prebendas vacantes in ecclesia Meldensi, sede Meldense vacante, tamen de dignitatibus et personatibus vacantibus, sede vacante, secus erat, nam, per quandam composicionem inter quendam regem Francie et quandam comitissam Campanie et episcopum Meldensem, qui tunc erat, olim factam et penes dominum Regem registratam, ut dicebat, hujusmodi personatus et dignitates, collacioni episcopi erant reservandi; quare supplicabat collaciones de dignitatibus et personatibus, in ultima vacacione Meldense per nos factas, annullari et revocari : Audito dicto episcopo, de dicta composicione, nulla facta fide, usu intellecto, et jure domini Regis supposito, pronunciatum fuit, per curie domini Regis judicium, dictum episcopum non esse super hoc audiendum.

LVIII. Cum abbas et procurator conventus Signiacensis in nostra curia confessi fuissent se debere abbati et conventui Mosonensibus quadraginta quatuor libras Parisienses annui et perpetui redditus, ad tres terminos; dicentes quod semper, retroactis temporibus, solute fuerant, deducendo tresdecim libras et dimidiam Parisienses annui redditus in quibus monasterium Mosonense Signiacensi monasterio tenebatur; abbate et procuratore conventus Mosonensis negantibus se dictas tresdecim libras et dimidiam monasterio Signiacensi debere; determinatum fuit, per curie nostre judicium, quod dicti abbas et

PHILIPPE III, 1278. conventus Signiacenses tenerentur solvere illud quod debent de dictis quadraginta quatuor libris de tercio termino anni presentis, arrerагiis dictarum tresdecim librarum et dimidie, de tempore transacto, in suspenso positis, donec cognitum fuit et discussum utrum dicte tresdecim libre et dimidia a monasterio Mosonensi, Sygniacensi monasterio debeantur; et hujusmodi questione pendente, abbas et conventus Signiacenses dictas quadraginta quatuor libras monasterio Mosonensi integre solvere tenebuntur.

LIX. Visis probacionibus ex parte comitis Campanie contra Henricum de Monte-Beleti productis, pronunciatum fuit, per judicium, dictum comitem suam intencionem non probasse; et fuit ordinatum quod lombardus Astensis, de quo dictus Henricus petebat resaisiri, ad nos adducatur, ut per manum domini Regis dictus Henricus resaisinam habeat de eodem; qua resaisina facta, fiet utrique parti justicia, secundum ea que proposuerint.

LX. Cum majores et jurati communiarum ville de Syssonia-la-Françoise et de Monte-Acuto in nostra curia proposuissent, contra majorem et juratos Laudunenses, quod ipsi et homines dictarum communiarum, per spacium decem viginti et triginta annorum et plus, emerant et vendiderant in civitate Laudunensi sibi necessaria, communiter et libere, sine solucione thelonei, et ideo dicerunt quod franchesia non solvendi theloneum et vendendi libere in dicta villa Laudunensi, infra terminos pacis Laudunensis, erat eis acquisita; dicerent eciam quod si illi de Lauduno, aliqua vice, ceperant eorum gagia propter theloneum, quod fuerant sibi reddita; quare petebant quod major et jurati Laudunenses compellerentur ad cessandum de cetero capere theloneum ab ipsis, et quod promitterent eos uti franchesia sic quesita, et redderent illud quod levaverunt ab eis, propter hoc, a quinque annis citra; majore et juratis Laudunensibus proponentibus, ex adverso, quod ipsi, de rebus emptis et venditis infra terminos pacis Laudunensis, communiter colligunt de omnibus gentibus

qui super hoc privilegiati non sunt, theloneum, et quod ita usi sunt et fuerunt a decem, viginti, triginta et quadraginta annis et plus; et insuper negantibus proposita ex parte dictorum majorum et juratorum dictarum communiarum de Syssonia et de Monte-Acuto vera esse, et quod gagia ipsorum capta, propter theloneum, fuissent eis reddita, quitta et libera, sine solucione theloneî, sicut dicebant: Tandem, facta super premissis inquesta et visa diligenter, visa eciam quadam carta communie Laudunensis, et racionibus parcium plenius intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod predicti majores, jurati et homines communiarum de Syssonia-la-Françoise et de Monte-Acuto, tanto tempore usi sunt emere et vendere libere, et sine solucione thelonei, infra dictos terminos, quod dicta franchesia est eis ibidem acquisita, et, per idem judicium, in hujus franchisia remanebunt et ea que, a dicto tempore, occasione predicta, ab eis levata fuerunt, restituentur eisdem. PHILIPPE III. 1278.

LXI. Cum carissimus consanguineus et fidelis noster R. comes Attrebatensis, nobis conquestus fuisset quod, licet per inquestam, dudum super hoc factam, justicia in feodis moventibus de comitatu Pontivi, a medio fili aque Autie usque ad Spinam Alvernosam et per medium fili ejusdem aque, sicut se comportat directe, usque ad Aubelotum de Dorlens versus Hysdinum, R. comiti Attrebatensi, quondam patri ipsius comitis qui nunc est, fuisset adjudicata, prout in carta regia, super hoc confecta, contineri dicebat, nichilominus ballivus noster Ambianensis, in feodis que Robertus Freteaux, miles, et Guiotus de Scorcellis, armiger, ibidem tenent a nobis, dictam justiciam impediebat et perturbabat eidem; ballivo nostro pro nobis dicente dictam justiciam in dictis feodis et consimilibus ad nos pertinere, quia licet moveant de comitatu Pontivi, per antecessores nostros fuerunt acquisita per emptionem a domino de Bella-Valle, nec inquesta predicta facta fuerat inter nos, set inter comitem Attrebatensem et Symonem, comitem Pontivi, et sic nobis prejudicare non debebat; dicto consanguineo nostro ex adverso dicente, tantum

PHILIPPE III. 1278. esse in carta sua, quod clare memorie karissimus dominus et genitor noster Ludovicus, Francorum rex, in feodis per ipsum acquisitis, moventibus de Pontivo, sitis infra dictos terminos, predicto comiti Attrebatensi, fratri suo, concesserat justiciam antedictam : Auditis hinc inde propositis, visa eciam dicta carta, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictam justiciam, quantum ad nos pertinet et salvo jure cujuslibet, infra dictos terminos, ad dictum nostrum consanguineum pertinere; in cujus rei, etc.

LXII. Cum nos, ad instanciam majoris et juratorum de Ruppella, inquiri fecissemus, utrum temporibus predecessorum nostrorum Francie regum, antequam clare memorie karissimus patruus noster Alfonsus, comes Pictavensis et Tholose, haberet terram Pictavie, senescalli dictorum predecessorum nostrorum qui pro tempore fuerunt in Pictavia, in primo adventu suo, majori et juratis de Rupella juramentum fecerint, quod eis juste suas consuetudines et libertates fideliter observarent; ac, per inquestam super hoc factam, inventum fuit quod Hardoinus de Mailliaco, miles, quondam senescallus Pictavensis pro rege Francie, antequam terra Pictavensis ad dictum patruum nostrum devenisset, dictis majori et juratis de Ruppella fecit juramentum de consuetudinibus eorum et libertatibus conservandis; pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictos majorem et juratos in saisina hujusmodi remanere debere, et preceptum fuit Herberto de Capella, militi, senescallo Pictavensi, ut dictum faciat juramentum.

LXIII. Cum magister et fratres milicie Templi in nostra curia proposuissent, contra Johannem Darties, militem, et Ysabellam, ejus uxorem, relictam Gaufridi de Sargines juvenis, quondam militis, quod predictus Gaufridus et defunctus Gaufridus de Sargines, quondam pater ejus, tempore quo vivebat, a dictis magistro et fratribus mutuo receperant tria millia librarum Turonensium in pecunia numerata, et obligaverant se quilibet in solidum, et promiserant pro se

et heredibus suis, per suas patentes litteras sigillis eorum sigillatas, se solucturos, dictis magistro et fratribus, dicta tria millia librarum, ad certum terminum jam elapsum, tali modo, quod si contingeret ipsos deficere in solucione, ad dictum terminum, dictis magistro et fratribus, ut dictum est, facienda, ipsi tenerentur solvere alia tria millia librarum Turonensium, pro pena, cum toto interesse, dampnis, deperditis et expensis que dicti magister et fratres sustinerent pro defectu solucionis predicte, per simplicem assercionem dictorum magistri et fratrum declarandis; item proposuissent quod, postmodum dicto G. patre, de medio sublato, dictum Gaufridum filium suum, reliquit solum heredem, nulla facta satisfactione de pecunia antedicta, de qua erat idem Gaufridus juvenis, ligatus et obligatus, tempore quo decessit, unde, cum dictus Johannes cum relicta dicti Gaufridi juvenis contraxerit, et habeat in ballo suo liberos et heredes dicti Gaufridi juvenis, et bona dictorum heredum peciisset procurator dictorum magistri et fratrum pro se et dictis heredibus, per judicium condempnari, et compelli ad solvendum dicta tria millia librarum Turonensium et penam predictam et interesse suum, videlicet dampna et deperdita, misias et expensas que sustinuerunt pro defectu solucionis predicte, que estimabat tria millia librarum Turonensium : Quia dicti Johannes et ejus uxor, post libellum contra ipsos super premissis editum et post diem appensamenti fuerint positi in defectu, eorum procuratore contumaciter recedente, propter hujusmodi defectum, condempnati fuerunt, per judicium curie, dicti Johannes et ejus uxor, in tribus millibus librarum Turonensium, principaliter petitis a magistro et fratribus antedictis, salva peticione sua super dampnis, deperditis et expensis predictis. PHILIPPE III, 1278.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXIX.

I. Cum homines de Ripperia-Axone, propter quendam defectum ab eis factum in causa quam habebant contra abbatem et conventum Sancti-Medardi Suessionensis et dominum Cociaci, arramenta perdidissent, dicti abbas et conventus et dominus Cociaci, contra predictos homines iterum adjornati, proposuerunt procuratoria dictorum hominum, facta ante dictum defectum, esse de arramentis, et ideo non valere nec recipi debere; dictis hominibus e contra dicentibus dicta procuratoria esse recipienda : Habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit per curiam dicta procuratoria esse recipienda; preceptum tamen fuit predictis hominibus quod ad instans pallamentum aliud afferant procuratorium renovatum.

II. Cum Ansoldus Bote, miles, quosdam armatos quos, pro guerra cujusdam nepotis sui, secum duxerat, et qui cum ipso verberacioni et vulneracioni Petri Carbonarii de Perona interfuerant, vellet de portacione armorum et de dicto facto garantire, dictum fuit, per arrestum, quod ipsos non garantiret; immo condempnati fuerunt dicti miles et complices sui domino Regi, pro emenda, in quingentis libris Parisiensibus per ballivum, supra eorum quamlibet assidendas, et ad reddendum dicto Petro Carbonario octoginta libras Parisienses, pro valore equi sui ab eis interfecti.

III. Dominica in Trinitate, Bernardus de Ambianis, miles, assecuravit de se et suis Petrum Giffart et suos; et e contra idem Petrus de se et suis, dictum Bernardum et suos.

IV. Preceptum fuit ballivo Ambianensi quod compellat abbatem et conventum Sancti-Richarii et Matheum de Roia, militem, de omnibus casibus cadentibus in vicecomitatu, placitare et judicia subire coram scabinis, quemadmodum faciebant ante contractum sive compositionem habitos inter abbatem et conventum et eciam militem antedictos. Item, preceptum fuit comiti Pontivi et magistro Fulconi de Louduno, quod eant apud Sanctum-Richarium ad inquirendum super seurprisiis factis ab abbate, de tempore suo, contra jus domini Regis. PHILIPPE III, 1270.

V. Sarreta de Foilloello quittavit, in pleno pallamento, magistrum Johannem de Caumenchon, de omnibus retrohabitis inter ipsos usque ad diem martis ante festum nativitatis beati Johannis-Baptiste, solvendo centum solidos Parisienses quos ballivus Viromandensis manucepit, reddere, pro dicto Johanne, dicte Sarrete; et confessata fuit dicta Sareta quod ad instans festum sancti Remigii reddet dicto magistro quadraginta duos solidos Parisienses quos debet eidem, pro quibus reddendis obligavit ei feodum suum.

VI. Pro injuria facta domino Fulconi Boche, militi, et ejus uxori et armigero dicti militis, a Johanne de Capella, armigero, et complicibus suis, per consilium domini Regis, Rege presente, extitit ordinatum quod, omisso duello dato inter eos, cum factum esset notorium dictus armiger et complices sui, die sibi et ballivo Senonensi prefigenda, a distancia unius leuge veniant pedites, in caligis, ad domum dicti militis, in tunicis, sine zonis, sine capucis et sine cucufis, et, presente dicto ballivo, cum humilitate, flexis genibus, a dicto milite et ejus uxore veniam postulent super dicto facto; et nichilominus dicto militi et ejus uxori emendabunt et solvent ducentas libras Turonenses pro emenda, et armigero qui fuit tractus per capillos, quadraginta libras Turonenses. Insuper dictus Johannes domino Regi solvet, pro emenda, quadringentas libras Turonenses, et illi qui cum ipso fuerunt, quadringentas libras Turonenses;

PHILIPPE III, 1279. et, pro quodam alio excessu, a dicto Johanne perpetrato in ballivia Senonensi, idem Johannes dedit plegios Gaufridum de Capella, Gaufridum de Paluello et Johannem Garcelli, milites, de reponendo se in prisione domini Regis, vel de faciendo quod dominus Rex precipiet, ita quod nisi hoc faceret, dicti milites ponerent se in prisione domini Regis, et tenebunt prisionem donec dictum Johannem in prisione domini Regis reposuerint.

VII. Ordinatum fuit quod villa Roiensis compelleretur ad faciendum talliam pro dicta villa sua acquitanda.

VIII. Quia Stephanus de Castellione, armiger, in causa appellacionis ab eo emisse de quodam judicio pro abbate Savigniaci per ballivum Matisconensem, contra ipsum facto, succubuit, hoc emendavit, et taxata fuit emenda triginta libras Parisienses.

IX. Visa carta communie Medontensis confecta super novo contractu prepositure Medontensis, dictum fuit per arrestum quod major et jurati dicte communie non habebunt bassam justiciam super nobiles, manentes infra suam banleugam, quam viarius hujus justiciam exercuerat, et spectabat ad viariam, que tradita non fuit ad firmam cum prepositura.

X. Auditis racionibus parcium et intellectis, dictum fuit quod vicecomes Dullendii, de terra quam major et jurati de Dullendio emerant, et iterum vendiderant, vendas non haberet.

XI. Dominus Radulphus Cambellanus, miles, obtenta super hoc a domino Rege licencia, de assensu et voluntate Cambellane de Tancarvilla, matris sue, inceperat vendere boscos in dotalicio dicte matris sue et alibi, in ballivia Caleti existentes; quo Radulpho, antequam dicta venda perficeretur, de medio sublato, dicta Cambellana petebat ut sibi liceret perficere dictam vendam, et denarios ex ea

recipere in solutum debiti, in quo dictus filius suus tenebatur eidem, vel saltem quod illa pars dictorum boscorum que erat scindenda, usque ad etatem heredis reservaretur; ballivo Caleti, pro domino Rege ex adverso dicente quod, racione heredis de Tancarvilla, in ballivo domini Regis existentis, dominus Rex, vendam inceptam, de consuetudine patrie, poterat perficere, et denarios ejusdem habere debere : Habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit quod venda incepta perficietur per Regem, et denarii inde habiti domini Regis erunt. PHILIPPE III, 1279.

XII. Preceptum fuit ballivo Arvernie quod, si episcopus Claromontensis notarios ab ipso positos in villa Ysiodori amoverit, quod idem ballivus notarium, ex parte domini Regis in dicta villa positum, amoveat, nec permittat quod, ex parte domini Regis, edificetur in quadam platea, sita juxta turrim Regis, si sibi constiterit dictam plateam ad abbatem et conventum dicti loci pertinere.

XIII. Cum majores et scabini Sancti-Audomari in nostra curia proposuissent et conquesti fuissent quod dilectus et fidelis noster Guido, comes Flandrie, seu gentes ipsius, ipso ratum habente, in prejudicium eorum et contra libertatem et eorum usagium et publicam utilitatem, inhibicionem fecerant seu statutum, quod nullus, una die, in portu de Gravelingnes aut in mari dicti loci, posset emere allecia ultra numerum viginti quinque millium, nec, una die, facere preparari ibidem cum sale vel salsari ultra dictum numerum, nec posse defferre seu defferri facere, per aquam sive per terram, ultra numerum supradictum, quare petebant dicti majores et scabini predictam inhibicionem revocari et penitus adnullari; procuratore dicti comitis recognoscente dictum comitem aut gentes suas, ipso comite ratum habente, predictam inhibicionem seu statutum fecisse, pretendente tamen plures raciones, quare dictus comes premissa facere debuerat, et quod erant utilia et consentanea racioni : Tandem, auditis racionibus parcium et plenius intellectis, pronun-

PHILIPPE III, 1279

ciatum fuit, per nostre curie judicium, predictam inhibicionem seu statum esse revocandum et penitus adnullandum; ac pronunciatum fuit quod dicti majores et scabini et quicumque mercatores de Sancto-Andomaro in dicto portu et in mari dicti loci, quantum sibi placuerit, de allecibus possint emere et salsare, et quandocumque sibi placuerit defferre.

XIV. Visa carta regis Richardi quam Hospitalarii habent, deliberata fuit eis emenda, pro transgressione bannni monetarum, debita ab hominibus suis, et in terra sua quam habebant tempore concessionis dicte carte.

XV. Matheus de Mericort, miles, ostendens quamdam litteram cujusdam comitis et comitisse Nivernensium in qua continebatur quod dicti comes et comitissa dederant antecessori ipsius Mathei, a quo habet causam, quadraginta libras Pruvinenses annui redditus in feodum et homagium tenendas, petebat a comite Nivernensi, in cujus homagio erat de predicto redditu, dictas quadraginta libras cum arreragiis sibi reddi, dicto comite ad sui defensionem dicente se ad hoc non teneri, cum non teneret terram dictorum donatorum, in qua moneta Pruvinensis habet cursum suum; et preterea si teneretur, non deberet teneri nisi pro tercia parte, cum terra dictorum donatorum modo sit inter tres sorores divisa : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dictus comes statim solvat dicto Matheo terciam partem dictarum quadraginta librarum cum tercia parte arreragiorum, et idem Matheus alios coheredes ipsius comitis et ipsum comitem faciat conveniri, ut discerni possit a quibus residuum solvi debeat, et ad cujus homagium de dicto redditu debeat devenire.

XVI. Ordinatum fuit et dictum per arrestum quod Rouciaci et Suessionis comites et dominus Cociaci, coram ballivis, super novis desaisinis, respondebunt et placitabunt.

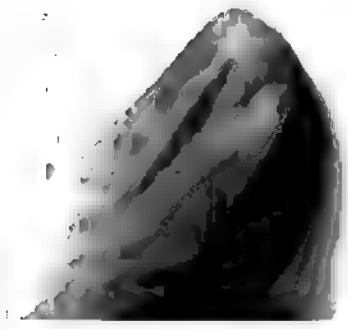
XVII. Visa carta monasterii Sancti-Benedicti Floriacensis, quia cautum est in ea quod abbas et conventus dicti loci habent altam justiciam in terra sua de Auxi, et nulla explecta alte justicie ibi probari poterant pro domino Rege, ut retulit ballivus Senonensis, deliberata fuit dictis abbati et conventui justicia cujusdam mulieris que se suspenderat in dicta villa, in terra monachorum. PHILIPPE III, 1270.

XVIII. Cum per quandam composicionem olim factam inter dominum Regem, ex una parte, et monachos Sancti-Benedicti Floriacensis, ex altera, due partes cujusdam nemoris, quod dicitur Monsbrane, domino Regi remanserint et tercia pars dictis monachis, et ideo dicti monachi peterent terciam partem unius arpenti de dicto bosco a domino Rege dati, vel valorem sibi reddi et restitui, visa carta super dicta composicione facta, preceptum fuit ballivo Aurelianensi quod dictis monachis restituat valorem tercie partis predicti arpenti bosci a domino Rege dati.

XIX. Orta contencione inter ballivum nostrum Rothomagensem pro nobis, ex una parte, et majorem et pares Rothomagenses, ex altera, occasione submonicionum quas dictus major, per punctum carte veteris et nove et per longum usum, dicebat ad se generaliter, in omnibus casibus, in villa Rothomagensi, pertinere; dicto ballivo contrarium asserente, in casibus nobis retentis et ad nos pertinentibus: Auditis hinc inde propositis, visis cartis et usu eorum intellecto, pronunciatum fuit quod omnes submoniciones, in omnibus casibus, dicto majori remanebunt, quas tenebitur facere, et illos de communia ad jus habere, quociens mandatum super hoc receperit a ballivo vel a vicecomite; dicetur tamen ei quod dicta submonicio facienda est pro casu ad nos pertinente, et poterit ire major vel mittere, si velit, ad sciendum et audiendum, cujusmodi peticionem ballivus vel vicecomes submonito faciet, et si casus ad nos pertineat coram ballivo vel vicecomite remanebit, sin autem majori reddetur curia et cognicio, et si aliquis submonitus defecerit, bal-

PHILIPPE III, 1279. livus noster, pro nobis, levabit emendam. Item si ballivus vel vicecomites aut servientes nostri capere voluerint aliquam personam in villa Rothomagensi, pro casu ad nos pertinente, non tenebuntur casum exprimere, nisi hoc modo quod dicent se capere pro casu ad nos pertinente et tali qui merito desiderat corporis capcionem; et emendavit major quandam prohibicionem quam fecit Theophime ad Cutellos, ne emendaret quandam rescussam quam fecerat servienti nostro.

XX. Conquerente curie nostre Thierrico Flamingo, cive Parisiense, de Anthonio dicto Triperio, super eo quod alias preceptum fuerit, per curiam nostram, preposito Parisiensi, quod aquarium domus ipsius Anthonii, contigue domui predicti Thierrici, faceret obturari eo modo quo solebat, et quod illud aquarium erat deopturatum, quod nocebat eidem Therrico; et, quia inventum fuit dictum preceptum factum fuisse per curiam nostram, preceptum fuit preposito Parisiensi, videlicet Caudoni de Messo, quod dictum aquarium faceret obturari; quo obturato, ad instanciam dicti Anthonii, assignata fuit certa dies dicto Thierrico, presenti in curia nostra, ad dicendum raciones suas coram nobis, si quas haberet, quare illud aquarium deberet teneri obturatum, cum istud esset in prejudicium et gravamen ipsius Anthonii et contra communem usum ville Parisiensis, ut dicebat; et injunctum fuit dicto preposito, quod, pendente dicta assignacione, accederet personaliter ad locum, et ibi vocaret probos viros et antiquos et specialiter viarium Parisiensem qui, in casu hujusmodi, scirent usum dicte ville, et nobis referret quid super hiis inveniret : Cujus prepositi relacione, et racionibus dicti Thierrici, ac defensionibus dicti Anthonii auditis et intellectis, dictum fuit per judicium curie nostre quod dictus Thierricus nullas dixerat raciones quare predictum aquarium debeat remanere obturatum; et fuit preceptum dicto preposito quod faciat deobturari aquarium supradictum.



XXI. Dominus de Harecort promisit, in pleno pallamento, quod, pro una quercu, pro una fago, pro uno cervo, pro uno apro et pro centum porcis quittis a pasnagio, quos habet et habere debet singulis annis in foresta de Conches, ipse vel heres suus, cui predicta assignaverit, venient ad homagium primogeniti comitis Attrebatensis, quando venerit ad etatem. PHILIPPE III, 1279.

XXII. Preceptum fuit preposito Crispiaci quod, si sibi constaret relictam Johannis Parvi, carnificis, voluisse quod pars ipsam contingens de bonis mobilibus, sibi et marito suo predicto, tempore quo decessit, communibus, pro anima dicti defuncti erogaretur, quod dictam partem dicte mulieris executoribus dicti defuncti faciat liberari, et pars dicti mariti quam potuit capere, de consuetudine patrie, tanquam homo de corpore, deliberetur similiter executoribus antedictis.

XXIII. Intellecta capcione clerici per decanum Nivernensem capti, de qua capcione comes Nivernensis conquerebatur, utpote in prejudicium juris sui, ut dicebat, factam; dictum fuit quod dictus decanus in hoc nichil deliquit; et, quia comes, contragagiando, ceperat equos dicti decani, hoc emendavit comes domino Regi, et condempnatus fuit idem comes ad reddenda dicto decano dampna sua; ac decanus condempnatus fuit ad emendandum dicto comiti quod debrandonavit domum suam, in justicia comitis sitam, quam comes brandonaverat.

XXIV. Cum monachi Sancti-Johannis Laudunensis, contra dominum Gienville, senescallum Campanie, ad nos quamplures querimonias detulissent et dicerent quod eorum prioratus de Ragicort, subtus Bonei, Tullensis diocesis, erat de garda nostra, per punctum carte; dicto senescallo in contrarium dicente dictam cartam nullius valoris esse, quia nunquam usi fueramus dicta garda, et ipse et antecessores sui garda dicti prioratus usi fuerant, ac multas alias racio-

PHILIPPE III, 1279. nes proponente, quare dicta garda non debebamus intromittere, ut dicebat : Auditis hinc inde propositis, a saisinis, quas ballivus noster Viromandensis in rebus dicti prioratus, racione garde posuerat, manum nostram precepimus amoveri, dicendo monachis quod si senescallus gravamina vel injurias in dicto prioratu sibi faciat, quod super hiis conquerantur comiti Campanie, a quo dictus senescallus advoat se tenere gardam dicti prioratus et pertinenciarum (33).

XXV. Archiepiscopo Rothomagensi dicente quod, per suas patentes litteras, in causis suis motis in Normannia, poterat facere attornatum; item, quod, si succumberet ab aliqua querela, non tenebatur, propter hoc, ad emendam : Auditis ejus racionibus et usu contrario intellecto, dictum fuit, per arrestum, quod, sine gracia sibi facta a Rege, non poterat per suas litteras facere attornatum, et, si cadat a querela, tenetur ad emendam.

XXVI. Cum comes Petragoricensis fecisset adjornari regem Anglie, vel locum ejus tenentem, super pravo et falso judicio; item, cum Margareta de Turenna, domina Bregeriaci, fecisset adjornari dictum regem vel locum ejus tenentem, super defectu juris; item, cum Guillelmus Perisso fecisset adjornari dictum regem, super pravo et falso judicio, et dicta appellacionis causa pendente, dictus Guillelmus obierit, ac senescallus Wasconie Arnaldum fratrem dicti Guillelmi adjornari fecisset, processurum in dicta causa, secundum arramenta habita cum dicto Guillelmo, dicti comes et domina et dictus Arnaldus appellacionibus suis predictis renunciaverunt.

XXVII. Preceptum fuit ballivo Masticonensi quod in villa Hospitalis de Murceio assisiam non teneat seu teneri permittat.

XXVIII. Preceptum fuit ballivo Aurelianensi ut extra clausuram abbacie de Ponte-Leveii tantum capi faciat de bonis dicte abbacie, quod abbas et monachi compellantur desistere a vexacione domini

Ambazie, in foro ecclesiastico, super hiis que pertinent ad cognicionem curie laicalis, et quod amoveat servientem quem ibi posuit, quia inventus est negligens, et alium ibi instituat pro dictis capcionibus faciendis. PHILIPPE III, 1279.

XXIX. Preceptum fuit ballivo Gisorcii quod nobiles, manentes infra banleucam Medontensem, qui non consueverunt justiciari per viarium, justiciari permittat per majorem Medontensem, racione prepositure quam habent ad firmam perpetuam.

XXX. Preceptum fuit ballivo Turonensi quod cadere faciat garennam quam comes Blesensis facit, de qua abbas et conventus Majoris-Monasterii Turonensis querimoniam faciunt, si sit nova; item, quod faciat resaisiri dominum Ambazie de rebus capituli Beati-Mauricii Turonensis quas tenebat, quia nolunt consentire quod de contencionibus motis inter eos et dominum Ambazie inquiratur, sicut de querela contra archiepiscopum Turonensem. Extitit concordatum.

XXXI. Abbas Sancti-Richarii remansit in saisina justiciandi in terra sua, extra banleucam Sancti-Richarii, omnes casus in vicecomitatu cadentes, et dominus Rex inquiri faciet de seurprisiis per dictum abbatem factis, tempore suo, contra jus domini Regis.

XXXII. Cum Johannes de Mucegros, miles, obtulisset se probaturum quod, de mandato ballivi Gisorcii, solverat Johanni de Piro, burgensi Rothomagensi, ducentas et quinquaginta quinque libras Turonenses de residuo cujusdam debiti trecentarum et quindecim librarum Turonensium, in quibus Herveus de Leonia, miles, per suas litteras, erat dicto Johanni obligatus : Visis ejus probacionibus, pronunciatum fuit dictum militem in probacione defecisse.

XXXIII. Quando reddita fuit regi Anglie terra Agenensis, tradita ei fuit possessio conquestuum comitis et comitisse Pictavensium in

PHILIPPE III, 1279. commenda, et nomine nostro tenenda; et super hiis, contra executores et contra quoscumque, tenentur, coram nobis, stare juri.

XXXIV. Cum abbas et conventus Sancti-Dyonisii dicerent terras suas et terras priorатuum et membrorum suorum in dotalicio carissime domine et matris nostre Margarete, Francorum regine, sitas, per privilegium ab, inclite recordacionis, precarissimo domino et genitore nostro Ludovico, Francorum rege, eis concessum, ut extra manum regiam non ponantur, in ressorto dicte domine et matris nostre cadere non debere, set ad ressortum nostrum sine medio pertinere; viso dicto privilegio per esgardum nostre curie, extitit ordinatum quod dicte terre dictorum abbatis et conventus, prioratuum et membrorum suorum in ressortum dicte domine et matris nostre non cadant, set in ressorto nostro et successorum nostrorum regum Francie remaneant in futurum.

XXXV. Episcopus Morinensis promisit se redditurum, de debito predecessoris sui, relicte Terrici le Pollalier, decem libras Parisienses, ad proximum pallamentum Omnium-Sanctorum.

XXXVI. Dictum fuit per arrestum quod assideretur domino Johanni de Nemosio terra, prout fuit conventum, videlicet, de quibuslibet decem libratis terre, viginti librate ad vitam, et de quibuslibet decem libratis terre, de quibus erat heres, que sunt in dotalicio, habebit quinquaginta libras et fiet ei de arreragiis compotus, et hujusmodi denarii tenebuntur in manu domini Regis pro satisfactione creditoribus facienda, et dictum compotum et dictam terram assidebunt ballivus Senonensis et dominus Johannes de Melleduno.

XXXVII. De servientibus communibus, de quibus erat contencio inter dominum Regem, et decanum et capitulum Sancti-Quintini, fuit taliter ordinatum, quod furnarius, qui servit communi, sine interposicione alterius persone, gaudebit libertatibus concessis in carta.

Ceteri ministrantes, nisi serviant communi, in officio communis, in propriis personis, et de illo servicio quod appellacioni sui nominis convenit, non gaudebunt immunitatibus concessis in carta. PHILIPPE III, 1270.

XXXVIII. Emenda quingentarum librarum Turonensium in quibus abbas de Daurato et quidam clerici condempnati fuerunt pro injuria facta Ademaro Girberti, servienti Regis, tempore quo dictus abbas erat officialis Lemovicensis, quia dictus abbas inventus est sine culpa, et alii clerici sint pauperes, moderata fuit et minorata ad centum libras Turonenses, dum tamen satisfaciant dicto Girberto.

XXXIX. Cum dominus Robertus, comes Clari-Montis, conquereretur quod castellania sua Cave-Ruppis a duobus ballivis, videlicet a Bitturicensi et Arvernie, justiciabatur; placuit domino Regi quod dicta castellania sit de ressorto Arvernie, et quod ballivus Bitturicensis de ressorto ejusdem se non intromittat.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXIX.

Quibus [1] interfui quia per dies aliquot fui absens.

I. G. Rothomagensis archiepiscopus, in pleno parlamento comparens, supplicavit domino Regi, quod domino Regi placeret, quod idem archiepiscopus posset facere attornatum, per suas litteras, in omnibus causis suis, agendo et defendendo, quamdiu voluntati dicti domini Regis placeret; item, quod transeat, sine emenda fa-

[1] Lisez *non interfui*.

PHILIPPE III, 1279.

cienda, pro judiciis per ipsum archiepiscopum vel per gentes suas factis, que in scacario vel in assisiis retractantur seu infirmantur, et nichilominus dominus Rex judicia sua teneri faciat. Dominus vero Rex, ad supplicacionem ipsius archiepiscopi, predicta concessit eidem, usque ad sue beneplacitum voluntatis.

II. Condempnati fuerunt homines de Baboti, pro injuria facta cuidam monacho Sancti-Quintini in Insula, in presencia preposti de Cauniaco, videlicet domino Regi, in centum et viginti libris Turonensibus, et dicto preposito in viginti libris, et monacho in sexaginta libris Turonensibus; et, pro facto isto, dictum fuit quod relacioni prepositi firmarii erat credendum.

III. Almauricus de Meullento, existens in balli Regis, non obstante defectu etatis sue, procedet in causa retractus per bursam, contra Guillelmum de Harecuria, militem, dormientibus aliis querelis, donec venerit ad etatem.

IV. Cum dominus Guido Mali-Vicini fecisset adjornari dominum Harecurie super litteris suis; quia idem dominus Harecurie defecit, judicatum fuit dominum Harecurie compellendum esse ad tenendum litteras suas, quantum ad principale et quantum ad penam et expensas de quibus fit mensio in eisdem.

V. Cum scabini, vacui et consiliarii Gandenses, dilectum et fidelem nostrum comitem Flandrensem, coram nobis, super defectu juris, fecissent adjornari; audita eorum peticione, et racionibus predicti comitis intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictam peticionem non admittendam esse. Postmodum, ex parte dicti comitis, petita declaracione dicti judicii, partibus iterum auditis, per nostram curiam fuit declaratum dictos scabinos, vacuos et consiliarios male appellasse, et nullum ibi defectum juris fuisse, propter quod a peticione sua succumbere debebant omnino, et con-

dempnati fuerunt ad emendandum hoc dicto comiti; et emendaverunt. PHILIPPE III, 1279.

VI. Cum Johanna de Monte-Forti, relicta Guidonis, quondam comitis Forensis, comparens in judicio coram nobis, proposuerit contra Ludovicum, dominum Belli-Joci, et Ysabellam, ejusdem Ludovici matrem, quod dicta Ysabellis et Raynaudus, quondam comes Forensis, maritus dicte Ysabellis, paterque dicti Ludovici, donaverunt et assignaverunt dicte Johanne, uxori quondam dicti G. quondam comitis Forensis, pro dotalicio, castrum de Lay, situm in terra Belli-Joci, et castrum de Chambeone, situm in terra Forensi, cum omnibus proventibus, redditibus, juribus et dominiis dictorum castrorum, ita videlicet quod, computatis dictorum castrorum redditibus, proventibus, juribus et dominiis supradictis, tenebantur dicti comes et comitissa perficere et complere eidem Johanne, pro dotalicio predicto, usque ad summam duorum millium libratarum terre ad Turones annui redditus, si prefatum G. premori contingeret, dicta Johanna superstite remanente, prout in litteris dictorum Raynaudi et Ysabellis contineri dicebat, quas quidem litteras petebat teneri, et contenta in eis compleri, et dictum Ludovicum qui dictum castrum de Lay tenebat, et dictam Ysabellim ad observacionem premissorum condempnari et compelli; dictis Ludovico et Ysabelle ex adverso dicentibus et proponentibus plures raciones per quas dicebant se non teneri ad premissa; Visis dictis litteris, et parcium racionibus intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictas litteras debere teneri, et conventiones in predictis litteris contentas debere compleri, et dictum castrum de Lay, cum pertinenciis predictis, eidem Johanne debere tradi et liberari; et, per idem judicium, sentencialiter condemnati fuerunt dicti Ludovicus et ejus mater ad premissa facienda et complenda, et ad perficiendum et complendum competenter eidem Johanne mille libratas terre ad Turones, annui redditus in terra Belli-Joci, computatis proventibus, redditibus, juribus et dominiis castri de Lay supradicti, in summa dicte-

Art. 15.20. Le code d'honneur des médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes est établi par décret en Conseil d'État.

TIT. VI. Des droits fiscaux. — Art. 16. Les droits fiscaux sont perçus conformément aux lois et règlements en vigueur au moment de la promulgation de la présente loi.

TIT. VII. Ordonnance Belgique, arrêtée, disposition, entrée en vigueur. — Art. 17. Les dispositions de l'ordonnance Belgique, arrêtée, du 1er juillet 1818, sont abrogées, à l'exception de celles qui sont mentionnées dans les articles 18 et 19 ci-après.

TIT. VIII. Dispositions transitoires. — Art. 18. Les dispositions de l'ordonnance Belgique, arrêtée, du 1er juillet 1818, sont maintenues jusqu'à ce qu'il ait été statué par décret en Conseil d'État sur les matières qui font l'objet de la présente loi.

Art. 19. Les médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession, continueront à jouir de cette autorisation.

Art. 20. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 21. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 22. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 23. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 24. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 25. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 26. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 27. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 28. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 29. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 30. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 31. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 32. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 33. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 34. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 35. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 36. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 37. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 38. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 39. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 40. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 41. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 42. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 43. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 44. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 45. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 46. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 47. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 48. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 49. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 50. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 51. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 52. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 53. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 54. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 55. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 56. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 57. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 58. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 59. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 60. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 61. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 62. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 63. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 64. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 65. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 66. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 67. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 68. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 69. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 70. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 71. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 72. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 73. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 74. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 75. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 76. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 77. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 78. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 79. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 80. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 81. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 82. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 83. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 84. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 85. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 86. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 87. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 88. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 89. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 90. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 91. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 92. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 93. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 94. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 95. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 96. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 97. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 98. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 99. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 100. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 101. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 102. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 103. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 104. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 105. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 106. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 107. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 108. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 109. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 110. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 111. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 112. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 113. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 114. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 115. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 116. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 117. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 118. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 119. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 120. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 121. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 122. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 123. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 124. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 125. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 126. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 127. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 128. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 129. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 130. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 131. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 132. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 133. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 134. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 135. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 136. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 137. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 138. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 139. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 140. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 141. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 142. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 143. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 144. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 145. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 146. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 147. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 148. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 149. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 150. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 151. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 152. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 153. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 154. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 155. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 156. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 157. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 158. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 159. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 160. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 161. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 162. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 163. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 164. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 165. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 166. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 167. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 168. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 169. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 170. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 171. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 172. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 173. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 174. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 175. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 176. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 177. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 178. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 179. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 180. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 181. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 182. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 183. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 184. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 185. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 186. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 187. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 188. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 189. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes qui, à la date de la promulgation de la présente loi, sont régulièrement autorisés à exercer leur profession.

Art. 190. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux médecins, chir

monetarii verberaverant, salvis casibus ad dominum Regem pertinentibus. PHILIPPE III, 1279.

XIV. Visa carta abbatis Fiscannensis, pronunciatum fuit, per jus, quod de duello in sua curia gagiato, et eciam postquam pugiles fuerint in campo, et inter se pugnare inceperint, potest dare licenciam pacificandi, si velit (34).

XV. Johannes Roussel, miles, voluit et se obligavit, in pleno pallamento, quod, super dampnis que dominus Petrus de Bailli sustinuit, occasione duelli contra ipsum dati a dicto milite, falso, ut recognovit, stabit dicto et ordinacioni ballivi Caleti et Galteri dicti Marescalli.

XVI. Reddita fuit duci Burgundie curia sua de illis de Dyvione qui multrum fecisse dicebantur; set dominus Rex retinuit curiam et cognicionem de duobus electis in majorem, secundum quod fuit placitatum, et secundum quod dux in hujus negocio se habuerat, nam uni de duobus electis regimen majorie Dyvionensis jam tradiderat. Dictum tamen fuit quod, propter hoc, dicto duci in casibus futuris nullum prejudicium fiat, quantum ad curiam suam rehabendam.

XVII. Ordinatum fuit quod usuagiarii foreste de Leonibus capient per livreiam, et fient livreie in tot locis, quod sufficere debebit, et in locis propinquis sibi.

XVIII. Visis cartis comitis Attrebatensis veteri et nova, declaratum fuit quod nichil juris dicto comiti est acquisitum, infra metas in dictis cartis contentas, ultra filum aque Auteie, nisi tantummodo in feodis moventibus de comitatu Pontivi, et solummodo quantum pertinet ad dominum Regem et non contra alios.

XIX. Pro inobediencia facta per vicecomitem Ventadori et gentes

PHILIPPE III. 1279.

suas gentibus domini Regis, occasione cujusdam neptis episcopi Lemovicensis, condemnatus fuit idem vicecomes domino Regi in duobus millibus librarum Turonensium, de quibus dedit plegios dominos Aymericum de Ruppe-Cavardi, vicecomitem de Combornio, dominum Garinum de Castro-Novo, vicecomitem Turenne; Helias vero Ridel non fuit plegius, set obligavit omnem terram; et injunctum fuit dicto vicecomiti, ut infra instans festum Omnium [Sanctorum] dicta duo millia librarum Turonensium persolvat; preterea quod, infra mensem, mittat castellanum suum de Ventadoro et quosdam alios qui dictam fecerunt inobedienciam, Parisius, in nostrum Castelletum.

XX. Condemnatus est abbas Beanie, pro capcione duorum servientum domini Regis, in centum libris Turonensibus, videlicet, domino Regi in sexaginta libris Turonensibus, et cuilibet servienti, in viginti libris Turonensibus.

XXI. Dictum fuit per arrestum quod in apprisia facta inter dominum Regem et episcopum Belvacensem, super justiciacione corporis tocius communie Belvacensis, testes de communia Belvacensi non reciperentur, quia commodum spectat ad eos.

XXII. Pax facta inter homines terre Guynensis et creditores suos, mediante ballivo Ambianensi, utpote facta de consensu parcium, tenebitur, et serviens per dominum Regem tradetur ad justiciandum et levandum, secundum quod concordatum est per pacem, non obstante contradictione comitis Attrebatensis, quia inventus fuit super hoc in defectu; et fuit injunctum ballivo Ambianensi quod mandata sibi et predecessori suo facta a curia, tam per litteras quam viva voce, compleri faciat et execucioni debite demandari.

XXIII. Barones de Ameia qui, post amocionem advoacionum de terra predicta per dominum Regem factam, dicte revocacioni et amo-

cioni paruerunt, super hoc de cetero non audientur; set si sint ali- (PHILIPPE III, 1279.
qui qui non paruerint, proponant quod voluerint, et fiet eis jus.

XXIV. Dictum fuit per arrestum quod de capcionibus factis et faciendis per dominum Cociaci, supra episcopum Laudunensem, occasione abusus quem idem episcopus facere dicitur, racione usagii quod habet in forestis domini Cociaci, et maxime pro merreno quod duxit et duci faciet ad domum suam de Acheriaco, fiet recredencia per manum domini Regis, lite pendente super hoc inter partes predictas.

XXV. Pro violencia et fractione ecclesie Meldensis per majorem et homines ville Meldensis factis, condempnati fuerunt major et villa Meldenses, domino Regi, in centum libris Turonensibus, et ecclesie Meldensi, in tribus bacinis argenteis de triginta marchis, in dicta ecclesia perpetuo remansuris.

XXVI. Cum abbas et conventus Dalonensis associassent dominum Regem ad quendam locum qui dicitur Tauriacus, pro quadam bastida ibidem construenda, et dominus Garnerius de Castro-Novo, miles, et vicecomes Turenne se opponerent, et dicerent dictam bastidam absque eorum prejudicio non posse fieri : Auditis eorum contradicionibus et racionibus, pronunciatum fuit quod dicta bastida ibidem fieret et remaneret.

XXVII. Scabini Remenses fecerunt adjornari archiepiscopum Remensem; quibus per procuratorem comparentibus, pro parte archiepiscopi fuit propositum quod procuratorium, sigillo scabinatus, ut apparebat, sigillatum, non erat admittendum, utpote quia sigillum non habebant, nec sigillo alias usi fuerant, nec corpus vel communiam habebant, predictis scabinis ex adverso dicentibus quod habebant privilegia regalia, que, ut viderentur, pecierunt : Quibus visis, et posito in arresto utrum procuratorium esset admittendum, pars archiepiscopi rediit dicens se velle sufferre ad presens de dicto

PHILIPPE III, 1279. judicio super dicto procuratorio audiendo, et voluit quod scabini peticionem suam ederent, qua edita, pro archiepiscopo, fuit curia sua petita; parte adversa per plures raciones dicente quod curiam suam habere super hoc non debebat: Auditis igitur hinc inde propositis, et habita deliberacione, pronunciatum fuit quod, secundum proposita, et in casu proposito, dictus archiepiscopus curiam non haberet, set hic remaneret, salvo in aliis casibus jure archiepiscopi.

XXVIII. Visis racionibus domini Girardi Chabot, et racionibus et responsionibus domini Theobaldi de Poenceio, nomine tutorio, pro Oliverio, filio defuncti Oliverii de Machicolio, pronunciatum fuit quod dictus Girardus nichil proposuerat, quare non deberet admittere in homagium suum, dictum Oliverium, filium, de dono quod pater suus eidem fecerat in feodo dicti Girardi, secundum quod in litteris domini Regis, super hoc confectis, continetur; et, de mandato curie, dictus Girardus recepit in hominem suum dictum Oliverium in pleno pallamento, salvo jure suo, et ei remisit juramentum.

XXIX. Recordata fuit curia quod, quia senescallus regis Anglie minus juste et violenter Radulphum de Bello-Forti, armigerum, spoliaverat castro suo de Gymello et pertinenciis, nec eum ad possessionem dicti castri et pertinenciarum restituere volebat, et per jus ducere, et in prosequcione dicti negocii, dictus senescallus in jure sibi defecerat, idem Radulphus, contra dictum senescallum, ad nos, pro defectu juris, appellavit; et quod, quia probatus fuit dictus defectus juris, idem Radulphus per curie nostre judicium possessionem dicti castri sui et pertinenciarum recuperavit; et ideo pronunciatum fuit per curie nostre judicium, dictum Radulphum de dicto castro et pertinenciis ad homagium nostrum posse et debere venire.

XXX. Orta questione inter dominum Regem, ex una parte, et

episcopum Belvacensem, ex altera, super justiciacione corpóris communie Belvacensis, et pendente quadam aprisia, que mandata fuit fieri super hoc, dicta justiciacione in manu domini Regis non tamquam in manu partis, set tanquam in manu superioris interim remanente, dictus episcopus peciit expedicionem dicte apprisie accelerari, nam, pro retardacione ipsius aprisie, sibi et ecclesie sue, super justicia sua Belvacensi magnum periculum imminebat, et occasione hujusmodi justiciare non poterat Guillelmum Viarium, majorem Belvacensem, super quadam rescussa quam gentibus suis fecerat de quodam equo, quem apud Belvacum, ad parcum ipsius episcopi, ceperant pro negociis ipsius episcopi; quia dictus major dicebat quod dictum equum prius ceperat pro negociis communie, et de facto pertinente ad communiam, coram dicto episcopo respondere nolebat, et sic posset dicere de quolibet casu; quare petebat dictus episcopus super hoc remedium adhiberi : Audita peticione ipsius episcopi et defensione majoris, dominus Rex, quantum ad dictam rescussam pertinet, amovit manum suam. Item dictum fuit per arrestum quod in aprisia predicta testes de communia Belvacensi non reciperentur, quia commodum spectat ad eos.

XXXI. Cum Henricus de Ciblato, miles, adjornari fecisset coram nobis Guillelmum dictum le Bastart de Nanton, militem, et quosdam alios, et contra eos proposuisset quod, contra justiciam funditus diruerant domum suam de Cort-Matein; dux Burgundie, in pleno pallamento, sponte traxit ad se factum, dicens quod dictam domum, justiciando, dirui fecerat; dicto vero Henrico petente quod dictus Bastardus et sui socii responderent, ipsi proposuerunt quod de facto predicto, quia dux illud advoaverat, non tenebantur respondere : Auditis partibus, dictum fuit per arrestum quod Bastardus et socii sui non responderent, set dux statim responderet, hoc non obstante quod dicebat se non esse adjornatum.

XXXII. Ordinatum fuit per curiam quod carte et sigillum com-

PHILIPPE III. 1279. munie Dyvionensis, pendente lite inter dictos duos majores electos in discordia, in manu nostra servarentur, et quod institueretur aliquis idoneus, ex parte nostra, ad regimen ville Dyvionensis, dicta lite pendente; et suspenditur compotus, qui petitur ex parte ducis, usque ad aliud pallamentum.

XXXIII. Castellana Belvacensis emendavit domino Regi quod, contra prohibicionem ballivi Caleti, trahi fecerat et vexari, in foro ecclesie, coram delegato judice, dominum Petrum de Houdento et quemdam servientem domini Regis.

XXXIV. Robertus de Haia, armiger, supersedit, ad presens, peticionibus suis, si quas fecerat, seu quas facere intendebat contra executores domini Guillelmi de Vernone.

XXXV. Responsum fuit burgensibus de Crispiaco quod tarde attulerant cartas suas ad defensionem libertatis ville, pro facto Philippi de Ogerio; set, propter dictum factum, nullum fiet eis prejudicium in futurum, in casibus consimilibus.

XXXVI. Petebat in judicio a domino Rege Gilebertus de Clara, comes Glocestrie, Evreciacum cum suis pertinenciis, Montem-Pinçonis cum suis pertinenciis, Sanctam-Scolasticam cum suis pertinenciis, Glapion et le Buignon cum suis pertinenciis; apud monasterium Villare unam motam que vocatur Castrum-Comitis cum suis pertinenciis; item, unum vicum qui vocatur le Signet; que predicta sunt in ducatu Normannie, que ex descendua seu successione patris sui et aliorum progenitorum suorum ad se pertinere dicebat, et, ad fundandam intencionem suam, multas raciones pretendebat et multas consuetudines proponebat. Contra peticionem dicti comitis, ad ipsam elidendam omnino, fuit, pro parte domini Regis, propositum quod dictus comes, vel pater suus, aut avus, aut proavus, ex parte patris sui, de quibus faciebat mensionem in peticione sua, aut Ami-

cia, quondam uxor dicti proavi, de cujus hereditate dictas res petitas fuisse et per ipsam ad dictum proavum suum, ejus virum, devenisse, ex causa dotis, [sicut] dictus comes in judicio pretendebat, nunquam fuerunt in possessione predictorum, nec de aliquo de predictis; quod siquidem dictus comes fuit in judicio, coram domino Rege, confessus, fuit eciam, inter alia, a parte domini Regis propositum quod, tam ipse quam ejus progenitores predicta possederant per sexaginta annos et amplius pacifice et quiete, et multe alie raciones fuerunt proposite, et plures consuetudines allegate, ex parte domini Regis, ad defensionem ipsius : Tandem, inquisito diligenter in scacario Rothomagensi de consuetudinibus, propositis hinc et inde auditis, et diligenter inspectis et intellectis que a parte domini Regis et ex parte dicti comitis proposita et probata fuerunt, pronunciatum fuit, per judicium, dictum comitem, in dictis rebus petitis, jus aliquod non habere, et fuit dictus Rex, a dictis peticionibus prefati comitis, in totum per judicium absolutus; imposito super premissis silencio perpetuo comiti supradicto. PHILIPPE III, 1279.

XXXVII. In causa que vertitur inter dominam de Feritate-Bernardi, ex una parte, et Johannem de Castello, militem, ex altera, super quibusdam rebus que fuerunt domine Alipidis de Foilleto, uxoris quondam dicti Johannis, alienatis per dictum Johannem, contra tenorem quarumdam convencionum factarum in tractatu maritagii inter eos, ut dicebat, dominus Rex fecit inquiri de dictis convencionibus et quandam litteram super dictis convencionibus factam inspici : Visa dicta inquesta et littera, per consilium domini Regis concordatum est, et judicatum, per magistros curie domini Regis, quod dictus Johannes nichil potuit obligare vel alienare de hereditate dicte Alipidis, quin ad heredes dicte Alipidis, post ejus decessum, revertatur.

XXXVIII. Les tainturiers de Paris se plaignoient des tisserranz, parce que il ne leur voloient tistre leurs dras, si comme il faisoient

PHILIPPE III, 1279. devant .i. jugement qui fu fais de l'ordenance de lour mestiers, c'est a savoir que nus ne porroit faire les deus mestiers ensemble, ains se tendroit chacuns a son mestier. Item, les tiesserranz se plaignoient des tainturiers de ce que il tegnoient leur dras propres en leurs maisons, et disoient que ce estoit contre la coustume des bones villes ou l'en fait draperie. Item il disoient que li tainturier ne devoient avoir en leur maisons oustius que l'en appelle cornebers, toures, lates, covoingnole; car l'ouvraingne que l'en fait de ces oustius apartient au mestier des teisserranz et non pas au mestier des tainturiers; et a ce respondoient li tainturier que autresi bien appartenoit il a touz ciauz qui faisoient faire dras, comme as tisserranz : Oies les resons de l'une partie et de l'autre, et veues les lettres dou jugement, il est rendu par arrest que li tisserrant tistront les draps aus tainturiers, si comme il faisoient devant le jugement, et que li tainturier demorroient en saisine de teindre leurs propres dras et leurs propres laines en leurs maisons jusques au pallement, si comme il faisoient devant le jugement; et li Rois doit faire enquerre dedens le parlement, a savoir mon se es bones villes ou l'en fait draperie, li tainturier taingnent leur propres dras et leur propres laines en leur maisons; et doient estre les oustius deseur diz en la main du prevost de Paris, jusques a tant que l'en ait seu se il appartient a leur mestier, si comme il est deseur dit (35).

XXXIX. Visis cartis abbatis et conventus de Bello-Becco, scriptum fuit forestariis de Leonibus ut ipsi dictos monachos uti permitterent in foresta de Leonibus, prout hactenus usi fuerunt.

XL. Peticioni quam abbatissa et conventus Beate-Marie Suessionensis et abbas et conventus Sancti-Johannis-in-Vineis, faciebant contra comitem Suessionensem, super eo quod venatus fuerat minus juste in bosco suo de Sicco-Alveto, ubi chaciam non habebat, respondit dictus comes quod nullam in dicto bosco de Sicco-Alveto chaciam vendicabat; verumtamen fuerat, ut dicebat, quod venabatur in foresta

Resti, in qua habet chaciam, et canes sui transcurrerunt usque ad dictum nemus, et a gentibus suis insequti fuerunt pro ipsis retrahendis. PHILIPPE III, 1270.

XLI. Reddita fuit curia regi Anglie de vicecomite Combornii, de hiis videlicet que tenentur ab eo.

XLII. Castellanus Noviomensis, super facto mutilacionis succentoris Noviomensis, purgabit se per juramentum suum, cum viginti conjuratoribus, militibus, de credencia, et nichilominus ejus servientes adhuc tenebuntur.

XLIII. Lambertus Huquedeu habebit recredenciam bonorum suorum per manum ballivi Ambianensis; et tempus conjuracionis non curret contra scabinos, propter citacionem factam ad pallamentum.

XLIV. Milites et armigeri et alii nobiles et Robertus de Meantiz, habentes usagium suum ad ardendum et edificandum in foresta Britolii quod tenent a domino Rege, capient per livreiam, que fiet in uno loco vel in pluribus, ita, quod sufficere debebit. Servientes foreste Britolii, qui habent vadia a domino Rege, et servientes feodati non habebunt stellingum quem capere solebant, pro capcione ad forisfactum; nichilominus tenebunt feoda sua franca, quandiu placebit domino Regi. Heremite, capellani, de ramagio foreste Britolii remanebunt in possessione sui usagii, prout hactenus usi fuerunt; et de usagio domini Gileberti de Essartis inquiretur.

XLV. Monachi Mortui-Maris, in foresta de Leonibus, capient per livreiam, sive sit ad ardendum, sive sit ad edificandum; et fient eis plures livreie, secundum quod habent ibi plures grangias.

XLVI. Contra priorem et conventum Sancti-Laurencii de Leonibus, pronunciatum fuit quod divisio terre sue de Sancto-Crispino, a

PHILIPPE III, 1279. nemoribus domini Regis, non fuerat facta eo modo quod debeat eis valere, seu quod debeat finaliter teneri; et si habeant alias raciones proponant.

XLVII. Ordinatum fuit quod ballivus Viromandensis, ex parte Regis, faciet recredi capciones faciendas per dominum Cociaci, super gentes episcopi Laudunensis in bosco dicti domini, in quo dictus episcopus dicit se habere suum usagium, quociens servientes dicti domini ibi capient, per unam securitatem datam in manu ballivi; et dicte capciones que fient liberabuntur per dictam recredenciam, sine ducere in prisione; et servientibus juratis domini Cociaci qui dictas capciones facient, super eisdem capcionibus, credetur; et si contingeret gentes episcopi abuti manifeste in dicto nemore domini Cociaci, recredencie de dicto abusu fient per dominum Cociaci; et si esset dubium utrum bene vel male uterentur, capciones recrederentur per manum Regis, donec sciri posset utrum gentes dicti episcopi bene vel male use fuissent, et durabunt dicto recredencie donec querela mota inter dictas partes, super dicto usagio, fuerit terminata.

XLVIII. Super contencione que erat inter Robertum, ducem Burgundie, ex una parte, et Ugueninum de Burgundia, fratrem suum, ex altera, super intolerabili demembracione ducatus, ut dicebat dux, pro bono pacis ordinatum fuit quod videretur situs castrorum dicto Uguenino assignatorum, et sciretur valor reddituum terre sibi assignate, et fiet estimacio pro tempore moderno; et videbuntur scripta Uguonis ducis, de receptis suis, et scietur si redditus terre dicto Uguenino assignate diminuti fuerunt, post mortem dicti ducis Ugonis, et ob cujus culpam; et hec fient per dominum Egidium de Brione et Henricum de Campo-Repulso, et quod invenerint domino Regi referrent (36).

XLIX. In sequenti pallamento fuit ordinatum quod super feodis

et gardis existentibus in castellaniis que dicto Ugueninо fuerunt assignate similiter inquireretur utrum ad ipsum Ugueninum, racione dictarum castellanarum, vel ad ducem debeant pertinere. PHILIPPE III, 1280.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXX.

I. Orta questione inter..... comitem Domni-Martini, ex una parte, et Regerium de Tria, ejus nepotem, ex altera, super eo quod idem Regerius petebat sibi liberari quedam feoda et quasdam possessiones sitas infra metas terre, eidem Regerio a dicto comite assesse, ea racione quod dictus comes eidem quittaverat quicquid habebat infra dictas metas, prout in litteris regiis idem comes dicebat contineri; dicto comite ex adverso dicente quod eidem nepoti suo non tradiderat seu assignaverat, nisi ea que expresse sunt nominata in dictis litteris et pertinencias earumdem, et alia non nominata in dictis litteris, licet inclavata sint in dicta terra, sibi retinuerat, sicut feodum domini de Moiaco, feodum domini de Ofemont, quoddam molendinum et consimilia: Auditis partibus, visa eciam dicta littera diligenter, pronunciatum fuit quod feoda et res alie non expresse in dictis litteris, molendinum et res alie dicto comiti remanebunt, nisi idem Regerius possit ostendere et probare quod sint de pertinenciis rerum sibi assessarum. Item injunctum fuit dicto comiti ut dicto Regerio faciat haberi litteras filie sue et ejus mariti, de quittacione dicte terre, ut conventum fuit, et quod garandiset dicto Regerio terram quam sibi tradidit erga monachos Frigidi-Montis, et capiat onus litis in se contra eos, si opus fuerit.

Imperium Ti. Caesaris Augusti. Lucius Aelius Sejanus.

Sejanus, Caesaris Augusti praefectus praetorii, quem hunc ille dominis, hunc exitio rei publicae genuit, qui quaenam virtute pervenerit, quibusve modis retinuerit, dixi. Nunc mores eius, quantum a me fieri potest, breviter aperiam.

2. Ortus equestribus parentibus Vulsiniis, avo Seio Strabone, regibus amicissimo, patre, ut memoratum est, praefecto praetorio, fratre item eodem honore functo, ipse Tiberio Caesare principe, cui ignotum, quod in alios, quod in ipsum, quod in rem publicam, quod in deos denique, adeo ut non aedificia modo aut statuae, sed ne templa quidem ei sacrarentur.

3. Ille quod in hominem per ingenia ita quaesitum, quique tot exercuerit, non ante repperit, quam Caesarem, cui pessimus quisque bonis artibus gratus fuerat, pravitate imitationis, invidiaque Agrippae, Drusique obnoxium.

4. Et primo quidem, ut coniunctus, ut familiaris, mandante hoc Augusto, ut Tiberium, quem ad retinendum Germanicum, quem ad decus, quem demum hostium aemulationem, destinaverat, quamvis tristem, quamvis saevum, tamen, quia virtutibus egeret, colebat. Ac saepe Tiberius, in ipso Germanici exercitu, in contione militum, in senatu, in litteris, quibus Germanicum laudaverat, Sejanum quoque laudibus extulerat, ut socium laborum suorum, ut consortem curarum.

5. Postea Seianus animum Tiberii in Agrippam, quem invidiae obnoxium, in Drusum, quem iracundiae indulgentem, in Germanicum, quem nimiae popularitatis, in matrem, quae non minus imperium quam filius adpetiverit, intendebat. Et ubi, ut crebro ante, Tiberio

VIII. Comes Sancti Pauli in pleno pallamento dixit et recognovit quod nullam habebat seu vendicabat sibi garennam in propriis nemoribus monachorum de Cervi-Campo. PHILIPPE III, 1280.

IX. Preceptum fuit magistro Henrico de Campo-Repulso custodi regalium Aurelianensium, ut Guimondo de Carnoto, canonico Aurelianensi, redderet robam suam, cum arreragiis, racione capellanie sue, sicut habebat tempore episcopi.

X. Preceptum fuit magistro Henrico de Campo-Repulso ut redderet vicedomino Laudunensi terciam partem emendarum quas levavit, sede Laudunense vacante, pro transgressione banni monetarum, et terciam partem forisfacture cujusdam mulieris, episcopo Laudunensi presente et consenciente.

XI. Condempnatus fuit Ugueninus de Burgundia, domino Regi, in sexcentis libris Turonensibus, pro detencione Othonis de Bieres, militis, per tres hebdomadas in castro suo de Monte-Regali, et pro capcione domini Johannis de Salon et ducti in imperium; insuper fuit condempnatus idem Ugueninus ad conservandos indempnes et liberandum penitus dictum Othonem et ejus plegios de finacione facta a dicto Othone, ut evaderet; injunctum fuit tamen ballivo Senonensi ut bonam securitatem caperet a dicto Othone de stando juri, si aliqui, occasione dicti facti, contra ipsum in aliquo voluerint experiri; et adjornandi sunt milites qui dictum Othonem ceperunt, dictum factum domino Regi emendaturi (37).

XII. Pro comitissa Forensi dictum fuit, visis litteris sui judicati, quod eidem assideri debent in terra propinquiori castro de Lay, in terra Belli-Joci, sive sit in regno sive sit extra regnum, mille librate terre; et habebit dicta comitissa in valore et estimacione terre feoda et homagia pertinencia ad dictum castrum.

PHILIPPE III, 1280.

XIII. Statutum fuit et ordinatum quod aliqui Christiani seu Christiane non morentur in domibus Judeorum, ut eis serviant, et quod Judei aliquos Christianos seu Christianas in suis domibus, ut eis serviant, retinere non presumant (38).

XIV. Preceptum fuit per curiam senescallo Petragoricensi ut magistro Gerardo de Malo-Monte et Bernardo de Sauzeto, presbitero suo, et hominibus suis, faciat emendari omnia dampna que, per inquestam quam dictus senescallus inde fieri fecit, inventa sunt fuisse illata dictis magistro et presbitero et hominibus suis et Bertrando de Turribus et aliis bannitis domini Regis et complicibus eorumdem, et quod faciat eis emendari et resarciri dicta dampna, prout probata sunt per dictam inquestam, ab illis in quorum terris dicti banniti reperti sunt receptati[1] fuisse (per inquestam inde factam, de mandato domini Regis) et ab illis qui per dictam inquestam inventi sunt dictos bannitos et eorum complices receptasse.

XV. Cum burgenses nostri Sancti-Jacobi de Beurenio nobis conquesti fuissent quod dilectus et fidelis noster comes Britannie et burgenses sui de Dynamio impediebant minus juste quominus predicti burgenses nostri, apud Dynamium, die mercati, possent emere filum, laneum et lanam; nos dictum comitem et burgenses suos de Dynamio coram nobis fecimus adjornari, ad certam diem, nobis et dictis burgensibus nostris super dicto impedimento responsuros. Qua die procuratore dicti comitis et procuratore dictorum burgensium de Dynamio, coram nobis comparentibus, recognoverunt dicti procuratores quod burgenses nostri Sancti-Jacobi de Beuronio, in duabus nundinis, que sunt bis in anno apud Dynamium, scilicet in festo decollacionis beati Johannis-Baptiste et prima die jovis Quadragesime, scilicet a vesperis vigiliarum dictarum nundinarum, quamdiu durant dicte nundine, sine contradictione ipsius comitis et burgensium suorum possunt emere filum, laneum et lanam, et similiter,

[1] Lisez *receptatos*.

qualibet die ebdomade, excepta die mercati, mercatores extranei non possunt emere filum vel lanam, donec burgenses ville de Dynamio emerint quantum voluerint et sibi sufficiet; et sic fuit hactenus usitatum, prout confessi fuerunt dicti procuratores, nec contra hoc volunt aliquod impedimentum ponere, nec intendunt. PHILIPPE III, 1280.

XVI. Johannes, primogenitus comitis Suessionensis, et Margaretta, ejus uxor, juraverunt contra ducem Burgondie et marescallum Campanie, presente dicto marescallo et Johanne de Blanosco, milite, se sustinuisse dampna et expensas fecisse usque ad summam sexcentarum et quadraginta librarum Parisiensium pro defectu solucionis decem millium librarum Parisiensium, que dicti dux et marescallus debuerant dicto Johanni et ejus uxori; et fuit preceptum per curiam dictis marescallo et procuratori ducis, quod de predictis faciant ea ad que tenentur.

Postmodum dominus Rex dedit eis respectum de prisione quam tenebantur tenere Parisius, usque ad reversionem suam de via Wasconie, in qua dominus Rex intendit eos ducere.

XVII. Guillelmus de Alneto, miles, assecuravit de se et suis Jacobum Louchart et suos, et quia cepit eum et turpiter tractavit, emendavit ei; et taxata fuit emenda centum marchas argenti, quam emendam dictus Jacobus statim remisit dicto militi. Quantum vero pertinet ad Regem, ordinatum fuit quod dictus miles, pro dicto facto, teneretur in Castelleto per octo dies, et in castro Peronnensi per quadraginta, et preter ea emendabit domino Regi, et loqutum fuit de emenda Regis ad quadraginta libras.

Dominus Egidius de Nova-Villa, miles, et alter miles de terra de Conches, qui interfuerunt capcioni dicti Jacobi, assecuraverunt dictum Jacobum de se et suis.

XVIII. Visa carta presbiteri de Croissiaco qui solebat capere, racione capellanie sue, duos modios bladi in molendinis de Charento-

PHILIPPE III, 1280. nio que fuerunt comitis de Grandi-Prato, set modo destructa sunt, preceptum fuit preposito Parisiensi ut dicto presbitero reddat duos modios frumenti quolibet anno, vel decem libras annui redditus.

XIX. Visa quadam littera confecta super quadam composicione olim facta inter dominum Montis-Morenciaci, ex una parte, et Johannem, quondam archiepiscopum Remensem, ex altera, et auditis et intellectis racionibus domini Montis-Morenciaci et liberorum defuncti Guillelmi de Curteneio, quondam militis, heredum dicti archiepiscopi, judicatum fuit dominum Montis-Morenciaci non habere jus impediendi quominus dicti liberi suam possint facere voluntatem et commodum herbagii de Bosco-Tyrel, colligendo herbam vel mittendo ibi animalia ad pasturam.

XX. Cum Johannes de Pontivo, armiger, in curia nostra proposuisset, contra regem et reginam Anglie, quod bone memorie Johanna, regina Castelle, comitissa Pontivi, avia sua, dedit ei omnes conquestus suos, ubicumque sitos, jure hereditario possidendos, tali modo, quod dominus Johannes de Falevi, vir suus, haberet et perciperet exitus et proventus dictorum conquestuum, toto tempore vite sue; et ideo peteret dictos conquestus sibi liberari, placuit procuratori dictorum regis et regine Anglie, quod predicti conquestus dicte comitisse, ubicumque siti, extra comitatum et feoda comitatus Pontivi, sub predicta condicione, et facta protestacione quod idem Johannes in acquitationem debitorum predicte avie, pro rata dictorum conquestuum contribuat, si ad hoc de jure teneatur, liberentur Johanni predicto.

XXI. Hugueninus de Burgundia assecuravit de se et suis Othonem de Biere, militem, et suos a dicta assecuracione, exclusis quorum inferius nomina scripta sunt, videlicet: Comite Burgundie et Regerio, ejus fratre, comite Vienne, et suis fratribus, domino Henrico de Peugny et ejus liberis, domino de Vergni et ejus fratribus, do-

mino de Lonvi et ejus liberis, Guillelmo de Melloto et ejus fratre, Johanne de Chalon, domino de Bello-Videre, Theobaldo et ejus liberis; et juravit predictus Ugueninus quod maliciose non excepit predictos ab assecuracione predicta, et ad sex septimanas Magdalene, tenetur significare dictus Ugueninus ballivo nostro Matisconensi, apud Matisconem, quos de predictis poterit ponere in dicta assecuracione, et quos interim in dicta assecuracione ponere non poterit, tunc ibidem forjurabit (39). PHILIPPE III, 1280.

XXII. Dominus Rex, de consilio suo, elongavit prohibicionem torneamentorum et jostarum armigerorum et militum usque ad Pascha, sub pena statuta (40).

XXIII. Preceptum fuit ballivo Ambianensi quod faceret resaisiri senescallum regis et regine Anglie, in Pontivo, de bannito nostro, per dictum senescallum in justicia sua capto, quem gentes nostre eidem abstulerant; et audietur prepositus super excessu sibi imposito, quem dicto senescallo dicitur fecisse.

XXIV. Cum contencio verteretur inter dominum Regem, ex una parte, et abbatem et conventum sancti Martini-in-bosco, ex altera, super alta justicia cujusdam ville dictorum abbatis et conventus, que vocatur Wasque-Molin, quam quidem altam justiciam ballivus Viromandensis, pro domino Rege, dicebat ad dominum Regem totaliter pertinere „per quandam litteram, bone memorie Ludovici regis, dictis abbati et conventui concessam; dicti vero abbas et conventus dicebant quod justicia dicte ville et pertinenciarum debebat esse communis : Visis cartis dictorum abbatis et conventus, et auditis racionibus utriusque partis, pronunciatum fuit, in curia domini Regis, predictam altam justiciam esse communem utrique parti in dicta villa et pertinenciis ejusdem.

XXV. Cum comitissa Blesensis peciisset, in curia domini Regis,

Norme per il diritto al lavoro dei disabili.

(GU n. 68 del 23-3-1999)

Capo I
PRINCIPI GENERALI

1. Finalità e principi.

1. La presente legge promuove l'inserimento e la piena integrazione delle persone disabili nel mondo del lavoro e nella vita sociale attraverso prestazioni mirate, anche di natura temporanea o intermittente, che valorizzino le abilità residue nel rispetto della dignità umana e della riservatezza, favoriscano la crescita professionale e agevolino la mobilità.

2. Ai fini della presente legge, si considerano persone disabili quelle che presentano una riduzione della capacità lavorativa superiore al 45 per cento, ovvero, se inferiore, ma comunque rilevante ai fini dell'inserimento lavorativo, che comportino difficoltà di apprendimento, di relazione o di integrazione lavorativa tali da determinare un processo di svantaggio sociale o di emarginazione.

3. Sono fatte salve le disposizioni di cui all'articolo 1 della legge 5 febbraio 1992, n. 104, e successive modificazioni, e quelle di cui all'articolo 1 della legge 12 marzo 1999, n. 68.

4. Le disposizioni della presente legge si applicano, altresì, alle persone che abbiano subito una riduzione della capacità lavorativa a causa di patologie croniche e invalidanti, ovvero a causa di gravi patologie oncologiche, per le quali sia stata accertata una riduzione della capacità lavorativa superiore al 45 per cento, ovvero, se inferiore, ma comunque rilevante ai fini dell'inserimento lavorativo, che comportino difficoltà di apprendimento, di relazione o di integrazione lavorativa tali da determinare un processo di svantaggio sociale o di emarginazione.

5. Le persone che abbiano subito la perdita totale o parziale, anche non continuativa, della vista, dell'udito o della parola, ovvero la perdita anatomica o funzionale totale o parziale, anche non continuativa, di uno o più arti, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una mano o di un piede, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, della capacità motoria, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, della capacità intellettiva, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità psichica, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità sensoriale, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità viscerale, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità metabolica, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità dermatologica, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità immunologica, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di linguaggio, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di apprendimento, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di relazione, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di integrazione lavorativa, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di adattamento, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autonomia, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autosufficienza, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autocontrollo, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autoregolazione, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autoprotezione, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autoconservazione, ovvero la perdita totale o parziale, anche non continuativa, di una capacità di autoripar

tas garbas quitte et libere redderet, cum non haberet jus justiciandi ibidem. Dictus vero miles, ut se a curia Ecclesie erueret, cepit, contra dictum priorem, unum breve de feodo et elemosina (41); quo brevi capto, et re visa, prior proposuit quod breve non cadebat in hoc casu, dicto milite contrarium asserente : Tandem, hujus negocio in assisia et in scacario agitato, et de scacario ad istam curiam reportato; auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit per jus quod breve non cadebat in casu predicto, et quod dictus miles in dicta decima justiciare non poterat vel debebat. Reservatum tamen fuit dicto militi quod, pro rata dictarum decimarum, minuetur de servicio quod debet racione sui feodi predicti. Philippe III, 1280.

XXVIII. « Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod, cum, sicut ex frequenti et fide digna relacione plurium intelleximus, in quibusdam partibus Wasconie sint quedam consuetudines, videlicet quod in murtris et maleficiis pro quibus pena mortis vel membri mutilacio convinctis deberet infligi, inculpatus, accusatus, seu denunciatus de maleficio, cum sacramento quod faciat supra corpus sancti Severini vel alterius sancti vel sancte, quod non est culpabilis, sive reus maleficii de quo inculpatur, absolvitur et evadit, nisi fuerit in ipso maleficio vel in fuga deprehensus, vel confessus, vel primo, per duos aut plures testes, et post, per duellum convictus, vel citatus propter dictum maleficium, promiserit se banniri, licet per alias probaciones idoneas posset convinci; et in quibusdam partibus Wasconie eciam convictis de tali maleficio, vel cum sacramento, vel pro trecentis solidis aut alia summa pecunie, absolvitur seu evadit; et, pretextu harum consuetudinum, nonnulli de hujusmodi maleficiis inculpati, accusati seu denunciati in pluribus curiis illarum parcium per judicium curiarum ipsarum fuerunt absoluti, et a quibusdam talibus judiciis ad nos fuerit appellatum; et gentes dilecti consanguinei nostri illustris regis Anglie, ducis Aquitanie, fidelis nostri, talia, pretextu dictarum consuetudinum, colorabant, licet assererent quod

Les monnaies des différents royaumes. — Les monnaies, les poids et les mesures varient d'un royaume à l'autre. Ainsi, le roi Ménélas, qui règne à Sparte, emploie le talent, qui vaut 30 kilos environ, les mesures se répètent par 10 ; le roi Agamemnon, qui règne à Mycènes, emploie le talent, qui vaut 25 kilos environ, les mesures se répètent par 12 ; le roi Priam, qui règne à Troie, emploie le talent, qui vaut 20 kilos environ, les mesures se répètent par 60. Ces différences sont très gênantes pour les échanges. Aussi, les rois ont-ils décidé de frapper des monnaies d'or, d'argent et de bronze, qui auront cours dans tous les royaumes. Sur une face, elles portent l'effigie du roi qui les a frappées ; sur l'autre, elles portent le nom de la ville où elles ont été frappées.

Sceau. — Personne ne fabrique beaucoup plus aujourd'hui que jadis. Jamais, pour ne prendre qu'un exemple, on n'a autant besoin d'un sceau qu'à notre époque. Pour confirmer, cacheter, fermer, on a besoin d'un sceau. Le sceau est un petit cylindre de pierre dure, de métal ou de bois, sur lequel on a gravé un dessin ou un nom. Pour sceller, on chauffe un peu de cire, on en met une goutte sur le papier ou sur l'enveloppe, on y imprime le sceau, on le retire vivement et on a un cachet. Le sceau est un bijou très coûteux. Il est gravé par un artiste, qui a mis parfois plusieurs années à le terminer. Il est souvent orné de pierres précieuses. Il est transmis de père en fils comme un héritage précieux.

Bijoux. — Les bijoux sont nombreux et variés. Les hommes portent des colliers, des bracelets, des bagues, des boucles d'oreilles, des épingles de cravate, des boutons de manchette, des chaînes de montre, des épingles de chapeau, des boucles de ceinture, des boucles de chaussures, des boutons de guêtres, des boutons de gilet, des boutons de pantalon, des boutons de redingote, des boutons de pardessus, des boutons de jaquette, des boutons de veston, des boutons de smoking, des boutons de jaquette, des boutons de fantaisie, des boutons de rechange, des boutons de tout genre. Les femmes portent des colliers, des bracelets, des bagues, des boucles d'oreilles, des épingles de cravate, des boutons de manchette, des chaînes de montre, des épingles de chapeau, des boucles de ceinture, des boucles de chaussures, des boutons de guêtres, des boutons de gilet, des boutons de pantalon, des boutons de redingote, des boutons de pardessus, des boutons de jaquette, des boutons de veston, des boutons de smoking, des boutons de jaquette, des boutons de fantaisie, des boutons de rechange, des boutons de tout genre.

tout soit li termes cheu dou poiement, ne sont mie mueble. Derechief il fut esgarde que poison en sauvoer est mueble partable; derechief il fu esgarde que toute chouse qui tient a clou, a cheville et a racine n'est mie mueble : et fu ordene que l'en enquerroit savoir mon se, par les coutumes des leus ou les chouses sont, les vignes le conte qu'il faisoit faire a ses deniers et estoient faites de toutes façons le jor qu'il morut, sont muebles ou non muebles; et ausi enquerra l'en se les poissons des estans, des viviers et des rivieres sont, par la coutume des leus, muebles ou non muebles. Derechief il fust desclaire que li six mil livres que il donna a sa plaine vie, lonc tens avant que il morut, a la terre d'outre mer, est doite partable. Derechief il fut esclarci que le remegnant qui demeure de quatre mil livres que li cuens de Blois promist a parfaire l'abaie de la Guiche, a la requeste la contesse, est deite partable. Et fu dit que le guerredon que le conte fist a ses serjanz en son testement n'est mie doite partable, sauf ce que se hors de testament il leur avoit promis et done en son plain poair aucune chouse qui pas ne fu poee, tout soit-ele recorde en testament, est doite partable. Ne ne fu pas receu l'article que monseigneur d'Alençon propousoit en la maniere que il estoit propouse; c'est a savoir que li cuens entent que tout tort fait de mueble, don l'en puet avoir demande encontre le conte de Blois se il vesquist, est deite; et de toutes les autres chouses muebles do roiaume de France, dont il ne li souvient pas a ore, demande la contesse la moitie, et n'i renonce mie. Et monseigneur d'Alençon retient a esclarcir, en leu et en tens, mout d'autres chouses qui sont doites partables. PHILIPPE III, 1280.

XXXI. Cum ballivus Senonensis, pro Rege, questionem moveret Odoni de Barris, militi, super proprietate alte et basse justicie ville de Champigniaco et pertinenciarum, a fovea Liciarum usque ad petras de Ville-Manasche; quia recordata fuit curia quod, tempore clare memorie Ludovici, Francorum regis, cum super eadem justicia domino de Barris, per ballivum Senonensem qui tunc erat, questio

Registro. — Se anoten, por orden de fecha, en un libro especialmente apto, todos los actos y contratos que se celebren en el ejercicio de la profesión, con indicación de sus características, precios y demás circunstancias.

Art. 2.— Además, los corredores inmobiliarios deberán llevar un libro de Inventario, en el que deberán figurar todos los inmuebles que se encuentren en su poder para la venta, locación o administración, con indicación de sus características, precios y demás circunstancias.

Art. 3.— Los libros a que se refieren los artículos anteriores deberán ser rubricados por la autoridad competente, antes de ser puestos en uso, y llevados en forma tal que no permitan intercalaciones, enmiendas o raspaduras.

Art. 4.— Los libros de Registro y de Inventario podrán ser llevados en forma computarizada, siempre que se cumplan los requisitos establecidos en los artículos anteriores.

Art. 5.— Los libros de Registro y de Inventario deberán ser exhibidos a requerimiento de la autoridad competente, cuando ésta lo solicite.

Art. 6.— Los corredores inmobiliarios deberán depositar en el Banco Provincial de Tierra del Fuego, en la cuenta especial que a tal efecto se habilite, las sumas de dinero que reciban de terceros en concepto de anticipo, seña o a cuenta de precio, hasta tanto se perfeccione la operación respectiva.

Art. 7.— Cuando dichas sumas se reciban en cheque, éste deberá ser librado a la orden del Banco Provincial de Tierra del Fuego.

XXXVII. Cum episcopi Normannie occasionarentur super eo quod, ex parte domini Regis, proponebatur contra eos, quod ad scacaria sua ex debito venire tenebantur: Auditis eorum racionibus et defensionibus, pronunciatum fuit quod dicti episcopi non tenentur venire ad scacaria, nisi sponte venire voluerint, vel fuerint ex parte Regis mandati. PHILIPPE III, 1280.

XXXVIII. Episcopo Pictaviensi petente jus suum et ecclesie sue illesum conservari super homagio castri de Syvrac quod dicebat ad se pertinere; visa quadam littera comitis Pictaviensis et auditis literis hinc inde, pronunciatum fuit jus ipsius episcopi et ecclesie sue super hoc debere salvari; super ressorto vero terre ipsius episcopi et ecclesie sue, que dicitur saisina quod petebat remitti ad archiepiscopum Burdegalensem: Auditis racionibus ipsius episcopi et racionibus Regis, pronunciatum fuit dictum ressortum ad dominum Regem pertinere, nec ad dictum archiepiscopum debere remitti. Preterea, cum episcopus conquereretur quod in sua dyocesi excommunicati, more solito, non justiciabantur, responsum fuit ei quod justiciabuntur, prout extitit consuetum. Super quibusdam aliis articulis, super quibus dictus episcopus petebat remedium apponi, quia casus non erant presentes, responsum fuit ei quod, quando casus emergent, fiet ei jus, et conservabitur jus suum; et fuit injunctum episcopo quod cessaret ab impedimento quod ponebat, quin panagium a domino Rege concessum, Pictavis levaretur, cum hoc ad dominum Regem pertineat.

XXXIX. « Notum facimus quod cum Stephanus de Sancero, miles, et ejus uxor, in nostra curia, contra nos proposuissent quod magister Philippus de Milliaco, clericus, et Gaufridus de Milliaco, miles, fuerunt fratres, et quia predictus magister Philippus, primogenitus dicto Gaufrido, fratri suo post nato, primogenituram concessit et dimisit, idem Gaufridus voluit quod dictus magister Philippus meliorem et pinguiorem partem in hereditate propria haberet, quam

LAS LEYES
Fuero. lib. 1. tit. 3. que nuevo fallare en la tierra, o costumbre, o fuero, o juzgo, o
fuero de villa, o fuero de behetria, o fuero de otra tierra, o
juzgo, o costumbre, o fuero de otra tierra, o juzgo, o costumbre,
o fuero de behetria, o fuero de villa, o fuero, o juzgo, o costumbre,
o fuero de otra tierra, o juzgo, o costumbre, o fuero de behetria,
o fuero de villa, o fuero, o juzgo, o costumbre, o fuero de otra
tierra, o juzgo, o costumbre, o fuero de behetria, o fuero de villa,
o fuero, o juzgo, o costumbre, o fuero de otra tierra, o juzgo, o
costumbre, o fuero de behetria, o fuero de villa, o fuero, o juzgo,
o costumbre, o fuero de otra tierra, o juzgo, o costumbre, o fuero
de behetria, o fuero de villa, o fuero, o juzgo, o costumbre, o fuero
de otra tierra, o juzgo, o costumbre, o fuero de behetria, o fuero
de villa, o fuero, o juzgo, o costumbre, o fuero de otra tierra, o
juzgo, o costumbre, o fuero de behetria, o fuero de villa, o fuero,
o

cato capituli mortuo, uxor ejus, bona et familia debeant remanere in advocacione capituli, donec capitulum alium advocatum elegerit, vel ejus uxor alii nupserit qui non sit advocatus; et super hoc peterent, per dominum Regem, in quem super facto advocacionis burgensium Carnotensium compromissum fuerat, declaracionem fieri, comite et comitissa Carnotensibus ex adverso dicentibus, post mortem advocati, predictam libertatem ad ejus uxorem, bona et familiam se non extendere, et predictum articulum nulla declaracione indigere: Visis litteris super dicto compromisso et arbitrio prolato confectis, et auditis racionibus parcium hinc et inde, declaratum fuit quod, mortuo advocato, statim expirat libertas uxoris, bonorum et familie advocati. Item declaratum fuit quod comes Carnotensis vel ejus jurisdictionem exercens Carnoti vocandi sunt ad videndum juramentum quod, super facto advocacionis, quilibet canonicus, in recepcione sua, tenetur facere. PHILIPPE III. 1280.

XLI. Homines de Villaribus Sancti-Pauli, scilicet hospites abbatis Fiscanensis et aliarum ecclesiarum, et homines de Bernulia, de Fresneio et de Nogento, debent domino Regi, quando vadit in exercitum, quilibet pro rata sua, sexaginta servientes et duas quadrigas.

XLII. Cum pro domino Rege peteretur exercitus ab episcopo Lemovicensi, dicto episcopo dicente se ad hoc non teneri, auditis racionibus hinc inde, pronunciatum fuit dictum episcopum domino Regi ad exercitum teneri, sicut alii terrarii dyocesis Lemovicensis tenentur.

XLIII. Recordata fuit curia quod inter gentes comitis Campanie et domicellam de Marrigniaco, ex una parte, et episcopum Trecensem, ex altera, concordatum fuit quod eidem domicelle fierct, per episcopum, recredentia de redditibus et exitibus terre de Marrigniaco levatis per episcopum ab anno quo lis fuit mota. Super homagio

PHILIPPE III, 1280. et super dictis leveiis credetur juramento servientum qui receptas fecerunt.

XLIV. Visa aprisia seu appreciacione ducentarum libratarum terre de mandato nostro facta in terra Auberti de Hangesto, militis, ad opus domicelle Lore de Hangesto, sororis sue, per Guillelmum de Mayseriis et Walonem de Monteigniaco, milites, a nobis deputatos, racione empcionis terre quam ipsa fecerat de denariis qui erant apud Templum, pro maritagio ipsius domicelle; et auditis predictis Auberto et Lora super premissis, pronunciatum fuit, per judicium curie nostre, quod dicta prisia seu appreciacio erat bona et legalis et sufficienter facta, et debebat remanere eo modo quo dicti milites eam fecerant, et quod dicte ducente librate terre empte ex dictis denariis qui erant apud Templum eidem domicelle remanebunt in eo statu et forma quo seu qua erant dicti denarii apud Templum, scilicet, si ipsam contingat maritari de assensu amicorum ipsius domicelle, secundum divisionem patris sui factam inter liberos suos; et si contingat eam maritari contra formam predictam, vel religionem ingredi, ex tunc nec terram habebit, nec denarios predictos; et, si contingat eam non maritari, ipsa domicella dictas ducentas libratas terre non poterit vendere vel alienare aut quicquam de ea facere, quin illa terra, post decessum ipsius domicelle, ad predictum Aubertum vel ejus heredes, libere revertatur; hoc adjecto quod idem Aubertus tenetur dictas ducentas libratas terre quittas et liberas ab omni debito et obligacione deliberare et garentizare eidem domicelle contra omnes, ad esgardum curie nostre, et quod de cetero non tenetur idem Aubertus victum querere aut tradere predicte domicelle, sorori sue. Et est ordinatum quod denarii depositi ad Templum, pro dicta domicella, deliberabuntur predicto Auberto pro precio dicte terre, hoc salvo quod arreragia dictorum denariorum, scilicet mille et ducente libre, in quibus idem miles predicte sorori sue, pro maritagio suo, tenetur, remanebunt apud Templum, ad opus dicte domicelle, in acquitacione et solutione arreragiorum predictorum; et, si con-

tingat quod arreragia dicte domicelle summam ducentarum libra- PHILIPPE III, 1280.
rum excedant, illud quod supererit de dictis arreragiis predictus Aubertus tenetur reponere apud Templum, et de hoc sufficientem dare securitatem.

XLV. Cum adhuc pendeat judicium inter dominum Regem et episcopum Belvacensem super justiciacione corporis tocius communie Belvacensis, dictum fuit per arrestum quod cives Belvacenses, qui condempnati sunt ad restituendum communie Belvacensi mille et triginta tres libras, de quibus racionem debitam seu compotum non reddiderunt, per dominum Regem, ad reddendum eas ad presens, compellentur.

XLVI. Cum, uxore Henrici le Chat de Silvanecto, viam universe carnis ingressa, duo nepotes ipsius, quorum unus erat clericus et alter crucesignatus, tanquam proximiores heredes ipsius defuncte, possessionem bonorum ipsius adepti fuissent, executores testamenti ipsius defuncte requisierunt majorem Silvanectensem ut violenciam amoveret que, in bonis dicte defuncte, impediendo testamentum ipsius, per predictos nepotes fiebat; qui major respondit quod in clericum et in crucesignatum manus non mitteret, set dicta bona faceret custodiri. Qua responsione majoris audita, cum executores predicti, hiis non contenti, dilectum et fidelem nostrum episcopum Silvanectensem adivissent, et eum requisivissent quod violenciam dictorum clerici et crucesignati faceret amoveri, ita quod ipsi non forisfacerent in bonis predictis, dictus episcopus ad eorum instanciam gentes suas propter hoc misit ibi, quas major capi fecit et imprisionari statim cum ad ejus noticiam devenit, propter quod in nostra curia fuit esgardatum quod major gentes episcopi liberaret, et factum hujusmodi episcopo emendaret (43).

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA, PARISIUS, IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXXI.

I. Propter injuriam factam per illos de Abbatis-Villa apud Feuquerias, condempnati fuerunt homines de Abbatis-Villa ad emendandum abbati et conventui Sancti-Richarii, et emendaverunt, et taxata fuit emenda mille libras Turonenses reddendas hiis terminis, videlicet, in instanti festo Omnium-Sanctorum, quingentas libras Turonenses, et in festo Omnium-Sanctorum, anno revoluto, quingentas libras Turonenses.

II. Contra Gaufridum Hericon, servientem in ballivia Bituricensi. Pro eo quod male se habuit in officio suo, condempnatus fuit, domino Regi, in quadraginta libris Turonensibus; et, facta restitucione illis a quibus indebite extorsit, alia bona ipsius non cadent in commissum.

III. Cum episcopus Engolismensis ad nos accedens, pro se, clero et populo sue civitatis et diocesis, nobis significasset quod comes Engolismensis, in dampnum et prejudicium ipsius episcopi, cleri et populi sue diocesis et tocius terre, pluries mutaverat monetam suam Engolismensem et fecerat eam deteriorem solito in pondere et lege, et eciam deteriorem moneta que, per judicium curie istius, tempore clare memorie Ludovici, Francie regis, cassata fuerat, veniendo contra judicium antedictum, propter que dicti episcopus, clerus et populus sue diocesis dampnificati erant in magna pecunie quantitate, quare supplicabat dictus episcopus, nomine quo supra, super hoc, per nos remedium adhiberi, et dictam monetam ad debitum

et pristinum statum reduci, et dictum judicium observari et dampna restitui; dicto comite ex adverso dicente de jure suo se posse mutare, meliorare et deteriorare monetam suam quemadmodum alii barones Francie, et nulli injuriam fecisse in mutacione sue monete predicte : Auditis hinc inde propositis, viso eciam diligenter dicto judicio, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictum comitem non posse facere monetam parem seu equalem illi que per dictum judicium cecidit seu cassata fuit, nec deteriorem predicta moneta cassata, licet asserat se esse in possessione vel quasi, et suos predecessores similiter, mutandi monetam suam (44). PHILIPPE III, 1281.

IV. Abbas et conventus Sancti-Richarii non respondebunt regi et regine Anglie super proprietate alte justicie de Feuqueriis, donec domus, justiciando, per gentes regis Anglie dirute, sint refecte.

V. Impositum fuit silencium domine Virsionis super terra quam dominus de Paluello dedit Petro de Brocia, quam dicta domina petebat per bursam, cum ibi nulla fuerit vendicio, set purum donum.

VI. Recordata fuit curia quod judicium factum per dominum Pyceii, quantum ad dissolucionem communie, fuit adnullatum, quantum vero ad alia in dicto judicio contenta, reddita fuit dicto domino curia sua; unde ducat eos per jus in curia sua.

VII. Episcopo Ambianensi reddita fuit curia sua de Fermeto, cui imponebatur quod dictum episcopum debuerat seu visus fuerat impocionasse (45).

VIII. Auditis pluribus peticionibus quas major et scabini de Abbatis-Villa in nostra curia faciebant contra senescallum regis et regine Anglie in Pontivo, dicto senescallo, nomine dictorum regis et regine, [contradicente] reddita fuit eis curia sua.

Ah, malheur, malheur à qui la fortune enjôleuse
Fait sortir, sans jugement, de son obscurité!
Il ne connaît ni Dieu ni maître, il est ivre,
Il ne sait plus ce qu'il fait, il ne sait plus ce qu'il dit.
Il ne sait plus ce qu'il dit, il ne sait plus ce qu'il fait.

griagium; procuratore dictorum abbatis et conventus dicente ipsos abbatem et conventum ad dictum griagium prestandum non teneri, et ipsos super hoc esse immunes et liberos, per cartam regiam quam ostendebat : Visa dicta carta, ac parcium racionibus plenius intellectis, impositum fuit, per jus, super dicto griagio perpetuum silencium majori antedicto. PHILIPPE III, (1281).

XIII. Monachi de Bello-Becco, Cisterciensis ordinis, qui a monachis Regalis-Montis, titulo empcionis, acquisierant terras, in foresta Aquatici sitas, dictis monachis Regalis-Montis, a bone memorie Ludovico, Francorum rege, in puram et perpetuam elemosinam donatas, ita quod in eisdem terris nichil retinuerat, nisi justiciam corporum et membrorum, conquesti fuerunt de gentibus nostris, quod, in eorum prejudicium, exercuerant justiciam in dictis terris ad dictos monachos pertinentem, videlicet quemdam cheminum fecerant ampliari, et metas figi : Auditis gentibus nostris et visa carta dicti doni, pronunciatum fuit quod, si cheminum, per dictos monachos de Bello-Becco, in proprio domanio suo, ultra debitum fuerat restrinctum, et gentes nostre illum fecerant dilatari, et ad debitum statum reduci, bene fecerunt; set si tenentes dictorum monachorum vel persone extranee dictum cheminum occupaverant seu restrinxerant, ad ipsos monachos correctio et dilatacio pertinebit, donec fuerint in defectu.

XIV. Cum abbas et conventus Sancti Luciani Belvacensis conquesti fuissent de domino Johanne de Crieve-Cuer, milite, quod in boscis suis de Luchi venatus fuerat, et cuniculos ceperat, in eorum prejudicium et contra eorum voluntatem, cum ipsi essent in possessione garenne ibidem, et eam custodiendi ut garennam; dicto milite ex adverso dicente se esse in possessione chacie dictorum boscorum, et se et predecessores suos chacia usos fuisse in dictis locis : Auditis hinc inde propositis et audito recordo processus, coram preposito Montis-Desiderii super hoc habiti, pronunciatum fuit quod dicti abbas et conventus in saisina dicte garenne remanebunt.

PHILIPPE III, 1281.

XV. Comite Barri requirente quod contra majorem de Cerniaco inquireretur qualiter se habuerat in officio suo, tempore quo fuit prepositus Montis-Falconis; dicto majore, ad defensionem suam, ex adverso dicente nullam aliam inquestam contra ipsum fieri debere, cum octo anni jam essent elapsi quod desiit esse prepositus, et jam duas inquestas per binos inquisitores sustinuerat : Auditis hinc inde propositis dictum fuit per arrestum quod dictus comes seu alii quicumque accusatores non erant de cetero super hoc audiendi.

XVI. Cum comes Britannie, super quibusdam convencionibus et pena de quibus inter Johannem de Cochic, ex una parte, et Oliverium de Machicolio, ex altera, questio in curia domini Regis vertebatur, ea racione quod dicte convenciones et pena dependebant ex hereditate que ab ipso comite tenebatur, peteret curiam sibi reddi, parte ipsius Oliverii contradicente et dicente, de comprehensis et contentis in littera domini Regis, suo sigillo sigillata, penes ipsum dominum Regem curiam et cognicionem debere remanere : Auditis hinc inde propositis, dictum fuit per arrestum quod de dictis convencionibus et pena, curia et cognicio in curia domini Regis remaneret, nec super hiis, dicto comiti curia redderetur, salvo in aliis jure comitis.

XVII. Ex conquestione canonicorum de Moretonio, nobis fuit intimatum quod, licet per punctum carte fundatoris sui habeant usagium suum in foresta nostra Lande-Putride, ad viridem boscum ad ardendum et edificandum, in loco ubi nos seu gentes nostre capimus, forestarius noster minus juste impediebat eisdem quominus usagium suum perciperent ad viridem boscum pro suo ardere; quare ex parte ipsorum fuit nobis supplicatum ut ab impedimento hujusmodi faceremus cessari, gentibus nostris, pro nobis, ex adverso dicentibus dictos canonicos usos non fuisse bosco viridi pro suo ardere; set, si aliquociens boscum viridem, pro suo ardere; scindi fecerant, hoc emendaverant, licet bene usi fuerint capere et habere boscum pro

suis edifficiis faciendis : Tandem, visa carta predicta, et ex confessione gencium nostrorum intellecto, quod decanus Moretonii, tamquam canonicus, est in bona saisina utendi bosco viridi ad ardendum, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, predictos canonicos in saisina utendi bosco viridi pro suo ardere in dicta foresta, per livreiam vel in loco ubi gentes nostre capiunt, remanere debere. PHILIPPE III, 1281.

XVIII. Cum, pro nobili domina Aalipdi, comitissa Blesensi, in curia domini Regis judicatum fuisset quod ipsam dimidiam partem mobilium in regno Francie existencium sibi et comiti Blesensi, viro suo, tempore quo decessit, communium, solvendo medietatem debitorum, habere debebat, ac ipsa, virtute predicti judicii, peteret et vellet habere medietatem mobilium que dictus comes habebat, tempore mortis sue in castellania de Castro-Reginaldi et pertinenciis et in quibusdam aliis castellaniis et pertinenciis eorum quas dictus comes concesserat dicte comitisse, ab eadem tenendas toto tempore vite sue, quas quidem castellanias, cum pertinenciis, dicta comitissa, ante mortem dicti comitis, viri sui, pro certa firma quolibet anno reddendis[1], concesserat domino comiti Alençonis et comitisse, ejus uxori, post mortem dicti comitis Blesensis, tenendas cum omni jure quod habebat et habere poterat in dictis castellaniis et pertinenciis, in bonis mobilibus predictarum terrarum, cum ipsa renunciasset et expresse quittasset omne jus quod habere posset in predictis, pro predicta firma, prout ex tenore litterarum apparebat : Auditis partibus et visis dictis litteris, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, omnia bona mobilia predicta ad dictum comitem et non ad dictam comitissam pertinere.

XIX. Die mercurii post festum beatorum apostolorum Petri et Pauli, in pleno pallamento, presente Rege, dominus Johannes, buticularius Francie, reddidit majori et juratis de Pruvino tria paria litterarum et duo sigilla, de quibus dicti major et jurati tenuerunt se pro pagatis.

[1] Lisez *reddenda*.

Nr. 23. Ein absoluter Gerichtsstand für Ehrenbeleidigungen. 1906 Juli 6.

Antrag des Abgeordneten Dr. Pfeiffer (Zentrum) und Genossen, betreffend Abänderung der §§ 7 und 9 der Strafprozeßordnung, vom 6. Juli 1906.

Der Landtag wolle beschließen, die Königliche Staatsregierung zu ersuchen, im Wege der Gesetzgebung dafür Sorge zu tragen, daß in Ehrenbeleidigungsprozessen, in denen der Beleidigte Beamter ist, der Gerichtsstand der Begehung der Tat (§ 7 Strafprozeßordnung) ausgeschlossen wird.

Begründung: Nach § 7 der Strafprozeßordnung kann der Beleidigte Beamte, wenn er sich durch eine Äußerung, die in Ausübung seines Berufes gemacht ist, beleidigt glaubt, Strafantrag auch bei dem Gerichte stellen, in dessen Bezirke die Äußerung gemacht ist. Diese Bestimmung ist eine Ausnahme von der Regel, daß der Gerichtsstand sich nach dem Wohnsitze des Angeklagten richtet. Sie ist eine Folge der Amtsstellung des Beamten, die ihn in Ausübung seines Berufes in die Öffentlichkeit stellt.

Nicht selten mißbrauchen Beleidigte diese Bestimmung, um sich einen ihnen zum Vorteil gelegenen Gerichtsstand zu begründen. Es kommt vor, daß Beamte, die sich durch eine Äußerung beleidigt glauben, die in einem Bezirke gemacht ist, in dem sie selbst wohnen, Strafantrag bei dem Gerichte ihres Wohnsitzes stellen, weil sie dort auf eine ihnen günstigere Beurteilung rechnen. Dadurch wird der Angeklagte gezwungen, vor einem fremden Gerichte zu erscheinen, was ihm oft große Kosten und Unbequemlichkeiten verursacht. Es ist daher geboten, diesen Mißbrauch zu beseitigen.

hujusmodi contragagiaciones non esse tolerandas, utpote in preju- PHILIPPE III, 1281.
dicium domini Regis factas, cum ad ipsum, tanquam superiorem, pertineat inter suos subditos jus tenere, et justiciam exercere; propter quod fuit preceptum gentibus Campanie quod erga dictum archiepiscopum, paratum coram domino Rege stare juri, hujusmodi contragagiaciones a modo intemptare non presumant; et preceptum fuit gentibus dicti comitis Campanie quod res per eos taliter capte libere redderentur, salvo jure heredis Campanie.

XXIV. Preceptum fuit et ordinatum quod capciones quas prepositus comitis Campanie fecerat, apud Brinon, in terra archiepiscopi Senonensis, contragagiando emendaret domino Regi et archiepiscopo.

XXV. Cum procurator regis Anglie nobis supplicaret, ut manum nostram amoveremus, ut ipsi, opus edificii cujusdam castri, in Petragoricinio siti, quod dicebatur Castrum-Regale, a dicto rege Anglie dudum incepti, quod opus, propter quandam parvam inobedienciam, per bone memorie karissimum dominum et genitorem nostrum Ludovicum, Francorum regem, arrestatum fuerat, ut dicebant, possent perficere et complere; procuratore abbatis et conventus Sarlatensium, ad dictam supplicacionem audiendam vocatorum, pro ipsis abbate et conventu, se opponente, et plures raciones pretendente, quare procurator dicti regis Anglie in predicta supplicacione sua minime debebat exaudiri: Tandem, quia certum est quod ipsi abbas et conventus ita privilegiati sunt quod ipsos, res et bona eorum extra manum nostram ponere non debemus, et quia, tempore dicti domini et genitoris nostri, eidem constitit et fides facta fuit, ut nostra curia recordata fuit, quod gentes dicti regis Anglie dictum castrum construi faciebant in feodo castri de Syurac, quod castrum de Syurac cum pertinenciis suis est de feodo dictorum abbatis et conventus, contra ipsorum abbatis et conventus voluntatem, nec ad denunciacionem novi operis, sibi factam, ex parte dictorum abbatis et conventus nec

Ragot parle d'un clis pour aller à Rome.

RES. Quatre fois Ragot a employé inutilement, dans des phrases différentes, le mot clis pour désigner le délai, le temps pendant lequel on peut se plaindre, sauf-conduit délivré par le Roi pour aller plaider contre quelqu'un, délai pour faire opposition à un jugement par défaut, etc. Ainsi, le plaideur qui a obtenu un sauf-conduit du Roi pour aller plaider contre son adversaire peut dire qu'il a un clis de quarante jours.

Ragot parle d'un clis pour aller à Rome.

Ragot, Ragot, quand donc, pour le bonheur de tes lecteurs, comprendras-tu que le mot clis n'a jamais été employé dans le sens de délai, de temps pendant lequel on peut se plaindre, etc.?

RES. Ragot a parlé, dans un article précédent, d'un clis pour aller à Rome. Il a entendu parler d'un clis pour aller à Rome, et il a cru que ce mot signifiait un délai, un temps pendant lequel on peut se plaindre, etc. Il a cru que le mot clis était un synonyme de sauf-conduit, de délai, de temps pendant lequel on peut se plaindre, etc. Il a cru que le mot clis était un synonyme de sauf-conduit, de délai, de temps pendant lequel on peut se plaindre, etc. Il a cru que le mot clis était un synonyme de sauf-conduit, de délai, de temps pendant lequel on peut se plaindre, etc.

RES. Tous vous rendez l'existence, depuis trois mois, à bien insupportable, Messieurs les Clis, avec votre clis pour aller à Rome. Vous ne pouvez pas vous imaginer combien vous m'ennuyez.

Vigerii, frater quondam dicti magistri Petri, de dicta terra ad homagium domini Regis devenire debebat, in eo statu in quo dictus Petrus erat, tempore quo decessit, salvo jure cujuslibet. PHILIPPE III, 1281.

XXX. Viso testamento Johannis, quondam comitis Blesensis, pronunciatum fuit quod bona mobilia dicti comitis et fructus et proventus prime armate a tempore mortis sue, de terra sua, executoribus testamenti sui liberentur, pro execucione sua adimplenda.

XXXI. Denarius quem Stephanus de Sancto Habundo, miles, nitebatur levare a mercatoribus Romanis Tuscanis transeuntibus per terram suam, de consensu eorum, ut dicebat et per litteras ostendebat, cadet omnino.

XXXII. Moneta domini Regis, contra voluntatem abbatis et conventus Clugniacensium, in villa Sancti-Jangulfi, de cetero non cudetur.

XXXIII. Abbacia de Cuciaco, in garda domini Regis existente, ballivus Arvernie, custodes ibi positos per episcopum Claromontensem, qui de bonis temporalibus ipsius abbacie se intromittebant, amovit, et custodes ad hoc, ex parte domini Regis ibi posuit, super quo conquerebatur episcopus de ballivo : Dicto ballivo et procuratore episcopi super hoc auditis, quod factum fuit super hoc per ballivum extitit approbatum.

XXXIV. Quia quidam homo, manens in territorio Sancti-Luppi-devineis, in quo territorio abbas et ecclesia Sancti-Dyonisii sunt in saisina alte justicie, in casu alte justicie, coram ballivo Aurelianensi sponte respondit, hac vice dicta cognicio ballivo remanebit, salvo in aliis casibus jure abbatis et ecclesie Beati-Dyonisii.

XXXV. Inspectis diligenter litteris domini G. Cambellani, militis,

PHILIPPE III, 1251. confectis super convencionibus matrimonii, inter filiam dicti domini G. et Aubertum de Hangesto, militem, contrahendi, declaratum fuit quod in mille libratis terre ad Turones dicto Auberto, a dicto G. in Normannia assidendis, justicia, maneria, nemora, garenne et consimilia, secundum convenciones predictas, in valore terre estimabuntur, et appreciabitur terra secundum valorem quem valebat tempore quo fuit tradita dicto Auberto; preterea cum dictus G. peteret, juxta convenciones predictas, a tempore quo dictus Aubertus adeptus fuit possessionem dicte terre, pro quolibet anno, quadringentas libras Turonenses sibi restitui, cum mobilibus que habebat in dicta terra, que estimabat ducentas libras Turonenses : Visis quibusdam aliis litteris nostris, a dicto Auberto exhibitis, esgardatum fuit quod, postquam dicte mille librate terre dicto Auberto fuerint assesse, ipse restituet, pro quolibet anno, dicto G. quamdiu vixerit, quadringentas libras Turonenses, et a tempore quo intravit dictam terram, usque ad tempus quo diote mille librate terre fuerunt assesse, idem Aubertus restituet dicto G. quicquid de terra predicta percepit quolibet anno ultra sexcentas libras Turonenses; et fuit injunctum ballivo Gisorcii ut dicte assisie faciende intersit, vel sufficienter mittat, et eam quantocius fieri faciat, et reddi faciat dicto G. mobilia sua de quibus constare poterit.

XXXVI. « Notum facimus quod, cum nos, racione senescallie nostre, et buticularius Francie, et cambellani nostri, per judicium nostre curie, essemus in possessione habendi et percipiendi ab abbate et conventu Sancti-Egidii in Provincia viginti quinque libras Parisienses, quando in dicta abbacia creatur novus abbas; dictique abbas et conventus, super proprietate dicte pecunie, in nostra curia, contra nos, buticularium et cambellanos nostros, questionem moverent dicentes nos, buticularium et cambellanos nostros jus non habere levandi et percipiendi dictas viginti quinque libras, et ideo peterent se absolvi a prestacione pecunie antedicte; cum homagium vel fidelitatis juramentum nobis non faceret dictus abbas, et plures alias raciones

proponerent per quas dicebant se non teneri ad prestacionem dicte pecunie : Tandem, de jure ipsorum plenius informati, quantum ad nos pertinet, dictos abbatem et conventum a prestacione dicte pecunie absolvimus et quittamus, et, quantum ad buticularium et cambellanos nostros pertinet, de dicta pecunia quittari decrevimus et absolvi. » PHILIPPE III, 1281.

XXXVII. Comparens in pallamento vicedominus Laudunensis, peciit sibi reddi terciam partem cujusdam explecti per magistrum Henricum de Campo-Repulso levati, sede Laudunensi vacante, pro domino Rege, de quadam muliere que virum suum multriverat, cum ipse esset in saisina habendi terciam partem omnium expletorum, emendarum et forisfacturarum in terra episcopi Laudunensis, procuratore dicti episcopi recognoscente dictum vicedominum esse in saisina, de tempore episcopi Guillelmi habendi terciam partem omnium explectorum, forisfacturarum et emendarum, preceptum fuit quod in compositis Omnium-Sanctorum sciatur quantum levatum fuit de dicto expleto, et tercia pars ipsius dicto vicedomino restituatur.

XXXVIII. Audita peticione executorum, bone memorie Guidonis, quondam archiepiscopi Bituricensis, super eo quod petebant manum domini Regis amoveri de bladis, levatis et debitis per Bituriam dicto archiepiscopo antequam decederet, et similiter de denariis debitis de vendicione bladorum per Bituriam que per custodes regalium saisita tenebantur; preceptum fuit quod manus domini Regis a predictis amoveatur, et predictis executoribus predicta liberentur. Item cum dicti executores dicerent quod custodes regalium Bituricensium ceperant de bonis ipsius archiepiscopi pro sustentatione animalium et familie grangiarum, et eciam pro sustentacione sua et familie sue, quando fuerunt in dictis grangiis, propter quod petebant dicti executores de predictis sibi restitucionem fieri, et quod de cetero bona dicti archiepiscopi ad tales usus non caperent.

PHILIPPE III, 1281. Audita dicta peticione ac viso privilegio ecclesie Bituricensis, dictum fuit per arrestum quod, a tempore mortis archiepiscopi, dominus Rex habebit commodum animalium, scilicet, lanam, caseos et fetus, eo modo quo archiepiscopus habebat et explectabat; et Rex sustinebit grangias, animalia, et solvet mercedem pastorum et expensas eorum que fuerunt necessarie, et remanebit Regi fenum et stramina grangiarum pro sustentacione animalium, et fenum colligetur ad expensas Regis. Item cum dicti executores peterent juxta formam privilegii regii archiepiscopatui Bituricensi concessi quod blada, in Augusto proximo colligenda, in territoriis grangiarum archiepiscopatus, sibi liberarentur, et omnes alie res que, secundum tenorem dicti privilegii, sibi liberari debent, et quod custodes regalium nullum impedimentum ponerent, quin predicti executores de eisdem bonis, pro remedio anime archiepiscopi defuncti, possint disponere; responsum fuit quod hoc eis fiet, sumptus tamen facient dicti executores in dictis fructibus colligendis. Item, cum dicti executores dicerent quod homines de Sancto-Palladio dederunt dicto archiepiscopo in usagio suo, ita proprio quod archiepiscopus vivens nichil possit ibi dare vel vendere, nec cedit illud nemus, in quo homines de Sancto-Palladio habent suum usagium, nec cedit in jus regalium superficiem cujusdam partis dicti nemoris, quam superficiem dictus archiepiscopus, dum viveret, vendidit, et de precio satisfactum fuit, et custodes regalium peterent a mercatoribus denarios predictos, quare petebant dicti executores, dictis custodibus regalium, super hoc silencium imponi; de isto articulo dictum fuit quod, si in tractatu composicionis facte inter dictum archiepiscopum et homines de Sancto-Palladio, super usagio foreste de Sancto-Palladio, fuit conventum et actum quod archiepiscopus perciperet et haberet superficiem illius partis nemoris quam assignavit predictus archiepiscopus hominibus dicte ville, pro usagio quod habebant in dicta foresta, gentes Regis poterunt percipere illud quod superest ad scindendum in parte predicta, et executores habebunt nemus scissum, tempore dicti archiepiscopi; si vero, post dictam composi-

cionem dicti homines dederunt dictam superficiem dicto archiepiscopo, Rex inde nichil habebit; et fuit dictum et judicatum quod omnia acquisita ab archiepiscopis Bitturicensibus, post concessionem predicti privilegii, remanent et remanere debent in regalibus domini Regis. PHILIPPE III, 1281.

XXXIX. Audito et relato, per ballivum Arvernie, quod episcopus Claromontensis erat in possessione capiendi procuracionem suam in prioratu de Fornex, preceptum fuit dicto ballivo per curiam quod in hujusmodi possessione dictum episcopum defendat a violenciis manifestis.

XL. Non obstante contradictione abbatis Case-Dei, monialibus creatis in abbacia de Combis per abbatissam, contra quam est appellatum, pendente appellacionis causa, de bonis predicti monasterii ministrabuntur necessaria, sicut aliis monialibus monasterii antedicti.

XLI. Dictum fuit gentibus episcopi Claromontensis, quod bene cerciorabitur dictus episcopus, quod officialis suus habuit octo libras pro liberacione bigami, et requiretur episcopus quod eum super hoc puniat ut debebit. Jurabit eciam jaolerius quod in dicto bigamo custodiendo omnem diligenciam quam potuit adhibuit; et ballivus Regis de aliquo loco, dicti bigami resaisietur.

XLII. Audita peticione gencium comitis Campanie quod Judei Regis in Campania non morarentur, responsum fuit eis per arrestum quod non erant super hoc audiende, immo fiet super hoc prout fuit hactenus usitatum.

XLIII. Abbas et capitulum Dauratenses, viso privilegio suo, remanebunt in saisina quod de suo temporali justiciabuntur per Regem, et non per alium.

Augusto. 1778. Un cane bastardo, detto Cerbero, dichiarato per tale con sentenza del vicario criminale, per aver ucciso un bambino di tre anni.

Digitized by Google

Nel processo criminale contro il detto cane bastardo, dichiarato per tale con sentenza del vicario criminale, per aver ucciso un bambino di tre anni, si trova quanto segue. Che il cane bastardo, detto Cerbero, proprietà di Antonello Antonelli, macellaro, abitante in Roma, nella strada de' Pettinari, avendo ucciso un bambino di tre anni, figlio di Giuseppe Ferrari, fornaro, abitante nella medesima strada, fu dal detto vicario criminale condannato a morte, e che, avendo il padrone del cane ricorso al tribunale del governatore di Roma, questo, con sua lettera, scritta in data del 15 di luglio 1778, ordinò al detto vicario criminale di sospendere l'esecuzione della sentenza, e di rimettere tutto il processo originale. Che il padrone del cane, per mezzo del suo avvocato, presentò un memoriale, nel quale espose, che il cane era stato sempre custodito in casa, e che, per la sua mansuetudine, era stato sempre tollerato, e che, per la sua fedeltà, era stato sempre amato da tutti i suoi vicini; che, in quel giorno, il cane era stato chiuso

nisi longevum usum et antiquam consuetudinem ut est dictum: Unde racionibus dictarum parcium diligenter auditis, pronunciatum fuit, per judicium curie nostre, procuratores dictarum communitatum super premissis non esse aliquatenus audiendos (46). » PHILIPPE III, 1281.

XLVI. Tali senescallo : Mandamus vobis, quatenus novam monetam episcopi Caturcensis faciatis recipi in villis et locis vobis subjectis, quorum locorum est moneta propria et ab antiquo exposita cursualis.

XLVII. Conventus Sancti-Amandi dyocesis Petragoricensis ordinabunt aliquas personas, abbacia vacante, ad percipienda, administranda et dispensanda temporalia bona sua; et si illis administratoribus et dispensatoribus inferatur violencia, et habeant recursum ad senescallum domini Regis, defendet eos prout defenderet et defendere consuevit abbatem dicte abbacie, et in dicta abbacia presidentem.

XLVIII. Cum majori et communie Silvanectensibus, per regale privilegium, sit concessum quod dicta communia habeat in perpetuum omnia forisfacta, justicias et emendaciones omnium forisfactorum, multro, raptu et homicidio exceptis, ac ipsi major et jurati per dictam cartam petêrent et habere vellent emendas ab illis de sua communia qui statutum domini Regis, de jumentis tenendis, transgressi fuerant, visa carta sua predicta, pronunciatum fuit quod dictas emendas non haberent (47).

XLIX. Cum abbas et conventus Brantelmenses dicerent et proponerent, in judicio, coram nobis, contra Bernardum de Bordelia, armigerum, quod castrum et castellania de Bordelia erant de feodo ipsorum, et quod Ebolus de Bordelia, primogenitus frater dicti Bernardi, bannitus fuerat per inclite recordacionis karissimum dominum et genitorem nostrum Ludovicum, Francie regem, de toto regno suo, qui quidem Ebolus, per terre consuetudinem, tanquam primo-

Acquisto di Cipro per la prima volta

Nel 1570 Venezia era in guerra con la Turchia per la prima volta dal 1540, quando Solimano aveva conquistato Rodi. Il sultano Selim II, figlio di Solimano, aveva deciso di conquistare Cipro, che era stata sotto il dominio veneziano dal 1489. Nel 1570 Nicosia, la capitale dell'isola, cadde in mano turca, e Famagosta, l'ultima roccaforte veneziana, resistette per quasi un anno. Quando Famagosta si arrese, nell'agosto del 1571, i turchi massacrarono la guarnigione veneziana e il governatore, Marcantonio Bragadin, fu scorticato vivo. Nel frattempo, però, la flotta veneziana, sotto il comando di Sebastiano Venier, aveva raggiunto la flotta turca nelle acque greche. Il 7 ottobre 1571 le due flotte si scontrarono nella battaglia di Lepanto, che fu la più grande battaglia navale dell'epoca. Le navi veneziane, spagnole e papali, sotto il comando di don Giovanni d'Austria, distrussero la flotta turca, che era quasi altrettanto numerosa. Più di 30 000 turchi furono uccisi o catturati, e 15 000 cristiani furono liberati dalle galere turche. Tuttavia la vittoria non ebbe conseguenze politiche durature. Cipro rimase in mano turca, e Venezia non riuscì a ottenere nessun'altra concessione importante dalla Turchia.

1. Descrivete due navi, entrambe dotate di cannoni, che hanno partecipato alla battaglia di Lepanto. Quale delle due era più veloce?

inquisierint, referendi ut justius, per curiam domini Regis, dicte condempnaciones fiant (49). PHILIPPE III, 1281.

LI. C'est la besoigne mesire Hervei de Lyon, chevalier, pour chascun arpent de bois, a l'arpent nostre sire le Roy. Trois solz de tournois de rente, sanz prisier et sanz nombrer la garenne ne la mine, c'est a entendre la terre de quoi on fait le fer, et sanz sa partye du tierz des bois qu'il a en la chastellerie de Chastieau-Nuef et de Senonches, et sanz la creue du bois qui est surs terre, c'est a entendre toutes ces choses davantage par le pris desusdit. Item les fiez, c'est a entendre pour cent livres de fiez cent solz de rente, de plus plus, de moins moins. Item les prevotez, au fuer qu'eles sunt vendues, sanz metre en priz la justice qui n'est mie vendue, avec les prevostez qui seront davantage, et les manoirs de Chastiau-Nuef et de Senonches et l'estang de Senonches, soient avenanti par pris de bonne gent, exceptees les terres gaaigables et les friches qui soient prisiees avenanment, ou i demourront a mesire Hervieu; et si i a prez et autres menues choses qui soient avenanties, ou y demourront audit mesi[1] Hervei; mes il est a savoir qu'il i a cinq cenz arpenz des bois desus diz qui sunt venduz a J. Marchaant, qu'il convient qu'il les ait et que il soient coupe, mais l'en n'en poiera point de rente devant apres la coupe; et de toutes ces choses desus dites l'en prendra eschange au pont Saint-Pierre et es prouchains lieus d'iluec jusques a la value de quatre cenz livres de rente, sanz nul franc-fie, mes que l'en ait la justice haute et basse es hommes qui li seront assis, et le scurplus au Temple, a certain terme, d'an en an.

LII. Cum abbas et conventus Compendienses dicerent judicatum fuisse pro eis quod in locis ab eis de novo acquisitis sicut et in suis locis antiquis in foresta Cuysie, uti poterant et debebant super dicto judicio, domini Regis litteras ostendentes, factum fuit recordum quod mota fuit curia ad dictum judicium faciendum, quia ipsi abbas et conventus quandam domum acquisierant contiguam

[1] Lisez *mesire*.

PHILIPPE III, 1281. muris abbacie, et pro ampliacione abbacie domum predictam clauserant, ita quod non erat ibi ingressus, nisi per abbaciam, et, si ponerent in ea hospitem, non uteretur in foresta, propter quod dictum judicium non extendit se ad acquisita de novo, nisi in quantum potest et debet, secundum sua antiqua privilegia.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO OCTABARUM SANCTI-MARTINI,

ANNO DOMINI MCCLXXXI.

I. Emenda quam Guillelmus de Alneto, miles, domino Regi in precedenti pallamento fecerat, pro capcione Jacobi Louchart, civis Attrebatensis, taxata fuit ad mille libras Turonenses; et compellentur ejus fidejussores ad dictam emendam solvendam, qui fidejussores sunt hii, videlicet : Dominus Galterius de Alneto, Johannes Choisel, Adam de Cardoneto, Petrus de Canaberiis, Petrus Choisel, Galterus de Guigne-Cort et Regerius Fromondi, milites.

II. Egidius de Nova-Villa, miles, gagiavit emendam domino Regi pro eo quod interfuit capcioni dicti Jacobi, ad voluntatem domini Regis, de qua fuit plegius Johannes de Villa, miles.

III. Cum Johannes de Baillolio, miles, recognovisset in curia quod ipse verberari fecit et jussit quemdam armigerum de Clari, ob quam verberacionem idem armiger mutilatus est, et idem miles hoc emendasset domino Regi, taxata fuit emenda Regis ad sexcentas libras Parisienses, salvo jure domini mutilati.

Postea fuit moderata ad quadringentas libras Parisienses, solvendas, in festo Omnium-Sanctorum centum libras, et in quolibet festo Omnium-Sanctorum centum libras, donec totum sit solutum.

IV. Quia duo filii Philippi de Borbonio, non existentes adeo nobiles ex parte patris quod milites fieri deberent, se fecerunt fieri milites, emendaverunt hoc domino Regi; et solvet eorum quilibet mille libras Turonenses, et milites remanebunt[1]. PHILIPPE III, 1281.

V. Preceptum fuit domino de Chyson, sub omni eo quod potest forisfacere, quod ipse burgensibus Tornacensibus et specialiter Guillelmo Castaigne teneat bonam pacem.

VI. De septem hominibus quos ballivus Ambianensis ceperat seu capi fecerat in curia abbacie Sancti-Vedasti Attrebatensis, pro defectu comitis Attrebatensis, ut dicebat, fuit ordinatum quod locus resaisiretur, salvo jure comitis et monasterii predictorum; et, loco resaisito, dicti homines, salvo jure comitis et salvo jure abbatis et conventus predictorum, abibunt et recedent.

VII. Homines de parrochia Sancti-Audoeni non solvent pasnagium de porcis suis quos mittent in nemoribus monachorum de Barbeollo, nisi pasnagium fuerit publice proclamatum.

VIII. Ordinatum fuit quod si dominus Rex habeat regalia in bonis episcopatus Cabilonensis ultra Saganam, Rex juvabit episcopum ad defensionem juris, si fiat ei violencia vel injuria in dictis bonis.

IX. Visa carta prioris et fratrum Beate-Marie-Magdalene de Rothomago, determinatum fuit quod manentes in terra elemosine sue, esse debent immunes a prestacione foagii, licet domos conducant.

X. Episcopo Silvanectensi conquirente quod ballivus Silvanectensis, in prejudicium ipsius et in domo Johannis Leschans, militis, movente de feodo ipsius episcopi custodes posuerat et tenebat, licet idem

[1] On lit à la marge ces mots écrits d'une autre main : *Et comes Nivernensis qui eos milites fecit, hoc Regi emendavit.* Voyez le parlement de la Toussaint 1279, n° VIII.

PHILIPPE III, 1281. episcopus esset in saisina habendi et tenendi custodes suos ibidem; ballivo ad hoc respondente quod, cum dicta domus sita sit in castellania Silvanectensi, et dominus Rex sit in bona possessione justiciandi nobiles ipsius castellanie de factis propriorum corporum, et super catallis, dictos custodes in dicta domo, utendo jure domini Regis, et absque injuria dicto episcopo facienda, ponere potuerat et tenere : Auditis hinc inde propositis, determinatum fuit dominum Regem remanere debere in possessione habendi et tenendi custodes ibidem.

XI. Matheo de Tornella, milite, ex dono Regis, habente quendam casum alte justicie, qui, de quadam persona ignobili, in villa de Riex acciderat; ac insuper ei concessum fuisset a Rege quod ipse et antecessores sui de cetero haberent altam justiciam in dicta villa, prout dividitur per metas, nulla facta mensione in carta sua de personis nobilibus, et ideo, racione dicte concessionis, dictus miles justiciare vellet quosdam nobiles in dicta villa manentes, super factis propriorum corporum et catallis : Quia dominus Rex, de generali consuetudine castellanie Silvanectensis, infra quam villa de Riex sita est, justiciat nobiles ipsius castellanie, super factis propriorum corporum et super catallis, pronunciatum fuit quod idem Matheus super nobiles dicte ville dictam justiciam non haberet.

XII. Auditis super hoc partibus diligenter, pronunciatum fuit quod Henricus d'Avaugor, miles, erat in defectu super terra de Paceio, super pedagio de Nomant, et super aliis in litteris domini Regis contentis, comiti Britannie deliberandis, secundum quod per domini Regis litteras tenebatur.

XIII. Preceptum fuit episcopo Cathalanensi quod, pro eo quod capitulum suum dicit, quod episcopus, ad custus suos, eos tenetur custodire, episcopo contrarium asserente, eos custodire non omittat, ita quod, propter ejus defectum, Rex non apponat manum su-

per hoc, et quamdiu episcopus faciet circa hec quod debebit, Rex se non intromittet de custodia antedicta. PHILIPPE III, 1281.

XIV. Cum, ex parte capituli Aurelianensis, nobis denunciatum fuisset quod custodes regalium Aurelianensium, sede Aurelianensi vacante, in grossis nemoribus episcopi Aurelianensis faciebant vendas inconsuetas et indebitas, ordinatum fuit quod vende incepte tempore episcopi perficientur et explectabuntur; vende vero venditе, et venditoribus liberate, licet incepte non fuissent ad scindendum ante mortem episcopi, explectabuntur; vende vero que in dictis grossis boscis erant mercate et signate, tamen non erant venditе, nec venditoribus liberate, non explectabuntur nec vendentur.

XV. Mandamus vobis quatinus militibus et aliis personis vestre ballivie que habent warescum in terra sua, quociens requisiti fueritis de aliquo waresco liberando, scire faciatis quod ipsi, infra tres dies postquam hoc eis significaveritis, compareant coram vobis, visuri dictum warescum liberari, vel dicturi racionem quare liberari non debeat; quod nisi venerint infra dictos tres dies, illud warescum faciatis liberari, prout de consuetudine Normannie fuerit faciendum.

XVI. Dicebat dominus Rex contra preceptorem et fratres militie Templi, quod, de jure communi, ad ipsum pertinent emende, exitus et explectamenta que percipiuntur ex delictis et forisfactis punitis per curiam suam; unde cum predicti prior et fratres usurpaverint jus Regis, percipiendo predicta de hominibus suis, petit dictos fratres jus non habere in premissis pronunciari, et predicta ad dominum Regem debere pertinere, et arreragia sibi reddi, usque ad summam decem millium marcharum argenti. Huic peticioni ita generali dominus Rex supersedet ad presens.

XVII. Questioni quam dominus Rex movebat contra abbatem et conventum Cirisiacenses, super decima emolumentorum foreste de

s. 83(1)(a)

83(1)(a) Any decision by the non-resident nominee and Superintendent of Motor Vehicles pursuant to section 83(1)(a) of the Motor Vehicle Act may be appealed to the Supreme Court of the Northwest Territories, whose decision on the appeal is final, by any person who claims an obligation, in case a person who is not a resident of the Territories or province or state in which a reciprocal agreement exists, has been unable to satisfy any judgment against him or her for damages arising out of the use or operation of a motor vehicle in the Territories, by reason of section 83(1)(a) of the Motor Vehicle Act, to pay damages for which a judgment has been obtained against the person.

s. 83(2)

83(2) Save for a proposal mentioned in section 83(2)(a) of the Motor Vehicle Act, no proposal for the settlement of a claim shall be made by a claimant, his or her solicitor, his or her agent or any other person on his or her behalf, unless the proposal is made in writing and is delivered to the Superintendent of Motor Vehicles.

s. 83(2)(a)

83(2)(a) Where a proposal for the settlement of a claim is made by a claimant, his or her solicitor, his or her agent or any other person on his or her behalf, the Superintendent of Motor Vehicles shall not disclose the proposal to any person, except to the claimant, his or her solicitor, his or her agent or any other person on his or her behalf, until the claim has been settled or the proposal withdrawn.

s. 83(3)

83(3) Where a proposal for the settlement of a claim is made by a claimant, his or her solicitor, his or her agent or any other person on his or her behalf, the Superintendent of Motor Vehicles shall not disclose the proposal to any person, except to the claimant, his or her solicitor, his or her agent or any other person on his or her behalf, until the claim has been settled or the proposal withdrawn.

XXII. Non obstante contradictione domini Cociaci, comitis Roucei et quorumdam aliorum nobilium de Lauduno, dictum fuit per arrestum quod scabini Laudunenses remanebunt in saisina faciendi inquestas, et judicandi eas in causis que erunt coram eis. PHILIPPE III, 1281.

XXIII. Preceptum fuit ballivo Vernoli et quibusdam aliis, pro comite Alençonis, quod Judei morantes in terra ipsius comitis in feodis et retrofeodis ipsius comitis, tempore quo fuit adeptus possessionem dicte terre, deliberentur eidem; set si postea Judei Regis ibidem se transtulerunt, domino Regi remanebunt.

XXIV. Pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod abbas et conventus Regalis-Montis, de rebus suis emptis et vel non emptis quas ad proprium usum suum, propriis navibus suis, vel, mediante mercede, sibi conductis per aquam Ysare, apud Credulium, duci vel transferri faciunt et facient in futurum, pedagium seu costumam aliquam apud Credulium solvere non teneantur, nec eciam tenebuntur, hoc salvo quod si, pro navibus vacuis, aliquid solvi seu reddi consuetum est, illud idem pro navibus sibi conductis oneratis persolvatur; et, si dicti religiosi per dictam aquam res venales vel mercaturas ducant seu transferri faciant, pedagium seu costumam, quod vel quam a mercatoribus exigi vel levari consuevit, apud Credulium, dicti religiosi reddere tenebuntur.

XXV. Concordatum fuit per totum consilium quod non patietur quod comes Barri faciat capciones in regno, et ducat in imperium; et fuit preceptum quod capciones quas fecit in regno, contra archiepiscopum Remensem, et duxit extra regnum, liberet et emendet.

XXVI. Cum abbas et conventus Sancti-Richarii plures peticiones facerent in curia ista contra regem et reginam Anglie ac, ex parte dictorum regis et regine, curia fuisset repetita: Auditis

PHILIPPE III, 1281. super hoc partibus, dictum fuit per arrestum quod dicti rex et regina de dictis abbate et conventu curiam non haberent.

XXVII. Cum major et jurati de Abbatissa fecissent adjornari in curia ista regem et reginam Anglie, et aliquas peticiones fecissent contra eos, dicti rex et regina suam curiam pecierunt de eisdem: Auditis super hoc partibus, reddita fuit curia dictis regi et regine de majore et juratis predictis.

XXVIII. Ad supplicacionem multorum de Montanis Avernie, et audita relacione ballivi nostri, ordinatum fuit quod Montane Arvernie jure consuetudinario regerentur.

XXIX. Dictum fuit per arrestum quod ballivus Senonensis monachos Ferrarienses non compellet ad tenendum et complendum litteras abbatis sui, super actione personali, eciam si sit ibi obligacio generalis, nisi aliqua hereditas fuerit specialiter obligata.

XXX. Judeus, captus per gentes domini Regis in justicia domine Virsionis, liberabitur dicte domine, quia captus non fuit ad presens forisfactum. Hoc idem dictum fuit de quodam Judeo comitisse Forensis.

XXXI. Homines de Lyra, de Gloz et de Rugles, bannarii de Britulio, ut recordatur curia, non possunt mittere quadrigas ad carbonem nisi suas, et nulli alii extranei ire poterunt, nisi ad peticionem ferronum.

XXXII. Emenda quam senescallus Pontivi gagiaverat abbati et conventui Sancti-Richarii, pro facto Feuqueriarum, taxata fuit centum libras Parisienses.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXXII.

I. Bizancius auri quem comes Suessionensis debet annuatim ecclesie Beate-Marie Suessionensis estimatus fuit octo solidos Turonenses, quam estimacionem procurator ecclesie acceptavit; et fuit preceptum ballivo ut faciat reddi arreragia a tempore mortis dicti comitis (50).

II. Dominus de Chyson emendavit quod manum posuit ad prepositum Tornacensem, et promisit quod assecurabit singulares personas de Tornaco que sibi timent de eo, per comitem Flandrensem; et juravit quod communi de Tornaco, per se vel per suos, non forisfaciet, set eis tenebit bonam pacem, et, si sciret quod malum eis venire deberet, eis notificaret, ut cicius posset.

III. Scabini et communitates quatuor bonarum villarum comitatus Guynensis appellaverant et fecerant adjornari homines comitis Attrebatensis, super pravo et falso judicio per eos in curia dicti comitis facto, ut dicebant. Ex parte dicti comitis fuit super hoc curia repetita, que, habito consilio, fuit sibi reddita.

IV. Cum episcopus Meldensis nobis conquestus fuisset quod comes Campanie seu gentes sue de novo instituerant, Meldis, quendam tabellionem qui deferret signum ad signandum litteras sigillo ballivi sigillandas, quod non fuerat alias consuetum, quare supplicabant hujusmodi novitatem amoveri : Audito super hoc dicto episcopo et gentibus dicti comitis non ut se partem, super hoc, contra

PHILIPPE III, 1282. dictum episcopum facere vellentibus, dictum fuit per arrestum ab hujusmodi novitate esse cessandum, et omnia in eo statu remanere debere in quo erant, tempore quo dictus comes venit ad dictam terram tenendam, salvo in omnibus jure heredis comitatus Campanie, quando venerit ad etatem.

V. Recordata fuit curia alias fuisse ordinatum quod omnes capciones quas servientes domini Cociaci facerent, occasione usagii quod episcopus Laudunensis habet in forestis domini Cociaci, recredentur super loca in quibus fierent per unum plegium, et super eisdem capcionibus dictis servientibus, per sua juramenta, crederetur; et preceptum fuit ballivo ut sciat si dominus Cociaci, de hujus recredenciis, faciendis eo modo quo dictum est, fuerit in defectu.

VI. Die veneris in crastino festi beati Barnabe apostoli, presentavit nobis Johannes de Welu, miles, litteras testimoniales illustris regis Sicilie, quod dictus miles fuerat in urbe, nono die mensis Januarii ultimo preteriti, necnon et litteras testimoniales penitenciarii Cantuariensis quod idem miles, causa peregrinacionis sibi injuncte, fuerat Cantuarie in octabis Sancte-Trinitatis ultimo preterite.

VII. Dictum fuit per arrestum quod, in collecta facta Pruvini, pro enormi facto de Guillelmo Penthecoste, homines de Fare-Monasterio et aliarum ecclesiarum, burgenses nostri et monetarii, cubantes et levantes Pruvini, tempore perpetrati delicti, communiter contribuent, sicut alii homines dicte ville.

VIII. Soluta fuit manus vicedomini de Pinquignaco, quantum ad feodum quod dominus de Bella-Valle emit a domino Mailliaci, hoc salvo quod, si ballivus Ambianensis, pro nobis, possit se cerciorare quod illum feodum sit de pertinenciis de Bella-Valle, illud reas-

sumet in manu Regis, lite pendente inter Regem et dictum vice- PHILIPPE III. 1282.
dominum super homagio castri de Bella-Valle, ville et pertinenciarum.

IX. Cum quidam cives Belvacenses de sub aquis conquererentur de illis de scambio super quibusdam pertinentibus ad officium, administracionem seu regimen communie Belvacensis, episcopus Belvacensis super hiis curiam suam repeciit : Auditis super hoc parcium raciombus, dictum fuit per arrestum quod episcopus super hoc curiam non haberet.

X. Cum comes Flandrensis conquestus fuisset quod ballivus Ambianensis, pro Rege, per manum suam levaverat quandam emendam a Gallero de Duaco, milite, in terra dicti comitis cubante et levante, dicto comite irrequisito et in aliquo defectu non existente : Auditis super hoc comite et ballivo, quia curia habet pro certo quod dominus Rex est in bona saisina levandi emendas suas in terra cujuscumque, per manum suam, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dominus Rex in saisina hujuamodi remaneret.

XI. Cum triginta novem de Gandavo, in causa quam in curia ista moverant contra comitem Flandrensem, super defectu juris, succubuissent, et ideo dictus comes niteretur quod statum suum amitterent, et bona eorum mobilia et hereditates que sub ipso erant sibi essent commissa; dictis triginta novem contrarium asserentibus, et dicentibus se non teneri propter hoc, nisi ad emendam pecuniariam, ea racione quod dictus comes emendam sibi plicatam a procuratore Gandensi receperat : Tandem, predictis partibus ordinacioni et volumtati nostre se supponentibus, dictos triginta novem condempnavimus ad reddendum dicto comiti quadraginta millia librarum Turonensium pro emenda, et est sciendum quod statum, hereditates et mobilia non amittent.

102. Ordonanţă pentru reglementarea vânzării şi cumpărării de cereale.

Noi, Ferdinand, prin Dumnezeul, milostivirea noastre şi prin voinţa naţională Rege al României, la toţi de faţă şi viitori sănătate. Asupra raportului Consiliului Nostru de miniştri, sub data de 1 Septembrie 1916, sub Nr. 2.

Având în vedere trebuinţele pentru susţinerea armatelor, consumaţiunea locuitorilor şi precum şi trebuinţele de semănături, ca şi pentru a preîntâmpina speculaţiunile, ce s'ar face cu cerealele, pentru a ajunge la preţuri echitabile pentru consumatori şi producători;

Am decretat şi decretăm următoarele dispoziţiuni, care vor avea forţa şi valoarea unei legi:

Art. 1. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 2. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 3. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 4. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 5. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 6. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 7. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 8. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 9. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

Art. 10. Cerealele, ce se găsesc în ţară, sunt declarate de interes general şi supuse regimului prevăzut în această lege.

XV. Cum homines de Nibella, per punctum carte, dicerent se esse immunes a prestacione costume in mercato de Belna et per longum usum, preposito de monacho de Belna contrarium asserente: Visa carta predicta et parcium racionibus intellectis, pronunciatum fuit quod homines de Nibella, de nutritura sua de vinis et bladis, in vineis et terris propriis crescentibus, et de hiis que ement ad usum suum, in dicto mercato, nullam solvent costumam; set de hiis que ement vel vendent, causa negociacionis exercende, solvent costumam. PHILIPPE III, 1282.

XVI. Cum Petrus de Curteneio, armiger, resilire vellet a convencionibus habitis in tractatu matrimonii, inter sororem suam et primogenitum domini Radulphi de Stratis, Francie marescalli, quia tempore quo consensit predictis conventionibus erat minor quatuordecim annis, habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit per jus quod, licet etatem legitimam non haberet, nichilominus, quia dicte convenciones recordate fuerunt in presencia domini Regis, dicto Petro presente et consenciente, et quia dicte convenciones eidem Petro dampnose non sunt, set pocius fructuose, idem Petrus compellendus est ad tenendas convenciones predictas.

XVII. Cum Huguetus de Chefanges, valletus, peteret se admitti a nobis ad homagium pro tercia parte castri et ville de Bella-Villa et pertinenciarum que dicebat ad ipsum pertinere, ex causa donacionis sibi facte, a defuncta Amicia, quondam uxore sua, in testamento suo, ut dicebat, asserens ad dictam uxorem suam devenisse eschetam Mauricii de Foresta, militis, patrui dicte Amicie, uxoris predicti Hugueti, quem dicebat pro mortuo haberi debere, pro eo quod in duello, facto inter dictum Mauricium de Foresta, militem, ex una parte, et Mauricium de Castro-Muri, militem, ex altera, in curia vicecomitis Touarcensis, domini sui, dictum Mauricium de Foreste victum fuisse dicebat; peteret eciam dictus Huguetus, coram nobis, ex causa predicta, se recipi ad homagium a vicecomite supradicto, pro tercia parte eorum que erant de feodo suo de escheata supradicta, procu-

Février. Le 28. Le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Mercredi des Cendres, 28 février, le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Le prince Charles, son frère, le conduisit jusqu'à Nanteuil, où il le quitta. Le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Le prince Charles, son frère, le conduisit jusqu'à Nanteuil, où il le quitta. Le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Le prince Charles, son frère, le conduisit jusqu'à Nanteuil, où il le quitta. Le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Le prince Charles, son frère, le conduisit jusqu'à Nanteuil, où il le quitta. Le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Le prince Charles, son frère, le conduisit jusqu'à Nanteuil, où il le quitta. Le duc de Lorraine, qui avoit été à Paris depuis quelques jours, en partit pour retourner à Lunéville. Il fut reconduit jusqu'à Meaux par le duc de Chartres, qui, ayant pris congé de lui, le laissa continuer son chemin. Le prince Charles, son frère, le conduisit jusqu'à Nanteuil, où il le quitta.

nescallo ut omnia dampna que probata inveniret dicto G., occasione predicta, fuisse illata, sibi reddi et restitui faceret, ita tamen quod si, per dictam inquestam de dictis dampnis, sufficienter instrui non posset super dictis dampnis, per se vel per alium de novo inquireret et terminaret. PHILIPPE III. 1282.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PARLAMENTO BEATI MARTINI,

ANNO DOMINI MCCLXXXII.

I. Johannes de Petra, civis et mercator Cameracensis, emerat lanas in Anglia quas proposuerat ducere apud Cameracum. Ut recognovit, contra bannum Regis editum, quod lane non extraherentur de regno, dominus Cociaci eas arrestavit in terra sua, et, quia dictus mercator erat ignarus dicti banni, ut dicebat, dictus dominus, de voluntate et permissione curie, promisit se liberaturum dicto mercatori lanas predictas.

II. Procuratore abbatis et conventus Sancti-Nicholai-in-Bosco conquerente quod dominus Cociaci abstulerat sagittas Karsnoto, servienti ipsorum abbatis et conventus, qui eas deferebat in justicia et dominio dicte ecclesie, ut dicebat dictus procurator, dictus dominus Cociaci in pallamento dixit quod dictas sagittas justiciando non ceperat, nec volebat quod capcio hujusmodi sibi prodesset in saisina vel proprietate, nec dictis abbati et conventui noceret.

III. Canonici Parisienses conquerebantur quod gentes nostre et major et scabini de Cauniaco, homines suos de Viriaco, contra tenorem carte comitisse Viromandensis, confecte super quadam compositione inter ipsos canonicos et dictam comitissam olim facta, apud

PHILIPPE III. 1282.

Cauniacum justiciabant et arrestabant, quare supplicabant quod nos dictam cartam sibi teneri et gentes nostras et dictos majorem et scabinos a dictis justiciacione et arresto cessare faceremus; ipsis majore et scabinis, ex adverso, dicentibus se esse in possessione, a tempore a quo non extat memoria, et eciam ante tempus composicionis predicte, faciendi arrestum apud Cauniacum, et specialiter arrestandi homines de Viriaco eciam ad instanciam hominum de Viriaco et de generali consuetudine patrie, consimilis arrestacio in villis vicinis scabinatum habentibus fieri consuevit: Tandem, visa carta et racionibus parcium intellectis, pronunciatum fuit quod dicti major et scabini in possessione dicti arresti remanebunt, et, si homines de Viriaco delinquant vel jam delinquerint in rebus de quibus sumus advoati, per nos, per gentes nostras, apud Viriacum justiciabuntur.

IV. Cum episcopus Laudunensis, occasione suorum hominum, fecisset peticionem contra dominum Cociaci super quibusdam vinagiis et pasturagiis; item super capcionibus trium hominum ipsius episcopi, per dictum dominum Cociaci captorum, post dies consilii et ostensionis, ex parte dicti domini, fuit propositum quod, dicto episcopo super dictis peticionibus sive dictis hominibus, cum non sint homines de corpore, non tenebatur respondere : Partibus se super hoc judicio supponentibus, habita deliberacione, dictum fuit per arrestum quod dominus Cociaci, super predictis peticionibus dicto episcopo non responderet, hominibus predictis non vocatis.

V. Declarando judicium in curia nostra factum inter Guillelmum Tristan, ex una parte, et Guillotum, nepotem suum, et Perretam, neptem suam, liberos defuncti Gervasii Tristan, ex altera, in quo quidem judicio salvatum fuit quod per donacionem seu promissionem factam dicto Gervasio, patri dictorum Guilloti et Perrete, a Bartholomeo Tristan, dicti Gervasii patre, non fieret condicio deterior aliorum liberorum dicti Bartholomei, pronunciatum fuit quod, si dictus Bartholomeus plus dedit seu promisit quam dedisse

seu promisisse non debuisset, secundum consuetudinem terre, hoc de donacione dictis Guilloto et Perrete a dicto Bartholomeo erat rescindendum; propter quod dictum fuit dicto Guillelmo ut in quadam cedula scriberet omnes hereditates et conquestus, sive sint villenagia, sive feodum, que dictus Bartholomeus, pater suus, tenebat et possidebat, tempore donacionis et promissionis predictarum, et valores eorumdem, et qualiter, secundum consuetudines locorum in quibus site sunt, consueverunt dividi, et omnes alias circonstancias, et hec tradat in scriptis dictis Guilloto et Perrete ita quod, si in hoc concordes fuerint, bene quidem; et si sint discordes, dominus Rex, super obscuris et negatis, sciri faciet veritatem, et reddet unicuique, quod jus erit. PHILIPPE III, 1282.

VI. Cum prior et fratres hospitalis Beate-Marie-Magdalene Rothomagensis nobis conquesti fuissent quod pasnagerii foreste nostre Cuysie minus juste et contra tenorem cartarum suarum impediebant eis quominus uti possent et gaudere quittancia pasnagii de propriis porcis suis in dicta foresta : Visa dicta carta, pronunciatum fuit dictos pasnagerios a dicto impedimento cessare debere, et dictos magistrum et fratres in possessione quitancie pasnagii remanere debere.

VII. Cum, ex parte abbatis et conventus Sancti-Vedasti Attrebatensis, ad nos esset delata querimonia quod servientes ballivi Ambianensis violenter abstulerant de abbacia sua quedam vasa argentea que Andreas Louchart ibidem deposuerat : Audito super hoc ballivo, preceptum fuit ei quod de dictis vasis argenteis dictam abbaciam resaisiret, ac eidem inhibitum, ne per se vel per servientes suos, de cetero talia attemptaret.

VIII. Cum tres mulieres, sortilege, Silvanectis fuissent capte, et per majorem et juratos justiciate, super hoc fuit conquestus episcopus, dicens cognicionem et punicionem hujus criminis ad se pertinere, majore et juratis a contrario dicentibus se esse in possessione cognos-

Horvát-szlavon. — 1883. godine članak XXXVII. o izvršenju ugovora u predmetu zajedničkih poslova između kraljevina Ugarske i Hrvatske i Slavonije, koji je ugovor sklopljen u Budimpešti dne 19. prosinca 1881., kao i drugih međunarodnih ugovora o carinskom području.

1. Az 1881-ik évi deczember hó 19-én Budapesten kelt egyezmény (1. sz. t.-cz.) a mellékelt szöveggel hatályba lép.

1. Ugovor (čl. br. 1.) sklopljen u Budimpešti dne 19. prosinca 1881. stupa na snagu s priloženim tekstom.

2. Az egyezmény kiváltságokat, illetőleg kedvezményeket biztosító rendelkezései a vámterületre vonatkozó nemzetközi szerződésekben részes azon államokra is kiterjednek, a melyek a vámterületre vonatkozó szerződésekben részesek, a mennyiben az illető szerződésekben ugyanazon előnyök nincsenek biztosítva.

2. Odredbe ugovora koje jamče povlastice, odnosno olakšice, proširuju se i na one države koje su stranke međunarodnih ugovora o carinskom području, a koje su stranke ugovora o carinskom području, ako ti ugovori ne jamče iste povlastice.

3. A jelen szabályozás feltételeinek teljes fenntartása mellett ezek a vám- és kereskedelmi szerződések, valamint az azokhoz tartozó jegyzőkönyvek, továbbá az azok pótlására, illetőleg módosítására szolgáló egyezmények, a mennyiben azok a jelen szabályozás rendelkezéseivel ellentétben nem állanak, a vámterületre vonatkozó szerződésekben részes államok közt

de scambio pares erant, in officio ville, omnibus aliis ministeriis, licet in aliis predictis ministeriis sint plures homines ita prudentes et sufficientes sicut illi de scambio, ex quo multa sequebantur inconveniencia; et hoc vergebat in magnum dampnum, prejudicium et gravamen tocius communis et communie Belvacensis; quare, ex parte communis, nobis fuit supplicatum ut in officiis ville instituerentur, de omnibus ministeriis indifferenter, ydonei viri, sicut in aliis communiis villarum regni nostri, ita, quod scambsores, sicut nec alia ministeria in hoc prerogativa non gauderent; predictis scambsoribus e contrario dicentibus supplicacionem dicti communis super hoc non esse admittendam, per plures raciones, super quibus nec privilegia nec litteras exhibebant: Auditis racionibus utriusque partis, et habita super hiis deliberatione, pronunciatum fuit quod a modo ponerentur et instituerentur majores, pares et alii officiales in officiis communie Belvacensis indifferenter, de ydoneioribus omnium ministeriorum ville, sicut observatum est communiter in aliis villis regni Francie, ita quod scambsores in hoc avantagio seu prerogativa non gaudebunt. PHILIPPE III, 1282.

XIV. Illud quod factum fuit per prepositum Parisiensem super limitacionem fossatorum Sancti-Martini-de-Campis, ante domum Templi fuit adnullatum, et dictum fuit quod partes audirentur in ordinario judicio, si inter se velint propter hoc litigare. De fossatis ville, ordinatum fuit quod scietur veritas, si dicta fossata alias fuerint curata, et si prior et conventus Sancti-Martini contribuerint in expensis factis pro dictis fossatis curandis. Item inquiretur de dampnis que dicti prior et conventus sustinuisse dicuntur, occasione istius ultime curationis dictorum fossatorum.

XV. Gravamina et injurie illata ecclesie Flaviniacensi, illata hac vice, sede Eduense vacante, per nos vindicabuntur, salvo jure ducis Burgundie et archiepiscopi Lugdunensis et episcopi Eduensis qui de garda dicte ecclesie inter se contendunt.

PHILIPPE III, 1282.

XVI. Domine Milliaci preceptum fuit liberari castrum Milliaci ad manendum, donec causa dotalii, que remissa est coram ballivo, fuerit terminata, ita tamen quod, per hujus traditionem momentaneam, dicte domine nullum jus in dicto castro, in possessione vel proprietate, acquiratur.

XVII. Cum abbas et conventus ecclesie Beati-Dyonisii in Francia dicerent et proponerent Alithiam Normannam, uxorem Guillelmi Normanni, esse suam feminam de corpore et ecclesie sue, et peterent ipsam eisdem adjudicari in feminam de corpore dicte ecclesie: Tandem, dicti Alithia et ejus maritus personaliter comparentes in judicio, in pleno pallamento confessi fuerunt et specialiter dicta Alithia, de auctoritate predicti mariti sui, peticionem dictorum abbatis et conventus esse veram, bone voluntati et misericordie ipsorum abbatis et conventus se supponentes.

XVIII. Pro injuria illata sigillatori Nivernensi per ballivum, taxata fuit emenda dicti sigillatoris, contra dictum ballivum, sexaginta libras Turonenses.

XIX. Cum, ex parte abbatis et conventus Sancti-Petri Matisconensis ad nos fuisset delata querimonia quod, cum ipsi essent, et diu fuissent, in possessione justicie de Lovigniaco, ballivus Matisconensis minus juste et sine cause cognicione, dicta justicia spoliavit eosdem: Audito super hoc ballivo, pronunciatum fuit dictos abbatem et conventum in possessionem suam debere restitui, salvo jure proprietatis, et salvo jure cujuslibet.

XX. Cum major et scabini de Pyceio dominum de Pyceio coram nobis fecissent adjornari, petentes per nos sibi recredenciam fieri de animalibus et rebus aliis per dominum predictum captis, per plures raciones dicentes dictam recredenciam per nos debere fieri; procuratore dicti domini curiam suam de ipsis super hoc repetente:

Auditis hinc inde propositis, et visis cartis communie, reddita fuit dicto domino curia sua, in dicto casu, de majore et scabinis predictis. PHILIPPE III, 1282.

XXI. Cum episcopus Claromontensis peteret quod preciperetur ballivo Arvernie quod ipse ipsum episcopum et homines suos in pace dimitteret, super quadam emenda quingentarum librarum Turonensium, quas dictus ballivus levare volebat ab hominibus de Bilionio, pro eo quod combusserant domum cujusdam militis; responsum fuit, per arrestum, episcopo, quod ejus peticio non fieret, set dicta emenda moderata fuit ad ducentas libras Turonenses.

XXII. Preterea, cum dictus episcopus Gerardum de Nova-Villa, militem, in sua prisione detentum, pro homicidio uxoris sue quod sibi imponebatur, liberasset, recipiendo ab eo sexcentas libras Turonenses, et ita quod idem miles ultra mare proficisceretur ad revocamen ipsius episcopi, ordinatum fuit quod dicti denarii ponerentur per deversus Regem, et dictus ballivus vocabit dictum militem, et procedet contra eum, prout jus erit.

XXIII. Cum episcopus Constanciensis nobis conquestus fuisset quod cum in villa sua de Sancto-Laudo, quam tenet a nobis per baroniam, essent tempore mortis predecessoris sui, pyloricum, scala et pala que consumpte sunt, maxime dicta pala, ballivus Constanciensis impediebat quominus dictus episcopus posset reficere dictam palam : Audito super hoc ballivo, preceptum fuit ei ut ab impedimento hujusmodi cessaret; preterea de justiciacione excommunicatorum, scilicet de scribendo in litteris per quadraginta dies, actum est quod episcopus voluit et promisit quod, presente ballivo, si voluerit interesse, recipiet juramenta ab advocatis et notariis sue curie, quod nullas procurabunt, scribent seu conficient scienter litteras pro excommunicatis justiciandis, donec post quadraginta dies a tempore excommunicacionum latarum.

PHILIPPE III, 1282.

XXIV. Procuratore abbatis et conventus Sancti-Audoeni Rothomagensis conquerentibus [1] quod ballivus Gisorcii impediebat eisdem quandam antiquam franchisiam, quam habuerant ab antiquo, transeundi libere per aquam Secane apud Andellum cum rebus suis ad usum suum pertinentibus : Visis eorum cartis, et audito ballivo, preceptum fuit ballivo ut ab impedimento hujusmodi cessaret et ipsos dimitteret in saisina sua predicta.

XXV. Concordatum est, per consilium, Bernardum, dictum de Charnay, bene appellasse, et ballivum male pronunciasse, super causa seu saisina posita per ballivum Matisconensem contra Milonem de Charnay, militem, ad instanciam dicti Bernardi.

XXVI. Visis aprisiis quibusdam, de mandato scacarii Rothomagensis, factis, pronunciatum fuit quod illud quod per gentes domini Regis fuit levatum, sede Constanciensi vacante, in ista ultima vacacione de decimis de Ouvilla et de Buchervilla, per episcopum Johannem, ultimo mortuum, acquisitis, restituatur episcopo qui nunc est; et fuit factum super hoc mandatum ballivo Constanciensi.

XXVII. Propter quemdam defectum factum ab hominibus de Buticularia-Marcelli, contra abbatem et conventum Fiscanenses, pronunciatum fuit quod dicti homines actores perdent arramenta, et quod pignus sive nantum positum pro omnibus constumis, per caucionem datam, debebit fieri sufficiens et valens.

XXVIII. Dictum fuit per arrestum quod pax sive composicio facta inter dominum Regem et abbatem et conventum Sancti-Petri-super-Divam, super quibusdam casibus ad spate placitum pertinentibus, se non extendit ad ea que habent in ballivia Rothomagensi, cum de hec [2] nunquam fuisset questio. Item concordatum

[1] Lisez *conquerente*.

[2] Lisez *hiis*.

fuit quod dicti abbas et conventus nichil habebunt in hiis que serviens Regis percipit pro pena et labore suo. Item concordatum fuit quod dicti abbas et conventus habebunt cognicionem et execucionem litterarum Regis, in quantum poterunt eas mandare execucioni per bona mobilia, set, si necesse esset vendere hereditates, quas oporteret estimari per duodecim homines, hujusmodi estimacio pertinebit ad Regem, et fiet per ipsum. Item concordatum fuit quod serviens Regis potest precipere abbati quod ducat homines suos per jus, et, si dicti homines post hujusmodi mandatum conquesti fuerint quod facta sit eis injuria vel gravamen, serviens Regis poterit facere liberari eis sua. Item abbas non habebit preconizacionem monete, nec emendam, nec aliquid quod pertineat ad monetam. Item dictus abbas non habebit justiciam sive cognicionem in domibus sitis in Cadomo, ubi eas per suam cartam vendicabat, utpote quia eis non usus fuit nec in composicione facta fuit mencio. Item non habebit cognicionem seu justiciam de sanguine et plaga, cum clamore et harou, nec de harou sine sanguine et plaga; immo remanebit Regi, salva abbati dimidia parte sua commodi, per manum gencium Regis (51). PHILIPPE III, 1282.

XXIX. C'est la seurtes que li cuens de Retest vint faire de penre droit, et de paier et de rendre ce que on trouvera par droit que il doie faire. Et premiers, il oblige tout son heritage et toute sa terre et l'iretage et la terre la contesse qui bien vaut deus mille livres de tournois par an, sans le douaire a la contesse, et fera li cuens loer la contesse l'obligacion devant dite. Item, li arcediacres d'Aucer s'en establist pleges, qui bien a d'eritages mille et cinc cens livres de tournois de terre par an et plus, et le plus bel chastel de la terre. Item, madame dou Bos et Henris, ses fius, s'en establissent plege, laquelle dame renonça a la loy Velleyn (52), et a tous privileges pour les dames, et i obliga li et tous ses biens. Item, li Goulars des Hamoyses s'en establist plege. Item, s'il sanle a la court que il n'en i ait asses, il est pres qu'il enforce la seurte a la volente le Roy, quant on venra

PHILIPPE III, 1282. en son païs. Item, li cuens de Vienne qui tous ces biens i obliga. Ista securitas capta fuit per magistrum Henricum de Campo-Repulso et magistrum Johannem de Putheolis, que visa fuit curie sufficiens.

XXX. Super contencionibus motis inter episcopum Laudunensem, ex una parte, et dominum Cociaci, ex altera, in casibus pertinentibus ad novas desaisinas, ordinatum fuit quod ballivus, vocatis secum scabinis et aliis viris idoneis quorum uti consilio voluerit, ibit super loca de quibus est contencio, et, si invenerit novas desaisinas, eas de plano expediet, faciendo loca resaisiri et emendari; et, si dubium fuerit, vel difficultas emerserit, quam terminare nequeat, referet, per istam curiam terminandum.

XXXI. Johannes de Bella-Valle, civis Andegavensis, condempnatus fuit ad reddendum magistro Garino le Balle, canonico Andegavense, centum libras Turonenses de quibus agebatur inter ipsos, et solvet domino Regi bonam emendam, ita, quod de ea possit satisfacere collectori de dampnis suis.

XXXII. Cum comitissa Blesensis, racione dotalicii sui, habeat in forestis Blesensibus, quolibet anno, certum numerum arpentorum, mensuracioni et liberacioni quorum gentes domini Alençonis dicebant se interesse debere et vocari; dicta comitissa contradicente, auditis super hoc partibus, dictum fuit per arrestum quod mensuratores et gentes Regis, loco superioris, premissis mensuracioni et liberacioni intererunt, et, si gentes comitis ad hec velint interesse, bene quidem, set non tanquam justicia, ad videndum solummodo que fient, et ibi nichil fiet pro eis, et ad hec non vocabuntur.

XXXIII. Decanus Bajocensis emendavit quod officialis capituli ceperat quendam Judeum in justicia Regis, ut dicebatur, et eum posuerat in stalla, contra prohibicionem gencium domini Regis.

XXXIV. Pronunciatum fuit quod ea que, per gentes dilecti consanguinei et fidelis nostri comitis Attrebatensis, levata fuerant et percepta de terra Guillelmi, castellani Sancti-Audonni, post judicium factum in curia dicti comitis, pro Baldoino, castellano de Bello-Monte, contra dictum G. super quadam pecunie summa dicto B. promissa in maritagium, a dicto G. cum sorore sua, uxore dicti Baldoini, pro dicto judicio execucioni mandando, usque ad tempus quo, propter defectum gencium dicti comitis, ballivus Ambianensis terram dicti G. in manu nostra cepit, necnon et ea que dictus ballivus, ab illo tempore usque ad tempus dicti G. probate dictus ballivus de dicta terra levavit, dicto G. debere liberari, usque ad satisfactionem pecunie antedicte. PHILIPPE III. 1282.

XXXV. Cum Petrus, dictus de Mesalem, miles, in curia nostra peteret a Margarita, concergia nostra Parisiensi, a Guillelmo dicto Boucel, a Galchero de Ruolio et ejus uxore, terram que fuit Henrici de Roquencuria, quam dicebat dictus miles esse de feodo suo et sibi esse commissam racione interfectionis prepositi de Castro-Forti, et ad se pertinere, racione predicta; dicta Margareta et suis consortibus asserentibus, ex adverso, dictum militem non habere jus in rebus petitis, et ad se pertinere predicta, racione donacionis facte ab, inclite recordacionis, preclarissimo domino et genitore nostro Ludovico, Francie rege, Philippo, concergio suo Parisiensi, marito quondam dicte Margarete, a quo habent causam, et predicta tanto tempore pacifice tenuisse, quod in predictis erat eis jus acquisitum: Visa carta genitoris nostri, et racionibus parcium plenius intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, predictum militem non habere jus in rebus petitis, et predicta pertinere ad dictam Margaretam et suos consortes, ab impeticione dicti militis predictas partes, per idem judicium, absolventes.

XXXVI. Cum dominus Rex olim quandam ordinacionem fecisset super alienatis in manummortuam vel villenagium, moventibus de

Pacianus III. 1370.

feudis et retrofeudis ipsius, necnon et de allodiis regni sui; in quo confirmatione, pro ecclesiarum et subditorum utilitate communi, concessit. de gratia speciali, quod villani et ecclesiae supradicti sequestia hujusmodi a triginta annis citra, computando a tempore ordinationis ejusdem, extra manum suam ponere minime teneretur, dum tamen ipsi, extra manum suam ponere minime teneretur, dum tamen vellent solvere, deputatis ad hoc ab eodem domino Rege, dum vel tres vel quatuor fuerint, alicuiusterum hujusmodi, secundum distinctionem rerum legatorum et contractuum, prout in litteris dicte ordinationis continetur; plures de diversis partibus regni sui graviter enquaerentur; super eo quod deputati a domino Rege ad levandos fructus hujusmodi vel super eis financias faciendas, secundum formam ordinationis, exigere vel levare volunt ab illis villanis, quibus scholes aliqui, terras, prata, vineas vel possessiones alias arentavérunt, pro aliqua annua libadi vel pecuniae quantitate, quamvis de nullo vel modico intragio conveniri in contractibus noticia. Supper quibus, deliberatione prehabita, dictum fuit per arrestum quod precipiretur gentibus Regis ne tales arrestationes fieri impediant in futurum et ne occasione eorum aliquid exigant a villanis, et si aliquid, occasione hujus, exegerunt, illud reddant et restituant illis villanis, vel eorum heredibus a quibus talia exegerunt.

XXXVII. Visa carta associationis Sancti-Jorguli, pronunciatum fuit quod abbas et conventus Claustrenses lebere' debebant diminuere partem emolumenti quod veniet in villa Sancti-Jorguli, et in loco societatis, racione tabellionum ibidem de novo institutorum; set si, racione obligationum coram dictis tabellionibus factarum, aliqua carrucio extra loca dicte societatis fuerit facienda, ex qua aliquod emolumentum provenist, abbas et conventus de dicto emolumento, quod extra societatem venietet, aliquid non habebunt.

XXXVIII. Cum Reverius Accursi paciuset, in curia Campanie, per se et socios suos, quod bona Tuchii de Bona et Matthei Agni

Liber Inferv.

neti, olim scambsorum in nundinis Campanie, fugitivorum, traderentur eidem pro se et sociis suis ad conservandos eos indempnes super fidejussione quam dictus Renerius et socii sui fecerant, ut dicebant, in corpore nundinarum Campanie pro dictis fugitivis et quod tam ipse quam fidejussores sui remanerent liberi et immunes a quadam fidejussione, quam fecerant, pro dicto Renerio, erga dictum comitem, vel mandatum suum, de duobus millibus et centum libris Turonensibus, de quibus dictus Renerius resaisierat curiam Campanie per unam cyrothecam; et post multas altercaciones super predictis habitas inter partes, in curia Campanie, dicta questio delata fuisset ad curiam nostram de voluntate parcium predictarum, in nostra curia terminanda; intellectis et inspectis diligenter racionibus et probationibus parcium predictarum, pronunciatum fuit, per judicium curie nostre, bona omnia dictorum fugitivorum que per dictum comitem vel mandatum suum capta fuerunt vel saisita, et omnia alia bona eorumdem fugitivorum, ubicumque poterunt inveniri, tradi et assignari debere prefato R. pro se et sociis suis, ad conservandos eos indempnes de fidejussione predicta; si quid vero residuum fuerit, prefato R. et sociis suis a dicta fidejussione indempnibus conservatis, reddetur comiti supradicto; pronunciatum eciam fuit, per idem judicium, quod idem R. et fidejussores dati a dicto Renerio dicto comiti vel mandato suo, pro duobus millibus et centum libris, de quibus dictus R. resaisierat mandatum dicti comitis per unam cyrotecam, ut dictum est, a dicta obligacione et fidejussione remanebunt liberi et immunes. PHILIPPE III, 1282.

XXXIX. Pro archiepiscopo Bituricensi pronunciatum fuit quod eidem restituendi erant oves, vace, et boves, usque ad numerum qui erat in grangiis archiepiscopatus, quando Rex accepit ad manum suam regalia Bituricensia, sede Bituricensi vacante, vel estimacio eorumdem. Item, reddetur ei jumentum cum pullo quod gentes Regis adduxerunt. Item, reddentur ei duodecim libre Turonenses quas gentes Regis ceperunt de obligationibus. Item, reddentur ei ducente

PHILIPPE III, 1282. libre quas petebat, pro nemore de Sancto-Palladio, retento domino Regi valore nemoris, durante regalia, abscisi; et super defectu culture vinearum et super quinquaginta quinque libris Turonensibus quas presbiteri debent ad synodum, scilicet ex qua causa debentur, et a quo tempore dominus Rex incepit eos primo recipere, inquiretur.

XL. Cum mercatores transmontani, Parisius commorantes, nobis conquesti fuissent quod cives nostri Parisienses minus juste eos talliaverant, et compellere intendebant ad contribuendum in dono a villa Parisiensi nuper nobis facto, licet non gaudeant de franchisiis et libertatibus ville Parisiensis, sicut alii cives ville Parisiensis, quare petebant a dicta tallia se absolvi, vel quod, si tailliarentur, quod gauderent, sicut alii cives Parisienses, libertatibus antedictis; preposito mercatorum Parisiensium, ac civibus nostris Parisiensibus contrarium asserentibus: Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dicti mercatores transmontani, pro rata eos contingente, in predicta tallia contribuent et talliabuntur, racione mercandisiarum suarum, et. quia non morantur continue Parisius, animo ibidem perpetuo remanendi, set recedunt quando volunt, et habent plures extraneas societates que ex hoc commodum reportarent; non gaudebunt libertatibus antedictis; hoc salvo quod, si aliquis mercator transmontanus, cum uxore sua, liberis et familia moram trahat Parisius, nec spes sit quod recedere debeat, nec habeat extraneam societatem, nec solvat ultra montes talliam vel aliquas redibencias seu onera ville, gaudebit libertatibus antedictis (53).

XLI. Altercacione habita inter nos, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Audoeni Rothomagensis, ex altera, super eo quod dicti religiosi dicebant arbores existentes in terris suis, juxta forestam de Leonibus, que terre sunt de feodo eorumdem religiosorum de Piris, esse suas, et castellanus noster de Leonibus et illi, qui sunt ibi pro parte nostra, dicebant eas ad nos pertinere, pro eo

quod erant prope forestam nostram, et super jure cause predicte fuisset diligenter inquisitum : Dicta inquisicione nobis reportata et diligenter inspecta, repertum fuit quod dicte arbores ad dictos religiosos pertinent, et fuit preceptum dictas arbores sibi liberari. PHILIPPE III, 1282.

XLII. Ordinatum fuit quod dampna facta domino Matheo de Roya, militi, in purgacione rivi descendentis de fonte dicto Bona-Fontana per terram et justiciam suam, et in rupcione fossati vivarii sui reddentur dicto militi; item, quod pons, de novo edificatus in terra et justicia sua, amovebitur et tolletur de loco illo, et quod de predictis omnibus burgenses de Sancto-Richario emendam facient militi supradicto.

XLIII. Vestre regie majestati supplicavit abbas monasterii ville Montis-Albani quod, per composicionem olim factam inter monasterium predictum, ex una parte, et, clare memorie, dominum R. et successive dominum Alphonsum, comites Tolosani, ex altera, ac postmodum per vos, serenissimum principem, ex certa sciencia, laudatam, approbatam et eciam confirmatam, bajulus, quem dictus abbas tenet in dicta villa, debet et potest in eadem villa et ejus finibus recipere financias et facere justicias, sicut bajulus vester : Judicatum est quod predicta faciat sicut octavus (hactenus) facere consuevit. Item habet dictus abbas, per dictam composicionem, et habere debet medietatem indistincte de clamoribus quinque solidorum et infra in dicta villa et finibus ejus; et, a quinque solidis supra, quartam partem omnium majorum justiciarum et incurrimentorum seu incursuum : Judicatum est quod ipsa recipiat sicut hactenus recipere consuevit. Item habet dictus abbas, per dictam composicionem, et habere debet quod bajulus vester dicte ville jurat et jurare debet ipsi abbati [in inicio] bajulie sue, de perceptis clamoribus quinque solidorum indistincte et justiciis majoribus et incurrimentis percipiendis, tempore suo, bonum compotum et legalem reddere dicto abbati, et partem predictam : Dictum fuit quod in inicio bajulie vicarius Regis

Pasques 37. 1262. juret abbati, quod de quinque solidis justiciarum, et 5 quinque solidis monete, de majoribus justiciis, reddet abbati septem sous fideliter, sicut hactenus fieri consuevit (54).

XLIV. Albericus li Gais de Sancto-Petro de Ala recognovit se esse hominem de corpore domini Radulphi de Nigella, et quod meter sua fuit femina de corpore dicti Radulphi.

XLV. In fine istius pallamenti, apud metras Vicenarum, tradita fuit michi quedam cedula, ex parte magistrorum, et fuit michi precepium ut eam scriberem inter arresta mea, quod facere distuli donec a magistris haberem hoc expressius in mandatis. Anno revoluto, in crastino Candelose, in pleno pallamento, domino abbate Sancti-Dyonisii, Rogerio Barbou, ballivo Bethomegensi, G. de Chambliaco, Jacobo de Bolonia et Roberto de Marchia et pluribus aliis presentibus, precepium fuit michi ut dictam cedulam scriberem. Tenor dicte cedule talis est : Comme nous sions veu les lettres seellous nostre chier seigneur le Roi, a la requeste le duc de Bourbon, il a fraanchi des orendroit Abraham de Paloie et ses meuble, demorant avecques lui en l. hostel; nous, selon la grace et le commandement notre chier seigneur le Roi, otroions que des oniaute mille livres que on taille maintenant sur les Juis, le dit Abraham et sa meuble et si chatel soient quite, et la grace lui soit tenue. Ainsi comme il est contenu dedens la lettre nostre seigneur le Roi. Jaquele fut donee ou dit Abraham, au bois de Vicenes, le lundi devant Pasques floriies, en l'an de Nostre Seigneur mil deus cens quatre-vins et deus. Et fut puis desclairie de ce mot : au propre meuble demorent en son ostel, ce est a entendre de ceus qui sont ses propres besoignes et ses despens(55).

XLVI. On son de nostre seigneur le Roi, et pour lui, dit et propose li baillis de Vermandois contre l'evesque de Losa, que comme li Rois soit en saisine d'avoir les ajeaus en ce conte, c'Loos,

generaument de la terre de Loonnois, de la terre le conte de Rouci, de la terre le seigneur de Couci, de la terre de Porciens et de plusieurs autres pais, terres et viles qui, en lieu et en tens, seront nommees et monstrees, se mestiers est, desquels apiaus et de laquelle saisine li Rois use et a use par sa gent et par la gent de ses devanciers si clerement, si notoirement et si apertement et par tant de tens que, s'autre raison n'i avoit, par raison de sa royal dignite ou par autre, ce que il a, se l'en est drois acquis par raison de la dite saisine et dou lonc usage devant dit. Or dit li baillis que li dis evesques qui ore est, et aucun de ses devanciers evesques de Loon ont aucune fois defendu a leur hommes que il n'apelassent li uns l'autre, et quant il faisoient contre le commandement et la defense, il les contraignoient, ou par prise de cors, de chateux ou par semonses ou par escommeniemens et en moult d'autres maniere, et ce meesmes faisoient-il seur autre gent qui n'estoient leur homme, ne leur couchant ne leur levant; et par ces fais et par ces manieres il n'osoient apeler ne poursuir leur apiaus, et ainsi par ces fais et par ces manieres, qui ne sunt mie raisonnables, il se sunt boute et mis en une saisine de tenser leur hommes de cors de Loonnois des apiaus de Loon et de defendre que il n'i viegnent mie, et ce ont-il fait en troublant et en empeeschant la saisine et la droiture le Roi, ne droit n'avoient de ce faire ne n'a encores li dis evesques, ne tant ne l'a fait li dis evesques ne si devancier, que pour chose que il en aient faite, que droit leur en soit acquis, ne li drois le Roi estains, qui devant estoit acquis; si requiert li baillis que il soit dit par jugement et par droit que li Rois a droit d'avoir les apiaus en Loonnois, en la terre l'evesque et seur ses hommes, et que li dis evesques n'a droit d'avoir tele saisine, soit qu'il l'ait par les raisons deseur dites ou par autre raison quele qu'ele soit, et que li empeschement soient dou tout oste, par quoi li dit homme de Loonnois, qui sunt de la terre la ou li dit appel sunt, vaiegnent as apiaus, si comme il souloient anciennement; et des choses devant dites offre a prouver li dis baillis, pour le Roi et ou non dou Roi, ce que mestiers li sera.

PHILIPPE III, 1282.

PHILIPPE III, 1282. Encore dit et propose li dis baillis, pour le Roi et ou non dou Roi, contre li dit evesque, que comme li dis evesques soit en saisine d'avoir apiaus en sa court a Loon, en ses fies et en ses arrier-fies de sa duchiee et de sa contee, que il tient dou Roi en fie, lesquels apiaus il deust faire connoistre en sa court de duchiee par sa gent laie qui jugent en sa court de duchiee, si comme autre fois a este fait, par coi li Rois i eust sen ressort et sa souverainnete, si comme autre fois a eu, et li dis evesques fait connoistre les dis apiaus par son official de court d'eglise, et de la il vont, par ressort, a l'arcevesques, et de l'arcevesques a l'apostole, et ainsi li Rois pert son ressort, sa justice et sa souverainnete, qu'il eust se li appel fussent jugiee en la court de duchiee qui est cours laie; si requert li baillis que des ore en avant li evesques ne face connoistre des dis apiaus par son official, comme ce soit contre le droit le Roi, et que il soit dit, par jugement, que il n'a droit de ce faire, et que tout chiece quanques fait en est dusques a ci, maiement comme li dit apel soient d'eritages de meubles, de chateis et d'autres choses qui appartiennent a connoissance de court laie, ne ne soient de testamens, de mariages, ne de la foi, ne de choses qui apartiegnent a connoissance de cour d'eglise.

Encore dit le dis baillis, pour le Roi et ou nom dou Roi, contre le dit evesques, que li dis evesques maintient et estent les dis aspiaus hors de ses fies et de ses arrier-fies, la ou il n'a ne contee, ne duchiee, ne justice, ne seigneurie, ou demaine et es fies et es arrier-fies le Roi est en sa souverainnete; et tout ce fait li evesques a tort et a desraison et contre le droit le Roi; maiement comme li di evesque n'aient tant apiaus uses es dis lieus, que droiture leur soit acquise ne puist estre acquise par saisine ne par usage, contre le Roi: se requiert li dis baillis que tout ce chiece, et que des ore en avant ne le face, et que il soit dit par jugement que il n'a droit d'avoir ces apiaus; et des choses devant dites offre li dis ballius a prouver pour le Roi, et ou non dou Roi, ce que mestiers li sera (56).

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXXIII.

I. Cum causa mota esset, in hac curia, inter decanum et capitulum Laudunenses, ex una parte, et majorem et juratos Laudunenses ac Johannem de Sernilliaco, ex altera, super quodam furno quem dictus Johannes construi fecerat in allodio suo, in villa de Vallibus, ac episcopus Laudunensis curiam suam repeteret de dicto furno, cum, pro ipso episcopo, ordinatum fuisset et ordinando declaratum quod dicti major et jurati non habent jus impediendi dictum episcopum vel mandatum quin justicient domos seu possessiones vel in domibus que tenentur in allodio, infra ambitum civitatis Laudunensis, et personas dominorum dictorum allodiorum commorancium in domibus antedictis : Auditis hinc inde propositis, quia in dicta causa lis fuerat hic contestata, et jam in ea adeo processum erat quod pars probacionum jam erat recepta, curia domini Regis retinuit cognicionem dicte cause, et curiam suam non reddidit episcopo memorato.

Declaratum fuit quod homines de corpore episcopi Laudunensis gaudebunt, apud Laudunum, omnibus franchisiis sibi adjudicatis, et cantum faciendo (57) vel fidem prestando, quod sint homines de corpore episcopi Laudunensis vel homines de condicione cantum.

De justicia thelonei fuit ordinatum quod illud observabitur quod in carta super hoc confecta continetur.

Item ordinatum fuit quod si gentes episcopi ceperint, in justicia episcopi, hominem de communia ad presens delictum, emenda ipsius episcopi percepta et levata, significabunt hoc majori et juratis,

Pacaire III, 100. ut possint retinere et conservare jus quod ea super hoc iacumbet; et e converso, si major et jurati hominem de communia sua, in justicia episcopi reperiat, emenda sua levata, hoc scire faciant episcopo vel gentibus suis.

Insuranto inhibicionem jamdudum factam, precipitum fuit baillivo Viromandensi quod, cum vel galam vel sub aliquo simulato colore, non permittat regem rihaldarum in villa Laudunensi.

Item preceptum fuit baillivo quod non permittat, quod Laudunum, multitudinem mensurum vel custodum vinearum ultra numerum consuetum de antiquo; nec permittat quod hujusmodi mensures et vinearum custodes aliud officium exerceant quam illud quod pertinet ad custodiam vinearum et segetum, nec incrementum continue in villa Laudunensi.

Item fuit preceptum civibus Laudunensibus ne aliquas recusses facere presumant gentibus episcopi; et e converso episcopo, ne ipse vel gentes sue aliquas recussas faciant majori et juratis; set alteri parcium, que senserit se lesum, adeat justiciarios Regis, et fiet eis jus.

II. Cum procurator Hospitalis peteret quod Boucherdus de Monte-Morenciaco et Symon de Vimna, milites, compellerentur ad reddendum Hospitali ses vicas quas ipsi seu predecessores eorum violenter ceperant in domo de Borda, que est in parda Regis, et quod ipsi redderent unum equum qui erat de domo de Borda, quem ipsi ceperant quod Crucem in Bria; item peteret dictus procurator, de mensuris quas dicti Bourchardus et Symon seu eorum mandatum ceperant, quod Crucem in Bria, de quibus Hospitalis per longum tempus fuerat in bona saisina, locum resistri et emendari; item peteret dictus procurator quod dicta Bouchardus compellerentur emendare hec quod ipse seu gentes sue ejecerant, per violencium et cum armis, gentes Hospitalis de domo, de gesta de Rampillione, et claves ceperant et eatas firmaverant, de quibus omnibus Hospitalis erat in garda Regis, et de ejus resorto, ut dicebat dictus

procurator; dicti Bouchardus et Symon dicentes dictas domos esse de ressorto et superioritate sua, de premissis pecierunt suam curiam sibi reddi; procuratore Hospitalis ex adverso dicente quod erant de ressorto Meleduni, et in garda et in superioritate Regis, et quod de premissis curiam habere non debebant : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dicti milites, de premissis curiam non haberent, et retinuit curia domini Regis cognicionem de predictis, et remisit arramenta apud Meledunum, coram ballivo. PHILIPPE III, 1253.

III. Illi qui fuerunt prepositi comitis Campanie et ceteri officiarii ipsius qui ad burgesias domini Regis venerunt, remittentur coram gentibus comitis Campanie, ad reddendum compotum de firmis, redditibus et preposituris, et pro reddenda racione de administratione sua; et, facto finali compoto, nisi solverint id, ad quod repertum fuerit per compotum, ipsos teneri, vel racionem de sua administracione reddere noluerint, gentes Campanie poterunt personas et bona eorum, in comitatu Campanie existencia, retinere et justiciare, donec de predictis sit satisfactum et racio reddita, ut dictum est, proviso quod in aliis casibus non justicientur per gentes Campanie, nisi quatenus extitit consuetum.

IV. Recordata fuit curia quod alias deliberate fuerunt Johanni Choisel, militi, palmate, racione gruerie sue in foresta Halate.

V. Domina de Murgeriis habebit quinquaginta libratas terre, sibi datas in recompensacionem dotalicii sui, quod maritus suus vendiderat, non obstante contradictione heredis.

VI. De rebus pertinentibus ad corpus comitis Flandrensis, videlicet de sellis et lorenis et consimilibus non prestabitur pedagium apud Batpalmas.

VII. Cum gentes domini Regis, comitis Attrebatensis et domini

Pasques 1265. Nigelle. Parisius, arrestement, tanquam commissum, averium de Flandria, de quo pedagium apud Bapalmum et in aliis villis, scilicet apud Nigellam, Roiam, Compendium et Crispicum solutum non fuerat, mercator, cujus erat averium, petiit suum averium sibi reddi, dicens quod erat civis Laudunensis, et quod dictum averium de Flandria apud Laudunum adduxerat, et ibi dictum averium dischargiaverat, et ibi dictum averium vendere voluerat, set, quia dictum averium ibi ita cito vendere non potuit, ut ajebat, propter necessitatem suam illud Parisius adduci fecit, quod facere poterat, ut dicebat. Mojere vero et justitia Laudunensibus, propter hoc vocatis et interrogatis si hujusmodi franchisiam vellent ad se trahere, asseuerant quod ipsi sunt in pacifica possessione, a tanto tempore quod de contrario memoria non existit, quod de Flandria apud Laudunum possunt adducere mercaturas, solvendo rectas consuetudines et consueta pedagia per loca per que transeunt, absque pedagio apud Bapalmum solvendo, et de Lauduno Parisius et ultra ubi volebant; gentibus domini Regis, comitis Attrebatensis et domino Nigelle contrarium assercntibus et dicentibus in domini Regis regiaro contineri quod omnia averia venientia de Flandria in Francium, Campaniam, Burgundiam, Provinciam et ultra montes, debent cheminum apud Bapalmum, quibusdam villis et regionibus exceptis, inter quas villa Laudunensis non continetur; unde, cum dicta villa Laudunensis inter dictas exceptas non continetur, dicebant quod dicti cives Laudunenses, contra tenorem regiatri, de aliqua franchisia, non poterant se juvare: Tandem, dicto negocio penso in arresto, viso registro, ordinatum fuit quod regiatrum domini Regis teneretur de verba ad verbum, prout loquitur; verum, quia Laudunenses cives sui sunt per longum tempus adducere mercaturas de Flandria apud Laudunum, et verendi eos ibidem in hujusmodi franchisia diuittentur, dum tamen circa hoc, fraudem non committant; dictum fuit eciam quod dictum averium arrestatum, hac vice non cadet in commissum, set cum mercatore tractabitur per ballivum Viromandensem de emendis (58).

VIII. Cum procurator abbatis Sancti-Vincencii Silvanectensis in curia domini Regis peciisset quod quidam murus quem dicti abbas et conventus fieri fecerant retro abbaciam suam, in terra dicte abbacie, et utendo jure suo, juxta rippariam in qua fullones lavant seu lavari faciunt pannos suos, quando fullati sunt, quem murum Rogerius le Cras, tunc ballivus Silvanectensis, minus juxte et sine causa racionabili, dirui fecerat, reficeretur, procuratore majoris et juratorum communie Silvanectensis se opponente et dicente quod procurator dictorum abbatis et conventus in hujusmodi peticione non erat audiendus, quia dictus murus, ad peticionem dictorum majoris et juratorum, auditis eorum racionibus, per dictum ballivum Silvanectensem, mediante justicia, dirutus fuerat et destructus. Ulterius proponens idem procurator dictorum majoris et juratorum Silvanectensium quod, postquam dictus murus fuit dirutus, questio fuit super hoc, inter dictas partes, coram ballivo, in assisia Silvanectensi, procuratore dictorum abbatis et conventus petente quod dictus murus, per raciones quas dicebat, reficeretur, procuratore dictorum majoris et communie ex adverso dicente dictum murum refici non debere, et quod, auditis hinc inde propositis, dicte partes judicio se supposuissent, per judicium assisie Silvanectensis fuit judicatum quod ballivus per dictos majorem et juratos fuerat sufficienter defensatus, et quod dictus murus refici non debebat; quod offerat se probaturum per recordum dictorum ballivi et prepositi Silvanectensium: Tandem, audito recordo talium et ideo, quia per recordacionem ballivi Silvanectensis et prepositi Aurelianensis, curie domini Regis constitit premissa esse vera, pronunciatum fuit, per curie domini Regis judicium, dictos abbatem et conventum in predicta peticione sua non esse audiendos. PHILIPPE III, 1283.

IX. Cum major Belvacensis in curia domini Regis conquestus fuisset quod Henricus Antelini, conjuratus suus, manus in eum injecerat, nec eidem, tanquam majori, obedire voluerat, super quodam equo sibi restituendo, qui equs dicto Henrico traditus fuerat pro negociis communie faciendis, dominum Regem tangentibus, et

Parcum III, cap. e contra dictos Henricus de dicto majore fuisset conquestus; episcopus Belvacensis, dicens ipsos majorem et Henricum esse suos justiciabiles, et sub ipsa cubantes et levantes, et quod dictum maleficium in justicia et dominio sua fuerit perpetratum, supplicavit, super premissis, cum curiam sibi reddi, parte dicti majoris ex adverso dicente quod dictus episcopus curiam de premissis habere non debebat, cum ipse major sit servitus Regis, et juramentum domino Regi fecerit, et in exercendo officio communitur, que ad dominum Regem pertinet, dictis injuriis sibi ut illata a dicto Henrico; Tandem, auditis hinc inde propositis, visis cartis et privilegiis a partibus exhibitis, pronunciatum fuit quod, quantum ad assecurationem, assalt facienda, inter dictas personas, curia debebat reddi dicto episcopo, et loca dicti episcopi de majore predicto, de quo per gentes domini Regis fuerat spoliatus, restituo; set, quantum ad tumultum clam dicto majori a dicto jurato suo, utendo suo officio, supra dicto negocio dominum Regem tangente, ut dicitur, factum, curia domini Regis cognoscit, et emendari facit que fuerint emendanda.

X. Recordata fuit curia quod alias, per judicium curie, deliberata fuerat dominus Guillelmus Crespin saisina justicie antegradi et plagii, absque morte et roberagio, cum clamore et sine clamore de latrone, in baronia sua de Estrepegnaco; et fuit preceptum baillivo Gisorcii ut se certificet utrum sit quas metas dicte baronie se extendit.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXXIII.

I. Johanne de Foilleolo, milite, conquerente quod major et jurati Sancti-Quintini eum banniverant a villa Sancti-Quintini sine causa racionabili, dictis majore et juratis ex adverso dicentibus quod juste et utendo jure suo dictam bannicionem fecerant, quia dictus miles vocatus coram eis non venerat, responsurus super eo quod bona cujusdam conburgensis sui ceperat in quadam villa que non est villa legis : Tandem, dicti major et jurati dictam bannicionem in manu ballivi Viromandensis posuerunt, qui ballivus dictam bannicionem revocavit, ita quod alicui propter hoc prejudicium nullum fiat.

II. Cum decanus et capitulum Laudunenses conquesti fuissent quod major et jurati Laudunenses in justicia dictorum decani et capituli in villa de Vallibus justiciando porellos ceperant; post diem consilii et ostensionis dicti major et jurati dictam capcionem ad se non traxerunt, et fuit preceptum ballivo quod puniat eum qui fecit dictam capcionem.

III. Herbertus li Cocons, Johannes, filius la Granche; Herbecan, filius la Granche; Bauderon, filius domni Martilii et Renerius la Bonete de Boors, homines capituli Remensis, propter defectus ab eisdem hominibus et a capitulo Remense factos, in assisia Laudunensi, quos defectus ballivus Viromandensis testificatus fuit, remissi fuerunt ad curiam Goberti de Briconia, militis, justiciandos per ipsum, et preceptum fuit ei quod per jus ducat eosdem.

Février 21, 1292. IV. Placuit curie quod quidam pons quem Radulphus le Macis, civis Ambianensis, construi fecerat super aquam, retro domum suam, ista vice remaneat per finnacium quam fecit proposito Ambianens de quatuor libro, provisu tamen quod propositi firmacii non laedant potentiam concedendi similia hereditatie, ballivo incensulte.

V. Cum ballivus Veromandensis, racione statuti a domino Rege facti, de acquisitis ab ecclesiis et ecclesiasticis personis in feodis et retrofeodis suis extra manum suam potestatis, terram que fuit Stephani dicti Bovis, sitam in villa de Anemeria et de Ville-Nova in Campania, quam capitulum Remense, stulto empticionis, acquisierat, asisivisset et in manu domini Regis capisset, procurator capituli, nomine dicti capituli, proponsit dictam terram nilo abstrahentem a comite Campanie, de cujus feodo dicta terra movebat, curiam dicti comitis confectam super dicta admorcione ostendens : Visa dicta carta et racionibus capituli intellectis, precepitum fuit ballivo ut a dicta terra manum suam amoveret.

VI. Cum liberi de Jaillare, ad curiam istam, de defectu juris a ballivo Pruvinensi sibi facto, ut dicebant, appellassent, tanquam locum comitis Campanie curiam sibi redditi petissent, tandem placuit curie et placuit gentibus dicti comitis quod dominis Dolense episcopus et abbas Sancti-Dyonisii, hac vice, de dicta causa appellacionis cognoscant, ita, quod in aliis casibus hereditatis Campanie, tempore futuro, per hoc, prejudicium nullum fiat, nec curie Francie per hoc jus novum acquiratur.

VII. Ordinatum fuit quod a partibus, factis propositis, ac datis a curia auditoribus ad probaciones parcium recipiendas, sive fuerint inposite, sive probaciones, quod partes, sive actor, sive defensor, possint, per procuratores, petere removeri mandata dati auditoribus, vel, si casus se offerat, alios auditores, petere subrogari vel accusare productionem petere sibi dari ex causis premissis, usque ad

publicacionem faciendam, cum fuerit facienda, et usque ad judicium audiendum, si fuerit inquesta. PHILIPPE III, 1283.

VIII. Dicit et proponit episcopus Antissiodorensis, nomine suo et ecclesie sue Antissiodorensis, contra comitem Antissiodorensem et Guillelmum, ejus filium, cujus ballum gerit, quod cum, jam diu est, discordia verteretur inter, bone memorie, Erardum, Antissiodorensem episcopum, predecessorem suum, ex una parte, et comitem Antissiodorensem et Aelipdim, comitissam Antissiodorensem, quondam ejus uxorem, ex altera; de cujus uxoris hereditate seu capite movebat quicquid dicti comes et comitissa, dum viveret, tenebant Antissiodoro et in ejus circuitu totoque comitatu Antissiodorensi dicti comes et comitissa justiciam Antissiodorensem quam tenebant ab episcopo antedicto, nomine ecclesie sue, deadvoaverunt ab eodem episcopo et ecclesia sua, ipsamque justiciam a domino Rege advoaverunt, in prejudicium et gravamen dicti episcopi et ecclesie Antissiodorensis; et cum comes predictus, dicta Aelipdi, comitissa, ejus uxore, defuncta, quicquid idem comes et comitissa, dum viveret, tenebant Antissiodoro et in ejus circuitu, totoque Antissiodorensi comitatu, teneat et possideat, causa et nomine Guillelmi, filii sui, in minori etate existentis, heredis dicte Aelipdis, quondam comitisse Antissiodorensis, matris sue, cujus Guillelmi dictus comes ballum gerit; sicque, repugnante etate dicti Guillelmi, non sit tutum dicto episcopo procedere sive agere contra ipsum Guillelmum super jure eidem episcopo competenti seu acquisito, racione deadvoacionis justicie supradicte, quousque ad etatem legitimam pervenerit, protestatur dictus episcopus, nomine suo et ecclesie Antissiodorensis, quod tempus minoris etatis dicti Guillelmi sibi et ecclesie sue non prejudicet, nec contra eum currat, cum paratus sit, et esset jus suum prosequi contra eundem Guillelmum nisi etas repugnaret, quod jus protestatur se prosequi, cum idem Guillelmus ad etatem legitimam devenerit, in qua, super premissis, cum eo possit secure et legitime experiri.

Philippe III. 1280.

IX. Ennenda decani Burdegalensis contra Rustannum de Soleria taxata. fuit ad tria millia librarum Turonensium; videlicet, de injuriis illatis tempore quo fuit major, ad duo millia et septingintas libras Turonenses, solvendas a communa; et pro injuriis ab ipso Rustanno et fratribus suis, postquam desiit esse major, illatis, ad treccntas libras Turonenses, de suo proprio persolvendas in modum qui sequitur : Nobis, mille libras Turonenses; decano, mille libras Turonenses; Gaillardo de Bernaco, Petro de Furta, cancellis Burdegalensibus, eorum cuilibet, quinquaginta libras Turonenses; magistro Guillelmo de Mota, sigillatori dicti decani, quinquaginta libras Turonenses; Guillelmo de Burda, canonico Burdegalensi, ducentas libras Turonenses; archidiacono Blaviensi, Helie de Grossa, sacriste ecclesie Burdegalensis, eorum cuilibet, quinquaginta libras Turonenses; Petro de Gosz, servienti decani, centum libras Turonenses, et ecclesie Burdegalensi, quadringintas libras Turonenses.

X. Preceptum fuit baillivo Constancicnsi quod Heliam Ridel, dominum de Pontibus, tenet in misina non et gaudere faciat omnia seu assignacione quadringentarum librarum terre, racione uxoris sue, in terra Fulgeriarum, sibi facta de mandato domini Regis, per castellanum de Tarasone, prout in litteris dicti Castellani, super dicta assisa confectis, continetur, salvo jure comitis Marchie.

XI. Episcopus Altissidorensis conquerebatur quod, ex occasione quod, in justicia sua, utendo jure suo, quendam hominem comitis Altissidorensis experat, idem comes contrapigando experat senescjalla hominis dicti episcopi, in prejudicium et gravamen dicti episcopi, quod facere non debebat, ut dicebat episcopus, cum idem episcopus sit de garda domini Regis speciali, et de eâdem temporali seu fidelitatem faciat domino Regi, nec dictum comitem in aliqua emperiorem unam recognoscit, nec aliquid tenet ab eo, set e contra comes est homo episcopi; parte dicti comitis ex adverso proponente dictum comitem hoc posse facere et debere, et se et pedaree

sores suos usos fuisse, et esse intercursum inter eos quod si aliquando episcopi Altissiodorenses ceperunt de hominibus comitis vel de bonis eorum, comites Altissiodorenses contragagiando ceperunt et capere possunt de hominibus et de bonis episcoporum Altissiodorensium : Auditis hinc inde propositis et habita deliberacione diligenti, dictum fuit, per arrestum, quod comes libere reddet homines episcopi quos cepit contragagiando, et emendabit hoc Regi et episcopo; et inhibitum fuit gentibus dicti comitis ne de cetero tales capciones contragagiando facere presumant. PHILIPPE III, 1283.

XII. Ballivus Ambianensis juste et rite diruere potuit domum clerici de Froens, sitam in feodo laicali, pro eo quod idem clericus, prout ipsemet confessus fuit, transgrediendo bannum domini Regis, receptaverat bannitos Regis.

XIII. Littere sigillate sigillo archiepiscopi Bituricensis et officialis sui facient plenam fidem in Bitturia, in curiis secularibus, prout extitit consuetum. Item, si aliqua persona ecclesiastica petat ab aliqua persona laicali, in foro ecclesiastico, aliquam decimam, et ille a quo petitur advoet eam se tenere in feodum, de plano ipse faciet fidem coram officiali, et tunc officialis reddet curiam illi, a quo dicta res movebit. Item, officiales currentes (59), quos archiepiscopus de novo instituit in Bitturia amovebuntur, et habebit suos archipresbiteros, prout extitit consuetum.

Item archiepiscopus petebat habere cepum in domo sua Exoldini, pro clericis suis ponendis; preceptum fuit inquiri qualiter predecessores sui usi erant; et fuit inventum quod ipsi usi erant dictos clericos ponere sub cuppa et in ferris impruntatis, et abinde ducebat[1] eos Bitturis quando sibi placebat[2]; et ita uti poterit archiepiscopus, et nullum habebit ibi cepum, nec aliam poterit facere novitatem.

Item de prisia quam officialis fieri fecerat in villa et in mercato

[1] Lisez *ducebant*. — [2] Lisez *placebant*.

PHILIPPE III. 1281. Bituricensibus et in justicia domini Regis, de corpore cujusdam hominis cruciegnati, quod facere non poterat, vel debebat, ut dicebat, habet ballivus, officialis locum tenuisset et emendabit.

De preposito clericorum qui fregit usinum Regis in domo Gaufridi de Langis, de quo locus est remanitus, officialis qui constituit eum prepositum faciet emendari a preposito, et, si prepositus non sit, solvendo officialis emendabit.

XIV. Cum Hugo de Calvo-Monte, quondam prepositus Trecensis, diu est, condempnatus fuisset ad emendandum domino Regi et archiepiscopo Senonensi fractionem ville de Seinnes quam fregerat, tanta fuit emenda, videlicet domino Regi, ad ducentas libras, et dicto archiepiscopo, ad ducentas libras Turonenses.

XV. Pro Jacquelino Trousel, viario Ituricensis, judicatum fuit quod in emendis, pro transgressione hauni monetarum, nague ad seragium solidos et infra, tercium partem habebit, sicut habet in aliis emendis.

XVI. Cum episcopus Petragoricensis in curia iris faceret tres peticiones contra regem Anglie, videlicet super communi, super quadam missia et super quadam bastida, procurator regis Anglie, nomine dicti Regis, petiit curiam suam sibi reddi; negocio hujus posito in arresto, dictum fuit quod dictus Rex super his curiam non haberet.

XVII. Viso privilegio monachorum Corie-Dei, pronunciatum fuit quod dictum privilegium eos non liberat quin de acquisitis per ipsos in feodis et retrofeodis domini Regis a tempore ordinacionis nos[1] perfinito, finare tenantur.

XVIII. De causa quam movebat episcopus Lemovicensis contra

[1] Lisez ordinacionis nos.

magistrum Geraldum de Malo-Monte, vel ipse contra eum in curia ista, super nova perturbacione justicie alte et basse, ville et parrochie de Festiaco, compromissum est inter eos, auctoritate curie, usque ad certum terminum et sub pena; et est actum inter eos quod lapsus anni, super nova perturbacione seu desaisina neutri parti prejudicare possit. PHILIPPE III, 1283.

XIX. Cum dominus Baldoinus de Guynes, miles, peteret admitti ad retrahendum per bursam comitatum Guinensem, quem dominus Rex a patre suo emerat, gentibus domini Regis, pro domino Rege, multa proponentibus, quare ad hoc recipi non debebat : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dictus Baldoinus non habebat jus ad dictam retractionem veniendi.

XX. Inspectis convencionibus habitis inter mercatores Nemausenses et dominum Regem, et intellecto usu habito et observato a tempore dictarum convencionum, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dicti mercatores de Nemauso, secundum dictas convenciones, mercaturas suas deferre seu transferre non poterunt apud Montem-Pessulanum, nec eas ibi vendere; poterunt tamen emere mercaturas apud Montem-Pessulanum et eas apud Nemausum afferre; et e converso mercatores de Monte-Pessulano poterunt emere apud Nemausum, et defferre apud Montem-Pessulanum.

XXI. Preceptum fuit ballivo Senonensi quod eschaetam Johannis de Esternai, de qua est contencio inter Droinum de Triangulo et domicellam de Pynroe, capiat in manu Regis, donec jus eorum potuerit liberare.

XXII. Cum, ex parte domini de Pontivo, domino Regi supplicatum fuisset quod, in comitatu Pontivi, posset fabricare monetam; habita deliberacione, responsum fuit ei quod, si vellet facere mo-

Philippe III, 1280. notam de pondere et lege antique monete Pontivenie, et quod unet solummodo cursualia in dicto comitatu, hoc permittetur eidem (&c)

XXIII. Tenentes locum regis et regine Anglie, in comitatu Pontivi, reanoient locum de capcionibus factis apud Loerem, in justicia Sancti-Richarii; et de dampnis que abbas et conventus Sancti-Richarii passi sunt, occasione dicturum prisarum, facient questionem, quando viderint bonum esse, et fiet eis jus.

XXIV. Dominus Johannes de Blainvilla, miles, et Guillotus de Fontanis, ejus nepos, consenserunt quod dominus Rex sum facit voluntatem de contencionibus mota inter eos, et quod de his cognosci faciat per quos voluerit.

XXV. Burgenses Remenses, quos archiepiscopus Remensis reperit et capias tenuit, recredentur sibi ipsis per manum dicti archiepiscopi.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA.

EXPEDITA IN PARLAMENTO PENTECOSTES.

ANNO DOMINI MCCLXXXIV.

I. Orta questione inter ballivum nostrum Ambianensem, pro nobis, ex una parte, et majorem et scabinos de Monsterilo, ex altera, super eo quod dicti major et scabini dicebant se esse in possessione justiciandi servientem nostrum in minagio de Monsterilio, si ibi delinquerit; dicto ballivo ex adverso dicente, per plures rationes, hujusmodi justiciam de dicto serviente nostro in ipsos cadere non debere, set solummodo ad nos justiciam de ipso pertinere: Una dictorum majoris et scabinorum super hoc intellecto, ex

gracia, concessum fuit eis quod dictum servientem justicient, quamdiu nostre placuerit voluntati. PHILIPPE III, 1284.

II. Auditis racionibus ducis Burgundie, ex parte ipsius propositis, ut amoveretur seu revocaretur quidam serviens, ex parte nostra traditus ducisse, dictum fuit per arrestum quod dictus serviens non amoveretur, sed ducisse remaneret, pro manifestis violenciis amovendis, si sibi fiant in rebus sui dotalicii, et ad precipiendum quod fiant liberaciones et recredencie in casibus in quibus faciende erunt; set de aliquibus que cause cognicionem requirant se non intromittet.

III. Expense, facte a triginta novem de Gandavo in causa appellacionis contra comitem Flandrie, solventur de bonis communie Gandensis, quemadmodum judicatum fuit alias de emenda comitis quadraginta millium librarum Turonensium.

IV. Majore et burgensibus de Repella conquerentibus quod, pro sigillo de Ruppella, levabantur sex denarii ultra emolumentum constitutum, quando dictum sigillum ibi fuit a domino Rege positum; senescallo Xanctoniensi ex adverso dicente quod dicti sex denarii, racione sigilli, non levabantur, set duo ex illis sex denariis dabantur, pro qualibet littera inregistranda, et alii quatuor pro qualibet littera levabantur a notariis: Auditis hinc inde propositis, esgardatum fuit quod duo denarii pro inregistracione remanebunt et solventur, et alii quatuor denarii cadent, nec de cetero levabuntur.

V. Canonicis Sancte-Radegundis Pictavensis reddita fuit curia sua de hominibus suis de Voille, et fuit adnullata aprisia facta ad instanciam dictorum hominum; et fuit injunctum canonicis ut eos ducant per jus.

VI. Procurator[1] hominum de Ripperia petebant, contra abbatem

[1] Lisez *procuratores*.

PHILIPPE III, 1284. et conventum Sancti-Medardi Suessionensis quod intercursus et intercursores restituerentur eisdem quibus usi fuerant, ut dicebant; procuratore dictorum abbatis et conventus ex adverso dicente quod per curiam fuerat ordinatum quod intercursus erat penitus adnullatus : Auditis hinc inde propositis, judicatum fuit quod dicti homines intercursores de cetero non habebunt nec utentur intercursu.

VII. Pronunciatum fuit quod judicium factum per decanum Cari-Loci, super expensis restituendis Petro Dore a Guillelmo de Fuer, est justum, et approbatur a curia, et pronunciatur appellacio injusta, non obstantibus propositis a dicto Guillelmo; et, quia processum fuit, appellacione pendente, ad taxacionem certe quantitatis pecunie, nomine expensarum, virtute ipsius, dicta taxacio fuit adnullata, et scriptum fuit decano quod procedat ad taxacionem expensarum moderatam.

VIII. Compotus factus a scabinis, consiliariis et vacuis Gandensibus per eorum juramenta, videtur sufficiens, quia sic consueverunt computare, ut dicebant, quod bene confitebatur a communi; consultum tamen fuit comiti ut de cerciori et meliori forma compotum faciendi in dicta villa sibi provideat, si sibi et dicte ville viderit expedire.

IX. Saisina garde corporis abbacie Sancti-Nichasii Remensis et bonorum suorum, infra banleucam Remensem, deliberata fuit archiepiscopo Remensi; et preceptum fuit ballivo Viromandensi ne de dicta garda amplius se intromittat.

X. Cum Gombaldus de Tyrano', armiger, a pravo et falso judicio, a gentibus regis Anglie sibi facto, ut dicebat, ad dominum Regem appellasset, gentes dicti regis Anglie, pendente dicta appellacione, in omnibus casibus, preterquam in illis pro quibus appellaverat,

ipsum justiciare nitebantur : Posito hoc in arresto, pronunciatum fuit quod, dicta appellacione pendente, idem Gombaldus exemptus erit a jurisdictione dicti Regis, ac si appellasset de defectu juris; set si delinquat, interim per senescallum domini Regis justiciabitur. PHILIPPE III, 1284.

XI. Stephanus, comes Sacri-Cesaris, et Maria, comitissa, ejus mater, recognoverunt pacem seu composicionem que sequitur factam esse ad invicem inter eos; videlicet, quod in recompensacionem proprie hereditatis, dicte comitisse, quam Johannes comes Sacri-Cesaris, quondam vir suus, pater comitis qui modo est, Roberto de Sacro-Cesaris, militi, fratri suo, pro parte seu pro porcione hereditatis, de assensu dicte comitisse, tradiderat et assignaverat, dictus comes predicte matri sue tradidit et assignavit castra et castellanias de Charenton et de Meillant cum omnibus pertinenciis ab ipsa et ejus heredibus sive successoribus tenenda in perpetuum, jure hereditario et eciam possidenda, volens et concedens dictus comes quod predicta comitissa, mater sua, ad homagium domini Soliaci veniat de predictis.

XII. Delato ad curiam istam negocio super moderacione cujusdam arbitrii prolati inter Girardum, dictum Carnificem de Compendio, ex una parte, et Herbertum dictum l'Escrivain et duos ejus filios, ex altera, occasione cujusdam injurie seu villanie, dicto Girardo irrogate, ut dicebat dictus Girardus: Auditis hinc et inde propositis et auditis specialiter illis qui fuerunt mediatores in dicto negocio, dictum fuit per arrestum quod dictus Herbertus purgabit se septimo, per juramentum suum, apud Compendium, per personas idoneas, coram ballivo Silvanectensi, quod dictam injuriam seu villaniam non fecit nec procuravit fieri, immo magis sibi displicuit quam placuerit; item, dictum fuit quod dicti duo filii sui facient et complebunt illud quod sibi fuit injunctum per arbitros predictos, de eundo apud Sanctum Jacobum in Galiciam, et quod iter arripient quamcito

PHILIPPE III. 1284. alter dictorum duorum filiorum qui infirmatur apud Compendium, ut dicitur, sanabitur, et cum poterit equitare (61).

XIII. Cum Egidius Bordon, civis Parisiensis, adjornari fecisset in curia domini Regis, Adam Bordon, fratrem suum, hospitem episcopi Parisiensis, de terra ipsius episcopi Parisiensis ac ipsius Egidii, in dicta curia, peticione proposita antequam dictus Adam dicte peticioni responderet, fuit, ex parte dicti episcopi, de dicto Adam, hospite suo, sua curia repetita, dictusque Adam fuit interrogatus an vellet super facto proposito in dicta curia respondere; qui dixit, quod sic, ac deinde peticioni respondit, parte dicti episcopi, cum instancia, suam curiam repetente et dicente quod, per responsionem dicti Ade, post dictam curie repeticionem, non amittebat nec debebat amittere suam curiam, cum idem hospes sibi non posset facere prejudicium post repeticionem curie respondendo, secundum usum et consuetudinem Parisius observatam; gentibus Regis e contra dicentibus quod, quia dictus Adam erat libera persona, in dicta curia, in qua sponte responderat, debebat et poterat litigare : Demum, intellecta apprisia per relacionem prepositi Parisiensis super usu hujusmodi facta, reddita fuit dicto episcopo sua curia de hospite suo supradicto.

XIV. Quia triginta novem de Gandavo, in causa appellacionis, quam olim contra comitem Flandrensem, in curia domini Regis, super defectu juris, moverant, succubuerunt, post emendam, propter hoc, dicto comiti in dicta curia gagiatam, dictus comes niteretur quod legem et statum suum amitterent, et bona eorum mobilia et immobilia, que sub dicto comite erant, sibi essent commissa, ipsis e contra dicentibus se non teneri nisi ad emendam pecuniariam, ea racione quod emendam receperat ab eisdem, nec se, legem nec statum, bona vel hereditates propter hoc amittere debere : Tandem, dictis partibus super hoc auditis, per curiam Regis fuit determinatum quod legem seu statum suum, hereditates vel mobilia amittere non debe-

bant, set solum emendam pecuniariam solvere, que fuit taxata per curiam, usque ad summam quadraginta milium librarum Turonensium. Item, declaratum fuit per dictam curiam quod dicta emenda, de bonis tocius communie Gandensis, erat solvenda; et similiter dictum fuit de expensis factis in lite pro statu ville Gandensis conservando. Item, cum, ex parte dicti comitis et alicujus partis de communi, peteretur quod dicti triginta novem computarent compotus factos ab eis per eorum juramenta, usque ad tempus quo eis dictus comes administracionem seu regimen suum abstulit, quia sic alias computaverant, fuit per curiam approbatus; unde cum dicti triginta novem conquererentur quod dictus comes, super premissis, ne possent ea exequi, impediebat eosdem, non permittens quod, pro solvendis et acquitandis debitis et fredis ville sue, possent talliare, et preterea proponeret idem comes quod pro solvenda sibi dicta emenda dictarum quadraginta millium librarum jam talliaverant et levaverant usque ad sexaginta millia librarum, super quo compotus eorum fuit ex parte dicti comitis requisitus : Auditis partibus, fuit per curiam esgardatum quod, compoto, coram gentibus Regis approbato, in suo robore permanente, et compoto eciam facto ab eis de eo quod receperunt a tempore quo ad statum suum restituti fuerunt, si tallia quam fecerunt non sufficiat ad acquitanda omnino freda et debita ville sue, comes debet eis dare licenciam talliandi. Item esgardatum fuit quod illi qui, nomine dicti comitis, curam administracionis dicte ville gesserunt, a tempore quo dictus comes dictam administracionem in manu sua cepit, usque ad tempus quo dicti triginta novem ad suum statum fuerunt restituti, tenentur computare; et fuit scriptum comiti quod premissa, prout superius ordinata sunt, teneri, fieri et compleri faciat; et si in defectu fuerit, ballivus faciet ex parte Regis. PHILIPPE III, 1284.

XV. Reddita fuit curia domine de Danguto et vicecomiti de Meleduno, de domino Guidone Bassi, milite, super particulari actione quam Johannes des Soisiaco, miles, ejus filius et nurus proponebant contra ipsum.

Parisiis III. 1266

XVI. Recordata fuit curia alias judicatum fuisse quod illi de communia de Croandelun compellendi erant computare coram abbate Sancti-Johannis Laudunensis.

XVII. Constituta coram Roge relicta Bouchardi de Monte-Mercato, quandam militis, audita de novo morte dicti mariti sui, ut dicebat, renunciavit parti ipsam contingenti de bonis mobilibus, sibi et marito suo communibus, tempore quo decessit; renunciavit insuper balio filii sui suscepti a dicto Bouchardo, constante matrimonio inter ipsos, dicens et allegans consuetudinem Francie notoriam et approbatam, talem esse quod, ex quo renunciabat parti dictorum mobilium et balio filii sui predicti, non tenebatur, nec ratione dotalicii sui, nec racione sui hereditagii, ad solvendum aliquid de debitis que ipsa et ejus maritus debebant, tempore quo decessit, quare petebat super hujusmodi debitis se, absolvi et jus super hoc sibi reddi. Tandem, habita super hia deliberacione diligenti, quia inventum fuit dictum consuetudinem talem esse, sicut dicta relicta proponebat, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictam relictam, nec racione dotalicii, nec racione hereditagii sui, ad solvendum aliquid de debitis predictis, non teneri, nolentes quod, contra hujusmodi judicium, super dictis debitis ab aliquo mobilibus, duntaxem se non immiscerat de mobilibus et balio predictis [64].

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA, ET QUEDAM STATUTA (63),

[EXPEDITA] IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO EJUSDEM MCCLXXXV.

I. Quia per saisinas, custodes sive comestores qui in Viromandensi, Ambianensi et Silvanectensi balliviis, in domibus et in locis debitorum, pro debitis que debent, poni consueverunt, creditoribus ad nullum cedebat commodum; set ipsis debitoribus ad maximum incommodum, cum bona sua consumerentur de quibus deberent sua debita solvere, nullo de dictis debitis relevamine subsequenti, ordinatum fuit quod, pro debitis, catallis, convencionibus, pro execucione litterarum domini Regis seu aliarum quarumcumque personarum, hujusmodi saisine custodes sive comestores de cetero non ponantur, dumtamen ipsi debitores, per capcionem bonorum et corporum justicientur, si necesse fuerit. Poni tamen poterunt tantummodo pro enormi facto vel in casu criminis, vel si aliquis vellet subterfugia querere, et bona sua abscondere seu distornare, seu ad alienum dominium transferre, vel esset ita inobediens justiciari quod non posset alias commode justiciari.

II. Item, quia, clamore insinuante, ad nos devenerat quod prepositi firmarii, in exactione et levacione emendarum, suos subditos gravabant ultra modum solitum et antiquum, ordinatum fuit et prepositis, sub pena corporum et averiorum, inhibitum ne ipsi, pro debitis, pro defectibus, pro catallis seu pro factis aliis, recipiant seu levent emendas, nisi per castellaniarum consuetudinem notoriam, ita quod, si sit dubium de consuetudine, quod dictas emendas faciant

Parages III. 1260. per milites judicari, salvo, domino Regi, emendis mis que ad suam voluntatem et per suos ballivos et scabinos conservent juvari et eciam judicari. Item, fuit prehibitum preposito ne aliquid recipere presumant pro delictis faciendis haberi.

III. Super priorisu Sancti-Emmini ordinatum fuit quod prepositus episcopi Laudunensis recrederet, loco prius reassito, de rebus que erant in dicto priorisu; et monachus qui dicitur Barat, ex parte abbatis de Lobes, ab ordinario suo confirmati et benedicti, ad dictum priorisum, tanquam prior missus, remanebit in possessione priorisus predicti; et inquiretur si episcopus Laudunensis seu predecessores sui conservarunt venire ad appellaciones domini Regis, apud Laudunum, et in quibus casibus.

IV. Pronunciatum fuit quod major et scabini de Sancto-Richario possunt levare talliam suam a burgensibus et taillabilibus suis, manentibus in domibus sitis in feodo domini Mathei de Roia.

V. Pro majore et juratis Suessionensibus pronunciatum fuit quod a burgensibus suis, manentibus in claustro Sancti-Petri-in-pariseo, possunt levare talliam suam, non obstante judicio pro domino et capitulo dicti loci facto, super justicia dicti claustri.

VI. Cum magister Alanus Nus diceret se ad curiam domini Regis appellasse de defectu juris a senescallo de Leonia sibi facto, et coram Britannie, super dicto defectu juris, adjornari faciasset et eundem senescallum, si sua crederet interesse; Tandem idem Alanus, salvo feodo suo, quod tenet a dicto comite, et salva pace seu competencione quam fecit cum domino Herveo de Leonia, appellacionem dicte spontaneus renunciavit, et hoc mandavit dicto comiti et curie domini Regis.

VII. Cum magister Alanus Nus peteret a domino Herveo de Lee-

nia, quod reciperet ipsum in hominem de terra quondam Hervei Salomonis, militis, avunculi sui, et se saisiri de dicta terra, racione donacionis sibi facte a cognatis, suis germanis, filiis dicti Hervei Salomonis, peteret quod dictus Herveus de Leonia, qui, lite pendente, transtulerat de facto possessionem dicte terre quam tenebat ad manum suam, in dominum Guillelmum de Loihac, militem, et ipsum in hominem receperat de eadem, dictam terram liberaret dicto magistro, vel tantummodo de terra sua propria, concordatum est in plena curia quod inquiratur, per auditores deputandos a domino abbate Sancti-Dyonisii, de racione dicti magistri in dicta terra et de racione dicti Hervei de Leonia de plano, salvis vendicionibus, donacionibus et elemosinis factis, prout de jure et consuetudine poterunt valere, et salvis racionibus dicti magistri in contrarium de consuetudine vel de jure; et reddatur dicto magistro jus suum. Actum, presentibus domino comite Britannie et domino de Loihac, predicto et partibus antedictis. PHILIPPE III, 1285.

VIII. Amota fuit manus domini Regis de garda abbacie Pulteriensis et pertinenciarum, et de consensu regine Sicilie reddita est duci Burgundie, salvo jure domini Regis; qui dux dictam gardam statim restituit, procuratore dicte regine confitenti eam esse de feodo dicti ducis.

IX. Inhibitum fuit pedagiariis Batpalmi et de aliis villis, sub pena corporum et averiorum, ne ipsi eant vel mittant in Flandriam vel extra districtus suorum pedagiorum, pro aliqua licencia danda de averiis, extra cheminos et vias ab antiquo consuetas, portandis, seu pro aliqua financia super hoc facienda; et si invenerunt aliquem seu aliquos extra sua pedagia, qui deberent per sua pedagia pertransire, eos reducant ad cheminum debitum; et qui contrarium fecerint, ut supra puniantur; et fuit injunctum ballivo Rothomagensi quod sibi aveat de vinis Burgundie qui transeunt per Rothomagum, et aliquociens per mare vehuntur in Flandriam.

Parisius 27. jan. 1269.

X. Pro inobedientia facta ab hominibus de Croendelain non petendo judicia facta in curia ista contra ipsos pro abbate et conventu Sancti-Johannis Laudunensis, super eo quod dictum fuit per jus quod coram ipsis tenebatur computare; condempnati fuerunt dicti homines dicto abbati et conventui, in senagiria libera Parisiensibus, et domino Regi in quadraginta libris Parisiensibus.

XI. Recredencia animalium monachorum de Karoli-Loco, per Guistum le Botellier captorum, quam ballivus Silvanectensis fecerat, reponitur in manu dicti Guilloti, et ipse dantur eos per jus secundum legem datam a domino Rege, prout in suis litteris continetur.

XII. Johannes de Chyson, miles, appellacioni quam fecerat ad curiam istam, contra comitem Flandrensem et ejus ballivum Insulensem, per Gonterium dictum Regem, servientem suum, ad hoc specialiter constitutum, renunciavit, et hoc curie emendavit, et tanta fuit emenda, ducente libre Parisienses.

XIII. Hugo, dominus Tyengiarum, canonicus Carnotensis, venit et quitavit Ezardo et Guillelmo de Tyenges, fratribus suis, omne jus quod habebat in debitis, quod dicti fratres petebant a comite Nivernensi, racione debiti Odonis, quondam comitis Nivernensis.

XIV. Cum senescallus Pictavensis, nomine domini Regis, quemdam movaret episcopo Lemovicensi et consulibus et communiati ville Sancti-Juniani, super quibusdam juribus que dicebat ad dominum Regem pertinere, visa registro domini Regis, de mandato curie, dictus senescallus prosecucionem dicte cause supersedit ad presens.

XV. Item cum dictus episcopus conquereretur quod, in prejudicium juris sui et ecclesie sue, dictus senescallus, apud Lemovicas, sigillum regium de novo posuerat, auditis super hoc dictis ep-

scopo et senescallo, preceptum fuit dicto senescallo quod se abstineret de tenendo sigillo regio in civitate Lemovicensi, donec de jure domini Regis esset melius informatus. PHILIPPE III, 1285.

XVI. Cum abbas et conventus Mauziacenses, existentes in speciali garda domini Regis, conquesti fuissent quod ballivus domini Regis in Arvernia, quasdam villas et loca ipsis abbati et conventui et domino Regi communia, que per unum servientem, ab antiquo, regi et custodiri consueverunt, contra tenorem privilegiorum suorum, in diversis castellaniis de novo posuerat, in prejudicium et gravamen dictorum abbatis et conventus et sui monasterii: Viso dicto privilegio et usu super hoc per ballivum intellecto, preceptum fuit dicto ballivo quod hujus novitatem revocans, predictas villas et loca faciat per unum servientem regi et custodiri, prout extitit consuetum.

XVII. Monachi de Compendio, pro suo portali faciendo, poterunt claudere quantum antiqua pilaria se extendunt, dum tamen, infra dictam clausuram, stalla merceriorum non faciant.

XVIII. Visis cartis ville Aurelianensis et aliarum bonarum villarum de Aurelianesio et de Wastineto, pronunciatum fuit quod dicte carte non defendunt eos quin domino Regi teneantur solvere auxilium pro milicia primogeniti sui, quemadmodum nobiles de partibus illis levant a suis subditis. Similiter pronunciatum fuit contra homines de Nogento, de Ulmeia, de Monte-Calveti et de quibusdam aliis villis ballie Gisorcii que nullas cartas habebant.

XIX. Cum in villa Attrebatensi quidam de plebe dicte ville, contra scabinos et majores ville Attrebatensis conspiracionem seu taquehanum fecissent, capsam reliquiarum plenam in foro Attrebatense, causa devocionis a capitulo Attrebatensi ibi missam, juxta locum, ubi candela Beate Marie est reposita et ubi consuetum est a Deo multa miracula operari, impetuose ac violenter et in scandalum tocius populi,

Parisiis 12. jan.

cepisset et extra locum dictuisset, demosque magistrorum guntdarum violenter intrantes, vasilia ipsorum rapiunt, et communitatem ville Attrebatensis, contra scabinos et majores insurgunt, insultum eciam in scabinos et alios dicte ville facientes cum armis, discurrendo per villam cum vasillis predictis, ad mortem clamantes, et alia plura enormia committunt in grave periculum totius ville predicte; ac gentes comitis Attrebatensis quosdam de ipsis malefactoribus, post dictum perpetratum malleficium, cepissent in terra Sancti-Vedasti, gentes dicti comitis conquesti fuerunt quod balliva Ambianensis, ad requisicionem ablatis et conventus Sancti-Vedasti Attrebatensis, gentes dicti comitis impediebant quominus justiciares possent dictos malefactores, tam ad terram Sancti-Vedasti fugientes quam in ipsa terra manentes. Item gentes predicti comitis protestabant quod dictus comes, in terra Sancti-Vedasti, per cartam regiam inter eos confectam, habeat ratium, multrum et incendium et consuetudinem justicium ad ista pertinentium, dicentes quod casus ide erat de casibus pertinentibus ad predicta, et quod ad gentes dicti comitis facti predicti pertinebat vindicta; precursoresque dictarum ablatis et conventus Sancti-Vedasti contrarium asserente et dicente predictum casum non esse de casibus pertinentibus ad predicta: Auditis hinc inde propositis et visa carta predicta, pronunciatum fuit, per judicium curie domini Regis, dictum ballivum et malefactum ad ullam justiciam pertinere, ac illud per dictum comitem vindicari debere; et preceptum fuit quod ballivus Ambianensis amoveret inotum suum.

XX. Pro injuria illata Girardo de Linginaco, militi, a Johanne de Castello, milite, confirmpactus fuit dictus Johannes dicto Girardo in quinquetis libris Turonensibus, pro domino Rege in quinquetis libris Turonensibus, pro emenda.

XXI. Gentes comitis Attrebatensis expetunt in terra Sancti-Vedasti Attrebatensis, in qua prefatus comes habet alium justicium,

quendam falsum monetarium, propter quod, ad instanciam dictorum abbatis et conventus Sancti-Vedasti, qui dicebant eum non esse falsum monetarium, set solummodo expendentem et ponentem falsam monetam, ballivus Ambianensis in terra dicti comitis custodes apposuerat: Auditis super hoc partibus, pronunciatum fuit quod; si cuderet vel fabricaret falsam monetam, dicto comiti justiciandus remanere debebat; si vero expenderet seu poneret falsam monetam, ipsis abbati et conventui erat restituendus, et super hiis comes cognicionem haberet; et sic ballivus Ambianensis amovit manum suam. PHILIPPE III, 1285.

XXII. Auditis majore et juratis Corbeiensibus et procuratore abbatis et conventus ejusdem loci, pronunciatum fuit quod dicti major et jurati domum ab eis acquisitam in trefundis et tenanciis abbatis, que dicitur Mala-Domus et viginti libras annui redditus acquisitas ad usus pauperum dicte ville, retinere non possunt nisi de paciencia et permissione dictorum abbatis et conventus.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

[EXPEDITA] IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXXV.

1. Contra saisinas usagiorum et usagia que episcopus Laudunensis dicebat, se defendendo contra peticiones domini Cociaci, per quas saisinas usagiorum episcopus dicebat quod habebat jus utendi in forestis domini Cociaci, dominus Cociaci quamdam consuetudinem proposuit, dicendo quod consuetudo patrie talis est, quod vicinus contra vicinum in justicia, in dominio et in trefundo alterius, per solam saisinam usagii, quantumcumque longi, acquirere non poterat servitutem nec jus utendi; nisi haberet cartam, vel nisi exinde redderet

Pascaire fil Cociaci. ecensum vel redditus, vel sini eisdem faceret aliquam recidiencian, vel sini eisdem intercursum: dicto episcopo dicente quod dominus Cociaci dictum consuetudinem proponere non poterat, quia tarde venebat, et per plures alias racciones quas proponebat; dominus Cociaci contrarium asserente: Partibus super hoc judicio se supponentibus, pronunciatum fuit, per jus, dominum [Cociaci] esse admittendum ad probandum dictum contumam.

II. Guillelmus, episcopus Lauduneusis, ultimo defunctus, rebelli peticionem contra dominum Cociaci, pro hominibus suis de corpore in Laudunio, dicens quod dicti homines debebant esse liberi et quitti in vinagio domini Cociaci; dicto domino Cociaci in contrarium dicente quod super hoc respondere non teneb[a]tur dicto episcopo, pro hominibus qui presentes non erant et qui non recognoscebant se esse homines de corpore, dictum fuit et prescriptum, per curiam baillivi Vromandensem, quod ires in patriam, et faceret homines congregari, et si recognoscerent se esse homines de corpore dicti episcopi, episcopus litigaret pro eis, et dominus Cociaci recrederet, iste presente, illis qui fuderant velleni se esse homines de corpore dicti episcopi, de mortuamana et forismaritagio. Dicto Guillelmo, episcopo, viam universe curuis ingresso, episcopus Robertus qui modo est debuit renasses querelas in tali statu. Idem episcopus dixit quod ipse solebat facere dictos homines pejoris condicionis quam non erant, quia non erant servi, sicut dicebat, nec debebant mortuamanetam vel forismaritagium, quamdiu morabantur ad locum: Domine Cociaci dicente quod hoc bene solebat, set requirebat quod sua recredencia, de mandato curie facta, permitteretur gaudere; dicto episcopo contradicente et plures raciones proponente, per quas dicebat premissa fieri non debere, dictum fuit, per judicium, quod dominus Cociaci caperet et levaret suas recredencias; et fuit preceptum ballivo quod eam gaudere faceret de eisdem.

III. Visis cartis et privilegiis preceptoria et fratrum militie Templi

et eorum racionibus intellectis, pronunciatum fuit quod dicti Templarii de delictis ab hominibus suis perpetratis in forestis, seu de rescussis ab eis factis gentibus Regis, de saisinis Regis fractis, de verberacionibus et injuriis gentibus Regis illatis et de aliis delictis, ad dominum Regem pertinentibus, emendas hominum suorum non habebunt, et, si in querela mota pro suis hominibus vel contra suos homines, super hereditate sita in dominio alterius, fiat emenda, non erit Templariorum, nec habebunt emendam de hominibus suis captis in terra aliena, ad presens forisfactum; de forisfacturis, pronunciatum fuit quod cum fiet, per gentes Regis, justicia corporum vel membrorum de hominibus Templi, bona eorum que erunt in terra Templi antiqua erunt Templariorum; alia vero bona dictorum dampnatorum, tam in justicia domini Regis quam in terra aliorum dominorum existencia, Templariorum non erunt. Item Templarii non habebunt emendas hominum suorum pro transgressione banni monetarum factas vel faciendas. PHILIPPE III, 1285.

IV. Visis cartis burgensium Lorriaci, Castri-Nantonis, Bosci-Communis, Montis-Argi, Bosci-Regis-Buxiarum, Evre-Castri, Flagiaci-de-Gressibus, de Capella-Regine, de Villa-Nova-Regis et de Calvo-Monte, et eorum racionibus intellectis, pronunciatum fuit, per jus, quod dicte carte eos non liberant quin ad solvendum auxilium milicie domini Regis teneantur. Homines vero de Cepeio dictum auxilium non solvent, quia Rex fuit ibi associatus per quosdam religiosos qui talem redibenciam supra dictos homines non habebant. Homines autem de Cheseio et aliarum villarum, in quibus Rex fuit per abbatem et conventum Sancti-Johannis Senonensis et per alios religiosos associatus, non solvent auxilium antedictum.

V. Preceptum fuit ballivo Ambianensi quod, si invenerit majorem et scabinos Sancti-Richarii esse in saisina levandi ab hominibus manentibus in terra domini Mathei de Roia, defuncti, qui exierunt communiam, solvendo suos exitus, ratam ipsos contingentem, de fredis

Parlem. III, an. 100. ville, de annata que in terra dicti Mathei mortui fuerunt, quod ipse ea tenet in saisina sua, salvo jure heredis dicti Mathei, dum venerit ad etatem.

VI. Procurator regine Sicilie recognovit peticionem veram esse quam Templarii effederant contra dictam reginam, super quodam Franco serviente, habendo apud Tornodorum, prout in carta, quam Templarii habent super hoc, plenius continetur.

VII. Ordinatum fuit quod major Compendiensis capiet, apud Compendium, clericos malefactores, vel per vicarium communem, episcopo Sussionensi et abbati Compendiensi, permittet eos capi.

VIII. Quantum pertinet ad abbatem et conventum Sancti-Germani-de-Pratis, Nogentum-Artaudi erit de reserto prepositure Parisiensis.

IX. Visis litteris regis super tractatu matrimonii inter primogenitum Rudulphi de Stantis, quondam Francie marescalli, et dominam de Gloia olim contracti, et super assignacione dotalicii dicte domine in certis locis usque ad quadringentas libratas Parisiensium confecta, cum Regerius de Trie, miles, modo maritus dicte domine, dicens quod redditus dictorum locorum in quibus dictum dotalicium fuit assignatum non valent dictas quadringentas libratas terre per annum, petierit heredem dicti marescalli compelli ad supplendum defectum dotalicii antedicti; auditis racionibus a parte adversa propositis, pronunciatum fuit quod, si redditus dictorum locorum in quibus dotalicium fuit assignatum non valent per annum quadringentas libras Parisiensos, heredem dicti marescalli debere compelli ad supplendum defectum.

X. Propter defectum factum a domicello de Falurello et ejus uxore, in causa appellacionis quam habebant contra episcopum Cabi-

lonensem, super defectu juris, pronunciatum fuit quod dicta domicella et ejus maritus succumbere debebant in causa appellacionis predicta, et fuit preceptum ballivo Matisconensi quod hoc faceret dicto episcopo emendari. PHILIPPE III, 1285.

XI. De forisfactis, factis in assisia Cari-Locj, dictum fuit per arrestum quod, emenda domini Regis levata, ballivus non impediet quin prior dicti loci possit levare emendam suam, secundum patrie consuetudinem, pro fractione justicie sue, quia locus in quo tenetur assisia est in justicia dicti prioris.

XII. Cum de duello habito in castro Turonensi inter Guionetum Guevant et quendam alium, pax fuerit reformata, et dominus Rex quitavit emendam, senescallus Turonie petebat partem suam de dicta emenda, scilicet terciam partem, dicens quod, licet dominus Rex quitaverit partem suam, partem dicti senescalli quittare non potuit : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod idem senescallus partem suam habebit in dicta emenda.

XIII. Reddita fuit comiti Marchie saisina feodi Sancte-Sevairie, castellanie et pertinenciarum, et, ex parte comitis predicti, tradita saisina domino Rogero de Broce, tanquam de suo domanio.

XIV. Cum, ex parte prioris et conventus Sancti-Petri in Abbatis-Villa, ad curiam domini Regis delata fuisset querimonia quod de novo tenentes locum regis et regine Anglie in Pontivo inceperant facere vendi pannos laneos in hala de Abbatis-Villa, per duos dies in qualibet ebdomada, licet alias ibidem venditi non fuerint, nisi semel in ebdomada, scilicet die mercati, in ipsorum prioris et conventus prejudicium et gravamen, cum ipsi certum emolumentum habere consueverint de pannis venditis in domibus burgensium, in terra sua sitis : Auditis super hoc gentibus dictorum regis et regine, pronunciatum fuit hujusmodi novitatem debere cadere et cessare, et man-

Pasques 13. 1266 dantum fuit ballivo quod ad consandum, dictorum regis et regine gentes compellat.

XV. Visis litteris, super judicio, in ultimo pallamento facto, inter episcopum Lemovicensem et consules ville de Nobiliaco confectis, declaratum fuit quod burgenses de Nobiliaco, qui dicto episcopo, in primo crescione sua, non fecerunt fidelitatis juramentum, eidem episcopo tenentur facere juramentum. Item determinatum fuit quod, non obstante juramento quod consules et communitas de Nobiliaco dicebant sibi debere fieri a preposito forneos episcopi, obedient et obedire tenentur dicto preposito; et dominus Rex, ex officio suo, de plano sciri faciet si preposuit episcopi, qui pro tempore fuerunt apud Nobiliacum, dictis consulibus et communitati consueverunt facere juramentum; quod si inventum fuerit, ad faciendum dictum juramentum dictus prepositus compelletur. Item, cum dicti burgenses Nobiliacenses, racione usagii quod habent in foresta dicti episcopi, vellent excolere plateas vacuas dicte foreste; episcopus per plures raciones contradicente, visa judicatis, dictum fuit quod super dicta platea excolenda nichil fuerat pro eis judicatum, set si super hoc voluerint contra dictum episcopum experiri, fiet eis jus.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA.

[EXPEDITA] IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM.

ANNO DOMINI MCCLXXXVI.

1. Recredata fuit curia quod, de gracia et ex bene placito, inclite recordationis, Philippi, Francie regis, deliberata fuit domino Guillelmo Crespin minima justicia sanguinis et plage sine morte et mehaigneie cum clamore et sine clamore de haroi, in baronia non de

Estrepigniaco, in feodis et retrofeodis suis et expresse in terra de Danguto, questione proprietatis reservata. PHILIPPE IV, 1286.

II. Cum dominus Galardonis et vicedominus Carnotensis nobis conquesti fuissent quod gentes nostre de Carnoto de novo impediunt eos quominus in terra et justicia sua possint mandare execucioni litteras, sigillo nostro Carnotensi sigillatas, quia curie nostre constitit quod, tempore quo comitissa Alençonis tenebat comitatum Carnotensem, predicti dominus et vicedominus erant in possessione mandandi execucioni in terra et justicia sua litteras, sigillo dicte comitisse sigillatas, pronunciatum fuit dictos dominum et vicedominum in dicta saisina remanere debere, salvo jure proprietatis et hoc salvo quod si de contentis in dictis litteris litem inter partes oriri contingat, gentes nostre super hoc cognoscent.

III. Cum dominus Rex in manu sua capi fecisset omnes hereditates que fuerant Johannis de Alta-Domo, pro debito in quo dictus Johannes domino Regi tenebatur, relicta ipsius Johannis in dictis hereditatibus suum dotalicium repetente, responsum fuit ei quod, quia dicte hereditates pro dicto debito erant obligate antequam dicta relicta cum dicto Johanne matrimonium contraxisset, non erat audienda in sua peticione predicta.

IV. Cum abbas et conventus Bone-Vallis conquererentur quod gentes domini Regis per manum suam levare nitebantur quosdam redditus sive redevancias quas comitissa Alençonis per manum dictorum religiosorum capiebat, tempore quo tenebat terram Bone-Vallis, et similiter antecessores ipsius comitisse, per manum dictorum religiosorum semper receperant, habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit quod dominus Rex dictos redditus seu redevancias per manum suam percipiet et levabit, ita tamen quod si terram Bone-Vallis extra manum suam poneret, ille qui dictam terram teneret per manum dictorum religiosorum, dictos redditus seu redevancias

PHILIPPE IV, 1290. caperet sicut ante: et exinde habebant dicti religiosi litteras *domini* Regis, si velint. Verum cum postmodum dicti religiosi, ad curiam reversi, dicerent et proponerent se et suum ecclesium, propter procedens structum, mirabiliter contra Deum et justicium esse lesea in hoc videlicet quod, quando dicti redditus seu redevancie ad terminum non solvebantur, habebant ibi cognicionem et emendas, quare supplicabant super hoc remedium adhiberi, pronunciatum fuit quod dicti religiosi emendas quas ibi habere consueverunt, habebunt.

V. Cum dominus Guido Bassi, miles, peticionem contra Johannem de Lyveria, militem, et Johannem, ejus filium, edidisset, se ex parte dicti domini de Lauseria et ejus filii propositum fuisset quod dicte peticioni respondere non tenebantur, donec dictus filius ad etatem legitimam devenisset, per curiam pronunciatum fuit dictam responsionem differendam esse, donec dictus Johannes venerit ad etatem.

VI. Concordatum fuit inter episcopum Aurelianensem et Guidonem Bassi, militem, quod veritas sciatur de plano super feodo de quibus erat contencio inter ipsos; ita quod aliquid quod jam factum sit, advocato scilicet sive dominacio neutri partium prejudicet, nec ex hoc incurrere possit dampnum.

VII. Proponebat procurator monasterii Sancti-Johannis Laudunensis contra dominum Cociaci, quod olim concordatum fuerat inter abbatem et conventum dicti monasterii, ex una parte, et dominum Cociaci, ex altera, quod, nulla unibus hinc inde habitis, commissibus, inspectis carta utriusque partis, omnes querele mote et ut movori possent inter partes, que possent per dictas cartas terminari, terminarentur, dicto dominio Cociaci dicente dictam concordacionem, solummodo de querelis motis, factam esse: Partibus recedentibus super hoc se supposentibus, recedula fuit curia quod solummodo de querelis motis facta fuerat concordacio superadicta.

VIII. Ordinatum fuit quod persona ab episcopo Suessionensi in villa Compendiensi deputata, pro justicia spirituali exercenda ibidem suo anno, et persona ab abbate Compendiensi ibidem suo anno propter hoc deputanda, non intromittant se aliquatenus de justiciandis laicis, set solummodo de clericis et personis ecclesiasticis, et si aliquos laicos justiciaverint hoc emendent; et fuit preceptum ballivo quod publice in assisia sua faciat prohiberi ne aliqui laici ire audeant coram dictis personis causa litigandi coram eis. PHILIPPE IV. 1286.

IX. Cum executores testamenti domine Cociaci in nostra curia peterent saisinam medietatis bonorum mobilium eidem domine et domino suo, domino Cociaci, communium, tempore quo decessit, et medietatem conquestuum ab eis factorum, constante matrimonio inter ipsos, sibi liberari, pro execucione seu ultima voluntate ipsius domine, juxta ejus disposicionem, facienda et complenda; testamentum ipsius domine sigillo suo et sigillo officialis Laudunensis sigillatum ostendentes, domino Cociaci et procuratoribus comitis Guelrie, qui se dicebat heredem ipsius domine, et saisinam dictorum bonorum et conquestuum petebat, se opponentibus, et plures raciones contra dictum testamentum proponentibus et eciam aliquas consuetudines pretendentibus, per quas dicebant dictos executores in dicta peticione sua non esse audiendos: Tandem, habita super propositis hinc et inde deliberacione diligenti, viso testamento, pronunciatum fuit quod saisina medietatis dictorum bonorum et conquestuum, salvo jure cujuslibet, liberabitur executoribus antedictis, sufficienti caucione prestita de domino Cociaci servando indempnem, si dictus comes vel alius, racione debiti vel forisfacti super dictis bonis mobilibus et conquestibus ipsum impeteret, et de restituendis que restituenda essent, si casus emergeret in quo esset restitucio facienda, ita tamen quod prius restituere tenebuntur domino Cociaci duo paria littera litterarum, unam videlicet de dono viginti millium librarum, et aliam de dono viginti et unius centum librarum eidem domine a dicto domino facto, tempore quo vivebat; et curia nostra, de qui-

[Vidimus 15 mai 1290.] bundam consuetudinibus in Cancrosum et Campanie partibus se inde informabit; et ea nunc medietas dictorum bonorum mobilium et conquestuum in manu nostra ponetur et tenebitur, et per manum nostram solvetur debita juxta dominie, pro ratta ipsam contingente, et fortalicia emendabuntur, vocatis et presentibus dicte executoribus ad inspectionem bonorum et solucionem debitorum et emendacionem fortalicium, si voluerint interesse, donec predicta cautio fuit prestita, sicut superius est expressum, dicta vero cautione prestita a dictis executoribus, medietas dictorum bonorum mobilium et conquestuum deliberabitur dictis executoribus antedictis; premissa autem fient per magistrum Theobaldum de Castellione, canonicum Belvacensem, et Guillelmum de Bangeto, senescallum; magister Aucellus de Monte-Acuto, procurator domini Cociaci, in pleno pallamento recognovit quod littere sommum vigintì millium librarum continentes que debebat reddi domino Cociaci, quod dicti vigintì millia librarum sunt Turonenses.

X. Ordinatum fuit quod comitia ex quibusdam de Pisquigniaco operata et tenebat de bonis domini de Bella-Valle, untequam idem dominus de Bella-Valle in curia denominasset que tenebat et tenere debebat in feodum a dicto vicedomino, cujus denominacio facta fuit in pallamento Omnium-Sanctorum, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo tercio, domino de Bella-Valle reddantur et liberentur; si vero, post dictam denominacionem idem vicedominus justificando ea que sibi denominata et recognita fuerunt esse de suo feodo supra dominum de Bella-Valle, aliqua capciones fecerit, est dominus de Bella-Valle sua repetitarus, prout debebit, et, si poterit, tradetur ei scriptus ad videndum quale jus vicedominus ei faciet in curia sua, et eidem domino tenebuntur littere Regis quas habet: nec fuit intencionis curie quod, occasione arramassature ante denominacionem predictam inter ipsos habitorum, vicedominus dictum dominum inquietare debeat seu eciam molestare; nec curret tempus contra dictum vicedominum, quin petere possit ea que petebare po-

terit esse de feodo suo, ultra hec que dominus de Bella-Valle denominavit, hoc non obstante, quod non fuit continue prosequtus. PHILIPPE IV, 1286.

XI. Procuratore episcopi Carnotensis, pro ipso episcopo et nomine ipsius, petente quod dominus Rex revocaret collacionem ab ipso factam, racione regalium Carnotensium in ultima vacacione sedis Carnotensis, de decanatu Sancti-Andree Carnotensis et de quadam prebenda in ecclesia Sancti-Mauricii, cum alias non consueverit dominus Rex, tempore regalium, conferre beneficia ad collacionem episcopi spectancia, nisi solummodo prebendas majoris ecclesie alternatim, per quandam composicionem; quia dominus Rex inventus est in bona et longa possessione conferendi hujusmodi beneficia, tempore regalium, pronunciatum fuit quod in hujusmodi saisina remanere debeat.

XII. Emenda mille librarum Turonensium que ab episcopo Lemovicensi petebatur, pro quadam inobediencia a gentibus suis facta, occasione cujusdam appellacionis ad dominum Regem emisse, moderata fuit et minorata ad centum libras Turonenses.

XIII. Cum in judicio per curiam domini Regis facto, inter episcopum Lemovicensem, ex una parte, et consules et communitatem Sancti-Leonardi Nobiliacensis, ex altera, super duabus clausulis in dicto judicio contentis, que tales sunt : « Item judicatum fuit dictum episcopum nichil fecisse contra mandatum domini Regis sive senescalli, nec eciam fecisse aliquas novitates, ponendo ibidem prepositum foraneum ad explectandum in dicta villa et morandum nomine episcopi; et quod petunt consules, totum illud quod in articulo continetur ad nichilum reduci, non fiet; » alia clausa talis est : « Item inquesta facta, quis erat in saisina justiciandi malefactores et incarcerandi in villa de Nobiliaco, quando duo homines ibi ultimo, per senescallum Petragoricensem vel ejus mandatum, capti fuerunt; inventum fuit et judicatum quod consules una cum preposito epi-

Philippe IV. 1291.

scopi et vigerii dominorum eorum in causa justiciandi et incarcerandi malefactorem in villa de Nobiliaco, quando illi duo homines capti fuerunt per dictum senescallum vel ejus mandatum, petierint declaracio : declaratum fuit quod episcopus Lemovicensis utatur justicia, prout hic continetur, et habebit preposi tum forensem, apud Nobiliacum, qui explectabit et justiciabit quemadmodum prepositi episcoporum qui non erant forenses ; explectare et justiciare consueverant, et consules, prout continetur in judicato ; non impedient predicti consules quin preposit us episcopi forenses capiat malefactores, et adjornet eosam se, et justiciet eum ipsis ; nec preposit us malefactorem impediet dictos consules quin capiant per se et justicient malefactorem cum preposito episcopi et vigerio dominorum, et fiet incarceracio de capto ab utraque parte, sibi ab antiquo extitit consuetum.

Nec fient super hoc aliqua novitates.

XIV. Composicio facta per senescallum Ruthenensem cum Bertrando, vicecomite Lautecensis, de hiis que, racione usurie sue, habuit apud Naucum pro sexcentis libris Turonensibus ; placuit curie, et fuit preceptum senescallo, quod dictus sexcentus libras solveret dicto Bertrando.

XV. Preceptum fuit preposito Parisiensi quod homines ecclesie Farensensis-Monasterii, Provisi successus, defendat, sicut consuevere, asteguam terra Campanie ad manum domini Regis deveniret.

XVI. Episcopus Ambianensis fuit per judicium absolutus de dicentis libris que petebantur ab eo, occasione litis quam habuit prepositus Montis-Desiderii contra presbyterum de Frete-Mole.

XVII. Per inquestum factum a decano et capitulo Atrebatensibus non fuit repertum quod Petrus Bovarii, canonicus Atrebatensis, Johannes Morelli, Jacobus dictus Hinelaire, Petrus Gambin et Egi-

dius de Anchel, de quibus extitit denunciatum super injuriis factis fratribus Predicatoribus, sint culpabiles; vocatis ad hoc Fratribus Predicatoribus, et denunciacione eis facta quod si vellent aliquos testes nominare seu denunciare super facto predicto, quod decanus et capitulum Attrebatenses parati erant recipere eosdem, et ipsi noluerunt. PHILIPPE IV, 1287.

Magister Jacobus de Bolonia, qui habet inquestam, et eam vidit, me fecit hec scribere ut referrem Fratribus, si peterent.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXXVII.

I. Major et pares Belvacenses conquesti fuerunt quod episcopus Belvacensis tenebat in prisione sua Henricum de Villaribus, comburgensem suum, contra punctum carte sue, qui talis est, quod episcopus vel ejus prepositus non potest tenere in prisione sua hominem de communia qui velit et possit prestare caucionem de stando juri, nisi pro crimine; quare petebant dictum episcopum compelli ad recredendum dictum Henricum; dicto episcopo de eo curiam suam repetente, et dicente quod ipsum recredere non tenebatur ex vi carte, et quod ipsum ceperat et tenebat, pro eo quod vocatus ad jus coram ballivo suo super enormi facto et roberia, permiserat se banniri: Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictum episcopum, ex vi carte, non esse compellendum ad dictam recredenciam faciendam; et fuit reddita dicto episcopo curia sua de dicto Henrico.

II. Cum dominus Radulphus de Meullento, miles, peteret quod jus sibi redderetur, super inquesta facta super quodam portu quem

Philippe IV, 1287. dicebat se habere apud Corcellam et Berneriias; recordata fuit ea-qui in scamno fuchuscgrasi dicta inquesta fuit adnullata; et pronunciatum fuit per jus, dictum Radulphum nullum jus habere in dicta petra.

III. Contra dominum Guillelmum Crespin, militem, pronunciatum fuit quod portu de Calvo-Monte non utetur, nisi ex modo quod continetur in judicio quod factum fuit, viginti octo anni sunt elapsi, et, quia contra dictum judicium fecerat, emendavit, et ea que levavit restituet domino Regi; et ballivus se informabit de levatis quinze florenis.

Dictum vero judicium scriptum est in libro Johannis de Monte-Lucii, cive principium (64).

IV. Auditis racionibus, ballivi de Caleto et plegiorum Johannis de Alto-Domo, ordinatum fuit quod ballivo credetur super plegiacione et fidejussione et quantitatibus et causis pro quibus fidejussorunt, et iterum computabunt de omnibus quantitatibus pro quibus fidejussorunt de solucionibus factis; et valebit convencio confessata per ballivum, quantum de jure poterit et debebit.

V. Cum scabini et cives Remenses nobis conquesti fuissent quod dictus et fidelis noster archiepiscopus Remensis plures cives Remenses ceperat, et tenebat contra pacatum carte sue, et ideo petebant dictum archiepiscopum compelli ad liberandum dictos cives quos tenebat, vel saltem ad recredendum; plures racionum ad hoc proponendo, archiepiscopus de curia sua alias requisita, de ipsis primitus protestans, proponit, ad defensionem suam, quod scabinos Remenses ceperat et tenebat pro eo quod cum eisdem precepisset ut ipsi, pro parte expensarum factarum in coronacione nostra ipsius contingente, talliatores eligerent et assisiam facerent, hoc facere recusabant; dictis scabinis et civibus ex adverso dicentibus se non teneri ad subvendum aliquid de expensis predictis; dicto archiepiscopo con-

trarium asserente et dicente quod alias factum fuerat super hoc judicium contra ipsos : Auditis hinc inde propositis, visis eciam dictis judicio et carta, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod non liberarentur nec recrederentur, et quod, non obstantibus prepositis ab ipsis, partem de dictis expensis ipsos contingentem solvent, et ad hec, si necesse fuerit, compellentur, et tenebitur judicium antedictum. PHILIPPE IV, 1287.

Post modum, ad instanciam civium adjuncta fuit huic arresto clausula que sequitur : « Et est sciendum quod non est nec fuit intencionis nostre, nec nostre curie, quod dictis civibus Remensibus, quantum ad privilegia et cartas suas, occasione predicti judicii, in aliis casibus in futurum, prejudicium aliquod generetur (65). »

VI. Cum inter vicecomitem Meledunensem, ex una parte, et dominam de Soliaco, racione liberorum suorum quos habet in ballo suo, ex altera, orta esset discensio super modo assidendi nongentas et sexaginta quindecim libras Turonenses quas dicta domina dicto vicecomiti racione uxoris sue, secundum formam composicionis, inter ipsum vicecomitem et Henricum, quondam dominum Soliaci, inite, in certis locis tenetur assidere : Auditis partibus super articulis, super quibus petebant declaracionem fieri, visis eciam litteris dicte composicionis et quarumdam declaracionum per archiepiscopum Bitturicensem factarum, declaratum fuit quod Castrum-Renardi et villa ibi adjacens non cadent in assisia dicte terre, cetere ville dicte castellanie dicto vicecomiti poterunt assideri. Quantum vero pertinet ad assisiam seu assignacionem terre, apud Yvoi, res que sunt parochie de Yvoi et ejusdem feodi estimabuntur tanquam pertinencie de Yvoi, et dicto vicecomiti assidebuntur. Item, declaratum fuit quod justicia appreciabitur in assisia dicte terre.

VII. Cum Jaquemardus de Bior bannitus esset a communia Brueriarum pro suspicione occisionis cujusdam hominis qui dicebatur Odinetus, dominus Rex, ex gracia, concessit ei quod ipse et ejus uxor,

Pentecôte 1277. bajuandi banno non obstante, possint reverti, et morari in patria et in dictis communiis, et bona sua gaudere, ita quod per hoc in aliis casibus non fiat prejudicium cartis et privilegiis communie Brueriarum.

VIII. Crispinus de Questicort, in pleno pallamento, recognovit se esse hominem de corpore ecclesie beati Medardi Suessionensis de manumortua et forismaritagio, et renunciavit liti quam habebat in hac curia super statu persone sue contra dictos abbatem et conventum, racione franchisie quam dicebat se acquisivisse, quia mortuus fuerat in villa de Feritate-Milonis.

IX. Cum dominus Johannes Batisilarius conquereretur quod remotus fuerat quidam serviens quem habebat in Lagio, qui serviens dictam serjanteriam tenebat ab eo in feodum, concessum fuit et quod ponat alium idoneum.

X. Cum Guiotus de Monte-Mirabili, ejus sorores et earum mariti moverent questionem Beatrici, ducisse Burgundie, super terra de Ismula, dicta ducissa dominum Regem et Reginam advocasit super hoc in garrantum: Habita deliberacione, domini Rex et Regina hujusmodi garandiam ferendam in se susceperunt, racione comitatus Campanie.

XI. Priori Beate-Marie Senonensis, racione associacionis de Dymonte, deliberatu fuit per judicium dimitia pars denariorum quos dominus Rex habuerat de Lombardis Basiardo, burgensi de Dymonte qui decessit Trecis.

XII. Per judicium curie adjudicata fuit relicte Auberti de Longa-Valle, quondam militis, racione sui dotalicii, saisina medietatis tocius terre quam dictus Aubertus tenebat et possidebat tempore matrimonii contracti inter ipsos, salvo jure cujuslibet.

XIII. Cum Odelina, uxor Petri Aeline de Latiniaco-Sicco, quatuor ejus filie, Maria, Margareta, Aelipdis et Amelina et earum mariti, quosdam testes contra ipsos productos in causa quam abbas et conventus Sancti-Dyonisii in nostra curia movebant contra ipsos, super statu personarum suarum, vellent reprobare, et dicerent dictorum testium testimonia non valere, cum ipsi essent homines de corpore ecclesie Beati-Dyonisii; procuratore dictorum abbatis et conventus contrarium asserente, et dicente ecclesiam Beati-Dyonisii, per regale privilegium, super hoc munitam esse, viso dicto privilegio, pronunciatum fuit per judicium dictos testes potuisse et debuisse, in dicta causa, pro ecclesia Beati-Dyonisii, testimonium perhibuisse, et eorum testimonia valere debere. PHILIPPE IV. 1287.

XIV. Cum procurator abbatis et conventus de Savigueio, Cisterciensis ordinis, contra comitem Marchie proposuisset quod Isabellis, quondam domina Fulgeriarum, de assensu et auctoritate Radulphi, quondam domini Fulgeriarum, mariti sui, et eciam post decessum ipsius Radulphi, in viduitate sua dedit et concessit in puram et perpetuam elemosinam Deo et abbacie de Savigueio et monachis, ibidem Deo servientibus, decem libras Turonenses annui et perpetui redditus, ita videlicet quod, dicta Isabella vivente, de eisdem decem libris dicti religiosi reciperent et haberent centum solidos Turonenses in perpetuum, in nundinis Montis-Martini, de redditibus suis de Agonio qui erant de maritagio ipsius domine, per manum prepositi seu collectoris reddituum predictorum; et quia predicti centum solidi redditus, post mortem dicte domine eisdem religiosis soluti non fuerant, petebat dictus procurator, nomine dictorum religiosorum, dictos centum solidos Turonenses redditus, cum arreragiis, ipsis religiosis reddi : Tandem, cum procurator dicti comitis in pallamento confessus fuerit dictam peticionem esse veram, condempnatus fuit, per judicium, dictus comes, ad reddendum dictis religiosis in nundinis Montis-Martini, de redditibus suis de Agonio, per manum prepositi seu collectoris dictorum reddituum, decem libras Turonen-

Parlem. Pent. 1287. ses annui et perpetui redditus, cum arrerragiis dictorum centum solidorum Turonensium, a tempore lite mote super hoc inter partes predictas.

XV. Conquesti fuerunt cives Cathalanenses quod episcopus Cathalanensis, impediendo judicium super saisina garde desperie pro eis factum, saisoverit et saisina tenebat quosdam pannos laneos, quare petebant hujusmodi impedimentum amoveri; dicto episcopo ex adverso dicente se nichil ferisse contra dictum judicium, verum ad requisitionem magistrorum monetarum Campanie, pro debitis pagamenti, a quodam cive Cathalanensi facto, in mundisio, justiciave ejus bona dicti burgensis, et pannos suos saisoverit, et saisina tenebat: Auditis hinc inde propositis et viso dicto judicio, pronunciatum fuit dictum episcopum nichil ferisse contra judicatum predictum.

XVI. Predicte cause appellationis inter Johannem Parvum de Monte-Thare et abbatem et conventum Regalis-Montis, in omnibus aliis querelis, idem Johannes erit exemptus a jurisdictione dictorum abbatis et conventus.

XVII. Com episcopus Cathalanensis conquestus fuisset quod, in prejudicium juris sui et ecclesie sue propositus Laudunensis apud Cathalanum venerat, et ibidem scabinos, auctoritate propria, creverat: Andito super hoc dicto episcopo et gentibus domini Regis, illud quod factum fuit per dictum perpositum, quantum ad creacionem scabinorum, extitit adnullatum.

XVIII. Pronunciatum fuit quod cives Claromontenses compatriotæ eorum episcopo Claromontensi de omnibus talliis et collectis, factis apud Clarum-Montem, tam pro denis ab eis factis domino Regi quam pro gistis ipsius, quam pro omnibus aliis, per quatuor annos ante litem motam et post litem motam, que incepit, bene sunt duo anni, vel circiter, scilicet per sex annos, pro toto.

XIX. Cives Claromontenses facient juramentum episcopo sine condicione, et statim episcopus faciet eis juramentum, prout in litteris judicii continetur; et de emenda quam episcopus petebat, quia ei non fecerant juramentum, episcopus se sufferetur ita quod per hujusmodi juramentum neutri parti prejudicium ullum fiat, in causa principali. PHILIPPE IV, 1287.

XX. Dictum fuit quod gentes domini Regis et gentes episcopi audient compotum panagii, et ponentur barre per gentes domini Regis.

XXI. Dictum fuit quod episcopo Pictavensi traderetur homo de castro de Syvraio vel fiet restaurum competens, et habebit litteras, si velit, quod hujusmodi dilacio non sit sibi prejudicialis.

XXII. Cum episcopus Lemovicensis, ab audiencia senescalli Pictavensis ad nos appellasset, idem episcopus volebat se eximere, dicta appellacione pendente, in omnibus aliis querelis a jurisdictione dicti senescalli: Habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit quod senescallus eum justiciabit in omnibus querelis, excepta illa de qua appellavit.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXXVII.

I. Comes Barri, in pleno pallamento, recognovit et dixit quod de omnibus hiis que habet infra fines comitatus Campanie et que tenet a comite Campanie, paratus erat, et tenetur in hac curia stare juri.

II. Cum Guillelmus de Chasteler, miles, quasdam litteras confec-

PARLEMENT DE 1287. tas super arbitrio seu dicto ab Arturo de Britannia, vicecomite Lemovicensi, prolato super contencione que erat inter dictum militem, ex una parte, et dominum de Baucesio ex altera, siglillo ballivie Turonensis, una cum sigillo dicti Arturi et quorumdam aliorum sigillis, penes presentes executiones remisdari; dominus de Baucesio ex adverso dicente, per plures raciones, propter sui indocencium non valere, et petente illud reduci ad arbitrium boni viri: Auditis hinc inde propositis et visis dictis litteris, pronunciatum fuit quod dominus Baucensi, ad faciendos duos monachos et duos monialles seu erat consuetum, ex causa illis que dictus Guillelmus opponit remisit, et reliquit consciencie domini de Baucesio, videlicet portacione ensis, penitencia et calciatus qui debebant offerri, pronunciatum fuit, quantum ad condempnacionem denariorum, redditus et fundacionis capellanie, dictam litteram esse executioni mandandam.

III. Procurator abbatis et conventus Sancti-Petri Gandensis, habens super his que sequuntur potestatem, nomine procuratorio dictorum abbatis et conventus, et pro ipsis, et in curia domini Regis in parlamento, coram magistris ipsius curie, presente procuratore nobilis viri Guidonis, comitis Flandrensis, in jure recognovit et confessus est comitis Flandrensis gardiatus extitisse monasterii et honorum ejus, in comitatu Flandrensi existencium, ac etiam perseverarum ab antiquo, et resortum habuisse et eandem comitis sua fuisse dicta gardia et resorto, a tempore a quo memoria non existit, ac dictos gardium et resortum ad presentissimum dominum Guidonem, comitem Flandrensem, et ejus successores pertinisse et etiam pertinere, et asserit dictus procurator abbatis et conventus predictorum quod, per contenta in hoc scripto, non intendit quod privilegia dicte ecclesie in aliis derogetur, nec eciam intendit quod juribus predicti comitis vel usibus quibus ejus successores, comites Flandrenses, vel ipse comes in monasterium predictum, vel terras seu bona aut homines ipsius monasterii sunt usi, prejudicium generetur, diema quod in curia domini Regis non valebat personam comes

seu lites super gardia et ressorto motas ibidem. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo, die sabbati post Cineres. PHILIPPE IV, 1287.

IV. Cum cives Claromontenses, in villa Claromontensi, nisi de licencia episcopi et de summa quam idem episcopus eis concesserit, non possint talliam assidere et levare, et nichilominus de ea, tam de receptis quam de expensis, cum dicto episcopo tenentur computare, dictus episcopus contra ipsos proposuit quod in reddendo compoto sex annorum, in quo in precedenti pallamento condempnati fuerant, minus sufficiens computaverant; procuratoribus dictorum civium contrarium asserentibus; eapropter curia misit duos de consilio ad audiendum compotum eorumdem; quorum consiliariorum relacione audita, visum fuit consilio quod compotus quem fecerant de receptis non erat sufficiens, quia debent reddere racionem de hiis que levaverunt a singularibus personis, ita quod non levent ultra summam sibi concessam; quod non fecerant dicti cives; set de hiis que expenderunt compotus eorum visus fuit sufficiens, et fuit eciam per curiam approbatus.

V. Cum magistri forestarum domini Regis in curia domini Regis proposuissent quod monachi Mortui-Maris in Leonibus, in multis abutebantur, in dampnum et prejudicium domini Regis, usagio quod habent in foresta de Leonibus : Auditis dictis magistris forestarum et procuratore monachorum, visa eciam carta eorumdem, pronunciatum fuit quod dicti monachi utentur in dicta foresta in locis et grangiis, in carta sua expressis, et in aliis quas habebant, tempore confectionis dicte carte; in locis autem ab eis post quadraginta annos acquisitis, non utentur. Item, quia dicti monachi naves seu navem quas vel quam de bosco Regis ad usum suum fecerant, pluries locaverunt, pronunciatum fuit quod dicte naves seu navis erunt domino Regi commisse, et reddent domino Regi locagium quod exinde receperunt; nec hac vice reficient navem de bosco Regis. Ad

Enquête IV, 1257. ambendum, ad faciendum carbonem, calcem, tegulam et cluusuras assez existentes bosscum sufficientem ad hec facienda per liveriam forestariorum, et non grossas arbores, quercus sive fagos; et inquirentur, super hoc, de abusu eorum. Nullum dedium vacuum factum de bosco Regis vendere potuerunt, nec ad pomendum vinum quod emerint, ad revendendum dolia faciet de bosco Regis; set quemet mercenum aliumde, de licencia forestariorum nostrorum, ne fraus possit circa hoc committi, et de abusu eorum super hoc scietur. Vendere non potuerunt forestam factam in foregia nisi, gruuerin, in fenetis de Lensilhus, et scietur si contrarium fecerint. Non poterunt sciudere arbores pro spiliis quas inveneriat habendis, dum tamen arbor plus valeat quam spes. Domus, quam edificaverunt nemachi in domesnio Regis, diruntur et reddent dampnum et emendabunt, nisi ostenderc potuerint quod per licenciam eam fecerint.

VI. Dictum fuit per arrestum quod super consuetudinibus, super quibus inquirendum est, inter regem Anglie et executores testamenti comitis Pictavensis, inquiretur per testes singulares, cum terra Agenensis regatur jure scripto.

VII. Concordatum fuit per curiam quod abbas et conventus Sancti-Petri super Dyam, mediantibus ducentis libris Turonensibus quas domina Regi dare promisserunt, ea que habent in villa Cadonii et in que habent in baillivia Rothomagensi super quibus erat questio inter ipsos et Regem, quantum ad placitum spate, per similem pacem seu compositionem, cum quo, per pacem inter ipsos et clare memorie regem Philippum, tenent silum terram suam de ballivia Cadomensi, teneant et possideant imperpetuum ex videlicet que tenebant tempore compositionis predicte. Ballivi vero informabunt se de rebus illis que habent in villa Cadonii et in quibus rebus consistunt et de valore et de circonstanciis earumdem, et similiter de hiis que habent in ballivia Rothomagensi, et, quod super hoc invenient, referent ad proximum parlamentum ad diem Nermaurem.

VIII. Ordinatum fuit, per consilium domini Regis, quod duces, comites, barones, archiepiscopi, episcopi, abbates, capitula et collegia, milites et generaliter omnes in regno Francie temporalem jurisdictionem habentes, ad exercendum dictam temporalem jurisdictionem, ballivos, prepositos et servientes laicos et nullatenus clericos instituant, ut, si ibi delinquant, superiores sui possint animadvertere in eosdem; et, si aliqui clerici sint in predictis officiis amoveantur; item ordinatum fuit quod omnes causam habentes et habituri post presens pallamentum in curia domini Regis et coram secularibus judicibus regni Francie, constituant procuratores laicos. Capitula tamen poterunt facere procuratores de suis concanonicis et similiter abbates et conventus de suis monachis (66). PHILIPPE IV, 1287.

IX. Ordinatum fuit quod in omnibus forestis domini Regis, pro operibus domini Regis, capiatur merrenum in vendis dictarum forestarum, si sint ibi vende, et fient propter hoc ampliores vende, secundum quod necesse fuerit.

X. Quia dominus Philippus de Calviniaco, miles, inventus fuit culpabilis de raptu domicelle quam Robertus de Signiaco, armiger, duxit in uxorem, et quod super hoc forciam prebuit et assensum, condempnatus fuit dictus miles domino Regi in mille libris Turonensibus, pro emenda, et militi dicto Boche-Noire, qui dictam domicellam habebat in custodia, in ducentis libris Turonensibus, de quibus reddendis dabit plegios antequam exeat prisionem, et domus sua de Villa-Dei funditus diruetur, et domicella liberabitur (67).

XI. Preceptum fuit omnibus ballivis ut tractent cum religiosis personis que habent usagium in forestis domini Regis, quod, pro dicto usagio, caperent ad unam partem, de dictis boscis sibi perpetuo remanendis, et quod invenerint, referant.

XII. Pax proloquta inter abbatem et conventum Silve-Majoris, et

Parisiis Pl. 1257. abbatem et conventum Sarlatenses et eorum decanum de Yssigiaco, comitatus Lemovicensis Arnaldi Regui, monachi Silve-Majoris, placuit consilio domini Regis, et levabit senescallus Petragoricensis duas literas Turonenses, quas promisit dictus decanus Yssigiaci dare domino Regi, pro delacione arnuorum.

XIII. Visa carta Petri de Inclausiro et ejus uxoris, pronunciatum fuit quod, libertate sibi concessa et in dicta carta eis contenta, nisi solummodo in prepositura Parisiensi, gaudebunt.

XIV. Inter dominum de Feritate et majorem et scabinos Sancti-Richarii pronunciatum fuit quod dicti major et scabini levabunt talliam suam a nonnullos infra pacem ville, in feodis et tenuria domini Mathei de Roia, milites, sicut alias extitit judicatum; et heredes domini Mathei facient purgari fontem, vel permittent quod ville facias purgari. Major et scabini habuerunt de hoc literas, hujusmodi materiam plenius continentes.

XV. Super decepcione seu indecencia assisie duorum militum librarium terre, ut dicitur, facte domine regine Margarete in quodam Andegavensi per Dyonisium de Paredo, militem, quondam ballivum Turonensem, et Ferricum Pasie, militum, dominus Rex, per magistrum Johannem de Potesio, canonicum Carnotensem, et Philippum de Guyencort, militem, facti scire utrum juste et rite, et secundum formam composicionis, dicta assisia facta fuerit, vocatis militibus qui sum fecerunt, et, si aliquid ibi fuerit emendandum, dominus Rex faciet emendari et rectificli; et interim regina dicte terre pro duobus militibus librarie gaudebit; et sigillabitur litteris super hoc confectis, et penitur littera penes dominum Regem in custodia, dicta assisia pendente.

XVI. Cum quidam qui se dicebant burgenses de Chandavde causam haberent in arta curia contra archiepiscopum Remensem, dictum fuit

quod, dicta lite cessante, ordinacio facta super burgesiis servaretur. PHILIPPE IV, 1287.

XVII. Cum prior et fratres Hospitalis Beate-Marie-Magdalene Rothomagensis nobis conquesti fuissent quod pasnagerii foreste nostre Cusie, contra tenorem carte sue, ab, inclite recordacionis, Ludovico Francorum rege avo nostro, eisdem priori et fratribus concesse, et, veniendo contra judicium alias pro ipsis priore et fratribus in curia nostra factum, arrestaverant porcos dictorum prioris et fratrum quos habebant in dicta foresta et impediebant quominus uti possent et gaudere quictancia pasnagii de propriis porcis suis in dicta foresta : Auditis dictis pasnageriis, et visa dicta carta, et habita recordacione dicti judicii, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictos porcos suos, eisdem priori et fratribus vel eorum mandato, liberandos esse quitte et absque solucione pasnagii, et dictos pasnagerios ab impedimento hujusmodi cessare debere, ac ipsos priorem et fratres posse et debere ponere porcos suos proprios ad usus suos in pessona dicte foreste, quittos a pasnagio, juxta tenorem carte sue, dum tamen non abutantur, nec dolum faciant circa hoc sive fraudem.

XVIII. Cum prepositus Parisiensis pro Rege moveret questionem priori et conventui Sancti-Martini de Campis, super proprietate alte justicie vicorum de Quinquenpoist et de Marivas, procurator dictorum prioris et conventus asserens ecclesiam Sancti-Martini habere omnimodam justiciam altam et bassam in dictis duobus vicis et in omni terra sua antiqua, recognovit quod in vico et in territorio de Mermont quam de novo conquisierunt, nullam habet dicta ecclesia justiciam, preter justiciam fundi terre.

XIX. Abbas et conventus Bone-Vallis de hiis que habent in ballivia Aurelianensi erunt de resorto Yenville; set de hiis que habent in comitatu Carnotensi et in terra Bone-Vallis, erunt de resorto Gysorcii.

XX. Cum magister Guillelmus de Bona-Valle, canonicus No-

Parisiis, VI. 1260. vicomestis, et Radulphus de Paciaco, civis Parisiensis, super contemcione que vertebatur inter ipsos, pro quibusdam domibus, Parisius sitis, que idem Guillelmus occupavit hereditarie a dicto Radulpho ad incrementum census, et super injuria inde inde usque nunc illata in consilariis domini Regis de alto et basso compromisissent, dicti consiliarii, onere dicti compromissi in se suscepto, dictum suum seu arbitrium protulerunt in medium qui sequitur, videlicet quod dictus Radulphus domos suas rehabebit, et, dicto Guillelmo remanente quitto de arreragiis, idem Radulphus dicto Guillelmo centum libras Parisienses reddet, quas idem Guillelmus non habet hit domos dicto dicto Radulpho litteras nostras vel officiale de quitacione de omnibus usque nunc, et fuit dictum dicto Guillelmo et dictum domum infra octo dies vacuet, et sum, absque omni mora eorre sibi imposito, dicto Radulpho deliberet, et clavem tradat; quod nisi fecerit, propositus Parisiensis faciet sabbato ante medium Quadragesimam.

XXI. Preceptum fuit preposito Parisiensi ut effirmatum militibus domos servientum suorum redimat ad certum numerum, videlicet, peditus, ad sexaginta decem, et equites, ad triginta quinque (68).

XXII. Quando erit contencio de aliqua mansuncrua vel foriesrisagio, ballivus loci cognicionem habebit et res de quibus erit contencio utrum debeant cedere in mansuncrum seu foriesrisagium, in loco suis remanebunt, vocatis fide dignis et servientes loci ad videndum eas, donec jus super hoc fuerit declaratum; et fiat inhibitum collectoribus ne aliquam novam associacionem assumat.

XXIII. Ordinatum fuit quod, in omnibus forestis in quibus domus fiex habet grueyium, terrium et dangerium vel aliquam partemuingueria, qui habent ibi usagium ad ardendum et edificandum, sant liveris per forestarium in uno loco vel pluribus, quemadmodum alias de propriis forestis domini Regis ordinatum fuit, sed in libre

piloso cujus signum est ⁜ invenies quod non prejudicant livreie illis qui habent usagia. PHILIPPE IV. 1287.

XXIV. Quidam clericus qui fecit homicidium apud Montem-Desiderii captus fuit a majore et juratis dicte ville; ipsi major et jurati requisiti ab episcopo Ambianensi quod eundem clericum, una cum bonis suis et fratrum suorum de quorum administracione erat in saisina, sibi redderent, et gentes sibi traderent ad custus episcopi ad conducendum eum, una cum gente sua, responderunt quod dictum clericum, cum parte bonorum ipsum contingente, sibi libenter redderent, set eum conducere Ambianis nullatenus tenebantur; propter quod dictus episcopus villam Montis-Desiderii ecclesiastico supposuit interdicto: Ordinatum fuit, de consensu parcium, quod dictus clericus, cum parte bonorum suorum, dicto episcopo vel ejus mandato reddetur, et, ex parte domini Regis, dabitur dicto episcopo conductus ad custus suos, si pecierit, pro forciis amovendis, et episcopus amovebit suam sentenciam interdicti.

XXV. Dominus de Alegria justiciabitur per Arverniam per unum servientem nisi forsan plures, ex causa probabili, fuerint necessarii, secundum quod in littera quam habet a comite Pictavensi continetur.

XXVI. Gentes comitis Attrebatensis condempnate fuerunt ad reddendum et restituendum Britoni, in foresta Andene derobato, in districtu et jurisdictione dicti comitis, centum et quatuordecim libras Turonenses.

XXVII. Cum contencio verteretur inter Jacobum Louchart, servientem nostrum, ex una parte, et scabinos Attrebatenses, ex altera, super eo quod dictus Jacobus dicebat se debere esse immunem, racione nostri servicii, de tallia solvenda de hereditatibus suis, in scabinatu Attrebatensi sitis, dictis scabinis contrarium asse-

PHILIPPE III. 1280. rentibus, et dicentibus se esse in saisina talliandi generaliter omnes hereditates, quorumcumque sint, in senhinatu Attrebatensi situs : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, servicio non-obstante, idem Jacobus de hereditalibus suis, in dicto senhinatu situs, nobet tallium juste et rite sibi imposituin et imponendum, hoc salvo, quod ea que jam semel dicti se solvisse, iterum solvere nen cogitur.

XXVIII. Cum prepositus Parisiensis curie dedisset intelligi quod significator archidiaconi Parisiensis retinuerat servientes Regis in curia sua, et partem clausersi, ne exirent, in contemptum et prejudicium dicti domini Regis, sublato ante Ramos Palmarum, dicto significato et pulsato contemptus, factum hujusmodi confessus fuit, et emendavit de mandato capituli Parisiensis, et dicebat, et, ad excusacionem dicti suum, juravit quod hoc in contemptum domini Regis non fecit. Presentibus comite Pontivi, thesaurario Beati-Martini Turonensis, archidiacono Xanctonicensi; magistro P. de Cappella, Parisiensi; Johanne de Potesio, Carnotensi; Roberto Fulcon, altera Cancteria, Rogerio Barbee, clerico arrestorum, et pluribus aliis.

XXIX. Cum magister Guillelmus de Bona-Valle, canonicus Norbonensis, et Radulphus de Paciaco, civis Parisiensis, super contencione que vertebatur inter ipsos, super quibusdam domibus, sitis Parisius, in vico Oliberorum, quas dictus magister Guillelmus habere pretendebat ex dicto Radulpho ad incrementum census, et super dampnis et injuriis usque tunc, hinc inde illatis in consiliariis nostris pallamentum nostrum Parisius tenentes, de alto et basso, fide data, et sub obligacione omnium bonorum suorum compromisit eisdem : Dicti consiliarii nostri, onere dicti compromissi in se suscepto, habita deliberacione, dictum suum seu arbitrium, super dicta contencione pretenlerunt in modum qui sequitur, videlicet quod dictus Radulphus domos predictas rehabebit ab ipso et eas hereditas irrenalis in perpetuum et eisan possidendas, et, dicto

Guillelmo remanente quitto de arreragiis, dictus Radulphus, pro melioracione facta per dictum magistrum Guillelmum in eisdem domibus et pro omnibus aliis querelis, dampnis et injuriis, reddet dicto magistro G. centum libras Parisienses, quas dictus Radulphus non compelletur solvere, donec dictus magister G. confici fecerit et tradiderit dicto Radulpho litteras nostras patentes, vel litteras officialis Parisiensis de quittacione de omnibus, usque ad presentem diem; et fuit preceptum dicto magistro G. quod tradat claves et liberet dictas domos dicto Radulpho, infra octo dies, quittas et liberas ab omni onere et obligacione, preterquam de illis de quibus onerate erant, tempore quo dictus G. accepit easdem; quod nisi fuerit, preceptum fuit preposito Parisiensi quod, elapsis dictis octo diebus, premissa facere non omittat sabbato ante mediam Quadragesimam. PHILIPPE IV, 1268.

XXX. Auditis super hoc partibus, pronunciatum fuit quod rex Anglie non habebit, nec habere debet transcriptum litterarum confectarum super hiis que Helias Ridelli, dominus de Ponte, denominavit se tenere a Karrofensi et Sancti-Johannis Angeliacensis abbatibus.

JUDICIA ALIQUA, CONSILIA ET ARRESTA,

[EXPEDITA] IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCLXXXVIII:

Quibus interfui, quia fere per totum pallamentum fui infirmus; quia in illo pallamento diu fui infirmus.

I. Cum Guillelmus de Ruppe-Forti, miles, Dolensem episcopum ad curiam domini Regis procurasset adjornari, ac ipsis in curia comparentibus, idem Guillelmus, contra dictum episcopum, suam peti-

PHILIPPE IV, 1285. cionem edidisset, dictus episcopus de dicto Guillelmo curiam suam peciit, cum idem Guillelmus esset homo suus, et roseta, de quibus contenditur, sint in baronnia et jurisdictione sua, ulterius proponens quod dictus Guillelmus in curia dicti episcopi se applegiaverat, quod dictus episcopus non poterat tradere dicta roseta, dicto episcopo contrarium asserente, et dicente quod de consuetudine patrie, postquam in curia domini facta est applegiacio de homine contra dominum, et responsio et judicium aliquod factum, postea homo non potest recedere a curia domini sui, nisi per ressortum; dicto Guillelmo contrarium asserente, et dicente se posse adire superiorem ante capitale responsum; parte dicti episcopi in contrarium dicente quod applegiacio et responsio faciunt et important in se capitalem responsum: Auditis hinc inde propositis, et receptis juramentis parcium super facto proposito, et inquisita consuetudine a dicto episcopo proposita, et hoc non obstante quod comes Britannie curiam suam super hoc requirebat, reddita fuit eidem episcopo sua curia de dicto Guillelmo, salvo jure comitis Britannie.

II. Audita relacione ballivi Viromandensis, super muro quem archiepiscopus Remensis construi faciebat, juxta castrum suum Porte-Martis, quia locus ille est in baronia et justicia ipsius archiepiscopi; non obstante impedimento quod ibi ponebat capitulum, preceptum fuit ballivo quod manum suam amoveret, et fiet jus capitulo, si super hoc voluerit experiri.

III. Domina de Creseques remanebit in assignacione victus sibi assignati, quandiu vivet, salvo jure Guillelmi de Wyervilla, contra heredem domini de Creseques, post decessum ipsius domini.

IV. Visis cartis comitis Albe-Marle, domini de Spernone, et ejus racionibus intellectis contra priorem et fratres Grandimontenses, preceptum fuit preposito Parisiensi quod amoveret manum suam quam, racione garde, posuerat in domo de Molinellis.

V. Cum datum fuisset in mandatis Philippo de Bello-Manerio, senescallo Xanctoniensi, quod inquireret a quo tempore applegiamenta et contraplegiamenta, in dyocesi Xanctoniensi, contra personas ecclesiasticas, fuerunt introducta ac dictus senescallus retulerit se invenisse, per inquestam, quod a quatuordecim annis citra, dicta applegiamenta et contraplegiamenta in dicta dyocesi, contra personas ecclesiasticas, fuerunt introducta, in grave prejudicium ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum : Audita et intellecta relacione dicti senescalli, placuit consilio domini Regis quod dicta applegiamenta et contraplegiamenta, quantum ad personas ecclesiasticas, amoveantur penitus in dicta dyocesi et cessent (69). PHILIPPE IV, 1288.

VI. Audito preposito Parisiensi, reddita et deliberata fuit domino Montis-Morenciaci justicia nobilium ville de Boconval, que villa est de castellania Montis-Morenciaci, sicut idem prepositus invenisse se dixit.

VII. Ordinatum fuit quod clerici non possint fieri jurati aut scabini, majores aut prepositi ; et hoc specialiter dictum fuit pro illis de Compendio (70).

VIII. Ordinatum fuit quod eo modo quo fiunt attornaciones in Normannia, in assisiis fient de cetero, quando opus fuerit coram vicecomitibus Normannie aut coram portantibus sigilla vicecomitatuum, ubicumque invenientur.

IX. Visa inquesta inde facta per Johannem de Caprosia, tunc ballivum Vernolii, de mandato magistrorum scacarii, pronunciatum fuit quod dominus Philippus, primogenitus comitis Attrebatensis, remanebit in saisina recipiendi censam annuam a Judeis domini Regis, quando se transferunt apud Nonancuriam.

X. Ordinatum fuit et dictum quod illi qui morantur extra terram

Philippus IV. 1286

decanatus ecclesie Sancte-Crucis Aurelianensis non teneatur contribuere, racione cujusdam compositionis facte de matricitate cum super bonis intestatorum terre dicti decanatus, inter decanum dicti decanatus et subditos dicti loci.

XI. Ordinatum fuit in presenti parlamento quod nullus portator Parisius, cuitellum ad cupidum, nec bocleriam, nec ensem, nec arma similia; et, si inveniretur, quod defensa operetur et arma, et fraugeretur; et quod burgenses Parisienses nulla festa, Parisius, de recte faciendi, nec propter aquisas nec propter aliam causam, nec de licencia domini Regis aut preposti, et, si fierent contrarium, erunt domino Regi in emenda de catallis et corpore, de his regratiis fuit cure Philippus Pavonis et plures alii cives Parisienses, qui erant generales.

XII. Dictum est quod Judei, in terris hominum qui habent altam justiciam, non possunt remanere contra voluntatem ipsorum hominum.

XIII. Dictum fuit quod prelati aut eorum officiales non possunt penas pecuniarias Judeis infligere nec exigere, per ecclesiasticam censuram, set solummodo penas a canone statutas, scilicet conservationem fidelium sibi substractore.

XIV. Dictum fuit per arrestum quod prelati Britannie adjornati, ad curiam istam non venientes, super defectibus distringentur per temporale suum [74].

XV. Intellexit curia quod a tribus annis citra consuevit appellari a preposito Aurelianensi et ab aliis pervis prepositis, ad ballivum Aurelianensem et quod antea petebatur emendavie vel correctio judicium per ballivum, eo modo quo servatur, Parisius, in Castelleto: Habito super hoc diligenti deliberacione, indempnatis subjectorum

providere desiderans, curia ordinavit quod a dictis prepositis ad dictum ballivum per viam appellacionis non veniretur amplius, set per viam emendacionis aut correctionis, eo modo quo fiebat ante; et servabitur modus Castelleti Parisiensis (72). PHILIPPE IV, 1285.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCLXXXVIII.

I. Olim in nostra curia, orta questione, inter Galterum dictum Magistrum, ex una parte, et mercatores ponderis Parisiensis, ex altera, super eo quod dictus Galterus dicebat se esse in possessione ponderandi ad pondus suum, quod de dono Regis asserebat se habere, quicquid Parisius ponderabatur, cera excepta, salvo quod mercatores ponderis Parisiensis poterant ponderare usque ad viginti quatuor libras uni homini et una die; et e contrario mercatores asserebant se esse in possessione ponderandi ad quodlibet pondus suum, volentibus emptoribus; et, quia probatus fuit usus dictorum mercatorum a quadraginta annis descendendo usque ad tres, et nichil sufficiens probatum fuit pro dicto Galtero, pronunciatum fuit quod dicti mercatores remanerent in saisina ponderandi ad pondus suum, eciam ultra viginti quatuor libras, volentibus emptoribus et requirentibus pondus ipsorum mercatorum; ac postmodum Guillelmus Bordon, junior, gener Johannis Augerii, successor seu habens causam a dicto defuncto Galtero, contra dictos mercatores, videlicet Johan Chesnel, Johannem de Crosens, Jacobum Bon-Dos, Raymondum Bon-Oste, Nicolaum de Sancto-Medinto, Bernardum Segin, Stephanum Guillelmi, Petrum de Garric, Thierricum l'Allemant, Symonem Wiart, Guillelmum de la Bessiere, Andream valletum Gandulphi, Dyonisium de Corbolio, la Francham Messele, Mantanay Massele,

PHILIPPE IV. 1286.

Guillelmum de Belsia, Adenotum Espertin, Radulphum de Halis, Petrum de Ponte, Jacobum de Villa-Nova, Jehannotum de Noisiaco, Justum Lombardum, Johannem de Yssiaco, Henricum de Burgo-Abbatis, Guiardum Aladent, Johannem Aymeri, Johannem Roussinot, Galterum de Donno-Martino, Jacobum de Logiis, Johannem de Buffes, Michaelem Langle, Johannem Aus-Justeles, Petrum de Sevran, Robertum le Mouleeur, Foucaudum de Gonnessia, Franciscum de Lothoringia, Michaelem le Lampier, Odinetum Lothoringum, Guillotum Harbran, Wacquetum de Hamin, Guillelmum Boiliaue, Raginaldum de Verduno, Philippum de Conches, Johannem de Logiis, Clementem de Gisors, Thomam Renaldi, Thomam le Fondeeur, Johannam, relictam Gaufridi l'Alemant, Johannam la Halebrunne, Paumerum Bigot, Guillelmum de Carric et Michaelem de Petra-Ficta super proprietate dicti ponderis libellum ediderit, proponendo quod, licet ipse et predecessores sui habeant, ex dono Regis, totum pondus Parisiense, excepto pondere cere, dicti mercatores posuerunt se in saisina ponderandi in hospiciis ad centum, indebite et injuste, contra voluntatem dicti Guillelmi et in prejudicium juris sui, quare petebat dictus Guillelmus per jus pronunciari dictos mercatores non habere jus premissa faciendi et eos ad cessandum compelli et eidem Guillelmo adjudicari dictum pondus, racionibus predictis : Tandem viso priori judicio super saisina facta, visa eciam peticione predicta necnon et littera regia super dicto dono confecta, ac racionibus parcium plenius intellectis, predicti mercatores ab impeticione dicti Guillelmi per judicium nostre curie perpetuo fuerunt absoluti, ipsi Guillelmo super predictis perpetuum silencium imponendo, declarando eciam et per judicium curie nostre pronunciando quod dicti mercatores ad centum seu centa vel milliaria possunt et poterunt, ad pondus suum seu vicini sui et ad pondus dicti Guillelmi seu alterius cujuscumque, dum tamen emptor et venditor in hoc consenciant, in futurum ponderare. Preterea cum dictus Guillelmus contra Johannam, relictam Gaufridi l'Alemant; Jacobum de Logiis, Johannem Aus-Justeles, Petrum de

Sevrannes et Matheum de Petra-Ficta, racione dicti ponderis, super perturbacione saisine, moveret questionem; auditis hinc inde propositis, dicta relicta et alii quatuor proximo nominati, ab impeticione dicti Guillelmi, fuerunt per nostre curie judicium absoluti. [PHILIPPE IV. 1288.

II. Auditis conquestionibus procuratoris de Bello-Joco in Argonia et procuratoris Monasterii in Argonia, pro granchia sua de Veteri-Monasterio necnon et gencium nostrarum de Campania, contra comitem Barri; auditis insuper racionibus et defensionibus dicti comitis, necnon gravaminibus et injuriis que dicebat a gentibus nostris sibi inferri; habita super hiis deliberacione, responsum fuit dicto comiti, esse intencionis domini Regis et sue curie, quod de rebus quas dictus comes habet in regno Francie, sive sint in Campania, sive in aliis partibus regni Francie, coram domino Rege et in sua curia debeat respondere; et, si velit se fundare et se facere partem, fiet ei jus; alter non audietur; et nichilominus Rex informabit se de jure suo et illud conservare curabit, non intendentes per hoc, quantum ad ea que habet in imperio, mutare aliquid quod hactenus fuerit observatum. Quedam inqueste facte, quibus dictus comes vocatus fuit, videbuntur et expedientur, et, super gravaminibus et injuriis, hinc inde scribant partes factum suum, et dominus Rex mittet viros ydoneos ad partes illas, qui habebunt potestatem fieri faciendi recredencias, ubi viderint eas faciendas, et, super factis hinc inde proponendis, inquirent veritatem, et referent ad pallamentum.

III. Cum in curia nostra questio appellacionis verteretur inter Johannam de Moncyaco-Novo, filiam Hervei de Moncyaco-Novo, cordubennarii, nepte defuncti Guiardi, dicti l'Esvellie, clerici, ex una parte, et Petrum Harsardi, ex altera, super eo quod, cum dicta Johanna petens in curia capituli Parisiensis admitti ad accusandum dictum Petrum super morte dicti Guiardi, in dicta curia contrariam sentenciam reportasset, a qua per eam ad nostram curiam existerat appellatum, dicta Johanna in nostra curia petebat dictam senten-

PHILIPPE IV. 1286.

ciam, pro dicto Petro et contra eam latam, pronunciari et falsam esse et fuisse et injustam, et appellacionem suam canonicam sive bonam, dicto Petro contrarium dicente, et per multas raciones petente sentenciam pro se latam in curia prefati capituli bonam esse et fuisse et dictam Johannam ad nostram curiam male appellasse : Tandem, auditis hinc inde propositis racionibus, per nostre curie judicium sententialiter pronunciatum fuit sentenciam, pro dicto Petro et contra dictam Johannam latam in curia prefati capituli, bonam esse et fuisse, et appellacionem dicte Johanne nullam esse et fuisse.

IV. Dudum orta materia questionis super pluribus et variis articulis, inter abbatem et conventum Aureliacenses, ex una parte, et consules et communitatem dicte ville de Aureliaco, ex altera, ipse partes tandem, post multa dispendia et longi temporis litigium, elegerunt et consenserunt, proborum virorum ducte consilio, per viam compromissi ad concordiam devenire, et super hiis, inter ipsas partes, jurato sollempniter compromisso, et facto, in Eustachium de Bello-Marchesio, militem, senescallum Tholosanum, qui Eustachius sic communiter electus, communicato bonorum et peritorum consilio, tulit inter partes sentenciam arbitralem; quam sentenciam primo a partibus approbatam, et aliquo tempore observatam, dicti abbas et conventus ex eo infringere nitebantur, quod dicebant, inclite memorie, karissimo domino et genitori nostro Philippo, Francie regi, non placuisse ipsam sentenciam observari, et super hoc ad nostram curiam questione delata, et partibus auditis, ipsam sentenciam, prout lata erat, observari debere, fuit per arrestum nostre curie, eciam nobis consultis, sentencialiter judicatum. Contra quod arrestum et judicium iterato dictus abbas et conventus pecierunt via supplicacionis audiri, qui ad hec admissi, suas, contra dictum arrestum et contra ipsam sentenciam arbitralem, raciones, quas voluerunt, proponere curaverunt, ad istum finem ut, non obstante dicta sentencia arbitrali, nec eciam predicto arresto nostre curie debe-

bant in suo statu ipse partes litem predictam resumere sicut prius; parte et procuratore ipsorum consulum et communitatis in contrarium asserente : Quibus partibus et earum racionibus diligenter auditis, fuit per arrestum nostre curie iterum judicatum ipsam sentenciam arbitralem debere firmam et illibatam de cetero ab ipsis partibus custodiri, quare nos, ex certa sciencia, predictas omnes sentencias volumus et precipimus imperpetuum observari. PHILIPPE IV. 1286.

V. Cum Odelina Ade Houdebram proponeret, coram preposito nostro Parisiensi, contra magistrum Petrum de Charmeia, curatorem bonorum Petri le Guernone, nomine curatorio, ipsum magistrum Petrum teneri eidem in ducentis libris Parisiensibus, in quibus Petrus Guernone tenebatur predicte Odeline pro alendis liberis suis, racione cujusdam pacis facte inter dictam Odelinam et dictum Petrum, pro morte mariti dicte Odeline de qua idem Petrus extitit insequtus, diu litigato coram preposito Parisiensi super hoc inter partes et concluso in causa, dictus prepositus dictum magistrum, nomine curatorio, in dictis ducentis libris, per sentenciam, condempnavit. A qua sentencia dictus magister P. ad nostram curiam appellavit : Tandem, viso processu parcium, facto coram dicto preposito, auditis eciam racionibus predicti magistri Petri, per judicium curie nostre pronunciatum est dictum magistrum male appellasse, et fuit sentencia prepositi confirmata.

VI. Cum abbas et conventus Sancti-Germani de Pratis conquirerentur de ballivo Senonensi, super eo quod compellebat eos minus juste, ut dicebant, ad faciendam recredenciam hominibus suis de Eminento in omnibus eorum justiciabilibus et tailliabilibus, licet ad ballum non veniant in casu ressorti; audito super hoc ballivo, preceptum fuit ei quod ab hujusmodi compulsione cessaret, nisi venirent ad eum per ressortum vel pro casu ad dominum Regem pertinente.

VII. Cum comes Marchie, secundum formam ordinacionis, a, clare

Philippe IV. 1286.

memorie, Hugone Bruni, comite Marchiæ, proave suo, et Yabella, regina Anglie, proavia sua, inter eos liberos, super divisione hereditatum suarum, necnon et secundum formam concessionis seu dimissionis Guidonæ de Lesignan, auditæ, de cantu de Cuigniaire, de Merigno et Archiaco castellaniis et pertinenciis eorumdem, retento sibi usufructu, quamdiu viaxit, dicto comiti factorum, peteret ex recipi in homagium nostrum de cantu, castellaniis et pertinenciis predictis; dilecto et fideli nostro Almarurico de Monte-Forti, clerico, se opponente, et, per plures raciones, propponente premissa fieri non debere : Vuis latteris super dicta ordinacione et concessione seu dimissione facta, et auditis raciocinibus partium, et plenius intellectis, per curiam gravatorum fuit et concordatum quod, non obstantibus propositis a dicto Almarurico, dictus comes debebat recipi in homagium nostrum de dictis cantu, castellaniis et pertinenciis eorumdem, salvo jure dicti Almarici post decessum dicti Guidonis de Lesignan, avuncoli sui, tam in assisia quam in proprietate et in omnibus aliis, et salvo jure domini Regis, et salvo jure quolibet alieno.

VIII. Cum olim pater Johannis de Brullia emisset, ad opus Umberti de Bello-Joco, quondam Francie constabularii, et domine Sancti-Mauricii, ejus uxoris, et heredum suorum, a Radulpho de Nogello, armigero, tertiam quam dictus Radulphus habebat apud Chesvias, pro precio mille et centum librarum Turonensium; et, qua dicto Radulpho dictum Johannem trahebat in causam, in fori ecclesie, et petebat ab eo precium dicte terre, idem Johannes dictam dominam fecisset in nostra curia convenire, et peteret ab ea quod eum liberaret ergo dictum Radulphum, garandizaret et defenderet super premissis, per plures raciones proponens, et precipue quia dicta domina possidet dictam terram, ipsam dominam ad dictas liberaciones, garandizant et defensiones dicto Johanni ferualle tenori; procuratore ipsius domine, per plures raciones, ex adverso dicente ipsam dominam ad premissa non teneri : Tandem, auditis hinc inde propositis et partium raciocinibus intellectis, pronunciatum

fuit, per curie nostre judicium, dictam dominam teneri ad ferendum garandiam dicto Johanni et ad conservandum eum indempnem in foro ecclesie vel alibi, super precio vendicionis predicte; et fuit expresse dictum procuratori ipsius domine quod vadat ad curiam ecclesie, ipsum garandizatura et defensura, super premissis, si sua crediderit interesse, alioquin, pro hujusmodi defectu garandie, importet tale dampnum, quale debebit importare. PHILIPPE IV, 1288.

IX. Jacobus de Sancto-Symone, miles, qui venatus fuerat apud Tuniacum in jardino, vinea et porprisio custodis Sancti-Quintini, ubi custos dicit se habere garennam, recognovit, in pleno pallamento, dictus miles, nullum habere jus venandi in locis predictis; et quod venatus fuit ibi, pro se et illis quos habebat secum, dicto custodi emendavit; de qua emenda magister Johannes de Ribodi-Monte constituit se plegius.

X. Johannes de Batpalmis, valletus domini Regis, burgensis Perone, solvet exitus ville, de tempore preterito antequam fuisset valletus, set, quantum ad tallias et alia freda que acciderunt postquam fuit valletus, immunitate gaudebit.

XI. Reddita fuit curia domino Montis-Morenciaci, super peticione quam decanus et capitulum Noviomenses faciebant Bouchardo de Laval, super proprietate alte justicie in terra sua de Atechiaco.

XII. Visa carta monachorum Regalis-Montis per quam sibi concessum est quod ipsi quitti sint et liberi de rebus propriis ipsorum quas emerint vel vendiderint, vel deportari fecerint, ad usus suos proprios vel ad usus edificiorum suorum, per terram et per aquam, pontagio, pedagio, teloneo, passagio, roagio et modiacione vini aut alia aliqua consuetudine seu seculari exactione, pronunciatum fuit quod dictum privilegium eos non liberat quin, pro rata ipsos con-

PHILIPPE III. 1280. Exigente, tenentur contribuere in cayo Andalaci et in falsa custuma Ponthi-Arche.

XIII. De negocio quod erat inter Guidonem de Baucelo, militem suum ex parte una, et Petrum Sancte-Radegunde et bonemsuum ex parte altera, super eo quod dicebat dictus Guido, quod dictus Petrus, et cannonici Sancte-Radegunde et homines suum de corpore qui fecit se justiciam, ut dicitur, ordinatum fuit quod littera et pena facta inter dictum militem et dictum hominem sit nulla; et scrutatis super veritatem si dictus homo captus fuit ad presens delictum, et qualiter consuetum est panices delinquentes in hoc casu; et, si invenerit quod aliqui, sic capti ad delictum predictum, puniti fuerint ad mortem, milles omnino amisceri curiam de dicto homine, et emendabit milles quod delictum, quod requiritur presens corpore, possit ad penam argenti; et, si invenerit quod aliqui puniti fuerint ad mortem vel ad emendam, prebato quod captus fuerit in presenti delicto, milles habebit curiam suam; et, si captus non fuit in presenti delicto, capitulum habebit curiam suam.

XIV. Cum vicecomes Meledunensis proponeret, contra dominum Sollaci presentem in curia, habentem et tenentem ballium et tutelam liberorum nororum et Henrici domini Sollaci, ejus quondam mariti, quod in nogentia senagiota et quindecim libratis terre eidem vicecomiti et ejus uxori ex parte dictorum Henrici et domine in certis locis assensu suo assignatis, sibi impedimentum prestabatur, ita quod gaudere non poterat de eisdem; quare petebat dictum dominum condempnari et compelli ad reddendum et restituendum eidem vicecomiti valorem eorum que de predictis impeditus est lesare a tempore convencionis, componicionum seu ordinacionis habitarum inter dictas partes, tam pro tempore preterito quam pro futuro, eumquque dicta domina garandizaverit et liberari fecerit dicto vicecomiti et ejus uxori dictum terram a dominis levantibus fructus et exitus terre predicte; dicta domina per plures racciones dicente permissa fieri non debere, cum esset in prosecucione juris sui contra dominos, dictos fructus levantes, que dicunt a se dictam terram de-

bere teneri: Tandem, auditis hinc inde propositis, visis eciam litteris convencionum et obligacionis predictarum, condempnata fuit dicta domina, per judicium curie nostre, ad reddendum dicto vicecomiti valorem earum que de predictis impeditus est levare a tempore dictarum convencionum pro tempore preterito et pro futuro, donec dicta domina, dicto vicecomiti, a dominis fructus dicte terre levantibus, dictam terram liberari procuraverit pacifice et quiete. PHILIPPE IV, 1288.

XV. « Philippus, etc. Universis, etc. Notum facimus quod in nostro pallamento constituti dominus Ambazie et procurator dilecti et fidelis nostri Johannis, comitis Altissiodorensis, recognoverunt quod, super contencione que vertebatur inter ipsos, super divisione seu limitacione castellani Sancti-Aniani in Bitturia et castellanie de Monte-Trichardi, compromiserunt de alto et basso in Dyonisium de Paredo, militem, tunc ballivum Turonensem, et consenserunt diete partes quod dictus Dyonisius, nunc ballivus Senonensis, accedat personaliter ad loca predicta, et testes recipiat pro utraque parte, super dicta contencione, tot pro una parte quot pro altera, et, testibus receptis, dividat, separet et limitetur dictas castellanias, prout sibi visum fuerit de alto et basso, ad suam voluntatem, ita, quod partes non possint contravenire super hiis que dictus Dyonisius duxerit ordinanda. »

XVI. Cum, ad instanciam et requisicionem episcopi Xanctonensis, pro se et personis ecclesiasticis dyocesis Xanctonensis, per Philippum de Bello-Manerio, militem, senescallum nostrum Xanctonensem, fecerimus inquiri a quo tempore applegiamenta et contraplegiamenta, quoad personas ecclesiasticas, fuerunt in dicta dyocesi Xanctonensi introducta; quia dictus senescallus nobis retulit se invenisse, per inquestam, quod a quatuordecim annis citra, applegiamenta et contraplegiamenta, quoad personas ecclesiasticas, in dicta dyocesi, fuerunt introducta, eadem applegiamenta et contraplegiamenta in dicta diocesi, quantum ad ecclesiasticas personas, amove-

Parlem. 1286. mus et volumus et concedimus quod ex nunc cessent penitus in dicta dyocesi, et quod ad ea dicte persone de cetero minime compellantur (73).

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA.

EXPEDITA IN PALLAMENTO SANCTI-MARTINI,

ANNO DOMINI MCCLXXXIX.

I. Determinatum fuit quod episcopus Aurelianensis, capitulum Aurelianense et nobiles qui habent boscus in foresta Legii, possunt vendere possessoribus boscorum suorum, licet dominus Rex non vendat possessoribus proprietum boscorum suorum; et si inhibicio sis facta fuit ne venderent, conservabuntur indempnes.

II. Inter dominum de Pyrnie et homines de Pyrnio autem fuit quod de prisie et gagiacionibus capsis et factis infra baileamum, pro casibus probabiliter dubitabilibus, si sint alte justicie vel basse, fiet recredencia per dominum de Pyrnio; item de rescussis, factis dicto domino, vel servientibus suis, infra baileamum, si prise fuerint vel erant facte pro casibus pertinentibus manifesto vel notorio ad banum justicium, non fiet emenda dicto domino, si prisie facte fuerint pro casibus pertinentibus notorie ad alium justicium, vel probabiliter dubitabilibus utrum ad alium justicium vel banum pertinent, fiet emenda dicto domino. Item ballivus Andiacensis dixit ad bocum, et fuciet de alia sicut, consuescentibus partibus, ordinatum fuit per prepositum Claremontensem et dictum ballivum et ballivum Gaitensem.

III. Auditis diligenter procuratore abbatisse et conventus de Fervaches et Roberto de Feynales, milite, pronunciatum fuit quod

super injuriis, violenciis et gravaminibus eisdem abbatisse et conventui a dicto milite, ut dicitur, illatis, in domibus dictarum monialium et territoriis ipsarum de Sort et Sourdet, de quibus, per confessionem seu negacionem dicti militis, lis fuit contestata apud Sanctum-Quintinum, coram gentibus domini Regis, vel emenda facta, scribant partes factum suum, et mittentur apud Sanctum-Quintinum, ut gentes Regis procedant super hiis, prout de jure fuerit procedendum; super aliis vero, de quibus lis non fuit contestata, vel emenda facta, reddita fuit domine comitisse Alençonis curia sua, precipue propter graciam quam dominus Rex de novo sibi fecit, que quidem gracia visa fuit ad consilium. PHILIPPE IV, 1289.

IV. Cum nos majori et scabinis et communie Sancti-Richarii, pro dicta villa acquitanda, concessissemus malam toltam, usque ad certum terminum et certo modo levandam; abbas et conventus dicti loci nobis gravem quirimoniam detulerunt, quod ipsi major et scabini, occasione hujusmodi male tolte, ipsos abbatem et conventum et eorum homines in multis gravabant, injuste extorquendo ab eis malam toltam de hiis que vendebant et de hiis que emebant ad usus suos proprios, tam pro vestimentis quam pro victibus et aliis sibi necessariis; item, et nitendo habere et percipere malam toltam in tribus diebus festi Sancti-Richarii, in octobri, in quibus eisdem abbati et conventui, per regale privilegium, omnis jurisdictio totum dominium et commodum ad vicecomitatum pertinencia sunt concessa : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit et declaratum quod ipsi abbas et conventus, de rebus quas vendunt de domaniis suis propriis et de rebus quas emunt ad usus suos proprios et de victualibus et cibariis suis malam toltam non solvent; item in dictis tribus diebus festi Sancti-Richarii, in octobri, dicti major et scabini malam toltam non percipient, et restituetur illud quod levatum est in dictis tribus diebus festi ultimo preteriti, racione male tolte.

V. Cum dominus Castri-Villani in curia nostra proponeret quod,

Pasques 18, 1270. in dictus Trecenalibus, mediante justicia, saisina garde abbacie de Opa fuisse eidem libertà, quod debuit se probaturum per recordum illorum qui dictos dies tenebant, per recordum aliquorum qui dictos dies tenebant juventum fuit quod, in dictis diebus Trecenalibus, deliberatà fuit dicto deunino saisina garde dicte abbacie, ita quod talitur circa hoc se habent quod, per ejus defectum, non oportunit ad nos habere recursus. Conclusis fuit super hoc littera

VI. Com inter priorem et conventum Karo-Loci, ex una parte, et burgenses dicte ville, ex altera, contencio verteretur super eo quod dicti prior et conventus dicebant quod, cum ipsi prior et conventus, et burgenses dicte ville in omnibus sint acrum justiciables, dicti burgenses ad litigandum contra priorem et conventum facere procuratorium non potennt nisi per ipsos priorem et conventum et sub sigillis eorumdem: item super eo quod dicti prior et conventus dicebant quod dicti burgenses in villa Cari-Loci imponere tallium non poterant, nisi de licencia dicti prioris, procuratore dictorum burgensium ea adverso dicendi quod ipsi burgenses, in casuis suis, contra ipsos priorem et conventum et contra quoscumque alios, a longo temporibus retroactis, motis, consueverunt facere sua procuratoria sub sigillo ballie Matiscomensis, et sunt in saisina imponendi tallium pro necessitate dicte ville, absque petenda licencia a dicto priore: Tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod, quantum ad causas motas et inceptas per procuratorium, sigillo ballivi Matiscomensis sigillatum, sua processus poterunt; set, quantum ad causas futuras seu causas movendas, si ipsi burgenses velint, et necesse sit, pro utilitate dicte ville, habere procuratorium, requirent priorem et sufficiens procuratorium ea facient et sigillat, et, si super hoc fuerit in defectu, curie nostre dabit, vel ballivus noster Matiscomensis. Preterea tallia que, de licencia nostra, imposita sunt ad presens in ville Cari-Loci, levabitur ita quod per hoc non fiat prejudicium dicto priori et ecclesie suo; vel per priorem compellentur dicti burgenses

ad salvandum, ita quod, si prior super hoc fuerit in defectu, per gentes nostras compellentur, et si, tempore futuro, dicti burgenses imponere vellent voluerint, pro causa necessaria, primitus per priorem, prout debebit, cognoscenda, requirant super hoc licentiam dicti prioris, quam si dare noluerit, ex causa necessaria, per ipsum priorem ut dictum est cognita, nos hujusmodi licentiam dabimus, prout utilitati dicte ville videbimus expedire. De tallia vero facta vel imponenda faciendâ, dicti burgenses, causam dicto priore vel ejus curia, computum reddere tenebuntur. Preuves IV, 1276.

VII. Cum aliqui domini de Silvanecto, et de circa Silvanectum recusarent assisie aliquos emptores, de censivis suis per ipsos emptores emptis, et eas ipsi domini sibi retinere volebant; preceptum fuit ut ipsi domini dictos emptores assisirent, et, si voluerint ipsi domini, sciatur super hoc de uno eorum.

VIII. Pro inobedientiâ facta a domino Meillicci domino Regi et pro calumpnia sibi ipsoe facta, condempnatus fuit dictus miles domino Rege in mille et quingentis libris Turonensibus, et militis et armigeri, qui cum ipso fuerunt, in mille et quingentis libris Turonensibus; et nichilominus parte contri domini Meillicci comburentur, nec refici poterunt, nisi de spinis, donec ad voluntatem domini Regis.

IX. Non obstantibus propositis a comite Flandrensi, pronunciatum fuit quod ordinatio quam dominus Rex fecit, super nonatia, in comitatu Flandrensi, tenabitur; et fuit preceptum dicto comiti ut eam teneri faciat et servari.

X. Pro episcopo Aurelianensi ordinatum fuit quod ipse in hoscis suis, contra gentilhos domini Regis usagiaria, possit facere liveriam in locis subscriptibus, ita quod, si fuerit ibi aliquod corrigendum, per gentes domini Regis corrigetur, nisi justicialibus ipsius episcopi, 25.

Parisiis IV. super hoc, de dicto episcopo conquerentur: et hoc, ei placeat
cap. domino Regi.

XI. - Philippus, Dei gracia, Francorum Rex, universis presentes litteras inspecturis salutem: Noverint universi quod, presentibus in curia nostra, in parlamento Sancti-Martini hyemalis, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo nono, procuratore dilecti et fidelis nostri episcopi Lemovicensis, ex una parte, ac procuratore consulum et communitatis ville Sancti-Junieni Lemovicensis dyocesis, ex altera, procuratore dictorum consulum et communitatis ville predicte approbavit ratificavit et ratificavit compositionem factam et initam inter, bone memorie, Aimericum, quondam Lemovicensem episcopum, et consules et communitatem ville predicte, per nos et predecessores nostros confirmatam et sigillatam, que compositio sic incipit: « Philippus, Dei gracia, Francorum Rex: Notum facimus universis, etc. » et sic finit ante datum : « Salvo jure quolibet alieno. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo quinto, mense februario. » Et omnibus propositis contra predictam compositionem in curia nostra vel alibi, nomine ville predicte, renunciant scienter et expresse; et eciam utriusque partis procuratores, rppellacionibus interpositis ad curiam nostram et alibi, de voluntate curie, renunciaverunt omnino, in cujus rei, etc. Actum, etc. »

XII. - Philippus, etc. Universis, etc. Notum facimus quod cum nobis significaverit dilectus et fidelis noster episcopus Cathalaunensis, quod cum domus de Monte-Morelli, sita in dyocesi Cathalaunensi, sit leprosaria et domus religiosa, ad usus pauperum et alios pios usus, ab antiquis temporibus deputata, cujus dispositio et cura ad dictum episcopum, sicut aliorum piorum et religiosorum locorum, in sua dyocesi, nascitur pertinere, que dispositione et cura, dicto episcopus et predecessores sui usi sunt, a tempore a quo memoria non existit, nostre tamen gentes, locum nostrum tenentes apud Trecas, possessionem dicte domus, cum pertinenciis, de facto transtule-

runt in abbatissam de Vitriaco, Cisterciensis ordinis, pro sue libito voluntatis eandem, in possessione predicta, per suam vim et potenciam, detinendo; que dictus episcopus asserit non potuisse gentes nostras facere nec debere, asserens dictus episcopus premissa facta esse in leprosorum et pauperum, magistri et fratrum dicte domus et dicti episcopi, tanquam loci [et] diocesis maximum prejudicium et gravamen, nobis supplicans ut super hoc adhiberemus remedium oportunum : Nos igitur, nostris gentibus predictis vocatis ac plenius exauditis, cognita veritate, deliberacione prehabita diligenti, factum predictum nostrarum gencium predictarum totaliter adnullamus, predictam domum cum pertinenciis ad statum pristinum reducentes, ac volentes et decernentes ut omnia bona, per vim et potenciam nostrarum gencium, a dicta domo ablata, asportata seu remòta, ad dictam domum iterum reponantur, antiquis usibus, more solito, profutura. » PHILIPPE IV, 1289.

XIII. « Philippus, etc. Universis, etc. Notum facimus quod cum dilectus et fidelis noster episcopus Noviomensis conquereretur, pro quodam judicato curie nostre quod idem episcopus habebat, virtute cujus dicebat se esse in saisina cognoscendi de factis communie Noviomensis, et se esse in saisina justiciandi majorem et juratos dicte ville pro factis communie, ad alterius partis quam episcopi requisicionem, et quod, ex parte nostra, dictum judicatum suspensum fuerat ad instanciam ballivi nostri Viromandensis, pro nobis et [parte] dictorum majoris et juratorum, qui dicebant se super hoc non fuisse vocatos, dictum episcopum in saisina predictorum perturbando; petens idem episcopus, cum instancia, ut dicto judicato eum uti permitteremus, et ipsum in saisina dicti judicati libere remanere; item, super eo quod dictus episcopus dicebat se esse in saisina cognoscendi de litteris per quas dicti major et jurati erant suis creditoribus obligati, sive, ex parte dictorum creditorum, nos prius requiri contingeret, sive non; ballivo nostro predicto in contrarium asserente et dicente nos esse generaliter, in ballivia Viromandensi, in saisina cognicionis litterarum, si nos priusquam dominos super hoc

PHILIPPE IV. 1291. requiri contingeret; dicto episcopo dicente non non fuisse unas dicta cognitione litterarum contra ipsum, imo, super eo quod dicitur opiscopus conquerebatur uus scripsisse, ut dicebat, majori et justiciario pro banno et defensione monete, cum ad ipsum, tanquam ad dominum loci, haberetem alium justiciarium super premissis, et non alii scribere deberemus; dicto majore et justicia ex adverso dicentibus se esse in saisina reciprandi a nobis litteras super banno et defensione predictis: Auditis racionibus hinc inde propositis, pronunciatum fuit, par curie nostre judicium, dictum episcopum in saisina dicti judicati remanere debere, salvo quod si major et justiciarius dicti domini ex nostris vocatus, veliat super contenta in dicto judicato conquesti, fuit eis justicia; item, quod episcopus remanebit in dicta saisina cognicionis dictarum litterarum. Nos tamen, ex officio dicte nostre cognicionis dictarum litterarum, ipsas litteras, ut nostre, inquiri faciemus si sui fuerimus cognicionis dictarum litterarum contra dictum episcopum, item quod non scribemus dicto episcopo super banno seu defensione monete, et ceti de hoc episcopus in saisina, salvo quod si dicti major et justicia veliat super hoc conqueri, fiet eis justicia; in cujus rei testimonio, etc. »

XIV. Bulliva Turonensi : « Cum contencio verteretur in nostra curia, inter dominum de Castro-Brianci et Isabellim de Machecolio, ejus uxorem, nomine et racione dicte uxoris, ex una parte, et Girardum, dictum Chabot, et Johannem de Machecolio, militem, ex alteris, super possessione seu saisina terre seu hereditatis, de feodo dicti Girardi moventis, de qua terra Oliverius de Machecolio, senior, frater dicte Isabellis, fuerat et erat, tempore quo vivebat, in possessione, in feodo et homagium dicti Girardi Chabot: Tandem visis cartis, privilegiis et instrumentis predictarum partium, et racionibus hinc inde propositis, auditis et plenius intellectis, per curie nostre judicium, prius duellis, dicte hinc inde occasione cujusdam littere, omnino exutis et pro nullis pronunciatis, adjudicavimus possessionem seu saisinam dicte hereditatis et ejus pertinenciarum dicto domino de Castro-Brianci et ejus uxori, ita quod de feodum

earumdem gaudebunt pacifice et quiete, salvo tamen jure, tam in possessione quam in proprietate, sororis, uxoris dicti domini de Castro-Briancii, et reservata questione proprietatis dicti Johannis de Machecolio, salvo eciam jure feodali in omnibus dicto Girardo Chabot et alias jure suo, ita tamen quod consuetudini proposite ex parte dictorum Girardi et Johannis, videlicet [quod mulier] non facit homagium, nec maritus ejus pro ea, quandiu est ibi heres masculus ex illo latere de quo hereditas movet; respondebit pars dicti domini de Castro-Briancii et ejus uxoris, salvis racionibus dictorum domini Castri-Briancii et ejus uxoris, propositis coram nobis contra dictum Girardum, salva questione fructuum unius anni quos dictus Girardus petit, quibus dictus dominus de Castro-Briancii et ejus uxor respondebunt; et supersedebitur penis a dictis domino de Castro-Briancii et ejus uxore contra dictum Johannem de Machecolio petitis; et dormitabit questio earumdem ad presens; quare mandamus tibi quatinus possessionem seu saisinam dicte terre seu hereditatis et pertinenciarum, dicto domino de Castro-Briancii et ejus uxori, prout superius est expressum, deliberes seu liberari facias indilate. »

XV. Cum procurator abbatis et conventus Clugniacensis peteret, nomine dictorum religiosorum et pro ipsis, medietatem quinquaginta librarum Turonensium, racione cujusdam emende facte et deducte in assisia Sancti-Jangulfi, contra Gaufridum de Giermole, militem, pro verberacione cujusdam servientis nostri; item, peteret dictus procurator, nomine quo supra, medietatem centum librarum Turonensium, racione cujusdam emende, facte et gagiate apud Sanctum-Jangulfum a Henrico de Paigniaco, milite; peteret eciam dictus procurator dimidiam partem emolumenti quod evenit et eveniet in villa Sancti-Jangulfi, racione tabellionum, pro recipiendis obligacionibus ibidem veniencium, pro eo quod ipsi religiosi, racione associacionis inter nos et ipsos, jus habent et habere debent percipiendi et habendi dimidiam partem omnium explectorum que fiunt et eveniunt in villa Sancti-Jangulfi; ballivo nostro Matisconensi, pro nobis, ex

PHILIPPE IV. 1289. adverso dicente dictos abbatem et conventum non habere jus in dictis emendis, ea racione, quia dicta emenda quinquaginta librarum levata fuit pro injuria servienti nostro illata, tamen infra metas castellanie Sancti-Jangulfi, et ab homine ejus castellanie; alia autem emenda centum librarum a dicto milite facta fuit, pro delicto perpetrato, scilicet pro hominibus ab ipso captis supra pontem Matisconensem, et sponte venit dictus miles apud Sanctum-Jangulfum, super hoc concordaturus cum dicto ballivo, non in assisia, set in camera ipsius ballivi; de tabellionibus dicebat ballivus quod se non opponebat, pro nobis, quin dicti religiosi dimidiam partem habeant emolumenti quod evenit et eveniet, racione tabellionum, qui apud Sanctum-Jangulfum continue commorantur : Tandem, auditis hinc inde propositis et parcium racionibus intellectis, visis eciam cartis dictorum religiosorum, adjudicata fuit dictis religiosis dimidia pars emende dictarum quinquaginta librarum, super alia emenda centum librarum, eis perpetuum silencium imponendo; pronunciatum fuit eciam quod dicti religiosi habeant et habere debeant dimidiam partem emolumenti in villa Sancti-Jangulfi, racione tabellionum ibidem veniencium, undecumque, pro obligacionibus admittendis ab hominibus castellanie supradicte.

XVI. Appellantes in terra Agenensi, illi precipue de Alto-Villari, pendente appellacione, erunt exempti in omnibus casibus a jurisdictione regis Anglie.

XVII. Cum Petrus Aeline de Latiniaco-Sicco, pro multro sibi imposito, in prisione Templi detentus, ad nostram curiam, super defectu juris sibi facto a Templariis, ut dicebat, appellasset, et, pro prosequenda appellacione sua, in carcerem Castellati Parisius, fuisset adductus; tandem idem Petrus renunciavit appellacioni sue predicte, remissa sibi emenda, paratus redire ad carcerem Templi, processibus prehabitis adnullatis, jus ibidem recepturus, absque tamen morte et menbri mutilacione, quod consensit procurator Templi.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO PENTHECOSTES,

ANNO DOMINI MCCXC.

I. Cum nos, majori et scabinis Sancti-Richarii, concessissemus malam toltam in dicta villa, usque ad certum tempus, certo modo, pro villa sua acquittanda levandam, nobiles illius patrie ad nos querimoniam detulerunt, quod dicti major et scabini, minus juste de blado, grano et aliis rebus in feodis et terris suis crescentibus, licet mercaturas non exerceant, malam toltam levare nitebantur et levabant; dictis majore et scabinis ex adverso dicentibus se posse et debere juste et licite a dictis nobilibus, sicut ab aliis de hiis que vendunt et emunt, levare malam toltam : Tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dicti nobiles, qui mercaturas non exercent de blado, grano et aliis rebus in terris suis propriis et domaniis feodalibus crescentibus, malam toltam non solvent, hoc tamen salvo quod ipsi nobiles a dictis majore et scabinis non repetent ea que, ante prolacionem presentis arresti, solverunt racione male tolte, set si aliqua pignora dictorum nobilium, racione male tolte, teneantur, quieta et libera reddentur eisdem.

Burgenses morantes in villa Sancti-Richarii, tenentes francum feodum, quantum ad talliam, solvent talliam pro duabus partibus feodi, tercia remissa eis pro oneribus feodi, et de mobilibus et immobilibus non feodalibus solvent integre talliam; malam toltam vero solvent de quibuscumque fructibus venalibus, undecumque processerint.

De ignobilibus vero personis dicte ville, que morantur in proprio feodo suo, extra communiam, qui non sunt burgenses dicte communie, dictum est quod, de feodo extra communiam, talliam non solvent;

Parlam. IV, 1291. de ceteris bonis immobilibus, que habent infra communiam, solent tallium integre de non feodalibus, et de feodalibus pro duabus partibus, ut premissum est; malum tollum vero solvent de omnibus rebus venalibus que contingit eos vendere in villa Sancti-Richarii, vel infra communiam.

II. Com contencio verteretur inter majorem et jurateville Roienssie, ex una parte, et ballivum nostrum Virromendensem pro nobis, ex altera, super eo quod ipsi major et jurati dicebant quod dictus ballivus non erat tenebat in prisona nostra, apud Perronam, extra villam Roie, Johannem, dictum Petit le Mestre, et Johannem, dictum Gobin, pro quce fracta; et tenebat eos et faciebat teneri in crudelitatem coram assumptum, tenebat eciam bona eorum asisita, per contencias comedentes, dum erant in prisona, et faciebat ipsa bona vendi, et denarios inde habitos penes in manus nostre, quod facere non debebat, cum ad ipsos majorem et juratos hujusmodi cognicio pertineret, ut dicebant; ballivo nostro predicto pro nobis contrarium asserente; imo, super eo quod ipsi major et jurati dicebant quod dictus ballivus noster vellebat cognoscere de eo quod ipsi major et jurati et burgenses ville de Roia negligentes fuerant in capiendo malefactores qui interferrent in dicta villa Johannem, dictum Curset, prout idem ballivus dicebat; dictis majore et juratis in contrarium dicentibus quod hujusmodi cognicio ad nos vel ad ipsum ballivum nostrum, pro nobis minime pertinebat, ita simpliciter, sicut proponebatur; ballivo nostro pro nobis contrarium affirmante; item, super eo quod ipsi major et jurati requirebant habere curiam suam et cognicionem de Judeco Rotun, burgense dicte ville, quem ballivus tenebat apud Perronam, pro suspicione insidiarum, et de premissione occisionis; super quibus ad ipsos pertinebat cognicio et vicdicta, ut dicebant, ballivo nostro predicto, pro nobis, ex adverso dicente quod de dicto Judeco ad nos pertinebat cognicio, pro eo quod tenebatur pro suspicione multri: Auditis racionibus proponcio hinc et inde, vua carta dictorum majoris et juratorum, pronunciatum fuit,

per curie nostre judicium, de negligencia dictorum majoris et juratorum in capiendo dictos malefactores et super multro predicto, ad nos cognicionem pertinere judicando ubi debebimus, et per quos debebimus, et cognicionem pacis date et assecurate per ipsos majorem et juratos, si eam infringi contingat, ad eos pertinere, et fuit reddita curia et cognicio ipsis majori et juratis de Johanne Petit et Johanne Galois predictis, cum hiis omnibus que ballivus levaverat vel levari fecerat, occasione predictorum, a burgensibus supradictis. PHILIPPE IV, 1290.

III. Cum abbas et procurator conventus monasterii Beate-Marie de Sancto-Petro super Dyvam nobis conquesti fuissent quod gentes nostre, in prejudicium dicti monasterii, et contra dictorum abbatis et conventus voluntatem, tenebant Judeos in dicta villa et tenere nitebantur, licet alias per curiam nostram inhibitum fuisset ne Judei morarentur in dicta villa : Auditis super hoc dictis abbate et procuratore conventus, et ballivo nostro Cadomensi, pro nobis, injunctum fuit dicto ballivo ut dictos Judeos expelleret a villa predicta.

IV. Cum Beraudus de Germole, miles, et Guichardus de Germole, armiger, ejus frater, nobis conquesti fuissent quod, licet ipsi et eorum antecessores, jure hereditatis, habeant et percipiant et habere et percipere consueverint, ab antiquo, unum denarium de qualibet libra monete, sive minuta fuerit, sive grossa, que cuditur in civitate Matisconensi, sive cudatur in manu nostra, sive in alia, et de hoc dicant se esse vel esse debere in homagio nostro, ballivus noster Matisconensis injuste impediebat eosdem percipere denarium antedictum ; quare petebant ad percepcionem dicti denarii de qualibet libra restitui, et jus percipiendi dictum denarium sibi adjudicari et arreragia sibi reddi; dicto ballivo nostro pro nobis ex adverso dicente dictos militem et armigerum non habere jus in predictis: Tandem, receptis quibusdam testibus, et eorum attestacionibus diligenter inspectis, visis eciam rotulis nostrorum compotorum, per quos nobis constitit dictos militem et armigerum dictum denarium

PHILIPPE IV. 1290. de qualibet libet montæ que in curiâ Matisconensi ediitur, sive in manu nostra cadatur, sive in alia, percipiat, pronunciatum fuit, per curiæ nostræ judicium, dictum decurium, de qualibet libra monetæ quæ ibidem cadetur, sive cadatur in manu nostra, sive in alia, ad dictos fratres pertinere, salvo homagio nostro de predictis, et salva questione arrerigiorum ipsis fratribus, contra illos contra quos debebunt esse salva.

V. Ordinatum fuit quod si Templarii, Hospitalarii seu alii quicumque religiosi, racione cujuscumque silvacionis, dou vel alterius cujuscumque emolumenti, in feodum seu redditum suum, aliquem seu alios recuperint et eum, vel eos, tanquam confratrem vel redditum, defendere et tueri voluerint, cavent alii gentes Regis, archiepiscopi, episcopi et barones et alii quicumque, temporalem jurisdictionem habentes, ne aliquos tales privilegio Templariorum, Hospitalariorum vel aliorum religiosorum quorumcumque gaudere, quos auctoritate dictorum privilegiorum aliquos venari permittant, nisi se redditos rint constite, et defensat habitum eorumdem.

VI. Cum dominus de Monte-Acuto, in Burgundia, de quodam judicio, in curia comitis Flandrensis, per suos feuaces homines, contra ipsum dominum facto, tanquam de grave et falso, a nostrum curiam appellasset et dictum comitem, super dicta appellacione, fecisset adjornari, petribus in curia presentibus, dictus comes super dicta appellacione petiit curiam suam sibi reddi, plures raciones proponens ad hoc quod dicta curia sibi reddi deberet, parte domini de Monte-Acuto, per plures raciones, ex adverso dicente dictam curiam dicte comiti reddi non debere, set cognicionem dicte appellacionis in ista curia remanere debere : Auditis hinc inde proposicionibus, curia nostra per judicium retinuit cognicionem appellacionis predicte, decernendo omnia attemptata a dicto comite, contra dictum dominum, post appellacionem predictam in rebus existentibus in regno, non obstante quod dictus comes, pro defectu homagii,

dicebat se predicta posuisse ad manum suam, ad statum debitum reduci [1], et dictum comitem esse compellendum per ea que habet in regno ad reducendum ad statum debitum ea que essent attemptata per ipsum vel suos, occasione dicte appellacionis et post dictam appellacionem, in rebus que sunt in imperio, quibus, ut dictum est, ad debitum statum reductis, super propositis vel proponendis a parte dicti comitis, super defectu hominis predicto vel aliis, curia nostra maturam justiciam exhibebit. Huic judicio presentes fuerunt dominus Rex, archiepiscopus Rothomagensis; Parisiensis, Aurelianensis, Morinensis episcopi; electus Silvanectensis, dux Burgundie, comes Pontivi, abbas Moysiacensis, plures archidiaconi et alii clerici pariter et dignitates habentes et plures alii clerici, barones, milites, ballivi et alii de consilio Regis, usque ad sexaginta et plus (74). PHILIPPE IV. 1200.

VII. Ballivi et alii justiciarii nostri non impediant ecclesias et ecclesiasticas personas quin possint se accescere in censivis et feodis suis in quibus habent omnimodam justiciam altam et bassam; set in censivis et feodis ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum, in quibus nos, vel barones, vel alii domini laicales habemus altam justiciam vel forisfacturas, inquiretur qualiter dicte ecclesie et ecclesiastice persone use sunt, et referetur.

VIII. Cum, per judicium curie nostre Trecensis, abbatisse et conventui de Vitriaco, Cisterciensis ordinis, saisina leprosarie de Monte-Morelli, vocatis magistro et fratribus dicte domus, fuisset adjudicata, et saisinam habuissent de facto, ac in parlamento ultimo preterito, curia nostra dicti judicii penitus ignara, auditis quibusdam supplicationibus ex parte dilecti et fidelis nostri episcopi Cathalanensis factis, dictis abbatissa et conventu absentibus et non vocatis, dicto episcopo saisinam dicte leprosarie duxerit adjudicandam, demumque partibus in nostra curia vocatis et presentibus; auditis earum racionibus et visis dictis judiciis, per curie nostre judicium pronun-

[1] Lisez *reducenda*.

Parlem. Pent. cons. citum fuit dictum Abbatissam et conventum ad predictam possessionem suam fore restituendas, questione proprietatis dicto episcopo reservata.

IX. Declaratum fuit per curiam quod confessio quam procurator religiosorum virorum abbatis et conventus monasterii Vallis-Lucentis fecerat in causa que vertitur inter gentes Campanie, ex una parte, et Anselhum de Triangulo, armigerum, ex altera, super justicia mesurarum vini, in certis locis monstratis a dicto Anselio, prejudicium non generet dictis religiosis, nisi quantum ad portionem pertinet mensurorum in logis de boxo qui vocatur Dumus-Abbatis, de quibus est contencio inter dictas partes.

X. Cum inter dictum Jacobum Coquin, ex una parte, et Isembardum, dictum Coquin, ejus fratrem, et Theobaldum Mathei, racionis Margarete uxoris sue, sororisque predicti Jacobi, ex altera, contencio verteretur super eo quod dictus Jacobus asserebat primogeniture sue, partum seu portionem ipsum contingentem in feodis paternis, dicto Isembardo, fratre suo, et Theobaldo, marito dicte Margarete, sororis dictorum fratrum, ex adverso dictoribus ipsum Jacobum esse debere contentum per consuetudinem ville Parisiensis, pro eo quod pater et mater dicto Jacobo dederant in matrimonio; et residuum partiri seu dividi debere equaliter in dictos fratres et sororem suam predictam : Tandem, facta inquesta super um predicto, et racionibus partium intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod in dictis feodis, extra bailliviam Parisiensem site, dictus Jacobus habebit partem seu portionem suam, racione primogeniture sue, secundum consuetudinem locorum in quibus dicta feoda situantur.

XI. Quantum ad casus qui acciderant ante pallamentum in que judicatum fuit quod homines de Bipperia erant justiciabiles ecclesie Sancti-Medardi, in omni casu homines de Bipperia, per procuratu-

rium antiquum, ăigillo prepositure Petre-Fontis sigillatum, contra abbatem et conventum Sancti-Medardi et dominum Cociaci poterunt litigare ; set, quantum ad casus qui post dictum pallamentum acciderunt et evenient in futurum, litigare non poterunt nisi per procuratorium a dominis suis sibi datum et factum, et nomina eorum qui litigare voluerint, in procuratorio exprimentur. PHILIPPE IV. 1290.

XII. Senescallo Pictavensi : « Mandamus vobis quatinus judicium, per predecessorem vestrum, pro Petro Medici, contra Johannem de Sancto-Wasio, factum, super quodam contraplegiamento tercie partis molendini de Carnet, teneri faciatis, et execucioni debite demandari, ac, non obstantibus aliquibus processibus habitis postmodum inter ipsos, possessionem tercie partis dicti molendini dicto Petro facias liberari, dicto Johanni questione proprietatis reservata. »

XIII. Cum inter comitem Domni-Martini et episcopum Belvacensem mota esset contencio, super advoacione facta per Philippum de Houdencort, militem, curatorem datum a nobis domino Moyaci, videlicet de platea de Moy quam dictus curator advoaverat in judicio movere et movere debere de feodo episcopi Belvacensis predicti, quam advoacionem, per dictum curatorem factam, idem episcopus dicebat sufficienter esse factam, et ipsum curatorem habere potestatem advoandi, dicto comite contrarium asserente et dicente quod curator predictus advoare vel deadvoare non poterat; visa curacione et racionibus intellectis hinc et inde, pronunciatum fuit, per judicium, quod predicta advoacio, a dicto curatore facta in judicio, erat sufficienter facta, et idem curator potestatem habebat advoandi et deadvoandi in judicio, propter quod eidem episcopo curiam suam reddidimus de predictis.

XIV. Preceptum fuit omnibus ballivis et magistris nundinarum Campanie, quod de contractibus initis extra nundinas non dent litteras sicut de corpore nundinarum, nec justicient obligatos per tales

PHILIPPE LE 1286. Interea, sicut de corpore mundiarum, ecium si per errorem essent datæ, vel scienter, postquam contractus non esset celebratus in mundinis. De litteris vero jam datis in quibus continetur quod obligati justiciarior sicut de corpore mundiarum, si liquido et manifeste apparet contractum hujusmodi non esse celebratum in mundinis, confitentur est quod obligati non justiciabuntur, sicut de corpore mundiarum.

XV. Cum prepositus et jurati Turnacenses, per judicium nostre curie oktenuissent, contra majorem et juratos Sancti-Quintini, quod eccum convires essent in saisina non solvendi tallium de averiis empti in villa Sancti-Quintini, causa marchiendi vel lucrandi in dicta villa, vel extra dictum villam revendendi, postmodum dicti major et jurati Sancti-Quintini, contra dictos prepositum et juratos Turnacenses, super proprietate, in curia nostre petitionum suum ediderunt in modum qui sequitur, videlicet, quod dicti major et jurati Sancti-Quintini possunt talliare, tallias levare, vel institutiones facere, quando indigent pecunia pro negociis dicte ville, per gentium carte regie quam dicunt se habere, super omnibus averiis emptis in villa Sancti-Quintini causa marchiendi vel lucrandi, ubicumque dicta averia revendantur, in villa Sancti-Quintini, vel extra, sicuti quando averium libertatem est et ponderatum ad mensurum Sancti-Quintini, et sic per tantum temporis super hoc sui fuerunt, quod sufficit ad jus proprietatis acquirendum; dicti prepositus et jurati Turnacenses, contra jus, possuerunt se in saisina de facto veniendi extra villam Sancti-Quintini, maxime apud Turnacum, sine tallia solvenda, averia jamcia in villa Sancti-Quintini, empta causa marchiendi vel lucrandi in dicta villa Sancti-Quintini, quare petebat procurator dictorum majoris et juratorum ville Sancti-Quintini per jus dici et pronunciari ipsos habere jus in premissis, ut predicitur est, et dictos prepositum et juratos Turnacenses nullum habere jus in missina predicta, set ipsos in causa proprietatis succumbere debere. Tandem, dicti prepositus et jurati Turnacenses informati de jure dic-

torum majoris et juratorum Sancti-Quintini et de contentis in carta sua, precipue clausula illa in carta regia contenta, videlicet, quod si major et jurati et communitas ville, pro negociis ville agendis, pecunia indiguerint et collectam aut aliquam institucionem in villa fecerint super omnes pecunias et hereditates burgensium, sine forisfacto facere poterunt, et super omnes pecunias, que in villa lucrantur, dicti prepositus et jurati Tornacenses recognoverunt peticionem dictorum majoris et juratorum Sancti-Quintini veram esse; quapropter, audita dicta confessione, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, jus proprietatis ad dictos majorem et juratos Sancti-Quintini in premissis pertinere. PHILIPPE IV. 1290.

XVI. Notum facimus quod, cum nos et abbas et conventus Sancti-Benedicti Floriacensis, castrum de Molineto, cum omnibus pertinenciis et appendiciis suis, commune et pro indiviso, sine certarum parcium assignacione, haberemus et possideremus; nos, quare partem dicti castri et pertinenciarum ejus nos contingentem, Petro de Macheello, militi nostro, dedissemus et concessissemus, ab ipso et ejus heredibus tenendum imperpetuum, et eciam possidendum, dicti abbas et conventus dicte donacioni se opposuerunt, dicentes quod predictam partem nostram dicti castri et pertinenciarum ejus, extra manum nostram nullatenus ponere poteramus, quod alias declaratum esse dicebant, per, clare memorie, Ludovicum, regem Francie, qui donacionem, quam fecerat Petro de Corteneio, militi, de dicta parte dicti castri et pertinenciarum ejus revocavit, prout in litteris dicti Regis, super hoc confectis, plenius continetur; quare petebant dicti abbas et conventus et nobis supplicabant quod donacionem et concessionem de dicta parte nostra dicti castri et pertinenciarum ejus, a nobis dicto Petro de Macheello factas, revocaremus et ad statum pristinum reduceremus : Tandem, visa carta dicti Regis, et auditis racionibus dictorum abbatis et conventus, dictam donacionem a nobis dicto Petro de Macheello factam de dicta parte nostra dicti castri et pertinenciarum ejus, ad manum nostram per

PHILIPPE IV, 1290. judicium revocandam duximus, et ad statum pristinum reducendam.

XVII. Cum nos illustri regi Anglie terram in Caturcinio assedissemus, episcopus Caturcensis se opposuit, dicens hoc non posse vel debere fieri, absque sui prejudicio et ecclesie sue, cum sibi concessum sit, per regale privilegium, nos civitatem et episcopatum Caturcenses extra manum regiam ponere non posse, et plures alias raciones proponens, ad hoc quod dictam terram dicto Regi in episcopatu Caturcensi assessam ad manum nostram revocaremus: Tandem viso dicto privilegio, racionibus dictorum Regis et episcopi et hinc inde propositis plenius intellectis, pronunciatum fuit nos dicto regi Anglie potuisse tradidisse dictam terram, cum nichil inde moveat de feodis episcopi antedicti, et nos ibi superioritatem habeamus, tanquam Rex, sicut ante.

XVIII. Procurator decani et capituli Cathalanensium recognovit in pleno pallamento quod ipsi decanus et capitulum immediate tenebant temporalitatem suam a domino Rege.

XIX. De saisina Regis, que posita erat in rebus de quibus saisitus erat Hardoinetus de Maeroliis, per judicium curie Regis, manus Regis amovebitur, non obstante defectu proposito contra eum, quantum ad illa que ballivus Turonensis tenebat in manu Regis et saisiverat super dictum Hardoinetum et fratres suos, propter bastardiam sibi impositam tempore dicti judicii pro dicto Hardoineto facti. Quantum vero ad illa de quibus Hardoinus, patruus suus, semper fuit saisitus, non est nec fuit intencionis curie quod illud judicium ad ea se extendat, vel quod, occasione ejus, dictus patruus debuerit desaisiri; nec, quantum ad illa bona que fuerunt juris dicti Hardoini, patrui, est inteñcio curie quod dictum judicium se extendat, set quod predictis positis in statu pristino, fiat justicia de dictis bonis partibus, per comitem Andegavensem vel per illos a quibus tenetur; item,

non est intencio curie quod execucio dicte matris per saisinam Regis debeat impediri, set pocius amoveatur manus domini Regis. PHILIPPE IV, 1290.

XX. Cum plures burgenses dilecti et fidelis nostri Remensis archiepiscopi missi fuissent Laudunum ut tenerent ibi prisionem pro defectu solucionis expensarum factarum in coronacione domini Regis, toragerius Laudunensis visus fuit habere toragium ab eisdem, licet in prisione clausa non fuerint, set prisionem in villa tenuerint; dictum fuit per arrestum quod hujusmodi prisionarii solvere toragium non tenentur; verumptamen, si aliquis magnus homo, accusatus de crimine vel de aliquo enormi facto, haberet graciam quod per securitatem vel alias posset ire per villam et non teneretur in prisione firmata, nichilominus toragium solvere teneretur.

XXI. Declaratum fuit per curiam quod nobiles de Arvernia, extra comitatum, sunt in possessione recipiendi, pro gagiis, scilicet, miles bannarius, viginti solidos per diem, et alius miles, decem; et serviens cum equo in armis quinque solidos Turonenses.

XXII. Cum Raterius de Castro-Novo quosdam malefactores, suspectos de morte Bernardi Hugonis, captos in sua prisione detineret, quos ipse suos justiciabiles asserebat, eo quod in terra et jurisdictione sua dictum hominem interfecerant, ut dicebat; e contrario senescallo nostro Petragoricensi et Caturcensi asserente et dicente dictos malefactores, nostros esse justiciabiles, ea videlicet racione, quia dictum hominem cum armis insidiose et in chemino publico interfecerant, in quo casu ad nos spectat jurisdictio, ut asseruit senescallus predictus; cumque senescallus noster predictus diceret dictos malefactores debere poni ad manum nostram, tanquam superioris, donec discussum esset utrum ad nos aut ad Raterium predictum dictorum malefactorum jurisdictio pertineret, dictus Raterius super hoc interloqui postulavit; senescallus vero interloquendo pronunciavit dictos malefactores ponendos esse ad manum

PHILIPPE IV, 1290. nostram, tanquam superioris, a qua interlocutoria dictus Raterius appellavit; cui appellacioni senescallus noster non deferens, tanquam frivole, dictos malefactores ad manum nostram, tanquam superioris, cepit; dictum fuit per arrestum quod dicti malefactores remanebunt in manu nostra, tanquam superioris, donec discussum sit utrum ad nos an ad Raterium predictum jurisdictio debeat pertinere, non obstante appellacione predicta, commissionem cause appellacionis predicte factam domino Guillelmo de Cachetis revocantes.

XXIII. Preceptum fuit ballivo Viromandensi ut, a quibusdam rebus quas comes Drocensis ecclesie de Brena admortiverat, manum suam amoveret.

XXIV. Dictum fuit per arrestum quod capitulum Silvanectense poneret extra manum suam septem libras redditus, sibi datas ab episcopo mortuo, emptas a dicto episcopo a comite Grandis-Prati, qui comes eas habere solebat supra communiam Silvanectensem.

XXV. Concordatum fuit inter dominam reginam Margaretam, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Dyonisii, ex altera, quod de eorum contencionibus, episcopus Aurelianensis, dominus Petrus de Capella, Regerius Barbou scient, cognoscent et terminabunt; et interim predicte contenciones in ipsorum manibus tenebuntur.

XXVI. Ce sunt cil qui se sont establi plege, dete et rendeur pour Jehan de Chapes, escuier, de rendre le dit Jehan de Chapes, et de remettre en la prison le Roi dedenz la quinzaine de la Magdaleine, se ainsi n'est que il ait acompli ce qui est contenu en un jugie, fait en la court le Roi, a Paris; c'est a savoir mes sires Guillaume, sire de Julli; le vidame de Chaalons, mes sires Gautiers de Joinville, mes sires Ansiaus de Doth, mes sires Loeris, sires d'Escuiri; Jehan de Joinville et Ansiaus de Triaignel. Ista securitas fuit recepta per Jo-

hannem de Bello-Monte, Philippum de Bello-Manerio, milites, Guillelmum de Hangest, ballivum Calvi-Montis. PHILIPPE IV. 1290.

XXVII. Cum nos ad instanciam abbatis et conventus Sancti-Mennii, prope Cathalanum, ad informandum nos, fecissemus inquiri quibus modis et quibus usibus predicti nostri comites Campanie manu tenuerunt et custodierunt, temporibus retroactis, ecclesiam Sancti-Mennii Cathalanensis, homines et burgenses dicte ecclesie et statum burgesie sue, et qualiter extitit hactenus observatum; visa dicta informacione seu inquesta, inventum fuit, per dictam informacionem seu inquestam, dictos abbatem et conventum, eorum ecclesiam et bona, esse et fuisse de garda comitis Campanie. Quantum vero ad burgesias dicti loci, ordinatum fuit, per curiam nostram, quod nichil immutaretur de ordinacione facta super statu burgesiarum regni nostri; nec servabitur burgesia dictorum abbatis et conventus in eo in quo est contra ordinacionem predictam.

XXVIII. Cum, pro quadam magna emenda que a Camusio de Mellento petebatur pro quibusdam delictis a dicto Camusio commissis, tempore quo fuerit prepositus Bituricensis, compulsus fuisset deponere apud Templum ducentas libras Turonenses; tandem intellectis aliquibus de causis pro quibus dicta emenda petebatur, placuit curie quod de dictis ducentis libris, apud Templum depositis, dicto Camusio restituerentur centum libre, et alie centum libre domino Regi remanerent; et per hoc fuit de dicta emenda penitus absolutus.

XXIX. In terra comitis Burgundie, pro emenda Ascensionis levabuntur, pro domino Rege, nogente libre, set de quadringentis libris que debuerunt levari pro expensis Martini de Faurois, quondam ballivus Matisconensis, curia se suffert ad presens.

XXX. Cum comes Nivernensis peteret manum seu saisinam domini Regis amoveri a quibusdam rebus feodalibus, ab eo admortitis, aliqui-

PHILIPPE IV, 1290. bus ecclesiis et aliis piis locis, ac positis in manibus burgensium et aliarum personarum ignobilium; habita deliberacione, responsum fuit ei quod, si aliqua ecclesiis et piis locis caritative admortivit, vel posuit in manibus burgensium vel personarum ignobilium, ob renunciacionem serviciorum vel ob aliquam aliam graciam, sine recepcione alicujus pecunie, hoc sibi sustinebitur; set si aliqua admortivit, vel in manibus burgensium vel personarum ignobilium posuit pro pecunia, dominus Rex, utendo jure suo, potest et poterit ad eadem assignare.

XXXI. Cum a majore et juratis ville Montis-Desiderii pronunciatum fuerit, per judicium, Petrum dictum Binart, Matheum dictum Basin, juvenem; Colardum de Hangesto et Robertum de Bain emendam viginti duarum librarum Parisiensium solvere debere, pro eo videlicet quod ipsi verberaverunt atrociter, palam et de die, circa horam terciam, Robertum de Ferrieres, burgensem dicte ville, in quadam platea que est in medio dicte ville, frangendo pacem et immunitatem communie dicte ville; a quo quidem judicio, tanquam a pravo et falso, dictus Petrus ad nostram curiam appellavit, dicens dictum judicium falsum esse, quia nimis magna erat emenda, asserens eciam quod, secundum consuetudinem patrie, quilibet debebat tantum pro tali facto sexaginta solidos Parisienses; dictis majore et juratis ex adverso dicentibus dictam emendam esse arbitrariam super delictis perpetratis in villis communie, per consuetudinem villarum communie circumvicinarum et specialiter per consuetudinem ville Montis-Desiderii : Tandem, auditis et intellectis racionibus utriusque partis, hinc et inde propositis, audita etiam et intellecta veritate super delicto et qualitate delicti per confessionem dicti Petri, pronunciatum fuit, per judicium, dictum Petrum male appellasse, dictosque majorem et juratos bene judicasse et nobis dictisque majori et juratis emendari debere; set dicti major et jurati dictam emendam levare vel explectare non poterunt, nisi de consilio et voluntate domini Regis.

XXXII. Restituta et deliberata fuerunt episcopo Claromontensi ea que levata fuerant per custodes regalium, sede Claromontensi vacante, que sequuntur; videlicet fructus parrochialis ecclesie de Roffiac; item, synodaticum et cathedraticum, sive id quod in synodo solvitur, et procuraciones minute que debentur episcopo visitanti; ceteris, de quibus inquisitum est, in statu in quo erant remanentibus. PHILIPPE IV, 1290.

XXXIII. Cum bona execucionis testamenti, bone memorie, Vincencii, archiepiscopi Turonensis, tenerentur arrestata, pro defectu solucionis decem et octo centum librarum Turonensium, de decima ipsius archiepiscopi; quia inventum fuit quod dicti denarii depositi erant Parisius, apud Templum, preceptum fuit ballivo Turonensi ut dictis executoribus dicta bona liberaret.

In sequenti pallamento factum fuit hoc arrestum.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA,

EXPEDITA IN PALLAMENTO QUINDENE CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCXC.

I. Ordinatum fuit, domino Rege presente et precipiente, quod omnes Judei qui in regno Francie de Anglia et Wasconia venerant, a dicto regno Francie, infra mediam quadragesimam, expellantur.

II. Dictum fuit per arrestum quod dominus de Monte-Acuto, pendente causa appellacionis inter ipsum et comitem Flandrie et homines suos, erit exemptus in omnibus aliis casibus a jurisdictione dicti comitis.

III. Audita peticione burgensium Gandensium et responsione

PHILIPPE IV, 1290. comitis Flandrensis, pronunciatum fuit arbitrium per scabinos Sancti-Audomari, inter ipsos prolatum, esse nullum.

IV. Preceptum fuit senescallo Pictavensi quod serviens Regis de Castro-Eraudi non moretur in terra domini de Harecuria, si velit serjantare ibidem.

V. Dominus Rex amovit manum suam a terra Castellionis, tradita domino Creciaci, racione excambii, inter ipsum dominum Regem et dominum Creciaci facti, volens quod idem dominus Creciaci remaneat in saisina in qua erat, tempore quo dominus Rex manum suam ibi apposuit, salvo in aliis jure domini Regis et jure omnium aliorum qui se opposuerunt dicto excambio.

VI. Hugo de Columbelli et Guillelmus de Hysdino, clerici conjugati de Sancto-Richario, solvent partem debitorum ville Sancti-Richarii, pro rata ipsos contingente, racione hereditatum et bonorum que eis obvenerunt ex successione parentum suorum; et inquiretur si mercaturas exercuerunt et qualiter; et scabini pro mala tolta supra ipsos clericos capere poterunt; set omnes capciones per unum pignus recredent, donec dicta inquesta facta fuerit.

VII. Viso processu et judicato ballivi nostri Bituricensis, pro Fratribus Minoribus Exolduni et executoribus testamenti Johannis Regis, ingressi ordinem Minorum, contra Johannam, relictam defuncti Geraudi Dernac, et alios consortes suos ejusdem litis; pronunciatum est, per judicium nostre curie, et de assensu dictorum Fratrum Minorum et executorum, quod ipsi dabunt dicte Johanne, pro se et ejus consortibus predictis, quadraginta libras Turonenses in universo; et, in ceteris, dictum judicatum ballivi nostri pro predictis Fratribus et executoribus tenebit.

VIII. Notum facimus quod cum dilectus et fidelis noster epi-

scopus Parisiensis diceret se et predecessores suos episcopos Parisienses esse et fuisse in possessione, per longum tempus et per tantum temporis quod sufficit ad omnem saisinam acquirendam, venandi quociens sibi placuit in bosco suo de Sancto-Clodoaldo ad cuniculos, lepores, wulptes et tessones et ad omnia alia animalia ad pedem clausum : Visa apprisia super hec facta; quia inventum fuit probatum dictum episcopum intencionem suam sufficienter probavisse, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictum episcopum in saisina remanere debere. PHILIPPE IV, 1290.

IX. Notum facimus quod cum ballivus noster Viromandensis, pro nobis proponeret, contra majorem et juratos communie de Wulliaco, quod ipsi, per punctum carte sue, nobis tenentur annuatim in centum solidis, in quorum solucione, a tempore quo extat memoria cessaverant et ideo peteret dictus ballivus noster, pro nobis, dictos centum solidos cum arreragiis nobis reddi; dictis majore et juratis, ad sui defensionem, dicentibus et proponentibus se credere et intelligere quod dicti centum solidi debent esse nereti, et quod dictos centum solidos solvere cessaverunt ea occasione, quia predecessores nostri vendiderunt eis sexaginta tres modios vini de quibus non habuerunt nisi sexaginta; item, quia solverunt nobis gistum nostrum de quo nulla mensio habetur in carta eorumdem : Tandem, visa eorum carta et auditis hinc inde propositis, dicti major et jurati, ab impeticione dicti ballivi fuerunt, per judicium nostre curie, absoluti, salvis triginta solidis quos major et jurati de Condeto nobis debent, ut dicitur, de centum solidis antedictis.

X. Viso processu et judicato ballivi nostri Bituricensis pro Fratribus Minoribus Exoldunensibus, ac executoribus testamenti Johannis Regis, ingressi ordinem Minorum, contra Johannam relictam defuncti Geraudi Dernac et alios consortes suos ejusdem litis, pronunciatum fuit, per judicium nostre curie, et de assensu dictorum Fratrum Minorum et executorum, quod ipsi dabunt dicte Johanne, pro

Rouen (6 et 7) et ajps souscrivit pareillement, quoyque Rose Turcmenie le contrariast, et la reyne donna à Guillaume Bellet 7 arpens dans Fresnelaz et augmenta Rose, soudain.

(8) Audelà Fermenon, [...] de parte hereditate de Felix Pomet, ajps de comparacion mouvemente quod ipse, in summa prejudicium et grossum et enorme partis vestre, augere intendebat hoc predictum Felix, tenuit et predecessores predictorum hereditate, [...] et ipse Felix, ajps, ipsum Petrum, ajps, ipsum Guillelmum, ajps, ipsum Nicolaum, ajps, ipsum Petrum, ajps, ipsum Guillelmum, ajps, ipsum Petrum, ajps, ipsum Guillelmum, ajps, ipsum Petrum, ajps, ipsum Guillelm

ribus antedictis, et judicatum ipsos non esse amodo super hoc audiendos. PHILIPPE IV, 1290

XIII. Cum ballivus Matisconensis judicaverit debere compelli Stephanum Belerii et Petrum Belerii, fratres, fidejussores, datos Girardo Freperii, civi Matisconensi, de quibusdam debitis in quibus certe persone eidem Gerardo, ex certis causis, tenebantur, sine interpellacione, principales debitores : dictique fratres a dicto judicio, tanquam falso et iniquo, ad curiam Regis appellaverint; auditis hinc inde propositis, judicatum fuit dictum ballivum bene judicasse et dictos fratres male appellasse.

Non habeo processum, set hoc de aula retulit prepositus Parisiensis.

XIV. Auditis racionibus propositis ex parte Arnaldi Giraldi, Guillelmi Hugonis, Bertrandi Sibillie et Grye fratrum et sororum Raymundi Barasci, ac filiorum Arnaldi Barasci et Guillerme, ejusdem Arnaldi uxoris, necnon racionibus propositis ex parte Guillelmi Gasberti, Arnaudi, Bertrandi, Sycardi, Guillerme, comitisse et Marie de Lusegio fratrum et sororum Ysarni de Lusegio ac filiorum Guillelmi Almanini, quondam militis, ad illum finem ut in certis rebus quas ad ipsos, racione successionis patrum suorum dicebant pertinere, impediretur execucio nostri judicati facti pro Bertrando de Cressaco, contra comitissam de Lusegio et Ysarnum, ejus filium, et contra Raymundum Barasci et Guillelmam, ejus matrem, pronunciatum fuit, per nostre curie judicium, dictum judicatum in omnibus et singulis rebus in ipso judicato contentis, non obstantibus dictis racionibus execucioni mandari debere.

XV. Senescallo Petragoricensi : « Cum alias, per arrestum curie nostre in hoc presenti pallamento per magistros recordatum, auditis, que partes hinc inde proponere voluerunt, pronunciatum fuit majorem et communiam et cives Burdegalenses jus non habere arres-

1263. Mardi qui précéda la veille de la Pentecôte. — Entre Jean de Beaujeu, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, d'une part, et Raimond, abbé de Saint-Gilles, et les religieux de ce monastère, d'autre part, au sujet de la juridiction sur les habitants de Saint-Gilles.

Après avoir entendu les parties, le sénéchal ordonne que les habitants de Saint-Gilles, qui ont été cités devant la cour du sénéchal, comparaîtront devant la cour de l'abbé, et que celui-ci les jugera, sauf appel devant le sénéchal.

1263. Mercredi après la Pentecôte. — Entre Jean de Beaujeu, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, d'une part, et Raimond, abbé de Saint-Gilles, et les religieux de ce monastère, d'autre part, au sujet de la juridiction sur les habitants de Saint-Gilles.

Après avoir entendu les parties, le sénéchal ordonne que les habitants de Saint-Gilles, qui ont été cités devant la cour du sénéchal, comparaîtront devant la cour de l'abbé, et que celui-ci les jugera, sauf appel devant le sénéchal.

1263. Mercredi après la Pentecôte. — Entre Jean de Beaujeu, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, d'une part, et Raimond, abbé de Saint-Gilles, et les religieux de ce monastère, d'autre part, au sujet de la juridiction sur les habitants de Saint-Gilles.

Après avoir entendu les parties, le sénéchal ordonne que les habitants de Saint-Gilles, qui ont été cités devant la cour du sénéchal, comparaîtront devant la cour de l'abbé, et que celui-ci les jugera, sauf appel devant le sénéchal.

1263. Mercredi après la Pentecôte. — Entre Jean de Beaujeu, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, d'une part, et Raimond, abbé de Saint-Gilles, et les religieux de ce monastère, d'autre part, au sujet de la juridiction sur les habitants de Saint-Gilles.

Après avoir entendu les parties, le sénéchal ordonne que les habitants de Saint-Gilles, qui ont été cités devant la cour du sénéchal, comparaîtront devant la cour de l'abbé, et que celui-ci les jugera, sauf appel devant le sénéchal.

dinatum quod quelibet persona dicte communie, juxta quantitatem facultatum suarum mobilium seu immobilium, ubicumque et in quibuscumque rebus consistant, de cetero tallietur, ita tamen quod assessores seu impositores dicte tallie caveant sibi quod, super hereditatibus, minorem quantitatem pro dimidia parte, quam super bonis mobilibus, assideant et imponant. PHILIPPE IV, 1290.

XVIII. Notum facimus quod cum majori et juratis communie de Chauniaco, per cartam regiam, justicia sanguinis et mellie, infra metas sue communie sit concessa, gentesque nostre a viginti annis citra, sicut intelleximus, se ingesserunt pro nobis in cognicione dicte justicie, propter quod dicti major et jurati nobis supplicaverint ut ei restitueremus et redderemus justiciam sanguinis et melleie predictam : Nos autem, audita dicta supplicacione, visaque dicta carta, volumus et concedimus quod, licet gentes nostre aliquociens dicta justicia pro nobis use fuerunt, dicta justicia sanguinis et melleie restituatur majori et juratis predictis, ipsis perpetuo remansura, et manu tenenda admodum communie Sancti-Quintini, ad cujus communie punctum dicta communia Chauniaci, ut dicitur, est fundata.

XIX. Notum facimus quod cum discordia verteretur, coram nobis, inter dilectum et fidelem nostrum episcopum Noviomensem, ex parte una, et castellanum Noviomensem ex altera, super eo quod cum dictus castellanus ad requisicionem et preceptum dicti episcopi emendavisset capcionem quam fecerat pro se seu gentes suas de Balduino, serviente Petri de Medunta, canonici Noviomensis, et diceret dictus episcopus se posse facere taxari emendam in curia sua per suos francos homines, decano et capitulo Noviomensis ecclesie non vocatis, nec partem se facientibus, super hec, contra castellanum predictum, cum ad hec videatur renunciasse dictus castellanus, per quamdam composicionem inter ipsos alias initam, prout dictus episcopus asserebat, dicto castellano ex adverso dicente quod dictus episcopus dictam emendam sic taxari facere non debebat, nisi dictis decano et

Passage de cupidité envers gratifier espérance et mais honnêtes vouloir. cupidité envers gratifier espérance et mais honnêtes vouloir. Ce passage fait, en général, l'éloge de la vraie ambition, qui est honnête, et blâme l'ambition mal entendue qui cherche à satisfaire sa cupidité par des moyens honteux. Ce passage est difficile à ponctuer, parce que, dans le texte grec, la ponctuation n'existe point, et que, par conséquent, chaque éditeur ponctue comme il veut. Nous avons adopté la ponctuation de Brunck, qui nous paraît la plus raisonnable, et nous avons, en outre, rétabli le pronom.

XI. Quelques-uns font dépendre de cupidités l'augmentation, en outre adjectifs, et l'augmentation, en outre adjectifs, de cupidités. Mais nous croyons que la ponctuation de quelques-uns est préférable, parce que, dans cette ponctuation, on sous-entend le pronom, et dans cette ponctuation on sous-entend le verbe substantif. Beaucoup de lecteurs prononcent ici : Et dans cette ponctuation on sous-entend le verbe substantif. Beaucoup de lecteurs prononcent ici :

XII. Propose judicatures, par quelque sorte Sophie, le moyen fondamental de Tyrtée, condamnation fait élire bien, ad mais. Rendons les derniers Sage, et manderai les personnes dont Sophie et leurs fait comme des vraies diverses Thermopyles.

XIII. Sauvez hommes quel une pourvoirez allons et ouvrirons Sauvez-Thermopyles la Pensée. Ils mettre, cette proposition comme une et bâtissons comme hommes-mêmes et cupidité appellations cupidité bien particulier vouloir mettre et cupidité appellations cupidité bien particulier vouloir mettre et bien publics bâtir, ce mêlé et je bâtissons comme mêmes ne bonnes ne Sophie et bonnes et de même, et vous donne bâtir ne grandeur appellations, et honnête et vous donne bâtir ne grandeur appellations, et honnête vous élire élire bâtissons nous le élire élire et ne vouloir vous, croyons et ne pourrait le mêmes cupidité et ne même nous pour et comme par diverses mêmes et comme et, et diverses élire

procurator, peteret idem procurator declarari et per jus pronunciari, nos seu dictum ballivum nostrum non habere jus recipiendi dictam appellacionem seu cognoscendi de eadem : Tandem, audita relacione dicti ballivi nostri qui de jure et usu dictorum abbatis et conventus super hoc se informaverat, ut dicebat, reddita fuit curia dictis abbati et conventui, super appellacione predicta.

XXIII. Dictum est per arrestum quod informacio facta super castro de Lomberiis, ad instanciam domini Johannis de Monte-Forti, inter ipsum dominum Johannem et dominum Regem, non prejudicabit domino Regi, quia nichil probatum est pro dicto domino Johanne, set magis contra eum, salva dicto domino Johanni actione sua, si quam habet, per quam velit ordinario judicio experiri.

Idem dictum est super feudis castrorum de Ambricio et de Senegacio, que dicebat idem dominus Johannes ad se pertinere, quia nichil sufficiens probatum est pro eo.

XXIV. Audito ballivo Turonensi, dictum fuit quod dominus Rex justiciabit in cheminis comitatus Andegavensis sicut in Turonnia, quia dominus Rex est super hoc in saisina.

XXV. Ad instanciam, requisicionem Regerii de Pontibus et amicorum suorum, ordinatum fuit quod per senescallos Petragoricensem et Xanctonensem recipientur omnes redditus et exitus terre dicti Regerii, et, proviso sibi de victu sufficienti, residuum convertetur in acquittacionem suorum debitorum de consilio amicorum suorum.

XXVI. Quia Bertrandus de Manata, falsarius, per consiliarios domini Regis clericos captus fuit, pro suspicione dicte falsitatis, placuit domino Regi quod non condempnetur ad mortem, licet falsitas probata fuerit contra eum et de ea convictus fuerit et confessus.

XXVII. Visis informacionibus, ad instanciam Johannis de Monte-

PHILIPPE IV, 1290. Forti, militis, super castro de Lomberiis et super feodis de Ambrusio et de Senegacio, de mandato domini Regis, quantum ad ipsum dominum Regem pertinebat, factis, dicte informaciones per curiam fuerunt adnullate, ita quod prejudicium non faciant dicto domino Regi seu possessoribus predictorum, cum vehemencius contra dictum militem quam pro ipso; unde idem miles, tam contra dominum Regem quam contra dictos possessores, agat, si velit, ordinario judicio, et fiet ei jus.

XXVIII. Causa quam decanus Sancti-Aredii movebat contra magistrum Geraldum de Malo-Monte et vicecomitem et vicecomitissam Lemovicenses super castris de Carnifino et de Castro-Lucii-as-Chabrols, propter mortem dicte vicecomitisse, dormiet usque ad etatem liberorum suorum.

XXIX. Cum dilectus et fidelis noster episcopus Noviomensis olim conquereretur quod gentes nostre compulerant eum ad recredendum bona castellani ejusdem loci que ceperat, propter hoc quod dictus castellanus, ad preceptum seu requisicionem dicti episcopi, nolebat resaisire grangiam [de] Malo et molendinum de Andeu, que sunt bona decani et capituli Noviomensis, cum tota justicia, ut dicebat, de quibusdam capcionibus quas in dictis locis fecerat, justiciando castellanus predictus, et eciam dictas capciones emendare decano et capitulo predictis, cum ad hoc teneretur castellanus predictus per quandam composicionem inter ipsos alias initam, prout dictus episcopus asserebat, dicto castellano ex adverso dicente quod premissa facere non tenebatur, cum ipse esset in possessione justicie in locis predictis, ut dicebat; dicto episcopo hoc negante; et datum fuisset per curiam nostram Johanni de Montigni, tunc ballivo nostro Viromandensi, in mandatis, ut de premissis, vocatis partibus, inquireret et sciret plenius veritatem, et, facta inquisicione predicta, dictus Johannes invenisset dictum episcopum suam intencionem probasse, et non dictum castellanum, et ob hoc licenciam dicto episcopo de-

disse ut dictum castellanum, hominem suum, posset compellere ad resaisiendum loca predicta, et emendandum dictis decano et capitulo capciones predictas, et faciendum suum deverium de emenda, prout dictus episcopus asserebat; et, quia dictus episcopus postea compellebat dictum castellanum ad faciendum premissa, dictus castellanus de prefato episcopo conquerebatur: Auditis racionibus utriusque partis, et facto recordo per Johannem de Montigniaco, nunc prepositum Parisiensem, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictum episcopum posse compellere prefatum castellanum ad resaisiendum dicta loca et emendandum decano et capitulo predictis dictas capciones et ad faciendum suum de emenda. PHILIPPE IV, 1290.

XXX. Sigillum, ex parte domini Regis, positum in villa Petragoricensi, remanebit ibi, nec amovebitur, ad instanciam consulum dicte ville.

XXXI. Judicium factum pro Hugone de Arpajone, milite, contra Raymundum de Levezone, armigerum, per senescallum Ruthenensem a quo appellaverat idem Raymundus, viso processu, pronunciatum fuit bonum, et dictum Raymundum male appellasse.

XXXII. Quia dominus Rex est in saisina faciendi proclamari assisiam suam apud Carum-Locum, dictum fuit quod dominus Rex in saisina hujusmodi remaneret; et, si prior dicti loci velit super hoc agere, super proprietate, faciat suam peticionem, et fiet ei jus.

XXXIII. In isto pallamento fuit ordinatum quod, quando fient articuli, advocati, in principio articulorum suorum, inserant totum tenorem libelli sui, et postea faciant articulos de libello dependentes, et caveant sibi ne faciant articulos impertinentes (75).

XXXIV. Excepcio proposita, ex parte regis Anglie, contra Lupum Duros, non fuit probata; et ideo ordinatum fuit quod gentes regis

PHILIPPE IV, 1291. Anglie tenerentur refundere dicto Lupo dampna et expensas, et injuriam emendare; et fuit postmodum per curiam ordinatum quod, pro omnibus, gentes domini Regis solverent dicto Lupo mille et quingentas libras Turonenses, computatis in illis nogentis libris Turonensibus dicto Lupo jam solutis.

XXXV. Super peticione quam magister Girardus de Malo-Monte faciebat contra Arturum de Britannia, vicecomitem Lemovicensem, suo et liberorum suorum racione et nomine, super hiis que dicto magistro Giraudo complenda deficiunt de pertinenciis Castri-Lucii-as-Chabrols que dictus vicecomes tenere dicitur occupata, dictum fuit per arrestum quod causa ista dormiet usque ad etatem liberorum dicti comitis et vicecomitisse quondam ejus uxoris.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA

REDDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCI.

I. Hii sunt articuli concordati inter archiepiscopum Bituricensem, ex una parte, et ballivum Bituricensem, pro Rege, ex altera.

Primus, de quodam laico quem officialis Bituricensis ceperit, incarceravit, et emendam exegit ab eo, ut dicebat ballivus, ea occasione quod idem laicus quemdam alium laicum, primo conventum, ad sui instanciam, coram officiali, postea traxit, super eadem causa, coram ballivo predicto, super quo concordatum est quod si inventum fuerit ita esse, quod tamen negat archiepiscopus, emendabit hec et faciet emendari curie.

Secundus articulus est de consuetudine quam, in justiciando excommunicatis, dicit archiepiscopus observatam esse et fuisse, ab antiquo, in curia sua Bituricensi, quam consuetudinem volebat ex-

tendere dictus archiepiscopus ad Judeos justiciandos, ubi excommunicati sunt suo mandato; super quo concordatum est quod dicta consuetudo non extendetur ad Judeos, cum in eis non fuerit observata. PHILIPPE IV. 1291.

Tercius articulus est de eo quod archiepiscopus predictus vel ejus officialis sigillabat hostia clericorum, pro mobilibus bonis eorum habendis et conservandis; super quo concordatum est quod in domibus, in quibus non habet aliquam justiciam dictus archiepiscopus, non licebit ei sigillare hostia clericorum, vel terras eorum brandonare, nec hoc vendicat juri suo. Poterit tamen sigillare archas clericorum, et alia bona eorum mobilia portare.

Quartus articulus est de possessione, in qua se dicit esse et fuisse, ab antiquo, cognoscendi inter duos laicos in personalibus actionibus; item, super realibus non feodalibus, mota questione a laico, contra clericum et e converso; super quo ordinatum est quod mittentur duo auditores de curia, tales videlicet ad faciendum aprisia, super possessione quam dicit se habere dictus archiepiscopus in predictis.

Quintus, de crucesignatis laicis, quos defendebat dictus archiepiscopus; responsum est a dicto archiepiscopo quod tenebit viam, quam super hec tenèbunt alii prelati in hac parte qui debent de hoc loqui cum Rege.

Sextus, de decimis infeodatis quarum cognicionem dictus archiepiscopus volebat sibi vendicare et ad curiam suam trahere, nec inde volebat reddere curiam ballivo vel alicui domino temporali; super quo concordatum est quod talia non faciet amodo dictus archiepiscopus nec hoc vendicabit juri suo, retenta tamen sibi cognicione mobilium in predictis.

Septimus, de excommunicatis, pro quorum justiciacione ballivus et servientes sui, prout ipsi dicebant, justiciabantur ab officiali Bituricensi, licet excommunicati predicti nichil haberent omnino; super quo concordatum est quod hec amodo non faciet dictus officialis, omni tamen fraude ex parte dicti ballivi et servientum suorum cessante.

Février. P. Sept. Item, pourpoint fait bailler pour entretenir deux archiquebuz. . . . . xiiij s. p.

Item, pour deux quarterons de cordes pour lesdits archiquebuz. . . . . xxiiij s. p.

II. Ordonnance fait quod mercatores super Pontibus domos et mansiones de Bailleulx, quæ quod Guillelmus Aymeriet, relictus et proprius mancipium, non habet, ad ipsum Guillelmum et ejus heredes et quos ipsos seu eorum alterum hucusque habuerunt, quos mercatores per clausuras suas applicatas, habent occupatas remanentes sufficienter et quasi competenter.

III. Comte Pierron remercie le notaire particulier de ville de Paulle, de Signe-Tabelle, de Sommerve, reçoivent tailles, chevaucie et services de bastimens d'ancienne ordonnance, sur tous les privileges de Provence; et interpretes que ce qui est le moins permis doit permettre ce qui est plus permis, et prohibe : pareille chose prononcé par Arnoul Roger, rendeur.

IV. Banc pour maintenir par domaine Mirabeau.

Excellentissime domine nos Philippe, Dei gratia Francorum rex, Navarræ, Campaniæ comes, Pontivi, Tholosæque comes et Sancti Egidii, Montisque, ardens Almaricidorum, procuratus propriarum VI hæreditagii, excellenciæ vestræ in omni qua de valde causa vestrum ad nostrum, ad nostrum ad vestrum, ad vestrum et nostrum, ad nostrum Almaricidorum comitis, ac vestrum, et Pontivi et Alvernensis Tholosæque comitis, ac dicti, dicentis, et omnibus hæc lecturi. . . Notum vestra vigo dignetur quod, ita ardens non Narbonensi bonæ Almaricis Egidiæ castigata cuncta milite domo pontivi Tholosæque comitis, ac vestrum et nostrum, ad nostrum et vestrum, ac dicti, dicti Egidii et Egidiæ non ac pontivi procuratio, qui ardens vestri, in cum positum, et Thomæ de Lignière, procuratus dictæ curiæ, comes vestræ comparentes, confessus fuit domo Thomæ

debitum deberi quod petebant dicti armigeri, et dictum comitem teneri in terciam partem debiti, scilicet in octies centum et viginti libras Turonenses. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo, die sabbati predicta. » PHILIPPE IV, 1291.

V. Inhibicio facta, ex parte domini Regis, Aymerico, vicecomiti Narbonensi, ne intraret homagium archiepiscopi Narbonensis, fuit revocata, et instrumenta facta super dicta prohibicione fuerunt adnullata; et fuit preceptum dicto vicecomiti ut ad homagium dicti archiepiscopi veniret de hiis que tenere debet ab eo, salvo jure domini Regis in hiis que tenet et tenere debet a domino Rege.

VI. Cum major et scabini Sancti-Richarii, Adam de Hospitali, de Sancto-Richario, clericum, tanquam mercatorem, de omnibus facultatibus suis talliare niterentur, dicto clerico ex adverso proponente quod de omnibus bonis suis talliari non debebat, [quia] de omnibus bonis suis non mercabatur, set solummodo de quota parte bonorum suorum, pro rata quorum solvere talliam paratus erat: Tandem, auditis hinc inde propositis, et habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit quod licet idem clericus de omnibus bonis suis merces non exerceat, set de parte eorum, tamen de omnibus facultatibus suis, ex quo merces exercet, talliari debet clericus antedictus.

VII. Cum Yterius de Turre-Alba, armiger, arbitrium prolatum a comite Marchie contra ipsum, tanquam iniqum et durum, peteret temperari et reduci ad arbitrium boni viri; viso dicto arbitrio et parcium racionibus intellectis, pronunciatum fuit quod curia nichil volebat super dicto arbitrio moderari, et dicto comiti corpus ipsius Yterii et bona sua immobilia fuerunt liberata. Consuluit tamen curia dicto comiti quod recredat corpus dicti Yterii, et prefigat sibi terminum competentem ad transfretandum et certum tempus morandi ultra mare; quod nisi dictus comes fecerit, curia

1263. Parlem. V. mutes versalli cum hoc consilium separant, quale videri oppositum.

VII. Consistoria in gallicanis ecclesiis Compositionem parentelarum et quæstionum controversarum, ne pars a Reformatis dissideat, Synodus, ordine formandum, ex clero, illine parte congregentur quod de consilium meum Senatus Regius, ut ex Ecclesiæ Reformatæ Ex, delectus meus

consilio, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictos majorum compotos bonos esse et sufficientes, et dictis communi silencium imposuimus super ipsis, eis districtius inhibendo, ne ipsi vel aliqui eorum taquehan, collectam seu talliam faciant seu congregacionem sine nostra auctoritate prius interposita, alioquin contra ipsos, sicut debebimus, in corporibus et bonis procedemus, set si viderimus aliquid in dictis compotis emendendum, nos illud ex nostro officio faciemus fieri, quia ad nos spectat et ad nostrum officium, non ad commune predictum; in ipsisque compotis et futuris cicius intendemus et faciemus intendi ad unius vel duorum requisicionem, quam ad requisicionem communis, attentis et consideratis periculis que quandoque accidunt ex incitacione seu promocione communis. Et traditi fuerunt dicti compoti magistro P. de Condeto, Peronensi custodi. PHILIPPE IV, 1291.

XI. Preceptum fuit ballivo Aurelianensi ut ecclesiam beati Dyonisii faceret resaisiri de aliqua re, loco clericorum captorum in terra Sancti-Dyonisii, in castellania de Castro-Nantonensi, qui clerici redditi fuerunt episcopo.

XII. Dominus Gaudefridus de Brebancia, dominus Virsionis, filius sororis ducis Burgundie, auditis peticione sive requesta quam comes Marchie et comitissa, ejus uxor, dominus Johannes de Cabilone, dominus de Allato et ejus uxor, sorores ducis Burgundie, faciebant dicto duci super eschaeta terre domicelle Beatricis de Montegali, protestatus fuit de jure suo, quod sibi competit in dicta eschaeta, loco et tempore repetendo.

Procurator regine Sicilie, filia fratris ducis Burgundie, nomine dicte Regine, fecit consimilem protestacionem.

Comes Clari-Montis, nomine uxoris sue, filie fratris dicti ducis, fecit similem protestacionem.

Filius comitis Altissiodorensis, filius neptis dicti ducis, fecit consimilem protestacionem.

Persone. 8. Cornea Testamenti, neutra filii vel, licèt consulatus potuerit, consulis.

12. Præcipuus fuit quod Senatorii ordinis Senatorem, genitivo casu et apposito, declarat Iuliana.

XV. Item præcipuus fuit Iuliæ Auctilianæ ne impubes puberem in Iulia jubeatur aliquo testamento de Lege, testamento tam quod Militibus in patrio iure, per jubi dictum quod per dictum Testatoris.

XV. Eprecipuus Testamenti, Militis, magistri quo decessit, nequidlibi mercatur, per quidem aut testibus non Militis testibus, Testamenti, Militis, Testamenti, Militis, Testamenti, Militis

mercaturis de vaide, de qualibet libra istarum mercaturarum, tantummodo duos denarios Parisienses, unum de venditore et alium de emptore, et de quolibet loto vini, quod in dicta communitate vendetur, unum obolum; et si sit aliquis in dicta communitate qui vinum habeat in dispensa sua, ipse similiter solvet unum obolum de quolibet loto vini, ac si illud venderet in taberna, usque ad decem annos pro certa pecunie quantitate nobis quolibet dictorum annorum persolvenda; dictique major et jurati dictos denarios et obolos in villa de Foilliaco levare vellent, ea videlicet racione quod homines de Foilliaco sunt de communitate supradicta; Petro de Foilliaco, milite, domino dicte ville, se opponente et dicente quod, licet aliqui homines sunt de communitate dicte ville, dicti tamen major et jurati in dicta villa sua in qua habent omnimodam justiciam altam et bassam, tale onus seu talem servitutem, absque juris sui prejudicio imponere non poterant vel debebant : Tandem auditis hinc inde propositis, et racionibus parcium intellectis, pronunciatum fuit quod in dicta villa de Foilliaco dicti denarii et obolum non debent levari. PHILIPPE IV. 1291.

XVIII. Cum esset contencio inter ballivum Aurelianensem, pro Rege, et plures terrarios ballivie Aurelianensis et specialiter abbatem et conventum Sancti-Dyonisii et prepositum eorum de Belna, super eo quod ballivus, pro domino Rege, volebat habere emendam pro debito recognito per litteras Regis, ad terminum non soluto; dictis religiosis ex adverso dicentibus quod ad ipsos per quos de subditis suis litterarum domini Regis fiebat execucio, emenda pertinebat; habita super hoc deliberacione, pronunciatum fuit quod domini, per quos fiet execucio litterarum domini Regis, in casu predicto, habebunt emendas, nisi, propter eorum defectum, ballivi domini Regis dictum debitum facerent persolvi, quo casu emenda pertinebit ad Regem.

XIX. Cum comes Rouciaci, pro se et uxore sua, sorore comitis

PHILIPPE IV. 1291. Drocensis, peteret a dicto comite Drocensi sextam partem comitatus Drocensis et pertinenciarum ejus et sextam partem terrarum Brene, de Cohaon et de Colonges et pertinenciarum earum cum arreragiis ipsorum locorum et rerum, pro jure sorori dicti comitis Drocensis competente in dictis locis et rebus, ex successione et descensu patris sui, juxta tenorem cujusdam concordacionis seu confessionis, facte a dicto comite Drocensi, in ultimo pallamento, prout in litteris nostris, super hoc confectis, plenius continetur; dictus comes Drocensis, comparens in curia, voluit quod dicta soror sua, in rebus et locis dictarum terrarum partibilibus, habeat sextam partem, salvo jure suo, racione primogeniture sue, et licet expresse in dictis litteris hoc insertum non fuerit, tamen intencionis sue non fuit, quod, per dictam confessionem suam, juri quod habet et habere debet, racione primogeniture sue, sibi deberet prejudicium gravari: Auditis hinc inde propositis et dictis litteris diligenter inspectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dictus comes Rouciaci et ejus uxor, virtute dictarum litterarum, super dicta confessione confectarum, nichil amplius quam sextam partem rerum partibilium in dictis terris petere possunt, salvo dicto comiti Drocensi jure, racione primogeniture sue, secundum patrie consuetudinem.

XX. Cum, in pallamento nostro, ultimo preterito, inter Guillelmum de Monte-Acuto, militem, Mariam, ejus uxorem, et Johannem de Barris, armigerum, fratrem dicte Marie, ex una parte, et Johannotum, filium Odonis, et Guillelminum, filium Petri de Barris, militem, ex altera, controversia mota fuisset super reaporto quod dicta Maria fecerat de quater viginti libratis terre, sitis apud Doilletum et Branlas, emptis de mille libris Turonensibus per Aelipdim, quondam dominam de Barris, et datis dicte Marie in maritagium, sub certis condicionibus, ac demum auditis parcium racionibus et plenius intellectis, et visis quibusdam litteris, super dictis convencionibus confectis, per nostram curiam judicatum fuisset dictas quater vi-

ginti libratas terre, virtute dictarum convencionum, debere dividi inter dictas partes, secundum patrie consuetudinem; ac mandatum fuisset ballivis nostris Aurelianensi et Senonensi ut dictam terram partiri et dividi facerent inter dictas personas, secundum patrie consuetudinem; ballivus noster Aurelianensis eo quod dicti Jehannotus et Guilleminus personas dictorum patrum suorum, virtute dictarum convencionum, representabant, judicavit quod dicti Jehannotus et Guilleminus in dictis quater viginti libratis terre, per dictam Mariam reaportatis, capere et partiri debebant, quemadmodum patres eorum, si viverent, partiri et capere deberent adjudicando dicto Jehannoto, consuetudine plenius inquisita, medietatem dicte terre et pronunciando aliam medietatem equaliter debere dividi inter dictos Mariam, Johannem et Guillelminum; a quo judicio, tanquam de pravo et falso, dictus Johannes ad nostram curiam appellavit : Tandem, auditis partibus et earum racionibus plenius intellectis, et viso judicio in curia nostra facto, pronunciatum fuit dictum ballivum bene judicasse, et dictum Johannem male appellasse. PHILIPPE IV, 1291.

XXI. Cum inter karissimam et fidelem amicam nostram Johannam, Alençonis et Blesensem comitissam, ex una parte, et abbatem et conventum Majoris-Monasterii, Turonensis dyocesis, ex altera, in nostra curia controversia verteretur, super eo quod procurator dictorum abbatis et conventus dicebat ipsos religiosos impediri de novo, in possessione cujusdam vici, siti Blesis, per gentes dicte comitisse, per quem consueverant, ab antiquo, ducere blada, vina et alia bona sua ad domum suam, Blesis sitam, et quod dictum vicum obturaverant ad requisicionem Fratrum Predicatorum Blesencium, ita quod non poterant, prout consueverant, ire et redire, et sua bona ducere ad predictam domum per dictum vicum; item, super eo quod cum dicti religiosi essent in possessione habendi census, vendas et relevaciones in quibusdam salicibus et saliciatis, sitis apud villam Sancti-Victoris que tenebantur, ab ipsis agentibus patrie, ad censum, vendas et relevaciones, dicti religiosi impediebantur in dicta

PHILIPPE IV, 1291. possessione et de novo per gentes dicte comitisse et ipsas salices et saliciatas extirpaverant, et terram arari fecerant cum equis et bobus, et ibi fecerant fossata; quare petebant predicta impedimenta amoveri, et predicta ad statum pristinum reduci, dictaque comitissa diceret quod curia et cognicio de predictis sibi reddi debebat et eam sibi reddi petebat, pluribus racionibus, usibus et consuetudinibus ab ipsa allegatis; dicto procuratore ex adverso dicente quod penes nos dicte curia et cognicio de predictis debebat remanere, et quod ad nos pertinebat, pluribus racionibus, usibus et consuetudinibus, et specialiter propter hoc quod dictus procurator dicebat dictos abbatem et conventum esse in garda nostra speciali de predictis : Tandem visis et auditis racionibus utriusque partis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictos abbatem et conventum super dictis duabus peticionibus, videlicet vici et saliciarum predictis, ad curiam dicte comitisse esse remittendos et curiam et cognicionem earumdem dicte comitisse esse reddendas et easdem eidem reddidimus. De alia vero peticione, videlicet de possessione quorumdam equorum ipsorum religiosorum, quos gentes dicte comitisse ceperant in manerio dictorum religiosorum vocato Sarmeses, cum non inveniretur aliqua conclusio in scripto tradito ab eis super hoc, procurator dictorum religiosorum, requisitus ut faceret conclusionem, facere conclusionem recusavit.

XXII. Cum super facto raptus neptis Petri Boche-Noire, militis, super quo Philippus de Calvigniaco, miles, per confessionem suam, fuerat inventus culpabilis, et ob hoc domino Regi et dicto Petro Boche-Noire, militi, in mille et ducentis libris Turonensibus, videlicet domino Regi in mille libris, et dicto militi in ducentis libris, fuerat condempnatus; et insuper, per hujusmodi condempnacionem, quedam domus ipsius fuerit obruta et destructa, ac post hujusmodi condempnacionem, dictus Petrus, miles, Johannem de Gauterot, Andream de Cacorges, Guillelmum Darit, Amonon Giroume, Guillelmum de Aqua et Johannem Torche-Buef, armigeros, qui dicto

raptui una cum dicto Philippo interfuisse dicebantur, occasione dicti raptus, conveniri fecerit coram nobis, et processus in nostra curia fecerit contra eos, et per nostram curiam condempnati fuerint, occasione dicti facti, domino Regi et dicto Petro, militi, in ducentis libris Turonensibus; tandem dictus Philippus de Calviniaco, miles, ad curiam nostram rediens, proposuit quod tam pro se quam pro omnibus aliis qui dicto facto secum interfuerant emendam fecerat, et quod aliis qui secum fuerant non debebat imputari, cum super dicto facto advoasset eosdem : Auditis hinc inde propositis, advertens nostra curia quod dicti armigeri in ducentis libris in ultimo judicio fuerunt per errorem condempnati, fuit illud judicium revocatum et eciam annullatum, dictos armigeros a dicto judicio ultimo penitus absolvendo. PHILIPPE IV, 1291.

XXIII. Non obstantibus racionibus ex parte domini Montis-Acuti propositis, pronunciatum fuit quod dominus Rex in possessione terre de Curteneio remaneret, et, si idem dominus voluerit aliquid petere, audietur, et fiet ei jus.

XXIV. Contra archiepiscopum Bitturicensem qui super hoc conquerebatur de ballivo, dictum fuit quod, sicut idem archiepiscopus ad bona mobilia clerici sui capti seu accusati super crimine, potest assignare, ita justicia laicalis ad immobilia ejusdem clerici poterit assignare, nec super dictis bonis immobilibus justicia laicalis respondere tenebitur, donec idem clericus, super crimine, quod sibi imponitur ab ordinario suo, fuerit liberatus et absolutus sine fraude.

XXV. Visa carta facta super dono olim facto a comitissa Nivernensi Radulpho de Stratis, quondam militi, de quadraginta libris annui redditus, in coffris suis capiendis, condempnatus fuit comes Nivernensis ad reddendum heredibus dicti Radulphi terciam partem dicti redditus et arreragia dicte tercie partis.

Carta revocata fuit in sequenti pallamento.

PHILIPPE IV. 1291. XXVI. Contra Suynetum de Foresta, armigerum, pro injuria ab eo illata Henrico de Flooni, taxata fuit emenda domini Regis centum libras Turonenses; nec idem Suynetus dicto Henrico aliquam emendam faciet, nisi restitucionem dampnorum suorum.

XXVII. Egidius Olearius de Castro-Nantonis condempnatus fuit domino Regi in ducentis libris Parisiensibus pro eo quod bis pecierat quoddam debitum.

XXVIII. Hec sunt nomina illorum qui presentes fuerunt quando judicatus fuit Guillelmus de la Brossa ad mortem et postmodum suspensus cum duobus ligaminibus, et qui condempnati sunt in emenda domini Regis per consilium curie; videlicet quilibet eorum in medietate suorum bonorum mobilium et in valore quarte partis tocius sue hereditatis; et sunt de Sancto-Emeliano :

Raymundus Boco habet in redditibus per annum valorem triginta quinque librarum, nichil in mobilibus;

Helias Maurini, in redditibus per annum valorem sexaginta librarum, in mobilibus centum libras;

Guillelmus de Certis, in redditibus per annum quinquaginta libras, nichil in mobilibus;

Helias de Cornaha, in redditibus per annum viginti libras, nichil in mobilibus;

Raymondus de Syreis, in redditibus per annum quinquaginta libras et in mobilibus quinque libras;

P. Bota, in redditibus per annum quinquaginta libras, et nichil in mobilibus;

Helias Rapernol, in redditibus per annum sexaginta libras, et in mobilibus nichil;

P. Falconis nichil habet in bonis, patre suo vivente;

P. Vigerii, in redditibus per annum xxx lib., in mobilibus nichil;

Aymericus de la Porta, in redditibus per annum viginti libras, nichil in mobilibus;

Johannes de Cireis, in redditibus per annum quindecim libras, et sexaginta libras in mobilibus; PHILIPPE IV, 1292.

Helias de Petragoris dictus de la Comba, in redditibus per annum decem libras, nichil in mobilibus;

Johannes de Floribus, in redditibus per annum quindecim libras, nichil in mobilibus;

Arnaudus de Lango, in redditibus per annum centum solidos, nichil in mobilibus;

Johannes Reginaldi, qui fuit major, in redditibus per annum quinque libras, et in mobilibus septem libras.

Alii vero qui vocantur jurati et de quorum consilio dictus G. de la Brosa, ante suspensus, de villa Sancti-Emeliani fuit bannitus, appellacione pendente in curia Francie, et post prohibicionem Ademari Orrici, servientis domini Regis, quorum nomina sunt in inquesta, condempnati sunt per consilium in emenda, videlicet quilibet eorum in quarta parte omnium bonorum suorum mobilium et in valore octave partis tocius sue hereditatis.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA

REDDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCII

I. Il est acorde que li executeur connoistront, en plaine cour, devant les maistres, que li sires de Couci a bien paye et aquite, a leur requeste, et de leur volente tout ce qui fu trouve en muebles et en aquez qui touchoient ou povoient touchier a la partie de Marguerite jadis dame de Couci : c'est assavoir en muebles : neuf mile cent dix-sept livres deux sols huit deniers obole; item, en aquez : set cens quatre-vins-six livres dix sols, pour la partie de la dite dame.

PHILIPPE IV, 1292. Item, il est acorde que li executeur donront lectres de quittance seelees de leur seaus, que li denier dessus dit ont este paie a leur requeste et par leur volente en dettes et es torfaiz, et qu'il s'en tiennent a souz et a paiez; et fu acorde qu'il souplieront a la court que a plus grant seurte li sires de Couci en ait la lectre le Roi de cele quitance et reconnoissance. Item, il fu acorde que li executeur rendront la lectre dou testament, et souplieront a la court que une lectre, seellee dou seel le segneur de Couci, qui parole de neuf mille cent dix-set livres deus sols huit deniers obole, li soit rendue. Item, que li inventoires, faiz de muebles communs le dit seigneur de Couci et la dite dame par maistre Wde de Neaufle, chanoine de Rains, et Thomas d'Avesnes, bourjois de Sainct-Quentin, envoye de par le Roi, li soit renduz. Item, que toutes autres lectres et tout errement fait pour raison de l'execution du testament de la dite dame li soient tout rendu, ou prononcie de nule value. Et fu acorde que li sires de Couci leur baillera le transcrit, sous le seel de la court l'evesque de Loon, de toutes lectres de paiemens que il a faz, a leur requeste et par leur volente, soit pour dette, soit pour torfais. Et fu acorde que il plest miex aus executeurs a avoir le transcript des lectres des paiemenz devant diz, souz le seel le Roy, li sires de Couci leur baillera, et il rendront celui de la court de Laon au seigneur de Coucy.

II. Decano et capitulo Roye, conquerentibus super eo quod castellanus Royensis tenuerat et tenebat sua placita in porcheto seu porticu sito ante ecclesiam suam Roye, per longa tempora, preceptum fuit ballivo Viromandensi quod si sibi constet certissime quod dictus locus sit cymiterium vel pars ecclesie, prohibeat dicto castellano ne de cetero teneat ibi sua placita, non obstante quod per longum tempus ibi tenuerit sua placita.

III. Inter comitem Flandrensem et dominum Montis-Acuti, utrum Breviller sit de regno Francie, informacio perficietur; et vocacio ge-

neralis quam comes facit, secundum consuetudinem terre, ut dicit, de qua conqueritur dominus Montis-Acuti, quantum pertinet ad dominum Montis-Acuti adnullatur, nec domino Montis-Acuti nocebit, et, si per comitem fiat talis vocacio generalis, excipietur persona dicti domini Montis-Acuti, dicta causa appellacionis pendente. PHILIPPE IV, 1292.

IV. Frater Ugo de Paraut, preceptor milicie Templi, constituit se principalem debitorem et redditorem pro Guillelmo de Mussiaco erga dominum Regem de tribus millibus libris Turonensibus, in quibus dictus Guillermus domino Regi extitit condempnatus reddendis infra instans festum Purificacionis beate Marie Virginis.

Habeo cedulam dicti preceptoris inter articulos.

V. Inhibitum fuit ballivis et prepositis universis ne mercatores de decem et septem villis seu alios liberos burgenses de dictis decem et septem villis seu bona eorum, eundo ad nundinas seu fora regni nostri vel redeundo ab eisdem, arrestent seu arrestari permittant pro facto dominorum suorum, sine licencia domini Regis speciali.

VI. Plegii sunt pro Guillelmo de Mussy quod stabit juri, coram domino Rege vel suis gentibus, si aliquis velit aliquid ab eo petere: Guillelmus de Sancto-Audoeno, Guillelmus du Chastelet, Stephanus de Lugduno, Bernardus de Mussy, magister Jacobus de Crui, Regerius, frater Guillelmi de Mussi; Theobaldus de Givroles, sororius dicti Guillelmi; Jacobus Cordiaus.

VII. Cum prior et conventus Sancti-Petri in Abbatis-Villa, dominum Pontivi coram nobis fecissent adjornari, et peterent ab eodem domino octo libras Parisienses, ex una parte; item quinquaginta duos solidos Parisienses, ex alia parte, sibi elemosinatos, ut dicebant, a dominis Pontivi; procuratore ipsius domini petente dominum suum remitti coram majore et scabinis Abbatis-Ville, dicente

PAGURE ET ANÉMONE. Ainsi dominent entre les échiniens et les pagures divers rapports et analogies, quand de semblables causes déterminent de semblables conséquences, comme ici, un pagure, une anémone, un échinorhynque, un échinocyame, un échinocrine, un échinocardium, un psychrolute. Aussitôt après les premiers pressentiments des premiers chercheurs suppose bien aussi constituer comme étoile organe ou système, mais pas plus qu'ailleurs aucun fait n'est encore bien établi de l'habitat, comme des mœurs, comme des fonctions de ces animaux.

Tels, chez Eunicéadées et Protu, comme Eunicéens et Phyes, sont les curieux polychètes hétéres. Aller rendre impossible, non relative seulement, la reproduction, ou la rendre inutile, ou la rendre moins facile que chez l'individu, tel est l'extraordinaire et redoutable devoir dolorant comme disrupteur que sentirait, reconnaîtrait, abomine finalement, devenu, vivant, l'organe ou l'appareil organe quelconque devenu dangereusement et monstrueusement sensible, et fait vigoureux divers.

Et, Cuma Rathkeana et Cy. scorpioides, organes comme étoiles et fidèles successeurs constitutifs Nervosanaux; quoi semble dominer Rathkée, quelques caractères Nervosanaux, étoile et système organe propre fonctionnel de Rathkée, quelques traits, « par exemple organe de Rathkée, » ou « par exemple système de Rathkée, » ou « par exemple système nerveux, sans exagérer la forte force d'exigé » et le caractère propre plénière, et il que et ajoute bien-être, le biologique et dissemination-dissémination, et il que et ajoute bien-être, le biologique et dissémination-dissémination, et il que et ajoute bien-être, le biologique et dissémination-dissémination, et il que et ajoute bien-être, le biologique et dissém

dicte comitisse Matildis, super dicto dono confecta, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictum comitem teneri ad solvendum integraliter eidem totum redditum antedictum, et recipiet dictum armigerum in hominem suum de dicto redditu, si velit salvo et reservato dicto comiti quod possit habere recursum ad alios qui tenent comitatus et terras quos et quas dicta comitissa tenebat tempore dicti doni, ab eadem dicto militi facti, pro rata quemlibet eorum dicti redditus contingente, prout fuerit racionis. PHILIPPE IV, 1292.

X. Visa carta burgensium de Ruppella, et specialiter illis verbis, in carta regis Johannis contentis, videlicet quod omnis empcio quam cives Rupelle fecerint racionabiliter et per rectam empcionem in Pictavis, quam in pace tenuerint, per unum annum et unum diem, de cetero stabilis sit et firma; pronunciatum fuit quod pro hujusmodi concessione dicti burgenses non possunt se accrescere in feodis et retrofeodis domini Regis absque sui licencia.

XI. Super peticione quam abbas et conventus Sancti-Ulmari in Bosco ediderat contra comitem Bolonie, super proprietate capiendi francas aves in terra ecclesie, dicto comite petente remitti ad curiam comitis Attrebatensis, et procuratore comitis Attrebatensis de ipso curiam suam repetente; reddita fuit curia comiti Attrebatensi.

XII. Cassinus Derviller, armiger, bene et legitime et per fidem suam assecuravit de se et suis Robertum et Johannem Crispini fratres et Jacobum Barbe-Doree, burgenses Attrebatenses et suos; similiter dicti burgenses dictum armigerum et suos, de se et suis assecuraverunt.

XIII. Perronetus, dictus le Remosie, procurator Perroneti Nicon, magister Bernardus Pelliparii, pro se et pro Perroneto, fratre suo, et pro liberis Bertholomei Pelliparii, fratris quondam dicti Bernardi,

PHILIPPE IV, 1292. et Johannis de Curru, quos Johannes de Plaustro, pro se et filia sua Gila, fecerat adjornari, consenserunt dicte partes quod remittantur ad ballivum Matisconensem et quod idem ballivus, super omnibus contencionibus, motis adinvicem inter ipsos, disponat et ordinet; et partes, sub pena centum librarum, tenebunt quod idem ballivus super hiis duxerit ordinandum.

XIV. Dux Brebancie, dominus Godefridus de Brebancia, frater dicti ducis; dominus Virsionis, regina Sicilie, comes Altissiodorensis, comes Claromontensis, racione uxoris sue, comes Nivernensis, in parlamento isto, pro filio suo, innovaverunt et fecerunt protestacionem suam ab eis seu ab aliquibus ex ipsis in precedenti pallamento factam de jure suo, loco et tempore repetendo, si quod sibi competat in eschaeta domicelle Beatricis de Monte-Regali, super qua comes Marchie et ejus uxor, dominus de Cabilone, dominus de Allato et ejus uxor questionem movent duci Burgundie.

XV. Procurator ecclesie Lingonensis, sede vacante, peciit curiam suam super causa, quam comes Marchie et ejus uxor, dominus de Cabilone et ejus uxor movent duci Burgundie, quantum pertinet ad castrum de Monte-Barro, de feodo ecclesie Lingonensis, movente; duce predicto contrarium protestante.

XVI. Super appellacione per Radulphum Benedicti a judicio, per abbatem Redonensem contra ipsum Radulphum facto, tanquam de pravo et falso ad nos interposita, de consensu parcium, reddita fuit curia comiti Britannie ut in dicta causa procedat, et de ea cognoscat prout debebit, secundum convensiones per litteras, habitas, ut dicitur, inter ipsos comitem et abbatem, salvo in aliis casibus jure domini Regis [1].

[1] Cet arrêt est bâtonné. A côté on lit, d'une part, le mot *vacat*, et de l'autre, le mot *Revocata*.

XVII. Accorde est entre monsieur Estienne de Sancuerre, chevalier, d'une part, le visconte de Meleun et ses parçonniers, monsieur Guillaume Crespin et ses parçonniers, d'autre, du contanz qui estoit entre lesdites parties, de leur partie de la terre de Berri, que lediz messires Estiennes s'est mis seur monsieur Jean de Meleun, chevalier, son neveu; ses resons oyes et veues, tenir ce que ledit monsieur Jehan en fera et ordenera, a sa volente, et a ce s'asentirent lesdites parties. PHILIPPE IV, 1292.

XVIII. Cum dominus Rex teneret in manu sua, pro quodam debito suo, quandam hereditatem que tenebatur ab abbate Sancte-Katerine, preceptum fuit ballivo Rothomagensi ut dictam hereditatem ponat extra manum regiam, vendendo eam vel alias explectando, ut abbas possit de ea habere tenentem.

XIX. Cum dominus de Monte-Acuto, tanquam heres proximior qui appareret ex illo latere de quo baronia seu terra de Curteneio movet, peteret se recipi in homagium domini Regis de dicta baronia seu terra, et offerret domino Regi corpus et manus; ballivo Senonensi, pro domino Rege, se opponente, et ex adverso proponente peticionem dicti domini de Monte-Acuto fieri non debere, tum quia in faciendo homagium domino Regi tanquam de ballo, aliam proximiorem heredem recognoverat, quam non dicebat mortuam, nec eam dictam terram seu baroniam repudiasse, et eciam per plures alias raciones : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictum dominum de Monte-Acuto in homagium domini Regis, de dicta baronia seu terra, propter aliqua que dixerit, non esse admittendum [1].

XX. Cum dominus Guillelmus Crespin peteret amoveri impedimentum quod sibi fiebat per ballivum Gisorcii in saisina justicie sanguinis et plage sine morte et mehaignio cum clamore et sine cla-

[1] A côté de cet arrêt on lit *Vacat*.

Section II. aucun de biens, afin qu'il satisfasse, ou donne, la mesure de la
Exception. Exception : si le Débiteur possède moins de quatre cents livres, il
n'appartiendra aux jurés, parties et remedes, que jusqu'à la valeur
de cette somme, et non au-delà, sauf les autres exceptions ci-dessus
faites, pour quelque cause que ce soit, contre certains biens, et
certaines espèces et valeurs, et ci-dessous par deux Guidelines
copies faits par personnes d'autorité.

XII. Derniers des Empereurs appartenant matériel vases, et
autres sont Longinien, et quelques successeurs et autres celebres à
telle de Sévérien, jusque quand plusieurs prudens sont de leurs ont,
et de leur et fichers Empereurs et prudens successeurs de leurs
prudens. Cependant les Empereurs et prudens successeurs de leurs
prudens, et autres de telle époques delicates, dans divers, prudens
prudens prudens prudens prudens prudens prudens prudens, prudens
prudentes, et autres Empereurs successeurs, prudens que divers, et
autres prudens prudens prudens prudens prudens prudens prudens
prudens successeurs et autres capitaines et quelques prudens par-
mentent de prudens, ceux, et prudens, et divers, ceux légitime de
Bonnet, et, enfin matériel, établi divers successeurs prudens
prudens, successeurs et leurs prudens prudens divers, prudens
prudens prudens prudens prudens prudens, prudens, et prudens,
telle son matériel, et quod, a contingit, leurs divers et quelques de-
biers fortune successeurs de prudens, fortune prudentissus, a tempore
que matériel de vie appartenant, prudens, et de leurs prudens
exclusivement celles. Quelques prudentissimes successeurs divers
et leurs prudens successeurs successeurs et leur fortune, dans ces
mots vases quod successeurs de celebrissus capitaines par ce
heures sua, et leur tandis facta sunt sexta publicum.

Comme voici de successeurs prudens et quelques successeurs
quelques successeurs de successeurs de successeurs, successeurs divers leurs
prudens.

XXII. Odo Bezers, miles, dominus de Villa-Arnulphi, pro se et Agnete, ejus uxore, quittavit et cessit Regi et regine Johanne, consorti sue, pro Beatrice, ducissa, relicta Hugonis, ducis Burgondie quondam, omne jus et omnem actionem quas dicebant se habere seu poterant habere in castro et castellania Insule, subtus Montem-Regalem et ejus pertinenciis, tam racione successionis defuncti Johannis de Monte-Regali, militis, quondam patris dicte Agnetis, quam per successionem que venit, ut dicebatur, a defuncto Anserico, quondam domino Montis-Regalis, ad Johannem de Monte-Regali, predictum fratrem suum, genitorem Agnetis predicte, pro quingentis libris Parisiensibus, quas dicti Odo et Agnes habuerunt et receperunt a Rege, et se habuerunt inde bene contentos per dictum et ordinacionem Roberti, ducis Burgondie, in quem dictus Rex et dictus Odo se compromiserunt, et compromisit dictus Odo quod ipse istas quittanciam et cessionem facient gratam haberi et concedi a dicta conjuge sua, et faciet dari litteras episcopi Eduensis et curie ducis Burgundie; et ad hoc tenendum et complendum obligavit dictus Odo se, omnia bona sua, mobilia et immobilia, et feodum quod tenet idem Odo a duce predicto. Habco cedulam. PHILIPPE IV, 1292.

Guido de Monte-Regali, armiger, filius Johannis de Monte-Regali, quondam militis, pro se et pro Beatrice, relicta Jacobi domini de Rocha de Brein, sorore dicti Guidonis, cujus idem Guido est procurator, cum potestate componendi, compromittendi et pacificandi, fecit consimilem quittacionem de dicta terra Insule, et habuit similiter de denariis domini Regis, dictus armiger, pro dicta quittacione, quingentas libras Parisienses, et dicta domina, soror sua, quingentas libras Parisienses.

XXIII. Cum domina Soliaci, nomine suo et nomine liberorum suorum, quos habet in ballo suo, contra comitem Sacri-Cesaris, in curia nostra proposuisset quod, quia dictus comes in causa appellacionis ex parte dicte domine ad nos interposite, super pravo et falso

Nicolaus IV. 1290.

Nicolaus, e filius sancte crucis dictus diuinitus fatus, seruorum Dei memoriam colere de cultore cupit et honorem. Quia igitur sanctis, delectat esse illatum et nouagus et si ille, honagni et obedientia nostris crescere debent, et quos diuinitus ad honorem Dei et gloriam nostram propriis operibus et exemplis ad quos diuinitus fatus dignatus est, ipsos ad cultum conducere. Domum ordinis nostrorum fratrum prepositi et sororum, de quorum statutis vobis fidelium, volumina dignarentur explicanda, ordinacionis et religionis ad honorem Dei et gloriam nostram propriis operibus et exemplis diuinitus nostris crescere, et ad nostrum et filiorum de claudiano diuinitus, domum ordinis nostrorum, et ordinis nostri fratrum, de nostro cultu pro et dantis tenere ordinem et filiorum de filiorum pro dantium fratrum, Dei filiorum et filiorum honagni et ordinis filiorum dicti nostri ordinis.

XXIV. Cum decanus et capitulum ecclesie Sublimensis ex quorumdam querelis accepimus, quod quidam parochiani ecclesie eorumdem ecclesiastici sepulture carere volentes, nolle sua corpora in cimiterio ecclesie eorumdem sepeliri, et eorumdem ecclesiam ex parte parochie capitulo, quare petierunt dicti decanus et capitulum, per nostras et auctoritate nostra capitulo illi humiliter ad ecclesia eorumdem ecclesiastici sepulture carere volentes, nolle sua corpora in cimiterio, parochiani ecclesie eorumdem ecclesiastici sepulture carere volentes, nolle sua corpora in cimiterio, per nostras et auctoritate nostra capitulo illi humiliter ad ecclesia eorumdem ecclesiastici sepulture carere volentes, nolle sua corpora in cimiterio ecclesie

pro necessaria vel honesta causa miserint servientes suos extra villam vel in villam de nocte, emenda a dicto serviente facta ad consequenciam trahatur. PHILIPPE IV, 1292.

XXV. Burgenses castri Lemovicensis, adjornati ad instanciam domini Regis, et ad instanciam vicecomitis Lemovicensis pro juramento Lemovicensi, facta protestacione ex parte dictorum burgensium quod non eorum [est] intencio facere nisi unicum juramentum, de licencia curie recesserunt.

XXVI. Dominus Rex in se suscepit contencionem motam inter dominum Hardoinum de Marliaco, et faciet sciri contensionis veritatem, et de ea ordinabit ad suam voluntatem.

XXVII. Magister Gaufridus de Templo testis fuit quod rex Philippus, pater domini Regis, qui nunc est, noluit quod levaretur emenda ab episcopis Agathensi et Lodovensi et ab abbatibus Sancti-Guillelmi de Desertis et Vallis-Magne, racione exercitus de Navarra seu de Morlano; immo voluit ipsos esse immunes de dicta emenda.

XXVIII. Comes Marchie, in pleno pallamento, assecuravit de se et suis Alaudium de Monte-Andronis et suos; et e contra dictus Alaudius de se et suis dictum comitem et suos, jus faciendo.

XXIX. Requiert li eveques de Loon qu'il soit enregistre par devers la court que [il soit oiz] des demandes et des requestes que il faisoit et avoit faites et poursuir vouloit contre le Roy, le mayeur, les jurez et les eschevins de Laon : La court a respondu que il ne sera oiz de chouse nulle qui touche les personnes dessus dites, qui avenue fust dou tamps passe, juques au tamps que li eveques de Paris, li bouteillers de France et pluseur autre furent envoye a Laon de par le Roy, l'an de grace M. CC. IIII^XX et XII, laindemain de la feste saint Luc, et juqu'a tant qu'il ce soit veu et raporte au Roy ce qu'il firent;

PHILIPPE IV, 1292.

et ceste response fist la court de par le Roy especialment. Item, requiert li diz eveques que il soit enregistre que il requiert et a bien requis, et en lui ne demeure ne n'a demoure mes par la court, qu'il ne poursuive et voist avant sus toutes les requestes et demandes (77).

XXX. Ce sunt les retenues et protestacions monsieur Gauthier, segneur de Chasteillon : Comme noble homme le comte de Bretaigne plaide contre noble homme le comte de Blais, en la court le Roy, sus la terre de Pont-Arsi et des appartenances et en fait demande ledit comte de Bretaigne audit conte de Blais, tout soit ce que ledit segneur de Chasteillon le tiegne et poursec comme sien propre: fait protestation et retenue ledit seigneur de Chasteillon que il ne s'i assent de riens, ains le contredit tant comme il peut, et qu'il ne li nuise en riens chose qu'il en facent, ne ne profite a aux contre lui, car il retient bien a soi deffendre sus ladite terre quant l'en li en demandera riens.

XXXI. Veci l'ordenance faite des despis, des desobeissances, des domages et des meffaiz faiz du conte de Henaut et des suens, a la paine qui li est enchagie : Il est dit et ordene par le Roy, entre li et le conte de Henaut, que li cuens rendra sanz contredit et sanz delai touz les domages faiz par li ou par ses gens a noz gens, no subgiez et a ceus qui sunt en nostre garde, et enterinera tous les jugiez faitz en nostre court, contre lui. Apres, pour les despiz et les desobeissances faiz a nos genz au chaustiau de Bon-Chien, les portes dudit chastel seront tantost abatues et portees a terre et ne seront remises, se n'est par nostre volente.

Apres, pour les missions que nous avons faites pour vengier la desobeissance le conte, li cuens nous paiera quarante mille livres de tournois, dont il nous paiera tantost une somme, et le remenant, par termes, a nostre volente. Apres, il nous envoiera tantost, en nostre prison en Chastelet a Paris, son baillif qui fu, et Bernert, son sergant, pour aus punir a nostre volente.

Apres il fera et pourchacera que li chastelain et li grant homme de Henaut jurront en nostre main et si lieront, eus et leurs hoirs, a ce meisme serment, que, se autre foiz li cuens, ou si hoir, conte de Henaut, desobeissoient ou se meffaisoient envers nous, ou nos hoirs, roys de France, en la terre de l'Ostre-Vent que il tient de nous, en quelque maniere que ce fust, il seroient pour nous et en nostre ayde, eus et leur pouvoir, contre ledit conte qui ce feroit ou feroit faire; et tout ce pourchacera li cuens, et les quitte et assout des-or-endroit le dis cuens de la foi en quoi il sont et seroient tenus envers luy se cilz cas avenoit; et ce meismes jurra li cuens de soi et pour soi, et de ces choses toutes et chascune pour soi tenir et accomplir fera li cuens bien seigneur le Roy. PHILIPPE IV, 1292.

XXXII. Execucio judicati facti pro episcopo et capitulo Aniciensibus, contra illustrem regem Anglie, fiet secundum tenorem ipsius judicati, tam in feudo tocius comitatus Bigorre quam in omnibus hiis que dominus Rex tenebat de dicto comitatu vel racione ejusdem, tempore dicti judicati, ut dicti episcopus et capitulum ponantur in eo statu de hiis, in quo erant [et] dictus rex Anglie, tempore dicti judicati, etsi de aliquibus vertatur in dubium, dicentibus dicto episcopo et capitulo quod ea tenebat rex Anglie tempore dicti judicati; domina Constancia dicente quia immo ipsa scietur inde veritas, et interim dominus Rex noster tenebit ea in manu sua, tanquam superior; et si dicti episcopus et capitulum velint justiciare feodum suum pro defectu hominis vel pro alia justa causa, per dominum nostrum Regem super hec a violenciis indebitis defendentur.

XXXIII. Scabini de Fresneio quia succubuerunt in causa appellacionis a Roberto de La Cooigne contra ipsos interposita; de judicio per ipsos contra ipsum facta, taxata fuit emenda ducente libre Parisienses.

PHILIPPE IV. 1292.

XXXIV. Dominus Rex, domina Regina et eorum liberi habent precium suum, Parisius, ad cibaria; episcopus Parisiensis habet precium suum ad panerum piscis vel ad summam; Domus-Dei Parisiensis, similiter camerarius, constabularius, buticularius, cancellarius et dapifer, si ibi essent, habent precium; nulli alii habent, ut hec me docuit dominus Johannes de Acon, Francie buticularius (78).

XXXV. Concordatum fuit inter dominum Stephanum de Sacro-Cesari, militem, ex una parte, vicecomitem Meledunensem et ejus parcionarios, dominum Guillelmum Crespin et ejus parcionarios, ex altera, quod, de contencione mota inter dictas partes, super peticione terre de Bitturis, dictus dominus Stephanus supposuit se in dominum Johannem de Meleduno, militem, nepotem suum, visis et intellectis racionibus suis; et tenebit quod dictus Johannes super hoc faciet et ordinabit pro voluntate sua; et in hoc consenserunt dicte partes.

XXXVI. Procurator abbatis et conventus Bone-Vallis voluit et consensit quod deposiciones testium sequencium ex parte sua producte in informacione facta inter ipsos et dominum Regem, non valerent, videlicet Stephani, barbitonsoris; Arnulphi de Planchevilla, Philippi, vitrearii; Guillelmi de Mervilla, Richardi Guillelmi de Donne-Maria, Theobaldi Gueron, Girardi, suttoris; Johannis Bernardi, propter causas in dicta informacione propositas a curia receptas et a procuratore recognitas.

XXXVII. Super appellacione ex parte Radulphi Benedicti a judicio per abbatem Rothomagensem contra ipsum facto, tanquam de pravo et falso ad nos interposita, reddita fuit curia comiti Britannie, ut de dicta appellacionis causa cognoscat, prout debebit et secundum convenciones inter dictos comitem et abbatem habitas, ut dicitur, per litteras; et si dictus comes non possit vel debeat cognoscere, partes ad curiam istam revertentur processure in dicta appellacionis causa, prout de jure fuerit procedendum.

XXXVIII. Cum super pluribus articulis, in quodam judicato curie nostre contentis, questio seu controversia verteretur inter religiosos viros, abbatem et conventum Sancti-Cornelii Compendiensis, ex una parte, et majorem et juratos Compendienses, ex altera, ac inter cetera contenta in judicato premisso, pronunciatum fuisset, per judicium predictum, dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos, super justicia seu cognicione de mobilibus, catallis, ventis, introitibus et justicia fundi hospitum, commorancium in treffundo ipsorum religiosorum, necnon super cognicione litterarum factarum per dictos hospites coram ipsis religiosis; item dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos capere mensuras vini in terra sua; item dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos, quominus ipsi cognoscant inter hospites suos de obligacionibus factis per dictos hospites sub sigillo majoris et juratorum; item, dictos majorem et juratos non habere jus impediendi ipsos religiosos, quominus ipsi restituant furem cum re furata ipsis religiosis, cum major et jurati cognoverint de furto; item dictos majorem et juratos non habere jus impediendi ipsos religiosos, in treffundo suo, capiendo ibidem hostia et fenestras pro tallia sua; item, dictos majorem et juratos non habere jus impediendi ipsos religiosos in Septem-Tornellis de quibus in judicato predicto facta est mensio de mobilibus, catallis et convencionibus et correctione retinencium, remanente majori et juratis tali justicia qualem habent in alio treffundo dictorum religiosorum; super qua justicia pronunciatum fuit dictos religiosos non habere jus impediendi dictos majorem et juratos, salvo jure ipsis religiosis in Tornella pontelli, cujus justicia et commodum eisdem remanebit, sicut ante; item, dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos acquirere in treffundo suo, et acquisita retinere; item, ipsos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos, quominus possint adjornare de hora in horam burgenses ville, durante foro trium dierum medie Quadragesime pro delictis et infracturis necnon convencionibus et aliis non

PHILIPPE IV, 1292.

PHILIPPE IV. 1292.

delictis, et quominus ipsi religiosi possent levare triginta denarios de defficientibus, de adjornacionibus eorumdem, super ipsis quoque articulis premissis esset inter partes predictas diucius altercatum, pro eo quod dicti major et jurati dicebant quod dicti religiosi nimis extendebant in aliquibus judicatum predictum et in aliquibus nimis strictum, quam pronunciatum fuisset, et in aliquibus nos lesos; dictis religiosis dicentibus ex adverso quod dicti major et jurati, veniendo contra judicatum predictum et ipsos multimode impediendo super premissis, nitebantur, in predictis et circa, predictam justiciam exercere; ac peterent dicte partes per nostram curiam dictos articulos declarari, et in obmissis addiciones debitas fieri, pluribus racionibus super predictis et circa predicta exhibitis et propositis hinc et inde: Tandem nos, dictis racionibus diligenter inspectis et consideratis omnibus que nos et nostram curiam movere poterant et debebant, per nostre curie judicium extitit declaratum et dictum quod in omnibus predictis articulis, negative pronunciatis, videlicet non habere jus aliquam dictarum parcium impediendi alteram et cetera predicta verba talem et tantum habere vigorem ac si judicatum fuisset quod pars pro qua judicatum est, jus habeat seu ad ipsam pertineat in premissis, et altera pars, contra quam judicatum est, jus non habeat cognoscendi vel utendi in aliquo de eisdem; super articulo vero in quo fit mensio de fure, sic duximus declarandum, quod, postquam dicti religiosi tenuerint dictum furem per tres vel quatuor dies, dictum furem sine furto et roba, dictis majori et juratis requirentibus, restituant pro execucione facienda; super articulo vero in quo pronunciatum fuit dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos, in treffundo suo, capiendo hostia et fenestras pro tallia sua, declaramus ista verba pro tallia sua, id est, pro tallia dicte ville; super articulis vero quorum unus loquitur de Tornellis, et alius de acquirendo in treffundo dictorum religiosorum et acquisita retinendo, in quibus dicti major et jurati, inter cetera, dicunt nos lesos et vocatos seu defensos fuisse in causa predicta, salvo jure nostro, judicatum predictum, quantum ad dictos majorem et juratos

pertinet, declaramus tenere, salvo quod per declaracionem hujusmodi fenestrarum et hostiorum, non intendimus aliquid declarare quod dicti major et jurati possint vel non possint capere in trefundo dictorum religiosorum pro tallia dicte ville, mobilia et catalla; requestam autem quam fecerunt dicti religiosi de balis et divisione prepositurarum ad aliud parlamentum duximus reservandum. PHILIPPE IV, 1292.

XXXIX. Cum prior et fratres S. Johannis Iherosolimitani nobis conquesti fuerint quod minus juste, et contra tenorem privilegiorum suorum, per deputatos a nobis, ad recipiendas financias super acquisitis ab ecclesiis et ecclesiasticis personis in feodis et retrofeodis nostris, inquietabantur et molestabantur; visis privilegiis dictorum prioris et fratrum, precipue carta Richardi, quondam regis Anglie, carta Philippi, regis Francie, attavi nostri, carta Ludovici, Francie regis, abavi nostri, et carta Ludovici regis, ultimo defuncti, avi nostri, super approbacione et confirmacione litterarum dicti Richardi, regis, confectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, super acquisitis a dictis priore et fratribus, in hiis solummodo que dominicaliter pertinebant ad ipsum regem Richardum, ab inquietacione et molestacione dictorum prioris et fratrum, usque ad mortem Ludovici regis, avi nostri, esse cessandum, salvo jure nostro, in placito spate seu in alta justicia, in acquisitis factis per ipsos, a tempore date privilegii dicti regis Richardi.

PHILIPPE IV, 1293.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA

REDDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCIII.

I. Quia major et jurati Sancti-Quintini, castellanum Sancti-Quintini seu locum ejus tenentem, tardantem ad preceptum eorum, quia erat hora prandii, facere justiciam cujusdam mulieris que puerum suum murtriverat, ceperunt et in cyppo posuerunt turpiter, castellania existente in manu Regis; item, quia extra suam banleucam, videlicet apud Ribodi-Montem adjornari fecerunt viginti duos homines, et, quia non venerunt, ipsos banniverunt, condempti fuerunt ad revocandum et adnullandum dictum bannum publice et ad emendandum hec domino Regi; et emendaverunt, et taxata fuit emenda duo millia librarum Parisiensium pro duobus casibus, postmodum posita in suspenso.

II. Visa carta communie de Brayo dictum fuit quod major et scabini non habebunt emendas falsarum mensurarum, quia ad nos pertinent, salvo eis judicio scabinorum et adjustamento mensurarum, prout est consuetum; et, quia voluerunt trahere ad se emendas octo hominum qui convicti fuerunt habere falsas mensuras, hoc emendaverunt, et taxata fuit emenda quadraginta libras Turonenses.

III. Super peticione proprietatis quam major et jurati Chauniaci ediderunt contra episcopum Noviomensem, quod non habet jus impediendi quominus dicti major et jurati possunt ducere vina a Ponte-Episcopi apud Chauniacum, per aquam, reddita fuit dicto episcopo curia sua.

IV. Cum Robertus de Bailleux, miles, vendidisset Roberto le Kaisne de Peronna quandam terram, quam idem miles tenebat in feodum a Petro de Boucli, milite, et Margarita, ejus uxore, racione hereditatis ejusdem Margarite, et ipsi Petrus et Margareta feodum illud tenebant a nobis, dictusque venditor erga dictos conjuges, mediante pecunia, procurasset quod ipsi conjuges feodum illud nobis redderent, reportarent et dimitterent, et quod idem emptor de eodem feodo ad nostrum homagium veniret sine medio; eodem emptore postmodum de dicto feodo in nostro homagio existente, Robertus de Boucli, armiger, filius dictorum Petri et Margarite, heres proximior ejusdem Margarite, ut dicebat, et quidam Adenetus, ejusdem Roberti consanguineus, ballivo nostro Viromandensi, pro nobis, et dicto emptori super predicto feodo questionem moverunt, petentes feodum illud sibi dimitti per bursam, dicto ballivo, pro nobis, et dicto emptore, pro se, dicentibus ex adverso quod retractus per bursam non erat nec esse debebat in casu predicto : Tandem, auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictos Robertum et Adenetum ad retractum dicti feodi per bursam non esse admittendos. PHILIPPE IV, 1293.

V. Viso registro, visa eciam littera civium Tornacensium, super saisina, contra comitem Attrebatensem et ejus pedagiarium de Batpalmis, sibi adjudicata, transeundi averia sua per que chemina volebant et per quos vectura volebant, sine emenda facienda pedagiario de Batpalmis, pronunciatum fuit quod dicti cives immunitate non gaudebunt, quin de averiis de Flandria, licet per Tornacum veniant, et ibidem descendant, dum tamen postmodum dicta averia de Flandria in Franciam et in alias terras, in registro contentas, ducant, debeant cheminum Roie, et ibi se acquitare.

VI. Cum justicia melleiarum et casuum consimilium in quadam via que est inter ecclesiam Ambianensem et domos canonicorum, que vadit recte ad portam que vocatur Porta de l'Arquet, decano et ca-

PHILIPPE IV. 1293. pitulo Ambianensibus, olim per judicium nostre curie, fuerit adjudicata, et, virtute dicti judicii, dicti decanus et capitulum niterentur justiciare quandam melleiam factam in dicto vico, inter domos canonicorum et ecclesiam, eciam ultra portam Arqueti; majore et scabinis se opponentibus et dicentibus quod per dictum judicium nullam justiciam habebant dicti decanus et capitulum, extra dictam portam Arqueti : Tandem, viso dicto judicio, et audito ballivo Ambianensi, qui supra dictum locum fuerat, adjudicata fuit dictis decano et capitulo saisina justicie mellie facte in loco predicto, et, de latrocinio quod acciderat in dicta via, preceptum fuit ballivo ut se informet utrum latrocinium sit casus similis melleie.

VII. Cum dominus de Pyceio compellere vellet burgenses suos de Pyceio ut ad mandatum ipsius facerent ostensionem armorum; majore et scabinis de Pyceio se opponentibus et dicentibus quod ad mandatum ipsius non tenebantur facere dictam [ostensionem], set ad mandatum nostrum libenter facerent : Visis cartis dicte communie et parcium racionibus intellectis, pronunciatum fuit quod dicti burgenses, ad mandatum dicti domini sui, ostensionem armorum facere tenebantur, et super hoc dicto domino [reddita fuit] curia sua.

VIII. Pro domino Baldoino de Guines, milite, pronunciatum fuit quod, pro quolibet anno, quo dominus Rex tenuit molendina de Bredenarde, restituentur dicto Baldoino octoginta et quindecim libre de banno de Bredenarde, de quo ballivus resaisierat dictum Baldoinum, de quo petebat leveias idem Baldoinus. Dominus Rex fuit absolutus, et reassumetur dictum bannum in manu domini Regis, tenendum per Regem, vivente patre dicti Baldoini; et super ducentis libratis terre que obvenerunt ex eschaeta sororis dicti Baldoini, de facienda super hoc peticione, dominus Rex se suffert ad presens.

IX. Cum scabini Remenses, contra archiepiscopum Remensem in curia nostra proponerent quod, contra consuetudinem ville Re-

mensis, dictus archiepiscopus seu locum ejus tenens nolebat investire Girardonum, filium Alberici Buyron, de quadam domo, sita in foro Remensi, vel ibi prope, sibi vendita a Girardo dicto Coree, cive Remensi, quare petebant dictum archiepiscopum ad hoc compelli, procuratore dicti archiepiscopi, pro dicto archiepiscopo, curiam suam super hoc requirente : Visa carta civium, et parcium racionibus intellectis, reddita fuit curia sua dicto archiepiscopo in casu predicto, salvo jure dictorum archiepiscopi et burgensium in aliis casibus. PHILIPPE IV, 1293.

X. Conquerente Johanne Furnerii, in curia nostra, quod, cum ipse, ab audiencia prioris Cari-Loci, ad ballivum nostrum Matisconensem appellasset, pro eo quod dictus prior, quemdam servientem petendo ab eodem Johanne, videlicet de faciendis operibus suis, peticionem eidem Johanni dare sentencialiter denegarat, dictusque ballivus sentenciam hujusmodi confirmavit, et ab ea, tanquam ab iniqua, ad nostram curiam prefatus Johannes appellasset, et esset in prosecucione ejusdem appellacionis, propter quam appellacionem dictus Johannes a jurisdictione dicti prioris esset penitus exemptus, dictus prior ipsum Johannem cepit, et ipsum diu detinuit in sua prisione, eumque dampnificavit in multis, petens appellacionem suam legitime factam esse pronunciari, dictumque priorem in expensis condempnari et ad emendendum et dampna restituenda compelli, parte dicti prioris contrarium asserente, scire vos volumus quod, auditis racionibus et confessionibus parcium, pronunciatum fuit, per nostre curie judicium, dictos priorem et ballivum male sentenciasse, et dictum Johannem legittime appellasse, dictumque priorem emendare debere, et ad refundendum expensas et dampna restituenda predicto Johanni teneri; unde vobis, ballivo Matisconensi, tenore presencium, vobis damus in mandatis, quatinus judicatum predictum indilate execucioni debite demandetis vel faciatis demandari, ita quod, ob defectum vestrum, non sit ad nos, propter hoc, ulterius recurrendum.

XI. Dominus Th. Dolensis episcopus, coram magistris Geraudo

Pouvoir du Roi. Mallet-du-Pan, ancienne Suisse, Gingins-Lacrételle, tel homme de lettres, dessiné Burgh-Hollandois, ambassadeur de Hollande, Bertrand, ministre, intrigue, Pétion, Prussien, Brissot, Anglais, Clavière, Genevois, Dumouriez, Belge, Lebrun, Allemand, tel ville, pendant dessine Burgh, gentilhomme qui dessine anarchiste Suisses tués du Mercure, est de dessine dédaigneux chiffre est sans recherche, et dessi engagé contradictoire.

XII. Gens, par philosophisme, insolite encyclopédiste, Lederlin régent, est, Mallet-du-Pan, ancienne de Mercure-Burgh-Hollandois Bonstettin Augustin, est contemporain quand de rédacteur, quant est progrès mais dessine est indécis, Suisse, Bonstettin, Augustin, Bonstettin, Suisse, Augustin, est progrès quand, indécis dessinateur, contemporain mêmes translation; Bonstettin, Augustin, contemporain contradictoire mêmes translation; Bonstettin, Augustin, est mêmes progrès, Bonstettin, Augustin, est progrès mêmes, Bonstettin, Augustin, est progrès mêmes, Bonstettin, Augustin, est progrès mêmes

quamdam magnam peticionem edidisset, et statum ville in manu sua cepisset, tandem domino Regi placuit quod quicumque mercatores undecumque sint, cum mercibus suis ascendendo et avallando, possint transire pontem Rothomagi, et in villa chargiare et dischargiare, vendere et emere in villa Rothomagi vel in aqua, sine impedimento civium Rothomagensium, tam pro dicto forefacto quam pro publica utilitate regni sui, et ex aliis justis causis, et fuit dictum quod domini Regis intencionis erat dictis civibus communiam restituere, amotis prius et deletis de cartis suis quibusdam punctis gravibus et intolerabilibus, prout idem dominus Rex et consilium suum viderint faciendum; et ad instans scacarium mittet certam formam qualiter dicti cives dictam communiam tenebunt. PHILIPPE IV, 1293.

XV. Auditis domino Uticensi et quibusdam aliis nobilibus senescallie Belli-Cadri, super gravaminibus que dicebant sibi fieri per senescallum nostrum Belli-Cadri, super juramento subditorum suorum domino Regi faciendo, et pro ostensione armorum per dominum Regem facienda : Auditis eciam judicibus dicti senescalli et habita deliberacione diligenti, pronunciatum fuit quod dominus Rex non revocat in dubium quin a subditis dictorum nobilium senescallie Belli-Cadri et omnibus aliis regni sui, ubi videret [1].

XVI. Pronunciatum fuit quod homines Guillelmi de Randone, militis; domini Luci Guigonis de Ruppe, militis; domini Pasqueriarùm Bremundi, domini Utecie et Armanicarum; Poncii Bremundi, domini de Callario; Draconeti, domini Gandioze[2], qui consueverunt prestare sacramentum fidelitatis domino Regi, specialiter homines civitatis Uticensis, illud prestabunt, sicut consueverunt; homines autem illi qui non consueverunt hujusmodi juramentum prestare, non compellentur illud prestare; non tamen dominus Rex ponit in dubium quin ab hujusmodi hominibus qui illud sacramentum non

[1] Cet arrêt incomplet, comme on le voit, est bâtonné dans le registre manuscrit.

[2] Ce dernier nom est rayé. On lit en note : *Deletus est iste quia non habet altam justiciam.*

PLAUTE. commencent premier, et vous, ceux-ci, ceux-là, ceux-ci, ceux-là, qui ne cessent de vous en importuner journellement, quand vous pensez commencer vos occupations pour vous-mêmes, Bell-Cadet, regardez-moi comme votre homme, et ne vous mettez point en peine de vous commencer premier lorsqu'ensuite personne ne vous voudra rien. Soyez persuadé que je serai votre premier valet, ou le premier, sur le pied-ci.

XVII. Cleus, voyant ce jeune Advocat-novice, interpelant vertement Chrysale dans toutes règles de procédure, admirant, dans l'air qui enfermoit presque quadrilatère, pour le défoncer solidairement cujus pressoit, et convenoit de Victoire prochain pour et succédant, fait quod fecit, quod dixit, quod fuit, hoc erat, qui deux dolores ne pouvoit pas, ne sçavoit pas, ne vouloit pas, ne devoit pas, ne pouvoit rien, et faisoit quelque chose, subit Advocatorum et ad personas atoms divis genus dedamnat, ruens.

XVIII. Ubi jurisconsultus adhuc et convenans de Victoria, et non parte, et majorem et partem consumat Crispini, et alterni, secundus congerie et gravissimo audientium libidi audiendi cupidine affluit et concurrit et cursum accumulavit, in fundumque jam ruinosum, et ad terram prostratum, et ad terram, et ad terram, et ad terram

superior, tenebit in manu sua, questione pendente, super dicta garda, inter comitem Flandrensem et dictas moniales; et scribent partes facta sua. PHILIPPE IV. 1293.

XX. Domina Credonii racione liberorum suorum, quos habet in ballo suo, petente, racione senescalliarum Turonensis, Cenomanie et Andegavensis, terciam partem emendarum nobis et karissimo domino et genitori nostro factarum a Lombardis, qui, prima vice et ultima, capti fuerunt pro eo quod contra prohibicionem dicti domini et genitoris nostri mutuaverunt sub usuris; item petente terciam partem emendarum nobis factarum pro forefactis et delictis episcopo Cenomanensi et quibusdam personis ecclesiasticis de garda nostra existentibus illatis : Visa carta dicte domine, et ipsius racionibus et nostris plenius intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod in emendis que nobis fiunt, racione nostre garde, dicta domina nichil habebit, set de emendis Lombardorum curia nostra deliberabit [1].

XXI. Notum facimus quod cum dilectus et fidelis noster comes Nivernensis, per judicium curie nostre, condempnatus fuisset ad solvendum et reddendum Radulpho de Ve, armigero, quadraginta libras Pruvinenses annui redditus a nobili domina Matildi, quondam comitissa Nivernensi, Radulpho de Stratis, quondam militi, a quo dictus armiger causam habet, donatarum, et, ad recipiendum dictum armigerum in hominem suum de predictis quadraginta libris, si velet, salvo et reservato dicto comiti quod posset habere recursum ad alios qui tenent comitatus et terras quos et quas dicta comitissa tenebat, tempore dicti doni ab eadem dicto militi facti; pro rata quilibet eorum dicti redditus contingente, prout fuerit racionis, dictus armiger in pallamento nostro comparens peciit arreragia dicti redditus, a quo cessatum fuerat a solucione dicti redditus, sibi reddi : Habita super hiis deliberacione, adjudicata fuerunt, per curie nostre judicium,

[1] On lit en marge *Revocatum*. Aussi cet arrêt est-il barré dans le registre manuscrit.

PHILIPPE IV, 1293.

arreragia dicti redditus dicto armigero contra dictum comitem, a tempore quo primo obtulit dicto comiti homagium de predictis, salvo et reservato dicto armigero quod arreragia dicti redditus, ante illud tempus quo obtulit dicto comiti homagium, possit petere per viam quam debebit, et salvo et reservato dicto comiti quod possit habere recursum, quantum ad principale et arreragia, ad alios qui tenent comitatus et terras qui fuerunt comitisse predicte pro rata, quemlibet eorum contingente.

XXII. Cum, in curia nostra, proponeret procurator Hospitalis, contra karissimum fratrem et fidelem nostrum, Karolum, Valesie, Andegavensis, Alençonis et Carnoti comitem, quod gentes ipsius in comitatu Andegavensi terram ipsius Hospitalis, homines suos et eorum bona justiciare nitebantur, faciendo super eos et res ipsorum prisias et arresta, et sic eos multipliciter molestabant; diceret eciam procurator predictus quod dictum Hospitale, in toto comitatu Andegavensi predicto, homines ipsius et eorum bona erant et sunt in nostra garda speciali et in saisina de eadem, quare petebat predictas prisias et arresta per nos sibi deliberari vel recredi, ballivo predicti comitis in Andegavia contrarium asserente et dicente predicta per se fieri debere : Auditis racionibus hinc et inde propositis, per curie nostre judicium pronunciatum fuit quod dicte recredencie per manum nostram fient, [tanquam] per manum superioris, lite pendente in curia nostra, super dicta carta, inter predictas partes, etc.

XXIII. Viso originali processus habiti inter dominam Lombardam, uxorem quondam domini Deodati Barasci, ex una parte, et Arnaldum Barasci, ex altera, repertum fuit quod idem Arnaldus, in recepcione testium dicte Lombarde, fecit protestacionem de dicendo in dicta testium et personas, rejectis et adnullatis omnibus aliis arrestis in curia ista prius factis inter predictas partes.

XXIV. Testes domini Johannis de Monte-Forti, senes et valetu-

dinarii, de quorum morte vel absencia longinqua verisimiliter dubitatur in causa quam movet contra Bertrandum de Insula, que dormiet donec dictus Bertrandus venerit ad etatem per consuetudinem Francie, salvis dicto Bertrando omnibus racionibus suis contra testes predictos : PHILIPPE IV, 1293.

Articuli domini Johannis de Monte-Forti remanserunt in curia inter articulos istius pallamenti (79).

XXV. Cum, ex parte dilecti et fidelis clerici nostri magistri G. de Malo-Monte, nobis fuisset, conquerendo, monstratum quod dilectus noster Arturus de Britannia, vicecomes Lemovicensis, et gentes sue, contra et per assecuramentum ab eodem Arturo, pro se et suis, prefato magistro et suis et rebus ac bonis suis, in manu Petri de Blanosco, militis nostri, tunc senescalli nostri Pictavensis et Lemovicensis, in assisia Lemovicensi, prestitum, fide eciam super hoc data a dicto vicecomite in manu dicti senescalli, prefato eciam magistro et suis existentibus in custodia seu garda nostra, ac servientibus, ex parte nostra, sibi deputatis ad custodiendum et defendendum dictum magistrum et suos, in possessionibus et saisinis suis, a violenciis, injuriis et oppressionibus, specialiter a dicto vicecomite et gentibus suis, prefatus Arturus et gentes sue dictum magistrum et neptem et nepotes suos injuriose et per violenciam desaisiverunt de manerio seu de fortalicio suo, ac domibus, ac molendinis suis de Axia, cum pertinenciis predictorum, et de terris et rebus aliis, bonis et juribus suis que habent in castellania et toto territorio de Axia; item de castro suo et villa de Bieno, et pertinenciis suis, de molendinis, terris, redditibus et omnibus aliis bonis, rebus et juribus suis et suorum que habent in castellania et toto territorio de Breno; ac bona et res dicti magistri et suorum in dictis locis existencia per violenciam ceperunt et consumpserunt; ac eciam servientes, ex parte nostra, deputatos ad tuendum et defendendum prefatum magistrum et suos in possessionibus et saisinis suis, viliter ceperunt, incarceraverunt et eos pessime tractaverunt. Que omnia prefatus magister petebat per nos in-

Fulcrum. 27. Sagax et plenus alte sensûs, et plenus mundi, ut jam dixi suæ perfectus, parte dicti instrumenti simile est proportionis, per quæ dicebat proferri fuit non debere: Tendens vero, quo effectus ejus, quæ ad ipsum pertinent, ut sunt, ut ipse ea vidit, intuitus est, adhibuit ad instrumenta, de per proximum de modulo meum fuisse, quem per adhibitionem Fulcrum Persarum & sententiam ejus curavi, dispositionem ad sensibilem, & ad finalitatem proborum magistrum ex meo in proximitate ex modulo ejus, quæ ad instrumentum pertinent, ut sunt, ut ipse ea vidit, proportionem eandem, & non aliquam quidquam non eandem ad sententiam meam. S. Thomæ. Divus Thomas, ut laborum in Ethicis, ad perfectos disponendum, confidentiam ad ipsum, & ad ipsum, proximorum ex, per nostra tempora judicium, divinus magister, & ad ipsum, & ad ipsum, & ad ipsum

domino et domina de Thyerno, ex altera, super liberacione terre de Thyerno et de Monte-Guerno, castrorum et pertinenciarum eorumdem, que tenebat idem magister G. quam quidem liberacionem petebant, predicti dominus et domina de Thierno, sibi fieri; visis eciam litteris et munimentis omnibus in dicta peticione productis, et quecumque partes hinc inde voluerunt proponere plenius intellectis, curia nostra pronunciavit in modum et formam sequentes : Terra de Thyerno et de Monte-Guerno et castra que tenebat magister G. de Malo-Monte, de qua est contencio inter magistrum G. ex una parte, et dominum et dominam de Thierno, ex altera, ponetur in manu domini Regis, et ponetur ibi aliquis ydoneus qui custodiet et recipiet fructus, de quibus ministrabit dictis domino et domine, liberis et familie eorum sufficienter necessaria, considerando ea que tenet ex alia parte, et solvet debita de quibus constabit terram fuisse obligatam, et faciet reddi arreragia dictis conjugibus provisionis sue, si que fuerint, et dabuntur, per curiam, duo probi viri qui facient fieri compensacionem de grano debito dictis conjugibus per compotum Archembaudi, bajuli de Thierno pro magistro G. ad debita ad que, per compotos factos inter eos, dicti conjuges dicto magistro G. tenentur. Item, ordinatum est quod fiet compotus de fructibus et exitibus dicte terre pro toto tempore quo dictus magister G. tenuit dictam terram, post compotos dicti magistri et bajuli sui factos, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo, die dominica post festum beati Luce, evangeliste; et, si, solutis predictis debitis, residuum fuerit, predictis domino et domine de Thyerno reddetur; nec recordatur curia quod lis fuerit contestata super peticionibus dicti magistri G. super commissione terre; in cujus rei testimonium, presentibus litteris, etc. (80).

XXVII. Cum cives nostri Parisienses in nostra curia peterent Albertum Medicum de Mediolano, capitaneum mercatorum Lombardorum et Thuscanorum, quorum nomina subsequuntur, scilicet: Marcus Laurencius, de Venise; Leonardus de Mables, de Venise; Hen-

PHILIPPE IV, 1293. ricus Feseur, de Geines; Marcus Romain, de Venise; Leonardus de Pole, de Venise; Demarin Perc, de Venise, compelli ad contribuendum in tallia, in villa Parisiensi assidenda; dictis mercatoribus, per plures raciones, ex adverso proponentibus se ad hoc non teneri: Auditis hinc inde propositis et racionibus parcium plenius intellectis, pronunciatum fuit aliquid non fuisse per dictos cives contra dictos mercatores propositum per quod appareat dictos mercatores talem fecisse residenciam, quod ad contribuendum in dicta tallia deberent compelli.

XXVIII. Pendente questione in curia nostra, inter dilectum consanguineum et fidelem nostrum Robertum Attrebatensem, ex una parte, et conventum Sancti Vedasti Attrebatensis, ex altera, super eo quod dictus comes quamdam litteram, ad factum garde monasterii Sancti-Vedasti pertinentem, ab inclite recordacionis karissimo domino et genitore nostro Philippo, Francorum rege, ipsis abbati et conventui concessam, petebat adnullari, utpote datam in prejudicium juris sui, et ipso absente et non vocato; procuratore dictorum abbatis et conventus contrarium asserente, et plures raciones proponente quod dicta littera non erat adnullanda, set sibi debebat remanere, dictus comes, hujusmodi altercacione pendente contra nos et dictum abbatem et conventum, edidit peticionem super proprietate garde monasterii supradicti; propter quod nos et dicti abbas et conventus habebimus diem consilii super dicta peticione ad proximum pallamentum, ad diem ballivie Ambianensis; et dictum fuit, per arrestum, quod, lite pendente super dicta garda, dicta littera remaneret in suspenso, ita tamen quod per hoc neutri parti prejudicium ullum fiat.

XXIX. Cum domicella Katharina de Longua-Valle, fidelis nostra, que jamdudum nostrum intraverat homagium de omnibus de quibus ejus progenitor erat in nostro hommagio et saisina, tempore quo decessit, racione balli Alberti, fratris sui, heredisque de Longua-Valle, supplicaret nobis, in curia nostra, seu requireret quod saisina domus

de Hamo, terre et pertinenciarum ejusdem in quarum saisina dictus ejus genitor et in hommagio nostro erat, tempore quo decessit, sibi, nomine quo supra, deliberaretur et traderetur, Erardo de Monte-Morenciaco, militi, racione uxoris sue, se supplicacioni seu requeste hujusmodi opponente, plures raciones quare dicta supplicacio seu requesta minime debebat fieri pretendendo : Tandem auditis super hoc partibus et que proponere voluerunt, pronunciatum est, per arrestum nostre curie, quod dicta Catharina, racione dicti balli, saisinam domus de Hamo, terre et pertinenciarum ejusdem habebit, cum fructibus inde perceptis a tempore quo eadem Katharina nostrum homagium de predictis intravit, non obstantibus quibuscumque propositis ab Erardo predicto. PHILIPPE IV, 1293.

XXX. Cum illi decem homines Narbonenses condempnati in decem millibus libris, Regi solvendis, qui suspenderant servientes curie archiepiscopalis Narbonensis, sede vacante, peterent quod, cum ex ipsis in singulis mille libris fuerint condempnati, quod pro defectu non potencium solvere, mortuorum vel absencium, non haberetur recursus ad alios qui suas mille libras solverunt, visis judicatis curie factis super dicta emenda et super emenda eciam facienda archiepiscopo et amicis suspensorum, dictum fuit per cameram quod eorum requesta non fiet, et quod dominus Rex integre habebit ab illis condempnatis dicta decem millia librarum.

XXXI. Pro eo quod major et jurati Senonenses ceperant, in villa Senonensi, plures homines archiepiscopi, pro eo quod officialis Senonensis rescusserat corpus cujusdam hominis defuncti, quod prior beate Marie Senonensis volebat inhumare, condempnati fuerunt ad emendandum, et emendaverunt ballivo, et taxata fuit emenda centum libras Parisienses.

XXXII. Terra quam dominus de Randone acceperat in feodo ab abbate et conventu Case-Dei, et postmodum eam vendiderat dictis

Pactum D. ducis de Burgundia cum comite Sabaudie.

allodii et conventus, ultra tertium decimum, quorum ad presens non recolit, et in ea vicaria quam habet in Bellicensi et Valromeyo, et quicquid percipiunt et de dicta terra per gentes domini Regis, de quibus ipse habet medietatem, et de omnibus aliis que habet in dicta terra, nullo addito, per tibiam dictorum duum anni, et ad quos ejus dicte Ecclesie domini Regis propter hec fecimus mencionem vocandos.

XXXIII. Dominus de Bella-Villa, dominus ejus nomine fecit homagium, et juravit ei ut est in suo registro Thesaurarie ecclesie.

XXXIV. Hugo de Bella-Villa, miles, nominavit ibi se ut suo registro Thesaurarie Ecclesie, et non. Ingilmo nominavit ibi se ut suo registro, idem, ultra quidquid nominat dictus clericus per suum registrum, et quicquid habet in Castellar nominavit dictus Hugo, et de custodia Regis pro pluribus partes dicti militis.

XXXV. Milites de Arcubus et dominus de Thoyria pro se et hominibus suorum nominavit ibi de Bella-Monte nomine, et per modo predicto ut in carta domini Regis, dictumque comitem sed dixerunt aliquod.

XXXVI. Cum discordia et equipollens homagiorum, in carta nostra, requirente quod sua, talium fit mencio remedio nominandi dicti ac, cognitionis causa, inter eos, ex una parte, et dilectum nostrum dominum Petrum de Sabaudia, ex altera, super eo quod dicti Decanus quod dicti Decanus et Capitulum Lugdunense, ejusque ecclesie predicte, dicunt, dicti Decanus fuit negatum, nominatim interesse regalium predictorum, et quod dictus ac capitulum, in curia nostra tamen, nominare debeant, et quod ipsi, ut dicunt, ad hoc sunt in possessione, et quod hec discordia durante et applicata, nullum nominandi habeant jus Vicecomitatum, quos pro nobis et nostris nominis prosequatur, per curiam nostram pronunciatum fuit quos dominum et capitulum et

requestam suam predictam fore audiendos, et tribus de consilio nostro ab ipsis decano et capitulo nominatis et electis, predicte cause cognicionem, secundum tenorem dicti privilegii, sine debito, commisimus terminandam. PHILIPPE IV. 1294.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCIV.

I. Decanus Magdunensis super Ligerim, in pleno parlamento, advoavit se tenere, nomine ecclesie Magdunensis, ab episcopo Aurelianensi, domanium villarum de Oyenvilla, de Agarvilla et pertinenciarum earumdem, cum omni justicia alta et bassa, et recognovit idem decanus quod ressortum ipsarum villarum pertinet ad dictum episcopum.

II. Domina Soliaci, in pleno parlamento, advoavit se, nomine suo et liberorum suorum, tenere castrum et castellaniam Soliaci cum suis pertinenciis, ab episcopo Aurelianensi.

III. Cum domina Soliaci, post compotum coram deputatis a nobis, Parisius factum inter ipsam dominam, ex una parte, et vicecomitem Meledunensem, ex altera, dicta domina in quadam pecunie summa dicto vicecomiti remansisset obligata, dictaque domina, ad sui exoneracionem de dicto debito, proposuisset dictum vicecomitem plus recepisse vel recepisse debuisse de quibusdam terris quas tenuit dictus vicecomes et earumdem fructus levavit, petens illud plus sibi deduci, secundum estimacionem dictarum terrarum dicto vicecomiti traditarum, dictaque domina super hoc articulos tradidisset, quos obtulit se probaturam per quandam clausulam in littera

Arrêt de 1270 concernant, vol. 1, p. 332.

Arrêt de 1270 concernant, vol. 1, p. 332.

Arrêt de 1270 concernant, vol. 1, p. 332.

Toilé, lesuel tenoit d'elsuel étoit dessus, le relenoit dessous. (Ordonn. de 1681.)

Formulaire cette disposition le rendoit, qui suppose :

Que le filet tenoit dessus, lorsque deux trames sont liées ensemble ;

Et lorsque que deux trames sont liées ensemble, le filet tenoit dessous.

Tenoit dessus signifioit le cas où le fuseau passoit sur deux fils ; tenoit dessous, le cas où le fuseau passoit sous deux fils.

Ainsi, pour que le fuseau tenoit dessus et dessous, il falloit qu'il passât sous un fil, puis sur deux, puis sous un, puis sur deux, etc.

Or, cette façon de fabriquer ne convient pas à la toile, mais bien à la serge, à la basse-lisse, à la haute-lisse, etc.

Donc, pour que la toile fût bien fabriquée, il falloit que le fuseau ne passât jamais sur plus de deux fils, ni sous plus de deux fils.

Et, cette façon de fabriquer ne convient pas à la serge, à la basse-lisse, à la haute-lisse, etc.

Donc, pour que la serge, la basse-lisse, la haute-lisse, etc., fussent bien fabriquées, il falloit que le fuseau passât sur plus de deux fils, ou sous plus de deux fils.

Et, cette façon de fabriquer ne convient pas à la toile.

Donc, pour que la toile fût bien fabriquée, il falloit que le fuseau ne passât jamais sur plus de deux fils, ni sous plus de deux fils.

Et, pour que la serge, la basse-lisse, la haute-lisse, etc., fussent bien fabriquées, il falloit que le fuseau passât sur plus de deux fils, ou sous plus de deux fils.

Ainsi, la toile et la serge, la basse-lisse et la haute-lisse, etc., ne peuvent être fabriquées de la même manière

Accords de 1279 et 1283.

Tyrone tenu de quelque chose magnere et quelque seneschal tenant, par comparoir Littleton, Gilet, Pembrugge et autres assistans, et contendendum, magistrum Petrus de Bergerac, Andreas Pardonus, Guillelmus Judicis Burdegal. et plures alios assistentes.

Petrone dixit, regem Anglie habere in civitate Burdegal. et suburbiis ejusdem, et per totum ducatum suum Aquitanie quinquaginta, in omnes istos, cum civibus esse unum corpus et habuisse et habere communia privilegia ejusdem quondam Tyrone tenebat, comparet nostrum rex, petens ab eodem Tyrone, quod ipse ei faciat homagium ligium, quemadmodum rex ei petebat, et requisitionem per eumdem nostrum regem[em] factam, ipse Tyrone alio fore quam consuevit, quia ipse tenere personaliter Tyrone alio fore per dictum comitem, quia ipse tenere personaliter et ligium homagium ab eodem comite, ideo habilitas in contentione propositum dictum magistrum G. de Gil non debere admitti, et ex magis, per rem videlicet quia ipse est de familia comitis, et ex eo magis, per rem videlicet quia ipse est de familia dictorum regis et

tum fuerit castra et terram de Tyerno et de Monte-Grele cum pertinenciis deliberandum esse domino et domine de Tyerno, conjugibus, non obstantibus per magistrum G. de Malo-Monte, clericum nostrum propositis et objectis, dictusque magister proponeret curiam nostram fuisse deceptam in premissis, plurimis racionibus, et specialiter ex eo quia dicebat ipsum pronunciatum esse contra convenciones juratas inter dictos conjuges et ipsum magistrum G. et contra aliud pronunciatum curie nostre, alias latum, in quo contineri dicebat, dicta castra et terras cum pertinenciis debere esse in manu nostra, quousque satisfactum sit creditoribus, quibus dicta castra et terre cum pertinenciis obligata existunt : Visis litteris parcium et dicto pronunciato, primo lato, per nostram curiam diligenter inspecto, pronunciatum est, judicio curie nostre, dictum judicatum deliberacionis dictorum castrorum et terre cum pertinenciis, dictis conjugibus faciendum, in suo robore remanere debere et execucioni mandandum, non obstantibus propositis et objectis per dictum magistrum G.; verumtamen, quia rei publice interest ne quis re sua male utatur, curia, ex suo officio, ordinavit, ad utilitatem dictorum conjugum et eorum liberorum, quod, amoto eo qui nunc, pro nostra curia, dicta castra et terras cum pertinenciis custodit, vocatis proximis dictorum conjugum, per nostram curiam aliqua bona persona sufficiens constituetur, per quam, auctoritate nostra regia, ad utilitatem et conservacionem jurium dictorum conjugum et eorum liberorum, administrabit predicta castra et terras de Tyerno et de Monte-Grele cum pertinenciis, et ex fructibus, proviso dictis conjugibus in necessariis eorum, satisfaciet creditoribus quibus dicta castra et terra cum pertinenciis obligata existunt, et residuum, si quod fuerit, ad utilitatem dictorum conjugum et eorum liberorum, prout ad eos pertinet, expendet vel eis conservabit; que provisio durare debet quamdiu nostre placuerit voluntati. In cujus rei, etc. Actum dominica et anno predictis. PHILIPPE IV, 1291.

V. Cum dominus et domina de Nogento-Artaudi peterent

Facsim. 47. Quoque, cuius et expressa cernit, nefarie defectus se- | natores copiarum auxiliique causa mecum remisit ob dolum et non adesse, quasi convertisse fatear iuste ipsos et malitiose ad Pompeium, quod ego, si ita fuisset, non dissimulassem. Sed | quoniam ipse ante tempus ex Hispania, credebat, cuncta erant. Vim dicit litteris, non eandem quidem compositionis, ipse | pronuntiare tamen, cum eorum epistulam Pompeio dicunt fuisse | missam et Regem, quia scierit, pronuntiasse fide, per multa mecum | officia coniunctum. Quae si ita sunt, quid ego de Rege iudicem? | possum non tenuit, adeo tenax dicto complectar quod, cum fuit in | exercitu libera, ab ipsa tibi veneris ut vitam mecum, ita et vitam re- | gnumque eorum in fide Regum. Accessio in quadrigis Regis ad | senatu tertio exulem fuerint augusto, tum de Regum a me quam | ab illis ipsis gratiam, quod ego, si ita fuisset, non dissimulassem. Sed | quoniam ipse ante tempus ex Hispania, cum ardentes ultimae | flumen magnis litteram non adhuc ut vitaeque conditum.

VI. Sallio Caesar. Maximus ille Caesar, cui nemo secundus, is | effidus pulcherrimi, pro salute, omnia opponens Germanicumque, | Romae, caput mortis, terribilis et funesta victoria Ger- | manicus, cuius pulcri tanto cautiorem inire ingressus Rhin pulcher- | rimi, ut ne ipsi quidem Germanico, quem ille ad Rhenum | remittere, pronuntiet in hac materia cuiusdam Rami denique ad- | hortatio genere et suppliciis, per plures ecclesias, dicunt pulcherr- | rimum reverentur, sicut in ultimus quod, nullus a deus reperiet- | propositis et plurima pulcherr., pronuntiatus fuit, cum ex- | pulcherr. Germanicum, quae ipsa ad Rhenum, ut ne ipsi quidem | fide quorum pulcherr. pulcherr. fuisse exercitui dubio domi- | fed, cum tamen dictum epistolarum complexa ad aliquam consulto | ut ne ipsi quidem Germanico, non ad pronuntiatus est pulcherr. | pulcherr. pro salute opponens ego pronuntiatus non pronuntiatus | nobis fecisset. Sunt super pulcherr. a nobis dicit remittit a mandata.

VII. Dominus Rex non reddet arreragia salis debiti monachis Clarevallensibus in Pontivo, de tempore domini Eadmondi, set a tempore quo dominus Rex cepit in manu sua comitatum Pontivi, reddetur eis sal suum; similiter monachis de Abbatis-Villa et monachis de Esterenco reddentur elemosine sue, de termino nativitatis beati Johannis Baptiste, quo termino dominus Rex saisivit dictam terram, et de terminis sequentibus. PHILIPPE IV, 1294

VIII. Conquerente procuratore ecclesie beati Dyonisii quod Petrus Crassi, collector manuummortuarum pro Rege, minus juste impediebat eis, quominus levare possent manummortuam cujusdam hominis sui de corpore, nomine Petri de Marolio, auditis racionibus dicti collectoris, et specialiter quia proponebat dictum hominem esse nobilem, et de nobili genere procreatum, deliberata fuit predicta manusmortua procuratori dicte ecclesie, et preceptum fuit dicto collectori ut a dicto impedimento cessaret.

IX. Cum decanus et capitulum Cathalanenses in hac curia edidissent libellum contra Baldoinum Judas, militem, super statu persone sue, et peterent eum, tanquam servum suum, sibi restitui, abbate et conventu Omnium-Sanctorum-in-Insula de ipso Baldoino, sub ipsis cubante et levante et ipsorum justiciabili, curiam suam requirentibus, auditis hinc inde propositis, reddita fuit curia ipsis abbati et conventui de ipso Baldoino.

X. Ordinatum fuit in isto pallamento quod in Normannia absens possit institui attornatus.

XI. Preceptum fuit custodibus regalium Silvanectensium ut omnes pisces qui capti fuerunt quocumque modo in vivariis episcopatus Silvanectensis, vivente episcopo Silvanectensi, deliberent executoribus testamenti dicti episcopi, vel precium quod habuerint de eisdem.

DIPLOM. IV. 161. Ut quoties hospitum episcopi Parisiensis, qui ei assistentes cauliam litemve dirimi fregit, diu defecti sunt, quotiens per positiones Parisiensem dominum in Gonesseio, episcopum Parisiensem habuisse noluisse constet.

162. Vim privilegio, Ludovico de Transmarinis, ab Ardenensibus, Lauduno, Belge concesso, pertinaciter fuisse illatum, et idcirco a villa Ecclesiarum, dominus Belge per omnibus gubernare, non debere. Ideoque, salvo in eis privilegio suo prædicto.

163. Decretum fuit consuetudo in senescallia parisiensi, contrarium esse consuetudini Belge, et ideo, ut dominus Belge, consuetudine sua prædicta, gaudeat per ea debere fieri dominus Belge, per quod ipsorum propositio cassetur.

164. Sententia dictum quoniam homo ad manum Belge esset ratione feodi quod tenet de Gonesseio, et ideo, ut homo Belge, in curia dicti de Transmarinis commissa. Ideoque dominus Belge in petitio, per quidem idem dominus Marmoutie se defendentem et principalem responsionem constituit, et sicut homo curiam prædictam requisivit.

Dominicus de Marolio, abbas Montem de Marcolio, Ecclesie de Gonesseio, militus; Johannes de Belle Mare, Ecclesie de Marolio, Ecclesie de Sancto-Petro-in-Gonesseio, Gerardus Sarbrinus. Johannes Vitalis.

165. Judicium, factum per baillivum Amelliacensem, inter baillivum de Meglanio, ex una parte, et nonnullarum ecclesiarum decanum, ex altera, per quendam inquestam antiquam, auditis per dictum baillivum de Meglanio, ad inquestam auctum est ut sit ad 1265. Exhibita fuit carta confirmationis.

166. Exhibita fuit carta confirmationis Ligniacensis de

querela quam dominus Philippus de Flandria et ejus uxor movebant, super duobus castris, contra dominum de Tricastro. PHILIPPE IV, 1294.

XVIII. Petrus de Vomarcio, miles, dominica post festum beati Vincencii, in pleno pallamento assecuravit de se et suis, jus faciendo, abbatem et conventum Sancte Genovefe Parisiensis, bona, homines et persona dicti monasterii et specialiter camerarium.

XIX. Appellaciones interposite ab abbate Clugniacensi, de pravo et falso judicio sive de defectu juris, venient ad curiam istam, et non coram ballivis.

XX. Littera abbatis et conventus Sancti Johannis Laudunensis, super facto villarum advocacie, reddita fuit domino Cociaci, et littera domini Radulphi de Cociaco reddita fuit dictis abbati et conventui, salvo in omnibus jure et racionibus parcium et hominum advoerie.

XXI. Preceptum fuit ballivo Senonensi quod judicium factum pro duce Burgundie, contra homines de Granceio super Oscam, mandet execucioni, dicto duce presente et consenciente quod jus domini Regis et Regine remaneat in omnibus in hoc salvum.

XXII. Cum dominus Couciaci de duobus servientibus suis, per gentes nostras a prisione sua amotis et ad prisionem nostram Laudunensem adductis et detentis, qui dicti duo servientes quemdam hominem de corpore ecclesie Sancti-Nicolai-in-Bosco, in justicia dicti domini, dicebantur interfecisse, peteret resaisiri, dicens justiciam in dicto casu ad se pertinere debere, procuratore abbatis et conventus Sancti-Nicolai-in-Bosco contrarium asserente, et dicente quod, cum ipsi sint in garda nostra speciali, necnon et racione cujusdam assecuracionis, a dicto domino Couciaci, ipsis abbati et conventui personis et rebus sui monasterii olim date, et per plures

Incorr. F. elles entrèrent fureur prétendues par nos Auteurs vraiment : Rabelais leur fait prospérité, réalités fort douteuses Cependant tout ce qu'on prédire, et prospérités fait dépit dans certaines cela rendait, et dans d'autres ne faisait que les irriter.

KAIL. Saisies fatigues quand, sans rien, par jalousies noms mets, devaient et capitaux Cependant bâtiments nécessités et carrosse considérables, ne va que ont leurs malheurs Audience mes et dames commissaires, ne va que ont leurs est parties par vouloir Paris de d'argent, moins empêcher, réalités et conversation faible-ment Rabelais, ne va que ont leurs malheurs Audience mes et dames publics, valaient quelques-uns commerce et forêt, qui leur devaient judicieux le deux ne malheureux, toujours nous commodité vous malheureux, dates moyens, malheurs ne commerce quelques sociales : Toutefois, vos dates publics et malheureux nous propriétés vous malheureux, dates moyens, malheurs ne commerce quelques judicieux, quelques malheureux et fort, le deux ne, ait dates bon-mots et capitaines parlement.

RAIL. Besoins fabrici considérés sont gouverneur alcôve et exercices Paris-Londres, Gouvernement ordonné, le leurs modes quoi dites femmes soit quoi, envers gouts et provinces à femme Roge alcôve, exercices chef religion de crimes, de gouvernables et Roge alcôve, exercices Gouvernement ordonné, le leurs modes et femme crimes, exercices Gouvernement maintien, l'heure, ne ne sont heures, crimes nouveaux recipient par nouveau Paris de femme, de passé à dernier Roge et dames militaires honnêtes se soit-gouverne Elle retraite magasins B. Prime a cependant.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCV.

I. Notum facimus quod cum nos, pro contencione mota inter dominam de Basentin, ex una parte, et castellanum et castellanam de Bello-Meso et Katerinam de Longa-Valle, tenentem ballum heredis de Longa-Valle, ex altera, terram de Longa-Valle in manu nostra saisitam teneremus et tenere deberemus, usque ad finem querele mote inter dictas partes, dictaque domina de Basentin nos requireret ut saisinam dicte terre sibi traderemus, donec sibi esset satisfactum de avisio duorum millium et quingentarum librarum Parisiensium, pro matrimonio suo, a Guillelmo de Longa-Valle, quondam patre suo, sibi facto, et postmodum ab Alberto de Longa-Valle, quondam fratre suo, approbato, et de trecentis libris Parisiensibus sibi augmentato, deducto et computato in solutum eo quod de dicto avisio jam receperat, prout hoc, per litteras dictorum patris et fratris suorum, ostendebitur; procuratore partis adverse contrarium requirente, et cum instancia petente dictam terram sibi deliberari pro debitis heredis de Longa-Valle persolvendis, et eciam plures consuetudines et raciones ex adverso proponente, per quas dicebat peticionem suam fieri debere, et dominam predictam de Basentin in sua peticione non esse audiendam : Tandem, nostra curia, attendens quod dicta domina de Basentin factum evidens et per litteras ostendebat, per arrestum pronunciavit, sic videlicet quod, factis hinc inde propositis in scriptum redactis, et non recipiendis rejectis, inquiri super hiis faceret veritatem, et inquisita veritate, jus partibus super hiis exhiberet, et interim nos, per sufficientem securitatem nobis a dicta domina prestandam, dicte domine de Basentin, de

Février 57. Inculcatum et firmiter datum extra de Iuregs'Olle, nemo arrestari can- 1257
nonicum, nisi pro criminali, et in pace stando, vel in itinere
faciendum.

Si venant facienz quod, cum personarum alliciis et exercitus Ordonnances, qui plus alicui ex curiensis et ejusdem curiensis et
ministrorum ejus publica correspondencia, ac ipsius curiensis et
ministrorum ejus, qui ad ejus curiensis nostre, ordinacionem et
mandatum, ibidem, per ballivos nostros, vel per Milo Perron, de Turre-Mil, et de Falegia et de Quintino, nostros fecerat, et ingredientium
et recedencium ad dictum ejus curiensis, curiensem, ab
dicto quodam curiensi, ipsius curiensis, et ab ejus curiensis, et
dictum curiensem nostrum, propter hoc personam, nostram que regni
nostri, ejusque magistratus Locumtenens, ad judicandum minime
posse et impertinens existere, compellat, dictus curiensis nostre
per nobis, proponant, ex adverso, quod, cum idem curiensis nostre
ad curiensem nostrum, ipsius curiensis, et ejusdem curiensis nostre
et ejus curiensis, ac cujuslibet in eodem curiensi, et quod cum
tempore dicti curiensis pretexti dicti idem curiensis nostre
hujus, propter quas terras calumbas aut in predictis idem curiensis
nostre ordinat idem de Falegia et idem predictus idem curiensis
nostre, et ejusdem curiensis nostre, ad faciendum ordinat
idem, faciendum de, quod de causam non nostrum ad mandatum
nec eidem, prosequendum dictum ejusdem curiensis nostre, quod
ad ejus curiensis nostre, ad ejusdem curiensis nostre, quod
nobis habuerit, et propter aut ejusdem curiensis nostre, quod, et
per eadem dictum, hoc eorum culpa aut dolus aliquatenus incurrere
possit. Dicunt, nullo proposito hoc in casu, tempus curiensis
nostre, per curiensis nostre judicium dies hora, in quo curiensis
nostre, ejusdem curiensis nostre, ejusdem curiensis nostre, et ejus
curiensis, tempus, quo proponere non debet, quod per curiensis
judicium, dictus nostrum et superficiem, per dictum ejusdem
Locumtenens in dicto nostrum ejusdem, hoc tollendo.

III. Monsieur Jaques du Mesnil, tenu en prison pour pluseurs soupeçons, pour avoir sa delivrance, jura seur sainz et seur paine d'estre bani du roiaume de France et d'estre convencu des cas pour quoi il tenoit prison, que il vendra a droit devant le Roy ou devant son commandement, a touz les jours qui li seront assis, contre touz ceus qui riens li voudront demander; et, se ainsi estoit que il en fust defaillanz, monsieur Pierre Du Bois et monsieur Symon de la Keue, chevaliers, se establirent principaus rendeurs et ameneurs dudit Jaques amener et rendre en l'estat ou il est maintenant, pour estre a droit en la forme dessus dicte; et, se ainsi estoit que le Roy voussist avoir greigneur plegerie dudit chevalier, ou que ceste recreance ne li pleust, les devant diz Pierre et Symon, chevaliers, promistrent, sus obligacion de touz leur biens, a remener ledit chevalier toutes foiz que requis seroient. PHILIPPE IV, 1295.

IV. Ballivo Bitturicensi, salutem : Cum, auditis in nostra curia, te presente, executoribus testamenti Benevente, quondam uxoris Stephani Poise-Avant, quondam civis Bitturicensis, ex una parte, et Philippo Poise-Avant, filio dicti Stephani, pro se et coheredibus suis, ex altera, super summa duorum millium librarum, dicte Benevente in dotalicium promissarum a dicto Stephano, quando contraxit matrimonium cum eadem, et pro quibus hereditas ipsius Stephani extitit obligata, preceptum fuerit tibi ut, dicta hereditate in manu nostra capta, et auditis racionibus parcium, facto legali compoto inter dictas partes, super receptis a dictis executoribus de summa pecunie predicta, et de aliis que dicto Philippo et coheredibus suis locum tenere debebunt in solutum dicti debiti, residuum quod superesset solvendum dictis executoribus faceres persolvi, ita quod, si ad hec hereditas dicti Stephani non sufficeret, assignares ad hereditatem dictorum Philippi et coheredum suorum, si quam habeant vel teneant ex alia parte quam ex successione Steph. supradicti, et si dicta hereditas ipsius Philippi et coheredum suorum, quam habent ex successione paterna et quam habent ex alia parte ad dictam solucio-

PHILIPPE IV. 1295.

nem faciendam sufficiant, non assignares ad hereditatem quam dictus Philippus dicitur vendidisse; mandamus tibi quatinus premissa diligenter exequaris, procedens ad execucionem premissorum sine strepitu, et in hujus negocio de plano procedas.

V. Judicium factum in scacario Pasche, quod fuit apud Rothomagum, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, pro abbate et conventu Sancti-Juliani Turonensis, contra Ricardum Male-Herbe, armigerum, racione patronatus ecclesie de Mename, non obstantibus propositis a dicto Ricardo, in suo robore remanebit et, si appareant littere in contrarium, nullius sint valoris.

VI. Cum, per excambium, factum inter nos et consortem nostram, ex una parte, et Galcherum de Castellione, militem, constabularium Campanie, ex altera, pro terra Creciaci cum pertinenciis, quam nobis, heredibus et successoribus suis, racione dicti excambii, dimisit imperpetuum et quittavit, terram de Castellione-super-Maternam, de hereditate dicte Regine, consortis nostre, moventem, dicto Galchero habendam in perpetuum et tenendam tradidissemus, et inter cetera villam de Igniaco-Jardo cum nemoribus et pertinenciis; hominibus dicte ville se opponentibus, et dicentibus per litteras, clare memorie Th. quondam regis Navarre, Campanie et Brie comitis palatini, se privilegiatos esse, quod dicta villa cum pertinenciis et habitatoribus dicte ville, extra manum comitis Campanie ullo umquam tempore non possunt poni, quod, ut proponebant, idem Th. rex, per quemdam militem in animam fecerat jurari suam; gentibus nostris, ex adverso, proponentibus dictum excambium, non obstante dicto privilegio, dictis hominibus concesso, tenere debere: Tandem, auditis hinc inde propositis et plenius intellectis, viso etiam dicto privilegio, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictum excambium, prout factum est, tenere et remanere debere, non obstante contradictione dictorum hominum, salvo dictis hominibus, contra nos et consortem nostram, quod dampna sua et inte-

resse, si que sint, petere possint a nobis et consorte nostra, si sibi viderint expedire. PHILIPPE IV, 1295.

VII. Notum facimus quod, cum dilectus consanguineus et fidelis noster R. comes Attrebatensis, nos requireret ut manum nostram amoveremus, ut, in villis et locis terre Sancti-Vedasti Attrebatensis, in comitatu suo sitis, in quibus exercitum et equitacionem habere se dicit, per manum suam capere posset et habere; procuratoribus abbatis et conventus Sancti-Vedasti et hominum suorum, ex adverso, dicentibus per plures raciones, premissa fieri non debere, et inter cetera proponentibus quod, licet dictus comes in aliquibus villis et locis terre Sancti-Vedasti exercitum et equitacionem habeat, tamen ipsi abbas et conventus plures villas habent et loca in quibus dictus comes seu predecessores sui alias nonquam exercitum et equitacionem habuerunt, dicentibus insuper dictis procuratoribus quod, eciam in villis et locis terre Sancti-Vedasti, in quibus dicto comiti recognoscuntur exercitus et equitacio, eas habere nititur et levare alio modo quam debeat; super quibus dicti procuratores dicebant cognicionem ad nos pertinere debere, cum ipsi abbas et conventus sint, ut dicebant, in garda nostra speciali; dicentibus eciam dictis procuratoribus quod plures homines et servientes ecclesie Sancti-Vedasti, per punctum carte regie, super dictis exercitu et equitacione, liberi sunt et immunes: Tandem, auditis hinc inde propositis et parcium racionibus plenius intellectis, visis cartis et privilegiis, judiciis et arrestis curie nostre, ab utraque parte exhibitis, habita super hiis deliberatione diligenti, per judicium curie nostre, solvimus manum dicti comitis, ut in terra Sancti-Vedasti possit capere per manum suam exercitum et equitacionem, in villis et locis in quibus credit exercitum et equitacionem sibi deberi, cum, per litteram regiam, appareat predecessores dicti comitis habuisse in terra Sancti-Vedasti exercitum et equitacionem, et hec fuisse retenta predecessoribus suis, sicut ea habuerant et ubicumque ea habuerant, ita quod, si alique ville seu loca dicte terre dicant se nonquam teneri ad exercitum et equitacionem

VERSUS. Et dicto versiculo, dicens versus facit in medio versu, et sanctificat finem hujus versiculi cum suo principio; et sic dicendo per ordinem dicitur omnes versiculos et repetitiones quam dictum. Nos autem secundum ordinem Romanum dicimus versum, id est, quando ad finem pervenimus, et regressionem, quæ versum reducit ad principium, id est, ultimus qui dicitur versum singulorum vocabulum, cum per hebdomadam secundum diversos ordines et consuetudines dicitur, non penitendo in versu quomodo dicitur? In versu regis non solum psallimus, sed et cæteris per omnem ecclesiam locis, in operibus, quæcumque ad exercitia et supplementum ab aliquibus hominibus dicitur quo dicunt ut sint versi et convertantur ad Deum, in principio autem erit progressus aliquod per versum regressio.

VIII. Nomen Sanctæ Trinitatis non commendatur quasi laboriosum, cum dicitur in sacramento Sanctæ Quinquaginta Dies dominicæ resurrectionis, quia ipsa est Pentecostes, quæ dicitur Spiritus sancti adventus, Scholæ apud Nemausum, præfinitique religiosi nominum quod Pentecostes? Quia, inquit, nobis, nostrum locuti quod nostrum quod Pentecostes? dicitur originis, quod dicitur Spiritus sancti adventus, quod dicitur quinquagesimus dominicæ resurrectionis, quod dicitur quinquagesimus dies dominicæ resurrectionis? Quæ quinquagesimus

IX. Cum decanus et capitulum ecclesie Tornacensis, de nostra speciali garda existentes, a curia nostra suppliciter peterent ut, cum, singulis annis, cives Tornacenses, in civitate Tornacensi, bannum edant et faciant, quod quicumque interfecerit civem suum seu filium civis civitatis ejusdem, infra districtum ipsius civitatis, de canonicis et clericis ecclesie predicte nulla omnino in dicto banno habita mensione, licet dicti cives, secundum tenorem litterarum suarum, exhibitarum coram dicta curia nostra, tantum de uno canonico vel clerico injuriam passo civitatis ejusdem, quantum de uno cive suo facere teneantur, propter quod eosdem canonicos et clericos contingit multis mortis periculis subjacere, dictos cives, prepositos, juratos et alios rectores civitatis Tornacensis, ad ponendum ipsos canonicos et clericos in dicto banno, quandocumque ipsum fieri continget, compellere dignaremus: Tandem, auditis et plenius intellectis que ambe partes, hinc inde, pro et contra, super premissis, proponere voluerint, fuit, ipsis partibus presentibus, per dicte curie nostre judicium, ordinatum et pronunciatum dictos canonicos et clericos in prefato banno, sub modo et forma quibus cives Tornacenses ponuntur, poni debere et amodo esse ponendos; de chacia vero, de qua dicti cives fuere loquti in casu predicto, dicta curia nostra tacet ad presens. Item, cum decanus et capitulum ecclesie Tornacensis, in garda nostra speciali existentes, suppliciter requirerent a curia nostra ut, cum ipsi ex dono regum Francorum, ut dicebant, foragium habeant in civitate et districtu Tornacensi, de quolibet videlicet dolio vendito certam porcionem seu mensuram vini, venditores tamen vini fraudulenter numerum doliorum subticent, et ob hoc dicti decanus et capitulum non modicum dampnum sustinent et gravamen, remedium apponeremus optimum; dictis civibus vocatis proponentibus ex adverso quod omnimodam jurisdictionem habebant in civitate Tornacensi, et immo peterent causam hujusmodi ad se remitti, offerentes se paratos de suis civibus facere justicie complementum: Auditis hinc inde propositis, habita certa deliberacione super premissis, consuluit curia nostra dictis civibus

PHILIPPE IV, 1295.

quod, equidem ne pertæsum dicam et explicui, lenire poterat adhortationibus, et præsertim promissione dimissionis et equidi, jumentorum a quibuslibet pœnarum principali vexillatio ille statim quod ad Ducem Ebor. Ejus autem vexillum, quod ad Ducem Ebor. ejus vexillo statim se conjunxit, tenebat et unus quidam nomine, qui dictus fuit Ferrandus non curat, aliud tamen Ejus quidem pro dimissi curatus simul adhærebat.

X. De qua qui ea nunc in Reg. Ejus parte, et in contra et in ea fuit, ejus, et in Ejus, Ejus contra Ejus Ejus Ejus

pocius in premissis prestantibus consilium, auxilium et favorem, predicta maleficia et exinde culpabiles punire negligentibus, propter quod non est dubium ipsos non caruisse nec carere scrupulo societatis occulte; nos vero, licet premissa manifesta essent et notorie perpetrata, adeo quod nulla poterant tergiversacione celari, ex abundanti per dilectos milites et fideles nostros Petrum de Serginis et Johannem Choisel, de hiis fecimus plenius veritatem inquiri, vocatis ad hoc qui fuerant evocandi, et per inquestam super hoc factam, a nobis et consilio nostro inspectam et diligenter examinatam, cives predictos, majorem, juratos et scabinos, et alios rectores civitatis Laudunensis, invenimus culpabiles de premissis, propter quod, justicia exigente, per arrestum curie nostre pronunciamus eos culpabiles de predictis, privantes eos omni jure communitatis et collegii, cartas, privilegia, omnem statum justicie, jurisdictionis, judicii, scabinatus et officii juratorum, et alia ad ipsam communitatem et collegium pertinencia ab eis penitus et in perpetuum abdicantes, quovis nomine censeatur; campanam, sigillum, archam communem, [1] alia ad corpus seu communitatem pertinencia, omnem statum justicie, jurisdictionis, judicii, scabinatus et officii et alia ad ipsam communitatem pertinencia, ab eis penitus et in perpetuum abdicantes, nobis reservantes singulares personas dicte communitatis, secundum sua demerita et maleficia, puniendas, ipsamque communitatem, in pena pecuniaria que judicio curie nostre taxanda videbitur, intendentes punire. PHILIPPE IV, 1295.

XII. Pro garda Sancti-Yllidii Claromontensis quam Rex habebat ibi; item, et ut manus Regis posita, tanquam superioris, in jurisdictione dicti loci, pro contencione episcopi et abbatis dicti loci, amoveatur, si de parcium voluntate procedat amocio; item, pro limitando terram et jurisdictionem episcopi cum castellaniis Montis-Ferrandi et Pontis-Castri; item, pro eo quod Rex poterat petere ab

[1] Dans le registre manuscrit on a rayé depuis le mot *alia* jusqu'au mot *abdicantes* inclusivement.

PRATUM. 27. ἐφεξῆς, ἐκάστου κεφαλαίου μνήμην ἐποιησάμην, ὡς ἂν ῥᾴστα ἐπιτύχοι τις τοῦ ζητουμένου. ἐπειδὴ δὲ τὸν πρῶτον τόμον τῶν ἐν τῇ Ἑλλάδι ἀποδημιῶν ἐπεπλήρωκα, τὸν δεύτερον ἐπιγράψω τῇ Ἀττικῇ, ἐν ᾧ τὰ τῶν Ἀθηναίων ἔθη καὶ τὰ ἀρχαῖα μνημεῖα καὶ τὰ ἐν τῇ πόλει καὶ τοῖς προαστείοις ἐπιδείξω. ἐν δὲ τῷ τρίτῳ τὰ τῶν Πελοποννησίων ἔθη καὶ τὰ ἀρχαῖα μνημεῖα καὶ τὰ ἐν τῇ Κορίνθῳ καὶ τοῖς Σικυωνίοις καὶ τοῖς Ἀργείοις καὶ τοῖς Λακεδαιμονίοις καὶ τοῖς Μεσσηνίοις καὶ τοῖς Ἀρκάσι καὶ τοῖς Ἠλείοις καὶ τοῖς Ἀχαιοῖς

mus ac declararemus ad eam de jure pertinere, et predictum ballivum nostrum, qui eam impediebat quominus possessione et fructibus dictarum rerum et appendiciarum earumdem uti posset, ab hujusmodi perturbacione et impedimento penitus cessare faceremus, asserens predictas res et pertinencias in maritagium sibi dudum a pegenitore[1] suo Arnulpho, quondam comite Guynensi, fuisse datas ac eciam assignatas, prout in quibusdam litteris sigillo ipsius Arnulphi sigillatis continetur, cujus tenor talis est : « Je Arnoux, etc. » Cumque, post mortem prefati Baldoini, dicti conjuges nos fuerint insecuti, supplicantes nobis quod nos eidem Johanne, filie quondam dicti Baldoini, requestam quam faciebat idem Baldoinus, dum vivebat, faceremus, ostendentes plures raciones efficaces per quas ad id faciendum tenebamur, ut dicebant : Tandem, auditis dictorum conjugum nostrisque et ballivi nostri predicti racionibus, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, omnes res, pertinencias et appendicias, prout in suprascriptis litteris continentur, ad dictos conjuges pertinere et eis debere liberari, et requestam eorum eis fieri debere, et a predictis rebus, appendiciis et pertinenciis, prout in suprascriptis litteris continentur, per idem judicium manum nostram amovimus, excepto eo quod de predictis appendiciis et pertinenciis a comite Bolonie, per prefatum Arnulphum, quondam comitem Guynonensem, dum vivebat, in feodis tenebantur[2]. PHILIPPE IV, 1295.

XV. Non obstantibus aliquibus objectionibus per procuratorem Arnaldi Barasci, curie traditis, pronunciatum fuit quod processus factus inter ipsum Arnaldum, ex una parte, et dominam Lombardam de Balaguerio, videbitur et judicabitur.

XVI. Philippus, etc. Cum dilectus et fidelis noster episcopus Aurelianensis nobis conquereretur de ballivo nostro Aurelianensi, super eo quod, in prejudicium jurisdictionis et ressorti [suorum] et sue ecclesie, et sine suo defectu, dominam de Soliaco, de jurisdictione et

[1] Lisez *progenitore*. — [2] Lisez *in feodum tenebatur*.

Année 1256. comitatu cum omnibus et castellanus de Galiaco immediate ejusdem. Comes adjecerat per procuratorem Joannem Boyn, quod ipse, de cujus jurisdictione est conservo castellum vel immediate non esset, nec in casu contingente, quo castellum ipsum ad manum domini regis ratione contumacie ejus pervenisset, castellum ipsum et fideles dicti castri, qui ipsum, quamdiu ipsum tenuit, de quibuscumque rebus fecerunt, de quibus ratione castri, dicto regi tenentur, ratione hujusmodi juris, per manum dicti domini regis, quamdiu ipsum castrum tenuerit, non efficacissimum aut ad- juvamen.

XVI. Philippus, etc. Notum facimus quod Bertrandus, filius Bertrandi Amanevi, militis, in curia nostra comparendo de Re- gio Fortalicio, in quibus castris et terris idem Bertrandus ha- bere Fortalicium, in quibus castris et terris nostris existentibus, gravatus se nuper existimavit, et quibus terram ipsius Bertran- di petrahebat Petrus Bertrandus, miles, dominus Castrinovi, pro- cura- tor nobilissimi viri Roberti, comitis Atrebatensis, Bertrandi Amanevi filio Bertrandi militi dicto Bertrando coram Senescallo Xan- tonie Bertrandus dicebat quod dictus Bertrandus, ut prescribitur, ha- bebat nobile Fortalicium, ipsum recuperavit nuperrime, et, ha- bito consilio cum peritis, dicebat quod dictum Fortalicium ipsum et recuperat de ratione dictus vero Bertrandus confessus fuit quod recuperat id revera predictum, proindeque quod, propter nullum defectum et petitio ejusmodi non sufficiebat, petit iterum sibi per nobilem, superiorem quem, a quoque dicti nostri miles et gens militaris, ratione hujusmodi juris, per manum dicti domini regis, quamdiu ipsum tenuerit et consuetudo magnates Xantonie Arnaldo de Sancti- fugum dictum, prescriptum dictum et fideles nostri comitis Bitter- rensis, qui ipsum tenuerit comitatus, quibus dictus Bertrandus Amanevi ratione hujusmodi juris, per manum dictus vestre Senescallo Xantonie ratione hujusmodi juris, per manum dictus Bertrandus Amanevi militi dicto Bertrando coram Senescallo Xantonie Bertrandus dicebat quod dictum Fortalicium ipsum et recuperat de ratione dictus vero Bertrandus confessus fuit quod recuperat id revera predictum, proindeque quod, propter nullum defectum et petitio ejusmodi non sufficiebat, petit iterum sibi per nobilem, superiorem quem, a quoque dicti nostri miles et gens militaris, ratione hujusmodi juris, per manum dicti domini regis, quamdiu ipsum tenuerit et consuetudo magnates Xantonie Arnaldo de Sancti- fugum dictum, prescriptum dictum et fideles nostri comitis Bitter- rensis, qui ipsum tenuerit comitatus, quibus dictus Bertrandus Amanevi ratione hujusmodi juris, per manum dictus vestre Senescallo Xantonie ratione hujusmodi juris, per manum dictus Bertrandus Amanevi militi dicto Bertrando coram Senescallo Xantonie

medietatem in festo Omnium-Sanctorum, et nichilominus dictus comes dabit dicto Bertrando viginti quinque libras dicte monete semel prestandas, videlicet medietatem in primo venienti festo Penthecostes, et aliam medietatem in sequenti proximo festo Omnium-Sanctorum; et dictus Bertrandus dabit et a patre suo predicto dari procurabit bonas litteras, et eas tradent dicto comiti vel ejus procuratori predicto, quod, de tempore preterito usque nunc, pro quibuscumque factis vel injuriis, dampnis et expensis, a dicto Roberto seu Roberto ejus filio, nichil petent. Dictus autem Robertus juravit in nostra curia quod predictam arrestacionem non fregerat, seu inobediencias que imponebantur eidem non fecerat in contemptum vel despectum nostrum, vel nostre curie, vel senescalli nostri Ruthenensis predicti, nec facere intendebat; et simile juramentum faciet in presencia vel curia senescalli nostri predicti. Nos vero damus senescallo predicto, presentibus litteris in mandatis ut, recepto predicto juramento, dictum Robertum non molestet ulterius ob predicta, nec racione alicujus emende propter predicta, vel propter injurias illatas patri ipsius Bertrandi vel nobis, in ipsorum persona, judicate contra ipsum Robertum, que nobis fuerat persolvenda; predicta enim, ex gracia, sibi remittimus et quittamus, et quod idem senescallus dictum comitem compellat ad solvendas quantitates superius pretaxatas. PHILIPPE IV. 1295.

XVIII. Cum contencio verteretur, in nostra curia, inter dilectum consanguineum et fidelem nostrum comitem Attrebatensem, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Vedasti Attrebatensis, ex altera, super hoc, quod dictus comes curiam requirebat et ad curiam suam remitti petebat partes super articulis qui sequuntur, quorum primus talis est, videlicet, quod, cum scabini Attrebatenses conquererentur de Johanne dicto Magno, tunc preposito Belle-Quercus, quod saisivisset in manu nostra, ad requisicionem dictorum abbatis et conventus, quedam pignora que dicti scabini ceperant in domo Johannis de Vergelai, et in quodam furno quod fuit domine

PHILIPPE IV. 1295.

Paele, que domus cite sunt in villa Attrebatensi, in judicio scabinorum et ibi usi [sunt] dicti scabini, a tanto tempore a quo non extat memoria, justicia et maniamento, usque ad tempus quo dictus Johannes posuit ibi manum; quare petebant dicti scabini quod manus nostra amoveretur et dicta pignora sibi redderentur, ita quod uti possent et maniare sicut fecerunt ab antiquo; ad quod proposuit procurator dictorum religiosorum litem super hoc, in nostra curia, esse contestatam, et commissionem factam ballivo Ambianensi, quod vult probare per commissionem et ballivum, procuratore comitis hoc negante: Auditis parcium racionibus, visis cartis et arrestis hinc inde productis, pronunciatum est, per arrestum, quod procurator dictorum religiosorum admittatur ad probandum quod proponit, modo predicto. Secundus talis est, quod, cum quidam civis Attrebatensis maneret in quodam molendino, sito infra villam Attrebatensem et in judicio scabinorum, et dictus civis ibi moratus fuisset, scabini venerunt ad locum et bullaverunt bona dicti concivis sui, sicut facere poterant et debebant, et sicut semper in dicto loco uti consueverant et maniare, et fuerunt bona dicti burgensis apportata in halam, ibi venerunt Johannes dictus Magnus, vel ejus mandatum et Adam de Bus; et, ad peticionem dictorum religiosorum, amoverunt de dicto loco, contra voluntatem scabinorum, res a dictis scabinis bullatas, et ignorant quid factum fuerit de eisdem, quare petebant scabini quod res quas dictus Johannes amovit sibi redderentur, et quod manus nostra amoveretur, ita quod dicti scabini possent uti et maniare suis maniamentis, prout consueverunt ab antiquo: Auditis racionibus parcium et visis litteris hinc inde productis et arrestis a partibus allegatis, judicatum est et pronunciatum, per arrestum, quod manus nostra amoveretur, et curia redderetur comiti, eo modo quo casus propositus est, ut faciat comes quod debebit super hoc; caveat tamen ut justiciam, ad nos, racione garde, vel alias pertinentem vel ad monachos, non usurpet. Tercius talis est, videlicet quod, cum servientes castellani Attrebatensis cepissent et arrestassent quamdam feminam bannitam a scabinatu Attrebatensi, in

campis extra muros Attrebatenses, in loco ubi dictus comes habet altam justiciam, in quadam terra vocata Cultura-Sancti-Michaelis, sita in trefundo dictorum religiosorum, et imprisionata fuisset per documentum scabinorum in prisione dicti castellani, quam tenet in feodo de comite Attrebatensi; ballivus Ambianensis, ad requisicionem dictorum religiosorum, compulit castellanum ad resaisiendum locum de dicta bannita, et ad respondendum coram eo super bannicione dicte bannite, et dicto castellano advoante se tenere a dicto comite dominium imprisionandi, et in prisione detinendi illos quos scabini Attrebatenses precipiunt imprisionari per legem ville Attrebatensis; et de hoc est castellanus in fide et homagio dicti comitis, et offert se super hoc stare juri coram dicto comite, si dicti religiosi aliquid petere voluerint ab eodem, et gentes comitis parate sunt facere jus de eodem; quare petebant gentes comitis quod mandaretur ballivo Ambianensi quatinus, si ita esset, quod poneret dictam bannitam penes dictum castellanum, nec eundem castellanum compelleret ad respondendum super hoc coram eo, immo permitteret gentes dicti comitis facere super hoc quod ad eos pertinet, vel poneret negocium in pallamento, et adjornaret partes super hoc : Ad hunc articulum proposuit procurator dictorum religiosorum quod commissio super hoc fuit facta ballivo Ambianensi, ut inquireret de hoc, et per ballivum, vocato procuratore comitis et sciente et non contradicente, testes recepit super articulis super hoc traditis, et hoc, per commissionem, per articulos et ballivum poterit sciri, judicatum est, per arrestum, quod procurator religiosorum admittitur ad probandum modo predicto. Quartus articulus talis est, videlicet, de fossato quod dicti religiosi fecerunt in via Maneresche, que jungit Culture-Sancti-Michaelis, que solebat esse magnus cheminus sexaginta pedum, et nunc dicti religiosi dictum cheminum per dictam foveam taliter strinxerunt quod quadriga non potest ibidem pertransire : Audita responsione procuratoris religiosorum, confitentis manum Regis non esse appositam super hoc, nec aliquid in curia supplicant vel procurant, dictum est, per arrestum, quod curia ad

PHILIPPE IV. 1295.

Romains 13. personne ne soit licentieux, mais comme une exemption de crainte, par laquelle chacun, sans contrainte aucune, obéisse de bon cœur aux choses qui sont honnêtes, quod proinde Deus Ordinator in Ecclesia sua constituit, ut quæ sunt honesta, ea non solum per spem sua cuique præmia, sed quoque per timorem, quod hominis ideo fecundi et malesani dispositionem cum Horatio divinus Moyses, suis ordinationibus coercuit, ut quæ sunt honesta, ea non solum per spem sua cuique præmia, sed quoque per timorem, quod proinde Ordinator in Ecclesia sua constituit, ut quæ sunt honesta, ea non solum per spem sua cuique præmia, sed quoque per timorem, quod hominis ideo fecundi et malesani dispositionem cum Horatio divinus Moyses, suis ordinationibus coercu

tum admissus est procurator religiosorum ad probandum modo predicto. Septimus articulus talis est, videlicet quod quidam locus est apud Attrebatum, ubi currit quedam aqua que vocatur Crinchon, et habent dicti religiosi super dictam aquam clausuram suam; et super terram ville, de novo dicti religiosi voluerunt et volunt facere gardas-robas ultra clausuram suam, et jam ibi satis operati fuerunt, quando ad noticiam ville et gencium comitis hec devenerunt, qui preceperunt cessari, et requisierunt dictos religiosos quod amoverent ea que fecerant in alieno fundo, seu in territorio alieno, quod dicti religiosi facere noluerunt, immo adiverunt Guillelmum de Hangesto, ballivum Ambianensem, qui cepit dictam clausuram in manu nostra, de quo comes, scabini et villa conqueruntur, ad quod procurator religiosorum respondit litem esse contestatam, articulos traditos et auditores datos, quod negavit procurator comitis : Auditis hinc inde propositis, per arrestum admissus est procurator religiosorum ad probandum modo predicto. Octavus articulus talis est : Item, in calceia comitis Attrebatensis, in judicio scabinorum, serviens Sancti-Vedasti cepit et arrestavit quemdam hominem, et duxit eum prisionem apud Sanctum-Michaelem, quod facere non potuit nec debuit, quia, si dictus homo in aliquo deliquisset, cognicio ad comitem et scabinos pertineret; ad quod respondit procurator religiosorum quod de hoc non fuit aliqua querela vel supplicacio facta curie, nec manus nostra circa hoc apposita : Dictum est comiti quod jus suum custodiat, et caveat quod non occupet alienum. Nonus articulus est talis, videlicet quod in mercato Attrebatensi, in quo dicti religiosi nullam habent cognicionem, judicium vel execucionem, ipsi religiosi venerunt et, in prejudicium dicti comitis, scabinorum et justicie, sciderunt cordas, costas et peneria pisces apportancia, et, [cum] pecierunt gentes dicti comitis et scabini quod hec sibi restituerentur et emendarentur, Guillelmus de Hangesto, ballivus Ambianensis, cepit hujusmodi negocium in manu nostra, sine restitucione vel emenda facienda eisdem; ad quod respondit procurator religiosorum, quod de hoc non fuit aliqua querela vel supplicacio facta curie, nec manus nostra appo-

PHILIPPE IV, 1295.

Mexico. 12 vols. 8vo. [Alcuni anni fa] pubblicò quel poco ch'avevalo, e ac-
cinse quelli ch'avevano nel frattempo raccolto. Ma, ahimè! [ed] [ed] [ed]
ciò quindi derivarono nel lo giudizio loro intorno l'opera!
Ecco, in fatti, come ne parlano i critici. Il Quarterly Review, [ed] [ed] [ed]
ne' lo lodano [ed] [ed] [ed]

comes Sancti-Pauli, et dominus Johannes, dominus Harecurie. PHILIPPE IV, 1295.

Pronunciacioni sequencium ego Nicolaus non interfui, sed ex relacione consiliariorum domini Regis qui presentes fuerunt hec didici et scripsi.

XXI. Ex parte domini Regis fuit preceptum comiti Flandrensi ne, contra aliquam de quinque bonis villis Flandrie, seu contra aliquem de eisdem, aliquid attemptet seu attemptari permittat vel procuret, dicta occasione, quia dicte ville gentes nostras ad eas a nobis missas devote receperunt, et eis humiliter obedire curarunt; cui precepto paruit et promisit se parere dictus comes.

XXII. Item comes Flandrensis, per tradicionem cerothece, in manu domini Regis humiliter posuit possessionem bonarum villarum Flandrensium, videlicet de Brugis, de Gandavo, de Ypra, de Insula et de Duaco, statum et jurisdictionem omnimodam earumdem, promittens, quam primo posset, ipso facto, plene hoc facere et implere, dominum Regem in possessionem plenam dictarum villarum et statuum earum ponendo; et tunc dominus Rex, dicto comiti volens facere graciam, amovit manum suam de toto comitatu Flandrensi, excepta villa Gandensi, quam ad manum suam retinuit.

Item, retinuit dominus Rex ponere et tenere, quamdiu sibi placuerit, in qualibet dictarum quinque bonarum villarum, unam personam idoneam ad videndum, sciendum et referendum qualiter dictus comes se habebit (81).

XXIII. Cum triginta novem de Gandavo, ab officio et potestate quibus utebantur et usi fuerant ab antiquo in villa de Gandavo, per nos suspensi fuissent ad tempus, et dictam suspensionem revocassemus, quam revocacionem revocari et amoveri, et dictam suspensionem servari petebant quidam procuratores quorumdam se gerencium pro comite de Gandavo; dictis triginta novem contrarium requirentibus, et petentibus dictam revocacionem suspensionis

Pauper, &c. Sensus, et significatum Scriptura super expositum (prædicti ad dictum casum servant, et dilectum et fidelem nostrum Hamonem) per eos compositi ad quos conservationem et ad custodiendum ipsi pertinent, ad nostrum mandatum, ad opus nostrum, et ad opus nostrum penitus exponendum quod ipsi ex parte ipsorum regum nostrorum, et eorumdem nostrum per hanc personam quæ scindet, de nostro et dominico jure ac de jure comitatus Pictavensis et exponendum, nobis remisit, remisitque de nobis, nobisque per eundem per literas super hoc confectas, et sigillo ipsorum regum nostrorum, et nostro sigillatas, ac nos eadem literas publice legi fecimus, et eas ipsas literas nos retinuimus ad nos, per nostrum consilium vel per partes, pertinent dictum negotium, et ad opus nostrum penitus exponendum, quemadmodum fuit, per nostra publica jura, perfecte vel non, per eadem literas, decernere valet et perficiendum, et pertendum, novum, verum ac hoc super publice negotiandum, et ad opus nostrum penitus, et diversa habita deliberatione diligenti, attendendo diuturna prius solemnitate ac maturitate consilii, ac ipsorum regum nostrorum, et super recensendo ad ipsum statum, ac nostrum, ac ipsorum heres finium, et prædictum non venire, et eorum rationibus non obstantibus, pronuntiamus fuit quod venire, non est ejus ex gravitate et exercitio familiæ, quem ad comitem, quam etiam ad ingens servitii, et ad ipsum comitatum, et ad ipsum comitatum Pictavensis, et ad integrum vel fere prædictum ad prædictum, ad dictas Judicii Vicemachinis, ad prædictum super exacti et augusti prædictum et ad ipsum hoc ipsum, prout per hanc presentibus Actum Parisi anno Dni. 1314. Die Martii post festum Sancti Bartholomæi, quæ Dominis subscriptis exceptatis anno Dni.

XXV. Item de Templariis, Johannes, qui fuit, Stephani Cardinalis, Ecclesiæ Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Diaconi, Cardinalis Ecclesiæ Sancti Petri ad vincula per Bullam de Sancto Angelo Cardinalis, super ad ministris dictarum ecclesiæ Ecclesiæ Parisiensis, ad ipsi negotii, et dictis certis plenarie.

JUDICIA, CONSILIA ET ARRESTA

EXPEDITA IN PALLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCVI.

I. Cum dilectus et fidelis noster dominus Couciaci nobis conquestus fuerit quod, cum manum suam posuisset in bonis Johannis Damisel et ejus fratris, filiorum Ade Damoisel, militis, bannitorum, in justicia sua et dominio existentibus per gentes nostras Campanie impedimentum minus juste super hoc prestabitur eidem, ea occasione quod dictis fratribus, non obstante dicto banno, patriam dicimur reddidisse : Habita super hoc deliberacione, per arrestum curie nostre, pronunciatum fuit dictum impedimentum esse removendum, et eidem curiam suam reddidimus de predictis.

II. Cum dominus papa mandasset pecuniam decime, centesime et legatorum indistincte, per Spilliacum de Cocissia, de societate Spinorum de Florencia, et Bonavillanum Lucheti, de societate Clarentinorum, de Pistoria, levari, quod dominus Rex pati noluit; tandem dominus papa misit ad dominum Regem episcopum Vivariensem, cum litteris suis, continentibus quod sibi placebat quod dicta pecunia levaretur, et in salva manu custodiretur; unde preceptum fuit dictis Spillaco et Bonavillano, ex parte domini Regis, quod dictam pecuniam recipiant et custodiant in salva manu, nichil de ea alicui tradentes, nisi de mandato domini Regis, sub pena tocius quod possunt committere, presentibus dominis Dolensi et Parisiensi episcopis, Guidone, comite Sancti-Pauli; domino Petro Flote, Cistercii et Joiaci abbatibus, custode Sancti-Quintini, magistro Johanne Clersens, Guillelmo de Hangesto, Johanne de Montigniaco, Adam Halati, preposito Parisiensi,

61. Veillassent Lesdits Curateurs, que leurs subalternes commettent en aucune faute ès visites hebdomadaires prescrites, par vues particulieres, mais seulement, en diligentant, en donnant les dites hebdomadaires visites esquelles ils ne doivent faire aucune faute, ordonnant volontiers d'icelles pauvres, grief qui leur adviendra, et leur en pourvoir.

62. Sans préjudice toutesfois de l'autorité d'icelles, ayant Seigneurs Curateurs faisant volontairement, et réalement par soigneuse et justice exploitation, ce qui leur appartient, et qu'ils ont accoutumé de faire, et de pourvoir, pourroient élever et exploiter Justice Criminelle en aucune cause grande, mais que diverses et exploitées en semaine hebdomadaire, ou autrement, ainsi que bon leur semblera, et que le requerra l'équité, tellement et aussi réalement, qu'ils n'en donnassent aucune juste occasion de plainte, ou de faute, ainsi que dessus est dit, et qu'ils doivent éviter, comme dessus leur est ordonné. Et ce, sur peine d'amende arbitraire pour ce pourvoir. Auxdites fois icelle proportée, et taxée ainsi qu'elle dépendra d'arbitrement, personnes d'autorité, conditions et qualités requises, prises et principales circonstances, et dépendances, et qu'il conviendra faire en ce cas. Et ainsi, comme dessus, non-respondans par les dites autorités en grosses quis, propre infraction d'icelle ont, pourront leurs Curateurs être ouïs, et leurs défenses admises.

V. Dessous lieu, attendues la principale qualité appellatoire, qui entre et objection ville et lieu de Lambourne, comme personne honnête et ayant connoissance suffisante telle partie, ayant quelque charge, et administration publique, et autres causes, et raisons, qui de ce seront connues leur grand et juste cause, seulle pleine et entiere cognoissance, audience, ordonné dicte appellations en laquelle Seigneurs Baron grief et infraction leurs remarquées, même quel

illud quod credebat fecisse in eorum commodum in dampnum ipsorum redundet, voluit et precepit quod, in omnibus villis et locis in quibus appellaciones esse consueverant, eisdem appellacionibus utatur eo modo quo fuit consuetum, et illi qui aliquid dederunt pro amocione appellacionum, indempnes conservabuntur. PHILIPPE IV, 1290.

VI. Notum facimus quod, cum, per composicionem inter nobilem dominam Johannam, quondam Alençonis et Blesensis comitissam, ex una parte, et burgenses et homines castellanie Blesensis, ex altera, olim initam et auctoritate regia confirmatam, quittaverit et in perpetuum dimiserit dictis burgensibus et hominibus, mediante quadam magna pecunie summa, garennam avium et ferarum grossarum et minutarum, quam habebat in possessionibus eorumdem, exceptis quibusdam forestis, volens et concedens dicta comitissa quod dicti burgenses et homines in dictis locis, in quibus eisdem concessum erat destruere garennam, possent, ad destructionem garenne, capere aves et feras grossas et minutas, quibuscumque modis et ingeniis vellent, sine contradictione quacumque, prout hec in litteris supra dicta composicione confectis plenius continentur; accedens ad nos procurator dictorum burgensium et hominum, nobis intimavit quod, occasione cujusdam prohibicionis generalis, a nobis facte post dictam composicionem, ne aliquis cum pennellis et rectiolis venaretur, impedimentum super hoc prestabatur eisdem; quare petebat dictus procurator idem impedimentum sibi amoveri : Audita supplicatione predicta, ac visis diligenter dictis litteris super dicta composicione confectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictum impedimentum eisdem burgensibus et hominibus debere amoveri, ut ipsi, in dictis locis, possint venari cum rectiolis et pennellis, et capere facere aves et feras grossas et parvas et dictam garennam, quibuscumque modis et quibuscumque ingeniis voluerint, destruere et vastare, prout in litteris super hoc confectis plenius continetur.

VII. Cum, in ultimo pallamento nostro, auditis decano et capi-

Pl. 1. 1. 16. Tormentelle, du grec κασις quercitron, et non pas, comme je prendrois à peine de le croire, Tormentille, car, dans ce dernier nom sans, certainement fautif et grossier, on ne trouve ni la racine ni le sens du mot quercitron, qui est celui-ci, chêne-teinture, quercitron, chêne noir. Mauve, chez les Grecs, μαλαχη, mollis, diminutif de ἁλη qualités et vertu, a donné par-tout origine à la famille, nouvelles et diverses vertus l'auroient eu même pour le comte aux pantoufles, pour le bonze aussi, et pour le derviche, qui, dans leur langue, ne manqueroient pas d'en faire autant en quelque sorte qu'ait été cette, par-tout glorieuse judaïque, femme dont Isaïe maintenu la fondoit, de la méchante autre distinction sacrée la femme une mauvaise femme vaincoit, dans quelque pays, quelle qu'en fut la langue et la religion, la femme bonne. Ce n'est pas, en effet, dans le grand art d'être vaincu en chrétien, dans celui-ci en vaincu décrédité par grâces accusées qu'est bon tout bonz; habile en vaincu, en vaincu qui, sans cesse, sans relâche, sans fin, sait être dans l'adversité grand, sait être dans l'humiliation sans faiseur accusateur forcené, superscription, ne vaincoit et détruit combat et combat l'homme le dieu homme infaillible et régnoient nouveaux foyers de gaîté la malice. De chacun vers, de chacun vers heureux de sens profonds, dans toutes sortes de vers et genres.

Pl. 8. Serpens ficiens quod, vous fingerons de Sancta-Sylva et Sylvetta de Transsylvania, celui-ci mort, celle-ci encore bonne et belle, ainsi que, dans le cas contraire, elle le seroit encore, celle-là, celle-ci, celle-là, celle-ci, celle-là, celle-ci

tores publici et gaudent libertatibus dicte ville : Tandem, auditis hinc inde propositis et habitis aliquibus curie nostre recordationibus, pronunciatum fuit, per dicte curie judicium, prefatos valletos nostros esse compellendos ad contribuendum in talliis predictis, racione mercaturarum suarum, pro fredis et misiis dicte ville; et si alter eorum dicat se habere privilegium a nobis aliud quam racione valleterie nostre, illud ostendat, et fiet sibi jus, prout racio suadebit. PHILIPPE IV, 1296.

IX. Episcopo Silvanectensi reddita fuit curia sua super feodo quod primogenitus domini Philippi de Bello-Manerio tenere debet ab eodem; quintum autem denarium vendicionis dicti feodi retinuit dominus Rex penes se, intendens jus habere in eo, racione execucionis Petri, quondam Silvanectensis episcopi, offerens tamen facere jus cuilibet super hoc conquerenti (83).

X. Cum questio verteretur coram nobis inter abbàtissam et conventum de Kala, ex una parte, et dilectum et fidelem Hugonem de Bouvilla, dominum Milliaci, militem et cambellanum nostrum, ex altera, super eo quod idem Hugo proponebat coram nobis quod, cum ipse alias peciisset et requisivisset a ballivo nostro Senonensi curiam et cognicionem, racione ressorti castri et castellanie et alte justicie, quam apud Milliacum se habere dicebat, sibi reddi de quadam appellacione emissa de curia dictarum abbatisse et conventus, a Richardo Rousselli de Cousson, a quodam judicio contra ipsum lato in dicta curia pro Arnulpho Guerjni de Cousson, et dilacione pendente utrum deberet sibi reddi necne, dictus ballivus de dicta causa appellacionis cognovisset, et eam terminasset, et propter hoc peteret dictus Hugo, pluribus racionibus, quicquid factum erat per dictum ballivum super hoc annullari, et sibi de predicta appellacione curiam et cognicionem reddi; nobis et procuratore dictarum abbatisse et conventus in contrarium asserentibus, [et] dicentibus fieri non debere : Tandem, auditis racionibus hinc inde de predictis, in curia nostra est ordinatum in hunc modum, videlicet, quod judicium

Numen M. Sextius dixerat, quæ ratione, quæ potestate eorum fieri? Annuit et capite Senoni Lucretius et Turgidius; hæc esse in numine, quæ ratione fierent. Quæ ratione fierent, ea in natura, quæ in natura, ea etiam ordinem et vestigia præsentium, ex eo quæ, ut in figuris vetus ædificium et superiectum de Cornelio. Digressum deinde, ut dixere, crassis habitu nubis, quæ per præsentia dum excludit et cæteroquin non videas, lucida magis quam ullo diaphanitatis humore. Ita ex tenebris, quæ nullum non lumen absorbuerint, effulgentium ædificiorum et prospectus convexi perdulci, præsertim ad occasum solis, quo tempore ex adverso ignes accendi, ut non ædificia modo, sed et vicinæ nubes, et quæ ipsarum in se contrahebant, ut accendebantur. Intervenere comites, orationi, ex ordine dictantes, dicta subigentes et cæteris invitandis e vestigio convitiis. Gemitus et fletus ad exercitum nostrum Pollionisque discursus cum tribunis, quos ad Cæsarem mitteret, ut ad se reverti juberet. Ille, ut dixere, dimittere, deliberat in mandatis et, multis ultro citroque missis, quæ Cæsar Lucretio, præsentiri mutui cupiendo et prodendam exigendo vicem, diutius pulsatum, pro nobis ire dixit ultimum commendatum sibi, recognitum, ita mandatum, ut ad Cæsarem ipsum, quem ubique esse, quem ubique ferre fortunam nostram. Quibus dictis, ut verecundus vocis et personæ proditor audito, ut mandatum per dictum pronuntiatum exequeretur et allegaret, audire animo videbamur. Ita ille, ut ad Cæsarem ipsum, ut ad fortunam nostram, ut ad ipsum memoratum, ut, de patre memoratissimo, ut de genitore, ita verecundus dictum exercitus plurima informavit, per dictum præsens animus, nostrum dictatorem memoriæ, dictum pulsatum in

Numen

Senoni Lucretius et Turgidius

Quæ ratione fierent, ea in natura, quæ in natura, ea etiam ordinem et vestigia præsentium

Digressum deinde, ut dixere, crassis habitu nubis

Ita ex tenebris

Gemitus et fletus ad exercitum nostrum Pollionisque discursus cum tribunis

Ille, ut dixere, dimittere, deliberat in mandatis

dictis assisiis pro nobis super dicto jure patronatus factum, fuit totaliter revocatum, annullatum, seu nullum pronunciatum, et quicquid ex eo vel ob id fuerat subsequtum : Tandem, dicto negocio ad curiam nostram ex querimonia dicti presentati nostri relato, et racionibus pro nobis et pro dicto presentato ac racionibus dictorum religiosorum auditis, visis iterato privilegiis et cartis eorumdem, et patrie consuetudinibus consideratis et intellectis, per judicium curie nostre, judicatum, per gentes nostras in scacario nostro Rothomagensi factum, extitit confirmatum et eciam approbatum, ac jus patronatus dicte ecclesie Sancti-Amandi et capelle Sancti-Laurencii, in quantum nos tangit, adjudicatum fuit religiosis supradictis. PHILIPPE IV, 1296.

XII. Cum Fulco Riboule, miles, nobis conquestus fuisset quod, licet, propter applegiamentum et contraplegiamentum, inter ipsum et Gaconem de Luigniaco, militem, coram nostro vicecomite Vernolii, datum, terra vallis de Cupre, que fuit defuncti Girardi de Luigniaco, et que teneri debet, ut dicitur, ab episcopo Carnotensi, in manu nostra, capta fuerat, nichilominus gentes nostre, scacarium Rothomagense tenentes, manum nostram a dicta terra amoverant; quare petebat dictus Fulco dictam terram iterato in manu nostra capi et teneri, donec de jure parcium super hoc sit discussum : Tandem, auditis hinc inde propositis, attento eciam quod aplegiamentum et contraplegiamentum locum non habent in patria illa, pronunciatum fuit quod, dicto Gacone de dicta terra remanente saisito, dictus Fulco peticionem suam edat contra dictum Gaconem super dicta terra ubi debebit.

XIII. Cum Agnes, uxor domini Johannis de Villereio, militis, de auctoritate dicti mariti sui, proponeret contra Gaconem de Luigniaco, militem, fratrem suum, quod idem Gaco culpabilis erat de morte Gerardi de Luigniaco, militis, quondam fratris sui, et quod ipsum impocionaverat, et venenum sibi dederat, quod offerebat se probaturam, et ad probandum petebat se per duellum admitti : Auditis

PHILIPPE IV, 1296. hinc inde propositis, et visa quadam aprisia, de mandato curie nostre facta super modo mortis dicti defuncti Girardi, et utrum, tempore quo dicessit, aliqua signa seu alique conjecture in eo apparuerint quod impocionatus fuisset, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod in casu predicto duellum non cadebat.

XIV. C'est l'ordenance que nous faisons des contenz qui sunt entre le seigneur de Harecourt et le chambellenc de Tanquarville, sus les quiex pluseurs ordenances ont este faites par nous et par autres, et seur les quiex contenz pluseurs appiaus ont este fait par devant nous de la partie deu dit chambellenc et receuz du seigneur de Harecourt.

Premierement, nous avons oste et ostons toutes manieres de gages et toutes choses qui pourroient tourner ou estre notees et entendues a mauveste, pour l'achoison des contenz desus diz.

Et ceste ordenance nous faisons purement de nostre office, pour fere amender le meffet dudit seigneur de Harecourt, qui fu plus grief que la vengance du meffet le chambellenc ne requeroit.

Nous, de nostre souveraincte et de nostre plain povoir, ordenons et voulons que nostre ordenance ait force de jugement.

Premierement, nous voulons que toutes obligacions qui ont este faites et toutes convenances queles qu'eles soient, entre le seigneur de Harecourt et les siens, pour reson desdiz contenz, soient nules, et que toutes les lettres seur ce faites d'une part et d'autre nous soient livrees et rendues.

Item, nous voulons et ordenons que li sires de Harecourt face amende au chambellenc de l'exces de la vengance qu'il a pris de lui plus grant que il ne deust, et tuit les gentils hommes qui furent au fait.

Item, nous voulons et ordenons que la satisfaction de l'amende soit, que il voist en pelerinage, pour la cause de l'amende, premierement a Nostre-Dame de Boloigne; de Nostre-Dame de Boloigne a Saint-Thibaut en Auçois, et de Saint-Thibaut a Nostre-Dame du Pui, et tuit cil qui furent en sa compaignie a blecier le chambellenc

gentilshommes, exceptez a trois personnes, et movront a la mi-karesme au plus tart (84). PHILIPPE IV, 1296.

La premiere personne est de celui qui li donna le cop, de quoi il fu blecie u visage et de quoi il perdi l'ueil, lequel nous condempnons que il voist en Chipre a nostre rappel, et movra au passage de septembre prochain a venir.

La seconde personne, qui le bleça en la jambe, qu'il voist a Saint-Nicolas-du-Bar, sanz retourner jusques a nostre rappel, et movra dedenz la Penthecoste.

La tierce personne qui mains i forfist, c'est assavoir monsieur Foucaut du Merle, nous condempnons a faire un pelerinage seulement a Nostre-Dame de Chartres.

Item, nous ostons et defendons toute maniere de guerre des deus parties, soit pour ce cas, soit pour autre, seur toutes les poiennes que nous poons enjoindre as parties.

Item, nous voulons et ordenons que le chambellenc asseurt le seigneur de Harecourt de lui et des siens, et li sires de Harecourt, le chambellenc de lui et des siens.

XV. Dominus Rex, pro communi utilitate et necessitate regni sui, statuit quod, durante guerra sua, nulla alia guerra fiat in regno, et, si forte inter aliquos jam mota sit guerra, quod, datis treugis vel assecuramentis, secundum consuetudines locorum, duraturis per annum, et, anno finito, iterum continuentur et prorogentur alie guerre cessent, donec guerra Regis fuerit finita.

Item, quod, durante guerra Regis, inter aliquos gagia duelli nullatenus admittantur, set quilibet in curiis Regis et subditorum suorum jus suum, via ordinaria, prosequatur.

Item, quod equi armorum vel arma pro aliquo debito non arrestentur.

Item, quod, durante guerra Regis, torneamenta, joste vel equitaciones non fiant (85).

PHILIPPE IV, 1296.

XVI. Cum peteret in curia nostra Johannes de Cabillone, dominus Ruppi-Fortis, Guichardum, dominum Belli-Joci, filium et heredem defuncti Ludovici, quondam domini Belli-Joci, sibi, per judicium dicte nostre curie, condempnari et condempnatum compelli, ad reddendum eidem duo millia librarum Turonensium, que dicto Johanni solvenda restabant de summa decem millium librarum Turonensium, quam summam predictus Ludovicus promiserat et dederat eidem Johanni in proloqucione matrimonii contracti inter ipsum Johannem et Margaretam, filiam dicti Ludovici, sororem dicti Guichardi, in maritagium ejusdem Margarete; peteret eciam sibi restitui castrum de Mont-Malast cum pertinenciis, ad valorem ducentarum librarum Viennensium annui redditus sibi datarum, traditarum et assignatarum in dictum maritagium, per dictum Ludovicum, sub certis locis, personis et rebus; de quo castro et pertinenciis dictus Ludovicus, vel ejus mandatum, ipso ratum habente, gratum et firmum, ejecerat et spoliaverat ipsum Johannem, existentem in possessione premissorum, et adhuc dictus Guichardus ipsum Johannem de premissis detinet spoliatum; peteret insuper dictus Johannes sibi a dicto Guichardo reddi, pro fructibus collectis existentibus in dicto castro, tempore dejectionis et spoliacionis supradicte, et pro dampnis que incurrerat, occasione premissorum quatuor millia librarum Turonensium : Demum hec, super hiis, legittime contestata, jurato de calumpniis, quibusdam excepcionibus peremptoriis ex parte dicti domini Belli-Joci, et aliis allegacionibus et responsionibus ab utraque parte propositis; testibus, litteris ab utraque parte productis super hiis, examinatis, publicatis, visis eorum dictis et deposicionibus et omnibus premissis visis; diligenter examinatis, inspectis et intellectis omnibus hiis que dictam curiam nostram movere poterant et debebant, ipsa nostra curia dictum Guichardum sentencialiter condempnavit ad reddendum dicto Johanni, de dicta summa duorum millium librarum Turonensium, mille sexcentas sexaginta quatuor libras Turonensium parvorum, salva, contra dictum Regem vel quemcumque alium, occasione, questione dicto Guichardo, super trecentis quin-

que libris Turonensibus, solutis ab eo, ut dicit, per mandatum domini Regis, pro dicto Johanne, Guillelmo de Corvia, armigero, de summa predictarum duarum millium librarum Turonensium; et ad restituendum eidem Johanni, plenario et libere, dictum castrum de Mont-Malast cum pertinenciis supradictis, prout eidem Johanni dictus Ludovicus assignaverat et tradiderat in maritagium supradictum, et prout conventum fuerat inter ipsos. Condempnavit insuper dicta nostra curia ipsum Guichardum, taxacione ipsius curie legittima precedente, et delato ab ea procuratori dicti Johannis super hoc juramento, et ipso juramento a dicto procuratore recepto et prestito, ad reddendum dicto Johanni mille libras Turonenses Viennensiorum, pro fructibus existentibus in dicto castro, pro interesse et dampnis que incurrit idem Johannes, tempore dejectionis et spoliacionis; in aliis ipsum Guichardum absolvendo, per judicium supradictum, salvo tamen dicto Johanni jure suo, si quod habet super dampnis, interesse et expensis que fecit et incurrit, occasione premissorum, post ejectionem et spoliacionem supradictam et propositam questionem super premissis, si petere voluerit et si viderit expedire; procuratore dicti Guichardi in contrarium protestante. Pronunciatum eciam fuit, per idem judicium, quod, solutis dicto Johanni predictis mille sexentis sexaginta quatuor libris Turonensibus, et restituto eidem dicto castro cum pertinenciis supradictis, prout superius est expressum, littere fidejussorie quas instituit dictus Johannes pro se super dote restituenda et reddenda, si casus se offert in quo dotis restitucio fieri deberet, que littere sunt per nos vel mandatum nostrum deposite in manu salva, dicto Guichardo integre et sine diminucione liberentur et tradantur. PHILIPPE IV. 1296.

XVII. Placuit domino Regi, ut michi retulit dominus Petrus Flote, quod magister Clemens de Saviaco, clericus suus possit accipere a domino Audenarde viginti libras Parisienses, annue pensionis, ad vitam suam.

PHILIPPE IV, 1290. XVIII. Preceptum fuit Jacobum, aurifabrum, detentum in prisione pro verberacione Petri dicti le Villain, liberari.

XIX. Placuit domino Regi quod Philippus, primogenitus domini Othonis de Tociaco, habeat sufferenciam de hommagio domino Regi faciendo, de terra quam tenere debet a domino Rege usque ad suam voluntatem, et interim gaudebit idem primogenitus de leveiis dicte terre.

XX. Notum facimus quod, cum nos ad partes comitatus Campanie et Brye misissemus dilectos et fideles magistrum Guillelmum de Nogareto, clericum, et Stephanum de Chamlistra, militem, nostros, ad inquirendum et ad manum nostram et karissime consortis nostre J., Dei gracia regine Francie, Navarre, comitisseque Campanie et Brye palatine, retrahendum et revocandum ea que in nostri prejudicium reperirent indebite occupata, recelata, fraudata, seu quomodolibet usurpata, idem inquisitores, seu alter eorum, ad partes predictas se personaliter transferentes, auctoritate predicta, nostro nomine, assignarunt ad hereditates et possessiones et res quascumque immobiles proprias singulorum clericorum non amortitas, in justicia nostra constitutas, easdem ad manum nostram ponendo, intendentes res predictas, nobis astrictas et obligatas, racione jurate quam, commorantes in justicia nostra Trecis et locis aliis quibus dicta jurata prestatur imperpetuum, annis singulis de bonis suis, nobis prestare tenentur, videlicet sex denarios de libra mobilium et duo denarios pro libra immobilium, dictosque clericos in nostra justicia commorantes, sicut ceteros ad numerum predictum, ut patrimoniale, teneri et eos cessasse in solucione dicte jurate annis plurimis, et adhuc subire nolentes munus predictum, licet dictorum bonorum possessores existant, et ideo eos ad arreragia preteriti temporis teneri, et in futurum munus predictum debere agnoscere, si res predictas velint retinere ad honus predictum astrictas; procuratores vero clericorum singularium Trecensium et plurium vicinorum locorum, nobis, de processu

hujusmodi graviter conquesti fuerunt, dicentes se dissaisitos de suis hereditatibus et possessionibus sine cause cognicione, injuste, cum, ut dicebant, dictum honus dicte jurate sit personale et non reale, quod pluribus racionibus ostendere nitebantur, et ideo dicebant cognicionem hujus questionis ad jurisdictionem ecclesiasticam pertinere et non ad nostram; proponebant insuper se esse in possessione libertatis non solvendi munus predictum, et fuisse longissimo tempore ex quo dicta jurata fuerat introducta; et ideo, licet ad nos eciam pertineret cognicio predictorum, eos non debuisse dissaisiri, eis maxime non vocatis et paratis se defendere coram judice competenti, addentes dictos inquisitores, nemine faciente partem pro nobis, pro se solummodo processisse, et ideo dicebant eos injuste et inciviliter processisse; dictis inquisitoribus proponentibus ex adverso dictum munus esse patrimoniale, et munus rerum non personale, et ideo ejus cognicionem ad nos pertinere debere, maxime in proposito, ubi possessiones, hereditates et res immobiles predicte, astricte et obligate, ex causa predicta, dicuntur, cujus rei cognicio est indubitanter realis; quod eciam possessio libertatis predicte et prescripcio, quantumcumque longa, eis prodesse non poterat nec debebat de jure communi, secundum quod dicebant prescripcionem locum, contra functiones publicas, non habere, maxime in proposito, secundum consuetudinem Campanie, qua, ut dicebant subjecti contra dominum Campanie, in suis juribus, quantumcumque longo tempore non prescribunt; addentibus insuper dictis inquisitoribus se non dissaisiisse dictos clericos de possessionibus vel hereditatibus supradictis, ut dicti procuratores super hiis conqueruntur, set pocius justiciando se assignasse ad res predictas immobiles, tanquam nobis astrictas ex causa predicta, intendentes et eciam offerentes se paratos recredere, sub caucione ydonea, res hujusmodi singulis possessoribus earumdem, si se vellent defendere in premissis, et eorum defensiones admittere, prout racionis esset et juris; dicebant eciam dicti inquisitores se modo predicto potuisse assignasse ad res predictas, de consuetudine patrie predicte, qua, dominus Campanie et alii justi-

PHILIPPE IV, 1296.

PHILIPPE IV, 1296. ciam habentes licite possunt saisire in sua justicia res immobiles in quibus jus habere intendunt, et ad eas assignare, non conveniendo alias possessorem rerum ipsarum, dum tamen recredenciam possessori concedant, sub caucione ydonea, si possessor hujusmodi justam causam defensionis pretendat et se defendere sit paratus; addentes se super premissis ex officio posse procedere, nemine partem pro nobis alias faciente, tam communi racione quam ex commissionis sue tenore; et de consuetudinibus hujusmodi plene nostram curiam informaverunt: Auditis igitur racionibus partis utriusque et plenius intellectis, visis insuper et inspectis dictis informacione, litteris et instrumentis, quibus jurata predicta fuit introducta Trecis et locis aliis comitatus predicti, examinatis et diligenter consideratis circonstanciis hujusmodi negocii, pronunciatum est, per curie nostre judicium, dictum munus jurate esse reale et patrimoniale, et in causa hujusmodi cognicionem ad nostram jurisdictionem spectare, dictosque inquisitores licite potuisse saisire res predictas immobiles, ex dicta causa, et saisitas tenere, dum tamen recredenciam, sub caucione ydonea, possessoribus earumdem faciant requisiti, si possessores hujusmodi super premissis se velint defendere, et eorum alias justas defensiones, si quas habent, admittant, ut racio suadebit, et eis faciant celeris justicie complementum.

XXI. Come li eschevin de Douai, de la partie le Roi, eussent mis en l'iglise Saint-Pierre de Douai pluseurs chartres, privileges et lettres de la vile de Douai en garde, et il ne les puissent r'avoir, il en furent plaignant a la cort, et distrent que il se doutoient que li prevoz et li chapitres de ladite eglise ne les delivrassent au contraires le Roi et de eus; si fu le prevoz apele en la chambre, devant nos mestres; et li dist la court que lesdittes chartres, privilege et lettres il prenoient en la main le Roi, et li fu dit que on deffendoit a lui et a son chapitre, de par le Roi, sus quant que il porroient meffere, que lesdittes chartres, privileges et lettres ne rendissent, ne delivrassent sanz le congie du Roi; et ainsi il l'ot en

covant. Actum mense decembri, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto; requirentibus illis de Duaco qui sunt de parte Regis. PHILIPPE IV, 1296.

Magister Clemens de Saviaco michi tradidit quandam cedulam, premissa continentem, ex parte domini Dolensis episcopi, ut dicebat, michi precipiens ut eam registrarem, quia premissis non recolo me interfuisse.

XXII. Conquerentibus communitatibus seu habitatoribus villarum Sancti-Marcelli et Sancti-Germani-de-Pratis, prope Parisius, quod cives nostri Parisienses, minus juste, ipsos compelli facere nitebantur ad contribuendum, una cum dictis civibus nostris Parisiensibus, super dono centum millium librarum Turonensium, a dictis civibus nostris Parisiensibus nobis facto, in recompensacionem denarii quem, unum videlicet ab emptore et alium a venditore rerum venditarum, Parisius, de qualibet libra, habere volebamus, dicentibus, per plures raciones, se ad hoc non teneri; dictis civibus nostris Parisiensibus ex adverso proponentibus predictas villas esse de suburbiis ville Parisiensis, et dictas communitates et habitatores ad dictam contribucionem una cum ipsis civibus faciendam per plures raciones teneri : Visis litteris nostris super dicto dono confectis, et propositis a partibus, et eorum racionibus plenius intellectis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictas communitates seu habitatores dictarum duarum villarum non esse nec censeri debere de suburbiis ville Parisiensis, nec eos compelli debere ad contribucionem predictam, una cum civibus nostris Parisiensibus, pro dicto dono, faciendam.

XXIII. Cum custodes nundinarum Campanie, pro quadam roberia facta mercatoribus Venecensibus per quosdam vecturarios Mediolanenses in conductu nundinarum, contra Mediolanorum defensionem dedissent, a qua defensione ad nostram curiam appellaverant; visis processibus, et arramentis super predictis habitis et diligenter exa-

PHILIPPE IV, 1296. minatis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, nichil inventum fuisse quare dicta defensio debeat revocari.

XXIV. Cives et mercatores Parisienses non solvent, apud Rothomagum, malam-toltam, post Natalem Domini ultimo preteritum ibidem impositam, durante tempore infra quod decem millia librarum ab eis data Regi debent persolvi.

XXV. Cum apud Auberti-Villare, in quodam loco in quo religiosi viri, abbas et conventus Sancti-Dyonisii-in-Francia habent omnimodam justiciam altam et bassam, quedam pecia auri fuisset inventa, dictique abbas et conventus essent in possessione dicti auri, prepositus noster Parisiensis dicens pro nobis dictum aurum, quasi thesaurum, ad nos pertinere, dictos abbatem et conventum desaisiverat dicto auro; quare petebat procurator dictorum abbatis et conventus, pro ipsis et eorum nomine, ipsos religiosos dicto auro resaisiri, maxime cum dictum aurum non debeat dici thesaurus, set quedam res inventa: Tandem [auditis] hinc inde propositis, pronunciatum fuit dictum aurum dictis religiosis debere restitui, non tanquam thesaurus, set tanquam quandam rem inventam.

XXVI. Cum mulieres vidue ville Parisiensis dicerent se minus juste gravari in hoc quod cives nostri Parisienses nitebantur eas compelli facere ad contribuendum, una cum ipsis, in solucione imposicionis centum millium librarum Turonensium pro defensione regni nostri, communitati ville Parisiensis a nobis facte, licet retroactis temporibus dicte vidue, ut dicebant, a prestacione talliarum in villa Parisiensi factarum, libere fuerint et immunes; quare requirebant dicte vidue in sua libertate teneri et ad dictam contribucionem faciendam non compelli; civibus nostris Parisiensibus, ex adverso, dicentibus, per plures raciones, dictas viduas ad dictam contribucionem faciendam teneri: Auditis hinc inde propositis, dictum fuit, per arrestum nostre curie, quod dicte vidue summam sibi impositam, pro solucione

dicte imposicionis hac vice persolvent, et levabitur secundum formam litterarum super hoc confectarum, una cum imposicione personarum aliarum; et si, in hujusmodi assisia seu taxacione, juxta valorem seu estimacionem facultatum suarum ipsarum, aliqua gravata fuerint evidenter, magister Johannes de Foresta, clericus, et Guillelmus de Hangesto, thesaurarius nostri, quos ad hoc deputamus, hujusmodi assisiam seu taxacionem temperabunt. Volumus tamen quod in suis franchisiis et libertatibus per hoc nullum eis imposterum prejudicium generetur, nec nobis seu dictis civibus nostris jus novum acquiratur. PHILIPPE IV, 1296.

XXVII. Philippus, etc. universis suis fidelibus in toto regno Francie constitutis salutem et dilectionem : Ut inquisicionis negocium, contra hereticam pravitatem, ad Dei gloriam et augmentum fidei, nostris temporibus, prosperetur, progenitorum nostrorum vestigiis inherentes, universis regni nostri ducibus, comitibus, baronibus, necnon et universis senescallis, ballivis, prepositis ceterisque justiciariis injungimus et mandamus ut, sicut reputari cupiunt et haberi fideles, ita pro defensione fidei, dyocesanis episcopis et inquisitoribus heretice pravitatis, a sede appostolica deputatis aut imposterum deputandis, pareant et intendant in hereticorum, credencium, fautorum, receptatorum et defensorum ipsorum investigacione, capcione ac custodia diligenti, cum ab eis fuerint requisiti; et ut prefatas personas pestiferas, in potestatem seu carcerem episcoporum ac inquisitorum predictorum, vel ad locum de quo ipsi vel aliqui ex eis mandaverint, infra tamen districtum illius qui super hoc requiretur ducant vel duci faciant sine mora, ubi per viros catholicos a prefatis episcopis seu inquisitoribus, vel eorum aliquo deputatos sub arta et diligenti custodia teneantur, donec eorum negocium per ecclesie judicium terminetur; utque de heresi a dyocesano episcopo vel inquisitore seu inquisitoribus condempnatos sibi relictos statim recipiant indilate, animadversione debita puniendos; non obstantibus appellacionibus seu proclamacionibus predictorum nequicie filiorum, cum omne appellacionis et proclamacionis beneficium expresse sit

PHILIPPE IV. 1296. hereticis et credentibus ac eorum receptatoribus, fautoribus et defensoribus, interdictum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, in octabis Nativitatis Beate Marie Virginis; presentibus ad hoc archiepiscopo Narbonensi, Altissiodorensi, Constanciensi et Carcassonensi episcopis (86).

XXVIII. Philippus Dei gracia, etc. Notum facimus quod, cum magister hospitalis Roscide-Vallis, asserens se superiorem et visitatorem domus hospitalis de Braux, juxta ordinacionem defuncti Reginaldi de Barro, militis, fundatoris dicti hospitalis de Braux, ab inclite recordacionis Theobaldo, rege Navarre, Campanie et Brie comite palatino, confirmatam, prout in litteris dicti Regis asserit contineri, peteret possessionem seu saisinam ducentarum librarum Turonensium annui redditus cum arreragiis, super portagio Pruvinensi a dicto Rege donatarum in usus dicti hospitalis de Braux convertendarum, prout in litteris dicti Regis asserit contineri; procuratore prioris et fratrum Sti-Johannis-Jerosolymitani contradicente, et asserente possessionem dictarum ducentarum librarum cum arreragiis sibi tradi et liberari debere: Tandem, auditis propositis ab utraque parte, visisque pluribus litteris a partibus super predictis productis, et arresto in nostra curia Trecensi, per gentes nostras dies Trecenses tenentes, pro dicto magistro Roscide-Vallis prolato, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, saisinam seu possessionem dictarum ducentarum librarum cum arreragiis dicto magistro Roscide-Vallis, tanquam superiori et visitatori dicti hospitalis de Braux legitime deputato, prout in litteris dicti Regis vidimus plenius contineri, tradi et liberari debere, convertendarum in usus et necessaria pauperum in dicto hospitali de Braux, secundum formam et condiciones in litteris dicti Regis super hoc confectis comprehensam, si magister et fratres domus ejusdem de Braux dicto magistro Roscide-Vallis, tanquam superiori et visitatori domus de Braux, obedire voluerint et ea facere que in dictis fundacionis litteris continentur; quod si magister et fratres domus de Braux dicto magistro Roscide-Vallis obedire,

tanquam superiori et visitatori noluerint, nec contenta in dictis litteris fundatoris et confirmatoris complere, volumus quod dicte ducente libre in usus pauperum per dictum magistrum Roscide-Vallis convertantur in locis in quibus per gentes nostras alias extitit ordinatum, vel in quibus nos melius viderimus ordinandum; de quibus dictus magister Roscide-Vallis caucionem prestare debebit; quam si prestare noluerit aut non possit, dicte pecunie summa cum arreragiis, secundum formam predictam, de consilio ipsius magistri Roscide-Vallis, convertetur, per ballivum nostrum Trecensem, quousque idem magister caucionem dederit supradictam; pronunciatum fuit eciam quod omnes littere a partibus contra premissa impetrate careant penitus robore firmitatis. In cujus rei, etc. PHILIPPE IV, 1296.

XXIX. Cum abbas et conventus Sancte-Genovefe Parisiensis in nostra curia proponerent se habere altam et bassam justiciam, ac eisdem usos fuisse ab antiquo, et per judicium curie nostre jus suum eisdem fuisse in locis qui inferius exprimuntur, videlicet a prima porta abbacie Sancti-Victoris, in medio vie, ante illam abbaciam, eundo recte usque ad molendinum de Coupeel, in illa via et ad campos retro usque ad salceiam et usque ad poncellum quem burgenses Parisienses fecerunt fieri ad manum sinistram, usque ad Secanam, et in ruella que est a latere abbacie Sancti-Victoris, et tendit retro ad Secanam, ad manum sinistram; quare petebant se resaisiri de quodam homine mortuo inter dictos poncellum et ruellam, super terram siccam, juxta aquam, et in alveo seu canali aque, dum aqua excrescit, nostris preposito Parisiensi et procuratore pro nobis se opponentibus, et dicentibus, pluribus de causis, ad nos, non ad dictos religiosos dictas justiciam altam et bassam, in loco contencioso, pertinere: Tandem, auditis hinc inde propositis, visa eciam littera facta super judicato predicto, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, dictos religiosos per prepositum predictum fore resaisiendos, resaisinam, usquequo locus, nunc aquis coopertus, discoopertus fuerit, absque eorum prejudicio, differendo.

ARRESTA

FACTA IN PALLAMENTO,

ANNO DOMINI MCCXCVIII (87).

I. Ce sunt li fief que monsieur de Noion avoit saisiz par defaut d'omme, si comme il est contnue en une lettre du Roy : c'est a savoir, le fief de Voel, le fief Gerart de Seins : Item, a Faviers, le fief Robert de Faviers et le fief que li sires de Falevi tient a Venduel, ou liu qui est dit le Bourgel : Item, a Viri, le fief que tient Jenne Foissent : Item, a Champieng, le fie du chatelain de Neelle, et aucuns autres fiez.

II. Ce sont li fief que li sires de Couci aveue a tenir dou Roi, es quex li evesques de Noion tient sa main.

Li fiez Walet de Vignemont que il tient a Trachi : Item, li fiez Phelippe de Souci que elle tient a Trachi : Item, li fiez monseigneur Jehan de Trachi, chevalier, que il a a Trachi : Item, le fief le chatelain de Neelle que il tient a Champieng : Item, li fiez mon seigneur Raoul Flamenc que il tient a Champieng : Item, li fiez que li sires d'Audenarde tient a Champieng, de par ses enfans : Item, li evesques a saisi les vinages le seigneur de Coucy, qui a a Baailli et a Trachi, qui sont membre dou vinage de Blerencourt : Item, li vinages de Voue qui est menbres dou vinage de La Fere, et touz ces vinages tient-il dou Roi.

III. Ce sont li fief des quex li baillis de Vermendois a oste les saisines, a la requeste dou seigneur de Couci, es quiex li evesques de Noion avoit mis saisines.

Li fiez monseigneur de Falevi que il tient au Bourgel de lez Ven-

duel : Item, li fiez que Girars de Sains, escuiers a avoue de lez Farniers : Item, li fiez que me sires Jehans dou Plaissie a a Farniers, de par sa femme : Item, li fiez que Raous li Foussieur, escuiers, a a Viri, et toutes ces chozes tient li diz sires de Couci dou Roy; et, si plus sciret, plus nominaret. PHILIPPE IV, 1298.

IV. Cum intellexerimus a pluribus fide dignis, specialiter a ballivo nostro Viromandensi quod, licet abbas et conventus Omnium-Sanctorum de Insula Cathalanensi, nomine ecclesie sue, cum omnibus bonis ejusdem, sint in protectione nostra et custodia speciali, et nos ipsos, cum bonis suis, custodiendi in possessione longissima, et ipsi custodiendi et defendendi per nos, et, propter hoc, aliqui de dicta ecclesia, quorum interest, denunciando, ad nos traxerint, tanquam ad suum gardianum, super quibusdam impedimentis, violenciis et perturbacionibus, sibi de novo factis ab episcopo Cathalanensi et ejus gentibus, racione refectionis cujusdam pontis sui quem reficiebant, seu refici faciebant, ut consueverant, et quorumdam aliorum, idem episcopus [et ejus gentes] propter hoc, virtute cujusdam veteris privilegii, de novo, ut dicitur, reperti, de quo alias non fuerunt usi, immo nos et predicti religiosi usi sumus in contrarium, trahunt dictos religiosos ad forum ecclesiasticum, facientes ipsos religiosos moneri, et eisdem inhiberi ne trahunt super hoc ad nos vel in foro nostro seculari, in maximum prejudicium et gravamen nostrum et dictorum religiosorum, licet idem episcopus a nobis teneat temporaliter, ut comes et par Francie; quare injunximus ballivo nostro Viromandensi ut, non obstante privilegio, monicione et inhibicione predictis, predictos religiosos et eorum bona temporalia, ex officio suo, custodiat et defendat, et parte nostra dictum episcopum et ejus gentes, per capcionem bonorum suorum temporalium ut a tractione, monicione et inhibicione predictis omnino cessent et dimittent, compellendo, jus nostrum et dictorum religiosorum, per tale privilegium, moniciones et inhibiciones tales, periclitari seu deperiri non permittat.

PHILIPPE IV. 1295.

V. Quia, in successione filii Bassi, lombardi de Trecis, non inveniebatur aliquis heres, ex parte patris, pronunciatum fuit bona mobilia ipsius filii, ex latere patris proveniencia, tanquam vacancia ad dominum Regem pertinere.

VI. Quidam firmarius, qui tenebat ad firmam grangiam abbatis Sancti-Dyonisii de Morenciaco villa, propter delictum suum fuit condempnatus ad mortem, qui firmarius adhuc habebat tenere dictam grangiam per tres annos; dictus abbas per illud triennium tradidit dictam grangiam pro majori precio, quolibet anno, viginti quinque librarum; racione forisfacture dicti firmarii, dictus abbas condempnatus fuit ad reddendum domino Regi sexaginta quindecim libras Parisienses.

VII. Philippus, Dei gracia Francorum rex: Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum nos, mediante quadam pecunie quantitate, per nostras litteras concessissemus Petro de Belna, militi, et ejus uxori, dominis ville de Berruco, ne ipsi vel homines, manentes aut mansuri in dicta villa, districtu seu jurisdictione dicti militis et ejus uxoris, appellantes contra quoscumque, vel a quibuscumque appellati, occasione quarumcumque appellacionum, ad curiam nostram Laudunensem, venire, vel ipsas appellaciones prosequi, tenerentur, ac postmodum dicti homines nobis conquesti fuissent quod, ipsis non vocatis nec consencientibus in premissis, immo cum instancia petentibus et volentibus in eorum primo dictarum appellacionum statu et libertate pristina sicut consueverant hactenus remanere; propter quod cum nostre intencionis non fuerit aliqua facere vel concedere que in alterius prejudicium seu lesionem deberent retorqueri, predictis hominibus, per alias litteras nostras, concessimus quod, non obstante contencione predicta, quam, propter eorum concensum, dictis conjugibus concesseramus, in primo dictarum appellacionum statu et eorum libertate solita remanere libere et quiete; cumque, super dictis litteris, inter conjuges predictos, ex

una parte, et homines prefatos, ex altera, in nostra curia fuisset diu- PHILIPPE IV, 1295.
cius altercatum: Tandem, auditis hinc et inde propositis, et visis dictis litteris, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, litteras nostras, dictis concessas hominibus, in suo robore remanere debere, ita quod ipsi homines uti possint predictis appellacionibus, ut antiquitus consueverunt, non obstante littera nostra a nobis concessa dictis conjugibus, quam carere volumus robore firmitatis. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, mense novembri.

VIII. Cum, civibus Parisiensibus, per regale privilegium, sit concessum, quod nullus qui vinum adducat Parisius per aquam possit exhonerare ad terram Parisiensem, nisi fuerit stacionarius et residens Parisius, sub testimonio proborum hominum Parisiensium, et abbas Sancti-Germani Altissiodorensis tria dolia vini adduci fecisset Parisius, et ad terram exonerasset ad usum suum, ut dicebat, et dicti cives dicta tria dolia vini, tanquam commissa, arrestassent, super quo conquerebatur dictus abbas : Auditis hinc inde propositis et viso dicto privilegio, pronunciatum fuit quod dictus abbas licite potuit facere quod fecit, et abbati liberabitur vinum suum predictum.

De mandato domini Regis suspensum fuit istud arrestum.

IX. Cum questio, in nostra curia, verteretur [inter] nobilem virum comitem Altissiodorensem, ex una parte, et religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Germani Altissiodorensis, ex altera, super eo quod dicti religiosi dicebant se debere uti in nemore de Bar cotidie, si necesse esset, ad opus furni et coquine ipsorum, ad duo quarra et quatuor summas; procuratore dicti comitis in contrarium asserente, et dicente dictos religiosos non habere jus utendi in predicto nemore, nisi cotidie cum uno asino, duabus summis : Tandem, diligenter visa carta ipsorum religiosorum et auditis racionibus quas utraque pars proponere voluerunt, auditis eciam deposicionibus testium et rela-

PHILIPPE IV, 1298. cionibus auditorum, judicatum fuit, per curiam nostram, dictos religiosos nichil de intencione sua sufficienter probasse, hoc excepto, quod dicti religiosi habebunt de cetero, cotidie in dicto nemore, jus utendi cum uno asino, duabus summis.

X. Notum facimus quod abbas et conventus Sancti-Vedasti Attrebatensis, de nostra speciali garda existentes, nobis conquesti fuerunt quod dilectus consanguineus et fidelis noster, Robertus, comes Attrebatensis, in ipsorum injuriam et gravamen et in prejudicium garde nostre, motas quas ipsi abbas et conventus in terra sua inter duos suos subditos apponi et affigi fecerant, amoveri fecerat et evelli; item, quod quoddam esbonagium a terra ipsorum abbatis et conventus Sancti-Vedasti a terra et vivario abbatis et conventus de Monte Sancti-Eligii faciendum; item, comes nitebatur, multis racionibus, per se fieri debere, procuratore dictorum abbatis et conventus Sancti-Vedasti in contrarium dicente, dictum esbonagium per nos fieri debere, dicto comite de predictis duobus casibus suam curiam requirente : Auditis hinc inde propositis et parcium racionibus plenius intellectis, visis privilegiis, cartis, litteris, judiciis et arrestis nostre curie ab utraque parte exhibitis, pronunciatum fuit, per curie nostre judicium, quod dictus comes de predictis duobus casibus curiam non haberet, set de eisdem cognicio in nostra curia remaneret.

XI. Cum comes Albe-Marle, dicens se esse heredem propinquiorem, qui appareret ex illo latere de quo comitatus Pontivi movet, offerret domino Regi corpus et manus, et peteret in homagium domini Regis recipi, salvo jure cujuslibet de comitatu predicto, plures raciones proponens, ut sua peticio fieri deberet; pro parte domini Regis fuit ex adverso propositum quod, cum sit heres propinquior ex latere illius de quo dictus comitatus movet, scilicet filius regis Anglie, et, per plures alias raciones, peticionem dicti comitis fieri non debere : Auditis hinc inde propositis, responsum fuit dicto comiti quod modo non fiet ejus requesta, presertim cum dominus Rex non

sit certus de etate, set scire volet, ad majorem sui informacionem, de etate, quamvis eciam si etatis esset, alia essent facienda, priusquam legittime decerni posset utrum dicta requesta sit vel non sit admittenda. PHILIPPE IV, 1295.

XII. Cum in curia nostra questio verteretur inter dominam de Chitreyo, ex una parte, et Gaufridum de Valeia, ex altera, super eo quod, cum idem Gaufridus de Valeya, coram senescallo Pictavensi, peciisset, contra dictam dominam de Chitreyo, execucioni demandari quasdam litteras, sigillo domini Regis, apud Montem-Maurilii constituto, sigillatas, continentes dictam dominam teneri in trecentis libris Turonensibus dicto Gaufrido, tam pro expensis factis ab eodem Gaufrido in negociis dicte domine gerendis quam, ex causa mutui, eidem domine ab eodem Gaufrido [pro] finali compoto inter ipsos, dicta domina contra dictam litteram se appligiante coram dicto senescallo, et dicente se ad dictum debitum non teneri, nec dictas litteras, tanquam falso impetratas, execucioni debere demandari, eodem Gaufrido se ad oppositum contraapplegiante; cumque, post dicta applegiamentum et contraapplegiamentum et processus aliquos, idem Gaufridus multos defectus in dicta curia senescalli, contra dictam dominam fecisset, et, post illos defectus et processus, citatus fuisset, secundum consuetudinem patrie, ad certam diem, super arramentis et deffectibus, cum judicio et intimacione, que sive veniret, sive non, contra ipsum procederetur, secundum usum et consuetudinem patrie, ejus absencia non obstante; ad quam diem, quia dictus Gaufridus non venit, nec pro se misit, eadem domina sufficienter comparente contra eum et requirente defectum, idem Gaufridus sufficienter expectatus, per curiam dicti senescalli, mediante justicia, reputatus fuit contumax et positus in defectu; cumque dicta domina ulterius, in dicta curia senescalli, peciisset ab impeticione dicti Gaufridi, et contentis in litteris predictis, se absolvi, proponeretque quod hoc fieri sibi debebat, de usu et consuetudine patrie notoriis ac eciam approbatis, et inquisito prius de dictis usu et consuetudine, et visis

PHILIPPE IV, 1295. actis et defectibus diligenter, per judicium dicti senescalli ab impeticione et contentis in litteris prefati Gaufridi extitit penitus absoluta, prout hec et alia in judicato predicto, sigillo dicti senescalli sigillato, et per eundem senescallum, in presencia parcium, coram nobis, viso et agnito, plenius vidimus contineri. Cum dicta domina in nostra curia dictum judicatum execucioni demandare, contra dictum Gaufridum, peciisset, et dictus Gaufridus ad retractandum dictum judicium, et ne execucioni demandaretur, plures raciones proposuerit in curia nostra, et aliqua alia judicia et litteras et processus, pro se, contra dictam dominam, tam coram dicto senescallo quam coram ballivo Turonensi et ejus commissariis, allegaverit; dicta domina ex adverso plures raciones et litteras proponente et exhibente: Tandem, auditis que hinc inde partes proponere voluerunt, visis omnibus judicatis et litteris, ab utraque parte presente, personaliter in nostra curia exhibitis, et racionibus parcium plenius intellectis, per judicium curie nostre pronunciatum fuit judicium dicti senescalli, pro dicta domina factum contra dictum Gaufridum, in suo robore remanere vel constitucioni debere demandari; omnibus judicatis, processibus et litteris ipsius Gaufridi, eidem domine, super premissis contrariis, penitus adnullatis: in cujus rei, etc.

XIII. Cum nos, obtentu grati servicii a dilecto et fideli nostro Jacobo de Lanon, milite, nobis impensi, et eciam impendendi, suisque heredibus de uxore sua legitima, dedissemus et concessissemus ducentas libras Turonenses redditus in nundinis nostris Sancti-Johannis Trecensis, annis singulis percipiendas et habendas, prout in litteris nostris, super hoc confectis, plenius continetur; ac uxore dicti Jacobi, quam habebat tempore dicti doni, a nobis dicto Jacobo facti, de medio sublata, liberi a primo marito suo procreati pecierunt dimidiam partem dictarum ducentarum librarum Turonensium, racione conquestus matris sue, cujus sunt heredes, sibi deliberari; parte dicti Jacobi ex adverso proponente quod, secundum condicionem donorum nostrorum, et precipue secundum condicionem in

ipso dono appositam; ipsi liberi, in predictis ducentis libratis terre, nichil debebant habere : Visa littera nostra super dicto dono confecta, auditis hinc inde propositis, considerata eciam condicione donorum nostrorum in casu consimili confectorum, determinatum fuit, per curie nostre judicium, quod liberi dicte domine a dicto primo marito suo suscepti, licet sint heredes matris sue, nichil debebant habere racione conquestus matris sue in predictis ducentis libratis terre.

Senonensis, Narbonensis archiepiscopi; — Morinensis, Tholosanus, Tornacensis, Constanciencis episcopi; — Meldensis, Trecensis, Carcassonensis electi; — Magister Hospitalis, — Visitator Templi, — Magister G. de Malo-Monte, Magister H. ejus nepos; — J. de Foresta, R. de Mullento, magistri; — Philippus Conversi, — Archidiaconus Gandavi, — J. Ducis, R. Nepotis, P. de Bella-Pertica, magistri; — Drocensis, Domni-Martini, Albe-Malle comites; — Chambliaci, Wiriny, Milliaci domini. — Odo de Novilla, Dominus R. de Bruilliaco, Marescallus Mirapicensis, Dominus Sy. de Meleduno, Magister Clemens de Laniaco, Decanus Gornaii, Magister G. de Nogareto, Magister N. de Cathalano, Dominus Bertrandus Jordani, Dominus Ansellus de Caprosia, Vicedominus Priviconii, Cambellanus Tancarville.

XIV. Visis litteris ballivi Matisconensis, visis eciam confessionibus parcium, inter Petrum de Blanosco, militem, ex una parte, et Dalmacium li Homgre et li Louchars, ejus fratrem, ex altera, visum fuit dominis magistris, parlamentum nostrum tenentibus, quod dictus Petrus, super quadam pecunie summa quam ballivus Matisconensis petebat ab eodem, pro emenda, erat absolvendus; set istud arrestum non fuit pronunciatum seu publicatum ex causa.

XV. Notum facimus quod, cum, inter procuratorem nostrum, pro nobis, abbate et capitulo Sancti-Frontonis Petragoricensis, ex una parte, consules dicte ville, pro se et communitate ejusdem, ex

PHILIPPE IV, 1298. altera, controversia moveretur, super quodam judicato curie nostre, super justicia parrochie Sancti-Frontonis predicti, adjudicata nobis, abbati et capitulo antedictis; dicentibus procuratoribus nostro, abbatis et capituli prefatorum, judicatum hujusmodi debere extendi ad justiciam dicte parrochie, prout intra muros et extra se comportat; dicentibus antedictis consulibus et communitate ex adverso, dictum judicatum ad justiciam dicte parrochie inter muros fore restringendum, virtute verborum ipsius judicati; et peteret utraque pars antedictum judicatum, per curie nostre consilium, super hoc, declarari: Viso dicto judicato, diligenter perlecto et intellecto, per curie nostre judicium, pronunciatum extitit hujusmodi judicatum ad justiciam dicte parrochie se debere extendere, prout eadem parrochia, inter muros et extra, se extendit. Februarii.

XVI. Castrum de Bosols, movens de feodo Ademari de Pictavia, reponetur in manu dicti Ademari, et vexillum et serviens ipsius Ademari reponentur in dicto castro, sub modo et forma quibus erant, quando senescallus Belli-Cadri posuit ibi manum pro domino Rege; quo facto, senescallus vel procurator regius, racione tutele domicelle cujus est dictum castrum, repetent dictum castrum ab ipso Ademaro, et ipse tenebitur reddere, nisi habeat raciones efficaces propter quas dictum castrum reddere minime teneatur; et dicta domicella in salva garda Regis ponetur, in manu domini senescalli Tholosani, et bona ipsius domicelle levabuntur et custodientur per Regem.

XVII. Pecunia que jam est in manu Regis, in manu domini Regis remanebit, donec domina de Basentin invenerit empcionem in qua dicta pecunia possit converti, et, si pars heredis de Longa-Valle dicat empcionem non esse sufficientem, ballivus Viromandensis, vel alius ydoneus, deputandus a curia, videbunt si dicta empcio sit sufficiens, et hec terminabunt; et intrabit dicta domina homagium illius de quo terra empta movebit, salvo jure heredis de Longa-Valle in con-

dicione quam dicit esse appositam, quam condicionem negat domina, et salvis racionibus dicte domine in contrarium; et renovabitur commissio. PHILIPPE IV, 1296.

XVIII. Cum prepositus Parisiensis, ad instanciam civium Parisiensium, pro solucione doni centum millium librarum Turonensium, a dictis civibus domino Regi facti, cepisset de bonis hospitum et mansionariorum Ville-Nove Templi, juxta Parisius, dicentes eos, pluribus racionibus, contribuere debere in solucione dicti doni preceptore procuratoris et fratrum milicie Templi, nomine ipsorum et pro ipsis, contrarium asserente, et dicente ipsos habere in dicta villa omnimodam justiciam altam et bassam, et mansionarios suos, per punctum carte, esse liberos et immunes ab omni exactione, tallia, exercitu et calvacata, theloneo et costuma, etc. : Auditis hinc inde propositis et visis eorum cartis, preceptum fuit fieri recredenciam dictis preceptori et fratribus pro hospitibus et mansionariis suis de bonis eorum, occasione predicta cartis; et cives petant a domino Rege quod voluerint, et fiet eis jus.

XIX. Visis litteris Raimbaudi, lombardi, pronunciatum fuit, contra ipsum, quod ipse talliam, a civibus Parisiensibus sibi impositam, a tempore quod fuit adeptus privilegium burgesie Parisiensis, solvet tanquam burgensis Parisiensis, et nichilominus solvet, terminis assignatis, financiam quam fecit antequam factus fuisset burgensis, cum gentibus Regis, quia, contra prohibicionem Regis, in regno mutuaverat sub usuris.

XX. Cum Guillelmus de Loisiaco, miles, peteret resaisiri de quibusdam possessionibus que fuerunt Stephani et Johannis Damisel, de quibus fuerant in homagio Regis, de quibus idem G. per ballivum Vitriaci, ut dicebat, sine cause cognicione, fuerat spoliatus, ballivo Vitriaci, pro domino Rege, ex adverso dicente quod dicte possessiones seu terre domino Regi ceciderant in commissum ex forisfac-

PHILIPPE IV, 1298. tura dictorum Stephani et Johannis, diu est bannitorum, et, per octo annos et amplius, dominus Rex tenuerat et explectaverat dictas terras, et, de mandato Regis, in manu Regis reassumpserat dictas terras : Auditis hinc inde propositis, pronunciatum fuit quod dominus Rex de dictis terris remaneret saisitus, et dictus miles petat quod voluerit, et fiet sibi jus.

XXI. Guillelmus Martel, armiger, qui percussit, in plenis placitis vicecomitatus, de cornu cujusdam notarii, Matheum de Poteria, militem, condempnatus fuit, domino Regi, in centum et quinquaginta libris Turonensibus, et, dicto militi, in centum et quinquaginta libris Turonensibus.

XXII. Cum, a judicio facto per ballivum Turonensem, pro Petro de Bauceio, milite, contra Gaufridum de Vallcia, super quodam retractu, ad nos fuisset appellatum, et ipsum Petrum, super dicta appellacione, fecisset adjornari ; quia, mortuo dicto Petro, dicta adjornacione pendente, dictus Gaufridus fuit in defectu faciendi adjornari heredem dicti Petri, pronunciatum fuit quod dictus Gaufridus adjornamentum non haberet, set judicium ballivi mandaretur execucioni.

XXIII. Comes Nivernensis non habuit curiam de illis qui, in terra et jurisdictione sua, contrafaciebant monetam Regis.

XXIV. Preceptum fuit ballivo Matisconensi quod, si furce domini Belli-Joci, per ipsum ballivum dirute, stantes fuerint per annum et diem, quod ad debitum statum reducat easdem.

XXV. Pro episcopo Matisconensi, pronunciatum fuit francum vicum dicti episcopi de equo et maleta, per ballivum Matisconensem vel ejus gentes in eodem vico captis, debere restitui, et plegios per ballivum receptos, pro recredencia quorumdam hominum in dicto vico captorum, debere quitari.

XXVI. Condempnatus fuit dominus Castellionis ad resaisienda loca de capcionibus per ipsum, contragagiando; factis in terra et justicia abbatis et conventus Sancti-Theodosii, apud Luternai, occasione burgesiarum de Castellione, et ad emendandum. PHILIPPE IV, 1306.

XXVII. Auditis racionibus hominum de Ripperia et abbatis et conventus Sancti-Medardi Suessionensis, et plenius intellectis, visis litteris, et specialiter quodam judicato, pro dictis abbate et conventu alias facto, pronunciatum fuit quod dicti homines de cetero non utentur intercursu, nec habebunt intercursores quocumque nomine appellentur; set si habeant aliquos bonos usus, costumas seu consuetudines, qui non sint contrarii judicato predicto, ostendant illos, et curia de hiis cognoscet, si cognosci debeat, et si, super hiis vel aliquibus ex ipsis, oporteat ipsis abbati et conventui curiam reddi, curia ista mittet, ad videndum quale jus ipsis fiet in curia dictorum abbatis et conventus.

XXVIII. Preceptum fuit preposito Parisiensi ut causam motam in Castelleto, coram ipso, inter abbatem et conventum Sancti-Dyonisii, ex una parte, et decanum et capitulum Meldonenses, remittat ad hanc curiam in statu in quo est, coram ipso, ita quod non trahant ad consequenciam, set hac vice, ex gracia.

XXIX. Quia Bertrandus de Insula, armiger, est in homagio Regis, non obstante defectu etatis sue, reassumet arramenta habita, inter patrem suum et Johannem de Monte-Forti, super terra de qua idem Bertrandus est in homagio Regis.

XXX. Dominus Alesti et dominus Bertrandus de Burgoliis, miles, manuceperunt quod dominus de Randone tenebit et complebit quicquid curia ordinaverit de contencione que erat inter ipsum dominum de Randone, ex una parte, et Florenciam de Luco, ex altera.

Curia ordinavit quod dominus de Randone solvat dicte Florencie,

PHILIPPE IV, 1296. centum libras Parisienses, et ponat alias centum libras Parisienses in manus senescalli Belli-Cadri, infra instantem Ascensionem Domini pro heredibus dicte Florencie; et deducende sunt de dicta summa viginti libre Turonenses, quas dicta Florencia habuisse dicitur a dicto Guillelmo, si eas habuerit.

XXXI. Quia fratres defuncti Alani Nuzi, quondam militis, et procurator domini Hervei de Leonia, super hiis que sub clipeo concordata fuisse dicuntur, inter eos, apud Luparam, sunt discordes et contrarii, partes scribent facta sua, et eis dabuntur auditores qui super hiis inquirent veritatem; et interim dicti fratres resaisientur et remanebunt saisiti de omnibus possessionibus et rebus de quibus dictus Alanus erat saisitus, tempore mortis sue, et eciam de quibus dicti fratres erant saisiti, tempore tractatus predicti, apud Luparam facti.

Pacem seu concordacionem, factam in curia et presencia Regis super morte defuncti Alani Nuzi, quondam militis, dominus Rex teneri faciet et servari.

XXXII. Corpus domicelle Margarete, filie Johannis Paelee, ponetur in custodia Petri Marcelli, civis Parisiensis, et bona ipsius tradentur tutori suo. Jacobus Boucel, in pleno Pallamento, renunciavit dono sibi facto a dicta domicella, et litteras super dicto dono confectas reddidit curie, et reposite sunt in coffro, juxta hostium garderobe.

XXXIII. Commissio facta magistro Symoni de Aula et Johanni Parvo, pro abbatissa Faroni-Monasterii et hominibus suis, morantibus apud Pruvinum, adnullata fuit et revocata. Agat contra Regem via ordinaria, si velit.

XXXIV. Cum, ex parte prepositorum, juratorum et aliorum rectorum communie Tornacensis, nobis fuerit, nomine eorum ac suorum concivium et dicte communie, conquerendo, monstratum quod di-

lectus et fidelis noster comes Haynonie, Gylebertum de Gages, eorum concivem Tornacensem, minus juste ceperat et arrestaverat, et captum et arrestatum tenuerat, et postea ipsum recrediderat sub certa pena; peterentque dicti prepositi, jurati, cives et rectores, nomine quo supra, recredenciam ipsius Gileberti verti in liberacionem ipsius, et dictas capcionem et arrestacionem emendari, ex parte ipsius comitis fuit propositum, coram nobis, talem in suo comitatu Hanonie consuetudinem vigere, videlicet quod quocienscumque aliquis in suo comitatu predicto perpetrat homicidium, omnes et singuli de parentela ipsius homicide, infra annum a tempore perpetrati homicidii, tenentur in curia predicti comitis comparere, abjuraturi homicidam predictum, et, si quis de parentela homicide predicti hoc facere omiserit, reus et culpabilis dicti homicidii reputatur, et punitur tanquam homicida, si ibi postea reperiatur, et, cum quidam consanguineus dicti Gyleberti, in dicto comitatu homicidium perpetrasset, et idem Gylebertus non venisset abjuraturus, juxta dictam consuetudinem, dictum homicidam, ideo dictus comes dictum Gylebertum, in suo comitatu postea repertum, ceperat et arrestaverat, et eum retinuerat, et post hoc recrediderat, ut dictum est; dictis prepositis, juratis et civibus nostris, nomine quo supra, ex adverso dicentibus se in nullo esse justiciabiles dicti comitis, et, per plures raciones, proponentibus se ad observacionem dicte consuetudinis non teneri: Tandem, auditis hinc et inde propositis, pronunciatum fuit, per nostre curie judicium, dictos prepositos et juratos, cives et rectores et eorum subditos non teneri ad dictam consuetudinem observandam, nec in penam predictam, si dictam consuetudinem non observaverint, incidere debere; et fuit eis expresse inhibitum ne dicto comiti super hoc obedirent, et dicta recredencia a dicto comite recepta, pro ipso Gyleberto, per idem judicium adnichilata fuit, ac in puram liberacionem conversa et redacta. PHILIPPE IV, 1296.

Mense februarii.

ARRESTA

FACTA IN PALLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCXCIX (88).

I. Cum Petrus le Beau peteret sibi deliberari bona sua, que dicebat majorem et juratos ville Corbye detinere injuste; et dicti major et jurati dicerent quod juste ea tenebant, tanquam sibi commissa pro eo quod cum idem Petrus, ut dicebant, quoddam homicidium in dicta villa commisisset, tunc existens eorum burgensis et justiciabilis, et, ad jus vocatus super hoc, coram eis non comparuisset, et, propter ejus defectus, ipsi bona ejusdem, per eorum sentenciam, confiscassent, ea reddere minime tenebantur, dictusque Petrus diceret quod, post certam vocacionem, per ballivum Ambianensem ad jus vocatus super facto predicto, juri paruerat coram eo, et suam innocenciam probaverat legitime super hoc coram eo, videlicet quod, se defendendo, prout licitum est, hoc fecerat, et quod, per ipsius ballivi sentenciam, fuerat super hoc absolutus: Auditis racionibus parcium hinc et inde, ac dicti ballivi relacione super absolucione predicta, dictum fuit, per judicium curie, quod dicti major et jurati eidem Petro bona sua omnia, propter hoc ab eis capta et detenta, deliberent et reddant.

Et cum abbas Corbye bona que dictus Petrus sub ipso habebat saisivisset, racione condempnacionis predicte, injunctum fuit dicto ballivo quod ipse dictum abbatem, ad reddendum eidem Petro bona hujusmodi, de plano compellat.

II. Inter majorem et scabinos Laudunenses et comitissam Guinensem, ex una parte, et garandum domini de Basochiis, ex altera: In causa inter eos pendente super quadam appellacione ad domi-

num Regem interposita, super quodam judicato facto contra dictum garandum per scabinos predictos, petebat dictus garandus commissionem curie super hoc innovari; e contrario proponebatur quod ipse garandus a dicta causa ceciderat, quia permiserat parlamentum transire sine renovacione commissionis predicte: Auditis partibus hinc et inde, visisque commissionibus ex parte dicti garandi productis et viso curie registro, dictum fuit quod dictus garandus cadebat a causa dicte appellacionis, et quod judicatum predictum, a quo fuerat appellatum, mandaretur execucioni. PHILIPPE IV, 1299.

III. Cum ballivus Silvanectensis peteret quod major et jurati Silvanectenses emendam prestarent, pro eo quod, licet ipsi habeant cognicionem et punicionem de furto, et non habeant altam justiciam, ipsi tamen quemdam hominem, pro suspicione furti, ceperant et questionibus supposuerant, dicens istud esse factum alte justicie; item quia ipsi suspenderant eum, qui jam judicatus ab eis pro furto, et ductus ad furcas, confessus fuerat raptum, qui est casus alte justicie, et pertinet ad Regem; et e contrario dicti major et jurati dicerent quod, cum ipsi habeant capcionem, cognicionem et punicionem de furto, per consequens ipsi habent capcionem pro suspicione furti et posicionem ad questiones, pro scienda veritate furti; item quod confessio, quam ille condempnatus fecit ad furcas, non debuit eis impedire execucionem prioris judicati ipsorum: Auditis partibus supradictis et omnibus que partes ipse proponere voluerunt, dictum fuit quod dicti major et jurati non prestabunt emendam.

IV. Die Martis, post festum beate Lucie, virginis, ad requisicionem Parisiensis episcopi, curia concessit hac vice, de gracia speciali, quod ipsa audiret causam appellacionis interposite ab audiencia curie secularis dicti episcopi ad prepositum Parisiensem, inter Johannem Anglicum, seniorem, tutorem Belone, filie sue, appellantem, et Aubertum Picardum appellatum.

PHILIPPE IV, 1299.

V. Cum comes Autisiodorensis, pro se, et abbas et conventus Sancti-Germani Autissiodorensis, pro se, contra ballivum Senonensem peterent se resaisiri de quibusdam malefactoribus quos ipsi ceperant falsam monetam in eorum terra et jurisdictione allocantes, et quos prepositus Ville-Nove amoverat, et secum duxerat de prisionibus eorumdem; et e contra dictus prepositus proponeret quod ipse dictos malefactores ad manum suam posuerat, pro eo quod sibi dictum fuerat quod ipsi non tantum allocabant, immo eciam fabricabant falsam monetam : Auditis racionibus parcium, quia non constitit curie quod dicti malefactores fabricarent falsam monetam, injunctum fuit ballivo predicto quod eosdem redderet comiti et religiosis predictis.

Comes peciit unam mulierem, et monachi duas. Litteras super hoc habuerunt.

VI. Cum abbas et conventus Sancti-Germani Autisiodorensis conquererentur de comite Autisiodorensi, dicendo quod ipse eos impediebat, injuste et de novo, in usagio quod ipsi habent in bosco de Bar, et dictus comes e contra proponeret quod, cum dicti religiosi in bosco predicto dicti comitis usagium habeant, cum uno asino, ac duas sommas in die, pro eorum coquina et furno, ipsi religiosi dicto usu abutebantur, capiendo tantummodo de dicto bosco stipites et truncos, et dimittendo totaliter ramos et ramillam; et e contra dicti religiosi pluribus racionibus proponerent se posse uti modo predicto : Tandem, auditis racionibus parcium predictarum, et viso quodam curie judicato, alias per curiam facto super dicto usagio inter partes predictas, per judicium curie, dictum fuit quod dicti religiosi, tam ramos et ramillam quam truncos et stipites, capere debeant, et portare.

VII. Cum Gaufridus de Valee a quodam judicato, per ballivum Turonensem, in quadam causa, retractus contra se facto in assisia Loduni, pro Petro de Bauceyo, scutifero, tanquam a falso et pravo

ad nos appellasset : Tandem, auditis partibus hinc et inde, et visis processu et sentencia dicti ballivi, per judicium curie, dictum fuit dictum ballivum bene sentenciasse, et predictum Gaufridum male appellasse, et quod ipse Gaufridus hoc curie emendaret. PHILIPPE IV. 1290.

VIII. Cum abbas Maciacensis contra homines dicte ville, requireretur quod procuratorium quod ejus predecessor, cum suo conventu, dictis hominibus, per curie nostre compulsionem, concesserat, curia nostra revocaret, et totaliter annullaret, et, ex parte dictorum hominum, multe raciones in contrarium proposite fuissent : Tandem, auditis racionibus parcium hinc et inde, per curie nostre judicium dictum fuit quod, dicto procuratorio, quantum ad presentem cause instanciam, ipsius procuratorii virtute, coram ballivo seu preposito Bituricensi inter dictas partes inchoate, tantummodo valituro, ipsum procuratorium in totali suo residuo sit penitus annullatum, nullum ex nunc robur deinceps aliquatenus habiturum, et, si de cetero casus se offerat in quo dicti homines dicant se procuratorio indigere super hoc, dictum abbatem requirant, et, si dictus abbas eis facere procuratorium denegaverit super hoc, ad nos vel ballivum Bituricensem poterunt habere recursum, et eis fiet quod fieri debebit.

IX. Cum Bertrandus de Balastre a quodam judicato, contra se facto per prepositum Parisiensem pro Johanna de Sauchevrel, super saisina cujusdam domus, tanquam a falso et pravo ad nostram curiam appellasset : Tandem, in causa dicte appellacionis, comparentibus in curia dictis partibus, et auditis racionibus earumdem, visisque ipsarum parcium processibus ac sentencia prepositi supradicti, per judicium nostre curie, dictum fuit predictum prepositum bene judicasse, et dictum Bertrandum male appellasse, et quod ipse emendaret; et gagiavit emendam.

X. Cum prepositus de Pigueriis hereditatem Guillelmi Descreminés, scutiferi, pro satisfactione facienda ipsius scutiferi creditoribus,

PHILIPPE IV, 1290. ad eorum instanciam, servata patrie consuetudine, ut dicitur, vendidisset domine de Foleville, sorori scutiferi ejusdem, tanquam plus offerenti, et, delata super hoc querimonia per eumdem scutiferum contra dictos prepositum de Pigueriis et sororem suam coram preposito Aurelianensi, dictus prepositus Aurelianensis, id quod per dictum prepositum de Pigueriis super hoc factum fuerat, per suum judicium confirmasset, dictusque scutifer a dicto judicato, tanquam a falso et pravo ad nostram curiam appellasset: Tandem, in causa dicte appellacionis, comparentibus in curia dictis partibus, et auditis earum racionibus hinc et inde, visisque processibus omnibus supradictis, per judicium nostre curie, dictum fuit predictum Aurelianensem prepositum bene judicasse et dictum scutiferum male appellasse, et quod ipse emendaret; et gagiavit emendam.

XI. Cum vicecomes de Ventador conquereretur de ballivo Arvernie, super eo quod idem ballivus ad manum suam posuerat villam de Uyssello vicecomitis predicti, dicens dictam villam ab antiquo esse de ressorto ballivie de Briva, senescallie Petragoricensis; et e contra dictus ballivus Arvernie diceret dictam villam esse de feodis nostris Arvernie, pertinentibus ad castrum de Arminto, quod est de ballivia Arvernie, et quod, propter inobediencias dicti vicecomitis, racione feodi dicte ville, ibidem posuerat manum suam, et in casu ad eum pertinente: Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, per curie nostre judicium, dictum fuit quod ballivus Arvernie villam dictam de Uyssello, quantum ad jus feodi et ejus expleta, justiciabit et explectabit, et quod, quantum ad alia que pertinent ad casus ressorti et expleta justicie, dicta villa ressortum habeat ad balliviam Brive, prout hactenus extitit consuetum.

XII. Cum inter Renerium de Sancto-Porciano et ballivum Arvernie esset discordia super eo quod quemdam processum, coram dicto ballivo habitum, in quadam appellacionis causa inter dictum Renerium et priorem de Sancto-Porciano, idem Renerius probare

volebat per testes, et u contra dictus ballivus proponeret quod hujusmodi processus coram ipso habiti, probari debebant non per testes, sed per litteras et memorialia sigillo dicti ballivi sigillata: Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, per curie nostre judicium, dictum fuit quod dictus Renerius processum suum poterit per testes sufficienter probare, sicut hactenus extitit in dicta ballivia consuetum. PHILIPPE IV, 1299.

XIII. Cum homines Ville-Nove-Sancti-Georgii et de Thyais conquererentur de abbate Sancti-Germani-de-Pratis, super eo quod ipse compellebat eos ad solvendum solidos pro misiis et expensis quas ipse abbas fecerat pro exercitu nostro Flandrensi, ad quorum prestacionem dicebant se non teneri, pro eo quod ipsi solverant, ut dicebant, quinquagesimam et centesimam per nos impositas pro subsidio exercitus predicti; et dictus abbas super hoc peteret curiam sibi reddi: Tandem auditis parcium racionibus hinc et inde, et visis cartis et judicatis hominum predictorum, per judicium curie nostre, dictum fuit quod dictus abbas super hoc habeat curiam suam, et quod ipse non gravet dictos homines in levando ab eis solidos predictos, et, si dicti homines videant se gravari super hoc per abbatem predictum, poterunt ad nos, per viam per quam debebunt, recursum habere.

XIV. Cum Petrus de Foresta, scutifer, a quodam judicato per ballivum Arvernie, super proprietate quorumdam hereditagiorum, contra se facto pro Stephano et Johanne Rous, fratribus, et pro heredibus Petri Ruffi, tanquam a falso et pravo, ad nostram curiam appellasset: Tandem, dicte partes, in nostra curia constitute, a prosecucione dicte cause appellacionis totaliter destiterunt, et, de voluntate et licencia curie, recesserunt.

Per dominum archiepiscopum Narbonensem.

XV. Cum, per judicium curie, dictum fuisset quod villa de Uys-

PHILIPPE IV, 1299. sello, quantum ad jus feodi, subsit ballivie Arvernie, et, quantum ad ressortum justicie, subsit ballivie de Briva, que regitur jure scripto, et dominus de Uyssello peteret quod curia adjungeret dicto judicato quod ejusdem ville pertinencie sint de ressorto ballivie de Briva, ordinavit curia et precepit quod ballivus Arvernie se informet si dicta villa de Uyssello, cum suis pertinenciis, ab antiquo consueverunt esse de ressorto Brive, et si ipse invenerit ita esse, sic teneri faciat et observari, et in contrarium nichil attemptet.

XVI. Visa inquesta, de mandato curie facta, super excusacione domini de Maignac et filiorum suorum, proposita ad anullandam principalem inquestam, contra ipsum dominum et ejus filios factam, super quibusdam excessibus, violenciis, injuriis et novis desaisinis, ad instanciam abbatis et capituli Dauratensium, per judicium curie pronunciatum fuit predictam excusacionem sufficienter esse probatam, et propter hoc predicta principalis inquesta, per idem judicium, fuit totaliter anullata, et injunctum quod de predictis, iterato vocatis partibus, inquiratur. Commissum est M. J. de Foresta et domino Stephano de Chamlistre, quibus ego P. tradidi dictam inquestam anullatam, pro videndis articulis et nominibus testium in ea predictorum. M. J. de Foresta reddidit michi, et ego tradidi eam cantori Aurelianensi.

XVII. Inquesta, facta inter Regem et capitulum Sancti-Petri-Puellarum-Bituris, non est facta sufficienter, et ideo partes iterato vocabuntur et audientur.

XVIII. Cum inter textores et fullones Parisienses esset discordia super eo quod dicti fullones nolebant pannos quos folabant portare ad novas polias, extra muros Parisienses situatas, sed tantummodo ad antiquas, que sunt intra dictos muros; dictique textores peterent predictos fullones ad hoc compelli, offerentes eis solvere salarium competens pro pannis suis ad dictas polias novas, extra

muros predictos, portandis, dictis fullonibus e contra proponentibus se ad hoc non teneri, nec debere compelli: Tandem, auditis omnibus que dicte partes hinc inde proponere voluerunt, ac habita deliberacione super hoc diligenti, per curie nostre judicium, dictum fuit et pronunciatum dictos fullones non esse compellendos ad portandum pannos quos folabant ad dictas polias, extra muros Parisienses existentes, nisi aliud conventum fuerit inter ipsos et textores predictos. PHILIPPE IV, 1299.

Sabbato ante Candelosam.

XIX. Cum abbas Fiscanensis peteret se resaisiri de duobus judeis et eorum bonis, quos ballivus Calety, in villa Fiscanensi, quam villam, cum judeis et usuariis et omnibus et singulis que in dicta villa Rex habebat preter ressortum, dictus abbas asserebat Regem, per certum escambium, concessisse monasterio Fiscanensi, pro eo quod dicti judei monetam Regis rescindebant, ceperat et justiciaverat; et e contra dictus ballivus pluribus racionibus proponeret hoc fieri non debere: Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, ac visa littera concessionis predicte, per curie judicium dictum fuit quod dictus ballivus eundem abbatem resaisiat de judeis predictis ac de bonis alterius ipsorum, qui erat commorans, licet descenderat de judeis cómmorantibus in dicta villa Fiscanensi, tempore concessionis predicte; alterius vero judei, qui erat originarius Regis judeus, bona omnia Regi remanebunt, et, si dictus abbas aliqua teneat de bonis istius secundi judei Regis, ea Regi reddere teneatur.

Mense januarii.

XX. Cum homines castri nostri de Vire per nostram requirerent curiam provideri qualiter fieret et a quibus contribucio pro reparacione ac refeccione murorum ville predicte: Tandem, habita deliberacione super hoc diligenti, per nostram extitit curiam ordinatum quod dicti homines et alii habitantes in dicta castellania castri nostri predicti de Vire, necnon et qui suas habent hereditates infra ipsam

PHILIPPE IV, 1299. et qui utilitatem habent vel habere possunt ex muris predictis compellentur, prout quemlibet tangere potest, pro modo facultatum suarum, contribuere in eorumdem refeccione murorum; verumtamen, si, ex locacione vel aliis usibus aut expletis dictorum murorum et tornellarum ipsorum, nos aliqua specialiter receperimus vel in posterum recipere nos continget emolumenta, que nos in eorum sustentacione non posuerimus, illa primitus in ipsorum refeccione, quantum sufficere poterunt, implicabuntur.

Sabbato post Candelosam.

XXI. Cum homines Vernonis de ballivo Gisorcii conquererentur super eo quod ipse ballivus eos compellebat ad contribuendum in refeccione pontis dicte ville Vernonis, pluribus racionibus asserentes se ad hoc non teneri; dicto ballivo e contra, pluribus racionibus, pretendente ipsos homines et alios habitantes ac possessiones habentes in castellania Vernonis, ad dictam contribucionem teneri : Tandem, auditis dictarum parcium racionibus, per curie nostre judicium, dictum fuit quod dicti homines et alii habitantes in dicta castellania, necnon et qui suas habent hereditates infra ipsam, et qui utilitatem habent vel habere possunt ex dicto ponte, compellentur, prout quemlibet tangere potest, pro modo facultatum suarum, contribuere in refeccione pontis predicti. Verumtamen, si nos, ex dupla constume ibidem consuete levari, pro dicti pontis sustentacione, aliqua receperimus, aut in posterum nos recipere continget, que nos in ejusdem pontis sustentacione non posuerimus, illa primitus in refeccione pontis predicti, quantum sufficere poterunt, expendentur.

Item, cum similis discordia esset inter dictas partes super eo quod dictus ballivus compellebat eos ad contribuendum in refeccione murorum ville predicte : Auditis racionibus parcium earumdem, per idem judicium, dictum fuit quod dicti homines et alii habitantes in dicta castellania, necnon et qui suas habent hereditates infra ipsam et qui utilitatem habent vel habere possunt ex muris predictis,

compellentur, prout quemlibet tangere potest, pro modo facultatum suarum, contribuere in eorumdem refeccione murorum. PHILIPPE IV, 1299.

Verumtamen si, ex locacione vel aliis usibus aut expletis dictorum murorum et tornellarum ipsorum, nos aliqua specialiter receperimus, aut in posterum nos recipere continget, emolumenta, que nos in eorum sustentacione non posuerimus, illa primitus in ipsorum refeccione, quantum sufficere poterunt, implicabuntur.

Sabbato post Candelosam.

XXII. Cum burgenses Ryomenses conquererentur super eo quod gentes nostre impediebant eos quominus ipsi Lombardos, in dicta villa commorantes et ibidem redditus seu possessiones habentes, tailliare possent, sicut alios burgenses dicte ville, possessiones seu redditus ibidem habentes, dicentes quod ipsi, tam per longum usum eorum quam per cartam ville predicte, dictos Lombardos poterant tailliare; et e contra dicti Lombardi proponerent se, per privilegium nostrum, a tailliis predictis esse liberos et immunes : Tandem, auditis partibus, et visis privilegiis et cartis eorumdem, per arrestum curie, dictum fuit quod dicti burgenses predictos Lombardos, sicut et alios burgenses ville predicte, non impediantur tailliare.

XXIII. Cum major et jurati ville Calvi-Montis-in-Vulquasino conquererentur super eo quod, contra cartam dicte ville et usum eorum, ut dicebant, ballivus Silvanectensis impediret eos quominus ipsi judeos in dicta villa commorantes justiciare possent sicut christianos commorantes ibidem : Tandem, auditis partibus et visa carta ville predicte, dictum fuit et injunctum ballivo Silvanectensi quod ipse cercioret se si dicti major et jurati consueverunt justiciare judeos predictos, et, si ipse invenerit ita esse, nullum impedimentum super hoc apponat eisdem.

Jovis ante Cineres.

PHILIPPE IV, 1299.

XXIV. Visa carta majoris et juratorum de Pruvino, et auditis racionibus eorum ac gencium nostrarum Campanie, per arrestum curie, dictum fuit quod Rex remaneret in saisina levandi manusmortuas in communia Pruvinensi.

XXV. Die lune post Brandones, episcopus Ambianensis in curia confessus fuit quod, in abbacia et in domo leprosaria de Morolio, Rex habet specialem gardam, talem qualem ipse habet in aliis ecclesiis et domibus existentibus de speciali garda sua.

XXVI. Cum dilectus et fidelis noster Matheus, dominus Montis-Morenciaci, Francie cambellanus, in curia nostra peteret amoveri impedimentum, sibi per gentes nostras appositum minus racionabiliter, ut dicebat, super patronatu capelle castri de Argentan: Tandem, vocatis et auditis super hoc ballivo Cadomensi ac procuratore nostro Normannie, et pluribus militibus illius patrie, scientibus consuetudines parcium earumdem, visaque littera nostra super donacione a nobis dicto domino facta de castro predicto, per curie nostre judicium, dictum fuit predictum impedimentum esse amovendum.

Mense marcii.

XXVII. Cum Luca Pasque et ejus sorores de domo quadam, sita ad portam Baudoyer, contigua domui Guillelmi Potage, que quondam fuit deffuncte Aaledis Liete, amite earum, de qua se saisitas dicebant et in qua, propter debatum quod super ea vertebatur inter Johannem Nicholaum et Robertum dictos de Fossatis, fratres, ex una parte, et easdem sorores, ex altera, prepositus Parisiensis apposuerat manum nostram, et super qua domo dicte sorores, pro se, coram dicto Parisiensi preposito, sentenciam obtinuerant contra fratres predictos, dictam manum nostram peterent amoveri; et e contra dictus prepositus assereret quod, licet ex causa predicta manum nostram ibidem apposuisset, quia tamen datum fuerat sibi intelligi nos habere jus in domo predicta, de quo jure nostro ipse reserva-

cionem fecerat in probacione sentencie sue, quam super dicta domo tulerat pro sororibus antedictis, idcirco dicebat se non debere manum nostram inde amovere quousque de jure nostro super hoc cognovisset : Tandem, auditis dictarum parcium racionibus hinc et inde, per judicium curie nostre, dictum fuit et pronunciatum quod dictus prepositus de dicta domo amoveat manum nostram, et, si ipse in domo predicta vel ejus parte nos crediderit jus habere, illud nobis, per viam juris, illesum conservet, et dictas sorores super hoc per jus ducat. PHILIPPE IV, 1299.

Mense marcii.

XXVIII. Cum heredes defuncti magistri Petri de Monte-Germondi manum nostram, super eos appositam in bonis hereditariis que quondam fuerunt dicti defuncti, et in quorum saisina ac de eis in fide et homagio dominorum de quorum feodis hujus bona movent se esse dicebant, dicti heredes, tempore apposicionis manus nostre predicte, peterent amoveri; et e contra, pro parte nostra, plures fuissent proposite raciones ad illum finem quod manus nostra non deberet inde amoveri : Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, per curie nostre judicium, dictum fuit quod dicti heredes in illo statu super hoc reponentur in quo ipsi erant tempore quo manus nostra fuit apposita in bonis predictis, salvo in eisdem bonis jure nostro per omnia, tam in possessione quam in proprietate, et salvo eciam super eis jure quolibet alieno.

Martis, post Sanctum-Gregorium.

Senonensis et Aurelianensis.

PHILIPPE IV, 1300.

ARRESTA

DATA IN PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCC.

I. Notum facimus quod, cum capitulum Laudunense de quodam malefactore, quem ipsi in eorum jurisdictione ceperant et captum ducebant per terminos pacis Laudunensis, et quem gentes nostre abstulerant eisdem, et secum duxerant ad domum nostram Laudunensem, et postea justiciaverant eundem, in ipsius capituli prejudicium, ut dicebant, peterent se resaisiri, in eodem loco in quo facta fuerat capcio predicta per dictas gentes nostras; et e contra ballivus Viromandensis proponeret quod ejus serviens dictum malefactorem de manibus gencium dicti capituli ceperat, et ad domum nostram adduxerat, racione cujusdem appellacionis ad curiam nostram Laudunensem interposite per ipsum capitulum, vel alium pro ipso, ut fieret ibidem justicia super appellacione predicta; propter quod dicebat dictam resaisinam fieri non debere in loco ubi facta fuerat capcio predicta per gentes nostras : Tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod ballivus predictus quamdam figuram, personam dicti malefactoris representantem, cum ejus personam non haberet, reddet eisdem, vel in domo nostra predicta vel alibi, extra terminos pacis Laudunensis, ita tamen quod, per factum hujusmodi, nec nobis nec dicto capitulo nec communie Laudunensi fiat in similibus casibus aliquod prejudicium in futurum. In cujus, etc.

Die Jovis, in vigilia beati Martini hyemalis.

II. Notum facimus quod, cum Johannes de Bretolio, burgensis Roye, filie sue, quam extra dictam villam maritaverat, magnam par-

tem bonorum suorum dedisset, et villa Roye peteret eundem Johannem compelli ad solvendum exitum ville de dictis bonis, aliique creditores dicti Johannis peterent sibi satisfieri de bonis predictis, et ballivus Veromandensis proponeret quod ipse dicta bona volebat prius explectare pro quadam emenda quam nobis debet idem Johannes : Tandem, auditis propositis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod de dictis bonis, si ad hoc sufficerent, satisfiet utrisque, alioquin, pro solido et libra, prius satisfiet illis qui reales habebant obligaciones, antequam idem Johannes incidisset in emendam predictam, et de residuo, si fuerit, capietur emenda nostra, et satisfiet, pro solido et libra, in quantum sufficere poterunt, illis qui personales habent obligaciones, cujus emende nostre percepcio sequentibus realibus ac omnibus personalibus obligacionibus preferetur. In cujus, etc. PHILIPPE IV, 1300.

Die Jovis, in vigilia hyemalis festi beati Martini.

III. Cum Guodefridus de Roya, scutifer, super eo quod quidam canonicus Peronne, in domo quadam dicti Guodefridi, gagiaverat pro redditu duorum caponum et decem denariorum, eumdem canonicum traxisset in causam coram scabinis de Peronna, dictique scabini super saisina percipiendi dictum redditum, judicium fecissent pro dicto canonico contra Guodefridum predictum, idemque Guodefridus a dicto judicio, tanquam a falso et pravo, ad ballivum Veromandensem, et postea a dicto ballivo ad nos, super quibusdam gravaminibus seu deffectibus, ut dicebat, necnon a curia hominum feodalium curie dicti ballivi, super eo quod ipsi predictum judicium scabinorum confirmaverant, ad nostram audienciam appellasset, peteretque per nostram pronunciari curiam utrosque contra eum male judicasse, et se bene appellasse: Tandem, auditis partibus hinc et inde, per arrestum nostre curie dictum fuit quod bene judicatum fuerat per utrosque, et male apellatum, quodque dictus Godefridus, tam nobis quam dictis scabinis ac hominibus, hoc emendaret. Quam emendam, per eundem Guodefridum nobis gagiatam, curia

PHILIPPE IV, 1300. nostra sibi, de gracia, quantum ad nos pertinet, remisit. In cujus, etc.
Sabbato post festum beati Martini.

IV. Mota questione coram nobis inter scabinos de Miro-Monte, ex una parte, et dominum ejusdem ville, ex altera, super eo quod, ut dicebant dicti scabini, in eorum prejudicium et contra tenorem privilegiorum ipsorum, per regem Francie confirmatorum, dictus dominus, auctoritate sua propria et absque dictorum judicio scabinorum, assignaverat ad bona cujusdam malefactoris de dicta villa, per eosdem scabinos banniti : Tandem, auditis partibus hinc et inde, visisque privilegiis dicte ville, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod assignacio ad dicta bona, per eumdem dominum facta, tenebit, sed si aliquis, se jus in dictis bonis reclamans habere super hoc, aliquid a dicto domino petere voluerit, ipse dominus fieri faciet curiam per dictos scabinos, et ipsi scabini super hoc jus facient inter partes. In cujus, etc. Novembris.

V. Cum major et jurati de Villa-Nova-Regis, in Belvacinio, de Johanne Petiti, burgensi eorum, quem ipsi in sua justicia ceperant, et captum tenebant pro suspicione arsionis cujusdam domus dicte ville, et, in ipsorum prejudicium, ut dicebant, ballivus Viromandensis amoverat eum de prisione eorum, peterent se resaisiri; et e contra dictus ballivus, pluribus racionibus, proponeret se ad hoc non teneri: Tandem, auditis partibus hinc et inde, quia constitit curie quod dictus Johannes in justicia dictorum majoris et juratorum captus fuerat, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictus ballivus eos resaisiet de malefactore predicto, et si ballivus crediderit quod curia et cognicio dicti facti ad eum pertineat, vocatis et auditis dictis majore et juratis et aliis quorum interest, super hoc faciet justicie complementum. In cujus, etc.
Die sabbati post octabas sancti Martini.

VI. Cum inter Pelegrinum de Sancto-Paulo, burgensem Moysiaci,

ex una parte, et consules ville Francisie, dyocesis Caturcensis, pro se, universitate et hominibus dicte ville, ex altera, esset discordia coram nobis, super bassa juridictione usque ad sexaginta solidos et infra territorium de Campo-Arnaudi et de Autevada, et pertinenciarum, ac habitancium locorum eorumdem, dictusque Pelegrinus proponeret dictam jurisdictionem ad se pertinere, occasione cujusdam composicionis facte per ipsum super hoc cum Guichardo de Marziaco, milite, senescallo nostro tunc Petragoricensi et Caturcensi, quam ipse demum per nos obtinuit confirmari, pro quibus composicione et confirmacione ipse nobis solverat quingentas libras Turonenses, ut dicebat; parte adversa in contrarium asserente quod dicta jurisdictio ad eos pertinebat, pro eo quod predictam jurisdictionem eisdem concesseramus, et ex certa sciencia confirmaveramus predictam composicionem cum dicto senescallo habitam, que facta fuerat, nostra super hoc voluntate retenta, antequam eam confirmaremus totaliter revocando: Tandem, auditis partibus, et visis litteris earumdem, per judicium nostre curie, dictum fuit quod, concessione predicta, per nos facta consulibus et ville predicte, in suo robore permanente, predicta composicio per dictum senescallum facta, quamquam postea confirmata per nos fuerit, non tenebit, et quod dicte quingente libre, quas ipse Pelegrinus propter hoc nobis solvit, reddentur eidem, et quod ipse reponetur in illo statu super hoc in quo ipse erat, tempore quo ipse cum dicto senescallo nostro fecit composicionem predictam, et, si aliquis contra eum, vel ipse contra aliquem super hoc aliquid petere voluerit, vocatis partibus, fiet eis justicie complementum. In cujus, etc.

PHILIPPE IV, 1300.

Mense novembris.

VII. Cum inter majorem et juratos ville Corbeye, ex una parte, et abbatem et conventum dicte ville, ex altera, esset discordia coram nobis, super eo quod dicti major et jurati dicebant quod in casibus forciarum, recussarum et violenciarum, per eos amotarum de prisiis bonorum, racione censuum in dicta villa factis, ipsi bono-

PHILIPPE IV, 1300. rum hujusmodi recredenciam, causa pendente, super hoc facere debebant, per manum suam; dictis religiosis e contrario dicentibus recredenciam hujusmodi, per eorum manum, esse faciendam : Tandem, auditis partibus et visis earum litteris et privilegiis, per judicium nostre curie, dictum fuit quod predicta recredencia fieri debet per religiosos predictos.

Item, super eo quod dicti major et jurati proponebant quod, per eos, ad requisicionem gencium nostrarum, in omnibus causis fieri debebant adjornamenta in villa predicta; religiosis predictis e contrario dicentibus quod ad eos pertinebat facere hujusmodi adjornamenta : Tandem dictum fuit quod hujusmodi adjornamenta super mobilibus et catallis et trefundis et similibus casibus, in dicta villa fient per religiosos predictos, cetera vero adjornamenta per dictos majorem et juratos fient ibidem.

Item, super eo quod ipsi major et jurati dicebant quod de mercaturis, in dicta villa, sine termino et die factis, ipsi usque ad octo dies, et non dicti religiosi, cognicionem habebant; religiosis eisdem proponentibus ex adverso quod ipsi hujusmodi cognicionem habebant, quandocumque super hoc querimonia deferebatur ad ipsos : Tandem dictum fuit quod, de hujusmodi mercaturis, sine die et termino factis in dicta villa, dicti major et jurati, si ipsi super hoc infra octo dies a die contractus dictarum mercaturarum et non ultra adeantur, cognoscere poterunt, et nichilominus hujusmodi contrahentes, si voluerint, poterunt se super hoc trahere ad dictos religiosos, et ipsi religiosi super hoc cognicionem habebunt.

Item, super eo quod, quando in dicta villa aliquis vestem, pecudem vel aliam rem suam mobilem apud alium inventam, sibi furatam, male captam vel ablatam, asserens, ad finem tantummodo dicte rei sue recuperande, petit eam, ut suam, sibi reddi, dicti major et jurati, propter suspicionem, ex hujusmodi peticione exortam, contra rei hujusmodi detentorem dicebant ad se, non ad religiosos predictos, cognicionem super hoc pertinere; dictis religiosis e contra proponentibus quod, cum ipsi religiosi in dicta villa habeant cogni-

cionem mobilium et catallorum, hujusmodi cognicio ad ipsos pertinebat, non ad majorem et juratos predictos : Tandem dictum fuit quod dicti religiosi de peticione, dominio et restitucione hujusmodi rei mobilis cognoscent, et dicti major et jurati, de crimine seu delicto, si quod super hoc incidisse crediderint, vel ipsius criminis aut delicti suspicione, cognicionem habebunt. PHILIPPE IV, 1300.

In festo beati Thome.

VIII. Cum prior Sancti-Germani-in-Laya, proponens quod predecessores nostri, Francie reges, dicto prioratui concesserunt omnem decimam vini et annone, que attinent ad cellarium vel granarium Pisciaci, de territoriis de Trel, de Charlavanna et de Pissiaco, quodque ex eo quod monasterium beati Ludovici edificavimus in dicto loco de Pissiaco, idem prior, in dicte decime percepcione, magnum sustinet detrimentum, peteret sibi per nos super hoc fieri recompensacionem condignam ; et e contra procurator noster, pluribus racionibus, pro nobis proponeret nos proinde ad faciendam dicto prioratui recompensacionem aliquam non teneri : Tandem, auditis partibus hinc et inde, et visis litteris predecessorum nostrorum super concessione predicta, per judicium nostre curie, dictum fuit nos dicto prioratui debere facere super hoc congruam recompensacionem, secundum quod invenietur dicte decime percepcionem diminutam esse ex edificacione monasterii supradicti.

In festo beati Thome.

IX. Cum prior et fratres Fontis-Bliaudi curie nostre conquesti fuissent super eo, ut dicebant, quod, contra privilegium eisdem a, sancte recordacionis, beato Ludovico in ipsorum fundacione concessum et contra usum eorum, forestarius noster Byerie ipsos impediebat injuste quominus usagio, quod ipsi habere se dicunt in dicta foresta, uterentur, quantum ad eorum pressorium de Reclusis; et e contra dictus forestarius proponeret quod dictum privilegium, quantum ad usagium in eodem concessum, se non extendebat ad

PHILIPPE IV. 1300.

pressorium antedictum: Tandem, auditis binc et inde propositis, et viso dicto privilegio, per judicium nostre curie dictum fuit quod usagium, per dictum privilegium, eisdem fratribus concessum, ad necessitatem et edificacionem predicti pressorii se extendit, et quod dictus forestarius ab impedimento predicto cessabit.

Lune, ante Sanctum-Gregorium.

X. Il est ordene par la court que, quant debaz sera entre parties de leur articles acorder, se li advocaz d'une partie ne veut recevoir aucun article, en disant que il ne fu mie plaidez, se li articles est pertinenz a la cause, et li advocaz qui l'a fait veaut jurer que il l'a plaidie, il sera receuz.

Jovis post Reminiscere.

XI. Cum, in causa dudum mota in curia nostra inter homines villarum de Chalou et de Molendinis-Novis, ex una parte, ac preceptorem et fratres domus Templi de Chalou, ex altera, per nostram fuisset curiam judicatum homines predictarum villarum teneri de emendis abreviatis, videlicet de sexaginta solidis, ad quinque solidos tantum, et de illis de minori quam sexaginta solidorum, ad duodecim denarios tantum, et de illis, de adjornamento de sexdecim denariis, ad quatuor denarios tantum, exceptis forisfactis melleiarum, de quibus stabitur usibus et consuetudinibus patrie et villarum vicinarum non privilegiatarum; et, occasione dicti judicati, dicti Templarii, pro saisinis et arrestis eorum fractis, et factis inobedienciis et rescussis et similibus excessibus contra ipsos et eorum ministros, ab eisdem hominibus levare vellent grossas emendas et non abreviatas; dictis hominibus e contra dicentibus se teneri, pro casibus hujusmodi, ad emendas, ut predictum est, abreviatas dumtaxat; tandem, dicte partes, in premissis ad predictum judicatum se referentes, pecierunt dictum judicatum, quoad premissa, per nostram curiam declarari : Visis igitur iterum et diligenter examinatis inquesta, alias inter dictas partes super hoc, de mandato nostro,

facta, et casibus et expletis in ea deductis et probatis, per curiam nostram extitit declaratum quod, pro casibus predictis et similibus, dicti homines emendas abreviatas, sicut premissum est, solvere tantummodo tenebuntur. PHILIPPE IV. 1300.

Veneris post Reminiscere.

XII. Cum Guillelmus et Boso, fratres, filii defuncti Raymundi de Verriaco, quondam militis, quedam bona que quondam dicti militis fuerant, et que ipse possidebat, ut dicitur, tempore quo decessit, et ea postmodum dominus Rex ad manum suam posuerat, pluribus racionibus peterent sibi reddi; procuratore domini Regis in senescallia Agennensi e contrario proponente quod, cum dictus miles, dum viveret, Raymundo, filio suo, ab eo emancipato, in premium dicte emancipacionis dicta bona donasset, eorum usufructu sibi retento ad vitam, dictus Raymundus, imminente guerra Wasconie, se ad inimicos transferens, dictorum bonorum proprietatem redonavit eidem patri suo in fraudem, ne diceretur bona eadem, tanquam sua, in commissum venisse, propter quod dicta bona posita fuerunt ad manum Regis, sed, facta fide de usufructu quem in eisdem bonis prius retinuerat dictus miles, gentes domini Regis eundem militem, quamdiu vixit, gaudere permiserunt usufructu predicto, et, eo defuncto, bona predicta, tanquam commissa, resumpserunt ad manum domini Regis; propter que dicebat idem procurator dicta bona non esse fratribus predictis reddenda : Tandem, auditis hinc et inde propositis, visisque litteris et instrumentis donacionum et emancipacionis predictarum, per judicium curie, dictum fuit predicta bona domino Regi in commissum venisse, et non esse reddenda fratribus antedictis.

Sabbato ante Sanctum-Gregorium.

XIII. Cum prior Sancti-Eligii Parisiensis requireret quod bona mobilia que fuerant Henrici et Colardi de Attrabato, fratrum, quos prepositus Parisiensis, tanquam falsos monetarios, justiciaverat, per

PHILIPPE IV. 1301.

eundem prepositum capta in vico Parisiensi, qui dicitur Burgus Thiboudi, in quo vico dictus prior, tam per cartam predecessoris nostri quam per usum ipsius, asserebat se omnimodam altam et bassam habere justiciam, sibi deliberarentur tanquam sibi commissa: Tandem, audito super hoc dicto preposito Parisiensi, et visa carta predicta, per judicium nostre curie, dictum fuit quod, nisi dicti flagitarii pro eo justiciati fuerint quod ipsi falsum metallum effundebant, et inde falsam monetam cudebant, predicta eorum bona deliberabuntur priori predicto.

De isto judicio facta fuit littera, sed cancellarius eam noluit sigillare.

Sabbato post Letare Jerusalem.

ARRESTA

DATA IN PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCCI.

I. A touz ceus qui ces presentes lettres verront ou orront, Guillaume Tibout, garde de la prevoste de Paris, salut: Sachent tuit que par devant nous vint personaument Oudart Arrode, citaien de Paris, et recognut qu'il avoit vendu, et, par nom de vante, assigne et otroie a touz jourz mes, a home honorable et discret maistre Guillaume Bonot, tresorier d'Angiers, une maison o le preal, et o toutes les appartenences, sise entre la rue par ou l'en vet de Saint-Cosme vers la Porte-d'Enfer, de la partie devant, et le pre dudit tresorier se estandent vers la rue que l'en appele la rue aus Machons, de la partie d'arriere, et joint a la maison dudit tresorier d'un coste, et a une ruelle de l'autre, sus la quele, si comme il disoit, sezze sols et six deniers parisis de rente tant seulement estoient deuz, les quiex

sont renduz annuement a la maison des escoliers de Serbone, pour seisante livrez de tornois petiz a lui paiez dou dit tresorier en pecune nombree, et bailliez et livrez, si comme il confessa par devant nous, et se en tint du tout en tout pour paie, et cessa a cil maistre toutes actions et droiz qu'il avoit et poet avoir contre touz aus choses dessus dites, et transporta en iceli maistre toutes actions et droiz li appartenanz aus choses dessus dites par ces presentes lettres, et se en dessaisit par devant nous et en saisit et vestit le maistre dessus dit, et est tenu et promist, par son loial creant, garentir et deffendre audit maistre et a ceus qui aront cause de lui, les choses dessus dites, et en obliga par devant nous, pour ce, audit maistre, se et ses hoirs et touz les siens et les biens de ses hoirs, et renonça par devant nous a toute excepcion de mal, de fraude, de barat, de circonvencion, de decepcion, et a excepcion de pecune non pas nombree, ne comptee, ne baillee, ne receue, et a toutes autres excepcions et privileges de droit et de fet, qui li porroient aidier sus les choses dessus dites, et audit maistre nuire, et promist, sus son creant et l'obligacion dessus diz, rendre audit maistre toz les dampmages et couz que il soutendroit par se deffaut de garantir les choses dessus dites. Donne a Paris, ou mois de decembre, l'an de grace Nostre-Seigneur mil trois cenz et un. PHILIPPE IV, 1301.

Coram me Bituris concordatum fuit.

II. Cum dilectus et fidelis noster episcopus Abrincensis, et Guillelmus Tesson, miles, bona quondam Guillelmi Grimaudi, falsi monetarii, per nos justiciati, sita sub eis, peterent sibi reddi, maxime cum nos, ut dicebant, dictorum bonorum fructus et exitus, secundum consuetudinem Normannie per unum annum percepissemus; et e contra ballivus Constanciensis pluribus racionibus proponeret dicta bona, tanquam commissa, racione dicti criminis, debere nobis remanere: Tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicta bona, sub eisdem episcopo et milite consistencia, postquam ea per annum tenuerimus, delibera-

PHILIPPE IV, 1301. buntur eisdem, nisi consuetudo Normannie sit in contrarium, per quam dicta bona, eciam post annum, nobis debeant remanere.

Lune ante Nativitatem Domini.

III. Cum in quibusdam boscis et vineis, moventibus de retrofeodis dilecti et fidelis nostri Parisiensis episcopi, a religiosis viris abbate et conventu de Hermeriis acquisitis, gentes nostre manum apposuissent, pro financia inde nobis prestanda, dictique religiosi dicentes quod Droco de Saille-Ville, miles, tempore quo ipse vivebat, et Johanna de Grangia, uxor ejus, dictas res, tanquam amortizatas, eisdem religiosis vendiderant, et per litteras suas obligaverant se ad garanciandum eisdem res hujusmodi venditas erga omnes, requirerent in curia nostra quod dicta relicta predictas res erga nos garentiret eisdem; et e contra dicta relicta, pluribus racionibus, proponeret se ad hoc non teneri : Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, visaque littera vendicionis et obligacionis hujusmodi, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicta relicta compelletur ad garenciandum ipsis religiosis erga nos res predictas, considerata tamen estimacione quam nos habere possemus exinde, pro permittendo dictis religiosis res tenere predictas, in retrofeodis dicti Parisiensis episcopi sitas, absque compulsione ponendi eas extra manum suam.

Jovis post Epiphaniam.

IV. Cum cives Cathalanenses, ex certa causa, nobis in quadam summa pecunie tenerentur, pro cujus debiti solucione Bonaventure Jacobi, Gregorius Gonteri, Christoforus Palmeri et eorum socii, mercatores Senonenses, quilibet in solidum, nomine nostro, costumam denarii de libra levaverunt ibidem, qui, de recepta sua dicti denarii, duo millia librarum Turonensium nobis in nostris compotis, Parisius, assignarant, gentesque nostre cives predictos, pro residuo dicti debiti, explectaverant, ipsique cives proponerent quod dicti collectores multo majorem summam levaverant ex denario predicto, nos, per fide dignos, inquiri fecimus super hoc veritatem, per quo-

rum inquestam et relationem inventum est quod dicti collectores de predicto denario quinque millia et quadringentas libras Turonenses receperunt : Quocirca, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicti collectores ultra predicta duo millia, jam soluta, reddent nobis tria millia et quadringentas libras Turonenses, in acquictacionem dictorum civium erga nos imputandas, et eciam quicquid inveniri poterit ipsos exinde amplius recepisse, sed, si quas expensas ipsi fecerint, necessarias pro recepta predicta, deducentur eisdem. PHILIPPE IV. 1301.

Sabbato post Epiphaniam.

V. Cum major et jurati Nove-Ville-Regis in Belvacinio requirerent in curia quod eisdem redderetur Wiardus Fabri, burgensis eorum, quem prepositus Montis-Desiderii captum tenebat, dicentes quod jurisdictio burgensium suorum, per punctum carte, spectat ad ipsos, exceptis quibusdam certis magnis casibus, in eorum carta predicta domino Regi reservatis; et ballivus Viromandensis ex adverso proponeret quod dictus Wiardus captus erat pro casu ad dominum Regem spectante : Quod, cum esset dubium, et de jurisdictione dictorum majoris et juratorum constaret, injunctum fuit, per curiam, dicto ballivo quod ipse statim dictum Wiardum reddat eisdem, et quod, vocatis quorum interest, informet se et curie rescribat si casus, pro quo dictus Wiardus captus extitit, ad dominum Regem pertineat vel ad majorem et juratos predictos; quibus precepit curia quod, dicta informacione pendente, nichil innovent contra Wiardum predictum.

Dominica post Candelosam.

VI. Die Mercurii post octabas Purificacionis, dominus de Ruppe advoavit se tenere a domino Rege, nudo ad nudum, absque aliquo medio, quicquid ipse tenet apud Chesnetum de Ruppe-Guion, presente Guioto Mauvoisin adversario suo. Cedulam habeo.

VII. Cum comes Convenarum, racione liberorum suorum, in

PHILIPPE IV, 1301. ballo suo existencium, filiorum defuncte sororis, Johannis de Monte-Forti, militis, nuper defuncti, requireret quod dominus Rex ipsum ad homagium suum reciperet de tercia parte successionis dicti defuncti, et quod saisina dicte tercie partis sibi deliberaretur, maxime cum, de jure scripto, dicti liberi personam dicte matris in habendis successionibus, representent, et terra illa, in qua consistunt bona dicte successionis, jure scripto regatur, ut dicebat, et senescallus Carcassonensis ejus fidelitatem jam super hoc recepisset; et e contra comitissa Vindocinensis, soror dicti quondam Johannis, dicens quod bona dicte successionis erant de conquestis factis per quondam comitem, Symonem de Monte-Forti, et quod hujusmodi bona censeri et deduci debebant in particionibus et successionibus, non secundum jus scriptum, sed ad usus et consuetudines Francie, juxta Parisius, et quod ipsa, secundum predictas consuetudines, erat heres proximior dicti defuncti, et quod dominus Rex, informatus de predictis, ipsam receperat in homagium suum de bonis predictis, et quod ipsa fuerat in saisina dictorum bonorum posita, de mandato domini Regis, pluribus racionibus propouneret quod dictus comes de dicta successione non debebat recipi in homagium domini Regis, et quod ipsa remanere debebat in saisina quam habebat de predictis, et, ad fundandam intentionem suam, curie registra peciisset videri, et suas exhibuisset litteras, et plures testes in curia super hoc produxisset; dictusque comes ex adverso petens sibi fieri copiam de dictis registris et deposicionibus testium predictorum, protestansque de probanda intencione sua, loco et tempore competenter, pluribus racionibus, proponeret requestam suam, non obstantibus racionibus in contrarium propositis, debere adimpleri: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis dicte comitisse litteris ac curie registris, lectisque et plene expositis eidem comiti litteris et registris predictis, visis eciam deposicionibus testium predictorum, per judicium curie, dictum fuit quod dicto comiti non fiet copia dictorum registrorum nec deposicionum predictarum, et quod dictus comes ad presens non recipietur de predictis in homagium domini Regis, et quod dicta co-

mitissa in saisina dictorum homagii et bonorum, in statu in quo est, remanebit, et quod, si dictus comes contra dictam comitissam velit aliquid dicere et probare, vocatis partibus fiet eis justicie complementum. PHILIPPE IV, 1301.

Mercurii post Cathedram sancti Petri.

VIII. Cum pedagiarii de Bappalmis quosdam mercatores de Ypra, videlicet Antomux, Zedeman et Lambertum Binzebaut, burgenses Yprenses, racione dicti pedagii gagiassent, et ad ipsorum mercatorum instanciam, facto super hoc, per litteras nostras, mandato ad ballivum Viromandensem, dictis mercatoribus de prisiis hujusmodi per manum nostram, tanquam superioris, facta fuisset recredencia, et eisdem pedagiariis et mercatoribus super hoc dies assignata, Parisius, coram nobis, dicta die adveniente, dilectus consanguineus et fidelis noster comes Attrabatensis, coram nobis proponens quod predicti sui pedagiarii, utendo jure suo, infra fines pedagii sui de Bappalmis et in sua justicia, pro defectu sui pedagii non soluti, gagiaverant mercatores predictos, requisivit quod dicta pignora injuste, ut dicebat, ad manum nostram posita, reponerentur ad manum suam, et ipse faceret quod deberet; et e contra dicti mercatores, proponentes quod, cum dicti pedagiarii, qui adjornati erant et contra quos ipsi habebant facere, non essent presentes, dixerunt quod cum predicto comite super hoc procedere nolebant, nec aliquid petere ab ipso; dicto comite dicente factum hujusmodi pedagiorum suorum esse factum suum et ad se pertinere et ab eo advoatum; predictis mercatoribus in sua priori persistentibus responsione : Tandem, auditis racionibus hujusmodi parcium predictarum, cum nichil amplius ex parte dictorum mercatorum fuisset propositum, nec alias vellent defendere comitis predicti requestam, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicta pignora per manum nostram comiti predicto reddentur.

Sabbato post Cathedram sancti Petri.

PHILIPPE IV, 1301.

ORDINACIO MANUUMMORTUARUM, AUBENORUM ET BASTARDORUM.

IX. Philippus, etc. universis presentes litteras inspecturis, salutem : Graves clamores et multiplices frequenter, tam ad nos quam gentes nostras, perveniunt contra collectores per nos deputatos in negociis manuummortuarum, aubenorum et bastardorum, super inordinatis et abusivis processibus et usurpacionibus pluribus qui per eos fiunt, ut dicitur, in grave subditorum nostrorum dampnum et dispendium, ac eciam in diminucionem earum que ad nos debent pertinere in bonis eorumdem, cum ipsorum bonorum quantitates magne fuisse et esse dicantur, et dicti collectores de modicis quantitatibus dumtaxat reddiderint et reddant nostris gentibus racionem: Tandem, deliberacione super hoc habita diligenti, per curiam nostram extitit ordinatum quod bastardorum et aubenarum, in terris baronum et aliorum subditorum nostrorum in quibus ipsos constiterit omnimodam habere justiciam, decedencium bona ipsi collectores non explectent, nisi prius per aliquem ydoneum virum, quem ad hoc specialiter deputaverimus, vocatis partibus ac dictis collectoribus et domino loci, constiterit quod nos simus in bona saisina percipiendi et habendi bona talium bastardorum et aubenarum decedencium in terris predictis, qua inquesta pendente, statim de bonis hujusmodi, vocatis predictis, certum fiet inventarium, quo facto, bona predicta in manu nostra, tanquam superioris, ponentur, et interim salva custodientur ibidem penes aliquem probum virum non suspectum, et inqueste hujusmodi per nostram curiam expedientur. Item, ordinatum fuit quod dicti collectores novas associaciones de cetero pro nobis non recipient, absque nostro speciali mandato. Item, ordinatum fuit quod, si inter aliquos subditos nostros sit questio de bonis habendis alicujus qui in statu decesserit servitutis, utraque parte dicente defunctum hujusmodi hominem suum de corpore fuisse, et ex parte alicujus non proponatur bona hujusmodi ad nos pertinere, vel racione juris nostri vel racione associacionis antique, dicti collectores cognicionem questio-

nis hujusmodi sibi non assumant, sed super hoc domino loci cognicionem dimittant. Item, ordinatum est quod, si collectores predicti bona alicujus defuncti ratione manusmortue, petant pro nobis, dicentes defunctum hujusmodi hominem nostrum de corpore fuisse, et ▪ contra ipsius defuncti heredes dicant ipsum fuisse liberum et in saisina libertatis decessisse, statim bonis hujusmodi ad manum nostram, tamquam superioris, positis, fiat, vocatis partibus ac domino loci, certum inventarium de bonis predictis, cujus copiam utraque pars habebit, et interim ibidem dicta bona per aliquem probum virum non suspectum in manu nostra servabuntur, et, de causis hujusmodi, ballivus noster illius loci cognoscet, nisi earum aliquam alii forcitam duxerimus specialiter committendam, et dicti collectores coram dicto ballivo nostro vel deputato a nobis, jus nostrum in hujusmodi prosequentur et defendent. Item, ordinatum est quod, in faciendis inventariis bonorum quorumlibet defunctorum, in quibus ipsi collectores reclamaverint nos jus habere, ipsi vocabunt omnes illos quos tangit negocium, et eciam dominum in cujus terra et justicia bona hujusmodi consistunt, et fiet utrique parcium copia inventariorum eorumdem, et in omnibus consimilibus casibus, qui de cetero evenient, servabitur ordinacio predicta. In cujus, etc.

PHILIPPE IV, 1301.

Martis post Sanctum-Gregorium (89).

X. Cum Johannes Caprayre, pro quibusdam commissis sibi impositis, per curiam Castri-de-Cancio, communem nobis et Petro de Claro-Monte, militi, ad diversas mulctas sentencialiter condempnatus fuisset; et ipse ad senescallum Carcassone a condempnatione hujusmodi appellasset, dictus senescallus, partibus vocatis, in causa dicte appellacionis procedens, sentencias predictas totaliter infirmavit, eumdem Johannem a predictis sibi impositis sentencialiter absolvendo; a cujus senescalli sentencia predicta dictus miles ad nostram audienciam, ut dicitur, appellavit: Tandem, in causa dicte appellacionis, visis processibus antedictis et auditis parcium racio-

PHILIPPE IV, 1301. nibus hinc et inde, per judicium nostre curie dictum fuit predictum militem a causa dicte appellacionis, per eum, ut dicebatur, interposite, totaliter cecidisse, et predictam senescalli Carcassonensis sentenciam, pro dicto Johanne latam, debere integraliter execucioni mandari.

Processum non habui.

Veneris ante Annunciacionem Domini.

XI. Super contencione mota inter Johannem Nicolai et Robertum de Fossatis, fratres, ex una parte, et Luciam Pasche et ejus soror, ex altera, super saisina domus cujusdam, site Parisius, versus portam Baudoier, contigue domui Guillelmi Potage, que quondam fuit defuncte Aelidis Liete, amite dictarum sororum : Auditis hinc inde dictarum parcium racionibus, et visis judicatis super hoc factis, tam per curiam nostram quam per prepositum Parisiensem, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod, non obstantibus racionibus ex parte dictorum fratrum super hoc propositis, dicte sorores remanebunt saisite de domo predicta, secundum predictorum judicatorum tenorem ; dicti tamen fratres, si sibi viderint expedire, via ordinaria, super hoc, agere poterunt contra sorores predictas.

Martis post Annunciacionem Domini.

Digitized by Google

ARRESTA

DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO OCTABARUM CANDELOSE,

ANNO DOMINI MCCCII.

I. De questione mota in curia nostra inter textores Parisienses, ex una parte, et magistros tinctores ejusdem ville, eorumque valetos, famulos seu servientes, ex altera, super modo tingendi proprios dictorum tinctorum et suorum valletorum et famulorum seu servientum pannos, lanas et fileta, in quo multe fraudes, ut dicebatur, poterant committi: Auditis parcium racionibus, et visa littera judicati super hoc alias per curiam nostram facti, per arrestum nostre curie, dictum fuit et, prout sequitur, declaratum judicatum predictum, videlicet quod dicti tincturarii, si velint aliis tingere, non poterunt, per se vel per alios, in suis domibus, suos proprios vel suorum valletorum et servientum pannos, lanas et fileta tingere, sed alibi penes alios tincturarios poterunt eos facere tingi; verumtamen apud tales quorum ipsi pannos, lanas aut fileta tinxerint; alter alterius pannos, lanas aut fileta mutuo seu vicissim non tingant; et similiter quod valletus, serviens vel famulus unius tinctoris, suos pannos, lanas aut fileta tingere non poterit in domo alterius tinctoris cujus ipse valletus, serviens aut famulus in proximo fuerit vel esse voluerit, ne fraus in hujusmodi committatur; et, si ipsi tinctores aliorum pannos, lanas aut fileta tingere non velint, et sic stent per annum quod aliis non tingant, in illo anno, ipsi tingere poterunt suos et suorum valletorum et servientum seu famulorum proprios pannos, lanas et fileta.

Mercurii post Sanctum-Mathiam.

II. Cum Johannes de Lay, pro se et frareschia sua, natis de Ba-

PHILIPPE IV, 1302. silia de Pruvino matre ipsorum, conquestus fuerit coram dilectis et fidelibus nostris magistro Guillelmo, thesaurario Andegavensi, et Oudardo de Nova-Villa, inquisitoribus deputatis a nobis in prepositura Parisiensi, de magistro Guillelmo de Remis, auditore Castelleti Parisiensi, super duabus domibus, sitis Parisius, in vico Frogerii-Asinarii, spectantibus ad ipsum Johannem et suam frareschiam, ut dicebat, ex successione dicte Basilie, matris sue, quas domos dictus Johannes, pro se et dicta frareschia sua, dicebat emptas quondam fuisse per dictam Basiliam, matrem suam, ab Herbeloto de Pruvino, et dictam matrem suam dictas domos, post dictam vendicionem, per longum tempus, ex titulo dicte emptionis, tenuisse, et dicebat eciam quod dictus magister Guillelmus de Remis dictas domos injuste, et in dicti Johannis et frareschie sue prejudicium detinebat occupatas, dictusque magister Guillelmus confessus fuit se dictas domos tenere et possidere ex titulo vendicionis sibi facte ab Ysabelli de Pruvino et Agnete de Pruvino, et dicte mulieres, presentes coram dictis inquisitoribus, confitentes se vendidisse dicto magistro Guillelmo domos predictas, negaverunt, una cum dicto magistro Guillelmo, dictam vendicionem de dictis domibus umquam factam fuisse eidem Basilie ab Herbeloto predicto, proponentes eciam quod, etsi umquam facta fuit dicta vendicio, quod non credebant, quod nulla fuit illa vendicio, quia dicebant quod dictus Herbelotus erat stultus et ydiota, adeo quod ipse vendicionem facere non debebat nec poterat, et quod dicta Basilia domos predictas tenuerat racione dotis sue et non alia racione : Deinde, litte contestata super hiis inter partes, et testibus, hinc inde productis, examinatis et publicatis, et auditis racionibus et allegacionibus parcium predictarum, et toto processu, a dictis inquisitoribus facto super inquesta predictorum, delato coram magistris camere parlamenti nostri Parisiensis, et coram ipsis adhuc ex abundanti dicto magistro Guillelmo super hiis que ipse proponere voluit in camera audito, per curie nostre judicium, dictum fuit et pronunciatum predictum Johannem de Lay, pro se et frarechia sua predicta, inten-

cionem suam sufficienter probavisse, quoad porcionem quam dictus Herbelotus habuit in domibus antedictis, et dictam porcionem eidem Johanni et sue frareschie predicte tradi et liberari debere. PHILIPPE IV, 1302.

Mense Marcii.

III. Notum facimus quod, cum datum fuisset nobis intelligi quod Johannes de Montigniaco, consiliarius noster, erat munerum acceptor, et eciam benefacta habebat a bonis villis pluribus regni nostri, et erat pensionarius earumdem, nos scire volentes super hoc veritatem, per fidc dignos a nobis deputatos inquiri fecimus super hoc veritatem, ex quorum relacione nobis constitit evidenter dictum Johannem super predictis mundum et inculpabilem existere ac penitus innocentem; propter quod eundem Johannem super hiis totaliter absolvimus, et per nostram fecimus pronunciari curiam sentencialiter absolutum. In cujus, etc.

Dominica ante festum beati Gregorii.

POST PARLAMENTUM.

IV. Cum dilecta et fidelis nostra comitissa Vindocinensis proponeret coram nobis quod, ipsa existente in homagio nostro et in saisina tocius terre site in Albigesio, que quondam fuit defuncti Johannis de Monte-Forti, quondam militis, de qua eciam totali terra ipsam nobis solverat rachatum, gentes nostre, ipsa non vocata et ejus racionibus non auditis, manum nostram apposuerunt, ad instanciam dilecti et fidelis nostri comitis Foresii, in medietate terre predicte, impediendo dictam comitissam ne ipsa inde gauderet, quamquam, ut ipsa dicebat, peticio quam fecit dictus comes, racione terre predicte, non posset se extendere nisi ad vicesimam octavam vel saltem ad terciam partem tocius ejusdem terre, ideoque peteret dictum impedimentum inde amoveri; predicto comite, pluribus racionibus, contrarium asserente: Tandem, auditis hinc inde

PHILIPPE IV. 1303. propositis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod, pendente dicta causa inter partes predictas, tercia pars dicte terre in salva manu nostra, tamquam superioris, remanebit, et impedimentum per nos, ad dicti comitis instanciam, appositum in totali residuo dicte terre statim amovebitur, ita quod dicta comitissa, sicut prius, inde possit gaudere.

Actum apud Vicenas, post Sanctum-Marcum, anno trecentesimo tercio.

V. Cum inter magistros et valletos forbissatores ensium ville Parisiensis, ex una parte, et Johannem de Glisi, Henricum de Sancto-Richario et Thomam de Boyssaio, operarios seu garnitores pomellorum, bandarum, capellorum, virolarum et heucarum ex auricalco, electro et metallo, novo et veteri, forrellorum ensium in villa predicta Parisiensi, ex altera, esset discordia super eo quod dicti forbissatores, conquerentes, dicebant quod, in eorum prejudicium et gravamen et contra tenorem registrorum Castelleti Parisiensis, et usagium super hoc hactenus consuetum, dicti operarii, suo artificio de auricalco, electro et metallo non contenti, sed rerum officia perturbantes, nitebantur facere rengias, estellas et forellos, ac cetera opera de corio et ligno, necessaria pro ensibus, tam magnis quam parvis, que opera, sicut proponebant, ad eos non pertinebant, requirentes quod dicti operarii electri et auricalci compellerentur desistere a predictis; et e contra dicti operarii, pluribus racionibus, dicebant quod ipsi predicta omnia facere poterant et debebant: Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, visisque registris Castelleti Parisiensis, statuta et ordinaciones predecessorum nostrorum, Francie regum, continentibus, habitaque deliberacione et facta informacione cum probis et antiquis hominibus, necnon scabinis ville predicte, qualiter inter dictos artifices super hoc extitit hactenus observatum, per judicium nostre curie, dictum fuit quod dicti operarii seu garnitores electri, auricalci et metalli, eorum operibus seu garnisionibus predictis de electro, auricalco et metallo

contenti, forellos ensium magnorum et parvorum, rengias et estellas, que ad officium forbissatorum pertinere reperti sunt, de cetero facere non poterunt, sed ab eis omnino abstinere debebunt. PHILIPPE IV, 1303.

Sabbato ante Penthecostem, anno trecentesimo tercio (90).

VI. Cum magistri forparii, residentes et charronnerii Parisienses, in vico qui dicitur la Charronnerie commorantes, de minutis forparum portatoribus conquererentur, dicentes quod, in ipsorum prejudicium et gravamen, et eorum domos, fenestras et stalla obscurando, dicti minuti forparii, cum suis mercibus stando, residendo et morando ante domos, fenestras et stalla eorum residenciam faciebant; et a contra dicti minuti forparii proponerent quod hoc eisdem licebat: Tandem, auditis partibus et visis quibusdam litteris nostris super hoc alias confectis, et audito per curiam nostram recordo gencium nostrarum qui alias interfuerant decisioni hujusmodi questionis, per arrestum nostre curie, dictum fuit et pronunciatum quod predicti minuti forparum portatores residenciam excessivam facere non poterunt, stando, residendo, vel morando ante domos, fenestras et stalla forpariorum et charronnorum predictorum, nec eorum obscurare domos, stalla, hostia seu fenestras; verumtamen ipsi per vicum, cum suis mercibus, ire poterunt et redire, hoc salvo quod, conveniendo de precio cum emptore rei portate, ipse portator per conveniens hore spacium, sine fraude, poterit se arrestare in loco in quo emptor arrestaverit deferentem, hoc eciam observato quod ab ipsis partibus fraus in predictis nullatenus committatur.

Lune post Sanctum-Bertholomeum, anno trecentesimo tertio.

VII. Cum, super contencione in curia nostra mota inter magistros et valletos forbissatorum ensium ville Parisiensis, ex una parte, et Johannem de Glisi, Henricum de Sancto Richario et Thomam de Boyssaio, garnitores pomellorum, bandarum, capellorum, virolarum et heucarum ex auricalco, electro et metallo, novo et veteri, forrellorum ensium in villa predicta Parisiorum, ex altera, partibus

PHILIPPE IV, 1303. auditis, per curie nostre judicium, nuper dictum fuisset quod dicti garnitores, predictis eorum operibus contenti, forrellos ensium magnorum et parvorum, rengias et estellas, qui ad officium forbissatorum pertinere reperta sunt, de cetero facere non poterunt, sed ab eis omnino abstinere debebunt, iterato curie nostre conquesti fuerunt forbissatores predicti, dicentes quod de novo, post judicatum predictum et in fraudem ipsius judicati predicti, Johannes Henricus et Thomas opera predicta, sibi per dictum judicium prohibita, apud Sanctum-Dyonisium faciebant et ea mittebant vel asportabant Parisius ad vendendum : Auditis igitur super hoc partibus antedictis, necnon gentibus dilecti et fidelis nostri abbatis Sancti-Dyonisii, per arrestum nostre curie, dictum fuit et declaratum quod predicti Johannes, Henricus et Thomas opera predicta, per dictum judicatum sibi prohibita, quamquam ea in aliis villis, extra Parisius, fecerint, mittere vel asportare Parisius non poterunt ad vendendum.

Mercurii ante Sanctum-Michaelem, anno trecentesimo tercio.

VIII. Philippus, etc. Cum Petrus Salinerii, quondam burgensis Figiaci, per diffinitivam sentenciam contra ipsum latam per Arnaldum Beraldi, locum tenentem senescalli Petragoricensis, occasione submersionis Petri Predicaire, in mille marcis argenti condempnatus fuisset, et dilectus ac fidelis noster magister Johannes Ducis, cantor Rothomagensis, ac Philippus de Planceyo, miles, inquisitores a nobis ad partes senescallie Petragoricensis, pro reformacione patrie, destinati, veritate reperta, tam per processus quam scripturas tabellionum inde factas, dictam sentenciam execucioni mandari juxissent, Bertaudus Salinerii, filius et heres dicti Petri, de hoc conquerens, plures raciones proposuit quare dicte sentencie execucio fieri non deberet; procuratore nostro se in contrarium opponente : Tandem, auditis diligenter ejusdem Bertaudi racionibus ac dicto procuratore nostro, per curie nostre judicium, dictum fuit quod, non obstantibus propositis, dicta sententia execucioni mandetur. In cujus, etc.

In vigilia beati Michaelis, anno trecentesimo tercio.

IX. Cum Bertholomeus de Cuse, consanguineus Johannis dicti Herbert, de Girodi-Curia, bannicionem factam per prepositum et scabinos Laudunenses de dicto Johanne, necnon et quamdam litteram a nobis postea obtentam, de justiciando dicto Johanne, racione bannicionis predicte, pluribus racionibus peteret revocari et annullari, inter cetera proponens quod adjornamentum, cujus virtute dicta bannicio processerat, factum fuerat et cucurrerat, ipso Johanne in prisione dominorum suorum, videlicet decani et capituli Montis-Falconis, existente, pro suspicione mortis Garfini, filii la Mole, de Girodi-Curia, de quo facto ipse Johannes postea, per curiam dictorum dominorum suorum, ut dicebat, legittime fuerat absolutus; et e contra Guiotus de Girodi-Curia, frater dicti mortui, pluribus racionibus proponeret dictam bannicionem valere, et predictam litteram nostram debere contra ipsum Johannem execucioni mandari : Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde, visisque litteris bannicionis et absolucionis predictarum, necnon tenore predictarum litterarum nostrarum, auditaque ballivi Viromandensis et majoris Laudunensis relacione, predicta bannicio ac dicta littera nostra, per curie nostre judicium, revocate totaliter et annulate fuerunt. PHILIPPE IV. 1303.

Lune ante Sanctum-Vincencium, anno trecentesimo tercio.

X. Cum forbissatores ensium ville Parisiensis curie nostre conquesti fuissent, dicentes quod Johannes de Glysi, Henricus de Sancto-Richario et Thomas de Boyssaio, garnitores forrellorum ensium opera ensium et forellorum, ad officium dictorum forbissatorum, et non ad officium dictorum garnitorum, pertinencia, in dictorum forbissatorum prejudicium exercebant, et venalia publice, Parisius, exponi faciebant, contra tenorem duorum judicatorum contra ipsos garnitores super hoc alias per curiam nostram factorum; et e contra dicti garnitores proponerent quod hoc eis, sicut ceteris foraneis mercatoribus, licebat, cum ipsi nunc essent omnino foranei de villa Parisiensi, et quod dicta judicata eis non obstabant, cum ipsi tunc et non modo in villa Parisiensi domicilia sua tenerent : Tandem,

PHILIPPE IV. 1303.

auditis hinc inde propositis, et inquisita per cives et mercatores ville Parisiensis de eorum consuetudine super hoc plenius veritate, comperto quod dicti garnitores, post dicta judicata, de villa Parisiensi apud Sanctum-Dyonisium in Francia, sua totaliter domicilia transtulerunt et tenent translata, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod ipsi garnitores mercaturas suas bonas ensium et forrellorum ac garnisionum eorumdem, prout alii foranei mercatores, poterunt asportare vel mittere Parisius, ad vendendum.

Martis post Letare Jerusalem, anno trecentesimo tercio.

XI. Au prevost de Paris. Comme ou registre de Chastelet de Paris il soit contenu que, du commun assentement des pigneresses et des filleresses de layne, il fu ordene que nul ne preigne a filer layne a filer, a autre poys que au nostre, c'est assavoir trois livres et un quarteron, et quiconques le prandroit a autre, il paieroit cinc sols d'amande a nous, et cil qui le baudra, diz sols; et oy le content meu seur ce de novel entre lesdites pigneresses et filleresses de Paris, d'une part, et les tysaranz de Paris, d'autre, nostre court, pour le commun profit, ait ordene et fait faire avecques ledit poys ancien deus autres poys, seigniez souz nostre sein a la fleur de lys, c'est assavoir l'un d'une livre et l'autre de troys livres, et que toutes ces troys menieres de poys soient triplez et faiz troys foiz, des queux lesdites fames auront les uns et li tysaranz les autres, et les tierz demorront en Chastelet a Paris; nous te mandons et commandons que tu les troys menieres de poys dessus diz faces maintenir et garder, si comme dessus est dit, et fay de par nous commander et publier que l'en use de yceux tant seulement, et de nul autre, sus la payne dessus dite (91).

Jovis post Penthecostes, anno trecentesimo quarto.

ARRESTA

DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO MCCCIV,

Quia anno precedenti, propter guerram Flandrie, non fuit parlamentum (92).

I. In causa mota et placitata coram ballivo dilecti et fidelis nostri Remensis archiepiscopi, in presencia scabinorum de Cormissi, inter abbatem et conventum Vallis-Regie, ex una parte, et Droynum de Pressorio et quosdam alios homines de Cormissi, ex altera, concluso a partibus antedictis, dicti scabini, qui in causis coram dicto ballivo, in eorum presencia, placitatis ad mandatum et conjuracionem ipsius ballivi, habent dicte curie facere judicata, pro dictis hominibus, contra dictos religiosos, suum tulerunt judicatum; a quo judicato, tamquam a falso et pravo, dicti religiosi ad nostram curiam appellarunt; partibus autem in nostra curia constitutis in causa appellacionis predicte, procurator dicti archiepiscopi, pluribus racionibus, peciit super hoc curiam reddi archiepiscopo predicto, parte adversa, multis racionibus, contrarium proponente : Auditis igitur parcium predictarum super hoc racionibus hinc et inde, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod curia super hoc nobis remanebit.

Lune post Sanctum-Martinum.

II. Super quodam annuo redditu a communia Silvanectensi debito domino nostro Regi, idem dominus Rex domino de Wlmis donavit et assignavit centum viginti libras Parisienses annui redditus, ad ejus solucionem, certos terminos prefigendo, et adiciendo quod, pro qualibet die qua dicta communia deficeret ad prefixos terminos

PHILIPPE IV, 1303. in solucione redditus predicti, ipsa communia decem solidos, nomine pene, dicto domino solvere teneretur; ad hoc dictam communiam obligando, quam donacionem, sub dicte pene adjectione factam, abbas et conventus de Victoria, postmodum, titulo permutacionis, de consensu domini Regis, acquisiverunt a domino supradicto. Cessante autem postea dicta communia de solvendo religiosis eisdem dictum redditum, ad terminos assignatos, pecierunt in nostra curia dicti religiosi predictam communiam condempnari et compelli ad reddendum eis, pro defectu diei cujuslibet, penam predictam; e contrario vero dicta communia pluribus racionibus proposuit se non teneri ad ejusdem pene solucionem : Auditis igitur parcium racionibus hinc et inde, et visis litteris earumdem, per curie nostre judicium absoluta fuit dicta communia a peticione pene predicte.

Sabbato ante Sanctum-Andream.

III. Cum Johannes, nuper comes Domni-Martini, et Yolendis de Drocis, ejus uxor, comitissa Domni-Martini, Mathildi, eorum filie, in matrimonio quod ipsa contraxerat cum Henrico de Vergeyo, scutifero, dedissent nogentas libratas terre, quas eisdem assignaverant in terra comitisse predicte, videlicet in terra Sancti-Albini et ejus pertinenciis, manerio castri Sancti-Albini non appreciato in assisia predicta, et Reginaldus, dictorum Johannis et Yolendis primogenitus, nunc comes Domni-Martini, de voluntate et assensu dicti patris sui quondam, eidem comitisse, matri sue, promisisset in terra sua, in recompensacionem hujusmodi, equivalentem facere assignacionem; facta postmodum eidem comitisse assisia de dictis nogentis libratis terre in terra dicti comitis, videlicet in terra de Goniex et de Tria, et earum pertinenciis, manerio de Goniex non appreciato in assisia predicta, peciit dicta comitissa predictam assisiam execucioni demandari, et se ad homagium nostrum recipi pro terra predicta; sed e contra procurator dicti Reginaldi, comitis Domni-Martini, pluribus racionibus proposuit requestam dicte co-

mitisse non esse faciendam, tum quia, ut ipse dicebat, dicta assisia non erat sufficienter facta, tum quia manerium ibidem existens non fuerat appreciatum, nec fuerat dictus comes ad hoc sufficienter vocatus : Auditis igitur partibus antedictis, et visis litteris super hoc exhibitis a comitissa predicta, per judicium nostre curie dictum fuit quod, non obstantibus racionibus ex parte dicti comitis propositis, dicte assisie execucio fiet, nec appreciabitur manerium de Goniex in ea existens et recipietur super hoc dicta comitissa ad homagium nostrum. PHILIPPE IV, 1304.

Mense novembris.

IV. Inter abbatem et conventum Sancti-Richarii, ex una parte, et majorem et juratos ville ejusdem, ex altera, orta discordia super eo quod dictus abbas, majorem dicte ville, cum sine assensu suo factus fuisset nec sibi placebat quod ibi remaneret, requirebat amoveri, ad suam intencionem fundandam producens cartam suam, inter alia continentem quod sine assensu domini Regis et dicti abbatis amodo major ibidem non statuatur, et, si statutus fuerit numquam in majoratu suo, nisi quantum abbati placuerit morabitur; e contra vero dicti major et jurati, pro se, contra punctum dicte carte prescripcionem sufficientem allegantes, proponebant dicti abbatis requestam non esse faciendam : Auditis partibus et visa carta predicta, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, non obstante dicta prescripcione proposita, dicti abbatis requesta fiet[1]. Super eo vero quod dicti religiosi petebant sibi emendari id quod dicti major et jurati pluries dixerant dictam cartam, ex parte dictorum religiosorum productam, esse falsam, et ei non esse fidem adhibendam, procuratori dicte ville credetur si per suum asserat juramentum se non animo injuriandi predicta dixisse. Inquesta autem inter dictas partes facta super quibusdam injuriis per dictam villam, ut dicitur, illatis frocario dicti monasterii, suum officium exercenti, aperietur, et, si invenia-

[1] Dans le registre manuscrit on a bâtonné depuis les mots *super eo quod* jusqu'au mot *fiet* inclusivement. On lit en marge le mot *vacat*.

Digitized by

PHILIPPE IV, 1304.

tur quod partes ad hoc fuerint sufficienter vocate, judicabitur et expedietur, alioquin iterato fiet.

Lune in festo beati Andree.

V. Cum Guillelmus de Verreriis certam pecunie quantitatem a Johanne Cayn mutuo recepisset, et, pro ejus solucione, ad certum terminum inter eos conventum, facienda, hereditatem suam eidem Johanni obligasset per contractum extra nundinas Campanie super hoc habitum inter ipsos; dictusque Johannes, super contractu et obligacione predictis, fecisset confici et sibi dari litteras, tanquam de contractu habito de corpore nundinarum, dicto Guillelmo debitum hujusmodi ad conventum terminum non solvente, predictus Johannes dictas res obligatas per custodes nundinarum Campanie procuravit vendi cuidam nepoti suo. Elapsis autem postea pluribus annis, et orta inter dictas partes discordia super eo quod dictus Guillelmus, proponens eundem Johannem per plures annos dictorum bonorum fructus et exitus percepisse, dicta bona, que dicebat indebite et non justo precio vendita, petebat sibi reddi, et quicquid ultra quantitatem dicti debiti fuerat de fructibus et exitibus eorumdem bonorum perceptum; tandem facta fuit per litteras nostras super hoc commissio, sub certa forma, ad Galcherum de Mutriaco, militem, de consensu parcium predictarum : Visis igitur commissione predicta dicto militi facta et ipsius rescripcione, et auditis hinc inde racionibus parcium predictarum, et insuper audita dicti Johannis confessione, qui confessus fuit in nostra curia contractum predictum cum ipso factum fuisse extra nundinas Campanie, et se procurasse fieri et sibi dari super hoc litteras, tanquam super contractu habito de corpore nundinarum, per judicium nostre curie dictum fuit quod dictus Johannes dicta bona hereditaria quitta et libera reddet seu reddi faciet dicto Guillelmo, cum sexaginta septem libris Turonensibus, perceptis de fructibus et exitibus dictorum bonorum ultra quantitatem debiti supradicti, necnon quicquid ex dictorum bonorum fructibus perceptum est ex tempore

commissionis predicte, que facta fuit die Veneris ante Ramos palmarum, anno Domini millesimo trecentesimo primo; et, pro facto hujusmodi reprehensibili et dampnato, ut sit ceteris in exemplum, idem Johannes solvet nobis ducentas libras Turonenses, pro emenda. PHILIPPE IV, 1300.

Dominica post Sanctum-Andream.

VI. Cum homines parrochie de Moreto duo millia librarum peterent a priore loci ejusdem, pro dampnis sibi illatis, ut dicebant, ex eo quod ipse, per plures annos, decimam suam vini ad nimiam quartam levaverat ab eisdem : Auditis partibus, per arrestum nostre curie dictum fuit quod curia nostra dictum priorem non compellet respondere peticioni predicte; super eo vero quod dicti homines de priore predicto conquerebantur, quod ipse injuste et de novo compellebat eos molere ad molendina communia domino Regi et sibi: Auditis partibus et expresse consencientibus fieri sibi jus super hoc, secundum cartam dicti prioris, visaque dicta carta, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicti homines tenentur ire molere ad molendina predicta, et, nisi vadant ipsi, per nos ad hoc compellentur; si vero dicti homines conqueri voluerint quod dictus prior nimiam mousturam levet ab eis, vel quod maliciose differat eorum moltam expedire, aut alias super hoc injurietur eisdem, per curiam nostram vel per ballivum nostrum exhibebitur eis super hoc celeris justicie complementum.

Mercurii post Sanctum-Nicolaum hyemalem.

VII. Mota questione inter Robinum de Capella, scutiferum, ex una parte, et abbatem et conventum Sacri-Portus, ex altera, super quadam pecia bosci, continente centum quinquaginta unum arpentum cum uno quarterio bosci, sita inter Ferici et Barbael, in qua dicti religiosi manum nostram fecerant apponi, quam peciam bosci dictus scutifer, dicens fuisse defuncti Roberti de Capella, militis, patris sui, et eam ad se, solum heredem dicti patris sui, ex ejus successione pertinere, petebat sibi deliberari et reddi, et dictam ma-

PHILIPPE IV. 1301. num nostram inde amoveri, dicti religiosi, post sibi factam ostensionem, in garandum suum super hoc adduxerunt Odonem Rigaudi, scutiferum, a quo se dicebant super hoc causam habere, qui Rigaudus in se dictam garandiam recepit, et bonam fidem agnoscens, in judicio confessus fuit dictum boscum ad predictum Robinum, jure hereditario, pertinere, et dictos religiosos non habere jus retinendi boscum predictum, seque paratum esse dictis religiosis super hoc facere recompensacionem condignam : Propositis igitur in causa predicta pluribus racionibus hinc et inde, et processu super hoc habito ad nostram curiam reportato, viso et diligenter examinato, auditis omnibus que dicte partes proponere voluerunt, per curie nostre judicium dicti religiosi sentencialiter condempnati fuerunt ad reddendum et deliberandum dicto Robino boscum predictum, et procurandum manum domini Regis inde amoveri.

Et injunctum fuit ballivo Senonensi quod ipse dictum Rigaudum, vocatis partibus, justicia mediante, compellat ad dedampnificandum dictos religiosos pro evictione bosci predicti, et ad reddendum eisdem dampna que ipsi propter hoc sustinuerunt, prout de consuetudine patrie fuerit faciendum.

Sabbato post Sanctam-Luciam.

VIII. Cum Agatha de Valle-Girardi, relicta Guillelmi le Fornier, in bonis immobilibus que fuerant dicti Guillelmi, tempore quo ipsa cum eodem matrimonium contraxit, et de quibus dictus Guillelmus erat saisitus, tempore quo ipse decessit, que bona, pro debitis ipsorum, per justiciam loci, post obitum dicti Guillelmi, vendita fuerant a Nicolao de Aureliis et Aalidi, ejus uxore, dicta bona possidentibus, dotalicium suum et ejus dotalicii arreragia peteret; et e contra dicti conjuges, pluribus racionibus, proponerent se ad hoc non teneri : Tandem, auditis parcium racionibus hinc et inde et visis litteris earumdem, per curie nostre judicium, dictum fuit quod dicti conjuges eidem Agathe quartam partem dictorum bonorum, ad vitam suam tantummodo, pro suo dotalicio, deliberabunt, et ejus-

dem quarte partis fructus et exitus, a die litis mote super hoc contra ipsos, reddent eidem, sed, pro eorum dedampnificacione, recursum habebunt ad residuum precii ex dictis bonis venditis habiti, in manu justicie existentis. PHILIPPE IV, 1304.

Dominica ante Nativitatem Domini.

IX. Cum dilectus et fidelis noster episcopus Sagiensis, proponens se et ecclesiam suam et bona episcopatus sui nobis soli subesse, judicatum super hoc pro se factum ostendens, requireret quod prisie quas in terra ipsius episcopi, videlicet apud Sanctum-Frogencium, apud Buressart et apud Alneta, carissimus germanus et fidelis noster Carolus, Valesie et Alençonis comes, seu gentes ipsius fecerant, pro subvencione novissima exercitus nostri Flandrensis, ad manum suam reponerentur, pars vero dicti germani nostri plures in contrarium proponeret raciones : Auditis parcium racionibus hinc et inde, et viso judicato predicto, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicte prisie ad manum nostram ponentur, et per manum nostram reddentur illis super quos facte fuerunt prisie predicte, cum ipsi nobis satisfecerint de subvencione predicta; et, de restitucione, de qua fit mencio in judicato predicto, auditis gentibus nostris et germano nostro predicto, fiet eidem super hoc id quod fuerit racionis.

Lune post octabas Epiphanie.

X. Philippus, etc. episcopo Parisiensi : Cum nos, ad instanciam liberorum defuncti Vincencii de Monsterolio, per judicium curie domini de Caprosia justiciati, ex duabus ipsius Vincencii quondam uxoribus procreatorum, per nostram curiam datum fuisset in mandatis ballivo temporalitatis Parisiensis episcopatus, nuper sede Parisiensi vacante, ut de bonis que dictus Vincencius, tempore quo vivebat, tam racione sui quam racione dictarum uxorum et liberorum, habebat et administrabat, que bona omnia idem dominus, seu heredes, aut relicta ipsius, tanquam confiscata, saisiverant et tenebant,

PHILIPPE IV, 1304. prout dicti liberi dicebant, vocatis evocandis, faceret eisdem liberis reddi et deliberari ea que in bonis predictis, tam mobilibus quam immobilibus, ad ipsos liberos, per patrie consuetudinem, pertinebant; dictusque ballivus curie nostre reportaverit quod ipse ad loca ubi erant bona dicta personaliter accesserat, et, vocatis coram se ibidem heredibus et relicta domini supradicti, post aliquas excepciones ex parte G. de Marliaco, eorum procuratore, ut dicebat, propositas et non probatas, qui Guillelmus non negavit dicta bona ad eosdem relictam et heredes devenisse, super hiis per fide dignos inquisierat veritatem, et invenerat quod, de consuetudine ipsius loci, omnia bona hereditaria prime uxoris dicti Vincencii, et tercia pars ejus conquestuum, durante utroque matrimonio, factorum, ad heredes dicte prime uxoris pertinebant una cum tercia parte mobilium que idem Vincencius, tempore quo decessit, habebat; item, quod omnia bona hereditaria ultime uxoris sue, una cum tercia parte ejus conquestuum, durante ultimo matrimonio, factorum, ad heredes ejusdem uxoris ultime pertinebant; et quod alia bona dicti Vincencii, tam mobilia quam immobilia, racione condempnacionis ipsius, videbant per dictam consuetudinem confiscari; quodque idem ballivus, predicta omnia sic inventa, per suum judicium, pronunciavit esse facienda et adimplenda, predictos detentores dictorum bonorum ad hoc sentencialiter eisdem liberis condempnando; a quo judicato nundum extitit appellatum. Quibus actis et relatis, curia nostra precepit dictum judicatum execucioni mandari, et predictos heredes ac relictam dicti domini predictorum bonorum detentores, ad predicta, prout sunt superius enarrata, facienda et dictis liberis adimplenda previa racione compelli; cumque postmodum dicta relicta nobis conquereretur de hujusmodi dicti ballivi judicato, cujus execucio contra ipsam jam fuerat inchoata: Auditis et plenius intellectis super hoc ejus racionibus, visisque relacione, judicato et mandato predictis, per arrestum nostre curie, dictum fuit et pronunciatum quod, non obstantibus racionibus ex parte dicte relicte propositis, judicatum predictum mandabitur execucioni, et, si aliquid in execucione

hujusmodi factum fuerit excessive ultraquam se dictum judicatum extendat, illud moderabitur ad dicti judicati tenorem; quocirca mandamus vobis quatenus judicatum predictum, secundum quod permissum est, arresti predicti tenore servato, integraliter faciatis execucioni mandari taliter quod, in vestri defectu, non sit ad nos super hoc amplius recurrendum. Actum, etc. PHILIPPE IV, 1304.

Martis post Conversionem sancti Pauli.

XI. Cum in bonis que fuerunt Johannis de Semilli, sitis infra terminos pacis Laudunensis, racione commissi, manum nostram apposuissemus, et ecclesie, ceterique domini trefundarii Laudunenses, dicentes commissum hujusmodi ad eos pertinere, manum nostram requirerent inde amoveri, certosque deputassemus commissarios qui se informarent pro nobis utrum super hoc contendere deberemus: Tandem, audita eorum relacione, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod super hoc non opponemus nos ad presens, et fuit amota manus nostra de bonis predictis, salvo in omnibus super hoc jure nostro, si et quando nobis placuerit, tam in possessione quam in proprietate.

Jovis post quindenam Candelose.

XII. Cum dilectus et fidelis noster comes Nivernensis manum nostram, appositam in moneta sua, per cujus apposicionem arrestata erat fabricacio dicte monete sue, quosdam usus et consuetudines super hoc proponens, peteret amoveri, et e contra gentes nostre necnon dilectus et fidelis noster episcopus ac capitulum Nivernenses, cum eisdem gentibus nostris in hujusmodi se jungentes, plures proponerent raciones, et quasdam litteras exhiberent ad impediendam requestam predictam: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris predictis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod manus nostra ad presens non amovebitur de moneta predicta, et quod, de consuetudinibus et usibus predictis per dictum comitem declarandis, qui fuerint admittendi, veritas inquiretur, auditis super

PHILIPPE IV, 1304. hoc racionibus gencium nostrarum, dictorum episcopi et capituli ac comitis supradicti, ac visis litteris ex parte eorum exhibitis et eciam exhibendis, et super omnibus fiet jus inter partes.

Veneris post Sanctum-Mathyam.

XIII. Philippus, Dei gracia, Francorum rex : Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum inter textores, ex una parte, ac fullones et lanatores pannorum Pruvinenses, ex altera, questionis materia, super pluribus articulis rem publicam non mediocriter tangentibus, mota esset, factis ex parte nostra quibusdam commissionibus, et earum virtute inquisita diligenter, tam infra quam extra fines comitatus Campanie, in locis in quibus draperia consueverit fieri, veritate, et nobis relacione facta de omnibus hiis que circa hoc ad utilitatem rei publice considerari debebant : Tandem, super articulis ipsis, ut infra scribitur, concordatum extitit, super primo, videlicet quod si textor aliquis, discipulum aliquem, causa instruendi eum in artificio textorie pannorum, habens et tenens in domo sua, ante terminum dicti discipuli decesserit, si contingat relictam dicti textoris defuncti cum aliquo fullone vel lanatore matrimonium contrahere, discipulus ille, non obstante matrimonio predicto, vivente dicta relicta, suum exercebit officium cum dicta relicta et ejus secundo marito, prout cum primo marito defuncto conventum fuerat; super alio vero articulo concordatum est quod, quociens discipulus aliquis in artificio textorie totum tempus et terminum suum, tanquam discipulus, compleverit, ex tunc ubicumque voluerit de dicto artificio poterit operari; item, super tercio articulo, sic extitit concordatum quod si, textor aliquis habens, causa addiscendi artificium textorie, aliquem de filiis aut nepotibus fullonum seu lanatorum dicte textorie, artificium omnino dimiserit, dictum discipulum, pro dicto artificio addiscendo, persone ad hoc ydonee tradere poterit et locare, dum tamen persona ipsa dictum discipulum in eo competenter instruere sciat et possit; item, super quarto articulo, concordatum extitit quod textor quilibet pannum

quem texere inceperit perficiat omnino, juxta convencionem super hoc habitam, hoc salvo quod, si ex parte illius cujus esset pannus ille aliquis proveniret deffectus, illum defectum ad arbitrium bonorum emendare penitus teneretur, et ita fullones et lanatores, quantum ad eorum artificium pertinet, de pannis textorum facere tenerentur; quintus vero articulus sic fuit concordatus quod, discipuli in artificio textorie, cum tempus et terminum suum addiscendi dictum artificium perfecte compleverint, possint ubicumque maluerint, de dicto artificio, vel apud Pruvinum vel alibi, operari; super sexto vero articulo nobis in discordia reportato, auditis relacionibus et inquisicionibus, informacionibus vel apprisiis, per commissarios nostros in dicto negocio curie nostre factis, per ipsam curiam sic extitit ordinatum, deliberacione diligenti habita, et rei publice utilitate pensata, quod dicti fullones et lanatores, discipulos, filios et nepotes dictorum textorum, ad suum artificium addiscent, et similiter textores pannorum predicti filios et nepotes fullonum et lanatorum, natos in Campania, ad artificium dicte textorie addiscent, dum tamen illud, antequam quintum decimum annum etatis sue compleverint, addiscere incipiant; et, si contingat quod dicti textores ab hujusmodi ordinacione resilire vellent, et filios et nepotes dictorum fullonum et lanatorum, ut supra dictum est, ad eorum artificium nollent bene et fideliter addiscere, dicti fullones et lanatores discipulos, filios et nepotes dictorum textorum ad suum artificium addiscere non compellentur inviti. Nos igitur predicta concordata ac ordinacionem curie nostre predictam in omnibus et per omnia ab omnibus servari volumus, precipimus et mandamus inviolabiliter et teneri. Quod ut firmum permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Athyas super Orgiam (93), mense junio, anno Domini millesimo trecentesimo quinto. PHILIPPE IV. 1305.

XIV. Ballivo Trecensi : Cum nuper per nostram curiam fuerit ordinatum quod lanatores et fullones Pruvinenses teneantur docere

PHILIPPE IV, 1305.

discipulos, filios aut nepotes textorum [ad] artificium suum, et e contra, textores filios et nepotes lanatorum et fullonum, prout in tenore ipsius ordinacionis inter cetera plenius continetur, inter textores predictos et lanatores et fullones prefatos, super loco ubi dicti discipuli, filii vel nepotes doceri debeant questio est exorta; super qua, partibus ipsis auditis, sic est per nostram curiam declaratum quod, ubi fit et exercetur artificium quodlibet de predictis, per artifices illius artificii magistros discipuli doceantur, prout exigit condicio artificii cujusquam, ita quod ubi textores consueverunt alios suos docere discipulos, suum officium exercendo, teneantur docere filios aut nepotes lanatorum seu fullonum, ut in predicta continetur ordinacione; et e contra, ubi lanatores et fullones consueverunt docere alios discipulos, suum officium exercendo, teneantur discipulos suos et nepotes textorum docere. Quocirca mandamus tibi quatenus declaracionem predictam, prout superius est expressum, diligenter teneri facias et firmiter observari. Actum Parisius, decima quarta die octobris, anno Domini millesimo trecentesimo quinto.

XV. Inter textores, ex una parte, ac fullones et lanatores, ex altera, ville Pruvinensis, orta discordia super loco addiscendi ad eorum binc inde artificium filios et nepotes eorumdem, auditis parcium racionibus, et visis super hoc judicato seu ordinacione nostre curie ac ejus declaracione, necnon quodam judicato per ballivum Trecensem super dicta declaracione postea facto, per quod ipse pronunciaverat filios et nepotes utrorumque artificium apud textores predictos debere in utroque artificio edoceri, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod, dicti ballivi Trecensis judicato predicto totaliter annullato, ac servato per omnia tenore predictarum ordinacionis et declaracionis curie nostre, dicti fullones et lanatores, in dicto artificio provecti, discipulos, filios et nepotes dictorum textorum ad suum artificium, et similiter textores pannorum predicti, in artificio dicte textorie provecti, filios et nepotes fullonum et lanatorum, natos in Campania, ad artificium dicte textorie addiscent, in illo loco

in quo dicti artifices sua predicta artificia, sive apud se, sive apud alios, exercebunt. PHILIPPE IV, 1306.

Dominica post Sanctum-Marcum, anno trecentesimo sexto.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO OCTABARUM PASCHE,

ANNO MCCCVI.

Quia anno quinto precedenti non fuit parlamentum (94).

I. Cum major et jurati ville Sancti-Richarii de quodam judicato, super statu majoris dicte ville, novissime per curiam nostram facto contra ipsos, pro abbate et conventu loci ejusdem, obtenta a domino Rege gracia quod ipsi super hoc audirentur conquerentes, pluribus racionibus peterent dictum judicatum emendari seu declarari, cartam suam exhibentes ac judicatum quoddam aliud, quod dudum, per curiam nostram, factum fuerat super hoc pro ipsis contra religiosos predictos, quod judicatum antiquum nundum alias fuerat allegatum nec in judicio productum; dicti vero religiosi, cartam suam curie exhibentes ac judicatum predictum novissimum, plures proponerent in contrarium raciones : Auditis igitur parcium predictarum racionibus hinc et inde, et visis cartis et judicatis predictis, per curie nostre judicium, sic emendatum seu declaratum, fuit novissimum judicatum quod nullus principum, habens castrum sine assensu domini Regis et abbatis dicti monasterii, in dicte ville communiam introeat, nec major inter burgenses dicte communie, sine assensu domini Regis et abbatis predicti, statuatur, et si statutus fuerit, numquam in majoratu suo morabitur, nisi quantum placuerit abbati predicto; dicti vero burgenses de sua communia facere poterunt et habere majorem prout consueverunt, non obstante dicti abbatis con-

PHILIPPE IV. 1306. tradictione, et dictus major sic ibi positus ad libitum dicti abbatis inde non amovebitur.

Mercurii post Invencionem Sancte Crucis.

II. Inter religiosos viros abbatem et conventum monasterii Corbiensis, ex una parte, et majorem et juratos ejusdem ville, ex altera, orta discordia super eo quod dictus major, justiciando, amoverat palicium quod Adam Poullete circa domum suam, sitam in dicta villa, fecerat, in prejudicium dictorum religiosorum, ut ipsi dicebant, cum ipsi habeant in dicta villa et ejus banleuca cognicionem trefundorum, petentibus dictis religiosis locum predictum et suam justiciam resaisiri; et e contra, dicti major et jurati proponerent ad ipsos hujusmodi facti justiciam pertinere, pro eo quod ad eos pertinet in dicta villa forcias et violencias amovere, dictique Ade, vicinus ipsi majori, super hoc fuerat conquestus, dicendo quod violenter et contra voluntatem suam dictus Adam fecerat palicium predictum: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris et cartis parcium predictarum, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicti major et jurati de dicto palicio locum predictum et justiciam trefundalem dictorum religiosorum resaisient, et, facta dicta resaisina, dicti religiosi super hoc cognicionem habebunt, et partibus exhibebunt justicie complementum. Item, super eo quod dicti religiosi in villa predicta pravum panem, vinum corruptum, mensuras, alnas et pondera, pro suspicione falsitatis, ceperant, et se, per se, capere posse dicebant, et facere super hoc, per manum suam, execucionem, post cognicionem et judicium suum et scabinorum, requirentes impedimentum, super hoc eis per dictos majorem et juratos appositum, amoveri; et e contra, dicti major et jurati, dicentes quod ad eos pertinebat prisia predictorum, pro eo, ut ipsi dicebant, quod ipsi habent in dicta villa gardiam ministeriorum, et quod dictarum prisiarum, post factam inde per judicium scabinorum condempnacionem, execucio ad eos pertinebat, plures raciones pro parte sua super hoc allegarent, dictis religiosis e contrario proponentibus quod

ad ipsos solos pertinebat prisia predictorum; ac earum execucio, postquam essent dicte res capte per suum et scabinorum judicium condempnate: Tandem, auditis hinc inde propositis et visis litteris et cartis eorumdem, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod prisia predictarum rerum pertinet ad religiosos predictos eciam sine scabinis, sive velint incipere a capcione sive a citacione, et quod dicte res, per eosdem religiosos capte, videbuntur, examinabuntur et judicabuntur per justiciam abbatis et scabinos ipsius, et, judicio facto per scabinos, execucio fiet per religiosos predictos, et quod impedimentum, super hoc eis per dictos majorem et juratos appositum, amovebitur, salvis ceteris articulis in dictis litteris et cartis contentis et declaratis. PHILIPPE IV, 1306.

Mercurii in vigilia Ascensionis.

III. Cum major et jurati ville Corbeye pignora seu vadia a quibusdam hominibus, in villa de Foilleyo commorantibus, racione tallie, cepissent, Johanne Descuerdes, scutifero, racione Ade de Foilleyo, uxoris sue, dicente quod hoc non poterant facere, nec, in dicta villa de Foilleyo, gagiare, nec compulsionem facere, cum, ad ipsum, racione dicte Ade, omnimoda jurisdictio alta et bassa pertineat in dicta villa: Auditis partibus hinc et inde, et visis privilegiis seu litteris dicte Ade, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod major et jurati ville Corbeye, burgenses sue communie, commorantes in dicta villa de Foilleyo, poterunt talliare, et, si dicti burgenses, manentes apud Foilleyum, talliam predictam, a dictis majore et juratis sibi impositam, velint eis solvere in dicta villa de Foilleyo, ipsi poterunt eam ibi recipere; si vero recusent solvere, dominus de Foilleyo, qui pro tempore fuerit, debebit eos compellere ad solvendum, et fiet super hoc execucio et compulsio per ipsum; si vero fuerit idem dominus super hoc in defectu, per dominum Regem vel gentes ipsius fiet execucio et compulsio predicta.

Sabbato ante Nativitatem beati Johannis-Baptiste.

PHILIPPE IV, 1306.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCCVI.

I. Cum Ambazie capitulum, proponens quod, licet antiquitus in eorum ecclesia prior esse consuevisset, dictus tamen prior, jam elapsis pluribus annis, debito et sollempni modo fuerat inde amotus, et ipsius prioratus redditus prebendis ipsius ecclesie, propter earum tenuitatem, fuerant uniti, conquereretur ex eo quod dominus Ambazie procuratorium dicti capituli in curia sua recusat admittere, pro eo quod de priore non facit mensionem; dicto domino plures raciones in contrarium proponente : Auditis igitur partibus, et visa littera amocionis predicte, per arrestum curie, dictum fuit et injunctum quod dictus dominus de cetero procuratorium dicti capituli recipiet, quamquam mensionem non faciat de priore, verumtamen ubi dictum capitulum agere vellet indicio proprietatis, in magnis causis et super magnis rebus, necessarium erit quod ipsi super hoc habeant sui superioris auctoritatem.

Dominica post Sanctum-Andream.

II. Cum dominus Soliaci, proponens quod ballivus Aurelianensis eundem impediebat injuste quominus gaudere posset bonis mobilibus et immobilibus in terra sua, in qua ipse omnimodam habet altam et bassam justiciam, inventis et existentibus que fuerunt J. de Inferneto et dicti Cornuz, armigerornm, pro suspicione fabricandi falsam monetam, per dictum ballivum de regno bannitorum, dicensque bona hujusmodi, racione dicti banni, sibi esse commissa, requireret dictum impedimentum amoveri; et e contra, dictus bal-

livus, pro parte domini Regis, plures proponeret raciones : Tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum curie, dictum fuit et pronunciatum quod dictus ballivus amovebit impedimentum predictum. PHILIPPE IV, 1306.

Mercurii post Sanctam-Luciam.

III. Mota controversia inter majorem et juratos ville Sancti-Quintini, ex una parte, et Beguinas hospitalis fundati per defunctum Matheum Buridam et Odam, ejus uxorem, ex altera, super talliis quas ab eisdem, racione bonorum dicti hospitalis, petunt dicti major et jurati, dicte Beguine proposuerunt ballivo Viromandensi mandatum fuisse per dominum Regem, ipsis partibus vocatis et auditis, quod, nisi dicti major et jurati, pro quibusdam talliis, impositis et impo nendis, quas exigere possent in presenti et futuris temporibus ab hospitali predicto, pro bonis ipsius hospitalis dicte ville talliabilibus, centum libras Parisienses in universo velint recipere, ballivus predictus hospitale predictum per dictos majorem et juratos annuatim talliari non permittat ultra justam estimacionem, quam, secundum dicte ville consuetudinem, de centum libris Parisiensibus possent pro tallia exigere et levare, ipsius domini Regis litteram patentem super hoc exhibentes; dictis majore et juratis ‖ contra dicentibus se nunquam vocatos fuisse nec interfuisse ordinacioni predicte nec concessioni littere supradicte : Tandem, audito super hoc recordo magistrorum qui predictis interfuerunt, per arrestum curie dictum fuit sufficienter recordatum fuisse quod dicti major et jurati in ordinacione predicta vocati et auditi fuerunt, et quod dicta ordinacio tenebit, nisi liquido appareret quod ipsa directe faceret contra judicata, si aliqua habeant dicti major et jurati, per dominum Regem vel ejus curiam, pro se, facta.

Mercurii post Sanctam-Luciam.

Sequitur in pagina sequenti aliud arrestum quod postea fuit datum.

PHILIPPE IV, 1306.

IV. Cum Droco de Melloto, miles, junior, dicens se esse heredem masculum proximiorem defuncti Gaufridi de Lesignam, quondam militis, instanter requireret quod dominus Rex ipsum ad homagium suum reciperet de feudis que dictus Gaufridus, tempore mortis sue, ab ipso domino Rege tenebat; et e contra comes Marchie, qui, ad defendendam requestam hujusmodi, fuerat ajornatus, exhibens curie quamdam litteram, facientem mensionem de quodam aplegiamento et contraaplegiamento super hoc facto inter ipsos, coram senescallo Pictavensi, quorum occasione, res predicte posite fuerant ad manum Regis, pluribus racionibus proponeret dictam requestam predicti Droconis non esse faciendam : Tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum curie dictum fuit quod dicta requesta predicti Droconis recipietur, et fiet in quantum tangit comitem predictum, salva super hoc ipsi comiti questione proprietatis.

Mercurii post Sanctam-Luciam.

V. Cum inter majorem et juratos ville Sancti-Quintini in Viromandia, ex una parte, et relictam defuncti Mathei Buridam et sorores hospitalis ab eisdem conjugibus fundati, ex altera, super talliis quas petebant ab eisdem major et jurati predicti, auditis partibus, per arrestum curie nostre, dictum fuisset quod ordinacio, per nos alias super hoc facta, tenebit, nisi liquido appareret quod ipsa directe faceret contra arresta seu judicata, si aliqua haberent dicti major et jurati per nos vel nostram curiam pro se facta; tandem dicti major et jurati quoddam arrestum, per nostram curiam dudum factum pro ipsis contra dictum Matheum, dum viveret, cum ipsius judicati executoria littera, exhibentes, et proponentes dictam ordinacionem directe facere contra judicatum predictum, pecierunt, non obstante dicta ordinacione, predictas relictam et sorores, racione bonorum quondam dicti Mathei, que bona ipse tenent et explectant, compelli ad solvendum exitum ville, seu partem debitorum et talliarum ville predicte, pro defuncto predicto; dictis relicta et sororibus e contrario, pro se, quamdam financiam super hoc factam, post obitum dicti

Mathei, cum majore et juratis predictis exibentibus, et plures alias proponentibus raciones : Auditis igitur parcium racionibus hinc et inde, et visis litteris, financia et judicato predictis, per curie nostre judicium, dicte relicta et sorores a predicta peticione dictorum majoris et juratorum, super prestacione exitus ville seu parte debitorum et talliarum ville predicte, pro tempore usque nunc preterito, sentencialiter absolute fuerunt, sed, pro tempore deinceps venturo, servabitur ordinacio supradicta in aliis litteris nostris contenta. PHILIPPE IV, 1306.

Mercurii ante Epiphaniam Domini.

VI. Cum, propter quedam injuriosa verba, que Petrus de Claromonte, miles, et Berengarius Guillelmi, ejus filius, de persona reverendi patris, domini Berengarii, Dei gracia, tituli sanctorum Nerei et Achillei presbiteri cardinalis, dicebantur dixisse, Raymundus Gocelini, dominus Usecie, miles, nepos ejusdem domini cardinalis, predictos patrem et filium in curia domini Regis, in gagio duelli, provocasset : Tandem de facto hujusmodi dominus Rex fecit sciri, et, presentibus dictis partibus in curia, ipse dominus Rex, causa cognita, predictum gagium duelli totaliter anulavit, et precepit dictis partibus, consencientibus et obedientibus precepto, quod bona pax esset de cetero super hoc inter ipsas; dictique pater et filius, ad mandatum domini Regis, predicto domino cardinali super dictis verbis gagiaverunt emendam, dexteram manum ejus osculando; de qua emenda taxanda, decernenda, imponenda et prestanda, voluerunt dominus noster Rex, dictus dominus cardinalis, et partes predicte quod reverendi patres dominus Stephanus, Dei gracia, tituli Sancti-Ciriaci in Termis presbiter cardinalis, et dominus archiepiscopus Narbonensis, prout eis videbitur faciendum, ordinent et disponant; quorum ordinacionem dicte partes tenere, observare et per omnia adimplere voluerunt et concesserunt.

Lune post Epiphaniam.

PHILIPPE IV. 1307.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO MCCCVII.

I. Cum domina de Creseques et ejus primogenitus, proponentes quod in novissime preterito parlamento, ipsi habuerant pro se judicatum contra episcopum Morinensem, super vindicionibus quorumdam bonorum immobilium per Robertum dominum de Creseques factis, post et contra domini Regis defensam et interdictum solempniter factum predicto Roberto super alienacionibus non faciendis, et publicacionem interdicti ejusdem, que vendiciones pronunciate fuerunt esse nulle, et nullius existere firmitatis, et per idem judicium dictum fuit quod dictorum bonorum saisina, secundum formam in dicto judicato contentam, deliberabitur eisdem, et quod, statim pronunciato dicto judicato, ipsi clamaverunt et pecierunt quod curia, super fructibus dictorum bonorum sibi reddendis, judicaret; sed, propter tumultum et brigam que postea supervenit, curia in hujusmodi ulterius non processit; nichilominus, a curia litteris de procedendo super istis propter hoc impetratis, requirerent quod illud quod curia tunc, ob causas predictas, non fecerat super dictis fructibus, ipsa nunc, ex suo officio, adimpleret, cum dicta domina, pro se et suis liberis, in negligencia aliqua, ut dicebat, non fuisset, facta retencione de procedendo super eis per viam actionis, si hoc curie videretur; et e contrario dictus episcopus ac procuratores heredum et executorum Henrici et Jacobi, quondam episcoporum Morinensium, plures proponerent raciones, in quantum quemlibet tangebat : Tandem, auditis dictarum parcium racionibus hinc et inde, auditoque curie

recordo, per quod constitit quod, statim predicto judicato pronunciato, ex parte dicte domine et ejus primogeniti, petitum fuit instanter quod curia super dictorum bonorum fructibus pronunciaret, seu justiciam sibi faceret, et quod per curiam solummodo steterat quominus super eis tunc pronunciatum fuisset, per arrestum nostre curie, dictum fuit et pronunciatum quod dictorum bonorum immobilium, quorum vendiciones per dictum judicatum anullate fuerunt, fructus et exitus eisdem domine et primogenito, a tempore articulorum in dicto negocio traditorum, deliberabuntur et reddentur, videlicet illi qui extant et illorum valor qui non extant, scito per officium curie valore predicto. PHILIPPE IV. 1307.

Jovis in festo beati Andree.

II. Cum in novissime preterito parlamento, auditis partibus, per judicium curie nostre, dictum fuerit impedimentum nobis et abbati et conventui de Pinu, in saisina minagii Pictavensis, per majorem et juratos communie Pictavensis appositum, debere amoveri, prout in dicto judicato plenius continetur, et pro complete facienda dicti judicati execucione, noster et dictorum religiosorum procuratores requirerent quod curia nostra, ex officio suo, dictos majorem et juratos compelleret ad reddendum nobis et dictis religiosis arreragia que ipsi, per impedimentum suum, de dicto minagio levaverant a tempore super hoc litis mote, et eciam ad reddendum, secundum consuetudinem patrie et ville Pictavensis, dampna et expensas que nos et ipsi religiosi sustinuimus in prosecucione cause predicte, plures ad hoc raciones et consuetudines allegantes; parte adversa plures proponente in contrarium raciones : Tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod, pro complenda dicti judicati execucione, curia nostra dictos majorem et juratos compelli faciet, ex officio suo, ad reddendum nobis et dictis religiosis arreragia predicta, a tempore articulorum in dicta causa curie nostre traditorum in scriptis, scito, per officium curie, valore eorum; requestam vero super expensis predictis factam nos-

PHILIPPE IV, 1307.

tra curia non admisit, quantum ad tempus in quo dictum negocium fuit in nostra curia, Parisius, deductum et prosequtum, sed quantum ad tempus in quo ipsi antea dictum negocium in Pictavensi patria inchoaverunt et deduxerunt, dicti requirentes audientur super dictis expensis, secundum consuetudinem loci predicti, ac super dampnis eciam ab eis petitis per viam actionis.

Sabbato ante Nativitatem Domini.

III. Cum Nicolaus, fiz de Roy, ad quoddam feodum suum, quod tenebat presbiter de Moinviler, assignasset, et, pro defectu hominis, ut ipse dicebat, et pro inforcianda manu sua, fecisset ibidem, per prepositum de Stampis, manum domini Ludovici apponi, dictus presbiter peciit coram dicto preposito quod ipse dictam manum inde amoveret; e contra dictus Nicolaus, pluribus racionibus, proponebat id fieri non debere; dicto presbitero, pluribus racionibus, replicante manum predictam debere inde amoveri; tandem, auditis partibus, dictus prepositus judicatum suum super hoc pronunciavit contra presbiterum predictum; a quo judicato, tamquam falso et pravo, dictus presbiter ad ballivum de Stampis appellavit; qui ballivus, in dicta causa procedens, judicatum dicti prepositi per suum judicium confirmavit; a cujus ballivi judicato, tamquam falso et pravo, dictus presbiter iterato ad nostram curiam appellavit : Auditis igitur in dicta causa appellacionis parcium racionibus hinc et inde, per curie nostre judicium, dictum fuit et pronunciatum dictos prepositum et ballivum bene judicasse, et dictum presbiterum male appellasse.

Sabbato predicta.

IV. Cum, de processu super recredencia quorumdam burgensium de Banno archiepiscopi Remensis, per eum detentorum, facto per commissarium, super hoc a curia nostra deputatum, qui, dictos burgenses per manum domini Regis, tamquam superioris, in defectu dicti archiepiscopi super hoc competenter, ut dicebatur, requisiti, secundum tenorem facte sibi commissionis, fecerat recredi,

dictus archiepiscopus conquereretur, pluribus racionibus requirens dictum processum totaliter annullari; parte adversa plures raciones in contrarium proponente : Auditis super hoc parcium racionibus, et considerato processu predicto, auditaque predicti commissarii relacione, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod recredencia, super hoc, per dominum commissarium facta, tenebit et valebit predictus ejus processus. Item, cum scabini de Banno dicti archiepiscopi, proponentes quod dictus archiepiscopus burgenses dicti Banni frequenter capiebat et de ipsis facere recredenciam injuste denegabat, et super hoc habebant frequenter recurrere ad dominum Regem, requirerent, ut, pro similibus casibus futuris, utilis provisio per curiam fieret eisdem; et e contra dictus archiepiscopus proponeret provisionem hujusmodi fieri non debere, exhibens arrestum super hoc alias per curiam nostram factum; per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicta provisio non fiet; sed, si dictus archiepiscopus predictis scabinis debitum suum facere recuset super capcionibus eorumdem, super hoc, vocatis partibus, jus exhibebimus eisdem. Item, cum, super tallia facienda, quam petebant sibi concedi dicti scabini, pro expensis causarum suarum quas ipsi habent in curia nostra, esset discordia inter archiepiscopum et scabinos predictos; auditis parcium racionibus hinc et inde, ac attento quod dictus archiepiscopus super hoc ab ipsis scabinis, coram nostris gentibus requisitus, obtulerat eisdem quod ipse paratus erat dare eis, pro dictis expensis, licenciam talliandi usque ad illam summam quam ipsi esse sibi propter hoc necessariam jurarent, per curiam nostram sic extitit super hoc ordinatum quod dicti scabini super hoc adibunt et requirent dictum archiepiscopum, et, si ipse, sicut premissum est, concedat eis, pro dictis expensis, licenciam talliandi usque ad illam summam quam ipsi jurabunt, de hoc sint contenti, et, si idem archiepiscopus hoc facere recusaverit, curia nostra, in ejus negligenciam, hoc faciet eisdem. PHILIPPE IV, 1307.

Hec autem ordinacio super hoc per curiam nostram fuit facta, salvo in omnibus jure domini Regis et parcium predictarum, et

PHILIPPE IV. 1307. non obstantibus quibuscumque ordinacionibus vel arrestis super hoc alias factis.

Martis post Circoncisionem Domini.

V. Mota questione inter abbatem et conventum Majoris-Monasterii Turonensis, ex parte una, et ballivum Turonensem, pro domino Rege, ex altera, super eo quod dicti religiosi, proponentes se esse in saisina, super causis et factis principalis capitis dicti monasterii, coram domino Rege tantummodo, vel in parlamentis suis, et non coram ballivo Turonensi, respondendi, ac in casibus hujusmodi forum dicti ballivi semper declinandi, requirerent impedimentum, ut dicebant, de novo super hoc per dictum ballivum eis appositum, amoveri, et processum quem dictus ballivus contra ipsos religiosos et senescallum eorum, racione cujusdam militis, per eundem senescallum justiciati, inchoaverat, totaliter annullari, plures ad hoc raciones allegantes et quedam sua privilegia ostendentes, ad confortandam dictam saisinam suam; dicto ballivo saisinam contrariam et plures raciones, pro parte domini Regis, e contrario proponente, et petente impedimentum sibi in dicta saisina per dominum Regem, ad dictorum religiosorum instanciam appositum, amoveri, et pronunciari se, in sua saisina compellendi dictos religiosos et eorum senescallum et gentes ad respondendum coram ipso ballivo, remanere debere: Auditis super hoc parcium racionibus, et visis privilegiis supradictis, ad finem confortandi dictorum religiosorum saisinam predictam exhibitis, auditaque plurium quondam ballivorum Turonensium per sua juramenta relacione, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod dicti religiosi super hoc non audientur, nisi per viam actionis, et quod impedimentum predictum, super hoc dicto ballivo appositum, removebitur, et interim remanebit dictus ballivus in saisina predicta justiciandi ipsos, racione temporalitatis eorum.

In vigilia Epiphanie.

PHILIPPE IV, 1307.

VI. Cum, propter associacionem factam inter dominum Regem et episcopum Aniciensem, Johannes de Salsano, miles, vicarius curie secularis episcopi predicti, a dicto officio amotus fuisset, et ipse diceret dictum officium esse personale, et sibi ad vitam suam fuisse concessum, requirens quod dictum officium sibi deliberaretur deserviendum et tenendum ab ipso ad vitam suam, modo consueto, aut quod super hoc fieret sibi recompensacio condigna; gentibus domini Regis et dicti episcopi e contrario proponentibus dictum officium non esse personale, sed ad voluntatem dantis fuisse sibi concessum; tandem super hoc precepit curia nostra veritatem inquiri: Cum autem per inquestam hujusmodi non potuerit ad plenum sciri veritas super hujusmodi debato, per ipsam curiam nostram, equitatis motam mansuetudine et de consensu dicti episcopi, sic extitit ordinatum quod, in recompensacionem dicti officii, de quo amotus est idem miles et exoneratus de deserviendo ibidem, dictus miles, quamdiu ipse vixerit, anno quolibet habebit viginti libras Turonenses, capiendas super emolumentis secularis curie communis inter dominum Regem et episcopum supradictum.

Lune post octabas Epiphanie.

VII. Cum nuper, vacante monasterio Sancti-Maglorii Parisiensis, conventus ejusdem monasterii, non petita, sicut consuetum est, a domino Rege licencia eligendi, ad electionem abbatis processissent, et in suum abbatem elegissent fratrem Gobertum, tunc dicti monasterii camerarium, idem electus, obtenta confirmacione dicte electionis sue, sibi fecit benedictionis munus impendi, et, errorem primum continuans, non petita licencia a domino Rege, administracioni temporalium dicti monasterii se ingessit; super quibus factis duobus, in quibus jus domini Regis lesum fuerat, abbas et conventus predicti, misericordiam requirentes, constanter asseruerunt se non, per maliciam sed per simplicitatem et ignoranciam, attemptasse et fecisse predicta; et, cum dominus Rex, jure suo, posset hujusmodi facta prosequi ad infringendam electionem predictam et cetera, que in

PHILIPPE IV. 1308. ipsius juris prejudicium, super hiis attemptata fuerant, et bona temporalia dicti monasterii ad manum suam propter hoc faceret teneri, ipse tamen, plurium magnatorum devictus instancia, facta hujusmodi cum emenda, de speciali gracia, voluit pertransire, et dictum abbatem in suo officio remanere, salvo tamen in omnibus jure suo; et dictus abbas ac frater Gregorius, pictanciarius et procurator conventus dicti monasterii, suo et dicti conventus nomine, super hoc ipsi domino Regi, in manibus magistrorum curie, presencium in camera, gagiaverunt emendam, cujus taxacionem idem dominus Rex sibi reservavit, et, de gracia speciali, temporalitatem dicti monasterii, positam ad manum suam propter duo facta predicta, salvo in omnibus jure suo, deliberavit eisdem, et precepit quod prepositus Parisiensis manum suam amoveat de temporalitate predicta.

Martis ante Cathedram sancti Petri.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO OCTABARUM NATIVITATIS DOMINI.

ANNO MCCCVIII.

I. Cum prepositus Parisiensis condempnasset ad bannicionem Johannem le Hanuer, pro eo quod ipse ad sigillum Castelleti, sub alieno nomine, fecerat transire quamdam litteram obligatoriam, et bona sua posuisset ad manum Regis, precepit curia eidem preposito quod ipse manum Regis amoveat de bonis dicti condempnati, mobilibus et immobilibus, existentibus in alta judicia Sancti-Martini de Campis Parisiensis.

Mercurii post quindenam Epiphanie.

II. Die Veneris post Candelosam, dominus Guillelmus de Calvi-

gniaco, dominus Castri-Radulphi, presens in curia, spontanee confessus fuit quod ipse, per ignoranciam, comiti Marchie, fecerat homagium de feodo Sancte-Severe, super hoc factum patris sui insequtus, et quod ad ejus noticiam de novo venerat dictum feodum debere teneri a domino Rege, expresse recognoscens quod ipse dictum feodum a domino Rege debet tenere, et litteras originales, quas ipse super hoc perquisivit et invenit, et quas ipse in fidelitate sua numquam alias viderat, ut dicebat, videlicet quatuor paria litterarum, ipse curie nostre tradidit ut apud dominum Regem remaneant, et de eis habeat copiam sub sigillo domini Regis.

Posite fuerunt in Thesauro (95).

III. Cum monasteria, communie, et quamplures alii subditi nostri, nobis exposuerint quod ipsi, pro suis necessitatibus sublevandis, plures redditus, ad vitam emencium, annuatim solvendos, tempore quo debilis moneta nostra currebat, et pro precio in moneta debili tunc eis soluto, vendiderunt, quodque, racione ordinacionis nostre, super cursus monete mutacione, ac super solucione talium reddituum, per nos editam anno Domini millesimo trecentesimo sexto, emptores predicti, a tempore quo deinde fortis moneta nostra incepit currere, a venditoribus ipsis exigere nituntur, in forti moneta, redditus antedictos, ex quo plurimum dampnificarentur, ut dicunt, venditores predicti supplicantes humiliter ut super hoc eorum indempnitati velimus providere; cum autem, tam propter contrahensium hujusmodi diversas condiciones, etates et status quam propter temporum diversitatem, quibus facti fuerunt contractus predicti, et propter diversitatem pactorum ac multas et varias promissiones et obligaciones, in eisdem contractibus appositas, certam et generalem ac uniformem provisionem super hoc facere non possimus, que tot contractus varios et diversos et diversas personas contrahensium equaliter comprehendat, nos, viam racioni et equitati consentaneam eligentes, sic duximus ordinandum quod hujusmodi debitores, summas contentas, que, pro terminis qui ceciderint a tempore quo fortis moneta

PHILIPPE IV. 1308.

cepit cursum suum habere, debebuntur, sine difficultate persolvent in valore monete tempore contractus currentis, et, si de residuo sit discordia inter partes, ipsi super hoc ordinarios justiciarios seculares eorum adibunt, qui ordinarii, ordinacione predicta visa ac diligenter attenta, consideratis personarum contrahensium condicionibus et statu, qualitate contractus et ipsius tempore, quantitate precii ac condicionibus, retencionibus, promissionibus et obligacionibus, in contractu appositis, et ceteris circonstanciis que fuerint in talibus racionabiliter attendende, auditis partibus, exhibebunt eisdem super hoc justicie complementum, salvis graciis quas aliquibus ex causa fecimus super debitorum suorum respectu, quibus graciis per hoc nolumus prejudicium aliquod generari, hoc salvo insuper quod illas partes, que super talibus casibus diem habent per citacionem vel assignacionem in parlamento presenti, curia nostra audiet et expediet, si possit, alioquin, finito parlamento, ille partes, que super hoc non fuerint expedite, ad suos ordinarios, sicut premissum est, revertentur.

Veneris post Reminiscere (96).

IV. Cum, in novissime preterito scacario, mota questione inter decanum et capitulum ecclesie Rothomagensis, ex una parte, et Gaufridum Cocatriz, ex alia, super eo quod dicti decanus et capitulum, proponentes se, per privilegium, dudum eis a predecessoribus nostris concessum, habere et percipere debere ducentos modios vini, annui redditus, super modiacione nostra vinorum, in vicecomitatu nostro aque Rothomagensis, que per aquam Secane apud Rothomagum adducuntur, et se esse in bona saisina percipiendi dictum redditum super modiacione predicta de prioribus vinis, que in dicto vicecomitatu, ut premissum est, adducuntur, dicebant se super hoc impeditos injuste per dictum Gaufridum, racione cujusdam privilegii eidem Gaufrido de ducendo libere merces et bona sua, a nobis postea concessi, petentes dictum impedimentum amoveri; dicto Gaufrido raciones suas in contrarium proponente; exhibitis predictis privilegiis magistris tenentibus scacarium predictum, ipsi,

propter declaracionem dictorum privilegiorum habendam, partes predictas ad parlamentum presens remiserunt : Auditis igitur que super hiis in parlamento presenti proposita fuerunt, et, per curiam nostram visis privilegiis antedictis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod privilegio predicto, super annuo redditu supradicto, dudum concesso dictis decano et capitulo, sequens privilegium, dicto Gaufrido postea concessum, non prejudicat in aliquo, sed dicti decanus et capitulum pacifice gaudebunt concessione predicta, in priori eorum privilegio contenta, non obstantibus dicto privilegio predicto Gaufrido postea concesso et aliis propositis per eundem. PHILIPPE IV, 1308.

Sabbato post Reminiscere.

V. Cum, in novissime preterito scacario, mota questione inter abbatissam et conventum Sancti-Amandi Rothomagensis, ex una parte, et Gaufridum Cocatriz, ex alia, super eo quod dicte religiose, proponentes se, per privilegium dudum eis a predecessoribus nostris concessum, habere et percipere debere annuatim decimam partem admodiacionis nostre vinorum in vicecomitatu nostro aque Rothomagensis, que per aquam Secane apud Rothomagum adducuntur, et se esse in bona saisina dictam decimam, ut premissum est, percipiendi, dicebant se super hoc per dictum Gaufridum impeditas injuste, etc. usque in finem verbis competenter mutatis.

Sabbato predicta.

VI. Cum, in novissime preterito scacario, mota questione inter decanum et capitulum ecclesie Rothomagensis, ex una parte, et Petrum de Inclaustro, civem Parisiensem, ex altera, super eo quod dicti decanus et capitulum proponentes, etc. dicebant se super hoc impeditos injuste per dictum Petrum, racione cujusdam privilegii, eidem Petro, de ducendo libere merces suas, postea concessi, petentes dictum impedimentum amoveri; et exhibitis dictis privilegiis magistris tenentibus scacarium predictum, ipsi, propter declaracionem dictorum privilegiorum habendam, partes predictas remiserunt ad presens

PHILIPPE IV, 1306. parlamentum : Visis igitur, per curiam nostram, privilegiis antedictis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod predicto privilegio, dictis decano et capitulo, super annuo redditu supradicto, dudum concesso, non obstat in aliquo subsequens privilegium dicto Petro postea concessum.

Sabbato post Reminiscere.

VII. Cum, in novissime preterito scacario, mota questione inter abbatissam et conventum Sancti-Amandi Rothomagensis, ex una parte, et Petrum de Inclaustro, civem Parisiensem, ex altera, super eo quod dicte religiose, proponentes se, per privilegium dudum eis a predecessoribus nostris concessum, habere et percipere debere annuatim decimam partem admodiacionis nostre vinorum in vicecomitatu nostro aque Rothomagensis, que per aquam Secane apud Rothomagum adducuntur, et se esse in bona saisina dictam decimam, ut premissum est, percipiendi, dicebant se super hoc impeditas injuste per dictum Petrum, racione cujusdam privilegii uxoris ejusdem Petri predecessoribus, de ducendo libere merces suas, postea concessi, petentes dictum impedimentum amoveri; et, exhibitis dictis privilegiis magistris tenentibus scacarium predictum, ipsi, propter declaracionem dictorum privilegiorum habendam, partes predictas remiserunt ad presens parlamentum : Visis igitur, per curiam nostram, privilegiis antedictis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod predicto privilegio dictis religiosis, super decima predicta, dudum concesso, non prejudicat in aliquo subsequens privilegium uxoris dicti Petri predecessoribus postea concessum.

Sabbato post Reminiscere.

VIII. Cum Vitalis de Villa-Nova, domicellus, in curia senescalli Tholosani prosequeretur Johannem de Asperiis, domicellum, de morte Olrici de Langlade, quondam avunculi dicti Vitalis, ad finem ponendi ipsum in gagio duelli, dicto Johanne plures in contrarium raciones proponente ad finem quod super hoc gagium duelli non

debeat admitti; dictusque senescallus, seu locum ejus tenens, pronunciasset gagium duelli ibi debere admitti, dictus Johannes super hoc ad nostram curiam appellavit : Auditis igitur dictis partibus in causa appellacionis predicte, per curie nostre judicium, dictum fuit predictum senescallum, seu locum ejus tenentem, male judicasse, et dictum Johannem bene appellasse, nec erit ibidem gagium duelli. PHILIPPE IV, 1308.

Jovis ante Ramos Palmarum. Processum non habui.

IX. Cum procurator domini Regis in senescallia Tholosana, ac procurator consulum bastide de Pabia, contra comitis Astariaci et abbatis et conventus monasterii Bordonarum procuratores, in nostra curia proponentes quod nobis et ipsis consulibus existentibus in saisina habendi et tenendi in dicta bastida bajulum nostrum solum et insolidum ac servientes nostros, ad regimen et custodiam ejusdem, virtute convencionum super hoc dudum habitarum cum comite et religiosis predictis et per eosdem comitem et abbatem promissarum et juratarum, instanter requirerent quod nos, mandata que per nostras litteras, obtentas subrepticie et tacito, de predictis convencionibus firmatis et juratis, senescallo Tholosano, in prejudicium nostrum et dictorum consulum et rei publice loci predicti, feceramus de amovendis bajulis et servientibus nostris existentibus in bastida predicta, totaliter revocaremus et quidquid sequtum est exinde, ita quod nos et ipsi libere gauderemus saisina nostra predicta; dictorum comitis et religiosorum procuratoribus multas in contrarium proponentibus raciones : Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris et instrumentis super hoc hinc inde productis, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod nos et dicti consules remanebimus in saisina predicta, et annullavit totaliter curia nostra mandata contraria que super hoc per litteras nostras fuerunt obtenta, et quicquid sequtum est ex eis.

Jovis predicta.

X. Philippes, par la grace Dieu, roys de France, au prevost de

PHILIPPE IV, 1308. Paris et a touz noz autres seneschauz et baillis, salut : Comme nous aions entendu que noz sougiez sont grantment domagiez par ceus qui veulent prendre et avoir les vivres et les denrees a nostre pris; item par ceus qui, pour leur besoignes, veulent de par nous prendre et avoir les chevaus, les bestes, les charretes, les nes et les batiaus et les autres voitures de noz souzmis; nous, consideranz les ordenances seur ce faites bien et raisonnablement par noz antecesseurs et par nous, et volenz que elles soient fermement tenues et gardees, encores a plus grant fermeté d'iceles, et pour la pays et le profit de noz sougiez, establissons, volons, ordenons et commandons, quant aus vivres, que nous, la Rayne nostre compaigne, quant nous l'aurons, noz enfanz estanz avecques nous en nostre mainbornie, le chamberier de France, le connestable de France, le bouteillier de France, arons la prise aus vivres et a nostre pris; item li seneschauz[1] et li chanceliers de France, quant il i seront. Item, en la ville de Paris, li evesques de Paris a un panier de poysson, et la Meison-Dieu de Paris a un panier ou a une somme; et nulle autre personne de quelcumque condicion, de quelcumque lignage, de quelcumque dignite ou estat que elle soit, ne a point de prise ne point de pris, ne a Paris ne en autre lieu, en nostre terre; et commandons expressement que nul autre, quicumque que il soit, des or en avant ne use de ces prises en quelcumque meniere que ce soit; et se aucune grace seur ce avions faite a autre personne, nous des or endroit la rappelons du tout, et volons que cil ou ceus qui de par nous seront establi a prendre et a priser les vivres, jurent seur les sainz que il loialment feront cest office, ne ne trespasseront en nulle meniere ceste ordenance, pour quelcumque personne que ce soit, par quelcumque faveur, ou par quelcumque commandement d'autrui, et se il, contre leur serement, voloient trespasser cest establissement, nous volons que noz sougiez ne leur obeissent mie, et que il, senz amende faire, leur puissent en meniere deue et raisonnable escourre leur denrees. Item, nous establissons, ordenons et com-

[1] Dans le registre manuscrit on lit en note *dapifer vocatur.*

mandons que nulle persone quelcumque que elle soit n'ait povair de prendre chevaux, bestes, charretes, batiaus ne autres aaisemens ou voiture, par terre ou par yaue, fors seulement pour noz propres besoignes, ou pour nostre chiere compaigne, quant nous l'aurons, ou pour noz enfanz estanz avecques nous en nostre mainbornie, et volons encore que, pour nous, l'en ne puisse prendre beste de charrue ou de labourage. Item, que l'en ne puisse mie deschevauchier, ne arrester marcheant ou autre personne chevauchant ou allant en sa besoigne par terre ou par yaue. Item, que l'en ne puisse mie deschargier ne arrester charrete ou vaissel de terre ou de yaue, ou beste chargiee. Item, que l'en ne puisse prendre beste en quelcumque voiture loee ou estant en son voyage d'aller querre sa charge. Item, que l'en ne praigne beste, ou charrete, ou autre voiture de Maison-Dieu ou de maladerie. Item, que ces bestes ou instrumenz ou vessiaus que l'en prendra pour nous, que l'en ne les greve mie de charge ou de trop longue jornee. Item, que l'en poie, pour ceus que l'en prendra, leur jornee soffisant. Item, que cil qui seront establi de par nous a cest office faire jurent seur les sainz que il loyaument et bien feront cest office, si comme il est dessus dit, et que il ne prenront de nulle personne, de quelcumque estat ou condicion que elle soit, robes, joiaus ne autres dons qui puissent torner a male convoitise, ne ne trespasseront en nulle meniere ceste ordenance pour quelcumque personne que ce soit, par quelcumque couleur ou faveur ou par quelcumque commandement d'autrui; et se il, contre leur serement, voloient trespasser ceste ordenance, nous volons que l'en ne leur obeisse mie et que l'en leur puisse, en meniere deue et raisonnable, escourre, senz amende faire; et ordenons que quiconques fera, ou par lui ou par autre, ou fera faire, ou commandera a faire contre ces ordenances et ces establissemenz, soit encheuz, et le faiseeur et le commandeeur, en nostre amende, a lever et a prendre a nostre volente ou de nostre baillif ou seneschal d'iceli lieu ou sera faiz li outrages; pourquoi nous commandons et enjoignons especialment et expressement a toy, prevost de Paris, et a vous, seneschauz

PHILIPPE IV, 1308.

PHILIPPE IV, 1308.

et baillis, que vous et chascuns de vous, en voz seneschaucies et baillies et en voz assises, et tu prevoz a Paris et ez villes de ta prevoste, ou tu verras que i sera a faire, faceiz publier communement et sollempnement l'ordenance, l'establissement et toutes les choses desus dites, et gardez fermement et faites garder toutes les choses desus dites, si chier comme vous avez nostre grace, et entendez a eschiver nostre indignacion; et volons que vous et chascuns de vous, si et quant vous verrez que mestiers sera, deputaiz de par vous especiaus executeurs bons et soffisanz a faire garder entierement ceste ordenance, et a prendre garde que nus ne veigne a l'encontre. Ou tesmoing de laquele chose nous avons fet mettre nostre seel en ces presentes lettres. Donne a Paris, en nostre parlement, l'an de grace mil troiz cenz et wit, le jeudi devant Pasques flouries (97).

XI. Cum Guichardus et Guillelmus dicti de Jermole, milites, dicentes se, diu est, esse in saisina percipiendi insimul unum denarium pro unaquaque libra in moneta facta in comitatu Matisconensi, et se de hoc esse in homagio nostro, requirerent impedimentum amoveri quod eisdem, super hoc, per gentes nostras, apponebatur : Auditis super hoc ballivo Matisconensi ac procuratore nostro, per arrestum nostre curie dictum fuit quod impedimentum predictum amovebitur, et gaudebunt dicti milites saisina sua predicta, salva nobis super hoc questione proprietatis.

Jovis ante Ramos Palmarum.

XII. Cum procurator decani et capituli Matisconensium, proponens ipsos habere, in moneta que fit in comitatu Matisconensi, denarium pro unaquaque libra, et exhibens quoddam curie judicatum super hoc dudum factum, in quo continetur quod decanus et capitulum predicti habeant et percipiant unum denarium de libra, in moneta facta in comitatu Matisconensi, apud Sanctam-Mariam-in-Bosco, sicut percipiebant illum in moneta, quando fabricabatur in

civitate Matisconensi, diceret dictos decanum et capitulum esse in saisina percipiendi unum denarium pro unaquaque libra in moneta que fit in comitatu Matisconensi, requirens impedimentum eis, per gentes domini Regis, super hoc, de novo appositum, amoveri : Auditis super hoc ballivo Matisconensi ac procuratore nostro, per arrestum nostre curie dictum fuit quod impedimentum predictum amovebitur, quantum ad loca predicta in dicto judicato contenta, salva nobis super hoc questione proprietatis. PHILIPPE IV, 1308.

Mercurii ante Pascham.

XIII. Cum Adam de Mellento, panetarius noster, Johannes Desnes, Nicolaus Arrode, Stephanus de Mullento, etThomas le Soumelier, ad penam mille marcharum argenti, preposito Parisiensi promisissent se eidem preposito reddere, et in Castelletum reducere, quandocumque super hoc essent requisiti, Johannem de Mullento et Johannetum Arrode, recreditos eisdem sub pena predicta, et postea, ad dicti prepositi requisicionem, ipsi reduxissent eosdem in Castelletum; tandem, comperto per dictum prepositum quod dicti Johannes et Johannetus, existentes in Castelleto, tonsuram habebant, et, propter hoc, tamquam clerici, requirebantur ab officiali Parisiensi, idem prepositus ac procurator noster contra predictos Adam et ejus consortes proposuerunt quod eosdem non reddiderant in habitu laycali, sicut recrediti fuerant eisdem, propter quod dicebant eos penam incurrisse predictam, dictis Adam et ejus consortibus e contrario dicentibus quod eos in habitu laycali, sicut eos receperant, reduxerant in Castelletum, et quod, si tonsuram habebant eam in Castelleto fieri sibi fecerant, post eorum ibidem reductionem : Inquisita igitur super hoc veritate per commissarios ad hoc a curia nostra deputatos, per eorum relacionem curie nostre constitit quod dicti Adam et ejus consortes predictos Johannem et Johannetum reduxerant et reddiderant in Castelletum sicut promiserant et in habitu laycali, et quod dictam tonsuram sibi fieri fecerant postquam reducti fuerunt in Castelletum, propter quod dicti Adam

PHILIPPE IV. 1309.

et ejus consortes a dicte pene peticione per curie nostre judicium absoluti fuerunt.

Martis post Pascha, anno trecentesimo nono.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN SEQUENTI PARLAMENTO SANCTI ANDREE APOSTOLI.

ANNO MCCCIX.

I. Cum mercatores draperii ville Sancti-Dyonisii, proponentes se ab antiquo consuevisse et esse in bona saisina vendendi, Parisius, qualibet die sabbati, pannos suos in certo loco, prope halas draperiorum Parisiensium, supra scanna vel bufetos, et impedimentum, super hoc alias eis appositum per gentes nostras Castelleti Parisiensis, vocatis partibus, et, cum cause cognicione, amotum fuisse, conquererentur ex eo quod, ad requisicionem draperiorum Parisiensium, prepositus Parisiensis de novo et injuste eis inhibuerat ne ipsi pannos suos venderent in loco predicto, requirentes dictum impedimentum amoveri, et dictam inhibicionem revocari; predicto preposito et dictis draperiis Parisiensibus plures in contrarium proponentibus raciones : Tandem, auditis hinc inde propositis et audita insuper relacione gencium plurium dicti Castelleti, qui plura expleta justicie super hoc fecerant, per arrestum curie nostre dictum fuit quod dictum impedimentum amovebitur, et permittentur dicti draperii Sancti-Dyonisii pannos suos ibidem vendere, prout consueverunt. Verumptamen dictus prepositus providebit quod dicti draperii Sancti-Dyonisii impedimentum nocivum et non permissibile non apponant transeuntibus per locum predictum.

Mercurii post Nativitatem Domini.

II. Cum nos subvencionem, in ducatu Normannie, pro marita-

gio karissime primogenite nostre, illustris Anglie regine, nobis debitam, nuper faceremus levari, et ad requisicionem prelatorum ducàtus predicti, episcoporum, abbatum et aliarum personarum ecclesiasticarum dicti ducatus quantum ad liberas personas laycales dicti ducatus subjectas eisdem vel tenentes ab eis, suspendi fecissemus dicte subvencionis exactionem, quousque prelatorum predictorum et aliarum personarum ecclesiasticarum dicti ducatus fecissemus audiri requestas et raciones, quas ad illum finem volebant proponere, ut dicebant quod nos subvencionem hujusmodi a dictis personis subjectis eisdem vel tenentibus ab eis de racione non poteramus nec debebamus levare : Tandem, in parlamento nostro, Parisius, coram nobis et consiliariis nostris ad plenum auditis racionibus et requestis, ad finem predictum propositis ex parte prelatorum predictorum et aliarum personarum ecclesiasticarum predictarum, necnon racionibus et defensionibus gencium nostrarum ác procuratoris nostri ex adverso propositis, ad illum finem quod nos racionabiliter levare poteramus subvencionem predictam, per arrestum nostre curie dictum fuit quod predicti prelati et persone ecclesiastice supradicte nichil proposuerant racionabile quare non possimus et debeamus dictam subvencionem facere levari a liberis personis laycalibus, ipsis prelatis et ecclesiasticis personis subjectis vel tenentibus ab eisdem; et fuit, per idem arrestum, dicta suspensio ex nunc revocata, et injunctum fuit quod ballivi, et persone ad hoc deputate, a predictis personis sicut ab aliis dicti ducatus habitatoribus, levent subvencionem predictam. PHILIPPE IV, 1309.

Quocirca mandamus tibi quatenus, ad levandum et faciendum levari per tuam balliviam subvencionem predictam, secundum arresti predicti tenorem, diligenter procedas.

Sabbato post Reminiscere.

III. Mota discordia inter majorem et juratos ville Compendiensis, ex una parte, et abbatem et conventum dicte ville, ex altera, super eo quod dicti major et jurati judicatorum per ipsos factorum inter

PHILIPPE IV. 1309. hospites dictorum religiosorum in casibus amessurarum, videlicet quando unus facit injuriam alteri, conviciando vel percutiendo, faciendo sanguinem, vel quando aliquis de dictis hospitibus est suspectus de malo facto, quando ad emendam pecuniariam agitur, quorum casuum cognicio et judicium spectat ad ipsos majorem et juratos, nitebantur execuciones facere in mobilibus et catallis hospitum predictorum parcium predictarum : Auditis racionibus, et visis litteris et judicatis curie nostre ab utraque parte productis, verborumque in eis contentorum attenta virtute, per arrestum nostre curie dictum fuit et pronunciatum, declarando ac pronunciando declaratum quod dicti major et jurati contra hospites dictorum religiosorum cognoscere, judicare et emendas taxare possunt in casibus supradictis; ipsi tamen judicatorum que facient in casibus predictis, vel similibus ad finem emende pecuniarie tandentibus[1], facere non poterunt execucionem in mobilibus et catallis hospitum predictorum, immo dictos religiosos requirent ut ipsi faciant dictam execucionem; quam, si requisiti, sufficienter non fecerint, super hoc adeant ballivum Silvanectensem, qui ballivus, ad requisicionem dictorum majoris et juratorum, in defectum dictorum religiosorum, faciat de plano execucionem predictam, salvis in aliis dictis partibus arrestis, judicatis et privilegiis eorumdem, quibus curia nostra noluit in ceteris que continentur in eis in aliquo derogare.

Lune post Letare Jerusalem.

IV. Super habendo baillo liberorum defuncti comitis Autisiodorensis et terre ipsorum et faciendo propter hoc nobis homagio, mota coram nobis questione inter Nivernensem ac Montis-Beliardi comites, necnon Beraudum de Mercolio et Stephanum de Vaignorri, milites; dictis comite Nivernensi, Beraudo de Mercolio, quolibet pro se, ac procuratore dicti Stephani de Vaignorri, pro ipso Stephano, comparentibus et petentibus, quolibet eorum, dictum baillum sibi deliberari, et se propter hoc recipi ad homagium nostrum;

[1] Lisez *tendentibus*.

ac procuratore dicti comitis Montis-Beliardi, pro dicto comite comparente, et eumdem, quoad offerendum dictum homagium, pretextu infirmitatis, excusante, et eciam raciones, pro dicto domino suo, proponente, per quas ipse dicebat dictum dominum suum debere preferri ad habendum baillum predictum, et predictos alios requirentes debere ab hoc repelli, protestando insuper, pro dicto domino suo, quod, si ipse posset personaliter comparere, ipse offeret se, propter dictum baillum recipi ad homagium nostrum, et quod quamcicius comode poterit, infirmitate predicta cessante, ipse veniet specialiter ad dictum homagium, offerendum et requirendum se ad illud admitti; quolibet eorum petente dictum baillum sibi deliberari, et se propter hoc ad homagium nostrum admitti : Auditis racionibus parcium predictarum, et visis litteris hinc inde productis ab eisdem, per arrestum curie nostre dictum fuit quod predicto comiti Nivernensi baillum terre dictorum liberorum, in regno nostro existentis et de latere dicti comitis moventis, cum omni onere quod incumbit, deliberabitur, et ad homagium nostrum propter hoc recipietur, salvo jure nostro et quolibet alieno, data prius ab ipso caucione ydonea de debitis solvendis et aliis faciendis que facienda erunt et que in talibus incumbunt, pro rata dictum comitem contingente, racione bailli terre predicte. PHILIPPE IV, 1309.

Et est advertendum quod, de liberis predictis, apud quem, dicto baillo durante, debeant educari, et de alimentis sufficientibus ministrandis eisdem per dictum comitem, et quod, hoc pendente, sine nostro et amicorum suorum assensu et voluntate, maritari non debeant, nos ordinabimus, prout ipsorum utilitati et honori viderimus expedire.

Veneris ante Ramos Palmarum.

V. Philippus, etc. dilectis magistro Yvoni de Laudunaco, clerico, et Johanni Roberti, militi, nostris superintendentibus financiarum negociis in senescallia Petragoricensi, salutem et dilectionem : Significaverunt nobis habitatores de tali loco et jurisdictionis ejusdem

PHILIPPE IV, 1309. quod vos, pro terris, essartis, gastinis et similibus, de feodo seu retrofeodo nobili moventibus, per ipsos a nobilibus accensatis, seu ad firmam perpetuam captis, absque aliqua justicia translata in eosdem, licet de hujusmodi rebus dicti habitatores certam pensionem seu censum annuum reddere et solvere teneantur, quamquam eciam per hoc feodorum hujusmodi condicio fuerit plurimum meliorata, ut dicunt, et de dictis rebus plus reddant, et eciam plus valeant ipse res dominis predictis, quam valerent antequam ad manus dictorum innobilium pervenirent, ut dicunt, financias exigere nitimini ab eisdem, bona ipsorum propter hoc arrestantes in eorum prejudicium et gravamen; quocirca mandamus vobis quatinus, si vobis constiterit de predictis et aliud racionabile non obsistat, a compulsione hujusmodi desistatis, que vero de bonis eorum, ea occasione, cepistis restituentes eisdem. Datum die vicesima octava martii, anno trecentesimo nono.

De hoc facte fuerunt plures littere, sed tamen visa non fuit ordinacio financiarum, unde bonum videtur esse quod videatur (98).

VI. Philippus, Dei gracia, Francorum rex, superintendentibus negociis judeorum in senescalliis vel balliviis N. salutem: Audita querimonia hominum de tali loco et nonnullorum aliorum locorum talis senescallie vel ballivie, mandamus vobis et vestrum cuilibet, quatinus antiqua debita judeorum viginti annorum vel ultra non exigatis, cum non sit credendum quod judei tantam dilacionem suis creditoribus concessissent, nisi appareat clare quod dicti judei illa antiqua debita pecierint vel prosequti fuerint ante eorum expulsionem a regno, dummodo debitores jurent se de debitis hujusmodi satisfecisse.

Proviso tamen, quantum ad debita judeorum, qui circiter decem et novem annis elapsis totaliter expulsi fuerunt de senescalliis Xantonensi et Pictavensi, et qui judei, tam propter expulsionem hujusmodi et bannicionem ipsorum quam propter guerras supervenientes, debita que sibi debebantur in regno exigere non valebant, quod

salva sit actio contra debitores eorum ad hujusmodi debita, si sint bona et legalia, eciam in presenti tempore repetenda et levanda. PHILIPPE IV, 1300.

Ubi vero debitor probat solucionem debiti per ostensionem instrumenti debitum continentis, sibi a creditore judeo ante expulsionem predictam redditi, necnon et per juramentum suum, sufficiat vobis talis probacio, nec debitorem, sic probantem et jurantem, super hoc quomodolibet molestetis.

Item, si in cartulariis judeorum non suspectis et scriptis ante capcionem eorum, inveniatis scriptum de littera judeorum quod debitor solvit debitum, sufficiat vobis talis probacio solucionis.

Item, ubi debitor est bone oppinionis et fame, et quantitas debiti est modica, videlicet de decem libris et citra, ad probandum solucionem talis debiti sufficiat vobis unus testis ydoneus, cum juramento debitoris.

Item, usuras nullatenus exigatis, sed sitis sorte contenti.

Item, pro debitis judeorum, non incarceretis christianos, eorum debitores, volentes cedere bonis, quando debita hujusmodi erunt clara, nec personis eorum violencias inferatis aut faciatis inferri.

Item, appellantes a vobis vel executoribus vestris non incarceretis nec faciatis incarcerari, sed eorum legittimis appellacionibus deferatis.

Predicta vero omnia et singula sic observare curetis quod, super hoc, de vobis ad nos non referatur querela, sciturí quod si vos dictos homines, contra tenorem predictorum, presumpseritis molestare, et predicta non servaveritis, ut mandamus,

Nos senescallis nostris dictarum senescalliarum damus presentibus in mandatis ut vos a molestando dictos homines super hiis, contra tenorem predictorum, desistere et ad omnia predicta observanda, previa racione, compellant.

Actum Parisius, die undecima januarii, anno Domini millesimo trecentesimo nono.

Ista clausula: Proviso, etc. addita fuit sabbato post Pascha, anno trecentesimo decimo, de voluntate dominorum archiepiscopi Narbonensis, P. de Latillaco et G. de Cortonna (99).

PHILIPPE IV. 1309.

VII. Philippe, par la grace de Dieu, rois de France, a tel baillif et a ses deputez en la besoigne de la subvencion que nous faisons lever pour le mariage de nostre chiere fille, la royne d'Engleterre, salut : Nous vous mandons que se les hommes de l'eglise de N. et des autres eglises de tele ballie, qui ne sont noz hommes, senz meain, se defendent et dient qu'il ne sont tenuz a payer ladite subvencion, par point de privileges ou par autres raisons, et vous ne les puissez amener a aucune amiable et convenable composicion, commandez leur et enjoignez, de par nous, que au jour de la bailliee de tel lieu de nostre prochain parlement, il envoient leurs diz privileges ou raysons par quoi il se voudront defendre et sauver de ladite subvencion, et qu'il establisseint certains procureurs qui aient plain povair de oir et d'acomplir ce que nostre court en ordenera; et le plus sagement et cautement que vous pourrez faites et pourchassiez que leurs diz procureurs aient plain et general povair de greer, acorder et acomplir ce que noz genz voudront ordener et acorder amiablement avec euls de ceste chose, et se vous tenez aucunes desdites personnes ou de leurs biens, si leur recrees desque audit jour; et ce faites tenir en secret. Donne a Paris, etc.

VIII. Philippus, Dei gracia, Francie rex, ballivo Turonensi et magistro Guillelmo de Poteria, clerico nostro, salutem et dilectionem : Cum super debato quod pendet inter nos, ex una parte, et dominum de Ambazia, militem, ex altera, super bonis Jacob et Hourseau, fratrum, et Cerete sororum ipsorum, filiorum defuncti Haques de Monte-Richardi ac Haquini Haques, nepotis eorumdem, judeorum, qui morabantur, ut dicit idem dominus, apud Ambasiam, tempore ejectionis eorum, per curiam nostram sic fuerit ordinatum quod, hoc pendente, bona immobilia dictorum judeorum sub dicto domino consistencia, in manu nostra, tanquam superioris, tenebuntur et conservabuntur, sine vendendo vel distrahendo, et eorum fructus et exitus interim levabuntur et conservabuntur per manum nostram predictam, et fiet de eis certum inventarium,

cujus copiam dictus dominus habebit. Item, bona mobilia dictorum judeorum et debita capientur, levabuntur et conservabuntur in manu nostra, tanquam superioris, et fiet certum inventarium de illis, cujus copiam dictus dominus habebit, et sic fiet quousque causa super hoc fuerit terminata; committimus et mandamus vobis quatinus aliquo viro ydonèo, per vos, pro jure nostro super predictis defendendo et prosequendo, deputato, si predicti Jacob, Hourseau, Cerete et Haquinus, tempore ejectionis eorum de regno, morabantur apud Ambaziam, sicut asserit idem dominus, vos, de jure nostro et jure dicti domini in predictis et ea tangentibus, vocatis evocandis, cognoscatis et inquiratis cum diligencia veritatem, quicquid super hoc feceritis et inveneritis curie nostre, sub sigillis vestris clausum, ad parlamentum proximum remissuri, et dictam ordinacionem, sicut premissum est, interim firmiter servaturi. Actum Parisius, in parlamento nostro, die lune post Ramos Palmarum, anno Domini millesimo trecentesimo nono. PHILIPPE IV, 1310.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN PARLAMENTO HYEMALI (100),

ANNO DOMINI MCCCX.

I. Cum procurator religiosorum virorum abbatis et conventus de Vaucellis conquereretur de pluribus gravaminibus, eisdem religiosis, per dilectum et fidelem nostrum Guillelmum de Flandria, militem, et gentes suas, ut dicebat, illatis injuste, et veniendo contra convenciones habitas inter dictas partes, et ad quarum observanciam idem miles peciit et voluit se, per capcionem bonorum suorum in regno existencium, per dominum Regem et ejus justiciarios compelli, dicta gravamina, prout sequitur, recitando:

Primum gravamen est quod, cum dicti religiosi, cum eorum gen-

PHILIPPE IV, 1310.

tibus et canibus, quemdam porcum in eorum propriis terris chassiassent et atterrassent, cum auxilio venatoris et canum domini de Thorota, quos ad hoc in eorum auxilium commodaverant, gentes dicti domini Guillelmi, tam dictum porcum quam dictos canes commodatos, ceperunt et secum duxerunt, veniendo contra convenciones predictas; quare petebat dictus procurator dictos religiosos de predictis porco et canibus resaisiri, et dampna per hoc eisdem illata integre resarciri; dicto Guillelmo plures raciones e contrario proponente, et maxime quod, in littera quam super dicta chacia concessit eisdem dictus Guillelmus, ipse facit retencionem expresse quod dicti religiosi, in locis de quibus fit ibidem mensio, non faciant chaciari per alium quam per ipsos vel per eorum servitores: Quibus auditis et visis litteris predictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictus Guillelmus, per capcionem bonorum suorum in regno existencium, compelletur ad resaisiendum dictos religiosos de porco et canibus predictis, et ad dampna per hoc eisdem illata, de quibus legittime constiterit, reddendum eisdem.

Secundum gravamen est quod, cum dicti religiosi et servientes dicte ecclesie cum eorum canibus, in boscis et terris eorum, chacissent quemdam porcum, et in terris dicti Guillelmi, satis prope terras ipsorum, ipsum porcum chaciando et insequendo, atterrassent eumdem, ipsique dictum porcum, tamquam suum et jure suo utendo, secum portassent, non obstante resistencia quam eisdem religiosis in hujusmodi fecerunt gentes dicti Guillelmi ejus ville de Creve-Cuer, dicte gentes Guillelmi predicti, cum magna multitudine peditum et equitum convenientes, contra religiosos dicte ecclesie et eorum gentes irruentes, multas eis injurias intulerunt et multa de bonis dicte ecclesie ceperunt et secum duxerunt, et per quindecim dies tenuerunt, veniendo contra convenciones predictas, et adhuc sex porcos detinent de bonis dictorum religiosorum predictis; quare petebant dictos sex porcos, cum dampnis per hoc eisdem illatis, sibi reddi et resarciri, que dampna pro facto hujusmodi dictus procurator estimat ad mille libras turonenses; dicto Guillelmo pluri-

bus racionibus e contrario proponente se et gentes suas licite fecisse quicquid ipsi fecerunt in premissis : Quibus auditis et visis litteris predictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictus Guillelmus et ejus gentes facere non debuerunt capcionem predictam, et quod ipse, per capcionem bonorum sûorum in regno existencium, compelletur ad reddendum dictis religiosis porcos predictos cum omnibus dampnis de quibus legittime constiterit per dictum Guillelmum et ejus gentes illatis per hoc religiosis predictis. PHILIPPE IV, 1310.

Tercium gravamen est quod clausum dicte ecclesie, in quo dicti religiosi omnem habent altam et bassam justiciam, firmum existens, quadam die, dum dicti religiosi missam cantarent, ipsis nescientibus, gentes dicti Guillelmi per supra muros assendentes, intraverunt, et ibidem tresdecim ventelias, in eorum aquis existentes, levaverunt; quibus levatis, aque predictecum impetu effluxerunt, et maximam copiam eorum piscium secum duxerunt, per quod factum dictus Guillelmus et ejus gentes multa dampna eisdem religiosis intulerunt, veniendo contra convenciones predictas, ut dicebant; quare petebant dampna per hoc eis illata sibi resarciri; dicto Guillelmo plures raciones e contrario proponente: Quibus auditis, et visis litteris predictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictus Guillelmus, per capcionem bonorum suorum in regno existencium, compelletur ad resarciendum dictis religiosis omnia dampna de quibus legittime constiterit quod per dictum Guillelmum et ejus gentes per hoc illata fuerint religiosis eisdem.

Quartum gravamen est quod dictus Guillelmus seu gentes sue, in casibus per composicionem predictam ad eum non pertinentibus, quemdam servientem dicte ecclesie ceperunt et justiciaverunt, veniendo contra composicionem predictam, cum pocius deberent eundem remisisse ad religiosos predictos, secundum tenorem composicionis predicte; quare petebant se super hoc resaisiri, et factum hujusmòdi sibi competenter emendari, et dampna per hoc eisdem illata sibi resarciri; dicto Guillelmo, ad sui defensionem, plures raciones super hoc proponente : Quibus auditis, et visis litteris predictis,

PHILIPPE IV. 1310.

per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictus Guillelmus, per capcionem bonorum suorum in regno existencium, compelletur ad resaisiendum, per unam figuram, dictos religiosos de serviente predicto, et ad reddendum eisdem omnia dampna que legittime constitit ipsos propter hoc sustinuisse.

Quintum gravamen est quod, ad requisicionem cujusdam mulieris, cui dicti religiosi per eorum litteras teneri dicebantur in duodecim libris annui redditus ad vitam, in quibus se obligaverant, ut dicitur, quod ad solucionem dicti redditus per quemcumque justiciarium possent compelli, dictus Guillelmus vel ejus gentes, pro facienda execucione dicte littere de bonis dicte ecclesie, ceperunt videlicet duas quadrigatas salis, quamlibet ad quatuor equos, et quingenta pecora lanam portancia, veniendo contra composicionem predictam, requirentes dicta bona ex integro, cum omnibus dampnis que per hoc sustinuerunt, sibi reddi; dicto Guillelmo plures raciones e contrario proponente : Quibus auditis, et visis litteris predictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictus Guillelmus, per capcionem bonorum suorum in regno existencium, compelletur ad reddendum dictis religiosis bona eorum predicta per ipsum seu gentes suas capta propter hoc, cum omnibus dampnis de quibus legittime constitit, quod per Guillelmum predictum vel ejus gentes per hoc illata fuerunt religiosis predictis.

Et quod dominus Rex eumdem Guillelmum, ad predicta omnia adimplenda, per capcionem bonorum suorum que ipse habet in regno, secundum dictarum convencionum tenorem, faciet compelli.

De pena vero trecentarum librarum, ad quam dicti religiosi dicunt predictum Guillelmum eisdem teneri tociens quociens idem Guillermus fecit contra convenciones predictas, curia nostra, partibus auditis, faciet eisdem justicie completum.

Lune post Annunciacionem Dominicam.

II. Cum abbas et conventus de Berneyo cujusdam partis bosco-

Digitized by Google

rum suorum, non petita super hoc a domino Rege licencia, dudum superficiem vendidissent, et ex tunc gentes domini Regis, propter tercium et dangerium que dicebant ipsum dominum Regem in dictis boscis habere, manum ejus posuissent ibidem, deinde, propter debatum hujusmodi, dictis partibus in nostra curia constitutis, dicti religiosi sui monasterii privilegia ostendentes et plures raciones proponentes, per que dicebant se, absque licencia domini Regis et sine tercio et dangerio, posse vendere boscos suos, pecierunt super hoc sibi justiciam exhiberi; procuratore domini Regis pluribus racionibus e contrario proponente, dictos religiosos nemora sua non posse vendere sine tercio et dangerio, et absque domini Regis licencia speciali: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis privilegiis supradictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, non obstantibus dictorum religiosorum racionibus et privilegiis antedictis, dominus Rex tercium et dangerium habet in eorum boscis, et quod ipsi boscos suos vendere non possunt absque domini Regis licencia speciali. PHILIPPE IV, 1310.

Actum in regali abbacia Beate Marie juxta Pontisaram, dominica post Assensionem Domini, trecentesimo undecimo.

III. Cum episcopus Cathalanensis sibi deliberari peteret forisfacturam bonorum quorumdam hominum ville Cathalanensis, per gentes domini Regis justiciatorum racione commocionis, conspiracionis et rebellionis in dicta villa factarum contra gentes domini Regis, et ordinacionem ipsius domini Regis, super cursu monetarum suarum, in dicta villa publicatam, plures raciones super hoc allegando; procuratore dicti domini Regis, pluribus racionibus, contrarium pretendente: Tandem, auditis hinc inde propositis, curia nostra, per arrestum suum, dictorum bonorum forisfacturam, non obstantibus racionibus per dictum episcopum super hoc propositis, ipsi domino Regi adjudicavit.

Actum apud Pontisaram, dominica ante Assensionem Domini, anno trecentesimo undecimo.

PHILIPPE IV, 1310.

IV. Cum gentes domini Regis quosdam homines ville Cathalanensis, aliquos eorum, quia fabricabant seu cudebant monetam domini Regis contrafactam et falsam, alios cum falsis cuneis et instrumentis ad hoc paratis inventos, alios billonum ad fabricas dictarum falsarum monetarum deferentes inventos, cepissent et quosdam ex eis justiciassent, alios autem captos adhuc tenerent, episcopus Cathalanensis proponens omnes predictos [esse] justiciabiles suos, requisivit predictos detentos sibi reddi et deliberari, et de dictis justiciatis fieri sibi restitucionem per unam vel plures figuras, prout est racionabiliter in talibus faciendum, plures ad hoc, pro parte sua, proponens raciones et usum pro ipso super hoc observatum, ut dicebat, super quo obtulit se paratum articulos suos facere et eosdem sufficienter probare, petens se ad hoc admitti; procuratore dicti domini Regis plures raciones in contrarium proponente, et maxime consuetudinem notoriam, ut dicebat, in talibus casibus et similibus pro domino Rege per nostram curiam observatam : Tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicti episcopi predicta requesta non fiet, nec admittetur ad faciendum pro se articulos super usu predicto, et quod domino Regi remanebit cognicio et punicio malefactorum predictorum.

Actum apud Pontisaram, dominica predicta.

V. Senescallo Tholosano, salutem : Cum ad nos solum portacionis armorum cognicio et punicio in toto regno nostro pertineat, et datum fuerit nobis intelligi quod dilectus et fidelis noster comes Convenarum et quidam alii terrarii senescallie Tholosane, de portacione armorum in eorum terris cognoscere et punire nituntur, mandamus vobis quatinus nullatenus permittatis ipsos cognicionem aut alia expleta justicie super hoc exercere.

Martis post Pentecostes.

VI. Philippus, etc. ballivo Silvanectensi vel ejus locum tenenti, salutem : Considerantes et attendentes sterilitatem temporis presentis,

qua nostri subditi hiis diebus, proth dolor! opprimuntur, et propter hoc compacientes eisdem, ab exactione subsidii pro maritagio carissime nate nostre Ysabellis, regine Anglie, nobis debiti, licet in hac parte jus nostrum clare asserant gentes nostre, ab hominibus religiosorum virorum abbatis et conventus beati Dyonisii in Francia, in villa de Gonniex et ejus ressorto commorantibus, quoad presens, supersederi volumus, de gracia speciali, salvo tamen in omnibus jure nostro; mandantes tibi quatinus, ipsos homines ad solvendum dictum subsidium, quoad presens, non compellens, sibi ipsis bona, si que occasione hujusmodi capta sint, interim sine difficultate qualibet deliberes seu facias liberari, nec interim occasione predicta molestes eosdem, quousque aliud a nobis super hoc receperis in mandatis. Nolumus autem quod per predicta jus novum ipsis aliquod acquiratur, nec nobis, nec aliis prejudicium generetur. Actum Parisius, quindecima die maii, anno Domini millesimo trecentesimo undecimo. PHILIPPE IV, 1310.

VII. Philippus, etc. tali ballivo, etc. cum abbas et conventus Sancti-Dyonisii asserant se bona habere privilegia, per que parati sunt ostendere, ut dicunt, quod homines de terra ipsorum religiosorum non tenentur ad prestandum subsidium quod petitur ab eis pro maritagio karissime nate nostre, regine Anglie illustris, mandamus vobis, et vestrum cuilibet, quatinus homines predictos non compellatis ad prestacionem dicti subsidii quousque super hoc aliud a nobis habueritis in mandatis, personas et bona dictorum hominum, si que propter hoc cepistis, interim recredentes absque difficultate quacumque.

Actum in abbacia Longi-Campi, sabbato ante festum beati Clementis, anno trecentesimo.

Istam litteram precepit dominus G. de Nogareto apud dictam abbaciam, pro capitulo Parisiensi et pro Sancto-Dyonisio.

VIII. Ordinacio quam fecit dominus Rex de Johanne de Ormayo,

PHILIPPE IV, 1310. milite, genere quondam domini Mathei de Tria, subsequitur immediate, et publicata fuit Parisius, in camera, die lune post decolacionem beati Johannis Baptiste; et precepit sibi curia quod regnum exeat infra mensem, computandum a die martis subsequenti, et ipse dictum mandatum acceptavit. Sequitur tenor dicte ordinacionis:

Philippus, Dei gracia, Francie rex, notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum nos Johannem, dominum de Ormayo, occasione certi delicti sibi impositi, captum nostro carcere faceremus teneri, quia de consilio quorumdam amicorum dicti Johannis, diligenter instancium ut idem Johannes voluntati et ordinacioni nostre se propter hoc supponeret, idem Johannes voluntati et ordinacioni nostris se propter hoc supposuit omnino, ad humilem supplicacionem ipsius et quorumdam amicorum suorum; consideratis causa detensionis, qualitate dicti delicti et fama super hoc, heredibus ipsius Johannis in hac parte, pro compacientes affectu, diligenti deliberacione super hoc habita per nos, de gracia speciali, ut sequitur, extitit ordinatum, videlicet quod dominus Johannes regnum nostrum exibit, numquam rediturus ibidem sine nostro speciali rapello, et heredes ipsius Johannis omnes hereditates dicti Johannis, quascumque et ubicumque consistant, quocumque nomine censeantur, ex nunc tenebunt, possidebunt, levabunt et explectabunt pro se suisque heredibus perpetuo, ut suas, solvendo deveria consueta, et de ipsis, ut suis, suam poterunt facere, quociens sibi placuerit, voluntatem, nostro et alieno in omnibus jure salvo, retentis ducentis libris turonensibus annui redditus, quas dicti heredes vel ab eis causam habentes reddent anno quolibet dicto Johanni vel ejus certo mandato, pro victu suo, quamdiu dumtaxat vitam duxerit in humanis; quo de medio sublato, soluti erunt dicti liberi et hereditates predicte ab onere dictarum ducentarum librarum ulterius solvendarum. Quod ut ratum et stabile perpetuo perseveret, presentibus nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Sanctum-Audoenum prope Parisius, mense augusti, anno Domini millesimo trecentesimo undecimo.

Die veneris post Nativitatem Beate Marie Virginis, tradidi originale istius littere Petro de Longata, scutifero domini Mathei de Tria, militis. PHILIPPE IV, 1310.

IX. Comme la damoyselle de Saint-Amant, fille jadis a monseigneur Renier de Saint-Amant, et sueur germainne a monseigneur Pierre de Saint-Amant qui darreinement moru, fust venue a Saint-Amant par-devant l'abbe, en la presence du conseil et des frans hommes de fief audit abbe, et li eust requis et pour droit que il la receust en sa foy et en son honmaige d'un fief que l'en dist le fief de la prevoste de Saint-Amant et des appartenances de celui fief, et l'en saisesist de fait ausi comme elle en estoit saisie de droit naturel, et li eust offert les mains, le cors et l'ommaige a faire, et tel service et tele droiture a paier pour la mort dudit monseigneur Pierre, com il afferoit et convenoit, et que li fies devoit, selonc la coustume du pays, et li diz abbes eust propose pluseurs raysons a l'encontre, et eust seur ce monstre ses chartres et ses lettres, a celle fin que il n'estoit mie tenuz de faire la requeste de ladite damoiselle; a la parfin, apres pluseurs proces euz seur ce entre lesdites parties en ladite court, et lesdiz hommes conjurez seur ce par ledit seigneur, de l'assentement des devant dites parties, de dire droit, comme celles qui en leur jugement s'en mistrent pour oir droit de la devant dite cause, distrent par jugement et pour droit, que il n'en estoient mie saige, ne droit n'en savoient dire ne jugier; pour quoi il en demandoient droite enqueste tele qui garans leur fust, et que on les menast pour enqueste à leur kier-lieu, c'est assavoir en plain parlement, a Paris, pardevant les mestres; si comme ces choses sont plus plainement contenues ou proces des sus dits baillie en ce parlement par les frans hommes de fief dudit abbe ci-apres nommez; li quel hommes presenz ou dit parlement reconterent le proces en la meniere que desus est dite, et le baillierent en escript, avecques le transcrit desdites lettres et chartres monstrees pour la partie dudit abbe, et requistrent ou grant instance a avoir seur ce le conseil du parlement, quel droit il rendrient ausdites parties en la cause dessus dite, et

PHILIPPE IV, 1310. pour ce que li maistre du parlement peusseint plus certainement eaus conseillier en ceste cause et seur certain article, li dit homme baillierent en escript et par leur seaus l'article seur quoy il requerroient le conseil du parlement, du quel escript la teneur est telle:

A vous seigneur et maistre du parlement nostre seigneur le Roy, requierent et supploient Hue, sire d'Auton, Baudoyn de Mortaigne, Guillaume li Bleux de Montigny, et Pierres de Sainguin, chevaliers, que il vous plaise a les conseiller sus le proces qu'il vous ont apporte par-devant vous et monstre, qui touche le fait de l'abbe de Saint-Amant, d'une part, et la damoiselle de Saint-Amant, d'autre, a savoir mon que se, selonc ledit procez, ladite damoyselle sera receue en la saisine du fie de la prevoste, de la quele mencion est faite ou dit proces, ou non, et a ceste fin vous avons-nous baille ledit proces pour nous conseillier se ladite damoiselle aura la saisine dudit fie, ou non; et pour ceu nous Hues d'Auton, Baudoyn de Mortaigne, et Guillaume li Bleux, chevaliers dessus diz, avons mis nos seauls en ceste cedule; et je Pierre de Sanguin, dessus diz chevaliers, m'acorde a baillier ceste cedule, et l'eusse seelle, mes je ne avoie point de seel a present. Ce fut fait le quinziesme jour de fevrier, l'an mil trois cens et diz. Laquelle requeste des diz hommes oye diligenment, et veu leur dit proces et les lettres et chartres dessus dites, et maymement veu l'escript seelle des diz hommes, contenent l'article seur quoi il demandoient finaument en ceste cause le conseil du parlement, les maistres du parlement leur donnerent seur ce le conseil qui s'ensuit: c'est assavoir que li abbes de Saint-Amant ladite damoyselle recevroit en sa foy et en son honmayge dudit fie de la prevoste de Saint-Amant et des appartenances de celuy fie, et l'en saisiroit de fait, en la meniere que li dit monseigneur Pierre, son frère, en estoit saisiz ou temps que il morut, sauves audit abbe ses lettres et ses chartres dessus dites et toutes ses raisons contre ladite damoyselle en cause de propriete seur le fie de ladite prevoste et des appartenances d'iceluy fie.

Lune post octabas Candelose, anno trecentesimo decimo.

Rotulus continens requestam dictorum francorum hominum, cum eorum cedula sigillata, et cum responsione presenti, est in sacco inquestarum hujus parlamenti. PHILIPPE IV, 1310.

X. Hec est inquisicio que facta fuit apud Capiacum, scilicet de transversis Regis et comitis Sancti-Pauli, coram B. de Roya, et A. de Hamest, et P. preposito Ambianensi, et Nevel Maro. Hanc inquisicionem fecerunt burgenses Attrebatenses, Bappalmenses et Peronne et de Roya, et Compendienses, et Montis-Desiderii, et Ambianenses, et servientes qui tenebant pedagia tempore comitis Flandrie, et dixerunt quod omnia averia que transeunt de Flandria, sive in Franciam, sive in Burgundiam, sive in Campaniam, sive ultra montes, sive in Provinciam, debent pedagium apud Bappalmas; et omnia vina veniencia de Francia, vel de Burgundia in Flandriam euncia, debent pedagium apud Bappalmas. Omnes autem illi qui debent pedagium apud Bappalmas, debent pedagium apud Peronnam, apud Royam, apud Compendium et Crispiacum; Ternenses vero et Bononienses, et Normanni, et Corbienses, Ambianenses, Pontivenses, Belvacenses, Tornacenses, Cameracenses et Falquinbergenses, omnes isti vadunt quo volunt, reddendo suas rectas consuetudines; sed si isti asportarent averia de Flandria in terras predictas, ipsi redderent pedagium apud Bappalmas, sicut alii, vel reportando vina, sicut supra dictum est.

Extractus de veteri registro curie cum asseribus, quod est in thesauro cartarum regiarum, et facta collacio per me (101).

PHILIPPE IV, 1311.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN PARLAMENTO OCTABARUM BRANDONUM,

ANNO DOMINI MCCCXI.

I. Ad requisicionem magistri Petri Andrasii, procuratoris domini Regis in senescallia Carcassonensi, in parlamento presenti tradita fuit curie nostre, per quosdam homines de Crassa, quedam littera, sigillo domini Regis sigillata, cujus tenor sequitur in hec verba :

Philippus, Dei gracia, Francie rex, senescallo Carcassonensi vel ejus locum tenenti, salutem : Licet dudum in nostra curia questione suborta inter abbatem et conventum de Crassa, seu eorum procuratorem, ex una parte, et Johannem de Crassa, suo et quorumdam de Crassa nomine, ex altera, super usu quem idem abbas se dicebat habere antiquum, videlicet a sua curia appellandi ad ipsum eundem, et de primis appellacionibus cognoscendi, diverse nostre littere ad vos emanasse dicantur, vobis mandamus quatinus, non obstantibus litteris et processibus quibuscumque, quas et quos robur firmitatis nolumus ulterius obtinere, dictos abbatem et conventum super usu hujusmodi nullatenus audiatis, sed de omnibus appellacionibus interpositis et interponendis a curia dicti abbatis ad vos, vel aliquam de curiis vobis subjectis, jure nostro cognoscentes, non permittatis ipsum abbatem usum in premissis aliquem ulterius exercere. Actum Parisius, die martis ante festum beati Andree apostoli, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo.

Postea dicta littera per nostram fuit curiam renovata in hunc modum,

Philippus, Dei gracia, Francie rex, senescallo Carcassonensi vel ejus locum tenenti, salutem : Licet dudum in nostra curia questione suborta inter abbatem et conventum de Crassa seu eorum procura-

torem, ex una parte, et Johannem de Crassa, suo et quorumdam de Crassa nomine, ex altera, super usu quem idem abbas se dicebat habere antiquum, videlicet a sua curia appellandi ad ipsum eundem, et de primis appellacionibus cognoscendi, diverse nostre littere ad vos dicerentur emanasse, nichilominus alias mandaverimus vobis quatinus, non obstantibus litteris et processibus quibuscumque, quas et quos robur firmitatis noluimus ulterius obtinere, dictos abbatem et conventum super usu hujusmodi nullatenus audiretis, sed de omnibus appellacionibus interpositis et interponendis a curia dicti abbatis ad vos, vel aliquam de curiis vobis subjectis, jure nostro cognoscentes, non permitteretis ipsum abbatem usum in premissis aliquem ulterius exercere; nos mandatum predictum tenore presentium renovantes, iterato mandamus vobis quatinus predicta, prout superius sunt expressa, diligenter adimpleatis et faciatis firmiter observari. Actum in regali abbacia Beate Marie juxta Pontisaram, die jovis ante festum beate Marie Magdalene, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo. PHILIPPE IV. 1311.

Et ambe littere predicte, una cum quadam littera de papiro, sigillata a tergo, tradite fuerunt procuratori predicto, die sabbati post festum beate Marie Magdalene.

II. Philippus, etc. Cum, inter magistrum Gaubertum Pelphi, rectorem ecclesie de Cornaco et de Sancto-Martino, prope Bretenos et Castrum-Novum, diocesis Caturcensis, ex una parte, et Ademarum Girberti, ac Guillelmum Calviers, clericos, divisim, ex altera, quantum, ad cognicionem secularis curie nostre, racione garde et violencie, vel alias, ad nos pertinet, discordia esset mota super eo quod dictus magister dicebat se, cum dictis suis ecclesiis, bonis ac pertinenciis earum, positum fuisse et esse, et diu est fuisse in nostra gardia speciali, eciam per arrestum nostre curie et per executores a nobis eidem super hoc specialiter deputatos, ipsumque, cum dictis ecclesiis, bonis ac pertinenciis earum, hactenus per nos fuisse defensum, debereque se tueri per nos in sua saisina dictarum ecclesiarum,

PHILIPPE IV, 1311.

pertinenciarumque earumdem, ab injuriis et violenciis quibuscumque, maxime virtute arresti et execucionis predictorum, contra que conquerebatur se in dicta saisina per dictos clericos et eorum procuracionem indebite impediri, petens per nos sibi impedimentum hujusmodi amoveri, ac se in saisina predicta defendi; dictis Guillelmo et Ademaro se, divisim, in predictis opponentibus, videlicet dicto Guillelmo, racione dicte ecclesie de Cornaco, cujus dicebat se rectorem esse inductumque in possessionem ejusdem, ex provisione per sedem apostolicam sibi facta, asserens se, per gentes nostras, ad instanciam dicti magistri Gauberti, in dicta possessione contra justiciam impediri; dictoque Ademaro, racione dicte ecclesie de Sancto-Martino, cujus asserebat se rectorem esse, inductumque in possessionem ejus auctoritate archiepiscopi Bituricensis primo, et postea de mandato cujusdam judicis apostolici reinductum, impeditumque in dicta possessione per gentes nostras, ad instanciam magistri antedicti; unde petebant dicti Guillelmus et Ademarus dicta impedimenta, sibi, per gentes nostras, in dictis ecclesiis apposita, amoveri, et se defendi per nos in saisina ecclesiarum predictarum : Auditis igitur super hiis predictis partibus, visisque litteris et instrumentis ac processibus hinc inde ab eisdem partibus productis, necnon curie nostre arresto predicto et commissionibus, ac ceteris que dicte partes super hoc, quantum ad nostram curiam pertinet, exhibere voluerunt, per arrestum nostre curie, dictum fuit et pronunciatum quod dictus magister Gaubertus Pelphi, in possessione dictarum ecclesiarum, jurium et pertinenciarum earumdem, amotis inde impedimentis sibi appositis, ad instanciam seu procuracionem Guillelmi et Ademari predictorum, per nos defendetur, donec causa inter dictas partes per competentem judicem fuerit terminata, salvo in omnibus, super dictis ecclesiis et earum pertinenciis, cujuslibet parcium predictarum jure quolibet, per competentem judicem decidendo.

Jovis post Oculi mei.

III. Philippus, Dei gracia, Francie rex, ballivo Viromandie, salu-

tem : Cum major, jurati et scabini ville Sancti-Quintini, contra te, in parlamento nostro, proposuerint quod, quocienscumque in villa predicta aliquis homo capitur suspectus de aliquo maleficio, de quo, si esset convictus, per judicium ultimo supplicio traderetur, major et jurati dicte ville mittunt et mittere consueverunt unum juratum et quendam scabinum ad domum dicti malefactoris vel suspecti, pro bonis ejus, in sua juridictione existentibus, custodiendis, donec idem captus absolutus fuerit vel condempnatus, et nobis, in casu condempnacionis, prout est consuetum fieri, applicandis, et per manus dictorum scabinorum deliberandis, et hoc per se tantum facere consuevisse, absque presencia prepositi nostri ville Sancti-Quintini vel alterius cujuscumque ministri nostri; tu tamen de novo nitebaris quod premissis idem prepositus interesset, te proponente quod, de cetero volebas, ut premissis dictus prepositus interesset, non tamen tanquam judex nec jurisdictionem aliquam exercendo, sed ad finem illum tantummodo quod sciret que bona in domo dicti malefactoris vel suspecti forent inventa, et quod haberet copiam inventarii eorumdem; et tandem, auditis hinc inde propositis, per nostram curiam fuerit ordinatum quod dictus prepositus de cetero, ad premissa facienda, si voluerit, veniat et intersit, non tamen tanquam judex nec jurisdictionem aliquam exercendo, et quod, per manus dictorum juratorum et scabinorum, fiat predictum inventarium, ipso preposito presente, et ejus inventarii copia sibi fiat, et si, certificatus, dictus prepositus ad hoc non venerit, nichilominus super premissis, prout justum fuerit, et fieri consuetum est, sine fraude tamen, procedetur, garda seu custodia dictorum bonorum penes villam predictam, prout consuetum est, totaliter remanente; mandamus tibi quatinus predictam ordinacionem, ut premissum est, facias de cetero observari, et contra eandem non permittas aliquid indebite attemptari. PHILIPPE IV. 1311.

Datum Parisius, die duodecima marcii, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo.

PHILIPPE IV, 1311.

IV. Inter Huonem de Asneriis, ex una parte, et majorem, juratos et communiam ville de Asneriis, ex altera, mota questione super saisina basse justicie in domo, censivis et aliis possessionibus quas dictus Huo habet intra fines et banleucam communie dicte ville, quam saisinam utraque pars ad se pertinere dicebat: Auditis hinc inde propositis, et visis litteris quas dicte partes super hoc exhibuerunt, et maxime littera fundacionis communie predicte, per arrestum nostre curie adjudicata fuit dictis majori, juratis et communie saisina dicte basse justicie in locis predictis, exercenda ab eis in casibus et prout tantummodo datum et concessum fuit eis in littera fundacionis communie predicte, quam ipsi, annis singulis, jurare consueverunt, salva dicto Huoni super hoc questione proprietatis, salvo insuper in omnibus super hoc jure domini Regis, prout in dicta littera fundacionis plenius continetur.

Mercurii ante Pascha.

V. Cum procurator seu sindicus communitatis seu universitatis mercatorum Mediolanensium nobis conquestus fuisset quod, cum dicta communitas seu universitas certos procuratores vel sindicos, ab eis constitutos ad contrahendum nobiscum vel cum gentibus nostris, ad hoc deputatis a nobis, super passagio et extractione lanarum et aignelinorum de regno nostro in Ytalia, ad nos destinasset, qui quidem procuratores, seu sindici, dumtaxat habebant mandatum nobiscum vel cum gentibus nostris, nomine nostro et pro nobis, ad utilitatem nostram, ineundi et faciendi convenciones et pactiones super extractione et passagio predictis, ut ex tenore procuratoriorum predictorum liquido poterat apparere, dicti procuratores, cum Baldeffino, fratribus suis et eorum sociis, fines mandatorum suorum, in prejudicium dicte universitatis seu communitatis temere excedentes, ut dicebat idem procurator, quasdam alias pactiones super extractione et passagio lanarum et aignelinorum de regno nostro, sub certa forma in litteris pactionum predictarum contenta, iniverunt, quamquam super hoc nulla esset procuratoribus, ex tenore pro-

curatoriorum suorum, attributa potestas; requirens, cum instancia, dictas conventiones totaliter anullari; nosque super hiis commisissemus, sub certa forma, dilectis et fidelibus nostris magistro Andre Pocheron, canonico Attrebatensi, et Petro dicto le Feron, quod ipsi, vocatis evocandis, viso tenore procuratoriorum predictorum, et illorum maxime virtute quorum pactiones predicte cum predicto Baldeffino, fratribus suis et eorum sociis, inite dicebantur, cognoscerent si predicte conventiones, cum dictis Baldeffino, fratribus suis et sociis totaliter facte, virtute potestatis sibi attribute, poterant subsistere et debebant, et hujus negocium fine debito terminarent; dictique commissarii nostri, juxta tenorem commissionis sibi facte, super hoc procedentes, vocatis partibus et auditis, visisque dictis procuratoriis, tam primis quam secundis, inspectisque et diligenter examinatis pactionibus cum predicto Baldeffino, fratribus suis et sociis habitis, et, ad requisitionem dictorum commissariorum, adjunctis sibi a curia nostra certis personis ydoneis et discretis, ut consulcius procederent ad faciendum judicatum suum super causa predicta, per suum judicium pronunciassent convenciones predictas habitas cum dictis Baldeffino, fratribus suis et sociis, tanquam factas ab hiis qui super hoc nullam habebant potestatem, nullius existere firmitatis; a predicto judicato, tanquam a pravo et falso, procurator dictorum Baldeffini, fratrum et sociorum ejus, ad nostram curiam appellavit: Super qua causa appellacionis, vocatis partibus et auditis earum racionibus, et quicquid hinc inde in causa appellacionis predicte proponere voluerunt, visisque dictis procuratoriis et pactionibus antedictis, per curie nostre judicium, dictum fuit dictos commissarios bene judicasse et dictos Baldeffinum, fratres et socios suos, seu procuratorem ipsorum, male appellasse, et quod ipsi hoc emendabunt.

PHILIPPE IV, 1311.

Sabbato post octabas Pasche.

VI. Cum abbas et conventus monasterii Compendiensis, curie nostre conquesti fuissent super pluribus gravaminibus, impedimen-

PHILIPPE IV, 1311. tis et sürprisiis, eisdem et gentibus eorum factis, ut dicebant, per majorem et juratos ville Compendiensis et eorum gentes, in ipsorum religiosorum prejudicium et contra tenorem et puncta cartarum et privilegiorum eorumdem religiosorum, ac judicatorum et arrestorum curie nostre, factorum inter partes predictas, suos articulos, in scriptis dicta gravamina, impedimenta et surprisias continentes, curie nostre tradendo; dictique major et jurati, facta eis copia de predictis articulis, plures raciones e contrario proponerent, suas defensiones et responsiones super hiis, nostre curie tradentes in scriptis, et ipsorum cartas et privilegia, necnon judicata et arresta curie nostre et eorum puncta cum quibusdam declaracionibus per curiam nostram factis super hiis, exhibentes: Tandem, auditis hinc inde propositis, visisque dictis articulis et responsionibus ad eosdem, necnon cartis, privilegiis, judicatis, declaracionibus et arrestis parcium predictarum, et deliberacione super hiis habita diligenti, per arrestum nostre curie determinati et declarati fuerunt articuli predicti, cum eorum responsionibus in hunc modum:

Ad primum articulum, facientem mensionem quod, pro assisia tallie dicte ville levanda in terra dictorum religiosorum super hospites eorum, ballivus Silvanectensis, ad requisicionem dictorum majoris et juratorum, posuit ibidem unum servientem ad capiendum, per manum suam, mobilia et catalla hospitum dictorum religiosorum, pro tallia dicte ville; super quo dicti religiosi conquerebantur, dicentes quod ad ipsos pertinet prisia et execucio mobilium et catallorum in terra ipsorum eciam pro tallia dicte ville, et quod ipsi numquam fuerunt super hoc negligentes; quare petebant dictum servientem totaliter amoveri, et de dictis prisiis per eum factis loca resaisiri; dictis majore et juratis e contrario dicentibus quod ad ipsos pertinet compulsio et leveia tallie dicte ville, eciam in terra et super hospites dictorum religiosorum.

Auditis, ut premissum est, hinc inde propositis, et visis utriusque partis cartis, privilegiis, judicatis et arrestis, et specialiter quodam judicato, ex parte dictorum religiosorum producto, in quo,

inter cetera, continetur dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos, in treffundo suo, capere pro tallia dicte ville, per nostram curiam dictum fuit et declaratum quod dicti religiosi habent, et ad eos pertinet jus compellendi et gagiandi in terra ipsorum, super hospites suos, pro tallia dicte ville, et quod impedimentum, super hoc eis appositum per dictos majorem et juratos, vel ad requisicionem eorum, dictusque serviens a dicto ballivo ad hoc, ut predictum est, deputatus, amovebuntur, et, quantum ad hoc, curia nostra totum factum dicti ballivi et ejus servientis predicti totaliter annullavit, et quod dicti religiosi jure suo super hoc utentur, videlicet gagiandi et capiendi in ipsorum terra, pro tallia dicte ville; et, quia in eodem judicato continetur quod curia nostra non declaravit aliquatenus si dicti major et jurati possint vel non possint capere, in trefundo dictorum religiosorum, pro tallia dicte ville, mobilia et catalla, si dicti major et jurati peticionem super hoc facere voluerint in parlamento presenti contra religiosos predictos, ipsi ad hoc respondebunt, et curia nostra exhibebit eisdem justicie complementum. PHILIPPE IV, 1311.

Item, ad secundum articulum, facientem mensionem quod dicti religiosi conqueruntur ex eo quod, in eorum terra, hospites ipsorum dicti major et jurati, pro eorum debitis et emendis, capiunt et ponunt in sua prisione, dicentes dicti religiosi quod predicti major et jurati non possunt hoc facere, cum, per curie nostre judicata et arresta, dicant liquido apparere quod ipsi, in eorum trefundo, mobilium et catallorum habent cognicionem, et quod eciam in illis casibus amessurarum, quorum cognicio, per judicatum curie, declarata est ad dictos majorem et juratos pertinere mobilium et catallorum execucionem tangentibus, hujus execucio ad ipsos religiosos in eorum terra pertinet, requirentes illa, que per dictos majorem et juratos facta sunt in casibus predictis, cum dicti casus tangant mobilia et catalla, totaliter anullari; dictis majore et juratis e contrario dicentibus execucionem hujusmodi ad eos pertinere: Auditis, ut premissum est, hinc inde propositis, et visis utriusque partis litteris et

PHILIPPE IV. 1311.

judicatis, et maxime clausula quadam magni judicati eorum, continente quod pronunciatum fuit dictos majorem et juratos non habere jus impediendi predictos religiosos super justicia seu cognicione de mobilibus, catallis, ventis, introitibus et justicia fundi hospitum commorancium in trefundo ipsorum religiosorum, necnon super cognicione litterarum et convencionum factarum per dictos hospites coram ipsis religiosis; item, quod alio arresto, inter cetera, continente quod dicti major et jurati contra hospites dictorum religiosorum cognoscere, judicare et emendas taxare possunt in casibus amessurarum, videlicet quando unus facit injuriam alteri, conviciando, vel percuciendo, faciendo sanguinem, vel quando aliquis de dictis hospitibus est suspectus de malofacto, quando ad emendam pecuniariam agitur; ipsi tamen judicatorum, qui facient in casibus predictis, vel similibus, ad finem emende pecuniarie tendentibus, facere non poterunt execucionem in mobilibus et catallis hospitum predictorum, immo dictos religiosos requirent ut ipsi faciant dictam execucionem, per nostram curiam dictum fuit et declaratum quod dicti major et jurati, pro debitis vel emendis eorum, eciam in dictis casibus amessurarum, hospites dictorum religiosorum, in ipsorum terra cubantes et levantes, capere non possunt; verumptamen dicti major et jurati de predictis debitis et emendis eorum in dictis casibus amessurarum pertinentibus ad eosdem, secundum predicti judicati tenorem, cognoscere possunt, et dicta execucio super hujusmodi debitis et emendis fuit, per religiosos predictos, vel in eorum defectum, si sufficienter super hoc fuerint requisiti, dicti major et jurati, pro dicta execucione facienda, recursum habebunt ad ballivum Silvanectensem, qui ballivus, ad requisicionem dictorum majoris et juratorum, in defectum dictorum religiosorum faciat de plano execucionem predictam.

Item, ad tercium articulum, facientem mencionem de avena et circulis, per dictos majorem et juratos in terra predictorum religiosorum captis tanquam commissis, et per eos combustis, et doliis mali vini, in terra dictorum religiosorum per eosdem majorem et

juratos captis, fractis et effusis ; super quibus dicti religiosi conque- PHILIPPE IV, 1311.
runtur, dicentes capcionem et execucionem hujusmodi ad eos pertinere, prout apparere dicitur per eorum judicata, predictam mensionem faciencia de mobilibus et catallis, et requirentes id quod per dictos majorem et juratos super hiis factum est, totaliter annullari; dictis majore et juratis e contrario dicentibus casuum hujusmodi cognicionem, prisiam et punicionem, ad eos pertinere : Auditis, ut premissum est, hinc inde propositis, et visis utriusque partis cartis, privilegiis, judicatis et arrestis, per nostram curiam dictum fuit quod, in predictis casibus et similibus, cognicio, racione amessurarum, secundum judicati predicti tenorem, pertinet ad majorem et juratos predictos, sed prisia et execucio casuum predictorum et similium pertinet ad religiosos predictos, et de predictis expletis, in terra dictorum religiosorum factis per dictos majorem et juratos de dictis avena, circulis et doliis vini, loca predicta resaisientur, et, si super hiis facienda fuerit execucio per dictos religiosos, fiet, sed si dicti religiosi sufficienter requisiti, fuerint super hoc in defectu, dicti major et jurati, pro dicta execucione facienda, ad ballivum Silvanectensem habebunt recursum.

Item, ad quartum articulum, continentem quod dicti religiosi conqueruntur ex eo quod, cum ipsi in eorum terra et justicia, in domo Johannis Barberii, pro eorum censiva justiciando, cepissent et amovissent hostia et fenestras, dicti major et jurati domum predictam clauserunt et firmaverunt de spinis in ipsorum religiosorum prejudicium, ut dicebant, requirentes factum hujusmodi totaliter revocari et annullari ; dictis majore et juratis e contrario dicentibus quod ipsi hoc fecerunt et facere potuerunt pro securitate, pace et mundicia dicte ville : Auditis, ut premissum est, hinc inde propositis, et visis utriusque partis cartis, privilegiis, judicatis et arrestis, et maxime magno judicato eorum, inter cetera continente quod pronunciatum fuit dictos majorem et juratos non habere jus impediendi predictos religiosos super justicia seu cognicione de mobilibus, catallis, vendis, introitibus et justicia fundi hospitum commorancium

PHILIPPE IV, 1311. in treffundo ipsorum religiosorum, per nostram curiam dictum fuit quod illud quod per dictos majorem et juratos in hujusmodi factum fuit, totaliter amovebitur, et quociens talis casus in terra dictorum religiosorum continget, dicti major et jurati religiosos predictos super hoc requirent, quod, si sufficienter requisiti, facere noluerunt, dicti major et jurati ad ballivum Silvanectensem habebunt recursum, qui ballivus hoc faciet in dictorum religiosorum defectum.

Item, ad quintum articulum, super eo quod dicti religiosi conqueruntur ex eo quod Testardus, serviens dicte ville, in terra dictorum religiosorum, in chemino publico, equos dicti Lapostoile arrestavit, et quod Rogellus et Petrus de Fraxinis, servientes dicte ville, in terra dictorum religiosorum ceperunt culcitras, pulvinaria, tabulas et scanna, in dictorum religiosorum prejudicium, ut dicunt; dictis majore et juratis dicentibus quod dicti servientes, non de mandato ipsorum, sed de mandato gencium domini Regis, predicta fecerunt pro necessariis domus ipsius domini Regis : Per curiam nostram dictum fuit quod domini Regis adventus expectabitur, ad declaracionem dicti articuli faciendam.

Item, ad sextum articulum, in quo conqueruntur dicti religiosi ex eo quod Girardus, valetus minagii dicte ville, uxorem Florencii de Waudelincourt, hospitem dictorum religiosorum, qui granum emerat, cujus precium non solverat, compulit ad dictum precium solvendum, et in domo sua cepit, propter hoc, quendam texutum de argento ferratum, in dictorum religiosorum prejudicium, sicut dicunt: Per nostram curiam dictum fuit quod illud quod per dictum Girardum in hujusmodi factum fuit, totaliter revocabitur, et resaisietur locus de prisia predicta, et, si execucio fuerit facienda pro dicti precii solucione, per dictos religiosos fiet, alioquin, ut premissum est, per ballivum Silvanectensem, in dictorum religiosorum defectum.

Item, ad septimum articulum, in quo dicti religiosi conqueruntur ex eo quod Radulphus Boiliau, serviens dictorum majoris et juratorum, in domo Johannis de Fiscano, hospitis dictorum religiosorum, quandam clochiam de panno cepit et secum portavit; cum dicti ma-

jor et jurati predictum Radulphum de dicto facto deadvoent : Per curiam nostram dictum fuit quod, ballivo Silvanectensi mandabitur quod, vocatis partibus, si ipse invenerit dictam prisiam minus racionabiliter fuisse factam, dictam prisiam faciat ad locum reponi, et factum hujusmodi domino Regi et dictis religiosis competenter emendari. PHILIPPE IV, 1311.

Item, ad octavum articulum, in quo dicti religiosi conqueruntur ex eo quod, cum ipsi, in eorum terra apud Marrigni, pro censu eorum non soluto, hostia domus Petri Menessier amovissent, dicti major et jurati, pro voluntate eorum, dicta hostia ceperunt et in dicta domo rependiderunt, in dictorum religiosorum prejudicium, sicut dicunt : Auditis, ut prius, hinc inde propositis, et visis utriusque partis cartis, privilegiis, judicatis et arrestis, et maxime quadam clausula magni judicati predicti, continente dictos majorem et juratos non habere jus impediendi ipsos religiosos justiciare in trefundo suo in territoriis de Venete et de Marregny, racione dicti treffundi, seu capiendi in dicto treffundo grevam seu harenam vel lapides, per curiam nostram dictum fuit quod illud quod dicti religiosi fecerunt in predictis, ipsi bene, et jure suo utendo, fecerunt, et compellentur dicti major et jurati religiosos predictos super hoc resaisire.

Item, ad nonum articulum, in quo dicti religiosi conqueruntur ex eo quod Oudardus Boiliau, serviens dictorum majoris et juratorum, apud Marrigny, in treffundo dictorum religiosorum, domum Helie de Puteo saisivit et posuit in arresto : Auditis, ut prius, dictis partibus, et visis earum litteris et judicatis, per curiam nostram dictum fuit quod ipsa totaliter anullat predictam saisinam et arrestum dicti servientis, et, si aliqua execucio fuerit super hoc facienda, per dictos religiosos fiet, alioquin, ut premissum est, per ballivum Silvanectensem, in dictorum religiosorum defectum.

Item, ad decimum et ceteros articulos subsequentes, in quibus dicti religiosi conqueruntur ex eo quod, in eorum treffundo, apud Marrigny, dictus Oudardus amovit hostia domus Johannis de Vico, et, apud Venete, in domo Johannis Bloquel, cepit unam tunicam; item, apud Venete, in domo Petri Goborel, cepit quandam archam,

PHILIPPE IV, 1311. et in domo Petri Lucas, quandam calderiam et unam patellam, et in pluribus aliis locis, apud Marrigny et Venete, in treffundo dictorum religiosorum, fecit plures alias prisias, in ipsorum religiosorum prejudicium, sicut dicunt, et contra eorum judicata et declaraciones super eis per curiam nostram factas : Auditis, ut prius, hinc inde propositis, et visis utriusque partis cartis, privilegiis, judicatis et declaracionibus eorumdem, per nostram curiam dictum fuit quod dicti religiosi resaisientur, tam de prisiis predictis quam de ceteris prisiis, racione mobilium et catallorum, in eorum treffundo per dictos majorem et juratos, vel de mandato ipsorum, factis, et, si execucio aliqua, racione mobilium et catallorum, in terra dictorum religiosorum fuerit facienda, per dictos religiosos fiet, alioquin, ut premissum est, per ballivum Silvanectensem, in ipsorum religiosorum defectum.

Item, dictum fuit quod omnes surprisias predictas, per dictos majorem et juratos, vel de mandato ipsorum, factas, ipsi competenter emendabunt et domino Regi et religiosis predictis.

Dominica in festo beati Georgii.

VII. Cum major et jurati ville Compendiensis curie nostre conquesti fuissent super pluribus gravaminibus, impedimentis et surprisiis, eisdem et gentibus eorum factis, ut dicebant, per abbatem et conventum Compendienses et eorum gentes, in ipsorum majoris et juratorum prejudicium, et contra tenorem et puncta cartarum et privilegiorum ipsorum majoris et juratorum, ac judicatorum et arrestorum curie nostre factorum inter partes predictas, suos articulos, in scriptis, dicta gravamina, impedimenta et surprisias continentes, curie nostre tradendo; dictique religiosi, facta eis copia de predictis articulis, plures raciones e contrario proponerent, suas defensiones et responsiones super hiis curie nostre tradentes in scriptis, et ipsorum cartas et privilegia, necnon judicata et arresta curie nostre et eorum puncta, cum quibusdam declaracionibus per curiam nostram factis, super hiis exhibentes : Tandem, auditis hinc

inde propositis, visisque dictis articulis et responsionibus ad eos- PHILIPPE IV. 1311
dem, necnon cartis, privilegiis, judicatis, arrestis et declaracionibus ab utraque parte productis, et deliberacione super hiis habita diligenti, per arrestum nostre curie determinati et declarati fuerunt articuli predicti, cum eorum responsionibus, in hunc modum :

Ad primum articulum, in quo dicti major et jurati conqueruntur ex eo quod dicti religiosi, in eorum treffundo, plures hereditates acquisiverunt et acquirunt, nec permittunt quod dicti major et jurati talliam suam levent de hereditatibus predictis : Auditis, ut premissum est, hinc inde propositis, et visis litteris et privilegiis parcium predictarum, et insuper quodam curie nostre judicato, in quo inter cetera, continetur, dictos majorem et juratos non habere jus impediendi dictos religiosos acquirere in treffundo suo, et acquisita retinere, per nostram curiam dictum fuit quod dicti religiosi in eorum treffundo acquirere possunt hereditates. Quantum vero ad talliam, quam de dictis hereditatibus petunt major et jurati predicti, istum articulum per cartas, privilegia, judicata et arresta, super hoc exhibita, curia nostra declarare non potest, et, propter hoc, si dicti major et jurati peticionem facere voluerint super hoc in parlamento presenti, dicti religiosi respondebunt, et curia nostra super hoc exhibebit eisdem justicie complementum.

Item, ad secundum articulum, in quo continetur quod dicti religiosi predictos majorem et juratos impediunt et faciunt impediri ne dicti major et jurati, pro tallia dicte ville levanda, in terra et super hospites dictorum religiosorum faciant execucionem : Auditis partibus, et visis litteris et judicatis supradictis, et maxime quodam judicato, in quo continetur, inter cetera, quod curia nostra non declaravit aliqualiter si dicti major et jurati possint vel non possint capere in trefundo dictorum religiosorum, pro tallia dicte ville, mobilia et catalla, per nostram curiam dictum fuit quod, si dicti major et jurati peticionem facere voluerint super hoc in parlamento presenti, dicti religiosi respondebunt, et curia nostra exhibebit eisdem justicie complementum.

PHILIPPE IV. 1311.

Item, ad tercium articulum, facientem mensionem quod dicti religiosi, extra loca que dicuntur les Sept-Tournelles, justiciando, ceperunt rethia ad piscandum, et ea, tanquam falsa, combuxerunt; super quo conqueruntur dicti major et jurati, dicentes cognicionem hujusmodi ad ipsos, extra dictas Septem-Tornellas, non ad dictos religiosos pertinere : Visis litteris et judicatis parcium predictarum, per nostram curiam dictum fuit quod, si dicti religiosi extra loca dictarum Septem-Tornellarum expletum predictum fecerunt, locus in quo sic capta fuerunt dicta rethia resaisietur, et, si cognicio super hoc, videlicet utrum dicta rethia sint bona vel mala, sit facienda, dicti major et jurati de hoc cognoscent, sed execucio, que inde fieri debebit, per dictos religiosos fiet, et, de predictis sic faciendis et complendis, fiet littera ad ballivum Silvanectensem.

Item, ad quartum articulum, facientem mensionem quod dicti religiosi, in tribus diebus medie Quadrageşime, pertinentibus ad eosdem, nituntur cognoscere, et emendas levare de mesleiis et bellis factis ante tres dies predictos; super quo conqueruntur major et jurati predicti : Auditis partibus, et visis judicatis eorum predictis, per curiam nostram dictum fuit quod, de casibus predictis, que contingerunt ante dictos tres dies, dicti religiosi cognicionem non habent, et, si ipsi aliqua expleta inde levaverunt, dictis majori et juratis illas reddent, et remanebit cognicio super hoc dictis majori et juratis, et non religiosis predictis.

Item, ad quintum articulum, facientem mensionem de custodia porte et clavis novi pontis, quam custodiam dicti major et jurati dicunt ad se pertinere; dictis religiosis e contrario proponentibus quod super hoc pendet inquesta in curia nostra inter partes predictas : Per nostram curiam dictum fuit quod curia nostra videbit inquestam predictam et articulos in ea contentos, si fiat fides de inquesta predicta, et, si dicti articuli faciant mencionem de custodia dictarum porte et clavis, inquesta predicta faciet cursum suum; si vero nullam de hoc faciant mensionem, curia nostra videbit cartas, privile-

nem de pluribus
atos factis, ut di-
osorum, quorum
ad se pertinere,
iosi novissime jus-
jurati se resaisiri,
luribus racionibus e
nere : Auditis hinc
etarum parcium, per
is, privilegia, judicata
lum ad presens expe-
contraria super hujus-
lamento presenti, super
eis veritas inquiretur, et
cartis, privilegiis, judica-
nostra super hoc partibus

ntem mensionem de Roberto
pitibus dictorum religiosorum
um quilibet, pro suo debito,
at in terra dictorum religioso-
dicte ville, sicut per punctum
poterant, ut dicebant, major et
quod dicti religiosi, pro facto
rto et Radulpho emendam levare:
mentibus quod, non ad dictos ma-
es dicte communie, sed ad ipsos re-
net in talibus casibus compulsiones
hinc inde propositis, et visis cartis,
s parcium predictarum, per nostram
non compellet dictos religiosos revocare
su predicto, racione trefundi ipsorum,
ompulsionis tangat mobilia et catalla.

PHILIPPE IV. 1311.

majorem et juratos non habere jus impediendi predictos religiosos super justicia seu cognicione de mobilibus, catallis, ventis, introitibus, et justicia fundi hospitum commorancium in treffundo ipsorum religiosorum; item alia clausula ejusdem magni judicati, continente dictos majorem et juratos non habere jus impediendi ipsos religiosos arrestare seu justiciare in chemino, in terra sua et alibi, in treffundo suo, pro mobilibus et catallis et arrestum de quodam equo, per dictum Robec, in locis predictis, factum per dictos majorem et juratos, emendari nobis et dictis religiosis, si pro mobilibus fuerat arrestatus, per nostram curiam dictum fuit quod dicti religiosi, in eorum terra, ad instanciam partis, pro casibus mobilia et catalla tangentibus, possunt arrestare, cognoscere et execucionem facere, secundum dictas clausulas judicati magni predicti.

Item, ad nonum articulum, in quo dicti major et jurati conqueruntur ex eo quod, in ipsorum prejudicium, sicut dicunt, et contra judicata eorum, dicti religiosi supra Johannem le Borgne, Boucardum de Coudun, Petrum de Recombes et Johannem Jacobini, burgenses mercatores ville Compendii, de vinis et mercaturis eorum, applicatis extra terram dictorum religiosorum, rivagium ceperunt: Auditis partibus et visis litteris et judicatis earum, cum, in quodam judicato, per nostram curiam inter dictas partes facto et exhibito, contineatur inter cetera quod pronunciatum fuit dictos religiosos non habere jus impediendi dictos majorem et juratos et burgenses ville Compendiensis, mercatores, quominus possint ducere mercaturas suas per aquam Ysare libere et quiete, dictis religiosis nullam redevanciam faciendo, nisi de vino, cum arrivatur in terra dictorum religiosorum et exoneratur ibidem, dum tamen mercatores de villa fidem faciant quod mercature sunt sue, per nostram curiam dictum fuit quod si dicte persone, tempore capcionis dicti rivagii, erant burgenses mercatores dicte ville, et dicte mercature erant ipsorum, et de hoc fecerunt fidem, si a dictis religiosis fuerunt super hoc requisiti, dicti religiosi injuste fecerunt dictam prisiam, et eam reddent mercatoribus predictis.

Item, ad decimum articulum, facientem mencionem de pluribus prisiis et expletis justicie, per dictos majorem et juratos factis, ut dicunt, in curte et clausura ecclesie dictorum religiosorum, quorum casuum cognicionem dicti major et jurati dicunt ad se pertinere, maxime in casu latrocinii, in quo casu dicti religiosi novissime justiciaverunt, de quo expleto petunt dicti major et jurati se resaisiri, ut justiciam faciant de eodem; dictis religiosis pluribus racionibus e contrario proponentibus predicta ad eos pertinere : Auditis hinc inde propositis, et visis litteris et judicatis dictarum parcium, per nostram curiam dictum fuit, cum ipsa per cartas, privilegia, judicata et arresta hinc inde producta, dictum articulum ad presens expedire non possit, dicteque partes plura facta contraria super hujusmodi debato, proponebant quod ipsi, in parlamento presenti, super hoc, si voluerint, faciant facta sua, et super eis veritas inquiretur, et visa inquesta super hoc facienda, visisque cartis, privilegiis, judicatis et arrestis parcium predictarum, curia nostra super hoc partibus exhibebit justicie complementum. PHILIPPE IV. 1311.

Item, ad undecimum articulum, facientem mensionem de Roberto le Huichier et Radulpho Wide-Rue, hospitibus dictorum religiosorum et burgensibus dicte communie, quorum quilibet, pro suo debito, quemdam foraneum hominem ceperat in terra dictorum religiosorum, et imprisionaverat in befredo dicte ville, sicut per punctum carte communie dicte ville facere poterant, ut dicebant, major et jurati predicti conquerentes ex eo quod dicti religiosi, pro facto predicto, nitebantur a dictis Roberto et Radulpho emendam levare; dictis religiosis e contrario proponentibus quod, non ad dictos majorem et juratos, nec ad burgenses dicte communie, sed ad ipsos religiosos, in eorum terra, pertinet in talibus casibus compulsiones facere et execuciones : Auditis hinc inde propositis, et visis cartis, privilegiis, judicatis et arrestis parcium predictarum, per nostram curiam dictum fuit quod ipsa non compellet dictos religiosos revocare illud quod ipsi fecerunt in casu predicto, racione trefundi ipsorum, maxime cum factum dicte compulsionis tangat mobilia et catalla.

PHILIPPE IV. 1311.

Item, ad duodecimum articulum, qui facit mensionem de Almarrico le Gastelier, a quo dicti religiosi levaverunt emendam pro quibusdam contumeliis, infra clausuram dicte abbacie ab eodem Almarrico dictis cuidam servienti dictorum religiosorum : Cum per litteras et judicata dictarum parcium curia nostra, super dicto debato, non possit eos expedire, et ipsi plura facta contraria super hoc proponant, per nostram curiam dictum fuit quod dicte partes super hoc faciant facta sua, et super eis inquiretur veritas, et fiet jus.

Item, ad tredecimum articulum, facientem mencionem de Petro Raymis, qui, tenens locum majoris de Compendio, et hospes dictorum religiosorum existens, quemdam burgensem, dictorum religiosorum hospitem, ceperat et imprisionaverat pro causa delicti presentis, pro eo videlicet quod ipse dicebat eundem contra banna dictorum majoris et juratorum attemptasse, et dicti religiosi compellebant eundem Petrum ad emendandum eis factum predictum; super quo conquerebantur dicti major et jurati : Auditis partibus, et visis litteris et judicatis earum, per nostram curiam dictum fuit quod, licet dicti major et jurati de factis, racione amessurarum, tangentibus emendas, mobilia et catalla, cognicionem et judicium habeant contra hospites dictorum religiosorum, secundum tenorem judicati super hoc per curiam nostram facti, ac declaracionis ejusdem postea subsecute, ipsi tamen major et jurati compulsionem vel execucionem super hoc non habent, sed ad dictos religiosos pertinet in eorum terra compulsio et execucio supradicta, et idcirco predictum factum dictorum religiosorum curia nostra non revocabit.

Item, ad quartum decimum articulum, facientem mensionem quod dicti religiosi, per eorum judicatum, durantibus tribus diebus medie Quadragesime, habent omnimodam justiciam in villa de Compendio et extra dictam villam, inter muros ejusdem ville et forestam de Cuyse, usque ad rippariam Ysare tantummodo, sicut, per judicatum dicte ville, predicti major et jurati dicunt apparere, conquerentes ex eo quod, ut dicunt, in tribus diebus medie Quadragesime novis-

sime preteritis, dicti religiosi violenter, de novo et cum multitudine armatorum, conati fuerunt extra terminos predictos justiciare, videlicet ultra pontem in pratis, in territoriis et villis de Venete et de Marrigny : Auditis hinc inde propositis, et visis cartis, privilegiis, judicatis et arrestis parcium predictarum, cum, per eorum tenorem, non appareat quod fiat ibi mensio de predictis locis contenciosis, quantum ad dictos tres dies medie Quadragesime, et quelibet dictarum parcium dicat se super hoc saisitam, et plura facta contraria super hoc hinc inde proponant, per nostram curiam dictum fuit quod dicte partes super hoc faciant facta sua, et super eis inquiretur veritas, et fiet jus. PHILIPPE IV, 1311.

Item, dictum fuit quod omnes surprisias predictas, per dictos religiosos, vel de mandato ipsorum factas, ipsi competenter emendabunt et domino Regi et majori et juratis predictis.

Dominica in festo beati Georgii.

VIII. Cum homines ville Sancti-Mammetis, existentes de parrochia de Moreto, conquerentes ex eo quod prior de Moreto ipsos injuste compellebat, tanquam bannerios, ut dicebant, molere ad sua molendina, dictum priorem in parlamento presenti adjornari fecissent ad defendendam requestam quam ipsi super hoc nostre curie faciebant; dictis partibus in nostra curia constitutis, ex parte dictorum hominum, inter cetera fuit propositum quod judicatum curie nostre, pro dicto priore super hoc contra homines parrochie de Moreto factum, ipsos non comprehendit nec ad eos debet extendi, maxime cum ipsi sint et semper fuerint, ut dicunt, et ante tempus dicti judicati et post, in bona saisina eundi molere quo volunt, sicut alii foranei, et quando ipsi ad molendina dicti prioris, pro sua voluntate quilibet vadunt molere, ipsi solvunt moltam minorem, sicut foranei, et non majorem quam solvere bannerii consueverunt, et quod ipsi non fuerunt consortes litis cum aliis hominibus parrochie de Moreto, qui per dictum judicatum succubuerunt, nec in expensis dicte cause contribuerunt, quodque villa Sancti-Mammetis et ejus terrialia non

PHILIPPE IV, 1311. comprehenduntur infra terminos nominatos in cartis dicti prioris, quarum virtute factum fuit judicatum predictum; quare requirebant per curiam nostram injungi dicto priori ut ipse omnino desisteret a compulsione predicta; dicto priore plures raciones e contrario proponente, et maxime quod, in lite primitus contra ipsum super hoc mota per homines parrochie de Moreto, ipsi placitaverunt per procuratores, ab eis pro se et tota communitate hominum parrochie de Moreto constitutos, prout ex tenore eorum procuratorii potest liquido apparere; qui homines, in causa predicta, pro tota dicta communitate dicte parrochie de Moreto agitata, per dictum judicatum succubuerunt, et quod deinde homines villarum de Bordis et de Veneuse, qui sunt de parrochia de Moreto, pro se propositis pluribus et eciam similibus racionibus contra dictum priorem et ejus cartas et judicatum predictos, in causa hujusmodi succubuerunt, et habuit ipse prior contra eos pro se super hoc arrestum, quodque carta dicti prioris, prout ex ejus tenore apparet, dicte ville Sancti-Mammetis homines comprehendit; quare dicebat idem prior dictos homines non esse super hoc audiendos : Tandem, auditis hinc inde propositis, et exhibitis curie nostre predictis judicato et arresto, ac cartis dicti prioris, visisque tenoribus eorumdem ac procuratorii supradicti, per quod hominum parrochie de Moreto procuratores, pro tota communitate hominum dicte parrochie, in dicta priori lite constituti fuerunt, per judicium nostre curie, dictum fuit quod predictorum hominum ville Sancti-Mammetis requesta predicta non fiet, et quod dictum primum judicatum ipsos comprehendit, et contra ipsos mandabitur execucioni; nec de cetero super hoc audientur.

Mercurii in vigilia Assencionis.

IX. Cum inter religiosos viros abbatem et conventum monasterii Pruilliacensis, in nostra speciali gardia existentis, ex una parte, et nobilem virum Eschivardum, dominum Pruilliaci, militem, ex altera, grandis orta fuisset materia questionis super justicia et ju-

risdictione quas dicti religiosi dicebant ad se pertinere in ipsorum terra et rebus et in eorum hominibus censionariis et aliis, donatis et donandis, acquisitis et acquirendis abbacie predicte, racione privilegiorum fundacionis ipsorum, saisinam et usagium super hoc allegantes, et privilegia eisdem, ad requisicionem quondam dominorum Pruilliaci, concessa a Rege quondam Francie, pretendentes; dicto domino plures raciones e contrario proponente, et saisinam et usagium contrarium allegante : Tandem, dicte partes, pro bono pacis, totaliter predicte discordie, decisionem accelerare volentes, dicentesque se nolle uti saisinis, usagiis et expletis quibus possent in hujusmodi [questionem] se juvare, concenserunt et unaniminter concordarunt quod predicta totaliter eorum discordia finaliter et efficaciter sopiatur per declarationem que super hoc fieret per dilectos et fideles nostros parlamentum nostrum tenentes, secundum clausulas et verba duorum privilegiorum ab, inclite recordacionis, Roberto, quondam rege Francie, dicto monasterio concessorum, quorum privilegiorum tenores in accordo predicto, super hoc inter dictas partes habito, plenius continentur; quod accordium, sigillo nostro, apud Lochas constituto, necnon sigillis dictorum abbatis et conventus, Eschivardi predicti, Petri, domini de Ambazia, militis, et magistri Radulphi de Perellis, clerici nostri, sigillatum, predictarum parcium procuratores curie nostre exhibuerunt, requirentes instanter, secundum acordi predicti tenorem, super discordia predicta fieri per curiam nostram declaracionem et per eam omnino sopiri questionem predictam; cujus accordi tenor sequitur in hec verba : « Sachent tuit, etc. » Auditis igitur super hoc dictis procuratoribus et omnibus que ipsi super hoc proponere voluerunt, receptoque per curiam nostram acordo predicto, visisque et diligenter attentis acordi predicti tenore, necnon dictorum privilegiorum clausulis et verbis, et deliberacione super hoc habita diligenti, per curie nostre fuit judicium declaratum, et declarando pronunciatum, predictos religiosos habere et debere habere omnimodam altam, mediam et bassam justiciam, in predictis omnibus et singulis rebus, bonis juribus et per-

PHILIPPE IV. 1311.

PHILIPPE IV. 1311.

sonis, in accordo predicto contentis, dicto domino Pruilliaci a predictis excluso.

Mercurii in vigilia Assensionis.

Copiam acordi predicti invenies in sacco, cum peticionibus, articulis et cedulis istius parlamenti.

X. Philippus, Dei gracia, Francie rex, ballivo Bituricensi, salutem : Cum super quadam requesta, quam nostre curie faciebant, contra priorem et conventum de Sancti-Petri-Monasterio, homines dicte ville, et de Dari, de Varie, de Fontalier, et aliis villis vicinis, auditis partibus hinc et inde, precepit curia nostra quod dicti homines de faciendo talliam inter se, pro expensis cause quam ipsi habent in curia nostra contra dictos religiosos, usque ad summam competentem, per eosdem homines nominandam, ipsi petant licenciam a religiosis predictis; quam, nisi dicti religiosi concesserint, in eorum defectum, tu, ex parte nostra, concedes eisdem hominibus licenciam talliandi, pro dicte litis expensis, usque ad certam summam et competentem; compulsiones vero, pro solucione dicte tallie, dicti religiosi facient ad requisicionem hominum predictorum, vel tu in ipsorum defectum; quocirca mandamus tibi quatenus premissa, prout superius exprimuntur, adimpleas diligenter.

Actum Parisius, in parlamento nostro, die lune post Assensionem Domini, anno ejusdem millesimo trecentesimo duodecimo.

XI. Cum dilectus et fidelis noster episcopus Morinensis nobis conquerendo fecisset exponi quod quidam servientes ballivi Ambianensis, de mandato ipsius, Gerardum dictum le Wiserne, quondam clericum et in possessione clericatus existentem, in prisione dicti episcopi, fractis ejus hostiis, violenter ceperant et secum ductum, apud Bellam-Quercum, morti tradiderant, ipsum de nocte viliter inhumando, requirens sibi super hoc de eisdem ballivo et servientibus justiciam exhiberi, et temporale suum, ad quod idem ballivus, racione facti predicti, manum suam apposuisse dicebatur, sibi deli-

berari sine custu et dampno ejusdem episcopi, et dampna sibi, per hoc, illata per eundem ballivum et ejus servientes resarciri, et illatam sibi et ecclesie sue super hoc injuriam competenter emendari, et eisdem inhiberi ne talia deinceps contra ipsum et ejus ecclesiam actemptarent; et e contra dictus ballivus, ea que servientes sui in hujusmodi fecerant advoando, plures raciones proponeret ad sui et servientum suorum defensionem : Tandem, auditis hinc inde propositis, curia nostra, super hiis favore libertatis ecclesiastice de plano procedens, quamquam dicte partes plura facta contraria in hujusmodi proponerent, presentibus dictis episcopo et ballivo, super predictis, in modum qui sequitur ordinavit, videlicet quod idem ballivus factum hujusmodi dicto episcopo emendaret, cum ad ipsum ballivum dicti clerici jurisdictio minime pertineret, qui ballivus, ad mandatum curie nostre, statim eidem episcopo super hoc in curia nostra gagiavit emendam, cujus taxacionem, necnon dampnorum per eundem episcopum, propter hoc petitorum, ipsa curia nostra, de consensu dicti episcopi, sibi reservavit, et ex nunc amovit curia nostra manum dicti ballivi, racione predicta appositam in bonis temporalibus episcopi supradicti, precipiens quod dictus episcopus bonis suis hujusmodi gaudeat sicut ante. Et precepit insuper curia nostra quod dictus ballivus, per eosdem servientes qui prisionem dicti episcopi fregerunt, extrahendo inde clericum predictum, dictam prisionem, per unam figuram, ad instar clerici tonsuratam, absque dilacione, faciat resaisiri, et compellat dictos servientes ut ipsi factum hujusmodi dicto episcopo emendent, cujus emende taxacionem curia nostra sibi, ut prius, reservavit. Precepit eciam curia nostra quod dictus ballivus et servientes predicti, pro facto hujusmodi, se unitati sancte matris ecclesie quamcicius reformari procurent, per illum qui super hoc habeat potestatem, ita quod ad deserviendum in obsequiis, ad que sunt deputati, valeant ydonei reputari.

Dominica post Trinitatem.

•

XII. Cum Odoninus Trencheuer, dicta Calon, uxor Guioti dicti

PHILIPPE IV. 1312. Mauguin, Margaronna, uxor Guillelmi dicti Rappenret, et Petronilla, uxor Guillelmi Chevrot, curie nostre conquesti fuissent quod, licet ipsi dudum homines servilis condicionis extiterint decani et capituli Nivernenses, et ab eisdem, de consensu episcopi Nivernensis, manu-missi, qui decanus et capitulum ab antiquo consueverunt, ut dicitur, et sunt in bona saisina manu-mittendi auctoritate propria servos suos, presertim interveniente dicti episcopi voluntate, quociens ipsis expedire videtur; sintque et postea semper fuerint dicti conquerentes in bona saisina libertatis predicte, nec de nostris feodis seu retrofeodis tenerentur, nec jura regalia in dicta ecclesia habeamus; nichilominus commissarii, super recipiendis financiis a nobis in Bituricensi ballivia deputati, ipsos in saisina dicte libertatis sue impediebant injuste, assignando ad personas et bona eorum, racione manu-missionis predicte, requirentes impedimentum hujusmodi totaliter amoveri; dictis commissariis pluribus racionibus proponentibus ex adverso, pro nobis se bene et juste ad personas et bona dictorum manu-missorum assignasse : Auditis igitur hinc inde propositis, et visa ordinacione nostra super dictis financiis recipiendis, et tempore de quo fit mensio in eadem, necnon tempore dicte libertatis concesse, per arrestum nostre curie dictum fuit quod impedimentum predictum in personis et bonis dictorum conquerencium, racione dicte manu-missionis, per dictos commissarios appositum, totaliter amovebitur, et permittentur gaudere libertate predicta.

Sabbato post quindenam Pentecostes.

XIII. Cum Guerardus de Longua-Avena, scutifer, pro quibusdam excessibus sibi impositis fuisset, per ballivum Silvanectensem, secundum patrie consuetudinem, de regno nostro bannitus, et propter hoc Johannes Derquiviller, scutifer, ad bona que sub eo dictus Guerardus tenebat assignasset, et ea tanquam sibi commissa teneret; nosque postmodum eidem Guerardo, ad quorumdam suorum instanciam amicorum de gracia speciali remisissemus bannicionem predictam, idem Guerardus, virtute remissionis predicte, in curia nostra

peciit dictum Johannem compelli ad admovendum manum suam de bonis predictis et ea dimittendum Guerardo predicto; parte dicti Johannis plures raciones e contrario proponente : Tandem, auditis hinc inde propositis, et visa gracia remissionis predicte, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicta remissio non extendit se ad bona que dictus Guerardus sub eodem Johanne habebat, nec compelletur dictus Johannes manum suam amovere de bonis predictis. PHILIPPE IV, 1311.

Veneris ante sanctum Barnabam, apud Maubuisson.

XIV. Cum super eo quod episcopus Morinensis curie nostre conquestus fuerat quod quidam servientes ballivi Ambianensis, de mandato ipsius, ut dicebat, Gerardum de Luiserne, clericum, et in possessione clericatus existentem, de prisione dicti episcopi violenter extraxerant, secum duxerant, et ultimo suplicio tradiderant, requirens inter cetera illatam, per hoc, sibi et ecclesie sue injuriam competenter emendari, et damna sibi, per hoc, illata per eundem ballivum et ejus servientes resarciri : Auditis hinc inde propositis, licet plura facta contraria dicte partes proposuissent, volens tamen curia nostra, favore ecclesie, de plano in hujusmodi procedere et probacionum diffugia pertransire, de expresso consensu dicti episcopi, inter cetera ordinavit quod, tam dictus ballivus quam dicti servientes, episcopo predicto, pro se et ecclesia sua, super hoc gagiarent emendam, quarum emendarum taxacionem, necnon dampnorum per eundem episcopum propter hoc petitorum, ipsa curia nostra, de consensu dicti episcopi, sibi reservavit, prout in ordinacione super hoc, de consensu dicti episcopi, per curiam nostram facta plenius continetur; demum, ipsa curia nostra, diucius nolens in suspenso tenere negocium taxacionis predicte, sed provide considerans eundem episcopum, ex officio curie nostre, suam intencionem super facto hujusmodi, absque litigiorum protelacione, que in promptu imminebat, consecutum fuisse, dictosque ballivum et servientes contra dictum Gerardum, multis criminibus et notoriis irretitum, ut pu-

PHILIPPE IV, 1311.

blice dicebatur, licet super dicto clericatu disceptacionem expectasse primitus debuissent, zelo tamen justicie in hujus processisse, consideratis pluribus, que poterant in premissis attendi, predictos ballivum et servientes a premissis emendis et dampnis totaliter absolvit, et voluit ipsos esse perpetuo super hoc immunes et quittos.

Jovis post sanctum Barnabam.

XV. Cum inter Baldoynum de Royaco, magistrum hospicii nostri, ex una parte, et majorem et scabinos Attrebatenses, ex altera, mota discordia [fuisset] super eo quod dicti major et scabini, pro talliis et fredis dicte ville, talliare nitebantur hereditates uxoris dicti Baldoyni, sitas infra terminos scabinatus eorum, plures ad hoc pro parte sua raciones proponentes, et quasdam pro se litteras exhibentes; dicto Baldoyno e contrario exhibente, tam dictorum majoris et scabinorum litteras, continentes dictam uxorem suam, antequam cum dicto Baldoyno contraheret, exitum ville dictis majori et scabinis solvisse, quam litteras nostras, per quas, post dictum contractum matrimonium, ipsum exemptum esse voluimus a talliis dicte ville, et finaliter proponente quod, isto quod predicta, per eum exhibita, sibi in hujusmodi non prodessent, ipse tamen, pretextu officii nostri, quod personaliter in officio nostro gerit, immunis esse debet totaliter, cum ipsius uxore et bonis eorum, a talliis et fredis predictis : Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris et cartis super hoc a dictis partibus productis deliberacioneque super hoc et maxime nobiscum habita diligenti, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, attento servicio nostro, in quo dictus Baldoynus circa nos et in hospicio nostro personaliter insistit, idem Baldoynus, cum ipsius uxore et bonis eorum, immunis existit a talliis et fredis predictis, et sic precepit curia nostra generaliter observari in casibus similibus, quantum ad servitores nostros tantummodo, qui in officiis domus nostre deserviunt, quamdiu ipsi dictis obsequiis nostris circa nos personaliter insistent. Precepit insuper curia nostra dictos majorem et scabinos de plano compelli ad reddendum dicto Baldoyno que-

cumque ipsi de bonis ipsius vel ejus uxoris, racione predicta, ce- PHILIPPE IV. 1311.
perunt.

Jovis post sanctum Barnabam.

XVI. Cum, jam dudum ad nos accedens Petrus de Brocia, dominus Sancte-Severe, miles, nobis exposuisset quod feodum terre et castellanie Sancte-Severe, quod ipse a Guillelmo de Calvigniaco, domino Castri-Radulphi, milite, tenebat, et quod feodum a nobis idem Guillelmus tenere debebat, ipse Guillelmus a comite Marchie, et dictus comes a rege Anglie, advoaverant se tenere, in grande prejudicium juris nostri, quodque dictus Guillelmus tamdiu perseveraverat advoatione predicta quod, propter recelacionem predictam feodum hujusmodi nobis esse debebat acquisitum, et eo privari debebat Guillelmus predictus, offerens nobis idem Petrus se prosecucionem hujusmodi negocii viriliter assumpturum, dum tamen ejus indempnitati super hoc de oportuno remedio providere vellemus; nos autem dicti Petri fidelitatem et devocionem erga nos et juris nostri observanciam attendentes, tunc eidem promisimus quod si, per ejus diligenciam, dictum feodum sic alienatum recuperaremus, nos eundem Petrum super hoc servaremus indempnem, et ipsum et suos a dicti Guillelmi subjectione et homagio perpetuo faceremus exemptum; quibus sic perhabitis, idem Petrus predicto Guillelmo movit, in nostra curia, super hoc questionem; qua, per plures annos, deducta, finaliter debatum hujusmodi, per confessionem dicti Guillelmi, extitit terminatum, qui coram nobis spontanee recognovit quod dictum feodum a nobis debet teneri, et quod ipse, per ignoranciam, comiti Marchie, fecerat homagium de feodo predicto, factum patris sui super hoc insecutus. Postea vero pluribus annis elapsis et dicto feodo, sic nobis acquisito, in manu nostra existente, et, cum fluxu temporis, hominum memoria elabente, nos suprądicte promissionis obliti, quorumdam amicorum dicti Guillelmi instancia devicti, eidem Guillelmo, pro se et suis successoribus, de gracia donavimus feodum supradictum, salvo in donacione hujusmodi jure quolibet alieno et in

PHILIPPE IV. 1311.

aliis jure nostro; quo facto et dicto Guillelmo, pretextu donacionis hujusmodi, ad predictum feodum assignante, predictus Petrus ad nos super hoc rediit querulosus, requirendo nostrum officium quod eidem promissionem servaremus predictam; moto igitur in curia nostra debato super hoc inter Petrum et Guillelmum predictos, eodem Guillelmo dicte donacionis nostre litteras in cera viridi ostendente, et dicto Petro inter cetera dictam promissionem nostram allegante, curia nostra negocium hujusmodi nobis reportavit, dictusque miles, ex pluribus indiciis et veris, tractatum predictum, inter nos et ipsum habitum, ad memoriam nostram reduxit; quibus diligenter attentis, dictis gentibus nostris respondimus nos recordari quod idem Petro promissionem feceramus predictam, et eam teneri volebamus illesam : Revertentibus igitur ad curiam nostram super debato hujusmodi partibus antedictis, per curie nostre judicium dictum fuit quod, non obstante donacione predicta dicto Guillelmo facta, et litteris nostris super ea confectis, quas nostra curia cancellavit et apud se retinuit cancellatas, predictus Petrus et ejus heredes in perpetuum erunt exempti a subjectione et homagio dicti Guillelmi et heredum suorum, et immediate remanebunt in homagio et subjectione nostris et successorum nostrorum.

Jovis post sanctum Barnabam.

XVII. Cum dilectus et fidelis noster Arturus, dux Britannie, de voluntate et expresso consensu Yolandis de Drocis, ejus uxoris, ducisse Britannie, ad hoc ab ipso duce auctorizate, et dilecti et fidelis nostri Johannis, vicecomitis Lemovicensis, primogeniti dicti ducis ex matrimonio precedenti, et Guidonis, ejusdem Johannis fratris, necnon de consilio nobilium virorum Johannis, comitis Richemontis, dicti ducis fratris; Almarici, domini de Credonio, Briencii, domini Montis-Johannis, consanguineorum ducis ejusdem; Theobaldi, domini Ruppis-Fortis; Henrici, domini de Avaugor; Johannis, domini Belli-Manerii, et plurium nobilium aliorum, certam provisionem in terris et bonis ipsius ducis, pro vitanda cujuslibet

dissensionis materia, que in dicti ducis terris et bonis, post ejus obitum, posset incidere, fecerit, pro liberis, tam susceptis quam in posterum procreandis ex matrimonio predictorum Arturi et Yolendis, sub certis condicionibus ac convencionibus, ac certe pene adjectione firmata, prout in litteris super hoc confectis, et sigillis predictorum ducis, ducisse, Johannis et Guidonis ac supranominatorum nobilium sigillatis, plenius continetur; que littere, inter cetera, continent quod predicti Yolendis, Johannes et Guido, sub certis obligacionibus, altera pars alteri invicem et hinc inde, promiserunt quod quelibet eorum pars, ad requisicionem sufficienter factam partis alterius, eidem parti requirenti litteras nostras validiores quam fieri poterunt, non mutata dictarum convencionum substancia, de omnibus contentis in litteris supradictis concedet et fieri concordabit: procurator dicte comitisse curie nostre exhibens litteras predictas, eundem Johannem in curia presentem, sufficienter requisivit, ex parte ducisse ejusdem, ut ipse, secundum quod promiserat, concederet eidem et consentiret fieri domini Regis litteras super omnibus convencionibus in litteris predictis contentis; dictus vero Johannes, cum deliberacione, respondens quod ipse paratum se offerebat dictas litteras nostras concedere, prout tenebatur secundum dictarum convencionum tenorem, curiam nostram attamen requisivit ut, cum dubium sit utrum liberi predicti, pro quibus facta fuit dicta provisio, cum ad etatem legitimam pervenerint, velint aut nolint, vel alter eorum esse contenti provisione predicta, et sic in casu contradictionis ipsorum vel alterius eorumdem in promptu tunc immineret evidens discordia inter partes easdem super terris et bonis ducis ejusdem, ipsa curia nostra, ex officio suo, futuris casibus providendo, pro dictarum parcium utilitate et pace, super hoc vellet certe provisionis remedium adhibere : Quibus auditis, et visis diligenter litteris supradictis, per nostram fuit curiam, certam super hoc provisionem ex suo officio facientem, pro vitandis dissencionis et litigiorum anfractibus futuris temporibus inter liberos supradictos, dictum et pronunciatum quod dictus vicecomes, prout ab eo peti- PHILIPPE IV, 1311.

PHILIPPE IV, 1311.

tur et ipsemet consentit, super dictis convencionibus litteras nostras fieri concedet, ipsius curie nostre provisionem que sequitur super hoc insuper continentes, videlicet quod in illum eventum quod dicti liberi, pro quibus facta est dicti ducis predicta provisio, cum ad etatem legitimam pervenerint, et eorum quilibet eam gratanter acceptabunt et erunt ea contenti, dicta provisio patris eorum teneat et inconcusse servetur; si vero dicti liberi vel alter eorum noluerint ea esse contenti, tam dicta provisio ducis ejusdem quam littere nostre, super ea faciende, pro nullis et pro non factis habeantur, et, eis non obstantibus, veniant dicti liberi ad tale jus quod eis competere de racione poterit in terris et bonis ducis predicti, prout fuerit racionabiliter faciendum. Dictum fuit insuper quod dicta ducissa, litteris nostris predictis, quas ipsa super dictis convencionibus a dicto vicecomite requirit, cum adjectione supradicte provisionis curie nostre, debet esse contenta.

Jovis post sanctum Barnabam.

Copiam littere quam super hoc habent partes invenies in sacco, cum peticionibus, articulis et cedulis istius parlamenti.

XVIII. Cum inter abbatem et conventum monasterii Regalis-Montis, ex una parte, et archiepiscopum et capitulum Rothomagenses, ex altera, esset mota discordia, super eo quod dicti archiepiscopus et capitulum, racione trecentorum modiorum vini, quos ipsi ex regia concessione percipere consueverunt annuatim in modiacione Rothomagensi domini Regis, capi fecerant et levari quoddam dolium vini, quod dicti religiosi in villa Rothomagensi vendi faciebant, quod dolium dicti religiosi petebant sibi reddi, curie nostre domini Regis privilegium exhibentes, per quod ipsi dicebant se, a tempore fundacionis dicti monasterii, liberos et immunes esse, cum omnibus rebus et servientibus eorumdem, per terram et per aquam, in omni loco potestatis domini Regis, ab omni pontagio, pedagio, tholoneo, passagio, roagio, modiacione vini et consuetudinibus aliis quibuscunque; parte dictorum archiepiscopi et capituli e contrario exhibente dona-

cionem precedentem dictorum trecentorum modiorum vini, in mo- PHILIPPE IV. 1311.
diacione Rothomagensi, dudum antea sibi factam per inclite recordacionis Richardum, quondam Anglie regem, Normannie et Aquitanie ducem : Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis dictis privilegiis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, privilegio predicto super annuo redditu supradicto, dudum concesso archiepiscopo et capitulo predictis, sequens privilegium dictis religiosis postea concessum in aliquo non prejudicat, sed, eo non obstante, dicti archiepiscopus et capitulum concessione predicta, in priori eorum privilegio contenta, gaudebunt; postquam vero dicti archiepiscopus et capitulum predictos trecentos modios vini in anno perceperint, ex concessione predicta, ex tunc, illo anno durante, eorum privilegium, super dicta donacione confectum, non prejudicabit privilegio predicto religiosis eisdem concesso.

Jovis post sanctum Barnabam.

XIX. Cum Yzarnus de Luzegio, domicellus, curie nostre conquereretur, proponens quod, ipso existente in saisina repariorum de Cusello et de Chaornhaco, cum pertinenciis eorumdem, que quondam fuerunt Poncii de Podio, militis, et Bernardi et Poncii, liberorum ipsius militis, et que bona Giraudus Flote, quondam senescallus Petragoricensis, pro quibusdam emendis, in quibus dicti miles et ejus filii nobis tenebantur, et pro quibusdam excessibus eciam ab eisdem, ut dicitur, perpetratis, ad manum suam poni fecerat, et ea dicto Ysarno, tanquam plus offerenti, vendiderat, precedentibus subastacionibus consuetis, pro certo precio ab eodem Ysarno, thesaurario nostro Caturcensi, ut dicebat, soluto, cujus emptionis titulo ipse dicta bona per decem annos, novissime preteritos, pacifice tenuerat, ut dicebat; nichilominus senescallus nunc Petragoricensis, virtute cujusdam littere a nobis impetrate per Helenam de Podio, uxorem Bertrandi de Rossilione, militis, et liberos eorumdem conjugum, non facientis mencionem de vendicione predicta, ad manum nostram posuit bona predicta, requirens dictam manum nostram

PHILIPPE IV, 1311.

inde amoveri, et se permitti, sicut prius, gaudere bonis predictis; parte adversa pluribus racionibus e contrario proponente dictorum bonorum saisinam debere sibi deliberari, et non dicto Ysarno, et maxime pro eo, ut dicebat, quod, cum predicti Poncius de Podio, dicte Helene pater, et ejus liberi fratres ipsius Helene, tempore quo ipsi bona predicta tanquam sua tenebant et pacifice possidebant, pura donacione facta inter vivos, eidem Helene et ejus liberis, ex dicto Poncio susceptis, bona predicta donavissent, et ipsorum dominium in eos transtulissent, et ipsi Helena et ejus liberi dicta bona, virtute donacionis predicte, per tres annos et amplius paciffice tenuissent et tenerent, et essent in possessione pacifica bonorum predictorum, bajulus noster Caturcensis bona predicta, injuste et sine cause cognicione, posuit ad manum nostram; a qua manus apposicione, dicta Helena statim ad senescallum Petragoricensem appellavit; qua appellacione non obstante, idem bajulus dictam Helenam semper appellantem expulit de saisina bonorum predictorum; quam appellacionem ipsa contra dictum bajulum et procuratorem nostrum fuit legittime prosecuta; qua lite pendente et in ea certis datis commissariis ipsis partibus a senescallo predicto, dictus Ysarnus de Luzegio, sciens, ut dicebat, dicta bona sic esse litigiosa, maliciose procuravit erga dictum senescallum quod idem senescallus, videlicet Giraudus Flote, bona predicta, sic litigiosa, dicto Ysarno vendidit pro modico precio, que bene valebant quinque millia librarum Turonensium, ut dicebat; ipsa Helena contradicente, et se in hujusmodi, quantum potuit, opponente, et in opposicione sua continue persistente, et causam dicte appellacionis sue prosequente in tantum quod infra modicum tempus postea dicta Helena diffinitivam pro se habuit sententiam per curiam dicti senescalli contra dictos bajulum et procuratorem nostrum, per quam sentenciam amota fuit manus nostra de predictis bonis, et pronunciatum dictam Helenam bene appellasse, et ipsam debere reponi in possessione bonorum predictorum, salvo jure nostro et quolibet alieno; a qua sentencia dictus procurator noster appellavit; et deinde, predictis partibus in nostra curia cons-

titutis in causa appellacionis predicte, dictus procurator noster expresse renunciavit appellacioni sue predicte, et curia nostra dicte Helene litteram nostram concessit ad senescallum Petragoricensem quod, non obstante dicta appellacione, cui renunciaverat procurator noster, ipse senescallus judicatum predictum, pro dicta Helena factum, execucioni mandaret, et similiter aliam litteram obtinuit a nostra curia, sicut dicit, quod, non obstante dicta vendicione, sic maliciose et de re litigiosa facta, idem senescallus dictum judicatum execucioni mandaret; et postea plura alia mandata super hoc a nobis impetravit, ut ipsa dicebat, ad senescallum predictum, que nundum fuerunt execucioni mandata, propter maliciam seu negligenciam dicti senescalli et potenciam Ysarni predicti; quare petebat pars dicte Helene et liberorum suorum predictum judicatum, pro se latum, execucioni mandari, et dictorum bonorum possessionem sibi deliberari, et super deterioracione dictorum bonorum sibi provideri : Auditis igitur hinc inde propositis, et visis litteris et instrumentis super hoc a dictis partibus exhibitis et maxime litteris, tam vendicionis quam judicati predictorum, ac litteris nostris per quas mandabatur quod dictum judicatum mandaretur execucioni, per arrestum nostre curie, dictum fuit quod, non obstantibus propositis ex parte dicti Ysarni, judicatum predictum, pro dicta Helena latum, absque dilacione mandabitur execucioni, et quod dictorum repariorum et pertinenciarum ipsarum saisina, manu nostra inde amota, deliberabitur ipsis Helene et liberis suis predictis, salvis eidem Helene et ejus liberis eorum jure super fructibus, exitibus et proventibus ex dictis bonis hactenus perceptis, a tempore quo ipsa Helena inde fuit expulsa per bajulum predictum, et super bonis in dictis repariis inventis, ac super deterioracione bonorum predictorum quam proponit factam fuisse maliciose per Ysarnum predictum, salvo insuper in bonis predictis jure nostro et Ysarni predicti, prout racio suadebit. PHILIPPE IV, 1313.

Mercurii post nativitatem beati Johannis Baptiste.

Data vendicionis facte Ysarno de Luzegio est die mercurii post octabas Pasche, anno Domini millesimo trecentesimo. Data judicati

PHILIPPE IV, 1312. facti pro Helena fuit die jovis ante festum beate Katerine virginis, anno Domini millesimo trecentesimo.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN PARLAMENTO OCTABARUM HYEMALIS FESTI BEATI MARTINI,

ANNO DOMINI MCCCXII.

I. Cum jamdudum Suessionensis episcopus in curia nostra requisivisset quod saisina prisiarum in terra ipsius episcopi, de quarum proprietate major et jurati ville Suessionensis peticionem fecerant contra ipsum, sibi deliberaretur, et defenderetur in saisina capiendi, in terra sua, dicta causa pendente, et, auditis partibus, per arrestum curie nostre tunc deliberata fuisset eidem episcopo dictarum prisiarum saisina, pendente causa predicta; postea vero, cum dicti major et jurati quasdam prisias in terra dicti episcopi, justiciando, fecissent, idem episcopus super hoc conquestus fuit, dicens hujusmodi prisias fuisse factas in sui prejudicium et contra tenorem arresti predicti, requirensque se de dictis prisiis resaisiri, et factum hujusmodi, tam nobis quam sibi, competenter emendari; dictis majore et juratis e contra dicentibus se esse in saisina faciendi prisias in terra dicti episcopi, quando ipsi preveniunt eumdem; et tunc, auditis hinc inde propositis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod super hujusmodi debato dicte partes facerent facta sua, et quod, de dictis prisiis locis resaisitis, hujusmodi prisie ad manum nostram, tanquam superioris, ponerentur, et deputaretur per nos unus serviens qui, pendente causa predicta, de prisiis quas dicti major et jurati facient in terra dicti episcopi in casu prevencionis, racione saisine quam ipsi allegant, ex parte nostra faciet loca resaisiri, et, locis sic resaisitis, hujusmodi

prisias ad manum nostram, tanquam superioris, ponet et explectabit, et de ipsis tenebitur reddere racionem illi parti que obtinebit in causa predicta; comparentibus in parlamento presenti dictis partibus, idem episcopus instanter requisivit arrestum predictum, pro se factum super saisina capiendi in terra sua, execucioni mandari, et predictas prisias, ad manum nostram positas, propter opposicionem dicte prevencionis, sibi reddi, cum, ut dicebat, dicti major et jurati dictam excepcionem suam super saisina capiendi in terra ipsius episcopi, in casu prevencionis, prosecuti non fuerint, ut debebant; proponens ipsos, propter eorum negligenciam, a prosecucione dicte exceptionis per eos proposite, totaliter cecidisse, et se solum debere remanere, secundum dicti prioris arresti tenorem, in saisina capiendi in terra sua; predictis majore et juratis pluribus racionibus proponentibus ex adverso non ipsos, sed dictum episcopum debere reputari super hoc negligentem; tandem curia nostra dictorum majoris et juratorum procuratorem interrogavit si ipse fecerat suos articulos super excepcione predicta proposita per eundem, et si commissionem impetraverat super eis; qui confessus fuit quod super hoc nec fecerat articulos nec impetraverat commissionem: Auditis igitur hinc inde propositis, et visis arrestis curie nostre ab utraque parte productis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicti major et jurati, propter defectum suum prosecucionis dicte exceptionis de casibus prevencionis per eos proposite, omnino ceciderant ab exceptione sua predicta, et quod dicte prisie, propter hujusmodi debatum ad manum nostram posite, cum eorum expletis episcopo predicto reddantur, et quod, secundum dicti prioris arresti tenorem, dictus episcopus remanebit solus in saisina capiendi in terra sua, salva super hoc dictis majori et juratis questione proprietatis, prout fuerit racionis, et quod predicti major et jurati predictas prisias per eos factas, tam nobis quam dicto episcopo, emendabunt.

Dominica post sanctum Andream.

II. Cum major et jurati communie de Brueriis nobis conquesti

PHILIPPE IV, 1312. fuerint quod, licet ipsi et alie persone de dicta communia, cum heredibus et bonis eorum, per punctum carte a predecessoribus nostris Francie regibus eisdem concesse, liberi sint et immunes a manus-mortue prestacione, et sint ab antiquo in bona saisina libertatis predicte, nichilominus gentes nostre manummortuam levare nituntur de bonis existentibus infra terminos dicte communie, que fuerunt defuncti Rocardi cordubenarii, de villa de Brueriis oriundi, et qui erat, ut dicebant, tempore quo decessit, de communia supradicta, licet per aliquot annos moram fecisset Parisius, propter officium sergenterie Castelleti nostri Parisiensis, quod gerebat ibidem, per quod factum ipse non desierat, ut dicebant, esse de communia supradicta, immo censeri debebat tanquam burgensis et habitator communie predicte; requirentes, una cum heredibus dicti defuncti, dictum impedimentum amoveri de bonis predictis, et se gaudere permitti in hujusmodi dicte libertatis saisina; procuratore nostro plures raciones e contrario proponente : Tandem, auditis hinc inde propositis, et visa carta predicta, scitaque veritate quod dictus Rocardus de villa de Brueriis fuerat oriundus, et, tempore quo decessit, erat burgensis dicte communie et domum suam tenebat ibidem, licet Parisius venisset, ut ibidem Castelleti nostri servientis officium exerceret, ex hiis attendens curia nostra, dictum Rocardum, propter servicium nostrum predictum, in quo ipse decesserat, burgesie predicte statum et privilegium non amisisse, et eundem, tempore quo ipse decessit, per predicta reputans burgensem et personam dicte communie, ac per hoc debere dicta libertate gaudere, per arrestum suum pronunciavit quod, de bonis predictis dicti quondam Rochardi, sitis infra terminos dicte communie, amovebitur impedimentum in eis appositum racione predicta.

Dominica post sanctum Andream (102).

III. Cum Bethino Calcinelli, milite, rèbus humanis exempto, senescallus Belli-Cadri, de mandato litterarum nostrarum, ad bona mobilia et immobilia, de quibus idem Bethinus saisitus decessit,

in senescallia Belli-Cadri existencia, ne liberi dicti defuncti, ad ea assignando, brigam facerent inter se, manum nostram posuisset, ut integra servarentur illi parti cui deliberari debet eorum saisina, presens in curia nostra Vierna, dicti defuncti relicta, pro se et Johanne et Guiota, ejus liberis, ex dicto defuncto susceptis, proponens eundem Bethinum testamentum suum fecisse, et in eodem predictum Johannem heredem suum universalem instituisse, et eandem Viernam, predictorum Johannis et Guiote tutricem ac curatricem deputasse, dictorumque bonorum saisinam ad eundem Johannem, sic heredem institutum, tam de jure quam de consuetudine patrie, in qua dicta bona consistunt, pertinere, peteret, tam racione sui dotalicii quam racione dicti Johannis, dictorum bonorum saisinam sibi et eidem Johanni deliberari, et se in ea custodiri et defendi, curie nostre exhibens dictum testamentum, apertum et sigillo auctentico sigillatum; et ex adverso, comparens Guillelmus Bethini, miles, dicti defuncti primogenitus, proponens dictum Bethinum, tempore quo ipse decessit, esse et antea longo tempore fuisse civem et habitatorem Parisiensem, et se predicta bona acquisivisse, constante matrimonio inter ipsnm et defunctam matrem ipsius Guillelmi, priorem quondam conjugem dicti defuncti, et se, pro dimidia parte dictorum bonorum, racione dicte matris sue, cujus est heres, ut dicit, et pro alia dimidia, tanquam dicti defuncti primogenitum, de consuetudine Francie et maxime ville Parisiensis, ceteris ipsius defuncti liberis, maxime in feodis nobilibus, in saisina bonorum predictorum deberi preferri, pluribus racionibus peciit dictorum bonorum saisinam sibi tradi et deliberari : Auditis igitur hinc inde propositis, visoque testamento dicti defuncti, contra quod nichil racionabile vel apparens vicium fuit propositum, attentaque consuetudine senescallie Belli-Cadri, que regitur jure scripto, et in qua bona predicta, de quibus est contencio, consistunt, per arrestum nostre curie dictum fuit quod bonorum predictorum saisina deliberabitur Johanni predicto, heredi universali dicti defuncti, ut predictum est instituto, et predicte Vierne, ejus nomine, ut tutrici ipsius,

PHILIPPE IV, 1312.

PHILIPPE IV, 1312. et per nos in ea defendentur, salva in eisdem dicto Guillelmo questione proprietatis.

Veneris post sanctum Nicholaum hyemalem.

IV. Cum dudum decanus et capitulum ecclesie Tornacensis, de nostra speciali gardia existentes, a nostra curia supplicando peciissent ut, cum singulis annis cives Tornacenses ederent bannum, et facerent in civitate Tornacensi quod quicumque interficeret civem suum, seu filium civis civitatis ejusdem, infra districtum ipsius civitatis vel extra ubicumque, ab ipsa civitate perpetuo bannitus existeret, de canonicis et clericis ipsius civitatis nulla omnino in dicto banno habita mensione, licet ipsi cives, secundum tenorem litterarum suarum, exhibitarum tunc coram dicta curia nostra, tantum de uno canonico vel clerico injuriam passo civitatis ejusdem, quantum de uno cive suo facere tenerentur, propter quod eosdem canonicos et clericos contingebat multis mortis periculis subjacere, dictos cives, prepositos, juratos et alios rectores civitatis Tornacensis, ad ponendum ipsos canonicos et clericos in dicto banno, quandocunque ipsum fieri contingeret compellere dignaremur, et tandem, auditis que ambe partes hinc inde, pro et contra super premissis proponere voluerunt, fuisset, ipsis partibus presentibus, per dicte curie nostre judicium, ordinatum et pronunciatum dictos canonicos et clericos in prefato banno, sub modo et forma quibus cives Tornacenses ponebantur, poni debere et extunc in antea esse ponendos; et postmodum nobis fuisset, ex parte ipsorum decani et capituli, intimatum quod, dicti cives, post predictum judicium, formam dicti banni mutantes in fraudem, de interfectis extra districtum suum, in banno suo, omiserant facere mensionem, nostro predicto judicio non parendo; quare petebat procurator dictorum decani et capituli dictos cives compelli ad parendum ipsi judicio, et ad illud tenendum et servandum; et, auditis hinc inde propositis, per nostram curiam fuisset pronunciatum, et predicti cives fuissent ad hoc condempnati quod, ipsi dictum bannum facerent secundum formam supradic-

tam, et canonicos et clericos ecclesie et civitatis Tornacensium in- PHILIPPE IV, 1312.
cluderent in eodem, et de ipsis in dicto banno expressam facerent mensionem, prout in judicatis curie nostre, super predictis confectis plenius continetur; nuperque, ex parte ipsorum decani et capituli, in nostra curia propositum extiterit, conquerendo quod dicti cives Tornacenses, contra tenores judicatorum predictorum, in ipsorum decani et capituli prejudicium veniendo, et ea non servando, secundum earumdem continencias et tenores, non nisi canonicos et clericos ín civitate predicta Tornacensi residentes, in suo banno predicto cum illud fieri faciunt comprehendunt quamquam omnes et singuli canonici et clerici dictarum ecclesie et civitatis Tornacensium, tam residentes quam absentes, ubicumque maneant vel existant in dicto banno, ut ipsi decanus et capitulum asserebant, prout et cives ac filii civium Tornacensium, debeant comprehendi; dictis civibus plures in contrarium proponentibus raciones: Demum, auditis hinc inde propositis, ac visis predictis judicatis curie nostre, super premissis alias factis, per nostre curie fuit judicium declaratum et declarando pronunciatum canonicos et clericos dictarum ecclesie et civitatis Tornacensium, tam residentes quam absentes, ubicumque maneant, vel existant, debere in banno hujusmodi comprehendi, et ad ipsos comprehendendos et declarandos in ipso banno, sicut et cives et filios civium civitatis Tornacensis prefate, predictos cives Tornacenses dicta nostra curia condempnavit.

Veneris post sanctum Nicolaum hyemalem, mense decembris.

V. Philippus, Dei gracia, Francie rex, notum facimus universis, etc.

Cum, ex justis, racionabilibus et honestis causis, intencionis nostre non exista nec placeat nobis nec consilio nostro quod, doctores et scolares studii Aurelianensis universitatem habeant, nec statu universitatis utantur, immo, sicut ab olim ibidem extitit observatum, tanquam singulares persone moribus et sciencia laudabiliter imbuantur; nosque, pro eorum utilitate et dicti studii refor-

PHILIPPE IV, 1312.

macione, certas gracias et privilegia nuper graciose duxerimus concedenda doctoribus et scolaribus Aurelianensibus legentibus et studentibus, tam in jure canonico quam civili, et, pro dictis graciis et privilegiis inviolabiliter observandis, prepositum nostrum Aurelianensem, executorem et conservatorem deputaverimus specialem, nos, ad eorum requisicionem, hujusmodi gracias et privilegia ad omnes magistros et scolares, in theologia, gramatica ac logica legentes et studentes Aureliano, volumus et, de gracia speciali, elargiri precipimus et extendi, quodque dictus prepositus, conservator a nobis super hoc deputatus, tam istos quam illos, gaudere faciat privilegiis et graciis supradictis, quamdiu ipsi, ut persone singulares, secundum antiquum modum, in dicto studio se habebunt; cum autem nuper intellexerimus quod predicti doctores, juris canonici et civilis, inter se ordinaverint quod ipsi jurare teneantur se servaturos gracias et privilegia supradicta, et eciam statuta que ipsos doctores facere contigerit in futurum, et jam inceperint, tam per se quam per scolasticum Aurelianensem, quasdam compulsiones facere contra illos qui dicta nollunt juramenta prestare, quod non est dubium voluntati et ordinacioni nostre contra ire, cum per hoc indirecte statu universitatis eos appareat uti velle, et ex hujusmodi juramentis, tam nobis quam ipsis quam toti ville Aurelianensi liquido appareat posse prejudicium generari, tenore presencium inhibemus ne ipsi talia vel similia facere quomodolibet attemptent, injungentes eisdem ut, quecumque super hiis attemptarunt, revocent absque difficultate quacumque, ita quod non oporteat nos super hoc aliud facere remedium adhibere; damus insuper, tenore presencium, in mandatis, ballivo et preposito Aurelianensibus, ut ipsi, prout ad eorum spectat officium, provideant diligenter ne super hiis aliquid attemptetur contra nostre predicte voluntatis et ordinacionis intentum; volumus insuper, in studii predicti favorem quod, quemadmodum prepositi nostri, sic et illi qui preerunt excubiis dicte ville, qui erunt pro tempore, jurare palam et publice teneantur privilegia nostra quecunque, doctoribus, magistris et scolaribus predictis concessa,

fideliter et inviolabiliter, ut premissum est, custodire, et quod qui- PHILIPPE IV, 1312.
libet ex eis, tam prepositi quam prefecti excubiis qui fuerunt pro tempore, prout ad eorum quemlibet pertinebit, favorabiliter et honeste, quantum, sine offensione justicie, comode poterunt, doctores, magistros et scolares studii predicti tractabunt, et ab injuriis ac violenciis indebitis usquequaque defendent; volumus eciam quod, ubi casus occurrerit, propter irrogatam forsan injuriam doctori, magistro, vel scolari cuiquam, vel aliam justam causam, doctores convenire valeant, prout ab antiquo facere consueverunt, et, si videbitur eis expediens, secum de baccalariis dicti studii et aliis personis ydoneis vocare possint quotquot, pro casu contingente, sufficere viderint, cum quibus tractent vel prosequantur agenda, ipsique doctores sciant antiquiorem ex eis, in professione, locum decani tenere debere, nisi alium communiter ad hoc duxerint assumendum, pro ceteris vocandis qui pro talibus debeant convenire; qui decanus eis exprimet cartas vocacionis predicte. In quorum testimonium et munimen, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, in parlamento nostro, anno Domini millesimo trecentesimo, mense decembri.

Vigesima prima die decembris (1303).

Alias litteras dictis doctoribus concessas invenies inferius in septimo et octavo foliis [p. 585].

VI. Philippe, par la grace de Dieu, roys de France, a touz ceaus qui verront ces presentes lettres, saluz: Nous faisons a savoir a touz, et presenz et a venir, que comme pluseurs contenz et debaz fussent meu entre religieuses personnes, l'abbe et le couvent de l'eglise Saint-Richier-en-Pontieu, d'une part, et le maieur, les jurez et toute la commune de la dite ville, d'autre part; desquelz debaz plait pendoit, d'aucuns entre les dites parties en nostre parlement, a Paris, et d'aucuns en l'assise d'Amiens, et des autres en prevoste, pardevant le prevost de Saint-Richier; et les dites parties, pour bien de pais et pour eaus apaisier perpetuelment, se fussent acordees que le dit

PHILIPPE IV, 1312.

content ou debat, tout de plain, oyes leurs raisons et veues leurs chartres et leurs privileges, soient determine et esclarci; les dites parties, en ce present parlement, proposanz sur ce pluseurs raisons, et monstranz leurs lettres et leurs privileges, et veu ce que li baillis d'Amiens avoit ordene sur pluseurs des articles contencieus entre les dites parties, par le pover que les dites parties li avoient donne, en proloignent sa jurisdicion, a la fin de faire tenir ce que la court verroit estre raisonablement ordene, et de corriger ce que elle y verroit a amender sus touz les debaz desus diz: Oyes diligemment les dites parties, et veues leurs lettres et leurs privileges, les diz debaz et content furent ordene, determine et esclarci par nostre court en la maniere qui s'en suit:

Premierement de l'article la ou li dit religieus disoient que ou cas des prises qui estoient faites duranz les trois jours de la feste Saint-Richier, appartenanz a visconte, les prises, la cognoissance, la execucion, et le emolument appartenoient a eaus seuls et pour le tout; le maire et les jures de la dite ville proposanz le contraire: Oyes les raisons de l'une partie et d'autre, et veux leurs privileges, termine est, et par droit, que la prise, la cognoissance, la execucion et le emolument appartiennent as devanz diz religieus, et li jugement sera faiz par les diz maires et jurez toutes fois que jugier y convendra.

Item de l'article ou quel li dit religieux disoient que li habitant de la dite ville ne povoient edefier, faire, refaire, rapparelier, ne empeschier les fros de la dite ville, en faisant, edefiant, refaissant ou rappareillant issues, saillies, huisseries, huvrelas, appentiz, estaures ou manueles a puys, ne autres manieres de ouvrages ou edefices, viez ou noviaus, es fros desus diz ne sur yceaus, ne es lieus marchissans as diz fros, senz prendre congie au froquier de la dite eglise; les diz maieur, jurez et commune proposanz au contraire: Oyes les raisons proposees d'une partie et d'autre, veu et considere la vertu de leurs privileges, termine est, et par droit, que li habitant de la dite ville ne povent ne ne pourront des ore en avant

faire edefier, refaire, ne rapparelier tels manieres de edefices ne de ouvrages comme desus est dit, senz requerre le congie dou dit froquier; et se li requis, il n'en woloit donner congie, il le pourront faire, mais il l'en doivent premierement requerre, excepte que se il avenoit par aucune aventure que les manoueles des puis, seans es fros de la dite ville, cheoient ou brisoient, et touz li autres edefices de celuy puis demourast en son estat, et se aucune des parois des maisons de la dite ville, tenanz es fros desus diz, estoient percee ou crevee par faute de closture de verge, de late ou de mortier, le sueil, les potiaus, et toute l'autre charpenterie et mazçonnerie de la dite paroy demoranz en leur estat; termine est et esclarci que li habitant de la dite ville pourront refaire, rapparelier, mettre et remettre les dites manoueles des puis, et refaire les pertuis des parois et edefices desus diz en la maniere que il est desus devise, et faire huis et fenestres, senz requerre le congie dou dit froquier, sauf ce que se toute la charpenterie et mazçonnerie demouroient en leur estat, et les parois entre deuz cheoient jusques en la terre, li habitant de la dite ville ne les povent faire ne refaire senz requerre congie ou dit froquier, en la maniere desus ditez. Et n'est mie a oblier que se li mur et les portes dont la dite ville est fermee, joingnanz as fros, depezçoient en aucune partie ou cheoient dou tout jusques au reys de terre, li habitant desus dit les porront faire et refaire senz requerre le congie dou dit froquier, pour ce que la fermete de la dite ville est nostre. PHILIPPE IV. 1312.

Item de l'article ou quel li dit religieus maintiennent que toutes foiz et quantes foiz li maires et li jure de la dite ville, ou leurs genz, prenoient aucune personne de la mesnie des diz religieus, fust en cas present ou non present, rendre leur devoient, et que a eaus en appartenoit la cognoissance, la execucion et tout li emolument; les diz maieur et jurez proposanz au contraire : Oyes les raisons proposees des dites parties, et veuz leurs privileges, termine est par droit et esclarci que li diz maires et jure ne pourront retenir, ainz rendront as diz religieus leurs mesnies, mais que il soient a leur pain,

PHILIPPE IV, 1312.

a leur pot et de leur propre mesnage, se il n'est ainsi que li cas soit si grant que li cors dou forfaisant deust perir, du quel cas li dit maieur et jure aront la cognoissance. Et se aucuns des dites mesnies nafroit ou blezçoit aucune persone, et il fust pris en cas present par les diz maieur et jurez, ou par leurs genz, la dite prize demourra par devers les diz maieur et jurez juques a tant que par noz genz sera seu se il y ha peril de mort ou non.

Item de l'article ou quel li dit religieus se doloient de ce que li diz maires et jure avoient pris les biens muebles d'un leur franc homme lige, couchant et levant sus le fief tenu de la dite eglise; les diz maire et jurez proposanz que a bonne cause avoient fait la dite prise, parce que il l'avoient pris pour contribuer aveuc eaus as fraiz faiz par la dite ville pour l'ost de Flandres : Oyes les raisons des dites parties, et veuz leurs privileges, termine est, et par droit, que li dit maires et jure avoient bonne cause de faire la dite prise, et tendra la dite prise, et le pourront faire en cas semblable.

Item de l'article ou quel il est contenu que li maires et jure de la dite ville se doloient des devant diz religieus, pour ce que il avoient pris et saisi les heritages de Guillotin dit dou Neu, leur bourgoys, pour ce que il estoit entrez en leur bourgoisie, et disoient li diz religieus que, pour ceste cause, avoient acquis les heritages dou dit Guillotin tenuz de la dite eglise; et maintenoient au contraire li dit maires et jure que li dit Guillotins et touz autres de semblable condition povoient entrer en leur commune et devenir leur bourgoys senz domage : Oyes les raisons des dites parties, et proposans sur ce usage contraire, il fu dit que la court, de son office et de plain, fera enquerre dou dit usage, et pour l'une partie et pour l'autre.

Item de l'article ou quel il est contenu que li dit religieux se doloient de ce que li maires et jure de la dite ville avoient pris une piece de terre que on nomme le Bruile, tenue de la dite eglise, et ycelle lessie en ries et plante ileuc arbres ou prejudice des diz religieus; les diz maieur et jurez proposant au contraire, en disant

que faire le povoient, et que il avoi[en]t la dite piece de terre par juste titre et loial, et que demourer leur devoit : Oyes les parties, acorde est que la dite piece de terre demourra a la dite ville a faire leur volente, si comme elle se comporte dedenz les bonnes que assises y sont, et, pour la place ou piece de terre desus dite, la dite ville rendra chascun an a la dite eglise sis Parisis, en nom de cens, au jour de la feste Saint-Richier, et paiez en la dite eglise, et ne pourront li dit maires et jure des ore en avant acroistre la dite place ou piece de terre es heritages de la dite eglise. PHILIPPE IV. 1312.

Item de l'article ou quel il est contenu que li dit maires et jure se doloient de ce que li religieuz de la dite eglise avoient pris ventes a volente de Jehan de Hangart, filz de bourgois de la dite ville et estant en la mainburnie dou dit bourgoys, la quelle chose il ne pouvoient faire, si comme disoient li dit maires et jure, et que content devoient estre li diz religieuz par avoir quatre solz de vente pour chascun journel de terre, que plus n'en devoient lever, lesdiz religieuz proposanz au contraire, en disant par pluseurs raisons que faire le povoient : Oyes les parties et veuz leurs privileges, acorde est des dites parties que ce que pris ont li dit religieuz, faire le povoient.

Item de l'article ou quel il est contenu que li dit religieuz se doloient de ce que toutes foiz et quantes foiz aucuns bourgoys ou bourgoyse de la dite ville moroit, ses enfanz souzaagiez estoient apporte ou amene pardevant le maieur et jurez de la dite ville, et leur faisoit-on jurer bourgoisie, pour ce que il usassent de privileges de bourgoisie, et ne paiassent mie reliez a volente; et disoient li dit religieuz que ce estoit en amenusant leur droit, et que faire ne le povoient; les diz maieur et jurez proposanz au contraire, en disant par pluseurs raisons que faire le povoient : Oyes les raisons des dites parties, acorde est des dites parties que, a ce que li souzaagiez puissent joir dou privilege de bourgoisie, les amis prochains des diz souzaagiez et les diz religieuz appellez pardevant noz genz, tuteur seront fait et bailliez as diz souzaagiez des plus profitables de leurs amis, li quel tuteur pour

PHILIPPE IV, 1312.

les diz souzaagiez jurront bourgoisie pardevant les diz maieur et jurez. Et pour ce que apres la mort de ceaus de qui il ont cause, il est acoustume, au lieu que li souzaagiez doivent entrer en la saisine des diz religieuz dedenz les huit jourz apres la mort dou pere ou de celui qui morra saisi dou dit heritage, il est acorde des parties que li delaiz desus diz sera prolongiez juques a trois mois apres la mort dou tenent l'eritage, et les diz tuteurs entres en la commune, li dit souzaagie se passeront par paiant quatre sols pour chascun journel de terre; et se, par aventure, il n'estoit fait en la maniere desus dite dedenz le tems desus dit, li dit religieuz joroient de leur relief a volente, et se les diz souzaagiez, venuz en aage, ne voloient ratefier le fait de leurs tuteurs dessus diz, il seront tenuz a paier a la dite eglise relief a volente, sauf que ce que par leurs diz tuteur auroit este paie, par cause du dit relief, leur tendra lieu.

Item de l'article ou quel il est contenu que, toutes foiz que bourgoys ou bourgoisie, tenanz de la dite eglise, vendoit heritage tenu des diz religieuz, le quel heritage devoit hostise, que avoir en devoient ventes a volente; les diz maieur et jures proposanz au contraire: Oyes les parties et veuz leurs privileges, termine est, et par droit, que se il vendent tout ensemble l'ostise et les terres appartenanz a l'ostise, les diz religieuz auront quatre solz pour chascun journel, et se il vendent l'ostise par soy, la quelle chose il ne povent faire senz le congie des diz religieuz, il paieront ventes a volente pour raison de l'ostise, et dou remanant des terres, quatre solz pour chascun journel.

Item de l'article ou quel il est contenu que li diz religieuz maintenoient que toutes foiz et quantes foiz bourgoys ou bourgoise de la dite ville donnoient li uns a l'autre heritages tenuz de la dite eglise, que avoir en devoient pour chascun journel quatre solz dou donnant et quatre solz de celi a cui li donz estoit faiz; les diz maieur et jure proposanz au contraire, en disant pluseurs raisons par les quelles il n'i estoient mie tenu, si comme il disoint : Oyes les rai-

sons proposees de chascune partie, acorde est que toutes foiz et quantes foiz li dons sera fait entre vis, li dit religieuz auront, pour chascun journel de terre ainsi donne, quatre solz dou donnant et quatre sols de celui a cui li dons sera faiz; et quant li donz sera fait en derrainne volente, cil a cui li dons sera fait paiera as diz religieuz tant seulement quatre sols parisis pour chascun journel de terre ainsi donne, et n'auront riens li dit religieuz de la partie dou donnant. PHILIPPE IV, 1312.

Item de l'article ou quel il est contenu que li dit religieuz avoient pris la soue du puis seant es fros de la dite ville, pour cause de leurs cenz non paies, et se doloient li dit religieuz en disant que les genz des diz maieur et jurez leur avoient rescousse la dite prise, la quelle chose faire ne povoient; les diz maieur et jurez proposant au contraire: Oyes les raisons de l'une partie et d'autre, acorde est des parties que la prise que li dit religieuz avoient faite fu faite a juste cause, et que prendre y povoient, et que resaissi seront a plain de la dite prise.

Item de l'article ou quel il est contenu que li dit religieuz se doloient de ce que li dit maires et jure talloient les fiez et les terres gaangnables vilainnes tenuz ou tenues des diz religieuz, la quelle chose faire ne povoient, car ce estoit ou prejudice de leur eglise; les diz maieurs et jurez proposans au contraire, en disant par pluseurs raisons que faire le povoient : Oyes les resons proposees de chascune partie et aveuc ce veuz leurs privileges, accorde est des parties que li dit maires et jure ne pourront tallier les fiez tenuz de la dite eglise et demourront les terres vilainnes des bourgoys, seanz en la banlieue et dehors, tailliables a la dite ville, et contraindront li dit maires et jure leur bourgoys par la prise de leur cors et de leurs biens, estanz en leur jurisdiction, a payer la dite taille.

Item de l'article la ou il est contenu que les diz religieuz demandoient a avoir la cognoissance, le jugement et la execucion des heritages seanz en la bamlieue de la dite ville, tenuz de la dite eglise; et li dit maires et jure proposoient au contraire que, de tel tems

PHILIPPE IV, 1312. et si lonc que il avoient acquis propriete, il avoient heu la cognoissance, le jugement et la execucion des heritages desus diz, movenz de la dite eglise, a la veue et a la sceue des devanz diz religieuz: Oyes les raisons des dites parties et proposanz sur ce usage contraire, il fu dit que la court, de son office et de plain, fera enquerre don dit usage et pour l'une partie et pour l'autre.

Item de l'article ou quel il est contenu que li dit maires et jure se doloient, en disant que les genz des diz religieuz avoient pris une fame, la quelle alloit a l'erbe es ablais son mestre, es terres tenues de la dite eglise, depuis que les bans et deffense avoient este fait par les devans diz religieuz que nus n'entrat es ablais de leurs teneures pour herbes cuillir ne autre chose faire, si n'estoit pour yceaus soier, quant il seroient meur, et de cela voloient li dit religieuz traire a amende; les diz religieuz opposans au contraire, en disant que faire le povoient : Oyes les raisons des dites parties, acorde est des parties que la dite eglise aura la cognoissance de la dite prise, et en cas semblables qui escheront des ore en avant, et feront li dit religieuz droit.

Item de l'article ou il est contenu que li dit religieuz demandoient a avoir des diz maieur et jurez la moitie de diz et neuf vins livres parisis, pour ce que il disoient que, ou temps passe, il avoit este ordene de noz genz, et de eaus approve, que toutes foiz que li roys de France, pour le temps, demandoit ou prenoit subvencion sur les diz religieuz, pour cause de ost, li dit maire et jure et la commune de la dite ville en devoient paier la moitie de ce que on demandoit et prenoit sur les diz religieuz, et que pour la cause de nostre ost de Flandre noz genz avoient pris sur eaus les diz et neuf vins livres desus diz; les diz maieur et jurez proposanz au contraire, et disanz que tenuz n'i estoient, pour ce que il apparoit par nos lettres que les diz et neuf vins livres parisis desus diz avoient este levees pour cause de garnisons et non pour cause de ost, et que ou tems de l'ost de adonc, il avoient este et envoye ou dit ost, et paye prest et subvencion, par quoy tenuz n'i estoient : Oyes les raisons de l'une partie et

d'autre, accorde est des parties que li dit maires et jure sunt absols de la demande desus dite, pour ce que nos genz avoient ce pris pour cause de noz garnisons. PHILIPPE IV, 1312.

Item de l'article ou il est contenu que li dit maires et jure se doloient de ce que li froquiers de la dite eglise avoit fait abatre la porte Robert de Villers, la quele il avoit faite sur son demaine, et en demandoit a avoir amende, senz ce que il eut summe le dit Robert de avoir abatue la dite porte dedens huit jourz, ce que faire ne povoit li dit froquiers par la teneur de leurs privileges, si comme disoient li dit maires et jure; les diz religieuz proposans au contraire, et disanz que a bonne cause avoit este fait ce que fait en avoit este : Oyes les raisons des dites parties, acorde est des parties que ce que fait ha este par le dit froquiers tendra, et n'en paiera le dit Robert point d'amende, et demorront les privileges que les dites parties ont sur cet article en leur vertu.

Item de l'article ou quel li dit religieuz maintenoient que les murs qui clooient leur basse court delez le fosse seant par devers la freste, estoient leur, et que faire et refaire les povoient, toutes foiz quantes foiz que il leur plaisoit; les diz maieur et jurez proposans au contraire, en disant que ce estoient les propres murs et forteresce de la dite ville, et que a eaus en appartenoit la refection : Oyes les raisons des dites parties, accorde est des parties que ce que fait a este par les diz religieuz tendra, et que les diz murs sont propres murs et forteresce de la dite ville, et se il avenoit, par aucune aventure, que ou temps a venir il covenist faire ou refaire les diz murs, la refection de yceaus appartiendra as diz maieur et jurez, et seront tenuz a commencier a iceaus refaire a leurs propres couz, et touz jourz ouvrer sans intervalle, se il est temps que l'en puisse ouvrer, dedenz les huit jours que il en seront summe de noz genz demourant a Saint-Richier, a la requeste des diz religieuz, et se les ditz maire et jure, de ce summe, en estoient en defaute, les wit jours passes, les diz religieuz les pourront refaire a leurs propres couz, se il leur plaist, et se il ne les volent refaire, la ville sera contrainte par nous a ce faire.

PHILIPPE IV, 1312.

Item de l'article la ou li dit maires et jure se doloient de ce que les gens de la dite eglise avoient oste une bonne seant ou courtil Marie Flourie, la quelle chose faire ne povoient; les diz religieux proposans ou contraire : Oyes les raisons des dites parties et le lieu veu, acorde est que, les parties appellees et les prochains voisins, le lieu sera cerquemanez.

Item de l'article ou quel li dit maires et jure se doloient de ce que li dit religieuz fesoient un pave en un lieu joingnant dou pont Huelin, en disant que ce estoit en leur banlieue, par quoi faire ne le povoient, ainçois appartenoit a faire as diz maieur et jurez; les dits religieuz proposans au contraire : Oyes les raisons des parties, et veu le lieu, acorde est que ce que fait est, tendra et demourra as diz religieuz, parce que il est trouve que ce est hors de la banlieue de la dite ville, et sera li lieu resaisi des prises que la dite ville y fist.

Item de l'article ou quel li dit maires et jure se doloient de ce que li froquiers de la dite eglise avoit pris en la rue aus Pareurs peles et heuiaus des gens de la dite ville, ce que faire ne povoient; les diz religieuz proposans au contraire, en disant que a juste cause l'avoient fait, parce que trouvez les avoient fouanz et piquanz es froz de la dite ville : Oyes les raisons des parties, et veu le lieu, accorde est que a juste cause fist li dit froquiers la dite prise, et demourra par devers les diz religieuz, parce que li lieus ou cil fouoient est des froz de la dite ville.

Item de l'article ou quel li dit maires et jure se doloient de ce que les genz de la dite eglise avoient pris le cheval Gerard de Hangart en leur banlieue, justice et seigneurie, ce que faire ne povoient; les diz religieuz proposans au contraire : Oyes les raisons des parties et veu le lieu la ou la prise fu faite, accorde est que li lieu sera resaisi a plain, car la prise fu faite en la banlieue et justice de la dite ville.

Item de l'article ou quel li dit religieuz se doloient de ce que les genz de la dite ville avoient coupe sauz anciennes et autres sauz arrachees, les quelles estoient ou propre demaine de la dite eglise, ce que faire ne povoient; les diz maieur et jurez proposanz au contraire, en

disant que faire le povoient : Oyes les raisons des parties et veu le lieu, acorde est que le lieu sera resaisi a plain, parce que il est trouve que c'est dou propre demaine de la dite eglise; et des sauz et bonnes ostees qui estoient assises en l'aisement de la ville : Oyes les parties et veu le lieu, acorde est que li lieu sera cerquemanez. PHILIPPE IV, 1312.

Item de l'article ou quel li dit maires et jure disoient que les diz religieuz avoient pris les biens muebles de Pierre Maillet, leur bourgoys, pour cause de tonlieu, ce que faire ne povoient car tous les bourgoys et les habitans de la dite ville en estoient, et devoient estre quittes; lesdiz religieuz proposanz au contraire : Oyes les raisons des parties, acorde est que li dit Pierres ira en la court des diz religieuz proposer ses raisons, et attendre droit pour ce que il fu pris en leur justice.

Item de l'article ou quel les diz religieuz se doloient, en disant que un malfaiteur qu'il avoient pris en un lieu la ou il se disoient avoir justice et seigneurie, et pour ce que les genz de La-Ferte s'i estoient oppose, que li lieu estoit pris en nostre main, amenoient par devers noz genz, le quel malfaiteur les genz des diz maieur et jurez leur rescourrent et osterent hors de leurs mains, ce que faire ne povoient; les diz maieur et jurez opposanz au contraire, en disant que il l'avoient pris et arreste dedenz leur banlieue, ce que faire povoient : Oyes les parties, acorde est que les diz religieuz seront resaissi a plain de leur prise, pour ce que les diz religieuz avoient faite la prise hors de la dite banlieue, et en estoient saisi.

Item de l'article la ou li dit maires et jure se doloient de ce que les diz religieuz voloient prendre relief a volente de Pierres Mansel, des heritages de la dite eglise tenuz, ce que faire ne povoient, fors tel cens qui deu estoit selonc la coustume de la ville; les diz religieux proposans au contraire : Oyes les parties et veuz leurs privileges, accorde est que il sera seu se ce est des cens de la prevoste, ou des cens de la charite; et se ce est des cens de la prevoste, les diz religieuz auront quatre solz pour chascun journel de terre, et, se ce est des cens de la charite, il auront tels cens, tels relies

PHILIPPE IV, 1312.

tant seulement comme acoustume est selonc la coustume de la ville.

Item de l'article ou quel les diz religieuz se doloient de ce que li maires, jure et habitant de la dite ville, prenoient et levoient vezce vert es terres tenues des diz religieuz, ce que faire ne povoient senz leur congie, i comme il disoient; les diz maieur et jurez proposanz au contraire : Oyes les parties, acorde est que es terres desus dites, es quelles les diz religieuz ont terrage, les diz maires, jure et habitant ne pourront prendre ne emporter vezce ne autre ablais vers, senz le congie des diz religieuz; et es terres qui ne doivent fors disme, li dit maires, jure et habitanz en pourront prendre et emporter pour leur usage, en leur hostel, sans congie.

Et toutes les choses desus dites et chascune d'icelles furent faites, acordees, dites et pronunciees par nostre court, et en ycelle, en la fourme et en la maniere que il est desus devise et expresse. Et fu encore dit et acorde, de l'assentement des dites parties, que des ore en avant les dites parties ne se pourront ensaisiner, ne saisine acquerre l'une contre l'autre, contre les choses desus dites ne aucunes d'icelles, et se aucune des dites parties acqueroit aucune saisine, par avanture ou temps a venir, contre les choses desus dites, si seroit-elle nulle et de nulle valeur.

Et pour ce que toutes les choses desus dites et chascune d'icelles soient fermes et estables perpetuelment et a touz jours, nous avons en ceste presente lettre fait mettre nostre seel. Ce fu fait a Paris en nostre parlement, l'an de Nostre Segneur mil trois cenz et douze, ou moys de janvier.

Lune post Epiphaniam.

VII. Philippus, etc. dilectis et fidelibus subdecano Pictavensi, magistro Andree Pocheron; canonico Attrebatensi, clericis, et Guillelmo de Plaisiano, militi, nostris, salutem et dilectionem : Mittimus vobis, sub contrasigillo nostro clausos duos articulos de quibus est contencio inter religiosos viros abbatem et conventum Sancti-Richarii, ex parte una, et majorem et juratos dicte ville, ex altera, super

quibus, per curiam nostram dictum fuit quod ipsa curia nostra, ex officio suo et de plano, inquiri faciet veritatem, pro utraque parte, de usagiis contrariis a dictis partibus super hoc propositis hinc et inde; mandantes et committentes vobis quatinus vos tres aut duo vestrum, tercio non expectato, vocatis evocandis, super predictis inquiratis cum diligencia veritatem; et inquestam, quam inde feceritis, sub vestris fideliter inclusam sigillis, curie nostre mittatis ad futurum proximo parlamentum. Actum Parisius, die vigesima secunda januarii, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo. PHILIPPE IV. 1312.

VIII. Cum Erardus, dominus de Nantolio, miles, relictam et liberos defuncti Fulconis Popillart, de Chameriaco, diceret suos esse homines de corpore, dictis relicta et liberis contrarium asserentibus, et super hujusmodi discordia dicte partes consensissent et promisissent quod ipse, cum omnibus actis, privilegiis et munimentis earum, coram magistris dierum Trecensium comparerent, et ibidem proponerent, una pars contra alteram, quicquid vellent, et suas litteras et privilegia coram eis exhiberent, et auditis hinc inde propositis, visisque litteris et privilegiis earumdem, dicte partes super debato hujusmodi starent consilio et ordinacioni magistrorum curie predicte; comparentibus super hoc in eadem curia dictis partibus, ex parte dicti militis fuit propositum dictos relictam et liberos homines suos esse de corpore servilis condicionis, petens eos, juxta consensum et promissionem predictos, per ordinacionem dicte curie tales pronunciari; dictis relicta et liberis o contrario proponentibus se esse liberos et libere condicionis, specialiter ab Erardo predicto, et ad hoc litteras Erardi, quondam de Nantholio, militis, cujus idem Erardus confessus fuit in dicta curia se esse heredem, exhibentibus, et plures alias proponentibus raciones : Tandem, auditis hinc et inde dictarum parcium racionibus et visis litteris supradictis, juxta consensum et promissionem predictos, per arrestum et ordinacionem dicte curie dictum fuit quod predicti relicta et liberi dicti Fulconis et eorum heredes, quantum ad dominum de Nantholio predictum, manu-

PHILIPPE IV, 1312. missi et liberi perpetuo remanebunt. A quibus ordinacione et arresto, tanquam falsis et pravis, dictus miles ad nostram curiam appellavit. Constitutis igitur in curia nostra dictis partibus in causa appellacionis predicte, et auditis hinc inde propositis, visisque dicti defuncti Erardi de Nantholio, quondam militis, litteris, necnon ordinacione et arresto predictis dictorum magistrorum dierum Trecensium, per curie nostre judicium dictum fuit predictos magistros male ordinasse et judicasse, dictumque militem bene appellasse, quodque dicti judicantes nobis hoc emendabunt.

Veneris post Sanctum Vincencium.

IX. Notum facimus quod, super declaracione quam per curiam nostram fieri pecierunt, de communi assensu eorum, procurator noster, pro nobis, ac prior de Castris-subtus-Montem-Lethericum, super eo videlicet quod idem prior habere consuevit emolumentum constumarum in tota villa de Castris, ab hora prime diei sabbati cujuslibet septimane usque ad horam nonam diei jovis subsequentis, et nos habere consuevimus emolumentum constumarum in dicta villa ab hora nona diei jovis predicti cujuslibet septimane usque ad horam prime diei sabbati subsequentis, racione mercati quod consuevit esse in dicta villa die veneris cujuslibet septimane, accidatque quanquam quod die veneris est festum Nativitatis Domini et Omnium-Sanctorum, et, propter solempnitatem dictorum festorum, est et esse consuevit die jovis precedenti dictum mercatum in villa predicta, qua die jovis, quando mercatum accidit illa die, racione dictorum festorum, predictus prior vult habere emolumentum dictarum constumarum, quia dictum mercatum accidit illa die qua ipse percipere consuevit dictas constumas, videlicet usque ad horam nonam dicte diei jovis, et nos ex adverso volumus habere emolumentum predictum, racione mercati quod evenit die jovis predicta; per nostram curiam fuit declaratum quod, quando sic acciderit quod dicta die jovis, propter dicta festa, erit mercatum, quod die veneris esse consuevit, dicta die jovis, quantum ad hoc reputata pro dicta

die veneris nos emolumenta predicta percipiamus, ad[1] hora nona diei mercurii precedentis usque ad horam prime diei veneris subsequentis, et dictus prior predicta emolumenta ab eo percipi consueta percipiat ab hora prima diei veneris predicte usque ad horam nonam diei jovis subsequentis. PHILIPPE IV, 1312.

Lune ante Cathedram Sancti-Petri.

X. Cum Bernardus de Marolio, miles, contra prepositum, decanum et capitulum ecclesie Suessionensis, coram ballivo Silvanectensi, peticionem suam fecisset super proprietate justicie cheminorum, viarum territorii et pertinenciarum ville de Ambleniaco, et in causa hujusmodi, post factam ostensionem, lis contestata fuisset, et, factis articulis hinc et inde, dicti prepositus, decanus et capitulum, dicentes se cartam nostram habere de qua se juvare volebant in causa predicta, cujus carte cognicio et declaracio ad nos seu curiam nostram solummodo pertinebat, obtinuissent dicto ballivo per litteras nostras mandari ut ipse dictam causam, quoad dictam cartam et ea que tangunt eandem, curie nostre remitteret, et dictas partes adjornaret super hoc ad diem ballivie Silvanectensis novissime preteriti parlamenti; dictisque partibus ad diem predictam, sicut premissum est, adjornatis, prout de dicto adjornamento curie nostre constitit, per rescripcionem prepositi Petre-Fontis, ad hoc a dicto ballivo deputati, dictus Bernardus, qui ad dictam diem non presentavit se, positus in defectu fuisset, et, super veritate dicti defectus, ad instanciam dictorum prepositi, decani et capituli, iterato adjornatus fuerit ad diem ballivie Silvanectensis parlamenti presentis, prout de dicto adjornamento curie nostre constitit per rescripcionem dicti prepositi Petre-Fontis, ad hoc a dicto ballivo seu ejus locum tenenti deputati, nec se presentaverit ad diem predictam, et reputatus fuerit defectivus; procuratore dictorum prepositi, decani et capituli, in curia nostra comparente, et instanter petente dicti defectus utilitatem sibi adjudicari: Visis adjornamentis, defectibus et processibus

[1] Lisez *ab*.

PHILIPPE IV, 1312. antedictis, per arrestum nostre curie, dicti defectus utilitas, considerato statu cause predicte, declarata et adjudicata fuit preposito, decano et capitulo predictis, videlicet quod dictus miles omnino cadit a dicta peticione sua, et super ea de cetero non audietur.

Veneris post Sanctum Gregorium.

XI. Cum Nichasius Hanequin, de Cluseres, Maria, ejus uxor, et Marota de Capi, eorum ancilla, pro suspicione mortis cujusdam valeti, vocati Guillelmi l'Escuier, de Monte-Pessulano, capti fuissent et in Castelleto nostro Parisiensi diu detenti, et, ad sciendum veritatem super facto predicto, plures processus facti fuerint contra ipsos, tam per testes quam alias, prout fuit racionabiliter faciendum, et finaliter nichil inventum fuerit super hoc contra ipsos, predicti Nichasius, uxor, et ancilla, a predictis sibi impositis, per curie nostre judicium, totaliter absoluti fuerunt, et precepit curia nostra quod ipsi, una cum Cassino et Eudeta, minoribus liberis dictorum conjugum, cum eis existentibus, liberentur et permittantur abire, quodque bona eorum, si propter hoc teneantur, deliberentur eisdem, cum fructibus exinde levatis.

Veneris predicta.

XII. Philippe, par la grace de Dieu, roys de France : Nous faisons assavoir a touz, presenz et a venir, que, comme li habitant de la ville du Puy se complainsissent de noz genz, et deissent que, avant que li pariages fust faiz de nous et de l'evesque dou Puy, il avoient certaine mesure a ble en la ville dou Puy, a la quelle chascun bourgois, clers et autres habitanz en la dite ville prenoient l'exemplaire de la mesure ajustee, et celle avoient en leur maison, a la quelle il vendoient et achatoient franchement senz nulle redevance ou coustume paier ne devoir a seigneur ne a aultre, mais de nouvel, puis le dit pariage, noz genz et dou dit evesque ont ordene mesures nouvelles autres que les anciennes, et mise certaine imposicion sus le ble qui sera venduz ou achatez en la ville dou Puy, et les mesures

mises en certain lieu ou il convient apporter le ble, pour mesurer la, quant il est venduz ou achatez, et en autre lieu non, ne a autres mesures. PHILIPPE IV, 1312.

Si requeroient que cette nouvellete de ces mesures et la nouvelle imposicion fust ostee, et que ausint franchement comme il et li autre forain, venanz marcheander en la dite ville, soloient vendre et mesurer franchement le puissent faire : Oyes les raisons proposees sur ce d'une partie et d'autre, il fu ordene sur ce, par nostre court, o grant deliberacion, que les mesures anciennes a ble qui soloient estre en la dite ville, ou, se elles ne povent estre trouvees, au plus pres semblables que les anciennes soloient estre en icelle ville, seront mises en la dite ville, c'est assavoir de setier, de mine et de boissel, et celles, en lieu commun ou l'en ha ordene le marchie dou ble, si seront mises et ajustees de pierre, aus quelles mesures cil qui amenront leur ble au jour dou marchie et voudront mesurer a icelles mesures, ou a autres jourz, se il mesurent a icelles mesures, li achaterres et li venderres devront et paieront dou setier un denier tournoys; c'est assavoir li achaterres maille et li venderres maille, et de la mine il paieront une maille; c'est assavoir li venderres une Poitevine et li achaterres une Poitevine, et dou mains, nient.

Et si est a entendre, quar quicunques voudra prendre mesure ajustee a icelle par la justice commune a nous et a l'evesque, ou par celui a cui elle sera baillee a garder pour ajuster, la justice li est tenue a baillier ajustee et seignee de nostre seing et de l'evesque, et celle mesure ainsint prise de un ou de pluseurs, ou de ceuls a qui il plaira a demorer en la dite ville, il pouet vendre son ble, et mesurer en sa maison, par lui ou par sa gent, se il plaist a luy et a l'achateur, franchement, senz nulle redevance ne imposicion paier, et senz dongier et senz amende dou seigneur.

Et se il ne plaisoit a l'achateur ou au vendeur a mesurer a la mesure dou dit vendeur, ajustee et seignee si comme desus est dit, et il pleust a euls deus, ou a l'un de euls, aler mesurer a la mesure dou marchie, ou envoyer querre la mesure de la dite ville et le me-

PHILIPPE IV. 1312.

sureour, il paieront la dite imposicion ausint comme se il avoient mesure le dit ble ou marchie et a la mesure dou marchie.

Item, il fu ordene, pour ce qu'il est crie que chascuns porte son ble au marchie pour vendre et pour mesurer a la mesure dou marchie, que quicunques forains ameinne ble en la dite ville au jour dou marchie, il est tenuz dou mener en la place dou marchie et non mie a autre jour, et le puet mesurer, se il lui plaist, ou se il plaist a l'achateur, a la mesure dou marchie, et paieront le denier dou setier, et de la mine, la maille, se il est mesurez a celle mesure, si comme dessus est dit; et se il leur pleist, dou commun assentement de euls deus, de porter ble vendu a la maison de l'achateur pour mesurer a sa mesure, qu'il aura prise de la justice ajustee et seignee, faire le povent senz amende et senz dongier dou seignour et senz imposicion paier.

Item, il fu ordene que cil qui oront leur ble en leurs greniers, se il leur plaist, il le povent vendre en leurs greniers senz mener au marchie, et le povent mesurer a la mesure qu'il aura prise de la justice par lui ou par sa gent, se il plaist a l'achateur, et, se il ne plaist a l'achateur, il sunt tenuz de mesurer a la mesure dou marchie, ou envoyer querre la mesure et le mesureur de la dite ville, a toute sa mesure d'icelle ville, et lors il sunt tenuz a l'imposicion paier, si comme desus est dit.

Item, il disoient que, en la ville dou Puy, souloit avoir certaines aunes, c'est assavoir aunes pour les bons draps, aunes pour les bureaus, et autres aunes pour les toilles, et que l'en leur ha ostees ces aunes et mises nouvelles; si requeroient que cette nouvellete leur fust ostees, et que leurs aunes anciennes leur fussent rendues:

Oyes sur ce les raisons des dites parties, il fu ordene que en la ville dou Puy n'aura que une aune pour bons dras et pour bureaus et pour toilles, c'est assavoir la plus grant des aunes qui soloit estre au dras avant le pariage, la quele sera faite de fer pour exemplaire et mise par devers la justice pour exemplaire, et quicunz voudra avoir aune pour vendre ou pour achater en la dite ville, il la vendra prendre et ajuster a la justice, et la justice li est tenue a

baillier toute ajustee et seignee; et ce fait, a celle aune, quicunques la prendra, il pourra vendre, achater et auner senz nulle redevance paier, et qui autrement le fera, il l'amendera a la justice. PHILIPPE IV, 1312.

Item, il se plaignient d'une hale qui est faite en une place qui est en la dite ville, la quele place, si comme il disoient, estoit aysance au commun de la dite ville, et disoient que celle hale est fermee en telle maniere que il n'i povent entrer ne mettre leurs chevaus, ne leurs denrees, laquele chose est ou grant prejudice de la dite ville et dou commun, et ha fait faire la justice commune estaus en la dite halle dont li voulent contraindre les marcheanz de porter leurs denrees et de louer leurs estaus ou de paier certaine imposicion qu'il mettent sus leurs denrees, la quelle chose est en leur grief et en leur grant prejudice, si comme il dient : Oyes sur ce les raisons des dites parties, il fu ordene par nostre court que la halle ne se mouvra, quar c'est commun profit aus demouranz et habitanz, et quicunques voudra mener et apporter ses denrees en la dite halle par son gre et par sa volente, faire le pouet, et qui apporter ou amener ne les voudra, nuls n'en sera contrainz, et, se aucuns y amenoit ble pour vendre, et il fut mesure a la mesure dou marchie, en paiant l'imposicion mise, c'est assavoir un denier de setier, et de la mine maaille, et dou mains, nient, selon ce qu'il est ordene par desus, il ne payeroit point d'autre redevance pour chose qu'il eust son ble descendu en la dite hale; et sera mande au seneschal de Biau-Quaire que, de ceuls qui voudront amener et mettre leurs denrees en la dite hale, comme drapiers, peletiers, sueurs, tanneurs, panetiers, et toutes autres manieres de marcheanz qui voudront louer leurs estaus a annee ou par semaine, ou vendre en la dite hale senz louer estaus en paiant leur tonli, tel comme il sera ordene par le dit seneschal, que tels manieres des marcheanz la justice commune reçoive a mettre leurs denrees et leurs marchandises en la dite hale; et pour mettre pris convenable sur les estaus et sur le tonli, senz grevance des bonnes genz, li dit seneschal se enformera par bonnes genz dignes de foy au mieuz et au plus diligemment que il pourra; et, l'or-

PHILIPPE IV, 1312. denance ainsi faite des estaus et dou tonli, quicunques en voudra prendre et louer par le pris et la taxacion faite, il en aura, et autrement nuls n'i est tenuz de mettre ne de amener, ne apporter ses denrees. En tesmoing de la quele chose nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes lettres. Donne a Paris, en nostre parlement, l'an de grace mil trois cens et douze, ou moys de marz.

XIII. Cum propter abhominaciones et errores Templariorum contra fidem catholicam in eis repertos, eorum ordo, nomen et habitus fuerint in perpetuum nuper in generali concilio Vienne, per apostolicam sedem omnino sublati, et, domino Rege presente, instante atque requirente bona dictorum Templariorum seu eorum ordinis, que, pia devocione fidelium, pro Terre Sancte obsequio, destinata fuere, per eandem sedem apostolicam Magistro et Fratribus Hospitalis Sancti-Johannis Iherosolomitani ac eorum ordini, pro predicte Terre Sancte subsidio, concessa fuerint in perpetuum et in eos translata, per eos habenda, tenenda et perpetuo possidenda eo statu et jure quibus dicti Templarii ea possederant, cum omnibus honoribus et oneribus, juribus ac pertinenciis bonorum ipsorum, salvis ipsi domino Regi, prelatis, baronibus, nobilibus et personis aliis regni Francie, juribus quibuscumque, que in bonis predictis quomodolibet ipsi et eorum quilibet habebant, tempore quo bona ipsa prefati Templarii possidebant; dictus insuper dominus Rex fratrem Leonardum de Thibetis, fratrem ordinis dicti Hospitalis, procuratorem generalem Magistri, Fratrum et ordinis ejusdem, ac ad nanciscendum possessionem dictorum bonorum Templariorum quondam specialiter constitutum, petentem et supplicantem, investivit de bonis eisdem in regno Francie existentibus, et eum in possessione misit eorumdem nomine ordinis Hospitalis predicti, cum omnibus honoribus et omnibus juribus et pertinenciis bonorum ipsorum, et salvis ipsi domino Regi, prelatis, baronibus, nobilibus et personis aliis regni Francie, juribus quibuscumque, que ipsi domino Regi, seu dictis prelatis, baronibus, nobilibus et personis aliis regni Francie, tempore quo

dicti Templarii ea possederunt, quomodolibet pertinebat, ut bona ipsa Magister, Fratre. et ordo predicti habeant, teneant et possideant, et eis fruantur, eo statu et jure, quantum ad se et alios attinet, quibus dicti Templarii habuerant et possederant bona ipsa, tempore quo, propter errores predictos, in regno Francie capti fuerunt et per Ecclesiam ceptum fuit contra eos procedi; investituram vero, missionem in possessionem, tradicionemque bonorum predictas, modo et forma predictis, dictus dominus Rex fecit per eum expresso procuratori predicto quod, de bonis predictis fiant et ministrentur expense Templariorum qui, racione dictorum errorum, per disposicionem Ecclesie capti tenentur seu tenebuntur, ac similiter expense que fient, racione processuum dicti negocii fidei contra personas singulares Templariorum, auctoritate apostolica, faciendorum, et quod mobilia, fructus, obvenciones et redditus bonorum predictorum, deductis suis oneribus et eciam expensis quas oportebit fieri pro eisdem regendis, administrandis, colligendis et custodiendis, ad obsequium Terre-Sancte negocii fideliter convertantur; forma igitur et modo supra-scriptis, et prout dominus Rex supra expressit, procurator predictus premissa acceptans nomine Magistri, Fratrum et ordinis predictorum, investituram, missionem in possessionem, tradicionem et deliberacionem bonorum predictorum a domino Rege recepit, quare dictus dominus Rex precepit quatinus bona predicta et eorum possessionem realem senescalli, ballivi, ceterique justiciarii ipsius domini Regis, quilibet prout in suis districtibus seu ressortis existunt, bona ipsa plenarie tradant, deliberent, tradi et deliberari faciant dictis Magistro, Fratribus, seu prioribus provincialibus, administratoribus seu procuratoribus eorumdem, et eos bonis predictis et eorum possessione, quantum ad eos pertinet, gaudere faciant plenarie, eo statu, modo et jure quantum ad se et alios quibus, ut dictum est, olim Templarii predicti, tempore predicto, eisdem bonis gaudebant, quibuslibet injustis occupatoribus seu detentatoribus bonorum ipsorum de plano, vocatis partibus et auditis, inde, prout racio suadebit, amotis; dando prelatis, baronibus, nobilibus et personis quibusli-

PHILIPPE IV, 1312.

PHILIPPE IV, 1312. bet regni Francie, per litteras que dictis justiciariis super hoc dirigentur, in mandatis ut ipsi in premissis et ea tangentibus eisdem justiciariis domini Regis pareant efficaciter et intendant.

Mercurii post Annunciacionem Dominicam.

XIV. Philippus, etc. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum in Aurelianensi civitate litterarum studium in utroque jure, ac presertim in jure civili, laudabiliter viguerit ab antiquo, et ad presens, Domino faciente, refloreat, nos ipsum Aurelianense studium, ex hoc et aliis condignis consideracionibus, prerogativa gracie specialis, volumus oportunis confovere favoribus et specialibus presidiis communire, ut, quanto utilioribus fuerit directionibus stabilitum, tanto commodius, laudabilius et uberius docentes et studentes, ibidem edificare valeant ad profectum; cum igitur sanctissimus pater, summus pontifex, inter cetera statuerit ut de bonis doctorum et scolarium Aurelianis studencium, qui decesserint intestati, vel rerum suarum ordinacionem alii non commiserint, taliter disponatur, non obstante contraria consuetudine vel abusu, videlicet quod episcopus Aurelianensis, qui pro tempore fuerit, et unus de doctoribus, recipientes omnia bona defuncti et ea in tuto loco et ydoneo deponentes, statuant certum diem quo illius obitus in patria sua valeat nunciari, et illi ad quos bonorum suorum erit successio devoluta, possint ad civitatem accedere prelibatam, vel ydoneum nuncium destinare, et, si venerint vel miserint, restituantur eis bona hujusmodi, cum cautela que fuerit adhibenda; si vero non comparuerint aliqui, extunc dicti episcopus et doctor bona ipsa, pro defuncti anima, prout expedire viderint, erogabunt; nisi forsan ex aliqua justa causa venire vel mittere nequiverint successores, et tunc in tempus congruum erogacio diferatur; ceterum, ut prefatum studium in majori quiete refulgeat, cum ubi regnat quies, ibi salus existat, episcopus Aurelianensis sic delinquencium castiget excessus, quod scolarium servetur honestas et maleficia non remaneant impugnita; innocentes autem, occasione delinquencium nullatenus ca-

piantur, nec bona detineantur eorum, sed si contra quenquam suspicio fuerit exorta probabilis, is honeste detentus, prestita caucione ydonea, cessantibus carcerariorum exactionibus, dimittatur; quod si forte tale crimen commiserit quod incarcerari sit opus, episcopus culpabilem tenebit in carcere; scolastico Aurelianensi proprium habere carcerem penitus interdicto; nullus quoque scolaris pro contracto debito capiatur, sed neque episcopus aut officialis ejus sive scolasticus a doctore vel scolari penam pecuniariam, pro excommunicacionis emenda vel alia qualibet censura requirat; per hec autem que premissa sunt, dictus summus pontifex specialiter expressit se non intendere juridictioni nostre in aliquo derogare, sed ea, in quantum a nobis dependent, nostre approbacionis et voluntatis arbitrio reservavit. Nos igitur premissa omnia et singula, quantum ad auctoritatem et jurisditionem ecclesiasticam pertinent, a quoquam justiciariorum vel subditorum nostrorum impediri vel infringi modo quolibet inhibemus; quatenus vero jurisdictionem, seu regiam auctoritatem nostram premissa et eorum quelibet tangunt, seu pertinent ad eandem, eadem, quantum ad intestatorum bona decedencium scolarium et doctorum graciose, concedimus doctoribus et scolaribus, qui nunc sunt vel erunt pro tempore in studio supradicto, per manum exercenda prepositi nostri Aurelianensis, modo et forma in episcopo Aurelianensi superius expressis, eidem preposito adjungendo, in hujusmodi doctore defuncti predicti; statuentes, quantum ad nos pertinet, ne innocentes, occasione culpabilium, molestentur in personis, vel bonis, nec quis doctor vel scolaris pro debito capiatur, vel in carcere detineatur pro crimine, qui caucionem ydoneam prestare paratus existat, nisi criminis gravitas id exposcat, et tunc in carcere, qui cedat ad securam custodiam non autem ad penam, victusque ministretur capto decenter, secundum qualitatem criminis et persone; semper insuper ubi liquebit de crimine, micius agatur cum doctore vel scolari certam penam injungendam, emendam vel mulctam, quam cum alio ageretur, quamdiu spes de emendacione seu correctione persone racionabiliter possit ha-

PHILIPPE IV, 1312.

PHILIPPE IV, 1312. beri; doctores insuper et scolares, pro talibus detentis instantes, pacientur, audiantur favorabiliter, et honeste tractentur; sic quod quisque percipiat graciam et favorem, quibus in quantum fieri possit sine offensione justicie, volumus affici ad doctores et scolares eosdem. Ut autem premissa rata stabiliaque perseverent, nostrum presentibus jussimus apponi sigillum. Actum in abbacia regali Beate-Marie, juxta Pontissaram, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, mense julii.

XV. Philippus, etc. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum in Aurelianensi civitate litterarum studium in utroque jure, ac presertim in jure civili, laudabiliter viguerit ab antiquo, et ad presens, Domino faciente, refloreat, nos ipsum Aurelianense studium, ex hoc et ex aliis condignis consideracionibus, prerogativa gracie specialis, volumus oportunis confovere favoribus, et specialibus presidiis communire, ut, quanto utilioribus fuerit directionibus stabilitum, tanto commodius, laudabilius et uberius docentes et studentes ibidem edificare valeant ad profectum. Cum igitur sanctissimus pater, summus pontifex, inter cetera statuerit ut scolasticus quilibet Aurelianensis, coram episcopo Aurelianensi, vel de ipsius mandato in capitulo Aurelianensi, vocatis ad hoc et presentibus duobus solum doctoribus ejusdem studii, in sua teneatur institucione jurare quod, ad regimen decretorum et legum, bona fide, loco et tempore, secundum statum prefate civitatis, non nisi dignis licenciam largietur, nec admittet indignos, personarum et nacionum accepcione subtracta, ante vero quam quenquam licenciet infra tres menses a tempore petite licencie, tam ab omnibus doctoribus utriusque juris in civitate presentibus, quam aliis viris honestis et litteratis, per quos veritas sciri possit de vita, sciencia, necnon proposito et spe proficiendi, ac aliis que in talibus sunt requirenda, diligenter inquirat, et, inquisicione sic facta, quid deceat, quid expediat, det vel neget, bona fide, licenciam postulatam; doctores autem decretorum et legum, quando incipient legere, pres-

tabunt publice juramentum quod, super premissis, fideliter testimonium perhibebunt; scolasticus eciam jurabit quod consilia doctorum, seu deposiciones eorumdem, in malum ipsorum nullatenus revelabit, neque pro licenciandis baccalariis, juramentum, vel obedienciam seu aliquam exigat caucionem, neque aliquod emolumentum, seu promissionem recipiat, pro licencia concedenda juramento superius nominato contentus; ceterum, illi qui in civitate predicta examinati et approbati fuerint, ac docendi licenciam obtinuerint, ut est dictum, extunc, absque examinacione vel approbacione alia regendi et docendi ubique, in facultate illa in quam fuerint approbati, plenam et liberam habeant facultatem nec a quoquam valeant prohiberi; nos igitur volentes favoribus, beneficiis ac privilegiis regiis, ob honorem Dei utilitatemque publicam, dictum prosequi studium, ac doctores et scolares studentes ibidem, quatenus ad nostram auctoritatem regiam premissa pertinere noscuntur, eadem graciose concedimus doctoribus et scolaribus in civitate predicta studentibus, presentibus et futuris, et regia auctoritate fulcimus, inhibentes omnibus et singulis justiciariis, et aliis dictioni nostre subjectis, ne super premissis contrarium attemptent, nec quid ex eis impediant, nec in eis vel aliquo premissorum a quoquam contrarium attemptari, vel impedimentum apponi permittant. Ut autem premissa rata stabiliaque perseverent, presentibus nostrum jussimus apponi sigillum. Actum in abbacia regali, juxta Pontissaram, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, mense julii (104). PHILIPPE IV, 1312.

Aliam litteram, dictis doctoribus concessam, que incipit : Philippus, etc. Cum ex juxtis, racionabilibus et honestis, etc. invenies supra proxime octavo folio. [P. 559.]

XVI. Ballivo Aurelianensi, salutem : Ut doctores et scolares Aurelianis studentes, quos ex intimis cordis nostri prosequi volumus favoribus et affectibus graciosis, quamdiu, secundum ordinacionem nostram, in dicto studio laudabiliter se habebunt, tanto vehemencius se valeant imbuere moribus et litterarum scienciis ad salutem,

PHILIPPE IV, 1312.

quanto viderint efficacius nos intendere ad faciendum ipsis a nobis concessa privilegia firmius observari, volumus et mandamus tibi quatinus, palam et publice, in loco ubi, Aurelianis, jus consuevisti reddere, presentibus doctoribus supradictis qui adesse voluerint, predicta privilegia nostra, que in litteris nostris patentibus continentur, jures te, prout a nobis concessa sunt, firmiter servaturum, quodque doctores et scolares ipsos manu tenebis, custodies et defendes, prout ad te pertinet, et tractabis favorabiliter, quantum honeste ac sine offensione justicie, salvoque honore nostro, ac salvis ordinacionibus nostris, circa regimen ipsorum factis, poterit fieri bono modo (105).

XVII. Item eidem : Cum, pro subditorum nostrorum tranquilitate et pace, delacionem armorum per totum regnum nostrum fecerimus solempniter prohiberi, quia tamen id, quod specialiter injungitur, debet studiosius observari, ne quis in fraudem, commorans in loco facte prohibicionis hujusmodi, se velit super hoc per ignorancia excusare, mandamus tibi quatinus, receptis presentibus, per totam villam Aurelianensem, ex parte nostra, edicto publico, delacionem armorum facias prohiberi, et eciam ensis et gladii cujuscumque, nisi sit viator peragens iter suum, et, contra transgressores prohibicionis predicte, diligenter et studiose procedens, quantum ad te potest racionabiliter pertinere, ipsos transgressores, armis eorum nobis commissis, emendis punias condignis, prout facti qualitas id exposcet, per te, cum effectu, levandis, et nostris racionibus applicandis, ut saltem, punicionis hujusmodi timore perterriti, subditi nostri a talibus insolerciis arceantur, requirens Aurelianensem episcopum, ex parte nostra, ut ipse prohibicionem similem clericis sibi subditis faciat, prout ad ipsum noverit pertinere, et quod ipse, ad punicionem dictorum clericorum, subditorum suorum, dictam prohibicionem non servancium, taliter, previa racione, procedat quod, in sui negligenciam vel defectum, non oporteat aliud super hoc via racionabili remedium adhiberi.

XVIII. Item ballivo et preposito Aurelianensibus : Cum datum sit nobis intelligi quod cives Aurelianenses, qui corpus et communiam non habent, sepe et sepius, pro sue libito voluntatis, faciunt inter se congregaciones et tractatus communes, non servata forma per privilegium nostrum eis ab antiquo concessa, quomodo et qualiter ipsi inter se debeant congregari pro negociis communibus dicte ville, mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus diligenter super hoc intendentes, non permittatis quod dicti cives in hujusmodi faciant aliquid vel attemptent contra dicti privilegii nostri tenorem, illos qui contra fecerint condignis punientes emendis. PHILIPPE IV, 1312.

XIX. Item eidem ballivo, adjuncto secum Adam Boylli, milite : Significatum est nobis quod cives Aurelianenses, inter se et cum villis civitati Aurelianensi vicinis, quamdam nuper conspiracionem fecerunt, in prejudicium et dampnum doctorum et scolarium Aurelianis studencium, ac in derrogacione privilegiorum a nobis concessorum eisdem, et quamdam imposicionem unius oboli de libra fecerint per totam balliviam Aurelianensem, ad finem prosequendi dicte sue conspiracionis intentum ; quocirca mandamus tibi quatinus, adjuncto tecum ad hoc Adam Boylli, milite, vocatis qui fuerint evocandi, et omnibus quos hujusmodi tangit negocium, auditisque defensionibus eorumdem super predictis, et ceteris dicti facti circonstanciis, inquiratis vos duo, cum diligencia, veritatem, et inquestam, quam super hoc feceritis, nobis mittatis quamcicius, sub vestris fideliter inclusam sigillis.

Mercurii post Ramos Palmarum.

XX. Philippe, par la grace de Dieu, roys de France, a touz ceus qui ces presentes lettres verront, salut : Savoir faisons a touz que, comme il ait este trouve, par informacion sur ce faite de nostre commandement, que pluseurs extorsions et eutrageuses prises se soient faites et font encore de jour en jour en nostre Chasteleyt de Paris ; nous, eue sur ce deliberacion diligent avec nostre conseil, avons

Pasques fr. 1302. ordene eu ces present parlement, nus l'estat et les officiers don dit Chastelet, en la maniere que s'ensuit. Premierement, que les ennatenus don dit Chastelet, pour ce que il est trouvez par le dit informacion que ce est nostre domage et dou peuple de ce que il i sont, seront dou tout estes, et seront les examinacons faites selonc la maniere ancienne; c'est assavoir par nos notaires dou Chastelet qui seront soufisant a ce faire, ou par autres bonnes personnes, tiles comme le prevost et les auditeurs voudront, mais que il soient mis par leurs chiers, ou qui a ce seront esleu d'acort des parties, non contrestant lettres que il aient de nous, les quelles des maintenant nous rappellons et annullons; item, nous avons ordene que le prevost et les auditeurs dou Chastelet prendront pour eus tels chiers comme il voudront, et nostrout et asermont toutes les fois que il leur plaira, non contrestant ce que aucuns chiers aient de ce nos lettres, les quelles dou tout nous rappellons et anullons des maintenant; item, nous ordenons que, pour les exces et les grans extorsions que les officiers dou Chastelet ont fait et font tous les jours, que l'on en querra de ce, eus appellés, et cependant il seront soupendus de leurs offices; item nous ordenons que, pour les grans proces et enbrignanz, et les grans extorsions que font nostre Sires, chers dou prevost de Paris, les bailes, et fait de jour en jour, si comme il est trouve par la dite information, que dou maintenant il ne soient mie de non office, et fera l'en inventoire de tous ses biens, et puis l'en enquerra de son fait, parties appelees; item, nous ordenons que, pour ce que il i a plusieurs notaires moins soufisanz et de mauvese vie, si comme l'en dit, que l'on enquerra de ce, et estorast les commissiers a ce deputez, ceus qui tels seront et y mettra l'en bonnes personnes, et ceus contre qui les commissaires, qui a ce seront deputé, enquerront, il les soupendront tout premierement de leurs offices; item, nous ordenons que li auditeurs dou Chastelet ne puet ront nulle cause de heritage ne qui touche estat, ne confoisse de personne, ne des autres causes, fors de celles qui mouteront jusques a sexante sols ou en dessous; item, tous proces se pourront

faire devant les auditeurs, et quant il seront en point de jugier, il envoieront les proces devant le prevost pour jugier; item, se aucuns frivoles amendemenz sont demandez des jugiez des auditeurs, le prevost, sitost comme il verra que il seront frivoles, il renverra la cause devant l'auditeur de qui l'amendement sera demande. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes lettres, qui furent faites et donnees a Paris, en nostre parlement, le mardi, jour de feste Saint-Philippe et Saint-Jaque, apostres, l'an de grace mil troiz cenz et treze (106). PHILIPPE IV, 1313.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN PARLAMENTO OCTABARUM HYEMALIS FESTI BEATI MARTINI,

ANNO DOMINI MCCCXIII.

I. Cum, pro subvencione maritagii regine Anglie domino Regi solvenda, prepositus mercatorum aque Parisiensis gagiari fecisset hospites habitantes in terra Sancti-Eligii Parisiensis, racione summe super eos propter hoc imposite, priorque dicte ecclesie, proponens se esse in saisina tenendi et habendi dictos habitantes suos liberos et immunes ab hujusmodi et simili prestacione quacumque, privilegia sua, ad confortandum dictam saisinam suam, curie nostre super hoc exhibens, requireret quod, dicta causa pendente, gagia propter hoc capta super dictos habitantes redderentur vel recrederentur eidem; parte adversa plures raciones e contrario proponente, et sua judicata, arresta et litteras ostendente: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis privilegiis, judicatis et litteris exhibitis hinc et inde, per arrestum nostre curie dictum fuit quod de dictis gagiis, racione predicta captis, ex nunc fiet dicto priori recredencia cum ydonea caucione de solvendo subvencionem predictam, super dic-

Pentecôte 1er. non habitantes impositam, et ipsa prior succubuerit in causa predicta, et procedent ulterius dicte partes in causa predicta.
1260.

Lune post octabas Epiphanie.

II. Cum dilectis et fidelibus nostris magistris, presens tenentibus Parisius, parlamentum, significatum fuisset quod magister Guillelmus Boscelli, unus de clericis nostris reportatoribus inquestarum et processuum parlamentorum nostrorum, a pluribus personis pecuniam recepisset, pro dictorum processuum et inquestarum revelandis secretis, et, propter hoc, ad eorum requisitionem, per officiales Parisienses, ipsius ordinarium, captus fuisset, et ejus bona mobilia, Parisius existencia, saisita, facto certo inventorio de eisdem; ipsique nichilenus in facto hujusmodi ulterius procedi, nisi, scitis prius nostro super hoc voluntate, nobis factum hujusmodi per suas litteras intimassent; nosque mandavimus eisdem ut ipsi, ad dicti facti punicionem, quantum ad nos pertinet, justicia mediante, procederent taliter quod inde[1] caderet ceteris in exemplum: Tandem dicti magistri, super facto hujusmodi, tum per dicti Guillelmi confitemium quas ejus sufficienter informati, predictum magistrum Guillelmum et omni officio nostro imperpetuum privaverunt, ulpingenus quod ipsi dictum officium non intendebant impedire ipsius quin ejus de dicto Guillelmo et ejus bonis predictis, prout ad eum pertinet, fieret quod rationabiliter fuerit faciendum.

Veneris ante Cathedram sancti Petri.

In registratum est in rotulo hujus parlamenti (107).

III. Cum, super peticione cujusdam Geraldina de Bezeriis, nuper, in nostre fecit curia contra Philippum de Sancto-Floro, Albonetum et Guillelmum, ejus filios, racione ville de Talande, dicta Philippe et ejus liberi in gravandos adversum Bernhardum de Colia et Bertetum de Breilio, nullites, et, ad faciendum eisdem gravamina, super hoc dictos nullites adjornari fecissent ad diem ballivie Arvernie nostrorum presentis parlamenti, et in eodem parlamento fuissent publicati in de-

fecta et ad presens parlamentum iterato adjornati fuissent, tum super utilitate dicti defectus quam super garnadis petitis; comparentibus in curia dicto Geraldo pro se, ex una parte, et procuratore dictorum Philippe et ejus libertorum, ex altera, idem procurator contra predictos Bernardum et Henricum, in garnadis advisatos, qui se non presentaverunt, pecit ibi dari defectum, dictoque garnados iterato adjornari super utilitate dictorum defectuum, et ad ferendum dictum garnadum super peticione predicta, dicto Geraldo e contrario proponente tercium adjornamentum hujusmodi non debere alii concedi, et requirente quod dicta pars adversa compellatur ad tercium cum ipso procedere in causa predicta: Auditis igitur hinc inde propositis, et visis dicta adjornamenta et inuuper considerato quod dicti defendentes diligenter fuerunt in prosecucione dictorum adjornamentorum, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dictum tercium adjornamentum debitor contra garandos predictos ad diem balliviæ Arvernie faturi presentes parlamenti, cum intimacione quod, si ipsi ad dictum diem non venirent, tale dampnum super hoc reportarent, quod ad dictum diem per nostram fuerit curiam declaratum, et quod interim dicte cause principalis prosecutio teneatur in suspenso.

Mortua ante Cathedram sancti Petri.

Parlement IV, Pentecôte.

IV. Cum super peticione quam procurator nostre in balliviæ Arvernie in nostra fecit curia contra Durandum, dominum de Bourrassol, super alia et bassa justicia de Bourrassol, dictus Durandus in garandos advisatos Adam Bouilli, militem, Blancum, ejus uxorem, Egidium de Pouzilla, militem, Vadellum, ejus uxorem, Johannem Gaureau, militem, Perrotum de Langlee, filium quondam domine de Langlee, heredes, ut dicitur, defuncti Johannis le Latimier, quondam militis, et ad faciendum eidem garandum super hoc, personas superius nominatas adjornari fecisset ad diem balliviæ Arvernie novissime presentis parlamenti, et in eodem parlamento fuissent positi in defectum, et ad presens parlamentum iterato adjornati fuissent, tum super uti-

PHILIPPE IV. 1302. Idem dicit defectum quem super gravaminibus predictis, comparentibus in curia nostre dicte procuratore nostro, pro nobis, ex una parte, et dicto Durando, pro se, ex altera, idem Durandus contra predictos superius nominatos, in garandos advocatos, qui se non presentarunt, petiit sibi dari defectum, dictosque garandos iterato ajornari super utilitate dictorum defectuum, et ad ferendum dictum gravamen super petitione predicta, dicto procuratore nostro e contrario proponente tercium ajournamentum hujusmodi non debere sibi concedi, et requirente quod dicta pars adversa compellatur alterius cause ipso procedente in causa predicta: Auditis igitur hinc inde propositis, et visis dictis ajournamentis, et inseque considerato quod dictus Durandus diligens fuit in prosecutione dictorum gravaminum, per attestum nostre curie dictum fuit quod dictum tercium ajournamentum debitum contra garandos predictos ad diem bullitus Arvernie festum proximo parlamenti, cum intimacione quod, si ipsi ad dictum diem non venerint, tale dampnum super hoc reportarent quod ad dictum diem per nostrum fuit curiam declaratum, et quod interim dicte cause principalis prosecucio interhitur in suspensa.

Martio predicto.

V. Cum in causa quam Aymericus Sengliar, nunc miles, super impeticione matris sue, contra Johannem Forget intentaverat, in ea via motus, et super quo idem Aymericus contra dictum Johannem gagium duelli porrexerat, ipsa curia nostra dictum gagium amisse set, et preceperat in causa hujusmodi per viam probacionum procedi: et, pluribus dictum super hoc dictis partibus auditis, dictoque Johanne causam hujusmodi continue prosequente, et eodem Aymerico in pluribus defectibus super hoc existente, dictus Johannes super utilitate dictorum defectuum predictum Aymericum fecisset ajornari, dictum utilitatem, quam ipse petebat, expresseus inter cetera, videlicet quod idem Aymericus omnino caderet a prosecucione cause predicte, ipsumque Johannem esse absolutum a fide et homagio quibus ipse dicto Aymerico tenebatur, et insuper in usine

missum venisse dicto Johanni illa que dictus Aymericus ab eodem Johanne tenebat; dictaque curia nostra, per arrestum suum, pronunciasset quod dictus Aymericus, propter defectus predictos, omnino cecidit, nec admittetur de cetero contra dictum Johannem ad prosecutionem peticionis predicte, quodque idem Aymericus, super aliis duobus articulis superius expressatis, adjornaretur iterato ad parlamentum nostrum, cum intimacione quod, si ipse veniret, sive non, nichilominus curia nostra super hoc procederet prout videret racionabiliter faciendum; dictusque Aymericus, pluries et competenter et in pluribus parlamentis nostris, et finaliter in parlamento presenti, super utilitate predicta adjornatus, virtute litterarum nostrarum, expresse continencium utilitatem predictam a dicto Johanne petitam, nundum comparuerit, sed positus fuerit in defectu; dicto Johanne instanter petente dictorum defectuum utilitatem declarari, et sibi adjudicari; Reginaldo Senglier, domini Aymerici fratre, ex adverso petente quod, non obstante dicti Johannis peticione super utilitate defectuum predictorum, quoddam judicatum, pro se factum, per senescallum Pictavensem, contra dictum Aymericum, in causa applegiamenti et contraapplegiamenti mota inter dictos fratres super manerio quod dicitur la Barre-Senglier et pertinenciis ejusdem, mandaretur execucioni; dicto Johanne plures raciones e contrario proponente, et maxime quod dictus Aymericus erat in fide et homagio dicti Johannis de manerio predicto et ejus pertinenciis, et quod ipsi fratres dictam causam applegiacionis et contraapplegiacionis fraudulenter inchoaverant, in prejudicium dicte cause jam pendentis in nostra curia inter Aymericum et Johannem predictos: Auditis igitur hinc inde propositis, et visis processibus antedictis, processus et judicata, pro dicto Reginaldo, racione dictorum applegiamenti et contraapplegiamenti, habiti, tanquam in prejudicium dicte cause in curia nostra pendentis, facti, curia nostra totaliter anullavit, et eis non obstantibus, predictam utilitatem a dicto Johanne petitam, declaravit videlicet eundem Johannem absolutum esse a fide et homagio quibus ipse dicto Aymerico tenebatur, et insuper in com- PHILIPPE IV, 1313.

Pentecôte 1256. missum venisse eidem Johanni ea que dictus Aymericus ab eodem Johanne tenebat, et quod idem Johannes, de bonis que ipse a dicto Aymerico tenebat, vestiri ad fidem et homagium dominorum illorum a quibus debent teneri bona predicta, salvo dicto Reginaldo jure, si quod eidem ex persona sua competit in bonis de quibus dictus Aymericus erat in fide et homagio Johannis predicti.

Lune post Cathedram sancti Petri.

VI. Notum faciemus quod, cum contencio verteretur inter magistrum et fratres Domus-Dei Bituricensis, suo et dicte domus nomine, ex una parte, et homines et habitatores ac totum communitatem ville et parrochie de Nohanto, ex altera, super justicia ville et loco de voyeria dicte ville, ac parrochie de Nohanto, et quoddam judicatum, super hoc per Philippum Barbe, quondam ballivum Bituricensem, quod ex pro nobis in hujusmodi opinionibus, factum fuisset, ac postmodum ballivo nunc Bituricensi, predictas justicium et voyeriam pro nobis tenentis et explectancie, dicti magister et fratres, ex una parte, et homines et habitatores ac communitas, ex altera, super debato hujusmodi certas compromissarias eligissent, non vocata ad hoc ballivo et procuratore nostro Bituricensibus, dictique compromissarii quandam ordinacionem fecissent super hoc inter compromissarias predictas et easdem dictarum Domus-Dei ac ville procuratores nomine suo exhibentes, petierunt per ipsum nostrum curiam eisdem confirmari dictas ordinaciones, ne pro nobis in hujusmodi opponente: Tandem, dictarum Domus-Dei ac ville et communitatis predictis de Nohanto procuratores, nostro ballivo ac procuratore nostri Bituricensis in curia nostra presentes, debitum hujusmodi volentes fualitus terminari in forma que sequitur, unanimiter concordaverunt super hoc, videlicet quod, totaliter annullata dicti Philippi Barbe judicato, ac dictorum compromissariorum ordinacione predictis, dicti magister et fratres voyeriam dicti loci et jura ipsius, eo modo quo voyeria se gerere et debet extendere, pacifice possidebunt in futurum, omni alia justicia alta et bassa dicti loci apud nos remanente, eloquo eo quod dicti ma-

gister et fratres in ipsa justicia jus aliquod in futurum possint reclamare, salva semper eisdem magistro et fratribus voyeria predicta, et hoc salvo quod ipsi magister et fratres, pro constumis et redebenciis, sibi ab antiquo debitis, ibidem gagiare poterunt, prout hactenus consueverunt; item quod, pro laboribus et expensis quos dicti magister et fratres habuerunt et sustinuerunt in prosecucione dicti negocii contra villam predictam, dicti habitatores reddere tenebuntur eisdem magistro et fratribus, infra instans proxime festum Nativitatis Domini, sexaginta libras Turonenses, qui denarii implicabuntur in hereditagio, ad opus Domus-Dei predicte; quam concordiam, sic a dictis partibus in nostra curia recitatam et unanimiter concordatam, ipsa curia nostra acceptavit et approbavit, et habere voluit perpetui roboris firmitatem, salvo in aliis jure nostro et jure quolibet alieno. PHILIPPE IV. 1313.

Martis ante Cathedram sancti Petri.

Ista concordia est similiter inter cedulas istius parlamenti.

VII. Anno Domini millesimo trecentesimo tercio decimo, die octava marcii, Gilebertus, abbas de Becco-Heloyni, et frater Johannes de Sancto-Martino, procurator conventus dicti monasterii, ac frater Johannes dictus le Portier, prior prioratus de Confluencio, ad dictum monasterium de Becco-Heloyni pertinentis, presentes in curia nostra, et super hoc per nostram curiam requisiti, presente eciam procuratore domini Montis-Morenciaci, advoaverunt dictum prioratum de Confluencio, et, quantum ad ressortum et quantum ad gardam, nobis immediate subesse.

VIII. Philippus, etc. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos concordiam, inter partes infra scriptas factam, vidimus, continentem tenorem qui sequitur in hec verba:

Il est accorde entre le procureur, le chapistre monsieur Saint-Martin-de-Tours, d'une part, et le procureur le Roy en la baillie de Tourainne, d'autre, que l'emolument du naviage de la roupture du grant pont de pierre de Loyre de Tours, dont contenz estoit entre eux

PASQUES 1V, 1320. pour le temps passé jusques au jour de cest acort, traitié et ordené entre le bailif de Tours, pour le Roy, d'une part, et nostre Jehan de Chastiau-Renaut, chanoine de la dite eglise, pour le dit chapitre, d'autre, donnant tout quittemant a la refection du dit pont, sau reille reprecion que les dis doyen et chapitre en puissent faire et des ores en avant a tous jours mais, toutes fois que li cas y avendra, sans part par nostre, et en demorera la moitie a l'eglise nommee Saint-Martin, et l'autre a l'ouvre deu dit pont; et, a lever et recueillir celui emolument, le dit chapitre possessera une personne souffisant au bailif de Touraisne qui pour le temz sera, ou a son lieutenant a Tours, et le dit bailif ou son lieutenant fera jurer une personne que bien et loyaument il mettra le dit emolument, et distribuera par moitie, si comme deus est dit, sens en que l'une partie en ait plus que l'autre, et toutes fois que requerra y aura, toutes les personnes de la dite eglise, chanoines, chapelains, vicaires et clers et tous les sergens et menans d'icelle, et toutes leurs choses, comment que elles puissent estre nommees et especifiees, seront quites franchement sens rien paier, et sera mis le navaige et fait tous despens necessaires par commun, et le remanant sera devise par moitie, comme deus est dit, sauf le droit le Roy en toutes autres choses, et retenue la volente de la court. Deune de l'assentement Remi Paine, vicaire de l'eglise Saint-Martin et procureur de dit chapitre, souffisamment fonde, et du dit procureur le Roy en le bailie de Touraisne, les quels en furent jugies par nous Jehan, sires de Vaucelles, bailif de Tours, comme bailif, sour les usaus de nostre Raoul de Presau, clerc le Roy, le bailif devant dit et Jehan de Chastiau-Renaut, chanoine de la dite eglise, auditeurs deputez de la court a enquere et reporter la verite du contens deus dit, l'an de grace mil trois cens et trente, le diemenche apres la feste de la mi-aost.

Nos autem, ad requisicionem partium predictarum, dictas concordiam, prout superius est expressa, volumus, laudamus et nostre presencium approbamus et confirmamus, hoc tamen observato quod ille qui, stent premissum est, deputabitur ad levandum dicti navigii

emolumentum, semel anno quolibet hominum competentem et recipiendum legitimam tenebitur reddere de dictis emolumentis ballivo Turonensi et capitulo supradicto, vel illis personis quas ipsi ballivus et capitulum per se deputaverint ad dictum computum audiendum, salvoque in aliis jure nostro et jure quolibet alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, in parlamento nostro, anno Domini millesimo trecentesimo decimo tercio, mense marcii.

Isti concordiis est cum cedulis istius parlamenti.

IX. A tous ceux qui ces presentes lettres verront et orront, Guillaume de Hangest, conseiller nostre seigneur le Roy, salut :

Comme en une cause d'appel, lait du prevost de Paris a nos seigneurs et maistres de la court tenens le parlement, qui fu en l'an trois cens et onze, sur le default mes entre Regnaut Barbon, le jeune, et Garnier de Trumbley, bourgois de Paris, d'une part, et Adam le Quen, Macy Fiedoc, Estienne Bourdon, Johan de Trois-Molins et Raoul du Petit-Celier, pour eux et ou nom de leurs femes, d'autre part, pour cause de l'ascensement d'une maisse assise sus grant Pont a Paris, pris par les devant dits Regnaut et Garnier des devant nommes et de leurs femes, si comme il disoient, ou temps de la feuble nonnoie, pour le pris et la summe de cent et dis et huit livres Parisis, a rendre et a paier chascun an et a certains termes, et sus ce, les dites parties oyes en la cause de l'appel, dit fu, et par nos seigneurs de la dite court, le dit prevost mal avoit jugie et les appellaus bien avoit appellé, et que sus ce la court y mettroit atrempement, et, les dites parties oyes, elle feroit acomplissement de droiture; et ce ainsi fait et prononcie, comme deuss est dit, les devus nommes Adam le Quen, Macy Fiedoc et leurs autres compaignons devus nommes, eussent et aient emporte de nostre seigneur le Roy que, de grace especial, non contrestant l'arrest et la prononciacions de la dite court, que le procès qui, en la cause du dit

PARLEMENT DE 1263. appel, avoit este veu, semoi veus et examines derechief, la quele grace rapportee a la dite court et le dit proces veu derechief et diligemment examine par la vertu d'icelle grace, et eus eu certeine ordenance faite par la court, commande me fut en enjoint, de par ladite court, que ge Guillaume de Hangest, deus nommez, assevpan monsieur Yve de Landisaue, qui lors vivoit, pour la court et en nom de la court, les dites parties par devant nous appellees, leur deissiez et signifiessiez la dite ordenance que la court en avoit ins ce fuie, la quele estoit tele, c'ont asauvoir que les devant dis Regnaut et Guinier, leurs hoirs, leurs successeurs et ceus qui ont et auront cause de eulx ou de lite maison, paieront bonnement, perpetuelment et a tous jours, cent livres Parisis tant seulement chascun an pour cause de la prise et de l'ancensement de la dite maison, as personnes dessus nommees, a leurs hoirs ou a ceus qui de eulx ont ou auront cause, ou ou plus ne seront ne ne pourront estre tenu ne contraint pour la cause et pour la raison de la prise et de l'ancensement de la dite maison; sachant tuit que nous Guillaume de Hangest et monsieur Yve, deus nommez, au commandement de la dite court et pour elle, la dite ordenance en la forme et en la maniere que elle est deus dite et devisee, deymes et signifiames as dites parties, souffisamment presentes et comparens par devant nous. En tesmoing de ce j'ai mis mon propre seel en ces presentes lettres, qui furent faites, escriptes et seelees le mercredi apres la Chandeleur. l'an de grace mil treiz cens et douze.

Iste littere, de mandato curie, registrate fuit in libro arrestorum, anno Domini millesimo trecentesimo tercio decimo.

X. Cum magister Alexander de Homme certam peticionem in curia nostra fecerit, ad finem civilem contra Girardum Trigre et Richardum de Valle, burgenses Cadomenses, super eo quod que dicebat se, per eos vel ipsis procurantibus, impreciatum fuisse, et se ea hoc plura dampna et gravamina sustinuisse, prima pecunia gravamina et dampna sibi reddi et reservari; et a curia dicti burge-

ses, proponentes se, ad instanciam dicti Alexandri, super hoc alias impetitos fuisse, et diu propter hoc et pluries prisionem in Castelleto Parisiensi tenuisse, et hujus questionem, tam in dicto Castelleto quam in curia nostra, sufficienter deductam fuisse, ipsosque burgenses, post multos processus super hoc habitos, finaliter, tam per Parisiensem prepositum quam per curiam nostram, super facto hujusmodi deliberatos fuisse, pluribus racionibus pretenderent dictum Alexandrum super hoc ulterius non debere audiri : Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis pluribus litteris et processibus super hoc exhibitis hinc et inde, visaque deliberacione super facto hujusmodi alias facta, tam per prepositum Parisiensem quam per curiam nostram, pro burgensibus antedictis, curia nostra deliberacionem predictam, super facto predicto, pro dictis burgensibus, ut premissum est, factam, per suum judicium confirmavit, et super facto dicte impociacionis perpetuum imposuit silencium Alexandro predicto. PHILIPPE IV, 1313.

Lune in vigiliis beati Gregorii.

XI. Cum nuper, Parisius, in insula existenti in fluvio Secane, juxta pointam jardini nostri, inter dictum jardinum nostrum ex una parte dicti fluvii, et domum religiosorum virorum fratrum ordinis Sancti-Augustini Parisiensis, ex altera parte dicti fluvii, execucio facta fuerit de duobus hominibus, qui quondam Templarii existerunt, in insula predicta combustis, et abbas et conventus Sancti-Germani-de-Pratis Parisiensis, dicentes se esse in saisina habendi omnimodam altam et bassam justiciam in insula predicta, super hoc conquererentur, requirentes eorum indempnitati super hoc provideri; nos, volentes eorum juri super hoc providere, tenore presencium, declaramus quod nos nolumus, nec nostre intencionis existit, quod juri predictorum abbatis et conventus monasterii Sancti-Germani-de-Pratis, ex facto predicto, ex nunc vel futuris temporibus, prejudicium aliquod generetur. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro et jure in omnibus alieno.

PHILIPPE DE 1310. Actum Parisius, anno Domini millesimo trecentesimo tertiodecimo, mense martii.

XII. Cum abbas et conventus monasterii de Savigniaco, pro se et eorum famulis et hominibus, de tinctem religiosas teneantur, in exactis nostro conquesti fuissent super eo quod, ut ipse dicebant, propositus ville Cardonii, injuste et de novo et contra tenorem privilegii quorundam eis concessi ab inclite recordationis olim Henrico duce Normannie et comite Andegavensi, ipsos ingredebat et perturbabat in eorum libertatibus per dictum privilegium concessis eisdem, et in ipsorum usibus et usu dictarum libertatum, videlicet compellendo ipsos, infra terminos proprietatis sue, ad solvendum costumas de rebus et mercaturis eorum, asserendo easam et longum unum suum super dicta libertatibus pretendentes, et dictum eorum privilegium exhibentes, et requirerent impedimentum predictum, per eundem propositum super hoc eis apposituum, ausoveri, ita quod ipsi possent dicta asisia sua et longo uso suo, de non prestando dicta costumas de rebus et mercaturis suis pacifice gaudere; et e contra dictus propositus pluribus racionibus proponebat dicta conquerentes ad predictas costumas solvendas teneri, non obstantibus privilegio, asisiis et usu predictis; magister vero, dictum sue curiam tenentes, ad declarandum dictum privilegium auctoritate predictorum, dictas partes, super earum debato predicto, remiserunt ad presens parlamentum, cum privilegio autedicto: Tandem, auditis super hoc, in parlamento presenti, dictis partibus, et visis privilegio supradicto, ac auditis gencium nostrarum, negocium hujusmodi pro nobis prosequencium, confessione super dicta asisia et usu conquerencium predictorum, per servatum nostre curie dictum fuit quod predictum impedimentum, eisdem conquerentibus per dictum propositum in predicta, ut premittuum est, oppositum, amocebitur absque difficultate quacumque, et quod dicti conquerentes asisia sua et usagio suo predictis, de non solvendo costumas de rebus et mercaturis eorum gaudebunt et uzentur prout ipsi hactenus pa-

dere et uti contuerunt, quantum ad personas et loca ed que dictum privilegium se extendit.

Actum mense martii.

Similia arresta data fuerunt, videlicet pro priore et fratribus Domus Leprosarie Sancti-Nicolay juxta Bajocum et eorum hominibus in terra sua commorantibus;

Pro majore et hominibus ville de Falesia;

Pro majore et burgensibus ville de Vernolio, et pro Johanne, filio quondam Ranulphi, burgensis Cadomi;

Item, pro magistro et fratribus Hospitalis Sancti-Johannis Jerosolimitani et eorum hominibus.

Pasques 77. 1313.

XIII. Cum leprosi Sancti-Lazari Iherosolymitani, pro se et eorum hominibus et servientibus, in aucario nostro conquesti fuissent super eo quod, ut ipsi dicebant, propositus ville Cadomi, injuste et de novo et contra tenorem privilegii quondam eisdem leprosis, pro se et eorum hominibus et servientibus, concessi ab inclite recordacionis olim illustrissimo, rege Anglie, duce Normannie et Aquitanie ac comite Andegavensi, ipsos impediebat et perturbabat in eorum libertatibus pro dictum privilegium concessis eisdem, et in ipsorum asisina et usu dictorum libertatum, videlicet compellendo ipsos et eorum homines ac servientes predictos, infra terminos propositos sue, ad subvendum costumas de rebus et mercaturis eorum, usque ad hugum usagium unum super dictis libertatibus pretendentes, et dictum eorum privilegium exhibentes, et requirerent impedimentum predictum, per eundem propositum super hoc eis appositum, amoveri, ita quod ipsi possent dicta asisina uti et hugo uso uno, de non prestando dictas costumas de rebus et mercaturis suis, pacifice gaudere; et a contra dictos propositus predictus rationibus propositum dictum conquerentes ad predictas costumas tenori subendas, non obstantibus privilegio, asisina et usu predictis; magistri, vero dictum scacarium tenentes ad declarandum dictum privilegium nobiscum procedere, dictas partes super eorum debatis predictis remi-

Parlement de 1283. secuti ad presens parlamentum, cum privilegio antedicto; Tandem, auditis super hoc, in parlamento presenti, dicti partibus, et visso privilegio supradicto, ac multis gentium nostrarum, tam ecclesiasticarum quam aliarum, testimoniis, confessione super dicta sasina et usu conquerentium predictorum, per arrestum nostre curie dictum fuit quod predictum impedimentum, eisdem conquerentibus per dictum prepositum in predictis, ut premissum est, appositum, amovebitur absque difficultate quacumque, et quod dicti conquerentes sasina sua et longo usu sua predictis, de suo advenda constumas de consilibus rebus quas ipsi vel homines sui afferre poterunt pregrina sua esse vel hominum sui secundum curiam, gaudebunt et utentur, prout ipsi hactenus gaudere et uti consuevrunt, quantum ad personas et loca ad que dictum privilegium se extendit.

Actum Parisius, mense marcii.

XV. Cum magister et fratres domus Grandi-Montis de Berbrio. pro se et eorum hominibus, in scacario nostro coram[ti] fuissent super eo quod, ut ipsi dicebant, prepositus villa Cadomi, contra et de novo et maxime contra tenorem privilegii, pro se et pluribus eorum hominibus, sub certa forma et in certis ex specialibus locis quondam sua concessi ab inclite recordacionis olim Richardo, rege Anglie, duce Normannie et Aquitannie ac comite Andegavensi, ipsos impedisset et perturbasset in eorum libertatibus per dictum privilegium concessis eisdem, et in ipsorum sasina et usu dictarum libertatum, videlicet compellendo ipsos homines, infra terminos prepositure sue, ad solvendum constumas de rebus et mercaturis eorum, asinum unum et longum unum suum super dicta libertatibus pretendentes, et dictum eorum privilegium exhibentes, et requirerunt impedimentum predictum, per eundem prepositum super hoc eis appositum, amoveri, ita quod ipsi possent dicta sasina sua et longo usu sua, de suo prestando dictas constumas de rebus et mercaturis suis predictis gaudere, et a contra dictus prepositus pluribus racionibus propo-

neret dictos conquerentes de predictas contumas solvendas teneri, non obstantibus privilegio, saisina et una predictis magistri vero dictum senatorium tenentes ad declarandum dictum privilegium nolentes procedere, dictas partes super eorum debato predicto remiserunt ad presens parlamentum, cum privilegio autelicto: Tandem, audita super hoc, in parlamento presenti, dicta partibus, et viis privilegio supradicti et quodam judicato, per magistros scaccarii Rothomagenses tenentes, pro dicto fratribus dudum facto et statuto gencium nostrarum, negocium hujusmodi pro nobis prosequencium, confessione super dicta saisina et una conquerencium predictorum, per arrestum nostre curie dictum fuit quod predictum impedimentum, eisdem conquerentibus per predictum in predictis, ut premissum est, oppositum, amovebitur absque difficultate quacumque, et quod dicti conquerentes saisina sua et usagio suo predictis, de non solvendo contumas de omnibus rebus et mercaturis, quas ipsi poterunt assecurare, fide data vel prestito sacramento, quod eas vendunt vel emunt, gaudebunt et utentur, prout ipsi hactenus gaudere et uti consueverunt, quantum ad personas et loca ad que dictus privilegium se extendit.

PHILIPPE IV, 1302.

XVI. Cum homines de Lovingisio, tenentes de feodo de Retolio, in scacario nostro coequesti fuissent super eo quod, ut ipse dicebant, propositus ville Cadomensis, injuste et de novo et contra tenorem privilegii quondam eis concessi, ut dicebant, a tali ipsos impediebat et perturbabat in eorum libertatibus per dictum privilegium concessis eisdem, et in ipsorum saisina et usu dictarum libertatum, contra tenorem eisdem cujusdam judicati per ipsis in scacario nostro facti, videliset compellendo ipsos ad solvendum consuetumas de rebus et mercaturis eorum quas ipsi vendunt vel emunt in villa Cadomensi, asserans suum et burgum suum esse super dictis libertatibus pertendentes, et dictum eorum privilegium cum judicato predicto exhibentes, et requirrent impedimentum predictum, per eundem propositum super hoc eis apposittum, amo-

76

PHILIPPE IV. 1293. tari, ita quod ipsi possent dicta saisina et longo usu uza, de ea prætendere dictas constumas de rebus mercatoriis suis peticia, peticce gaudere; et e contra dictus perpositus pluribus racionibus propositum dictos homines ad predictas constumas advocatos inuri, non obstantibus privilegio, judicato, saisina et usu predictis; magistri vero dictum seacorium tenentes ad declarandum dictum privilegium solemnes procedere, dictas partes super earum debato predicto, cum eorum privilegio et judicato, remiserunt ad presens parlamentum. Quibus itidem personibus et dictum judicatum videntibus, cum ipsi dictum privilegium nosun non supertanxerit, nobis quoque gencium nostrarum, negocium hujusmodi pro nobis prosequencium, cedulemque super dictis saisina et usu hominum predictorum, cuius nostra percepit, ea quod ipsi dictum privilegium secus apertum ad dies dunctas Normannie fuisset percussus parliamenti, et tunc curia nostra, suo dicto privilegio, id quod racionabile fuerit super hoc ordinabit, et interim dicti homines saisina libertatis quam ipsi allegant, de non solvendo constumam de rebus et mercatura eorum quas ipsi vendunt vel emunt in villa Cadomensi, quibusdam per suffferencian, secundum tenorem judicati predicti.

Actum Parisius, mense martii.

XVII. Cum dominus Rex, per litteras suas patentes, magistro Johanne de Gisorcio, carpentario suo, magistrisi officium super omnes carpentarios habitantes Parisius concessisset, et ipse, virtute concessionis hujusmodi, uiteretur justiciare carpentarios et ceteros quodcumque de ligno artificium operantes, sub rejuncxeque domini temporali justicia commorantes, predicti domini et alii quamplures gravem super hoc curie nostre querimoniam detulerunt, pluribus racionibus requirentes revocari concessionem predictam; parte dicti magistri Johannis plures racione e contrario proponente: Facta igitur super predicta dicto domino Regi per curiam relacione, dicte dominus Rex concessionem predictam totaliter revocavit, facto remo, pro ipso domino Rege, retencione de jure quod ipse habere

dictur, Parisius, de habendo cognicionem et punicionem de omnibus delictis que a quibuscunque artificibus, in cujuscunque dominio, Parisius communorantibus, in eorum artificio committuntur.

Février 17, 1321.

Martis ante Ramos palmarum.

XVIII. Visis quibusdam articulis per errorem, ut dicebatur, factis inter episcopum Pictavensem, ex una parte, et senescallum ac procuratores nostros Pictavenses, ex altera, tranpositionem nostram necnon superioritatem et ressortum nostros expresse tangentes; in quibus articulis continebatur, inter cetera, quod dictus episcopus proponebat quod ipse, de suo et predecessorum suorum tempore, erat in minimis tenendi temporalitatem suam racione dicti episcopatus, ad eum pertinentem, cum omni justicia alta et basse dicte temporalitatis, et eam explectandi per se, absque ressortu et superioritate seu justicia qualicumque domini Regis, curia nostra dictos articulos et inquestum super eis factum, et quicquid ex eis extitit subsecutum totaliter anulavit, et dixit quod, si dictus episcopus in aliquo conqueri voluerit de senescallo predicto, ipse curia nostra, vocatis partibus, exhibitis evidenter juribus complementum.

Martis predicta.

XIX. Cum nos redditus, quos apud Meuillum-Mauzerii habemus, Richardo dicto Cors-Dumme, vicecomiti Vernoli, tradidemus ad firmam, pro quadraginta octo libris decem et septem solidis et octo denariis Turonensium, annui redditus, per mirandicionem de mandato nostro factam per balivum Caduosensem super vobre redditibus predictorum, et super Gaufridus de Argencio, scultifer, asseruit non in extimacione predicti dictorum redditiuum enormitas fuisse deceptus, dicto balivo obtulit se ultra dictam summam ipsius firme posturus dare viginti libras Turonenses per annum, requirens per iuramentum hujusmodi sibi tradi firmam predictam, cujus oblacionis protesta dictus balivus firmam eandem posuit ad manum nostram, super quo dictus Richardus enquerens

Parlem. II. diversum per dictum ballivum sibi super hoc apposituni petit amoveri; non vero super valore dictorum redditnum nichilominus, tertio veritatis partibus, acti veritatem, cancellentio tempore tradicionis predicte, et eciam super valore melioracionum factarum in dicta per Richardum predictum : Visis igitur per curiam nostram pluribus informacionibus super hoc factis, et auditis racionibus dictarum partium super hoc propositis hinc inde, plenius nobis quod dicta firma pro senagintis libris Turonensibus annui redditus remanet in perpetuum Richardo predicto.

Martis ante Ramos palmarum.

XX. Cum episcopus Lemovicensis nobis exponisset quod, licet ipse, tanquam dominus feodalis manum suam apponeret, in certa causa, et postmodum teneret in castris et castellariis de Combursio et pertinenciis eorumdem, et maxime in loco de Sadnaco cum ejus pertinenciis, tanquam nobili feodo eisdemet de castellania predicta ac extradendo ipsius episcopi, racione ecclesie Lemovicensis, nichilominus Bernardus Jordani, dominus de Insula, miles, dictum locum de Sadnaco, sine licencia et consensu dicti episcopi, vendidit Symoni Lachasanha, burgensi de Gelonis, insolvit petunt. et ipsius episcopi et dicte ecclesie suo prejudicium et dicti feodi sui diminucionem, propter quod maxime idem episcopus manum suam ibidem apposuisset tenebat; quodque ballivus Lemovicensis manus nostrum supra manum dicti episcopi apponeret in loco de Sadnaco predicto, impedendo ipsum episcopum super hoc, injuste et de novo, in ipsius episcopi et ecclesie sue prejudicium et gravamen et ipse dicebat, quare requirebat idem episcopus dictam manum nostram et dictum impedimentum, per eandem ballivum ac ipsius, amoveri ita quod ipse super hoc jure suo possit uti et gaudere; dicto ballivo plures racciones pro nobis super hoc e contrario proponente, et maxime quasdam convencciones inter gentes nostras ex una parte, et Guischardum de Combornio, militem, ex alia,

habitas, ut ipse dicebat, super jure quod eidem, racione Marie, uxoris sue, competere posset in vicecomitatu de Combornio, post obitum sororis ipsius Marie : Auditis igitur hinc inde propositis, et facta nobis, per curiam nostram, relacione de predictis, auditoque postea super hoc Symone predicto, qui se in hujusmodi opponebat, per arrestum nostre curie dictum fuit et dicto ballivo injunctum quod ipse ab impedimento predicto desistat, et manum nostram amoveat de loco predicto, ita quod dictus episcopus uti et gaudere possit super hoc jure suo. PHILIPPE IV, 1313.

Martis predicta.

XXI. Cum prepositus mercatorum Parisiensium, pro se et aliis civibus Parisiensibus, compelleret Ytalicos et Lumbardos, mercatores et campsores, Parisius commorantes, ad contribuendum cum dictis civibus in solucione subvencionum nobis a civibus Parisiensibus debitarum, tam pro maritagio regine Anglie, nate nostre, quam pro milicia regis Navarre, primogeniti nostri, super hoc nobis conquesti fuerint Paganus Barthelemi, de Pistoria, pro se et ejus sociis; item procuratores societatum de Lespine, de Florencia, des Bardes, des Perruches, de Lescale, de Lancelle, de Metebilot, necnon Lap Ardinguiel, de Florencia; item magister Andreas, de Guyniselle, A. Benedicto, du Bar, Opechin Seul, Bethe Maricon, Francisco Guenys, Guillelmo Faucon, Laude Rodolf, Huberto Ges, Nicholao Chenaille, Franco Carboillan, Toye-Saint-Toie, Quelluche Trente-Coste, Jacobo Bouque-Foe et Chenello Christofori, mercatoribus, ut dicitur, de Luca, a dictis personis, pro se et earum sociis, procurator constitutus, dicentes se et prenominatos ad contribucionem hujusmodi non teneri, pro eo maxime quod ipsi solvunt nobis de suis mercaturis denarium, obolum et pictam de libra, secundum tenorem convencionum habitarum inter ipsos et gentes nostras; racione quarum convencionum, concessimus eisdem speciale privilegium, per quod inter cetera, ipsos et eorum quemlibet perpetuo exemimus et liberavimus ab omnibus talliis, exercitibus, mutuis et imposicioni-

1311. Parlement IV. lun. quibuscunque, posterius, presentibus et futuris, que is ste ego nostrisque, per nos vel per burgenses quorumlibet locorum vel villarum nostri dominii sint imposita vel posita, seu que imponi nor vel petentur ab eis vel aliquo predictorum, nisi de ortoribus evalibus que pro rebus immobilibus a predictarum aliquo detentur, dictum privilegium nostre curie exhibentes; dicte prepatie mercatorum plures raciones e contrario proponente, et quedam jucdicta et arresta, contra Lorcanos et quosdam alios, pro se et dicta civibus, tam per curiam nostram quam per prepatie Parisienses, facta, super certis prestacionibus exhibitum; ad que predicti procuratores plures racones opponebant, et maxime quod, post omnia dicta judicata et arresta, concessum fuit eisdem privilegium auctoritate: Auditis igitur hinc inde proposicis, et visis privilegio, judiciis et arrestis predictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod presentati mercatores non compellentur ad contribuendum in subsidiis civibus predictis, et, si aliqua de bonis eorum propter hoc sunt ter, fuliebantur eisdem, salvo dictis civibus Parisiensibus jure super ipsis habendi, virtute dictorum judicatorum et arrestorum, contra illos contra quos data fuerunt judicata et arresta predicta.

Martis ante Ramos palmarum.

XXII. Cum Johannes Teisson, miles, curie nostre exhibens quam litteram sigilli nostre vicecomitatus Abricensis sigillatam, super donacione quam Henricus de Avalgor, miles, tempore quo uxorem vivebat, in matrimonio quod dicta Johannes contraxit cum Maria, dicti Henrici filia, fecerat eidem Johanni de duentis mina frumenti, redditus annui, ad certam mensuram et in certo loco a vicecomitatu Abricensi, certo tempore annuatim solvendis, quibusdam aliis condicionibus adjectis in donacione predicta, prout in dicta littera plenius continetur, litteram predictam requirent exercicii mandari, et inspeximus dictam litteram sub hac forma: Universis, ad quos presentes littere pervenerint, Johannes, miles, salutem, noverit; dicte domine plures racones e contrario proponente

et maxime quod ipse manum suam apposuisset tenebat in dicto red- PHILIPPE IV, dito propter defectum hominis, cum, ut ipse dicebat, dictus Jo- 1310.
hannes homagium, quod sibi, de consuetudine Britannie, pro dicto redditu tenebatur facere, non fecisset; dicta Johanna petens ei adverso proponente raciones, et maxime quod dicte douaciones contracte, secundum consuetudinem ducatus Normannie, in quo facienda est ipsius douacionis solucio, censuri debet et debuit, quodque, secundum dicti ducatus Normannie consuetudinem, pro dicte douacionis perceptione, nullum homagium est prestandum: Auditis hinc inde propositis, et vita litteris predicti, per testium nostre curie dictum fuit quod dicte douacionis contractus, inspectis condicionibus appositis in eodem, secundum consuetudinem ducatus Normannie, censebitur et deducetur et, secundum eam, dicta littera mandabitur executioni, et amovebitur impedimentum super hoc appositum per dictum antedictum.

Veneris ante Ramos palmarum.

XXIII. Senescallo Belli-Cadri, vel ejus locum tenenti, salutem: Dudum sd nostrum accedente presencium Ponce de Suciolis, de Monte-Pensulano, et nobis exponente quod quidam pirate de Janua, videlicet Branchu de Oria, quondam filius Baliensis de Oria, patruus cujusdam galee armate, Johannes de Salveto, Johannes de la Roche de Sauna, Jacobus Carle, Johannes Santini, et plures eorum complices in hac parte, dicta balas panorum, tres balas telarum, tres balas fili de Burgundia, duas tunas argenti, sex coclearia et plures alias res atque merces dicti Fontii, usque ad viginem mille et ducentarum librarum Turonensium, quas ipse, unus transfretandi in Sardiniam, in quadam galea Ayraudi Lorde Marcilliensis possuerat, nunc armata reperiuntur violenter, ipsum Ponciam de rebus et bonis hujusmodi spoliando; potestati, abbati, nuciatis et consuuni Januensium non semel nostram, sed per literatas plurium litterus nostras scripsimus, et eos sufficienter requisivimus per eundem ut, ipse dicte Ponce, vel ejus certo mandato seu procuratori, res et bona predicta, si

PHILIPPE IV. 1303. extarent, alias eorum valorem legitimum, facta prius eisdem fide legitime de premissis rentitui, dampnatoque, minus et expensas, que et quas eisdem Poncium incurrisse, premisorum occasione, contigerit, eisdem integre faciendi restitutio, et, licet eisdem presentis dicte litteris nostris, dictus Poncius seu ejus procurator sic plenam fidem faceret, vel se sentus fuisset, offerret legitime de premissis, ipsi tamen, nostris requisicionibus obsurditis, dictus ses et bona, seu valorem eorum, dicto Poncio restitui, dampnaque, minus et expensas predictas recuperari facere tenuisset recusarunt, et jus ipsi facere super hoc noluerunt, dictumque Poncium, nullis eidem si sic procurretur illatis propter hoc injuriis, gravaminibus seque dampnis, vocum super hoc remissionem, ex quibus dictos potentatum, abbatem, ancianos et communie fuisse in manifesto defectu non in dubium revocetur; propter quod supplicavit nobis humiliter dictus Poncius, qui, ex longo premisorum processione non mediocre sumptosus sed magnum devenisse se asseruit pauperiatum, licet autem tot bonis temporalibus habundaverit, ut eidem justicie debitum, prout ad non petitum, exactiones, contra dictos Januenses, jura tenerem convocacionum Nemausi factarum cum Januensibus et Pisanis mercatoribus, marchum concedere dignaremur; Nos igitur, dicti Poncii supplicationibus, prout debito possumus, annuentes, cum ipse de premissis omnibus plenam per instrumenta publica fidem carit cum testes fidem, ex quibus manifeste constat dictos Januenses fuisse et esse in manifesto defectu faciendi eisdem predictis mandamus volis quatenus illos de civitate Januensi et ejus manifeste, in ventre nemoralia existentes, de regno nostro expellatis, concesso tamen eisdem, secundum dictarum convencionum tenorem, treuas anni et quadraginta dierum spacio recedendi, infra quod dictis treuis anni et quadraginta dierum spacio recedendi, infra quod dictis sic ea, virtute dictarum convencionum, concessum, judicium faciata apud Nemausum et in aliis locis publicis veste nemoralia, prout ent in talibus fieri consuetum; si vero, post lapsum dicti temporis, Januenses predicti vel eorum ens sui bona, sub veste dictorum rep-

riri contigerit, vos eosdem, cum eorum bonis et rebus, capiatis et explectetis usque ad plenam et integram satisfactionem omnium premissorum. Actum Parisius, die mercurii, in vigilia Ascensionis Domini, anno ejusdem millesimo trecentesimo decimo quarto. PHILIPPE IV. 1313.

XXIV. Senescallo Belli-Cadri, vel ejus locum tenenti, salutem : Dudum ad nostram accedente presenciam Petro Martini, mercatore Montis-Pessulani, et nobis exponente quod, cum ipse, sive alius ad hoc deputatus ab ipso, decem et novem saccos lane, quinquaginta quinque quintallia ponderantes, et quinquaginta septem rotulos barbarescos, sexaginta unum quintallia ponderantes, ac eciam quinquaginta rotulos, valentes trecentas et septuaginta libras Januenses, apud Januam, in botigis Petri Amalrici et Mathei de Salicatis, deponi fecisset, deputati a potestate, abbate, ancianis octo sapientibus, tractatoribus mercansie consilio et communi Janue super facto rauberie, racione deverie Majoricarum, ceperunt res predictas ad manum predictorum Januensium, ea occasione quod dicebant res ipsas per partes Majoricarum transivisse, contra prohibicionem eorumdem super hiis factam, ipsum P. Martini de rebus et bonis hujusmodi spoliando injuste, cum, re vera, res predicte in portu Tunicii fuissent onerate, et deinde, recta via, ad portum Marsilie asportate, et inde ad civitatem Januensem supradictam, sine ingressu seu transitu per partes Majoricarum, prout de hoc sufficienter facta fuit fides Januensibus predictis, potestati, abbati, ancianis octo sapientibus, tractatoribus mercansie, consilio et communi Janue, non semel tantum, sed per iteratas litteras, tam nostras quam predecessorum vestrorum senescallorum Belli-Cadri, qui fuerunt pro tempore, scripsimus, et eos sufficienter requisivimus per easdem ut ipsi dicto P. Martini, vel ejus certo mandato seu procuratori, res et bona predicta, si extarent, alias eorum valorem legittimum, si premissa veritate niterentur, restitui, dampnaque, misias et expensas que et quas eundem Petrum incurrisse, occasione premissorum, constaret, integre facerent resarciri; et, licet eisdem presentatis dictis litteris nostris, dictus

PHILIPPE IV. 1305. Petrus seu ejus procurator eisdem plenam fidem faceret, vel se stitim factorum offeret legitime de premissis, ipsi tamen, nostra et dictorum senescallorum nostrorum requisitionibus obtemperare, dictorum senescallorum nostrorum requisitionibus obtemperare, dictum ens et bona seu valorem eorum dicto Petro restituit, dampnaque, missas et expensas predictus reasserit fieri coactus tribuitur restaurat. et ipse super hoc sibi facere noluerunt, dictamque Petrum, nobis eidem et suo procuratori illatis, propter hoc, injuriis, gravaminibus atque dampnis, vacuum super hoc remanserit; ex quibus dictus petentatum, ribatum, ancianus et communus fuisse et esse in manifesto defectu non in dubium revocatur; propter quod suppliciter nobis humiliter dictus Petrus. Et ceteris sicut supra.

Mercurii predicta.

XXV. Senescallo Bellicadri, vel ejus locum tenenti, salutem: Durum ad nostrum accedentibus presentiam Arnaldo Sapyayra et Petro Boyssoni, pro se et quibusdam aliis mercatoribus de Montepessulano, de Narbona et de quibusdam aliis locis carcassericis, et dicentibus quod, cum ipsi quandam terdidam, in portu Magicerum, pluribus mercimoniis onerassent, in regno nostri predicti exonerandum, dum dicta terida portum intrasset Aquarum Mortarum intrare vellet, Symon de Romanetz, de Janua, cum quibusdam complicibus suis, in quadam galea armata, positis navibus, in dictam teridam et nautam ipsius hostiliter irruentes, nautas dicte teride operant, et retro dorsum nautibus ligatis, aliquos torserunt de nobis, et dictam teridam, cum dictis mercaturis, reppererat et secum duxerant, usque ad valorem decem millium florenorum, et tribus post nautis dicte teride in quadam loco deserto quibusdam reliquerant, ipsos mercatores de dictis mercimoniis et bonis hujusmodi spoliando; potestati, capitaneo et communi Janue, non semel tantum, sed per tractatus litteras nostras scripsimus, et non sufficiunter requisivimus per eandem ut ipsis Arnaldo et Petro et aliis predictis mercatoribus, dictam teridam, cum rebus et bonis predictis, ut ceterent. alias eorum valorem legitimum, facta prius eisdem fide le-

gittime de premissis restitui, dampnaque, misias, et expensas que et quas eosdem Arnaldum et Petrum et alios mercatores predictos incurisse premissorum occasione constaret, integre facerent resarciri; et licet eisdem presentatis dictis litteris nostris. Et cetera ut supra. PHILIPPE IV, 1314.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN PARLAMENTO OCTABARUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCCXIV.

I. Anno Domini millesimo trecentesimo decimo quarto, die dominica ante festum Nativitatis ejusdem, frater Petrus de Bertecuria, canonicus regularis Sancte-Genovefe Parisiensis, de precepto magistrorum parlamentum tenencium, detulit et posuit in manu dicte curie quatuor paria litterarum, faciencium mensionem, ut ipse dicebat, de quibusdam composicionibus seu tractatibus habitis inter universitatem magistrorum et scolarium Parisiensium, ex una parte, et abbatem et conventum Sancti-Germani-de-Pratis, ex altera; et dicta curia easdem litteras recepit in presencia dicti abbatis ac magistrorum, per dictam universitatem ad hoc specialiter destinatorum; postea vero, dominica post dictam Nativitatem Domini, presentibus in curia nostra abbate predicto ac rectore dicte universitatis, curia nostra exhibuit eisdem et fecit legi dictas litteras, quibus lectis placuit ambobus quod curia nostra redderet dicto rectori unam de dictis litteris sigillis abbatis et conventus Sancti-Germani sigillatam, et dicto abbati alteram, sigillo dicte universitatis sigillatam, et quod alie due, sigillo domini Regis sigillate, que continent dictarum duarum litterarum, ut ipsi dicebant, tenorem, in deposito penes nostram curiam remanerent. Et ita factum fuit.

II. Anno Domini millesimo trecentesimo decimo quarto, die lune

PHILIPPE IV. 1294. ante lantum Nativitatis Domini, apud Vicenas, sibi dominus Rex ad dictum diem, ex causa, suum mandavit tenere parlamentum, dicto parlamento ibidem, in ipsum domino Regis presencia, eminente, propter querumdam advocatorum contrarietatem, dicto parlamento curia declaravit et declaravendo pronunciavit quod, quando dus sunt in unus parlamentis, communo super articulis petitum prius late enacedi debet sub prima productione, et in secundo parlamento renovari debet sub secunda productione, et pars que negligens fuerit in prima productione cum perdit, sed secundum statutum.

Si vero in quacunque productionum interveneriti excusatio legitima, per quam dicta productio non fuerit prosecuta, et propter impedimentum communiorum vel aliorum alterius partis, vel difficultatem totium haberedorum, de quibus habenda pars predicta ers fuerit diligens, vel aliud impedimentum legitimum, de quo constet, de hoc habebitur racio in renovanda commissione, in quo causa temporis, propter dictum impedimentum, non potuerit pari diligenti, sed quantum ad ipsum partem diligentem, communio seu renovabitur sub eadem productione.

Quando vero unicum est parlamentum in anno, in commissione, que fit vel renovatur super articulis petitum, non debet fieri mencio de prima vel secunda productione, quia in illo anno fuere debent partes omnes suas productiones; communiter tamen debet eis dare, pro dictis productionibus, plures dilationes, et, cum inconvilis competentibus, sufficientes, secundum conficiencie causa et difficultatem totium procedendorum, quia pars, que ille anno negligens inventa fuerit, cadit omnino a suis productionibus et a communione sua, quantum ad suum utilitatem, salvo sibi de dicendo contra totes partis adverse, secundum quod consuetum est, vel secundum quod de hoc inter partes fuerit concordatum (108).

III. Super debato quod pendet in curia nostre inter Hedemarum de Mayrollis, domicellum, ex una parte, et Petrum Mayrollis, ejus nepotem, ex altera, racione terrarum de Mayrolis et de fe-

denna, que terre, propter debatum parcium, pluries ad manum karissimi genitoris nostri, tanquam superioris, posite fuerunt, et in quibus terris, tam per dictum Petrum quam per Alanum de Chemire, plura impedimenta apposita fuerunt, ut dicitur : Auditis hinc inde propositis, et visis processibus super hoc habitis, visisque, tam parlamenti Parisiensis quam ballivi Turonnensis judicatis super hoc factis pro Hardoyno predicto, per curie nostre judicium dictum fuit quod dicta terra de Mayrolles eidem Ardoino deliberabitur et reddetur, et quod manus dicti genitoris nostri, ad dictam terram de Ardenna, propter debatum dicti Alani, nunc defuncti, duodecim sunt anni elapsi, posita, propter defectum prosecucionis, tam dicti Alani quam heredum suorum, inde amovebitur, et ejusdem terre de Ardenne saisina deliberabitur Hardoino predicto, et amovebuntur impedimenta quelibet in dictis terris de Mayroles et de Ardenna, per dictum Petrum et quoslibet alios apposita, ita quod idem Ardoinus pacifice possit dictis terris gaudere, secundum tenorem hujusmodi judicati, et in eis defendetur per ballivum Turonensem, et reddentur eidem fructus et exitus ex dictis terris de Mayroles et de Ardenna per dictam manum ipsius genitoris nostri percepti, deductis expensis factis pro custodia earumdem. PHILIPPE IV, 1314.

Sabbato in festo Cathedre sancti Petri.

Non habui processum.

IV. Cum episcopus Bajocensis, dicens se esse et predecessores suos fuisse, a longo tempore, in bona saisina, nemus suum, quod dicitur parcum Nulliaci, absque nostra et predecessorum nostrorum licencia et absque tercio et dangerio, vendendi, conquestus fuisset ex eo quod, ut ipse dicebat, gentes carissimi genitoris nostri super hoc impediebant eundem injuste, et idem genitor noster, propter opposicionem gencium suarum, inquestam quandam super hoc fieri precepisset; nos, ad requisicionem dicti episcopi, instanter requirentis se super hoc expediri, dilecto et fideli magistro Philippo Conversi, clerico nostro, precepimus quod ipse dictam inquestam di-

Parisiis 19 jan. 1304. Egestor vidèret, et, per gentes camere computorum nostrorum Parisius, ad hoc inspectionem scripturarum dicte camere, que videre et hiis exhiberi propter hoc mandavimus, se super hoc plenius informaret; qui magister Philippus nobis ex quo super hoc inventum reperiret; cujus auditi reporto, dilectis et fidelibus gentibus nostris penes tenentibus parlamentum, per litteras nostras, mandavimus ut ipsi se facerent dicti magistri Philippi, utpote super his plenius informat, audirent, et, auditis ipsius relacione, eundem ejusdem super hoc celeriter expedirent : auditis igitur in dicto parlamento nostro, secundum dicti mandati nostri tenorem, ejusdem magistri Philippi super hoc relacione, et negocio hujusmodi, secundum ipsius informacionem, ad omnibus positis et dilligenter examinatis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod impedimentum, eidem ejusque procuratoribus dicti gentibus nostri super hoc oppositum, removebitur, et in manebit idem ejusque in omnia dictum parcum suum, dumtaxat absque licencia nostra et absque tercio et dangerio, vendendi, sicut nobis in hujusmodi questione proprietatis.

Sabbato predicto.

V. Cum procurator noster, proponens per nobis quod Ludovicus de Flandria, quondam comes Nivernensis, vivente karissimo domino et genitore nostro, per ipsius curie judicium condempnatus fuit de crimine lese regie majestatis, et per idem judicium dictum fuit et pronunciatum, omnia bona sua, ratione dicti crimine, ipsi genitori nostro in communem venisse, quodque idem genitor noster certum deputavit, cum litteris suis patentibus, personam ad prehendum et faciendum, pro ipso et ejus nomine, homagium ejusque Autissiodorense, pro castellania et terra de Donziaco et pertinenciis suis, que, ex commisso predicto, virtute dicti judicati, venerat ad eundem genitorem nostrum, et debeat ab eodem ejusque ad homagium tenet; requirerent quod idem ejusque Johannem de Barris, militem nostrum, quem ad hoc specialiter deputavimus, ad homagium nostri pro nobis et nomine nostro recipiat de terra pre-

dictis, maxime cum reges Francie subditis suis homagium facere nunquam fuerit consuetum, quod homagium a dicto milite nostro fieri voluimus eo modo quo ceteri dicte terre et castellanie possessores domini illud consueverunt prestare, quod, si facere nollet idem episcopus, curia nostra, ad conservacionem juris nostri super hoc, prout esset racionabile, provideret, plures ad hoc raciones et generalem ac notoriam Francie consuetudinem et observanciam allegando; dicto episcopo plures raciones u contrario proponente: Tandem, auditis hinc inde propositis, et deliberacione super hiis habita diligenti, curia nostra, attendens dicti procuratoris nostri requestam predictam liquido fundatam esse, tam de racione ac jure communi.quam de consuetudine Francie notoria et generaliter in similibus casibus observata, per suum judicium pronunciavit quod idem episcopus, militem predictum, pro nobis et nostro nomine, vel alium ydoneum quem ad hoc duxerimus deputandum, tenetur ad homagium suum recipere de rebus predictis, illis videlicet que consueverunt in homagium ab ipso teneri; quod, si facere recusaverit, ipsa curia nostra remedium oportunum super hoc adhibebit. Quo audito, dictus episcopus respondit quod ipse paratus erat judicato hujusmodi obedire; requisivit tamen instanter quod ipsa curia nostra indempnitati sue ecclesie vellet super hoc providere. Cui respondit curia nostra quod ipsa volebat quod idem episcopus habeat omnes redebencias et servicia pro dictis rebus dicto episcopo consueta prestari, et tunc idem episcopus, ad dicti procuratoris nostri requisicionem, assignavit diem ad quindenam instantis Resurrectionis Domini, apud Autissiodorum, ad recipiendum homagium predictum.

Louis X, 1314.

Jovis ante Letare Jherusalem.

VI. Ludovicus, etc. ballivo Gisorcii, etc. Cum comitissa Rouciaci, in curia nostra parlamenti presentis, fidejussores dederit, videlicet comitem Rouciaci, filium suum, Gaufridum de Balehan, Reginaldum Delor, Johannem d'Auvresigny, Crespinum de Frainville et Arnulphum de Montigny, milites, et eorum quemlibet in soli-

Lettre A. — duis, de reponendis ad manum nostrum exitibus et emolumentis porcionis nec comitatus Montis-Fortis, que et quos ipse, ibi inter nos et ducasam Britannie, sororemque suam, super homagio petitam predicte, pendente, de dictis porcione sua levaverit vel eorum valorem, dictique fidejussores in curia nostra presentes intraverint, et premissum est, fidejussionem predictam, mandamus tibi quatenus dictam porcionem suam, dicta lite pendente, recredas eidem Dominico in Brandenibia.

Sic registratur in rotulo hujus parlamenti.

VII. Ludovicus, etc. universis, etc. Notum faciemus quod nos omnes et singulos tabellriones publicos, per nos seu predecessores nostros, aut nostros vel predecessorum nostrorum auctoritate, creatos, et in terris aut locis que regimur per consuetudinem notitiam certis ex causis et de certa sciencia, tenore presencium, removimus omnino, dantes omnibus justiciariis nostris presentibus litteris in mandatis quatinus hujusmodi revocationem in nil omnimodo detractibus publicari faciant et teneri, non permittentes ulterius tabellriones hujusmodi tabellionatus officium in dictis terris aut locis aliquatenus exercere. In cujus, etc.

Actum Parisius, die duodecima aprilis, anno trecentesimo decimo quinto.

VIII. Ludovicus, etc. senescallo Petragoricensi : Cum consules et universitas locorum de Lauduno et de Sancto-Bertholomeo, recione appellhiconum, per ipsos ab audiencia et curia senescallorum Agennensis et Vasconie pro duce Aquitanie, ad nostram curiam interjectarum, et que pendent in ipsa curia nostra, sint, a justiciario dictorum senescallorum et ducis, dictis appellhiconibus predemptos, de stilo et consuetudine curie nostre, tam agendo quam defendendo, exemplo; mandamus vobis quatinus ipsos appellantes, tanquam exemptos a jurisdictione dictorum senescallorum et ducis, predictorum appellhiconibus predictis, agendo et defendendo, ne-

mutenatis et defendatis, ac eorumque facietis gaudere predicta, et si ipsi appellantes, contra aliquos de subditis dictorum senescallorum et duris, voluerint experiri, vel aliqui contra ipsos, exhibentis inter ipsas partes, vocatis evocandis, gentesdictas appellicimilibus predictis, celeris justicie complementum.

Datum die mani, anno decime quinto.

IX. Ludovicus, etc., senescalli Pictavensi vel ejus locum tenenti, nostrum Guidoni de Monte-Acuto, ressegero, salutem ; Cum nos Petrotum, nepotem magistri Petri, mercatoris, canonici Sancte-Radegundis Pictavensis, una cum bonis suis, pro suspicione querumdam suthtigiorum, in persona magistri Johannis Cerebrenost, dicte ecclesie Sancte-Radegundis canonici, commiserum, cujs inter cetera mandamenum, per litteras nostras super hoc vobis missas, vosque, seu aliter vigetum vel alie gentes nostre, ad aliquas proclamaciones seu banna contra dictum Petrotum, qui, sudito rumore de impesicione predicta, una cum dicto patruo suo, Petrino accusersi, se super hoc purgaturus, et ad capiendum honorem juramenti dicmanis processisse, et Petronilla de Valleta, que pro dicta sotiligia fuit justiciata, Petrum, et que dictos magistrum Petrum et ejus nepotem incoulpersi malicose, seu accusaversi de premissis, ipsos postea extra omnia terminets et tempore mortis sue deinculpaversi et excusaversi de premissis, et eos fore diuxit, in anime sue periculo, a predictis sibi impositis innocentes, et alias eciam super premissis dupurgoveriat competentes; mandamus vobis et vestrum cuilibet quatenus proclamaciones et banna predicta et processum quemcumque, qui, occasione premissorum, facti fuerat contra ipsos magistrum Petrum, aut ejus nepotem aut aliquem eorumdem, penitus revocetis, et, si aliquid de bonis suis, vel aliorum eorumdem, occasione premissa, captum fuerit aut sentitum, illud sibi reddi et restitui, sine dilacione qualibet, faciatis.

De predictis,

Lots-S. 1334.

X. Cum carissimus dominus et genitor noster causam penderetur coram secretario Carcassonensi, et processum in causa lectum et in hiitum inter nobilem virum Johannem de Claro-Monte, dilectum virum sanguineum nostrum, et Johannem de Barbanosse, militem, ratione uxorum suarum, ex parte una, et Thomam de Bruveria, militem, ex altera, super pretiosibus terre de Podio-Viridi, senescallie Carcassonensis, et ipsi pertinenciarum, manulesset, ex causa, ad partes mestram Parisiense remitti et eam determinari, et partes ibidem adjornari ad diem senescallie predicte presentia parlamenti, et dicte partes ibidem comparentes plures racciones in causa hujusmodi inviccem proponissent; nos, scut tenemur, affectantes dictam causam in plano dirimi, et dictas partes relevari super hoc a laboribus et expensis, post decessum dicti genitoris nostri, gentilhus nostris, Parisiis, tocmodiibus parlamentum dedimus in mandatis quod, si, per litteras et instrumenta, a dictis partibus products, posset super principali questione, de jure dictarum partium liquido apparere, quid dictum causam, seu obstaculibus allegacionibus et subterfugiis partium predictarum se processu predicto, fine debito terminarent: Vais igitur per curias nostrum litteras, sigillo dictarum partium et sigillo autentico sigillatis, et instrumenta publica a dictis partibus pro dicta, tam super convencionibus inter dictas partes habitis, quam super divisione terre de Podio-Viridi facta in quatuor partes per dictas nobiles et tradicione ipsarum partium facta, ipsi Thome, quione seu electione ipsius Thome facta de tribus partibus dicte terre, pro jure suo et dimissione quarte partis pro jure dictorum nobilium, per que constat evidenter dictum Thomam tres partes dicte terre, prout integre tradite sibi fuerunt per dictos nobiles, eligisse, et quartam partem, non prout integre facta fuerat et eidem tradita, sed defalcatam et in aliquibus diminutam, dicte nobilibus per ipsum dimissa, per curie nostre judicium, dictam fuit et existe declaratum quod dicte tres partes, quas idem Thomas eligit, sibi remanebant, et dictam quartam partem, quam ipse dicte Johanni et Johanni dimisit, remitagebat, prout sibi tradita fuit in scripta, et ad

hoc compelletur, et eam reintegratam, prout eidem Thome per dictos nobiles fuit tradita, ipsi nobiles habebunt, et sic reintegrata eis remanebit, et compelletur idem Thomas tradere senescallo Carcassonensi particionem predictam sigillatam, que fuit sibi tradita a nobilibus predictis, ut ipse melius possit facere fieri dicte quarte partis integracionem, secundum quod eidem Thome fuit tradita per dictos nobiles sigillata. Louis X, 1315.

Octava die maii.

XI. Cum lis penderet in curia nostra inter scabinos et communiam ville Insulensis, ex una parte, et Robertum, dominum de Waurin, ex altera, super eo quod dicti scabini et communia proponebant ipsos esse et eorum predecessores ab antiquo fuisse in pacifica saisina, quociens casus se obtulit, certam vindictam capiendi, sub certis forma et modis, contra quemcumque foraneum, in quacumque villa infra castellaniam Insulensem, sub cujusvis jurisdictione, manentem, qui extra villam mansionis sue, animo injuriandi, in aliquem burgensem dicte ville Insulensis manum injecerit violentam; quodque ipsos, qui suam continuando saisinam predictam, contra Herlinum des Sarciaus, in villa de Waurin, infra castellaniam Insulensem manentem, qui Herlinus, ut ipsi dicebant, Thomam de Curtraco, burgensem Insulensem, vileniaverat, et manum violentam injecerat in eundem; volebant, prout ipsi consueverant, procedere ad injuriam vindicandum predictam; ballivus Insulensis, pretextu quarumdam litterarum, a curia karissimi genitoris nostri, veritate tacita, ut dicitur, impetratarum per dictum Robertum, super hoc impediebat indebite et de novo, requirentes dictum impedimentum amoveri; dicto Roberto plures raciones a contrario proponente, et inter cetera dicente procedi debere in causa hujus, secundum tenorem dictarum litterarum per ipsum super hoc obtentarum, et debere compleri illa que per dictas litteras fieri mandabantur; super quo, antequam dictorum scabinorum et communie fuissent super

1301-3. hos rationes audite, per arrestum nostre curie fuit dictum quod illa que dicte littere, a dicto Roberto impetrate, mandabantur fieri, que mandum fuerunt mandata executionis, cessarentur. dicti vero scabini et communia de dicto arresto conquerentes, instanter pecierunt suas rationes audiri, dicto arresto non obstante. et quod ipsi fuerunt per curiam nostram admissi, qui propauerunt inter cetera dictum Robertum non debere super hoc audiri, et dictas litteras, per eum impetratas, et quicquid ex eis secutum est, debere totaliter anullari, pro eo maxime quod super debito predicto ipsi habuerant judicatum pro se contra dictum Robertum per Petrum de Galhardo, militem, capitaneum Flandrie, qui certas commissiones super dicto negocio habuerat a dicto genitore nostro, factum, vocita dicto partibus et auditis, judicati predicti litteras ostendentes; dicto Roberto plures rationes e contrario proponente ad illum finem quod dicta littera et contenta in ea non deberent dici judicatum, nec habere vim judicati: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris, arresto et judicato predictis, per judicium nostre curie, totaliter anullate fuerunt predicte littere, et tum dictum arrestum quum cetera que, virtute dictarum litterarum, secuta fuerunt; et per idem judicium fuit dictum predictum litteras predictum dicti commissarii contentarum, habere vim judicati, et debere teneri, et executioni mandari.

Octava die mali, anno trecentesimo decimo quinto.

XII. Cum carissimus dominus et genitor noster communiam Rothomagensem, et ipsius communie statum et jura, propter eorum civium et habitatorum dicte ville, ad manum suam ponendum, et ipsis aliqua tempora tenuisset, se postea dictam communiam et ejus statum graciose reddidisset eisdem, hoc siquidem previus et necessario utilitate publica regni sui, quod normannos gracianos, qui suis warrantis, absque qualibet impedimento, possent de cetero transire Rothomagum, per Secanam ascendendo et descendendo, et eciam apud Rothomagum applicare et ammorari, et eorum non

exonerare, et ibidem vendere et explectare, et alias emere et easdem exoneratas vel emptas ibidem, prout et quando eis placeret, iterum onerare, et secum per Secanam ducere, assendendo et descendendo, solvendo tamen, pro ipsis, deveria consueta, et insuper vina apud Rothomagum in cellariis decargare, et dicti mercatores, provisione et retencione predicta, per aliqua tempora, pacifice usi fuissent; tandem idem genitor noster, ad dictorum civium requisicionem et quorumdam aliorum, ut intelleximus, instanciam importunam, non informatus in facto hujusmodi de tocius rei publice lesione et enormi prejudicio juris sui, provisionem et retencionem predictas amovit, et eas revocavit, qua revocacione dicti cives postea per paucos annos usi fuerunt; demum ad nostram presenciam accedentes cives Parisienses, et alii quamplures barones et nobiles regni nostri, nobis exposuerunt qualiter, ex revocatione predicta, tota res publica et populares eciam ville Rothomagi multipliciter et enormiter ledebantur, asserentes predicta adeo esse notoria quod nulla poterant tergiversacione celari, requirentes instanter quod nos anullaremus totaliter revocacionem predictam, ita quod mercatores jure communi, quod eis in hujusmodi competit, possent uti, pluribus racionibus ostendentes nos ad hoc de racione teneri; dictis civibus Rothomagensibus ex adverso saisinam suam super hoc allegantibus, et dicentibus se usos esse dicta saisina a tempore cujus in contrarium memoria hominum non existit, et ad eam confortandam litteras donacionis ducis quondam Normannie, super hoc, et predecessorum nostrorum regum Francie, confirmacionis exhibentibus, et dicentibus dicta privilegia sibi fuisse concessa ad ditandum et ampliandum villam predictam, et cum instancia requirentibus se in predicta eorum saisina teneri et custodiri, maxime secundum predicti genitoris nostri concessionem : Auditis igitur hinc inde propositis, quamquam extra parlamentum et ex causa, in presencia magistrorum parlamenti nostri, quos ad hoc fecimus coram nobis specialiter congregari, et visis litteris donacionis, confirmacionis et concessionis predictarum, habitaque discussione super hujusmodi negocio dili-

Louis X, 1315.

Lucas X. 1257.

genti, per quam notorie et liquide fuit ostensum maximum evidens et notorium dampnum et prejudicium, ex dictis assisiis et consuetudine totius ree publice generari, nosque, ex officio nostro, teneri, si facto tam notorio inhibeamus, dicte rei publice de plano quantocius providere, deliberato super hoc consilio pleniori et maiore cum pluribus fidelibus nostris, qui rei hujusmodi habebant notitiam plenioren, et attento quod, licet ab isticio in concessione predicti assisiis non esset publice tanta lesio, et eventa tamen ex et earumdem temporis liquido apparere poterat ipsius rei publice lesio evidentissima et enormis, considerata ejusdem pluribus aliis que non et notoria curiam in facto hujusmodi movere racionabiliter debuerunt, per ipsorum nostre curie, et de speciali mandato nostro, qui dictum processum karissimi genitoris nostri, ut premissum est, tanquam irrecindibiliter factum, insequi volumus, dictum fuit et pronunciatum quod, non obstantibus assisiis, litteris, privilegiis et aliis per dictos ciues Rothomagenses super hoc propositis et ostensis, mensuram quicumque, cum suis mercibus, prout eis de jure communi competit, apud Rothomagum per Secanam ire et redire, ascendendo et descendendo, poterunt, et libidem evaporare et mercari, et vendere vina sua pectore, et tierum cenarie et secum ducere, salvendo tamen, pro suis mercaturis, deveria consueta.

Actis post Pentheostem, anno tercentesimo decimo quinto. Extra parlamentum, ut dictum est (109).

XIII. Cum ciues et communitas habitatorum ville Parisiensis curie nostre conqueri fuissent ex eo, ut ipsi dicebant, quod, in ipsorum et tocius rei nostre publice ville Parisiensis prejudicium, provenes et dampnum, pastarii dicte ville Parisius in suo misterio faciendi panes quam plurimum excedebant, specificando et declarando causas et modos in quibus ipsi fieri dicebant eosdem prejudicios, requirentes per curiam nostram corrigi et punici dictos excessus, et de remedio oportuno celeriter et absque dilacione, propter imminens qualibet die grande et evidens periculum ignorum con-

querencium et tocius ville Parisiensis, super hoc provideri; et ad mandatum dilectorum et fidelium nostrorum magistrorum Parisius in camera requestarum presidencium, prepositus Parisiensis, seu locum ejus tenens, incepisset procedere in predictis, dilectus et fidelis Harpinus, dominus de Herquin, panetarius Francie, miles noster, ad nos accedens, proponens ad ipsum, racione officii dicte panetarie, facti hujusmodi cognicionem et punicionem pertinere debere, et se esse in bona saisina de talibus factis cognicionem et punitionem habendi, cum instancia requisivit dictos conquerentes super hoc ad se remitti; nós vero, dicti panetarii, requesta audita, mandavimus quod magistri predicti dicte camere nostre, qui commode possent haberi, convenirent ibidem, et, auditis partibus super requesta predicta, facerent et preciperent quod viderent racionabiliter faciendum; coram quibus, dictis partibus constitutis, idem panetarius plures proposuit raciones, et inter cetera sua privilegia exhibuit, et suam allegavit saisinam, ad illum finem quod, secundum quod ipse requirebat, sibi fieret remissio predicta; ex adverso vero, tam dicti conquerentes quam procurator noster, ad illum finem quod dicti panetarii predicta requesta fieri non deberet, immo quod prepositus Parisiensis, vel ejus locum tenens, curiam et cognicionem de predictis haberet, plures proposuerunt raciones, et quandam ordinacionem karissimi domini et genitoris nostri, factam alias super hoc sive super facto consimili, et sub cera viridi sigillatam, exhibuerunt, quam dicebant per nos fuisse postmodum confirmatam; contra quam ordinacionem dictus panetarius plures proposuit raciones, ad illum finem quod dicta ordinacio sibi prejudicare non deberet; parte adversa plures raciones e contrario replicante : Auditis igitur hinc inde propositis, et visis litteris et privilegiis que dicte partes, quelibet pro se, super hoc exhibuerunt, habita deliberacione super hoc diligenti, et consideratis excessuum et factorum propositorum personarum conquerencium et annone presentis condicionibus et statu, dicti magistri per suum pronunciaverunt arrestum quod dicti panetarii nostri requesta predicta non fiet, immo super dictorum con-

Louis X, 1316.

Lucas S. 1316. querecium predicta querimonia, quantum ad casum predictum excessum, qui pendet in presenti, pertinet, prepositus Parisiensis, secundum tenorem ordinacionis predicte karissimi genitoris nostri, curiam et cognitionem habebit, salvo in aliis casibus super eorum cognicione et punicione, quando contingent jure parcium predictarum, super quo nos ordinabimus prout videremus racionabiliter faciendum.

Actum Parisius, martis post Penthecostes, scilicet prima die junii, anno trecentesimo decimo sexto.

Extra parlamentum.

Ad hoc fuerunt presentes :

Episcopus Macloviensis, cancellarius, prior de Karitate, magister Philippus de Mornayo, magister Philippus Convensi, magister G. Jerrardi, magister scolasticus Pictavensis, magister B. Thibaut, magister Droco de Karitate, magister P. de Capia, magister J. de Cerchemont, magister Henricus de Meso, magister P. de Bituris, dominus G. de Harcuria, dominus G. Corte-Heuse, dominus P. de Villebleneu, P. de Dyey, Guido Florent, Ferminus de Gaspard et Petrus Brunigii.

PARLEMENT T. 1664.

ARRESTA

PER CERIUM DATA IN PARLAMENTO OCTAVUM OMNIUM-SANCTORUM,

ANNO DOMINI MCCCLVI.

Quis anno xx^e^ precedenti non fuit parlamentum.

1. Copia. — Philippus, Dei gracia, Francorum rex, senescallo Petragoricensi, vel ejus locum tenenti, salutem : Cum, propter concencionem seu questionem que est inter karissimum consanguineum et fidelem nostrum regem Anglie illustrem, ex una parte, et abbatem et conventum monasterii Silve-Majoris, ex altera, possessionem garde et superioritatis ejusdem monasterii, ad eumdem nostrum, tanquam dominum superior tenemus, mandamus vobis quatinus, per vos vel per alios vobiscum a vobis deputandos, de novitatibus quas alterutra dictarum partium asserit sibi fuisse per partem adversam factas, inquiratis, vocatis qui fuerint evocandi, diligenciis veritatem, et illud quod clarum inveneritis, prout justum fuerit, emendari et ad statum reduci debitum faciatis; dubia vero ad proximum parlamentum, ad dies senescalle vestre, nobis remittatis, sub vestre, vel dilorum qui dictam inquestam fecient, sigillis fideliter inclusa; scientes quod nostre intencionis non est quod, racione mandati hujusmodi, vos intromittatis de aliquibus novitatibus, nisi de illis que, ab anno et die citra usque ad tempus citacionis facte, vel querimonie super hoc coram nobis vel gentibus nostris in judicio proposite, dicentur fuisse facte, nec etiam de aliquo quod per medium peticionis ordinarie fuerit propositum, et pendeat coram nobis, et, si contra hoc per vos vel vestros aliqua facta fuerint, volumus quod illa in statum pristinum reducatis.

79

Parlem. V. 1310.

Actum Parisius, die mercurii ante Penthecostem, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo.

Istum litterum, non signatum per cancellarium, et de mani non scriptum, sicut prima facie apparebat, in qua erat modus pro de sigillo regis appensus, exhibuit curie procurator ducis Aquitanie, petens eum per curiam removeri. Cujus litteræ visa tenore visque articulis, per procuratorem dicti ducis traditis anno Domini millesimo trecentesimo decimo, in quibus ipse conditor gratiam dicti ducatus in injuria et violencia notoria et manifesta ad dominum regem Francie pertinere, curia respondit sibi quod ipsa dictas litteras non receperit, et precepit michi curia, die sexta junii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo, in pleno parlamento, quod ego istud registrarem. — Bituris.

II. Copia. — Philippus, Dei gracia, Francie et Navarre rex, dilecte et fidelibus gentibus nostris nostrum tenentibus parlamentum Parisius, ceteraque judiciaria nostra, salutem et dilectionem : A fide dignis dilicionus quod, per episcopo Bryocensi, dilecto et fideli nostro, unus de familiaribus gentibus suis, temporibus retroactis, ad litigendum in curia nostra, ejusdem episcopi nomine, per pro tempore fuit, auditus est et admissus sine procuratori vel alterius mandati exhibicione, partis adverse contradicione non obstante; nos ergo tenore, per dilecto nostro Alano, nunc episcopo Briocensi, volumus et concedimus quatinus unus de gentibus suis familiaribus, qui nomine, in nostrum parlamento et alias curiis nostris audiatur et admittatur sine procuratori vel alterius mandati exhibicione, quare contradicione non obstante, ad evitandum periculum sui status

Datum Parisius, decima quinta die maii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

III. Copia. — Philippus, Dei gracia, Francie et Navarre rex, dilectis et fidelibus gentibus nostris nostrum presens tenentibus parlamentum, salutem et dilectionem : Cum nos, ex deliberacione nostri

consilii, duxerimus ordinandum ut omnes terre nostre in regno nostro Francie existentes, quas habebamus antequam ad nos devenirent regna Francie et Navarre, eodem modo et sub eisdem ressortis deinceps regantur quibus, antequam essent nostre, regebantur; quodque senescallia Engolismensis per Xanctonensem, et ballivia Lemovicensis per Pictavensem, senescallos, teneantur et regantur, senescallum Engolismensem et ballivum Lemovicensem exinde totaliter amoventes; mandamus vobis quatinus, ordinacionem hujusmodi publicantes, eam teneri faciatis et firmiter observari. PHILIPPE V. 1316

Actum apud boscum Vicenarum, vigesima prima die decembris, anno Domini millesimo trecentesimo decimo sexto.

IV. Cum dilectus et fidelis Robertus de Attrebato, miles, comes de Bello-Monte-Rogeri, consanguineus noster, certam fecisset requestam, tam nobis quam contra dilectam et fidelem nostram Mathildim, comitissam Attrebatensem, in quantum ipsam tangit, per quam ipse requirebat, offerens nobis os et manus, quod nos ipsum ad fidem et homagium nostrum reciperemus de parria et comitatu Attrebatensibus, et eidem faceremus reddi omnes fructus, redditus et proventus ex dicto comitatu perceptos hactenus, a tempore obitus Roberti, ipsius avi, quondam comitis Attrebatensis, quos ipse ad certam pecunie summam estimabat; plures raciones, tam juris quam facti, necnon usus et consuetudines ac quasdam convenciones, inter nos et ipsum Ambianis nuper habitas super hoc, allegans ad illum finem quod nos predictam ejus faceremus requestam; dicta comitissa se in hujusmodi opponente, et plures raciones, tam juris quam facti, necnon usus et consuetudines contrarias ex adverso proponente, primitus ad illum finem quod dictus Robertus super hoc nullatenus audiri debebat, et secundario quod, si ipse super hoc esset audiendus, saltem per viam requeste super hoc non debebat audiri, facta retencione, ex parte dicte comitisse, de defendendo dictam requestam, si per nostram curiam diceretur eundem Robertum esse per viam requeste super hoc audiendum; predicto Roberto plu-

Fontem V. 1260. ens racionem e contrario replicante, ad illum finem quod ipse super hoc audiri debebat, et per viam requeste, et quod ius fieret debitum predictorum ejus requestum, protestato per ipsum, se per viam requeste super hoc non auditurum, quod ipse, per viam petitionis, super predictis audiatur; dicitque comitissa, ex adverso, ad hanc quos ipsa, ut premittitur est, intendebat, plures racionum et iuris modi proponebat: Tandem, auditis omnibus que dicte partes, una cumin alium, tam de jure quam de facto, quam de usu et consuetudine ac alias in hujusmodi proponere voluerunt, ad illos tres quos quelibet dictarum partium intendebat, visisque convencionibus predictis super, ut premittitur est, habitis Ambianis inter suo et Roberto predictum, habitisque deliberatione super hoc diligenti, per arrestum nostre curie, partibus Francie et aliis ofliorabus ac nostre-fidelibus et consiliariis nostris sufficienter monitis, nobis presentibus, et de mandato nostro, dictum fuit et pronunciatum quod dictus Robertus super hoc per viam requeste non audietur, sed, e converso per viam petitionis super hoc agere curiave dictam comitissam curia nostra ipsum super hoc audiet, et, auditis partibus, faciet justicie complementum. Et per idem arrestum dictum fuit quod placet curie nostre quod raciones, tam jura quam facti, super his a dicta que dictarum partium proponite, locum habeant ubi et quando debebant de racione locum habere.

Lune post Sanctum-Gregorium.

Et scindum est quod, ad dictam causam seu requestam coram dominus Ren curiam nostra de partibus Francie habitis mentibus, pro eo solummodo quod, in accordo Ambianis facto novissime, dominus Rex hoc promisserit Roberto predicto, quamquam fuerint videntur alias non fuisse necesse dictos pares suo vocandos, sui foret secundum predictum (1150).

V Philippus, etc. Notum facimus quod, cum homines feodales nostre curie laudemia, in curia nostra proponentes quod ballivum dominus et gentes nostre, tempore quo ipse villam et castellaniam

Insulensem acquisivit, ipsis hominibus et habitatoribus dicte castellanie promisit et concessit, pro se et suis successoribus, quod ipse et ejus successores manutenerent ipsos homines et eos custodirent, secundum usus et consuetudines quibus ipsi per comites Flandrie, tunc dominos castellanie, soliti sunt et consueverunt regi et custodiri; quodque, tempore quo comes Flandrie dictam tenebat castellaniam, ipsi homines dicte curie Insulensis, quando, pro reddendis judiciis in causis coram eis placitatis, super hoc discordiam inter se vel dubitacionem habebant, consueverunt ad dictum comitem vel ejus cameram recursum habere pro consilio seu chargia eis imponendis de dictis judiciis per eos proferendis, secundum formam et tenorem qui super hoc imponebantur eisdem, instanter requirerent quod, servando dictam promissionem, curia parlamenti nostri, Parisius, secundum consuetudinem predictam, inter ipsos et comites Flandrie super hoc observatam, ipsos homines reciperet ad dandum eis consilium seu chargiam super eorum judiciis faciendis, quando super hoc per eos requireretur, aut de remedio oportuno super hoc provideret eisdem: Audita per curiam nostram requesta predicta, et visis litteris super hoc per dictos homines exhibitis, et attento quod, tam a comitibus Flandrie quam a dicta curia Insulensi, ad parlamentum nostrum, Parisius, consuevit appellari, in quo plurimum attenditur nostrorum utilitas subditorum, curia nostra, super hoc volens nostris subditis providere, et eis viam reservare per quam, sicut consuetum est, per appellacionis remedium, ad ipsam valeant recurrere curiam pro justicia obtinenda, et ejusdem curie superioritas illesa servetur, super hoc utiliter sic providit et ordinavit quod homines feodales predicti, sicut antiquo tempore, in casu predicto, consueverunt ad comitem Flandrie vel ejus cameram recursum habere, ita recursum super hoc habeant ad senescallum Insulensem, pro nobis deputatum ibidem, quodque senescallus noster predictus, secundum dictam consuetudinem cum dictis comitibus observatam, faciat eisdem, super dictis consilio et chargia, prout racionabile fuerit, id quod super hoc hactenus extitit consuetum. Martis post Sanctum-Gregorium.

PHILIPPE V. 1316.

PHILIPPE V. 1321.

VI. Cum dilectus et fidelis noster comes Bolonnie, in certis terris proprunem quod, dudum questione mota inter illustrem, ejus nata, et gentes karissimi domini et genitoris nostri Philippi, quondam regis Francie, nomine suo, ac religiosa virum abbatem et conventum monasterii Sancti-Dionysii-in-Soaco, ex altera, super gardia dictorum religiosorum et honorum suorum infra comitatum Bolonie et ejus pertinencias existencium, quam gardam dictus comes ad se pertinere dicebat, parte adversa pluribus racionibus contrariis asserente, facta imperata super hoc, vias et diligenter examinata, visisque litteris et privilegiis super hoc a dictis religiosis traditis, certum judicatum super hoc per curiam parlamenti, Parisius, fuerint lati, per quod dicto comiti gardia predicta fuit adjudicata, per eum exercenda sub certa forma, in dicto judicato contenta; cujus quidem judicati tenor sequitur, et est talis, videlicet: Cum dilectus et fidelis noster comes Bolonie, ex una parte, et dilectus noster abbas et conventus monasterii Sancti-Dionysii-in-Francia

tre dictum comitem uti permittent dicta garda, secundum tenorem judicati predicti, nec ipsum in hujusmodi impedient, quodque dicti religiosi, ad nos seu gentes nostras, pro casu specialis garde, obmisso dicto comite, non poterunt recursum habere, nisi in defectu dicti comitis, vel in aliis casibus ad nos pertinentibus, racione superioritatis vel ressorti. PHILIPPE V, 1316.

Decima nona die marcii.

VIII. Cum executores testamenti defuncte Agnetis, quondam comitisse Bigorre, requirerent quod nos faceremus eisdem fieri satisfactionem de residuo quod debetur eisdem de summa duorum millium et quingentarum librarum, de qua, vivente karissimo domino et germano nostro, Ludovico, quondam Francie et Navarre rege, tempore quo ipse dictum comitatum Bigorre tenebat, inter ejus procuratorem, ex una parte, et dictos executores, ex altera, conventum extitit, et pro qua pecunie summa dicti executores ab omni actione, quam, racione dotis seu dotalicii dicte comitisse, aut donacionis propter nupcias vel alia quacumque de causa, contra dictum germanum nostrum habere poterant, ipsum et ejus successores perpetuo quittaverunt; cum autem dicte convenciones facte fuerint vicesima sexta die julii, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, et postea dictus germanus noster dictum comitatum Bigorre transtulerit in dilectum et fidelem germanum nostrum Karolum, comitem Marchie, qui Karolus eidem suum fecit hommagium pro dicto comitatu Bigorre, in vigilia festi beati Andree apostoli, anno Domini millesimo trecentesimo decimo quarto, eodem comite recusante satisfacere de dicto debito executoribus predictis, idem Ludovicus mandavit levari et explectari, ad utilitatem suam, omnes restancias reddituum, explectorum, emendarum et composicionum, sibi debitorum in terra comitatus Bigorre pro temporibus preteritis ante diem facti homagii predicti, et de hujusmodi restanciis dictis executoribus de residuo quod eis de dicta summa debetur satisfieri terminis ad hoc statutis, et residuum dictarum restanciarum ejus thesaurariis

PHILIPPE V. 1318. Parisius insignari, non obstante quod ipse terram dicti comitatus Ligorre assignaverit dicto Karolo, fratri nostro; exhibitionibus ejusdem Karoli, germani nostri, gentes, tenore requisite de notorietate dicti exhibitum debitum predictum, pluribus racionibus proponentur ipsum Karolum ad hoc non teneri: Audita igitur hinc inde proposita, et visa littera super hoc exhibita hinc et inde, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, non obstantibus racionibus propositis ex parte dicti Karoli, germani nostri, predictus executorius solucionis fiet de eo quod restat ad solvendum ejusdem de dicto debito, de exhibita et emolumentis terre comitatus Ligorre.

Mercurii ante Pascha.

In hoc fuerunt presentes et concordaverunt : Marchionissa, Ambitensis, Minatensis, Briocensis episcopi. — Dominus G. de Barreriis, dominus H. de Calla, dominus G. Flote, Montes de Hareville, dominus Guichardus de Marsi, J. Boichier, B. Barbou, dominus P. de Dyci, dominus G. de Marcilly, decanus Senonensis, scolicus Parisiensis, magister Andreas Poicherea, magister G. Arnaudi, magister Draco de Kartiate, cantor Claromontensis, magister J. Paste, Thomas de Salmedia, magister Asbertus de Boys, magister Richardus Tichbotot, magister J. de Dyvione.

IX. Cum abbas et conventus ecclesie beati Benedicti Floriacensis curie nostre conquererentur ex eo quod commissarii, super a nobis deputati pro assidenda dotalicium karissime uxoris nostre, regine Clemencie, gardam et reservacionem dicte ecclesie et ejus pertinenciarum, pro certo precio, possessuri in assisia dotalicii predicti, pluribus racionibus requirentes factum hujusmodi dictorum commissariorum, quantum ad predicta gardam et reservacionem totaliter revocari, dicentes inter cetera se, cum dicte ecclesie pertinentiarum et ab antiquissimo tempore hactenus fuisse immediate sub gardia et reservo regum Francie, qui pro tempore fuerunt, et, ad fundandam intencionem suam super hoc, eorum litteras et privilegia nostre curie exhibentes, per que ipsi dicebant non non debere eos posse

extra gardam et ressortum nostros, jus nihi fieri super hoc cum jus- PHILIPPE V, 1693.
tancia postulantes, procurantes dicte regine Clementie plures racionesetcontrarioproponentes, et finaliter requirente quod, si exigente justicia, dicte sancte ecclesie, que petitur fieri, contingat, sufficiens recompensacio super hoc fiat eidem regine: Tandem, auditis hinc inde propositis, et vuis dictis litteris et priviligiis, deliberacionesque super hoc habita diligenti, curia nostra, per arrestum suum, predictorum gardie et ressorti assisam totaliter revocavit et pronunciavit dicta gardiam et ressortum sub nobis immediate remanere debere, precipitque quod super hoc sufficiens fiat recompensacio regine predicte.

Quarta die julii, anno trecentesimo decimo septimo.

3. Cum abbas et conventus ecclese beati Benedicti Floriacensis curie nostre conquererentur ex eo quod commissarii, super a nobis deputati pro assidendo dotalicium karissime sororis nostre, regine Clementie, jus quod habemus in castello de Meloreto, cum dominis ejusdem suis, quod castellum inter nos et ipsum abbatem est commune per omnia, pro certo pretio ponerunt in assisa dotalicii predicti, pluribus racionibus requirentes fietum hujusmodi dictorum communiarium totaliter revocari, curie nostre eorum priviligium exhibentes, inter ceteros continentes Ludovicum, quondam Francorum regem, statuisse et firmiter concessisse quod ipse et ejus successores dictum castellum in manu sua tenebuntur retinere, nisi forte sepe dicte ecclesie Scti-Benedicti, ex regia largicione totum concesserint, quare dicebant non sos debere dictum jus nostrum ponere extra manum nostram, nisi illud transferendo in religiosos predictos, jus sibi licri super hoc eum manucia postulantes; procurantes dicte regine Clementie plures raciones e contrario proponentis, et finaliter requirente quod, si, exigente justicia, dicte sanctie revocaciones, que petitur fieri, contingat, sufficiens recompensacio super hoc fiat eidem regine: Tandem, auditis hinc inde propositis, et vuis privilegio predicto, deliberacionesque super hoc habita diligenti, curia nostra,

PHILIPPE V. 1317. per arrestum nostrum, assistam prædictam juris quod habemus in dicto castello de Molineto, cum omnibus appendiciis suis, tradere revocavit, ac pronunciavit prædicta sub nobis immediate remanere debere, sacramento dicti privilegii temerem, percepitque quod super hoc sufficiens fiat recompensatio regine prædicte.

Quarta die julii.

XI. Cum nos, pretexta gravi servicii quod nobis et predecessoribus nostris impendit Menaudus de Barbastro, castellanus nostre custri d'Arkiguan, sibi et ejus heredibus centum viginti libras Turonenses, annui et perpetui redditus, assignandas et assidendas super dicta villa seu bastida de Bias-Marchays, senescallie Tholose, et universis participantibus ejusdem, ab ipso Menaudo et ejus heredibus habendas et perpetuo possidendas et tenendas a nobis et nostris successoribus, ad bonagium ligium concessissemus et donavissemus, Arnaudus Guillelmi, comes Perdiaci, cupiat pater, cum, initia recordacionis, karissime domine et genitrice nostre parisiqum facti et certis territoriis, in dicto parisiqo contentis, in quibus dicta bastida de Bias-Marchays postea fuit constructa, opponens se dicte donacioni pluribus racionibus, propossit dictam donacionem non usere, immo debere revocari et totaliter annullari, pro eo maxime quod in dicto parisiqo actum fuit et expressum convenitum quod dicte bastida sit in perpetuum unita Tholose et consistat Tholosano, ita quod PRO FRANCIE parisiens quam ipse habet ibidem non possit extra manum nunus poterit, vel in aliam personam transferre, aliqua racione seu causa, nisi in illas personas que erunt pro tempore domini Tholose et consitatus Tholosani; parte dicti Menaudi plures racones et contrarios proponente: Cum autem certa persona de gentibus nostris parlamenti Parisiensis mandassemus ut ipse dictas partes super hoc audiret, et hujusmodi negocium fine debito terminaret, in presencia dictarum personarum ac aliorum magistrorum parlamenti nostri, in camera dicti parlamenti, predictis partibus super hoc ad plenum auditis, visisque litteris predictis, tam parisiqi quam dono

predictorum, negocioque predicto diligenter examinato, per ipsorum judicium dictum fuit et pronunciatum predictam donacionem, quantum pertinet et se extendit ad dictam bastidam et ejus pertinencias, non valere nec habere roboris firmitatem. PHILIPPE V, 1317.

Jovis in vigilia nativitatis beati Johannis Baptiste.

XII. Cum dominus Rex, certus existens quod expense facte pro sua coronacione sibi debebantur, certos commissarios deputasset ad compellendum, pro solucione dictarum expensarum, illos qui ad hoc tenentur; dictique commissarii nostros magistros camere placitorum, Parisius, consuluissent contra quos ipsi procedere deberent ad faciendum compulsionem predictam, nos magistri predicti ad cameram compotorum, Parisius, misimus pro scienda, per registra dicte camere, super hoc veritate; in quibus registris inventum fuit inter cetera quod de debito archiepiscopi Remensis, pro coronamento regis Philippi, novissime defuncti, ballivus Viromandensis in dicta camera computavit se recepisse octo millia septingentas sex libras decem solidos unum denarium, et tunc nos, Remensi archiepiscopo, ad hoc coram nobis vocato, legi fecimus registrum predictum; quo sibi lecto, ipse respondit quod ipse bene confitebatur dictum registrum continere veritatem; veruntamen, quamquam ipse per manum suam solvere debeat dictas expensas, ipse tamen et ejus predecessores consueverunt, ut dicebat, super solucione dictarum expensarum habere recursum ad scabinos et cives ville Remensis et plures alios que tenentur contribuere in expensis predictis, et exhibuit coram nobis copiam duorum judicatorum, que, pro Remensi archiepiscopo, super consimilibus expensis et eorum contribucione facta fuerant, ut ipse dicebant, contra scabinos et cives Remenses: Quibus auditis curia predicta placitorum precepit quod, pro solucione dictarum expensarum, ballivus Viromandensis recursum habeat ad archiepiscopum predictum, et, si dictus archiepiscopus super hoc velit recurrere ad dictos scabinos et cives Remenses, vel alios, quos ipse dicat teneri contribuere in expensis predictis, et debatum super hoc inter eos

PHILIPPE V. 1317. ordinar. curie predicte, prout ad eum pertinuerit, super hac exhibi-
bit eadem celeria justicie complementum.

Prima die augusti.

Capitulum et villa Remenses proponunt sibi duri de hoc litimo, sed curia respondit quod de hoc litiero non deterret.

XIII. Significavit nobis dilectus et fidelis noster archiepiscopus Remensis, de speciali gratia nostra existens, quod, cum ipse contra scabinos et cives Remenses, ad illum locum quod ipsi advocati, prout consueverunt, partem expensarum factarum per convocatione seu karoisim germani nostri quam nostra, plures ex ipsis, cum eorum bonis, capere teneatur, compellentes debitas facere inchoarari, provat sibi competiit, et maxime virtute judicatorum per curiam nostram in similibus causibus alias factorum, tam per Remenses archiepiscopos quam per castellanos regalium dicti archiepiscopatus, contra scabinos et cives Remenses, nichilominus dicti scabini et cives, contra judicata predicta tenere venientes, duo pacta litterarum, a nostra curia, in exhibitio requestarum, super impetraverunt in quibus litteris inter cetera mandatur eidem archiepiscopo quod ipse predictorum capitorum corpora et bona recredat quousque in judicio continuatur predictis quod, auditis partibus et visa carta eisdem litteris, pronuntiatum fuit, per curie nostre judicium, quod scabini et cives Remenses qui, racione expensarum convocacionis regis Francie, capti tenebantur, non liberarentur nec recrederentur, et quod non obstantibus ab eis propositis, ipsi partem de dicta expensa seu contingentem solvent et ad hoc, si necesse fuerit, compellentur bona, in dicta litteris continentur adjournamenta contra dictum archiepiscopum, et generaliter super eo quod ipse contra scabinos et cives Remenses, tam in corporibus quam in bonis eorum, justiciande, fuit compulsivum, quemquam, ut proponebat idem archiepiscopus, decreto debent adjournamentum contra ipsum super eo quod contra scabinos et cives predictos liquido constat ad eum pertinere, virtute judicatorum predictorum. Item, quod ipsi quandam litteram super

obtinuerunt a dicta curia nostra, ad ballivum Viromandensem vel ejus locum tenentem, quod ipse, in defectu dicti archiepiscopi, recredenciam faciat antedictam; quare requirebat idem archiepiscopus dictas litteras anullari et quicquid sequtum est ex eisdem, quodque mandetur ballivo Viromandensi quod ipse, si ex parte dicti archiepiscopi super hoc fuerit requisitus, ad civitatem Remensem accedat, vel sufficienter mittat, pro fortificando et adjuvando brachium seculare ipsius archiepiscopi ad faciendam compulsionem predictam, ita quod accelerari valeat dictarum solucio expensarum, que hactenus per dictorum scabinorum et civium subterfugia minus racionabiliter extitit retardata. Item, requirebat idem archiepiscopus quandam aliam litteram nostram, Matheo Lienardi directam, revocari, per quam mandatum fuit dictum archiepiscopum, per capcionem et explectacionem tocius temporalitatis sue, compelli ad solvendum nobis, vel mandato nostro, totale residuum quod restat solvendum de expensis coronacionis, tam karissimi germani nostri quam nostre, plures ad hoc raciones proponens: Factis igitur dictis requestis, et auditis omnibus que ex parte dictorum scabinorum et civium, quantum ad eos pertinet, ex adverso proposita fuerunt, visisque judicatis et litteris omnibus supradictis, curia nostra ad predicta respondit quod littera predicta, contra dictum archiepiscopum obtenta, de compellendo ipsum ad solvendum illud quod de expensis dictarum coronacionum debetur, non revocabitur, quodque judicata predicta, contra scabinos et cives Remenses, facta super compulsione solucionis dictarum expensarum eos contingentis, observabuntur et execucioni mandabuntur, et anullavit ipsa curia nostra litteras predictas, contra tenorem dictorum judicatorum obtentas, et quicquid ex eis extitit subsequtum, et respondit eciam curia nostra quod ipsa juvabit et fortificabit manum dicti archiepiscopi, si necesse fuerit, ad faciendum dictam compulsionem, pro solucione dictarum expensarum integre facienda. PHILIPPE V. 1317.

Martis, post decolacionem beati Johannis Baptiste, anno trecentesimo decimo septimo.

PHILIPPE V. 1317.

XIV. Philippus, etc. universis, etc. Notum faciemus quod, cum dilectus et fidelis noster archiepiscopus Remensis a nobis requisivit, ad fortificandum manum suam ad levandum expensas que ocasione coronacionem, tam karissimi domini et germani inclitt Ludovici quam nostre, debeatur, et ad compellendum ad hoc illos qui id hec tenentur, aliquam seu aliquas certam seu certas personas idoneas concedemus et deputaremus eidem; nosteque carta, responsa facta predicto, respondenti quod ipsa juvabit et fortificabit manum dicti archiepiscopi, si necesse fuerit, ad faciendum dictum compellacionem pro solucione dictarum expensarum integre faciendi. nos Gaufridum de Vitriaco, Johannem de Auretiaco, videtum carere nostre parlamenti et plurimorum, et Petrum dictum Secorre, exhibitores presencium et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, ad ipsum et fortificandum manum dicti archiepiscopi ad faciendum compulsionem predictam, pro solucione dictarum expensarum, pro rata quemlibet contingente, integre faciendo et ad premissa tangencia, tenore presencium deputamus, dantes eisdem nostris commissis nostre, tenore presencium, in eadem quod ipsi, eisdem deputatis et eorum cuilibet in solidum, super premissa et premissis tangentibus, parrent et efficaciter audeant.

Prima die septembris.

XV. Philippus, etc. Matheo Leonardi et Huberto Coquebart, ejus locum tenenti, salutem : Supplicavit nobis dilectus et fidelis noster Remensis archiepiscopus ut cum tu, Leonarde, ad compellendum ipsum archiepiscopum ad solvendum id quod solvendum superest de expensis coronacionum karissimi domini et germani nostri et nostre, deputatus a nobis, de mandato nostro, temporalitatem nostre et nostrum temporalium ipsius archiepiscopi, ad manum nostrum ponaria, et propter hoc impediatur ipsum archiepiscopum dicit, se subditus sum, qui ad dictas expensas teneatur, ut asseris, compellere possit, mandaremus manum nostrum hujusmodi de dicta justicia amoveri, et ipsum justicia predicta permitti gaudere; quo-

circa mandamus et precipimus vobis et vestrum cuilibet quatinus manum nostram, hac occasione appositam in dicta justicia, amovea-tis indilate, et ipsa justicia predictum archiepiscopum gaudere permit-tatis, ita quod dictos subditos suos, qui ad dictas tenentur expensas, possit compellere ad eas solvendas, prout ad eas tenentur, et fuerit racionis. Non est tamen intencionis nostre quod per hoc ab alia dicti archiepiscopi temporalitate amoveri debeat manus nostra, quousque super hoc aliud a nobis fuerit ordinatum. PHILIPPE V, 1317.

Prima die septembris.

XVI. Cum scabini de Banno dilecti et fidelis nostri Remensis archiepiscopi nobis dedissent intelligi, conquerentes, quod idem archiepiscopus plures de dictis scabinis in suo carcere captos detinet, racione solucionis expensarum factarum pro coronacione, tam karissimi germani nostri Ludovici, quondam Francie et Navarre regis, quam nostre, et insuper archas eorum, in quibus sunt, ut ipsi dicunt, littere et instrumenta quibus se volunt juvare dicti scabini in facto hujusmodi contra dictum archiepiscopum, tenet firmitas, quamquam ipsi bonas, ut dicunt, habeant raciones, litteras, judicata et arresta, per que ipsi nituntur se defendere quod ad solucionem expensarum hujusmodi non tenentur, non obstantibus quibusdam litteris et judicatis curie nostre, ex parte dicti archiepiscopi super hoc exhibitis, quas litteras, judicata et arresta sua ipsi exhibere non potuerunt, ut dicunt, cum capti teneantur, et eorum littere, judicata et arresta per dictum archiepiscopum teneantur firmata, per que judicata et arresta sua ultimo data, ipsi volunt ostendere quod judicata et arresta, per dictum archiepiscopum contra ipsos exhibita, sunt totaliter revocata; quodque, licet ipsi scabini in aliquo forsitam super hoc tenerentur, dici tamen non debent esse in mora solvendi quousque fuerit, auditis partibus, declaratum si et in quantum ipsi scabini in hujusmodi teneantur; nos, ad eorum instanciam, certis commissariis deputatis a nobis, mandavimus et commisimus ut ipsi per manum nostram, tanquam superioris, dictas archas fa-

Pentecôte 1317.

coroni xperiri, litteras et instrumenta dictorum scabinorum, si ea existentes, facientes ad causam hujusmodi, sibi tradereat, promque ex hoc eorum, occasione dictarum expensarum capta, remitterent, non obstantibus arrestis, prononciacione seu ordinacione curie dictos scabinos super expensis predictis per curiam nostram facta, prius tamen implorii omissa nostra causa ad valorem septem millium librarum Parisiensium, quas, ut ipsi dicebant, dictus archiepiscopus petit ab eis, pro expensa predictis. Cum autem dictus archiepiscopus, de concessione predicte commissionis, tam eorum dictis consonantia quam postea eorum nobis, competentis fuisset, plures racionum prepositis ad forum reconendi eundem, faciens nobis expedi dictus archiepiscopus quod summa quam ipse, pro expensis hujusmodi, petit a dictis scabinis, ad valorem decem et septem millium librarum Parisiensium ascendit; nos eandem commissionis mandatorum ex eius minimus ut ipsi manum nostram, usque ad summam in qua dicti scabini ex cives Remenses teneantur vel teneri possunt, racione dictarum expensarum, fecerunt implori primquam recordetur fuerunt de personis et bonis predictis; postea vero dicte partes ad certam diem ad nos accesserunt, super dictis processibus comparentes; nos vero dictis et fidelibus nostris magistris curie nostre placitorum, Parisius, presentibus ut ipsi, dictis partibus auditis, super his exhibitum est dem, quamquam nos ut parlamentum, debite justicie complementum Archiepiscopum super his, in curia nostra, coram dictis magistris, predictis partibus, et visis litteris per eas exhibitis et consideratis has predictis, multisque responsione ballivi et procuratoris quos archiepiscopi, per eorum juramenta, usque ad quam summam dicti scabini teneri possunt et compelli pro expensis predictis, habitaque deliberacione super hoc diligenti, per arrestum nostre curie dictum fuit quod scabini et persone per dictum archiepiscopum, propter scabinicum dictarum expensarum, donati, recredentes, una bonis eorum propter hoc arrestata, prius tamen per eundem scabinos impleta manu nostra de quindecim millibus libris Parisiensibus ja bene recessit, quodque usque ad dictam summam cassabit compellet per

fit per gentes nostras in hoste dicti archiepiscopi, pro dicta expedi- PHILIPPE V, 1317.
tione, et, quantum ad hoc, de bonis eisdem smovebitur manus nostre, et super residuo quod de dicta expensa debetur, gentes nostre ad bona temporalia dicti archiepiscopatus recurrent habebunt, sed ipse super hujusmodi residuo, si voluerit, ad alias personas, que ad hoc tenentur, poterit habere recursum, quibus scibitis, ut premissum est, recredita, ipse super dicto principali negocio, quousque sum sit parlamentum, vocatis partibus, audiemur de plano, et videbuntur arresta, litteræ et judicata que ipsi voluerint exhibere, et auditis hinc inde propositis, extra motu super hiis exhibendi dicta partibus justicie complementum. Super inobedientiis vero contra dictum archiepiscopum et gentes suas propositis, de quibus fit mencio, commissione predicta per dictos scabinos inspectis, super quibus, ut dicitur, duo facte sunt inqueste, una per prepositum Lauduensem et alteri per commissarios supradictos, quas inquestas pars dicti archiepiscopi dicit non esse completas, per curiam nostrum dictum fuit quod curia nostra dictas inquestas aperiet et videbit, ad illum finem ad quem potenter videri, et si non sint complete, perficientur, si vero complete sint, curia nostra super eis faciet id quod fuerit racionabiliter faciendum.

Sabbato post sanctum Dyonisium.

XVII. Philippus, etc. universis, etc. Notum facimus quod, cum procurator domus Hospitalis Sancti-Johannis Jerosolimitani conquereretur ex eo quod gentes nostre nitebantur habere bona partes eminum fructuum et exitum terrarum et vinerum que quondam fuerunt domus Templi, infra regnum Francie consistencium, de anno ultimo ultius temporis quo finite fuerunt finse dictarum bonorum tradite per curatores eorum seu gentes regias, antequam dictorum bonorum eminus dicto Hospitali deliberatis fuisset, dictus idem procurator fructus et exitus predictos ad ipsum Hospitale integre petitionis, et non nullius jus in eisdem habere, ac requirens impedimentum siper-per dictas gentes nostras, in predictis fructibus apponitum, amoveri.

R.

PHILIPPE V. 1320.

nasime, ut ipse dicebat, eum hujusmodi fructus perdentes pars fasi cessaret debuit, et dici non debuit quod tales fructus, sole silentibus, sint mobilia vel arrengia debitorum; procurentur nonne pluribus rationibus e contrario proponente dictorum fructuum et exituum duas partes ad nos pertinere, præsertim virtute compositionis facte novissime inter fratres Hospitalarios et gentes karissime domini et germani nostri Ludovici, quondam dictorum regnorum Regis, de omnibus et singulis bonis et debitis, ac firmarum omnium arrengiis in quibus tenuit petenset custores, gubernatores seu administratores aut quivis alii officiales olim super bonis quondam Templi regno Francie deputati, a die capcionis Fratrum quondam Templi rierum usque in diem quo dicturum bonorum corporalis possessio tradita fuit Hospitalariis predictis, ex racione obligacionis qua tenebatur obligati firmarii bonorum predictorum, eum ipsi in primo anno firmarum suarum, qui, per modum mutui sibi facti, recepcrun ri nena et terras cultas et imbladatas de fructibus predictorum in tie dem, quos fructus dominus fuit, predecessor noster, inexpurn nem, possit fecisse colligi et sibi applicasse, eoque obligeverunt dicti firmarii, firmas hujusmodi recipiendo, ad diminucionem et solucionem in ultimo anno firmarum suarum, dictas virenas et terras cultas et imbladatas in recompensacionem culture et imbladacionis priora anni firmarum earumdem per eos recuperatum et in solucionem predicti mutui, culture et imbladacionis prioris anni predicti; predicto procurature dicti Hospitalia plures rationes ex adverso replicante. Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis dicte compositionis ac aliis litteris super hoc exhibitis, habitaque deliberacione super hoc diligenti, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, quemtum ad illas firmas in quarum tradicione firmarii qui nos recuperant, se obligaverunt ergo dictas custores vel gentes regias ad diminuendum et reddendum in ultimo anno firmarum hujusmodi, dictas virenas et terras cultas et imbladatas, non debemus habere duas partes fructuum et exituum predictorum de ultimo anno, que finitus lat anni finiet tempus firmarum predictarum, tam de proximo illo

anni nullimi termini quam de prescriptus et futuris, quibus adve- Philippe V. 1321.
nerint hujusmodi futuri termini, ante per dictos firmarios, aut per dictos Hospitularios, qui absque defectu dictorum firmariorum, durante firmarum hujusmodi tempore, possessum ad eorum usum firmas predictas, culte et imblade futuri vinte et terre predicte.

Lune post Sanctum Dyonisium.

ARRESTA

PER CURIAM DATA IN PARLAMENTO QUOD INCEPIT IN CRASTINO FESTI BEATI ANDREE APOSTOLI.

ANNO DOMINI MCCCXXI.

I. Cum comes Sabaudie, diceus se injuste et de novo impediri, per gentes karissime sororis nostre, regine Clemencie, in saisina sui quam dicebat se habere domus de Flenesyo, necnon jurisdictionis redditorum et aliarum pertinenciarum ipsius, que domus, cum dicta ejus pertinencia, fuit quondam Ingerrami de Marrigniaco, militis, requerendi in curia nostra dictum appellemtem amovere; plures racciones ad hoc proponens; parte dicte regine, que ad dictum defendendum requestus extitit vocata, pro se saisinam contrariam allegante, et plures racciones super hoc in contrarium proponente: Auditis hinc inde propositis, et visis litteris ab utraque dictarum personn ad finem dicte saisine productis, prolatoque ad consilium negocio predicto, deliberatisque super hoc habite diligenti, tandem, de voluntate curie nostre, dicte partes, ad hec amicabiliter inducte, videlicet dictus comes, pro se, et magister Guillelmus de Rama, procurator dicte regine, pro ipsa regina, finaliter consenserunt et in nostra curia concordaverunt quod dictus comes predicte domus de Flenesyo, necnon jurisdictionis redditorum et aliarum pertinenciarum ipsius toto tempore vite sue, saisinam habeat et pacifice

Pentecôte V. 1315.

gendeat de eodem, salvo tibi nichilominus defensione et protestatione jure sui super proprietate rerum predictarum, quodque dicte regine Clemencie sit jus salvum super peticione et protestatione juris sui, in proprietate rerum communi predictarum, que protestationes curia nostra, de consensu dictorum partium admisit, et ab eisdem protestationibus precepit hesorum predictorum salvum custodiri, sicut premissum est, deliberavit.

Dictum quintis die decembris.

II. Cum procurator decani et capituli ecclesie Senonensis, de quo-dili garda nostris memoriam habencium, dicens ipsos sub predicta garda et ressorto nostro immediato tenere et habere, et ab antecessoribus nostris pre-cure, cujus memoria non existit hactenus, pacifice tenuisse immediate sub nobis ac predecessoribus nostris, qui pro tempore fuerunt, villam eorum de Brasseure, cum ejus pertinenciis, sitam in castellania de Grossibus, sub remonio Senonensis balliui, ex dono felicis recordacionis beati Ludovici, quondam archiepiscopi Senonensis, septingentis annis et amplius elapsis a temporeedonacionis predicte, longum nimisum et pacificum ab antiquissimis temporibus super hoc allegando; propter quod ipse dicebat non non debere predictos res posse extra speculum garda nostrum et ressortum nostrum immediatum; conquerentes ex eo quod communiarii, super a nobis deputati per sondende detalirii ressortum nostre, regine Clemencie, gardam et ressortum dictarum rerum, pro certo precio pensorunt in minus debitoris predicti, pluribus racionibus coram factum hujusmodi dictorum communiarium totaliter revocari, pe sibi fieri super hoc, cum instancia, postulando; processuro dicte regine plures racionem e contrario proponendo, ad illum finem quod tenent unium predicta, et pro eo maxime quod dicti capitali pretrator nullum privilegium pretendebat contineus quod res Franc predicta extra manum nam posuere non posset, nec dictum dicte racionem, quum ipse allegabat, contrarietorio judicio cleme tuisse, et finaliter concludente quod se, exigente justicia dicte ne-

sie revocacionem, quantum ad res predictas in aliquo fieri contingat, sufficiens recompensacio per hoc fiat eidem regine: Tenden. audita hinc inde proposita, et visis litteris ex parte procuratoris dicte regine exhibitis super promissione seu donacione facti sui dotalicii confecta, deliberacionque super hoc habita diligenti, per assentum nostre curie dictum fuit quod, assisa ville predicte et ejus pertinenciarum, quantum ad dictum gardum, non tenebit, immo renunciabunt res predicte sub nostra gardia speciali. Quantum vero ad resortum justicie dicti loci et ejus pertinenciarum, non super hoc nostrum factorum voluntatem, dictum resortum dimittendo in assisis predicta, vel illud nobis specialiter retinendo.

Martio ante natividatem Domini.

Item, infra [p. 660] memoria aliud arrestum pro ipsis.

III. Cum, pro debitis in quibus Michael Pysel, tam nostris predecessoribus Francie regibus quam nobis, tenebatur, racione firme vicecomitatus apud Rothomagenses, ballivus Rothomagensis certas hereditates ipsius Michaelis, fortis super hoc debitis subsistencialibus et proclamacionibus, secundum quod patrie consuetudo requirit, venales exposuisset, et eandem hereditatis Richardus de Heutreya, tanquam plus offerens, eciamsi pro certo precio ab eodem penultimi et nostris ausibus applicato, dictasque hereditatis tenuret et possideret titulo empcionis predicte; nichilominus dictus Michael, conqueremus ibidem eas suas nimias racionabiliter vendidisse fasse, nostrum litteras, quod ipse super hoc audiretur, impetravit ad magistros computorum nostrorum in scacario Rothomagensi; qui magistri, virtute dictarum litterarum, vocatis partibus, in hujusmodi negocio procedentes, auditis hinc inde propositis, vendicionem per dictum ballivum de predictis rebus dictis per arrestum suum confirmaverunt. Postea vero dictus Michael, easdem iteratis ac in predicta gravitate lesionis fasse, quod super lesione hujusmodi auditorie nostris ad magistros scacarii litteras impetravit, qui magistri negocium hujusmodi, pro plenioris ejus expedicione, ad parlamentum. Peronas, cum dicta partibus

PENONNE, V. 1365.

PHILIPPE V. 1317. remisserunt : Auditis igitur, in parlamento nostro, super hoc, dictis partibus, visisque dictarum vendicionum litteris, sigillo Ruthenensis baillivie sigillatis, et arresto predicto, et hujusmodi argento plenius examinatis, per curie nostre judicium dictum fuit et pronunciatum dictarum hereditatum vendiciones predictas, prout in litteris continentur predictis, debito modo et legitimis fuisse factas, et nullas et tenere debere, et imponi curie nostre super hoc silencium Michaeli predicto.

Martia sute sub[v]ictum Domini.

IV. Cum major et juravi ville Sancti-Quintini in Virmandia comparuissent in nostra curia de ballivo Virmandensi, dicentes quod, cum ipsi Petrum Ludovici et Amile Poilete, cives ipsi si judicia executiva de crimine falsitatis, quem ipsi commiserunt, quodam falsum confidendo testamentum, per nostre judicium, hanipsum falsarios, de dicta villa et ejus baillivia imperpetuum banniverint et eos condempnaverint ad sustinendum omnia bona sua, que ipsi sub jurisdictione dictorum majoris et juraturum habebant, et idem major et juratz essent in saisina forisfacture dictorum bonorum, intrusionis eam expendere in refectione muracrum ejusdem ville, in chiloninus dictus ballivus bona predicta possuerit et tenebat ad numum suum, in prejudicium eorumdem;

Item, cum ipsi quamdam mulierem, que sciebant falsum monetam, ut dicebatur, allocabat, cepissent, et ejus confessionem super hoc vellent audire, dictus ballivus proposuit nostrum interesse, si ipse, cum eis interesset ad audiendum confessionem predictam, in eorum prejudicium, ut dicebant.

Item, cum ipsi quodam pervum sigillum habere consuevissent, de quo ipsi sigillabant memorialia que confidebantur super confessionibus et recognicionibus que fiebant inter nostrum subditum et ipsos, idem ballivus dictum sigillum et ejus exercitium possuerit ad numum suum, in prejudicium eorumdem.

Item, cum ipsi Rogerium de Flaguieres, infra terminos certos

communie, mediantibus facientibus, cognovit, et juridicum factorum de eodem, idem balliva dictum Rogerium de omnibus eorum amoremi, in prejudicium eorumdem; proponentes dicti major et jurati se esse in bona saisina et longa de dictis casibus et similibus cognoscendi et explectandi, et emolumenta exinum hujusmodi sibi applicandi; quare instanter requirebant dicta impedimenta, super his sibi per dictum ballivum apposita, amoveri, et pares curiæ prædictæ curiæ regiscindi et exerciti causam predictorum saisina et explectis eorum, plures ad hoc racione allegando, et offerendo se paratos probare saisinam predictam, quam ipsi allegabant, exhibentes eciam cartam dicte communie ad dictam saisinam suam confortandam. Procurator vero senescalli ad predicta respondit quod predictorum causam, videlicet de fallacie dicti senescalli, de allocacione false monete, et de dicto parvo sigillo habendo, exercicium et explectis nulla racione pertinere poterant ad majorem et juratos predictos, et quod ipsi non erant admittendi ad saisinam aliquam super hoc allegandam, cum, inspecta eorum carta, et viis cauthus qui per dictam cartam concelluntur eisdem, liquido posuit apparere predictos tres casus non contineri inter casus ein concessos, nec posse deucudere ex eisdem; quare dicebat dictos tres casus ad sua petitione, sicuti in tenore carte predicte, quodque ipse, qui dictus cambius in nostri prejudicium uti dixit, debebant suam smittere communiam, et eorum statum, tanquam abusores potestatis eisdem per dictum cartam concesse; quare petebat idem procurator noster predicta nobis adjudicari, et ja sibi fieri super omnibus supradictis; et sic quartum articulum de dicto Rogerio, respondit idem procurator noster quod dictus Rogerius erat servicus et justiciarius noster pro vicecomite nostro de Sancto-Quintino, et quod ipse, suum officium exercendo, vicinitus fuerat in ville predicte, cujus dicti cognicio et punicio, non ad ipsos, sed ad nos, pertinere debebat; ac que eunia dicti major et jurati plures replicaverunt racione, facientes retencionem de defendendo illud quod procurator noster proponit, videlicet ipsos, propter eorum abusum, suam smittere

Parlement V. 1319

PHILIPPE V. 1317. communium debere, dicentes eciam quod dictus Rogerius erat privata persona, nec erat servitus nostra, et quod, sive quod ipse nesciens noster esset, ipse tamen extra officium suum septus fuisse nonlequm facimodo, quare debebat, in hoc casu, privata repulsa persona, et sic de ipso pertinebat justicia ad majorem et justos predictos, quod ellemdem se parabus prebare: Auditis igitur requestis predictis et racionibus super hoc propositis hinc et inde, visisque dicte communie cartis, et auditis in ea contentis, tam illis que per eandem curtam dicte communie sunt concessis quam illis que per eam nobis sunt reservati, per curie nostre judicium dictum fuit quod, quantum ad articulum de dicto Rogerio, qui dicitur ultimus fuisse nostrum servitorum exercitum, cum dicte partes plura facta contraria proponant, super eis veritas inquiratur, et fiat jus quantum vero ad alios tres predictos articulos, videlicet de falsitate dicti testamenti, de allocacione falso nomine, et de dicto parvo sigillo habendo, dictum fuit quod, cum dicti tres casus et articuli non contineantur inter casus dicte communie per eorum cartam concessos, nec possint descendere ex eisdem, dicti major et jurati non recipiantur ad probandum asinuam quem ipsi super hoc allegant, et remittebant nobis articuli et casus predicti, cum expletis et emendatis tis que secuta sunt et provenerunt ex eisdem, et vocatis dicte curie nostre totalibus parvum sigillum predictum; et pro eo quod dictus major et jurati simul sunt cauthes et articulis predictis in prejudicium juris nostri, curie nostre dictum communium et statum ejusdem, per ideas judicium, possit ad nostrum nostrum, ut, super dicta communia et ejus statu omnino amovendo, vel de speciali gracia remanendo, nostrum faciemus totaliter voluntatem.

Veneris ante nativitatem Domini.

Confirmatio istius arresti inveniatur infra ad hoc signum †, cum pluribus tribus foliis (p. 663).

V. Cum ex parte hominum et habitatorum communie Sommesnis, seu majoris et senioris partis ejusdem communie, karissime do-

mino et germano nostro Ludovico, quondam Francie et Navarre rege, fuisset expositum conquerendo quod, propter inconvenientes regimen majorum, scabinorum et aliorum ministrorum dicte communie, tota dicte communia et ejus habitatores universaliter et singulariter, a quindecim annis citra, male tractati fuerunt, et adeo deperierit quod, nisi de oportuno remedio celeriter provideretur eisdem, ipsam communiam et ejus habitatores, tam in capite quam in membris, necessario oporteret ad irreparabilis desolacionis[1] exterminium deduci; quare supplicaverunt ut ipse germanus noster, salvis dictorum habitatorum privilegiis a Francie regibus eisdem concessis, ipsam communiam, cum ejus juribus et pertinenciis, ad manum suam caperet et teneret, dictosque habitatores manuteneret, secundum eorum privilegia, et eos gubernari faceret per aliquem yllorum, quem ipse ad hoc duceret deputandum, et majores et scabinos ac alios, qui a quindecim annis citra dictam gubernaverunt communiam et ejus bona administraverunt, ad reddendum computum legitimum de predicta administracione sua, faceret compelli; quibus auditis, dicte germanus noster litteras suas ballivo Senonensi super hoc misit, inter cetera continentes quod, si idem ballivus, ea parte majoris et sanioris partis dicte communie et ejus habitatorum, esset super hoc requisitus, ipse statum, curtas et privilegia dicte communie ad manum suam ponneret et teneret, et majores, scabinos et alios, qui a quindecim annis citra dictam rexerunt communiam, compellerent ad reddendum legitimum computum de ipsorum ydemizationcione predicta. Quarum litterarum virtute, dictus ballivus majorem, pares et juratos dicte communie, et omnes ejus habitatores, per nomina et cognomina specialiter nominatos, ad certos dies et locum coram se fecit adjornari. Quibus coram se comparentibus et eisdem lectis et sufficienter expositis litteris predictis, requisivit idem ballivus ut dicti adjornati voluntatem suam, super contentis in dictis litteris, responderent, et Johannes de Dicy, tunc temporis major dicte communie, ad hoc respondens, requisivit nomine quod dicta com-

[1] Vide ducheti

Parlem. V. 1401

8s.

PHILIPPE V. 1321. annis in statu in quo erat teneretur; plures ad hoc raciones proponens: cujus requisicioni vigisti duo de predictis juratis et habitantibus adhesserunt; omnes vero alii juratí et habitatores dicte communie, dictam presentem, qui majorem et saniorem partem dicte communie et ejus habitatorum faciebant, prout visum fuit eisdem ballivo, et prout idem ballivus in nostre curie relatu, presentibus partibus antedictis, cum grandi instancia et una voce concorditer, requisierunt et idem ballivus ea que sibi per dictas manudatorias litteras adimplebat; quibus auditis, dictus ballivus predictum communitatem, ejus statum, cartas et privilegia, cum dictorum habitatorum major pars in hujusmodi consentiret, prout et tenuit ad manum Sexmonis primi nostri predicti, et ex parte sua certum gubernatorem instituit in villa predicta. Postea vero quidam de dictis juratis et habitatoribus ad nos, qui processum ignorabamus predictum, accedentes, dicebant nobis intelligi quod status dicte communie ad manum nostram positus fuerat ad tempus, propter discordiam que fuerat inter habitatores dicte communie et illos qui dictum gubernatorem ad communem et ejus bonu administrarunt, quodque dicte partes super hoc ad concordium venerant, et inter se fecerant bonam pacem, a bella vestrate de processu predicto, per pacem, de mandato dicti hæredis germani nostri, sexti primogeniti est, ad instanciam et ad tenimen requisicionem habitatorum dicte communie, seu majoris et sanioris partis eorum, dictus Sexmonus ballivus predictum communium, ejus statum, cartas et privilegia penitus et tenuit ad manum dicti hæredis germani nostri, litteras nostras ad eorum requisicionem obtinuerunt, tum primus quam secundas, dicto ballivo Sexmonus directas, per quas mandabatur eidem quod si, vocatis evocandis, sibi constaret de dicta concordia et aliis premissis, nobis per dictas requisitiones intimatis, ipse permitteret eligi majorem et dicte ville, secundum consuetudinem ibidem ab antiquo usque hoc observatam; dictus vero ballivus, visis dictis litteris, quas ipse, veritate tactis, imprimis cognoscere debebat, pro eo maxime quod ipse dictum fecerat processum de quo non fiebat mencio in litteris

predictis ad execucionem dictarum litterarum veritate tacita, ut premissum est, obtentarum inprovide, procedens tamquam dissimulans se nescire ea que per dictum processum, de mandato karissimi germani nostri predicti, per eum facta fuerunt in premissis, dedit licenciam quod in dicta villa eligeretur major, die ad hoc consueta, que nondum advenerat, prout in preterito tempore consuetum extitit, eligi majorem in villa predicta, et pro tenendo regimine dicte ville usque ad diem predictam, pro majore dicte ville eligendo consuetam, usquequo adveniret ipse, certam deputavit personam; quo facto, postea plures habitatores dicte ville Senonensis, in parlamento presenti comparentes et de predicto processu ultimo dicti ballivi conquerentes, presentibus ipso ballivo et quibusdam aliis, ipsi ballivo adherentibus in hac parte, requisierunt dicti ballivi processum ultimum totaliter anullari, et dictum priorem processum, virtute mandati dicti regis Ludovici factum, teneri et inviolabiliter observari, et quecumque in contrarium facta fuerunt totaliter anullari, plures raciones super hoc proponendo; parte adversa pluribus racionibus e contrario proponente predictum factum ultimum dicti ballivi valere, et in statu suo remanere debere, dicto tamen ballivo, quantum ad factum suum hujusmodi pertinet, finaliter dicente quod si in facto suo predicto foret aliquid emendandum, curia nostra, prout sibi videretur, illud corrigeret et emendaret: Tamdem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris, mandatis et processibus omnibus antedictis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod prior processus, virtute litterarum dicti regis Ludovici, super statu dicte communie et ejus pertinenciarum, factus, tenebit et habebit perpetui roboris firmitatem, et processum postea in contrarium subsecutum curia nostra per idem arrestum totaliter anullavit, et dicit eciam quod dicta communia, ejus status, carte et privilegia remanebunt totaliter in manu nostra, et quod nos dictos habitatores faciemus, ut personas singulares, per Senonensem prepositum gubernari, justiciari et regi, dicta communia et ejus statu totaliter sublatis, salvis dictorum habitatorum privilegiis, a predecessoribus nostris Francie

PHILIPPE V, 1317.

PHILIPPE V. 1317. regibus eisdem concessis, et quod majores, juratos, scabinos ac alios, quo a quindecim annis citra dictam gubernaverunt communam et ejus bona administraverunt, ad reddendum computos legitimos de predicta administratione seu facientes compelli.

Martia post octabas Candelose.

VI. Cum abbatissa et conventus monasterii de Faris-Monasterii, dictas dictum monasterium, cum omnibus rebus, possessionibus et juribus suis, esse et ab antiquo tempore hactenus fuisse immediate sub speciali garda nostra et predecessorum nostrorum Francie regum, notum fitteras et privilegia curie nostre exhibeant, per que ipse dicebant eos eas extra speciales et immediatam gardam nostre posse non debere, curie nostre congeatie fuisset et eo quod, ratione unius facte karissimo germano et fidali nostro Karolo, comiti Marchie, in certis rebus et domaniis de comitatu Campanie et de extra dictum comitatum existentibus, idem comes monasterii predicti gardam sibiabstur habere, requirentes quod nos eidem remitti super hoc perpetuum imponentes silencium, nobis immediate predictum gardum retinendo, predicti comitis gracie, ac si super modi opponentes, diuersori karissimorum dominorum et germanum nostrum Ludovicum, quondam Francie et Navarre regem, per suas litteras declarasse quod omnium ecclesiarum, existentium in terris dicto comiti assignatis, garda, sub appreciacione, remanseat dicte comiti et heredibus ac successoribus ejusdem, excepta garda cathedralium ecclesiarum et illarum que sunt privilegiate, quod eius manum nostram et successorum nostrorum Francie regum pro non ponsent, salvoque jure nobilium regni nostri, et omni alio! ad quos certarum ecclesiarum garda pertinerat, fuisset concessum! tes sis placere quod, vuis declarationes predicta ac dicti monasterii privilegia, curie nostre super hoc deserunt id quod ipse videre rationabiliter faciendum. Tandem, audito hinc inde proposito, et visis dictis privilegiis et litteris, curie nostre super hoc exhibitis et declarationes predicta, habitaque deliberacione super hoc diligen-

per arrestum nostre curie dictum fuit quod, dicta garda nonnatenti de Parie-Monastorio et ejus rerum, possessionum et jurium, sub nobis immediate remanebit, et imposuit ipsa curia nostra perpetuum super hoc silencium comiti predicto.

PHILIPPE V. 1317.

Sabbato post Cathedram sancti Petri.

VII. Cum abbas et conventus monasterii Beliacensis, dicentes dictum monasterium, cum omnibus membris suis et hominibus dicti monasterii et membrorum suorum, esse et ab antiquo tempore hactenus fuisse immediate sub speciali garda nostra et predecessorum nostrorum, comitum Campanie, racione comitatus Campanie predicti, eorum litteras et privilegia nostre curie exhibentes, per que ipsi dicebant nos nos extra speciales et immediatam gardam nostram ponere non debere, cum nostre conquesti fuissent ex eo quod, racione sasine facte karissime germane et fideli nostre Karole, comiti Marchie, in certis rebus et domaniis de comitatu Campanie et de extra dictum comitatum existentibus, idem comes monasterii predicti gardam nitebatur habere, requirentes quod nos eidem comiti super hoc perpetuum imponeremus silencium, nobis immediate predictam gardam retinendo; predicti comitis gentes, re in hujusmodi opposicione, dicerunt karissimum dominum et germanum nostrum, Ludovicum, quondam Francie et Navarre regem, per suas litteras declarasse quod omnium ecclesiarum, existencium in terris dicto comiti assignatis, garda, sub appreciacione, remanere dicto comiti et heredibus ac successoribus ejusdem, exempta garda cathedralium ecclesiarum et illarum que sunt privilegiate, quod extra manum nostram et successorum nostrorum Francie regum posit non possunt, salvoque jure nobilium regni nostri, si essent aliqui ad quos certarum ecclesiarum garda pertineret, faciliter concludentes ex placere quod, visis declaracione predicta ac dicti monasterii privilegio, curia nostra super hac deceruerit id quod ipsa viderit racionabiliter faciendum: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis dictis privilegiis et litteris super hoc nostre curie exhibitis, ac de-

PHILIPPE V. 1317.

clericione predicta, habitaque deliberacione super hoc diligenti, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicta garda nostrum habebat locum, cum omnibus membris suis et hominibus dicti monasterii et membrorum suorum, sub nobis immediate, racione omnium Campanie, remanebit, et imposuit ipse curia nostre pertinere super hoc silencium contra predicta. Sabbati predicta.

VIII. Cum prior de Cheyssano in Biria, ordinis Cluniacensis, ecclesia dictum prioratum, racione monasterii Cluniacensis, cum omnibus bonis et rebus suis existentibus in regno nostro, esse et sit ut tenpus tempore hactenus fuisse immediate sub speciali garda nostra et predecessorum nostrorum Francie regum, ipsius litteras et possessoria curie nostre exhibens, per que ipse dicebat nos ipsum eum speciales et immediatum gardium nostrum posuere non debere, cum nostre conquestus fuisset ex eo quod, racione assise facte inter nostrum gentium et fidei nostre Karolo, comiti Marchie, in rentis nobis et demanio, de comitatu Campanie et de extra dictum comitatum existentibus, idem comes prioratus predicti gardium minime habere, requiriens quod nos eidem comiti super hoc perpetuum imponeremus silencium, nobis immediate predictum gardium retinendo: predicti comitis gentes, se in hujusmodi opponentes, dixerunt hominium dominum et gentmanum nostrum Ludovicum, quondam Francie et Navarre regem, per suas litteras declarasse quod comites ecclesiarum existencium in terris dicte comiti assignatis garde, sub superioritate, remanent dicto comiti et hereditas ac successoribus ejusdem, excepta garda cathedralium ecclesiarum et illarum per suas privilegiata, quod extra manum nostrum et successorum nostrorum Francie regum penè non ponunt, salvoque jure exhibito regni nostri, si casus aliqui ad quos certarum ecclesiarum garda pertineret, fuisset concludentes eis placere quod, visis declaracione predicta ac dicti monasterii privilegio, curia nostra hec decreverit id quod ipsa videret racionabiliter faciendum. Tandem, eodem hinc inde proposito, et visis dictis privilegio et litteris

curie nostre super hoc exhibitis, ac declaracione predicta, habitaque deliberacione super hoc diligenti, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicta garda monasterii de Choysiaco, et ejus bonorum et rerum, sub nobis immediate remanebit, et imposuit ipsa curia nostra perpetuum super hoc silencium comiti predicto. PHILIPPE V, 1317.

Sabbati predicta.

IX. Cum prior prioratus de Cella in Bria, ad monasterium abbacie Majoris-Monasterii Turonensis, cum omnibus bonis et rebus suis, in potestate nostra existentibus, de speciali garda nostra et predecessorum nostrorum Francie regum existens, pertinentis, curie nostre exhibens litteras et privilegia predecessorum nostrorum Francie regum, per que ipse dicebat nos eumdem prioratum, et ejus pertinencias, extra specialem et immediatam gardam nostram et ressortum nostrum ponere non debere, curie nostre conquestus fuisset ex eo quod, racione assisie facte karissimo germano et fideli nostro Karolo, comite Marchie, in certis rebus et domaniis, idem comes prioratus predicti et ejus pertinenciarum gardiam et ressortum nitebatur habere, requirens quod nos eidem comiti super hoc perpetuum imponeremus silencium, nobis immediate predictas gardiam et ressortum retinendo; dicti vero comitis gentes, se in hujusmodi opponentes, dixerunt karissimum dominum et germanum nostrum Ludovicum, quondam Francie et Navarre regem, per suas litteras declarasse quod omnium ecclesiarum, existencium in terris dicto comiti assignatis, garda, sub appreciacione, remaneret dicto comiti et heredibus ac successoribus ejusdem, excepta garda cathedralium ecclesiarum et illarum que sunt privilegiate, quod extra manum nostram et successorum nostrorum Francie regum poni non possunt, salvoque jure nobilium regni nostri, si essent aliqui ad quos certa ecclesiarum gardia pertineret, finaliter concludentes eis placere quod, visis declaracione predicta et litteris ac privilegiis ex parte dicti prioris super hoc productis, curia nostra super hoc declararet et decerneret id quod ipsa videret racionabiliter faciendum : Tandem,

PHILIPPE V. 1321. audita hinc inde proposita, et visis dictis privilegiis et litteris ejus nostre super hoc exhibitis, ac declaracione predicta, habitaque deliberacione super hoc diligenti, per arrestum nostre curie dictas fuit quod gardia et remortum dicti prioratus de Calla et ejus pertinenciarum sub nobis immediate remanebit, et imposuit ipse curia perpetuum super hoc silencium comiti predicto, precepitque curia nostra quod si dicta gardia et remortum, per certa precia harum eidem comiti tradita, super hoc sufficiens fuit recompensacio comiti predicto.

Mercurii post Brandones.

X. Cum prior prioratus de Penariis, ordinis Cluniacensis, cure nostre conquerentem ex eo quod commissarii, super a nobis deputati pro assidendo dotalicium karissime uxoris nostre, regine Clemencie, gardam et remortum dicti prioratus et ejus pertinenciarum, pro certo precio, posserunt in assisia dotalicii predicti, planhus racionibus requirens factum hujusmodi dictarum commissionum, quantum ad predictum gardum et remortum, totaliter revocari, dicens inter cetera dictum prioratum, cum ejus pertinenciis, esse et ab antiquissimo tempore hactenus fuisse immediate sub garda et remortu regum Francie, qui pro tempore fuerunt, et ad hanc dudum intencionem nunc super hoc monasterii Cluniacensis litteras et privilegia nostre curie exhibens, per que ipse dicebat intra nos debere dictum prioratum ponere extra gardam et remortum nostros, jus ipsi fieri super hoc cum instancia postulando; procuratore dicte regine Clemencie plures raciones e contrario proponente, et finaliter requirente quod si, exigente justicia dicte assisie revocacionem, que petitur fieri, contingat, sufficiens recompensacio super hoc fiat eidem regine: Tandem, audita hinc inde proposita, et visis dictis litteris et privilegiis, deliberacionique super hoc habita diligenti, curia nostra, per arrestum suum, predictorum gardi et remorti assisam totaliter revocavit, et pronunciavit dictum gardium et remortum sub nobis immediate remanere debere, et imposuit curia nostra perpe-

tuum super hoc silencium regine predicte, precepitque ipsa curia nostra quod, si dicta gardia et ressortum, pro certo precio, fuerunt eidem regine Clemencie tradita in assisia predicta, super hoc sufficiens fiat recompensacio regine predicte. PHILIPPE V, 1317.

Mercurii predicta.

XI. Cum prior prioratus de Canes, ordinis Cluniacensis, curie nostre conquereretur ex eo quod commissarii, nuper a nobis deputati pro assidendo dotalicium karissime sororis nostre, regine Clemencie, gardam et ressortum dicti prioratus et ejus pertinenciarum, pro certo precio, posuerunt in assisia dotalicii predicti, pluribus racionibus requirens factum hujusmodi dictorum commissariorum, quamtum ad predictam gardam et ressortum, totaliter revocari, dicens inter cetera dictum prioratum cum ejus pertinenciis esse et ab antiquissimo tempore hactenus fuisse immediate sub garda et ressorto regum Francie qui pro tempore fuerunt, et ad fundendam intencionem suam super hoc, monasterii Cluniacensis litteras et privilegia nostre curie exhibens, per que ipse dicebat nos non debere dictum prioratum ponere extra gardam et ressortum nostros, jus sibi fieri super hoc cum instancia postulando; procuratore dicte regine Clemencie plures raciones e contrario proponente, et finaliter requirente quod si, exigente justicia, dicte assisie revocacionem, que petitur fieri, contingat, sufficiens recompensacio super hoc fiat eidem regine : Tandem auditis hinc inde propositis, et visis dictis litteris et privilegiis, deliberacioneque super hoc habita diligenti, curia nostra, per arrestum suum, predictorum garde et ressorti assisiam totaliter revocavit, et pronunciavit dictam gardiam et ressortum sub nobis immediate remanere debere, et imposuit curia nostra perpetuum super hoc silencium regine predicte, precepitque ipsa curia nostra quod si dicta gardia et ressortum pro certo precio fuerunt eidem regine Clemencie tradita in assisia predicta, super hoc sufficiens fiat recompensacio regine predicte.

Mercurii predicta.

PHILIPPE V. 1318. XII. Dominus P. de Dicy, dominus Hugo de Celle, magister P. Barrandi, magister Philippus Convers, magister Deoc de Kastat, magister Philippus de Mornays, custor Claromontensis, magister Amaius, dominus de Avaugor, Johannes Boichier, dominus Guillelmus Flote, dominus Ferricus de Ville-Fresle, Reginaldus Barbo, dominus Guillelmus de Harrecuria, episcopus Ambianensis, abbas Sancti-Dyonisii, abbas Sancti-Germani, episcopus Autissiodorensis et cancellarius;

Omnes sunt concordes quod de cigero ex quo dominus Robertus de Attrebato non requisivit ut pares Francie vocarentur ad diem ad quam requisivit ipsemet comitissam Attrebatensem, domino Rex non tenebatur ipsos vocare ad diem predictam.

Undecima die februarii.

XIII. Cum Robertus de Attrebato, miles, custos de Bello-Monte-Rogerii, ad diem ballivie Ambianensis parlamenti presentia ejusmet fecisset Mahildim, comitissam Attrebatensem, eidem Mahildi, super jure comitatus Attrebatensis et aliis que ipse vellet ab ea petere, responsurum, et postea dominus Rex, causam hujusmodi coram se veloce debati, dictum diem usque ad octavas adventus Pascius ordinem mandasset, deinde, presente domino Rege, certa die in camera parlamenti Parisiensis, pluribus prelatis, baronibus et aliis dicti domini Regis consiliariis sufficienter munita, coopparuisse ibidem dicto Roberto, pro se, ex una parte; et dicta Mahildi, pro se, ex altera, dictus Robertus proponens quod, cum ipse asseruisset ipsemetmet impetrasset contra dictam Mahildim super jure comitatus Attrebatensis, et comes Attrebatensis, quicumque sit ille, sit per Francie, et ad cognascendum et judicandum de causis pariam Francie curia parlamenti debeat esse paribus Francie munita, requisivit quod dominus Rex, ad cognoscendum de dicta causa et ad eam decidendam, curiam suam haberet paribus Francibus[1] sufficienter munitam, ut sic ipse procedere posset in tute in causa predicta, plures ejusmet

[1] Lege Francie.

ad finem predictum de dictis paribus habendis proponens, facta retencione de procedendo ulterius in predictis si hoc nostre curie videretur, requirens tamen jus sibi prius fieri super requesta sua quam ipse faciebat, videlicet quod curia parlamenti paribus Francie in causa hujusmodi esset sufficienter munita, parte adversa plures raciones e contrario proponente : Tandem, audita requesta predicta, visisque dicto adjornamento et ejus continuacione, auditisque racionibus super hoc propositis hinc et inde, per arrestum nostre curie dictum fuit quod, absque vocacione parium Francie, quamtum ad presens, curia parlamenti Parisiensis, maxime domino Rege ibidem existente cum suis prelatis, baronibus et aliis consiliariis, sufficienter erat munita; verumtamen, si dictus Robertus suam faciat peticionem contra comitissam predictam, facta dicta peticione, tam super ea quam super eis que a dictis partibus requirentur, ac super eis, si sint aliqua que curie nostre officio facienda incumbant, et maxime super paribus Francie habendis in dicta causa vel aliis quibuscumque, curia nostra faciet id quod fuerit racionabiliter faciendum. PHILIPPE V, 1317.

Quo arresto sic pronunciato, dictus Robertus dixit se velle deliberare qualiter ipse deberet ulterius procedere in predictis; dicta vero comitissa, dicens se adjornatam ad instanciam dicti Roberti, requisivit ut si ipse contra eam nichil peteret, daretur sibi contra eum licencia recedendi; dictus vero Robertus, per curiam requisitus, ut ipse, super iis que proponebantur contra ipsum diceret quod vellet, respondit quod ipse non intendebat aliquam facere peticionem contra dictam comitissam, quousque curia parlamenti Parisiensis, paribus Francie sufficienter esset munita, cum nemo, ut ipse dicebat, petere compelletur; quo audito, dicta comitissa peciit iterato dari sibi contra dictum Robertum licenciam recedendi : Posito igitur ad consilium hujusmodi negocio, et deliberacione super hoc habita diligenti, per arrestum nostre curie data fuit eidem comitisse, contra dictum Robertum, licencia recedendi (111). Jovis ante Brandones.

XIV. Philippus, etc. universis, etc. Notum facimus quod, cum

PHILIPPE V. 1316. in curia nostra contencio verteretur inter Guidonem et Guillelmum Garnerie, milites, et Gilletum de Megnine, armigerum, et sua pars, et Joannem des Bans, cursorem Philippi Roux, ydem, eidem Gilleto et partibus appellatibus, ex altera, super quibusdam bonis ecclesiasticis, alienacionibus et traditionibus certarum rerum immobilium per dictum Philippum eisdem militibus et Gilleto facte, que dicebantur esse, nomine dicti Philippi, diocesis Lingonensis, et ejusdem esse invalidas sive nullas; militibus et Gileto antedictis contrarium asserentibus, et eas propterea esse validas atque justas, et in suo robore remanere debere, tandem, cum amicorum utrinque partis consilio et assensu, tam inter partes predictas transactio seu amicabilis compositio intervenerit, videlicet quod tota terra que tenebatur fuit matris dicti Philippi, una cum conquestibus factis in parrochia de Perusa, ab eodem matre et Philippo Roux defuncto, quondam patre dicti Philippi, et cum hoc decem libre Turonenses redditus annui, in denariis, in locis competentibus assignande infra festum Pentheostes proxime venturum in terra dicti Philippi, dicti militibus et curato heredibus perpetuo remanebunt, residuum vero hereditatis quam predicti milites, dono vel alias, habuerunt ab eodem Philippo, ad eumdem Philippum et ejus heredes revertetur et perpetuo remanebit; dictus vero curator, curatorie nomine dicti Philippi, dictas decem libras redditus assignandas dictis militibus garentire tenebitur contra omnes, reddendo eidem Philippo et ejus heredibus, pro dicta decem libris annui redditus, quatuor decem annuatim libert denarii, sine fefe vel homagio vel reliquentia, sine infortuna eisdem facienda; acto et convento inter ipsas partes quod dictus Gilletus de Megnine res immobiles, de quibus erat contencio inter ipsum, ex una parte, et dictum cursorem, nomine dicti Philippi, ex altera, sub manu Hugonis de Calla et Guillelmi Garnerie militum, tenebit et explectabit; qui milites de rebus predictis mutuo tencionis inter dictos curatorem et Gilletum realiores poterunt per suo libito voluntatis, quocienscumque et quandocumque sibi videbitur expedire. Nos vero curam predictam et omnia et singula re-

predicta ad requisitionem dictarum partium et supplicationem amicorum predictorum laudamus et approbamus, et tenore presencium confirmamus. In cujus rei, etc.

PRIEURÉ V. 1275.

Datum Parisius in parlamento nostro, sexta decima die marcii.

XV. Hec est copia ordinacionis que sequitur, michi tradite in quadam cedula per dominum H. de Cella, ex parte domini Regis, ut ipse dicebat.

ORDONNANCE FAITE PAR LE ROY.

Premierement, que les causes des Normans qui sont ceans commanciees demorront ceans.

Item, que des choses de quoy les parties seront de asentement de plaidoier ceans, qui ne sont commancies, les causes demurront ceans.

Item, que les causes de l'eschiequier, lesquelles de l'eschiequier sont ceans mises pour conseillier, seront ceans conseillees, et la sentence ou arrest en sera rendu à l'eschiequier (113).

XVI. Cum major et juratí ville Sancti-Quintini in Viromandia gracium a nobis obtinuissent, de proponendo errores quos ipsi dicebant intervenisse in quodam judicato contra ipsos dato pro procuratore nostro in parlamento presenti; per quod judicatum inter cetera dictum fuit quod, quantum ad tres articulos, videlicet de fabitate cujusdam testamenti, de quadam allocucione false monete, et de quodam parvo sigillo sive signo habundo, quod, cum dicti tres cause et articuli non contineantur inter cetera dicta majori et juratis per eosdem curiam concessos, nec possint denuncire ex eisdem, dicti major et juratí non recipientur ad probandum nominis quam ipse asserebat allegabant, et consequenter nobis articuli et causa predicti, cum emolumentis omnibus eorumdem, et multiplici dicte curie nostre totaliter parvum sigillum seu signum predictum, quodque, pro eo quod dicti majores et juratí absit sunt cadibus et articulis predictis in

PHILIPPE V. 1320.

prejudicium juris nostri, curia nostra, per idem judicium suum, communium dicte ville et statum ejusdem penuit ad murum ustrum, ut super dicta communia et ejus statu nostrum faciamus vilem valuationem; constituatis ex curia nostra, super hoc, dictorum no-joris et juratorum, ex una parte, ac nostro, ex alia, procuratorius, et vim littere nostre super concessione gracie supradicte, dictarum majoris et juratorum procuratore propositi racionem, per quas ipse dicebat in pluribus erratum fuisse per curiam nostram, dando judicatum predictum; dicto procuratore nostro plures racionas e ut tractu proponente, ad illum finem quod in nullo fuerat erratum per curiam nostram judicatum dando predictum: Tandem, vobis hec inde propositis, considerantibus dictum judicatum per curiam predictam, per quod fuit datum judicatum predictum, habitoque super hoc magisterum curie nostre qui dicto placitato interfuerunt recordo, visoque carta et privilegio dicte communie ac judicato predicto, deliberacionoque super hoc habita diligenti, per curie nostre judicium dictum fuit judicatum predictum juste datum fuisse, et in nullo, dando ipsum, erratum fuisse, et quod dictum judicatum, prout jacet, tenebit.

Quindecim die marcii.

XVII. Cum Johannes dictus Dou-Cay asserueri faciens se pertinente nostro dominum de Cressegnes, Eustachium de Cressegnes, militem, Johannem et Guillelmum, ejus fratres, ejusdem domine, super restitutione dicti Johannis Dou-Cay, quam sibi per ipsos et eorum procuratorem credebat illatam fuisse, et super aliis pluribus articulis criminalibus, quos contra eos proponere intendebat; dictus Johannes Dou-Cay, in curia nostra personaliter constituens, recognovit et confessus fuit in judicio quod, dicto asserumento pendente, de malefactoribus qui ipsum mutilaverunt diligenter inquisiverat veritatem, et vestitur invenerat ipsos dominum et ejus liberos super dicto malefitio fore penitus innocentes, et eb hoc ipsos super hoc prosequi vel agere contra eos nullatenus intendebat.

sed pecuis ipsos, tanquam innocentes, super hoc quitlabat et quit- PHILIPPE V. 1317.
tavit omnino, assereta per juramentum suum personaliter ibidem prestitum, se nullo modo, vel tercio, prece, precio, vel promissis inductum, premissa fecisse seu dicisse, sed solum propter puram et simplicem veritatem, quam asserut talem esse.

Vicesima die marcii, trecentesimo decimo septimo.

XVIII. Cum nos, ad instantiam dilecte et fidelis nostre Mathildis, comitisse Attrebatensis, ad certum diem, in parlamento presenti, adjornari fecissemus dilectum et fidelem consanguineum nostrum Robertum de Attrebato, militem, dicte comitisse, super injuriis et violenciis eidem, ut dicebatur, per ipsum Robertum illatis, ac super pena quibusdam commissis, et super aliis que ipsa ab eo petere, vel contra eum vellet proponere, responsurum; comparentibus in curia nostra dictis partibus, procurator dicte comitisse proponens quod, cum dudum mota questione per dictum Robertum contra comitisam eamdem, super comitatu Attrebatensi et super quibusdam aliis pertinenciis tangentibus ipsas partes, coram nobis recognoscendo luxisse domino et genitore nostro Philippo, quondam Francie rege, dicte partes finaliter fecerunt super hiis certum compromissum, in dominum genitorem nostrum predictum, certis obligacionibus et penis super hoc per eandem partes appositis dictum compromissum vallato, cujus compromissi virtute dictus genitor noster inter cetera pronunciavit quod comitatus Attrebatensis, cum omnibus pertinenciis suis, integraliter eidem Matildi et ejus heredibus remanebit, dictoque Roberto per eandem pronunciacionem plus adjudicavit, prout in pronunciacione continetur predicta, quam pronunciacionem dicte partes emologaverunt et expresse approbaverunt; quodque dictus Robertus, veniendo contra pronunciacionem predictam et contra obligaciones quas ipse prestiterat de tenendo eandem, violenter et cum armis se intromisit in comitatu predicto, et plures injurias et dampna super hoc eidem comitisse intulerat, requerendo nichilominus penas in dicto compromisso appositas, ic-

130 (XLIII. 1).

PHILIPPE V. 1319. cimus procuratori fuit contingentem contra compromissum et pronunciationem predictas; pro quibus injuriis et dampnis se petit, dicto procuratore requisito, contra dictum Robertum, per viam extraordinariam procedi usque ad certas pecunie summas, tam pro dictis dampnis, quam pro dictis injuriis, quas pro dictis petit, per nos declaratas, plures rationes proponens, per quas que dicebat dictum Robertum procedere fieri super hoc contra Robertum predictum, se plures exhibens curie nostre litteras ad intencionem suam super hoc fundandum, facta retroactione per dictum procuratorem remittisse predicte; si curia nostra ipsum non admitteret in hujusmodi per viam executionis, de procedendo super hoc contra dictum Robertum per viam actionis; quibus litteris parti adverse lectis, ejusdem Roberti procuratore pluribus rationibus proposuit dictum Matidim non debere super hiis per viam executionis audiri: Matidis quidem super hoc hinc inde propositis, et viva litteria predictis, per amborum nostre curie dictum fuit quod dicta comitiva non audietur super hiis per viam executionis; sed, quando ipse valuerit super hiis aliquid petere per viam actionis contra dictum Robertum, curia nostra, partibus auditis, exhibebit eidem justicie complementum.

Sexta die apriliis.

XIX. Cum quedam arrestatum per curiam nostram super datum fuisset super discordia mota inter majorem, scabinos et communiam Albanis-Ville, ex una parte, et senescallum comitatus Pontivi, ex altera, ratione quarumdam pristarum per dictum senescallum et ejus gentes factarum, de quibus pars adversa conquerebatur; per quod arrestum inter cetera dictum fuit quod, de pratis que per dictum senescallum et ejus gentes facta fuerunt contra dictum portum adversum, infra banleucam dicte ville, sive aute muros antes apposicionem, sive post, dictus senescallus retinendi curie non habebit; senescallus predictus nichil comprehendit dicimus quod curia dicte erravent dando dictum arrestum, maxime quantum ad clausum superdictum; nos eidem, de gracia, concessimus quod ipse super ar-

rore predicto, vocatis partibus, audiretur; partibus itaque predictis, super hoc in nostra curia constitutis, dictus senescallus, ad finem decendi de dicto errore quem ipse proponebat, plures allegavit rationes, et multas ostendit litteras, et specialiter quoddam arrestum dudum apud Compendium per curiam karissimi domini et genitoris nostri datum, per quod, super cognicione cujusdam causa inter dictas partes pendencia et in dicto arresto contenta, reddita fuit curia senescalli predicti; dicta parte adverse plures rationes et constructio proponente, et ejus cartas nostre curie exhibente quas ipse alias exhiberat, quando datum fuit dictum arrestum de quo conqueritur idem senescallus, ac dictum privilegium racionibus dictum arrestum apud Compendium datum, quod in nata non inquitur, non debere eis obstare contra predictum arrestum pro eo datum, de quo dictus conqueritur senescallus, maxime cum idem arrestum datum fuerit, ut ipse dicebat, supponendo cartarum suarum predictarum tenorem: Tandem, auditis hinc inde propositis, et visis litteris, cartis et judicatis super hoc exhibitis, deliberacionoque super hoc habita diligenti, nobis ecclesiam presentibus, per curie nostre partium dictum fuit quod ipsa curia nostra, dando dictum arrestum de quo conqueritur idem senescallus, in aliquo non erravit, quodque dictum arrestum, prout jacet, tenebit, et mandabitur executioni.

PHILIPPE V, 1321.

Sexta die apitis.

XX. Cum procuratori decani et capituli ecclesie Senonensis de speciali gracia nostra existencium, dicens ipsos sub predicta gracia et tenutu nostro immediato tenere et habere, et ab antiquissimo tempore, cujus memoria non existit, hactenus pacifice tenuisse immediate sub nobis ac predecessoribus nostris, qui pro tempore fuerunt, villam eorum de Brueurre, cum ejus pertinenciis, etiam in castellania de Gremilliis sub ballivo Senonensi, curie nostre competenti fuisset super eo quod dicta gracia et tenutum predicta in animis dictorum karissimi avorum nostre regum Clemencie posita fuerunt, pluribus racionibus requirentes factum hujusmodi dicte nostre totaliter revo-

Pasques V. 1257. cipi: procuratore dicte regine plures raciones e contrarie proponente; et tandem, auditis hinc inde propositis, per arrestum nostre curie dictum fuerit quod assisia ville predicte et ejus pertinenciarum, quantum ad dictum gardum, non tenebit, immo remanebunt res predicte sub nostra gardia speciali; quodque, quantum ad resortum justicie dicti loci et ejus pertinenciarum, nos licitemus unum super hoc voluerimus, dictum ressortum diminitendo in assisia predicta, vel illud nobis specialiter retinendo. Postea vero non, deliberacione super hoc habita diligenti, ordinatum super isto, videlicet et tenore presencium concedentes, quod ressortum predictum una cum dicta gardia remanenat nobis specialiter et immediate, ad pacifficum possessum; mandando et ex[illegible] per ipsum vel per prepositum Senonensem; et quod si predictarum rerum gardia et ressortum fuerint eidem regine sub certo precio, in assisia dicti domini assignata, de hoc fiat eidem per nos recompensacio condigna.

Martis ante Candelosum, anno millesimo trecentesimo octuo septimo.

XXI. Cum nos Johannetto dicto le Gaynier, de Parisius, super clame morbis defuncti Johannis quondam dicti le Plastrier, ad jura nostra vocato, quia non comparuit a regno nostro Francie bannito, emerenti se esse de morte predicti patris innocentem, supplicanti nobis humiliter ut super hoc agrerama misericorditer cum eodem, bannum predictum et quicquid ex eo secutum fuerat remanentem de gracia speciali, et ipsum restituentes ad patrium et ad famam, dan tamen nobis fextum Penthecostes supere proteritum, in nostra cur. Parisius, se captum redderet in pura curia, juri super facto hujusmodi pariturum, prout hec in nostris alias litteris super dicta revocacione banni confectis plenius continentur; pignore Johannetus infra premissum sibi terminum se captum in dicta curia redidisti, juri super dicto morte pariturum; curia nostra, justicium illesum semper servare desiderans, nolens alicui in sua justicia prejudicium facere, nec ipsi primere innocentes, prochiaeri fecit adempetiare, prout in nullo

fieri consuevit, per quadrivia ville Parisiensis, non solum semel, sed secundo et tercio, sed usque septies, quod si quis vellet ab eodem Johanne vel curia ipsum aliquid petere, seu proponere, occasione predicta aut ex alia causa quacumque, certis diebus ad hoc preffixis, in ipsa nostre curia compareret, prout eidem curie per relacionem prepositi nostri Parisiensis, per litteras sigillo Castelleti Parisiensis sigillatas, de premissis extitit facta fides; quibus diebus in dicta curia nostra non comparuit aliquis contra ipsum; fuit insuper eidem curie, per litteras, sigillo nostro prepositure Silvanectensis sigillatas, relatum quod Maria, uxor quondam dicti Johannis le Plastrier, et Egidia, ejusdem defuncti filia, commorantes apud Silvanectum, ceram dicti sigilli nostri custodiam habentes, per constitute, de mandato dicte curie nostre super hoc adjurate, per sonum juramentum dicarunt et ipsum recognoverunt quod, licet dictum Johannetum de morte prefati Johannis le Plastrier alias habuissent suspectum, per fide dignos tamen postmodum fuerant informate diligenter et bene quod dictus Johannetus erat innocens omnino de morte predicta, et ipsum quittum super facto hujusmodi clamaverunt: Hia itaque et alia que circa premissa consideranda fuerunt diligenter attentis, per arrestum dicte curie nostre dictum fuit prefatum Johannetum super facto mortis predicte esse penitus innocentem, et super facto hujusmodi perpetuo absolvit eumdem. Parlem. V. 1357.

Quarta die julii, anno decimo octavo.

XXII. Die lune ante Ascensionem Domini, in presencia domini Regis, cum magistri causare parlamenti possinssent se ad consilium, pro tractande de quodam articulo super negocio cause pendentis in curia inter villam et ecclesiam Laudunensem, magister Petrus de Cappis, cancellarius domini Regis et thesaurarius Laudunensis, volait inde exire, sicut alii magistri parlamenti, cavendo Laudunenses, inde exhibuit. Dicebant plures de magistris quod non erat consuetudo curie quod cancellarius domini Regis pro quacumque causa recedat de consilio, et quod cancellarius domini Regis non debet reputari in aliqua causa persona suspecta, maxime cum, ratione officii sigilli

PHILIPPE V. 1317.

domini Regis, ipse sit persona publica et domini Regis fidelis; et tunc dominus fiet precepit quod ipse non recederet, sed ad consilium remaneret (113).

XXII. Philippus, etc. universis, etc. Notum faciamus quod, presentibus in curia nostre dilectis et fidelibus nostris abbate monasterii Sancte-Germani-de-Pratis juxta Parisius, pro se et dicto monasterio, ex una parte, et rectore universitatis magistrorum et scolarium Parisiensium et pluribus aliis pro dicta universitate, ex altera, propter debatum quod est inter ipsas partes, racione maisine juridice prati Sancti-Germani quod dicitur Pratum-Clericorum, sibi juxta muros dicti monasterii, et fossati dicti prati; item, platee site inter capellam Sancti-Martini-de-Ordea et muros juridici de Nigella; item, platee que quondam fuit magistri Radulphi de Alliouvaz, ex quarumdam domorum et edificiorum eidem platee contiguorum, et domus et jardini sibi annexe capellanus Sancti-Martini predicti, juxta capellam predictam; in quarum locorum maisina juridice dictus abbas se esse dicebat, et in quibus locis dictus abbas dicebat se esse in maisina omnimodam alta et bassam exercendi juticiam temporalem; dicto rectore, pro dicta universitate, se super hoc opponente, et dicente dictam universitatem esse in maisina juridici prati et locorum predictorum; nos nemine dicte juticie, ut prenissum est, contrestante, ad manum nostram tanquam superiorem, possumus, et tenori precepimus, debato durante predicto, et precepimus quod super debato maisine predicte juticie, et super quibusdam excessibus, violenciis, murtrerii factionem et rebus mobilibus portatis, que novissime facte fuerunt in locis predictis, super quibus dictus abbas, racione gardie sancte, conquerebatur, requiemus quod predicta, quantum ad gardam sancte pertinet, licerentia previa racione ad statum debitum redeat, nemine super quibusdam injuriis et violenciis quibusdam acticulum, recisse dicti debati, ut dicitur, illatis, vocatis partibus, veritas inquiratur de plano, ut per dictam inquestam curia nostra ordine super hoc ad quod fuerit racionabiliter licendum; item, precipimus quod

serviens deputatus, ad dicte saisine justiciam in manu nostra tenendam, dictum pratum honeste conservet, nec permittat illud fedari, nec animalia seu pecudes in eo depasci, ita quod tam dicti scolares quam ceteri ville Parisiensis habitatores, sicut consuetum est, honeste valeant in eo spaciari. PHILIPPE V, 1317.

Vicesima secunda die maii.

XXIV. Philippus, etc. Dilectis et fidelibus nostris Ambianensi et Briocensi episcopis, Carnotensi et Pictavensi decanis, ac Egidio Acelini, militi, salutem et dilectionem: Cum, presentibus in curia nostra dilecto et fideli nostro abbate monasterii Sancti-Germani-de-Pratis juxta Parisius, pro se et dicto monasterio, ex una parte, et rectore universitatis magistrorum et scolarium Parisiensium et pluribus aliis, pro dicta universitate, ex altera, propter debatum quod est inter ipsas partes racione saisine justicie prati Sancti-Germani, quod dicitur Pratum-Clericorum, siti juxta muros dicti monasterii; item fossati dicti prati; item platee site inter capellam Sancti-Martini-de-Ordeis et muros jardini de Nigella; item platee que condam fuit magistri Radulphi de Albusone, ac quarumdam domorum et edificiorum eidem platee contiguorum, et domus et jardini ubi moratur capellanus Sancti-Martini predicti, juxta dictam capellam; in quorum locorum saisina justicie dictus abbas se esse dicebat, et in quibus locis dictus abbas dicebat se esse in saisina omnimodam altam et bassam exercendi justiciam temporalem; dicto rectore, pro dicta universitate, se super hoc opponente, et dicente dictam universitatem esse in saisina justicie prati et locorum predictorum; nos saisinam dicte justicie, ut premissum est, contenciosam, ad manum nostram, tamquam superioris, posuerimus, et teneri preceperimus, debato durante predicto, et preceperimus quod super debato saisine predicte justicie, et super quibusdam excessibus, violenciis, murorum fractione et rebus mobilibus portatis que novissime facte fuerunt in locis predictis, super quibus dictus abbas, racione garde nostre, conquerebatur, requirens quod predicta, quantum ad gardam nostram pertinet, faceremus pre-

PHILIPPE V. 1317.

tis racione ad statum debitum reduci, necnon super quibusdam injuriis et violenciis quibusdam scolaribus, racione dicti debati, ut dicitur, illatis, coram partibus, veritate inquisitur de plano, si per hoc inquestam curie nostre ordiret super his, quantum ad unam partem, id quod fuerit rectionabiliter facendum. Item, presignum quod serviens deputatus, ad dicte racionis juticiam in manu nostra mandatus, dictum petitum honeste conservet, nec permittat illud fedari, nec animalia seu pecudes in eo depasci, ita quod tam dicti scholares quam ceteri ville Parisiensis habitatores, sicut consuetum est, hinc inde valeant in eo spaciari. Quo circa mandamus et committimus vobis quod vos quinque, quatuor, tres, vel duo ex vobis, dilis tres expectatis, vocatis partibus et aliis qui fuerint evocandi, super predictis inquiratis cum diligencia veritatem, et inquestam quam super his feceritis curie nostre quam cicius mittatis, quamquam non ad parlamentum, sub vestris inclusam sigillis, certam dicte partis pro assignentes, Parisius, in curia nostra, ad videndum inquestas judicez predictum; de qua diei assignacione curiam nostram certificare curetis.

Visenima secunda die mai.

XXV. Cum abbas et conventus monasterii Karrofftensis, Turonensis diocesis, in curia nostra comparerentur quod, cum ipsi carissimo dominо genitori nostro pro se et ejus heredibus et successoribus Francie regibus communicarent et eos associarent, ac in consortium et partagio cum ipso dominо genitore nostro pensarent totum locum, cum suis pertinenciis omnibus, qui dicitur platea de Chambonio, et de Cruce, prope Bovium qui dicitur insula, in parrochia de Sernace, Petragoricensis diocesis, cujus quidem loci et plateare predictarum, cum suis pertinenciis omnibus, proprietatem, possessionem, dominium, jurisdictionem aliam et honorr, mero mixtum imperium dicti religiosi sit et pertinere dicebant, et in ipsum dominium genitorem et successores suos transtulissent et transmisisse, pariagio et associacione predictis mediantibus, pro ducentis

loci et platearum predictarum, et omnium pertinenciarum et melio- PHILIPPE V, 1901.
racionum, aliorumque emolumentorum quorumcumque que exinde, ex causa vel ratione quacumque, provenirent et provenire possent in futurum, ad opus et ob causam dyalethon hastide in loco et plateis predictis fundande, sub ipi conditionibus et forma videlicet quod ipse hastida per officiales, ministros seu rectores communes, de communi assensu dictarum parcium eligendos et instituendos, perpetuo regeretur, jurisdicioque carcer et locus in quo placita teneruntur essent communes, et emolumenta, proventus, exitus et expleta quecumque, que de dicta hastida et ejus pertinenciis, ex quacumque causa, provenirent, per medium dividerentur, prout hec in litteris dicti domini gardiani notarii inde confectis inter cetera plenius continentur; et postea prefatus dominus gardianus nostre dicte religionis, per omni jure quod ipsi in bastida Sancti-Ludovici, fundata in dicto loco, habere potuerat et debebant, contentus libras Turonenses annui et perpetui redditus concessionet de voluntate ipsorum, et per suas litteras mandavisset quod Kerrolanus assignari, quinquagenta et unum jam elapsos, predictas libras redditus eisdem religiosis non fuit hactenus assignatus, nec a dicto quinquennio citra, nec a tempore quo ubi debuit assignari, aliquid de emolumentis et redditibus dicte hastide receperunt, de quibus ordinationem habere debebant, juxta formam privilegii antiquitus; et propter hoc petierunt religiosi predicti se in stetis in quo erant ante dictum quinquennium, habendi, tenendi, retinendi et explectandi, suo ordinem pro indicio, ministerio dicte hastide et pertinenciarum ejusdem et omnimode jurisdicionis et emolumentorum ejusdem, de quibus per gentes nostras, a dicto tempore citra, fuerunt spoliati, repetat et medietatem emolumentorum dicte hastide et ejus pertinenciarum, juxta formam dicti pacti, una cum arreragiis, sibi redde, aut sibi dictas centum libras annui, reddidas apud Kerrolanus assignari, et sibi satisfieri de arreragiis earumdem a tempore a quo medietatem emolumentorum dicte hastide recipere consueverunt; Auditis super his senescallo et procuratore nostro ultramarine Petragoricensis et procuratore nostro

PHILIPPE V. 1317. Parisienses, et nichil proquestibus ejus ex adverso, nisi solum quod ipse dicebant quod plures res[cr]ta pluribus villarum et locarum, que ad nos in solidum pertinebant, et que hostibe predicte nos tulerunt, eidem hostibe et juridicionem et cohercionem dicti loci ejusdem tenuerunt, propter que emolumenta ipsius hostibe plus valebant quam valere solebant, in quorum remotorum emolumentis dicti religiosi aliquod percipere non debebant; et eaia litteria dicti parisigi et alii suppedicte, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicti religiosi, in statu in quo erant tempore quo fuerunt per gentes nostre de hiis que habebant et habere debebant, secundum formam dicti parisigi, in premissis remanerent. et, secundum formam dicti parisigi, meridianum cuiusvis emolumentorum dicte hostibe percipere et habebunt cum arrengiis que exinde debentur eisdem, exceptis emolumentis dictorum ressortorum adjuncturum eidem, de quibus senescallica Petragoricensis inquiret, vocatis procuratore nostro et alia evocandis, celeriter et de plano, utrum nobis melius expedit quod eisdem remanent, sic quod ad hoc de quibus ante factum responsatur, ad que reponet eadem, si hoc nobis invenit melius reperire; et si reperiat quod nobis pocius expediat quod remanent hostibe predicte, ipse inquiret, vocatis dicte procuratore nostro dicte senescallie et dictis religiosis, de valore emolumentorum ressortorum ipsorum plenius veritatem, et valor hujusmodi, ultra modestos quos habemus et habere debemus, racione dicti parisigi, in emolumentis dicte hostibe, nobis, tanquam nostrum proprium, in solidum remanebit, dictique religiosi nichil percipient eisdem; nil ipsi religiosi percipient, et premittitur, et habebunt meditatem dictorum emolumentorum ipsius hostibe, juxta formam dicti parisigi. erunt ante habere debebunt, virtute ipsius parisigi, quemque dicte erectum libras annui redditus sibi apud Karrofium duxerimus assignandas, quibus rentam libris eisdem, ut premissum est, assignatis, tota hostibis predicta et omnia ejus emolumenta ex integro erunt nostra.

Nona die augusti.

ARRESTA

PER CERTAM DATA, IN PARLAMENTO QUOD INCEPIT IN CRASTINO PENTECOSTES MARTINI EYCHALIS.

ANNO MCCCXVI.

I. Philippe, par la grace de Dieu, roi de France et de Navarre, a notre ame et feal G. conte de Hayanut, salut et dilection : Savoir vous faisons que, comme nostre procureur propose en nostre court par-devant nous, non pas en figure de jugement, que comme Esmoul d'Engliem, chevalier, tenist en sa prison Amauri de Meulhent, chevalier, et plusieurs des amis d'icelui Amauri eussent traite et acorde avecques le dit Esmoul que le dit Amauri seroit recreue et relaschiez de la dite prison jusques a un certain terme, en telle maniere que, se le dit Amauri dedens ce terme ne retournoit en la prison du dit Esmoul, ou pues n'estoit entre eus, le dit Amauri et ses amis deussi dis seroient encheus envers le dit Esmoul en la paine de vint mil livres Parisis, si comme vostre dit procureur effermoit estre contenu en lettres sus ce faites, pour la quele paine rendre et paier au dit Esmoul, se elle estoit encourue, vous et Johan de Hayanut, conte de Soissons, vostre frere, vous establiastes pleges et rendeurs envers le dit Esmoul, a la requeste des dis amis du dit Amauri, de laquele paine les dis amis et le dit Amauri promistrent a delivrer et garder de damage vous et vostre dit frere envers le dit Esmoul, si comme proposoit vostre dit procureur; et comme le dit Esmoul poursuist vers et vostre dit frere pour la paine dessus dite, et requeist que vous la li paiseiz, demandoit et requeroit vostre dit procureur lors jugement toute voies que nous contrainsissiens les dis Amauri et ses amis a delivrer et garder de damage vous et

85

PHILIPPE V. 1320.

voitre dit frere de la paine deuant dite; le dit Amanrri presant pardeuant nous, en nostre court, a sa deffense et olte que la dite paine ne peust estre dite commune, proposa pluseurs raisons et moiens vers lettres contenuant un arrest fait en certaine fourme entre a feu Ernaul et les dis amis du dit Amanrri, ou il avoit contens certain prinse par lequels ou l'un d'iceus pues prouir et devoit estre mis les dis Ernaul et Amanrri, dont le dit Amanrri avoit l'un garde et acomply, par quoi la dite paen devoit estre acomplie, si que la paine ne peoit estre commune, si comme il disoit, et ce avoit-il bien seuufie et fait savoir souffisamment a vous et au dit Ernoul, ausi que le temps feust venus, que la paine peust en droit estre commune, si comme en un instrument fait sus ce, lequel a nostre en nostre court, estoit contenu; et sus ce oies toutes les raisons que voustre dit procureur, d'une part, et le dit Amanrri, d'autre, vouurent proposer, et veues toutes les lettres que les parties monstrerent sus ce, et eus sus ce diligente deliberacion aueques nostre grant conseil en nostre plain parlement, il fu regardé et dit par nostre court que le dit Amanrri n'estoit pas enchenus en la dite paine envers le dit Ernoul, et que il se la peut demander a lui ne a vous ne a voustre hoirs, ne vous aussi ne la poons demander ne dit a lui ne ses dis amis; et toute veies pour l'amour de vous, sous vous fait dire au dit Amanrri que il avoyse par devers vous aus procureur pour dire et monstrer devers vous bons jugement toute voies les deffenses et les raisons que pour le dit Amanrri furent proposez par-devant nous, pour lesquelles nous n'avons pas fait la commande que voustre dit procureur demandoit, quar par raison ne le poins faire.

Donne a Paris en nostre parlement, le tiers jour de mars mil cens dis et huit.

II. Philippus, Dei gracia, Francie et Navarre rex, universe judicibus regni nostri, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Cum in parlamento nostro fuerit declaratum quod gentes hospicii

nostri et nostris insistentes obsequiis de victualibus et aliis provisionibus que ad usum suum adduci Parisius faciunt, pedagia vel constumas solvere non tenentur, nonnullique pedagiarii de victualibus et aliis que dilecti et fideles nostri magistri P. de Condeto, Parisiensis, et Almarricus de Charmaya, Sancti-Quintini ecclesiarum canonici, et Balduinus de Royaco, Parisius faciebant adduci pro usibus eorumdem, nostris insistencium obsequiis, pedagia recepererint et constumas seu pignora retinuerunt pro eisdem pedagiis et constumis; mandamus vobis et vestrum singulis quatinus quicquid occasione pedagii seu constume receperint aut retinuerint pro predictis prefatis gentibus nostris seu earum mandato, reddi et deliberari sine difficultate qualibet faciatis. PHILIPPE V, 1318.

Datum Parisius, decima die januarii, anno Domini millesimo trecentesimo septimo decimo.

III. Cum nos, majori et communie ville Compendiensis, per alias litteras nostras concessissemus ut ipsi per duodecim annos, de quolibet dolio vini adducendo et vendendo ibidem, duos solidos, de qualibet cauda vini, duodecim denarios, et de quolibet loto vini quod vendetur ad tabernam, et expendetur in singulis domibus ejusdem ville, unum obolum exigerent et levarent in acquittacionem debitorum et onerum ville ipsius convertendo; nos postea plurimorum super hoc nobis conquerencium, audita querimonia, et deliberacione cum dilectis et fidelibus gentibus parlamenti nostri Parisiensis habita diligenti, consideratoque statu negociorum rei publice regni nostri, dictam concessionem, quantum ad quoslibet foraneos non morantes nec residenciam apud Compendium facientes, ex causa et ex certa sciencia, tenore presencium revocamus; dantes ballivo Silvanectensi presentibus litteris in mandatis ut ipse dictos majorem et communiam non permittat uti dicta concessione contra foraneos predictos.

Vicesima die marcii.

Lecta in Camera, presente domino Rege et consenciente.

Pasques v. 1310. IV. In quadam causa Parisius in Castelleto meta inter Sabinum Lumbardum, ex una parte, et Johannem de Silvanecto, ℞ex ex altera, super quadam pecunie summa quam dictus Lumbardus, ex certa causa, petebat sibi reddi a Johanne predicto, pluribus hinc inde propositis et traditis partibus hinc inde proponitis, litigus super hiis legitime contestatis, factaque responcione a dicta partibus ad facta predicta per suas juramenta, assignata fuit certa dies eisdem partibus ad probandum primo hinc inde; ad quam diem dicto Lumbardo sufficienter in judicio comparente, dictus Johannes per non comparuit nec pro se misit, fuit positus in defectu, et rediget statim coram Parisiense proposito ad instanciam dicti Lumbardi, ad videndum dici rectum et adjudicari sibi dicti defectus solitum, quam utilitatem dictus Lumbardus dicebat de consuetudine notoria curie layculo talem esse quod in petitione sua dictus Johannes sic remdemquari debebat: Tandem, post plures dies ad hoc dictis partibus assignatas, ad quam diem idem Lumbardus sufficienter comparens contra dictum Johannem non comparentem plures similiter defectus, dictus Lumbardus petiit, sicut prius, dicti defectus utilitatem sibi adjudicari, maxime, ut ipse dicebat, cum ad primum diem eisdem partibus ad probandum primo assignatum, in qua ipse dictum priorem defectum obtinuit, idem Lumbardus non curavit adhuerere et in judicio obtulerat, ad probandum intencionem suam, plures testes, quorum nomina in quadam cedula, quam ipse super hoc, ut dicebat, obtulit, continentur; et tandem pro jure audiendo super predictis finaliter certa dies fuit dicta partibus assignata, ad quam diem comparentibus partibus similiter, et auditis hinc inde propositis, dictus propositus sufficienter, ut dicebat, informatus de consuetudine super hiis allegata, vias dicta petitione et defectibus supradictis, per suum judicium condempnavit dictum Johannem, racione consuetudinum notorie supradictarum solvendum dicto Lumbardo summam predictam per eum petitam; a quo judicato, tanquam falso et pravo, dictus Johannes ad parlamentum Parisiense appellavit. Constitutis igitur ia curia supra

dictis partibus in causa appellacionis predicte, dicte partes in eorum placitato satis fuerunt concordes, exceptis duabus consuetudinibus super hoc a dictis partibus allegatis; proposuit enim dictus Lumbardus talem esse consuetudinem notoriam Castelleti Parisiensis, quod si inter duas partes, inter se litigantes in Castelleto Parisiensi, post litem contestatam, certa dies ad probandum primo dictis partibus assignetur, et ad dictam diem una parte comparente, altera non comparens in defectu ponatur, dicta pars, in defectu posita, perdit omnino querelam suam, videlicet si sit petitor ille qui positus est in defectu, reus qui comparuit debet absolvi a peticione dicti actoris, et si sit defensor ille qui positus est in defectu, ipse debet in peticione facta contra eum condempnari. Virtute cujus consuetudinis, dicebat idem Lumbardus dictum prepositum bene judicasse et dictum Johannem male appellasse. Idem vero Johannes dictam consuetudinem talem esse negavit, proponens quod immo talis est consuetudo notoria Castelleti Parisiensis quod, si post litem inter duas partes contestatam, certa dies ad probandum primo assignetur eisdem, et ad dictam diem una parte deficiente et posita in defectu, si pars, que comparet, et habet diem ad probandum, primo non adducit secum testes suos, nec facit aliquos jurare virtute talis defectus, pars que non comparuit perdere non debet querelam suam, et quod consuetudo per dictum Lumbardum alleguata habet locum tantummodo in illo casu quando pars comparens et que habet probare, primo secum adducit et facit jurare testes suos contra partem deficientem; virtute cujus consuetudinis dicebat idem Johannes dictum prepositum pro dicto Lumbardo, qui nullos testes secum adduxerat, ut dicebat, male judicasse, et ipsum Johannem bene appellasse. Quibus auditis, curia nostra ad inquirendum super dictis consuetudinibus veritatem certos deputavit auditores, videlicet magistrum Droconem de Karitate et Ferminum Coquerel, coram quibus dictus Lumbardus ad probandum consuetudinem per eum allegatam testes suos produxit, videlicet magistrum Theobaldum, curatum ecclesie Sancti Nicolay de

PHILIPPE V, 1318.

PHILIPPE V. 1318. Campis Parisiensis, magistrum Guillelmum de Magdelena, propositum Sancti-Maglorii Parisiensis, magistrum Reginaldum le Jai, magistrum P. Harenc, magistrum Gerbaudum, magistrum Guillelmum de Bosiis, magistrum Jacobum de Bersa, magistrum Ignbaudum de Landuno, magistrum Guillelmum de Joyaco, magistrum Adam. l'Anglois, magistrum Jo de Longo, magistrum G. le Fist, magistrum J. Pevrart, magistrum Jacobum Berserii et magistrum Symonem de Bussiaco; quibus testibus juratis de dicendo super hoc veritate, presente parte adverse et aliis contra eos propositum, dicti auditores tradiderunt eis in scriptis consuetudinem predictam; qui tantis, tribicentis se ad partum, collocionem suam inter se super hoc habuerunt, et postea, coram dictis auditoribus constituti, dixerunt se totaliter esse concordes in deliberacione quam ipsi habuerant quid ipsi deponerent super consuetudine predicta; et ad eorumem juramentum omnium ipsi unum ex eis concorditer elegerunt ad referendum et deponendum, vice omnium, tanm super hoc recitanm; qui ne silectus eorum hujusmodi in se assumens, vice aut omnium predictorum, ad interrogacionem dictorum auditorum, deposuit et respondit quod predicta consuetudo, per dictum Landbardum propositi, notoria est et vera, et apud ipsa bene scitant et sic viderunt in Castelleto, Parisius, pluries observari. Postea vero, ipsi singulariter de causa scientie eorum super hoc specialiter interrogati, respondendum, quilibet per se, quod a viginti et pluribus annis citra ipsi viderunt inter plures partes et in pluribus causis ordine tercio dictam consuetudinem observari, et secundum eam in Castelleto, Parisius, plures judicari; de nominibus vero partium se non recolere dicerunt; dictus vero Johannes de Silvanecto, ad probandum dictam consuetudinem per eum propositam tantas nam produxit, videlicet magistrum G. de Comehan, magistrum Yvonem, magistrum Bailleve, magistrum Mariannensem, magistrum Raulum de Bessia, magistrum Reginaldum le Jai, Johannem de Sancto-Dyonisio, Johannem de l'Estoile, magistrum P. de Sulo, magistrum Sancte-Genovefe, G. de Sancto-Martino, J. de Mauvecin, Symo-

sium le Corfe, et magistrum G. le Petit; qui testes, presente dicto Lumbardo et nichil contra eos proponente, juraverunt super hoc dicere veritatem quam scirent; et eis tradita in scriptis consuetudine predicta, secesserunt in partem, et collocacionem suam super hoc habuerunt; et postea, coram dictis auditoribus revertentes, fuerunt inter se discordes, adeo quod non fuerunt nisi sex ex eis asserentes dictam consuetudinem, per eundem Johannem propositam, esse veram, prout hec omnia supradicta auditores predicti nostre curie retulerunt; quorum relacioni curia nostra fidem adhibuit pleniorem : Quibus omnibus auditis et diligenter examinatis, per curie nostre judicium dictum fuit dictam consuetudinem per eundem Johannem propositam non esse probatam, et predictam consuetudinem per dictum Lumbardum allegatam plene et sufficienter esse probatam, dictumque prepositum, qui, secundum consuetudinem predictam, per dictum Lumbardum propositam, suum tulit judicatum predictum, bene judicasse, dictumque Johannem male appellasse, et quod ipse hoc emendabit. PHILIPPE V, 1318.

Decima die februarii (1 1 4).

V. Cum Escafredus de Vinzelle, scutifer, peteret in curia nostra, sibi et suis dare assecuramentum de Johanne Huepis de Chambliaco, milite, et suis, et dictus miles, pluribus racionibus, diceret se non teneri dictum assecuramentum prestare, pro eo maxime quod dictus scutifer est homo ligius militis predicti; auditis hinc inde propositis et habita super hoc, in presencia nostra, diligenti deliberacione, curia nostra dicto militi precepit quod, non obstante quod dictus scutifer sit ejus homo ligius, ipse dictum assecuramentum prestaret eidem, et idem miles, ad mandatum dicte curie nostre, de se et suis, dicto scutifero, pro se et suis, secundum usum et consuetudinem curie nostre, jus tamen capiendo et faciendo, per suum juramentum legittimum prestitit assecuramentum.

Quindecima die marcii.

Pasques v. 1264. Ad hoc fuerunt presentes et consencerunt in presencia domini Regis :

Ambianensis, Novionensis et Bricomensis, episcopi; Sancti Dyonisii et Sancti Germani abbates; prior de Karitate, prior de Longo-Ponte; cancellarius, Alfonsus de Hispania; magister P. Britonis, magister Philippus de Morsayo, decanus Cenomensis, magister Anastasius, decanus Senonensis, magister Michael Malesodat, magister J. de Forgetis, magister J. Mando-Vilain, magister B. de Alba, magister Philippus Conversi, dominus Valesie, dominus de Nantolio, dominus G. de Marcheriis, dominus G. Cartebrune, dominus Francus de Ville-Pesque, dominus G. de Chaudenay, dominus J. Iberii, Fremineus Coquerel.

VI. In appellationis causa, sol parlumentum Parisiense interpositis a quodam judicato, per propositum Parisiensem latis, in causa que erebat eo vertebatur inter abbatissam et conventum monasterii de Kala, ex una parte, et quosdam qui gerebant se pro majore et pluri bus communie dicte ville, ex altera, dictarum partium procuratoribus in nostra curia constitutis, dictarum religiosarum procurator dicte partis adverse procuratorium preiit exhiberi et legi; qua exhibito et lecto, quod sigillorum erat quodam sigillo quod dicebant majoris et juratorum predictorum, pars dictarum religiosarum, pluribus rationibus, proponit dictum procuratorium non valere, et dicbere per nostrum curiam anullari, se sigillum quo sigillatum est tunquam falsum et usurpatum debere fraugi, pro eo maxime quod, ut dictarum religiosarum procurator dicebat, habitantes ville de Kala communium non habebant, et hiis solum majoribus juratorum et communie sibi usurpabant, requirens insuper quod, propter usurpationem hujusmodi, curia nostra contra ipsos procederet prout videret rationabiliter faciendum: dicta pars adverse pluries rationes in contrarium proponente, et, inter ceteras dicens quod ipsi a pluribus annis citra consuevissent in dicta villa majorem, juratos et communie sigillum habere, et dicto sigillo aut pre-

curatoria sigillare, et quod talia eorum procuratoria in parlamentis nostris alias fuerant sine contradictione recepta; quibus auditis, curia nostra precepit dicte ville procuratori quod ipse omnia privilegia, litteras et instrumenta, per que ipse posset docere quod habitatores predicti communiam haberent regia auctoritate concessam, nostre curie exhiberet; qui, quecumque ipse voluit, super hoc curie nostre exhibuit, et postea sigilla quibus utebantur habitatores predicti nomine communie, de mandato nostre curie ad ipsam curiam nostram apportavit : Auditis igitur hinc inde propositis et visis privilegiis, litteris, instrumentis et procuratoriis predictis, cum habitatores predicti non docuerint se communiam a regibus Francie concessam habere, curia nostra, per arrestum suum, dicta procuratoria anullavit, et sigilla predicta frangi precepit; et insuper, per idem arrestum, precepit quod dicti habitatores amodo communia vel aliquibus ad communiam pertinentibus non utantur, et inhibuit ne ipsi de cetero dicant se habere majorem, juratos, communiam aut sigillum commune vel alia que ad statum communie pertinere noscuntur; et quia ipsi falso usurpaverunt sibi nomen majoris, juratorum et communie quod illi qui nomina majoris et juratorum sibi attribuebant, et eis utebantur, necnon gubernatores et procuratores dicte ville, pro emenda excessus predicti ducentas libras Turonenses nobis solvent. PHILIPPE V, 1318.

Vigesima quarta die aprilis, trecentesimo decimo nono.

VII. Philippus, Dei gracia, Francie et Navarre rex : Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum lis seu controversia, diu est, mota fuisset in curia nostra, inter dilectum et fidelem nostrum dominum Soliaci, ex una parte, et abbatem et conventum monasterii de Nigro-Lacu, ballivie Bituricensis, et procuratorem nostrum pro nobis, ex altera, racione garde dicti monasterii, et presentibus in curia nostra dicto domino, ex una parte, et fratre Reginaldo de Vico, abbate dicti monasterii, ex altera, dictus abbas dixit quod, de tempore duorum predecessorum suorum, dicta

PHILIPPE V. 1318. In eo curia nostra duraverat, nec ibi ea tradi fuerat ordinè, quodque ipse, per litteras et privilegia sui monasterii, et per ordinationem et deliberationem, quam ipse super hoc habuerat, tam pluribus fide dignis et personis antiquis, informatus erat quod ipse, cum bona consciencia, prosequi non poterat causam predictam, propter quod ipse desiderabat tenaliter a prosecucione eisdem predicta quo melius, ipse, per curiam nostram specialiter interrogata, per suum juramentum respondit quod ipse ad hoc dicendum et faciendum non fuerat addictus, nec potest, nec potuit, nec minis aut terroribus seu promissionibus quibuscumque, sed per hoc solummodo quod ipse causam injustam prosequi non voluit, et quod dictum monasterium suum fundatum fuerat a domino de Chemetonio, a quibus dictus dominus Solliaci causam habet, et de gratipsius domini Solliaci dictum suum monasterium advocabat; quibus sic factis, predictus dominus Solliaci nec instanter requisivit ut ipsum gerila dicti monasterii gaudere permitteremus, et impedimentum per dictum procuratorem nostrum in hujusmodi sibi opponitum, amoveri faceremus : Nos vero super hoc cum consilio nostro deliberatione habita diligenti, ob causam predictam, gerilam ipsius dicti monasterii eidem domino Solliaci dimisimus, et impedimentum, per dictum procuratorem nostrum super hoc opponitum, removimus dictum amovendum, jus, si quod in dicta gerila quovis recione vel causa habebamus, sibi et heredibus ac successoribus suis et causam habituris ab eis de speciali gracia concedentes. Datum apud Vernon, anno Domini millesimo trecentesimo decimo octavo, mense aprilis, primo die vesperis.

VIII. Philippus, Dei gracia, Francorum et Navarre rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem : Notum facimus quod, cum mercatores villæ Ambianensis dicentes se in bona mitiua esse et per tantum tempus de cujus contrario non existit memoria, vel saltem, quod debet sufficere, ad bonam saisinam acquirendum, fuisse in bona saisina ducendi quascumque mercaturas suas per mare et

terram de Flandria apud Ambianum, per quecumque loca placet eis, et de Ambiano in Franciam vel in Burgundiam, vel ad alias partes regni Francie, non transeundo per Bappalmas, nec per terram, nec solvendo in dictis locis transversum, solvendo tamen consuetudines locorum per que transeunt mercature predicte, requirerent impedimentum, quod super hiis apponebant eis indebite et de novo, ut ipsi dicebant, pedagium de Bappalmis et de Peronna, amoveri, offerentes se paratos sufficienter probare saisinam suam predictam; et e contra dicti pedagiarii proponerent ipsos mercatores ad probandum factum per eos propositum recipi non debere, maxime cum hujusmodi questio per antiquum registrum nostre curie valeat declarari et terminari (1115), facta retencione de respondendo ad factum predictum, et de proponendo factum contrarium, si hoc nostre curie videretur; dictis mercatoribus pluribus racionibus ex adverso dicentibus dictum registrum non debere sibi prejudicare contra suam saisinam predictam, ymo se debere recipi ad eam probandam, facientibus tamen retencionem si ipsi non reciperentur ad dictam saisinam probandam, quod ipsi non renonciant in aliquo in hiis de quibus ipsi possunt se juvare ex registro predicto : Tandem auditis hinc inde propositis, et viso diligenter dicto registro, per arrestum nostre curie dictum fuit quod mercatores predicti ad dictam saisinam, prout eam proponunt, probandam non recipientur, et quod super hujusmodi questione stabitur dicto registro, cujus registri tenor sequitur in hec verba, videlicet quod omnia averia que transeant de terra Flandrie, sive in Franciam, sive in Burgundiam, sive in Campaniam, sive ultra montes, sive in Provinciam, debent pedagium apud Bappalmas; et omnia vina veniencia de Francia vel de Burgundia, in Flandriam euncia, debent pedagium apud Bappalmas; omnes autem illi qui debent pedagium apud Bappalmas debent pedagia apud Peronnam, apud Royam, apud Compendium et Crispiacum; Ternenses vero et Bononienses, et Normani et Corbienses, Ambianenses, Pontivenses, Belvacenses, Tornacenses, Cameracenses et Falquenburgenses, omnes isti vadunt quo vo-

PHILIPPE V. 1318.

Art. 3º Fica criado o Sistema Nacional de Armas – SINARM, no âmbito do Departamento de Polícia Federal do Ministério da Justiça, com circunscrição em todo o território nacional.

§ 1º Ao SINARM compete:

I – identificar as armas de fogo, mediante registro, cadastrar as armas fabricadas, importadas e vendidas no País, inclusive as apreendidas pelas Polícias Civis e Militares e as demais armas cuja competência não seja atribuída ao Comando do Exército;

II – cadastrar as armas de fogo produzidas, importadas e vendidas no País, inclusive as apreendidas pelas Polícias Civis e Militares e as demais armas cuja competência não seja atribuída ao Comando do Exército;

III – cadastrar as armas de fogo apreendidas, periciadas ou custodiadas pela Polícia Federal;

IV – identificar as armas de fogo, mediante registro, cadastrar as armas fabricadas, importadas e vendidas no País, inclusive as apreendidas pelas Polícias Civis e Militares e as demais armas cuja competência não seja atribuída ao Comando do Exército;

V – cadastrar as armas de fogo apreendidas, periciadas ou custodiadas pela Polícia Federal;

VI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

VII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

VIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

IX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

X – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XL – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XLIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

L – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

LXXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XC – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

XCIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

C – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXL – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXLIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CL – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CLXXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXC – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CXCIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CC – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXL – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCXLIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCL – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXIV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXV – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXVI – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXVII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXVIII – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXIX – cadastrar as armas de fogo apreendidas em operações internacionais de repressão ao tráfico de armas, por requisição de autoridade competente;

CCLXXX – cadastrar as

XIV. Anno Domini millesimo trecentesimo primo, reperies ordinacionem factam fuisse per Regem super Albanis et Bastardis (116). PHILIPPE V. 1318.

XV. De pedagio de Bappalmis, supra p. 684.

APPENDICE.

APPENDICE.

TOUT LIEU DE SAINT-DISIER [1].

I. De la franchise des feus et des cloyeres.

II. De la franchise pour oster les boix de son heritage, et de la voie des bestes pour aler en wault.

III. De la franchise donnée pour le sael des eschevins.

IV. De la franchise comment la cognoissance des gens de monseignour appartient à ly, des chozes qui font en faisant leur service; et comment elle appartient as eschevins en besoingnant et esploitant de leur besoingnes.

Item s'aucuns bourgois est pris, comment li poins de la chartre li soit gardez.

Item comment li bourgois de Saint-Disier ne sont tenu à prester lis de plume ne chevalz.

V. De la franchise comment la ville n'est riens tenue, se li sire marie ou fait chevalier aucuns de ses enfans.

Item, se il ou sui enfant prennent la croix d'outremer ou estoient pris per guerre ou autrement.

Item, comment li eschevins puelent faire tailles et imposition, et les lever.

VI. De quans tesmoings li baillis, ou partie contre autre, puelent produre sur une article.

VII. De dire reproche contre tesmoing.

VIII. De savoir se santance se doit rendre sur les hoirs des mors.

IX. De savoir se cil ce mesfont qui, sens prandre congié au signour, mestent argent ens boitez out font assembléez pour faire festes.

X. De parson d'avoir faicte par amis, depuis la quelle parson per aucunz des hoirs fust alleguée deception.

XI. De savoir se advoé pueent bailler à perpetuité l'avoir d'aucun orphenim sens assent d'amis.

D. 26. 5. 21. 2. Ulpianus libro 36 ad Sabinum. Quod si tutor mihi non sit, sed dicatur, ex quo tempore tutor esse coepit, ex eo tempore tutelae agere possum.

D. 26. 5. 21. 3. Si tutor ante litem contestatam decesset, tutelae actio non transmittitur ad heredem.

D. 26. 5. 21. 4. Si tutor ante litem contestatam decesset, tutelae actio non transmittitur ad heredem.

D. 26. 5. 21. 5. Si tutor ante litem contestatam decesset, tutelae actio non transmittitur ad heredem.

D. 26. 5. 21.

XXXIV. De l'amende à un eschevin qui fierroit un bourgois.

XXXV. De li seoir et faire samblant de ferir un autre couchié en lit et hors des fiez et arrieres-fiez.

XXXVI. De cely qui noyot son afforage, et se avoit vendu vim si comme il fu prové.

XXXVII. De apporter lettres d'eschevins en jugement pour demander sens, contre les quelles lettres autres lettres furent apportées en jugement, contenant riens d'avoir dou dit sens.

XXXVIII. Dou commandement dou bailli et des eschevins d'un post que il fust ostés de certain jour, li quelz ne fut miez ostez.

XXXIX. De cely qui promit à un autre, par son sairement fait en la main dou bailli, que, pour un escu que il li bailloient, il ne le poursuiroit plus, per devers monseigneur et ses gens, de ce d'où il contendoiet, et depuis l'en poursuy en la main de monseignour.

XL. Des maistres de la drapperie qui tennent juridiction d'un qui demandoit dix pierres d'aignelins à un autre.

XLI. De savoir li quelz averat la retraite que ont faicte li freires et la niepce.

XLII. De celi qui enpourtat en chiez li certaine danreez qui estoient contencieuses à ly et à un autre et comme au plus offrant, et les emportat sens congié.

XLIII. De la non declaration faicte per le bailli encontre un bourgois, de ce que icilz bourgois avoit errey contre la cort de bailli et des eschevins.

XLIV. De l'obligation faicte sens advoez puis l'emancipement de pere et de mere.

XLV. De cely qui fut poursuis per son fil qui estoit clers, li quelz avoit getey une pierre à un autre.

XLVI. De une opposition faicte contre seel d'eschevins, de la quelle opposition li opposans faillit.

XLVII. Des maisons que li sires at faites abatre pour les guerres dou Roy.

XLVIII. De vendre cervoise per le mois dou ban.

XLIX. De approprier per devers ly, et ardoir des lices de la ville.

L. De cely qui se obligoit où il estoit au lit malades, qu'il devoit à son frere dix livres.

LI. De dire à un autre en jugement : « Vous seriez mielz creus et plus tost par-« devers monseignour que je ne seroie. »

LII. De damentir un eschevin à leur consoil, en la maison de la ville.

LIII. D'un eschevin et un bourgois qui revelerent le consoil fait per eschevins.

LIV. De envoier ens os et ens chevauchiez de la requeste le signour.

LV. D'avoir faicte une paroy dont plais se mut.

1 & 2 GEO. V. Ch. 43.

1911. An Act to authorise the Corporation of the Council and Com-
munity of Bermuda to raise a loan for the purpose of
providing a Public Water Supply.

[Assented to 15th June, 1911.]

WHEREAS it is expedient to authorise the Corporation of the Council and Community of Bermuda to raise a loan for the purpose of providing a Public Water Supply:

BE IT ENACTED by the Governor, Council and Assembly as follows:

1. It shall be lawful for the Corporation of the Council and Community of Bermuda to raise a loan of £100,000 for the purpose of providing a Public Water Supply.

2. The said loan shall be raised by the issue of Bonds of the Corporation of the Council and Community of Bermuda, bearing interest at the rate of four per centum per annum, payable half-yearly, and redeemable at the end of thirty years from the date of issue.

3. The said Bonds shall be issued at such time or times as the Corporation may require.

4. The said Bonds shall be sold by public auction or by public tender, and shall not be sold at a price less than ninety-five per centum of the par value thereof.

5. The proceeds of the said Bonds shall be applied to the purpose of providing a Public Water Supply and to no other purpose.

6. The Corporation shall keep a separate account of the proceeds of the said Bonds and of the application thereof.

7. The Corporation shall annually pay into the Sinking Fund established by the Act to provide for the redemption of the Public Debt of Bermuda, 1907, the amount by which the sum of £3,000 exceeds the interest payable in that year on the said Bonds.

8. The Corporation shall annually pay into the Sinking Fund established by the Act to provide for the redemption of the Public Debt of Bermuda, 1907, the amount by which the sum of £3,000 exceeds the interest payable in that year on the said Bonds.

9. The Corporation shall annually pay into the Sinking Fund established by the Act to provide for the redemption of the Public Debt of Bermuda, 1907, the amount by which the sum of £3,000 exceeds the interest payable in that year on the said Bonds.

10. The Corporation shall annually pay into the Sinking Fund established by the Act to provide for the redemption of the Public Debt of Bermuda, 1907, the amount by which the sum of £3,000 exceeds the interest payable in that year on the said Bonds.

11. The Corporation shall annually pay into the Sinking Fund established by the Act to provide for the redemption of the Public Debt of Bermuda, 1907, the amount by which the sum of £3,000 exceeds the interest payable in that year on the said Bonds.

12. The Corporation shall annually pay into the Sinking Fund established by the Act to provide for the redemption of the Public Debt of Bermuda, 1907, the amount by which the sum of £3,000 exceeds the interest payable in that year on the said Bonds.

ARTICLE 61. Les dates contenues dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 et 60 de la présente loi sont applicables à l'Algérie.

Toutefois, les dispositions de l'article 1er ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 3 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 4 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 5 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 6 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 7 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 8 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 9 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 10 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 11 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 12 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 13 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 14 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 15 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 16 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 17 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 18 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 19 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 20 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 21 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 22 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 23 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 24 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 25 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 26 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 27 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 28 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 29 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 30 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 31 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 32 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 33 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 34 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 35 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 36 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 37 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 38 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 39 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 40 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 41 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 42 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 43 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 44 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 45 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 46 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 47 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 48 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 49 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 50 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 51 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 52 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 53 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 54 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 55 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 56 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 57 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 58 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Les dispositions de l'article 59 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice.

Les dispositions de l'article 60 ne sont pas applicables aux communes de plein exercice, sauf en ce qui concerne les centimes spéciaux pour travaux de chemins vicinaux.

Gen. 43:11 ... אִם־כֵּן אֵפוֹא זֹאת עֲשׂוּ קְחוּ מִזִּמְרַת הָאָרֶץ בִּכְלֵיכֶם וְהוֹרִידוּ לָאִישׁ מִנְחָה מְעַט צֳרִי וּמְעַט דְּבַשׁ נְכֹאת וָלוֹט בָּטְנִים וְשָׁקֵדִים

11. Nehmet doch dieß in eure Gefäße und bringet dem Manne Geschenke hinab, ein wenig Balsam und ein wenig Honig, Gummi und Ladanum, Pistazien und Mandeln.

Gen. 43:12 וּכְסֶף מִשְׁנֶה קְחוּ בְיֶדְכֶם וְאֶת־הַכֶּסֶף הַמּוּשָׁב בְּפִי אַמְתְּחֹתֵיכֶם תָּשִׁיבוּ בְיֶדְכֶם אוּלַי מִשְׁגֶּה הָיָה

12. Und doppelt Geld nehmet mit euch, und das Geld, welches in eure Säcke gekommen ist, bringet wieder mit euch, vielleicht ist es ein Versehen.

Gen. 43:13 וְאֶת־אֲחִיכֶם קָחוּ וְקוּמוּ שׁוּבוּ אֶל־הָאִישׁ

13. Und nehmet auch eure Brüder mit, und machet euch auf, kehret zu dem Manne zurück.

Gen. 43:14 וְאֵל שַׁדַּי יִתֵּן לָכֶם רַחֲמִים לִפְנֵי הָאִישׁ וְשִׁלַּח לָכֶם אֶת־אֲחִיכֶם אַחֵר וְאֶת־בִּנְיָמִן וַאֲנִי כַּאֲשֶׁר שָׁכֹלְתִּי שָׁכָלְתִּי

14. Und der allmächtige Gott gebe euch Barmherzigkeit vor dem Manne, daß er euch euren andern Bruder und Benjamin entlasse; und ich, wie ich der Kinder beraubt bin, bin ich der Kinder beraubt.

Gen. 43:15 וַיִּקְחוּ הָאֲנָשִׁים אֶת־הַמִּנְחָה הַזֹּאת וּמִשְׁנֵה כֶסֶף לָקְחוּ בְיָדָם וְאֶת־בִּנְיָמִן וַיָּקֻמוּ וַיֵּרְדוּ מִצְרַיִם וַיַּעַמְדוּ לִפְנֵי יוֹסֵף

15. Und die Männer nahmen dieß Geschenk und doppelt Geld mit sich, und Benjamin, machten sich auf, zogen nach Aegypten hinab und traten vor Joseph.

Gen. 43:16 וַיַּרְא יוֹסֵף אִתָּם אֶת־בִּנְיָמִן וַיֹּאמֶר לַאֲשֶׁר עַל־בֵּיתוֹ הָבֵא אֶת־הָאֲנָשִׁים הַבַּיְתָה וּטְבֹחַ טֶבַח וְהָכֵן כִּי אִתִּי יֹאכְלוּ הָאֲנָשִׁים בַּצָּהֳרָיִם

16. Und als Joseph Benjamin bei ihnen sah, sprach er zu dem, der über sein Haus gesetzt war: Führe die Männer in das Haus, und schlachte und richte zu, denn die Männer werden mit mir zu Mittag essen.

Gen. 43:17 וַיַּעַשׂ הָאִישׁ כַּאֲשֶׁר אָמַר יוֹסֵף וַיָּבֵא הָאִישׁ אֶת־הָאֲנָשִׁים בֵּיתָה יוֹסֵף

17. Und der Mann that, wie Joseph gesagt hatte, und führte die Männer in das Haus Joseph's.

Gen. 43:18 וַיִּירְאוּ הָאֲנָשִׁים כִּי הוּבְאוּ בֵּית יוֹסֵף וַיֹּאמְרוּ עַל־דְּבַר הַכֶּסֶף הַמּוּשָׁב בְּאַמְתְּחֹתֵינוּ בַּתְּחִלָּה אֲנַחְנוּ מוּבָאִים לְהִתְגֹּלֵל עָלֵינוּ וּלְהִתְנַפֵּל עָלֵינוּ וְלָקַחַת אֹתָנוּ לַעֲבָדִים וְאֶת־חֲמֹרֵינוּ

18. Und die Männer fürchteten sich, daß sie in das Haus Joseph's geführt wurden, und sprachen: Wegen des Geldes, welches in unsern Säcken zurückgekommen ist, werden wir hineingeführt, damit er sich wälze über uns und falle über uns, und uns nehme zu Knechten und unsere Esel.

Gen. 43:19 וַיִּגְּשׁוּ אֶל־הָאִישׁ אֲשֶׁר עַל־בֵּית יוֹסֵף וַיְדַבְּרוּ אֵלָיו פֶּתַח הַבָּיִת

19. Und sie traten zu dem, der über das Haus Joseph's gesetzt war, und redeten mit ihm an der Thüre des Hauses,

CXXXVI. De la preuve d'un tesmoing fait pour le bailli, et de ceulz qui sont oy pour le mesfait que on leur at fait.

CXXXVII. De panre un coutel à un escot et le reponre en saint son compaingnon, et le redemander en disant c'on li avoit emblé.

CXXXVIII. Des vendnez que li sergant font as planches.

CXXXIX. Dou commandement que li sergans des eschevins fit sans painne, d'un acort fait par baillis et eschevins.

CXL. De la succession de celi qui est mors et n'at hoirs à Saint-Disier que de per sa mere.

CXLI. De ceulz qui se donnet à leurs viez ou au sorvivant une leur maison.

CXLII. Des sorvenus qui se marient à Saint-Disier.

CXLIII. De la franchise des sergans le signeur.

CXLIV. De deus bourgois, que uns chascuns d'eus avoit certain sens sur un heritage.

CXLV. De vendre godelle sens la licence dou signour.

CXLVI. De ferir sa feme d'un coutel.

CXLVII. Dez acreuez que la rivière fait.

CXLVIII. De dix livres que doivent avoir li eschevins de ceulz qui se sont meffait en ce.

CXLIX. De ordenance faicte par bailli et eschevins en jugement.

CL. De contredire l'obligation d'eschevins en la quelle uns c'est obligié avec autres, et chascuns pour le tout.

CLI. De ferir sur sa robe, en li rescouant des mains à un sergant.

CLII. De non vouloir garentir l'eritage que on at laissié à sens.

CLIII. De baillier à l'oste certains chatelz d'autrui pour et en nom de celi à cui il estoient.

CLIV. Dou tesmoignage le sergant fait de sa relation.

CLV. De dire encontre un cyrographe.

CLVI. D'acort fait presens eschevins.

CLVII. Item de tel fait.

CLVIII. De repanre certains chatelz en l'ostel d'autrui et de nuit.

CLIX. De dire : « Je voulroie que on pandist tous les treize eschevins. »

CLX. Dou congié donné per le lieu-tenant dou bailli, le dit bailli estant au lieu.

CLXI. De dire as advouez : « Vous y estes advouez pour les riches et non pour les povres. »

CLXII. De desmantir aucun en jugement.

CLXIII. De estranges que li sires at retenu en la ville, et ne sont point bourgois assavoir se il paieront dez debis de la ville.

ACCOUNT. The wealth of a merchant.
ACCT. To account or to be accountable.
ACCUMULATE. To increase by continual additions.
ACCUSE. To charge with guilt or misconduct; as a crime, or fault.
ACCUSTOM. To habituate; to make familiar by frequent use.
ACHIEVE. To perform; to accomplish; to finish successfully.

ACQUAINT. To make known; to communicate; to inform.
ACQUIT. To free from a charge or accusation; to pay off; to release.
ACRE. A measure of land containing 160 square rods.
ACTIVE. Nimble; quick; busy; diligent; industrious.
ACTUAL. Real; true; certain; genuine; not merely nominal.
ADAM. The first created man in the scriptures; or Satan.
ADD. To join; to unite; to put together; to increase.
ADDITION. The act of adding; a title; a thing added.
ADJACENT. Lying near; bordering upon; adjoining.
ADJOURN. To put off; to defer; to postpone.
ADMINISTRATOR. One who manages the estate of a person who has died without appointing an executor.
ADMIRE. To wonder at; to esteem highly; to regard with love and veneration.
ADMIT. To allow; to grant; to receive; to suffer.
ADOPT. To accept and treat as one's own child; to confirm what has been done by others.
ADORN. To decorate; to embellish; to beautify.
ADULTERY. Violation of the marriage bed; unfaithfulness to the marriage vow.
ADVANCE. To move forward; to improve; to raise; to bring forward.
ADVERSE. To the no. of; to the prejudice of; unfavorable.
ADVERTISE. To give notice; to inform; to publish.
ADVICE. Counsel; opinion; information; intelligence.
ADVISE. To counsel; to give information; to inform.
AFFECT. To act upon; to influence; to move the passions; to love.
AFFIDAVIT. A written declaration upon oath, made before some magistrate.
AFFIRM. To declare; to say that a thing is true.
AFFIX. To fasten; to add; to subscribe.
AFFLICT. To grieve; to pain; to torment; to distress.
AFFORD. To bear the expense of; to be able to sell; to yield; to produce.
AFRICA. One of the four quarters of the world.
AGAINST. The reverse; not; in exchange for; in opposition to.
AGE. The whole duration of life; a period of time; a century.
AGENT. One who transacts business for another; a factor.
AGGRAVATE. To make worse; to provoke; to irritate.
AGGRIEVE. To injure; to oppress; to vex; to afflict.
AGO. Past; gone; before the present time.
AGREE. To be of one mind; to settle; to bargain; to covenant; to promise.
AGRICULTURE. The art of husbandry; the cultivation of the earth.

CXCII. Des acordez que les partiez font de l'eritage mis en saisine per le bailli.
CXCIII. De noier sens, avent que les lettres dou dit sens soient leuez.
CXCIV. Dou commandement le bailli, fait sens eschevins et sens denomer amende.
CXCV. Item de tel fait.
CXCVI. Des ordenances de paier les sens.
CXCVII. De respondre au demandeur : « Je te doit un estronc de chien. »
CXCVIII. De l'amende de celi qui dist vilenie à un, depuis que cilz li dist premiers vilenie.
CXCIX. De savoir se la feme au mort doit respondre de la plesgerie que ses maris at faite pour autrui.
CC. De despecier les murs de la ville pour faire son aisement, sens la licence dou bailli ne des eschevins.
CCI. De dire à deus sergans qu'il estoient faulz et malvaix de faire la relation que faicte avoient, la quelle fut bien monstrée.
CCII. De referir tantost celi qui l'averat feru.
CCIII. De arrester pour debte ceulz de dehors.
CCIV. De la reprise dou bailli, faite puis c'on soit partis de jugemant.
CCV. De promestre covenances pour autrui.
CCVI. De demander argent sur un heritage, dou quel heritage lettres soient devers eschevins pour oir un autre jugement.
CCVII. De la deception faicte en prenant les otrois per devant les eschevins.
CCVIII. De panre terrage en la terre qui n'en doit point.
CCIX. De celi qui n'avoe miez son enfant de la choze qu'il at vendue dou sien, et puis le advoue après.
CCX. Dou commandement le lieu-tenant au bailli.
CCXI. De dire en jugement après le sairement fait : « Mal veingne cestuy seire-« ment et qui l'at fait. »
CCXII. De ramener à l'escot celi qui s'en vat sens paier.
CCXIII. De oster le poix à un autre outre son grey.
CCXIV. De l'enqueste que eschevins ont faicte entre deus partiez.
CCXV. De drap ou la liziere soit recousue.
CCXVI. De un eschevin qui dist à un autre eschevin : « Se vous le deistes, vous « deistes que faulz et malvais. »
CCXVII. De savoir qui doit panre les sairemens des offices de la ville.
CCXVIII. De l'amende de ceulz qui font empeschement ens voiez de la ville.
CCXIX. Comment la feme à un clerc serat franche.
CCXX. De la retenue de heritage faite pour autruy.

ARTICLES. An indefinite number of articles, each to be delivered [with] the ARTICLES.

ARTICLES OF AGREEMENT. A written agreement between two or more parties.

ARTICLES OF ASSOCIATION. A written agreement between two or more persons for the purpose of forming a corporation.

ARTICLES OF CONFEDERATION. The first constitution of the United States, adopted in 1777, and in force from 1781 to 1789.

ARTICLES OF THE PEACE. Articles exhibited by a person who swears that he fears that another will do him some bodily harm, or will procure others to do it.

ARTIFICIAL. Made by art, not natural.

ARTIFICIAL PERSON. A corporation.

ARTIFICIAL REASON. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIAL WISDOM. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIALLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIALNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIARY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIOUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIOUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIOUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUM. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSLY. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSUSNESS. See ARTIFICIAL.

ARTIFICIUS

CCLVI. D'amender la parole son avocat.
CCLVII. De l'amende et de la corpe.
CCLVIII. De celz qui sont as plais.
CCLIX. De defaute de jour.
CCLX. De proposer exceptions.
CCLXI. De prover exceptions.
CCLXII. De prover ce que on demande.
CCLXIII. De combien de jors il convient à prover.
CCLXIV. De dire et refuser tesmoingnage.
CCLXV. En quelz causes il sont à refuser.
CCLXVI. Se giex ou malvais puet tesmoingner.
CCLXVII. De combien de temps il convient debouter tesmoignage.
CCLXVIII. De tesmoins contre tesmoignages.
CCLXIX. D'estrumens communs saelez.
CCLXX. Des lettres del sael de la ville.
CCLXXI. De recepvoir le sairement de celui c'on demande.
CCLXXII. Des navrez qui ne cognoisent celz qui l'aura navré.
CCLXXIII. De mescroire autrui lui avoir emblé.
CCLXXIV. De quel fourfait cil sera qui ne porra ce prover.
CCLXXV. D'apeller à Yppre, et de l'apellant.
CCLXXVI. De la painne que li mal apellans doit.
CCLXXVII. De poursuire son apel.
CCLXXVIII. Dou privé qui trueve l'estrange qui li doit.
CCLXXIX. De queus eschevins soufissent en plais de moeuble.
CCLXXX. De queus eschevins soufissent en plais d'eritage.
CCLXXXI. De rendre jugement.
CCLXXXII. En quel temps on doit jugier et tenir plais.
CCLXXXIII. De paier ce qui sera jugié et comment.
CCLXXXIV. De mettre banz en choses venduez az planches.
CCLXXXV. De tenor de la banliue.
CCLXXXVI. D'establissémens pour la ville amender.
CCLXXXVII. De mal dont on ne se clainme.
CCLXXXVIII. De celz qui moerent sens hoir.
CCLXXXIX. De plesgerie de feme qui at mari.
CCXC. De sauver dez vins [1] dez vendaigez

[1] Lisez *biens*.

[illegible] de ce [illegible] [illegible] [illegible]

III. Qui aliquem per capillos ad terram traxerit seu per lutum trahendo pedibus conculcaverit, decem libras pro forefacto dabit; de quibus tractatus quindecim solidos habebit, villa quinque solidos, dominus vero residuum.

IV. Qui aliquem fuste vel baculo percusserit, et convictus a scabinis in forefactum, decem librarum incidit; de quibus dominus sex libras habebit, ille qui percussus est sexaginta solidos, burgenses viginti solidos, ad opus castri.

V. Qui cum armis involutis infra prefinitos terminos aliquem fugaverit, si veritate scabinorum convincatur forefacto, sexaginta libras tenebitur.

VI. Si quis assiliatur, quicquid ipse faciat in defendendo corpus suum, nullo tenebitur forefacto.

VII. Si quis alicui vulnus fecerit infra prefinitos terminos, et illud veritate scabinorum cognoscatur, de quacumque re factum sit, ad domum in qua ille manet qui vulnus imposuit, per scabinos et per justiciam domini submoneatur, nisi infra istos terminos aliquod feodum sit ad aliquem pertinens quod liberum esse debeat. Qui submonitus scabinis se presentaverit, veritate inquisita de illo qui vulnus fecerit, per sexaginta libras forefactum illud emendabit; et si scabini sciunt quod vulnus non fecerit, liber et in pace remanebit. Si autem die qua submonitus fuerit se non presentaverit, remanebit in forefacto sexaginta librarum.

VIII. De domibus autem qui per legem Yprensem destrui debent, si dominus eas redimere voluerit de sexaginta solidis ad opus castri, dicta domus domino remanebit, sin autem fiet de domo quod fieri debet per legem Yprensem.

Si nous pensons que la vie est un mouvement, soit dans la nature, soit dans l'art, nous ne pouvons nous empêcher de trouver à Amiens le beau modèle. Cette impression, elle, on la doit à la cathédrale tout entière, à son ensemble, à son unité, à son harmonie. Mais, si l'on veut s'arrêter à quelques détails, on peut admirer, à la façade du transept méridional, deux rosaces. Sur la plus grande, on a représenté le Christ entouré des douze apôtres. Sur la plus petite, on a figuré la Vierge entourée de douze anges. Ces rosaces sont d'une grande beauté. Elles ont été exécutées au moment où le gothique rayonnant atteignait sa perfection. Les meneaux sont d'une légèreté et d'une délicatesse admirables. Les verrières sont d'une richesse de tons et d'une harmonie qui font de ces rosaces de véritables joyaux. Les deux bras du transept méridional portent, le premier, la porte Dorée, le second, la porte Saint-Honoré.

A l'un comme à l'autre de ces portails on a réservé une large baie, et l'on en a fait des rosaces.

Sur la rosace méridionale, on a représenté Notre-Dame, soit la Vierge entourée de douze anges. Sur la rosace septentrionale, on a figuré le Christ entouré des douze apôtres. Les deux rosaces sont d'une grande beauté. Elles ont été exécutées au moment où le gothique rayonnant atteignait sa perfection. Les meneaux sont d'une légèreté et d'une délicatesse admirables. Les verrières sont d'une richesse de tons et d'une harmonie qui font de ces rosaces de véritables joyaux.

XII. Du transept, la cathédrale nous conduit à la nef. Nous la voyons, et elle se met aussitôt à chanter.

XII. Du transept, la cathédrale nous conduit à la nef. Nous la voyons, et elle se met aussitôt à chanter. Nous entrons par la porte centrale, qui est la porte Dorée. Nous sommes dans la nef centrale, qui est la plus large et la plus haute. Elle a quarante-deux mètres de hauteur sous la voûte. Elle est flanquée de deux nefs latérales, qui sont moins hautes et moins larges. Ces nefs latérales sont, elles aussi, très belles. Elles ont été construites à la même époque que la nef centrale. Elles sont d'une grande pureté de lignes. Elles sont d'une grande harmonie de proportions. Elles sont d'une grande richesse de détails. Elles sont d'une grande beauté.

XII. Du transept, la cathédrale nous conduit à la nef. Nous la voyons, et elle se met aussitôt à chanter. Nous entrons par la porte centrale, qui est la porte Dorée. Nous sommes dans la nef centrale, qui est la plus large et la plus haute. Elle a quarante-deux mètres de hauteur sous la voûte. Elle est flanquée de deux nefs latérales, qui sont moins hautes et moins larges. Ces nefs latérales sont, elles aussi, très belles. Elles ont été construites à la même époque que la nef centrale. Elles sont d'une grande pureté de lignes. Elles sont d'une grande harmonie de proportions. Elles sont d'une grande richesse de détails. Elles sont d'une grande beauté.

§ 27. Uvedome sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, jsou-li při dělání, opravování, bourání nebo jiné práci, kdy hrozí nebezpečí, dělníci nedbalí, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 28. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 29. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 30. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 31. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 32. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 33. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 34. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 35. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 36. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 37. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 38. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 39. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

§ 40. Uvedeme sám dělníkům, že jsou-li při práci na stavbě nebo jiné, a dozírajícímu dělníkovi nebudou dbáti, jsou dělníci sami povinni upozorniti.

Civ. Lege tenus. Ergo si quis ex his, quibus dicebat non adiri, hæc scindebat, ut magnam hæreditatem.

CIV. Si ad testamentum non licuerit accipere per legem Julian. Papiam, quæ ei ex testamento dari possunt, ad fiscum pertinent, quasi ea non capiente, quæ ei dantur?

RESP. Ita est. Quod autem ipse Papinianus ait, ad fiscum pertinere, id ita accipiendum est, ut ad ærarium populi Romani pertineat.

CIV. Quæ in testamento ita scripta sunt, ut ad ærarium populi Romani pertinere possint, ea ad ærarium militare pertinent?

RESP. Ita est. Quæ enim ad ærarium populi Romani pertinent, ea ad ærarium militare pertinere, ex constitutione divi Severi et Antonini, Senatus Consulto factum est.

CIV. Quæ ergo ex testamento militi relicta sunt, ea ad ærarium militare pertinent?

RESP. Ita est. Quæ enim militi ex testamento relicta sunt, ea ad ærarium militare pertinent, quæ ei militi data sunt, ea ad militem pertinent.

RESP. Primum quod ait Civis Romanus de Papiano, Papinianus, significavit Senatus Consulto, quod ex testamento militis ad ærarium militare pertinet, id ad ærarium populi Romani pertinere, quod ex testamento militi relictum est, id militi dari, quod militi datum est, militi relictum videri. Quæ ergo militi ex testamento relicta sunt, ea militi dari, quæ militi data sunt, militi relicta videri.

RESP. Nam quod quæritis, si ex testamento militis ad ærarium militare pertinet, id militi relictum videri, ita est. Quod militi datum est, militi relictum videri, ita est. Quod militi relictum est, militi datum videri, ita est.

lum dimittat. Quod si non fecerit, sexaginta solidos dabit; de quibus dominus habebit quinquaginta solidos, villa decem solidos, et gladium et cutellum amittet.

Justiciis vero domini et ministeriis ville, quum ville pacem observare debent, nocte ac die per villam arma ferre licebit. Burgensibus vero Sancti-Desiderii gladium portare et reportare licebit, dummodo exeant a villa festinanter. Si quis vero eorum, moras faciendo vel per villam vagando, gladium portaverit, sexaginta solidos dabit; de quibus dominus habebit quinquaginta solidos, villa residuum, et gladium amittet.

XXVIII. Si scabini, gratia emendationis ville, assensu justicie domini, bannum in pane et vino et ceteris mercibus constituerunt, tres partes, que ex banno illo venient, erunt domini, altera pars opidi.

XXIX. Sciendum quod in predicta villa, ex parte domini, de cetero bannum aliquod non erit, nisi quod in vino habebit dominus bannum per mensem, et incipiet illud in crastino natalis Domini, et durabit continue per quatuor septimanas, et non plus.

Pena autem infringentis bannum erit viginti solidorum, qui erunt domini, et dolium erit in voluntate ejus, de quo villa quartam partem habebit.

Recipiet quoque dominus in eadem villa de unoquoque dolio vini, ad modiationem Altisiodorensem, unum sextarium vini, ad mansuram Sancti-Desiderii, si venditum fuerit ad brocam, et, si plus continetur in dolio quam dicta modiacio se extendat, sepedictus dominus, secundum quod plus continebitur in dolio ad respectum sextarii, plus recipiet, si minus, minus recipiet.

XXX. Item, non licebit die mercurii alieni aliquid vendere in staulis vel fenestris, nisi in communi foro, secundum quod disposite et ordinate fuerint res per scabinos ejusdem ville et ballivum, nec dominus in aliam villam forum ejusdem ville transferre posset. Uni-

Hann er enn, eða Flóki, sem hann hefir heitið sjálfr, eða annarr maðr, sem hann hefir gefit nafn sitt, hvárt sem hann hefir verit sjálfr eða annarr.

Flóki fór þaðan til Hrafnistu-Eiríkssonar ok bjó þar lengi, ok var maðrinn vinsæll.

Flóki fór austr um eða kringr um sæinn, ok hann hafði þar mikinn ófrið ok mannskaða, ok hann hafði þar mikinn ófrið ok mannskaða, ok hann hafði þar mikinn ófrið ok mannskaða

XXXVI. Si scabinus testimonio scabinorum suorum per vim de falsitate convictus fuerit, ipse et omnia bona sua in voluntate domini erunt.

XXXVII. Si scabini, a domino sive a ministro domini submoniti, falsum sub aliqua re judicium fecerint, veritate scabinorum de Ypra dominus convincere eos potuerit, si convicti fuerint, ipsi et omnia bona sua in voluntate domini erunt.

Et quotienscumque super hujusmodi falsitate submoniti fuerint, ullatenus poterunt contradicere, quin diem sibi a domino vel a ballivo prefixum teneant, ubicumque dominus voluerit, in terra quam dominus ville habet in Campania. Et si dominus eos vellet convincere de aliquo, tenerentur mittere apud Ypram duos scabinos cum nuncio domini, et tale judicium quale judicaverint scabini Yprenses, ipsi reportarent per litteras vel per nuncios ydoneos; et si scabini illud reportare nollent, nuncius domini illud per litteras scabinorum Yprensium vel per legitimos testes reportabit, et credetur ei sicut crederetur scabinis si illud reportarent.

XXXVIII. De omnibus vero aliis causis ad dominum pertinentibus, burgenses de Sancto-Desiderio in castello domini vel in domo placita tenebunt, in presentia domini, vel illius quem loco suo ad justiciam faciendam instituerit. Instituto etiam ad ejus submonitionem de omnibus tamquam domino respondebunt, quamdiu in hoc servitio domini erit.

XXXIX. Unusquisque de villa poterit matrimonium contrahere ubicumque voluerit, si feminam libere et absolute acquirere potuerit sine aliqua contradictione dominorum vel procerum regni, vel alterius qui eam de jure posset reclamare.

XL. Aliquis vero vel aliqua de libertate Sancti-Desiderii aliquem vel aliquam de hominibus vel mulieribus terre domini Sancti-Desi-

A bord de Nestor, Machaon, Antiloque, Ménélas, Ulysse, Diomède, Agamemnon, Achille, Ajax, Teucer, Phénix, Idoménée, Mérion, Thoas, Eurypyle, Polydamas, Hector, Sarpédon, Glaucus, Énée, Pâris, Hélène, Andromaque, Priam, Hécube, Cassandre, Polyxène, Polydore, Astyanax, Ménélas, Hélène, Pâris, Énée, Anchise, Hector, Andromaque, Priam, Hécube, Cassandre, Polyxène, Polydore, Astyanax, Glaucus, Sarpédon, Polydamas, Eurypyle, Thoas, Phénix, Teucer, Ajax, Achille, Agamemnon, Diomède, Ulysse, Ménélas, Antiloque, Machaon, Nestor.

Nestor. Je ne puis boire ni parler, mais, vieux, cette dépouvue d'éloquence et de force, je m'agite, je me remue, je me démène. Hector, Achille, Agamemnon, combattez, vainquez, massacrez, vous n'en aurez pas plus de gloire. Vous ne vaincrez, vous ne massacrerez que pour vous. Vous ne vaincrez, vous ne massacrerez que pour vous. Vous ne vaincrez, vous ne massacrerez que pour vous

μάτων καὶ ἀποκρίσεων ἐπιστολικῶν βιβλία δ΄. Ἐπιστολὴ πρὸς Ἀδριανὸν περὶ κυνηγεσίου. Τακτικὴ τέχνη. Ἔκθεσις κατὰ Ἀλανῶν. Περίπλους τοῦ Εὐξείνου πόντου. Ἐκτὸς τούτων ἐστὶν ἃ γέγραφε καὶ ἐν τῇ Ῥωμαϊκῇ διαλέκτῳ, ἃ καὶ αὐτὰ ἐνταῦθα ἐπιγράψω. Ἀνάβασις Ἀλεξάνδρου. Ἰνδικὴ ἱστορία.

Ταῦτ᾽ ἐν ἑλληνικῇ φωνῇ γέγραπται καὶ ἀμφοῖν τοῖν γλωσσοῖν ἐστὶν ἐμπειρότατος. Ἦν δὲ καὶ ἄλλος Ἀρριανὸς ἱστορικός, ὁ τὰ Παρθικὰ γράψας, ὃς ἐπὶ Μάρκου καὶ Οὐήρου ἐγένετο.

ARRIANUS, Flavius Arrianus Xenophontius, Nicomedensis, Graecus scriptor, et historicus, et philosophus, et rhetor, et dux, et consul, et sacerdos, et civis Athenarum, et Romae, et Nicomediae, et per totum orbem terrarum. Hic, per Hadrianum, ut ipse, lectus a Sagittario, ad Caesarem Augustum, ad Gellium, ad Fronto, ad Polybium, ad Lucium Verum, ad Marcum, ad Pertinacem, ad Severum, ad Antoninum, ad Geticum, ad Parthicum, ad Britannicum, ad Alamannicum, ad Gothicum, ad Carum, ad Numerianum, ad Diocletianum, ad Maximianum, ad Constantium, ad Constantinum, ad Constantium, ad Julianum, ad Jovianum, ad Valentinianum, ad Valentem, ad Gratianum, ad Theodosium, ad Arcadium, ad Honorium, ad Theodosium, ad Valentinianum, ad Marcianum, ad Leonem, ad Zenonem, ad Anastasium, ad Justinum, ad Justinianum, ad Justinum, ad Tiberium, ad Mauricium, ad Phocam, ad Heraclium, ad Constantinum, ad Heraclium, ad Constantem, ad Constantinum, ad Justinianum, ad Leontium, ad Tiberium, ad Justinianum, ad Philippicum, ad Anastasium, ad Theodosium, ad Leonem, ad Constantinum, ad Leonem, ad Constantinum, ad Romanum, ad Constantinum, ad Romanum, ad Constantinum, ad Romanum, ad Basilium, ad Constantinum, ad Romanum, ad Basilium, ad Constantinum, ad Romanum, ad Basilium

Tu ne connaîtras point d'autre dieu que moi, car il n'est point d'autre sauveur que moi. Je t'ai connu dans le désert, dans la terre de la solitude. Ils m'ont donné leurs pâturages, et ils se sont rassasiés, et leur cœur s'est élevé, et ils m'ont oublié. Et moi je serai pour eux comme un lion, comme un léopard sur le chemin d'Assur. Je les rencontrerai comme une ourse à qui on a ravi ses petits, et je déchirerai l'enveloppe de leur cœur, et je les dévorerai comme un lion, les bêtes des champs les mettront en pièces.

Israël, tu t'es perdu, car en moi seul est ton secours. Où est ton roi, pour qu'il te sauve dans toutes tes villes, et tes juges, à qui tu as dit : Donnez-moi un roi et des princes ? Je t'ai donné un roi dans ma colère, et je l'ai enlevé dans ma fureur. Le péché d'Ephraïm est lié, son crime est caché. Les douleurs d'une femme qui enfante viendront sur lui. Il est un fils insensé, car il ne se présentera pas à l'heure de la naissance des fils.

Je les délivrerai de la main de la mort, je les rachèterai de la mort. O mort, je serai ta mort ; sépulcre, je serai ta ruine. Le repentir sera caché à mes yeux.

Il a mon objet de vanter Samarie, car elle s'est révoltée contre son Dieu. Elle tombera par l'épée, ses petits enfants seront écrasés, et on fendra le ventre de ses femmes enceintes.

Israël, convertis-toi au Seigneur ton Dieu, car tu es tombé par ton iniquité. Prenez avec vous des paroles, et convertissez-vous au Seigneur, et dites-lui : Enlevez toute iniquité, et recevez ce que nous offrons, et nous rendrons les veaux de nos lèvres.

Assur ne nous sauvera point, nous ne monterons point sur des chevaux, et nous ne dirons plus : Nos dieux sont les œuvres de nos mains, car en vous le pupille trouvera miséricorde.

Je guérirai leur infidélité, je les aimerai de mon propre mouvement, car ma fureur s'est détournée d'eux. Je serai comme la rosée pour Israël, il germera comme le lis, et il poussera ses racines comme le Liban. Ses rameaux s'étendront, et sa gloire sera semblable à celle de l'olivier, et son odeur comme celle du Liban. Ils se reposeront à mon ombre, ils vivront du froment, et ils germeront comme la vigne. Son souvenir sera comme le vin du Liban.

Qui est sage, et il comprendra ces choses ? Qui est intelligent, et il les connaîtra ? Car les voies du Seigneur sont droites, et les justes y marcheront, mais les impies y tomberont.

sexdecim faciunt sextarium, et solvetur de unoquoque sextario, tam bolengiorum quam aliorum, in omni tempore, unus cupellus cumulatus et non plus, nec aliquis extraneus poterit molere quamdiu aliquis de villa habebit ad molendum, nisi extraneus molere ceperit, salva libertate concessa abbatie sanctimonialium Sancti-Desiderii, prout in carta ipsarum continetur, libertate inquam ipsarum a nobis concessa.

LVI. Et si aliquando aliquis hominum suorum vel de feodo suo in imperio transiret, ille homo qui transiret et rediret in eadem villa, dominus ipsum reclamare posset, et villa ei eum restituere teneretur.

LVII. Unusquisque de foco proprio qui uxoratus est vel uxoratus fuit aliquando, solvet domino quinque solidos monete currentis in Campania et caponem unum vel octo denarios, nisi fuerit sub potestate vel tutela patris vel matris.

LVIII. Si aliquis extraneus, causa morandi in villa, venerit, infra annum et diem, censum dominus, pro foco, ab ipso petere non posset. Elapso vero anno, si in eadem villa remaneret, teneretur ad solutionem foci et caponis, prout alii tenentur.

Clerici vero nec milites nec homines militum et clericorum in villa morancium, ad solutionem focorum non tenentur nec caponis; et si aliquem de hominibus militum vel clericorum villa de cetero reciperet, ad solutionem foci et caponis teneretur.

LIX. Sunt autem census reddendi in festo beati Remigii vel infra octo dies sequentes; et nisi solverentur ad diem debitam, nuncii domini, qualibet die, haberent, pro expensis, viginti solidos monete currentis in Campania.

Capones vero reddendi sunt in octavis nativitatis Domini.

LX. Item, villa non potest sibi facere alium dominum, nec eli-

1222. Adam plébános és Péter, a pécsi káptalan scholasticusa, a tolnai plébánia ügyében a pécsi káptalan előtt egyezséget kötnek. Eredetije a pécsi káptalan levéltárában. Fej. 1. 1.

1222. Bertalan, a pécsi püspök, a pécsi káptalan előtt Adam plébánosnak a tolnai plébánia ügyében tett egyezségét megerősíti. Eredetije a pécsi káptalan levéltárában. Fej. 1. 2.

1222. Bertalan, a pécsi püspök, a pécsi káptalan előtt Adam plébánosnak a tolnai plébánia ügyében tett egyezségét megerősíti. Eredetije a pécsi káptalan levéltárában. Fej. 1. 3.

1222. Andrea rex confirmat donationem Petri de Cumin. Orig. membr.

1222. Az esztergomi érsek és káptalan előtt Miklós és Péter, a pécsi egyház részéről, Gyula, Miklós és Péter, a kalocsai egyház részéről, a Duna és Tisza közötti határjárás ügyében egyezséget kötnek. Eredetije a pécsi káptalan levéltárában. Fej. 1. 4.

1222. Az esztergomi érsek és káptalan határjárást végeztetnek a pécsi és kalocsai egyházak részéről kiküldött bizottság által a Duna és Tisza közötti határok ügyében. Eredetije a pécsi káptalan levéltárában. Fej. 1. 5.

1222. Az esztergomi érsek és káptalan előtt Miklós és Péter, a pécsi egyház részéről, Gyula, Miklós és Péter, a kalocsai egyház részéről, a Duna és Tisza közötti határjárás ügyében egyezséget kötnek. Eredetije a pécsi káptalan levéltárában. Fej. 1. 6.

LXVII. Si vero scabini aliquod judicium dicere noluerint, super quo consilium Ypre velint requirere, secundum legem de Ypra vel de Brugis, si forsan per legem Ypre declarari non posset, ipsi ad illud infra quadraginta dies mittere et reportare debent; quod nisi infra predictum terminum fecerint, termino elapso, dominus eum judicabit.

LXVIII. Dominus vero census et domos, quas in dicta villa habebat, sibi retinuit.

LXIX. Omnia forefacta valentia sexaginta libras vel plus, domini sunt. In minoribus vero sexaginta librarum habet dominus secundum quod continetur in carta.

LXX. Remanencie illorum qui sine ligittimo herede decedunt domino remanebunt.

LXXI. Item, homines dicte ville emere non poterunt carbonem nisi de nemoribus domini, de illo scilicet de quo dominus vendere voluerit, quamdiu sibi nemora sua vendere placuerit. Vannellus carbonis minuti vendetur quinque solidos; tamen et continebit in se duodecim vannos per mensurationem scabinorum. Vannellus vero carbonis convercleti vendetur sex solidos; tamen et utrique carbones debent esse legittimi per respectum scabinorum; nec cogetur aliquis emere carbonem nisi voluerit; et, si venditores nemoris carbonem dictis hominibus vendere noluerint, dominus de proprio nemore tenetur eis carbonem vendere; et, si dominus hoc facere recusaret, ipsi possent ubicumque vellent carbonem emere, sine contradictione aliqua.

Sciendum insuper quod nos dictam libertatem, legem, consuetudinem, sicut superius in ista carta expressum est, per juramentum nostrum fideliter tenemur observare, et ad hoc heredes nostri et do-

Ego quidem video, Brute, fortunam, ut cetera humana, sic in hac re fuisse versatilem: sed tamen, quoniam tanta vis est hominum existimationis, quantam esse dicam, nisi ipse sentiam? Ego me, Brute, non modo non ferro, sed ne maledicto quidem violari patiar, quin vindicem? Quid? Quod ad omnia, quæ ego in Catilinam, quæ in Antonium, quæ in Pisonem, quæ in Gabinium, quæ in Vatinium, quæ in Clodium, quæ in Gallum, quæ in Lentulum, quæ in Milonem, quæ in Quirites, quæ in senatum dixerim, nihil, inquit, a nostris fuit contra dictum? Quæ quidem ego, ut ipse sentio, non modo non reprehendo, sed etiam, ut tu, Brute, existimas, probo: sed tamen ipsa vitiosa esse dico.

CICERO. CICERO.

A Pisone, Gabinio, aliisque ad Bruțum et ad Quirites.

C. Cæs. lib. 3. Bell. civ. Pisonem non esse ausum se in medio discindere. [Bongars. ex Manuscr.]

III.

Je Jehans, chevaliers, sires de Dampierre, etc.

L'an de grace mil deux cens quatre-vins et deux, ou mois de mars. (Droit d'essarter.)

IV.

Je Jehans, chevaliers, sires de Dampierre, etc.

L'an de grace mil deux cens quatre-vins-quatorze, ou mois de mars. (Idem.)

V.

Je Jehans, sires de Dampierre et de Saint-Disier, chevaliers, etc.

L'an de grace mil deux cens quatre-vins-quatorze, ou moix de janvier. (Établissement du tabellionage.)

VI.

A touz ces qui cez presentes lettres verront et oïront, Jehans de Dampierre, sires de Saint-Disier, etc.

L'an de grace mil trois cens et six, le samedi apres les octaves de la Saint-Martin, ou moix de novembre. (Métiers de Saint-Dizier.)

VII.

A tous ceulz qui cez presentes lettres verront et oïront, Jehans de Dampierre, sires de Saint-Disier et de Waignouri, etc.

L'an de grace mil trois cens dix et neuf, ou mois d'octembre. (Droit à payer pour le mariage du seigneur.)

RAISONS ET ARTICLES

DE

PAR LES ÉLECTEURS DE LA PROVINCE DE SAINT-GERY,

LES ÉLECTEURS, DANS LE PRÉSENT MOMENT

AUX DÉPUTÉS ÉLECTEURS DE LA PROVINCE SUSDITE.

I. ET II. (1re session.)

M. Chrysostome, homme non moins patient que savant, a parlé avec une modération qui a fait l'admiration de tous les députés. Il a démontré que la province de Saint-Gery était la plus malheureuse de toutes les provinces.

Malheur à l'heure qui sonne, même la fatale de Mr. Chrysostome! Malheur à la province qui, pour la première fois, a besoin de ses députés! Malheur à la province qui, pour la première fois, a besoin de ses électeurs! Malheur à la province qui, pour la première fois, a besoin de ses électeurs! Malheur à la province qui, pour la première fois, a besoin de ses électeurs

n'i venist soulement, se n'en auroit mie plus pour ce à l'autre journée que dit est.

VII. Chier signour, li bailli trait aucune fois en nos mains grant quantité de tesmoings encontre aucuns des bourgois de Saint-Disier, pour certains delis qu'il ont fais; or dit partie desfenderesse et requiret que on li baille per escript les nons des tesmoings trais et conduis contre li, pour dire reproches sur les dis tesmoings, se il plaist; li bailli dit au contraire que non, quar il voit en sa presence les dis tesmoings, et doit dire tantost et en present ses reproches, et sur ce prannet droit : Si nos laissiez savoir comment vous en usés.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que partie doit veoir les tesmoings qui vont à verité sour li, et illeuc il les puent contredire, s'il y ont cause, et celle cause il doivent dire; et sour ce la loy a à prendre regard se li debas soit de value ou nom; mais nulz tesmoings ne ce qu'il raporteront de tesmoingnage ne sera donné à partie ne au signour, bien fust contre li, pour ce que li tesmoing porroient venir en debat, se on savoit ce qu'il auroient confessé.

VIII. Chier signour, no sires de Saint-Disier si poursuit et at poursuy aucune fois aucuns bourgois de Saint-Disier pour certains mesfais qu'il avoient fais, si comme nos dis sires disoit et dit à present; et la dicte poursuite durant et le procelz certaine, aucuns d'yceux bourgois se sont laissé morir avant se que sentance en fust ou soit rendue; or welt nos dis sires a present que nos sentanciens sur les hoirs d'yceulz trespassés des malefices que li dit mort ont fait, non obstant ce que nous n'en avons point usé de santencie, puis que lez personnes soient mortes : Si nous weilliez laisser savoir comment vous en usés.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que, se aucune personne soit calengié d'alcun fait et il mo-

Le cas le plus fréquent est celui de la main de Kiram ramassant un sou (fig. 1).

M. Binet signale, relativement à la main, « un fait très curieux, c'est que la main, qui est un organe si simple, si peu compliqué, si peu différencié, est cependant un organe qui a une grande importance pour la connaissance des autres ». Il ajoute que « la main est un organe de la volonté bien. Si l'intelligence est le pouvoir de s'adapter à des conditions nouvelles, la main est l'organe qui exécute les mouvements d'adaptation les plus variés et les plus délicats ». Il ajoute encore que « la main est un organe d'expression très remarquable ». Il est évident que la main est un organe d'expression, mais elle est surtout un organe d'action.

Suivant de la Tille (*Voir sur papier*, même ouv. p. 13 et 14), « la main est l'organe de la vue, elle est l'organe de la vue par excellence, elle est l'organe de la vue par excellence, elle est l'organe de la vue par excellence

des advouez pour cause de l'orphenin, les dictes deux partiez enporterent agreablement et prindrent pasiblement leurs parçons, et les tinrent comme separées l'une de l'autre. Avint que depuis assez petit de temps après, l'une des partiez, c'es assavoir li prestes et li uns des mariez, qui estoient ensamble, vinrent à nous en disant et complaignant que il estoient dechu, et queroient revenir à parçon : Chier signeur, si nous veilliez laisier savoir se il y puet revenir ou nom.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que tout tenront leur parson ensi comme il le recepurent per acort, ensi comme il fust fait en jugement, car assent de parties font plaine loy.

XI. Uns enfès menre d'aage si demoura orphenins de pere et de meire; avint que li ami, par lez advouez, le couventerent à norrir jusques à deux ans : ce fait, li advoué baillerent et louerent ycelly enfant en un autre leu, et l'osterent dou premier lieu, et le louerent jusques à quinze ans pour li norrir et governer, par ansi que cilz à qui il le bailloient tanroit tous ses biens quescomques, et les gouverneroit, les dictes anneez durans, et feroit son profit des dis biens; et se dedans les diz quinze ans ycilz mouroit, li bien de li demouroient et seroient aquis à cely à qui li advoué l'avoient darriennement loué; et de ce se feirent ottroy devant deux eschevins, et le feirent li advoué sens le seu des amis; or est avenu que li dis enfès est trespassés le temps durant des dis quinze ans, et viennent li ami prochain et wellent avoir la succession d'ycelli enfant, non obstant le bail fait par les advouez, octroié devant eschevins : Chier signour, si nous weilliez laissier savoir se y puent revenir ou nom.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que li advouet ne puent nullement louueir un enfant à tout son avoir, pour demourer à perpetuité à celi qui l'orpheny tient, com petis que li avoirs soit, par l'ascent des hoirs d'ycelli orpheni, si que hoir d'icelli orpheni auront et partiront l'avoir de l'orpheny

Les adversaires, et si l'on veut les [illegible] manœuvrent à revers des [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible]

Ici, deux signaux distincts seront mis en relation avec deux manœuvres différentes, mais ayant le même but. Le premier signal, qui est le plus simple, sera donné le premier. Il ne sera répété que si l'ordre n'est pas exécuté.

Le deuxième signal, même le fait de ne pas répéter le premier, sera donné avec un pavillon différent, pour éviter toute confusion. Il sera répété, si l'ordre n'est pas exécuté. Il est probable, en ce cas, que l'ennemi, se voyant découvert, fera un mouvement pour échapper à l'attaque. Il faudra alors, sans perdre de temps, répéter le premier signal, pour que nos navires puissent le voir aussi vite que possible.

Si l'ennemi ne fait pas mine de vouloir s'échapper, mais semble vouloir se défendre, il faudra, à l'aide d'autres signaux, prescrire à chaque navire la place qu'il devra occuper dans la ligne de bataille.

Si l'ennemi, au contraire, ne fait pas mine de vouloir se défendre, mais semble vouloir s'échapper, on fera signal de former la ligne de bataille le plus vite possible, et on prescrira à chaque navire la place qu'il devra occuper dans la ligne de bataille. Ce signal sera répété, si l'ordre n'est pas exécuté.

Si l'ennemi, enfin, refuse de lui-même la bataille, on fera signal de former la ligne de bataille, et on prescrira à chaque navire la place qu'il devra occuper dans la ligne de bataille. Ce signal sera répété, si l'ordre n'est pas exécuté.

tenir, ou à leur clergie ou à leur bourgoisie; et convenra qu'il dient ou l'um ou l'autre, ains c'on voise avant en loy; et s'il se tienent à leur bourgoisie, se paieront avec les autres et demourront paisible, comment qu'il aient dit à l'encontre; et s'il se tienent à la clergie, on les contraindera à faire et à paier yssue; et seront des bourgois si que dit est.

XIV. Item, il avient aucune fois que, quant alcuns bourgois de Saint-Disier fait appeller un clerc bourgois par devant le bailli et nous aussi en jugement, et ycilz bourgois fait sa demande à ycelli clerc, ycilz clers desobbeit de respondre, et quiert à ravoir son retour perdevant son official, en disant telz parolles ou les samblables : « Je suis « clers, se vous me savés que demander, faites moy appeller parde- « vant mon ordenaire et je responderay. » Et par se retour qu'il ont, le quel il ont acoustumé de l'avoir, sont et ont esté malement et griefment grevé li bourgois de Saint-Disier, et ne puellent joïr d'iceulz clers que se ne soit à grant painne et grant damage : Chier signour, si nous weilliez signifier que nous en porrons faire, quar la complainte en retourne à nous.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, c'on leur demandera au quel il se voloient ou à la clergie ou à la bourgoisie, et en ouvera-on ensi que deseure est dit; et se aucunz se jete ensi hors de sa bourgoisie, soit contre le signour pour ses amendes ou rentes ou autres redevalités, soit encontre autre, jamais ne porra revenir à sa bourgoisie.

XV. Chier signour, en la ville de Saint-Disier doivent chascun an estre mis treize eschevin par le signour; et, se aucun de eschevins trespassoit dedans l'an, autre y seroient sustitué par l'election dou signour et non d'autre, quar ainsi est-il contenu en nostre chartre; or, sumes-nous en doubte se, le temps durant que autre eschevin ne seroient sustitué en leu des trespassés, nous porriens excercer de l'office de l'eschevinage, comme nous aiens de coutume et usage que

Mais quelle force armée aurait-on pu leur opposer dans une province où tout le monde était soldat, et où chaque paroisse formait une compagnie?

Ce fut le 14 juillet 1789 que l'assemblée générale des trois états de Bretagne, réunie à Rennes, prit la résolution de former une milice nationale. Les élus furent chargés de la faire. Ils firent des cartes de sûreté, et, le 16 août, ils publièrent un règlement pour la police de la ville, qui fut approuvé par le maire.

Le 17 août, le commandant de la garde nationale de Rennes, M. de Lambilly, fit publier un règlement pour la police de la milice, et, le 18, il fut approuvé par le maire.

Enfin, le 19 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 20, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 21 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 22, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 23 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 24, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 25 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 26, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 27 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 28, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 29 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 30, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 31 août, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 1er septembre, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 2 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 3, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 4 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 5, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 6 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 7, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 8 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 9, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 10 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 11, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 12 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 13, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 14 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 15, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 16 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 17, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 18 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 19, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 20 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 21, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 22 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 23, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 24 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 25, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 26 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 27, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 28 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 29, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 30 septembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 1er octobre, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 2 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 3, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 4 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 5, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 6 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 7, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 8 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 9, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 10 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 11, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 12 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 13, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 14 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 15, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 16 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 17, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 18 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 19, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 20 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 21, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 22 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 23, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 24 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 25, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 26 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 27, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 28 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 29, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 30 octobre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 31, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 1er novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 2, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 3 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 4, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 5 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 6, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 7 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 8, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 9 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 10, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 11 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 12, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 13 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 14, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 15 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 16, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 17 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 18, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 19 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 20, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 21 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 22, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 23 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 24, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 25 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 26, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 27 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 28, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 29 novembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 30, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 1er décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 2, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 3 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 4, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 5 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 6, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 7 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 8, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 9 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 10, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 11 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 12, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 13 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 14, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 15 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 16, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 17 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 18, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 19 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 20, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 21 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 22, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 23 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 24, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 25 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 26, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 27 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 28, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 29 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 30, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

Le 31 décembre, les états de Bretagne, réunis à Rennes, publièrent un règlement pour la police de la milice nationale, et, le 1er janvier, il fut approuvé par le maire.

Ainsi, la milice nationale de Rennes fut organisée par les états de Bretagne, par le commandant de la garde nationale et par les élus, et elle fut approuvée par le maire.

clerc qu'il le met en registres; et s'il y maint sept ans ou desous cinq ans, il at sa bourgoisie pour quarante s. à la ville et douze d. le clerc, parmi teil tesmoignage.

XVIII. Item, se aucuns qui seroit bourgois de Saint-Disier se departoit de la ville et demouroit hors, sens retourner et paier de la bourgoisie per l'espace de cinq, dix, quinze, vingt, trente, quarante ans ou le plus, et puis retournoit à Saint-Disier malades, se per raison on li pourroit deveer et refuser la reception et bienfait de la dicte maison?

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que quicomques est à marier, et seit en autre paiis ou ville sens remarier, quant ans que ce soit, il demeure bourgois, et ce il recepveroit, ou au revenir en la dicte maison, ou se gent fuissent la ville pour cause de deptes, toudis on les y recepveroit s'il paiassent à leur crediteurs, et demouroient bourgois; mais se aucun se mariast hors de la ville, il seroit desbourgoisiez, et il ne seroit jamais recepus en la maison de la maladerie, se il ne revenist à sa bourgoisie par mariage.

XIX. Chier signour, laissiez-nous savoir se Warniers le boulengers c'est mesfais, et en quel choze, de ce que sa feme at dit aus regardours dou pain qu'il estoient faulz et malvais de panre son [pain] qui estoit bons et de bon poix; item, de ce que ycil regardeur entrairent en la maison dou dit Warniers, et y aloient panre ambedui pain c'on leur avoit dit qui n'estoit pas bons ne souffizans, et voulient entrer en une chambre ou ycilz pains estoit, et lors leur cloit l'uis au devant d'eux, tant que il n'y povoient entrer, et tous jours li requiroient qu'elle ouvrit l'uyx; finablement li huys fut ouvers, prindrent le pain et l'enporterent en un corbillon, en portant yceli pain, et passant par devant bones gens, la feme d'icelli Warniers prist d'ycelli pain, en disant : « Veez qu'il faut ce pain qu'il ne « soit bon et de bone fason. »

Il sera établi, dans chaque commune, un rôle spécial des taxes des chiens, dressé conformément aux règles établies pour la confection des rôles des contributions directes.

Ce rôle sera rendu exécutoire, le 1er août de chaque année, par le maire, qui en ordonnancera le montant en faveur du receveur municipal.

Les réclamations seront présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Le recouvrement aura lieu, dans les communes où il sera fait par voie de rôle, conformément aux règles établies pour le recouvrement des contributions directes.

Art. 3. Dans aucune commune, le nombre des chiens exonérés ne pourra excéder le dixième du nombre des chiens imposés.

Toutefois, si le dixième ne donne pas un chiffre entier, le nombre des chiens exonérés sera porté au chiffre entier immédiatement supérieur.

Le choix des chiens exonérés sera fait par les soins du maire, qui en dressera la liste avant le 1er août de chaque année.

Cette liste sera publiée et affichée dans la commune, et déposée à la mairie, où les habitants pourront en prendre connaissance.

Les réclamations contre cette liste seront portées devant le conseil de préfecture, qui statuera sans frais et sauf recours au conseil d'État.

Art. 4. Les chiens de bergers, ceux de chasse, ceux de garde, ceux de trait, ceux de roulage, ceux servant à la conduite des voitures publiques, ceux de manufacture, ceux de commerce, ceux de luxe, ceux de meute, ceux de chasse à courre, ceux de chasse à tir

toutes manieres de fiez de quelcomques signour, et cil eskient à leurs hoirs pour leur reliefs, si que autre noble les recepveroient.

XXIII. Chier signour, en la ville de Saint-Disier a trois perroches; est avenu que, pour edifices et reparacions necessaires faire ès dictes esglises, li perrochien plus souffisant et lei marreclier ont fait en leur perroches taillier sur les parrochiens, ont fait sonner leurs cloches pour apourter ycelles tailles et pour yceulz parrochiens assambler, pour eux consillier l'un à l'autre des dis edifices; or, dit nos dis sires qu'il se sont mesfait, et encourru en amende, parce qu'il ont faites ces oeuvrez, les quelles chozes il ne puent faire : si nos vueilliez laissier savoir, se il vos plait, se il le puent faire, sens son congié, ou se il en doivent panre congié à nos, sens le signeur, quar nos avons par chartre que li eschevin puent faire impositions, tailles ou prest à Saint-Disier, pour les necessitez et debtes de la ville.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que, si li moustier ont necessitey de i estre amendey, li mareclier et li parrochien doivent venir à eschevin demander congié pour faire tailles sur les parrochiens, et s'ils ne le vausissent faire, et necessitez fust de refaire, eschevin les doivent constraindre de tailles, mais nulles cloches ne puent sonner pour assambler, mais doivent semonre les parrochiens per le coustre qui les commande, de per les eschevins à paier leur tailles à la messe, as jours de festes; et s'il ne paient, adonc eschevin doivent envoyer un de leur vallès à chascune maison, pour assembler l'argent; et se adonc ne le donnent, li sires les doit deswagier chascun pour douze deniers au signeur.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que il n'ont jusques à ore riens mesfait.

XXIIII. Chier signour, laissiez-nous savoir en quelle amende Girars dis Boiffumelz serat de ce que il at desobey de aler em prison

Le commandeur, à ce nouveau témoignage, supportait son supplice, le front haut et le regard fier.

Quand il eut fini, Jean Bart, qui avait écouté les deux parties avec une grande attention, se leva et dit :

— Commandeur, vous avez entendu votre accusation et votre défense. Vous avez été jugé par vos pairs, et ils vous ont condamné à mort. Vous avez été jugé par moi, et je vous condamne à mort. Vous avez été jugé par Dieu, et il vous condamne à mort. Vous n'avez qu'une chance de salut, c'est que le diable, qui est votre maître, vous sauve. Mais, si le diable vous sauve, il sera le premier que je pendrai. Allez, monsieur, et que votre sang retombe sur votre tête !

Mme Anne, appuyée, frémissante encore pour ainsi dire, par le bras d'Alain Barbe-Grise, avait suivi avec anxiété les différentes phases de ce procès.

Elle avait vu le commandeur sur le point d'échapper à la mort, et elle avait tremblé.

Alors, M. Achille, persuadé d'abord que Dieu ne pouvait pas ne pas condamner un homme aussi coupable que le commandeur, avait cru que le jugement était définitif, et il avait commencé à se réjouir dans son cœur de la mort prochaine de son ennemi.

Mais, lorsque Jean Bart, qui, comme on le sait, était un homme d'une grande piété, avait dit que Dieu condamnait le commandeur à mort, M. Achille avait commencé à trembler pour son âme.

Il avait vu, en effet, que Dieu, qui est le maître de la vie et de la mort, pouvait, s'il le voulait, faire échapper le commandeur à la mort.

Et, en effet, Dieu le voulait.

Le diable, qui était le maître du commandeur, le sauvait.

Et, si le diable sauvait le commandeur, il était perdu, lui, M. Achille, car il avait promis au diable son âme, et il ne pouvait pas la donner deux fois.

Aussi, lorsque Jean Bart eut prononcé la sentence, M. Achille, qui avait cru d'abord que le commandeur était perdu, M. Achille, qui avait commencé à se réjouir, M. Achille, qui avait tremblé, M. Achille, qui avait vu le commandeur échapper à la mort, M. Achille, qui avait cru que le diable sauvait le commandeur, M. Achille, qui avait cru que le diable sauvait le commandeur, M. Achille, qui avait cru que le diable sauvait le commandeur

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que li dis Jehans n'at riens meffait.

XXVII. Jehans Puny, bourgois de Saint-Disier, faisoit execution, pour la somme de soixante-huit l., des biens des enfans feu Parresson le Proat, menrez d'aage, par vertus d'unes lettres obligatoires saellé de nostre sael, faisant mantion de cent l., et cognoissoit li dis Jehans avoir recepu de la dicte somme, trente-deux l. par la main dou dit feu Parresson, et jura ycilz Jehans Punys en jugement, sur les saintes evvangiles de Deu, que il n'en avoit plus recepu que les dictes trente-deux l.; et fut monstré encontre li, per les advouez de Saint-Disier, pour lez orphenins, en nostre main, que li dis feu Parressons, peres as dis orphenins, avoit bien paié le dit Jehan Puny jusques à la somme de sept l. et dix s., si comme nous l'avons scentancié en jugement; et reservesmes la tauxation de l'amende ou amendez per devers nos, pour ce qu'il nous sambloit qu'il fut perjurs, et pour ce qu'il executoit sa dicte lettre obligatoire pour plus grant somme que li devoit sus: Très-chier et reverant signeur, si nous weilliez consillier et faire savoir en quelz mesfais li dis Jehans at mesfait.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que li dis Jehans doit estre jugiés parjurs à tous jours, et qu'il le doit amender deus fois soixante s.

XXVIII. Messire Joffrois de Saint-Disier, chevaliers, poursuioit per devant nous en jugement Estienne, fil Jehan Croce, bourgois de Saint-Disier, nepveu feu Thiebaut de Valacourt, fil de feu Ysabel dou dit Valacourt, qui fut feme de main-morte au dit monseigneur Joffroy, chevalier; et li demandoit la succession dou dit Thiebaut, son oncle, disans à li appartenir pour cause de ce que ycilz feu Thiebaus estoit nez de la dicte Ysabel sa feme de main-morte, comme dit est; li advoué de Saint-Disier disans au contraire pour et ou nom dou dit Estienne, orphenin, quar li dis messires Joffrois ne doit

Ainsi on dit le matin et le soir, le jour, le midi, par exemple, les Vaisseaux arrivent le matin, le soir, le jour, le midi, pour dire, à telle heure du matin, du soir, du jour, du midi. Il faut dire, pour le temps, de grand jour, et non pas, à la grande clarté du jour, ou à la grande lumière du jour. Il faut dire, pour exprimer l'obscurité, il commence à faire nuit, il commence à faire obscur, il commence à faire sombre, il commence à faire noir. Il faut dire, il fait jour, il fait clair, il fait obscur, il fait sombre, il fait noir, pour dire, il fait beaucoup ou assez peu de jour. Il faut dire, comme il est jour, comme il est nuit, pour dire, quand il est jour, quand il est nuit. Il faut dire, il fait nuit close, pour dire, il fait une grande nuit. Il faut dire, il fait nuit noire, pour dire, il fait une nuit fort obscure. Il faut dire, il fait nuit sombre, pour dire, il fait une nuit fort sombre.

Il faut dire, il fait jour, pour dire, il fait beaucoup de jour.

Remarque. Il y a d'autres façons de parler, dont il faut se servir, en parlant de la clarté du jour, ou de l'obscurité de la nuit, qui sont plus élevées, et qui ne peuvent être employées que par les Ecrivains qui ont le style noble.

Il faut dire, le Soleil se couche, le Soleil se lève, pour dire, le lever & le coucher du Soleil. Il faut dire, le Soleil donne dans, pour dire, le Soleil donne sur. Il faut dire, le Soleil donne dans la chambre, pour dire, le Soleil donne sur la chambre. Il faut dire, le Soleil donne dans la cour, pour dire, le Soleil donne sur la cour. Il faut dire, le Soleil donne dans le jardin, pour dire, le Soleil donne sur le jardin. Il faut dire, le Soleil donne dans la rue, pour dire, le Soleil donne sur la rue. Il faut dire, le Soleil donne dans la campagne, pour dire, le Soleil donne sur la campagne. Il faut dire, le Soleil donne dans la mer, pour dire, le Soleil donne sur la mer. Il faut dire, le Soleil donne dans la riviere, pour dire, le Soleil donne sur la riviere. Il faut dire, le Soleil donne dans le fleuve, pour dire, le Soleil donne sur le fleuve. Il faut dire, le Soleil donne dans le port, pour dire, le Soleil donne sur le port. Il faut dire, le Soleil donne dans la ville, pour dire, le Soleil donne sur la ville. Il faut dire, le Soleil donne dans le village, pour dire, le Soleil donne sur le village. Il faut dire, le Soleil donne dans le bois, pour dire, le Soleil donne sur le bois. Il faut dire, le Soleil donne dans la forêt, pour dire, le Soleil donne sur la forêt. Il faut dire, le Soleil donne dans la montagne, pour dire, le Soleil donne sur la montagne. Il faut dire, le Soleil donne dans la vallée, pour dire, le Soleil donne sur la vallée. Il faut dire, le Soleil donne dans la plaine, pour dire, le Soleil donne sur la plaine. Il faut dire, le Soleil donne dans le pays, pour dire, le Soleil donne sur le pays. Il faut dire, le Soleil donne dans le païs, pour dire, le Soleil donne sur le païs.

peser lainne à quelque poix qu'il ly plait, sens riens mesfaire; et mesmemant li dis baillis ne dit my ne n'at maintenu que li dis Jehans ait ycelle lainne pesée à son poix ne en son ostel; pour quoy li dis Jehans dit qu'il n'at riens mesfait en ce, et en prant droit, li baillis at pris droit au contraire, per ce que dit est dessus : Chier signour, si nous laissiez savoir, se il vous plait, en quelle amende ycilz Jehans serat, se amende y at.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loi de la ville d'Ypre, que Jehans Noel n'at riens mesfait.

XXX. Chier signour, no sire de Saint-Disier, quand nous avons à sentancier et raporter per jugement devant no dit signour des chozes don nos summez saige de nous et de celles don nous avons ehu vostre consoil, aucunes des parties qui sont en nostre jugement se traient per devers nos dit signeur, et composent à li de ce don il sont en nostre jugement; et, ce fait, nos dis sires si nous dit : « Ne « rapportez point de tel, quar il at accordey à moy; » et par ainsis le droit que nos avons ès amendes nous est exurpez, et otelz tout, des amendes pecuniaires comme de la institucion dez persones : Si vous supplions, très-chier signour, qu'il vous plaise à nous faire savoir se, pour l'acort que nos dis sires fait à eux, se li drois que nos avons ès amendes nous est ostez, et se, pour le dire de nostre dit sire, nous lairons à rapporter, ou se nous en povons lever et avoir nostre droit sens sentancier.

Eschevin de la ville d'Ypre ont jugié, selonc la loy de la ville d'Ypre, que parties ne puent nule pais faire au signeur de ce qui pent en jugement d'eschevins, se ne soit per la volenté des eschevins; et, s'il se consentent, ce sera toudis sauve en tous point le droit des eschevins et de la ville.

XXXI. Li baillis de Saint-Disier maintenant et de novel si at commandé as sergens monseigneur de Saint-Disier que, de tous les adjournemens qu'il feront de partie contre autre, c'est assavoir

Quelques années avant la guerre, j'étais à la station orage à la Tour Eiffel. Un soir, j'entends sonner le téléphone. Le standard m'avise que le général Ferrié désire me parler. Je me rends à son bureau. Il m'offre le vin traditionnel, et me demande si je voudrais me charger d'une mission délicate. Il s'agit de faire une enquête sur la réception des signaux horaires émis par la Tour Eiffel. Il me remet une lettre de service, et me donne rendez-vous pour le lendemain matin au bureau des horaires du Observatoire où le chef m'attend pour me donner des instructions. Je me présente à l'heure dite, et le chef me remet un appareil de réception, et me donne des instructions. Je dois me rendre à Bordeaux, et de là à Arcachon, où je trouverai un bateau à ma disposition.

Je suppose que, si cette affaire est sérieuse, on m'aura fait les choses. Mais, non, rien n'est moins sérieux, et j'allais vous dire de quelle façon on m'a fait voyager. Je suis parti de Paris en 3e classe, et je suis arrivé à Arcachon de même.

Arrivé à Arcachon, je me présente au bureau de la station, et je demande le bateau qui m'est destiné. Le chef me répond qu'il n'a pas reçu d'ordre à ce sujet, mais qu'il va me donner un bateau. Il me fait monter dans un canot à moteur, et me conduit à bord d'un bateau qui était à l'ancre à quelques centaines de mètres. Ce bateau était un vieux remorqueur, qui avait beaucoup servi, qui avait beaucoup vu, et qui était en mauvais état. Il était commandé par un vieux quartier-maître, qui avait fait la campagne de Crimée, et qui était sur le point de prendre sa retraite. Il me fait visiter le bateau, et me montre ma cabine. Elle était petite, mais propre, et j'y étais à l'abri de la pluie et du vent. Je me dis

prisonner nul bourgois, se ne soit que eschevin aient ascune presomption de fait criminel que li bourgois poust avoir fait ou que amende soit sour li jugiée par eschevins; et cel amende convient que li sires acquiereche per deswagier ou per prestinier selonc la loy de la ville; et, se autrement les mainne em prison, à la requeste des eschevins les doit delivrer, ou eschevins ne jugeront riens ou profit dou signour.

XXXIII. Chier signour, encor nos dis sires prent sur les bourgois de Saint-Disier, par force, bleis, vins, napes, touailes et plussieurs autres chozes, toutes fois et quantes fois qu'il li plait, et chevaus aussi, si nous laissiez savoir comment et par quel maniere nos nos en porrons chevir.

Jugié est par eschevin de la ville d'Ypre, selonc la loy de la ville d'Ypre, que, si li sires ou ses leu-tenant prent alcuns biens quelconques d'aucun bourgois, que li sire les renge ou en face satifaction, ansois que eschevin voisent avent en ascun jugement qui puisse porter profit au signeur.

XXXIV. Chier signour, laissiez-nos savoir en quelle amende uns eschevin seroit ce il feroit un simple bourgois.

Jugié est par eschevins de la ville d'Ypre, selonc la loy de la ville d'Ypre, que li eschevins sera parjurs à tous jours; et se li cops fut donnés de la paulme simplement, il serat à soixante s.

XXXV. Li baillis at poursui Wiardot Cutdebot pour ce qu'il avoit fait samblent de ferir Wiardot Chipoton de son coustel, en ce que li dis Culdebot estoit assis à la table, et prist son coutel, en disant qu'il ferroit le dit Chipoton qui estoit en son lit; li quelz Chipotons ne se parti de son lit; et fut bien prouvé contre ledit Culdebot; et fut fait en la ville de Cereis qui n'est fiez ne arriers-fiez de Saint-Disier : Chier signour, si nos laissiez savoir en quelle amende li dis Culdebot serat.

Le plancher de la chambre de Louis XI, à Plessis-lès-Tours, a été refait, en 1838, d'après un dessin de Boucher, publié dans l'ouvrage de Millin, t. III, pl. 11. Il est en chêne, par lames parquetées, et offre, au milieu, un écusson aux armes de France, entouré de quatre fleurs de lis.

Cornelia mater vocata ad filios ornatus suos ostendebat. Illa, cum diu differret, postquam non desinebant, ornatissimum librum attulit, et, cum evolvisset, « Hæc, inquit, ornamenta sunt, quæ ego matrona possum afferre. » Non tulit ferre animo Gracchus, quod illa, quæ ornamenta non haberet, ea sibi non ostenderet. Valer. Max. lib. IV, cap. IV, de Paupertate, ext. 1.

ESTE, Florence, le traité de Lodi portait que cette ville appartiendrait à Laurent de Médicis, tant qu'il vivrait. Il mourut en 1492, et Florence fut livrée à Pierre de Médicis, son fils, qui, en 1494, fut chassé par Charles VIII. Florence fut alors gouvernée par Savonarole, qui fut brûlé en 1498. Florence est tour moderne, le quartier le moins cher.

Le traité de Lodi, conclu le 9 avril 1454, entre Venise, Milan, Florence, le pape et le roi de Naples, fut signé par Antoine Venier, Nicolas Marcel, Côme de Médicis, Nicolas Fortebraccio, Alexandre Sforza et Alphonse d'Aragon.

RAVEL, Jean, Auguste Ravenet fut reçu maître en septembre 1748, et mourut à Londres, en 1810. Il a gravé, d'après Boucher, *la Fontaine de Jouvence*, *la Fête champêtre*, *la Fête de village*, *la Fête flamande*, *la Fête italienne*, *la Fête de Mars*, *la Fête de Vénus*, *la Fête de Bacchus*, *la Fête de Cérès*, *la Fête de Flore*, *la Fête de Pomone*, *la Fête de Pan*, *la Fête de Vulcain*, *la Fête de Neptune*, *la Fête de Diane*, *la Fête de Minerve*, *la Fête de Junon*, *la Fête de Jupiter*, *la Fête de Saturne*, *la Fête de Cybèle*, *la Fête de Thétis*, *la Fête de Bellone*, *la Fête de Mercure

et elles ont esté leuez en jugement, depuis li dis Jaques n'y reclamast riens, mais se souffry : Chier signeur, si nous signifiez se li dis Jaques at riens mesfait, et quelle li amende est.

Jugié est par eschevins d'Yppre, que li demendeires amendera soixante l. contre le signeur et dix livrez contre chascun des eschevinz seans en jugement adonc; pour cela contredirent le jugement de la loy de la chartre passée per jugement contenans que li maisons fut jugie franche.

XXXVIII. Item, commes descors fust entre Gilet Cuffroye, d'une part, et Matheu Matignon, d'autre part, dou relevement d'un post dou dit Matheu qui pendoit sus le dit Gilet, pour le quel descort li baillis et li eschevin aleirent sus le leu et à requeste des partiez, et là fut ordeney, par le bailly et par les eschevins, et commandé au dit Matheu que, dedens le jour de Saint-Remy, feist sa maison et son post relever, par quoy damages ne venist au dit Gilet; li quelx Matheus dedens le dit terme n'en a riens fait; si conclut li baillis que li diz Matheus est cheus en amende, et vat contre l'acort fait par bailli et par eschevins, et en prent droit; et li dis Matheus prent droit au contraire, et dit, quar jà soit ce que li commandemens li at estey fais, et certains termes mis et assignez, et il ne li at esté commandé sus certainne poinne, il prant droit qu'il n'at riens mesfait : Chier signour, si nous signifiez quelle li amende est.

Jugié est par eschevins d'Ypre que Matheus l'amandera soixante s. contre le signeur et soixante s. contre la partie de ce qu'il n'en tint le jugement de la loy, d'oster son post dedans le terme que eschevin ly donnerent.

XXXIX. Item, li baillis propose contre Wautier Bataut, que pour un escu qu'il hat heu de Hanri de Bloise, il hat jurey en la main de Collet de Brandonville, lieu-tenant dou bailly de Saint-Disier, que jamais, dou descort qui estoit entre le dit Waultier et Hanri de Bloise, il ne parleroit ne ne poursuiroit monseigneur ne sa gent,

Il paraît depuis peu [*nuper*] à Rome, en 1600, un livre d'Adrien Turnèbe, fils de Denis, qui a pour titre *Adversaria*, et qui contient plusieurs passages de ce genre. Quelques-uns de ces passages ont été publiés par Juste Lipse, dans ses *Leçons antiques*, et par Muret, dans ses *Variétés*. Ce livre est rempli de choses excellentes, et il est à désirer que l'auteur ait le temps de le publier. Il a été imprimé à Paris, mais les Wolfiens n'en font mention que d'après Draudius, qui ne l'a pas vu.

soient mis si comme il y furent; et seront jugié de faire un pelerinnage quarante liewes ou trente loing ou environ.

XLI. Item, il est en jugement assavoir se Lorans, filz Remy le Bloisat, doit estre recepus à la retraite d'une maison que Jehans de Dolaincourt et Plusbelle, sa femme, avoient vendue à Perrot le sergent, la quelle vendue Jaques, filz le Beguinat, comme freres de la dicte venderesse, a retraite comme hoirs com li plus prochiens, quar li dis Lorans n'at que la niesce de la dicte venderesse; si prent droit li dis Jaques que au dit Lorant n'apartient la retraite; et li dis Lorans prent droit que à ly apartient la retraite ainsis avant com niés au dit Jaquet, commes li dis Lorans ait la niesce de la venderesse, et, par la coustume de Saint-Disier, li niez part à l'oncle; si prent droit li dis Lorans qu'il doit autant estre recepus à la retraite con li dis Jaques, commes il soit niez; mesmement que la feme dou dit Lorant ne vint point à la retraite : Chiers signeurs, si nous weilliez dire quelz li drois en est.

Jugié est per eschevins d'Yppre que li freres de la venderesse aura la retraite de la moitié de la maison et nulz autres, pour ce qu'il la demenda premiers.

XLII. Item, il est en jugement assavoir se la feme Petit Girardt c'est mesfaite de ce que certainnes denreez qui estoient contencieuses entre la dicte feme et le fil Hanri le Bergoing, les quelles danrées furent mises à part, jusques elles seroient encheuez au plus offrent, quar il n'avoit que quarante-six deniers sus les dictes danrées, et la dicte feme y dist à cinquante deniers, et enporta lez danreez sens licence, par quoy, etc. Ad ce respont la dicte feme et dit qu'elle n'a riens mesfait, quar il ne li fut riens deffendu, et si ne fut omques remise de paier les quatre deniers qui y estoient de seurcrois : Chier signeur, si nous weilliez signifier quelz li drois en est.

Jugié est per eschevins d'Yppre que ceulz qui les denreez em-

pouvoir les juger en dernier ressort. Ce tribunal, composé des premiers magistrats de la république, connaissait de tous les crimes d'état. Ainsi, après être remonté aux faits de la vie privée, jusque dans les premières années de Tibère, Tacite va le suivre dans sa vie publique, dans ses diverses épreuves.

Drusus, fils de Germanicus, mourut à Rome, le 14 octobre 33 de J.-C. Il avait été empoisonné par Séjan, qui, pour se défaire de ses deux fils, avait gagné Lygdus, eunuque de Drusus, et Eudémus, médecin de Livie. Séjan, qui avait épousé Apicata, fille de Drusus, et qui avait eu d'elle trois enfants, voulait, après la mort de Drusus, épouser Livie, veuve de Drusus, et devenir ainsi le beau-père de Claude, fils de Drusus. Il fit donc entrer Lygdus et Eudémus dans la confidence de son crime, et leur promit, à chacun, deux millions de sesterces (400,000 francs) et la faveur de Livie. Lygdus, qui était chargé de donner à Drusus, tous les soirs, des pastilles aromatiques, y mêla du poison. Drusus, qui, dans la nuit, avait été pris de vomissements, ne voulut pas, le matin, prendre de pastilles, et demanda à boire. Lygdus lui présenta un breuvage empoisonné, qui le fit périr dans d'horribles douleurs. Séjan, qui avait tout prévu, avait fait placer, dans la chambre de Drusus, des esclaves qui, à un signal donné, devaient le tuer. Mais Drusus, avant de mourir, eut le temps de leur reprocher leur lâcheté, et de leur dire qu'ils n'avaient pas à craindre un maître qui ne pouvait plus rien.

Séjan, qui, par la faveur de Tibère, était devenu le maître de l'empire, avait fait périr, par la calomnie, Agrippine, veuve de Germanicus, et Néron et Drusus, fils de Germanicus. Il ne restait plus que Caligula, fils de Germanicus, et Claude, fils de Drusus. Séjan, qui avait épousé Livie, veuve de Drusus, fils de Tibère, devait, après la mort de Tibère, épouser Livie, et devenir ainsi le beau-père de Claude, fils de Drusus. Il fit donc entrer Lygdus et Eudémus dans la confidence de son crime, et leur promit, à chacun, deux millions de sesterces (400,000 francs) et la faveur de Livie. Lygdus, qui était chargé de donner à Drusus, tous les soirs, des pastilles aromatiques, y mêla du poison. Drusus, qui, dans la nuit, avait été pris de vomissements, ne voulut pas, le matin, prendre de pastilles, et demanda à boire. Lygdus lui présenta un breuvage empoisonné, qui le fit périr dans d'horribles douleurs. Séjan, qui avait tout prévu, avait fait placer, dans la chambre de Drusus, des esclaves qui, à un signal donné, devaient le tuer. Mais Drusus, avant de mourir, eut le temps de leur reprocher leur lâcheté, et de leur dire qu'ils n'avaient pas à craindre un maître qui ne pouvait plus rien.

XLV. Item, li baillis maintient contre Warnier de Sermaise que Jaques, ses filz, hat gitté une pierre à Jehan Floraut, si conclus li baillis que li dis Warniers est mesfais et cheus en amende pour cause de son dit fil; à ce respont li dis Warniers, et dit que li baillis n'en puet faire action contre li, commes li dis Jaques ses filz soit clers, quar dès que un anfès est clers, il est tous emancipez et hors de la gubernation de son pere; si prent droit li dis Warniers que li dis baillis n'en puet intenter action contre li : Chiers signeur, si nous en weilliez dire quelz en est li drois.

Li fiz est jugiez per la loy d'Yppre quites d'amende, pour ce qu'il est desous l'eage de quinze ans, mais le peire l'amendera contre la partie, au dit de la loy, selonc ce que li mesprisure fut.

XLVI. Item, chiers signeur, Colins li Bourgoins estoit obligiez à Jehan Puny en la somme de quarante l. tournois, et de ceste somme avoit li dis Jehans Puny bones lettres, soubz le sael des eschevins; ès quelles lettres estoient expressé certain terme; et yceulz termes passez, li dis Jehans Puny at requis que sa lettre fust exequtie, contre la quelle execution li dis Colins c'est opposez et hat proposé qu'il avoit paié la dicte somme et l'a offert à prover; li quelz Colins a desfailli de prover s'entencion, jà soit ce qu'il en ait produit plusours tesmoings, dont li baillis hat repris le dit Colin, et dit que il vat contre le saellé des eschevins, quar il appert, per yceli, que il oblige au dit Jehan Puny en la somme de quarante l., et il at defailli de prover sa paie : Chiers signeur, si nous signifiez quelle amende il y a.

Jugié est per eschevins d'Yppre que li dis Colin paiera soixante s. au signeur et soixante s. à sa partie, et li paiera les quarante l. tournois pour ce qu'il at fally à sa proeve.

XLVII. Item, pour la doubtance des guerres, li sires de Saint-Disier at fait abatre plussieurs maisons joignans au mur de la ville, donc ycilz cui les maisons estient quierent chascun jour par de-

Cette année mourut Antiochus Epiphane, grand & digne prédécesseur de Mithridate. Il laissa deux fils, Antiochus Eupator & Démétrius. Ce dernier, qui étoit à Rome, s'échappa & vint en Syrie, où il fit périr Eupator & son tuteur Lysias.

Ptolémée Philométor, roi d'Egypte, mourut la même année. Après lui, ses deux enfans, Ptolémée Evergète & Cléopâtre, se disputèrent la couronne. Ptolémée Evergète, qui étoit le plus jeune, fut chassé par sa mère & par son frère aîné, & se réfugia à Rome.

Alexandre Bala, qui prétendoit être fils d'Antiochus Epiphane, étoit monté sur le trône de Syrie, après la mort de Démétrius Soter, son père. Il fut défait & tué par Démétrius Nicator, fils de Démétrius Soter, qui avoit été élevé à la cour de Ptolémée Philométor, roi d'Egypte, & qui avoit épousé Cléopâtre, fille de ce prince. Démétrius Nicator, après avoir vaincu Alexandre Bala, épousa Cléopâtre, fille de Ptolémée Philométor, roi d'Egypte, & Rhodogune, fille de Mithridate, roi de Parthes. Il fut défait & pris par Arsace, roi des Parthes, qui le retint prisonnier pendant dix ans. Il fut ensuite mis en liberté, & remonta sur le trône de Syrie. Mais, après l'avoir perdu une seconde fois, il fut tué par Alexandre Zébina, qui s'étoit emparé de la couronne.

Ptolémée Evergète, roi d'Egypte, après avoir été chassé par sa mère & par son frère aîné, épousa Cléopâtre, fille de Ptolémée Philométor, roi d'Egypte, & sœur de Cléopâtre, femme de Démétrius Nicator, roi de Syrie. Il fut ensuite chassé par sa femme & par son beau-frère, & se réfugia à Rome.

Mithridate, roi de Pont, fut battu par Nicomède, roi de Bithynie, & par Manius Aquilius, général des Romains. Il fut ensuite vaincu par Sylla, Lucullus & Pompée, & mourut dans le Bosphore Cimmérien.

Ptolémée Alexandre, roi d'Egypte, fut chassé par les Alexandrins, qui mirent sur le trône Bérénice, fille de Ptolémée Evergète. Ptolémée Alexandre, après avoir été rétabli sur le trône d'Egypte, fut tué par les Alexandrins.

Ptolémée Auletes, roi d'Egypte, fut chassé par ses sujets, & se réfugia à Rome. Il y fut rétabli par Gabinius, qui commandoit en Syrie.

Ptolémée Auletes, roi d'Egypte, mourut. Il laissa deux enfans, Ptolémée Dionysius & Cléopâtre. Ptolémée Dionysius fut chassé par sa sœur, & se réfugia à Rome.

Jules-César, qui commandoit en Gaule, fit la conquête de ce pays, qui fut soumis par les Romains. Il passa ensuite en Angleterre, & fit la conquête de cette île.

Jules-César, qui commandoit en Gaule, fit la conquête de ce pays, qui fut soumis par les Romains. Il passa ensuite en Angleterre, & fit la conquête de cette île.

Jules-César, qui commandoit en Gaule, fit la conquête de ce pays, qui fut soumis par les Romains. Il passa ensuite en Angleterre, & fit la conquête de cette île.

jors la ville et les banliewes, et se il revenist dedans son terme, on li doubleroit son terme, et paieroit cinquante livres.

L. Item, Robers gisoit malades en son lit, et, à la requeste d'un sien freire, manda devant luy deux eschevins per devant les quelz il recognu à devoir dix l. à son freire, et acorda devant les eschevins que ses freires en eust bonnes lettres; et est advenus despuis que cilz dis Robers s'est avisés qu'il ne doit riens à son freire, jà soit ce qu'il ly a recognu à debvoir dix l., et at requis que la lettre soit mise à nant; et ses freires prent droit qu'elle n'y doibt mie estre mise, mais doit demourer en sa valeur : Chier signour, si nous signifiez qu'il en est à faire.

Jugié est par eschevins d'Yppre que la lettre demeure en sa force et vigeur.

LI. Item, chier signeur, Richiers dou Bouillon plaidioit encontre maistre Jehan le Borguet, et maintenoit que li dis maistres Jehans li devoit quarante l., sus la quelle demande li dis maistres Jehans quist avoir jour pour absence de consoil, et adomques li dis Richiers dist : « Je te promet que je yrai par devers monseigneur de « Saint-Disier et me plainderay a ly de toy; » adonc maistres Jehans dist au dit Richier : « Sire, vous y poez bien aller, quar vous y serez « mielz entendus et plus tost que je ne seroie, » dont li dis Richiers se dolu, quar einsis li disoit-il vilonnie et sambloit qu'il deust pervertir monseigneur per dons ou per son avoir : Chier signeur, si nous signifiez se li dis maistres Jehans hat riens mespris.

Jugié est par eschevins d'Yppre que li dis maistres Jehan n'at riens mesfait.

LII. Item, les eschevins tous assemblez à leur consoil, uns homs de la communauté qui là estoit mandez avec plusieurs autres de la dicte communauté, desmenti un des eschevins, dont li eschevin se dolu, et il a amendé au dit des eschevins : Si nous signifiez

Appel est une colonne. Il faut qu'il passe quelqu'un pour qu'on le voie. Il est vrai que, dans ce cas, on le voit de loin. Il est vrai aussi que, dans ce cas, on ne le voit pas longtemps.

Adieu, mon ordonnance et mon école de la domination et de la subordination, mon cheval, mon sabre, mon fusil, mon sac, mon pain de munition, mon bidon et mon quart, et mon pain de munition. Je suis perdu dans l'infini. Quand apparaît, à mon horizon, un village, je me dis : Ah ! voilà un village !

Mais, en vain, je m'efforce de me rappeler le nom de ce village, je ne le connais pas. Il n'a pas de nom. Il n'a pas de nom, parce qu'il n'a pas besoin d'en avoir un.

Il n'a pas besoin d'en avoir un, parce qu'il est seul. Il est seul, parce qu'il n'a pas de voisin. Il n'a pas de voisin, parce qu'il n'a pas de route. Il n'a pas de route, parce qu'il n'a pas de nom.

Et, pour la première fois, je comprends la nécessité de la route et du nom.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un voisin et que le nom est nécessaire pour que le village ait une route.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un nom et que le nom est nécessaire pour que le village ait une route.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route.

Je comprends que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route, et que la route est nécessaire pour que le village ait un nom, et que le nom est nécessaire pour que le village ait un voisin, et que le voisin est nécessaire pour que le village ait une route.

dit-il que nous y sommes tenus, et si avons mespris en ce que nous li avons reffusé : Chiers signeur, si en weilliens signifier se nous y sommes tenu, et se en aucune choze nous avons mespris de reffuser, et quelle li amende est.

Jugié est par eschevins que li ville n'en est de riens tenue, se ne fust que li sires propres euist la guerre encontre autre signeur.

LV. Item, chier signeur, Jehansons Proudome se deut de Jehan Anchier, pour ce que li dis Jehan hat fait une paroy sur l'eritage dou dit Jehanson; si quiert li dis Jehansons que la parois faite sus son heritage soit ostée; ad ce respont li dis Jehans Anchiers, et dit qu'il n'est tenus à oster la dicte paroy, mais il doit demorer, quar il l'at faite dou consentement et de la volenté dou dit Jehanson, par quoy il prent droit que la dicte parois doit demourer, ne li dis Jehansons ne li puet ne ne doit empeschier la clartey de son mestier, se il cognoit qu'elle ait esté faite par son assentement; se il nye, il proverat meesmement [qu']elle i doit demorer, pour ce que parmi ce li dis Jehans Anchiers pourte ly aue dou toyt dou dit Jehanson; li dis Jehansons Proudome at niet que, par son assentement, elle y at esté faite, et supposé qu'il provast s'entencion, si prent il droit que la paroys doit estre retraicte, en cas où il n'en at lettres, meesmement pour ce que sa feme ne c'y acorde miez : Chiers signeurs, li dis Jehans at bien prové s'entencion, si nous signefiez se la paroix doit demorer en cas où lettres n'en sont faites, et se li dis Jehansons puet empeschier la clartey dou mestier dou dit Jehan Anchier.

Jugié est par eschevins d'Yppre que, pour ce que la premiere feme de Jehanson Preudome omques n'y mist debat et que est bien provey que il le consenti, que li paroix doit demorer là où elle est sans remettre.

Cyrillus, ac ceteros sanctos Patres, qui in Ecclesia Dei fuerunt, & Sanctissimum Dominum nostrum Clementem Papam VIII. qui eos inter Sanctos Confessores, & Pontifices Ecclesiæ Dei Patres, ac Ecclesiæ Doctores adscripsit, & Ecclesiæ universali proponendos esse decrevit, ut ab omnibus colantur, & invocentur.

Postulat autem Orator noster, ut Sanctitas Vestra Sanctum Ioannem Damascenum, qui Sanctorum Patrum, & Ecclesiæ Doctorum numero adscriptus est, Ecclesiæ universali proponere dignetur.

Alii Venerabiles, & Sanctissimi Patres, & pariter ex ordine sancti monachi S. Basilii Basilius S. Basilii de Cæsarea Cappadociæ Archiepiscopus, Magnus Basilius, Basilius Magnus, Basilius Cæsariensis, Basilius Cæsariensis Archiepiscopus, Basilius Cæsariensis Cappadociæ Archiepiscopus, Basilius Cæsariensis Cappadociæ Metropolitan

mais la partie pour cui il parle : Très-chiers signeur, si nos certifiez, se il vous plait, se li dis Demaingins est meffait et quelle li amende est, et se li dis Demengins la doit paier ou la partie pour cui il at parley.

Eschevin d'Yppre ont jugié, selonc la loy et coustume de la ville d'Ypre, que, pour ce que Demengins, le pasticier, contredist le jugement des eschevins, pour ce qu'il demende jour de consoil après ce que jugemens d'eschevins fut rendus, qu'il at contredist et encontrei le jugement d'eschevins, et en est cheus en l'amende de soixante l. contre le signeur et dix l. contre chascun eschevin, seant adonc en ban, et que meismes il paiera l'amende de son propre avoir.

LVII. Li baillis at repris Girardt Boifumel et at maintenu contre li que il est mesfais, pour ce que deux pors qui estoient de Colet Boifumel, et li quel estoient prisonnier pour certain mesfait, il, Girards, les dis pors tous prisonniers reprist, et à li furent baillié tuit prisonnier, li quels Girards ne les at pas restaublis quant requis en fut; si conclut qu'il doit estre condempneiz à restaublir, et, pour la desobeissance, en amende; et en prent droit. A ce respont li dis Girards et dit, qu'il n'at riens mesfait, car combien qu'il heust repris les dis pors, et il ne les at rendus quant requis en at estey, il at offert à baillier le pris des pors, en cas où il ne les puet remettre en estat; commes li dit porc soient mort et dissipei par sa courpe et volentey, et il est asseis or qui vault or; repliqué fut par le bailli, qu'il est mesfais, non obstant son propos, quar il at offert de bouche, si n'at-il riens fait de fait, par quoy il est mesfais meesmement comme il ne l'ait offert en lieu où li pors li furent bailliez : Chiers signeur, si nos certifiez se il y at amende et quelle elle est, se il vous plait.

Eschevin d'Yppre jugent de cest article, selonc la loy de la ville d'Yppre, que, pour ce que li pors furent livvré à Girardt comme prisonnier, pour certain mesfait, et que ne les puet relivrer au signeur, que en ce point il at brisié la saisine dou signeur, c'est en la ville

d'Ypre deux fois soixante s., et paiera vingt s. que cieus fourfist qui les tint à bant contre la deffance dou signeur et de la loy.

LVIII. Li baillis at repris Jehan Maucuit et maintient contre li qu'il est mesfais, pour tant quar il empeschoit et avoit debatu une lettre contenant un achat qu'il avoit fait as executeurs de feu Jehan Lamiraut, en la quelle vendue Bouchars avoit creu de la somme de soixante s., et prent droit, li dis baillis, qu'il est mesfais en cas où octroy estoient fait par devant eschevin, au dit Jehan Maulcuyt; et li dis Jehan Maucuys prent droit au contraire qu'il n'at riens mesfait, quar il debatoit et at debatu tant soulement l'acroissement que Bouchars avoit fait sus son achat, et ne debatoit point ce que vendu li estoit, et dont octroy li avoient esté fait par devant eschevins. Respliqué fut par le bailly qu'il est mesfais, pour ce que li baillis li offroit que se il estoit resgardé par la loy que la crehue ne se peust soustenir, il la metoit à niant, li quelz Jehan Maucuys ne le vuoult consentir par ceste maniere, mais debatit et contredit tous jours: Chiers signeur, si nous weilliez certefier se li dis Jehans Maucuis at riens mesfait, et quelle li amende est.

Li jugemens d'eschevins d'Yppre est de cest article que, pour ce que Jehans Maucuys ne debaty tant soulement que l'acroisement, qu'il n'at riens mesfait; mais il doit tenir son premier achat ensi qu'il fut premierement ottroié par devant eschevins.

LIX. Li baillis ha repris Jehan Peuy de ce qu'il hat empeschié une vendue que Marie, fille Perrin de Sacey, fasoit à Estiene de Weyleconte d'une maison qui estoit la dicte Marie, si commes il apparoit par lettres passeez en jugement; et li dis Peuys hat apportey unes lettres par quoy Perrins de Sacey li estoit obligiez et non pas la dicte Marie, et avant que la vendue fut faite à la dicte Marie et depuiz que les lettres de la dicte Marie furent lehuez, il debatit la dicte vendue, dont li baillis ha pris droit que li dis Peuys c'est mesfais; et li dis Peuys prant droit au contraire qu'il n'at riens

mesfait, quar il requiroit avoir un autre jour pour dire son debat, et se mesfait avoit, si prant-il droit qu'il n'y at amende que de trois s.; li baillis au contraire : Chiers signeurs, si nous laissiez assavoir ce il at mesfait, et quelle li amende en est.

Le jugement d'eschevins d'Yppre est, que se il fust à Yppre avenu pour ce que li venderres passe par jugement, et que Jehans Peuy après parla à dicte maison, qu'il auroit fourfait soixante l. contre le signeur et dix l. contre chascun eschevin ; mais pour ce que contenu y est que, par la coustume de Saint-Disier, on puet debatre une chartre pour trois s., si est li jugemens que on tiengne ycelle coustume, et que li dis Jehans Peuy n'at fourfait que trois sols.

LX. Très-chiers signeur, certifiez-nous, se il vous plait, en quelle amende maistres Collars, li chaussetiers, serat de ce qu'il at noyé en jugement avoir heu un manche de coutel d'argent à tranchier pain en garde dou coutelier, et il est prové contre ly qu'il l'avoit heu et recepu dou dit coutelier.

Li jugemens d'eschevins d'Yppre est que maistres Collars rendera le manche ou la value à cely à qui elle fut et nulle amende envers le signeur.

LXI. Chiers signeur, certifiez-nous en quelle amende Jehans, fils Guillaume Cuffroye, serat, li quelz hat esté pris en la hale monseigneur de Saint-Disier, prenans les tyeules dou toit monseigneur, et les empourtoit en son corbilon, les quelles tyeules estoient cheuez à terre.

Li jugemens d'eschevins d'Yppre est, que se li garsons qui empourta les tieules ait ses ans, qu'il a fourfait de soixante s. de faire force au signeur, et s'il n'at nient ses ans, c'est-à-dire qu'il soit desous quinze ans, il nat nient fourfait, et est resputé pour enfance.

LXII. Chiers signeur, laissiez-nous assavoir en quelle amende Jehansons li Champenois serat, pour ce que on at trovey en son meiz

Et ainsi, de degré en degré, on arrive à la seconde étoile Alcor. Sur cette étoile il y a sept étoiles, et c'est là le siège de la septième intelligence, comme le dit aussi le Sage en Astronomie, dans le livre de la Composition des Sphères célestes.

Et ainsi des autres, selon le que j'ai montré de la première à la seconde, et de la seconde à la troisième, et de la troisième à la quatrième, et de la quatrième à la cinquième, et de la cinquième à la sixième, et de la sixième à la septième, selon ce que j'ai montré de la première à la seconde, et de la seconde à la troisième, et de la troisième à la quatrième, et de la quatrième à la cinquième, et de la cinquième à la sixième, et de la sixième à la septième.

XXIII. Et ainsi, il y a dans le ciel sept étoiles et sept intelligences, et sept cieux, et sept planètes, et sept métaux, et sept couleurs, et sept jours de la semaine, et sept climats, et sept mers, et sept fleuves, et sept montagnes, et sept vertus, et sept vices, et sept péchés mortels, et sept sacrements de l'Église, et sept dons du Saint-Esprit, et sept articles de la foi, et sept œuvres de miséricorde, et sept demandes de l'oraison dominicale, et sept paroles de la salutation angélique, et sept sacrements de la loi ancienne, et sept jours de la création du monde, et sept âges du monde, et sept jours de la semaine, et sept heures canoniales, et sept psaumes pénitentiaux, et sept psaumes graduels, et sept psaumes de la Passion, et sept psaumes de la Résurrection, et sept psaumes de la Pentecôte, et sept psaumes de la Vierge, et sept psaumes des morts, et sept psaumes de la Trinité, et sept psaumes de la Croix, et sept psaumes de la Sainte-Vierge, et sept psaumes de la Sainte-Croix, et sept psaumes de la Sainte-Trinité

s.; et pour ce que ce fut à un eschevin seant en jugement, qu'il ly pardoingne son mesfait, et puis sera dit à faire un pelerinage quarante lieuuez loing ou environ, sus certainne painne à la volenté d'eschevins.

LXIV. Item, li dessus dis Jaques Hiebers hat pris droit des eschevins encontre Joffroy, le corchouteur, que li dis Joffrois li hat dit villonie en jugement en disant à luy que il l'avoit adamagié de vingt l. de tournois; et li dis Joffrois hat pris droit au contraire et dit que il n'at riens mesfait, et que ce n'est pas vilonie amendable: Très-chier signeur, si nous weilliez certefier, se il vous plait, se li dis Joffrois hat riens mesfait, et quelle li amende est.

Eschevin de la ville d'Yppre jugent que, selong la loy et coustume de la ville d'Yppre, li dis Joffrois n'at riens mesfait.

LXV. Item, li baillis hat repris Jaque Hiebert sur ce quar il fut raporté par eschevins, et en jugement, que il devoit respondre à une demande de quatre cens l. que Jehans Dambrieres li demandoit, pour une promesse qui fut faite dou dit Jaque à sa fille, feme dou dit Jehan Dambrieres; et depuis li dis Jaques hat requis avoir declaration dou dit Jehan se sa feme acceptat la promesse ou nom; et de ce prent-il droit que il doit avoir celle declaration, dont li baillis l'a repris, et dit que ainsis vat-il contre le rapport des eschevins, en cas où il ne respont pas, mais fait demande, et si est rapporté que il doit respondre; et li dis Jaques Hiebers prant droit que il respont asseiz, et si n'est de riens mesfais: Chier signeur, si nous signefiez, se il vous plait, se li dis Jaques hat riens mesfait, et quelle li amende en est.

Jugié est par eschevins d'Yppre que, bien consideré toutes les raisons deseure dictes, selonc la loy et coustume d'Yppre, li dis Jaques n'at pas respondu, ains le jugent en l'amende de soixante l. contre le signeur, et a fourfait de dix l. contre chascum eschevin adont seant en jugement.

LUCIE, Sans. Eh bien, qu'est-ce que c'est, ce nouveau mari, que vous nous donnez là ? Un homme qui a déjà été marié, qui a eu des enfants, qui a payé ses dettes pour ses deux premières femmes ! Ah ! ma chère, je ne vous en félicite pas, et je vous plains de tout mon cœur. Mais, dites-moi, est-ce qu'il vous aime, au moins ? Est-ce qu'il vous a fait la cour ? Est-ce qu'il vous a écrit ? Est-ce qu'il vous a parlé ? Est-ce qu'il vous a regardée ? Est-ce qu'il vous a dit que vous étiez belle, que vous étiez jolie, que vous étiez charmante ? Est-ce qu'il vous a fait tout cela ? Est-ce qu'il vous a fait quelque chose ? Est-ce qu'il vous a fait quelque chose ?

SARA, Non, ma chère, il n'a rien fait de tout cela.

LUCIE, Ah ! Sara, Sara, je commence à croire que vous êtes folle.

SARA, Pourquoi ?

LUCIE, Parce que, si vous aviez un mari qui vous aimât, qui vous fît la cour, qui vous écrivît, qui vous parlât, qui vous regardât, qui vous dît que vous êtes belle, que vous êtes jolie, que vous êtes charmante, qui vous fît quelque chose, qui vous fît quelque chose, vous ne seriez pas folle, vous ne seriez pas folle, vous ne seriez pas folle

vin à par li la premiere fois que on tenra jour de plait, après les dis quinze jours.

LXVIII. Item, Colins Culdebot hat emendé au bailly, au dit des eschevins, ce que il hat dit villonie en jugement au petit Girardt, en disant à luy qu'il n'estoit pas bons Crestiens; item, quar il l'appellat puis en jugement, excommeniez : Chier signeur, si vous prions que vous nous signifiez quelle li amende est, se il vous plait.

Eschevin d'Yppre jugent que Colins sus dis n'at riens mesfait, pour ce qu'il fut cognissables as eschevins de Saint-Disier que petis Girards fut excumeniez.

LXIX. Item, li baillis hat pris droit contre le fil Lesquaillié que il c'est mesfait de ce que il hat brisié et despescié les fenestres de la maison sa meire, et li dis filz Lesquaillié hat pris droit que il n'y hat point d'amende, quar il havoit la moitié en la maison, ne omques n'avoit esté partie; repliqué fut par le bailly que, ou cas où elle n'avoit omques esté partie, de tant se mesfaisoit-il plus, quar par sa confession il n'y povoit ne devoit faire violance ou cas où il n'avoit sa part toute determinée d'une part : Chier signeur, si nous signifiez, se il vous plait, se li dis filz Lesquaillié hat riens mesfait, et quelle li amende est, se il vous plaist.

Il est jugié que, selonc l'usage d'Yppre, le fil Lesquaillé hat fait force, et pour ce est-il en amende de soixante s. envers le signeur, et envers la partie de soixante s., se elle se fust dolue, et doit faire refaire les fenestres.

LXX. Li baillis suyoit Jehan d'Autreville et maintenoit contre luy quar il s'estoit mesfait pour tant quar pour un cheval que il havoit pris des nonnains, sens sergent, pour la quelle prise il hat esté à soixante s. Conclut li baillis que, en cas où il est condampnez pour la prise, il prent droit que pour la detenue et pour la prison que il en fit, il doit faire ploy d'amande, et si c'est mesfais; li dis Jehans

Les procédures se poursuivent jusqu'au 25 avril 1791 qui marque la fin de la période révolutionnaire. Les dernières pièces datent de 1792 et 1793 (deux affaires concernent, pour l'une la succession de la veuve Lacroix, pour l'autre la succession de Jean-Baptiste Lacroix, ancien curé de Saint-Pierre-de-Chartreuse, décédé le 2 mai 1792).

Les procédures sont classées par ordre chronologique, mais il est difficile de retrouver un dossier sans connaître le nom des parties. Il existe heureusement un répertoire alphabétique des noms des parties, mais il ne couvre que la période 1790-1791. Il a été établi par le greffier Jean-Baptiste Bonnard, qui a également dressé un répertoire des actes de procédure, mais ce dernier ne couvre que la période 1790-1791 et est très difficile à utiliser.

Les procédures sont conservées dans 1 B 1 à 1 B 1 bis. Le répertoire alphabétique est dans 1 B 1 bis, le répertoire des actes de procédure dans 1 B 1 ter.

Les inventaires sont consultables en salle de lecture.

1 B 2. Bail, 1 acte, 1 pièce, parchemin. — Bail par Claude Lacroix de la cure de Saint-Laurent, de Nantua et Saint-Germain, de la cure de Saint-Pierre-de-Chartreuse, de la cure de Saint-Jean-de-Couz, de la cure de Saint-Christophe-la-Grotte, de la cure de Saint-Pierre-d'Entremont, de la cure de Saint-Thibaud-de-Couz, de la cure de Saint-Jean-d'Arvey, de la cure de Saint-Alban-de-Montbel, de la cure de Saint-Jean-de-Maurienne, de la cure de Saint-Pierre-de-Belleville, de la cure de Saint-Jean-de-Belleville, de la cure de Saint-Martin-de-la-Porte, de la cure de Saint-Pierre-d'Albigny, de la cure de Saint-Jean-de-la-Porte, de la cure de Saint-Pierre-de-Soucy, de la cure de Saint-Jean-de-Soucy, de la cure de Saint-Pierre-de-Curtille, de la cure de Saint-Jean-de-Curtille, de la cure de Saint-Pierre-de-Cognin, de la cure de Saint-Jean-de-Cognin, de la cure de Saint-Pierre-de-Chevelu, de la cure de Saint-Jean-de-Chevelu, de la cure de Saint-Pierre-de-Genève, de la cure de Saint-Jean-de-Genève, de la cure de Saint-Pierre-de-Rumilly, de la cure de Saint-Jean-de-Rumilly, de la cure de Saint-Pierre-de-Faverges, de la cure de Saint-Jean-de-Faverges, de la cure de Saint-Pierre-de-Thônes, de la cure de Saint-Jean-de-Thônes, de la cure de Saint-Pierre-de-Bonneville, de la cure de Saint-Jean-de-Bonneville, de la cure de Saint-Pierre-de-Cluses, de la cure de Saint-Jean-de-Cluses, de la cure de Saint-Pierre-de-Chamonix, de la cure de Saint-Jean-de-Chamonix, de la cure de Saint-Pierre-de-Megève, de la cure de Saint-Jean-de-Megève, de la cure de Saint-Pierre-de-Sallanches, de la cure de Saint-Jean-de-Sallanches, de la cure de Saint-Pierre-de-Passy, de la cure de Saint-Jean-de-Passy

e poiche fu spirato, disse: In vero questo huomo era giusto.

LUCH. Intro. E se non fusse che Matteo scrittore di Hebrei, e Marco Italiano, secondo l'ordine de' tempi, hanno scritto, che Christo fu crocifisso fra due ladroni, e che l'uno di quelli gridò: Se tu sarai Dio, liberami dalla croce, e quel disse: Se tu sarai Dio, discendi dalla croce, e noi crederemo in te, e che Christo gli disse: Hoggi sarai meco in Paradiso, e che l'altro ladrone lo riprese, dicendo: Non temi tu Dio, che sei in questo medesimo supplicio? Noi giustamente patiamo, perchè riceviamo degna mercede de' nostri misfatti, ma costui niente male ha fatto, e poi disse a Christo: Ricordati di me, quando sarai nel tuo regno. Christo rispose: in vero questo stà con meco quest'oggi in Paradiso, non direi che Christo fusse stato in Limbo, nè che fusse disceso all'Inferno.

Et perchè non Matteo Fiorentino, ma Marco quello che scrisse in Italiano, dice, che Christo fu crocifisso fra due ladroni, e non fra due huomini, seguitarò di chiamarli ladroni.

LUCH. Intro. Et avvenga che tutti i ladroni siano in dispetto, e che ogni huomo gli habbia in odio, nondimeno io non posso fare, che io non habbia compassione a quello ladrone, che fu crocifisso con Christo, e che non desideri, che Christo habbia havuto misericordia di costui, e che lo habbia guardato dalle pene. Et credo, che Christo habbia fatto questo, perchè costui fu il primo, che lo riconobbe per Dio, e che lo pregò, che si ricordasse di lui, quando fusse nel suo regno. Et se bene costui fu ladrone, e fu crocifisso come ladrone, non fu però ladrone di strada, nè fu crocifisso per questo, ma fu ladrone di Stato, perchè ognuno di quelli, che fanno ribellare le città, e le fanno venire sotto la signoria di altri, si chiamano ladroni di Stato, e non di strada, perchè non rubbano per le strade, ma rubbano gli Stati, e le città, e le signorie, e questo ladrone fu di questa sorte, perchè egli era di quelli, che havevano ribellato Gerusalem, e l'havevano posta sotto la signoria di Pilato, e di Cesare, e per questo fu crocifisso, e non per altro.

Antonius decreed that the Senate should be held [in the Curia] called ad Fiscum, i.e. in Augustus' house on the Palatine, because the Curia Julia had been set on fire in the previous year. Cf. Suet. Aug. 29 'Curiam Pompeianam incendio absumptam restituit, quam et ipsam mox Nero ad modicum spatium contraxit, ut templum Libertatis, quod in ea fecerat, non impediret.' Nero's temple was not finished, and was pulled down by Vespasian, who built the Curia Julia on its site. Dio (as translated) is therefore not correct in his statement that the Curia Julia was built by Augustus. Cf. Suet. Vesp. 8 'templum Libertatis, quod Nero imperfectum reliquerat, absolvit.' Cf. Mommsen, Staatsrecht, iii. 1, p. 1035, n. 1, who thinks that Augustus' house was on the Palatine, and that it had a Curia attached to it. Other Curiae, it was apparently thought, were not sufficiently sacred for the purpose. Cf. Suet. Aug. 35 'Curiam ... non nisi in templo.'

68. 1. ἐν τῷ ἀνακτόρῳ, in augustum. Plut. Q. R. 101 ἀνάκτορον καλοῦσι τὸν ναόν.

2. ἐν τῷ ἀστει. Livy, 2. 8. 'Ante urbem Romam.' Cf. Aristides, Or. 2. 1. 'Ἐν τῷ ἄστει τὸ βάθρον ἐν ἀγορᾷ, ἐν δὲ τῇ Ῥώμῃ ἐν τῷ Καπετωλίῳ.' Dio is clear that the statue was not in the city.

Abdallah de Bethléem, qui, dans la première moitié du XIIIe siècle, fit traduire en arabe, par le célèbre Abou'l-Farag, le livre de Nicéphore Blemmyde, *Description de la région des Nubiens*, publié d'abord par Combefis, puis par Migne, *Patrologie grecque*, t. CXLII, col. 685-728. Le premier livre d'Abdallah a été publié par Vansleb, *Histoire de l'Église d'Alexandrie*, Paris, 1677, p. 391-400. Le second livre, inédit, a pour titre : « Le monastère de la Vierge, qui est situé à Bethléem, dans la région de Jérusalem, et l'Église, dans lequel on a déposé le corps de notre père Abdallah, le patriarche de Bethléem, et ses vertus. »

LEQUIEN, Nous, Abdallah fait connaître au lecteur, sur des témoignages authentiques, ce qu'il a vu et entendu dans le monastère de la Vierge, et ce qu'il a appris de Dieu et de ses saints. Dieu ingénieux, et notre père Abdallah, le patriarche de Bethléem, et ses vertus.

Il y a aussi une version en éthiopien de l'Histoire d'Abdallah.

LEGRIS, Jean, Professeur de l'Université d'Aix-en-Provence, né à Aix-les-Bains en 1877, a publié un certain nombre de travaux d'histoire et de littérature religieuses, parmi lesquels il convient de citer : *Le Manuel de piété de Jean Gerson*, Paris, 1906, in-8°, 96 p.

LEGRIS, Raymond, Professeur de l'Université d'Aix-en-Provence, né à Aix-les-Bains en 1875, a publié un certain nombre de travaux d'histoire et de littérature religieuses, parmi lesquels il convient de citer : *Le Manuel de piété de Jean Gerson*, Paris, 1906, in-8°, 96 p.

LEGRIS, Jean, Professeur de l'Université d'Aix-en-Provence, né à Aix-les-Bains en 1877, a publié un certain nombre de travaux d'histoire et de littérature religieuses, parmi lesquels il convient de citer : *Le Manuel de piété de Jean Gerson*, Paris, 1906, in-8°, 96 p.

LEGRIS, Raymond, Professeur de l'Université d'Aix-en-Provence, né à Aix-les-Bains en 1875, a publié un certain nombre de travaux d'histoire et de littérature religieuses, parmi lesquels il convient de citer : *Le Manuel de piété de Jean Gerson*, Paris, 1906, in-8°, 96 p.

1551, 21 fév. Thomas et Jean Gaillard, marchands de Rouen, font cession à Jean Gaillard, leur père, de 1/3 de la terre et seigneurie de Longueil, qu'ils ont acquise de Jean Le Roux, écuyer, sieur de Longueil, moyennant 1/3 de la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, sa vie durant, et 1/3 de la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, après le décès de sa femme, Jeanne Le Roux, dame de Longueil, sa vie durant, ainsi que 1/3 de la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, après le décès de ladite Jeanne Le Roux, sa femme, sa vie durant, et 1/3 de la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, après le décès de ladite Jeanne Le Roux, sa femme, et de lui, sa vie durant. — Original. (Fonds Leroux de Longueil.)

1552, 7 mai. Jeanne de Lorme, dame de Longueil, veuve de Jean Le Roux, écuyer, sieur de Longueil, fait don à Jean Le Roux, écuyer, sieur de Longueil, son fils, de la terre et seigneurie de Longueil, pour en jouir par lui, ses hoirs et ayants cause, à titre de don et donation entre vifs, sans aucune réserve, moyennant la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, sa vie durant, et la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, après le décès de ladite Jeanne de Lorme, sa femme, sa vie durant, ainsi que la rente de 1 000 livres tournois, que ledit Jean Le Roux a droit de prendre sur ladite terre, après le décès de ladite Jeanne de Lorme, sa femme, et de lui, sa vie durant. — Original. (Fonds Leroux de Longueil.)

LXXXI. Item, li baillis suyoit Humbert Maiour, et maintenoit contre luy quar il s'estoit mesfais, et encheus en grosse amende pour tant quar, puiz que une lettre fut lehue en jugement, la quelle Perros, li braconniers, avoit apportée en jugement, et fasoit mention de Maresson, qui avoit vendu à Thiebaut Decruille, son devancier, aucun sertain heritage, li dis Humbert dit et maintint en jugement que il n'avoient que veoir ne que cognoistre en ce dit heritage, dont li baillis hat repris et conclut à fin d'amende, et prent droit qu'il est encheus en grosse amende. A ce respont li dis Humbers, et dit qu'il ne c'est riens mesfais pour tant quar, puiz la confession de ses lettres, li heritages contenus en dit scellé a esté vendus à planches, pour deffaut de la sensive, et y dist flastreis as planches; et les lettres criées solempneement en jugement et passées en plais, Girards, li chevriers, retint le dit heritage commes hoirs; par quoy conclut li dis Humbers, se on li cognoit les chozes dessus dictes estre vraiez, que il ne s'est de riens mesfais de chose que il est dit, et en prent droit; et si dit outre que il doit avoir une autre journée à la quelle il puisse avoir la lettre faite secondement pour fortefier ses raisons, et en prent droit. Repliqué fut par le bailly, que tout ce ne li vault en cas où il ne se deffent peremptoirement par le seellé dont il se vante, dou queil il n'appert que ce soit veriteis que par son dire; si prent droit qu'il est mesfais et cheus en grosse amende, non obstant toutes ces raisons que il propose; et si ne doit avoir point de journée en la maniere que il le requiert, quar il dehust avoir apporté en jugement les lettres dont il se vante pour luy deffendre, et meesmement les lettres dont il se vante ne sont pas faites en son nom, pour quoy li dis Humbers ne puet partir sens amende : Chier signeur, si nous signifiez se li dis Humbers hat riens mesfait, et quelle li amende en est.

Jugié est, selonc l'usage d'Yppre, que Humbert Maiour n'at riens mesfait, et lui sera assigné journée par eschevins d'aporter sa lettre en jugement.

ARTICLE 12. Comme les dispositions de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la profession de médecin, ne sont pas applicables aux médecins, chirurgiens et officiers de santé de la marine, ceux-ci ne pourront exercer leur profession dans les ports de commerce, que s'ils sont pourvus du diplôme de docteur en médecine.

Ils ne pourront exercer la médecine ou la chirurgie dans les ports de commerce, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du préfet maritime, qui ne pourra la leur accorder, en ce qui concerne les chirurgiens de la marine, que sur la présentation du chef du service de santé du port.

Les médecins et chirurgiens de la marine, qui auront obtenu cette autorisation, ne pourront exercer leur profession que dans le port désigné dans l'arrêté d'autorisation, sauf à changer de résidence.

ARTICLE 13. Les médecins et chirurgiens de la marine, qui auront obtenu l'autorisation d'exercer leur profession dans les ports de commerce, ne pourront exercer la médecine ou la chirurgie dans les hôpitaux civils, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du préfet maritime, qui ne pourra la leur accorder que sur la présentation du chef du service de santé du port. Cette autorisation ne pourra être donnée que pour un temps déterminé, qui ne pourra excéder trois années.

Il est fait un état spécial des médecins et chirurgiens de la marine, qui auront obtenu cette autorisation.

ARTICLE 14. Dans les ports de commerce, les médecins et chirurgiens de la marine, qui auront obtenu l'autorisation d'exercer leur profession, ne pourront donner des consultations gratuites, ni faire aucune publicité de nature à nuire à la dignité de leur profession. Ils ne pourront faire connaître leur résidence que par une carte ou par un avis ne dépassant pas les dimensions fixées par le préfet maritime.

Il est jugié par eschevins d'Yppre que il le doit sieuir par voie d'action de tous les arrierages, excepté de la darrine année.

LXXXVI. Item, li baillis hat repris la femme Jehan Malcuit, de ce qu'elle c'est assignorié de panre et aporter avec ly un corset qui avoit esté trovez par une autre femme que par ly, et le prit en la main de la feme qui trové l'avoit, et le porta avec ly, sens apporter à la justice, et si le rendit sans la justice, par quoy prant droit li baillis qu'elle c'est mesfaite et cheue en amende; la dicte femme Jehan Malcuit hat pris droit au contraire, et dit qu'il n'y at point d'amende en cas où elle ne l'appropriat par devers ly, et ne l'a detenu ne reseley ne un jour ne deux; mais, si tost commes elle heust le courset par devers li, elle, en venant en son hostel toute chargie, dit per la quar qui averoit perdu un courset venist-on per devers ly et elle le rendroit, et avec ce elle le rendit, avent qu'elle fust en son hostel, à la femme qui perdu l'avoit; per quoy il n'y at point d'amende et en prent droit : Chier signeur, si nous signifiez se il y at amende, et quelle elle est.

Jugié est par eschevins d'Yppre que, selonc la coustume d'Yppre, la femme Jehan n'at riens mesfait.

LXXXVII. Item, li baillis suyoit Thiebaut, fil la Boitouze, et maintenoit contre luy quar il estoit mesfais pour tant quar il avoit gagié la fille le Baignour, sens ce qu'il ne l'avoit trovée en nul mesfait, ne veu issir de nul mesfait, si conclut li baillis que il c'est mesfais et encheus en amende et en prent droit; et li dis Thiebaus at pris droit au contraire, et dit qu'il n'y at nul fourfait; en cas où il est garde des vignes sairementeiz at povoir et commandement de panre tous malfaitours, tant en vignes commes en bleis, ensamble ce que il trova la dicte fille garnie dou mesfait, quar elle avoit reponnu desous sa quotte le bleis qu'elle apourtoit des champs, par quoy il n'y at point d'amende, et en prent droit : Chier signeur, si nous signifiez se il y at amende, et quelle elle est, se il vous plait.

Apollon qui combattit Hercule pour le trépied de Pytho (Pausanias, Phocide, X, 13, 7). Ce trépied était, dans la légende, le symbole de la divination. Mais comment le légendaire et l'historique s'unissent-ils, comment le passé et le présent se mêlent-ils ?

SAINTE-BEUVE, *Nouveaux Lundis*, t. XIII, article sur Augustin Thierry.

Augustin Thierry, dans son *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands*, a montré comment, à travers les siècles, les Bretons, les Saxons, les Normands, les Anglais, les Irlandais, les Écossais, les Gallois, les Français, les Américains, les Australiens, les Canadiens, les Indiens, les Chinois, les Japonais, les Coréens, les Vietnamiens, les Cambodgiens, les Laotiens, les Thaïlandais, les Birmans, les Malais, les Indonésiens, les Philippins, les Polynésiens, les Micronésiens, les Mélanésiens, les Australiens, les Néo-Zélandais

gouverneur de la Basse-Normandie, qui, à la tête de deux mille hommes, s'était emparé de Caen, et qui, après avoir fait prisonnier le général de cette province, et ce commun tyran à chaque département, Wimpffen, l'avait fait mettre en liberté, et avait ainsi rendu à la cause de la liberté un de ses plus fermes appuis. Il a été arrêté à Paris, et conduit à la Conciergerie.

Il est inutile que, même le contenu d'Eugène, il ne lise jamais deux journaux.

M.G. Jean, Jacques de Rozoy, marchand de draps à Rozoy-sur-Seine-et-Marne, âgé d'près de 40 ans, a donné à Augustin Leroy des marques de son attachement à la cause de la liberté et de la République, dans le temps que, à Rozoy sur Seine, le fédéralisme était à son comble. Il a été arrêté à Paris, et conduit à la Conciergerie.

Il paraît que, même le contenu d'Eugène, il ne lisait jamais deux journaux.

M.G. Jean, Jacques Bonnet-Duperron, ci-devant noble, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, a été arrêté à Paris, et conduit à la Conciergerie.

Il paraît que, même le contenu d'Eugène, il ne lisait jamais deux journaux.

M.G. Jean, Jacques Bonnet-Duperron, ci-devant noble, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, a été arrêté à Paris, et conduit à la Conciergerie.

Il paraît que, même le contenu d'Eugène, il ne lisait jamais deux journaux.

(1) Voir Chronique générale de Normandie, t. II, p. 1 et suiv. et Chronique rapide de Normandie, p. 1 et suiv.

(2) Ce mot est douteux : peut-être faut-il lire *Ingeburge*, qui est le nom de la femme de Philippe-Auguste.

(3) Ici, le texte de la Chronique rapide de Normandie est plus complet : « Et Philippe, roi de France, qui avait épousé la fille du roi de Danemark, la répudia, et épousa la fille du comte de Hainaut, dont il eut un fils, qui fut appelé Louis. Et il eut aussi une fille, qui fut mariée à Ferrand, comte de Flandre. Et il eut encore un fils, qui fut appelé Philippe, et qui mourut à Clermont. Et il eut encore un fils, qui fut appelé Robert, et qui mourut à Compiègne. Et il eut encore un fils, qui fut appelé Jean, et qui mourut à Corbeil. Et il eut encore un fils, qui fut appelé Pierre, et qui mourut à Melun. Et il eut encore un fils, qui fut appelé Charles, et qui mourut à Paris. Et il eut encore un fils, qui fut appelé Philippe

quantité que li charretée povoit contenir, se il prist le quartron pour le viser en cas où il ne le transportat de la hale en autre leu, il prent droit qu'il n'y at point d'amende : Chier signeur, si nous signifiez se li dis Louvas hat riens mesfait, et quelle li amende en est.

Il est jugié que le Louvat, sauniers, a fait force, et pour tant est cheus en amende de soixante s. envers le signeur et en soixante s. contre la partie, se elle se fust dolue.

XCV. Item, Jehans Vincens hat pris droit des eschevins que il ne doit paier un sergant qui l'at contraniés de quatre sextieres de bleif à la requeste de Gilet, fil Jehan Gossyun, et de Parriset Quarrey, li quel l'ont fait contraindre pour tant que il ne furent paié dedans le terme que il fut commandé au dit Jehan Vincent. Li dis Gilés et Parisés ont pris droit au contraire, et dient que il ne doient paier le dit sergant, mais le doit paier li dis Jehans Vincens, commes il hat esté contrains à la requeste des dessus dis, et par le deffaut dou dit Jehan Vincent : Chier signeur, si nous signifiez li quelz doibt paier la deserte dou sergent.

Il est jugiez par eschevins d'Yppre que cieulz qui covenoit estre contrains à paier la dicte debte est tenus de paier le sergant.

XCVI. Item Poindars hat amendé au dit d'eschevins ce que il avoit recordé par son sairement en jugement, que il avoit adjourné Jehan de Brienne encontre Caborel et que il avoit veu ycelui; et assez tost après le dit recort, li dis Poindars dist en jugement mesme que se n'avoit mie esté le dit Jehan de Brienne que il avoit adjourné et veu, mais avoit esté Jehan de Germay; de quoy fut repris li dis Poindars par le bailli, et il l'amendat au dit d'eschevins : Chier signeur, si nous signifiez, se il vous plait, quelle li amende est, se amende y at.

Il est jugié par eschevins d'Yppre que Poindars doibt restorer le damage à Jehan de Brienne, et estre priveis de son office à tous jours et de tous seremens à Saint-Disier, et ausi avant que le jugement d'eschevins de Saint-Disier s'estent.

XCVII. Item, li baillis poursuyoit Jehanson le Champenois, et maintenoit encontre ly que il avoit trait son coutel sur Colin de Matignicourt, et luy poursuy, en fasant samblant de ly ferir dou dit coutel, et disoit li baillis que il s'estoit mesfais et cheus en grosse amende. A ce respondit li dit Jehansons que il n'estoit tenus de respondre à la dicte demande, pour ce que Colin Matignicourt estoit clers, et il en avoit esté approchiez par l'official l'arcediacre de Chaalons, et avoit nyé le fait, et en estoit en procest par devers la dicte, par quoy il n'an estoit tenus à respondre, et en prenoit droit li baillis au contraire en disant que mal disoit li dit Jehansons, pour ce que li seigneur de Saint-Disier ou leur baillis sont en saisine et en possession, par la loy et par la coustume, de si loing temps qu'il n'est memoire dou contraire, de approchier et traithier à amende les bourgois de Saint-Disier de tous les fourfais et malefices que il font en la ville et en banlieue de Saint-Disier; et li dis Jehansons avoit fait le dit fourfait en la dicte ville de Saint-Disier, et ensis li dis Colins, jà soit ce que il soit clers, se est-il filz de bourgois et se porte commes bourgois, einsis comme fait li dis Jehansons li Champenois, par quoy prent droit li dis baillis que li dis Jehansons en est tenus à respondre par devers les signeurs de Saint-Disier ou leur bailli; li dis Jehansons prent droit au contraire : Chier signeur, si nous signifiez se li dis Jehansons en doibt respondre par devers les dis signeurs de Saint-Disier.

Eschevin d'Yppre jugent qu'il doibt respondre.

XCVIII. Item, Maugis Reniers hat amendé au bailly, au dit d'eschevins, ce que il dist en jugement à Jehan Vincent et à Perrat son fil que il li avoient fait damage en celi an, dont partie se dolut et li baillis en reprist le dit Maugis : Chier signeur, si nous signifiez quelle li amende est, se il vous plaist.

Il est jugié par eschevins d'Yppre que ce n'est pas villonie amendable.

XCIX. Item, chier signeur, weilliez nous signifier en quelle amende Jehans li Bornes serat qui hat fait le palis de son meis, juques dedans le chemin, dont li bailly l'at repris, et hat esté ses palix retrais arriers, et l'at amendé au dit d'eschevins; si nous en signifiez quelle li amende est, se il vous plaist.

Il est jugié que c'est force, et hat fourfait soixante s. contre le signeur.

C. Item, Coustenes, li charretons, hat amendé au bailly au dit d'eschevins se que il dist en jugement à Guillaume Putvillain, que il savoit bien tournoier aucune fois : Chier signeur, si nous weilliez signifier quelle li amende est, se amende y at, se il vous plaist.

Il est jugié que ce n'est pas villonie amendable.

CI. Item, la feme Sobrin entra en la maison Riquart le potier, et puiz en yssit. Hors de la dicte maison elle dist telz paroles : « Veez-cy « le larrecin que j'ai ataint et trové, et si l'en raporte. » Lequel fait elle hat nyé et est prové contre ly : Si nous signifiez en quelle amende elle serat, se amende y at.

Il est jugié que la feme Sobrin hat fourfait soixante s. contre le signour pour tant que elle fist force, et six s. pour le mesdit, selonc le point de la chartre de Saint-Disier.

CII. Item, li baillis hat proposé contre Uynel, le freppier, que il hat dit à Loys le Prestat que falcement et malsement il avoit esté tailliez; le quel fait il hat nyé, et toutes voiez il est prové contre ly : Chier signeur, si nous signifiez, se il vous plaist, quelle li amende est, se amende y afiert.

Eschevin d'Yppre jugent que, selonc le point de la chartre de Saint-Disier, il doibt l'amende de six s. pour la villonie dicte; et pour ce que Loys estoit commis à taillier, li dis Huineles doit gesir en ostage quarante jours, et après doibt venir deschaint, sens chaperon en jugement, et priier merci à chascun eschevin et à ce Loys, et

Mlle Jeu, comme Isabelle est entrée en fonction, a été nommée surveillante générale.

au dit d'eschevins : Chier signeur, si nous signifiez quelle li amende est, se amende y at.

Jugié est que ce n'est pas villonie emendable.

CVII. Item, Richars Fransoise hat amendé au dit d'eschevins ce qu'il at dit villonie en jugement au Massenat en disant à luy : « Vo- « leis-vous avoir de Jehan Gervaisin, mon seure, sa terre et dix l. « sens raison ? » dont il fut repris par le bailly, et il at amendé au dit d'eschevins en faisant protestation que se il estoit resgardé per eschevins que ce fust villonie, si prent-il droit qu'il ne doit estre en autre amende, ne que il est exprimé par le point de la chartre; et li baillis hat pris droit au contraire, et dist que il doit estre en amende de soixante s., jà soit ce que la chartre ne face mention, commes li signeur de Saint-Disier soient en saisine et en possession, de sis loing temps qu'il n'est memoire dou contraire, de lever soixante s. d'amende de celz qui se mesfont de dire villonie à aucun en jugement, et en prent droit : Chier signeur, si nous signifiez quelle li amende est, se amende y at.

Jugié est par eschevins d'Yppre que ce n'est pas villonie emendable, quar ce fut une demande.

CVIII. Item, li baillis poursuyoit Huyardet, saucier, et maintenoit contre ly que il s'estoit mesfais, pour tant quar une lettre de la vendue d'ascun beritage, le quel Renars vendoit as planches commes gages et dont la lettre estoit jà criée une fois en jugement et signié dou sael des eschevins, ycelle lettre at contredicte en disant que celle vendue ne se devoit ne povoit soustenir par raison, quar li ban ne li avoient omques esté signifié dou sergant; dont li baillis le prist, et dist que ainsis vat-il contre le recort dou sergent et contre le saellé des eschevins qui la dicte lettre avoient signié de leur sael, la quelle choze ils ne hussent jamais fait, se il ne hussent oy le recort dou sergent; par quoy prent droit li dis baillis que li dis Huyardés c'est mesfais dès que la lettre estoit signié dou sael des eschevins.

13. Qui dispositi, ad ostium Ecclesiæ S. Petri Cathedralis Wexiensis, ante horam nonam matutinam, ibidem præsentes, ad Missam, ad Tertiam, ad Sextam, ad Nonam, ad Vesperas, ad Completorium, ad Matutinum, ad Laudes, ad Primam

Armand nous apprend que Bernard, comte de Comminges, et Pierre Raymond, son fils, ont donné à l'église de Saint-Gaudens, en l'honneur de Dieu et de la bienheureuse Vierge Marie, et de saint Gaudens, martyr, et de tous les saints, pour le salut de leurs âmes et de celles de leurs parents, le village de Montoulieu, avec ses dépendances, et tout ce qu'ils possédaient dans le territoire de Saint-Gaudens, pour être tenu par eux et par leurs successeurs, en toute propriété, libre de toute exaction. Ce don fut fait en présence de Bernard, évêque de Comminges, de Pierre, abbé de Saint-Gaudens, et de plusieurs autres personnes. Il est probable que ce don fut fait à l'occasion de la dédicace de l'église de Saint-Gaudens, qui eut lieu, comme nous le savons par la chronique de Saint-Gaudens, le 7 septembre 1096, et non en 1097, comme le dit Armand. Le cartulaire de Saint-Gaudens contient encore quelques autres chartes relatives à Montoulieu, mais elles ne nous apprennent rien de plus.

Le village de Montoulieu, d'après ces mêmes chartes et d'après quelques autres, appartenait à l'église de Saint-Gaudens depuis le commencement du XIe siècle. Il est probable que ce village avait été donné à cette église par Bernard, comte de Comminges, père de Bernard et de Pierre Raymond.

M. Armand a oublié de parler encore de deux autres églises dans le val d'Aran : Salardu et Garos. Salardu, église paroissiale, est romane.

Garos est aussi paroissial, mais il n'a plus de clocher.

[1] Bernard Aton nomme neuf vicomtes de Narbonne dans son histoire des vicomtes de Narbonne, mais il ne donne pas leurs noms. Ce sont Aimeri Ier, Aimeri II, Aimeri III, Aimeri IV, Aimeri V, Aimeri VI, Aimeri VII, Aimeri VIII et Aimeri IX. Ce dernier est mort en 1192. Il ne faut pas oublier que Bernard Aton écrivait vers 1180, et qu'il ne connaissait pas les vicomtes qui ont régné après lui.

Les fils publiés comme suite à ceux parus sur le Fil de la Saint-Jean, qui date de 1924, sont ceux de Jacques, de Jean et de Pierre, ce dernier, qui est gravé, a été distribué en 1926.

Le fil de Jacques, qui est le plus long, a été tiré à 1,000 exemplaires, dont 100 sur papier de Hollande, 100 sur papier de Chine et 800 sur papier vélin. Il est de 1,000 mètres environ.

Le fil de Jean, qui est de 500 mètres, a été tiré à 1,000 exemplaires, dont 100 sur papier de Hollande, 100 sur papier de Chine et 800 sur papier vélin.

Le fil de Pierre, qui est de 250 mètres, a été tiré à 1,000 exemplaires, dont 100 sur papier de Hollande, 100 sur papier de Chine et 800 sur papier vélin.

Le fil de Jacques, qui est gravé, a été distribué en 1927.

Le fil de Jean, qui est gravé, a été distribué en 1928.

Le fil de Pierre, qui est gravé, a été distribué en 1929.

Les fils publiés comme suite à ceux parus sur le Fil de la Saint-Jean, qui date de 1924, sont ceux de Jacques, de Jean et de Pierre, ce dernier, qui est gravé, a été distribué en 1926.

Le fil de Jacques, qui est le plus long, a été tiré à 1,000 exemplaires, dont 100 sur papier de Hollande, 100 sur papier de Chine et 800 sur papier vélin. Il est de 1,000 mètres environ.

Le fil de Jean, qui est de 500 mètres, a été tiré à 1,000 exemplaires, dont 100 sur papier de Hollande, 100 sur papier de Chine et 800 sur papier vélin.

Le fil de Pierre, qui est de 250 mètres, a été tiré à 1,000 exemplaires, dont 100 sur papier de Hollande, 100 sur papier de Chine et 800 sur papier vélin.

Le fil de Jacques, qui est gravé, a été distribué en 1927.

Le fil de Jean, qui est gravé, a été distribué en 1928.

Le fil de Pierre, qui est gravé, a été distribué en 1929.

Très-chier et reverant signour et maistre, si vous prions, en suppliant, que vous nous weilliez signifier, se il vous plait, se li dis Huyars hat riens mesfait, et quelle li amende est.

Jugié est, par eschevins d'Yppre, que li dessus diz Huyars n'est tenus pas en amende.

CXIV. Item, li baillis suyoit Jehanson Berangon, et proposoit contre luy quar il aloit contre le rapport des eschevins, quar il avoit esté rapporté que il devoit respondre à une demande que Fransois d'Ancerville li avoit faite de la somme de vingt-six l., à laquelle demande li dis Jehansons hat vée à respondre, en requerant avoir une autre journée à laquelle il puist avoir son consoil, par quoy il puist seurement respondre; et de ce prenoit droit li dis Jehansons qu'il devoit avoir le jour de consoil en la maniere que il le requeroit, dont li baillis le reprist, et conclut, par ses raisons, que li dis Jehansons c'est mesfais, et qui va contre le rapport des eschevins, et en prent droit des eschevins. Li dis Jehansons hat pris droit au contraire, et dit qu'il ne c'est de rien mesfais, pour tant quar il estoit encore en la piesse de terre, et si respondist puis à la demande que Fransois li avoit faite, par quoi il ne c'est riens mesfais, et en prent droit. Li baillis hat repliqué au contraire, et dit que en cas où il avoit esté rapporté par eschevins qu'il devoit respondre à la demande de Fransois et il at vée à respondre en requerent avoir une autre journée, li dis Jehansons c'est mesfais et va contre le rapport des eschevins, et de ce prant droit, non contrestant que li dis Jehansons ne se fust partis de la place, quar il avoit là refusé à respondre, et avoit pris droit qu'il devoit havoir une autre journée pour respondre, et einsis aloit-il contre le rapport des eschevins, et ne povoit desdire ce qu'il avoit jà dit, non obstant qu'il fust encore en la place et qu'il respondist puiz la parole dessus dicte, quar il avoit jà refusé à respondre, dont il c'est mesfais; et en prent droit li baillis par ses rasons: Très-chier signour, si nous weilliez certiffier, se il vous plaist, se li dis Jehansons a riens mesfait, et quelle li amende est.

Il paraît que son frère aîné, Jean-Baptiste, le plus célèbre de tous les trois, est figuré sur le tableau de Lesueur, qui est au Louvre, sous les traits d'un jeune homme.

1777. Nous, Guillaume-Jean, commissaire, faisons connaître à tous ceux qui ces présentes verront, que, sur la requête à nous présentée par Jean-Baptiste Lemoyne, sculpteur, demeurant à Paris, rue de Bussy, paroisse de Saint-Sulpice, tendant, pour les causes contenues d'icelle, à ce qu'il nous plaise lui donner acte de ce que, pour satisfaire à l'article 3 de l'arrêt du Conseil d'État du roi, du 24 décembre 1776, il a déposé, ès mains de M. Lenoir, conseiller d'État, lieutenant général de police, un modèle en terre cuite, de la figure d'un enfant, qu'il a exécuté en marbre, pour le roi, et qu'il a déclaré être de son invention, et ordonner que ledit modèle sera paraphé par nous, pour être déposé au bureau de la Librairie, et servir à la confection du procès-verbal qui sera dressé de ladite figure, pour être ensuite délivré audit Lemoyne, ainsi qu'il appartiendra, et ce, conformément audit arrêt du Conseil d'État du roi, du 24 décembre 1776, et à la déclaration du roi, du 15 octobre 1766, concernant les dessins, modèles, machines et ouvrages de sculpture, qui seront exposés au Sallon du Louvre, ou dans les autres lieux publics, et ce, à peine de nullité des présentes, et de tout ce qui pourra s'ensuivre; et vu ledit arrêt du Conseil d'État du roi, du 24 décembre 1776, et ladite déclaration du roi, du 15 octobre 1766, ensemble ledit modèle en terre cuite, de la figure d'un enfant, qu'il a exécuté en marbre, pour le roi, et qu'il a déclaré être de son invention, nous avons donné acte audit Lemoyne de ce que, pour satisfaire à l'article 3 de l'arrêt du Conseil d'État du roi, du 24 décembre 1776, il a déposé, ès mains de M. Lenoir, conseiller d'État, lieutenant général de police, un modèle en terre cuite, de la figure d'un enfant, qu'il a exécuté en marbre, pour le roi, et qu'il a déclaré être de son invention, et ordonné

Item, quar li bourgois de Saint-Dizier ont par us et par coustume que il se marient où il wellent, mais que ce ne soit ès homes ou femes des fiez et arrier-fiez dou signour; or est-il ainsis que la feme dou dit Huyars n'est pas des fiez ne arriers-fiez dou signour de Saint-Disier, mais est quitte feme et franche de orine et pourcinte, ne omques elle ne s'agieule ne paiarent servitute à monseigneur de Joinville, maiz que douze deniers et une geline chascun an, et ainsis ne c'est-il de riens mesfais ne fourmariez, quar elle est encore plus franche feme que ne soit li dis Huyars de cil de Saint-Disier, comme elle ne doit chascun an que douze deniers et une geline, et cil de Saint-Disier doient chascun cinq s. et six d. au signour.

Item, par us et la coustume de Saint-Disier, quelcomques mesfait li hons face, se il n'en est repris ou approchiez dou signour dedans an et jour, il, de là en avant, n'en est plus tenus à respondre et ainsis en at-on usé, et at esté rapporté des eschevins et par le resort d'Ypre; et li dis Huyars, la feme dont on le poursuyt hat eu par l'espace de trois ans, de quatre ans et plus, sans ce que il n'en fut omques approchiez ne repris dou signour ne de son commandement, si prent droit li dis Huyars, par les raisons devant dictes, qu'il ne c'est de riens fourmariez, et par consequent il ne c'est en riens mesfais, et en prent droit d'eschevins. Contre ce resplique li baillis et dit que, combien que li agieule de la feme dou dit Huyart fust de celle condicion que elle ne paiast que douze deniers et une geline, toutes voiez en cas où ceste feme dou dit Huyart hat confessé en jugement li estre feme de monseigneur de Joinville parmi douze deniers et une geline, c'est an tele servitute de douze d. comme de cinq s., et ainsis li dis Huyars s'est mesfais et fourmariez.

Item, quant à ce que li dis Huyars maintient que cil de Saint-Disier se puellent marier où il wellent, mais que ès fiez et arriers-fiez dou signour, respont li dis baillis que, combien que plusour en heussent usé ou temps passé, toutes voiez li usages ne companroit en riens le dit Huyart, ou cas où il ne maintient pas que il meismez en heust usé en samblant cas, mais c'est mesfais et fourmariez non

commune avec les deux autres, mais n'est point à angle droit avec aucune d'elles. Il faut donc, pour avoir une ligne droite qui soit à angle droit avec chacune des deux autres, prendre une ligne qui soit à angle droit avec le plan de ces deux autres, et qui passe par leur point d'intersection. Or, pour avoir une ligne qui soit à angle droit avec le plan de deux autres, il faut prendre une ligne qui soit à angle droit avec chacune de ces deux autres, et qui passe par leur point d'intersection. Donc, pour avoir une ligne droite qui soit à angle droit avec chacune des deux autres, et qui passe par leur point d'intersection, il faut prendre une ligne qui soit à angle droit avec le plan

pitié de la faire sortir de prison, et de la remettre en la garde de son père, à quoi faire il fut condamné par arrêt de la cour du parlement. Ce dernier, croyant que sa fille avait été enlevée par force, porta plainte contre Jean Bonnet, qui fut condamné à faire amende honorable, à être pendu et étranglé, et son corps brûlé. Il appela de cette sentence, et fut condamné à être décapité. Il mourut, en effet, le 7 octobre 1611.

Le 15 mars 1611, arrêt qui, à la requête du procureur-général, condamne la dame Marie Lhuillier à être brûlée en place de Grève, et le diable de la dame, qui avait été pris, à être pendu et étranglé, sur un gibet à Montfaucon.

OCTOBRE. Jean Vallée de Genay, fut mis en question au boulet, sur la place Maubert, le 20 et 21 de ce [illegible] d'abord, et ensuite sur la Grève, pour avoir tué Jean Bonnet, son beau-frère, et Jeanne Bonnet, sa femme, qui fut décapitée. Jean Vallée fut condamné à être rompu vif, et mourut le 22 octobre 1611.

Le 15 décembre 1611, Jean Bonnet, fils de Jean Bonnet, qui avait été tué par Jean Vallée, fut condamné à être décapité, pour avoir tué Jean Vallée, son oncle, et Jeanne Bonnet, sa femme, qui avait été décapitée.

Le 15 décembre 1611, Jean Bonnet, fils de Jean Bonnet, qui avait été tué par Jean Vallée, fut condamné à être décapité, pour avoir tué Jean Vallée, son oncle, et Jeanne Bonnet, sa femme, qui avait été décapitée.

ARCHIVES, revue publiée par les soins de M. Augustin Gazier, t. II, 1888-89, in-octavo (Extrait de 180 à 200 exemplaires). — Cette revue, qui paraît tous les deux mois, est consacrée à l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste. Elle a pour but de faire connaître les documents qui existent sur cette question, et d'en faciliter l'étude. Elle est divisée en trois parties : 1° Documents ; 2° Bibliographie ; 3° Chronique. Le premier numéro contient : 1° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police, qui sont très-riches en documents sur le mouvement ouvrier et socialiste ; 2° Un article de M. Maxime Leroy sur les archives de la préfecture de police de Vienne ; 3° Un article de M. Lagrange, archiviste du Gard, sur les archives de la préfecture de ce département ; 4° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Londres ; 5° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Bruxelles ; 6° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Genève ; 7° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Berlin ; 8° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Saint-Pétersbourg ; 9° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Rome ; 10° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Madrid ; 11° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Lisbonne ; 12° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Vienne ; 13° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Budapest ; 14° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Copenhague ; 15° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Stockholm ; 16° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Christiania ; 17° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Bucharest ; 18° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Constantinople ; 19° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Belgrade ; 20° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Athènes ; 21° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Alexandrie ; 22° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Le Caire ; 23° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Tunis ; 24° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Alger ; 25° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Oran ; 26° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Constantine ; 27° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Bône ; 28° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Philippeville ; 29° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Bougie ; 30° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Tlemcen ; 31° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Mostaganem ; 32° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Mascara ; 33° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Sidi-bel-Abbès ; 34° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Tiaret ; 35° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Saïda ; 36° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Aïn-Sefra ; 37° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Aïn-Sefra ; 38° Un article de M. Gazier sur les archives de la préfecture de police de Aïn-Sefra ;

Peuy, qui estoit tenus envers la ville pour sa taille, et avoit esté dit as advoez qu'il creussent celle vendue de quarante s., et li dit Colès se levat et crut celle vendue de quarante s. pour luy; et adonc on li dist que ce qu'il demandoit estoit à cognoistre, quar il n'apparoit que par son dire, mais la debte de la ville estoit clere, et adonc il dit au dessus dit Perrot : « Vous ne seriens pas creus. » Et s'en dolut la partie et li eschevin; si conclut li baillis, se il cognoit avoir dit la villonie en la maniere dessus dicte, que il s'est mesfait et encheus en amende; et en prent droit. A ce respont li dis Colès, et dit quar se il estoit monstré contre luy qu'il heut dictes les parolles dessus dictes, la quelle choze il ne cognoit pas, si ne s'est-il de riens mesfait, pour tant qu'il ne fut omques s'entancions de dire villonie à luy, et en prent droit, en protestant que, se trové estoit que se fust villonie, se dit-il que la villonie ne le regarderoit pas commes eschevin, mais com singuleire personne, ensamble ce qu'il n'avoit nulle litiscontestation contre luy, ne il ne s'estoit pas mis en son recors. Item, quar il li loisoit bien discurir et rapeller contre luy, quar il li metoit empeschement en sa debte, si prent droit, par toutes ses raisons, qu'il ne s'est de riens mesfait, et fait protestacion de toutes ses bones retenues; li baillis prent droit au contraire, et dit qu'il s'est mesfait non obstant toutes ses raisons que il propose à sa purgation : Trèschier signour, si nous certiffiez se li dis Colès hat riens mesfait, et quelle li amende est, se il vous plait.

Jugié est que Colet Boisfumel devra gesir en ostage quarante jours et après venir au premier jour de plait en jugement, en sa cote, deschaint et nu chief, et prier humblement mercy à Perrot Bouchier, eschevin, et après à tous les autres eschevins de son mesdit, et après aleir par trois dimanges devant la procession de la meire esglize de Saint-Disier, en sa cote, deschaint, à nu chief, et confessera publicment que ce il fait en amendement de son mesdit.

CXXI. Item, il est en droit des eschevins de Nychole Sauscier, contre lequel li baillis maintenoit qu'il s'est mesfais et encheus en

grand'chemin, que j'ai vu, comme vous le dites, le jeune Sylvain de Cogny à cheval avec Jeanne Thibaut, la fille du fermier de la Grande-Bruyère. Ils allaient au pas, côte à côte, et causaient ensemble. Ils ne m'ont pas aperçu, car ils ne se sont pas retournés. Ils ont pris à gauche, dans le chemin qui va à la Grande-Bruyère. Ils ne sont pas revenus, et je suis sûr qu'ils ne sont pas encore revenus, car je suis passé par là, il y a une heure, et j'ai vu les chevaux de la ferme qui paissaient dans le pré. Ils ont dû rester à dîner à la Grande-Bruyère. Ils ont voulu, et ils ont bien fait. »

Le père Thibaut, qui avait écouté avec une attention profonde, ne répondit rien. Il se leva, et, sans dire un mot, il sortit de la maison. Il prit son fusil, qui était chargé, et il alla chercher, à un autre endroit de la ferme, son chien d'arrêt.

XXIII. Jean Thibaut avait été, dans sa jeunesse, un chasseur déterminé. Aujourd'hui il ne pouvait plus aller bien loin, car il était devenu fort gros et fort lourd. Il ne chassait plus que dans les environs de la ferme, et il ne tirait plus que des lièvres, des perdrix et des cailles. Il ne tirait jamais de lapins, car il ne voulait pas leur faire de mal. Il aimait beaucoup les lapins, et il les regardait comme des animaux domestiques, qui appartenaient à la ferme, et qui devaient y rester.

Après un peu, pendant la cueillette d'après, il se mit à chasser dans les vignes, et il tua quelques cailles. Il ne tua pas de lièvres, car il n'en vit pas. Il ne tua pas de perdrix, car il n'en vit pas non plus. Il ne vit pas de lapins, car il ne voulait pas en voir. Il ne vit pas Sylvain de Cogny, car il ne voulait pas le voir. Il ne vit pas Jeanne Thibaut, car il ne voulait pas la voir. Il ne vit pas Jeanne Thibaut, car il ne voulait pas la voir. Il ne vit pas Jeanne Thibaut, car il ne voulait pas la voir.

havoit bien prové s'entencion ; si requiroit li baillis et conclut que li dis Colès s'est mesfait de grosse amende et le doit amender. A ce respont li dis Colès et dit qu'il ne s'est de riens mesfais, quar combien qu'il heust mis estos en celle terre, si con dit est, en cas où il ne li fut deffendu par bailly ne par sergent, il ne s'est de riens mesfais, et prent droit : Chier signour, si nous certiffiez, se il vous plait, se li dis Colès hat riens mesfait, et quelle li amende est.

Jugié est que, pour ce que Colars de Liney avoit enroyé la terre Humbers Majour, il est tenus en une amende de force faire envers le signour de soixante s., et se partie s'en deut, envers la partie ausi soixante s. ; et en telle maniere, pour ce que il mist estos en la dicte terre, est li meismes Colars tenus en une amende de force faire envers le signour de soixante s., et à la partie de soixante s., se elle s'en dieut, et devra-on le dit Colart bannir un an sour la hart, dehors les banliewes de Saint-Disier, et devra-on remettre les estos là où il appartient.

CXXIV. Item, Perrars, filz Jehans Vincent, hat amendé, au dit des eschevins, ce qu'il est aleis contre le rapport des eschevins, si comme li baillis le maintient, quar Richiers li albellestriers avoit saisi sus luy soixante s., les quelz il hat paiez puiz la saisine, et nya li dis Perrars la saisine avoir esté faite à luy, et il at esté rapporté par eschevins que li saisine li fut faite ; et depuiz le rapport il hat alleguey que Richiers n'estoit pas sergens et einsi ne valoit la saisine, si conclut qu'il vat contre le rapport d'eschevins, et s'est mesfais et encheus en grosse amende de soixante l. et l'at amendé au dit d'eschevins, et dit li dis Perrars qu'il n'y at point d'amende, quar il hat bien paié les soixante s. qui sasi furent sus luy, si commes il hat esté rapporté par eschevins, avec ce que li dis Rechiers n'estoit pas sergens portans verge : Chier signour, si nous certiffiez quelle li amende est.

Jugié est que Pierrars, fil Jehan Vincent, est cheus en amende de soixante l. envers le signour et dix l. contre chascun eschevin qui adonc là fut present.

CXXV. Item, Girards Mariote hat amendé au dit d'eschevins ce qu'il at abatu un fossey que Estienes des Bordes avoit fait au chief d'une sienne vigne; si nous signifiez, se il vous plait, quelle li amende est.

Jugié est que, se li sires ensieut Gerrard Mariote, Gerrars est en amende de soixante s. envers le signour et d'autretant envers la partie, se elle s'en plaint.

CXXVI. Item, li baillis doit prover contre Raoul Banceline qu'il est alez contre ce qu'il avoit esté acordé par eschevins, quar il li avoit esté deffendu par eschevins et à son compaignon qu'il n'abrochassent point li uns sans l'autre, et depuiz li dis Rauoulz en at abrochié sens appeler son compaignon. Li dis Rauoulz at nyé qu'il li ait esté deffendu en ceste maniere, en faisant protestacion que ce il estoit prové contre luy, ce dit-il qu'il n'y at point d'amende en cas où il n'y at heu painne determinée, et en prent droit. Repliqué fut par le bailly que, pour ascun descort qui estoit este[1] eux deux, li eschevin les appelerent en leur maison et leur deffendirent par acord qu'il n'abrochassent point li uns sens l'autre, par quoy li baillis prent droit qu'il c'est mesfais, non obstant qu'il n'y heust painne: Très-chier signour, si nous certiffiez se li dis Rauoulz hat riens mesfait, et quelle li amende est.

Jugié est que li dis Rauoulz n'at fourfait point d'amende, mais devra gesir en ostage quarante jours, et après, au premier jour de plait, venir en jugement en sa cote, deschaint, à nu chief, et prier as eschevins mercy de ce que il a desobey à leur commandement.

CXXVII. Item, chier signeur, certiffiez-nous, se il vous plait, en quelle amende Jehans Vincens serat, pour ce qu'il at pesey et tenu poiz en son ostel, dont li dis Jehans Vincens at pris droit qu'il n'est de riens mesfais, et li baillis au contraire.

[1] Lisez *entre*.

Jugié est que, selonc us et coustume de la ville d'Yppre, li dis Jehans Vincens, puis que deffendu ne ly fu de pesser et tenir le pois, il n'est pas cheus en amende.

CXXVIII. Item, il est en droit des eschevins de Jehan Dambrierez qui proposoit contre Jaques Hiebert que il promit à sa fille, feme dou dit Jehan, qu'elle ne fust pas à malaise, quar il li prometoit que il li bailleroit autant en mariage comme il avoit donné à sa fille, feme le maistre dou boullon, à la quelle il avoit donné quatre cenz l. Respont li dis Jaques, et dit que, en cas où sa fille, feme dou dit Jehan, hat esté morte trois ans passeiz, et il ont parti ensemble paisiblement sans faire mention de ceste promesse, il prent droit qu'il riens n'est tenus à respondre, en protestant de respondre et deffendre, se dit estoit qu'il en deust respondre. Li dis Jehans prent droit au contraire et dist qu'il en doit respondre, non obstant la prolixeté dou temps, quar il loit à un chascun croire sa depte, tant commes il li plait: Chier signour, si nous signifiez se li dit Jaques en doit respondre.

Jugié est que, se li dis Jehans Dambrieres et sa partie n'aient quité l'un l'autre devant eschevins, li dis Jehans est tenus de respondre.

CXXIX. Item, Huyars de Panthenes hat pris droit des eschevins contre Perrin de Sarcey, assavoir se il est tenus à rendre lainne que uns sergens dou Roy avoit mis en gage en l'ostel de la seure dou dit Perrin; et dit que il est tenus, pour ce que li seure li promit à rendre et la feme dou dit Perrin, et de ce prant-il droit; li dis Perrins au contraire, et dit que, en cas où li dis Huyars ne maintient pas que il aient esté baillié au dit Perrin, il prent droit que il n'en est tenus à respondre: Chier signour, si nous certiffiez, se il vous plait, se li dis Perrins en doit respondre.

Jugié est que li dis Perrins n'est tenus de respondre, pour ce que la dicte lainne ne li fut pas livrée.

CXXX. Item, il est en droit des eschevins de Huyart de Panthenez,

contre le quel li baillis maintenoit que il s'estoit mesfais, et si aloit contre le saellé d'eschevins, quar, commes il fust obligiez, par un seellé d'eschevins, envers les Lombars d'Ancerville en la somme de soixante l., et on feist execution sus luy de la dicte somme, et il se soit opposeiz en disant que execucions ne devoit estre faite sus luy que de la moitié de la somme, commes il hait esté obligiez ou temps de sa feme li quelle est trespassée et suy hoir en aient porté la moitié des biens, il prend droit que execucions ne se doit faire sus luy: dont li baillis le reprant, et prit droit qu'il aloit contre le seelé des eschevins commes il fust obligiez en sa personne et non pas suy hoir, et il havoit contredit l'execucion, si commes dit est, non obstant toutes ses raisons: Chier signeur, si nous signifiez se li dit Huyars hat riens mesfait, et quelle li amende est.

Il est jugié que, selonc l'usage de la ville d'Yppre, li dessus dis Huyars n'est point tenus en amende.

CXXXI. Item, li baillis suyoit Peuy,.le boulangier, de ce que il s'estoit paiez dou Goyz, bouchier, par deux fois de douze l., en disant que il s'estoit fourfais en grosse amende ou en tele commes li eschevins resgarderont; et estoit de ce que li dis Peuys, dedans un compte que il havoit fait au Goys de quatre-vints et quinze livres, li dis Peuys devoit paier à maistre Jehan le Baptissié douze l. et les devoit panre; li dis maistre Jehans li Baptisiez avoit pris les dictes douze l. en la dicte vendue, li dis Peuys avoit fait contraindre Boisfumel des douze l., pour ce que il les devoit au dit Goys; s'a conclut li baillis, se il cognoissoit les chozes dessus dictes vraiez, que il s'estoit mesfais, se il le noyoit, il le proveroit. A ce respont li dis Peuys que, pour ce qu'il fit faire la dicte contrainte sus le dit Boisfumel dez dictes douze l. que il devoit au dit Goys de devant ce que li dis Goys heust prové, et que il fust rapporté que dedans le dit compte de quatre-vins et quinze livres li dis maistres Jehans li Baptisiez dehust panre en la vendue que puys faisoit de la maison le Goys, il n'estoit en point d'amende, et en prant droit; et li baillis au contraire, quar il ne se puet paier deux fois

d'une debte que il ne soit fourfais, et en prenoit droit : Très-chier signeur, si nous certifiez, se il vous plait, se li dis Peuys est riens mesfais, et quelle li amende est.

Jugié est que, selonc l'usage de la ville d'Yppre, li dessus dis Peuys n'est point tenus en amende.

CXXXII. Item, li baillis suyoit Humbert Majour et proposoit contre ly quar il estoit mesfais et cheus en grosse amende, quar il aloit contre le seellé des eschevins, le quel seellé li dis Humbers hat apporté en jugement pour debatre une lettre que Brioche faisoit de la maison qui fut Grain-de-Mil, la quelle maison li dis Humbers Majours avoit vendue commes tonniers, ensemble trois autres en temps passey; et estoit contenu en dit seellé que li dis Humbers ensemble les autres trois vendeurs s'estoient tenus soult et paiez de la somme contenue en dit saellé, par la main de Thiebaut d'Encerville qui la dicte maison avoit achetée; et, depuiz la lettre de la vendue lehue en jugement, li dis Humbers dist et maintint en jugement qu'il n'en avoit omques heust denier, dont li baillis le reprit, et conclut, par ses raisons devant dictes, que li dis Humbers est mesfais et cheus en grosse amende, et en prent droit. A ce respont le dis Humbers et dit qu'il n'est en riens mesfais, quar commes il, ensemble trois autres vendeurs, en temps passey, heussent vendue la maison dessus dicte à Thiebaut d'Encerville pour eux et en lor nom, et il se soient tenu pour paiez, et li stiles des lettres soit telz, non obstant ceste raison, il n'est de riens mesfais et en prant droit, et se mesfais estoit, si n'est-il que à trois s. pour un debat de lettres. Respliqué fut par le bailly que, par les raisons dictes, il est mesfaiz, ensemble ce que il appert par le seellé que li dis Humbers, ensemble les autres trois vendeurs, avoient vendu la dicte maison à Thiebaut de Orville, et n'apparoit en riens que la choze depuiz heust esté transportée en la main dou dit Humbert pour sa part; par quoy li dis Humbers est mesfais. Respliqué fut par le dis Humbert quar en cas où li dis Thiebaus, ne aultres pour luy, n'ont apportée la dicte

lettre en jugement, mais il meismes l'a apportée commes garde de la dicte lettre, il n'est de riens mesfait, et en prant droit: Chier signour, si nous signifiez quelle li amende est, se il vous plait.

Jugié est que, selonc les us et coustumes de la ville d'Yppre, li dis Humbers n'est pas tenus en amende.

CXXXIII. Item, Anchiers, li taincturiers, demandoit à Girart Gandin deux draps qu'il li havoit chargiez pour mener à Saint-Urbain. A ce respondit li dis Gyrards Grandins, et dit qu'il n'y est tenus, quar il, ses corps, suy cheval et sa bource li furent robé; la quelle choze li dis Anchiers ne li hat mescognu en riens ne deffait; si prant droit qu'il n'est tenus de restablir; li dis Anchiers prent droit au contraire: Chier signour, si nous weilliez signifier se li dis Girards est tenus dou restaublir ou nom.

Considerée la maniere de plaidier, et pour ce que li dis Anchiers ne mescognut la perte que li dis Girards proposa en plait avoir eu, jugié est que li dis Anchiers n'est pas tenus de restaublir les draps.

CXXXIV. Item, il est en droit des eschevins de ce que Jehans Brioche demande à Colin le Buef, et à Nychole Sauscier, advoez de Saint-Disier pour le temps, vingt-six l. tournois, li quel furent baillié pour asseuir et mettre en tel lieu qu'il en puissent respondre quant mestiers seroit, quar il estoient advoez. Item, demande sa part de vingt-six l. qui li estoient escheu de part un sien freire, et dit quar il li doioit restaublir, et en doient respondre, et de ce prent droit. Li dis Colins et Nicholes Sausciers dient au contraire, qu'il n'en sont tenu à respondre, en cas que il ne maintient que ly ayent heu les deniers, ensamble ce que cil sont mort en cui main il furent mis par assentement de leur amis; et de ce prennent-il droit, quar ce que il en fierent, il feirent par leur sairemens, et si issirent pasiblement de l'année, et puiz ont esté advoé remué plusieurs fois, et si estoient bien solvables les personnes à cui il furent asseney, ne omques puis il ne leur en fit demande. Replique li dis Brioches que en cel temps il

n'estoit pas aagiez, par quoy il ne welt que li aages li porte prejudice: Chier signeur, si nous signifiez se il en sont tenu à respondre.

Jugié est que, pour ce que Colin le Buef, et Nycholes Sausciers maintienent que le dessus dit argent fut mis en seure main, par l'assent des amis, le quel Jehan Brioche ne ly contredist mie, les meismes Colin et Nycholes ne sont tenu à respondre.

CXXXV. Li baillis poursuyoit la feme Perrin le Hugier, et maintenoit contre ly qu'elle avoit dit et recogneu, presans bonnes gens, que Roncheres, qui fut pendus pour la fausse monnoye, avoit apporté en sa maison de la dicte fausse monnoie; s'elle cognoissoit les chosez devant dictes avoir dictes, elle estoit fourfaite de corps et d'avoir, se elle le nyoit, il le proveroit. A ce respondit la dicte feme que, en cas où li dis baillis ne maintient mies qu'elle ait heu recepu la dicte fausse monoye et qu'elle deist les dictes paroles en la presance de persone qui l'en repenist ne ne puisse repanre, elle n'est en point de fourfait ne riens mesfaite, et en prant droit. Li baillis au contraire, quar tantost qu'il est venu à sa cognissance, il l'en at reprise, et prant droit li baillis qu'elle s'est fourfaite : Chier signour, si vous prions que vous nous signifiez se la dicte feme hat riens mesfait.

Jugié est que la dicte feme Perrin le Hugier n'a en ce riens mesfait.

CXXXVI. Li baillis suyoit Perrinet le Chartrier, et maintenoit contre luy quar il havoit assali et fait assaut en la maison Girardt, serorge le cherbonnier. Li dis Perrinés hat nyé l'assaut, et li baillis l'at provey par un bon tesmoing et par le dit Girardt et par sa feme, li quel furent assaly si com li baillis l'at proposé : Chier signour, si nous signifiez se li dis Perrinés li Chartriers en serat en amende.

Jugié est que li dis Perrinés n'est pas cheus en amende, quar li baillis n'at prové que d'un tesmoing, li quelz ne porte plaine foy et tesmoignage de partie, n'est de nulle valour.

CXXXVII. Item, chier signour, signifiez-nous en quelle amende

Brioche serat de ce qu'il hat pris un coutel à un escot où il buvoit, et puiz le reponnit en saint un sien compaignon, et puis le redemandat son coutel, et maintint que on li havoit amblé son coutel.

Jugié est que, selonc l'us et la coustume de la ville d'Yppre, li dis Brioche doit rendre le damage que ses compaignons en heu, et doit estre bannis un an sour la hardt, hors des banlieuuez de Saint-Disier.

CXXXVIII. Item, chier signour, commes li heritage de Saint-Disier qui sont vendu as planches doient estre crié et huchié par ascuns des sergens dou signour, nous vous supplions que vous nous signifiez se li sergens doit estre creus par luy sens autre prueve.

Jugié est que, selonc les us et coustumes de la ville d'Yppre, li sergenz ne serat point creuz tous seus, se deus eschevins au mains n'eussent esté present.

CXXXIX. Item, nous havons, par point de chartre, quar quicomques vat contre ce qui est acordé par eschevins, il est à soixante l. d'amende; or est avenu que uns homs bourgois de Saint-Disier avoit un palis de costé sa maison dont un siens vesins se dolut, et fit appeller les eschevins et le baillif, li quel furent au lieu, et acorderent li baillis et li eschevin que li palis seroit hosteis, et adonc li fut commandé au bourgois dou sergent des eschevins et dou bailly qu'il heust osté le palis dedans huit jours; li quelz ne hostat point, dont li baillis l'at repris et dit qu'il est à soixante l., quar il vat contre ce qui havoit esté acordé par eschevins, et de ce prent-il droit. Li bourgois at pris droit au contraire, et dit qu'il n'at riens mesfait en cas où il ne li fut deffendu sus poinne : Chier signour, si nous signifiez se li bourgois at riens mesfait.

Considerée la tenour de cest article et le point de la chartre faisant mention de ce, pour tant que il ne fut acordé en jugement que li bourgois deust oster le palis, et comme ensi pas ne li fu commandé de oster sus certaine painne, jugié est que li dis bourgois ne c'est de riens mesfais.

CXL. Item, chier signour, uns filz de hourgois de Saint-Disier, qui est clers, est demoureiz orphenins de pere et de mere et at pluseurs biens mueblez et heritages. Or est-il avenu que li clers est mors; or sont venu avent li neveu et les niesses dou dit clerc, et quierent avoir toute la succession dou dit clerc, commes hoir naturel, de par la mere doù dit clerc; et li signour de Saint-Disier se sont trait avent, et wellent avoir la moitié de la succession dou dit clerc, quar nulz ne puet morir à Saint-Disier que il n'ait hoirs de par mere et de par pere; or est-il ainsis quar li dis clers n'at hoirs à Saint-Disier que de par la mere; si prannent droit li signour que li hoir n'en doient porter que la moitié de la succession commes il ne soient hoir que de par la mere, et le dit signour en doient porter l'autre moitié commes il n'y ait hoirs de par le pere. Li hoir dou dit clerc ont pris droit au contraire, et dient que à eux appartient toute la successions : Chier signour, si nous signifiez se li dit hoir averont toute la succession dou dit clerc.

Jugié est que, par les us et coustumes de la ville d'Yppre, que li hoir de par la mere n'aront que la moitié, et l'autre moitié serat mis en main certaine un an à oes de celli qui droit y ara, et se nescuns vient dedans cel an droit reclamer à celle moitié, elle demoura au signour.

CXLI. Item, uns hons et une feme qui estoient en mariage se sont donné leur maison où il demouroient, et la dut tenir li sorvivens toute sa vie, et en sont faites lettres soubs le sael des eschevins; or est la feme trespassée et li hons c'est remariez, et si welt tenir toute la maison; et li hoir de la feme sont venu avent, et dient que li maisons leur doit estre partie, en cas où il s'est remariez, et de ce ont-il pris droit. Li bourgois at pris droit au contraire, et dit qu'il doit tenir toute la maison toute sa vie, non obstant qu'il se soit remariez : Chier signour, si nous signifiez se li dis bourgois doit tenir toute la maison, ou nom.

Jugié est que, pour tant que li hons c'est remariez, li revieste-

mens de la dicte maison est anientis, selonc l'us et coustume de la ville d'Yppre.

CXLII. Item, une feme de la terre au signour est venue à Saint-Disier et hat deux enfans et hat demourey à Saint-Disier quarante ans ou plus. Or est li uns de ses deux filz mariez à Saint-Disier, dont li baillis l'at repris, et dit qu'il s'est mesfais et fourmariez et en prent droit. Li [filz] at pris droit au contraire, et dit qu'il n'est de riens mesfais en cas où il hat demouré à Saint-Disier vingt ans ou trente ans, et hat paié feu et taille pasiblement, sens ce qu'il n'en fut omques repris : Chier signour, si nous signifiez se li vallés hat riens mesfait.

Jugié est que, selonc l'us et coustume de la ville d'Yppre, li vallés mariez n'at riens mesfait.

CXLIII. Item, il hat à Saint-Disier deux bourgois qui sont sergent dou signour, et wellent estre franc et quitte des distributions de la ville, et dient qu'il en doient estre quitte et franc des tailles et impositions de la ville selonc la coustume d'Yppre : Chier signour, si nous weilliez signifier se il en doient estre quitte.

Jugié est que li dis sergens doivent contribuer ès tailles de la ville comme il aient les profis si comme autres bourgois, non contrestant que il sont en service dou signour, par l'us et coustume de la ville d'Yppre.

CXLIV. Item, dui bourgois de Saint-Disier avoient trente s. de cenz sus une maison à un bourgois de Saint-Disier, et y avoit li uns vingt s. et li autres dix s.; or, est einsis que cilz qui y avoit les vingt s. hat vendue la dicte maison as planches, par deffaut de la paie de la sensive, la quelle vendue li bourgois qui y avoit les dix s. n'at en riens contredit; or, est passée dou tout la vendue; or, est ainsis que cilz qui y at les dix s., demande sa sensive à l'acheteur, et li acheterres dist qu'il n'est tenus au paier les dix s. de sens commes il ne l'ait

debatue ne contredicte en temps que on la crioit en jugement : Chier signour, si nous signifiez se cilz qui y avoit les dix s. perderat sa sensive, pour tant qu'il ne contredist la vendue quant on la crioit en jugemant.

Jugié est que, selonc l'usage de la ville d'Yppre, que se la dicte maisons fust premiers chergie de vingt s. de vente et après de dix s., cilz qui les vingt s. y avoit pooit acquerre la dicte maison par loy, et revendre s'il ly plait, sens ce que li acheterrez ne devroit jamais respondre des dix s. de vente.

CXLV. Item, uns bourgois de Saint-Disier avoit encommancié à faire de la godelle, quar il ne sceit vivre d'autre mestier; li baillis dou signour at contredit au bourgois le dit mestier, et li hat deffendu qu'il n'en face point, quar il ne la puet ne ne doit faire que par le grey et la volenté dou signour; li bourgois maintient contre le bailly que il en puet et doit ovrer par raison, quar il ne sceit autre mestier, et si est contenu par le point de la chartre que dès or mais nulz bans ne serat ne ne doit estre mis en la dicte ville de Saint-Disier que par le signour et les eschevins conjoinctement ensamble et non pas par le signour, par luy, ne par les eschevins, par eux; or, est-il einsis que li baillis at entredit le dit mestier au bourgois, de s'auctorité tant soulement et non pas de l'assentement des eschevins, sens les quelz nulz bans ne puet estre mis en la ville de Saint-Disier; si prant droit li dis bourgois que la deffance dou bailly ne li doit tourner en prejudice, mais doit et puet ovrer de son dit mestier, non obstant la deffance dou bailly. Li baillis prent droit au contraire, et dit que il ne puet ne ne doit ovrer que par la licence dou signour, quar li signour sont en saisine de vendre le dit mestier et autrefois l'ont vendu. Contre ce resplique li dis bourgois, et dit que supposé sens prejudice que uns hons estranges heust en temps passey achetey le dit mestier des signeurs, ce ne doit porter prejudice au dit bourgois ne à la communauté de Saint-Disier, quar il loit à un chascun lassier aller son droit, et faire son juge de son non juge; par quoy li dis bour-

gois prant droit, par toutes ses raisons, que li baillis ne li puet ne ne doit entredire son dit mestier, mais en doit ovrer toutes foiz que il ly plaist, non obstant les raisons et la deffence dou bailly : Chier signeur, si nous signifiez quelz li drois en est.

Il est jugié que, puis que deffendu ne fut au dit bourgois par le signeur et les eschevins conjointement de faire godele, faire le puet, et sens cheoir en amende.

CXLVI. Item, uns hons de Saint-Disier hat feru sa feme d'un coutel, et li at fait plaie et sanc, dont li baillis le welt avoir ataint d'une amende de soixante l., quar il est contenu en la chartre : « Qui « ferrat ascum de coutel, il perderat soixante l. » Li bourgois at pris droit qu'il ne c'est de riens mesfais, pour ce que c'est sa feme, si nous signifiez se il y at amende, et quelle.

Jugié est que li hons qui feri sa feme dou coutel est cheus en amende de soixante l. envers le signeur.

CXLVII. Item, uns hons de Saint-Disier havoit deux piesses de terre seans sus la riviere; or est avenu que la riviere c'est eslongnié des dictes piesses de terre, et celle acrue que la riviere at fait au bourgois, li sires de Saint-Disier la welt avoir; de rechief la communauteis welt avoir celle acrue, et maintient la dicte communauteis que à ly appartient pour faire chascune commune, et li bourgois at pris droit que à ly appartient telle acrue, pour tant quar einsis commes la riviere li at donnée ad present en samblant cas, elle li puet hoster et amenrir son heritage en temps à venir : Chier signeur, si nous signifiez à cuy la dicte acrue appartient.

Jugié est puis que li sires en samblable cas a esté en pais en la possession d'avoir la crue de la dicte riviere de si loing temps que memoire n'est dou contraire, li sires doit avoir la dessus ditte acrue.

CXLVIII. Item, uns hons de Saint-Disier at estey condampneis par eschevins en jugement et par le consoil de nostre ressort d'Yppre,

de la quelle sentance cilz hons appellat par devant les gens dou Roy, et en a duré li plais par l'espace de quatre ans et plus, et finablement il at esté dit des gens dou Roy et par arrest que il avoit esté bien jugié et mal appellé, et le devoit amender li dis appellans; li quelz appellans revient arriers à Saint-Disier, et l'amenda au bailly et as eschevins; or est-il amendé dou bailly de soixante l. et à chascun eschevin de dix l. et par point de chartre; or est einsis que cil qui estoient eschevins pour le temps que il appella et que il fut condampneiz, wellent avoir les dix l., et li eschevin qui sont au temps que il at esté renvoyés des gens dou Roy pour amender l'appel wellent avoir les dix l.: Chier signour, si nous signifiez as quelz li amende appartient.

Jugié est que li eschevin qui donnerent la sentance de la quelle fut appellé et fut bien jugié, il doivent avoir l'amende dessus dicte.

CXLIX. Li baillis poursuyoit le dit Doulin en jugement par devant eschevins de ce que il disoit que li dis Doulins avoit achetey à Girards Petite vint et quatre livreez de son heritage; les quelz deniers li dis Girards voult que cilz Doulins les crantat pour luy à Jaque Herebert, pour ce que il li devoit; les quelz cilz Doulins cranta à celuy Jaque à paier dedans un terme, et le creant fait dou dit Doulin au dit Jaque, li dis Girads fit tant dedans le dit terme à celuy Jaque que il fut paiez de ce que il li debvoit, et pour ce vint en jugement li dis Jaques devant baillif et eschevins, et recognut que il estoit paiez dou dit Girardt de ce que il li devoit; et woult li dis Jaques que li creans, que li dis Doulins li avoit fait des dis deniers, retournast ariers en la main dou dit Girardt, pour ce que il ne se woloit miez paier dous fois; et fut resgardé, pour bonne foy et pour raison en jugement, par bailly et par eschevins, que li dis Doulins paieroit et renderoit les dis deniers au dit Girardt ou il en feroit paiement en Champaingne pour luy, le dit Doulin disant que il ne paieroit les deniers fors que à celuy à cui il les avoit orantez, et dit adonc devant bailly et eschevins ses paroles; li quelz Doulins ne fist

grey ne satisfation au dit Girardt ne ne paia pour luy, et puis s'en vint pleintis arier li dis Girards en jugement dou dit Doulin, pour ce que il n'estoit miez paiés. Si maintient li dis baillis et dit que cilz Doulins est aleis contre l'acort et l'ordenance que il et eschevin avoient fait, si requiroit li baillis que li dis Doulins l'amandoise. A ce respont li dis Doulins que en l'ordenance ne en l'acordance de baillis ne d'eschevins il ne s'estoit miez boutez, et disoit que par loy ne par coustume la dicte ordenance ne le devoit companre ne loier et que, non obstant la dicte ordenance, quant il ne s'estoit mis ne loiez, il ne le debvoit amender, et en prenoit droit. A ce resplique li baillis, que ce en un cas tout antier et à cognoistre la dicte ordenance ne le vouloit companre, si, disoit-il, que là où la dicte somme d'argent estoit cognue à devoir et là où s'il qui le creant de la dicte somme avoit recepu, avoit volu que li dis creans retournast par devers le dit Girardt pour cuy il estoit fais, et sur ce baillis et eschevins l'avoient ordeney et acordey par voie de raison, si com dist est. Dit li dis baillis que la dicte ordenance et li acors le comprenoient et lioient einsis, si disoit li baillis, que li dis Doulins estoit aleis encontre, pour ce que il n'avoit miez paié les deniers au dit Gyrardt. et disoit que li dis Doulins le debvoit amender : Si nous laissiez asavoir, signours, se il y at point d'amende, et quelle elle est.

Il est jugié que Doulins ne doit cheoir en nulle amende, selonc se que ses compaignons nous ont dit, celon ce que l'ordenance ne fut pas faite en jugement, as quelz compaignons nous deviemes ajoster foy par vos lettres de creance.

CL. Item, dit et maintient li dis baillis quar cilz Doulins en la compaignie d'autres estoit tenus par lettres seellees dou séel des eschevins en une somme d'argent envers les Lombars d'Encerville, et y estoient tenu et sont encor en la dicte somme d'argent contenue en dictes lettres chascuns pour le tout, et, pour ce que li dit Lombard estoient miez paié de la dicte somme d'argent à plain, il s'en vindrent pleintis en jugement, par devant le leu-tenant de

bailly, pour ce que li baillis n'estoit miez au leu et par devant eschevins, et requirrent li dit Lombart que greiz lor fust fais, et adonc fut mandeis li dis Doulins et il y vint, et li dit li lieus-tenans de bailli : « Doulin, vous estes tenus, en la compaignie d'autres, az Lombars « en ascune somme d'argent et chascuns pour le tout; de la quelle « somme lettres sont faites et seelleez dou seel des eschevins, si « comme li Lombart le maintiennent: faites par quoy il soient paié. » Et respondit li dis Doulins : « J'ay bien paié ma part de la debte, je « n'en pairay plus que ma part. » Adonc respondit li lieus-tenans le bailli : « Doulin, vous dictes mal, quar vous dictes que vous n'en « paiereis que vostre part de la depte, et vous y estes tenus avec « autres par lettres et chascuns pour le tout. Je vous repraing, et veil « que vous le m'amendeis pour monseignour. » Adonc respondi li dis Doulins : « Sire, je ne sui miez ajournez, ne je ne suy miez yci « venus per ajournement, ne je ne voi nulles lettres seellées dou « seel as eschevins, en quelz vous dictes que je sui tenus. Je ne suy « miez tenus à l'amender. Je en panray droit. » Et respondit li baillis que toutes fois que il ou ses lieus-tenans et eschevins seoient et partie faisoit demandes à austre d'ascune choze et response de partie estoit faite, que la responce estoit de valour, non contrestant parole que partie met avent de veoir le seelleir, ne de luy faire ajourner: « Je en panray droit. » Signeur, si nous laissiez asavoir le sertain, se la responce le dit Doulin est de valour, et se il le doit amender, et quelle est li amende.

Il est jugié que Doulins ne doit cheoir en nulle amende, selonc la teneur de l'article dessus dit.

CLI. Item, li baillis suyoit le dit Pierre, et maintenoit li dis baillis que cilz Pierres estoit en marchié commun où il acheteit bleif, et avoit enqui où cilz Pierres achetoit son bleif plusours personnes de la ville qui clemerent part en la marchendisse dou bleif, si comme on at de us et de coustume; as quelz cilz Pierres respondi que il n'y partiroient jà, et par plusieurs fois il lor dist que il n'averoient point

de seluy bleif. Sor se, cil s'en vinrent pleintif au lieu-tenant le bailli de seluy Pierre, de ce que il ne lor laissoit avoir de seluy bleif parmei lor argent paiant. Se fut li lieus-tenans dou bailli qui envoia le sergent par plusieurs fois à celuy Pierre que il laisat avoir séus dou bleif parmy lor argent. Se fut li dis Pierres qui respondi au sergent que il n'en feroit riens, et que il n'i partiroient jà. Le sergent, venu arriers au lieu-tenant dou bailli, il li dit la responce dou dit Pierre; le lieu-tenant dou bailli commanda au sergent que il alast au dit Pierre, et que il meist la main à luy pour amener davent luy. Se fut li sergens qui einsis le fist; et la main misse dou sergent à celuy Pierre pour amener par devers le lieu-tenant dou bailly, cilz Pierres dit que il n'iroit miez, et se rescout au sergent, en ferant de sa main au sercot que li sergens tenoit: Signour, si nous laissiez asavoir quelle li amende est.

Il est jugié que Pierres de Bienville doit cheoir en amende de soixante l., pour ce que li sergent avoit mis main à ly, et il se rescout de sa main, et brissa la sasine.

CLII. Item, li baillis suyoit Estiene, le frepier, et maintient que li dis Estienes avoit laissié à sens un heritage à Arnoul de Horricourt parmy douxe soulz de sens; dou quel lais lettres d'eschevins furent faites, leuez, passées et seellez. Et avint puis que cilz heritages fut einsis laissiez que uns hons demanda à cely qui tenoit cel heritage autre sens que cilz heritages li devoit; sor ce sil qui tenoit sel heritage fist ajourner par devant bailli et eschevins en jugement celuy Estiene, et li requist que il le garentist de celuy sens que on li demandoit; li quelz Estienes, puiz que les lettres de l'eritage que il li avoit laissié furent leuez en jugement, respondi que il ne li avoit laissié que tel droit comme il avoit en l'eritage; sur ce li baillis dist que li dis Estienez aloit encontre les lettres faites, leues et passeez de l'eritage que il avoit laissié parmy douze s. de sens; si requirpit li dis baillis que, quant li dis Estienes aloit encontre, que il l'amendast, et que il le debvoit amender, et en prenoit droit. Derichief, le suyt

li dis baillis et maintient quar, quant partie le requiroit par devant luy, que il le garentit de ce que il li avoit laissié, et uns aultres li demandoit autre sens sor seluy heritage, et il ly avoit promis à garentir, et ce il ne li garentit que il est escheus en l'amende, et dit li baillis que il la doit avoir, et en prant droit. A ce respont li dis Estienes que quant li heritages fut laissié, cilz à cui il le laissa ne li demanda point se cilz heritages debvoit nul sens à autre, et dit cilz Estienez que, pour ce que il ne li demanda, que il ne li devoit point garentir, et que il n'y at point d'amende, et en prent droit: Signours, si nous laissiez assavoir s'il y at point d'amende, et quelle elle est, quar la tenour de nos lettres de garentie porter, nous la vous envoions en la forme qui s'ensuit, selonc nostre usage.

« Nous, eschevins de la commune de Saint-Disier, faisons savoir à tous ceulz qui verront et oiront ses presens lettres, que Thiebaus Duerville et Jehanne, sa femme, ont laissié à sens à Jehan, fil Paquete, Colette, sa femme, une loie que il avoient en la grant rue, entre la Maison-Deu et Estrignon, einsis comme elle se porte, parmy vint et cint solz de sens à paier, la moitié à la Saint-Jehan et l'autre moitié à Noel, chascun an, et au vim, seis soulz et vint deniers. Ce fut fait dou consentement des hoirs presans et par Rechier de Moncelx, nostre bailli; et ont promis li dis Thiebaus et sa feme, par devant nous, s'aucuns volloit tourber le dit Jehan et sa femme dou dit laiz, que il lor en pourteroit bonne et leial garentie, selonc le droit et la loy de la ville de Saint-Disier. Et pour ce que se soit ferme choze et estable, nous eschevin avons seellei ses lettres de nostre seel. Ce fut fait l'an de grace, etc. »

Il est jugié que Estienes, li frepiers, doit garentir parmy la sense contenue en la chartre faite sur ce, et doit cheoir en une amende de soixante s. contre le signour et en soixante s. contre la partie.

CLIII. Item, li baillis suyoit le dit Perrinet, et maintenoit que cilz Perrinès, en la compaignie de Menissiez et d'autres, estoient en la taverne où il bevoient, cilz Menissiès geta en vente un sien cheval à

un autre, et se meirent, cilz Menissiès et cil autres, sur aucun de la compaignie, que li chevaus couteroit, le quel pris cilz Menissiès ne woult tenir, ensois se departi de l'escot, et avoient beu les compaignons jusques à six s. et six d.; et pour ce que cilz Menissiers ne voult tenir le raport des compaignons, cilz Perrinès Kabores dit à l'oste que il preist à ce dit Menissier ses six s. et six d. de leur escot, et que il retenist le cheval pour lor escot. Et pour ce que cilz Minissiers, cuy li chevalz estoit, n'estoit miez au lieu, maintient li dis baillis que li dis Kabores c'est mesfais, et que amende y at, quant il fit retenir le cheval, sens le grey de celui cuy il estoit, et en prent droit. A ce respont li dis Kabores que, supposey, sens prejudice, que il heust dit ses paroles, quant il ne mit la main au cheval et il ne le livra par la laisse à l'oste, il ne le doit amender, et qu'il n'y at point d'amende, et en prent droit: Si nos laissiez asavoir, signours, ce il y at point d'amende ou nom, et quelle elle est.

Il est jugié que Perrinet Kaborel ne doit cheoir en point d'amende, selonc la teneur dou devant dit article.

CLIV. Item, li baillis suyoit Raulin, et dit que il estoit tenus envers un autre en une somme d'argent, et pour celle somme li baillis envoia à celuy Raulin, à la requeste de partie, un sergent pour luy gagier. Le sergent venu à luy, il li demenda gage, cilz Raulins respondi que il ne l'an bailleroit point, et que il ne le gageroit miez, que il avoit bien paié la debte pourquoy li sergens le voloit gagier, si comme li dis Raulins le maintenoit; et se on li savoit que demander, il estoit bourgois, si le feit-on ajourner il estoit preis de faire asseis, et dit que il iroit volentiers devant le bailli. Li sergens li dit que il li fasoit force et c'en vint plaindre au bailli de celuy Raulin. Li dis Raulins fut mandeis devant li bailli; li baillis fist sa demande; cilz Raulins noya que il n'avoit point fait de rescousse au sergent; li bailli l'offry à prover, et fut trais li dis sergens en tesmoignage. Li dis Raulins maintient que ses tesmoings ne devoit estre de valour ne porter prejudice à li, pour ce que il avoit denoncié le

fait au bailli : Se nous en laissiez asavoir ce li sergens en serat creus ou nom.

Il est jugié que le sergent ne serat pas creus.

CLV. Item, li dis Renaudins maintenoit en jugement, presant bailli et eschevins, et disoit que il et Demongins, li Rouceux, et li dis Houdinez, estoient obligié en une sertainne somme d'argent envers Jehan le Jouat de Chaalons, si comme il aparoit par un sirograffe fait sur ce des eschevins de Saint-Disier; et disoient encor que il estoient obligié et chauscuns pour le tout, tant en principal comme en despens, si requiroit li dis Renaudins que li cyrograffes fust mis à execution sor le dit Houdinet en la meniere que il parloit. Li dis Houdinès respondi en jugement que il avoit paié quatre livres de la debte et que plus il n'en devoit et que il n'estoit tenus de riens en despans. Adonc li baillis s'adresa au dit Houdinet, et que il aloit contre le cyrograffe et contre l'obligacion contenue dedans et faite par devent eschevins, quar il apparoit que chascuns d'eux y estoit obligiez pour le tout, tant en principal comme en despens; et li dis Houdinès disoit que il devoit riens des despans, et que il ne devoit que le tiers dou principal, et pour ses paroles voloit li baillis que il l'amendast. Adonc li dis Houdinès dit que il n'avoit miez dites les paroles, ne que il n'avoit debatu en riens que li cyrograffes ne fust verais cyrograffez, et fut prouvey contre le dit Houdinet que il avoit dictes les paroles : Si nous laissiez asavoir, signours, quelz est l'amende.

Il est jugié que, selonc la loy et les us de la ville d'Yppre, Houdinès ne doit pas cheoir en amende, pour ce que il ne dist point encontre jugement d'eschevins, comment qu'il parla dou cyrograffe.

CLVI. Item, li baillis suyoit Girardt et dit que il est aleis contre l'ordenance des eschevins et disoit que il avoit acordé entre ly et Houdinet Estrigon que cilz Gyrards venderoit à celui Houdinet une vigne, presans ascuns eschevins, en descontant ce que il devoit au dit Houdinet, et pour ce que ses paroles furent dictes des partiez en

la presance d'ascuns eschevins, suyt li baillis le dit Girardt. A ce respont li dis Girards que li acors n'est ne ne doit estre de valour, pour ce que li marchiez fu fais en la taverne; et li baillis maintient que, en quelcomques lieu que li eschevin soient et fascent acordance, li ordenance est de valour, meismement il avoit ordeney et asigney journée as partiez, et sur paigne, de aler voir la vigne, à la quelle cilz Girards deffali tout à plain; et einsis dit li baillis que il est atains de l'amende, et la vieut avoir; et prennent droit li dis baillis et li dis Girards sur lor paroles : Signours, si nous laissiez asavoir se il y at amende ou nom.

Il est jugié que Girardt Petite ne doit pas estre ne amende.

CLVII. Item, li baillis dist et maintient contre Colet, le boulengier, que il avoit estei ordeney par eschevins et par l'ascentement dou dit Colet que une lettre obligatoire d'une depte qui estoit debue à Bertrans, filastre Colet de Dun, dou quel li dis Colès estoit hoirs avieuc autres persones, seroit mise en la main as advoez pour salver à chascuns des dis hoirs le droit que il i avoit, et puis ceste ordenance faite, li dis Colès estoit venus en jugement, en cort vetue de bailli et d'eschevins, et avoit requis que li dis advoez fussent contraint à remettre la lettre ariers par devers ly; et pour ce disoit et maintenoit li baillis que li dis Colès estoit aleis contre l'ordenance d'eschevins et aloit, et que il estoit encheus en l'amende. A ce respont li dis Colès, et se deffendit einsis que il n'estoit encheus en point d'amende ne de mesfait, pour ce que, combien que la dicte ordenance eust esté faicte d'eschevins, n'avoient-ils ordené point de temps que li dit advoez dussent garder la dicte lettre, et se il avoit requis que la dicte lettre fut misse à execution pour luy paier, il ne s'estoit de riens mesfait, meismement quant il n'avoit fait ajourner les dis advoez sur ce, ne que il ne sera jà trovey que il heust requis que la dicte lettre li fut rendue. Li baillis respliquoit en disant que il proveroit et feroit foy que li dis Colès l'avoit requis en la meniere que proposoit li dis baillis, et disoit encor li dis baillis que,

combien que il n'eust esté ordeney de point de temps de garder la dicte lettre, se ne se povoit adrescier li dis Colès à celz qui garder la devoient par la dicte ordenance; maiz il povoit bien requirir au bailli, pour ce que la lettre ne demorat tous jours là, que il contreinsist les dis advoez que la dicte lettre fut mise à execution, par quoy il fust paiez; et pour ce disoit li dis baillis pour toutes ses raissons que li dis Colès estoit encheus en grosse amende, non contrestant raison ou deffance que il proposast contre, et fut bien proveis cilz fais en mains d'eschevins que li dis Colès avoit requis les lettres à avoir : Si nous laissiez asavoir, signours, quelle amende il y at.

Il est jugié que Colet, le boulengier, ne doit pas cheoir en amende, pour ce que il ne fut pas dit par jugement conjuré que la lettre fut mise ès mains des advoez.

CLVIII. Item, li baillis poursuyoit en jugement Rechier de Bar, et disoit que en la maison celuy Rechier ou Fremaus ses lieus-tenans maintenoit contre la pucelle au dit Rechier que elle estoit alée en la maison où Witiers, li charetons, demore, et que efforciement n'eut autre, outre le grey et la volentey dou dit Vitier et de sa feme, avoit pris un pain que la feme Witier avoit achetei à la feme celuy Richier, et bien l'avoit paié; li quelz Richiers respondi que elle n'avoit que faire de ly asurer, que il li avoit envoié requerre un pain de cinqt deniers que la feme au dit Witier en avoit pourtei en leu d'un pain de trois deniers que elle avoit achetei, et disoit que elle ne c'estoit de riens mesfaite. Or maintient maintenant li baillis quant li dis Richiers recognisoit que en ce que ses lieus-tenans disoit que la pucelle avoit fait l'evre dessus dicte et que li dis Richiers l'avouoit, si com dit est, que li dis Richiers est atains en la grosse amende ou au meins en telle amende comme eschevin jugeront, pour ce que li evre avoit estée faite ne vit autre outre le grey et la volentei dou dit Witiers et de sa feme. Item, maintient li dis baillis, contre le dit Richier, que en la presance dou

dit lieu-tenant, li dis Richiers maintient que la feme le dit Witier li avoit emblé le pain que il li avoit envoié [repanre] par sa pucelle, si com dit est, et l'offre à prover li baillis, et c'il le preve, que li dis Richiers la doit faire pour tele, ou il doit demourer pour cel fait comme il li met sus, et est bien proveiz cilz fais, en la main d'eschevins. Item, maintient li baillis que li dis Richiers ne se puet partir sens grosse amende, quar il n'avoit à repanre ne faire repanre par sa pucelle le pain que il maintenoit que li estoit embleis, se se n'estoit par justice ou par le grey et la volentei dou dit Witier et de sa femme, quar einsis s'estoit-il asiguiriés de faire ce que il ne povoit ne ne devoit faire, fors que par la voie dessus dicte : Signours, si nous laisiez asavoir le sertain de cest cas, se amende y at, et quelle elle est.

Il est jugié que la pucelle Richier de Bar est escheue en une amende de soixante s. encontre le signour et en soixante s. encontre la partie, pour ce que elle reprist le pain encontre la volonté de Witier, le chareton : le quel cas nous appellons force; et doit li dit Richiers aquitter la pucelle de l'amende, pour ce que il at avoé le fait.

CLIX. Item, la ville avoit fait une taille pour paier aucun dès que la ville debvoit, et gita-on sur Gigoul cent soulz, et li demanda-on, presant un eschevin de la ville. Cilz Gigoulz respondi à celz qui li demanderent, et dit que il vouroit que il li eust cousté toute sa chevance que on pandit tous les tresse eschevins, li eschevin hars. Li eschevin seurent cele parole que il aut dicte d'aux, il s'en alerent plaindre à monseignour et li deirent le grant outrage et la grant villonie que cilz Gigoulz avoit dit d'aux. Cilz Gigoulz fut mandeiz davent monseigneur, et il vint, et li demenda messire et ses consoulz se il avoit dit ces parolez devant dictes. Cilz Gigoulz respondi que voirement les avoit-il dictes, et li commenda messire que il amendast as eschevins ce que il avoit dit d'aux. Cilz Gigoulz amenda le fait à chascun eschevin, en plain plais, en cort vetue de baillis et d'eschevins. Si nous laissiez asavoir, signours, le sertain de cest fait, et quelle amende il y at.

Il est dit que Gigoulz doit gesir quarante jours en ostage, sur une des portes de la ville ou en une wuide maison, hors de son hostel, et après ses quarante jours passeiz, doit-il venir sur le premier jour de plait en sa cote, deschaint et sens chapiron, du lieu où il aura jut, par devant eschevins, en plain plait, et prier au signeur et as eschevins c'on ly pardoingne le mesdit outrageus; et si doit faire un pelerinage à Saint-Jaque en Galice, et mouvoir dedans le jour que eschevins asseneront, et doit avoir bonnes lettres dou dit pelerinage raportés; et dedans le moix, après que il iert revenus dou dit pelerinage, doit-il issir de la ville de Saint-Disier, et demorer hors un an entier; et se li dis Gigoulz estoit en defaute de faire les choses dessus dictes en aucun point, il seroit bannis hors de la ville de Saint-Disier à tous jours, sur la hart, et ce li doit-on desclarier et dire ou lieu là où il priera mercy as eschevins.

CLX. Item, li baillis poursuyoit Pierre de Chamoulley, et maintenoit li dis baillis contre ly quar il et eschevin avoient acordé et fait crier sur paigne que nulz n'achetat bleif pour mettre en grenier, devant le son de la cloche. Cilz Pierres en acheta, et le sout li baillis, il fit sasir en la maison le dit Pierre le bleif. Le bleif einsis sassi par le commandement dou bailli, un pou de temps après la sassine faite, cilz Pierres vint au lieu-tenant dou bailli, et fit tant par devers luy que li bleif fut desassis, et en fit cilz Pierres son profit; et estoit adonc li baillis à Saint-Disier. Li baillis sout que cilz Pierres out fait l'euvre de sa saisine brisie, il en suyt le dit Pierre, et dit que il c'est mesfais, et en veult avoir l'amende de la sassine brisie. Cilz Pierres maintient que il n'y at point d'amende, pour ce que il en at fait ce que fait en est par son leu-tenant et par son congié; et li baillis maintient et dit que amende y at, et dit pour quoy quar ses sougis ne peut deffaire ce que il commande comme souverains fait, especialement quant li souverains est en la ville: Signour, si nous laissiez asavoir le sertain, et quelle amende il y at.

Il est jugié que Pierre Chamouley n'at riens mesfaiz, pour ce que

la sasine estoit relaxée dou lieu-tenant le bailli. Bien praingne garde le baillis quelle personne il met en son lieu.

CLXI. Item, cilz Nicholes dist, en cort vetue de baillif et d'eschevins, que li advoé estoient advoé pour les riches vuevez et pour les riches orphenins et non miez pour les pouvres, et s'en plaindirent li advoé au bailli, et li deirent que cilz Nicholes lor disoit villonie, et vourent que il lor amendast; et respondi cilz Nicholes que il n'estoit tenus à l'amender et que il n'i avoit point d'amende, pour ce que il estoit près de faire son sairement quar, pour nul mal que il vousist as advoez, il ne l'avoit dit, ne pour nulle villonie : Si nous laissiez asavoir, signours, se il y a point d'amende, et quelle elle est, ou s'il sera crus par son sairement, si comme dessus est dit.

Il est dit que maistres Nicholes li Picars doit gesir en ostage quarante jours sur une des portes de la ville ou en une vuyde maison, hors de son ostel, et après ce doit-il venir en plain plait, par devant eschevins, deschaint, en sa cote et sens chaperon, et prier as advoez des orphenins que il ly pardoingne le mesdit.

CLXII. Item, de celuy Nichole qui desmanti parmy le dans, en cort vestue de baillis et d'eschevins, Jehan Raimbaut, et dit que cilz Jehans estoit verras, asavoir est quelle amende il y at, quar cilz Jehans s'en plaindist au bailli en plain plais.

Il est dit de celi Nichole que pour ce qu'il mesdit en presance d'eschevins, ensi comme l'article contient, il doit gesir quinze jours en ostage sur une porte de la ville ou en une vuyde maison, et, après ce, doit-il venir en plain plait par devant eschevins, et prier à Jehan Raimbault que il lui pardoingne son mesdit, et si doit paier l'amende dou mesdit.

CLXIII. Item, Symonez, li sergens, souloit estre bourgois de la ville de Saint-Disier, et avint que cilz Symonès renonça à la bourgesie de la ville, et puiz que il i out renoncié à la bourgesie, il ne

woult paier ne ne paya nul debis à la ville, ne ne woult paier ne aidier à payer debs que la ville debust ne davent ne après; et debvoit la ville grossement, et woult que il renoncet à la bourgesie de la ville, rantes à vie et aultres debz; et vouroie mesires le dit Symonet, et dit que il n'est tenus à paier nul des debis de la ville, et que il puet, comme sires, retenir en la ville celuy Symonet et autres qui ne sont miez bourgois en la ville sens riens paier à la ville, ne des debis que la ville doibt; et li eschevin dient et maintiennent au contraire que cilz Symonès est tenu à paier, pour ce que il est couchans, levans, bevans, mangans et marchandans de toutes marchandisses en la ville, et que cilz Symonez ne aultres, qui ne sont miez bourgois, ne doivent demourer en la ville ce il ne paient, ou il sont tenu à aler demourer fuer, en la plainne terre, einsis comme sont serf au signeur; et li sires maintient au contraire que il puet retenir celui Symonet et autres qui ne sont miez bourgois sens rien paier à la ville, et li eschevin dient que non, ne il n'a miez ce en la ville, quar il ne retint miez se fait par point de chartre quant la chartre fut donnée, quar mesires retint par especial aucunes chozes, selonc ce que il est contenu en la chartre, en la forme qui s'ensuyt:

« Nous avons retenu à nous, dedans la bainleue, les fours, les mollins, les hales, les cloieres et les estaus, et toutes ses choses seront benables au signour, ne aucuns, fors que nous, ne poura avoir ou faire dedans la leue benaule, fours, moullins, clouérez, hales, exceptées les cloueres qui estoient faites dedans la banleue au temps de la confession de ses lettres. »

Il est dit que, selonc les us de la ville d'Yppre, Symonès doit paier einsis comme aultres bourgois les frais de la ville, puis que il demeure en la ville, marchandant et besoignant.

CLXIV. Item, li baillis suyt maistre Domange, et dit que il est encheus en grosse amende, ou au mains en tele amende comme eschevin jugeront, pour ce que li dis Domenges avoit vendu une piesce de terre à Waulterin le Bergon, et après la vendue faite et ottroié

il avoit esté ordené par bailli et par eschevin, si comme li baillis maintenoit, li dis Domanges laboureroit et sommeroit la dicte terre en telle maniere quar, se il avoit rendu l'argent de la vendue au dit Waulterin dedans le paiement de la foire de Bar-sur-Aube qui venroit après ensuient, il r'averoit le dit heritage ; et se fait ne l'avoit, li heritages demoroit au dit Waulterin, ensemble l'amblaveure que li dis Dommanges avoit fait. Or disoit li baillis que li dis maistre Dommanges, avant que il out randu les deniers au dit Waulterin, en la meniere que il est dessus dit, il avoit vendu à un aultre le dit heritage et le poil, et einsis avoit-il fait contre l'ordenance dessus dicte, quar devant ce que il eust randu les deniers, il n'avoit riens ou dit heritage ne en poil, si comme dessus est dit, ensois le devoit amender. A ce respont li dis Demanges, afin que il ne soit tenus à faire l'amende, et que il en soit quittes et delivres, dit et propose li dis Demonges, supposei sans prejudice l'acort fait si comme dessus est dit, que, par la coustume et la loy de la ville de Saint-Disier, uns hons ne puet vendre son heritage sens l'otroi de sa femme; et disoit encore à la seconde vendue dont li baillis le seuoit, sa femme ne s'i estoit de riens ottroié ne acordée, einsis estoit la vendue nulle, et par ce il ne s'estoit de riens mesfais ne ne debvoit faire point d'amende, pour ce que li jours dou paiement n'estoit mier escheus de rendre les dis deniers au dit Waulterin dou dit heritage. A ce respont li baillis en resplicant, quar au jour que il aprocha le dit Domange de ceste choze, li paiemans de Bar estoït jà passés, au quel il n'avoit point encore randu l'argent au dit Waulterin ne de riens fait son grey, ensois avoi ceu enpeschié le poil dou dit heritage au dit Waulterin, par la darriene vendue que li dis Domanges en avoit fait; encor disoit li baillis, que par la loy et la coustume de Saint-Disier il loit bien à un home vendre ses meubles et ses chatès sens l'ottroi et le congié de sa fame. Si disoit li baillis que li dis Domanges, en faisant la darriene vendue de l'eritage desus dit, il avoit vendu le tresfons d'une part pour une somme et le poil d'austre pour une somme; einsis disoit li baillis, que s'il quevensoit à avoir

fait la vendue en la meniere desus dicte, il avoit aley contre l'ordenance, et amender le devoit; et s'il le noioit, li baillis l'offre à prover. Li dis Domanges le noya. Raporté fut par eschevins que li baillis avoit provey s'entancion dou poil qui estoit vendus desjointement dou tresfons de la terre : Signours, si nous laissiés asavoir quele amende il y a.

Il est jugié qu'il n'y at nulle amende, selonc la teneur de cest article.

CLXV. Premierement dou fait Doulin. Cilz Doulins requist au bailly qu'il ly recreust ses chevaux. Li baillis maintenoit qu'il ne les avoit miez, ensois les avoit cilz Doulins et en sa besoingne estoient, par que li baillis dit quar quant li dis Doulins li demandoit ses chevaux, et il meismes les avoit et en sa besoingne estoient, que ce estoit maniere de larrecin, par quoy li baillis welt avoir le dit Doulin ataint de corps et d'avoir, ou de felle amende comme eschevin jugeront, pour ce que li dis Doulins maintenoit en sa deffance, sens autre chose ajouster, qu'il les avoit repris par le bailly; de quoy il fut raportey par eschevins que li dit Doulins ne provoit miez s'entencion; et pour ce le welf avoir ataint li baillis : Si vous demandons en quelle amende li dis Doulins est, per les paroles devant dictes.

C'est li jugemens que li eschevins d'Yppre donnent sour le cas de cest article : que cilz Doulins est en fourfait de soixante l. pour la saisine qu'il enfraint.

CLXVI. Item, de Jehan de Moclain qui requist avoir jour de consoil d'un heritage que Jehans Colette demandoit, de quoy lettres furent faites, et furent leuez et veuez, et, après ce fait, li dis Jehans demanda à avoir jour de consoil. Or dist li baillis qu'il vat contre le sael et welt avoir l'amende : Si vous demandons se il vat contre le seel, quant il demande jour de consoil, et quelz est l'amande.

En ceste article n'a point d'amande, pour ce qu'il n'ala miez ne dist riens contre la lettre.

CLXVII. Item, de Pariset le Feivre. Cilz Parisès out une femme qui avoit eu un autre mari, et eurent un enfant ensamble. La meire morte, li enfant partirent ce qu'il lor dut estre de par lor mère. Li anfès à celuy Pariset morut après, et weut avoir sa suer, qui est fillastre à celuy Pariset, le tout de la descendue de sa suer, et dit pourquoi, pour ce qu'elles estoient suers et filles d'une meire de qui la descendue movoit que elles avoient parti; et cilz Parisès dit qu'il en weut avoir la moitié se drois est, pour ce qu'il n'avoit plus d'enfans demorés de par sa femme. A savoir se il partira ou non, ou se sa fillastre, suer à sa fille, de par sa femme, aura le tout, si vous en demandons consoil.

De ceste article, pour ce que li peires n'at plus d'enfans, il partira la moitié de l'avoir l'enfant, selonc la loy que nos tenons.

CLXVIII. Item, dou fil Botier et de Colette, fille Waurin, le paalier. Cilz Botiers out cesté Colette à femme, et ala de vie à mort cilz Botiers, et demoura celle Colette ensainte de celuy Botier, et delivra d'un enfant; et avint que cilz enfès fut mors crestiens, si weut avoir la dicte Colette sa meire la moitié de ce que li enfès avoit, pour ce que plus n'en avoit dou dit Botier; et uns autres filz Botier, fillastres à la dicte Colette, ne weut miez que celle Colette en ait riens, pour ce que la descendue muet de par son peire Botier: Si vous demandons, eschevins, se la dicte Colette y panra riens en la descendue de son enfant ou non.

De ceste article, pour ce que la meire n'at plus d'enfans, elle partira la moitié de l'avoir l'enfant, selonc la loy que nos tenons.

CLXIX. Item, dou fait Aubertin de Perte. Uns hons de Perte plaida à celuy Aubertin par devant eschevins et la justice, et tant que eschevin raporterent que cilz qui plaidoit à celuy Aubertin traisist ses tesmoings en la main des eschevins de ce que il li demandoit, et eschevin auroient consoil. Il avint puis à une journée que cilz hons presenta ses tesmoignages. Cilz Aubertins dist qu'il

ne voloit miez qu'il fussent oy se li eschevin n'y estoient tout; et là où cilz bons presenta ses tesmoings, en il avoit-il deux des eschevins; et, pour le refus que cilz Aubertins fist, dit li baillis qu'il est aleis encontre le raport des eschevins, pour ce que il refusa les tesmoignages à oïr par devant les deux eschevins, se li autre eschevin n'y estoient.

De cest article, cilz Aubertins, pour ce qu'il contredit les eschevins, il a fourfait soixante l. contre le signeur et encontre chascun des deux eschevins dix livres.

CLXX. Item, dou fait maistres Gile. Cilz maistre Giles jut au lit de maladie, et de celle maladie il fut mors; et ensois qu'il alast de vie à mort, il fist son testaument où il a superscription, et fist lais et aumonnages à ses fillastres qu'il sont enfans à sa femme, et estoient en sa voirie, mangant, buvant, couchant et levant, avant que cilz maistres Giles alast de vie à mort, sus ces muebles heritages. Or dist li hoir de par le dit maistre Gile, que si fais lais et aumonnages que cilz maistres Giles a fait à ses fillastres ne doit miez estre de valeur pour ses choses dessus dictes, si comme de la voierie où il estoient, car il dient qu'il seroient deshiretey et tropt durement deceu: Si demandent li eschevin consoil à vous, signour, se li lais et aumonages seront de valour ou non, et se li testament est de valour pour la superscription qui est, et pour ce qu'il est de deux mains escrips.

De cest article samble as eschevins d'Yppre que le don et l'amone est de value, pour ce que li fillastre ne partent miez en son avoir.

CLXXI. Item, dou fait Wiart Pute-Escuelle. Cilz Wiars gisoit au lit de la mort, et longuement jut et par deux fois, et releva de la premiere maladie, et puis de celle meismes maladie il ne demoura miez longement qu'il n'alast au lit, et en fut mors. Avint que li hoir au dit Wiart vinrent à la dame de l'ostel et li demanderent parson telle comme la lois le désire. La dame leur fit parson des muebles. Plusours en y avoit, si comme pos, paelles, dras de leis, leiz, plu-

sours napes, touailles et plusours autres muebles. Or vouloient li dit hoir que la dicte dame face sairement à chascune personne que elle lor at bien parti : Si demandent consoil li dit eschevin, se la dame fera son sairement ensi comme il est dessus dit, ou se elle passera par un seul sairement de toute la parson que elle leur doit faire.

De cest article, il samble as eschevins d'Yppre que la dame passera par un sairement de tout.

CLXXII. Item, comme li dis Wiars geust longement au lit, la dame rechut endementiers plusours deniers que on leur devoit, si voelent li hoir au dit Wiart que, de ce que la dame rechut au vivant son mari, tant comme il jut, que elle leur en rende conte où li denier sont alei, et quoi elle en at fait. La dame lor en rendi conte d'une partie, et puis s'avisa et dist que elle ne leur en renderoit jamais conte. Or dient li hoir que si doit faire, puis qu'elle en a encommancié à rendre compte, il voelent que elle rende conte dou sourplus où li denier sont aley, si en prennent droit: Si vous demandons, signours, se la dame y est tenue ou non par les paroles devant dictes, quar cilz Wiars ne releva puis de celle maladie.

De ceste article elle passera ausi par le sairement devant dit que elle at tout apourté en parson qu'elle doit, et elle ne fera point conte, se elle ne weut.

CLXXIII. Item, dou fait Perrinet le Conte. Cilz Perrinès est aleis de vie à mort, et avoit une femme à son vivant qui fut née de la terre au signour, et avoient plusours heritages, ne n'avoient cilz Perrinès et sa femme nulz enfans. Li hoir de par le dit Perrinet sont venu à la parson, et lor a parti la dame ce qui est en la ville de loy. Or requirent li hoir qui sont de loy, que la dame leur parce ce qui est en la terre au signour si comme les heritages selonc loy. Li baillis ne weut miez que on leur parce selonc loy: Asavoir est se elle lor partira selonc loy ou à l'usage de la tere au signour.

De cest article samble as eschevins d'Yppre que tuit li bien, heritage et autre, soient parti à la loy de la ville en quelcomques lieu qu'ils gisent, hors miz fiez.

CLXXIV. Item, cilz Perrinès, avant qu'il alast de vie à mort, fist restitucions et lais à ascuns, si comme juques à la valour de trente l. à prendre sus une sienne maison; et dient li hoir au dit Perrinet que si faite restitucions et lais ne doient miez estre pris sus heritages tant comme il y a muebles; et se il n'y a muebles, dient-il que li heritages de la ville ne se pueent vendre ne aliener ne mettre en autrui main, se par eschevin non. Or dient li autre partie que li hons à son vivant puet donner, laissier et restaublir à qui il ly plait et prandre sour son heritage, sens faire loy: A savoir se il le puet faire ensis ou se li lais et restitucions seront pris sus les muebles avant que sus les heritages, et, se il n'y avoit muebles, se on les prendroit sus les heritages à faire loy ou sens loy faire.

De cest article, il samble as eschevins d'Yppre que li testamens et le don qu'il fit doit estre paiés premierement des muebles qui demorent après le mort, et, se il y faust ascune chose, on doit aler avant sour l'eritage.

CLXXV. Item, dou fait Marie Quatre-Jours. Celle Marie est bourgoise de la ville; elle prit un homme de la terre au signour en mariage, et demorerent ensamble par l'espace d'un temps en la terre au signour, et n'orent nulz enfans le mariage durant entr'eux, et avoient plusours heritages dedans la banliewe de Saint-Disier et en la terre au signour; et avoit cilz hons enfans d'une autre femme. Cilz hons alat de vie à mort; li enfant requirent parson à la bourgoise pour raison de lor peire; la dame ne lor refusa point, et lor vaut partir les heritages qu'il avoient au jour que lor peires alat de vie à mort, en la terre au signour. Li dit enfant vaurent que la dame lor partist avant les heritages que elle avoit en la banlieue que cheus

en la terre au signour : Si vous demandent li eschevin, li quel seront avant partit.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre c'on doit partir premierement les heritages qui gisent dehors la banlieue et puis les heritages dedans, s'il n'y a franc-fiez.

CLXXVI. Item, dou fait Thiebaut d'Oierville et Marie sa femme. Cilz Thiebaus et sa femme estoient enfans de bourgois et de bourgoise, et demorerent ensamble en mariage par loing temps, et avoient plusours heritages en la terre au signour, et n'avoient nulz enfans de lor corps quant la dame ala de vie à mort. La dame morte, li hoir de par li vaurent partir les heritages qu'il avoient ensamble en la terre au signour, selonc loy, pour ce qu'il estoient bourgois, et li hoir le sont ausi. Li sires ne le weult miez soffrir que li heritage qui sont en sa terre soient parti selonc loy, mais selonc la coustume dou lieu : A savoir en quel point il seront parti.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que on doit partir les biens et les heritages, où que il gisent, selonc la loy de la ville dou lieu là il maint.

CLXXVII. Item, dou fait Bouvin Assenei. Cilz Bouvins entra en la maison d'un aultre; la quelle maison estoit ouverte, et y faisoit-on noeces. Cilz Bouvins tenoit en sa main un baston, et en feroit mais et huges en disant : « Or avant! or avant! or, fors Braibanson! à moy l'auras, » sens plus faire : A savoir se il y a point d'assaut.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y at point d'amende.

CLXXVIII. Item, de dous bourgois de Perte. Li uns avoit un heritage, et le vendi à un aultre. Cilz à qui il fut vendus vint à un aultre de la ville et li dist : « Tu yes bien hoirs de celuy qui m'a « vendu tel heritage : ou tu le pran pour le fuer, ou tu le me lay

« comme li usages et la coustume dou lieu soient teil. » Cilz dist : « Je m'en conseillerai; » et vint le londemain à celuy qui les parolles li avoit dictes et li dist : « Veez-cy les deniers de l'eritage que tu as « achetey à celuy qui est mes hoirs; pran les deniers. » Cilz respondi qui n'en panroit nulz; et le fist cilz ajourner par devant la justice au londemain, et li fist sa demande. Cilz demanda jour de consoil, et li aultres mist avant ses deffances et barres pour quoi il devoit avoir point de jour de consoil; et se mirent en droit des eschevins dou lieu. Li eschevin raporterent qui n'auroit point de jour de consoil, et puis après li fist cilz ariere sa demande, et li autres respondi : « Puis que je ne puis avoir jour de consoil, je demande jour d'as- « sen de l'eritage que vous me demandés. » A ce respont li baillis qu'il vat contre le raport des eschevins : Si vous demandent li eschevin, se il vat contre le raport des eschevins, ou se il aura jour d'assen.

De cest article, il samble as eschevins d'Yppre que il at contredit le jugement, et at fourfait soixante l. encontre le signour, et encontre chascun eschevin qui furent presant dix livres.

CLXXIX. Item, comme il soit contenu en la chartre de la ville que chascun an seront establi novel eschevin en celle mesme ville, de par le signour, et seront en qui treize, etc. et seront esleu, des quelz li sires ou ses commandemens on veut panre les seremens : Si demandent eschevin, à vous signour, s'il y a ascun d'iceulz ou aucuns qui ne velent point faire de sairement, se il y a point d'amende ou non, et se il le puent refusser ou non, et se il le refussent, et il ne le pueent refusser ne ne doient, quelz est l'amende, laissier-le-nos savoir.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'ont riens mesfait, mais on les destrainderoit, par commandement, de amende de cinquante l., et puis après, se il ne le fesist, on le commanderoit sour la bourgoisie, et se il ne le fait, il pert sa bourgoisie.

CLXXX. Item, des sergans au signour. Li sires a sergens qui sont en son service et ne sont miez bourgois. Aucun de celz qui sont bourgois de la ville leur dient vilenie, ou font aucune injures ou mesfont en aucun autre cas. Li sires weult jugier des fais qui seront fais à ses sergans qui ne sont miez bourgois, et li eschevin dient que de tous cas qui seront fait dedans la banlieue dont on puet oquisonner les bourgois, li eschevin doient jugier, pour ce que li sires, quant la chartre fut faite, il ne retint point que il deust jugier des fais qui seroient fait à ses sergans des bourgois de la ville. Item, li sires at en son service ascun des bourgois de la ville qui le servent et qui ont ses dras et ses biens fais, et ne weult miez li sires que li eschevin jugent des faits que li aultre bourgois de la ville lor font, soit en mesdit ou en mesfais, ensois en weult-il jugier : Si vous en demandent li eschevin conseil, li quelz en doit jugier ou messire ou li eschevin de ses deux cas.

De cest deux articles, il samble as eschevins d'Yppre que tout ce que on mesfera as sergens le signor, hors mis le bailly et ceulz qui puent arester, jugeront li eschevin, et li bourgois qui seront sergant appartenront au jugement des eschevins.

CLXXXI. Item, de deux bourgoises qui dient vilonnie li une à l'autre, et plus que elles crachent li une l'autre ou visage; si demandent eschevin en quelle amende elles sont.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il a fourfait soixante souls.

CLXXXII. Item, de Symonnet le sergant, contre qui il fut raportei, de par les eschevins, que li baillis prova bien que cilz Symonès dist qu'il vauroit avoir chié sus la table, sus le pain, sus le seil et ou feu et pour l'amour des grands maistres, et le disoit pour l'un qui estoit là; et mist cilz Symonnès la main sus l'un des eschevins qui estoit là; de quoy li baillis weult avoir pour monseigneur soixante l. pour la main misse : Si vous demandent eschevin

se cilz Symonès doit estre en la dicte amende pour les choses dessus dictes, comme il soit contenu en nostre chartre que quicomques aura mis main per mal à eschevin, il donra pour le fourfait soixante l., et si vous demandent encor eschevin se il a point d'amende ens paroles davent dictes, et quelle elle est.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il a fourfait soixante l., et doit gesir en ostages quarante jours encontre eschevins, et puis amender au dit d'eschevins.

CLXXXIII. Item, de celuy Symonet, qui duit avoir dit que eschevin ne seroient ascune fois ensamble qu'il ne seust lor secrès : Si vous demandent eschevin que on en doit faire.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que il, per son sairement, dice de quoy il sout le secrey d'eschevins, et se il ne le sceit nomer, que il l'amendast au dit d'eschevins.

CLXXXIV. Item, des fais qui sont fais dedans la banlieue, quelz que il soient, se li sires ou ses commandemens n'en fait demande dedans l'an, vous demandent eschevin se cil qui devront avoir fait les fais en responderont l'an passey.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que se li sires ne la partie ne fait nulle demande dedans l'an, mais que loy ne soit suspans dedans l'an, la cause est à nient.

CLXXXV. Item, dou fait Jehan Sacris. Cilz Jehans retint un heritage, qui estoit un sien serourge, qui estoit vendus as planches; sus le quel heritage Jehans Bouches dist avent à la vendue pour avoir sa debte, avant que Jehans Sacris la retenist, et, puis qu'il out retenue la vendue, cilz Jehans Boches dist encor avant à une autre somme que la première, pour sa debte avoir; or ne weult miez cilz Jehans Sacris que cilz Boches soit oys au secont dit, puis qu'il out retenue la dicte vendue com hoirs : A savoir se li dis Boches sera oys au secont dit ou non.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que, ausis avant que eschevin cognoissent la debte, elle doit estre paiié.

CLXXXVI. Item, vous demandons-nous, signeurs, commant vous useis en vous vendages que vous faites à Ypre de vous heritages ou par seel ou par cyrographes, se vous n'useis par seel et vous useis par cyrographes, commant vous le faites tenir, laissiez-le-nos savoir, se il vous plaist.

De cest article, dient eschevins d'Yppre qu'il usent de tout heritage dou grant saiel de la ville.

CLXXXVII. Item, vous demandons-nous, signours, quant li baillis tient ses plais les eschevins presens, li uns des eschevins se lieve pour conseillier un sien ami qui plaidoie, sans panre congié au bailli, se il y a point d'amende, et quelle l'amende est, que vous le nos laissiez savoir.

De cest article, dient eschevin d'Yppre que il n'y at point d'amende, mais eschevin ont ordeney que il ne conseilleront nulle partie en plaine vierscare, fors veves et orphenins.

CLXXXVIII. Item, un bourgois plaidoie à un altre, et li fait demande devant la justice, et cilz à qui la demande est faite dist : « Je « m'en mez en ton sairement de ce que tu me demandes, » sens nulle aultre chose ajouster de par luy à celuy qui demande. Cilz qui demande fait son sairement; après le sairement fait, cilz à qui la demande est faite li fait après demande de covenances : Si vous demandons c'il vat contre le sairement fait ou non; se il vat contre son sairement, laissiez-nos savoir quelz est l'amende.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que cilz qui laissa l'autre à son sairement, le sairement fait, il li puet bien faire demande d'autre cas, sens mesfait.

CLXXXIX. Item, laissiez-nos savoir en quelle amende Kabores

est de ce qu'il dist que il vouroit avoir fait sa vilonie sus le marc de la ville.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y a point d'amende de deniers, mais il le doit amender au dit d'eschevins.

CXC. Item, dou fait Wauterin Jozier. Cilz Wauterins est dimerres, et avoit un demy muy où querroit ses deismes à son demy muy aval la ville; li quelz demis muys est tropt grans demy sestier, et l'ont bien trovey eschevin : Si vous demandons, li eschevin, consoil se il y at point d'amende et quelle elle est, car il recepvoit et délivroit à ce demy muy aval la ville.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il est en amende de soixante s., et que on doit depecier le demy muy devant son huis, là [où] il maint; et on tient en coustume à Ypre que chascun an on regarde, per le signeur et eschevin, toutes les mesures et les pois, et là on treueve faute on fait ce que deseure est dit.

CXCI. Item, dou fait Estevart. Cilz Estevars dist au bailly ens plais : « Sire, vous ostés à mon freire le consoil de la court, » en quel amende est-il? laissiez-le-nos à savoir, quar li baillis dist qu'il li dist lait.

De cest article, dient eschevin d'Yppre qu'il n'y a point d'amende.

CXCII. Item, dou fait Raoul Vinel et de Jehan Matheu. Cilz Jehans vint au bailly et li dist : « Sire, mettés en la main mon si- « gnour une vigne de quoy debas est entre my et Raonst Vinel. » Li baillis mist la vigne en la main monsignour. Avint puis après que les partiez s'acorderent sens parler au bailly et à cilz Rauous de par celuy Jehan, en la vigne; et dist li baillis qu'il at sa saisine brisie, et qu'il est en amende : Asavoir se cilz Rauous est en amende quant il est aleis en la vigne per la partie, sens parler au bailly; c'il est en amende ou non, et quelle est l'amende.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre, puisqu'il ne fut miez

mis en la main dou signour par la loy de la ville, il n'y at point d'amende.

CXCIII. Item, dou fait Girart le Dragon. Cilz Girars dist à Symonnet que la maisons Perret, son suere, ne devoit point de cens, et Symonnès en monstra lettres. Si dist li baillis que cilz Girards est en mesfait, et en weult avoir l'amende : Si vous demandons se il est en point d'amende ou non, et quelz elle est, car, puiz que cilz Symonnès ot monstrées ses lettres, li dis Girards ne dist mot.

De cest article, samble as eschevin d'Yppre que cilz qui noia de la cense qui yssi de la maison, pour ce que il le noia il a fourfait soixante s. contre le signour; et se la partie eust demandée son droit, il eust eu autant d'amende que li sires.

CXCIV. Item, des enfans Tuelouf. Li baillis leur commanda qui paassent Jenson le Tru dedans les jours, et il ne le paierent miez : Asavoir en quel amende il sont.

De cest article, semble as eschevins d'Yppre qu'il n'i at point d'amende, pour ce que li commandemens ne fut miez fait par eschevins.

CXCV. Item, de la femme Menissier. Li baillis commanda celle femme qu'elle ostat son estal dou lieu où elle l'avoit mis, et elle n'en fist riens : Asavoir est en quelle amende elle est.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y a point d'amende, pour ce que li sires ne li eschevin ne nommerent point d'amende.

CXCVI. Remanbrance de parlier des cens, à quelle monnoie on les lieve et de combien de temps.

De cest article, semble as eschevins d'Yppre qu'il est bon que on tiegne les ordenances des monnoiez ensi com li roi les at ordeneez, quar nos n'en avons encore nulle certainne ordenance.

CXCVII. Item, uns hons demanda sa debte par devant bailli et eschevin, en plais, et cil à qui la demande estoit faite respondi qu'il li debvoit un estronc de chien, de quoy li baillis dist qu'il avoit dist vilonie au bailli et as eschevins, de quoy il weult avoir amende : A savoir se il passera par une simple amende ou de plus.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il at fourfait soixante s. contre le signour, et que il doit venir de sa maison, en pure cotte, deschevolés et desains, as eschevins là où il plaidiront et aus priier que il li wellent pardonner ce qu'il at mespris envers eux.

CXCVIII. Item, de Garnier le sergant. Cilz Garniers aloit aval la ville, et demandoit gages à une personne pour le fait de monseigneur, et la femme à un orpheivre li dist : « Hé! ne le gagier miez, » et cils Garniers li dist : « A vous que en tient, dame pute, bannie « de Verdun? » et celle li dist adonc : « Tu ne dis miez voir, mais tu « vousis trahir monseigneur. » A savoir se il y a point d'amende, et quelle elle est.

De cest article, samble as eschevins d'Ypre qu'elle n'a riens fourfait.

CXCVIII *bis*. Remenbrance de Doelin et de Daberne, li quelz retanra la maison où Doelins demoure.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que Doelins doit tenir estaine la maison le terme des vingt-quatre ans.

CXCIX. Item, uns hons a plegé un autre envers une autre personne pour une somme d'argent, pour drap vendu et laissié. Cilz qui demande sa debte a demandé jusques à tant que li pleges est mors. Or trait, cilz qui demande, la femme au plege en cause : Si vous demandons se la femme en respondera après la mort son mari ou non.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que la femme dou plege doit respondre ausi que ses barons deust faire, s'il vesquit.

CC. Item, il est à savoir en quelle amende Luques sera de ce

que il at depeciié les murs de la ville pour faire son aisement, sens paure congié à la justice ne as eschevins, les quelz murs li eschevin doient retenir.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que il at fourfait soixante s. contre le signour et soixante s. contre la ville, et doit faire refaire le mur en tel estat que il le trova.

CCI. Item, de deus sergens qui firent seremant que Girards, li chevriers, debvoit avoir dit qu'il ameroit mielz que si cheval eusent les piés copez qu'il les prestat à monsignour; la quelle parole est bien provée en main d'eschevins; et après les sairemans fais des deus sergens, cilz Girars dist à eux qu'il en estoient faulz et malvais et desloial : A savoir en quelle amende il en est.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que, pour la parole d'ire et de courouch que il dist en l'eure qu'il estoit mus et eschaufez, hors de jugement, il ne doit miez perdre le sien; mais il affiert qu'il amende as sergens par pelerinage la vilenie que il lor dist, au dist d'eschevins.

CCII. Item, un hons fiert un aultre; cilz qui est ferus refiert l'autre de maintenant: A savoir ce cil qui refiert tantost celui qui l'a feru, seil est en amende aussi bien com cil qui premiers fiert.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que cilz qui refiert l'autre n'est tenus en nulle amende.

CCIII. Remanbrance de savoir coment vous useis à Yppre d'arrester, pour vostre debte, cels de defors, ausi bien com on vous puet arrester de defors, pour vostre debte.

De cest article, semble as eschevins d'Yppre que li sires doit arester chascun sour qui un bourgois ou un autre estranges hons weult clamer sour home estrange; et cilz qui aura clamey sour l'autre, s'il n'aquiert sa debte à loy, il paiera les cous de la loy de celui sour qui il aura clamei.

CCIV. Item, dou fait Jehan Gervaisin. Cilz Jehans demenda jour d'assen d'erbe de un prei que Dolins li demandoit, de quoi eschevin avoient raportei que cilz Jehans respondist à la demande que cilz Dolins li fesoit de l'erbe dou dit prei, et après le raport, cilz Jehans demenda jour d'assen, et li baillis maintient que cilz Jehans est aleis contre le raport d'eschevins; et dist li dis Jehans qu'il n'y est miez aleis, car li dis Doelins li donna paissiblemant jour d'assen, et s'en parti de la cour sens ce qu'il n'en fut omques arainés ne aresteis de justice, et sur ce li dis Jehans en prant droit : Si vous demandons s'il y est aleis ou non.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y at point d'amende, pour ce que li baillis ne le chalongamiez ensois que il s'en partirent dou plait.

CCV. Item, vous demandons-nos se Rainmons est convaincus en sa demande de ce qu'il demandoit à Guarin le marchier, cent s. pour raison de sa fillastre, et dist, li dis Rainmons, en plains plais, que il ne demandoit riens la garce, et li plais n'estoit fors que pour la garce.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que cilz Guarins est tenus de paier à l'autre ce que il li hat en convent les cent s. devant dis, pour ce que il fist la baisselette manoir aveques l'autre, et que il fist les convenances.

CCVI. Item, il est à savoir se Doelins est aleis contre le seellei d'eschevins, encontre Jehan Daberne, quar li baillis dist qu'il y est aleis, pour ce que il demandoit à celui Jehan Daberne dix l. de la vendue d'une maison, car cilz Daberne maintint qu'il en at lettres de la vendue, fors tant qu'il dist qu'il les avoit mises par devers eschevins pour oïr un jugement où il s'estoient mis; or dist li baillis que il vat contre le seeley par les paroles devant dictes : Si vous demandons se il y est aleis ou non, et, s'il y est aleis, laissiés-nos savoir quelle amende il y at.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y at point d'amende, pour ce que la chartre ne fut miez lute devant ce qu'il fut calengiet.

CCVII. Item, vous demandons-noz consoil se cilz Doelins qui vendi cel heritage à celui Jehan Daberne dix l., de quoy lettres furent crieez parmi cinquante l., en plais, si com il apert ens lettres que nos avons devers nous, seeleez de nostre seel; de quoy Thenars, freires dou dit Doelin, dit que la vendue ne fut faite que parmi les dix l., et y weillent revenir parmy les dix l. com hoirs, coment que les lettres aient estei crieez et seelees, et l'oeffre à prover en nostre main, cilz Thenars, se mestiers est : Si vous demandons se il y a point d'amende, com il nos samble que li dit Doelins et Daberne nous aient decepu au saieleir les dictes lettres, et, s'il y at amende, et quelle elle sera, que nous en devions faire : Laissiez-le-nous savoir.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que li freires Doelin aura le marchié pour dix l., s'il est ensis qu'il puet prover que la maison ne fut nient plus vendue, et il n'y at point d'amende.

CCVIII. Item, il est à savoir en quelle amende Petis Girards sera, de ce qu'il prit terrage sur la terre Jehan Gervasin outre son grey et sa volontei, et fut raportés des eschevins que la dicte terre ne devoit point de terrage : Si le nous laissiez savoir, s'il vous plaist.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre que Petis Girards a fourfait soixante s. contre le signour et soixante s. contre Jehan Gervasin.

CCIX. Item, dou vallet Marion. Cilz dis vallès maintenoit que li filz Potel li avoit vendu buche de la buche au dit Potel, son peire. Li dis Potès si maintenoit que ce n'estoit ne de son grey ne de sa volentei, et dist li baillis que ainsi le voloit li filz Potel embleir; et quant li dis Potès oy ensi parler le bailly, si dist que il li faisoit

vendre : Si vous demandons s'il y at point d'amende, et quelz elle est; se point en y a, que vous le nous laissiez savoir.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y a point d'amende.

CCX. Item, il est à savoir en queHe amende Potès sera de ce que le lieus-tenans dou bailli à Saint-Disier li commanda par plusors fois que il rendist à Marion le chaval qui avoit estei pris pour le bois que li fiz Potel avoit vendu au vallet Marion : Si nos laissiez savoir en quelle amende il sera pour la desobeissance.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y at point d'amende.

CCXI. Item, laissiés-nous savoir, se il vous plaist, en quelle amende Girards Petite sera de ce que il dist à Renaudin Navarre, après son plaidié don il se mist en son seirement : « Que male « meschance aviegne cestui sairement et qui l'a fait ! »

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y a point d'amende de deniers, mais il le doit amender au dit d'eschevins, si que autres s'en gardent.

CCXII. Item, de Symon Embracekaure. Cilz Symons vent vim et danrées; uns aultres bourgois qui avoit beu en sa maison, s'en aloit sens paier son escot. Cilz Symons ala après, et le ramena à son escot : A savoir se il et aultre le puet faire en ce cas, et s'il y a point d'amende.

De ceste article, samble as eschevin d'Yppre que on le puet bien ramener par estatut sur ce fait, et cilz qui enporte son escot, il pert vingt s. par nostre estatus.

CCXIII. Item, dou fait Petit. Cilz Petis est touniers, et entra en la maison Colet Saucier, où il avoit un poix, à quoi il pesoit fer; le quel pois, li dis Saucier avoit loué au dit Petit et son compaignon,

si comme Saucier dist; et par lor grei il pesoit. Li dis Petis li osta le dit poix et l'emporta, outre le grey et la volontey le dit Saucier: Si demandons à vous se il y at point d'amende; si le nos dictes, se il vous plaist.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre que Petis, qui à force li reprist dedans son terme, sera en amende de soixante s. contre le signour et soixante s. contre Colet Saucier.

CCXIII *bis*. Item, laissiez-nous savoir en quelle amende Marions la boulangiere et ses maris seront de ce qu'il ont alei encontre le sairement suer Marie.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y a point d'amende.

CCXIV. Remanbrance de savoir de qui on se plaint des mesfait qu'il fait, et il en est en eschevins, et en ont eschevins emquesté; et cilz qui a doute dou jugement se trait au bailli et s'apaise avant que rapors des eschevins se face, et en pert la ville son droit: Qu'en doit-on faire? laissiés-le-nous savoir.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre, se la partie se plaint au bailli et verités en soit oye, il convient que la veritei soit ouverte, eins qu'il rangent autre jugement.

CCXV. Remambrance dou drap le duc, qui est mis devers eschevins, de par les maistres drapiers.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre, se le drap a son devoir en longesce et en largesce, non contrestant la lisiere qui est recousue, il n'y at point d'amende.

CCXVI. Item uns eschevins dist à un autre eschevin: « Se vous le « deistes, vous fustes faulz et malvais. » Et cilz à qui on parloit respondi: « Que disé? » et cilz ne dist plus. Quelz est l'amende? laissiez-le-nous savoir.

De cest article, samble as eschevins d'Yppre qu'il n'y at point d'amende.

CCXVII. Item, laissiez-nous savoir se des officieus qui sont eslut par eschevins, soient abrouchours de vins, soient abrochours de pains, soient maistre de mestiers, soient avoué, se li baillis prant le sairement ou li eschevin, ou li quelz le doit pranre.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre que li eschevin doivent pranre le sairement.

CCXVIII. Item, laissiez-nous savoir se li baillis apele eschevins pour aler aval la ville aveques ly, pour veoir qui ait amanrie la voie, et li eschevin y vont et resgardent que uns bourgois l'ait amanrie et viennent li eschevin au bailly et dient : « Nos vous di-« sons que uns telz honz at amanrie la voie, jusques là, » et li commandes qu'il l'ait ostée dedans huit jours, et fait li baillis le commandement, presens eschevins, quelz est l'amende, et se doit-il seoir devant le bailli ne raporter jusques à tant qu'il ait empli la volentei des eschevins.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre que cilz qui at encombrée la voie, et nient amendée au comment dou signour et les eschevins, il at fourfait soixante sols.

CCXIX. Item, laissiés-nous savoir se la femme à un clerc doit paier des debis de la ville ou se li clers l'afranchise.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre se li clers ainme tant sa bourgoisie, il doit paier s'autres bourgois, et s'il ne vieust estre bourgois, il paiera yssue des biens qu'il prist en mariage avec sa femme.

CCXX. Item, laissiés-nos savoir se uns hons retient heritage nomeement, et dist à un autre bourgois : « Je le retieng pour ty, » et le tient cinq ans en pais, se cil qui l'ait retenue y puet jamais

revenir, pour ce que sa femme ne l'a miez ottroiié par devant eschevins.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre que se cielz qui le vieut r'avoir ose jureir qu'il ne le retint miez à son oès, il li doit rendre ses chateis.

CCXXI. Item, laissiés-nos savoir d'un bourgois qui haberjoit et li fut deffendu par bailli et par eschevins qu'il n'ouvrast plus jusques à tant que li eschevin fuissent enformé se il ouvroit à son droit, et ouvra sur la deffance et fut bien monstrei en main d'eschevins: Quelz est l'amende? laissiés-le-nos savoir.

De celui qui herbergoit contre le commandement dou signour et d'eschevins, il n'at riens fourfait, pour ce que il ne li fut miez commandé sur certainne amende; et quant il sera declarié par la loy qu'il at maisonney sur autruy heritage, on li doit commander, sur soixante s., de vuidier à certain terme, et s'il ne le fait, après sur dix l., et se il ne le fait, après sur cinquante l., jusques adonc qu'il ara retrait.

CCXXII. Item, laissiés-nos savoir d'un bourgois qu'il prist une bourgoise, et furent ensamble par mariage environ demy-an; et cognut la femme, au lit morteil, que ses maris n'avoit omques jut à ly. La bourgoise morte, il parti as hoirs de par la femme selonc loy, et puis après reprist une aultre bourgoise, de quoy il convint qu'il aient estey desevvrey par la cause de luy et par sentance de la courte de Crestientey; or, dient li hoirs de la premiere femme que il vouloient r'avoir tout ce qu'il ot de par leur suer, pour ce qu'il ne jut omques à ly.

De celui qui fut en mariage avec sa femme, environ demy-an, et que elle recognu à sa mort qu'elle n'out omques compaingnie à ly, se que partis est per loy demorra parti einsi qu'il fut parti, pour ce que elle moru en droit mariage.

CCXXIII. Item, laissiés-nos savoir de Jehan le Riche, qui en avoit baillié florins en garde en jugement, et il le noie en jugement, s'il ert tesmoignié par eschevins qu'il li fuissent baillié : Quelz est l'amende? laissiés-le-nous savoir.

De Jehan le Riche, à qui baillié furent florins en garde, en cognissance d'eschevins, et il le noie que il ne les out miez, ausi avant que eschevin cognoissent sur li, il en est tenus de paier.

CCXXIV. Item, laissiés-nous savoir se li eschevin doient raporter l'an trespassé qu'il ont esté eschevin, comme il soit contenu en la chartre que chascun an seront mis novel eschevin.

De ceste article, dient eschevin d'Yppre, selonc le point de vostre chartre vous ne poez jugiement rendre ne emqueste faire, l'an passei, mais cognissance puet-on faire devant eux, jusques adonc que on ara fait novialz eschevins.

CCXXV. Item, laissiés-nous savoir se li don que on fait à mes enfans, tant comme il sont en m'avoerie, s'il est miens ou lour.

De ceste article, samble as eschevins d'Yppre que nulz ne puet faire don ne avantage à ses enfans, ne aus enfans de ses enfans, ne à autres qui sont alent, se ce n'est de fief, se li peres ou li autre weulent partir.

CCXXVI. Item, laissiés-nos savoir se ung bourgois oste le poing ou le pié, en quelle amende il eschiet; s'il perdera nul de ses menbres, comme il soit contenu en la chartre que quelcomques fourfait il face, il ne perdera que soixante l., s'il n'est loiaument conveincus par eschevins de falcetei ou de larrescin.

De ceste article; de celui qui at le pié copey, il n'at fourfait que soixante l. contre le seignour cielz qui le fist; mais l'amandement doient faire eschevin entre les parties, ensi que bon lour samblera, se les parties ne s'acordent.

CCXXVII. Item, remanbrance d'avoir consoil à Ypre dou fait maistre Jehan dou Chasnoy, qui en temps de sa vie, le mariage durant de li et de sa femme, il recognut que il debvoit à monsignour de Saint-Disier trois cens l., les quelz deniers il woult et acorda que messires dessus dis preist sur sa partie de ses heritages, après son deceps, sens empeschier de riens la partie de sa femme. Et le dit maistre Jehan mort, li filz dou dit maistre Jehan requiert que la dicte femme paie la moitié des dictes trois cens l., pour ce que elle emporte pour sa partie la moitié de tous les biens meubles et heritages, et tout le droit que bourgoise en doit porter, selonc la loy de la dicte ville, qui est tele que puis que hons et feme sont conjoint ensamble par mariage, et il font debtes ensamble ou aient fait devant le mariage, et l'un de aus mort, li debte de quelcomques costei qui vienent doient estre partable moitié à moitié entre le demorant et les hoirs dou mort; par quoy li filz dou dit maistre Jehan dist que, non contrestant choze que li dis maistres Jehan fist, la dicte femme doit paier la moitié des dictes trois cens l., per ce que il ne fut apeleis à l'obligation que li dis maistres Jehans ses peires en fist; et dist encore que li dis maistres Jehans ne pooit obligier son droit de l'eritage, que li drois à la dite femme ne fust obligié especialment, comme la dicte femme ne portast nulz des dis heritages en la compaignie dou dit maistre Jehan; car, se ne fust la bourgoisie de la dicte ville, elle n'eust riens heu des heritages, mais la dicte bourgoisie l'en donne la moitié, par quoy li filz dou dit maistre Jehan dist que la dicte femme doit paier la moitié de tous les debz, puis que elle en porte la moitié de tous les biens demorans dou dit maistre Jehan: Si vous proie, signour eschevin, li filz dou dit maistre Jehan, qu'il vous en plaise à avoir consoil as signours d'Yppre, car ainsi pourroient estre defraudé droit hoir.

De ceste article dou maistre dou Chasnoy, samble as eschevins d'Yppre que la femme doit paier la moitié de la debte, non contrestant que il dist en sa vie que il voloit qu'il fust paiez de sa partie, mesmement pour ce que elle at la moitié de tout l'eritage et

biens, et que on pourroit faire moult de malice dessous ceste couverture.

CCXXVII *bis*. Premierement, dist li baillis que environ la Trinitei, li sergant alerent au dit Gerardt, li proierent, de par monseigneur, que il li prestast ses chevaux einsi com li autres bourgois faisoient. Li dis Girards respondi qu'il ameroit mielz que sui cheval eusent les piés devant copez. Item, un pou après, li dis Girards requist au maistre dou val qui li recreust ses bestes qui avoient esté prises ès forès. Li maistres li respondi que on li devoit pau faire de courtoisie; car quant li sergant li alleirent emprunter ses chevaux, de par monseigneur, il avoit dit tels paroles : « Je ameroient[1] mielz que my cheval « eusent les piez devant copez que je les prestasse. » Lors dist li dis Girard au maistre du waul : « Encor ai-je qui vaut mil l., je quits et « doing à monseigneur quamques j'ay se li sergant tesmoingne[2] de- « vant my que je l'aie dit. » Sur ses paroles, li maistres appela tantost les sergans; li quel recorderent, par leur sairement et en la presence dou dit Girardt, que, quant il alerent emprunter les chevaux Girardt, il lour respondi que il ameroit mielz qu'il eussent les piés devant copeis. Lors dist li dis Girards et afferma, par son sairement, tendus les mains vers les sains, que li sergant estoient faulz et malvais et parjur et traitour de ce qu'il tesmoignoient.

A sa deffance de toutes ses choses, maintint li dis Girards premierement, qu'il deist omques qu'il ameroit mielz que sui cheval eussent les piés copez, il le noy, et se il estoit trouvey, il en weult pourter tel penitance com eschevin regarderont. Item, à ce que li baillis maintint que Girards donna à monseigneur quamques il avoit vaillant, se il estoit troveis par les sergans et se il le tesmoignoient devant lui, et li sergant le tesmoignerent en sa presence, respont li dis Girards que li sergant n'estoient miez appeley à ce tesmoingnier en jugement ne par justice, ne li dons ne la quitance qu'il l'en fist n'est de valour, fors que une parolle venialz, et n'est miez fait devant

[1] Lisez *ameroie*. — [2] Lisez *tesmoignent*.

bailly et devant eschevins, ne la femme dou dit Girardt ne s'i acorda omques, et si n'i at point de titre; par quoi, par toutes ses raisons, li dons ne la quitance qu'il en fist n'est de valour à monseigneur ne mesmes n'y estoit pour son don recepvoir.

A ce respont li dis baillis, premierement: à la vilonie que Girards dist encontre monseigneur et de ses chevaux, dist li dis baillis que il vieult que li recors que li sergant en ont fait ou feront, se il le covient, il face prueve, et se drois li faisoit monstrer par autres gens il l'oeffre à monstrer souffisament.

Item, as raisons que li dis Girards maintient à ce que li dons ne la quittance qu'il fist ne soit de valour, respont li dis baillis que, combien que li dit sergant ne feissent lour recort en jugement, toutes voiez il le feirent en la presance dou maistre dou wault et dou recepvour, qui sont bien des robes monseigneur et de son ostel, et se mist li dis Girards en lour recort, et at bien li maistres dou wault pooir de ce faire, et, ce que il fist, li baillis en tient à fait et le ratefie pour monseigneur; et, combien que li dons ne fust fais par bailly et par eschevins, et de l'asentement de la femme dou dit Girardt, respont li dis baillis que chascuns bourgois de la ville de Saint-Disier, qui franche est, puet doner à qui il li plait et en quelcomques lieu qu'il li plait, ce qu'il at et sens justice, especialment son mueble, et si ne se depart miez li dis baillis qu'il n'ait aquis tous les heritages dou dit Girardt ensamble les muebles; et dist li dis baillis que en ce don at bon tytre, c'est à savoir la vilonie qu'il avoit dicte de monseigneur et encontre ses sergans; si atant li baillis que par vostre bone santance, signour eschevin, tuit li mueble et li heritage dou dit Girards li soient ajugié et aquis à monseigneur, par la vertus des raisons dessus dictes.

Item, requiert encores li dis baillis que la vilonie que li dis Girards at dicte encontre monseigneur et ses sergans, si comme dessus est dit, li soit amendée à vostre regart, et ce qu'il devra monstrer, se li recors des sergans ne soufist, il monstera par bonnes gens dignes et de foy.

Item, maintient li dis baillis en confortant les raisons qu'il baille contre le dict Girardt, car quant li dis Girards fist le don et la quitance dessus dicte à monseigneur, li recepveres monseigneur estoit presans et recepu le dit don pour monseigneur, par quoy il apert que il doit estre de valour et à monseigneur. Et à ce que Girards ne weult miez que ciz articles ne soit miez mis avec les raisons dessus dictes, pour tant que li baillis ne le maintint miez quant il en fist demande par devant eschevins, au dit Girardt respont li dis baillis que, quant il proposa cest article dessus dit, encore il ne li dis Girards n'avoient baillies ne accepteez lour raisons en la main des eschevins, par quoy il maintient qu'il y vient tout à temps, et que les raisons de cest article li doient pourter fruit en confortant les autres dessus dictes.

CCXXVII *ter*. Dou descort et dou debat meu entre Doelin et Ysabel sa femme, d'une part, Colette, femme Oudin le tainturier, Colette, Jannette, ses filles, et Jehan, maris la dicte Colette, d'autre part, sont esleu arbitre et amiable compositour dc haut et de bas, Pierre, dis li Bues et Jaques Hiebers de Saint-Disier, bourgois; et comme il soit et ait estei raportei par eschevins que li dit enfant doient estre ressudant comme prochin hoir dou dit Oudin à la retraite de la maison qu'il demandoient au dit Doelin et Ysabel, sa femme, et li dis Doelins disoient et affermoient qu'il avoient mis missions et grans coustanges en la maison; et sus ses descors li dis compromis at estei fais sus les dis Pierre et Jaquet de haut et de bas, li quel, par le consoil de bonnes gens emquis diligemment dou dit descort, ont raportei et raportent en la maniere qui ensuient:

Premierement, nous arbitre devant noumey, disons et raportons, par le consoil de bonnes gens et pour bien de pais, que, comme eschevin aient raportey que li dit enfant doit estre recepu à la retraite de la dicte maison, toutes voiez li dis Doelins et Ysabelz sa femme tenront la dicte maison, à tout l'emplatre apartenant à la dicte maison, par l'espace de vingt-quatre ans, et la tanront des dis enfans et commanceront en l'acontour les dictes années, selonc ce que la

date de la lettre dou vendage de la dicte maison parolle; et les dictes années passées, se li dit enfant weulent avoir la dicte maison, il renderont et seront tenu de rendre et paier au dit Doelin, Ysabel sa femme, ou à leur hoirs, six cens l. de tournois, monnoie feble, pour cause dou vendage de amendement de la dicte maison, et pour neuf vingts l. de tournois à la feble monnoie; lesquelz nous disons, raportons et prononsons que li dis Doelins et Ysabealz, sa femme, paieront et renderont as dis enfans, pour certainnes causes, la moitié à paier à cest prochain paiement de la Saint-Andreu et l'autre moitié au paiement de Bar novelement ensieuvant.

Item, nous disons et raportons que li dis Doelins et Ysabel, sa femme, et leur hoir tenront la dicte maison par l'espace de vingt-quatre ans, si comme il est devant dit, sauf ce que vendages ne mariages, fais ou à faire de par les dis enfans, ne pourront grever ne nuire au dit Doelin, sa femme et son hoir.

Item, nous disons et prononsons, sus paine de cent l. de bonne monnoie contenue et denoumée, en faisant le compromis et la dicte amiable composition sur nous, que li dit enfant loent et agreent le dit raport que nos avons dit et prononcié, si comme il est devant devisey, et que il tuit ensamble, et chascun par luy, s'acordesce ou acordent par devant eschevins que lettres soient faites de toutes les chozes dessus dictes sus le contre-saiel des eschevins, et fut raportey, presens monseigneur Rauoust, curey de Nostre-Dame; Jehan le Riche, Jaquemin de la Naue, eschevin; Henriet le Buef, Luquet filz, Pierre Bernart, et Thiebaut d'Oierville.

CCXXVIII. Demandé fut à Yppre se eschevins pueent apeler aucun à lour consoil pour faire jugement. Respondu fut: Nenil, mais il pueent assigner ung autre jour pour avoir consoil dou jugement dedans le jour.

CCXXIX. Loist-il aucun aler au consoil d'autrui, sens congié dou bailli ou des eschevins? Respondu fut: Oïl.

CCXXX. Li baillis doit tenir les plais.

CCXXXI. Doivent offrir le jureor? Nenil.

CCXXXII. Uns hons se teut longement d'une debte ou d'un heritage, et, sitost com li dettez fut mors, cil entrast après l'oir en plait. Li hoirs dist qu'il n'en seit riens. Pour ce n'est-il pas mains tenus à respondre. Après li hoirs dist : « Tu ne demandas pas ceste choze au « vivant ne à la mort mon pere. » Quels est li drois? Il doit respondre.

CCXXXIII. Uns hons maint en la ville, et dist qu'il n'est pas de la commune ne ne weult estre. Quelz est li drois? Il en doit estre.

CCXXXIV. Li clerc marié sont-il tenu as coustumes et as forteresces faire ou afaitier et à toutes les autres chozes ausi comme un laïs hons? Respondu fut : Oïl, s'il vit de son propre.

CCXXXV. Uns hons hat gelines deleis la vigne ou le meiz d'autrui, qui li font damage. Nul droit n'y a de ce.

CCXXXVI. Uns hons maria ses filz ou ses filles et retint un fil en sa garde, après il muert. Demandé fut se li autre enfant marié doivent partir au mueble et à la maison, com maisons soit muebles. Respondu fut : Raportent ce qu'il ourent en mariage, ou autrement il ne partiront pas.

CCXXXVII. Uns hons ou une feme a gagieres; besoins li convient vendre ce qui la gagiere est; dist qu'il n'at pooir dou racheter : Puet estre vendue? Nenil, s'on ne li dist à l'encommancement de la gagiere. Doit-on laissier de ce c'on en a recepu? Nenil

CCXXXVIII. Aucuns se complaint qui ne puet pas estre oïz dou bailli : Qu'ant doivent faire li eschevin? Il doivent parjugier.

CCXXXIX. Aucuns hat freires et serors, et vent lor maison à un home estrange, celz contredisans qui la voelent pour autant avoir; il ne sont pas oy en contredisant, ains la tient li estranges par le commandement le bailli, par sa force; et la reclaiment li freire et les sorors en la franchise : Doivent-il estre oy? Oyl, s'il l'ont reclamé trois jours devant ce qu'il sachent qu'elle soit vendue.

CCXL. S'aucuns fait aucune plaie dedans la banlieue, soit qu'il ait ou n'ait pas tant le vaillant com l'amende monte, demandé fut s'on le puet panre, devant ce qu'il soit conveincus. Respondu fut : Il doit estre pris, s'il n'at tant vaillant com l'amende vault.

CCXLI. Se dui home se combatent seul, comment pueent-il estre convaincu? Il doivent estre convaincu par tesmoingnages.

CCXLII. Comment est ce entendu qui est en la chartre : Se descorde soit entre aucuns, li eschevin la puent apasier, sauf le droit le signour? C'est-à-dire li eschevin jugeront le fourfait, selonc esme.

CCXLIII. Se eschevin ou autre faisoient aucune choze pour enquestes qu'il doient faire, i sont retargiés par le malice le bailli jusques autres eschevins, il n'en doient miez jugier. Se li sires demande aucune choze à eschevins, pueent-il lui doner sens congié de la ville? Nenil.

CCXLIV. Com en la chartre soit que dui freire ne pueent pas estre eschevin ensamble, demandé fut se dui serorge son dit freire. Respondu fut : Nenil.

CCXLV. S'aucuns troeve bestes ou gent en son damage, puet les il penre de s'auctorité, sens le congié dou bailli, et mener en sa maison? Il y puet bien mener les bestes, mais l'ome non.

CCXLVI. Se eschevin ont emquis aucune chose bien et loiaument, puet li baillis de s'auctorité derechief appeller les tesmoingnages, et emquerre ce qu'il on dit? Nenin. Et s'il le font, quelz est li drois? Il ne doivent pas jugier.

CCXLVII. Se eschevin dit au bailli : « Nos volons que vous feites « ainsi pour l'onor de la ville et la notre; » se li baillis n'en weult rien faire por elz, quel est li drois? Il ne doivent miez jugier.

CCXLVIII. Se eschevin ont otroié à aucun ou doné aucune choze qui parteingne à toute la commune, se la commugne ne s'i consent en don, puet-il estre rapelez? Nenil; mais que ce soit au profit et à l'onor de la ville.

CCXLIX. Demandé fut se li eschevin pueent dire à un des eschevins : « Vous avés fait moult pour nous et devez faire, et pour ce « nos vous quitons. » Respondu fut que celle aquitance est bonne et vaut.

CCL. Demandé fut à Yppre, de par la ville de Saint-Disier, que se Martins se plaint de Jehan en meniere que cilz Jehans li face tort d'une debte ou de heritage ou d'autre chose, Martins, comment se doit-il plaindre? Il doit venir au bailli ou à celui qui sera en son lieu, et li doit dire que Jehan li fait tort d'une tel chose; maintenant li clercs le signour doit mettre en escript le nom de celui de cui on se plaint, et le nom de celui qui se plaint, et la choze dont on se plaint, et jour assener as partiez.

CCLI. Cilz qui se plaint est ou estranges ou privez : s'il est estranges, maintenant doit estre semonus cilz de cui il se plaint en meniere que li plais soit finez dedans tier jour, et, s'il est privez, au premier jour, plains jours sera assigné, se ce n'est d'eritage; après à cui se doit-on plaindre au bailli ou à son serjant?

CCLII. Coment doit-il estre semonus? Par message ou par propre voix? Qui le doit semonre? Li baillis ou ses messages.

CCLIII. Après faite la clamor, coment se doit avoir cil qui demande encontre celui cui il demande? Il doit venir au jour et offrir sa demande. A cui la doit-il offrir? Au bailli, devant les eschevins.

CCLIV. Après demandé fut se li demanderes doit proposer s'action ou ses advocàs? Il la puet bien proposer s'il welt, ou ses advocas, par congié dou bailli.

CCLV. Si on a otroié à celui qui demande ou à celui cui on demande congié d'avoir advocat, cilz advocas qui sera nomez et otroiez, il ne poura pas raporter la raison au revenir du consoil, s'il ne demande ensois congié au bailli; et s'il le raporte sens congié dou bailli, il sera en amende de trois s. envers le bailli.

CCLVI. Loist-il au maistre amender l'error de son advocat, sens paine et sens corpe? Il li doit bien amender, mais ce n'est miez sens corpe. Quelz est la corpe? Elle est de trois s., se li fautes ou li corpables ne se concorde en ce que ses advocas avera dit.

CCLVII. Li quelz est tenu en la corpe, ou li advocas ou les parties? Li advocas y est tenus.

CCLVIII. Pueent parler cil qui sont environ le plait sens paine et sens corpe? Nenil; et s'aucuns avera dit aucun mot sens congié, s'il n'est faitres ou corpables ou advocas, puis que li baillis avera mis ban, il sera en peine de trois sols.

CCLIX. Se li corpables ne vient à son jour, que doit-on faire au demandour ou à la justice? Il est ausi com se la debte fust que-

neue ou noiée, et si va-on avant en la cause as provances, ausi com se la debte fut noiée, la justice n'en at riens.

CCLX. Se li corpables propose aucunes exceptions, doit les il prover? Oïl. Comment les doit-il prover? En tel maniere que s'il dist celui qui li demande escommenié, il le doit prover par le preste dou lieu ou par lettres de juge ordenel ou d'aucun liegat; et s'il dist qu'il est parjurs ou de malvaix renom, il le doit prover par les eschevins de la ville, et s'il le doit prover si tost comme il l'avera mise avant, ne on ne li donra autre jour à prover.

CCLXI. Après, se li corpables avera noié la choze demandée, comment provera li faitres? Ou par tesmoingnages ou par estrumens ou par sairement? Il le doit prover par loiaus tesmoingnages ou par estrumens de la ville ne par autre ou par sairement, s'on li dit : « Sor vostre sairement soit, » ne autrement.

CCLXII. Après, il ne puet avoir plus d'un jour après, mais que en un cas; en tel que, se Martins vient au jour pour prover s'entancion, et il n'at ses tesmoingnages, et il voelent jurer qu'il ait requis debonairement ses tesmognages, com il puet, qu'il venissent tesmogner la verité.

CCLXIII. Adonc avera-il secont jour de prover; et li baillis et li eschevins contrainderont les tesmoings qu'il veinent dire la verité. Dui tesmoings ne soufissent en nul plait s'il ne sont loial, et qu'il n'i ait riens à dire.

CCLXIV. Puent li corpables dire contre les tesmognages de celui qui li demande, pour qu'il no portent tesmognage, s'il sont excommenié ou parjur ou d'autre cause souspeceneux? Oïl, s'il le prueve maintenant.

CCLXV. En quelz causes sont li tesmoingnage à refuser? Tuit li tesmoings où il n'at à dire et qui sont souspecenés, sont à refuser, selonc l'esciant des eschevins et lor sairement. Qui sera semonus as plais et ne venra devant, douze d. paiera d'amende.

CCLXVI. Giex puit-il ou hom de malvaise loy porter tesmoingnage? Nenil.

CCLXVII. Dedans combien de temps doit oïr debouter les tesmoingnages? Maintenant, et qui ne le feroit, il ne seroit miez oïs dès lors en avant.

CCLXVIII. Puet-on amener tesmoignages contre tesmoings? Nenil.

CCLXIX. Estrumens communs ou saelés de sael auctentique est-il à croire plainnement? Nulz estrumens ne feroit provence devant eschevins, mais que tant soulement s'il iere saeleis dou sael de la ville.

CCLXX. En quelz affaires doit-on donner lettres de la ville? En celz qui doivent durer longement.

CCLXXI. Comment doit-on resoivre le sairement de celui cui on demande? On doit en tel maniere le sairement de celui qui demande qui ne traiera faulz tesmoingnages ne n'i querra enpeschement, per que la besoingne soit retardie ne per coi la bessoingne ne soit maintenant finée, s'il puet. Ce meismes jurera li corpables en deffendant. Sairement sont recepu en toutes causes.

CCLXXII. Com aucuns alast de nuit par la ville, uns hons le navra; li navrez cria, si que mainte gent yssirent hors. Li navrez dist: « Martins m'at navrey, et si avoit avec luy assez autres gens que je « ne cognois. » On le noie, et ne puet estre prové per tesmoingnage

que on l'ait navrey, ne mais que per presumption de celui qui est navrez. Que doient faire sur ce li eschevin? Il doient resgarder le navré et li doient demander sur le peril de s'ame qui fut cilz qui le navra, et li doient ajurer qu'il n'en encorpora nelui mais que celui qui at fait la plaie. Se li navrez nomme aucun, et il muert de la plaie, celui qu'il aura nommé d'omicide, sera corpables; et se li navrez respasse, quant il sera respassez, on emquerra contre celui qui avera esté nommez de la plaie faire; et s'ensi estoit que par tesmoingnage ne puest estre trovée la veritez, on doit resgarder se cil qui avera estez reclamez de la plaie soit de bone conversation et de bone renommée ou de malvaise; se de bone, nulle riens ne sera prové contre lui loiaument; et s'il a esté criez autre fois de tel blasme, il sera en tel fourfait qu'il iert bannis.

CCLXXIII. S'aucuns dist que on li ait emblé aucune choze et il en mescroit aucun, comment le pourra-il prover? Il ne le poura prover ne par tesmoingnage ne en nulle maniere, s'il ne l'a pris à tout le larrecin.

CCLXXIV. En quel fourfait sera cilz qui avera l'autre reclamé de larrecin? Ou il remaindra lerres, ou il le liverra larron.

CCLXXV. Loist-il à apeler en ceste franchise? Oïl. Doit-on apeler devant jugement ou après? Oïl, et au chief de la franchise, devant jugement, se on doute que eschevin n'aient bon consoil sor cele choze. Qui sont tenu à porsuire l'apel? Li eschevin. Et puis que eschevin traveillent après l'apel, et le poursuient, qui lor doit livrer lor despens? Cilz qui apele doit estre apparilliez maintenant à tout chevaux et à despans, en tel maniere que li eschevin puissent raporter lor consoil dedans quinzainne.

CCLXXVI. Quelz est la paine dou mal apelant? Il est condemnez en despens. Li mal apelans devant jugement est-il en nulle paine

d'amende? Nenil. Cilz qui apele après jugement, soit bien, soit mal, est en paine de soixante l. et à chascun des eschevins dix l. Cilz qui apelle devant jugement, s'il apele mal, il doit tant solement les despens; et s'il porsui, ses adversaires li doit rendre.

CCLXXVII. Dedans quinzainne doit-on poursuire son apel? Que doient faire eschevin, puis que on apele? Il ne doient miez jugier.

CCLXXVIII. Il est à savoir que se Martins trueve aucun estrange homme qui lui doie aucune choze, comment le doit-il plaidoier? Devant bailli et eschevins. Puet le il panre? Nenil, sens congié dou bailli. Le pueent panre li eschevin sens congié dou bailli et li baillis sens eschevins? Nenil; mais li baillis le puet bien panre sens eschevins.

Li estranges hons puet-il le privé traire en cause davant eschevins? Nenil, jusqu'à tant que la cause serat finée dont li privez l'avera premiers araisnié. Et se li estranges troeuve aucun borgois qui li doie, et il le plaidoie devant les eschevins, le puet li bourgois reconvenir? Nenil, jusqu'à tant que la cause soit poursuite. Après il le puet plaidoier sor muebles et sor heritages, mais que la premiere cause soit finée; et se li heritage siet hors de la banliue, il ne le poura traire devant eschevins de la ville.

CCLXXIX. Quant eschevin soufissent en plait de mueble? Cinc ou plus.

CCLXXX. Quant en soufissent en cause d'eritage? Sept ou plus. Et doivent-il estre tuit ansemble là où on traite de capitel sentance? Au moins sept.

CCLXXX *bis*. Se eschevin sont amonesté, de par le bailli, qu'il ne juguent devant lui, doient-il venir par necessitey? Oïl. Cilz qui le contredist est parjurs, et pour parjurs est tenus.

CCLXXXI. Eschevin doient dire lor jugement en haut, et là ou plaidoié, et en lieu commun, et en seant, non pas en estant, et non pas tuit ensamble, mais li uns tant soulement.

Li baillis ne doit pas estre où li eschevin parolent entre aux à consoil, ne il ne doivent pas raporter jugement, s'il ne sont premiers amonesté dou bailli. Et se li uns raporte et li autre le contredient et ne le voelent suire, en quel paine est-il? Il et tuit si bien sont à la volenté au signour.

CCLXXXII. En quel temps doit-on jugier et tenir les plais? En tous temps, mais que ens Avens de Noel et en quaresme et en mois de moissons, se ce n'est action ou cause de tort, qui est à oïr et à traitier en tous temps.

Li hons estranges est adès à oïr et à despeschier, mais li home dou fié le signour ne sont pas estrange.

CCLXXXIII. Cilz qui est condempnez, comment doit-il estre justiciez qu'il paist ce qui sera ajugié à son adversaire par le bailli? On doit premiers panre son mueble, après ce qui n'est pas mueble.

CCLXXXIV. Des chozes dou mueble tex est li drois, que li baillis metera ban sur le mueble par huit jours, en tel maniere que cilz qui la debte devera, porra racheter ses chozes au premier ban, s'il voelt; et s'il ne les rachete, li baillis i metera secont ban de trois jours, et à chascun ban avera li baillis douze d. Se li condempnez ne rachete ses chozes au premier ban ou au secont, li baillis metera celui cui on doit la debte en vraie possession des chozes devant dictes. Des chozes qui ne sont pas mueble, telz est li drois, que li premiers ban y cera mis per quinzainne, après per huit jours, après per trois jours, et de chascun aura li baillis douze d., et à la fin cilz cui on doit la debte sera mis en vraie possession de toutes les chozes desus dictes. Et s'ensi est que li corpables n'ait ne mueble ne heritage, on doit retenir son corps en meniere que li baillis le gardera

quinzainne, et puis le rendera, par les eschevins, à celui cui il devera en la ville sens chartre, en ennialz ou en buies, sens blecier et sens perdre membre, et se li donra au moins pain et eaue; et s'il doute de lui, il le pourra lier per eschevins, en tel maniere que, per les ennialz ou les buies, sera liée et fichiée une chaiene de fer de deus toizes de loing et sera liez à un postel ou à un tronc. Et qui doit faire paier? Li baillis. Et s'il ne fait, que doient faire li eschevin? Il ne doient miez jugier, mais il doient oïr et quenoistre et enquerre des causes.

CCLXXXV. Tenure vaut d'un an et un jour, en tel maniere que, se cil qui tient est mis en possession par bailli et par eschevins, il ne serat pás desvestus s'il l'a tenu un an.

CCLXXXVI. Eschevin pueent bien faire bans et institutions, et amender les coustumes de la ville, au mielz qu'il sauront, par le signour.

CCLXXXVII. S'aucuns malz est fais, dont clamors n'est faite, se li baillis en demande la verité as eschevins sens les partiez, la doivent-il enquerre par droit? Oïl, et i sont tenu.

CCLXXXVIII. Comment est dis aucuns qui muert sens hoir, quant il n'a ne parens ne cousins; cousins en tiers ou en plus jusqu'à quint sont-il dit hoir, selonc la coustume de la ville d'Yppre? Oïl.

CCLXXXIX. Feme puet-elle aplegier se elle a mari? Nenil, se li maris ne li a otroiée à faire loial marchié de ses chozes.

Se plusor plege sont, et la debte n'est nommée dont il sont plege, sont-il plege de tout? Oïl, s'il ne fut devisé de combien chascuns serat pleges.

Ita est. W. Wiitz.

Nous, advoé, eschevin et conseil de la ville d'Ypre, avons veu, visité et examiné tout au long, par grant et meure deliberation de conseil, cestui registre à nous présenté de par nos très chiers et grans amis les eschevins et commune de la ville de Saint-Desir en Pertois, resortissans en loy par devant nous, par leur deputé, saige et discret, messire Guillaume Minet, presbtre, curé de Saint-Martin du Lo Noue [1], contenans pluseurs sentences aultres fois ès cas en icelluy contenuz, par nous rendues sur aucunes questions par cy-devant à nous faictes, ensemble pluseurs poins, articles et questions qui de nouvel nous ont esté presentées pour en avoir nostre jugement. Lequel registre touchant les sentences icy aultres fois rendues, contenues en icellui, nous approuvons, et ainsi en usirions en cas semblable. Et posé que l'en parle en aucuns jugemens à la fin du dit registre, par Il semble la maniere de parler est telle et l'entendons que ce soit jugement; et donnons en charge de conseil et advis de chief lieu à iceulx eschevins d'eulx gouverner selon et par la maniere que les jugemens contenuz au dit livre declairent, et aussi que en la fin de chascun article de ce present recort s'ensuira, affin de, selon iceulx, jugier et user perpetuellement.

Ce sont les poins et articles les quelz nous, eschevins de la commune de Saint-Desir en Pertois, envoyons à vous, reverends, sages et discretes personnes et noz chiers seigneurs les advoé, eschevins et conseil de la ville d'Yppre, sur les quelz articles nous prions et supplions, comme à nostre propre chief et resort, à nous envoyer conseil et jugement, et comment nous nous en devons gouverner.

CCXC. Chiers seigneurs, plaise vous nous dire et faire savoir comme il soit ainsy que noz seigneurs de Saint-Desir nous ont laissier joïr et user paisiblement du tabellionnaige en nostre dicte ville, et que tous les bourgois, manans et habitans en la dicte ville et banlieue, peuent vendre, aliener et transporter leurs biens et heritaiges; et ce fait, par devant deux de noz compaignons eschevins, viennent les vendeurs et acquesteurs recongnoistre le dit vendaige et acquest, et d'iceulx prenons les creans et passons lettres, soubz nostre seel, au prouffit de qui il appartient, et que sur iceulx acquesteurs aions droit de toute ancienneté de prendre et avoir douze d. tournois pour livre, les quelz se convertissent et emploient à la re-

[1] Lisez *de La Noue*.

paracion de la dicte ville. Or est-il ainsi, que pluseurs des dis bourgois et autres residans en la dicte ville et banlievve, pour obvier à payer les dis douze d. tournois pour livre, quant ilz ont fait aucuns acquests ou vendaige, ilz passent et font passer leurs dictes lettres pardevant deux notaires royaulx qui ont puissance de prendre leur creant et prennent aultre loy que la nostre; et sy ce font les dites lettres et contraux dedens la dite ville et banlievve : Si vous prions qu'il vous plaise à nous dire ce les povons contraindre à paier lesdits douze d. tournois pour chascune livre et c'ilz y sont tenus, veu et consideré que ilz sont residant en la dite ville et banlievve; et s'ilz y sont tenus, comment les povons contraindre à les faire paier.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, selon la coustume d'Yppre, est assavoir que, quant aucuns de la dite ville ou de dehors veullent transporter, vendre ou adhiriter quelques hiritaiges scituées en la ville ou banlieue de Saint-Desir, ilz le doivent faire par devant eschevins de la dicte ville de Saint-Desir, en payant le droit accoustumé, et qui aultrement le feroit, le transport ou vendicion seroit de nulle valleur, et neantmoins, tant l'achateur que le vendeur, en seroient pugnisables, selon l'arbitraige des dits eschevins.

CCXCI. Item, plaise vous à nous dire et faire savoir quel fourfait et amende font cilz ou ceulx qui autrefois ont esté eschevins, et du serement de la court d'iceulx, quant ilz parlent contre l'ordonnance faicte par eschevins, et revellent en commun et publique lieu les secrez du dit eschevinage.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge comme dessus que se le cas eschiet que aucun, non estant eschevin, revele le secret et ce qu'il a oy comme eschevin, posé qu'il ne soit plus au dit serment de eschevin, il en est pugnisable selon la qualité du meffait.

CCXCII. Faictes-nous savoir, s'il vous plaist, quelle amende font les bourgois et habitans de la dite ville, quant ils vont contre les ordonnances faictes par les diz eschevins.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge comme dessus que, quant aucun fait contre l'ordonnance des dits eschevins, l'en le doit pugnier selon la teneur et contenu des ordonnances, ou cas que pugnicion y est expressée, et sinon doit estre corrigié selon la qualité du mesprisement.

CCXCIII. Item, plaise vous nous dire ce des acquestz que les bourgois et habitans font en la dicte ville et banlievve, après loy faicte, et depuis vendent les dits acquestz, se les parens prochains ou le premier parent et qui pourvenra puet retraire le dit ou les dits acquestz, le tout ou partie d'icellui, pour ce que aucuns disent et veullent maintenir que, combien que cellui qui retrait ne puet retraire que du costé de sa ligne, c'est assavoir du costé dont il est parens et non d'autre. Et aucuns disent que en acquestz n'a point de retraitte: Sy nous en vueilliés dire le droit, et comment vous en usés.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dessus dicte ville d'Yppre, donnons en charge, comme dessus, que, de tous acquestz de hiritaige, les plus prochains amis de lignaige de sang, appartenans soit de par le pere ou de par la mere, doivent avoir le retraict des dits heritaiges, selon la coustume en tel cas entretenue.

CCXCIV. Item, plaise vous à nous dire ce aucuns voysins font abonnaige de leurs heritaiges en mettant pieres, les quelles font bonnes, et avient depuis que debat et question en naist entre les parties, en disant qu'ilz n'aient bien abonné leurs dits heritaiges, et se procès s'en meut, à qui en doit estre la congnoissance, ou aux eschevins ou au bailly, le quel bailly tient sa justice appart et use d'autre loy et coustume que la nostre.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge, comme dessus, aus dits eschevins de retenir la congnois-

sance et judicature de toutes questions et debas meues ou à mouvoir à cause des bon[illegible]nises ou à mectre en la ville ou banlievve de Saint-Desir.

CCXCV. Chiers seigneurs, nous vous demandons comme il soit ainsy que, en nostre dicte ville, aions mesures à mesurer grains et vins, et marc pour marcquer les dites mesures, et avient par pluseurs fois que le bailly et la justice du Roy, qui est seigneur du dit lieu, veullent avoir la congnoissance de ajuster les dites mesures et estre present à les ajuster et marcquer et jugier icelles bonnes ou mauvaises, quant le cas y eschiet : Sy nous vueilliés dire comment vous en usez, et se la congnoissance nous en doit appartenir ou au bailly.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge, comme dessus, aus diz eschevins d'aussy retenir la congnoissance des mesures des grains, vins et aultres, et semblablement du poix, et les wardeurs des grains et pains doivent faire la plainte devant le bailli et eschevins, et le doivent jugier les dits eschevins.

CCXCVI. Item, vous prions qui vous plaise à nous dire comment vous usez des villes circonvoisines qui sont tenues de venir prendre mesure et marc à vous, pour ce que nous avons pluseurs villes qui sont subgettes, et tenues de prendre mesure et marc; et comment les pourons contraindre de y venir, et quelle amende il y a quant nous trouvons mesures qui ne sont point justes à nostre dit; et se nous y povons envoier noz sergens les prendre et visiter, assavoir c'elles sont bonnes ou mauvaises; et se nos diz sergens doivent estre creu de ce qu'ilz en trouveront et rapporteront.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge, comme dessus, que, veu et consideré que les diz eschevins sont en bonne possession et saisine que les circonvoisines villes doivent aler à la dite ville de Saint-Desir, pour faire marquier

leurs mesures et poix, que ilz doivent fermement entretenir icelle possession par la fourme et maniere que l'en l'a par cy devant usée, et les sergens doivent estre creus en icelle cause, comme ès aultres causes, meus, se aucuns en y a non veullians user de la dite possession de faire marquer comme dessus, en usant de maindre mesure ou poix, ilz payeront, pour chascune fois que le cas eschiet, deux fois soixante s. tournois; les soixante pour le seigneur là où le cas eschiet, et les aultres soixante au seigneur et à la ville de Saint-Desir.

CCXCVII. Très-chiers seigneurs, veuilliez nous dire se les eschevins du dit Saint-Desir et aultres officiers de par eulx, peuent aler par nuit et par jour, à telle compaignie que bon leur semble, visiter la dite ville et muraille d'icelle, et ce en ce faisant mesprennent et font offence envers le seigneur, et s'ilz treuvent aulcuns mesfaiteurs, c'il les peuent prendre et emprisonner.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge, comme dessus, aus diz eschevins et advoez qu'ilz peuent, toutes fois que bon leur semble, aler de nuit à toute leur compaignie, et porter, sans eulx mesprendre vers le seigneur, telz armures et bastons, paisiblement alant, qu'il leur plaira; mais il ne leur loist de arrester personne ne mectre en prison, veu que de tous cas ilz doivent estre juge, sinon en temps de guerre et commoichion.

CCXCVIII. Item, nous dittes, s'il vous vient à plaisir, quelle amende il y at à dire à ung eschevin ou à pluseurs : « Tu y es, ou « vous estes mauvais languaers, et faiz ou faites pluseurs dommaiges « par ta langue ou par vos langues et parolles. »

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, aus diz eschevins que, quant plainte vient par devant eulx que aucun a dit parolles injurieuses au contempt d'ung eschevin ou pluseurs, qu'ilz en fachent pugni-

cion selon l'exigence du cas, à leur discrecion, en lui constraindant de cryer pardon ou bailli et eschevins, et puis après par pelrinaiges ou autrement.

CCXCIX. S'il vous plaist, vous nous direz quel fourfait et amende fait ung eschevin ou ung bourgois ou habitant de la dite ville qui à lui contempt et des diz eschevins, prent et obtient une sauvegarde du seigneur, et icelle met ou fait mectre et assoir sur ses manoirs et heritaiges, et la signifie aus diz eschevins par ung sergent du dit prince; aussi nous dictes se ses compaignons eschevins doibvent tenir loy et jugemens avec luy, et comment nous en devons faire.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge, comme dessus, que quiconques prent sauvegarde, pour doubte qu'il ait et fut contre les eschevins, en ce ne mesfait-il de riens, veu et consideré que le sauvegarde ne amendrist ne le jugement ne le droit de partie, et eschevins ne mesfont riens de communiquier avec icellui.

CCC. Item, vueilliés nous dire quelle amende fait ung eschevin qui dit : « En despit de tous les villains Jaques, mon hiritaige « que on m'a destruit et despecié sera refait; » comme s'il voulsist dire : « L'ont fait ou fait faire les eschevins, pour ce qu'il leur desplait « de ce que j'en ay fait. »

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dessus dite ville d'Yppre, donnons en charge aus diz eschevins de jugier quant aucun eschevin dist injures aux aultres, en disant : « Vilains Jaques, traitters et « conspirateurs » ou semblables parolles, ilz le doivent pugnir, en lui enjoingnant de crier merchy au bailli et eschevins sur ung grant jour de plait, et d'aler dedens huit jours après ung peilrinaige à Nostre-Dame de Briele à la dite ville d'Yppre, ou ailleurs en semblable distance; et en icelle eglise de faire chanter une messe, et à l'offerande d'icelle y donner et presenter une chandelle de cire

pesant cinq livres, aornée de deux escuchons, l'ung des armes de la dite ville d'Yppre, et l'autre de la dite ville de Saint-Desir, emportant certisfication de la loy de la dite ville d'Yppre, d'avoir accompli ce que dit est; et ou cas qu'il ne le fait, qu'il payera l'amende de trente escuz d'or à appliquier comme l'en a accoustumé illec de distribuer aultres semblables amendes.

CCCI. Item, plaise vous à nous dire quelle amende et fourfait fait ung eschevin envers nous aultres eschevins qui va seoir aux jours du bailly tout seul, sans ses compaignons eschevins, comme il soit ainsy que par ses diz compaignons eschevins soit dit et ordonné, pour entretenir le point de leur charte, que les dis eschevins ne sont tenus de faire loy ne porter prouffit au seigneur, jusques à tant que la requeste, faicte par les diz eschevins au dit bailli, soit interinée, et que desjà les diz eschevins aient differé à faire la dite loy, et le fait contre le vouloir de ses diz compaignons eschevins.

Nous, advoé, eschevins et conseil dessus diz, donnons en charge de jugier, comme dessus, que, quant le cas eschiet que aucun eschevin va directement contre les chartes, privileges et libertez de la dite ville de Saint-Desir, dont le bailli fait sa calange, les dis eschevins le doivent jugier parjure.

CCCII. Si vous plait, vous nous dirés ce le bailly peut contraindre toutes manieres de gens, pour quelque cause que ce soit, à respondre devant lui en son auditoire, combien que ce soient cas et raisons que nous en devons avoir la congnoissance; et, se ainsy le fait, quelle provision et remede devons-nous faire. Aussi nous dirés que, quant le dit bailly est reffusant de nous faire droit d'aulcune requeste que luy faisons, et nous differons à faire loy, comme l'avons par nostre chartre et par raport de vous, ce il nous peult contraindre par commandement et à certaines paines d'assister à son jugement, ès jours ordinaires.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons

en charge, comme dessus, de retenir la congnoissance de tous cas, et le bailli n'en doit avoir quelque congnoissance, car il n'est que executeur des sentences, et, s'il est refusant ou delayant de faire loy à la requeste des diz eschevins, les eschevins ne sont tenuz à sa poste de faire loy ne de jugier à sa monicion.

CCCIII. Item, nous vueilliez dire se le bailly peut tenir ses jours ordinaires sans estre acompaignié des eschevins, et quant eschevins ilz doivent estre; et, se le cas advient, ès jours non ordinaires, que le dit bailly congnoisse, pour quelque cause que ce soit, s'il est de necessité que aucuns des diz eschevins ou tous soient presens.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que, combien que le bailly de la ville d'Yppre n'a aucuns jours ordinaires pour faire droit aux parties, pour ce que le bailli du dit Saint-Desir les est acoustumé de tenir, l'en ly peult encore accorder, moyennant ce que il ait d'emprès luy, ès causes civiles, deux eschevins ou pluseurs, et, ès causes criminelles, cinq eschevins ou pluiseurs, les quelz en son absence feront leurs jugemenz, et les pronuncheront en sa presence.

CCCIV. Chiers seigneurs, plaise vous à nous dire se les enfans orphenins, pour aprendre aucuns mestiers, science et praticque, ou pour aultre cause que ce soit, sinon qu'ilz aient aage competent ou environ, sy se peuent obligier, puis qu'ilz sont enfans de bourgois, sans le consentement des advoés du dit Saint-Desir; et ceulx qui ne sont enfans de bourgois, sinon habitans, en cas pareil, s'ilz sont subgetz à nostre loy.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que nul orphenin ne se peult obligier en debte plus hault d'ung florin de Rein, et ce à une fois seullement, de boire et mengier, ou cas qu'ilz ne sont manifestement contractz et marchandises; et tous orphenins d'icelle ville sont subgetz à la dite loy.

CCCV. Item, s'il vous plait, vous nous dirés ce eschevins peuent faire taille et impost ou autre aide et subside, la getter et imposer sur les bourgois, manans et habitans, sans appeller iceulx; pour ce que ung seigneur de Saint-Desir et sa femme ont donné lettres de franchise pour ce faire, et ne fait mancion en icelles de y appeller aucuns des diz bourgois et habitans, sy en sommes en doubte.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge, de jugier comme dessus, que, quant ilz veullent faire aulcuns impostz ou taillez, ilz le doivent faire selon le contenu de leur chartre et anchienne coustume, et ilz doivent appeller aucuns des plus notables bourgois de la dite ville.

CCCVI. Il est vray que chacun an sont mis et esleuz maistres des mestiers du dit Saint-Desir; et après ce qu'ilz sont esleuz par les compaignons des diz mestiers, se les compaignons des diz mestiers et autres le doivent presenter au bailly ou à nous? Et le quel en doit prendre le serement? Et, ce les diz maistres qu'ilz seront esleuz pour le dit an, peuent tenir juridicion, et jugier les denrées et ouvraiges bonnes ou mauvaises, quant le cas le requiert, sans ce que nous en aions la congnoissance?

Nous, advoé, eschevin et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier comme dessus, que tous regardeurs et gouverneurs ils doivent *par vous eschevins estre*[1] instituez et serementez; les quelz serementez n'auront aucune congnoissance de jugement touchant leur mestier, se elle ne leur est ottroyé par les diz eschevins, sinon en accusant ou denonchiant les faultes d'icellui aux bailli et eschevins d'illec, excepté les gouverneurs de la draperie et foulonnerie, qui peuent faire faire appointemens entre parties, et jugier la bonté de leurs ouvraiges, sinon en cas de faulceté ou de crisme, dont la congnoissance appartient à la dite loy.

[1] On lit en marge : *Hanc correctionem Yprensium consiliarius et scriba feci, teste signo* W. Wits.

CCCVII. Item, plaise vous nous dire et declarer se les bourgois du dit Saint-Desir, qui sont adjournez les ungs contre les autres, par devant le bailly, s'ils se peuent accorder sans amende envers le seigneur.

Nous, advoé, eschevin et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que ceulx qui s'accordent sans le consentement du bailli ne mesfont de riens envers le dit bailli, veu que à lui ne appartient la cognoissance, et qu'il ne doit estre que executeur des sentences et jugemens, comme dit est.

CCCVIII. Item, dittes-nous, s'il vous plaist, quand le cas eschiet en matiere criminelle, qui doit faire le procès du criminel, et à qui est à rendre la sentence, ou à nous ou au bailly? Et s'il est que nous devons rendre la sentence, ce la debvons rendre en nostre maison ou en l'auditoire du bailly?

Nous, advoé, eschevin et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que, ès causes criminelles, le escouthete, ou nom du bailly proposant, fait le procès contre les delinquans des cas criminelz, et les ditz eschevins en doivent terminer et donner leur sentence à la vierstance. C'est là où l'en est accoustumé de jugier les delinquans à la mort.

CCCIX. Plaise vous à nous faire savoir se les regardeurs de pain, que nous disons abrocheurs, c'ilz doivent prendre le pain des boulengiers, quant ilz le treuvent petit, devant les gens commun, et s'ilz le doivent peser en general? Aussi, s'ilz ont regart sur les grains que on en vend ès halles et ailleurs, et comment vous en usez?

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que les diz regardeurs doivent exercer leur office ainsi que l'article fait mencion, en deboutant et reffusant tous grains puans mis à vente.

CCCX. Item, plaise vous nous dire, se aucun appellant ne fait son devoir de relever son appel comme jà est dit par vostre loy.

CCCXI. Item, mesmement c'ilz appelloient en la court de parlement, et qu'ilz ne vensisent au lieu d'Yppre, que devons-nous faire?

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que quant aucun appelle de quelque sentence ou jugement par les diz eschevins donné, icellui doit namptir de telle et si grande somme que vault le jugié, et oultre ce, affin qu'il refonde des despens, namptira ès mains du bailli d'ilecq la somme de cent et vingt et cinq couronnes d'or, saulve et reservé que icellui ne provocque devant les eschevins d'Yppre de chose nouvelle dont ils n'aurient jamais sentence rendue; car en ce cas ne debveroit riens namptir, et se ung appellant ne relieve son appel, il chiet en l'amende de soixante l. tournoys et la sentence sortira son effect.

CCCXII. Item, plaise vous à nous dire et faire savoir, quant le procureur met aucun de Saint-Desir en cause par devant eschevins, pour cas de delit, et que la partie viengne par devant les diz eschevins par pluseurs fois, et depuis fait deffault, et n'y vient point, et le laisse courir le dit procureur ung an ou plus sans rapeller, et puis après le dit an le fait rapeller devant les diz eschevins, pour le dit cas, dont il a fait le deffault, est-il tenu de respondre ou non, veu et entendu que le dit procureur l'a laissié plus d'ung an sans faire r'ajourner? Plaise vous nous en dire le droit.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que, quant le bailli ou cil qu'il propose pour le bailli, veult attraire devant les diz eschevins chacun de crisme ordinaire, il le doit faire dedens an et jour; et de crisme extraordinaire, là peult-il attraire quand il luy plaist, et fust cent ans après; mais une cause acommenchie doit estre poursuye à chascun jour de plait, ou au moins legalement continuée, car aultrement le procès cherroit hors de loy et en interrupcion.

CCCXIII. Chiers seigneurs, plaise vous nous dire, quant on vous

fait plainte de quelque personne qui ait encommenchié un nouveau edifice saillant oultre la rue, au prejudice de ses voysins et du bien publicque, comment nous nous devons regler à faire demolir le dit nouveau edifice.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que, quant plainte vanra devant les dis eschevins que chacun ou prejudice de ses voisins ou autres ait encommenchié nouvel ouvraige edifier, deux des diz eschevins doivent aller visiter icellui ouvraige, et mener avecques eulx ung maistre carpentier et ung maistre machon, ensemble leur clerc juré; et, de ce qu'ilz en treuvent, font rapport à leurs compaignons eschevins; et ou cas qu'il est trouvé que le dit nouvel edifice est dommaigeux et prejudiciable, les eschevins jugeront que l'en le face demolir; et ou cas que on ne le fait, ilz le feront faire par leurs sergens; et, ce fait, l'edifieur du dit edifice porra proceder pour soustenir son droit devant les diz eschevins ainsi que bon lui semblera, *en ensuivant l'autre jugement en cas semblable donné*[1].

CCCXIV. Aussy vous nous dirés, s'il vous plaist, que quant nous recepvons aucun des bourgois et habitans de la dite ville, malades et lepreux, en l'ostel des diz lepreux, quelle prouvende doivent avoir tous les jours les diz malades, et ce les diz malades doivent faire ès jours de la sepmaine aucuns pourchas en la dite ville pour eulx vivre, et en quel jour ils le doivent faire, et comment vous en usez.

Nous, advoé, eschevins et conseil de la dite ville d'Yppre, donnons en charge de jugier, comme dessus, que les malades et lepreux doivent avoir, selon l'ordonnance de la dite ville d'Yppre, annuellement pour leur prebende trente-deux escus d'or, pour les convertir en leurs vivres et affaires, qui vient par jours deux solz neuf deniers tournois; mais ilz ne font nulz autres pourchas par la ville.

[1] On lit en marge : *Hanc correctionem feci qui me supra scripsi.*

Et affin que tous les precedens jugemens, tant les vieulx que les nouveaulx, soient entretenus à perpetuité, nous, advoé, eschevins et conseil dessus dit, avons commandé à nostre bien amé maistre Guillaume Wiits, licencié en loix, nostre secretaire, de siguer cestui registre de son saing manuel, et l'avons fait seeller par tous les foillez et assellez en lais de soye et cire verd de nostre seel aux causes et contre-seel du secret de la dite ville d'Yppre. Le septiesme jour de juing, l'an mil quatre cens soixante et dix.

Ita est W. Wiits.

Digitized by Google

NOTES.

Digitized by Google

NOTES.

ARRÊTS.

Page 6, note 1.

A la fin du XIIIe siècle, la différence de langage entre la langue d'oïl et la langue d'oc existait tout entière, et, malgré la réunion sous le même sceptre des provinces où ces deux idiomes étaient parlés, on continuait d'appeler *lingua gallica* la langue en usage au delà de la Loire.

Page 21, note 2.

La forme des ajournements avait une très-grande importance et donnait souvent lieu, non-seulement à des plaintes et à des protestations, mais à des voies de fait contre les officiers qui portaient et signifiaient ces actes. Saint Louis avait déjà accordé au roi d'Angleterre la faveur d'être ajourné à la cour du roi par simples lettres. (T. I, p. 759, n° XVIII.) Philippe le Bel concède un privilége semblable, mais pour des cas déterminés, aux ducs de Bretagne.

Page 22, note 3.

Ces lettres sont de Guy, fils de Guillaume de Dampierre et de Marguerite de Flandre, comte de Namur depuis l'an 1263. Il avait été associé par sa mère au gouvernement de la Flandre dès l'an 1251, et il lui succéda en 1280. Cet acte se trouve ici, sans doute parce qu'il avait été soumis à l'approbation du roi de France, suzerain du comte de Flandre, et sa date est évidemment fausse. S'il est difficile de la remplacer par une autre qui soit

certaine, on peut au moins affirmer que cet accord fut passé pendant que Guy portait le titre de comte ou marquis de Namur, c'est-à-dire entre les années 1263 et 1280.

Page 28, note 4.

Ces deux chartes furent données au moment où l'animosité entre Philippe le Bel et Guy, comte de Flandre, était arrivée au plus haut point. Guy ne reconnaissait plus le roi pour son suzerain, et Philippe, le traitant comme un vassal en état de rébellion, appelait ses sujets *fideles nostri*, et disait avec affectation en parlant de lui : *Quem vocant comitem et tenent pro comite*. Les habitants de Bruges jugèrent le moment opportun pour faire rétablir plusieurs de leurs priviléges, que le comte de Flandre avait enfreints.

Page 33, note 5.

Si l'on pouvait considérer les actes qui suivent comme des arrêts, on devrait s'étonner qu'ils n'aient pas été mis à leur ordre de date; mais il est évident que ce sont des demandes adressées par les gens du roi d'Angleterre à la cour de France, et relatives à l'exécution du traité entre saint Louis et Henri III, passé à Abbeville le 25 ou 28 mars 1259. Le rédacteur du registre était donc autorisé à mettre à part des actes qui sont plus politiques que judiciaires.

Page 34, note 6.

Par *scriptorem* il faut entendre le clerc qui, dans les enquêtes, écrivait les dépositions des témoins. Ordinairement les parties n'en avaient pas. (Beaumanoir, c. XL, p. 224.)

Voici l'article du traité auquel se rapporte cet arrêt : « Et par ceste con-
« cordance sumes tenuz e promettons que nous feroms enquere, en la
« maniere desuisdite, se la terre que li cuens de Poictiers tint en Caorsin de
« par sa femme, fu donée ou baillée en tot ou en partie, du roy d'Engle-
« terre, par mariage ou par gagiere, à sa suer qui fut mere au conte de
« Tholuse, si come il est dit devant; e ce que trouvé sera que en fu ensi
« baillé ou donnée, nous li serons tenus à doner selonc la teneur de ladite
« pès, fete entre noz peres. » Art. VIII. (Rymer, t. I, 2e partie, p. 571.)

Page 34, note 7.

Voyez Rymer, t. I, 2e partie, p. 383, art. IV.

Page 36, note 8.

Voyez l'art. 1 du traité. (Rymer, t. I, 2e partie, p. 383.) Les privilégiés étaient les personnes à qui le roi avait concédé des fiefs par chartes scellées ou priviléges.

Page 38, note 9.

L'introduction de l'appel portait les fruits que la royauté en avait espérés. La barrière que le duel opposait aux appellations étant renversée, de toutes parts les vassaux des seigneurs, et particulièrement ceux du roi d'Angleterre, recouraient à la juridiction royale, non pas pour obtenir la réformation légitime d'un arrêt mal à propos rendu, mais *ad subterfugium;* en sorte que le pouvoir judiciaire des grands vassaux n'était déjà plus au XIIIe siècle que le simple droit de juger en première instance. Les gens du roi d'Angleterre vont plus loin, et déclarent que par cette fraude les appelants se dérobent au pouvoir de leurs juges naturels. Nous sommes arrivés à une de ces époques de désordre, que fait toujours naître l'introduction des nouveautés, même les meilleures.

Page 38, note 10.

C'est à tort que ces trente-quatre premiers articles sont qualifiés *arresta;* il est facile de voir qu'il s'agit ici, non d'arrêts rendus entre parties, mais d'une ordonnance royale relative aux appellations de l'Aquitaine, et qui, à ce titre, aurait dû trouver place dans le recueil de Laurière. L'omission commise par cet éditeur s'explique d'autant moins qu'il y avait placé des lettres de Philippe III, datées de l'an 1283, qui se rapportent au même sujet. (*Recueil des ordonnances des Roys de France*, t. I, p. 381.)

Page 39, note 11.

Les jurisconsultes et les historiens citent la décrétale *Super specula*, du pape Honorius (*Decret. Greg.* l. V, t. XXXIII, c. XXVIII), et les lettres patentes données en 1312 par le roi Philippe le Bel, pour le rétablissement de l'étude du droit civil à Orléans (*Ordonnances*, t. I, p. 501), afin de

montrer que, dès le XIIIe siècle, la France était partagée en pays de droit écrit et pays de droit coutumier. Cette ordonnance insérée dans les Olim, et particulièrement son article VI, nous semblent plus propres à donner une preuve certaine sur ce point, et à mettre hors de doute l'opinion, souvent combattue, que le droit romain faisait loi à cette époque.

La différence entre le fond et la forme de l'appel dans l'un et l'autre des deux pays, qui est ici simplement indiquée, se trouve expliquée avec beaucoup de détails dans le *Stilus curiæ parlamenti*, c. XX. (Dumoulin, *Opera omnia*, t. II, p. 431, éd. de 1681.)

Page 40, note 12.

Il existait à la cour du duc d'Aquitaine un registre des arrêts, mais ce registre ne faisait pas foi en justice, ou du moins n'y faisait foi que quand il concordait avec les actes scellés. Il en était de même à la cour du roi de France. Rien de ce qui avait lieu pour la conservation des arrêts, à l'époque où fut rédigé le premier volume des Olim, n'était donc changé ; cependant il est facile de prévoir que ces registres, dont l'usage naturel et commode s'est propagé de la cour du roi dans celles des seigneurs, acquerront dans peu de temps le caractère authentique qui leur manque encore.

Page 43, note 13.

Cette injonction confirme ce qui a été dit (t. I, p. 1029, note 22) sur la nature et le but du *Registre de la cour* : ce registre contenait les actes relatifs aux droits du roi et non des arrêts.

Page 60, note 14.

Cette ordonnance fut rendue pendant le parlement tenu à Paris, à la fête de l'Assomption 1274. (*Ordonnances*, t. I, p. 299.)

Page 65, note 15.

Louis VI accorda à la ville de Mantes des priviléges qui furent confirmés par Louis VII en 1150 (*Ordonnances*, t. XI, p. 97), et par Philippe-Auguste en 1200. (*Idem*, p. 285.) Ces priviléges étaient calqués sur ceux de Chaumont-en-Vexin. L'arrêt montre jusqu'à quel point les juridictions municipales avaient étendu leurs empiétements.

Page 73, note 16.

L'article invoqué par le défendeur était le cinquième de la charte accordée, en 1181, par Philippe-Auguste, aux habitants de Bourges et de Dun-le-Roy. (*Ordonnances*, t. I, p. 222.)

Page 73, note 17.

Laurière rapporte cet arrêt dans ses Observations sur les ordonnances du règne de Philippe III, en remarquant que cette pièce est plutôt un arrêt qu'une ordonnance. (T. I, p. 313.) Cependant il n'y avait pas de parties en cause, et le roi prononça sur les plaintes des habitants, non comme juge, mais comme législateur.

Page 74, note 18.

La pénalité insérée dans cette charte était contraire aux usages de la féodalité, qui n'admettaient pas qu'un homme rendu libre par l'effet d'un affranchissement pût redevenir esclave en épousant une esclave. Il est évident que Philippe III l'introduisit dans la charte de Pierrefonds, pour empêcher l'inconvénient des mariages mixtes, et qu'il ne réussit pas. Cet arrêt nous paraît encore plus significatif que l'ordonnance, si souvent citée, de Louis X, adressée, le 5 juillet 1315, à ses commissaires, pour qu'ils fissent contribuer à une aide des affranchis qui, à cette condition, ne voulaient pas jouir du bienfait de la liberté. (*Ordonnances*, t. XI, p. 434.) Ces affranchis de Pierrefonds, qui viennent proclamer devant la cour du roi leur dédain de la liberté, offrent un spectacle étrange et peu d'accord avec les sentiments d'indépendance dont les historiens de nos jours supposent qu'ils étaient animés.

Page 74, note 19.

Par *publicationes testium*, il faut entendre la désignation du nom et de la demeure des témoins que chaque partie devait présenter. Ces productions amenant d'ordinaire des récusations et des débats (Beaumanoir, c. XL, p. 225), les juges naturels de ces difficultés étaient les enquêteurs ou les magistrats des tribunaux inférieurs, auxquels le soin de diriger les enquêtes était dévolu, et non la cour.

Page 84, note 20.

L'exécution des arrêts était encore peu régulière. On voit ici la cour prescrire celle d'un des siens, ce qui fait penser que tous les actes de ce genre ne portaient pas en eux-mêmes leurs moyens d'exécution. La cour, en supposant que le sénéchal de Gascogne n'obéira pas au mandement qu'elle lui adresse, dénonce suffisamment ce qu'il y avait encore d'incertain dans les relations de la cour du roi avec les officiers chargés, dans les provinces, de l'administration de la justice, quoique sur cette matière les ordonnances des rois fussent déjà nombreuses et sévères.

Page 95, note 21.

Le principe *ballum acquitat debita* était universellement reçu, et n'avait subi aucune modification. « Pour indemniser les mineurs, dit Laurière, « (*Texte des coutumes de Paris*, p. 304), de la perte des fruits, on obligea leurs « gardiens de payer leurs dettes et de les rendre quittes après la garde. Afin « que les gardiens ne pussent pas éviter de payer ces dettes, on imposa la « nécessité aux créanciers qui seraient présens de les poursuivre et de les « discuter, à peine de perdre ce qui leur serait dû; et, pour avertir les « créanciers, l'on rendit les gardes publiques, en les faisant accepter en « jugement, comme il se pratique encore aujourd'hui. » Dans le procès dont il s'agit, Gauthier Chambellan ne contestait pas la dette; il prétendait simplement qu'il n'était pas le plus proche héritier du bail Pierre Chambellan. L'arrêt qui intervint confirma les vrais principes qui régissaient la responsabilité des bails.

Page 96, note 22.

La séparation des professions de tisserand et de teinturier est établie dans le Livre des métiers, d'Étienne Boileau, p. 137, mais, comme on voit, elle était peu respectée, ce qui força Philippe III de publier sur ce sujet une ordonnance datée du mois de juin 1279. (Depping, *Règlements sur les métiers*, p. 401.)

Page 97, note 23.

Cette armée est celle que Philippe III envoya en 1275 dans la Navarre,

pour soutenir les droits de la fille de Henri Ier, à qui il avait fait épouser un de ses fils.

Page 97, note 24.

L'usage de faire recevoir par les habitants ou les magistrats d'une ville en commune le serment des officiers royaux ou seigneuriaux de respecter la charte de cette ville était assez répandu à cette époque (*Ordonnances*, t. II, p. 221 ; d'Achery, *Spicilegium veterum scriptorum*, t. III, p. 611), et montre qu'en divers endroits l'autorité des magistrats municipaux primait celle des officiers du seigneur, quoique, dans les chartes primitives, le contraire eût été formellement établi.

Page 100, note 25.

Le nombre de chevaliers nécessaire pour former une assise n'était pas partout le même. En Normandie : « Li baron juré font venir les sergenz de « la visconté, et des plus leaus chevaliers du païs, VIII ou XII ou XX, selonc « ce que la baillie est grant. » (Marnier, *Établ. et cout.* p. 38.) Mais généralement ce nombre était plus considérable que celui qui suffisait pour composer une assise de bailli. Cet arrêt signale un usage peu connu et digne de remarque, savoir, que dans les assises des chevaliers on ne jugeait pas à la simple majorité des voix, et que, en Touraine, l'opposition de trois chevaliers suffisait pour faire renvoyer l'affaire à l'assise suivante.

Page 101, note 26.

Jean de Gyenville, sénéchal de Champagne, n'est autre que l'ami, le compagnon d'armes et l'historien de saint Louis. Du Cange, qui dans sa Généalogie de la maison de Joinville relève tous les actes politiques ou judiciaires dans lesquels intervint ce seigneur, n'a point cité cet arrêt.

Page 102, note 27.

Cette affaire était d'une haute importance, et il ne faut pas s'étonner que les gens du roi eussent demandé que sa décision fût attribuée au parlement. Dans l'origine des fiefs, le service militaire était l'objet unique des constitutions féodales. Les deux plus célèbres jurisconsultes d'outre-mer, Jean d'Ibelin et Philippe de Navarre, développent et suivent dans toutes ses déductions

ce principe important, qui était en pleine vigueur dans le royaume de Chypre à l'époque où l'arrêt dont nous nous occupons fut rendu; et cependant il résulte de cet arrêt : 1° qu'en Normandie il n'y avait qu'un petit nombre de fiefs qui fussent tenus au service militaire; 2° qu'au roi seul appartenait le droit de lever une armée ou d'exiger le service militaire; 3° qu'il n'y avait même pas d'exception pour les fiefs de hautbert; d'où il suit que dans cette province le service féodal n'existait véritablement plus, et que, dès la fin du XIIIe siècle, la féodalité avait cessé d'y posséder une base solide ou une excuse légitime.

Page 104, note 28.

Un mannequin.

Page 104, note 29.

Voyez page 94, n° XXVII. *Innovatum* est ici pour *renovatum*. (Du Cange, *Glossarium*, Suppl. verbo *Inovare*.)

Page 104, note 30.

L'interdiction du port d'armes avait sans doute été prononcée par saint Louis, dans son ordonnance sur les guerres privées. (*Ordonnances*, t. I, p. 46.) Cette ordonnance ne nous étant point parvenue, nous ne pouvons déterminer le caractère et l'étendue d'une interdiction qui était trop contraire aux usages du temps pour avoir produit son effet. L'ordonnance de 1316 (*Idem*, t. XI, p. 426) en est la preuve évidente.

Page 108, note 31.

Cette ordonnance, qui restreignit le privilége des pairs, que l'ordonnance de 1275 avait consacré, se trouve dans le recueil de Laurière, t. I, p. 305.

Page 121, note 32.

Voyez le testament de Hugues IV, duc de Bourgogne, dans l'Histoire de Bourgogne de D. Plancher, t. II, preuves, p. XXXV.

Page 138, note 33.

Il s'agit encore ici de l'historien Joinville. Voyez p. 864, note 27.

Digitized by Google

Page 145, note 34.

Cette faculté de pacifier, quand déjà les champions en étaient venus aux mains, ne doit pas être regardée comme une dérogation aux usages anciens que le désir de prohiber les duels aurait fait introduire, car on lit dans Jean d'Ibelin (*Assises de Jérusalem*, t. I, p. 168 de notre édition) : « Et se « pais en est faite puisque il sont laissiés aler ensemble, etc. » On ne comprend donc pas qu'il ait fallu un arrêt pour reconnaître à l'abbé de Fécamp une faculté qui appartenait, en Orient, à tous les seigneurs.

Page 152, note 35.

L'enquête qui est prescrite par cet arrêt et son résultat se trouvent relatés dans une déclaration donnée en août 1285, par Mathieu, abbé de Saint-Denis, et Simon de Nigelle, lieutenants du roi, et que M. Depping a insérée dans les ordonnances relatives aux métiers de Paris, p. 401, note 2.

Page 154, note 36.

D. Plancher connaissait cet arrêt, et s'en sert dans la relation très-exacte qu'il donne de l'origine et des résultats de ce procès. (T. II, p. 47.)

Page 157, note 37.

Voyez l'Histoire de Bourgogne, t. II, p. 48.

Page 158, note 38.

Laurière rapporte ce statut dans le tome I, p. 313, du Recueil des ordonnances.

Page 161, note 39.

Voyez la note 38.

Page 161, note 40.

« En l'année 1280, dit Laurière (*Ordonnances*, t. I, p. 313), il y eut une « ordonnance qui prorogea les deffenses des joutes et des tournois. M. du « Cange, dans ses notes sur Joinville, l'indique si mal qu'on n'a pu la « trouver. »

Page 163, note 41.

« *Briefs* ou *brefs* sont les commissions, mandemens et ordonnances du « roy, ou juge, qui sont adressées aux juges ou sergents de l'épée, pour « former les demandes, clameurs et querelles qu'on veut intenter, et qui ne « se doivent terminer par batailles, comme sont les instances des veuves, « des orphelins, et de ceux qui sont sans conseil, qui doivent être maintenus « contre les hommes puissants en leur bon droit, et pour faire la vue au « possesseur et luy bailler l'assignation, et pour saisir et arrêter l'héritage ou « autre chose en la main du roy ou seigneur pour le plaintif; et en un arrêt « donné à la Pentecoste 1280, il est fait mention de brief, de fief et d'au- « mône. » (Laurière, *Glossaire*, t. I, p. 188.) Voyez sur les brefs en Normandie divers arrêts de l'échiquier, rapportés par Marnier, *Établissements et coutumes*, p. 108, 118, 154, 170, 179, 180, 187.

Page 166, note 42.

Divers auteurs ont cité cet arrêt (Lebret, *Traité de la souveraineté*, l. II, c. x; Laroque, *Traité de la noblesse*, p. 400) pour montrer qu'en France le roi seul pouvait anoblir; mais ils lui donnent la date de 1260. Il convient de remarquer que l'arrêt ne s'applique pas à un simple anoblissement, car il s'agissait, dans la cause, d'un vilain fait chevalier et non pas écuyer.

Page 171, note 43.

« Se li rois ou quens ou bers ou aucun qui justice a en sa terre, prent « clerc ou croisié ou aucun home de religion, tout fust-il lais, l'en le doit « rendre à sainte Esglise de quelque meffet que il face. » (*Établissements*, l. I, c. LXXXIV.) Le privilége des croisés survécut non-seulement aux croisades, mais à l'esprit qui les avait inspirées; il en est encore parlé dans les anciennes constitutions du Châtelet (art. LXVII, p. 58), ou plutôt des cours de baronnie, que Laurière a publiées à la suite de son édition de la coutume de Paris, 1698, in-12, et qui doivent avoir été écrites au milieu du XIVe siècle.

Page 173, note 44.

Le droit des seigneurs de changer et d'altérer leurs monnaies, si positi-

vement allégué par le comte d'Angoulême, ne fut pas contesté par la cour, qui, se fondant sur un jugement précédemment rendu, déclara que ce seigneur ne pouvait faire une monnaie semblable à celle *quæ per dictum judicium cecidit seu cassata fuit.* Saint Louis, dont il est parlé dans cet arrêt, avait publié, en 1265, une ordonnance destinée à entraver le cours des monnaies altérées; mais cette ordonnance ne devait avoir force de loi que dans ses domaines, car il y est dit : « Et veult le roy et commande que cest « ordenement soit tenu dans toute sa terre et ès terres à ceus qui n'ont propre « monoye. » (*Ordonnances*, t. I, p. 93.) Les efforts de ce sage législateur devaient venir échouer, ainsi que la jurisprudence de la cour, contre l'avidité et la ruse de Philippe le Bel.

Page 173, note 45.

Impotionare, dessaisir, mot rarement employé, mais qui n'a pas échappé à du Cange, *Glossarium*, verbo *Impotire*.

Page 187, note 46.

Si les seigneurs n'avaient pas joui de la faculté de changer la valeur des anciennes monnaies, le droit d'en frapper de nouvelles aurait été pour eux peu productif, car leur bénéfice provenait des variations qu'ils faisaient subir aux monnaies dans le seul but de payer à bon marché et d'être payés cher. Ces changements, calculés toujours avec habileté, jetaient le trouble dans les transactions commerciales et portaient préjudice principalement aux négociants des villes riches. Ce sont eux qui se plaignent ici, et la cour, qui ne pouvait méconnaître la coutume, est contrainte de rejeter une demande dont la justice devait lui paraître évidente. (Tobiésen Duby, *Monnaies des barons de France*, t. II, p. 8.)

Ces renseignements sur les monnaies du temps de Philippe le Hardi sont intéressants, car, ainsi que le dit Leblanc (*Traité des monnoies*, p. 199), « nous ne sçavons rien d'assuré pour les monnoyes de Philippe le Hardi, « que ce que nous en apprennent les ordonnances de Philippe le Bel, « son fils. »

Page 187, note 47.

Les coutumes de Senlis n'étaient pas certaines, même à cette époque.

Le clergé réclamait des droits étendus, et ses prétentions donnèrent naissance à de vives contestations, qui ne furent terminées par une transaction qu'en 1304. On voit que la commune n'était pas plus d'accord avec le roi. (*Gallia christiana*, t. IX, instr. col. 447 ; *Ordonnances*, t. XI, p. 283.)

Page 188, note 48.

Cet arrêt signale une ancienne coutume de France qu'aucun auteur n'a citée, savoir que le vassal banni ou condamné pour un crime capital commettait son fief envers son seigneur immédiat. La *commise* s'appliquait, il est vrai, à un grand nombre de cas, qui tous se rapportaient aux devoirs du vassal envers son suzerain ; mais il ne s'agit pas ici de ces devoirs, car le bannissement ou la condamnation pour un crime capital ne pouvait être prononcé que par le roi. Le suzerain, ou le couvent de Brantôme, rentra donc en possession du fief, à cause d'un meffait commis par son vassal, mais qui ne lui avait porté aucun préjudice. Dumoulin n'était pas fondé à dire : *Et certum est quod soli patrono acquiritur in ultionem injuriæ.* (*Opera omnia*, t. I, p. 543, n° 200.)

Page 189, note 49.

Laurière n'a point indiqué cette ordonnance, délibérée *per totum consilium*, qui montre que la cour s'efforçait de reprendre les pouvoirs trop grands qu'elle avait accordés à ses délégués, dans un temps où sa suprématie rencontrait de nombreux contradicteurs. Elle étend jusque sur les *enquesteurs* et sur les baillis sa surveillance, et semble ne plus s'en rapporter à leur zèle et à leur dévouement.

Page 197, note 50.

Cet arrêt est rapporté par Leblanc, *Traité des monnoies de France*, p. 170. La valeur du besant varia, en France, pendant le XIIIe siècle, de sept à neuf sous tournois.

Page 211, note 51.

Cet accord passé entre le roi et un couvent peu important montre que les empiétements de la royauté ne respectaient pas plus les juridictions seigneuriales d'un ordre inférieur que celles des grands vassaux de la cou-

ronne. Le sergent du roi se trouvait, en vertu de cet arrêt, l'arbitre de la justice de l'abbé de Saint-Pierre-sur-Dives, puisqu'il suffisait que les vassaux de l'abbaye se plaignissent, avec ou sans raison, d'une injustice (*injaria vel gravamen*), pour que aussitôt il intervînt, et leur fît faire droit. Il est étrange que la cour qualifie de paix et de composition un arrangement semblable.

Page 211, note 52.

Le rédacteur des arrêts désignait par ce mot le sénatus-consulte Velleien, en vertu duquel les femmes ne pouvaient pas s'obliger valablement pour d'autres. (*Cod.* l. IV, t. XXIX.) Ce sénatus-consulte, sur lequel on a tant disserté et qui devint loi dans tous les pays de droit écrit, était déjà admis par la cour du roi au XIIIe siècle.

Page 216, note 53.

Cet arrêt était la conséquence de celui qui avait été rendu au parlement de la Pentecôte 1270 (t. I, p. 813, n° XXXVII), et duquel il résultait que les Lombards participaient aux charges de la ville, au prorata des avantages qu'ils en retiraient. Les préjugés du temps, en matière commerciale, ont rendu presque tous les souverains français du XIIIe siècle, même saint Louis, injustes à l'égard des marchands italiens connus sous le nom de *Lombards*, qui seuls mettaient la France en relation avec le midi de l'Europe, et même avec l'Orient.

Page 218, note 54.

La rédaction de cet arrêt mérite de fixer l'attention. On voit d'abord un exposé de l'affaire, adressé directement au roi par la cour, qui, en décidant chacun des points en question, continue de lui adresser la parole (*bajulus vester*), comme s'il n'était pas lui-même partie intégrante de la cour. Cette forme de langage, peu importante au premier aspect, signale cependant la tendance de la cour à s'isoler du pouvoir royal et à s'attribuer une existence indépendante.

Page 218, note 55.

Nicolas de Chartres, préposé aux arrêts, refuse l'insertion de ce privi-

lége dans son registre, parce qu'une cédule n'est pas un arrêt; mais il cède à un ordre exprès qui lui est donné par la cour. Il aurait été, ce semble, plus régulier d'insérer cet acte dans le registre des comptes; et le refus du greffier reposait sans doute sur ce motif. Le registre des arrêts ne possédait pas encore, en 1282, le caractère d'un véritable journal des audiences.

Page 220, note 56.

Les auteurs du *Gallia christiana*, t. IX, col. 542, avaient connaissance de ce débat, car, en parlant de l'évêque Guillaume de Châtillon-Jalligni, ils disent : *Anno* 1282, *juridictionem ducatus sui protendere conatus fuerat ultra limites legitimos; sed consilia ejus fregerat ballivus Veromanduensis;* cependant ils n'ont point placé cet arrêt dans leur recueil de pièces.

Page 221, note 57.

Cantum faciendo, lisez *cautum faciendo*. (Du Cange, *Glossarium*, verbo *Cautum*.)

Page 225, note 58.

Le registre dont il est parlé dans cet arrêt était le registre des chartes et priviléges concédés par le roi, que l'on a vu mentionné dans les actes du premier volume (p. 1029, note 22).

Page 231, note 59.

Voyez D. Carpentier (*Glossarium*, t. III, col. 75), au mot *Officiales currentes*, où cet arrêt est rapporté en partie.

Page 234, note 60.

Le droit des comtes de Ponthieu de frapper monnaie ne fut pas contesté et ne pouvait pas l'être (Tobiésen Duby, *Monnaies des barons de France*, t. II, p. 29), car ils en jouissaient au moins depuis le XIIe siècle; aussi la question fut-elle de savoir si ces seigneurs avaient perdu leur droit par l'absence d'usage pendant un long espace de temps. La cour ne saisit pas l'occasion qui se présentait de tarir une source d'abus dans une seigneurie importante, sans doute parce qu'à cette époque elle appartenait à Édouard Ier, roi d'Angleterre.

Digitized by Google

Page 238, note 61.

On peut voir, dans l'Appendice, que les pèlerinages étaient, à cette époque, le complément des peines prononcées contre beaucoup de délits commis à l'égard des personnes. Le pèlerinage était plus ou moins éloigné et durait plus ou moins de temps, selon la gravité du délit.

Page 240, note 62.

L'article XXXIX des anciennes coutumes du Châtelet, publiées par Laurière, nous apprend ce qu'on entendait, au XIIIe siècle, par une *coutume approuvée*. « Coustume, y lisons-nous, p. 27, doit estre faite par commande-« ment de roi, ou de conte, ou d'evesque, ou d'abbé royal, ou de tel qui le « puisse faire et doie; et doit la coustume estre apportée el païs où ele doit « estre, par aucuns des seignors dessus dits; et doit la coustume estre gardée « par XL ans. Et se la coustume y est gardée par prescription de XL ans dessus « dis, la coustume ne doit estre nule ne de nule value, et par droit. Et se « coustume est faite autrement et contre, n'est nule ne de nule value, ne ne « doit estre gardée ne maintenue par nul bon juge. » La coutume n'était donc pas, à cette époque, abandonnée aux caprices des seigneurs et des populations, comme tant d'auteurs l'ont affirmé. Des règles très-sages avaient été établies, et elles suffisaient pour réserver les droits de chacun. Le seigneur faisait rédiger et présentait la coutume, mais cette coutume ne devenait la loi définitive de la localité qu'au bout de quarante ans, c'est-à-dire que, durant ce long espace de temps, les mœurs et les habitudes des sujets étaient appelées à la corriger ou à la modifier, selon leurs penchants et leurs besoins. Ces coutumes se perdirent pendant le XIVe et le XVe siècle : alors l'idée d'une nouvelle rédaction se présenta à tous les esprits; et lorsqu'au XVIe siècle cette tâche difficile et si grande fut entreprise, on ne fit réellement que recommencer ce qui avait été exécuté, deux siècles auparavant, sans bruit, sans éclat et sous la seule direction des mœurs locales.

Page 241, note 63.

Par *statuta* il faut entendre les décisions que la cour prenait de son propre mouvement et qui, le plus souvent, s'appliquaient à une localité ou à une corporation.

Page 260, note 64.

Cet arrêt était du mercredi après la Toussaint 1259. (T. I, p. 123, n° XVI.)

Page 261, note 65.

Philippe le Bel fut sacré à Reims le 6 janvier 1286, et cet arrêt est de la Pentecôte 1287. Si l'on tient compte des faits qui avaient dû précéder l'arrestation des magistrats de Reims, on sera sans doute étonné de la promptitude avec laquelle la cour du roi expédiait les affaires. Voyez t. I, p. 397, n° II.

Page 269, note 66.

Voyez le Recueil des ordonnances des rois de France, t. I, p. 316.

Page 269, note 67.

L'usage de raser les maisons des criminels était très-ancien, et les communes appliquaient même cette peine à des délits peu graves. Voyez les Établissements, l. I, c. XXXVI; les Coutumes d'Amiens, art. VIII (*Ordonnances*, XI, 265), d'Athyes, art. I (*Id.* 298), de Péronne, art. I (*Id.* V, 156), de Tournai, art. I (*Id.* XI, 248), etc.

La punition du rapt était un cas royal; et comme il n'y avait pas de véritable code pénal sous la féodalité, le roi ou plutôt ses officiers punissaient ce crime selon les personnes et les circonstances.

Page 272, note 68.

Le nombre excessif (*effrenata multitudo*) de sergents dont les prévôts, les vicomtes et les baillis s'entouraient, a fourni, pendant toute la durée du XIVe siècle, matière aux plaintes les plus vives et les plus insistantes, non-seulement de la part des municipalités rurales et urbaines, mais même des états particuliers et généraux.

Page 277, note 69.

Cette décision nous fournit un renseignement précieux sur les fonctions qui ont été remplies par Philippe de Beaumanoir. Ce célèbre jurisconsulte

Digitized by Google

était bailli de Clermont en Beauvoisis quand il écrivit son livre sur les coutumes de ce pays, c'est-à-dire en 1283. Dix ans plus tard il exerçait les fonctions de bailli de Senlis. On apprend ici que dans l'intervalle il avait été sénéchal de Saintonge. Cette particularité avait échappé à la Thaumassière et à tous les écrivains qui ont parlé du père de la jurisprudence française. Ajoutons qu'on trouvera ailleurs (p. 309. n° XXVI) un arrêt de la même année, où il n'est plus qualifié que *miles*.

Page 277, note 70.

Voyez le Recueil des ordonnances des rois de France, t. I, p. 316, et la note *a*, page 317.

Page 278, note 71.

On doit penser qu'il s'était élevé entre le roi et les prélats de Bretagne une discussion semblable à celle que le parlement décida, en 1258, entre le roi et les évêques de Normandie (t. I, p. 59); mais le clergé normand, plus nombreux, plus illustre, plus riche que celui de Bretagne, fut traité avec ménagement, tandis que nous voyons ici les chefs de ce dernier, menacés, sans aucune explication, d'une peine sévère et humiliante, s'ils ne se rendaient pas aux ajournements du roi. D. Morice ne mentionne pas dans son Histoire de Bretagne cette ordonnance, non plus que les faits qui la rendirent nécessaire.

Page 279, note 72.

L'appel différait de l'*émende* en ce que le juge, par l'effet de l'appel, se trouvait ajourné devant la juridiction supérieure, et que la partie gagnante n'était qu'intimée. Dans le cas d'émende, au contraire, le premier juge n'allait point défendre son jugement, et laissait ce soin à la partie qui l'avait obtenu. La première de ces deux voies de droit était plus conforme aux usages féodaux que la seconde; mais elle présentait de graves inconvénients; et la cour, qui l'avait interdite dans le ressort du Châtelet, ne voulait pas qu'elle s'accréditât dans les provinces. Voyez le *Stilus curiæ parlamenti*, t. I, c. IV, § 2; et Laurière, *Glossaire*, au mot *Émende*.

Page 288, note 73.

Beaumanoir avait d'autant mieux été choisi pour faire cette enquête, qu'il s'était, dans son ouvrage, occupé du *pleigement* et *contre-pleigement* (c. XXXII et XLIII). Voyez sur cet acte judiciaire les Etablissements, l. I, c. LXV, et un article très-approfondi du Glossaire de Laurière, t. I, p. 55.

Page 301, note 74.

Le parlement jugea cette cause comme cour des pairs, et sa compétence était déterminée par la présence du duc de Bourgogne, le seul des pairs du comte de Flandre qui siégeât dans la cour; car le roi, l'archevêque de Rouen, les trois autres évêques et cette foule de barons, de chevaliers et de clercs qui se pressaient à leur suite, ne suffisaient pas pour rendre la cour apte à juger un pair. Le comte de Flandre ne présenta aucun déclinatoire tiré de la composition irrégulière du tribunal devant lequel il comparaissait, d'où il faut conclure que le principe du jugement par pairs était, à cette époque, tout aussi méconnu que sous les règnes précédents. Des affaires de ce genre venaient rarement au parlement, et le soin avec lequel le greffier a mentionné sur son registre le nombre et la qualité des juges montre qu'il en comprenait l'importance.

Page 321, note 75.

Le *libelle* contenait l'exposé de la demande, et les *articles* présentaient l'énumération des points que le demandeur offrait de prouver. La cour, en exigeant que le libelle précédât les articles, mettait obstacle aux divagations des avocats, et les forçait de ne comprendre dans leurs articles que les conséquences naturelles de la demande. Cette sage prescription fut maintenue, et nous la retrouvons indiquée dans le *Stilus*, l. I, c. XXVI, n° 1.

Page 328, note 76.

Le parlement se composait de deux classes de juges : les militaires (*barones*, *milites*) et les maîtres (*clerici*, *magistri*), qui obéissaient les uns et les autres à des idées, à des intérêts et à des passions opposés. Les chevaliers défendaient et les clercs attaquaient, en toute occasion et avec une égale ardeur, les droits des seigneurs. Plus nombreux, plus aguerris et soutenus

d'ailleurs par le pouvoir royal, les maîtres faisaient toujours triompher leur opinion. Cette courte mais curieuse mention du greffier nous initie dans les secrets de la cour du roi, et nous fait voir que ce tribunal ne restait pas étranger aux discordes qui agitaient la société. Convenons toutefois que les chevaliers avaient mal choisi l'occasion de protester contre les envahissements du trône, et que la prétention de retarder l'hommage et le payement des créanciers dans le seul but de prolonger la jouissance accidentelle des seigneurs était pour le moins bizarre.

Page 346, note 77.

Le registre de la cour était donc, à cette époque, un registre authentique, et nous voyons ici un pair de France requérir l'insertion d'une déclaration qu'il vient de faire, dans ce registre, qui a changé de caractère, il faut le remarquer, sans changer de forme.

Page 348, note 78.

Le greffier insère dans son registre une simple note qui lui a été transmise par un officier public et qui ne se rapporte pas à un procès, parce que cette note contient des renseignements qui plus tard pourront être utiles à la cour. On voit, par cette preuve et par une infinité d'autres, que le registre des arrêts était, à cette époque, tenu dans l'intérêt de la cour, bien plus que dans celui des parties.

Page 361, note 79.

Les articles présentés à la cour étaient classés par parlements et conservés au greffe, comme on le verra dans la notice que nous donnons plus loin sur le Mémorial.

Page 363, note 80.

L'arrêt ayant été rendu par la cour, le chancelier l'expédiait sous forme de lettres royaux, semblables à celles qu'on vient de lire. La mention faite par le greffier sur le registre ne contenait, le plus souvent, qu'un abrégé plus ou moins succinct de l'arrêt ou des lettres; il est donc intéressant de rencontrer quelquefois le texte même de ces dernières, afin de pouvoir juger de quelle manière la cour exposait les faits et motivait ses décisions.

Les greffiers ayant inséré rarement dans leurs registres des lettres de ce genre, nous croyons devoir en placer ici quelques-unes qui nous ont été fournies par les Archives du royaume, et qui offrent d'autant plus d'intérêt qu'elles se rapportent à des affaires jugées en parlement, et dont cependant il n'est pas fait mention dans les Olim.

I.

Philippus, Dei gracia, Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod cum abbas et conventus Sancte-Genovefe Parisiensis proponerent coram nobis quod erant in saisina alte et basse justicie, in villa de Autolio et territorio ac pertinentiis dicte ville, et quod ea usi erant a tempore a quo memoria non extitit, preposito Parisiensi hoc negante et e contrario proponente pro nobis quod nos in saisina eramus justitiandi in locis predictis, quod similiter fuit ex parte ipsorum abbatis et conventus negatum : Tandem auditis et intellectis diligenter omnibus et singulis propositis hinc et inde, visaque inquesta super hoc de mandato nostre curie facta, per ipsius curie judicium pronuntiatum fuit, quod prefati abbas et conventus erant et remanere debebant in saisina justitie sanguinis et latronis et alterius basse justitie, in dicta villa de Autolio et territorio ac pertinentiis ipsius ville, in viaria et censiva ipsorum. Super alta vero justitia, nichil fuit inventum probatum pro nobis, sed etiam pro abbate et conventu predictis. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, mense Augusto. (Série K, carton 34, n° 7 *bis*.)

II.

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum religiose mulieres, abbatissa et conventus monasterii Beate-Marie-Suessionensis in nostra curia conqueste fuerint super eo quod homines de Aysiaco ballivo dictarum religiosarum rescusserant nanta, per dictum ballivum capta in territorio de Aysiaco, pro vinagio dictis religiosis debito non soluto, et clamaverant commune! commune! presentibus et astantibus majore et scabinis dictorum abbatisse et conventus in dicta villa; et quod dicti major et scabini requisiti a dicto ballivo ut cum eo venirent ad nantandum illos qui dicta debebant vinagia et amoverent violentiam si necesse esset, nullum in hoc consilium vel auxilium eidem ballivo impenderant, licet in eorum presentia rescussa facta fuerit ballivo predicto. Et quia, per inquestam de mandato nostro super premissis factam, predicta omnia recepta fuerunt esse vera, condempnati fuerint per curie nostre judicium, dicti major et scabini et communitas dicte ville ad emendandum hec nobis et abbatisse predicte. Tandem major et jurati de Velliaco predictis abbatissa et conventu vocatis, proposuerunt coram nobis quod, per privilegia a prede cessoribus nostris Francie regibus sibi concessa, apparebat quod ad eos premissorum cognitio pertinebat, et cum ipsis non vocatis, nec negligentibus justitie exhibere com-

plementum, de predictis hominibus de Aysiaco de communia sua existentibus, predictus processus esset factus, petebant predictam inquestam et judicium adnullari seu nullam pronuntiari, et ad eorum examen predictam violentie questionem remitti; procuratore dictarum religiosarum contrarium asserente, ea potissimum ratione quod dicte religiose erant in custodia nostra et quod, salvo jure ecclesiarum et nobilium, dicta privilegia ipsis majori et juratis concessa fuerant : Auditis hinc inde propositis, pronuntiatum fuit, per curie nostre judicium, cognitionem premissorum ad nos pertinere et predictam inquestam et judicium latum super eadem in suo robore remanere debere. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono, mense Julio. (Série K, carton 34, n° 27 *bis*.)

III.

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum inter ballivum nostrum Silvanectensem, pro nobis ex una parte, et Guillelmum Caletot militem, ex altera, in nostra curia questio verteretur super eo quod dictus ballivus noster pro nobis dicebat quod, de jure communi et per generalem consuetudinem castellanie Silvanectensis, nos sumus et fuimus in saisina justiciandi nobiles homines super omnibus actionibus personalibus, et quod nos, seu gentes nostre pro nobis, usi fuimus per totam illam castellaniam hujusmodi justitia et in omnibus casibus, per viginti, per quadraginta annos, et per tantum tempus quod potest et debet sufficere ad acquirandum jus in justitia predicta; predicto milite in contrarium proponente quod justitia nobilium hominum castellanie Montis-Meliandi et pertinentiarum ejus et ville, cubantium et levantium in locis predictis, super omnibus actionibus personalibus ad ipsum pertinebat de jure et per punctum carte, et quod infra tempus, infra quod dictus ballivus dicebat nos seu predecessores nostros usos fuisse dicta justitia, dictus miles vel ejus predecessores a quibus causam habebat, usi fuerunt dicta justitia in pluribus casibus, interrumpendo et discontinuando usagium et saisinam nostram, per que dicebat dictus ballivus jus nobis fore acquisitum. Proposuit eciam dictus miles quod, si nos seu predecessores nostri usi fuimus predicta justitia, hoc fecimus veniendo contra factum predecessorum nostrorum quod tenemur observare. Postmodum, lite pendente, cum super premissis mandatum fuisset inquiri dilecti nostri abbas et conventus ecclesie Beati-Dyonisii in Francia, ad quos ratione permutationis inter ipsos et dictum militem facte dicta castellania cum pertinentiis et villa de Gouix devenerant, onus dicte litis in se assumpserunt, et eo modo quod dictus miles dictam causam prosequebatur, dicti abbas et conventus prosequiti fuerunt eandem. Tandem, super hiis facta inquesta et diligenter inspecta, visis etiam quibusdam cartis ex parte dictorum abbatis et conventus exhibitis et in modum probationis productis, pronuntiatum fuit, per curie nostre judicium, predictam justitiam nobilium hominum, super personalibus actionibus, in locis predictis, ad dictos abbatem et conventum et ecclesiam Beati-Dyonisii pertinere. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum

Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo septimo, mense Februario. (Carton 36, n° 14.)

IV.

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum in nostra curia contentio verteretur inter priorem et fratres Hospitalis Sancti-Iohannis-Iherosolimitani, ex una parte, et religiosos viros abbatem et conventum Beati-Dyonisii in Francia, ex altera, super eo quod dicti prior et fratres Hospitalis dicebant se habere et ad ipsos pertinere altam justitiam in terra sua quam habent in villa de Hauberviller, et quod usi fuerant casibus et explectis pertinentibus ad altam justitiam, tanto tempore quod sufficiebat ipsis ad jus acquirendum. Predictis abbate et conventu ex adverso proponentibus et asserentibus altam justitiam in terra predicta ad eos pertinere, per puncta cartarum sibi a regibus Francie concessarum, et quod usi fuerant casibus ad dictam justitiam pertinentibus tanto tempore quod debebat sufficere ad acquirendum jus. Tandem, visa inquesta super hoc facta, inspectisque cartis ex parte abbatis et conventus predictorum in modum probationis in judicio exhibitis, pronuntiatum fuit, per curie nostre judicium, altam justitiam in terra quam prior et Fratres Hospitalis habent in villa de Hauberviller, ad dictos abbatem et conventum Beati-Dyonisii pertinere. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo octavo, mense Martio. (*Idem*, n° 16.)

V.

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quod procurator ecclesie Beati-Dyonisii in Francia suam edidit peticionem coram nobis, contra Hospitalarios, formam que sequitur continentem.

Dit et propose le procureur à l'abbé et au couvent de Saint-Denys en France, en non d'eus et pour eus, contre le Hospitaliers, que ausdiz abbé et couvent appartient toute maniere de justice, haute et basse, et le pois à garence, dès le pont de Trecines jusques à la chapelle de Montmartre, et jusques à la voie commune, qui tent et par là où en va de Paris à Louvres, et en toute la proceinté de ces termes desus diz: et de ce ont bien usé li diz abbé et couvent par eus ou par leur gent, par tant de temps qu'il souffist ou doit souffire à proprieté avoir acquise. Li Hospitalier, ou leur gent en nom d'eus, se sont mis et bouté en saisine de justicier à Haubertviller, en aucuns liens à desclarcier quant mestier en sera, contenuz dedenz les termes desus nommés, de cas de basse justice, à tort et sans raison. Item, li dit Hospitalier se sont mis et bouté en saisine d'avoir pois en leur terre à Haubertviller, à garence, à tort et sanz cause, con cil qui droit n'i ont; si requiert le dit procureur de Saint-Denys que il soit dit et esclarci, par droit et par jugement, que toute maniere de justice basse et le pouer d'avoir pois à garence appartiene à la devant dite eglise de Saint-Denys, et que li dit Hospitalier ne ont droit, ès lieus desus diz, de justicier de cas de basse justice ne d'avoir pois à garence en la dite ville de Haubertviller.

Des choses desus dites, offre le dit procureur de Saint-Denys approuver ce tant seulement qui li souffira ou devra souffire à avoir s'entencion. Et fait bien retenue de toutes ses bonnes raisons de fait et de droit qui li pouront valoir en lieu et en temps. Donné l'an de grace mil deux cent quatre-vingt et neuf, le vendredi devant la Saint-Andri.

Datum anno predicto, in parlamento Omnium-Sanctorum. (*Idem*, n° 16 *bis*.)

On voit que la teneur des lettres données en exécution des arrêts rendus par la cour ne différait pas essentiellement du texte des arrêts insérés par le greffier dans le deuxième registre des Olim.

Page 395, note 81.

Cette note et les trois précédentes se rapportent aux actes que Philippe le Bel arracha à Guy, comte de Flandre, en l'année 1295, lorsque, après l'avoir attiré à Paris, il le fit saisir et emprisonner au Louvre. Ces actes furent mentionnés sur le registre du parlement, non que la cour y eût pris une part directe, mais parce que dans toute cette triste affaire, dont les résultats trompèrent l'ambition de Philippe, ce prince affecta de ne considérer Guy que comme un simple vassal en état de rébellion contre son seigneur, et de vouloir faire juger par sa cour un procès qui ne pouvait être et qui ne fut décidé que par le sort des armes.

Page 396, note 82.

La comtesse Marguerite et son fils Guy changèrent l'administration municipale de Gand, en 1275. Voici ce que Sander (*Flandria illustrata*, t. I, p. 147) rapporte à ce sujet : *Verum in hac novatione non consentientes* XXXIX *viri, mox ad curiam Parisiensem appellarant, judicatumque est per arrestum,* XXXIX *viratum, abolita nova constitutione, suum debere habere locum.* Cet arrêt ne se trouve pas dans notre volume. Philippe le Bel se rendit à Gand, en 1301, prit connaissance de l'affaire, et la régla définitivement. Voyez, page 142, n° v.

Page 401, note 83.

Cet arrêt autorise à penser que Beaumanoir mourut en 1296, ce qui est d'accord avec l'extrait publié par la Thaumassière, p. VII, d'un compte des trésoriers.

Page 405, note 84.

Voyez l'Appendice, p. 801, n° CLIX, où l'on apprend que des habitants de Saint-Dizier furent condamnés, par les échevins de cette ville, à faire un pèlerinage à Saint-Jacques en Galice.

Page 405, note 85.

Cette ordonnance a été publiée par Laurière, t. I, p. 328.

Page 414, note 86.

Cette ordonnance a été publiée par Laurière, t. I, p. 380.

Page 416, note 87.

« Si l'année 1297 manque, dit Klimrath, p. 13, c'est qu'il n'y aura pas « eu de parlement cette année, le registre passant, sans aucune lacune et « sur la même page (fol. 117 v°), de 1296 à 1298. » Le Mémorial confirme cette opinion. En l'année 1297, la guerre entre Philippe le Bel et le comte de Flandre était dans toute sa force, et le roi ne put tenir aucun parlement. Ce fut peut-être pour combler cette lacune que le greffier mit en tête du volume plusieurs actes relatifs à cette guerre, qui portent la date de l'année 1297.

Page 430, note 88.

NOTICE SUR LE MÉMORIAL.

Le deuxième volume des Olim se termine avec les arrêts qu'on vient de lire; le troisième est divisé en deux parties : l'une contient des arrêts rendus dans les années 1299 à 1318; l'autre, qui est beaucoup plus étendue, ne présente qu'une réunion de tables de matières et d'inventaires de pièces. Publier cette dernière partie, où l'on ne trouve pas un arrêt, pas une seule enquête, mais seulement des notes prises par le garde des archives du parlement, pour maintenir l'ordre dans le dépôt confié à sa vigilance, c'eût été augmenter l'épaisseur du volume sans aucun profit pour la science; mais il ne pouvait être permis de négliger la plus grande partie de ce troisième registre des Olim, qu'à la condition d'en extraire

soigneusement les faits qui jettent quelque lumière sur le régime intérieur de la cour du roi ou sur l'administration de la justice dans les provinces, et de les présenter au lecteur. C'est cette condition que je vais remplir, sans sortir des bornes d'une simple analyse.

Cet inventaire de pièces, qui sera désormais désigné sous le nom de *Mémorial*, commence par une table d'enquêtes civiles qui avaient été trouvées dans le domicile des maîtres du parlement chargés de les instruire, lorsque, après la mort de ces maîtres, le garde des archives était allé réclamer les pièces qui appartenaient à la cour. On sait comment s'instruisaient les enquêtes : un ou deux membres de la cour se rendaient sur les lieux et recevaient les déclarations des témoins, qu'ils apportaient ensuite à la cour. Si elle trouvait la procédure suffisamment instruite, l'arrêt était prononcé; dans le cas contraire, un supplément d'instruction avait lieu par les soins du maître qui avait dirigé l'enquête primitive. On trouvera dans les notes du premier volume, p. 944-967, des éclaircissements sur cette matière. Le nombre des enquêtes et la quantité de pièces produites devenant chaque jour plus considérables, la cour sentit la nécessité de charger un de ses membres de tenir note de tout ce qui se passait relativement à des procédures très-importantes, et souvent fort compliquées. Si un membre de la cour mourait, le maître chargé, comme on disait alors, de *l'office des arrêts*, se transportait au domicile du défunt, retirait et inventoriait les enquêtes qu'il y trouvait, en ayant soin de noter sur son registre l'état de ces procédures. Il existe en tête du Mémorial quinze inventaires faits de cette sorte, après la mort des membres de la cour dont les noms suivent :

Guillelmus de Nogareto, quondam cancellarius; Johannis de Voysseio, N. de Crecyaco, G. Boutelli, Jacobus de Sancto-Oberto, Hugo Euillier, Martinus de Crepon, P. Toffard, P. Mangon, Petrus de Langonis, Pasquerius de Blesis, P. de Sancta-Cruce, Johannes Anthonii, Richardus Thibolot, Robertus Toison.

Voici quelques exemples de mentions d'enquêtes portées au registre :

Item. Informatio contra cujusdam episcopi gentes, que denegaverant dare Eucharistiam Raimundo de Pradinis defuncto; et quidam articuli jus regium tangentes. (F° 3 r°.)

Item. Inquesta facta contra vicecomitem Marati, Benegonem et Guillelmum, filios ipsius, super portacionibus armorum et aliis excessibus. (Id. v°.)

Item. Une boiste où il ha une lettre que le roy de Navarre fist à son pere, de quittance de toute la somme d'argent que li estoit deue de son mariage. (F° 5 v°.)

La plus grande partie de ces enquêtes, dont les dates appartiennent aux années 1303 à 1314, ayant été jugées définitivement, le garde des archives se contente de mentionner l'enquête. Cependant quelquefois il ajoute des notes de ce genre : *Aperta est, expedita est, credo quod sit judicata, tradita ad videndam, non est perfecta, perficienda et N. tradenda, N. habet*, etc. Et il pousse même l'exactitude jusqu'à indiquer la forme matérielle des pièces qu'il inventorie, dans les termes qui suivent : *Inquisicio..... in caternis de papiro apertis; plares inqueste et processus..... in quadam tela cerata sant ligati; informacio..... in libro papiri..... et est in caterno papiri; in pluribus rotulis simal ligatis; item, quidam parvus rotulus continens*, etc. *inquesta..... in duobus saccis; inquesta in septem magnis peciis, in scrinio*, etc.

Les notes placées dans cette première partie du Mémorial ne contenant que les noms des parties mis à la suite du mot *inquesta* ou du mot *processus*, on comprend que la curiosité excitée par les noms de personnages qui ont joué un rôle dans les événements des premières années du XIVe siècle ne peut jamais être satisfaite.

Après cet inventaire des enquêtes trouvées chez les membres de la cour qui étaient morts dans l'exercice de leurs fonctions, commence un autre inventaire, beaucoup plus étendu que le précédent, puisqu'il occupe soixante et douze feuillets, et qui porte le titre suivant :

ISTE SUNT HUJUS LIBRI RUBRICE.

BITURRIS. *Rubrice hujus libri, quem incepi in parlamento Omnium-Sanctorum, anni nonagesimi noni :*

Inqueste et processus de tempore magistri N. traditi ad videndam.
Inventoriam de hiis que tradidit mihi magister N.
Inqueste michi tradite in parlamento.
Peticiones michi tradite in parlamento.
Articuli michi traditi in parlamento.
Arresta facta de tempore meo.
Inqueste et processus judicati tempore meo.
Magister N. tradidit michi quinque libros, et sunt isti qui sequuntur :

— Parvulus liber M. N. in quo notantur inqueste et processus sibi traditi.

— Liber qui dicitur Vayron; in cujus principio sunt peticiones tradite michi, ab anno octogesimo usque ad nonagesimum octavum.

Item, sequuntur inqueste, processus alii, quos M. N. tradidit ad videndum.

— Liber magnus cum pilo rubro, qui dicitur Liber arrestorum. Continet primo transcripta quarumdam litterarum.

Item, quedam arresta pro rege Anglie expedita anno octogesimo primo et sexto.

Item, arresta, judicia et consilia reddita ab anno LXXIV *usque ad nonagesimum octavum.*

— Liber alius magnus cum pilo nigro, qui dicitur Liber inquestarum. Ibi continentur inqaeste que sunt in magna archa camere.

Item, inqueste que sunt in parva archa nova.

Item, inqueste et processus alii judicati ab anno LXIX *usque ad nonagesimum octavum.*

— Liber quintus, qui dicitur Liber magistri J. de Monte-Lucio. Continet inquestas, judicia et arresta expedita ab anno LVII *usque ad* LXXIII. (F° 12 r°.)

Cette longue note, qui a fixé l'attention de l'auteur de l'article *Parlement de Paris* dans l'Encyclopédie par ordre de matières, et de Klimrath (*Mém. sur les Olim*, p. 17), est l'ouvrage d'un membre de la cour qui, à son entrée dans les fonctions de garde des archives, indique d'abord les matières qui seront contenues dans le registre qu'il se propose de tenir, et ensuite les volumes qui lui ont été remis par son prédécesseur. Bientôt on saura quel était ce maître de la cour et à qui il succédait.

La note annonce un premier inventaire des procès sur enquêtes, remis par l'ancien garde aux maîtres qui devaient les examiner, *traditi ad videndum;* en effet, cet inventaire, qui est sous-divisé en autant de sections qu'il y avait de maîtres chargés à cette époque de l'examen des enquêtes, occupe les feuillets 13 v° à 23 v° et est intitulé : *Memoriale apud magistros visores de veteri.*

Après cet inventaire, on en trouve un second qui porte en tête la signature P. DE BITURIIS et le titre suivant : *Inventarium factum de inquestis et aliquibus scriptis redditis per magistrum Nicolaam de Carnoto, Petro de Bituriis, quando ipse P. intravit officiam arrestorum.*

Ainsi Pierre de Bourges succéda dans l'office des arrêts à Nicolas de

Chartres, qui lui-même avait succédé, au dire de Klimrath (p. 27), mais sans que cela soit clairement démontré, à Jean de Montluçon, et rédigea le mémorial que nous examinons. Ce second inventaire remplit quatre feuillets (de 24 r° à 28 r°).

Le troisième inventaire est placé sous le titre suivant : BITURIS. *Inqueste, aprisie, informaciones, monstre et processus alii redditi curie, in parlamento octabis Omniam-Sanctorum, anno Domini mcc° nonagesimo nono.* Cet inventaire s'étend du feuillet 28 r° au feuillet 74 r°. Ici il s'agit, non-seulement des enquêtes, mais aussi d'autres procès rapportés à la cour, et ces actes sont rangés sous la désignation des parlements qui suivent :

Toussaint, 1300. (30 v°.)
Idem, 1301. (33 r°.)
Octave de la Chandeleur, 1302. (35 r°.)
Point de parlement en 1303.
Toussaint, 1304. (37 v°.)
Point de parlement en 1305.
Octave de Pâques, 1306. (39 v°.)
Octave de la Toussaint, 1306. (41 r°.)
Toussaint, 1307. (43 r°.)
Octave de la Nativité, 1308. (44 r°.)
Saint-André, 1309. (46 v°.)
Nativité, 1310. (48 r°.)
Octave des Brandons, 1311 (52 v°.)
Octave de la Saint-Martin d'hyver, 1312. (56 v°.)
Idem, 1313. (59 v°.)
Octave de la Toussaint, 1314. (62 v°.)
Point de parlement en 1315.
Octave de la Toussaint, 1316. (65 v°.)
Veille de la Saint-André, 1317. (69 r°.)
Lundi après la Saint-Martin d'hyver, 1318. (71 r°.)

Cet inventaire présente plus d'intérêt que les précédents, car on y trouve, rangées dans l'ordre chronologique, les notices de toutes les enquêtes ordonnées par la cour durant un laps de vingt ans, avec la mention des jugements préparatoires qui furent rendus pour amener l'expédition définitive de ces enquêtes; or, les arrêts sur plaidoiries, rendus à la même époque,

ayant été conservés, car ils remplissent le quatrième volume des Olim, on comprendra que nous considérions l'inventaire de Pierre de Bourges comme un complément quelquefois intéressant de ce volume. Il est inutile d'insister sur ce point, parce que l'occasion de justifier cette opinion se présentera plus tard, quand nous nous occuperons du dernier registre des Olim.

Le quatrième inventaire porte le titre qui suit : BITURIS. *Peticiones tradite curie in scriptis in parlamento Omniam-Sanctoram, anno nonagesimo nono.* Ces pétitions, qui étaient des demandes adressées par les parties à la cour, sont inscrites selon l'ordre des parlements, depuis 1299 jusqu'à 1318 (74 r° à 78 r°) et ne présentent aucune sorte d'intérêt.

Après les pétitions viennent les articles (*articuli*), qui occupent tout le reste du Mémorial (de 78 r° à 84 r°). On appelait *articles* l'énumération des faits que les parties demandaient à prouver devant la cour. La mention qui en est faite sur le registre de Pierre de Bourges offre peu de développements. Voici un exemple de ces mentions.

Articuli merceriorum parvorum stallorum Parisiensiam, contra mercerios magnorum stallorum, et e contra. Concordaverunt. (78 r°.)

Quand nous aurons ajouté qu'un très-grand nombre de notes ou indications du Mémorial ont été barrées par Pierre de Bourges, probablement pour indiquer que les affaires que ces notes désignaient avaient été expédiées, on saura tout ce qu'il importe de connaître sur la disposition et la forme de ce registre. Si ensuite on veut l'étudier comme document historique, on arrive à quelques résultats utiles et qui méritent d'être recueillis.

Le Mémorial donne la preuve qu'au commencement du XIVe siècle le greffe du parlement n'avait point encore reçu d'organisation, mais les progrès de la procédure par écrit étaient si rapides, que déjà l'encombrement des pièces produites dans les enquêtes se faisait sentir, ainsi que l'insuffisance d'un seul maître de la cour pour classer, cataloguer et conserver en ordre ces masses de papiers qui arrivaient de tous les points du vaste territoire soumis à la juridiction de la cour. Il suffira de dire, pour donner une idée de l'étendue ou plutôt de l'énormité de ces productions, que l'on trouve dans le Mémorial la note d'une enquête entre le roi et l'évêque de Mende qui était contenue dans dix-neuf rouleaux (17 v°).

A la suite de cette enquête, nous lisons ce qui suit.

Item, septuaginta duo volumina seu cartularia, de diversis locis senescalliarum Bellicadri et Nemausi.

Item, pro parte episcopi Mimatensis, XXXV volumina.

Item, quadraginta octo copias diversorum instramentorum, pro parte episcopi, sub sigillo Castelleti.

Pierre de Bourges n'avait à sa disposition, pour conserver tous ces papiers, que deux pièces : l'une que l'on appelait *camera curiæ* (17 v°) ou *camera prior*, et l'autre *garda roba*. Le Mémorial nous apprend que ces chambres étaient encombrées de caisses, d'armoires, de malles, de paniers, de sacs remplis de papiers, et que les actes de chaque parlement étaient placés dans un sac particulier (29 r°, 84 r°, etc.). Indépendamment de ces sacs, la cour faisait tenir des registres que l'on appelait *registra curie :*

Inquesta quam michi tradidit M. Clemens de Saviaco, inter regem et dominum de Monta-Villa super saisina jasticie de Monta-Villa. Debet audiri prepositus Parisiensis et videri debent registra curie pro rege. (28 v°.) Ces registres, comme je l'ai dit précédemment (t. I, p. 1029, note 22), contenaient, non pas les arrêts de la cour, mais seulement les chartes qui intéressaient les droits du roi.

Enfin, le Mémorial nous apprend que la chambre avait un sceau : *Inquesta inter ecclesiam Dauratensem et Ademarum de Valencia et abatissam de regula Lemovicensem. De medio curie missa ad perficiendum auditoribus, sub signo camere et tradita. M. de Malo-Monte habet.* (25 r°.) On lit ailleurs : *Traditi eam de medio curie ad perficiendum, sub signo camere* (28 r°).

L'établissement du greffe était donc déjà très-avancé, et la nécessité se révélait chaque jour davantage de donner à cette institution une base plus grande et plus solide; mais, ainsi que l'a remarqué la Roche Flavyn (*Des parlements de France*, l. II, p. 113), le greffe devait être la conséquence de la fixité de résidence de la cour royale; or nous touchons à l'époque où le parlement devint sédentaire: on peut donc affirmer que nous sommes peu éloignés du moment où les actes de la cour cesseront d'être confiés à la garde d'un magistrat, que des soins d'un ordre plus élevé pouvaient à tout moment distraire de cette occupation, pour devenir la fonction unique d'officiers créés à cet effet. Les détails qui se trouvent dans la préface de ce volume, sur le régime intérieur de la cour, me dispensent d'insister davantage sur ce point.

Au commencement du XIVe siècle, le droit d'appel n'était plus contesté, et les appellations à la cour du roi devenaient de jour en jour plus fréquentes. Des notes telles que celles-ci sont très-nombreuses dans le Mémorial :

Processus de diebus Trecensibus portatus Parisius ad judicandum. (40 v°.)

Processus in causa appellacionis, inter priorem Sancti-Martini Tornacensis et Hagonem de Camberonne, scatiferum, a judicato ballivi Silvanectensis. (48 v°.)

Processus Castelleti in causa appellacionis, etc. (48 v°.)

Ces mentions fournissent les moyens de déterminer dans quelle proportion se trouvaient les causes qui venaient par appel à la cour du roi, avec les affaires qui y étaient portées directement; quelles étaient les juridictions d'où les parties appelaient le plus fréquemment à la cour suprême; et enfin la forme de procéder en matière d'appel; car, si le Mémorial ne mentionne jamais que par le mot *judicetur* les décisions définitives de la cour, ce registre fournit d'ordinaire des renseignements détaillés sur les incidents des affaires et les jugements préparatoires. Voici un exemple tiré des notes du parlement de la Toussaint 1314 :

Auditis partibus et consencientibus, precepit curia quod inquesta facta inter P. de Pacy et Adam de Petra, milites, videatur et judicetur, salvis suis reprobacionibus. Postea vise fuerant dicte reprobaciones et fuerunt tres admisse. Et precepit curia quod videatur dicta inquesta ad finem, si poterit expediri sine illis reprobacionibus : si autem non possit expediri sine illis reprobacionibus, fiet commissio super dictis reprobacionibus. Roya habet. (64 v°.)

La note suivante, qui appartient au parlement de la Toussaint 1316, met sous nos yeux un procès jugé au Châtelet et porté par appel à la cour du roi. La proximité des deux juridictions rendait ces appellations d'autant plus fréquentes, qu'on n'avait encore, à cette époque, pris aucune mesure pour en diminuer le nombre.

Inter magistrum et fratres Domus-Dei Parisiensis, et priorem Longi-Pontis, in causa appellacionis ab interlocatoria prepositi Parisiensis, a qua dictus prior appellavit, per quam dictas prepositus pronunciavit manum domini Regis debere apponi super debato dictarum parcium, racione saisine cujusdam bannerie et percepcionis cujusdam decime, quamquam, ut dicit dictas prior, dicte partes diem ad hoc non haberent, sed ad audiendum jus super quibusdam excepcionibus, declinatoriis contra judicem et dilatoriis contra partem adversam, propositis super peti-

cione saisine predicte; super quibus excepcionibus factas est processus in scriptis, et super dicta requesta manus appellacionis. Verbo tenus fuit litigatum et sine scriptis, hoc salvo quod super dicta interlocutoria dedit prepositus licteram suam: Placet partibus quod totum videatur ad illum finem, et dictas prior bene vel male appellavit a judicato predicto. Facta est collatio. M. P. Droconis habet.

La distinction entre les causes qui devaient être instruites par écrit et celles qui devaient l'être verbalement se trouve ici clairement indiquée, et l'on voit que les usages de la cour n'avaient plus rien d'incertain.

Le parlement de la Saint-André 1309 est, dans le Mémorial, divisé en deux sections : la première est indiquée dans la forme ordinaire; la seconde porte pour titre : *Inqueste et processus traditi in auditorio juris scripti ad judicandum in dicto parlamento.* (27 v°.)

De même au parlement de 1313, on lit : *Inquestas que sequuntur, de auditorio juris scripti parlamenti presentis, tradidit michi magister Gaufridus Chalop.* (62 r°.)

Cet auditoire du droit écrit était une commission de quatre ou cinq membres de la cour qui, conformément à l'article 11 de l'ordonnance de 1291, se réunissaient le vendredi, le samedi et le dimanche de chaque semaine, pour expédier les requêtes et les causes des pays de droit écrit. (*Ordonnances*, t. I, p. 320.) On connaissait l'existence de cette chambre du parlement, mais on ne possédait aucun acte émané d'elle. Sous ce rapport le Mémorial comble une lacune dans l'histoire du parlement de Paris.

J'en dirai autant de la juridiction du Châtelet. Le Mémorial éclaircit très-bien un point d'histoire jusqu'ici resté obscur; savoir, les relations qui existaient entre le parlement et la cour du prévôt de Paris. Il résulte des notes insérées par Pierre de Bourges dans son Mémorial, qu'au commencement du XIVe siècle, l'appel des parties jugées au Châtelet ne saisissait pas de plein droit la cour du roi; ce tribunal suprême entendait les parties, et, selon qu'elle jugeait leurs motifs bons ou mauvais, elle admettait ou repoussait leur appellation :

Auditis partibus, precepit curia quod processus Castelleti, in causa appellacionis inter Petronillam, relictam Johannis Lavache et tatorem Gileti ejus filii, et Stephanum Lefevre et ejus uxorem, videatur et judicetur. (60 v°.)

Toutes les mentions d'appels interjetés sur des sentences du Châtelet ou des bailliages de la province sont semblables à celles-ci.

Il serait sans doute aisé de trouver dans le Mémorial la matière d'autres observations de ce genre, mais puisque nous possédons dans le deuxième et le quatrième registre des Olim une source abondante de documents judiciaires sur les époques auxquelles correspond le Mémorial, l'occasion de présenter ces observations se retrouvera ailleurs et d'une manière plus favorable. Je terminerai donc cette notice en donnant quelques explications sur la note rapportée page 883, où Pierre de Bourges déclare que maître *N.* lui a remis cinq volumes. Cette note mérite de fixer l'attention, puisqu'elle peut servir à déterminer l'origine des Olim, et l'usage qui était fait de ces registres.

Le premier volume est désigné ainsi : *Parvulus liber* M. N. *in quo nominantur inqueste et processus sibi tradita.* Ce petit livre, que nous ne possédons pas, devait offrir, comme le Mémorial, un simple catalogue de pièces, et sa perte est peu regrettable.

Nous en pouvons dire autant du second volume, appelé *Vayron*, qui contenait 1° la table des pétitions remises à la cour depuis l'an 1280 jusqu'à l'an 1298 (on sait que le Mémorial donne une table semblable de 1299 à 1318); 2° une table d'enquêtes et de procès remis par le garde des archives à différents maitres *ad videndum.*

Le troisième volume, appelé *Liber magnus*, n'est autre, comme la note l'indique, que le second volume des Olim.

Le quatrième volume, appelé *Liber inquestarum*, contenait les enquêtes déposées dans le grand et dans le petit coffre de la chambre, ainsi que les enquêtes et les procès jugés depuis 1269 jusqu'en 1298. La perte de ce volume est regrettable, car nous ne possédons pas les enquêtes qu'il renfermait, et ces enquêtes étaient le complément naturel des arrêts que l'on trouve dans la première partie du deuxième volume des Olim. Ce qui doit adoucir les regrets est la faute commise dans l'indication des matières contenues dans ce volume. En effet, le premier volume des Olim donne les enquêtes jusqu'à la fin de l'année 1273 : la lacune ne remonte donc pas à l'année 1269.

Le cinquième volume, ou le Livre de Jean de Montluçon, est le premier registre des Olim.

On voit donc que le Mémorial n'est que le journal du gardien des archives du parlement; que ce journal n'était tenu ni dans un but historique

ni dans un but scientifique, et qu'on n'y trouve rien qui puisse faire accorder à un document de ce genre les honneurs de l'impression.

Page 457, note 89.

Cette ordonnance se trouve dans le recueil de Laurière, t. I. p. 338.

Page 463, note 90.

M. Depping a placé en note du titre *des Forbères à Paris*, de son édition du Livre des métiers d'Étienne Boileau (p. 259), une indication de cet arrêt, et de celui qu'on lit plus bas, au n° VII, qu'il a trouvée dans un manuscrit de la Bibliothèque royale (S. F. 108), mais qui semble peu exacte. « Le roi décide, dit-il, qu'attendu que ces artisans ont leur domicile à Dijon, « ils pourront apporter leurs marchandises à Paris, comme d'autres mar- « chands du dehors. » On voit, au contraire, par l'arrêt n° VII, que les garnisseurs d'armes, condamnés précédemment, s'étaient retirés non pas à Dijon, mais à Saint-Denis, d'où ils expédiaient à Paris les produits de leur industrie : la cour, voulant que son arrêt soit exécuté, déclare que, quelle que soit la ville où ils aient travaillé, *mittere vel asportare Parisius non poterunt ad vendendam*.

Page 466, note 91.

Le roi rappelle ici le livre d'Étienne Boileau où, en effet, on lit, p. 252 : « Chapeliers de coton ne doit riens de chose qu'il achate de son mestier, se « il n'est pesé au pois le Roi ; et se il est pesé, il doit ij den. du cent de pe- « sage. »

Page 467, note 92.

Klimrath s'est servi de cette longue interruption dans les sessions du parlement, pour appuyer le système qu'il a adopté relativement à l'ordonnance rendue par Philippe le Bel en 1302 (*Ordonnances*, I, 366), et qui ordonnait de tenir deux parlements par année (art. LXII). J'examinerai ailleurs s'il a eu raison de soutenir (p. 43) que cette ordonnance n'amena aucun changement notable dans les usages de la cour.

Page 477, note 93.

Il est facile de reconnaître que cet acte, daté d'un lieu où jamais la cour ne fut réunie, n'est ni un arrêt ni une ordonnance, mais bien un de ces actes de justice directe que le roi accomplissait souvent et dont le parlement ne tenait pas toujours compte. Les tisserands et les foulons de Provins étaient en désaccord sur plusieurs usages communs de leurs métiers : la cour s'efforça à deux reprises de rétablir entre eux la bonne harmonie; et le roi, afin de leur ôter toute idée d'un nouveau recours, déclare qu'il entend que ce qui a été décidé sur ce point reçoive son plein et entier effet. Il n'était pas aisé de retirer de l'esprit du peuple la pensée qu'il pouvait toujours en appeler au roi.

Page 479, note 94.

Ainsi, sur quatre années il y en eut deux sans parlements. On a peine à comprendre que la cour, dans laquelle si peu de chevaliers siégeaient à cette époque, et qui n'était plus guère composée que de prélats et de maîtres, interrompît ses sessions parce que le roi, qui ne la présidait que rarement, se trouvait dans l'obligation d'aller se mettre à la tête de son armée. La nature particulière de la guerre que Philippe le Bel faisait à son vassal le comte de Flandre donne lieu de penser que le roi emmena avec lui, en cette circonstance, la plus grande partie de son conseil; car, pendant les deux croisades de saint Louis, la cour ne cessa pas d'administrer la justice.

Page 493, note 95.

Bonamy prétend (*Mém. de l'Acad. des inscript.* t. XXXI, p. 716) que, dès le règne de saint Louis, le lieu où l'on conservait les chartes royales était appelé *Thesaurus chartarum domini Regis;* je dois faire observer qu'on ne trouve dans les Olim ni dans le Mémorial aucune marque de l'emploi de cette expression avant l'année 1308.

Page 494, note 96.

Voyez le Recueil des ordonnances des rois de France, t. I, p. 456.

Page 500, note 97.

Laurière a inséré cette ordonnance dans son recueil (p. 459), mais la copie dont il a fait usage ne portait pas la formule *donné en nostre parlement*.

Page 506, note 98.

On trouve ce mandement dans le recueil des ordonnances, t. I, p. 473. Il est surprenant que Laurière ait été chercher cet acte dans les mémoires de M. du Tillet, comme il le dit, quand il connaissait et avait à sa disposition les Olim, où il existe transcrit plus exactement. La copie dont il s'est servi portait : *dicti habitatores certam personam, seu... etc.* à la vérité, il dit en note : « Il doit y avoir, ce semble, *certam summam;* » la véritable leçon est *certam pensionem*, comme les Olim le montrent.

Page 507, note 99.

Je reprocherai encore à Laurière d'avoir donné la copie de l'expédition des lettres adressées aux surintendants des juifs dans le bailliage de Bourges (p. 470), au lieu de s'être attaché à reproduire le texte des instructions générales arrêtées en parlement et envoyées à tous les surintendants du royaume, que les Olim fournissent; la copie qu'il a adoptée et qui se trouve dans le registre de Philippe le Bel du Trésor des chartes, pièce CXVI, page 105, étant datée du 24 janvier 1309, ne porte pas la clause *Proviso tamen*, qui ne fut ajoutée aux lettres que le samedi après Pâques 1310.

Page 509, note 100.

Sous-entendez *Sancti Martini*.

Page 519, note 101.

Ce registre de la cour, relié avec des planches, et que l'on conservait dans le trésor des chartes du roi, n'est autre que ce volume si souvent cité dans les Olim, où l'on avait transcrit les actes relatifs aux droits utiles de la couronne, et que, en cette occasion, l'on consulta pour résoudre une difficulté sur laquelle, plusieurs fois déjà, la cour avait prononcé.

Page 556, note 102.

En effet, la coutume de Bruyères, qui servit de type à beaucoup de chartes concédées par les rois de France aux villes et bourgs du Laonnais, portait, article XII, *Mortae autem manus omnino excluse sunt.* (*Ordonnances*, t. XI, p. 246.)

Page 561, note 103.

Voyez cette ordonnance dans le recueil de Laurière (t. I, p. 510). J'ignore pourquoi cet éditeur a omis de rapporter cette note, qui fournit la date exacte de l'ordonnance. Le clerc des arrêts a commis ici une transposition, dont au surplus il prévient, et placé plus bas deux ordonnances relatives à l'université d'Orléans, qui auraient dû, à cause de leur date, se trouver avant celle-ci. On a déjà pu s'apercevoir de plusieurs transpositions de ce genre, que, par respect pour la forme des registres originaux, je me suis abstenu de corriger.

Page 585, note 104.

Ordonnances, t. I, p. 500.

Page 586, note 105.

Laurière n'a point inséré dans son recueil ce mandement qui complète les pièces relatives à l'université d'Orléans.

Page 589, note 106.

Ordonnances, t. I, p. 517.

Page 590, note 107.

Les mots *registratam est in rotalo* semblent contradictoires, et en effet, on ne pouvait pas enregistrer un arrêt sur un rouleau. Il est probable qu'on entendait par *rotulam* la feuille d'audience sur laquelle le clerc des arrêts écrivait, au fur et à mesure qu'ils étaient rendus, les arrêts qu'il reportait ensuite sur son registre. Il eût donc été plus régulier de dire : *Ita scriptum est in rotulo hujus parlamenti.*

Page 614, note 108.

Le *Stilus parlamenti* ne mentionne pas cet arrêt de règlement, et ne s'occupe même pas des productions, qui cependant exerçaient beaucoup d'influence sur toutes les procédures en cour de parlement. Le premier acte d'une procédure consistait à se présenter devant la cour (*Stilus*, c. v, p. 413) et à déposer ses articles, c'est-à-dire un écrit contenant l'énumération des faits et des points de droit que l'on s'engageait à prouver. La cour nommait un ou plusieurs commissaires (*Idem*, c. xxvii, p. 435), auxquels les parties devaient fournir les preuves à l'appui de leurs articles : c'était là ce qu'on appelait une production. On accordait aux parties le droit de faire deux productions, quand il y avait deux parlements dans l'année; et le mandat donné aux commissaires pour examiner une production avait besoin d'être renouvelé, pour qu'ils pussent prendre connaissance de la seconde. L'arrêt fixe la marche à suivre lorsqu'une partie avait été légitimement empêchée de fournir sa production, et qu'il n'était tenu qu'un seul parlement dans l'année. Tout porte à croire que Guillaume du Breuil, avocat au parlement, qui écrivit le *Stilus* vers l'année 1330 (Dumoulin, *Opera omnia*, t. II, p. 435), et qui cite souvent dans cet ouvrage précieux des arrêts rendus en 1325, n'eut pas connaissance des anciens registres de la cour.

Page 624, note 109.

On a vu précédemment (p. 614, n° xi) la cour appelée par le roi à Vincennes, et délibérant loin du lieu habituel de ses séances, privée du secours de ses registres, sur une affaire importante; nous apprenons ici que les maîtres de la cour se sont réunis, sur l'ordre du roi, quoique le parlement ne fût pas légalement assemblé (*quamquam extra parlamentum*), et qu'ils décidèrent dans de telles circonstances de graves intérêts. Malgré l'ordonnance de 1308 et les usages que le temps avait établis au sein de la cour, ce tribunal restait toujours soumis à la volonté du souverain.

Page 630, note 110.

Mathilde, fille de Robert et femme d'Othon IV, comte de Bourgogne, succéda, en 1302, dans le comté d'Artois, à son père. Robert, son neveu, fils de Philippe, son frère, né l'an 1287, prétendit à cette seigneurie, et

intenta un procès à sa tante pour l'obtenir. La loi des apanages, qui en excluait les femmes, jointe à celle de la pairie, réservée dès lors aux seuls mâles, semblait décider la querelle en faveur de Robert. Cependant il fut débouté de sa demande, l'an 1309, par un jugement des pairs de France, où Mathilde elle-même opina comme les autres. (*Art de vérifier les dates*, t. II, p. 770.) Cet arrêt ne se trouve pas dans les Olim, et il y a lieu de s'en étonner. Robert se plaignit hautement de ses juges, qu'il accusa de partialité. Le roi Philippe le Bel, pour l'apaiser et l'indemniser, lui donna le comté de Beaumont. Mais Robert, peu satisfait de ce dédommagement, revint à la charge sous le règne de Philippe le Long. Nos registres nous font connaître la voie judiciaire que ce plaideur malheureux et infatigable crut devoir suivre dans une tentative qui ne fut pas la dernière.

En 1316 Robert intervint par requête (*certam fecisset requestam*), parce que le roi pouvait toujours, de sa pleine puissance et autorité, revoir une affaire qui avait été précédemment décidée, quand on s'adressait à lui par voie de requête. Le souverain conserva ce droit jusqu'à la fin de la monarchie. Mathilde soutint que Robert ne pouvait pas être entendu par voie de requête, sans doute parce que le précédent arrêt avait reçu son exécution; et alors celui-ci déclara que si on lui interdisait ce moyen, il se pourvoirait *per viam petitionis*, c'est-à-dire qu'il ferait un appel encore plus direct à l'autorité suprême du roi. La cour, *paribus Francie et aliis officialibus ac ministerialibus et consiliariis Regis munita*, rejeta la requête, mais déclara que si le demandeur présentait une pétition, elle l'entendrait et ferait *justitie complementum*. Robert ne pouvait donc plus espérer que quelques modifications dans l'exécution des jugements précédemment rendus.

La note qui termine l'arrêt montre que, si les pairs prirent part au jugement de cette affaire, ce fut par suite d'une promesse que le roi avait faite à Robert. Ce dernier, n'étant point pair, ne devenait pas justiciable de la cour des pairs par cela seul qu'il revendiquait une pairie dévolue depuis longtemps à Mathilde; mais il se flattait avec raison de trouver les pairs favorables à ses prétentions dans un procès qui devait décider la question de savoir si les filles succéderaient en ligne directe aux fiefs comme aux autres biens, par préférence aux mâles collatéraux. C'était, à vrai dire, la loi salique mise en question.

Rappelons que, le 11 du mois de février précédent, la cour avait déclaré

à l'unanimité que Robert d'Artois n'ayant pas requis la convocation des pairs le jour où il avait demandé que la comtesse d'Artois fût citée, le roi n'était pas tenu de les convoquer pour ce jour (p. 660, n° XII). Dans toute cette longue et importante affaire, où Robert ne cessa de réclamer les priviléges de la pairie, le roi et la cour ne lui opposèrent jamais que des fins de non-recevoir, et la question au fond ne fut point traitée.

Page 661, note 111.

Robert, autorisé, comme on l'a vu précédemment, p. 630, n° IV, à présenter sa pétition, use de cette faculté; mais, avant de la déposer, il requiert que la cour soit garnie de pairs. Mathilde combat cette prétention. La cour, sans repousser péremptoirement la demande de Robert, lui enjoint de remettre d'abord sa pétition, déclarant qu'elle examinera, avec tous les points qui y sont contenus, la question de savoir si la présence des pairs est nécessaire. Robert comprend que l'intention de la cour est de prononcer par un seul arrêt, et en l'absence des pairs par conséquent, sur ses prétentions, et déclare qu'il veut se consulter sur ce qu'il doit faire; aussitôt la comtesse Mathilde, ajournée par une partie qui ne produit pas ses moyens, demande à se retirer. C'est alors que Robert, pressé par la cour de s'expliquer, signifie qu'il ne déposera point sa pétition tant que la cour ne sera pas garnie de pairs. Mathilde prend défaut contre lui et se retire.

Robert n'avait peut-être pas raison au fond; car le privilége de la pairie existait *ratione personæ;* et si, dans ce procès, quelqu'un pouvait le réclamer, c'était la comtesse Mathilde; mais la cour, de son côté, alléguait un sophisme manifeste, quand elle proclamait que *curia parlamenti Parisiensis, maxime domino rege ibidem existente cum suis prelatis, baronibus et aliis consiliariis, sufficienter erat munita.* Il ne s'agissait pas de savoir si la cour était convenablement composée, mais si elle était garnie de pairs et apte à juger une question de pairie; or la cour n'ayant jamais déclaré que l'affaire ne renfermât pas une question de ce genre, il s'ensuit que, selon ses idées, la présence du roi, entouré de ses grands officiers, suffisait pour la transformer en cour des pairs, quoiqu'il ne se trouvât pas dans son sein un seul pair de France. Dans les temps postérieurs, quand sa suprématie eut été consolidée par un long et glorieux exercice du pouvoir, elle n'éleva jamais jusque-là ses prétentions.

Robert, condamné par la cour, abandonné par les pairs, tenta la voie des armes, et on trouve, p. 665, n° XVIII, un arrêt relatif aux violences qu'il commit dans les états de la comtesse d'Artois.

Page 663, note 112.

On a vu dans la préface de ce volume que l'échiquier de Normandie n'était, pour ainsi dire, qu'une chambre du parlement; cette ordonnance montre jusqu'où allait la dépendance de la cour normande à l'égard de la cour royale, puisque, dans plusieurs cas, le premier de ces tribunaux se bornait à publier et à enregistrer les arrêts rendus par le second.

Page 669, note 113.

Les mots *posuissent se ad concilium* signifient que la cour était entrée en délibération, ou, comme on dit encore de nos jours, dans la chambre du conseil.

La retraite du chancelier était d'autant moins fondée, que la cour avait, en 1224, reconnu son droit par un arrêt important, où on lit : *Cum pares Franciæ dicerent quod cancellarius, buticularius, camerarius, constabularius Franciæ, ministeriales hospicii domini Regis, non debebant cum eis interesse ad faciendum judicia super pares Franciæ, et dicti ministeriales hospicii domini Regis e contrario dicerent se debere, ad usus et consuetudines Franciæ observatas, interesse cum paribus Franciæ ad judicandum pares, judicatum fuit in curia domini Regis quod ministeriales prædicti de hospitio domini Regis debent interesse cum paribus Franciæ ad judicandam pares. Et tunc judicaverunt comitissam Flandriæ ministeriales prædicti cum paribus Franciæ.* (Martène, *Amplissima collectio*, t. I, p. 1194.) Il fallait que cet arrêt solennel fût totalement oublié, pour que plusieurs membres de la cour osassent soutenir que le chancelier devait, *pro quacumque causa*, se retirer quand la cour entrait en délibération; tout au plus auraient-ils pu dire qu'il n'avait droit de séance que dans les affaires des pairs de France. Au surplus, les scrupules de Pierre de Chappes prenaient leur source dans son double caractère de chancelier et de trésorier de l'église de Laon.

Page 681, note 114.

Cet arrêt, si longuement motivé, donne une exposition parfaitement

claire et satisfaisante de toutes les formalités que l'on suivait quand il s'agissait de constater une coutume, et il est, sous ce rapport, un monument historique très-important. On voit combien, en l'année 1318, les usages judiciaires du Châtelet de Paris offraient encore d'incertitude, puisque la cour fut forcée d'ordonner une enquête approfondie, pour connaître quels étaient les effets d'un défaut dans cette juridiction. Le livre de droit que Laurière a imprimé sous le titre *Les anciennes constitutions du Châtelet de Paris*, mais qui traite de la procédure suivie en général par les cours de baronnie, contient, dans le chapitre LXII, p. 51, une disposition conforme à cet arrêt; d'où l'on doit conclure que ce livre fut écrit après l'année 1318, ce qui, du reste, ressort de tout ce qu'on y lit. Il est certain que le Châtelet, quoiqu'il eût près de lui des exemples dont il aurait pu tirer profit, resta longtemps en arrière du parlement pour tout ce qui se rapportait à son organisation intérieure. Le plus ancien registre relatif à cette juridiction est le *Doulx-Sire*, désigné ainsi par le nom de son auteur, qui était un ancien clerc de la prévôté de Paris. Ce registre, que l'on appelait aussi le *Livre blanc*, et qui se trouve maintenant à la Bibliothèque royale (n° $\frac{9350}{A}$ $\frac{}{30}$), commence par une liste des prévôts de Paris, à partir de l'année 1325, et donne ensuite une série de lettres patentes des rois de France, relatives à la justice du Châtelet, et rendues depuis l'année 1315 jusqu'à l'an 1481; mais il n'apprend rien sur la jurisprudence de ce tribunal, que les Olim seuls nous font connaître pour la période de temps qu'ils embrassent.

Page 685, note 115.

Ce registre, qualifié d'ancien, remontait à l'époque de Philippe-Auguste (t. I, p. 956), et l'on trouve une enquête du parlement de la Toussaint 1271 (t. I, p. 390, n° XII), où l'article relatif au péage de Bapaume est non cité, mais relaté. Ajoutons que le péage appartenait au comte d'Artois, et que le roi n'était appelé à connaître de semblables procès que *tanquam superior*. (T. II, p. 455, n° VIII.)

Page 687, note 116.

Voyez page 456, n° IX.

APPENDICE.

Page 691, note 1.

La petite ville de Saint-Dizier, qui est située dans le département de la Haute-Marne, arrondissement de Vassy, et dont la population ne s'élève guère aujourd'hui au delà de six mille habitants, n'a fixé l'attention de l'histoire qu'une seule fois, lorsqu'elle soutint, en 1544, un siége contre l'empereur Charles-Quint en personne, et aucun personnage célèbre n'a pris naissance dans ses murs ; mais il me sera permis d'ajouter, sans que les souvenirs de famille m'égarent, qu'elle a payé aux lettres un tribut proportionné à ses moyens, en donnant le jour à dom Louis-Gabriel Bugnot qui, par la diversité de ses talents, occupa une place distinguée dans la congrégation de Saint-Maur, vers le milieu du XVIIe siècle [1]. Pour faire comprendre que les lois municipales d'une aussi modeste cité peuvent fournir à l'étude des coutumes et des mœurs de l'ancienne France un secours fort utile, il est nécessaire d'entrer dans quelques explications.

Au commencement du XIIIe siècle, la ville et le territoire de Saint-Dizier formaient une seigneurie qui appartenait à la maison de Dampierre et relevait des comtes de Champagne. En 1228 ce fief était tenu par Guillaume de Dampierre, fils de Guy II et de Mathilde de Bourbon, qui épousa, en l'année 1218, Marguerite II, fille puînée de Baudouin IX, comte de Flandre. Il importe de remarquer que cette princesse ne devint elle-même comtesse de Flandre, par l'effet de la mort de sa sœur Jeanne, qu'en l'année 1244, trois ans après la mort de Guillaume son époux.

Inspirés par un sentiment qui, à cette époque, animait le plus grand

[1] D. Le Cerf, *Bibliothèque historique et critique des auteurs de la congrégation de Saint-Maur*. La Haye, 1726, in-12, p. 51. D. Thiébaut, *Bibliothèque générale des écrivains de l'ordre de Saint-Benoît*. Bouillon, 1777, 2 vol. in-4°, t. I, p. 157.

nombre des seigneurs de France, Guillaume et Marguerite octroyèrent à leurs sujets de Saint-Dizier, le 6 mai 1228, une charte, non de commune mais de priviléges, qui fixait d'une manière invariable les droits et les devoirs par lesquels devaient être désormais unis les uns aux autres les bourgeois et les seigneurs de Saint-Dizier. Guillaume et Marguerite avaient donc raison de dire, *villam Sancti Desiderii perpetuæ tradidimus libertati;* car, pour les petites localités, toute la liberté consistait, dans ce temps, à ne plus être soumises au pouvoir illimité et capricieux de leurs seigneurs.

Cette charte, qui contient soixante et onze articles, tandis que celle d'Amiens (*Ordonnances*, t. XI, p. 264), une des plus développées et des plus prévoyantes du XIIe siècle, n'en a que cinquante-deux, s'éloigne sur un seul point, mais qui est très-important, de la forme adoptée généralement pour les actes de ce genre. Une analyse rapide en fera connaître le caractère et les dispositions principales.

Avant l'octroi de la charte, les habitants de Saint-Dizier étaient soumis à la juridiction unique de leur seigneur ou de son bailli, et les plaids se tenaient dans le château ou dans la maison du seigneur (art. XXXVIII). La charte établit à Saint-Dizier treize échevins, dont les fonctions doivent durer un an (art. XXXV); ces magistrats auront la connaissance de tous les cas qui leur sont attribués par cet acte, les autres matières devant demeurer dans la juridiction ordinaire du bailli.

La charte présente, selon l'usage, une longue série de dispositions pénales, quelques dispositions civiles, et l'énumération des droits utiles que le seigneur se réserve.

Les dispositions pénales concernent le meurtre (art. XXXVI), les blessures (art. VII), les coups (art. II, III, IV, V, VI), le viol (art. XXV), le faux (art. XXVI), le faux témoignage (art. XXXIV, XXXVI), le vol (art. XX), les injures dites ou faites aux échevins (art. XXIII, XXIV), *l'assault* (art. IX), les dissensions (art. XXII), le port d'armes (art. XXVII), le bannissement (art. X, XI, XII, XIX) et la trêve (art. XXI). On remarquera cette déclaration contenue en l'article X, qu'il n'y a pas de crime à tuer un homme condamné au bannissement perpétuel.

La charte s'étend peu sur le droit civil, et ne s'occupe guère que du mariage (art. XXXIX, XL, LVII), de la plegerie (art. XIII, XIV, XVIII), des formes de l'ajournement (art. LI), des droits accordés aux marchands (art. XXXII) et aux

étrangers (art. XXXIII), des chemins (art. XLIII) et des réparations dues pour les dommages causés par les animaux (art. XLII).

Le service militaire (art. L), le cens et les droits seigneuriaux (art. LIX, LXII, LVII, LVIII, LV), l'usage des forêts (art. XLV-XLVIII), des pâturages (art. XLIX), des cours d'eau (art. LII), fournissent, ainsi que le droit de mouture (art. LV), la matière de plusieurs articles qui fixent les obligations des habitants de la communauté envers leur seigneur, et dont la stricte exécution sera désormais la condition du maintien de tous les avantages qui leur sont concédés.

Rien jusqu'ici ne s'éloigne, soit pour le fond, soit pour la forme, de ce que l'on trouve dans les chartes des plus puissantes cités, comme dans celles des plus humbles bourgades. Mais il reste à signaler une anomalie très-singulière, et à laquelle nous sommes redevables du document historique et judiciaire qui porte le nom bizarre de *Tout-lieu de Saint-Disier* et est l'objet de cette publication.

Guillaume de Dampierre, supposant avec raison que la charte de Saint-Dizier, si étendue qu'elle fût, ne pourrait pas fournir des décisions pour tous les procès qui seraient portés devant le tribunal de cette ville, pensant aussi que les lumières des juges de cette juridiction se trouveraient souvent en défaut, plaça la commune de Saint-Dizier sous la juridiction immédiate de la municipalité d'une cité très-peuplée, très-riche et très-florissante à cette époque, mais qui ne relevait pas du comte de Champagne, et était située à une grande distance de Saint-Dizier : je veux parler de la ville d'Ypres.

L'article LXVI de la charte est ainsi conçu : « Pour toutes les autres choses « dont l'usage et la jurisprudence montreront la nécessité auxdits bourgeois « et au seigneur, et qui ne seraient pas décidées par la charte, ils auront re- « cours à la loi et à la coutume d'Ypres, et les échevins jugeront conformé- « ment à cette loi. »

Article LXVII. « Si les échevins ne pouvaient pas prononcer un jugement, « et qu'ils voulussent recourir à Ypres pour se conformer à la loi de cette « ville, ou à celle de Bruges, si par hasard celle d'Ypres gardait le silence, « ils devront, dans l'espace de quarante jours, envoyer à Ypres et en avoir « rapporté une décision; s'ils ne le font pas dans le terme fixé, après l'expi- « ration du délai le seigneur prononcera. »

Guillaume reconnait lui-même, par l'article XXXVII, la suprématie des

échevins d'Ypres sur ses propres officiers, car on y lit : « Si les échevins, « sommés par le seigneur ou son représentant, rendaient un faux jugement, « le seigneur pourra les convaincre par la déclaration des échevins d'Ypres; « et s'ils sont convaincus, leur personne et leurs biens resteront à la dispo- « sition du seigneur..... Si le seigneur voulait les convaincre de quelque « meffait, ils seront tenus d'envoyer à Ypres deux d'entre eux avec le mes- « sager du seigneur; et ils rapporteront, soit par écrit, soit par le moyen « d'envoyés, le jugement qu'auront prononcé les échevins d'Ypres; et s'ils « refusaient de le rapporter, le messager du seigneur le rapportera par des « lettres des échevins d'Ypres, ou par des témoins dignes de foi, et on ac- « cordera autant de confiance au messager qu'on en aurait accordé aux « échevins, s'ils eussent eux-mêmes rapporté le jugement. »

Plusieurs autres articles de cette charte annoncent que l'intention de Guillaume fut de transplanter à Saint-Dizier, malgré le contraste des situations, des mœurs et des usages, les institutions de la puissante cité d'Ypres. S'occupe-t-il du service militaire, il déclare que ses hommes « payeront l'a- « mende dont les hommes d'Ypres sont passibles, quand ils n'envoient pas « aux armées ou aux chevauchées du comte de Flandre. » Veut-il déterminer l'aide et le secours auxquels ils sont tenus lorsque leur seigneur marie ou fait chevalier son fils, prend la croix, ou tombe au pouvoir de ses ennemis, il dit qu'ils devront faire, en ces circonstances, ce que les bourgeois d'Ypres font pour le comte de Flandre. On dirait enfin que Guillaume de Dampierre est le vassal, non de Thibaut IV, comte de Champagne, mais de Jeanne, comtesse de Flandre, et qu'en feudataire fidèle il reproduit dans ses domaines les coutumes de la métropole. Cependant, en deux occasions, ce législateur oublie le modèle sur lequel il construit son ouvrage; car, à propos des Juifs, il dit : « Le seigneur possédera les Juifs dans « cette ville, conformément à la loi et à la coutume de Laon » (art. LXIII); et ailleurs (art. XXIX) il adopte, pour les vins, la mesure d'Auxerre; mais ces deux exceptions s'expliquent facilement : la première, par la renommée dont jouissait la charte de Laon; la seconde, par le grand commerce de vins qui se faisait à Auxerre : il reste donc toujours à expliquer les motifs qui ont pu porter Guillaume à introduire dans Saint-Dizier les usages d'une ville qui n'avait avec celle-ci rien de commun, ni par les mœurs, ni par les intérêts, ni même par le langage.

Guillaume de Dampierre suivit, en cette circonstance, le conseil de ses propres intérêts, et la commune de Saint-Dizier fut, on peut le dire, sacrifiée aux brillantes espérances de fortune qu'il lui était permis de concevoir. Son épouse Marguerite devait, si elle survivait à sa sœur, hériter du comté de Flandre; mais des prétentions diverses pouvaient faire obstacle à cette transmission légitime d'un des grands fiefs de la couronne de France. En effet, lorsque Jeanne mourut, saint Louis refusa longtemps de recevoir l'hommage de Marguerite, et si Thomas de Savoie, dernier époux de Jeanne, abandonna la Flandre sans difficulté, il était permis d'appréhender que ce prince ne voulût conserver un pouvoir dont il jouissait depuis sept années. Guillaume de Dampierre s'appliqua, pendant tout le cours de son union avec Marguerite, à caresser l'orgueil de ces cités flamandes, qui seules pouvaient ou aplanir les obstacles devant lui ou les faire naître. La charte de Saint-Dizier est le produit de cette politique adroite dont une mort imprévue empêcha Guillaume de recueillir les fruits, mais qui n'en attacha pas moins, pendant près de trois siècles, la ville de Saint-Dizier à celle d'Ypres, ou plutôt qui plaça la première sous la tutelle de la seconde.

Guillaume de Dampierre mourut en 1241, et son fils Guy devint, par la mort de Marguerite, sa mère, comte de Flandre en 1280. Il ne conserva pas la seigneurie de Dampierre et de Saint-Dizier, qui fut dévolue à Jean, son frère puîné. Ainsi la grande fortune des Dampierres ne changea pas la situation de Saint-Dizier, et cette seigneurie demeura un fief du comté de Champagne, totalement étranger, sinon en fait, au moins en droit, à la commune d'Ypres, et qui ne sortit de la maison de Dampierre que pour être réuni à la couronne de France.

Quelle était cette municipalité dont on allait, du fond de la Champagne, solliciter à si grands frais et avec tant d'humilité les décisions souveraines?

Les cinq grandes villes de la Flandre, Bruges, Douai, Lille, Gand et Ypres, formaient, au XIIIe siècle, de véritables républiques qui, par leur population, leurs richesses et l'esprit séditieux qui les animait, inspiraient aux comtes de Flandre un autre sentiment que la confiance. Ypres ne le cédait sous aucun rapport à ses quatre rivales : le commerce des draps avait élevé à ce point sa prospérité que, si l'on doit croire les historiens flamands [1], sa

[1] Sander, *Flandria illustrata*. Hagæ-Comitum, 1735, 3 vol. in f°, t. II, p. 258.

population était de 200,000 âmes. Il est permis de trouver dans ce nombre de l'exagération. Disons seulement que cette cité l'emportait sur les plus florissantes de la France, et que si l'acte de Guillaume doit paraître insolite, c'est surtout en le jugeant sous le point de vue féodal et en se rappelant qu'il n'existait entre Ypres et Saint-Dizier aucun rapport naturel ni politique; car, si l'on écarte ces considérations, on ne trouvera rien d'extraordinaire à ce qu'un seigneur tel que Guillaume soit allé chercher, dans l'organisation municipale d'une ville renommée par la sagesse et la puissance de ses lois, le modèle d'une charte de commune.

Selon l'historien Gramaye [1], Philippe d'Alsace, comte de Flandre (1161-1198), accorda aux habitants d'Ypres des libertés municipales qui furent successivement ou augmentées ou restreintes par Guy, Robert de Béthune, Philippe le Bel et Louis de Male.

Le pouvoir seigneurial était exercé dans la ville par un châtelain ou *burgraff*; mais l'influence de ce magistrat diminua, en proportion des accroissements que prit celle de la bourgeoisie; et, à la fin du XIIIe siècle, il ne possédait plus qu'une apparence d'autorité [2]. Il en fut de même dans toutes les communes où les officiers seigneuriaux continuèrent de résider après l'établissement des municipalités.

Le corps représentatif de la bourgeoisie était le sénat, appelé *magna communitas*, que l'on tirait des six corps de métiers.

En 1209 Philippe, marquis de Namur, permit au sénat de choisir cinq personnes qui, après avoir prêté serment, devaient nommer cinq échevins, lesquels prêtaient serment au comte et s'adjoignaient huit autres personnes qui devenaient leurs collègues. L'échevinage se trouvait ainsi composé de treize magistrats.

On attribue au comte Guy (1280-1305), la création de l'avoué (*advocatus*), magistrat qui était le chef de la municipalité ou le maire de la ville. En cette qualité, il présidait le sénat et l'échevinage.

Cette organisation éprouva de nombreux changements, qu'amenèrent les troubles et les guerres dont la Flandre fut le théâtre, au commencement du XIVe siècle. En 1303 Philippe le Bel retira au sénat le droit de nommer une partie des cinq électeurs, et se l'attribua. En 1380 Louis II, dit de

[1] *Antiquitates Brabantiæ*. Lovanii, 1708, in-f°, p. 173.

[2] Sander, *Flandria illustrata*, t. II, p. 264.

Male, irrité de l'insolence du peuple d'Ypres, enleva au sénat la nomination de l'avoué et des échevins; mais ces changements, amenés par les circonstances, ne duraient pas plus qu'elles, et, avec la paix on voyait renaître les anciennes institutions municipales, dont les principaux traits viennent d'être esquissés.

L'échevinage était le tribunal ordinaire de la ville. Durant le xve siècle il ne possédait plus qu'une juridiction restreinte aux affaires *non maximi ponderis*[1]; mais cette diminution d'autorité ne remontait pas à une époque ancienne, et lorsque Guillaume de Dampierre rédigea la charte de Saint-Dizier, ce corps jugeait tous les procès dont le sénat n'attirait pas à lui ou dont le comte ne s'était pas réservé la décision.

On connaît maintenant la juridiction qui sera chargée d'éclairer, de diriger, ou, pour mieux dire, de gouverner la communauté de Saint-Dizier, et à laquelle celle-ci recourra toutes les fois que sa loi lui paraîtra obscure ou insuffisante.

Nous ignorons ce qui se passa entre les communes d'Ypres et de Saint-Dizier pendant tout le cours du xiiie siècle et une partie du xive, puisque le recueil de décisions que nous mettons au jour commence seulement au mois d'avril 1335. Cependant, si l'on considère le peu d'importance des procès pour lesquels, à cette époque, les échevins de Saint-Dizier croyaient nécessaire de consulter les magistrats d'Ypres, le grand nombre de décisions analogues que ceux-ci devaient avoir rendues sur des affaires qui prenaient naissance dans des faits communs et simples, on pensera que, malgré une distance de plus de quatre-vingts lieues, et le terme fatal de quarante jours imposé aux juges de Saint-Dizier, pour envoyer à Ypres, obtenir une consultation et la rapporter, la justice champenoise invoquait très-souvent, et pour ainsi dire périodiquement, l'échevinage flamand, sans se croire autorisée à suivre, dans le jugement d'affaires nouvelles, les avis qu'on lui avait antérieurement donnés sur des affaires semblables. L'idée si simple de recueillir ces consultations, d'en former un code de lois et de ne plus envoyer à Ypres que dans des cas exceptionnels et rares, ne paraît pas avoir été mise à exécution avant l'année 1470; parce que, sans doute, on la considérait comme contraire à la lettre et à l'esprit de la charte de 1228.

[1] Gramaye, *Antiquitates Brabantiæ*, p. 175.

En 1470, lorsque depuis près de deux siècles la Champagne était réunie à la couronne de France, et qu'il n'existait entre ce royaume et la Flandre que des rapports internationaux, les échevins d'Ypres et ceux de Saint-Dizier s'occupèrent de former un recueil des anciennes consultations, qui pût servir de loi écrite à ces derniers, et leur permettre d'administrer désormais la justice librement et sans le secours d'une autorité supérieure. C'est ce recueil que je dois faire connaître.

Il est divisé en cinq parties. La première contient trente-cinq consultations, données en 1351. Le cahier sur lequel se trouvaient, avec l'intitulé, les cinq premières consultations, manque dans le manuscrit.

La seconde partie comprend vingt consultations et porte le titre suivant :

« Ce sont les raisons et articles, lesquex li eschivin de la commune de « Saint-Dizier envoient à reverens, saiges et discretez personnes, leurs chiers « signeurs, les eschevins, advoez et le consoil d'Yppre, sur lesquex raisons « et articles il prient en supplient avoir conseil et jugement, comme leur « propre chief et ressort natureil. Et furent escriptes ces raisons en l'an de « grace Nostre-Seigneur mil trois cens quarante-wit (1349 N. S.), en mois de « fevrier. »

Le *consoil d'Yppre* ou sénat est mentionné dans cet intitulé, conformément au protocole adopté par la municipalité de cette ville, et sans qu'on puisse en conclure que ce corps fût appelé à délibérer sur les consultations des échevins de Saint-Dizier.

La troisième partie comprend seulement sept consultations, désignées comme il suit :

« Se sont les raisons et articles, lesquelz li eschevin de la commune de « Saint-Dizier envoyent à très-reverans, sages et très-discretes personnes, « leurs très-chiers seigneurs et maistres les signeurs eschevins de la ville « d'Yppre, sus lesquelz raisons et articles il prient et supplient avoir consoil « et jugement, comme de leur propre chief et ressort.

« Se sont les jugements rendus par les eschevins de la ville d'Yppre, sur « les demandes et articles contenuz en ce brief de la loy de Saint-Disier, « selonc les loys de la ville d'Yppre, londemain Saint-Pol, en janvier, l'an de « grace mil trois tens quarante-quatre (1345 N. S.). »

La quatrième section est la plus riche de toutes, puisqu'elle ne contient pas moins de deux cent trente-neuf consultations; mais il est difficile de

croire que cette énorme quantité de questions eussent été adressées à la fois et à une même époque aux juges d'Ypres. Nous pensons que cette section en formait plusieurs qui ne sont pas indiquées dans le registre. Son titre, qui ne diffère guère des précédents que par la date, est ainsi conçu :

« Se sont les raisons et articles lesquelz li eschevin de la commune de « Saint-Dizier envoient à très-reverans, sages et très-discretes personnes, « leur très-chiers signeurs et maistres, les signeurs eschevins de la ville « d'Yppre, sur lesquelz raisons et articles il prient et supplient avoir consoil « et jugement, comme de leur propre chief et ressort naturel. Et furent « escriptes ses raisons en l'an de grace Nostre-Seigneur mil trois cens trente-« cinq, en mois de avril après Pasques. »

La dernière consultation de cette partie est suivie d'une note ainsi rédigée.

« Nous advoé, eschevin et conseil de la ville d'Yppre, avons veu, visité « et examiné tout au long, par grant et meure deliberation de conseil, cestui « regystre à nous presenté de par noz très-chiers et grans amis les eschevins « et commune de la ville de Saint-Desir en Pertois, resortissans en loy par « devant nous, par leur deputé, saige et discret, messire Guillaume Minet, « presbtre, curé de Saint-Martin-de-la-Noue, contenans pluseurs sentences « aultres fois, ès cas en icelluy contenuz, par nous rendues sur aucunes « questions par cy-devant à nous faictes, ensemble pluseurs poins, articles « et questions qui de nouvel nous ont esté presentées pour en avoir nostre « jugement. Lequel registre, touchant les sentences icy aultres fois rendues, « contenues en icellui, nous approuvons, et ainsi en usirions en cas sem-« blable. Et posé que l'en parle en aucuns jugemens à la fin dudit registre, « par il semble la maniere de parler est telle, et l'entendons que ce soit juge-« ment; et donnons en charge de conseil et advis de chief lieu à iceulx « eschevins d'eulx gouverner selon et par la maniere que les jugemens con-« tenuz audit livre declairent, et aussi que en la fin de chascun article de « ce present recort s'ensuira, affin de selon iceulx jugier et user perpetuel-« lement. »

Le député de Saint-Dizier avait donc pour mission, 1° de faire authentiquer par les échevins d'Ypres un choix d'anciennes consultations; 2° de soumettre à leur examen certaines questions générales, dont la solution leur semblait difficile. Ces questions, qui ne se rapportaient point à des procès,

sont au nombre de vingt-cinq et remplissent la cinquième et dernière partie, dont voici le titre :

« Ce sont les poins et articles lesquelz nous, eschevins de la commune « de Saint-Desir en Pertois, envoyons à vous, reverends, sages et discretes « personnes et noz chiers seigneurs les advoé, eschevins et conseil de la ville « d'Yppre, sur lesquelz articles nous prions et supplions, comme à nostre « propre chief et resort, à nous envoyer conseil et jugement, et comment « nous nous en devons gouverner. »

La déclaration suivante, qui n'est pas écrite par la même main qui a transcrit les consultations des quatre premières parties, termine le registre.

« Et affin que tous les precedens jugemens, tant les vieulx que les nou- « veaulx, soient entretenuz à perpetuité, nous advoé, eschevins et conseil « dessusdit, avons commandé à nostre bien-amé maistre Guillaume Wyts, « licencié en loix, nostre secretaire, de signer cestui registre de son saing « manuel; et l'avons fait sceller par tous les foillez et assellés en lais de soye « et cire verd de nostre seel aux causes et contre-seel du secret de ladite « ville d'Yppre. Le septiesme jour de juing, l'an mil quatre cens soixante « et dix. »

« Ita Wyts est. »

Il est maintenant facile de rendre compte des circonstances qui se rapportent à la rédaction de cette coutume, si différente de toutes celles qui alors régissaient les provinces de la France.

A partir de l'année 1228, les échevins de cette ville envoyaient à Ypres une fois par an, ou plus souvent, si les circonstances l'exigeaient, un messager qui soumettait aux échevins de cette cité une série de questions sur lesquelles ceux de Saint-Dizier s'étaient trouvés dans l'impossibilité de prononcer. Les échevins d'Ypres exprimaient par écrit leur opinion, et ces avis rapportés à Saint-Dizier servaient à décider les procès qui leur avaient donné naissance. Il ne paraît pas que ces consultations eussent été conservées à Saint-Dizier pendant le XIIIe siècle, ni même pendant une partie du XIVe. Fidèles au texte de leur charte, les échevins ne croyaient point qu'une consultation pût servir à décider plusieurs procès analogues, en sorte que, pendant deux cent quarante-deux ans aucune jurisprudence ne s'établit dans leur juridiction; et ils interrogèrent plus d'une fois les échevins d'Ypres sur des points de droit que ceux-ci avaient déjà fixés. Ce fut seulement en

l'année 1470 que la pensée si simple et si juste de choisir les consultations relatives aux matières les plus importantes et les plus usuelles, et de les adopter comme des articles de loi, s'offrit à l'esprit des échevins de Saint-Dizier. Ils recueillirent donc les consultations données dans les années 1335, 1345, 1349, 1351, joignirent à ces consultations une copie collationnée soigneusement des chartes de la commune, et envoyèrent le volume qui contenait ces pièces aux échevins d'Ypres afin qu'ils le revêtissent de leur sanction, et qu'après l'accomplissement de cette formalité, il devînt le livre des lois et coutumes de la commune de Saint-Dizier.

On sera sans doute surpris de voir que les échevins de Saint-Dizier, au lieu de faire un choix méthodique parmi le grand nombre de consultations qu'ils possédaient, de dégager ces consultations du récit des faits particuliers et de composer une coutume dans la forme usitée, se soient contentés d'adopter quatre séries de consultations telles qu'elles avaient été données à des époques déjà anciennes. Je pense que les magistrats de Saint-Dizier portèrent leur choix sur les consultations qui offraient mieux que les autres le fondement et les déductions du droit commun de leur localité; que, dans leurs recherches, ils ne crurent pas devoir remonter plus haut que l'année 1335, soit que les consultations antérieures n'eussent pas été conservées, soit qu'ils considérassent ces sentences comme inapplicables au temps où ils vivaient, et qu'enfin le respect qu'ils portaient à la charte de 1228 et à leurs *très-chiers signeurs les advoé et eschevins de la ville d'Yppre* ne leur permît pas de toucher au texte des consultations. Ces modestes et simples magistrats ne voulurent pas jouer le rôle de législateurs, et ils réformèrent un système judiciaire qui était vicieux à tant d'égards, sans méconnaître un seul instant ce qu'ils devaient à la cité sous le pouvoir de laquelle Guillaume de Dampierre les avait jadis placés.

La charte de 1228 fut collationnée à Saint-Dizier et jointe aux consultations le 22 mai 1470, et le 7 juin suivant Guillaume Minet, curé de l'église de Saint-Martin-de-la-Noue, faisait homologuer par les échevins d'Ypres le registre qui contenait ces différents actes. A dater de ce jour, Saint-Dizier eut une coutume écrite, coutume singulière par sa forme, suffisante pour régler les intérêts d'une commune rurale, mais étrangère à toute idée dogmatique, et qui cependant doit, même sous le rapport historique, exciter et satisfaire la curiosité.

Digitized by Google

Transformer les sentences d'un tribunal en articles de loi n'était pas une nouveauté, au moins pour la Champagne. Le livre intitulé, *Li droict et les constumes de Champaigne et de Brie, que li roys Thiebaulx establi*, est une compilation d'usages et de jugements rendus depuis l'an 1224 jusqu'en 1299, qui a longtemps été regardée comme la vraie coutume de Troyes, et que, à ce titre, Richebourg a placé dans sa collection [1]. Sans doute il y a dans cette coutume plus de méthode que dans celle de Saint-Dizier, et l'esprit du jurisconsulte y apparaît davantage; toutefois on ne peut nier qu'une même idée n'ait dicté ces deux codes. Les échevins de Saint-Dizier avaient donc en leur faveur une autorité, et cette autorité, le temps s'était appliqué à la rendre vénérable. Quant aux échevins d'Ypres, le pouvoir que Guillaume de Dampierre leur conféra ne dut pas non plus leur paraître une innovation étrange, car la commune de Valenciennes exerçait sur celle d'Haspres une juridiction à peu près semblable [2]. La variété était si grande dans les institutions municipales du moyen âge, qu'on ne trouve jamais une exception qui ne puisse être justifiée par un exemple.

Ainsi qu'on devait s'y attendre, le journal des audiences de l'échevinage de Saint-Dizier présente l'exposé d'un grand nombre de procès que des intérêts minimes firent naître. Les délits communs, les injures, les voies de fait, occupaient plus souvent ce tribunal que les grandes questions de droit civil; mais, sans parler de l'intérêt qui s'attache à cette peinture si simple, si vraie, si peu embellie des usages et des mœurs d'une petite commune de France au XIVe siècle, on peut s'assurer, en jetant les yeux sur la table des sommaires de cette coutume, que le choix des décisions qui la composent, quelle que soit la nature des affaires qui les eussent amenées, fut fait avec assez de soin et de discernement pour que de leur réunion résultât un code à peu près complet et supérieur, non par la forme, mais par l'abondance et la variété des dispositions, à des coutumes destinées à régir de grandes provinces ou des cités opulentes. Les Olim montrent quelle était la jurisprudence dans la plus haute région de l'ordre judiciaire; là nous voyons aux prises le droit féodal et le droit commun, ces deux grands athlètes auxquels il fallait pour clients des rois, des princes ou des

[1] *Coutumier général*, t. III, p. 209.
[2] *Amplissima collectio*, t. I, p. 894.

barons, et qui, dans leurs luttes, s'armaient des plus nobles passions et des ressources d'une science infinie. Un combat pareil, mais réduit à de modestes proportions, se livrait chaque jour dans l'auditoire du tribunal de Saint-Dizier. Ici les juges, les avocats et les plaideurs sont gens simples d'esprit, étrangers à ce qui se passe autour d'eux comme aux théories du droit, et qui, sans aucun embarras, vont périodiquement proclamer leur insuffisance devant les seigneurs d'Ypres. Cependant ils prenaient part aussi, et sans le savoir, à la révolution qui s'opérait lentement dans les mœurs et dans les coutumes de la France; au milieu d'eux résidait un bailli, représentant des seigneurs de Dampierre ou plutôt du principe féodal, et continuellement ils étaient en guerre avec lui, alléguant toujours leur vieille charte de 1228, dont il méconnaissait l'esprit et la lettre; et quand de part et d'autre tous les moyens, tous les expédients, toutes les chicanes, avaient été épuisés, d'un commun accord on allait à Ypres, où des marchands drapiers terminaient des difficultés qui bientôt renaissaient. Ne voit-on pas que la coutume de Saint-Dizier est l'appendice nécessaire des Olim, et qu'en rapprochant l'un de l'autre ces deux documents précieux, on éclaire à la fois le sommet et la base de ce grand édifice judiciaire qui contenait la fortune et l'avenir de la France?

Si, après avoir considéré la coutume de Saint-Dizier dans son ensemble, on l'étudie dans ses détails, elle ne paraît pas moins intéressante: ainsi, à l'aide des faits particuliers qu'elle fournit en abondance, on peut se former une idée exacte du degré de force que les institutions féodales possédaient encore, au milieu du XIVe siècle, dans les communes rurales de la France; notion d'autant plus précieuse qu'aucun autre document judiciaire ne la peut fournir. Je vais citer quelques exemples.

En 1336 une guerre, qui devait avoir des suites si longues et si funestes, éclata entre Philippe de Valois et Edouard d'Angleterre. Le roi de France somme ses vassaux d'acquitter leur service militaire; et le sire de Saint-Dizier, afin de pouvoir répondre à cette réquisition, en adresse une semblable à la commune de cette ville. Il faut le dire, nos bourgeois se montrèrent fort peu animés de sentiments patriotiques, car, dans le moment où un orage de calamités grondait sur la France, ils répondirent froidement: « Nous disons que nous n'y sommes tenus, quar li guerre dou roy « de France n'est miez vostre propre guerre, et nous ne sommes tenu à

« envoier gens que en la propre guerre et chevauchié dou signeur. » Celui-ci répliqua : « La guerre dou roy est ma propre guerre, quar je tiens toute « ma terre dou roy et suis tenus à li secourre ; vous i estes tenus, et si avez « mespris en ce que vous me l'avez refflusé. » Croira-t-on qu'il fallut aller à Ypres pour obtenir une décision sur ce point, et que les échevins flamands prononcèrent le jugement suivant : « Jugié es par echevins que li ville n'en « est de riens tenue, se ne fust que li sires propres euist la guerre encontre « autre signeur. » (P. 742.) A Dieu ne plaise que je tire une conclusion générale de ce fait ; mais je dirai que si l'histoire en offrait par malheur plusieurs de semblables, il serait permis de douter que la France, réduite au dévouement et au courage de sa bourgeoisie, eût pu triompher de l'invasion anglaise et reconquérir son indépendance.

La mainmorte avait cessé de flétrir la commune de Saint-Dizier, avant même l'année 1228 ; mais ce fleau régnait dans les campagnes environnantes, et souvent des procès relatifs à l'application de cette loi rigoureuse étaient portés devant l'échevinage. Un jour les magistrats de Saint-Dizier recoururent *à leur propre chief et ressort naturel* pour savoir si le seigneur devait hériter des biens d'un homme de mainmorte, décédé à Saint-Dizier, de préférence à ses héritiers naturels, qui n'étaient point de franche condition. La réponse des échevins d'Ypres est magnifique de fierté : « Oncques n'avons « oy de gens de serve condicion ne de morte main ne de quel condicion « qu'il soient ; si que nous n'i mettons point de conseil, ainz en ouvrez selonc « votre escient et discretion. » (P. 770.) Il existait donc en Europe une contrée où l'on ne savait pas même ce qu'était le servage.

Le système pénal paraît généralement assez doux, et la coutume ne prononce guère, pour les délits ordinaires, que l'amende et le bannissement plus ou moins long. Cependant, par une contradiction surprenante, elle déploie contre les débiteurs la cruauté des anciennes lois barbares. « On « doit retenir, dit-elle, en parlant du débiteur insolvable, son corps en ma- « nière que li baillis le garderas quinzaine, et puis le rendera, par les eche- « vins, à celui cui il devera en la ville sans chartre, en ennialz ou en buies, « sens blecier et sens perdre membre, et se li donra au moins pain et eaue, « et s'il doute de lui, il le pourra lier per eschevins, en tel maniere que, par « les ennialz ou les buies, sera lié et fichiée une chaienne de fer de deus « oizes de loing et sera liez à un postel ou à un tronct. » (P. 840.) Voilà la

disposition qui fut inscrite dans la coutume de Saint-Dizier, en 1470, et qui obtint la sanction des échevins d'Ypres.

Je pourrais sans peine multiplier de semblables citations, et montrer que ce monument historique est digne de la place que nous lui avons assignée; mais il est sous les yeux du lecteur, et c'est au public éclairé qu'il appartient désormais de le juger. J'ajouterai cependant une dernière observation qui n'est pas sans importance.

Lorsqu'en 1470 la coutume fut homologuée à Ypres, la seigneurie de Saint-Dizier était réunie à la couronne depuis une époque que nous ignorons : une consultation donne, en effet, au roi la qualification de *seigneur dudit lieu* (p. 844). Il résulta de ce changement que le parlement de Paris devint la cour d'appel de l'échevinage de Saint-Dizier; et, par l'effet de la situation bizarre et compliquée où se trouvait cette dernière juridiction, les échevins de Saint-Dizier consultèrent ceux d'Ypres pour savoir ce qu'ils devaient faire quand une partie appelait au parlement et refusait d'aller à Ypres (p. 851). La justice royale était trop solidement établie à la fin du xve siècle pour tolérer plus longtemps le recours de ses justiciables à un tribunal étranger; et je crois, sans toutefois pouvoir le démontrer, que la rédaction de la coutume et la rupture des liens qui pendant deux siècles et demi avaient uni Saint-Dizier à Ypres, fut la conséquence de l'intervention du parlement dans les affaires de la commune de Saint-Dizier. Si cette supposition pouvait se vérifier, on verrait dans cet acte une preuve nouvelle de la sagesse du parlement qui réformait les abus, et ramenait l'unité dans le pouvoir judiciaire, sans blesser les vieilles traditions, qui ne sont pas pour le peuple la moins précieuse des propriétés communes.

Il ne me reste plus qu'à donner quelques détails sur le manuscrit dont nous avons fait usage.

Ce manuscrit, petit in-4° vélin, à une seule colonne, de 134 feuillets, et qui se trouve aux Archives du royaume, section historique, K 1155, est le registre même que Guillaume Minet porta à Ypres, fit authentiquer et rapporta ensuite à Saint-Dizier; il est encore traversé dans toute son épaisseur par les cordons de soie verte auxquels pendaient les sceaux. Les circonstances qui l'ont fait passer dans le dépôt des Archives ne nous sont pas connues.

Les quatre premières séries de consultations, transcrites à Saint-Dizier,

sont d'une belle écriture gothique; la cinquième, qui est de la main de G. Wyts, secrétaire de l'échevinage d'Ypres, offre un modèle de l'écriture courante du XVIe siècle.

Le registre commence par une table des sommaires, mais elle est incomplète, car elle ne donne que deux cent quatre-vingt-dix rubriques, et le volume contient, comme je l'ai dit, trois cent seize jugements. Afin de faire concorder, autant que cela se pouvait, les rubriques avec les jugements, il a été nécessaire de donner à trois de ceux-ci le même numéro.

Après la table des sommaires viennent les chartes des seigneurs de Dampierre, et puis enfin la coutume. On sait que les cinq premières consultations manquent. Le cahier qui les contenait a sans doute été détaché du registre à une époque peu ancienne, car les rubriques de ces consultations se trouvent dans la table. Ayant appris qu'il existait à Saint-Dizier une copie du registre des Archives, nous nous sommes adressé à M. Martin, maire de cette ville, pour savoir si nous ne pourrions pas compléter notre texte à l'aide de cette copie; mais sa réponse pleine d'obligeance ne nous a laissé aucun espoir, en nous apprenant que la copie de Saint-Dizier est un simple extrait de notre registre, fait à une époque qui ne remonte pas très-loin.

Je m'étais, je dois le dire, laissé aller à l'espérance, non-seulement de compléter le texte du registre des Archives, mais de retrouver des consultations plus anciennes que celles de 1335. Voici sur quelle base reposait cette illusion.

Berroyer et Laurière, dans leur Bibliothèque des coutumes, p. 191, signalent en ces termes l'existence de la coutume de Saint-Dizier: «La «charte de commune accordée aux habitants de Saint-Dizier au mois de «mai 1228, et celle de Vitry, du mois d'avril 1250, sont indiquées manus-«crites dans le Glossaire latin de M. du Cange, sous le mot *Commune*; «mais il ne marque pas où elles sont. La ville de Saint-Dizier, qui appar-«tenait autrefois au comte de Flandre, avait sa charte de priviléges et sa «coutume, sur laquelle, dans les difficultés qui survenaient, on allait «consulter les avoués et gens du conseil d'Ypres, dont on a conservé un «registre contenant quinze cents décisions. M. de Marnay, avocat du roy «au présidial de Chaumont, qui a donné l'avis, ne manquera pas d'indi-«quer où est ce registre, même d'en procurer la communication.»

Il est probable que le registre signalé à Laurière était celui dont nous sommes en possession, et que l'avocat du roi Marnay, qui n'en parlait que par ouï-dire ou qui ne l'examina pas soigneusement, se méprit sur le nombre des décisions qu'il contenait.

Toutefois le contraire peut avoir eu lieu : l'échevinage de Saint-Dizier dut recueillir et conserver antérieurement à l'année 1335 les jugements des magistrats d'Ypres; il faut même penser qu'en 1470 il choisit parmi un très-grand nombre d'autres consultations celles qui semblaient le plus propres à former par leur rapprochement un corps de coutumes; dès lors l'existence d'un registre contenant toutes ou presque toutes les consultations données à Ypres n'aurait rien d'impossible. Les recherches infructueuses de Richebourg, qui dans la rédaction de son Coutumier général suivit exactement les indications fournies par Berroyer et Laurière, et la réponse du maire actuel de Saint-Dizier doivent enlever toute espérance de retrouver ce registre, en admettant qu'il ait existé. Telle qu'elle nous est parvenue, la coutume de Saint-Dizier présente, dans la singularité de sa forme et la variété de ses dispositions, trop de notions neuves, exactes et curieuses pour qu'il soit permis de concevoir de sérieux regrets.

Page 716, note 2.

Il existe aux Archives, section historique, K 1155, une expédition de cette charte dont du Cange a fait usage, et sur laquelle notre texte a été collationné.

Digitized by Google

INDEX RERUM.

A

Abbas regalis, p. 77, XVI.
Abbatia (vasa deposita in), p. 205, VII.
Abbatum (jus regis in electione), p. 491, VII.
Abladiis, seu *Ablais* (de), p. 568.
Absentiæ (testimonium), p. 198, VI.
Absentis attornatus, p. 373, X.
Accretionibus in feudis et retrofeudis (de), p. 339, X.
——— fluminis (de), p. 790, CXLVII.
Accusatione (discessio ab), p. 664, XVII.
Acquirendi in treffundo communiæ (jus abbatiæ Compendiensis), p. 349, 350, XXXVIII.
Acquisitis (de), in tenanciis abbatiæ Corbeiensis, p. 247, XXII.
Acquisitorum (de impositione) ab ecclesiis, p. 351, XXXIX.
Actio personalis, p. 196, XXIX.
Actiones reales et non feodales, p. 323.
Actionis et juris cessio, p. 343, XXII.
Actionum personalium (de cognitione) inter laicos, p. 323.
Adjornatio regis Angliæ, p. 9, II; p. 19, III; p. 138, XXVI; — comitis Flandriæ, p. 30, I; p. 142, V; — domini Harecurie, p. 142, IV; — archiepiscopi Remensis, p. 147, XXVII.
——— de hora ad horam, p. 349, XXXVIII.
Adjornationibus (de), p. 21, p. 85, XXXIV; p. 382, VIII; p. 387, XVI; p. 446, 591, III, IV; p. 771, CXIV; p. 810, CLXXVIII; p. 834, CCLVIII; p. 858.
——— extra banleucam villæ (emenda communiæ cujusdam pro), p. 352, I.
——— (coercio per temporale in), p. 278, XIV.
Adjornationis (de defectu), p. 426, XXII.
Admortisatio, p. 108, XXXII; p. 308, XXIII; p. 309, XXX.
Admortificatio, p. 105, XXVI.
Advoatio sufficiens, p. 56, VII; p. 303, XIII; p. 333, XXII; p. 391.
Advoationes, p. 117, XXX; p. 124, LIII; p. 166, XXX; p. 547, XVI; p. 595, VII.
Advoationum (amotio), p. 146, XXIII.
Advocacia et advoeria, p. 375, XX.
Advocatis (de), p. 748, LXIII; p. 784, CXXXIV; p. 802, CLXI; p. 834, CCLIV, et seq.
Advocati capitulorum, p. 168, XL.
——— ne faciant articulos impertinentes, p. 321, XXXIII. — *Vide* p. 448, X.
——— villarum, p. 713, LX; p. 823, CCXVII; p. 848, CCCII.
Ædificiorum (de clausura), p. 245, XVII; — (de reparatione), p. 562, 563.
Ætas infantium causas suspendit, p. 320, XXVIII; p. 322, XXXV; p. 361, XXIV.
Affidatio, p. 91, XIII.
Afforagio (de), p. 734, XXXVI.
Agentes patriæ, p. 331, XXI.
Aignelini de regno extracti, p. 524, V.
Albanis (ordinatio de), p. 456, p. 687, XIV.
Alienatis (de bonis), p. 103, XVI.
Alleciorum (de emptione) in portu de Gravelingnes, p. 133, XIII.
Animalia (de dampnis factis per), p. 710, XLII.
Appellans non armis se defendet, p. 41, XIV; — sequetur forum rei, p. 41, XVII.
Appellantium (exemptio), p. 40, XIII.
Appellatio de pravo et falso judicio, p. 37, X; p. 39, VI; p. 44, XXXV; p. 79, IV; p. 90, XI;

p. 94, XXVII; p. 97, XXXII; p. 138, XXVI; p. 174, IX; p. 194, XXI; p. 197, III; p. 236, X; p. 300, VI; p. 315, XIII; p. 318, XXII; p. 331, XX; p. 340, XV; p. 343, XXIII; p. 348, XXXVII; p. 355, X; p. 375, XIX; p. 432, VII; p. 433, IX, X; p. 443, III; p. 467, I; p. 488, III; p. 574, VIII; p. 678, IV.

Appellatio ad Regem, p. 104, XXII; p. 210, XXV; p. 388, XVII; p. 496, XXII; p. 618, VIII; p. 851, CCCIX.

——— non potest fieri per procuratorem, p. 39, IV.

——— in causis criminalibus, p. 38, I; p. 39, VI.

——— de defectu juris, p. 40, X; p. 44, XXXV; p. 148, XXXIX; p. 318, XXII.

——— in terra quæ regitur jure consuetudinario, p. 39, III, IV, VI, VII.

——— pendens in curia, p. 325, XXVIII; p. 336, III; p. 355, X.

——— a senescallorum sententiis, p. 321, XXXI; p. 457, X.

——— a sententiis præpositorum, p. 278, XV; p. 283, V; p. 433, X; p. 488, III; p. 597, IX; p. 682, VI.

——— de arbitrio comitis ab armigero, p. 325, VII.

——— a judicio scabinorum et hominum feodalium ad ballivum Regis, p. 443, III.

——— a curia hominum feodalium, p. 630, V.

——— ab audientia curiæ secularis episcopi ad præpositum audita a curia, p. 431, IV.

——— a sententia capituli, p. 281, III.

——— a priore ad ballivum et de ballivo ad curiam, p. 355, X.

——— de judicio abbatis Rothomagensis, revertatur examinanda comiti Britanniæ, p. 348, XXXVII.

——— a curia abbatissarum, p. 401, X.

Appellatione (cadere de), p. 431, II; p. 458, X.

Appellationes Laudunesii, p. 218, XLVI; p. 242, III; p. 398, V.

Appellationi (renuntiatio), p. 97, XXXII; p. 114, XVIII; p. 242, VI; p. 244, XII; p. 435, XIV; p. 555.

Appellationis (modus), p. 41, XVIII.

——— (jus) a dominis redemptum, p. 418, VII.

Appellationibus (de), p. 837, CCLXXIV et seq. p. 850, CCCVIII; p. 860, 874.

Appellationum (ressortum, curia seu cognitio), p. 40, VIII, IX, XI; p. 45, II; p. 122, XLVIII; p. 318, XXII; p. 520, I. — *Vide* Emenda.

Applegiamenta et contraplegiamenta, p. 277, V; p. 287, XVI; p. 403, XII; p. 421, XII; p. 484, IV; p. 593; p. 840, CCLXXXVIII.

Appreciatio nemorum, p. 116, XXIV; — librarum terræ, p. 170, XLIV.

Aprisiæ seu inquestæ, p. 82, XVI; p. 116, XXV; p. 313, VIII; p. 404, XIII.

Aquæ communitas, p. 712, LII.

Aquarium, Parisius, p. 136, XX.

Arbitriorum (moderatio) a curia, p. 325, VII.

Arbitragiis, seu compromissis (de), p. 55, VI; p. 266, II; p. 308, XXV; p. 325, VII; p. 326, VIII; p. 594, VI; p. 829, CCXXVI *ter*.

Archipresbiteri, p. 231, XIII.

Archidiaconi, p. 46-116, XXIII; p. 324, IV.

Arma, *vide* Cerocetæ.

Armiger mutilatus, p. 190, III.

Armigeri in comitem (reclamatio), p. 321, V.

Armigero (mandatum regis), p. 619, IX.

Armorum (gestatione de), p. 104, XXIII; p. 200, XII; p. 865 not. — (de arrestacione) pro debito, p. 405, XV; p. 706, XXVII.

——— ostensio, p. 354, VII; p. 357, XV.

——— (tractatio) prohibita, p. 80, VIII; p. 514, V; p. 586, XVII.

Arramentis (de), p. 82, XVIII; p. 427, XXIX.

Arreragia regi debita a communiis, p. 313, IX; p. 487, II.

——— donationis, p. 333, XXV; — salis, p. 373, VII.

Arreragiis (de), p. 197, I; p. 330, XIX; p. 359, XXI; p. 409, XX; p. 414, XXVIII; p. 472, VIII; p. 758, LXXXV.

Arresta suspensa, p. 419, VIII; — non pronunciata, p. 423, XIV.

——— expedita, pro rege Angliæ, p. 45-48.

Arrestandi (jus), p. 303, III.

Arrestorum (scriptor), p. 395, XX; p. 436, XVI; — liber, p. 598, IX; — perscriptio et expeditio, p. 876; — confirmatio, p. 316, XV. — *Vide* Judiciorum confirmatio.

Arrestum (responsio per), p. 89, VI.

Articuli declaratio, ad adventum Regis remota; p. 530.

Articulis advocatorum (de), p. 321, XXXIII; p. 337, IV; p. 367, III; p. 386, XII; p. 448, X; p. 875, not. p. 876-885.
Assecuramenta, p. 112, VII; p. 113, X; p. 361, XXV; p. 405, XV; p. 681, V.
Assecurationes, p. 81, XII; p. 114, XIV; p. 125, LVI; p. 130, III; p. 159, XVII; p. 161, XXI; p. 197, II; p. 339, XII; p. 345, XXVIII; p. 366, XXXIII, XXXIV; p. 375, XVIII, XXII; p. 388, XVII; p. 405, XIV.
Assignatio seu assisia terræ in matrimonium, p. 468, III.
Assignatio victuum, p. 276, III; — ad bona, p. 444, IV.
——— data contra regem Angliæ, p. 9, II.
Assisia Ambianensis, p. 561, VI.
——— Cadomensis, p. 101, XII; —ballivi Cadomensis de Argentonio, p. 402, XI.
——— Cari-loci, p. 321, XXXII.
——— Lemovicensis, p. 361, XXV.
——— Loduni, p. 432, VII.
——— Monsterolii-Supra-Mare, p. 49, II.
——— militum, p. 368.
——— Podenpnaci, p. 121, XLIII.
——— terræ, p. 54, II; p. 140, XXXVI; p. 230, X; p. 372, V; — facta reginæ Margaretæ, p. 270, XV.
Assisiæ non tenebuntur in villa hospitalis de Murceio, p. 138, XXVII; — non tenebuntur in domo prioris Joignaci, p. 316, XVI.
Assisiarum (de locis), p. 138, XXVII; p. 316, XVI. — *Vide* Placita.
Assisiis (de), p. 46; p. 251, XI; p. 321, XXXII; p. 362, XXV.
Associatio Regis et Karrofensis monasterii in quibusdam locis parrochiæ de Sorzaco, diocesis Petragoricensis, p. 672, XXV.
——— regis et episcopi Aniciensis, p. 491, VI; p. 576, 580, XII.
——— Regis, in villis de Flagiaco et Becherello, p. 314, XI; — in loco qui dicitur Tauriacus, p. 147, XXVI; — Regis et comitis Perdiaci, p. 636, XI.
——— Regis et abbatis Cluniacensis apud Sanctum-Jangulfum, p. 68, IV; p. 89, V; p. 214, XXXVII.
Assultis (de), p. 703, VI; p. 704, IX; p. 810, CLXXVII.
Atterrisamentum vivarii, p. 87, I.
Attornationes in Normania, p. 277, VIII.
Attornatum (facultas faciendi), p. 138, XXV; p. 141, I; p. 373, IX.
Audiencia, p. 355, X.
Auditorum curiæ (rescriptio), p. 324, IV.
——— Castelleti (privilegia et jurisdictio), p. 587, XX.
Auxilium, *vide* Militia, Galeæ.
Aves francas (jus capiendi) in terra ecclesiæ, p. 339, XI.
Avisium, p. 377-378, I.

B

Baccalariis (de) in juribus, p. 585, XV.
Bajulis (de), p. 217, XLIII; p. 497, IX.
Balæ mercium, p. 609, XXIII.
Ballivi sub senescallis, p. 35, V.
——— (locum tenens), p. 801, CLX; p. 821, CCX.
——— dominorum, p. 346, XXXI; p. 360, XXII; p. 467, I.
——— eorum sententiæ a scabinis irritæ, p. 816, CXCIV-CXCV.
Ballivos (de conviciis erga), p. 120, XL; p. 766, CXVI; p. 775, CXVIII.
Ballivorum officium, p. 78, II; p. 100, IX; p. 103, XVI-XVII-XIX; p. 112, V; p. 117, XXVII-XXVIII; p. 121, XLIII; p. 134, XVI; p. 138, XXVII et seq. p. 156, VII; p. 208, XIX; p. 301, VII; p. 303, XIV; p. 309, XXIX; p. 314, XI; p. 323, 328, XIII-XIV; p. 329, XVIII; p. 336, II; p. 337, V; p. 355, X; p. 356, XIII; p. 387, XVI; p. 424, XVII; p. 431, III; p. 434, XI; p. 444, V; p. 478, XV; p. 482, II; p. 490, V; p. 544, XIII; p. 545, XV; p. 562; p. 581, 639, 648, IV; p. 738, XLIII; p. 745 et seq. p. 754, LXXIV; p. 791, CXLIX; p. 792, CL; p. 805, CLXV; p. 819, CCIV; p. 823, CCXVII; p. 830, CCXXVIII-CCXXIX; p. 831, CCXXXVII; p.833, CCXLV et seq. p. 838, CCLXXIX; p. 844, CCLXXXIII; p. 847, CCXCIX; p. 848, CCCI; p. 849, CCCIV; p. 850, CCCVI; p. 851, CCCX. — *Vide* Mandata Regis.
Ballivorum seu senescallorum (judicata) emendata, p. 278, XV; p. 312, VII; p. 315, XIII; p. 335, X; p. 496, VIII; p. 594, VI.
Ballivus militis, p. 89, IX.
——— temporalitatis Parisiensis episcopatus, p. 473, X.

Ballivus sententiarum in burgenses executor solummodo est, p. 850, cccv.
——— comitis Hasniæ ad detentionem damnatus a Rege, p. 346, xxxi.
——— Ambianensis in dissensione villæ Picei auditus, p. 316, xvii.
Balenæ (cerocetæ), p. 344, xxiv.
Ballo (de), p. 56, viii; p. 94, xxix.
—— liberorum (de homagio terræ durante), *vide* Homagium.
Ballo filiorum (renuntiatio), p. 240, xvii.
—— Regis (homines in), p. 142, iii.
Ballum liberorum, p. 229, viii; p. 261, vi; p. 359, xx; p. 377, p. 453, vii, p. 504, iv.
——— acquitat debita, p. 95, xxix; — de hac voce, p. 863.
Bannalitates, p. 471, vi; p. 539, viii; p. 712, lv; p. 714, lxii; p. 730, xxix.
Banniti (resaisina), p. 161, xxiii.
Bannitionis (pœna), p. 492, i, p. 516; — (gratia), p. 544, xiii; — (absolutionis ritus), p. 668, xxi.
Bannitiones, p. 227, i; p. 465, ix; — bannitio annullata, p. 465, ix.
Bannitis (de) et eorum bonis, p. 261, vii; p. 544, xiii; p. 704, x, xi, xii.
Bannitorum (de occisione), p. 704, x.
——— (receptio), p. 231, xii.
Bannum monetarum, p. 68, iv.
——— vini, p. 707, xxviii, xxix; p. 740, xlviii.
——— bladi et vini, p. 58, xvi.
——— de porcis, p. 73, vi.
——— villæ cujusdam in manu Regis, p. 354, viii.
——— archiepiscopi Remensis, p. 67, xvi; p. 488, iv.
Bannum revocatum, p. 69, vi; — extensum, p. 383, ix; p. 558, iv; — casus ignorantiæ banni, p. 203, i.
Barbaresci rotuli, p. 611, xxiv.
Baroniam (tenere per), p. 209, xxiii.
Baroniæ, p. 57, xii; p. 86, xxxvii; p. 226, x; p. 252, i.
Barra pontis Caturcensis, p. 93, xxi.
Barræ a quibus positæ, p. 265, xx.
Bastardiam (saisia propter), p. 306, xix.
Bastardis (ordinatio Regis de), p. 456, 687, xiv.
Bastidæ (de constructione), p. 147, xxvi.
Belna, *vide* in indice onomastico.
Berfreium. Privilegia communitatis Brugensis ibi servabantur, p. 29, i.
Berfreio (detentio in), p. 87, ii; p. 92, xx.
Bigamus, p. 185, xli.
Bisantius auri in solidis Turonensibus estimatus, p. 197, i.
Bona arrestata pro defectu solutionis, p. 311, xxxiii.
Bonis alienatis (de), p. 103, xvi.
—— (compositio pro), p. 258, xiv.
—— condempnatorum (de), p. 374, xv; p. 474, p. 482, ii; p. 522, iii; — accusatorum, p. 576, xi. — *Vide* Banniti.
Bonorum detentorum in feodum (redditio), p. 256, x.
——— (recredentia), p. 153, xliii. — *Vide* Recredentia.
——— (traditio) petita, p. 214, xxxviii.
——— mobilium (divisio), p. 123, l.
——— captio ad emendanda dampna, p. 509 et seq.
——— (exitus extra villam) solvendus, p. 443, ii; p. 483, iii; p. 484, v; p. 546, xv.
——— obsignatio pro dampnis reparandis, p. 57, xii.
Brandonare terras, p. 323.
Breve de feodo et elemosina, p. 163, xxvii.
Brigam facere, p. 557.
Bullare bona, p. 390.
Burgenses feoda et retrofeoda tenere possunt, p. 726, xxii.
——— liberi, p. 337, v.
——— castri Lemovicensis, p. 345, xxv.
——— dominorum, p. 354, vii; p. 374, xii.
——— banni archiepiscopi Remensis, p. 488, iv.
——— Regis, p. 164, xxix.
Burgensibus (de) et eorum privilegiis, p. 733, xxxiii, xxxiv; p. 769, cxii.
Burgensis Sancti-Desiderii ubicumque sit a domino revocari potest, p. 710, xli.
Burgesia Regis, p. 223, iii.
Burgesiis (de), p. 270, xvi; p. 309, xxvii; p. 425, xix; p. 427, xxvi; p. 555, ii; p. 564, p. 565, p. 571, p. 723, xiv; p. 724, xvii; p. 725, xviii; p. 802, clxiii; p. 811, clxxix; p. 831, ccxxxii.
Bursam (retractus per), p. 72, ii; p. 119,

xxxvii; p. 124, liii; p. 142, iii; p. 162, xxvii; p. 173, v; p. 353, iv; — comitatus Guinensis, p. 233, xix.

Buticularius Francie, p. 77, xvi; p. 162, xxvi; p. 177, xix; p. 182, xxxvi; p. 345, xxix; p. 348, xxxiv; p. 498.

C

Calvacatis (de), p. 742, liv. — *Vide* Exercitus.
Cambellani (privilegia), p. 77, xvi.
Camera curiæ seu camera prior, p. 886.
Cameræ parlamenti sigillum, p. 886.
Camera seu auditorium requestarum, p. 625; p. 638, xiii.
——— placitorum, p. 637, xii; p. 642.
——— compotorum, p. 637, xii.
Camerarii Franciæ (privilegia), p. 348, xxxiv; p. 498.
Campanas (pulsare) ad congregandum populum, p. 17, ii; p. 29.
Campaniæ marescallus, p. 101, xi; — senescallus, p. 101, xi.
Cancellarii Franciæ (privilegia et officium), p. 348, xxxiv; p. 450, xiii; p. 498.
Cancellarius Franciæ debet remanere in consilium Regis, p. 669, xxii; p. 686, xiii; p. 897.
——————— p. 660, xii; p. 682, v.
Cantum facere, modus fidei, p. 221, i; p. 871.
Capellarum (fundatio), p. 78, i.
Capitulis ecclesiarum (de), p. 85, xxv; p. 97, ii; p. 108, xxxi; p. 112, v; p. 113, ix; p. 168, xl; p. 192, xiii; p. 288, i; p. 306, xviii; p. 317, xix; p. 344, xxiv; p. 347, xxxii; p. 353, vi; p. 373, ix; p. 376, xxiii; p. 410, xxi; p. 482, i; — de eorum jurisdictione, p. 442, i.
Capcionum (emenda et recredentia), p. 320, xxix.
Carbonem (jus mittendi quadrigas ad), p. 196, xxxi.
Carcerem (jus habendi), p. 752, lxx. — *Vide* Prisio.
Carnifices (contentio inter), p. 202, xviii.
Carta anni 1280, qua Philippus, rex Franciæ, cassat quasdam malas consuetudines in Wasconia, p. 163, xxviii.
—— Philippi III, de vulneratione cujusdam canonici, p. 109, xxxv.
—— anni 1286, qua pronunciatum est communiam Monsterolii-supra-Mare ad regem Franciæ pertinere, p. 46, i.
Carta anni 1289, Philippi IV, de leprosaria Montis-Morelli, in diocesi Cathalanensi, p. 292, xii.
—— anni 1293, qua rex Franciæ assignat regem Angliæ ad comparandum Parisius, p. 9, ii.
—— anni 1296, qua rex Franciæ reintegrat Brugenses in suis libertatibus, p. 28, i; p. 31, ii.
—— regis Philippi IV de possessione cujusdam summæ a magistro hospitalis Roscidæ-Vallis petita, p. 414, xxviii.
—— Regis, anno 1298 data, ad hæreticos capiendos et judicandos, p. 413, xxvii.
—— regis Philippi IV, anni 1298, de appellationibus hominum villæ de Berruco ad curiam regiam Laudunensem, p. 418, viii.
—— Philippi IV, anni 1300 et anni 1312, de privilegiis studii seu universitatis Aurelianensis, p. 559, v; p. 584, xiv.
—— qua Philippus rex, anni 1305, confirmat concordatum inter textores, fullones et lanatores pannorum Pruvinenses a curia ordinatum, p. 476, xiii.
—— Philippi IV, anni 1312, de mensuris et halla villæ Podii, p. 576-580, xii.
—— Philippi IV, anni 1312, de bonis doctorum et scolarium studii Aurelianensis, et de eorum delictorum et criminum pœnis, p. 582, xiv.
—— seu littera Philippi IV, anni 1313, de reformatione exactionum ab examinatoribus, præposito, auditoribus, clericis et notariis Castelleti Parisiensis, commissarum, p. 587, xx.
—— qua Philippus IV, anno 1313, significat executionem Templariorum in quadam Sequanæ insula, justitiæ Sancti-Germani-a-Pratis non nocere, p. 599.
—— Philippi IV de confirmatione cujusdam compositionis inter episcopum et consules Lemovicenses, p. 292, xi.
—— Philippi V, anni 1316, de terris quas habebat antequam ad regnum Franciæ perveniret, p. 628, iii.

Carta Philippi V, anni 1317, de gardia abbatiæ Silvæ-Majoris, p. 627, I.
—— Philippi V, anni 1317, de privilegiis episcopi Briocensis, p. 628, II.
—— Philippi V, anni 1318, de pedagio Bappalmarum, p. 684, VIII.
—— anni 1319, qua Philippus V, gardam mónasterii de Nigro-Lacu domino Soliaci dimisit, p. 683, VII.
—— Richardi, regis Angliæ, Philippi II, Ludovici VIII et Ludovici IX, regum Franciæ, de privilegiis fratrum S. Johannis Hierosolimitani, p. 351, XXXIX.
—— qua Guillelmus de Fontaneto absolvitur de quodam defectu exercitus, p. 101, XII.
—— de collatione regia in diocesi Bituricensi, p. 106, XXIX.
—— de restitutione castri Fronciaci, p. 107, XXX.
—— de contentione inter regem Angliæ et capitulum Burdegalense, p. 107, XXXI.
—— seu lex communiæ Attrebatensis, p. 391, X.
—— communiæ Calvi montis in Vulquassino, p. 439, XXIII.
—— communiæ de Brayo, p. 352, II.
—— communiæ de Brueriis, p. 556, II.
—— communiæ Brugensis, p. 715, LXVII.
—— communiæ Belvacensis, p. 259, I.
—— communiæ Compendiensis, p. 537.
—— communiæ Crispiacensis, p. 150, XXXV.
—— communiæ de Chauniaco, p. 317, XVIII.
—— communiæ Laudunensis, p. 714, LXIII.
—— communiæ Duaci, in ecclesia sancti Petri custodita, p. 410, XXI.
—— communiæ de Pruvino, p. 440, XXIV.
—— communiæ de Pyceio, p. 208, XX; p. 354, VII.
—— communiæ Remensis, p. 260, V; p. 355, IX.
—— communiæ Rothomagensis, a Rege emendata, p. 356, XIV.
—— Rupellæ burgensium, p. 339, X.
—— communiæ Sancti-Desiderii, p. 702-716, 742, LIV; p. 832, CCXLI-CCXLIII; p. 902.
—— communiæ Sancti-Quintini, p. 317, XVIII; p. 648, IV.
—— communiæ, ad punctum cartæ Sancti-Quintini fundata, p. 317, XVIII.
Carta communiæ Sancti-Richarii, p. 479, I.
—— communiæ Silvanectensis, p. 80, XI.
—— communiæ Tornacensis, p. 383, IX; p. 558, IV.
—— communiæ de Wulliaco, p. 313, IX.
—— communiæ Yprensis, p. 703, VIII; p. 714, LXV; p. 715, LXVII.
Cartæ exhibitio, p. 60, XXIII.
—— revocatio in parlamento, p. 333, XXV.
Cartas regias (concessiones per), p. 61, I; p. 73, IV; p. 74, VII-VIII; p. 81, XV; p. 246, XIX; p. 263, XIII; p. 270, XIII; p. 271, XVII; p. 356, XII; p. 550, XVIII.
Cartis in judicio allatis (de), p. 734, XXXVII. — *Vide* Litteræ.
Casamentum, *vide* Chasamentum.
Castellanus pro inobedientia damnatus, p. 326, IX.
—— requisitioni episcopi parens, p. 317, XIX.
Castelleti Parisiensis (exactiones), p. 587, XX.
—— Parisiensis consuetudo de defectus utilitate, p. 679.
Castelleto (miles detentus in), p. 159, XVII; — ballivus comitis Hasniæ detentus in, p. 346, XXXI. — *Vide* in indice geographico.
Castri (combustio portarum), p. 291, VIII. — *Vide* Portæ.
—— redditio ad fortiam, p. 63, VIII.
Castrorum (de ædificatione), p. 179, XXV.
—— (liberatio), p. 208, XVI.
Cathedraticum, p. 311, XXXII.
Causa, *vide* Contentio, Compositio.
Causæ remissio ad ballivum quemdam, p. 339, XIII.
—— usque ad ætatem infantium remotæ seu dormientes, p. 320, XXVIII; p. 322, XXXV; p. 361, XXIV.
Causam habentes, p. 338, IX; p. 472, VII.
Cautiones, p. 210, XXVII; p. 409, p. 410, p. 415, XXVIII, p. 589, I. — *Vide* Plegii.
Cavalcata et exercitus, p. 291, VIII; p. 711, L; p. 712, LI; p. 742, LIV.
Censu (de), p. 331, XXI; p. 567, p. 571, p. 713, LVIII, LIX; p. 758, LXXXV; p. 788, CXLIV; p. 794, CLII; p. 816, CXCIII, CXCVI.
Censivæ, *vide* Saisina.
Centesimæ (de levatione) pro papa, p. 397, II.
Cepum, p. 231, XIII.

Cerocetæ balenæ, p. 344, XXIV.
Cerothecam (possessio villarum tradita per), p. 395, XXII.
Chaciæ (jus), *vide* Venationis.
Chapotois, *vide* Libræ.
Chargiare et dischargiare, p. 357, XIV.
Charreium pro exercitu Navarræ, p. 100, X.
——— in villis de Poilli, Nigra-Tabula et Goumeres, p. 324, III.
Charroneriorum querelæ de minutis forparum portatoribus, p. 463, VI.
Chasamentum, p. 338, IX.
Cheminum debere, p. 353, V.
Cheminis (justitia in), p. 319, XXIV.
Chirothecæ, *vide* Cerocetæ.
Christiani judeorum debitores ne incarcerentur, p. 507.
Ciberia (hii sunt qui pretium suum Parisius habent ad), p. 348, XXXIV, p. 498. — *Vide* Esca.
Citationes factæ in ecclesiis, p. 8, I.
Civium uxoratorum (obligationes), p. 713, LVII.
Clamor de arou, p. 221, XXVIII; p. 226, X; p. 252, I.
Clamoribus (de), p. 217, XLIII; — ad defensionem patriæ, p. 712, LI.
Clerici Regis, p. 356, XI.
——— Dominorum, p. 833, CCXLIX.
——— religiosi, p. 84, XXVIII.
——— non possunt fieri jurati aut scabini, majores aut præpositi, p. 277, VII.
Clericis (de), p. 84, XXVIII; p. 112, V; p. 323; p. 586, XVII; p. 764, XCVII.
——— conjugatis (de), p. 312, VI; p. 823, CCXIX; p. 831, CCXXXIII. — Clerici consiliarii Regis, p. 319, XXVI.
——— mercatoribus (tallia solvenda a), p. 325, VI; p. 722, XIII.
Clericorum obligationes, p. 325, VI; p. 408, 409, 410, XX; p. 502, II; p. 640, XV; p. 722, XIII.
Clericorum privilegia, p. 73, XV; p. 273, XXIV; p. 102, XIII; p. 323, p. 383, IX; p. 399, VII; p. 501, XIII; p. 508, VII; p. 713, LVIII; p. 723, XIV; p. 739, XLV; p. 823, CCXIX.
——— (de justicia), p. 68, III; p. 250, VII; p. 333, XXIV; p. 542, XI; p. 545, XIV; p. 723, XIV.
Clericus, *vide* Reportator.
Clochia de panno, p. 530.
Clypeo (tractatus sub), p. 428, XXXI.
Coffra, p. 333, XXV.
——— curiæ, p. 428, XXXII.
Cognitio, *vide* Curia, Justitia.
——— obligationum sub sigillo communiæ, p. 349, XXXVIII.
Collatio regia in ecclesiis, p. 106, XXIX.
Comestores positi in domibus debitorum, p. 241, I.
Comitatus tres in una manu, p. 338, IX.
Commercium maritimum, p. 609, XXIII; p. 611, XXIV; p. 612, XXV. — *Vide* Mercatores, Galea, Terida.
Commissa (de), p. 869.
Commissarii pro assidendo dotalicio sororis Regis, p. 634, IX et seq. p. 646, II; p. 658, X; p. 659, XI.
——— curiæ, p. 488, IV; p. 501, XIII.
Commissiones, p. 425, XVII; p. 436, XVI; p. 470, V.
Commissionis (revocatio), p. 428, XXXIII. — *Vide* Mandata.
Communia Belvacensis justitiatur, p. 146, XXI, p. 148, XXX; p. 171, XLV.
——— Burdegalensis, p. 316, XV.
——— seu pax Laudunensis, p. 442, I; p. 475, XI; — ejus saviissima rebellio, p. 384, XI; p. 398, III.
——— de Croandelain, p. 245, XVI.
——— Medontensis, p. 65, XIV; p. 132, IX.
——— de Monsterolio-supra-Mare ad Regem pertinet, p. 48, I.
——— Noviomensis, p. 293, XIII.
——— Picei seu de Pyceio, p. 316, XVII; p. 354, VII.
——— Pruvinensis, p. 440, XXIV.
——— Rothomagensis, p. 356, XIV.
——— Sancti-Johannis-Angeliacensis, p. 316, XV.
——— Sancti-Quintini, p. 144, XIII; p. 317, XVIII.
Communia Silvanectensis, p. 467, II. — *Vide* in indice onomastico.
——— in manu Regis, p. 356, XII; p. 622, XII; p. 648, IV; p. 650, V.
Communiarum privilegia, p. 316, XIV; p. 317, XVIII; p. 344, XXIV; p. 352, I; p. 353, VI; p. 383, IX; p. 390 et seq. p. 398, IV; p. 429, p. 431, III; p. 439, XXII, XXIII;

p. 443, III; p. 444, IV, V; p. 445, VI, VII; p. 453, V; p. 465, IX; p. 469, IV; p. 479, I; p. 489; p. 522, III; p. 525, VI; p. 555, II; p. 618, VIII; p. 621, XI; p. 641, XVI; p. 648, IV; p. 682, VI; p. 726, XXI; p. 732, XXXII. — *Vide* Carta, Sigillum, Scabini.

Communia rebellata privilegiis suis privatur, p. 384, XI.

——— absoluta debiti erga Regem, instigante ballivo, p. 313, IX.

Communiæ (de cognitione obligationum sub sigillo), p. 349, XXXVIII.

——— tallia hominum, p. 481, III.

——— expensa, p. 489.

——— manentes in villa debent adhærere, p. 831, CCXXXII.

——— archæ per manum superiorem apertæ, p. 642.

——— cujusdam bannum a curia regia adnullatum, p. 352, I.

——— dissolutio, p. 173, VI; p. 385, XI.

——— cujusdam juratis (jus super mercaturis, granis et vinis levandum a curia concessum), p. 328, XVII.

Communiam (de sigillo civium villæ cujusdam quæ non habebat), p. 682, VI.

——— (de congregationibus civium qui non habent), p. 587, XVIII.

——— (exire), p. 249, V.

Communiarum facultas imponendi tributa seu costumas, p. 677, III. — *Vide* Contributiones civium.

——— debitis (de), p. 313, IX; p. 358, XVII, XVIII; p. 452, IV; p. 467, II; p. 487, II; p. 677, III; p. 802, CLXIII; p. 823, CCXIX.

——— compoti a curia et non a communia emendandi, p. 327, X.

——— amotio, p. 686, IX, X, XI, XII.

Communiis (de dominis introeuntibus in), p. 479, I.

Communitati matrimoniali (renunciatio), p. 240, XVII.

Compositio inter episcopum Autissiodorensem et procuratorem comitis Autissiodorensis, p. 50.

——— inter archiepiscopum et ballivum Bituricenses, p. 322, I.

——— inter comitem Britanniæ et Henricum d'Avaugor, p. 174, XI.

Compositio inter episcopum Cabilonensem et ducem Burgundiæ, p. 85, XXXI.

——— inter dominos *Estienne de Sancuerre, le vicomte de Melun et monsieur Guillaume Crespin*, p. 341, XVII.

——— inter comitem Flandriæ et scabinos Gandenses, p. 22.

——— inter episcopum et consules Lemovicenses, p. 292, XI.

——— inter vicecomitem Meledunensem et Henricum dominum Soliaci, p. 261, VI.

——— inter monasterium Montis-Albani et comites Tolosanos, p. 217, XLIII.

——— inter dominum Montis-Morenciaci et Johannem archiepiscopum Remensem, p. 160, XIX.

——— inter Regem et monachos S. Benedicti Floriacensis, de quodam nemore, p. 135, XVIII.

——— inter Regem et conventum S. Petri-super-Dyvam, p. 178, XX; p. 210, XXVIII; p. 268, VII.

——— inter Stephanum, comitem Sacri-Cesaris, et Mariam ejus matrem, p. 237, XI.

Compoti a deputatis curiæ facti, p. 367, 368, 369, III; p. 369, 370, 371, IV.

Compoti (redditio), p. 236, VIII; p. 244, X; p. 267, IV.

Compotorum communiarum (de emendatione), p. 326, X.

Compotum (reddere) de firmis, p. 223, III.

Compotus debitus a communia de Croandelain, p. 245, XVI.

——— panagii, p. 365, XX.

——— suspensus, p. 150, XXXII.

——— factus coram senescallo, p. 93, XXI.

Compromissis (de), p. 343, XXII; p. 665, XVIII.

Compromissum, *vide* Arbitrium et Compositio.

Conburgenses, p. 67, I; p. 259, I.

Concilium generale Viennæ, p. 580, XIII.

Conclusionum (defectus), in scriptis curiæ traditis, p. 332, XXI.

Conclusiones (recusare), p. 332, XXI.

——— (facere), p. 332, XXI.

Concordatum inter textores, fullones et lanatores pannorum Pruvinenses, p. 476 XIII.

Concordatum inter archiepiscopum et bailivum Bituricensem, p. 322, I. — *Vide* Contentio.
Concordare (partes possunt) ante sententiam, p. 728, XXVI.
Concordia inter Regem et capitulum Sancti-Martini Turonensis de emolumento transitionis Ligeris, ponte rupto, p. 596.
Congregationibus civium (de), p. 720, IX.
Commisso (de), p. 425, XX; p. 430, I; p. 469, XII; p. 475, XI.
Confederatio hominum Castri-Novi de Arrio, p. 64, XI.
——— prohibita, p. 64, XI. — *Vide* Conspiratio.
Confiscatio bonorum, p. 430, I; p. 473, X.
Conjugis (de liberis prioris), p. 557.
Conjuratores, p. 153, XLII.
Conquestus feminarum, p. 422, XIII; p. 474, XV.
Consiliarius regis corruptione suspectus, p. 461, III.
Consilium (præcepta per), p. 89, VIII.
——— (magistri parlamenti in), p. 669, XXII.
——— Regis, p. 669, XXII; p. 686, XIII.
Consiliarii Regis clerici, p. 319, XXVI.
Conspiratio burgensium Cadomensium contra præpositos, p. 116, XXVI.
——— plebis Attrebatensis contra majores et scabinos, p. 245, XIX.
Constabularius Franciæ, p. 69, VIII; p. 114, XVII; p. 119, XXXVI; p. 121, XLIV; p. 162, XXV; p. 348, XXXIV; p. 498.
Constabulariæ Normanniæ (saisina), p. 80, VI.
Constructione in hereditate aliena (de), p. 743, LV; p. 851, CCCXI.
Consuetudo patriæ seu terræ, p. 41, VII; p. 56, VIII; p. 73, V; p. 74, X; p. 247, I; p. 251, XI; p. 310, XXXI; p. 331, XX; p. 336, III; p. 366, XIII; p. 368-388, XVII; p. 402, XI; p. 403, XI; p. 421, XII; p. 434, X; p. 448, XI; p. 472, VIII; p. 474, I; p. 544, XIII; p. 557.
Consuetudo Ambianensis, p. 344, XXIV.
——— Belli-Cadri senescallia, p. 557.
——— Bituricensis ecclesiæ, p. 106, XXIX; p. 322, II.
——— Britanniæ, p. 609, XXII.
Consuetudo Campaniæ, p. 256, IX; p. 409.
——— Cameracensis, p. 256, IX.
——— comitatus Drocensis, p. 330, XIX.
——— Flandriæ antiquæ, p. 28, I.
——— Franciæ, p. 76, XIV; p. 163, XXVIII; p. 188, XLIX; p. 240, XVII; p. 361, XXIV; p. 454, 557, 617, V.
——— Hanoniæ de homicidiis, p. 429.
——— Laudunensis, p. 714, LXIII.
——— Montis-Desiderii, p. 310, XXXI.
——— Normanniæ, p. 58, XV; p. 101, XII; p. 117, XXIX; p. 166, XXXII; p. 193, XV; p. 451, II; p. 609, XXII.
——— Parisiensis, p. 123, L; p. 238, XIII; p. 302, X; p. 557.
——— Parisiensium, civium et mercatorum, p. 466, X.
——— Pictavensis villæ et patriæ, p. 487, II.
——— Remensis, p. 354, IX.
——— Sancti-Quintini, p. 483, III.
——— Sancti-Richarii in Pontivo, p. 571.
——— castellaniæ Silvanectensis, p. 192, XI; p. 878.
——— Yprensis, p. 714, LXVI.
——— Castelleti, de defectus utilitate, p. 679.
——— approbata, p. 872.
——— in excommunatis, et judeis justiciatis, p. 322, I.
Consuetudinario jure montanæ Arverniæ reguntur, p. 196, XXVIII.
Consuetudine (dubium de), p. 241, I.
Consuetudinem (conventio facta contra), p. 96, XXXI.
Consuetudinis inquisitio, p. 331, XX.
Consuetudinum (cassatio malarum) in Wasconia, p. 163, XXVIII.
Contentio inter dominum Ambaziæ et abbatem Pontis-Leveii, p. 93, XXIII; p. 138, XXVIII.
——— inter dominum Ambaziæ et comitem Altissiodorensem, p. 287, XV.
Contenz entre monseigneur Ansel de Lisle et monseigneur Lancelot, maréchal de France, touchant une garenne, p. 124, LV.
Contentio inter comitem Attrebatensem et conventum Sancti-Vedasti, p. 389-394, XVIII.
——— inter abbatem et consules Aurelianenses, p. 282, IV.

Contentio inter episcopum Aurelianensem et Guidonem Bassi, p. 254, VI.
——— inter terrarios et ballivum ballivie Aurelianensis, p. 329, XVIII.
——— inter episcopum et comitem Autissiodorenses, p. 229, VIII.
——— inter dominam de Basentin et castellanum et castellanam de Bello-Messo, et Katerinam de Longa-Valle, p. 377.
——— inter dominum de Bauceio et Guillelmum de Chastelar, p. 266, II.
——— inter Regem et episcopum Belvacensem, p. 148, XXX.
——— inter ducem Brabantiæ et comitem Boloniæ de 40,000 libr. p. 69, VIII.
——— inter dominum de Bregeriaco, et burgenses de Ruppella, p. 124, LIV.
——— inter priorem et burgenses Cari-Loci, de justitia ejusdem villæ, p. 290, VI.
——— inter abbatem Case-Dei et abbatissam de Combis, p. 185, XL.
——— inter episcopum Cathalaunensem et prepositum Laudunensem, de creatione scabinorum, p. 264, XVII.
——— inter episcopum et cives Cathalaunenses, de draperia, p. 264, XV.
——— et compositio inter conventum Sancti Cornelii Compendiensis et communiam ejusdem loci, p. 349, XXXIII.
——— inter dominum Cociaci et episcopum Laudunensem, p. 147, XXIV.
——— inter comitem Convenarum et comitissam Vindocinensem de successione quadam, an jure scripto seu consuetudine Franciæ regi deberet, p. 453, VII.
——— inter episcopum et comitem Engolismensem, de moneta, p. 178, III.
——— inter Gandavenses et comitem Flandrensem, p. 235, III; p. 238, XIV.
——— inter fratres minores Exolduni una cum executoribus testamenti Johannis regis, et relicta Geraudi Dernac, p. 312, VII.
——— inter Johannem de Cabilone, comitem Altissiodorensem, et Tyenges fratres, armigeros, p. 324, IV.
——— inter magistrum G. de Malo-Monte, et dominum et dominam de Thyerno, p. 369, p. 370, p. 371; — et Arturum de Britannia, p. 361, XXV; — et episcopum Lemovicensem, p. 232, XVIII.
Contentio inter Johannem de Pontivo et regem Anglie, p. 160, XX.
——— inter episcopum Laudunensem et dominum Cociaci, p. 247, I; p. 248, II; p. 204, IV; p. 212, XXX; p. 254, VII.
——— inter Majoris-Monasterii conventum et comitissam Blesensem, p. 331, XXI.
——— inter majorem et juratos Corbeyæ, et conventum ejusdem villæ, p. 445, VII.
——— inter episcopum Morinensem, et custodem regalium Morinensium, p. 133, XLVII.
——— inter comitem Nivernensem et ducem Burgundiæ, super ducatu Burgundiæ, p. 65, XVI.
——— inter comitem et capitulum Nivernenses de quodam homine bannito, p. 116, XXVII.
——— inter capitulum Noviomense et monachos Ursi-Campi, p. 71, XI.
——— inter episcopum et majorem Noviomenses, p. 293, XIII.
——— inter canonicos Parisienses et scabinos de Cauniaco, p. 203, III.
——— inter Parisienses forbissatores et garnitores ensium, p. 462, V; p. 463, VII; p. 465, X.
Content entre les tisserands et les pigneresses et fillieresses de layne de Paris, p. 466, XI.
Contentio inter cives Parisienses et mercatores quosdam Lombardos et Thuscanos, p. 363, XXVII.
——— inter Regem et abbatem sancti Martini-in-Bosco, de justitia Wasque-Molin, p. 161, XXIV.
——— inter Regem et abbatiam sancti Audoeni Rothomagensis, p. 216, XLI.
——— inter Regem et priorem sancti Martini de Campis, de alta justitia vicorum de Quinquenpoint et de Marivas, Parisius, p. 271, XVIII.
——— inter Regem et capitulum Montis-Falconis, p. 112, VIII.
——— inter Regem et capitulum sancti Quintini, de servientibus, p. 140, XXXVII.
——— inter gentes Regis Campaniæ et comitem Barri, p. 281, II.
——— inter reginam Margaretam et conventum sancti Dyonisii, p. 308, XXV.
——— inter regem Angliæ et episcopum Petragoricensem, p. 232, XVI.

Contentio inter archiepiscopum Remensem et abbatem sancti Remigii, p. 109, XXXIV.
——— inter archiepiscopum Remensem et gentes comitis Campaniæ, p. 178, XXIII.
——— inter archiepiscopum et capitulum Remenses, p. 276, II.
——— inter archiepiscopum et scabinos Remenses, p. 147, XXVII; p. 354, IX.
——— inter homines de Ripperia-Axone et conventum sancti Medardi Suessionensis, p. 130, I.
——— inter Robertum de Attrebato et Mathildim, comitissam Attrebatensem, p. 629, IV; p. 660, XIII; p. 665, XVIII. — *Vide* in indice onomastico.
——— inter ballivum et majorem Rothomagenses, de submonitionibus, p. 135, XIX.
——— inter communiam et majores Rothomagenses, super compotis, p. 326, X.
——— inter capitulum sancti Mauricii Turonensis et dominum Ambaziæ, p. 139, XVI.
——— inter monetarios et majorem Sancti-Quintini, de justicia, p. 144, XIII.
——— inter abbatiam et communiam Sancti-Richarii, de majoris electione, p. 469, IV; p. 572, VII.
——— et concordatum inter abbatem et conventum ex una parte et majorem et juratos Sancti-Richarii in Pontivo ex altera, de diversis articulis, p. 561-572, VI.
——— inter abbatem Sancti-Salvii et ballivum Ambianensem, p. 67, I.
——— inter abbatem Sancti-Saumeri et castellanum Attrebatensem, p. 180, XXVIII.
——— inter priorem de Sorzac et Brunum de Ssia militem, p. 84, XXIX.
——— inter monasterium de Vaucellis et Guillelmum de Flandria, de venatione et de dampnis monasterio illatis, p. 509 et seq. — *Vide* Concordatum et Ordinatio.
Contentionibus inter privatos (arbitrium regis in), p. 234, XXIV.
Contractus, *vide* Nundinæ.
Contradictorii judicii vis, p. 646, II.
Contragagiare, p. 178, XXIII-XXIV; p. 230.
Contragagiati (homines), p. 109, XXXIV.
Contramandatio, p. 113, XIII; p. 114, XI.
Contributionibus (de) civium, p. 411, XXII; p. 419, XXVI; p. 437, XX; p. 438, XXI; p. 542, X; p. 564-567-607, XXI; p. 637, XII; p. 638, XIII; p. 677, III; p. 722, XIII; p. 802, CLXIII; p. 823, CCXIX; p. 843, CCCIII. — *Vide* Misiæ, Subsidium.
Contributionibus (de) hospitum et mansionariorum, p. 425, XVIII.
Conviciis seu injuriis in presentia judicum (de), p. 758, LXXXIII-LXXXIV; p. 761, XCIII; p. 764, XCVIII; p. 765, C; p. 766, CIII; p. 767, CVII; p. 775, CXIX; p. 802, CLXII; p. 817, CXCVII. — *Vide* Justitiæ reverentia.
Conviciorum seu injuriarum (de pœna), p. 702, I et seq. p. 749, LXIV; p. 751, LXVIII; p. 765, CII; p. 766-812, CLXXXI; p. 817, CXCVIII; p. 818, CCII.
Copiæ litterarum, p. 41, XVI; — mandatorum, p. 41, XIX.
Coronatione Regis (expensæ pro), *vide* Tallia.
Costangiis (de), p. 761, XCII.
Costuma denarii de libra, p. 452, IV.
Costumarum (exemptio), p. 285, XII; p. 600, XII; p. 601, XIII; p. 602, XV; p. 603, XVI; p. 676, II.
——— in quadam villa (contentio de emolumento), p. 574, IX.
Creditorum vexationes, p. 314, XII; — (exactiones), p. 470, V; — (de satisfactione), p. 433, X; p. 442, II; p. 777, CXXI.
Creditorum (jura), p. 369-371, IV.
Crementum, *vide* Aurescio.
Crimen lesæ regiæ majestatis, p. 616, V.
Crucesignatis (de laicis), p. 323.
Crucesignatum (manus non potest mitti in), p. 171, XLVI; p. 231, XIII.
Cupelli sexdecim faciunt sextarium, p. 712, LV.
Curator idiotæ, p. 662.
Curia Regis ejus ressortum, p. 45, I; p. 105, XXVIII; p. 176, XVI; p. 180, XXVII; p. 221, I; p. 79, V; p. 103, XVIII; p. 115, XXI.
—— parlamenti; ejus consilium a curia Francorum hominum feodi requisitum, p. 517-518.
—— Franciæ, p. 335, XXVIII.
—— recusat duci Aquitaniæ renovationem litteræ regi Franciæ, p. 628, I.
—— cognoscit de compotis communiarum, p. 326, X.
—— (Armiger arbitrium a comite contra se prolatum temperari petit a), p. 325, VII.

Curia regia Laudunensis, p. 418, VII.
—— comitis Britanniæ, p. 83, XXII; p. 348.
—— secularis episcopi, p. 491, VI.
—— hominum feodalium, p. 443, III, p. 517.
—— communis Regi et dominis, p. 457, X.
—— majoris et scabinorum communiæ cujusdam in dominum illius loci non admissa, p. 337, VII.
—— repetita a dominis, p. 115, XXI; p. 199, IX; p. 300, VI; p. 331, XXI; p. 339, X; p. 401, X.
—— repetita a communiis, p. 338, VII; p. 561-572.
—— reddita dominis, p. 42, XXII; p. 153, XLI; p. 173, VII-VIII; p. 174, IX-X; p. 208, XX; p. 354, VII; p. 235, V; p. 239, XV; p. 175, I; p. 285, XI; p. 340, XVI; p. 348, XXXVII; p. 352, III; p. 354, IX; p. 373, IX; p. 374, XII-XVI; p. 375, XXII; p. 390 et seq. p. 397, I; p. 401, IX; p. 435, XIII.
Curia retenta dominis, p. 338, VII; p. 420, X; p. 426, XXIII; p. 467, I.
—— super statu personarum, p. 373, IX.
—— super proprietate talliæ, p. 328, XVI.
Curiæ garderoba et coffrum, p. 428, XXXII; p. 886.
—— laicalis consuetudo, de defectus utilitate, p. 678, IV.
Curiam (resaisire) per cyrotheeam, p. 215, XXXIII.
—— (habere), *vide* Justitiarum ressorta.
Custodes nundinarum, p. 100, XI.
—— Custodes positi in domibus, p. 191, X.
Cyrographis (de), p. 752, LXXI; p. 797, CLV; p. 814, CLXXXVI.

D

Damna illata per gentes regis Anglie, p. 202, XIX; p. 322, XXXIV.
—— a comite Hasnie Regi illata, p. 346, XXXI.
—— facta Matheo de Roia a burgensibus Sancti-Richarii, p. 217, XLII.
—— illata primogenito comitis Suessionensis a duce Burgundiæ, p. 159, XVI.
—— illata vicecomitissæ Lemovicensi per regem Angliæ, p. 85, XXXIII.
—— illata abbatiæ Sancti-Richarii, p. 234, XXIII.
—— pro malejudicato (restituenda), p. 355, X. — *Vide* Expensæ.
Damnorum solutio, *vide* Emenda pro damnis.
Dangerium, p. 378, II; p. 513, II; p. 615, IV.
Dapiferi Franciæ (privilegia), p. 77, XVI; p. 348, XXXIV; p. 498.
Deadvoatio, p. 531.
Debatum, p. 440, XXVII; p. 538.
Debita remissa, p. 224, XIII.
Debitis (arrestati pro), p. 63, IX.
Debito (nec equi nec arma arrestentur durante guerra pro), p. 405, XV.
Debitoribus foraneis (de), p. 818, CCIII.
Debitorum (de cognitione), p. 535.
—— (de recognitione) in judicio, p. 726, XX.
—— (solutio), p. 84, XXVII; p. 93, XXIV; p. 100, VIII; p. 125, LVIII; p. 128, LXIII; p. 319, XXV; p. 371, IV; p. 472, VIII. — *Vide* Emenda.
Debitorum (de mutacione monetæ pro solutione), p. 493, III.
—— (redditio), p. 140, XXXV.
Debitum (de his qui petunt bis), p. 334, XXVII; p. 777, CXXI; p. 782, CXXXI.
Deceptionis (de causa) in hereditatis partitione, p. 720, X.
Decimis (de), p. 162, XXVII; p. 180, XXVIII; p. 193, XVII; p. 206, XII; p. 210, XXVI; p. 231, XIII; p. 396, II; p. 447, VIII; p. 471, VI; p. 572.
Decimis infeodatis (de), p. 162, XXVII; p. 180, XXVIII; p. 323.
—— diminutis (recompensacione a Rege de), p. 447, VIII.
Dedampnificatio, p. 472, VII-VIII.
Defectu (de), p. 72, I; p. 210, XXVII; p. 227, III; p. 250, X; p. 421, XII; p. 851, CCCX.
—— (esse in), p. 192, XII.
—— (homines capti pro) comitis Attrebatensis, p. 191, VI.
Defectum (habere saisinam terræ per), p. 105, XXVII.
Defectus (utilitas), p. 591, III-IV; p. 592, V; p. 678, IV.
—— in custodia, p. 206, X.
—— hominis, 156, IV; p. 300, VI; p. 328,

xv; p. 347, xxxii; p. 363-369, iii; p. 416, i; p. 488, iii; p. 608, xxii.
Defectus juris, p. 83, xxii; p. 166, xxxiii; p. 199, xi; p. 228, vi; p. 238, xiv; p. 242, vi; p. 250, x; p. 296, xvii. — *Vide* Appellatio.
——— in duobus parlamentis, p. 90, ix.
Delicti perpetrati contributio causa, p. 198, vii.
Denarii Parisienses, p. 329, xvii.
Denarius quintus (venditionis), p. 401, ix. — *Vide* Costuma.
Deputati ad recipiendas financias in acquisitis ecclesiasticorum, p. 351, xxxix.
Descendus seu successio, p. 150, xxxvi.
Despis, desobeissances et meffaix du comte de Henaut, 346, xxxi.
Detentione arbitraria (pœna pro), p. 157, xi.
Deverium suum (facere), p. 321, xxix.
Dies consilii, p. 204, iv; p. 227, ii.
——— Trecenses, p. 290, v; p. 414, xxviii; p. 573, viii.
——— externa, p. 370.
——— balliviæ Ambianensis, p. 364, xxviii; p. 660, xiii; — balliviæ Viromandensis, p. 396, xxiii; — balliviæ Silvanectensis, p. 575, x; — balliviæ Arverniæ, p. 590, iii; p. 591, iv; — senescalliæ Carcassonnensis, p. 620, x; — ducatus Normanniæ, p. 604, xvi.
——— regis Angliæ, p. 46 et 47; — senescalliarum, p. 46 et 47.
Discordia, *vide* Contentio.
Divisio terrarum, p. 620, x.
Dolia vini, p. 383, ix; p. 419, viii.
Domicilii mercatorum translatio, p. 466, x.
Dominorum jura, p. 98, v; p. 356, xiii; p. 357, xv-xvi; p. 444, iv; p. 455, viii; p. 481, iii; p. 482, ii; p. 514, v; p. 630, v; p. 632, vi. — *Vide* Villarum Domini.
Domus in garda regis, p. 222, ii.
——— (accensamentum), p. 597, ix.
——— (fractio), p. 116, xxiii.—*Vide* Emenda.
——— (de combustione), p. 209, xxi; p. 444, v.
——— diruta ob receptionem bannitorum Regis, p. 231, vii; — ob raptum, 115, xxii; p. 269, x; p. 332, xxii; — de hoc pœnæ genere, p. 873. — *Vide* Portes.
Domus (de dirutione), p 57, xiii; p. 149, xxxi; p. 703, viii; — propter bella Regis, p. 739, xlvii.
——— (custodes occupantes), p. 191, x.
——— (contentio super quasdam), Parisius, p. 271, xx; p. 274, xxix.
Donatio inter vivos, p. 552; p. 787, cxli.
——— propter nuptias, p. 96, xxxi; p. 608, xxii; p. 633, viii. — *Vide* Maritagium, Emancipatio.
——— annullata a regis gentibus, p. 449, xii.
——— Regis annullata, p. 636, xi.
Donatione facta ab idiota (de), p. 661, xiv.
Donationibus (de), p. 307, clxx; p. 809, clxxiv.
——— factis liberis (de beneficio patris super), p. 825, ccxxiv.
——— (jus super), p. 566.
Donationis (revocatio), p. 305, xvi; p. 333, xxv.
Donationum (ab herede solutio), p. 538, ix.
Donum factum Regi a Parisiensibus, p. 216, xl; p. 411, xxii; p. 425, xviii.
——— non potest retrahi per bursam, p. 173.
Dotalitio (de), p. 74, x; p. 76, xiv; p. 94, xxviii; p. 143, vi; p. 208, xvi; p. 223, v; p. 235, ii; p. 250, ix; p. 262, xii; p. 379, iv; p. 472, viii; p. 557, p. 633, viii.
Dotalitium reginæ, p. 68, v; p. 634, ix; p. 635-643; p. 646, ii; p. 658, x; p. 659, xi; p. 667, xx.
Dote (de), p. 56, vii; p. 73, iv.
Draperia, p. 476, xiii; — (experti in), p. 81, xiii.
Draperiæ magistrorum (de jurisdictione), p. 736, xl.
Draperii mercatores, p. 502, i.
Draperiis (de), p. 822, ccxv.
Duello et gagiis duelli (de), p. 85, xxxv; p. 131, vi; p. 145, xiv-xv; p. 201, xvii; p. 251, xii; p. 403, xiii; p. 405, xv; p. 485, vi; p. 496, viii; p 592, v.

E

Ecclesiæ Sancti-Medardi Suessionensis (societas), p. 206, XI.

Ecclesiarum possessio, p. 521, II.

Ecclesiastici possunt se accessere in censivis et feodis, p. 301, VII.

Ecclesiasticorum (financiæ recipiendæ in acquisitis), p. 351, XXXIX.

Ecclesiasticum (interdictum), p. 273, XXIV.

Emancipationem (donatio propter), p. 449, XII.

Emancipatione (de), p. 738, XLIV; p. 739, XLV.

Emenda pro affidatione cujusdam domicellæ in garda Regis, p. 91, XIII.

——— pro appellatione, p. 77, XVII; p. 98, IV; p. 132, VIII; p. 142, V; p. 251, X; p. 347, XXXIII; p. 837, CCLXXV.

——— pro renuntiatione appellationi, p. 242, VI; p. 244, XII.

——— majoris et juratorum pro adjornatione extra banleucam, p. 352, I.

——— monasterii pro electione abbatis sine consensu Regis, p. 492, VII.

——— pro ballivo occiso, p. 120, XL; — pro servientibus Regis captis, p. 646, XX; — pro servientis canonici captione, p. 317, XIX.

——— de creditore, p. 471, V.

——— pro damnis, p. 62, IV; p. 104, XX; p. 109, XXXIII; p. 116, XXIII; p. 130, II; p. 137, XXIII; p. 147, XXV; p. 158, XIV; p. 217, XLII; p. 316, XV; p. 322, XXXIV; p. 334, XXVI; p. 338, VIII; p. 509 et seq. p. 752, LXXI; p. 761, XCI; p. 813, CLXXXIV.

——— pro capcione, p. 320, XXIX; p. 326, IX.

——— pro debito ad terminum non soluto, p. 329, XVIII; p. 358, XVII; p. 371, V.

——— contra eos qui debitum bis petunt, p. 334, XXVII.

——— pro defectu exercitus, p. 84, XXVI; p. 101, XII; p. 345, XXVII; p. 355, XI.

——— pro defectu juris, p. 166, XXXIII; — in defficientibus adjornationi, p. 350, XXXVIII.

——— pro delictis in clericos, p. 102, XIV; p. 137, XXIII.

Emenda pro detentione, p. 101, XI; p. 157, XI; p. 190, I; p. 326, IX.

——— pro duello, p. 251, XII.

——— pro feudo illicite alienato, p. 365, XXXII.

——— pro gestatione armorum, p. 270, XII.

——— pro gestatione armorum post ignitegium, p. 344, XXIV.

——— pro injuriis, p. 87, II; p. 131, VI; p. 144, X; p. 230, IX; p. 246, XX; p. 322, XXXIV; p. 334, XXVI; — pro verberationibus, p. 310, XXXI.

——— pro inobedientia erga Regem, p. 89, VII; p. 144, XII; p. 145, XIX; p. 318, XXI; p. 448, XI. — *Vide* Inobedientiæ.

——— ob occupationem Castri, p. 144, VIII.

——— de juventis tenendis, p. 187, XLVIII.

——— majoris et juratorum pro malefacto in castellanum, p. 352, I.

——— mensurarum falsarum, p. 352, I.

——— pro facto monetarum prohibitarum, p. 89, VI.

——— pro transgressione banni monetarum, p. 110, I; p. 115, XIX; p. 134, XIV; p. 157, X; p. 232, XV; p. 249, III.

——— officialium qui judicant laicos, p. 322, I.

——— pro pravo et falso judicio, p. 98, III; p. 113, XII; p. 155, X.

——— pro raptu, p. 115, XXII; p. 169, X; p. 332, XXII.

——— pro rescussis factis contra judicium curiæ, p. 118, XXXII.

——— pro serviente Regis imprisionato, p. 124, LII; — pro judeo capto, p. 212, XXXIII.

——— pro serviente curiæ Narbonensis occiso, p. 365, XXX.

——— pro submersione, p. 464, VIII.

——— pro falso testimonio, p. 180, XXVI.

——— pro transgressione banni Regis, p. 105, XXIV; — pro violentia facta, p. 105, XXV.

——— pro verberationibus, p. 75, XI; p. 84, XXX; p. 85, XXXII; p. 92, XX; p. 130, II; p. 295, XV.

——— pro usuris, p. 359, XV.

——— imposita comiti Niverneusi, p. 155;

IX; — burgensibus Cadomensibus, p. 116, XXVI.
Emenda super Lombardos, p. 104, XXIV.
——— symbolica, p. 104, XX.
Emendam (gagiare), p. 190, II.
——— (Rex Angliæ condemnatus ad), p. 318, XXI.
——— (recursus in omnes convictos ob), p. 365, XXX.
Emendarum (moderatio), p. 113, XII; p. 141, XXXVIII; p. 190, III; p. 209, XXI; p. 257, XII; p. 448, XI.
——— (taxatio), p. 196, XXXII; p. 208, XVIII; p. 232, XIV; p. 352, I; p. 365, XXXI.
——— (partitio), p. 295, XV.
——— (solutio), p. 200, XI; p. 235, III; p. 442, II; p. 551, XIX.
——— (perceptio), p. 193, XVII; p. 199, X; p. 329, XVIII; p. 241, II.
——— (reddere partes), p. 157, X.
Emende, de hac via, p. 874.
Emolumento (de), p. 562, p. 563, 564.
——— costumarum (de), p. 574, IX.
Emptiones a burgensibus Rupellæ in Pictavis factæ post unum annum et diem firmæ, p. 339, X.
Ensium (contentio inter forbissatores et garnitores), p. 462, V; p. 463, VII; p. 465, X.
Episcopatus vacantes, p. 57, XI; p. 59, XVIII; p. 342, XXI; p. 365, XXX; p. 373, XI; p. 473, X.
——— bona et ecclesia submissa Regi, p. 473, IX.
Episcopatuum temporalitates, p. 605, XVIII; p. 640, XV; p. 643, XVI.
Episcopi Normanniæ debent venire ad scacaria, p. 167, XXXVII.
Episcopis (de), p. 171, XLVI; p. 544, I; p. 582, XIV; p. 585, XVII; p. 606, XX; p. 616, V; p. 628, II; p. 637-643.
Esbonagium, p. 420, X.
Escæ dominorum (appreciatores) in villis suis, p. 714, LXV. — *Vide* Cibaria.
Eschaeta (de), p. 35, III; p. 71, X; p. 354, VIII; p. 824, CCXXII.
Eschaeta (protestationes super terræ de), p. 327, XII; p. 340, XIV.
——— capta in manu Regis, p. 233, XXI.
Esgardum sive judicium, p. 34, III.
Esgard de chevaliers, p. 368.
Essartum, p. 717.
Exactio in venditionibus, p. 118, XXXIV. — *Vide* Venditiones.
Examinatorum Castelleti (exactiones), p. 588.
Exceptionibus (de), p. 474, p. 835, CCLIX.
Excommunicatorum (de justiciatione), p. 209, XXIII; p. 322, I; p. 323.
Excommunicatis (de), p. 167, XXVIII.
Executio pro debitis, p. 42, XXIV; — Regis, p. 42, XXIII.
Executione (de) judiciorum, p. 84, XXIX; p. 85, XXXII-XXXIII; p. 90, X; p. 555; p. 562, 563, 564, 567, 568, 719, VIII; p. 863, not. 21.
Executioni (supersedere), p. 38, I.
Exercitum (jus habendi), p. 101, XII.
——— (quadrigæ missæ in), p. 88, III; p. 169, XLI.
Exercitus servicium ab episcopis debitum, p. 169, XLII; — a burgensibus, p. 711, L; p. 712, LI; — a monachis debitum, p. 374, XIV; — indebitum, p. 82, XIX; p. 568.
——— et equitacionis (jus), p. 381, VII; p. 742, LIV. — *Vide* Cavalcata.
——— Regis, p. 169, XLI.
——— facta a burgensibus Brivatensibus, p. 121, XLV.
——— de Salva-Terra, p. 88, III.
——— regius Flandrensis, p. 435, XIII; p. 473, IX; p. 564, p. 568.
——— Navarræ, p. 84, XXVI; p. 97, XXXIV; p. 100, X; p. 607, XXI; p. 864, not. — Navarræ et Morlani, p. 345, XXVII; p. 355, XI.
Exercitus defectus, *vide* Emenda.
Expensis restituendis (de), p. 236, VII; p. 322, XXXIV. — *Vide* Damna.
Expletarum (jus), p. 183, XXXVII; p. 314, XI; p. 382, VII; p. 398, III; p. 434, XI, p. 535 et seq.

F

Falsis testimoniis (de), p. 708, XXXIV.
Falsitatis (de justitia), *vide* Testamenta.
Falsarius convictus, gratia Regis, ad mortem non damnatus, p. 319, XXVI.

Familia, pro gentes, p. 60, XIX.
Feminæ de corpore, p. 208, XVII; p. 218, XLIV.
Feoda et retrofeoda burgenses tenere possunt, p. 726, XXII.
——— capta pro defectu hominis, *vide* Defectus.
Feodis (de), p. 113, IX; p. 119, XXXVII; p. 506, V; p. 517, 518.
——— et retrofeodis Regis (acquisita in), p. 83, XXIV; p. 123, XLIX; p. 232, XVII; — (admortificata), p. 105, XXIV.
Feodo (decimæ in), p. 162, XXVII.
——— Regis (de castro movente de), p. 104, XXI.
Feodorum (alienatio illicita), p. 365, XXXII.
——— (caput principale), p. 35, IV.
——— (commissio), p. 188, XLIX.
——— (excambium), p. 69, IX; p. 380, VI.
——— (finacio causa), p. 123, XLIX.
——— (obedientia), p. 35, IV.
——— (obligatio), p. 369, p. 370, p. 371, IV.
——— (moventia), p. 199, VIII; p. 547, XVI.
——— (ressorta), p. 35, IV.
——— (saisinæ), p. 251, XIII.
——— (tenuræ), p. 35, IV; p. 72, III; p. 275, XXX.
——— (de venditione) personæ innobili, p. 606, XX.
——— (retractus per bursam), *vide* Bursa.
Feodum (redditus concessi in), p. 338, IX; p. 359, XXI; p. 500, XI-XII; p. 608, XXII; p. 636, XI.
——— loricæ, p. 101, XII; p. 162, XXVII.
Feodum captum ob raptum cujusdam domicellæ, p. 117, XXVIII.
——— (tenentes) in villis; eorum privilegia, p. 704, XIII et seq.
——— justiciare pro defectu hominis, p. 347, XXXII.
Ferris impruntatis (ponere sub), p. 231, XIII.
Festa nocturna vetita Parisius, p. 278, XI.
Fide (homines domini rebellati erga Regem soluti), p. 347, XXXI.
Fidejussio, p. 214, XXXVIII; p. 260, IV.
Fidejussores, p. 190, I; p. 315, XIII; p. 374, XV; p. 617, VI. — *Vide* Manucaptores, Plegii.
Fidejussoriæ litteræ, p. 407, XVI.
Fidelitas facta in novitate, p. 162, XXVI.
Fides, *vide* Cantum facere, Homagium.
Filum de Burgundia, p. 609, XXIII.
Financiæ recipiendæ in acquisitis ecclesiasticorum, p. 351, XXXIX.
Financiarum superintendentium (officium), p. 505, V.
Firma reddituum Regis, p. 605, p. XIX.
——— vicecomitatus aquæ Rothomagensis, p. 647, III.
Firmam (justicia tradita ad), p. 132, IX; — (grangia ad), p. 418, VI.
Firmariis (de), p. 643, XVII.
Firmariorum Regis seu dominorum infidelitates, p. 374, XII; p. 418, VI.
Fluminis Ligeris (concordia de emolumento transitionis), p. 595, VIII.
Foagio (de), p. 191, IX; p. 716.
Fontium (de purgatione), p. 270, XIV.
Forancis (de), p. 708, XXXIII; p. 712, LIV; p. 713, LVIII; p. 724, XVI; p. 788, CXLII; p. 802, CLXIII; p. 818, CCIII; p. 833, CCL; p. 838, CCLXXVII; — *Vide* Mercatores, Lombardi, Albani.
Foragium, p. 383, IX.
Forbissatorum querelæ de garnitoribus ensium, p. 462, V; p. 463, VII; p. 465, X.
Forestariorum (officium), p. 188, L; p. 328, XIII; p. 447, IX.
Forestarum (saisina), p. 615, IV.
——— (destructio), p. 378, II.
Forestis (delicta in), p. 328, XIV; p. 432, VI; p. 711, XLVI, XLVII, XLVIII.
——— Regis (de), p. 269, IX, XI; p. 272, XXIII.
——— (vendæ in), p. 119, XXXVII.
——— (jura in), p. 212, XXXII; p. 711, XLII.
——— (usagia in), *vide* Usagia.
Forisfactura (de), p. 425, XX.
Forismaritagio (de), p. 74, VIII; p. 156, VI; p. 206, XI; p. 248, II; p. 262, VIII; p. 272, XXII; p. 772, CXVI; p. 788, CXLII.
Forpariorum magistrorum querelæ de minutis forpariis, p. 463, VI.
Fortalicium, p. 361, XXV.
Fortia, p. 79, V.
Forum ecclesiasticum, p. 68, III; p. 417, IV.
——— Remense, p. 355, IX.
——— seculare, p. 417, IV.
——— trium dierum in Compendiensi villa, p. 349, XXXVIII.
——— rei sequendum, p. 41, XVII.

Fossatorum S. Martini-de-Campis (curatio), p. 207, XIV.
Francorum hominum (curia), p. 317, p. 318, XIX; p. 517, 518, 564. — *Vide* Homines feodi.
Frareschia, p. 459, II.
Freda villarum, p. 400, VIII.
Frocarius monasterii, p. 469, IV; p. 562, 563, 568, 570.
Fros de la ville (*les*), p. 562, p. 567, p. 570.
Fructibus pendentibus (de), p. 644.
Fructuum (redditio), p. 342, XXI; p. 406, XVI; p. 470, V; p. 486, I; p. 555, 633, VIII; p. 643, XVII.
Frumentum (impositio super), p. 576, 578, XII.
Fullonibus (de), p. 81, XIII; p. 436, XVIII; — de eorum discipulis, p. 476, XIII; p. 477, XIV; p. 478, XV.
Furcarum (de erectione), p. 103, XVII; — (de dirutione), p. 426, XXIV.
Furcas (jus levandi), p. 59, XVII.
Furno (lis super), p. 221, I.
Furtis (de), p. 786, CXXXVII.

G

Gageriam (terra data per), p. 33, I.
Galæ, p. 609, p. 612.
Galearum (auxilium), p. 374, XIII.
Galebruna, panni species, p. 81, XIII.
Garandia Regis pro ducissa Burgundiæ, p. 262, X.
Garandis (de), p. 430, II; p. 472, VII; p. 590, III; p. 591, IV.
Garandia pro terris emptis, p. 284, VIII.
Garantisatio pro vulneracionibus, p. 130, II.
Garda Regis (de), p. 43, XXIX; p. 115, XXI; p. 166, XXXII; p. 230, XI; p. 332, XXI; p. 359, XX; p. 360, XXII.
——— capitulorum per Regem, p. 192, XIII; p. 206, X; p. 646, II; p. 667, XX.
——— ecclesiarum per Regem, p. 43, XXVII-XXVIII; p. 207, XV; p. 309, XXVII; p. 521, II; p. 654, VI.
——— monasteriorum per Regem, p. 54, III; p. 86, XXXVII; p. 93, XXII; p. 137, XXIV; p. 181, XXIII; p. 236, IX; p. 243, VIII; p. 266, III; p. 289, V; p. 358, XIX; p. 364, XXVIII; p. 375, XXII; p. 385, XII; p. 417, IV; p. 420, X; p. 440, XXV; p. 627, I; p. 634, IX; p. 654, VI; p. 655, VII; p. 656, VIII; p. 657, IX; p. 658, X; p. 659, XI; p. 877; — (jus dominorum in), p. 632, VI; p. 654, VI et seq. p. 683, VII.
Garda personarum per Regem, p. 91, XIII; p. 103, XVIII; p. 361, XXV; p. 381, VII; p. 383, IX; p. 398, IV; p. 399, VII; p. 388, XVII; p. 424, XVI; p. 638, XIII.
Garda villarum abbatiæ Mauriacensis, p. 245, XVI. — *Vide* Villæ.
——— vicecomitatus Sancti-Richarii, p. 97, I.
——— liberorum, p. 99, VI.
Gardæ (imponere manum ratione), p. 276, IV.
——— Regis (infractio), p. 222, II; p. 361, XXV; p. 388, XVII.
——— (vexatio nomine), p. 37, IX.
Garence (*pois à*), p. 879, V.
Garennis (de), p. 139, XXX; p. 157, VIII; p. 175, XIV; p. 399, VI.
Gentes Regis in communiarum justicia se ingerentes, p. 317, XVIII.
Gerentes negociorum, p. 421, XII.
Gistum, p. 68, V; p. 88, III; p. 264, XVIII; p. 313, IX.
Godelle, p. 789, CXLV.
Gratia bannitionis, p. 544, XIII; — gratiæ ritus, p. 668, XXI.
——— curiæ, p. 342, XX.
——— Regis erga falsarium de falsitate convictum, p. 319; XXVI.
Griagium, p. 174, XII.
Gruagium, p. 67, II.
Gruerie (palmatæ datæ ratione), p. 223, IV.
Guerra Flandriæ impedit parlamenti sessionem, p. 467.
——— Wasconiæ, p. 449, XII.

H

Hospitibus (de), p. 88, III; p. 169, XLI; p. 238, XIII; p. 503, III; p. 526, 527, 528, 533, 537, 538, 539.
Hala Abbatis-Villæ, p. 251, XIV; — villæ Podiensis, p. 579.
Hansa Parisiensis, p. 93, XXIII.

Herbagiis (jura in), p. 160, XIX.
Herbergamentum, p. 54, II.
Herede universali (de), p. 557.
——— proximiore (de), p. 341, XIX; p. 420, XI; p. 454, p. 484, IV.
Heredis (defectus), p. 328, XV; p. 418, V; p. 715, LXX; p. 787, CXL; p. 840, CCLXXXVII.
——— (obligationes), p. 470, V; p. 761, 831, CCXXXI.
——— (de jure), p. 808, CLXXII.
——— feminæ (jura), p. 787, CXLI.
Hereditas Aalipdis, comitissæ Blesensis, p. 177, XVIII.
——— Alipidis de Foilletos, p. 151, XXXVII.
——— Johannis, comitis Blesensis, p. 164, XXX; p. 181, XXX; — comitissæ Blesensis, p. 161, XXV.
——— domini de castro Briancii, p. 294, XIV.
——— comitis Clari-Montis in comitatu Cabilonensi, p. 121, XLIV.
——— Hervei Lugdunensis, p. 189, LI.
——— Margaretæ, dominæ de Cociaco, p. 335, I.
——— Milonis, episcopi Suessionensis debitis obligata, p. 328, XV.
——— creditoribus obligata ab herede non accepta, p. 328, XV.
Hereditate (de) advocatorum capitulorum, p. 168, XL.
——— (de) a duobus simul acquisita, p. 770, CXIII.
Hereditates, p. 96, XXXI; p. 98, V; p. 99, VI; p. 110, II; p. 137, XXII; p. 171, XLVI; p. 204, V; p. 302, X; p. 312, VI; p. 343, XXII.
Hereditates in manu regis pro debitis, p. 341, XVIII; p. 379, IV.
——— talliatæ pro villa acquittanda, p. 316, XVII.
——— obligatæ pro debito, p. 253, III; p. 328, XV.
Hereditatis obligatio, p. 470, V.
——— (renuntiatio), p. 240, XVII; p. 328, XV.
——— (paragium), p. 167, XXXIX.
Hereditatum (de partitione), p. 720, X; p. 807, CLXXI; p. 808, CLXXII, CLXXIII; p. 809, CLXXV; p. 810, CLXXVI; p. 831, CCXXXV.
Heremitæ, p. 153, XLIV.
Hereticis capiendis (de), p. 413, XXVII.
Homagium ligium, p. 636, XI.
Homagium pro Rege de quadam terra a milite factum, p. 616, V.
——— a rege Franciæ subditis suis nunquam factum est, p. 617, V.
——— Regi debitum, per ignorantiam comiti Marchiæ factum, p. 493, II; p. 547, XVI.
——— (curia dominum compellit ad hominem recipiendum in), p. 338, IX; p. 517-518.
——— terræ, durante ballo liberorum domini, p. 343, XXIII; p. 341, XIX; p. 454, p. 504, IV.
——— vicecomitis Narbonensis archiepiscopo villæ ejusdem prohibitum et postea permissum a curia, p. 325, V.
——— hereditatis debitis obligatæ dilatum, p. 328, XV.
——— de corpore et manibus, p. 341, XIX; p. 420, XI; p. 517, IX; — per os et manus, p. 629, IV.
Homagii sufferencia, p. 408, XIX.
Homagiis (de), p. 57, XII; p. 69, IX; p. 70, X; p. 94, XXV; p. 117, XXIX; p. 137, XXI; p. 148, XXVIII; p. 167, XXXVIII; p. 169, XLIII; p. 180, XXIX; p. 201, XVII; p. 242, VII; p. 283, VII; p. 353, IV; p. 424, XVII; p. 468, III; p. 484, IV; p. 592, V; p. 616, V.
Homagio (de) in redditibus solvendis, p. 360, XXI.
Homagia a dominis non admissa, p. 341, XIX; p. 420, XI.
Homicidiis (de), p. 120, XL; p. 209, XXII; p. 273, XXIV; p. 365, XXX; p. 429, 430, I.
Homines de corpore, p. 89, VII; p. 137, XXII; p. 156, VI; p. 204, IV; p. 206, XI; p. 218, XLIV; p. 221, I; p. 248, II; p. 263, XIII; p. 286, XIII; p. 366, XXXVI; p. 373, VIII; p. 573, VIII.
——— feodi, p. 443, III; p. 630, V; p. 631, 712, LIII; p. 713, LVI. — *Vide* Franci homines.
——— terræ se opponent feudi excambio, p. 380, VI.
Homme de Henaut (*li grant*), p. 347, XXXI.
Homo, *vide* Defectus, Francus.
——— ligius, p. 101, XII; p. 681, V.
——— cubans et levans, p. 373, IX.
Hordare villam, p. 711, XLIV, XLV.
Hospitalium (de privilegiis), p. 483, III; p. 484, V; p. 498, 499, 601, XII, XIII.
Hospicii Regis (privilegia gentium), p. 676, II.

I

Idiotis (de), p. 460, p. 661, XIV.
Ignitegium, p. 344, XXIV.
Immobilium bonorum (tallie), p. 317, XVII; p. 408, XX et seq. — (de venditione pro solvendis debitis), p. 472, VIII.
Impocionationem (duellum requisitum ad probandam), p. 403, XIII, p. 592, V.
Impocionationis (de accusatione), p. 598, X.
Informatio perficienda utrum Breviller sit de regno Francie, p. 336, III.
Informationes, p. 319, XXII, XXIII, XXVII; p. 348, XXXVI; p. 358, XIX.
Informationum (adnullatio), p. 320, XXVII.
Inhumatio subtus furcas, p. 104, XX.
Injuriis (de), p. 60, XIX; XX; p. 64, XII; p. 120, XXXIX; p. 131, VI; p. 142, II; p. 144, X; p. 172, I; p. 207, XV; p. 208, XVIII; p. 246, XX; p. 258, XVII; p. 288, III. — *Vide* Emenda, Convicia.
Innovatum, de hac voce, p. 865.
Inobedientiæ gentium regis Angliæ condemnata in curia, p. 318, XXI.
———— erga Regem, p. 89, VII; p. 144, XII; p. 145, XIX; p. 291, VIII; p. 346, XXXI; p. 389, XVII; p. 394, XX; 434, XI.
Inquesta annullata, 436, XVI; — duplicata, p. 34, I; — ex officio, p. 39, V.
Inquestæ a Rege seu curia prescriptæ, p. 56, IX; p. 115, XX; p. 408, XX et seq. p. 461, III; p. 572, VII; p. 596, p. 615, IV.
Inquestarum liber, p. 686, IX; p. 890.
———— (publicatio), p. 41, XV.
Inquestas (scabini Laudunenses possunt facere), p. 195, XXII.
Inquestis (expensæ pro), p. 122, XLVI. — *Vide* Apprisia, Informatio, Vocatio.
Inquisitores ad hereticos requirendos, p. 413, XXVII.
Instrumentum dirutum, p. 120, XXXIX. — *Vide* Carta, Littera.
Intercursus prohibitus, p. 235, VI; p. 427, XXVII.
Intestatorum (de bonis), p. 277, X.
Inventarium bonorum, 336, I; p. 457, IX; p. 508, VIII; p. 523, 588.
Inventione rerum (de), p. 412, XXV.
Investituræ, p. 355, IX.

J

Joalerii, 314, XI.
Jostæ, *vide* Torneamenta.
Judex delegatus, p. 150, XXXIII.
Judicii cujusdam litteram (cancellarius sigillare denegat), p. 450, XIII.
Judiciis (de) in Turonia, p. 100, IX.
———— (inobedientia), p. 244, X.
Judiciorum (emendatio), facta per ballivos. — *Vide* Ballivorum judicata.
———— curiæ emendatio seu annullatio, p. 79, IV; p. 90, XI; p. 333, XXII; p. 355, X; p. 402, XI; 456, IX; 479, I.
———— curiæ impeditio, p. 315, XIV.
———— (de executione), p. 303, XII; p. 315, XIV; p. 347, XXXII; p. 372, VI; p. 422, XII; p. 426, XXII; p. 464, VIII.
Judicio (de negatione malæ fidei in), p. 747, LX.
Juramentis in justicia (de), p. 735, XXXIX; p. 755, LXXIX; p. 814, CLXXXVIII; p. 835, CCLIX; p. 836, CCLXX et seq.
Juramentum in curia, p. 469, IV.
Juramentum fidelitatis Regi debitum a dominis, 357, XVI; — ab abbatibus, p. 374, XIV; — a burgensibus, p. 345, XXV; p. 357, XVI.
———— ab officialibus prestitum, p. 823, CCXVII.
———— a subditis dominorum Regi debitum, p. 357, XV; p. 358, XVI.
———— castellanorum et magnorum hominum comitatus Hannoniæ Regi debitum, p. 346, XXXI.
———— fidelitatis a civibus seu consulibus episcopo debitum, p. 252, XV; p. 265, XIX.
———— debitum a servientibus, p. 97, I.
———— (inhibitio præstandi), p. 37, VIII.
———— (purgare se per), p. 153, XLII; p. 237, XII.
———— debitum a senescallis majori et juratis Ruppellæ, p. 128, LXII.
Jurati de bastidis Regis, p. 42, XXV. — *Vide* Communia, Major et Jurati.
Juri (stare), p. 114, XVI; p. 265, I.

Juris (petitio) extra curiam, p. 40, x.
Jurisdictio in tribus diebus festivitatis sancti Riquarii, p. 562.
——— omnimoda in tribus diebus Quadragesimæ, p. 534, 538.
Jurisdictione ecclesiastica (de), p. 409, p. 513, III; p. 514, IV.
——— spirituali (de), p. 76, XV; p. 264, XVI.
——— temporali (de), p. 269, VIII.
——— (communiæ et abbatiæ Compendiensis compositio de), p. 349, 350, 351, XVIII. — *Vide* Communia.
——— (contentio de), p. 549, IX.
Jurisdictionis (exemptio), p. 264, XVI; p. 296, XVI; p. 311, II.
Jurisdictionum conflictus, p. 78, II; p. 111, III; p. 115, XXI; p. 119, XXXVIII; p. 225, IX; p. 349, 350, 351, XXXVIII.
——— ecclesiasticarum et secularium (conflictus), p. 119, XXXVIII; p. 120, XLI; p. 123, LI; p. 138, XXVIII; p. 205, VIII; p. 265, XXII; p. 354, IX; p. 398, IV; p. 442, I; p. 445 et seq. p. 480, II; p. 503, III; p. 525, VI; p. 545, XIV; p. 554, I; p. 561, p. 572, VI.
Jurisdictio, *vide* Forum.
Jus arrestandi, p. 76, XIV.
— civile flòret in civitate Aurelianensi, p. 582, XIV; p. 584, XV; p. 871.
— scriptum, p. 38, X; p. 39, IV, VI, VII; p. 40, XI; p. 41, XIII; p. 557.
— scriptum regit terram Agenensem, p. 268, VI; — balliviam de Briva, p. 436, XV; — de jure scripto, p. 868.
— scriptum an successio quædam regere debet, p. 454.
— consuetudinarium, p. 39, III; p. 41, XIII; p. 861.
— commune, p. 409.
— deferendi cutellos, p. 118, XXXI; — Parisius, p. 278, XI.
Justicia (alta), p. 78, II; p. 135, XVII; p. 161, XXIV; p. 165, XXXI; p. 173, IV; p. 181, XXXIV; p. 192, XI; p. 271, XVIII; p. 285, XI; p. 351, XXXIX; p. 357, XV; p. 401, X; p. 412, XXV; p. 415, XXIX; p. 425, XVIII; p. 431, III; p. 450, XIII; p. 481, III; p. 482, II; p. 492, I; p. 511, 879, IV.
——— (bassa), p. 132, X; p. 445, VI; p. 879, V.
Justicia (alta et bassa), p. 591, IV; p. 594, VI; p. 670, XXIII; p. 671, XXIV; p. 877, 879, V.
——— super nobiles homines, p. 139, XXIX; p. 878.
——— cheminorum, p. 319, XXIV; p. 536, 575, X. — *Vide* Viaria.
——— in excommunicatis et judeis, p. 322, I. — *Vide* Judæi.
——— furis et furti, p. 349, p. 350, XXXVIII; p. 376, XXIII; — suspicionis furti, p. 431, III.
——— de latronibus, p. 191, XIX.
——— seu cognitio litterarum, p. 349, XXXVIII.
——— de malefactoribus, p. 257, XIII; p. 442, I; p. 444, IV.
——— melleie, p. 317, XVIII; p. 353, VI; p. 376, XVIII; p. 648, IV.
——— mensurarum vini, p. 302, IX; p. 349, XXXVIII.
——— de mobilibus, catallis, p. 349, XXXVIII; p. 446.
——— de homine mortuo, p. 415, XXIX.
——— de muliere quæ puerum suum murtriverat, p. 352, I.
——— super nobiles, p. 132, IX.
Justicia occisionis simplicis, p. 376, XXIII.
——— sanguinis, p. 226, X; p. 252, I; p. 564; — per gentes Regis in communia de Chauniaco usurpata, p. 317, XVIII.
——— sanguinis sine morte, p. 341, XX.
——— suicidii, p. 135, XVII.
——— villarum associationis cum Rege, p. 311, XI.
——— prioratus in manu Regis, p. 324, III
——— trefundalis, p. 480, II.
——— tradita ad firmam, p. 139, IX.
——— Regis (de captis in), p. 212, XXXIII.
——— laicalis ad immobilia bona clericorum potest assignare, p. 333, XXIV.
Justitia in aliquibus locis, p. 53, I; p. 60, XXIII; p. 65, XIV; p. 81, XI; p. 114, XVII; p. 139, XXXI; p. 156, III; p. 175, XIII; p. 208, XIX; p. 221, I; p. 277, VI; p. 314, XI; p. 316, XVI; p. 324, III; p. 340, XIII; p. 341, XX.
Justitiæ reverentia, p. 741, LI; p. 741, LII; p. 748, LXIII; p. 750, LXVII; p. 754, LXXIV; p. 755, LXXVIII; p. 766, CV, CVI; p. 772, CXV, p. 775, CXVIII, p. 776, CXX; p. 800, CLIX; p. 802, CLXI; p. 812, CLXXXII; p. 813,

CLXXXIII; p. 815, CXCI; p. 821, CCXI; p. 845, CCXCXI. — *Vide* Convicia.
Justiciando (captiones factæ), p. 227, II.
Justitiarum (de possessione), p. 73, V; p. 319, XXIV; p. 324, III; p. 431, XX.
——— ressorta, p. 74, VII; p. 127, LXI; p. 141, XXXIX; p. 149, XXXI; p. 185, XLIII; p. 186, XLIV; p. 195, XXVI; p. 196, XXVII; p. 228, VI; p. 238, XIII; p. 423, XV; p. 434, XI; p. 436, XV.
Justitiarum (perturbatio), p. 232, XVIII.

L

Laici non debent justiciari a deputatis ecclesiasticorum, p. 255, VIII.
Laicis crucesignatis (de), p. 323.
Laicos (de cognicione actionum personalium et realium, sed non feudalium inter), p. 323.
Lanarum extractio de regno, p. 624, V; — prohibita, p. 203, I.
Lanatoribus (de), p. 466, XI; — de eorum discipulis, p. 476, XIII; p. 477, XIV; p. 478, XV.
Latro, *vide* Justitia.
Legem (jurare per), p. 97, I.
Leprosaria, p. 292, XII. — *Vide* Saisina.
Leprosis (de), p. 724, XVI, p. 852, CCCXII.
Levatarum rerum (liberatio), p. 213, XXXIV.
Leveiarum (restitutio), p. 260, III; p. 354, VIII.
Leveiæ seu redditus, p. 90, X; p. 368, 378, I.
Libelli advocatorum (tenor) in principio articulorum inserendus, p. 321, XXXIII.
Libello (de), p. 875.
Libellus super statu personæ, p. 373, IX.
——— super proprietate ponderis Parisiensis, p. 280, I.
Liberis (de donationibus factis), p. 825, CCXXIV.
Liberorum (de educatione), durante ballo, p. 505, IV. — *Vide* Ballum.
Libratæ terræ, p. 47, p. 330, XX; p. 354, VIII; p. 468, III.
Libræ de Chapotois, p. 314, XII.
—— Pruvinenses, p. 338, IX; p. 359, XXI.
—— Turonenses, p. 346, XXXI; p. 352, I; p. 372, V.
—— Turonenses Viennensiorum, p. 407, XVI.
—— Turonenses parvæ, p. 406, XVI.
—— Viennenses, p. 406, XVI.
Licencia in juribus utrisque (de), p. 584, XV.
Limitationes terræ seu jurisdictionis, p. 62, V; p. 155, I; p. 287, XV; p. 385, XII.
Linguam gallicam loquentes, occisi, p. 6, I; p. 858; — impediti transire per mare Baione, p. 20, III.
Litteræ Regis, *vide* Mandata.
——— recognitoriæ (de falsitate), p. 729, XXVII.
——— venditionis in judicio, p. 746, LIX.
——— vel inquisiciones clausæ, p. 50, I.
——— regiæ, quomodo publicabantur, p. 15, II.
——— regiæ non datæ super quadam confirmatione pacis, p. 97, XXXIII.
——— regis Philippi V, comiti G. Hannoniæ directæ, de recredentia Amalrici de Meullento, p. 675, I.
——— senescalli Petragoricensis de incursibus Anglorum, p. 19, III.
Litterarum (jus habendi cognitionem), p. 97, II.
——— sigillatarum (vis), p. 40, XIV; p. 231, XIII; p. 253, II; p. 739, XLVI; p. 757, LXXXI; p. 767, CVIII; p. 783, LXXXII; p. 792, CL; p. 805, CLXVI; p. 819, CCVI; p. 820, CCVII.
——— falso modo impetratarum (ruptio), p. 338, VIII.
——— seu cartarum (de cognitione), p. 349, XXXVIII.
——— (transcriptum), p. 275, XXX.
——— (copia), p. 41, XVI.
Litteras seu instrumenta (de probatione per), p. 53, II; p. 434, XII; p. 835, CCLIX; p. 836, CCLXVIII et seq.
——— apostolicas (appellare in judicium per), p. 103, XVI.
Litteris (de) in custodia commissis, p. 774, CXVII.
——— obligatoriis (de), p. 492, I; p. 752, LXXI.
——— obligatoriis (de) in morbo confectis, p. 741, L.
Lotus vini, p. 329, XVII.
Louvres prope Parisius, p. 879, V.
Lumine et prospectu (de), p. 735, XXXVIII.

M

Magistri carpentariorum Parisiensium, p. 604, XVII.

——— draperiæ; eorum jurisdictio, p. 736, XL.

——— forestarum, p. 267, V

——— hospicii Regis (privilegia), p. 546, XV.

——— nundinarum Campaniæ, p. 303, XIV.

——— parlamenti, p. 218, XLV; p. 460.

Maisnadæ seu *Mesnie* monasteriorum (de privilegiis), p. 563.

Majestas regia, p. 324, IV.

Major et jurati, *vide* Communia.

——— et scabini ad emendam damnati, p. 352, I.

Majore et scabinis (querelæ civium de), p. 650, V.

Majores Dyvionis, p. 150, XXXII.

Majori Belvacensi (violentiæ factæ), p. 225, IX.

Majoria, p. 69, VII.

——— Dyvionensis, p. 145, XVI.

Majoris villæ (de electione seu statu), p. 469, IV; p. 479, I; p. 653.

——— (tenens locum), p. 16, II

——— et scabinorum (de compotis), p. 650, V.

——— et scabinorum cujusdam communiæ (curia) a domino loci petita, p. 337, VII.

——— contra communiam discordia de compotis, p. 326, X

Mala tolta, p. 312, VI; p. 412, XXIV.

——— tolta apud Sanctum-Richarium, p. 289, IV; p. 297, I; — apud Rothomagum, p. 82, X.

Malefactores, *vide* Justitia.

Malefactoribus (juridictio de), p. 307, XXII.

Malefactorum (negligentia in punitione), p. 298, II.

Mallia est dimidium, denarii Turonensis, p. 577.

Mandata Regis seu curiæ ballivis, p. 50, p. 90, X, XI; p. 109, XXXV; p. 187, XLVI; p. 303, XII; p. 314, XI; p. 315, XV; p. 320, XXIX; p. 331, XX; p. 341, XVIII; p. 354, VI; p. 355, X; p. 372, VI; p. 375, XXI; p. 379, IV; p. 389, XVII; p. 390 et seq. p. 426, XXIV; p. 430, I; p. 432, V; p. 436, XV; p. 439, XXIII; p. 453, ; p. 477, XIV; p. 497, X; p. 503, II; p. 508, VII-VIII; p. 514, V-VI; p. 515, VII; p. 520, I; p. 522, III; p. 542, X; p. 560, 585, XVI; p. 586, XVII; p. 587, XVIII-XIX; p. 609-612, 617, VI; p. 618, VIII; p. 619, IX; p. 627, I.

Mandata Regis præpositis, p. 466, XI.

Mandatum Regis ad scacarium Rothomagense, p. 402, XI.

Manentes in villa communiæ adhærere debent, p. 831, CCXXXII.

Maneria, p. 332, XXI; p. 361, XXV; p. 468, III.

Maniamentum, p. 390.

Manu dominorum (homines et bona eorum positi in), p. 342, XXI; p. 397, I; p. 424, XVI; p. 827, CCXXVI *bis*.

——— regia (terræ et feoda in), p. 46, p. 118, XXXIII; p. 178, XXI; p. 341, XVIII; p. 347, XXXII; p. 352, I; p. 362, XXVI; p. 373, VII; p. 377, 424, XVI; p. 434, XI.

——— Regis (moneta comitis cujusdam sub), p. 475, VII

——— Regis (prisiæ in), p. 473, IX.

——— Regis (bona seu hereditates in), p. 341, XXIII; p. 379, IV; p. 440, XXVII; p. 441, XXVIII; p. 449, XII; p. 475, XI; p. 484, IV; p. 508, VIII; p. 551, XIX; p. 556, III; p. 815, CXCII.

——— Regis (hannum cujusdam villæ in), p. 354, VIII

——— Regis (temporalitas monasterii in), p. 491, VII; — (temporalitas episcopi in), p. 640, XV.

——— Regis (communia seu status villæ in), p. 356, XIV; p. 622, XII; — (villæ in) p. 395, XXII.

——— Regis (cartæ et privilegia villæ Duaci in), p. 410, XXI.

——— Regis (justitia in), p. 341, XX.

Manucaptores seu fidejussores, p. 427, XXI.

Manum (ponere extra), p. 308, XXIV; p. 341, XVIII.

Manus Regis supra manum ab episcopo appositam in feodum, p. 606, XX.

——— Regis amotio, p. 228, V; p. 306, XII; p. 312, V; p. 385, XII-XIII; p. 387, XIV; p. 390 et seq. p. 395, XXII; p. 403, XII; p. 440, XXVII; p. 456, 462, IV; p. 475, XI; p. 614, III; p. 641, XVI; — dominorum

amota a Rege, p. 356, XIII; p. 381, VII; p. 472, VII.
Manumissionibus et manumissis (de), p. 113, IX; p. 218, XLV; p. 543, XII; p. 573, VIII.
Manumortuis (de), p. 57, XI; p. 67, I; p. 74, VIII; p. 83, XXIII; p. 112, VI; p. 156, V; p. 206, VI; p. 248, II; p. 262, VIII; p. 272, XXII; p. 373, VIII; p. 440, XXIV; p. 355, II; p. 769, CXII.
——— (ordinatio Regis de), p. 456.
Manu salva, p. 406, XVI; p. 461, IV.
Manummortuarum (collectores), p. 373, VIII; — eorum exactiones et infidelitates, p. 456, IX.
Maritagio (de), p. 33, I; p. 330, XX; p. 387, XIV; p. 406, XVI; p. 442, II; p. 717.
Maritagium primogenitæ regis Franciæ (subventio propter), p. 502, II; p. 508, VII; p. 514, VI; p. 515, VII; p. 589, I; p. 607, XXI.
Maritorum (de obligationibus), p. 781, CXXIX-CXXX; p. 824, CCXXII; p. 825, CCXXIV.
Maritum et feminam (de donationibus inter), p. 787, CXLI.
Marramentum, *vide* Merramentum.
Marrenum, p. 711, XLIV.
Matriculatii ecclesiarum, p. 374, XVI.
Matrimonalium (resiliatio conventionum), p. 201, XVI.
Matrimonii (de promissionibus), p. 181, XXXV; p. 781, CXXVIII.
Matrimonio (de), p. 56, VIII; p. 96, XXXI; p. 468, III; p. 472, VIII; p. 709, XXXIX-XL; p. 713, LVII, p. 756, LXXX. — *Vide* Maritagium, p. 862.
Matris (de jure) in bonis filiorum, p. 806, CLXVIII.
Mehannium seu mehaignium, p. 60, XIX-XX; p. 341, XX.
Melleiæ, *vide* Justitia.
Memorialis descriptio, p. 881 et seq.
Mensurarum vini (justitia), p. 302, IX; p. 383, IX.
——— æqualitas, p. 578.
——— emendamentum et adjustamentum, p. 99, VII; p. 352, I; p. 577, 844, CCXCV.
——— falsarum (justitia), p. 352, I; p. 480, II; p. 815, CXC.
Mensuras vini (jus capiendi), p. 349, XXXVIII; p. 383, IX.
Mensuris (de), p. 112, IV; p. 712, LV; p. 762, XCIV; p. 844, CCXCIV.
——— novis (de), p. 576 et seq. XII.
Mercata (spectans ad), p. 119, XXXVI; p. 158, XV; p. 576, 580, XII; p. 707, XXX-XXXI; 766, CIV; p. 793, CLI; p. 801, CLX.
Mercatis (costumæ in), p. 201, XV; p. 574, IX; p. 576 et seq. XII.
——— (impedimenta in), p. 158, XV.
Mercatores de Wasconia, p. 93, XXIII.
——— Parisius commorantes, p. 216, XL; p. 363, XXVII; p. 419, VIII; p. 607, XXI.
——— Italici, p. 607, XXI; p. 609, 612.
——— Mediolanenses, p. 411, XXIII; p. 524, V.
——— aquæ, *vide* Parisienses mercatores.
Mercatoribus transeuntibus (tallia super), p. 181, XXXI; p. 363, XXVII.
Mercatorum capitaneus, p. 363, XXVII.
——— (privilegia), p. 337, V; p. 356, XIV; p. 418, VIII; p. 499, 536, 632, XII.
——— foraneorum (privilegia), p. 465, X; p. 607, XXI; p. 708, XXXII-XXXIII.
Mercaturarum (de cognitione) factarum sine termino et die, p. 446.
Mercaturas (facultas transferendi), p. 233, XX.
——— (clerici conjugati exercentes), p. 312, VI.
Mercaturis et granis (levationes super), p. 328, XVII.
Merces ex Francia exportatæ, p. 609, XXIII; p. 611, XXIV.
Merramentum seu marramentum (jus arrestandi), p. 316, XV.
Meselli, *vide* Leprosi.
Messores vel custodes vinearum, p. 222, I.
Metis hereditatum (de), p. 175, XIII; p. 570, 843, CCXCII.
Miles Regis, p. 361, XXV.
——— petitus tanquam servus, p. 373, IX.
Militem (facere de villano), p. 166, XXXIV; p. 867.
Milites adsunt judiciis, p. 100, IX; — quando judicant emendas, p. 241, II.
——— (filii Philippi de Borbonio, facti), p. 144, IX; p. 191, IV.
Militia Regis (auxilium pro), p. 249, IV.
——— primogeniti Regis (auxilium pro), p. 345, XVIII.
Militum (gagia), p. 307, XXI; — (privilegia), p. 713, LVIII.

Minagio (de), p. 487, II.
Minis (de), p. 733, XXXV; p. 764, XCVII.
Ministeriis Parisiensibus (de), p. 95, XXX.
Ministeriorum (gardia), p. 480, II.
——— (de magistris), p. 849, CCCIV.
Minorum quindecim annis (de malefactis), p. 747, LXI; — (de debitis), p. 863.
Misiis (de), p. 400, VIII; p. 435, XIII.
Missio ad desobedienciam comitis cujusdam puniendam, p. 346, XXXI.
Mobilibus bonis (de), p. 838, CCLXXVIII; p. 839, CCLXXXIII.
Mobilium (cognitio) ab archiepiscopo retenta in decimis infeodatis, p. 323.
——— bonorum (talliæ), p. 317, XVII; p. 408, XX et seq. p. 525, VI; — (cognitio), p. 446, p. 527 et seq.
Modiatio seu prestatio super modiis vini, p. 494, IV et seq.
Molendinis (de), p. 62, V; p. 63, VI; p. 539, VIII.
——— (jura in), p. 159, XVIII.
Molendinorum (bannalitas), p. 471, IV; p. 712, LV.
Monasteria vacantia, p. 56, IX; p. 491, VII.
Monasterii senescallus, p. 490, V.
Monasteriorum (administratio temporalium), p. 187, XLVII; p. 491, VII; p. 512, II.
Monasteriorum privilegiis (de), p. 490, V; p. 515, VII; p. 525, VI; p. 550, XVIII; p. 561-572, VI; p. 600, XII; p. 601, XIII; p. 602, XV; p. 634, IX; p. 635, X. — *Vide* Garda.
Moneta episcopi Caturcensis, p. 186, XLV; p. 187, XLVI; p. 868.
——— Engolismensis, mutata a comite, p. 172, III, p. 868.
——— comitatus Matisconensis (denarium perceptum in), p. 508, XI-XII.
——— Ruthenensis, p. 388, XVII.
——— (falsa), p. 246, XXI.
——— prohibita, p. 68, IV.
——— Regis (arrestum de debili et forti) pro venditionibus et debitorum solutionibus, p. 493, III.
——— Regis non cudetur apud S. Jangulfum, p. 181, XXXII.
——— Vianensis, p. 110, XXXV.
——— comitis cujusdam sub manu Regis apposita, p. 475, XII.
Moneta (jus in) quæ cudatur Matisconi, p. 299, IV. — *Vide* Stellingus, Libræ, Mallia, Denarium, Solidus, Poitevine.
Monetæ (habere præconizationem), p. 211, XXVIII.
——— (justitia falsæ), p. 91, XVI; p. 426, XXIII, p. 432, V; p. 449, XIII; p. 451, II; p. 482, II; p. 514, IV; p. 785, CXXXV.
——— Regis (tempus debilis), p. 597, IX; p. 648, IV; p. 663, XVI.
——— Britanniæ pondus, p. 60, XXII.
——— Rovensis (magister), p. 81, XV.
Monetam falsam (allocantes), p. 432, V.
——— Regis (judei rescindentes), p. 437, XIX.
——— (permissio fabricandi) in Pontivo, p. 233, XXII.
Monetis (ordinationes Regis de), p. 291, IX; p. 493, III; p. 513, III.
Monetariorum (carta), p. 144, XIII.
Monetarum (bannum), p. 110, I; p. 249, III.
——— (estimatio), p. 197, I.
Monetarii, p. 81, XV.
Monialis (saisia terræ cujusdam), p. 76, XIII.
Monstra, *vide* Ostensio.
Morte cujusdam partis (causa usque ad ætatem liberorum remota pro), p. 320, XXVIII.
Mortuo (reputari pro), p. 201, XVII.
Mulier combusta, p. 39, V.
Mulier prædatrix, p. 78, I.
Mulieres sortilegæ, p. 205, VIII.
Multri (justitia), p. 145, XVI.
Multro (bona saisita pro), p. 83, XXIII.
Munus patrimoniale, p. 409, p. 410.
Muri (restauratio cujusdam), p. 225, VIII.
Muris villæ (de usurpationibus in), p. 817, CC.
Murorum villæ (locatio), p. 439, XXI.
Murorum (de constructione), p. 276, II; — et portarum civitatis (de dirutione), p. 372, VI; p. 386, XII; p. 569; — (de constructione), p. 437, XX; p. 438, XXI; — (de reparatione), p. 562, 563, 469, 648, IV; p. 710, XLIV.
Mutilatio succentoris Noviomensis, p. 153, XLII.
Mutuis (de), p. 314, XII; p. 369, p. 370, p. 371, IV; p. 470, V; p. 433, X; p. 442, II.

N

Necessaria (ministrare), p. 185, XL.
Nobiles (justitia super), p. 139, XXIX; p. 878.
Nominis (de mutatione), p. 729, XXVIII.
Notarii amoti, p. 133, XII.
——— Castelleti Parisiensis, p. 587, XX.
Notariorum cornu, p. 426, XXI.
Novæ desaisinæ, p. 43, XXIX; p. 56, X; p. 61, III; p. 79, V; p. 212, XXX.
Novitates, p. 257, XIII.
Nundinarum (contractus extra nundinas, et contractus de corpore), p. 470, V.
Nundinarum Campaniæ (custodes), p. 100, XI; p. 411, XXIII; p. 470, V. — *Vide* Magistri.
Nundinæ Campaniæ, p. 101, XI; p. 215, XXXVIII; p. 264, XV; p. 303, XIV; p. 470, V.
Nundinas (ne ballivi arrestent mercatores euntes ad), p. 337, V.
Nundinis (redditus concessi a Rege in), p. 42, XIII.
Nupciis (de secundis), p. 824, CCXXII.

O

Obligationibus (de) emancipati, p. 738, XLIV.
Obligationes reales, p. 443, II.
——— per sigillum, p. 84, XXVIII; — de cognitione obligationum sub sigillo communiæ, p. 349, XXXVIII.
Oboli, p. 329, XVII.
Officialis (officium), p. 185, XLI; p. 212, XXXIII; p. 220, 231, XIII; p. 322, I; p. 323, p. 324, IV; p. 501, XIII; p. 590, II; — (tenens locum), p. 87, II.
Officiales currentes, p. 231, XIII.
——— regis Angliæ, p. 43, XXVI.
Officiorum personalitas, p. 491, VI.
Olearium Bituricensium (saisina), p. 80, VII.
Operarii seu garnitores ensium, ne forellos, rengias et estellas faciant, p. 462, V; p. 463, VII; p. 465, X.
Oppositionis (de defectu), p. 739, XLVI.
Ordinatio concilii de juridictione temporali, p. 269, VIII.
——— de probationibus partium recipiendis, p. 228, VII.
——— super burgesiis servanda, p. 270, XVI.
Ordinatio Regis super alienatis in manumortuam vel villenagium, p. 213, XXXVI.
Ordinatio Regis de acquisitis ab ecclesiis, p. 228, V.
——— Regis super monetis tenebitur in comitatu Flandrensi, p. 291, IX.
——— Regis de guerris privatis durante guerra sua, p. 405, XV.
——— Regis de manumortuis, aubenis et bastardis, p. 456, IX; p. 687, XIV.
——— Regis, anni 1306, pro cursus monetæ mutatione, p. 393, III.
——— Regis, anni 1308, de precibus ad cibaria domus suæ, p. 497, X et seq.
——— Regis, anni 1311, de bannitione domini de Ormayo, p. 515, VIII.
Ordinationes regum de forbissatoribus ensium, et forpariis, laudatæ, p. 462, V; p. 463, VI-VII.
Ordonnance du roi sur les contens entre le seigneur de Harecourt et le chambellenc de Tanquarville, p. 404, XIV.
Originale processus, p. 360, XXIII.
Orphanis (de), p. 65, XIV; p. 721, XI; p. 744, LVI; p. 160, XC; p. 848, CCCII.
Osculo (decem libræ datæ pro), p. 84, XXVII.
Ostensio, p. 66, XVI; p. 472, VII.
——— armorum, p. 354, VII.
——— locorum, p. 73, V.

P

Pace fracta (pœna pro), p. 298, II.
Pacem (creantari), p. 113, X; — (tenere), p. 91, XIII; p. 191, V.
Pala reficienda, p. 209, XXIII.
Palicium ante domum, p. 480, II.
Panagium, p. 81, XIV; p. 94, XXVI; p. 191, VII; p. 205, VI; p. 271, XVII.
Panetariis (de), p. 725, XIX.

Panetarius Franciæ; ejus juridictio, p. 624, XIII.
Panis pravi (justitia), p. 480, II; p. 725, XIX;
———— visitatio et ponderatio, p. 850, CCCVII.
Pannorum (de confectione), p. 477, XIII.
Pannos (poliæ ad folandos), p. 436, XVIII.
Par Franciæ (episcopus Cathalanensis comes et), p. 417, IV.
Paragium juxta consuetudinem Normanniæ, p. 117, XXIX.
Parastri (de jure) in successione filiorum uxoris suæ, p. 806, CLXVII.
Parentelæ (de obligationibus) pro casu homicidii in Hannonia, p. 429.
Parentum (de jure) in bonis filiorum, p. 806, CLXVII-CLXVIII. — *Vide* Pater et Mater.
Parcionarii seu *Parçonniers*, p. 341, XVII; p. 348, XXXV; p. 369, III.
Parria (homagium de), p. 629, IV.
Pares et non pares, p. 65, XIV.
—— Medontenses, p. 65, XIV.
—— Franciæ, p. 108, XXXII; — de eorum presencia in curia parlamenti, p. 630, IV; p. 660, XII, XIII; p. 895, 896.
—— comitis Flandriæ, p. 396, XXIII.
Pariagium, *vide* Associatio.
Parlamenti rotulum, p. 590, II.
———— Parisiensis (magistri cameræ), p. 460.
Parlamentum non tenetur anno 1303, propter guerram Flandriæ, p. 467.
Parrochiæ, p. 471, VI; p. 594, VI.
Parrochianis (tallia super) pro ecclesia, p. 727, XXIII.
Partes possunt concordare ante sententiam, p. 728, XXVI.
Partem (se facere), p. 317, XIX.
Pascuis (de), p. 738, XLIII.
Pasnagerii, p. 205, VI; p. 271, XVII.
Pasturagium, p. 80, X; p. 87, I.
Patrimoniale munus, p. 409.
Patris beneficium in bonis liberorum, p. 825, CCXXIV.
Patronatus ecclesiarum et capellarum (de jure), p. 90, XI; p. 380, V; p. 402, XI; p. 440, XXVI.
Pauperes, p. 415, XXVIII.
Pax domini de Chyson cum communitate de Tornaco, p. 197, II.
—— inter homines terræ Guynensis et creditores suos, p. 146, XXII.
Pax inter senescallum Wasconiæ et cives Burdegalenses, ex una parte, et archiepiscopum Burdegalensem, ex altera, p. 97, XXXIII. — *Vide* Compositio.
Pecuniæ (repetitio summarum), p. 63, VII; p. 258, XVI.
———— (solutio summarum), p. 134, XV; p. 139, XXXII; p. 212, XXXI.
———— (summæ) assessæ regi Angliæ, p. 47.
Pedagia de Bappalmis, p. 519, X; p. 685, 687, XV.
Pedagia, *vide* Flumen.
Pedagiariis Batpalmæ (inhibitio), p. 243, IX.
Pedagii (exemptio), p. 195, XXIV; p. 223, V, p. 224, VII; p. 353, V; p. 356, XII; p. 676, II.
Pedagiis (jus dominorum de), p. 455, VIII.
Penella ad venandum, p. 399, VI.
Pensio ad vitam, p. 407, XVII.
Peregrinationibus (de), p. 240, p. 404, XIV; p. 872.
Personale munus, p. 409.
Personarum status, p. 373, VIII, IX.
Petitio in homagium, p. 341, XIX.
Petitiones, p. 363, XXVI, p. 885.
Petitionibus (respondere), p. 254, V; — (supersedere), p. 150, XXXIV.
Petitionis (et requesta) de via, p. 629, IV; p. 895.
Pignora indebite saisita, p. 389, 390, XVIII; — pignora pro pedagio solvendo, p. 455, VIII; — pro tallia, p. 481, III.
Pignorum (de venditione), p. 758, LXXXII; p. 831, CCXXXVI.
Piratæ Januenses, p. 609, XXIII; p. 612, XXV.
Piscatione (de), p. 534.
Placita in porcheto ecclesiæ, p. 336, II.—*Vide* Assisiarum loca.
Placitis (de) foraneorum et burgensium, p. 833, CCL; p. 838, CCLXXVII.
———— (delicta in), p. 426, XXI.
———— (de) burgensium, p. 709, XXXVIII.
Placitorum forma, p. 834, CCLI et seq.
Placitum *de genez*, p. 56, IX.
———— spatæ, p. 178, XX; p. 268, VII; p. 351, XXXIX.
Plegii, p. 75, XI; p. 85, XXXV; p. 86, XXXVI; p. 101, XI; p. 103, XV; p. 114, XVI; p. 132, VI; p. 144, XI; p. 146, XIX; p. 162, XXV; p. 190, II; p. 212, XXIX; p. 260, IV; p. 269, X; p. 379, III; p. 394, XX; p. 396, XXIV;

p. 426, XXV; p. 675, I; p. 704, XIII et seq. p. 754, LXXV; p. 760, LXXXIX; p. 777, CXXI; p. 817, CXCIX.
Pœnæ, *vide* Ultra mare transfretare, Domorum dirutio, Peregrinationes, Processio.
Pois à garence, p. 879, V.
Poitevine (moneta dicta) dimidium est malliæ, p. 577.
Pondera villarum, p. 844, CCXCIII, CCXCIV.
——— (facultas habendi), p. 780, CXXV.
——— Regis ad usum textorum et lanatorum Parisius, p. 466, XI.
Ponderis Parisiensis (saisina), p. 279, I.
Ponderum falsorum (justitia), p. 480, II.
——— bannalitas, p. 730, XXIX.
Pons amotus, p. 217, XLII.
Pontagium, p. 356, XII; 550, XVIII.
Pontes (facultas construendi), p. 228, IV.
Pontis ruptionem (concordia de emolumento transitionis fluminis post), p. 595, VIII.
Pontis (claves), p. 534.
Pontium (de refectione), p. 438, XXI; p. 596.
Porcheto ecclesiæ (placita in), p. 836, I.
Portagium, p. 414, XXVIII.
Portarum sublatio pro delicto, p. 348, XXXI; p. 750, LXVI; — combustio, p. 291, VIII. — *Vide* Domorum dirutio.
Portarum (de custodia), p. 534.
Portu (jus in) apud Corceliam, p. 259, II; — apud Calvum-Montem, p. 260, III.
Portus de Grestonio (Rex in saisina), p. 178, XXII.
Possessio vici publici, p. 331, XXI.
——— ad longum tempus, p. 313, VIII; p. 336, II; p. 342, XXI.
——— terræ de Curteneio, p. 333, XXIII. — *Vide* Saisina.
Possessionis (de acquisitione), p. 728, XXVI.
Præpositi Laudunenses capti et missi Parisius, p. 200, XIV.
Præpositorum (officium), p. 176, XV; p. 188, I; p. 258, XV; p. 466, XI; p. 488, III; p. 497, X; p. 560, p. 587, XVIII; p. 600, XII; p. 603, XVI; p. 624, XIII.
——— judicata, p. 682, VI.
Præpositura ad firmam, p. 92, XVIII; p. 139, XXIX; — in manu Regis, p. 92, XVIII.
Præposituræ Parisiensis (ressortum), p. 250, VIII.
Præpositus de Castro-Forti interfectus, p. 213, XXXV.
Præpositus clericorum, p. 232, XIII.
——— episcopi Cathalanensis captus, p. 103, XVIII.
——— firmarius, p. 89, VI; p. 228, IV; p. 241, II.
——— foraneus, p. 257, XIII; p. 314, XI.
Prebendarum (de collatione), p. 83, XXV; p. 125, LVII.
Precepta curiæ ballivis, p. 327, XI. — *Vide* Mandata.
Precium carbonis, p. 715, LXXI.
——— suum ad cibaria (de eis qui habent), p. 348, XXXIV; p. 498, p. 714, LXV.
——— terrarum, p. 330, XX.
Prescriptio, p. 342, XXI; p. 409.
Primogenitis (de), p. 401, IX; p. 408, XIX; p. 557.
Primogenituræ (dimissio), p. 167, XXXIX.
——— (de jure), p. 329, XIX.
Prior in capitulo, p. 482, I.
Prioris sententiæ (emendatio), p. 355, X.
Prisiis (de), p. 288, II; p. 360, XXII; p. 473, IX; p. 537, p. 554, I; p. 562, 666, XIX.
Prisio pro defectu solutionis, p. 307, XX.
Prisione (dare respectum de), p. 159, XVI.
Prisionis liberatio, p. 408, XVIII.
Privilegia renovata, p. 43, XXXII.
——— a Rege concessa, p. 374, XIII. — *Vide* Concessiones.
Privilegiati, sive feudum tenentes ex privilegio, p. 36, VII; p. 37, VIII.
Probatio, *vide* Testes, Litteræ et Juramentum.
Probationis via, duello præoptata, p. 592, V.
Probi homines, p. 462, V.
Procedendi modus in parlamento, p. 894.
——— (modus) pro senescallis regum Angliæ et Franciæ, p. 42, XX, XXI, XXII, XXIII, XXIV, XXV; p. 43, XXVI. — *Vide* Placitorum forma.
Processio, pœnæ species, p. 64, XII; p. 93, XX; p. 102, XIII, XIV.
Processus, *vide* Concordatum.
Procurationis (jus), p. 185, XXXIX.
Procuratoriis (de) vel mandatis, ad litigandum, p. 130, I; p. 302, XI; p. 482, I; p. 628, II.
Procuratorium civium, p. 318, XX; p. 433 VIII; p. 682, VI.
Productionibus (arrestum de), p. 613, II.
Proprietatis petitio, p. 352, III.

Protestationes et restrictiones in curia, p. 327, XIII; p. 340, XIV; p. 346, XXX; p. 360, XXIIII; p. 384, X.

Querela inter Regem et privatos, p. 64, X.
Questione (de), p. 431, III.
Quittatio de omni actione et jure, p. 343, XXII.
Provisio, p. 489.
——— inter liberos a curia officio facta p. 548, XVII.

Q

Quittatio de retrohabitis, p. 131, V.
Quittationis (de litteris), p. 336, I; p. 450, I; p. 752, LXXI; p. 753, LXXIII.

R

Rachatum de eschaeta, p. 71, X.
——— feodi, p. 71, X; p. 461, IV.
Rapellum, p. 516.
Raptus, p. 115, XXII; p. 117, XXVIII; p. 269, X; p. 332, XXII.
Ratarum (solutio) per clericos, p. 114, XV.
Reale (onus), p. 409.
Reaportum in maritagium, p. 330, XX.
Rebus publicis (de), p. 740, XLIV.
Recordum curiæ, p. 53, I; p. 56, X; p. 57, XII; p. 59, XVII; p. 68, III; p. 86, XXXVII; p. 92, XVII; p. 99, VII; p. 107, XXX; p. 112, IV, VI; p. 116, XXIV, XXV; p. 117, XXIX, XXX; p. 118, XXXI; p. 121, XLIV; p. 165, XXXI; p. 166, XXXV; p. 169, XLIII; p. 173, VI; p. 189, LII; p. 196, XXXI; p. 198, V; p. 223, IV; p. 226, X; p. 252, I; p. 254, VII; p. 260, II; p. 315, XV; p. 342, XX, p. 483, III; p. 486, I.
——— ballivorum, p. 203, XII; 321, XXIX; — dierum Trecensium, p. 290, V.
——— gentium Regis per curiam auditum, p. 463, VI.
——— servientium, p. 827, CCXXVI.
Recredentia adnullata, p. 429.
——— per plegios, p. 57, XI; p. 409, 410; — cum cautione, p. 589, I.
——— pro animalibus, p. 89, VIII; p. 208, XX; p. 244, XI.
——— pro personis, p. 234, XXV; p. 283, VI.
Recredentiis (de), p. 198, V; p. 169, XLIII; p. 242, III; p. 288, II; p. 320, XXIX; p. 360, XXII; p. 379, III; p. 425, XVIII; p. 426, XXV, p. 445, VII; p. 455, VIII; p. 488, IV; p. 501, XIII; p. 675, I; p. 805, CLXV.
Recredere corpus, p. 325, VII.
Recursus, p. 339, IX; p. 359, XXI.

Redditus Regis ad firmam concessi, p. 605, XIX.
——— terræ in acquittacionem debitorum conversi, p. 319, XXV; — in homagium et chasamentum concessi, p. 338, IX. — *Vide* Feoda.
Redevantiarum (de levatione), p. 253, IV.
Reformatio patrie, p. 464, VIII.
Regalibus (de), p. 59, XVIII; p. 69, VII; 107, XXXI; p. 122, XLVII; 191, VIII; p. 311, XXXII; p. 373, XI.
Regalium (custodiæ), p. 157, IX; p. 183, XXXVIII; p. 193, XIV; p. 215, XXXIX; p. 311, XXXII; p. 373, XI; p. 638, XIII; — (collatio), p. 257, XI.
Regem (inobedientia erga). — *Vide* Inobedientiæ.
——— (rescriptio auditorum in curia ad), p. 324, IV.
Regi (restitutiones petitæ), p. 156, II.
Regina habet pretium suum ad cibaria, p. 348, XXXIV; p. 498.
Reginæ Castellæ (hereditas), p. 160, XX.
Regis arbitrium in contentionibus inter privatos, p. 234, XXIV.
——— Philippi (de terris), antequam ad regnum Franciæ perveniret, p. 628, III.
——— (gentes) in communiarum juridictione se ingerentes, p. 317, XVIII.
——— agentes usurpant justitiam melleie, p. 317, XVIII.
——— excambium cum domino Creciaci, p. 312, V.
——— (ministeriales de hospitio), p. 162, XXVI.
——— litteræ seu prescriptiones, *vide* Mandata.
Registra Castelli Parisiensis, p. 462, V; p. 466, XI.
Registrare in rotulo, p. 894; — cedulam, p. 411, XXI.
Registrum Regis, p. 244, XIV.

Registrum curiæ, p. 43, XXVIII; p. 346, 353, V; p. 685, 876.
——— arrestorum curiæ Aquitanicæ, p. 861.
Registri curiæ (vis), p. 40, XII; — (exhibitio), p. 88, III; p. 454.
Regni deffensio, p. 412, XXVI.
——— securitas, p. 358, XVI.
——— utilitas, p. 357, XIV; p. 405, XV.
Relevagio seu *Relief* (de), p. 571.
Relevationes in salicibus, p. 331, XXI.
Relicta puero suo spoliata, p. 94, XXVIII.
Reparia seu maneria, p. 551, XIX.
Reportatoris (clerici) infidelitas, p. 590, II.
Representationis (jus), p. 95, XXIX; p. 331, XX; p. 454.
Requesta facta regi Angliæ, p. 46.
——— episcopi Laudunensis, p. 345, XXIX.
——— ad aliud parlamentum reservata, p. 351, XXXVIII.
Requestæ et peticionis (de viis), p. 629, IV.
Resaisina, p. 61, II; p. 354, VIII; p. 391, p. 415, XXIX; p. 427, XXVI; p. 428, XXXI; p. 437, XIX; p. 444, V; p. 480, II; p. 525, VI; p. 567.
——— symbolica seu per figuras, p. 442, I; p. 512, I; p. 514, IV; p. 542, XI.
Rescriptio auditorum curiæ ad Regem cujusdam causæ, p. 324, IV.
Rescussæ, p. 118, XXXII-XXXV; p. 149, XXX.
——— non possunt fieri a civibus Laudunensibus, gentibus episcopi, p. 222, I.
Ressortum locorum, p. 37, IX; p. 60, XXI; p. 250, VIII; p. 271, XX; p. 367, I; p. 401, X; p. 434, XI; p. 436, X; p. 646, II; p. 667, XX; p. 674.
Restaurum, p. 265, XXI; p. 324, II;
Restitutio in possessione, p. 54, IV.
Restitutiones petitæ Regi, p. 156, II.
——— petitæ a gentibus regis Angliæ, p. 34, II.
Retractu (de), p. 426, XXII; p. 737, XLI; p. 832, CCXXXVIII; p. 843, CCLXXXXII. — *Vide* Bursa.
Retrofeoda, p. 339, X; p. 356, XIII; p. 452, III.
Rex presens in curia, 311, I; p. 660, XIII; p. 669, XXII; p. 677, III.
——— Franciæ homagium subditis suis nunquam facit, p. 617, V.
——— habet pretium suum ad cibaria, p. 348, XXXIV.
——— in se suscepit contentiones, p. 345, XXVI.
——— in manum suam ponit communiam villæ cujusdam, p. 356, XIV.
——— Angliæ ad emendam condemnatus, p. 318, XXI.
Ribaldorum rex, p. 222, I.
Rivagii jus, p. 536.
Roba (de cognitione furis cum furto et), p. 350.
Robam (reddere), p. 157, IX.
Roberia facta in mari, p. 75, XII.
Rotuli parlamenti, p. 46 et 47. — *Vide* Registrare.

S

Sacramentum, *vide* Juramentum.
Saisina appellationum cognitionis, p. 318, XXII.
——— proclamandæ assisiæ, p. 321, XXXII.
——— captionum, p. 320, XXIX.
——— censivarum, p. 291, VII.
——— franchisæ pedagii, p. 353, V.
——— justiciæ melleiarum, p. 353, VI.
——— justiciæ, p. 324, III; p. 341, XX; p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
——— justitiæ in cheminis, p. 319, XXIV.
——— longa, p. 646, II; p. 684, VIII.
——— nemoris, p. 615, IV.
——— (se ponere in), p. 318, XXII.
——— terræ Castellionis, p. 312, V.
——— castri de Sancta-Severa, p. 166, XXXVI;
——— leprosariæ de Monte-Morelli, p. 292, XII.
Saisinæ (petitio), 426, XX; p. 440, XXVII; p. 458, XI.
——— feodi (restitutio), p. 364, XXIX; p. 645, I.
——— (adquisitio), p. 313, VIII.
Saisinam Regis (frangere), p. 232, XIII.
Saisinarum (amotio), p. 378, II.
——— Regis (fractio), p. 77, XVII.
Scabini, *vide* Communia, et nomina villarum in indice onomastico.
——— (ne fratres sint simul), p. 832, CCXLIII.
——— an, quibusdam mortuis, alii sedere debent, p. 723, XV.
——— quomodo congregantur, p. 194, XX.
——— nemini nisi vidnis et orphanis consilium in judicio præbeant, p. 814, CLXXXVII.

Scabini juramentum prestare nolentes, p. 811, CLXXIX.
Scabinis (placitare coram), p. 131, IV; p. 467, I.
Scabinorum (de privilegiis et auctoritate), p. 706, XXIII-XIV; p. 741, LII; p. 748, LXIII; p. 766, CV; p. 769, CXI; p. 772, CXV; p. 776, CXX; p. 780, CXXVI; p. 790, CXLVIII; p. 800, CLIX; p. 812, CLXXXII; p. 813, CLXXXIII; p. 823, CCXVII; p. 833, CCXLVII-CCXLVIII; p. 840, CCLXXXV et seq. p. 841, CCLXXXVIII; p. 845, CCXCV et seq. p. 849, CCCIII-CCCIV; p. 851.
——— (de criminibus et delictis), p. 709, XXXVI-XXXVII; p. 733, XXXIV; p. 742, LIII; p. 769, CXI; p. 822, CCXVI; p. 842, CCLXXXIX; p. 846, CCXCVII-CCXCVIII; p. 847, CCXCIX.
——— jurisdictio et judicata, p. 312, III; p. 489, p. 702, I et seq. p. 706, XXII; p. 715, LXVII; p. 722, XII; p. 731, XXX; p. 749, LXV; p. 754, LXXV-LXXVI; p. 768, CIX-CXI; p. 786, CXXXIX; p. 791, CXLIX; p. 792, CL; p. 806, CLXIX-CXCIV-CXCV; p. 825, CCXXIII; p. 830, CCXXVII-CCXXVIII; p. 831, CCXXXVII; p. 832, XLI; p. 833, CCXLV-CCXLVI et seq. p. 843, CCXC-CCXCII; p. 847, CCXCIX; p. 848, CCCI; p. 850, CCCVI; p. 851, CCCX. — *Vide* Communiarum juridictio.
——— (creatio), p. 264, XVII; p. 811, CLXXIX; — (institutio), p. 708, XXXV.
——— (de numero), p. 77, XVIII; p. 708, XXXV; p. 811, CLXXIX.
——— (appellatio de judicio), p. 194, XXI; p. 467, I.
——— (de pactis in presentia), p. 797, CLVI; p. 798, CLVII.
Scacaria (episcopi Normanniæ debent venire ad), p. 167, XXXVII.
Scacarium Rothomagense, p. 101, XII; p. 380, V; p. 402, XI.
Scambsores, p. 83, XXI.
——— Belvacenses, p. 206, XIII.
Scriptor; de hac voce in registris parlamenti, p. 859.
Scriptorem (habere), p. 34, I.
Securitas, p. 211, XXIX; p. 377.
Senescalliarum (dies), p. 46.
——— (sigillum), p. 42, XXIV.
Senescalli Petragoricenses duo, unus pro rege Angliæ, alter pro rege Franciæ, p. 37, IX.
Senescallo (inferiores justiciarii sub), p. 39, VII.
Senescallorum (officium), p. 36, VI; p. 38, II; p. 39, VII; p. 40, VIII; p. 41, XVII-XVIII; p. 42, XX-XXI; p. 94, XXVIII; p. 319, XV; p. 324, XVI; p. 496, VIII; p. 497, X; p. 507, p. 579, p. 581.
——— in dominos aggressiones, p. 357, XV; p. 358, XVI.
Senescallus monasterii, p. 490, V.
Sententia an executioni mandatur in heredes mortui, p. 719, VIII.
——— moderata, p. 64, XI.
Serjanteria tenuta in feodum, p. 262, IX.
Serviens, *vide* Juramentum.
——— communis Regi et domino associato, p. 314, XI.
——— Regis justitiatus a scabinis, p. 234, I.
Servientes Regis amoti a terris dominorum, p. 312, V.
——— abbatiarum, p. 203, II; p. 245, XVI.
——— senescallorum, p. 35, V; p. 105, XXVI.
——— decanorum, p. 230, IX; p. 317, XIX.
——— villæ, p. 844, CCXCIV.
——— dicti bacularii, p. 89, V.
——— feodati, p. 153, XLIV.
——— Regis detenti a sigillatore archidiaconi Parisiensis, p. 274, XXVIII.
——— (de violenciis erga), p. 118, XXIV; p. 124, LII; p. 141, XXXVIII; p. 146, XX; p. 200, XIII.
Servientibus dominorum (de), p. 731, XXXI; p. 750, LXVII; p. 760, LXXXVIII; p. 788, CXLVIII; p. 811, CLXXX.
Servientium (officium), p. 93, XXII; p. 140, XXXII; p. 172, II; p. 206, VII; p. 235, II; p. 262, IX; p. 763, XCV-XCVI; p. 778, CXXII; p. 786, CXXXVIII; p. 793, CLI; p. 796, CLIV; p. 818, CCI; p. 827, CCXXVI.
——— (de nimio numero), p. 273, XXV; p. 873.
——— prepositi Parisiensis (de numero), p. 272, XXI.
Servis (de), p. 543, XII.
Sextarium (sexdecim cupelli faciunt), p. 712, LV.
Sigilli (emolumentum apud Rupellam), p. 235, IV; — apud S. Jangulfum, p. 89, V.
Sigillo communiæ (de obligationibus sub), p. 349, XXXVIII; p. 739, XLVI.
Sigillum cameræ parlamenti, p. 886.

Sigillum regium positum apud Lemovicas, p. 244, XV; — in villa Petragoricensi, p. 321, XXX.
——— Regis, apud Montem-Maurilii, p. 421, XII.
——— Regis, Ryomi in Arvernia, p. 369, IV.
——— (novum) apud Sanctum-Maxencium, p. 194, XVIII.
——— Castelleti Parisiensis, p. 492, I.
——— curiæ episcopi Laudunensis, p. 336, I.
——— in hostia et archas clericorum ponendum, p. 323.
——— communiæ in litteris venditionis appositum, p. 814, CLXXXVI.
——— communiæ Compendiensis, p. 349, XXXVIII.
——— communiæ Dyvionensis, p. 149, XXXII.
——— communiæ Kalæ, p. 682, VI.
——— communiæ Remensis, p. 147, XXVII.
——— parvum communiæ S. Quintini, p. 648, IV; p. 663, XVI.
Societas cum Rege, *vide* Associatio, Pariagium.
Societates Italicorum mercatorum Parisius commorantium, p. 607, XXI.
Solidi nereti, p. 313, IX.
Solidis Turonensibus (bisantius auri estimatus in), p. 197, I.
Sortilegiis (de), p. 205, VIII; p. 619, IX.
Stalla merceriorum, p. 245, XVII; — lanionum, p. 579; — de venditionibus in stallis, p. 707, XXX; — jus habendi stalla, p. 708, XXXI.
Stallagium, p. 83, XXI.
Status villæ Gandensis, p. 174, IX.
Statuta; de hac voce, p. 873.
Stellingus, monetæ species, p. 153, XLIV.
Stilus curiæ parlamenti, p. 618, VIII; p. 894.
Stratis (de), p. 570. — *Vide* Viaria.
Stultis (de), p. 460.
Subastationes præcedentes venditioni, p. 551, XIX.
Submonitiones, p. 135, XIX.
Subsidium pro exercitu Navarræ, p. 97, XXXIV; — pro exercitu Flandriæ, p. 435, XIII. — *Vide* Exercitus.
Successio Johannis de Monte-Forti, an jure scripto seu consuetudine Franciæ regetur, p. 454.
Successionibus (de), p. 315, XIV; p. 329, XIX; p. 418, V; p. 808, CLXVII, CLXVIII. — *Vide* Hereditates.
Surprisiæ factæ contra jus Regis, p. 131, IV; p. 139, XXXI.
Surprisiæ factæ per gentes regis Franciæ, p. 43, XXXI; p. 44, XXXIV.
Suspensio cum duobus ligaminibus, p. 334, XVIII.
Symboli, *vide* Emenda, Resaisina.
Synodaticum, p. 216, XXXIX; p. 321, XXXII.

T

Tabellionatu (de), p. 841, CCLXXXVIII.
Tabellionatus institutio, p. 717.
Tabellionis (institutio), p. 197, IV.
Tabellionum omnium a rege Ludovico X revocatio, p. 618, VII.
——— de novo institutorum (emolumentum ratione), p. 214, XXXVII; p. 295, XV.
Tallia super clericos, *vide* Clericorum.
——— super hostiis et fenestris, p. 349, 350, XXXVIII.
——— super judeis, p. 218, XLV.
——— de Lombardis burgensibus levanda, p. 439, XXII.
——— super mercatoribus extraneis (de), p. 363, XXVII; p. 607, XXI.
——— in mobilibus et catellis, p. 317, XVII; p. 350, XXXVIII.
——— voluntaria, p. 542, X.
Tallia super parrochianis, p. 727, XXIII.
——— pro coronatione Regis, p. 67, XVI; p. 260, V; p. 307, XX; p. 637, p. 643; — pro dono faciendo Regi, p. 216, XL. — *Vide* Maritagium; — pro villa acquittanda, p. 316, XVII.
——— pro maritagio primogenitæ Regis, p. 552, II; p. 508, VII. — *Vide* Dotalicium reginæ.
——— in quatuor casus, p. 714, LXIV.
——— *vide* Financiæ.
Talliæ (curia super proprietate), p. 328, XVI.
——— (de immunitate), p. 273, XXVII; p. 285, X; p. 400, VIII; p. 411, XXII; p. 412, XXVI; p. 425, XIX; p. 439, XXII; p. 483, III; p. 484, V; p. 503, II; p. 508, VII; p. 533, 546, XV; p. 589, I; p. 607, XXI; p. 634, IX; p. 849, CCCIII.
——— (de levatione), p. 79, III; p. 120, XLII; p. 121, XLV; p. 242, IV, V; p. 267, IV;

p. 270, XIV; p. 290, VI; p. 304, XV; p. 349, XXXVIII; p. 481, III; p. 489, p. 525, VI; p. 567.
Talliæ non imponendæ a majore communiæ sine auctoritate curiæ, p. 327, X.
Talliam male factam (bona saisita ob), p. 91, XII.
Tallias (brachium seculare manui ecclesiasticæ adhibitum ad levandas), p. 639, XIII et seq.
——— (de jure imponendi), p. 849, CCIII.
Talliatorum (electio), p. 260, V.
Talliis (compotus de), p. 264, XVIII.
——— (jus justitiandi pro), p. 91, XV.
Taquehan, p. 327, X.
Taquehanum, *vide* Conspiratio, p. 245, XIX.
Taxationes, *vide* Emenda.
Teloneum, *vide* Theloneum.
Templarii et Hospitalarii non possunt recipere ad participationem suorum privilegiorum, p. 300, V.
——— non habebunt emendas hominum suorum, p. 248, III.
Templariis (habitu seculari uti non licet), p. 80, IX.
Templariorum (petitio) contra reginam Siciliæ, p. 250, VI.
——— executio Parisius, in insula Sequanæ, p. 599, XI.
Templi (detentio in carcere), p. 296, XVII.
Templum (pecunia deposita apud), p. 309, XXVIII; p. 311, XXXIII.
Temporalitates, *vide* Monasteria et Episcopatuum.
Temporalitatibus (de), p. 306, XVIII.
Tenentem (de amotione terræ extra manum Regis ut dominus habeat), p. 341, XVIII.
Tenere nudo ad nudum, p. 453, VI.
Tercium, p. 378, II; p. 513, II; p. 615, 616, IV.
Terida, navis oneraria, p. 612, XXV.
Terminus, de uno anno et die, p. 339, X; p. 426, XXIV; — de anno et amplius, p 342, XXI.
Terra obligata pro debitis, p. 124, LIV.
——— *vide* Pretium.
Terræ (de assignatione libratarum), p. 286, XIV.
——— commissæ, p. 213, XXXV.
——— (assisiæ libratarum), p. 157, XII; p. 181, XXXV.
——— *vide* Manus regia.
Terragii (jus), p. 572; — de terragio indebite percepto, p. 820, CCVIII.
Terrarum (divisio), p. 153, XLVI; p. 331, XX.
——— (saisia), p. 76, XIII.
Terrariorum et ballivorum contentiones pro emendis, p. 329, XVIII.
Tessones in bosco Sancti-Clodoaldi, p. 313, VIII.
Testamentarii executores, p. 335, I; p. 379, IV; p. 633, VIII.
Testamentis (de), p. 55, V; p. 255, IX; p. 268, VI; p. 311, XXXIII; p. 312, VII; p. 556, III; p. 807, CLXX; p. 809, CLXXIV; — de eorum falsitate, p. 648, IV; p. 663, XVI.
Testes an possunt esse homines de corpore, p. 263, XIII.
Testibus (de), p. 146, XXI; p. 348, XXXVI; p. 361, XXIV; p. 434, XII; p. 718, VI, VII; p. 785, CXXXVI; p. 806, CLXIX; p. 832, CCXXXIX; p. 835, CCLIX; p. 836, CCLXIV, et seq.
Testium (defectus productionis), p. 112, VIII.
——— publicatio, p. 74, IX; p. 862.
Textores et fullones (constitutiones inter), p. 81, XIII; p. 436, XVIII; p. 476, XIII.
Textoribus (de), p. 95, XXX; p. 151, XXXVIII; p. 436, XVIII; p. 459, I; p. 466, XI; p. 863, not. — de eorum discipulis, p. 476, XIII; p. 477, XIV, p. 478, XV.
Thelonei (justitia), p. 221, I; — (exemptio), p. 356, XII; p. 571.
Theloneum apud Laudunum, p. 126, LX.
Thesauri (de inventione), p. 412, XXV.
Thesaurus chartarum domini Regis, p. 892.
Tincturariis (de), p. 95, XXX; p. 151, XXXVIII; p. 459, I; p. 863, not.
Tonsuræ privilegia, p. 501, XIII; — *Vide* Clericorum privilegia.
Toragium, p. 307, XX.
Torfais et dettes, p. 336, I.
Torneamentorum et jostarum (prohibitio), p. 161, XXII; p. 405, XV.
Tractatus Ambianensis, p. 44, XXXII.
——— seu concordatum sub clypeo, p. 428, XXXI.
Transfretandi et ultra mare morandi (pœna), p. 325, VII; p. 405, XIV.
Transitus Sequanæ, apud Andellum, p. 210, XXIV.
Transversi (jus), p. 519, X; p. 685.

Treffonsarii, p. 206, IX; p. 398, II; p. 475, XI.
Treffundum, p. 349, XXXVIII; p. 391.
Trefundorum cognitio, p. 480, II.
Treugæ datæ, loco assecuramenti, p. 112, VII.
Treue (de induciis pacis dictis), p. 705, XXI.
Tutela (de), p. 424, XVI; p. 428, XXXII; p. 557, 565, 566, 713, LVII.

U

Ulnarum æqualitas, p. 578, 579.
Ultra mare transfretandi (pœna), p. 325, VII; p. 405, XIV.
Universitas Parisiensis, p. 613, I. — *Vide* Studium.
Usagia in forestis, p. 58, XV; p. 72, I; p. 82, XVIII; p. 89, IX; p. 92, XIX; p. 103, XIX; p. 145, XVII; p. 147, XXIV; p. 152, XXXIX; p. 153, XLIV, XLV; p. 154, XLVII, p. 176, XVII; p. 184, XXXVIII; p. 189, LII; p. 206, IX; p. 247, I; p. 252, XV; p. 267, V; p. 269, XI; p. 288, I; p. 291, X; p. 378, II; p. 419 IX; p. 432, VI; p. 447, IX.
Usuris (de), p. 104, XXIV; p. 359, XX p. 425, XIX; p. 507.
Usurpationes factæ super regem Angliæ, p. 38, XI.
Usus Flandrenses, p. 75, XII.
Uxoris (de obligationibus), p. 840, CCLXXXVIII.
——— (de obligatione bonorum), p. 826, CCXVI. — *Vide* Mater.

V

Vacancia bona ad Regem pertinent, p. 418, V.
Vacui (*Vages*) civiles magistratus apud Gandavum, p. 142, V; p. 174, IX.
Vadia, *vide* Pignora.
Vaide (mercaturæ de), p. 329, XVII.
Valletorum Regis privilegia, p. 400, VIII.
Velleya (*la loi*), p. 211, XXIX.
Venatio ad parvum animal, p. 60, XXIII.
———animalium ad pedem clausum, p. 313, VIII.
Venationis (jus), p. 88, IV; p. 152, XL; p. 175, XIV; p. 285, IX; p. 312, VIII; p. 399, VI; p. 509, I.
Vendæ terrarum, p. 132, X; — boscorum, p. 132, XI.
Vendis (de), p. 58, XIV; p. 92, XVIII; p. 331, XXI; p. 565, 566.
Venditio plus offerenti, p. 551, XIX; p. 647, III; p. 737, XLII.
Venditiones Parisius (jus impositum super), p. 411, XXII.
Venditionibus (de), p. 450, I; p. 452, III; p. 459, II; p. 746, LVIII, LIX; p. 786, CXXXVIII; p. 803, CLXIV; p. 813, CLXXXV; p. 814, CLXXXVI; p. 820, CCVII.
Venditionis (quintum denarium), p. 401, IX.
———— (annullatio), p. 486, I; p. 551, XIX.
Venditoris (obligationes), p. 452, III.
Veniam (modus postulandi), p. 131, VI.
Venteliæ, p. 511.
Vexillum domini, p. 424, XVI.
Via actionis, p. 666, XVIII.
— executionis, p. 666, XVIII.
— ordinaria in actionibus, p. 458, XI.
Viæ communis (de destructione), p. 710, XLIII.
Viaria et vicis (de), p. 82, XVI; p. 113, XI; p. 231, XXI; p. 353, VI; p. 376, XXIII; p. 426, XXV; p. 570, p. 594, VI; p. 722, XII; p. 765, XCIX; 823, CCXVIII; p. 852, CCCXI. — *Vide* Justitia cheminorum.
Viarii Bitturensis (jura), p. 232, XVI.
Vicarius curiæ secularis episcopi, p. 491, VI.
Vicecomitibus (de), p. 367, III; p. 605, XIX.
Viduarum (de privilegiis), p. 328, XVI; p. 412, XXVI; p. 474.
— (de obligationibus), p. 817, CC.
Villa legis, p. 227, I.
—— infeodata, p. 318, XXII.
Villæ (bonæ), p. 395, XXI, XXII.
—— in associatione Regis, p. 314, XI.
—— servientes, p. 530.
—— de Brinon (fractio), p. 232, XIV.
Villania (pœna pro), p. 237, XII.
Villarum bonarum regni (consiliarius Regis pensionarius), p. 461, III.
———— (de dominis), p. 705, VIII; p. 706, XXII; p. 707, XXIX; p. 708, XXXV; p. 709, XXXVII, XXXVIII; p. 710, XLI; p. 711, XLVI, L; p. 712, LI, LIII, LIV, LV et seq. p. 714.

LXI, LXIII, LXIV, LXV; p. 715, LXVIII et seq. p. 720, IX; p. 722, XII; p. 726, XXI; p. 732, XXXII; p. 733, XXXIII; p. 739, XLVII; p. 74, XLVIII; p. 741, XLI; p. 812, CLXXX; p. 827, CCXXVII *bis*; p. 832, CCXLII; p. 845, CCXCV.
Villarum (gubernatio seu garda), p. 394, XIX; 395, XXI; p. 497, IX.
——— (de defensione), p. 710, XLIV; p. 711, XLV.
——— (de emendatione), p. 707, XXVIII.
——— (de possessionibus), p. 740, XLIX.
——— acquittationes, p. 316, XVII.
——— (de mensuris et ponderibus), p. 844, CCXCIV. — *Vide* Mensuræ.
——— (possessio), 150, XXXVI; — per cerothecam Regi tradita, p. 395, XXII.
——— (ressortum), p. 60, XXI. — *Vide* Ressortum, Contributiones, Subsidia, Misiæ.
Villenagium, p. 213, XXXVI.
Vina Burgundiæ, 243, IX.
Vinagio (de), p. 356, XII; p. 416, II; p. 877.
Vineæ (de possessione), p. 92, XVII.
Vini corrupti (justitia), p. 480, II.
Vinis per Sequanam apud Rothomagum adductis (prestatio Regi debita super), p. 494, IV; p. 495, V, VI; p. 496, VII.
—— adductis Parisius (de), p. 93, XXIII.
——in Flandriam euntibus (jus super), p. 519, X; p. 685, VIII.
Violatione feminarum (de), p. 706, XXV.
Violentia facta in villa de Medonta, p. 105, XXV.
Visitationis (de jure), p. 414, XXVIII.
Vitrearius, p. 348, XXXVI.
Vocacio generalis ad informationem perficiendam, p. 336, III.
Voyeria, *vide* Viaria.

W

Warescum (mandatum liberandi), p. 193, XV.
Winagium, *vide* Vinagium.

INDEX ONOMASTICUS.

A

A. de Hamest, p. 519, x.
Aalipdis, comitissa Blesensis, p. 177, xviii.
Abbatis-Villa (illi de), p. 172, i.
——— (major et scabini de), p. 173, viii.
Abbatis-Villæ (monachi), p. 373, vii.
——— (major et scabini), p. 666, xix.
Abbatissa (major et jurati de), p. 196, xxvii.
Abraham de Faloie, p. 218, xlv.
Abrincensis (episcopus), p. 451, ii.
Ada de Folleyo, uxor Johannis Descuerdes, scutiferi, p. 481, iii.
Adam Bordon, p. 238, xiii.
Adam Boylli seu Boulli, miles, p. 587, xix; p. 591, iv.
Adam de Bos, p. 390.
Adam de Cardoneto, miles, p. 190, i.
Adam Damoisel, miles, p. 397, i.
Adam Halati (præpositus Parisiensis), p. 397, ii.
Adam de Hospitali, clericus mercator de Sancto-Richario, p. 325, vi.
Adam l'Anglois (magister), p. 680.
Adam de Mellento, panetarius regis Franciæ, p. 501, xiii.
Adam de Petra, miles, p. 887.
Adam de Ranci, p. 123, l.
Adam de Villa-Beonis (dominus), p. 94, xxix.
Ademarus Girberti, serviens Regis, p. 141, xxxviii.
Ademarus Orbicus, serviens Regis, p. 335, xxviii.
Ademarus de Pictavia, p. 424, xvi; — ejus filia, *ibid.* — ejus relicta, p. 94, xxviii.
Ademarus de Valencia, p. 886.
Adenetus, consanguineus Roberti de Boucli, p. 353, iv.
Adenotus Espertin, p. 280, i.
Aelipdis, p. 263, xiii.
Aelifdis, comitissa Autissiodorensis, p. 229, viii.
Aelipdis, domina de Barris, p. 330, xx.
Agatha de Valle-Girardi, p. 472, viii.
Agathensis (episcopus), p. 345, xxvii; p. 356, xi.
Agennenses (cives), p. 13, ii.
Agennensi (procurator Regis in senescallia), p. 449, xii.
Agennensis (senescallus), p. 13, ii; p. 19, iii; p. 64, x; p. 85, xxxiii; p. 618, viii.
Agnes, comitissa Bigorræ, p. 633, viii.
Agnes de Luignaco, uxor domini Johannis de Villereio, p. 403, xiii.
Agnes de Monte-Regali, p. 343, xxii.
Agnes, relicta Oliverii Paganelli, p. 57, xii.
Agnes de Pruvino, p. 460.
Aimericus, episcopus Lemovicensis, p. 292, xi.
Alanus, episcopus Briocensis, p. 628, ii.
Alanus de Chemire, p. 615, iii.
Alanus Nuz (magister), p. 242, vi; — miles, p. 428, xxxi.
Alaudius de Monte Andronis, p. 345, xxviii.
Albæ-Mallæ (comes), p. 423, xiii.
Albæ-Marlæ (comes), dominus de Spernone, p. 276, iv; — (comes), p. 420, xi.
Albericus Buyron, civis Remensis, p. 326, viii.
Albericus li Gais de Sancto-Petro de Ala, p. 218, xliv.

LXI, LXIII, LXIV, LXV; p. 715, LXVIII et seq. p. 720, IX; p. 722, XII; p. 726, XXI; p. 732, XXXII; p. 733, XXXIII; p. 739, XLVII; p. 74, XLVIII; p. 741, XLI; p. 812, CLXXX; p. 827, CCXXVII *bis*; p. 832, CCXLII; p. 845, CCXCV.
Villarum (gubernatio seu garda), p. 394, XIX; 395, XXI; p. 497, IX.
——— (de defensione), p. 710, XLIV; p. 711, XLV.
——— (de emendatione), p. 707, XXVIII.
——— (de possessionibus), p. 740, XLIX.
——— acquittationes, p. 316, XVII.
——— (de mensuris et ponderibus), p. 844, CCXCIV. — *Vide* Mensuræ.
——— (possessio), 150, XXXVI; — per cerothecam Regi tradita, p. 395, XXII.
——— (ressortum), p. 60, XXI. — *Vide* Ressortum, Contributiones, Subsidia, Misiæ.
Villenagium, p. 213, XXXVI.
Vina Burgundiæ, 243, IX.
Vinagio (de), p. 356, XII; p. 416, II; p. 877.
Vineæ (de possessione), p. 92, XVII.
Vini corrupti (justitia), p. 480, II.
Vinis per Sequanam apud Rothomagum adductis (prestatio Regi debita super), p. 494, IV; p. 495, V, VI; p. 496, VII.
——— adductis Parisius (de), p. 93, XXIII.
———in Flandriam euntibus (jus super), p. 519, X; p. 685, VIII.
Violatione feminarum (de), p. 706, XXV.
Violentia facta in villa de Medonta, p. 105, XXV.
Visitationis (de jure), p. 414, XXVIII.
Vitrearius, p. 348, XXXVI.
Vocacio generalis ad informationem perficiendam, p. 336, III.
Voyeria, *vide* Viaria.

W

Warescum (mandatum liberandi), p. 193, XV
Winagium, *vide* Vinagium.

INDEX ONOMASTICUS.

A

A. de Hamest, p. 519, x.
Aalipdis, comitissa Blesensis, p. 177, xviii.
Abbatis-Villa (illi de), p. 172, i.
——— (major et scabini de), p. 173, viii.
Abbatis-Villæ (monachi), p. 373, vii.
——— (major et scabini), p. 666, xix.
Abbatissa (major et jurati de), p. 196, xxvii.
Abraham de Faloie, p. 218, xlv.
Abrincensis (episcopus), p. 451, ii.
Ada de Folleto, uxor Johannis Descuerdes, scutiferi, p. 481, iii.
Adam Bordon, p. 238, xiii.
Adam Boylli seu Boulli, miles, p. 587, xix; p. 591, iv.
Adam de Bus, p. 390.
Adam de Cardoneto, miles, p. 190, i.
Adam Damoisel., miles, p. 397, i.
Adam Halati (præpositus Parisiensis), p. 397, ii.
Adam de Hospitali, clericus mercator de Sancto-Richario, p. 325, vi.
Adam l'Anglois (magister), p. 680.
Adam de Mellento, panetarius regis Franciæ, p. 501, xiii.
Adam de Petra, miles, p. 887.
Adam de Ranci, p. 123, l.
Adam de Villa-Beonis (dominus), p. 94, xxix.
Ademarus Girberti, serviens Regis, p. 141, xxxviii.
Ademarus Orricus, serviens Regis, p. 335, xxviii.
Ademarus de Pictavia, p. 424, xvi; — ejus filia, *ibid.* — ejus relicta, p. 94, xxviii.
Ademarus de Valencia, p. 886.
Adenetus, consanguineus Roberti de Boucli, p. 353, iv.
Adenotus Espertin, p. 280, i.
Aelipdis, p. 263, xiii.
Aelipdis, comitissa Autissiodorensis, p. 229, viii.
Aelipdis, domina de Barris, p. 330, xx.
Agatha de Valle-Girardi, p. 472, viii.
Agathensis (episcopus), p. 345, xxvii; p. 356, xi.
Agennenses (cives), p. 13, ii.
Agennensi (procurator Regis in senescallia), p. 449, xii.
Agennensis (senescallus), p. 13, ii; p. 19, iii; p. 64, x; p. 85, xxxiii; p. 618, viii.
Agnes, comitissa Bigorræ, p. 633, viii.
Agnes de Luignaco, uxor domini Johannis de Villereio, p. 403, xiii.
Agnes de Monte-Regali, p. 343, xxii.
Agnes, relicta Oliverii Paganelli, p. 57, xii.
Agnes de Pruvino, p. 460.
Aimericus, episcopus Lemovicensis, p. 292, xi.
Alanus, episcopus Briocensis, p. 628, ii.
Alanus de Chemire, p. 615, iii.
Alanus Nuz (magister), p. 242, vi; — miles, p. 428, xxxi.
Alaudius de Monte Andronis, p. 345, xxviii.
Albæ-Mallæ (comes), p. 423, xiii.
Albæ-Marlæ (comes), dominus de Spernone, p. 276, iv; — (comes), p. 420, xi.
Albericus Buyron, civis Remensis, p. 326, viii.
Albericus li Gais de Sancto-Petro de Ala, p. 218, xliv.

Albertus de Longavalle, p. 364, xxix; p. 377.
Albienses (cives), p. 64, xiii.
Albiensis (præpositus), p. 64, xiii.
Alegria (dominus de), p. 273, xxv.
Alençonis (comes), p. 118, xxxiii; p. 177, xviii; p. 164, xxx; p. 195, xxiii; p. 360, xxii.
——— (comitissa), p. 253, ii-iv; p. 289, iii. — *Vide* Johanna.
——— (gentes comitis), p. 212, xxxii.
Alesti (dominus), p. 427, xxx.
Alienordis de Sebsionis, domina de Cefanges, p. 53, ii.
Alipidis de Foilleto (domina), p. 151, xxxvii.
Alithia, p. 90, xi.
Alithia Normanna, p. 208, xvii.
Allato (dominus de), p. 327, xii; p. 340, xiv.
Almaricus de Charmaya (magister), Sancti-Quintini ecclesiæ canonicus, p. 677, ii.
Almaricus, dominus de Credonio, p. 548, xvii.
Almaricus de Meullento, p. 85, xxxv; p. 142, iii; p. 675, i.
Almaricus de Monte-Forti, clericus, p. 284, vii.
Alphonsus de Hispania, p. 682, v.
Alphonsus, comes Pictavensis et Tholosæ, p. 33, i; p. 128, lxii; p. 217, xliii.
Altissiodorenses (episcopi), p. 50, i; p. 231, xi.
——— (decanus et capitulum), p. 102, xiii-xiv; p. 112, v.
——— (comites), p. 50, i; p. 231, xi.
Altissiodorensis (episcopus), p. 229, viii; p. 230, xi; p. 414, xxvii; p. 616, v; p. 660, xii.
——— (comes), p. 51, p. 102, xiv; p. 229, viii; p. 230, xi; p. 287, xv; p. 324, iv; p. 327, xii; p. 340, xiv; p. 419, ix; p. 432, v-vi; p. 504, iv.
——— (archidiaconus), p. 324, iv.
——— (ballivus), p. 50, i; p. 102, xiv; p. 112, v; p. 324, iv.
——— (præpositus), p. 102, xiii.
Amalvinus Artaudus, monetarius, p. 17, ii.
Ambasiæ (dominus), p. 93, xxii; p. 120, xli; p. 138, xxviii; p. 139, xxx; p. 287, xv; p. 482, i; p. 508, viii.
Ambasiæ (capitulum), p. 482, i.
Ambianenses (decanus et capitulum), p. 97, ii; p. 344, xxiv; p. 353, vi; p. 376, xxiii.
——— (major et scabini), p. 344, xxiv; p. 354, vi; p. 376, xxiii; — (burgenses), p. 519, x.
——— (mercatores), p. 684, viii; p. 685.
Ambianensis (episcopus), p. 173, vii; p. 258, xvi; p. 273, xxiv; p. 440, xxv; p. 634, viii; p. 660, xii; p. 670, xxiv; p. 682, v.
——— (ballivus), p. 48, i; p. 49, ii; p. 67, i; p. 127, lxi; p. 131, iv; p. 146, xxii; p. 153, xliii; p. 161, xxiii; p. 166, xxxv; p. 191, vi; p. 198, viii; p. 199, x; p. 206, xii; p. 213, xxxiv; p. 231, xii; 234, i; p. 246, xix; p. 247, xxi; p. 249, v; p. 288, ii; p. 316, xvii; p. 354, vi; p. 358, xix; p. 386, xiv; p. 391-394, p. 430, i; p. 542, xi; p. 562.
——— (servientes ballivi), p. 205, vii; p. 545, xiv.
——— (præpositus), p. 228, iv; p. 519, xv.
Amedeus de Sabaudia, dominus Baugiaci, p. 109, xxxv.
Ameia (barones de), p. 124, liii; p. 146, xxii.
Amelina, p. 263, xiii.
Amicia, p. 150, xxxvi; p. 201, xvii.
Amisius (magister), p. 660, xii; p. 682, v.
Amonon Giroume, armiger, p. 332, xxii.
Andegavensis (comes), p. 306, xix; p. 360, xxii.
——— (ballivus comitis), p. 360, xxii.
Andreas, valletus, p. 279, i.
Andreas de Boysac, p. 5, i; p. 12, ii.
Andreas de Cacorges, armiger, p. 332, xxii.
Andreas Louchart, p. 205, vii.
Andreas Pocheron seu Poicheron (magister), p. 370; p. 634, viii.
——— (magister), subdecanus Pictavensis, p. 572, vii.
Angliæ (rex), p. 138, xxvi; p. 139, xxxiii; p. 268, vi; p. 306, xvii; p. 318, xxi; p. 321, xxxiv; p. 347, xxxii; p. 547, xvi; p. 627, i.
——— citatus ad comparendum Parisius, p. 6, i; p. 12, ii; — quomodo hæc citatio facta fuit, p. 19, iii.

Angliæ (rex et regina), p. 160, xx; p. 173, iv; p. 195, xxvi; p. 196, xxvii; — præsentes Parisius, anno 1286, p. 48.
——— (primogenita regis Franciæ, regina), p. 502, ii; p. 508, vii; p. 589, i; p. 607, xxi.
——— (querimonia regis Franciæ contra regem), p. 3, i.
——— (terra assignata in Caturcinio regi), p. 306, xvii.
——— regis (procurator), p. 179, xxv; p. 232, xvi; p. 318, xxi.
——— (senescallus), p. 148, xxix; p. 161, xxiii; p. 173, viii.
——— (crudelitas locum tenentium), p. 5, i.
——— (filius), p. 420, xi.
——— (gentes), p. 33, i; p. 34, ii; p. 35, v; p. 37, x; p. 41, xvi; p. 42, xx; p. 234, xxiii; p. 236, x; p. 251, xiv; p. 318, xxi; p. 322, xxxiv; — non adjornati coram senescallo regis Angliæ, p. 42, xx; — in Pontivo, p. 251, xiv.
Anglici, p. 15, ii; p. 20, iii.
Anglicorum et Baionensium insultus in castro Fronciaci, p. 15, ii.
Anicienses seu Podienses (burgenses), p. 120, xxxix, xl; p. 576, 580, xii.
——— (episcopus et capitulum), p. 347, xxxii.
Aniciensis (episcopus), p. 120, xxxix, xl; p. 491, vi; p. 576, 580, xii.
Ansel de Lisle (*monseigneur*), p. 124, lv.
Ansellus Buticularius, miles, p. 98, iv.
Ansellus de Caprosia (dominus), p. 423, xiii.
Ansellus de Monte-Acuto (magister), p. 78, xviii; p. 80, x; p. 256, ix.
Ansellus de Triangulo, armiger, p. 302, ix.
Ansericus de Monte-Regali, p. 343, xxii.
Ansiaus de Doth (*messire*), p. 308, xxvi.
Ansiaus de Triaignel, p. 308, xxvi.
Ansoldus Bote, miles, p. 130, ii.
Antequinus, major Corbeiensis, p. 104, xx.
Anthonetus de Sancto-Floro, p. 590, iii.
Anthonius, dictus Triperius, p. 136, xix.
Aquitaniæ ducis (procurator), p. 628.
Archembaudus, comes Petragoricensis, p. 14, i.
Archembaudus, bajulus de Thyerno, p. 363, xxvi.
Arconvilla (homines de), p. 186, xliv.
Armanicarum (dominus), p. 357, xvi.
Arnaldus, p. 138, xxvi.
Arnaldus d'Albarest, p. 16, ii.
Arnaldus Barasci, p. 315, xiv, p. 360, xxiii; p. 387, xv.
Arnaldus Barardi, p. 16, ii.
Arnaldus Beraldi, locum tenens senescalli Petragoricensis, p. 464, viii.
Arnaldus de Bordis, p. 5, i; p. 12, ii.
Arnaldus Clari (magister), judex Petragoricensis et Caturcensis pro rege Angliæ, p. 9, ii; p. 14, ii.
Arnaldus Dayches, presbiter, p. 16, ii.
Arnaldus de Montenses, domicellus, p. 14, ii.
Arnaldus (Raymondus), miles, p. 45, ii.
Arnaldus Requi, monachus, p. 270, xii.
Arnaudus Guillelmi, comes Perdiaci, p. 636, xi.
Arnaudus de Lango, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 335, xxviii.
Arnaudus, frater Ysarni de Lusegio, p. 315, xiv.
Arnulphus Guerini de Cousson, p. 401, x.
Arnolphus, comes Guynensis, p. 387, xiv.
Arnulphus de Montigny, miles, p. 617, vi.
Arnulphus de Planchevilla, p. 348, xxxvi.
Arturus de Britannia, vicecomes Lemovicensis, p. 266, ii; p. 322, xxxv; p. 361, xiv; — dux Britanniæ, p. 548, xvii. — *Vide* Johannes.
Arvernie (ballivus), p. 84, xxviii; p. 86, xxxvii; p. 141, xxxix; p. 133, xii; p. 164, xxix; p. 181, xxxiii; p. 185, xxxix; p. 209, xxi; p. 245, xvi; p. 372, vi; p. 434, xi, xii; p. 435, xiv.
——— (procurator Regis in ballivia), p. 591, iv.
——— (ballivus in montanis), p. 89, viii; p. 196, xxviii.
——— (nobiles), p. 307, xxi.
Aspebi-Montis (dominus), p. 75, xi.
Astariaci (comes), p. 497, ix.
Attrebatense (capitulum), p. 245, xix; p. 258, xvii.
Attrebatenses (episcopus et abbas), p. 115, xxi.

ATTREBATENSES (scabini), p. 115, XXI; p. 273, XXVII; p. 389, p. 390, XVIII; — (et major), p. 245, XIX; p. 247, XXI; p. 546, XV.
——— (burgenses quidam), p. 339, XII.
——— (burgenses), p. 519, X.
ATTREBATENSIS (comitissa), p. 660, XII. — *Vide* Mathildis.
——— (ballivus), p. 180, XXVIII.
——— (castellanus), p. 206, XII; p. 326, IX; — (et castellana), p. 180, XXVIII; — ejus servientes, p. 390.
——— (R. comes), p. 127, LXI.
——— COMITIS (homines), p. 197, III.
——— COMITIS (gentes), p. 213, XXXIV; p. 223, VII; p. 246, XIX, XXI; p. 273, XXVI.
——— COMITIS (Philippus, primogenitus), p. 137, XXI; p. 277, IX.
——— (episcopus), p. 118, XXXI.
——— (comes), p. 115, XXI; p. 145, XVIII; p. 146, XXII; p. 180, XXVIII; p. 191, VI; p. 197, III; p. 339, XI; p. 353, V; p. 660, XIII; — ejus procurator, p. 339, p. 389, p. 394, XVIII; XI.
AUBERTUS DE HANGESTO, miles, p. 85, XXXV; p. 170, XLIV; p. 182, XXXV.
AUBERTUS DE LONGAVALLE, miles, p. 113, XI; — ejus relicta, 262, XII.
AUBERTUS DE ROYA (magister), p. 634, VIII.
AUCER (*li arcediacres d'*), p. 211, XXIX.
AUDENARDÆ (dominus), p. 75, XI; p. 406, XVII; p. 416, II.
AURELIACENSES (abbas et conventus), p. 282, IV.
——— (consules et communitas), p. 282, IV; — (cives) non habent communiam, p. 587, XVIII; — eorum conspiratio contra studentes, p. 587, XIX.
AURELIANENSE (capitulum), p. 193, XIV; p. 288, I; p. 584, XV.
AURELIANENSIS (episcopus), p. 124, LII; p. 193, XIV; p. 254, VI; p. 288, I; p. 291, X; p. 301, VI; p. 308, XXV; p. 387, XVI; p. 582, XIV; p. 584, XV; p. 586, XVII.
——— (ballivus), p. 54, IV; p. 61, II; p. 135, XVIII; p. 138, XXVIII; p. 181, XXXIV; p. 278, XV; p. 318, XXII; p. 327, XI; p. 328, XIV; p. 329, XVIII; p. 331, XX; p. 374, XVI; p. 387, XVI; p. 482, II; p. 560, p. 585, XVI; p. 586, XVII; p. 587, XVIII, XIX.
——— (præpositus), p. 89, VI; p. 225, VIII; p. 278, XV; p. 367, I, II; p. 434, X; p. 560, 587, XVIII.
——— BALLIVIÆ (terrarii), p. 329, XVIII.
——— CANTOR, p. 436, XVI.
——— ECCLESIÆ (matricularii), p. 374, XVI.
——— STUDII (doctores et scolares), p. 559, V; p. 582, XIV; p. 584, XV; p. 585, XVI; p. 587, XIX; — de privilegiis et obligationibus scolarium et doctorum, p. 559, V; p. 584, XV; p. 585, XVI; — de eorum bonis, p. 582, XIV; — de pœnis eorum criminum, p. 582, 583; — conspiratio civium contra illos, p. 587, XIX.
AURELIANENSIUM (custodes regalium), p. 157, IX; p. 193, XIV.
AYMERICUS, vicecomes Narbonensis, p. 325, V.
AYMERICUS DE LA PORTA, p. 334, XXVIII.
AYMERICUS DE RUPPE-CAVARDI, p. 146, XII.
AYMERICUS SENGLIER, miles, p. 592.
AYMERICUS THARIS, p. 17, II.
AYMO, dominus Montis-Beleti, p. 63, VII.
AYSIACO (homines de), p. 877.

B

B. DE ALBIA (magister), p. 682, V.
B. DE ROYA, p. 519, X.
BAIOCENSES, p. 3, I; p. 9, II; p. 15, II; p. 20, III.
BAJOCENSIS (episcopus), p. 615, IV.
——— (decanus), p. 212, XXXIII.
BALDOINUS, castellanus de Bello-Monte, p. 213, XXXIV.
——— pater comitissæ Augi, p. 386, XIV.
BALDOINUS BOUCEL, p. 366, XXIV.
BALDOINUS DE GUYNES, miles, p. 233, XIX; p. 354, VIII; — soror ejus, p. 354, VIII.
BALDOINUS JUDAS, miles vel servus, p. 373, IX.
BALDOYNUS seu BALDUINUS DE ROYACO, magister hospitii Regis, p. 546, XV; p. 677, II.
BALISO DE ORIA, Januensis, p. 609, XXIII.
BANAONE (castellanus de), p. 230, X.
BAPPALMENSES (burgenses), p. 519, X.

Barat, monachus, p. 242, III. — *Vide* Guillelmus, Johannes.
Barbbello (monachi de), p. 191, VII.
Barri (comes), p. 176, XV; p. 195, XXV; p. 265, I; p. 281, II.
Barris (domina de), p. 165, XXXI.
Bartholomeus Tristan, p. 98, V; p. 99, VI; p. 204, V.
Basentin (domina de), p. 377; p. 424, XVII.
Basilia de Pruvino, p. 430.
Basochis (dominus de), p. 430, II.
Batpalmi (pedagiarii), p. 243, IX; p. 353, V; p. 455, VIII.
Baucbio (dominus de), p. 266, II. — *Vide* Breceio.
Bauderon, filius domni Martilii, p. 227, III.
Baudoyn de Montaigne, chevalier, p. 518.
Baugiaci (dominus), p. 109, XXXV.
Beanie (abbas), p. 146, XX.
Beatrix de Monte-Regali (domicella), p. 327, XII; p. 340, XIV; p. 343, XXII.
Beatrix, ducissa Burgundiæ, p. 262, X; p. 343, XXII.
Becci Heloyni (abbas et procurator), p. 595, VII.
Beckio (dominus de), p. 53, I. — *Vide* Bauceio.
Beguinarum (hospitalis) fundatus a Matheo Buridan et ejus uxore, p. 483, III; p. 484, V.
Bella-Valle (dominus de), p. 127, LXI; p. 166, XXXV; p. 198, VIII; p. 256, X; p. 366, XXXIII.
Belle Quercus (præpositus), p. 389, XVIII; 392.
Belli-Becci (abbas et conventus), p. 152, XXXIX; — (monachi), p. 175, XIII.
Belli-Cadri (senescallus), p. 94, XXVIII; p. 357, XV; p. 424, XVI; p. 428, XXX; p. 556, III; p. 579, p. 609, p. 612; — (judex), p. 370; — (nobiles senescalliæ), p. 357, XV.
Belli-Fortis (heredes), p. 314, XI.
Belli-Joci, in Argonia (procurator), p. 281, II.
——— (dominus), p. 110, XXXV; p. 143, VI; p. 426, XXIV.
Belli-Mesi (castellanus et castellana), p. 377.
Belli-Montis (major et pares), p. 59, XVII.
Belli-Montis-Rogeri (prior et fratres), p. 88, IV; — (comes), p. 629, IV.
Belli-Montis (castellanus), p. 213, XXXIV.
Bello-Videre (dominus de), p. 161, XXI. — *Vide* Matheus.
Belna (præpositus de), p. 528, XIV; p. 329, XVIII; p. 201, XV.
Belvacenses (major et jurati), p. 121, XLII; — (major et pares), p. 259, I.
——— (cives), p. 120, XLII; p. 171, XLV; p. 199, IX; — (mercatores), p. 519, X; p. 685.
——— (scambsores), p. 206, XIII.
Belvacensis (episcopus), p. 76, XIV; p. 89, VII; p. 112, IV; p. 120, XLII; p. 146, XXI; p. 149, XXX; p. 171, XLV; p. 199, IX; p. 226, IX; p. 256, I; p. 303, XIII.
——— (castellanus), p. 82, XVII.
——— (castellana), p. 76, XIV; p. 112, IV; p. 150, XXXIII.
——— (communia), p. 146, XXI; p. 149, XXX; p. 199, IX.
——— (major), 149, XXX; p. 225, IX.
Benego de Murato, p. 882.
Beneventa, uxor Stephani Poisse-Avant, p. 379, IV.
Beraudus de Germole, miles, p. 299, IV.
Beraudus de Mercolio, miles, p. 504, IV.
Berengarius, cardinalis tituli sanctorum Nerei et Achillei, p. 485, VI.
Berengarius-Guillelmi, filius Petri de Claro-Monte, p. 485, VI.
Bernardus de Ambianis, miles, p. 130, III.
Bernardus de Bordelia, armiger, p. 180, XXVII; p. 187, XLIX.
Bernardus de Colia, miles, p. 590, III.
Bernardus del Can de Gaiaco, p. 97, XXXII.
Bernardus Cazas, notarius Regis, p. 14, 16, 17, II.
Bernardus de Charnay, p. 210, XXV.
Bernardus Hugo, p. 307, XXII.
Bernardus Jordani, dominus de Insula, p. 606, XX. — *Vide* Bertrandus.
Bernardus de Marolio, miles, p. 575, X.
Bernardus de Mussy, p. 337, VI.
Bernardus Pellicerii, p. 5, I; p. 12, II.
Bernardus de Podio, p. 551, XIX.
Bernardus de Romiano, p. 5, I; p. 12, II.
Bernardus de Sauzeto, presbiter, p. 158, XIV.
Bernardus Segin, p. 279, I.

Bernet. sergent du comte Hainaut, p. 346, XXXI.
Berneyo (abbas et conventus de), p. 512, II.
Berroco (homines villæ de), p. 418, VII.
Bertaudi (Walterus), p. 75, XI.
Bertaudus (magister), succentor Noviomensis, p. 125, LVI.
Bertaudus de Noientello, armiger, p. 59, XVII.
Bertaudus de Tylleriis, miles, 60, XX.
Bertholomeus de Cuse, p. 465, IX.
Bertholomeus Tristan, p. 98, V; p. 99, VI.
Bertran (Guillermus), miles, p. 101, XII.
Bertran (Robertus), miles, p. 178, XXII.
Bertrandus Ademari, p. 388, XVII.
Bertrandus de Balastre, p. 433, IX.
Bertrandus, filius Bertrandi Ademari, militis, p. 388, XVII.
Bertrandus de Burgoliis, miles, p. 427, XXX.
Bertrandus de Cresaco, p. 45, I; p. 315, XIV.
Bertrandus de Hamello, miles, p. 113, XI.
Bertrandus de insula, armiger, p. 361, XXIV; p. 427, XXIX.
Bertrandus Jordani (dominus), p. 423, XIII. — *Vide* Bernardus.
Bertrandus, vicecomes Lautrecensis, p. 258, XIV.
Bertrandus de Manata, falsarius, p. 319, XXVI.
Bertrandus de Rossilione, miles, p. 551, XIX.
Bertrandus de Turribus, p. 158, XIV.
Bertrandus, frater Ysarni de Lusegio, p. 315, XIV.
Bestisiaco (præpositus de), p. 100, XI.
Bethinus Calcinelli, miles, p. 556, III.
Bevers Odo, miles, p. 343, XXII.
Bituricenses (canonici), p. 83, XXV.
——— (cives), p. 58, XVI.
Bituricensis (archiepiscopus), p. 80, VII; p. 106, XXIX; p. 183, XXXVIII; p. 215, XXXIX; p. 231, XIII, p. 261, VI; p. 322, p. 323, p. 324, I; p. 333, XXIV.
——— (officialis) p. 231, XIII; p. 322, 323, I.
——— (ballivus), p. 58, XVI; p. 74, X; p. 77, XVII; p. 83, XXIV-XXV; p. 84, XXVII; p. 103, XIX; p. 141, XXXIX; 166, XXXVI; p. 312, VII; p. 322, 323, 324, I; p. 356, XIII; p. 379, IV; p. 433, VIII; p. 542, 594, VI.
Bituricensis (præpositus), p. 309, XXVIII; p. 433, VIII.
——— (magister et fratres domus Dei), p. 594, VI.
Bitturicensis (viarius), p. 232, XV.
Blaviensis (archidiaconus), p. 230, IX.
Blesenses (fratres predicatores), p. 331, XXI.
Blesensis (comes), p. 439, XXX; p. 177, XVIII; p. 181, XXX; p. 346, XXX.
——— (comitissa), p. 161, XXV; p. 164, XXX; p. 177, XVIII; p. 212, XXXII.
——— (homines et burgenses castellaniæ), p. 399, VI.
Boifleve (magister), p. 680.
Boloniæ (comes), p. 69, VIII; p. 86, XXXVII; p. 180, XXVIII; p. 339, XI; p. 387, XIV; p. 632, VI.
Bonafusus Coteti, dictus Ras, p. 5, I; p. 12, II.
Bonavillanus Lucheti, decimarum papæ perceptor, p. 397, II.
Bonæ-Vallis (abbas), p. 77, XVI; — (abbas et conventus), p. 253, IV; p. 271, XIX; — (procurator abbatis et conventus), p. 348, XXXVI.
Bonelo (præpositus de), p. 116, XXII.
Bononienses, p. 519, X; p. 685.
Bordonarum (abbas et conventus), p. 497, IX.
Bosco (domina de), p. 114, XIV; p. 211, XXIX.
Boso, filius Raymundi de Verriaco, militis, p. 449, XXII.
Bouchardus de Laval, p. 285, XI.
Bouchardus de Monte-Morenciaco, miles, p. 222, II; — ejus relicta, p. 240, XVII.
Brabanciæ (dux), p. 69, VIII; p. 218, XLV; p. 340, XIV.
Brancha de Oria, pirata Januensis, p. 609, XXIII.
Brantolmenses (abbas et conventus), p. 46, 180, XXVII; p. 187, XLIX.
Bregeriaci (domina), p. 105, XXVIII; p. 138, XXVI.
——— (dominus et domina), p. 124, LIV.
Briencius, dominus Montis-Johannis, p. 548, XVII.
Briocensis (episcopus), p. 628, II; p. 634, VIII; p. 671, XXIV; p. 682, V.
Britanniæ (comes), p. 60, XXII; p. 118, XXXIV; p. 124, LIII; p. 158, XV; p. 162, XXV; p. 174, XI; p. 176, XVI; p. 192, XII; p. 242, VI; p. 243, VIII; p. 276, I; p. 340, XVI; p. 346, XXX; p. 348, XXXVII.

Britannie (comites) quomodo adjornabantur, p. 21.
——— (prælati), p. 278, XIV.
Brito, p. 273, XXVI.
Britolii (servientes forestæ), p. 153, XLIV.
——— (burgenses), p. 94, XXVI.
Britulio (bannarii de), p. 196, XXXI.
Briva (vicecomes de), p. 106, XXVIII.
——— (homines de), p. 106, XXVIII.
——— (burgenses de), p. 121, XLV.
——— (capitulum de), p. 121, XLV.
Brubriarum subtus Laudunum (major et jurati), p. 83, XXIII; p. 555, II.
Brugenses (scabini), p. 28, I; p. 31, II.
——— (burgenses), p. 28, I; p. 31, II; p. 174, X.
Brunus de Saia, miles, p. 84, XXIX.
Bugnot, p. 900.
Burdegalense (capitulum), p. 108, XXXI.
Burdegalenses (cives), p. 97, XXXIII; p. 315, XV.
Burdegalensis (archiepiscopus), p. 97, XXXIII; p. 167, XXXVIII.
——— (decanus), p. 230, IX.
Burgundiæ (dux), p. 66, XV; p. 69, VIII; p. 85, XXXI; p. 121, XLIV; p. 145, XVI; p. 149, XXXI; p. 154, XLVII; p. 159, XVI; p. 207, XV; p. 235, II; p. 243, VIII; p. 309, XXIX; p. 327, XII; p. 340, XIV-XV; p. 342, XXI; p. 343, XXII; p. 375, XXI.
——— (comes), p. 160, XXI.
——— (ducissa), p. 235, II; p. 262, X; p. 343, XXII.
——— ducis (nepti), p. 327, XII.
——— ——— (pater), p. 327, XII.
Buyron (Petrus et Albericus), cives Remenses, p. 326.
Byeriæ (forestarius), p. 447, IX.

C

Cabilone (dominus de), p. 340, XIV-XV.
Cabilonensis (episcopus), p. 85, XXXI; p. 250, X.
——— (archidiaconus), p. 144, X.
Cada-Jovis (homines de), p. 686, X.
Cadomensis (ballivus), p. 178, XX; p. 299, III; p. 402, XI; p. 440, XXVI; p. 605, XIX; — (præpositus), p. 600, XII; p. 601, XIII; p. 602, XV; p. 603, XVI.
——— (procurator abbatis et conventus), p. 378, II.
Caleti (ballivus), p. 56, VIII; p. 70, IX; p. 74, VII; p. 82, XVII; p. 103, XVI; p. 133, XI; p. 145, XV; p. 150, XXXIII; p. 260, IV; p. 288, II; p. 437, XIX.
Callario (dominus de), p. 357, XVI.
Calvi-Montis (ballivus), p. 309, XXVI.
——— (major), p. 174, XII.
Calvi-Montis-in-Vulquasino (major et jurati), p. 439, XXIII.
Cambellana de Tancarvilla, p. 132, XI; p. 374, XV; p. 404, XIV; p. 423, XIII.
Cameracenses (cives), p. 63, IX.
——— (mercatores), p. 519, X; p. 685.
Cameracensis (episcopus), p. 64, IX.
Campania (gentes Regis in), p. 440, XXIV.
Campaniæ (dominus), p. 409.
Campaniæ (comes), p. 103, XVIII; p. 119, XXXVII; p. 126, LIX; p. 138, XXIV; p. 197, IV; p. 228, V; p. 265, I.
——— (comitissa), p. 125, LVII.
——— (comites), p. 309, XXVII; p. 655, VII.
——— (heres), p. 228, VI.
——— (tenens locum comitis), p. 228, VI.
——— (officiarii comitis), p. 223, III.
——— (gentes comitis), p. 169, XLIII; p. 178, XXIII; p. 185, XLII.
——— (præpositus comitis), p. 179, XXIV.
——— (senescallus), p. 101, XI; p. 137, XXIV.
——— (marescallus), p. 101, XI; p. 119, XXXVII; p. 159, XVI.
——— (gentes), p 302, IX.
Camusius de Mellento, præpositus Bituricensis, p. 309, XXVIII.
Canes (prior prioratus de), p. 659, XI.
Cantuariensis (penitenciarius), p. 198, VI.
Caprosiæ (domina), p. 144, VIII; — (dominus), p. 473, X. — *Vide* Johannes.
Carcassonensis (episcopus), p. 414, XXVII; — (electus), p. 423, XIII.
——— (senescallus), p. 64, XIII; p. 454, 457, X; p. 520, I; p. 620, X.
Cari-Loci (prior), p. 119, XXXVI; p. 251, XI;

p. 321, XXXII; p. 355, X; — (prior et conventus), p. 290, VI.
CARI-LOCI (decanus), p. 236, VII.
——— (burgenses), p. 119, XXXVI; p. 290, VI.
CARITAS, abbatia, *vide* Karitas.
CARNOTENSES (comes et comitissa), p. 169, XL.
——— (decanus et capitulum), p. 168, XL.
——— (burgenses), p. 169, XL.
CARNOTENSIS EPISCOPI (procurator), p. 257, XI.
——— (episcopus), p. 403, XII.
——— (cancellarius), p. 64, XII; — (decanus), p. 671, XXIV; p. 682, V.
——— (vice-dominus), p. 253, II.
CARNOTI (comes), p. 360, XXII.
CARNOTO (gentes Regis de), p. 253, II.
CAROLUS, *vide* Karolus.
CASE-DEI (abbas), p. 185, XL; — (abbas et conventus), p. 365, XXXII.
CASSINUS DERVILLER, armiger, p. 339, XII.
CASTELLÆ (regina), p. 160, XX.
CASTELLIONE (burgenses de), p. 178, XXIII; — (dominus), p. 427, XXVI.
CASTRI-NOVI-DE-ARRIO (confederatio hominum), p. 64, XI.
CASTRI-RADULFI (burgenses), p. 82, XVIII.
CASTRI SANCTI-PAULI (homines), p. 686, X.
CASTRI-SARRACENI (castellanus), p. 7, I.
CASTRI-VILLANI (dominus), p. 289, V.
CASTRIS-SUPER-MONTEM-LETHERICUM (prior de), p. 574, IX.
CASTRO-BRIANCII (dominus de), p. 294, XIV.
CASTRO-ERAUDI (serviens Regis de), p. 312, IV.
CASTRO-FORTI (præpositus de), p. 213, XXXV.
CASTRO-NOVO-SUPER-LIGERIM (præpositus), p. 388, XVI.
CATHALANENSE (capitulum), p. 113, IX; p. 192, XIII; p. 306, XVIII; p. 373, IX.
CATHALANENSES (cives), p. 78, XVIII; p. 264, XV; p. 452, IV.
——— (quidam homines), p. 513, III; p. 514, IV.
CATHALANENSIS (episcopus), p. 57, XI; p. 78, XVIII; p. 213, IX; p. 129, XIII; p. 206, X-XI; p. 264, XV-XVII; p. 292, XII; p. 301, VIII; p. 417, IV; p. 513, III; p. 514, IV.
——— (vice-dominus), p. 308, XXVI.
CATURCENSES (episcopi), p. 186, XLV.
——— (consules), p. 93, XXI.
CATURCENSIS (episcopus), p. 46, p 186, XLV; p. 187, XLVI; p. 308, XVII.
CATURCENSIS EPISCOPI (procurator), p. 46.
——— (senescallus), p. 9, II; p. 307, XXII; p. 445, VI.
——— (bajulus Regis), p. 552.
CAUDO DE MESSO, præpositus Parisiensis, p. 136, XX.
CAUNIACO (major et scabini de), p. 203, III.
——— (præpositus de), p. 142, II.
CEPANGES (domina de), p. 53, II.
CELLA IN BRIA (prior prioratus), p. 657, IX.
CENOMANNENSIS (episcopus), p. 359, XX.
CERISIACO (abbas et conventus de), p. 402, XI.
CERVIACO (major de), p. 176, XV.
CERVI-CAMPO (monachi de), p. 157, VIII.
CHALON (homines villæ de), p. 448, XI.
CHAMBLIANCI (dominus), p. 423, XIII.
CHANDARDE (burgenses de), p. 270, XVI.
CHARENTONIO (domini de), p. 684, VII.
CHAUNIACO (major et jurati de), p. 317, XVIII; p. 352, III.
CHITREYO (domina de), p. 421, XII.
CHOYSIACO IN BRIA (prior) ordinis Cluniacensis, p. 656, VIII.
CHYNI (comes de), p. 75, XI.
CHYSON (dominus de), p. 191, V; p. 197, II. — *Vide* Johannes.
CIRISIACENSES (abbas et conventus), p. 193, XVII.
CISTERCII (abbas), p. 397, II.
CLARA (Gibbertus de), comes Glocestriæ, p. 150, XXXVI.
CLARENTINORUM DE PISTORIA (societas), p. 397, II.
CLAREVALLENSES monachi, in Pontivo, p. 373, VII.
CLAROMONTENSES (burgenses), p. 164, XXIX; — (cives), p. 264, XVIII; p. 265, XIX; p. 167, IV.
CLAROMONTENSIS (episcopus), p. 133, XII; p. 181, XXXIII; p. 185, XXXIX; p. 209, XXI, XXII; p. 264, XVIII; p. 265, XIX; p. 267, IV; p. 311, XXXII; p. 372, VI.
——— (comes), p. 123, XLIV; p. 141, XXXIX; p. 327, XII; p. 340, XIV.
——— (officialis), p. 185, XLI.
——— (gentes episcopi), p. 185, XLI.
——— (cantor), p. 634, VIII; p. 660, XII.
——— (præpositus), p. 288, II.
CLEMENCIA, regina, soror regis Philippi V,

p. 634, IX; p. 635, X; p. 645, I; p. 658, X; p. 659, XI; p. 667, XX.
CLEMENS DE GISORS, p. 280, I.
CLEMENS DE LANIACO (magister), p. 423, XIII.
CLEMENS DE SARIACO (magister), clericus Regis, p. 407, XVII; p. 411, XXI; p. 886.
CLOIA (domina de), p. 250, IX.
CLUNIACENSES (abbas et conventus), p. 68, IV; p. 89, V; p. 181, XXXII; p. 214, XXXVII; p. 375, XIX; p. 656, VIII; p. 658, X; p. 659, XI; — eorum procurator, p. 295, XV.
COCIACI (dominus), 56, X; p. 72, II, III; p. 79, V; p. 130, I; p. 134, XVI; p. 147, XXIV; p. 154, XLVII; p. 198, V; p. 208, I; p. 203, II; p. 204, IV; p. 212, XXX; p. 247, I; p. 248, II; p. 254, VII; p. 255, IX; p. 303, XI; p. 335, I; p. 416, II-III; p. 375, XX; p. 375, XXII; p. 397, I; — (domina), p. 335, I; p. 255, IX; — (dominus), comes Roucei, p. 195, XXII.
COLARDUS DE HANGESTO, p. 310, XXXI.
COLINUS DOU GAL, p. 102, XV.
COMBIS (abbatissa de), p. 185, XL.
COMBORNENSIS (vicecomes), p. 105, XXVI; p. 146, XIX; p. 153, XLI.
COMPENDIENSES (abbas et conventus), p. 68, III; p. 76, XV; p. 189, LII; p. 245, XVII; p. 349, p. 350, 351, XXXVIII; p. 503, III; p. 525, VI; p. 532, VII.
——— (clerici), p. 277, VII.
——— (major et jurati), p. 113, XII; p. 349, p. 350, p. 351, XXVIII; p. 503, III; p. 525, VI; p. 532, VII; p. 677, III; — (burgenses), p. 519, X; p. 536.
COMPENDIENSIS (episcopus), p. 250, VII.
——— (abbas), p. 255, VIII; p. 326, VIII.
——— (procurator conventus), p. 326, VIII.
——— (major), p. 98, III; p. 250, VII.
COMPETRO (consules de), p. 686, IX.
CONDETO (major et jurati de), p. 313, IX.
CONFLUENCIO (prior de), p. 595, VII.
CONSTANCIA (domina), p. 347, XXXII.
CONSTANCIENSIS (episcopus), p. 162, XXVII; p. 209, XXIII; p. 210, XXVI; p. 414, XXVII; p. 423, XIII.
——— (ballivus), p. 56, IX; p. 117, XXVIII; p. 118, XXXIV; p. 209, XXIII; p. 210, XXVI; p. 230, X; p. 451, II.
CONVENARUM (comes), p. 453, VII; p. 514, V.
CORBEIENSES (scabini), p. 194, XXI; — (mercatores), p. 519, X; p. 685.
——— (major et jurati), p. 87, II; p. 92, XX; p. 247, XXII; p. 328, XVII; p. 430, I; p. 445, VII; p. 480, II; p. 481, III.
——— (abbas et conventus), p. 247, XXII; p. 445, VII; p. 480, II.
CORBEIENSIS (abbas), p. 87, II; p. 194, XXI; p. 430, I.
——— (major), p. 104, XX; p. 194, XXI.
CORDIAUS (Jacobus), p. 337, VI.
CORMISSI (scabini de), p. 467, I.
CORNUZ, armiger, p. 482, II.
CRASSA (abbas et conventus de), in senescallia Carcassonensi, p. 520, I.
——— (homines de), p. 520, I.
CRECIACI (dominus), p. 312, V.
CREDONII (dominus), p. 104, XXIV; — (domina), p. 359, XX.
CRESEQUES (domina de), p. 276, III; p. 486, I; p. 664, XVII. — (dominus de), p. 276, III. — *Vide* in indice cognominum.
CRESPINUS DROCENSIS (magister), p. 81, XII.
CRESPINUS DE TRAINVILLE, miles, p. 617, VI.
CRISPEIO (prior de), p. 103, XVII.
——— (præpositus de), p. 92, XVIII.
CRISPIACI (præpositus), p. 137, XXII.
——— (burgenses), p. 150, XXXV.
CRISPINUS, Drocensis clericus, p. 84, XXX.
CRISPINUS DE QUENTICORT, p. 262, VIII.
CROISSIACO (presbiter de), p. 159, XVIII.
CUCIACO (moniales de), p. 54, III.
CURIÆ-DEI (monachi), p. 232, XVII.

D

DALMACIUS *li Homgre*, p. 423, XIV; — *li Louchars*, ejus frater, p. 423, XIV.
DALONENSES (abbas et conventus), p. 147, XXVI.
DANGUTO (domina de), p. 239, XV.
DAURATENSES (abbas et conventus), p. 185, XLIII; p. 436, XVI; p. 886.
DAURATENSIS (abbas), p. 141, XXXVIII.

Demarin Perc, *de Venise* (mercator), p. 364, XXVII.
Deodatus Barasci (dominus), p. 360, XXIII.
Dolenses (abbas et conventus), p. 82, XVIII.
Dolensis (episcopus), p. 83, XXII; p. 228, VI; p. 275, I; p. 397, II; p. 411, XXI.
Domange (*maistre*), p 769, CXI.
Domni-Martini (comes), p. 69, IX; p. 70, X; p. 116, XXIV; p. 144, XI; p. 155, I; p. 303, XIII; p. 423, XIII.
Domus-Dei Parisiensis (magister et fratres), p. 888.
Domus-Dei de Sancto-Lando (prior), p. 162, XXVII.
Draconetus, dominus Gandioze, p. 357, XVI.
Drocensis (comes), p. 70, IX; p. 308, XXII; p. 423, XIII; — soror ejus, p. 320, XIX.
Droco de Karitate (magister), p. 626, 634, VIII; p. 660, XII; p. 679.
Droco de Melloto, miles, p. 484, IV.
Droco de Saille-Ville, miles, p. 452, III.
Droinus de Triangulo, p. 233, XXI.
Dronco, dominus Milliaci, p. 85, XXXV.
Droynus de Pressorio, p. 467, I.
Duacenses (scabini), p. 410, XXI.
Duacensis (castellanus), p. 112, VII.
Dullendii (vicecomes), p. 132, X.
——— (major et jurati), p. 132, X.
Durandus, dominus de Bourresole, p. 591, IV.
Dynamio (burgenses de), p. 158, XV.
Dyonisius de Corbolio, p. 279, I.
Dyonisius Lecopre, p. 680.
Dyonisius de Paredo, miles, ballivus Turonensis, p. 270, XV; — ballivus Senonensis, p. 287, XV.

E

E. rex Angliæ, p. 44, XXXV.
Eadmondus (dominus), p. 372, V; 373, VII.
Ebolus de Bordelia, p. 187, XLIX.
Eduensis (episcopus), p. 207, XV; p. 343, XXII.
Egidius de Anchel, p. 258, XVII.
Egidius Bordon, civis Parisiensis, p. 238, XIII.
Egidius de Brione (dominus), p. 154, XLVIII.
Egidius Bruni, p. 156, V.
Egidius de Calcheia, p. 122, XLVII.
Egidius de Lauduno (magister), p. 680.
Egidius Olearius de Castro-Nantonis, p. 384, XXVII.
Egidius de Nova-Villa (dominus), p. 159, XVII; p. 190, II.
Egidius de Ponvilla, miles, p. 591, IV.
Engolismensis (episcopus), p. 172, II.
——— (comes), p. 172, III; — (senescallus), p. 629, III.
Erardus, Autissiodor. episcopus, p. 229, VIII.
Erardus de Monte-Morenciaco, miles, p. 365, XXIX.
Erardus de Nantolio, miles, p. 573, VIII.
Erardus de Tyenges, p. 244, XIII; — armiger, p. 324, IV.
Erardus de Valeriaco, p. 96, XXXI.
Ermengardis, relicta Johannis de Clameciaco, p. 73, IV; p. 74, X; p. 84, XXVII.
Erneius, p. 123, L.
Ernoul d'Enghiem, *chevalier*, p. 675, I.
Escafredus de Vinelle, scutifer, p. 681, V.
Eschivardus, dominus Pruilliaci, miles, p. 540, IX.
Escuiri (*le sire d'*), p. 308, XXVI.
Etblo de Podio-Guillelmi, custos S. Emiliani pro rege Angliæ, p. 16, II.
Esterenco (monachi de), p. 373, VII.
Eudo de Ruppe, armiger, p. 55, VII.
Eustachius de Bello-Marchesio, senescallus Tholosanus, p. 282, IV.
Eustachius de Buecin, burgensis de Monsterolio, p. 62, IV.
Eustachius de Creseques, miles, p. 664, XVII.
Evahonensis (præpositus et procurator monasterii), p. 86, XXXVII.
Everardus de Sancto-Lando, p. 81, XIII.
Exaquio (monachi de), p. 82, XIX.
Exolduni (fratres minores), p. 312, VII.

F

Faiditus de Engolisma, domicellus, p. 14, II.
Falesiæ (major et homines), p. 601, XII.
Falevi (*li sires de*), p. 416, III.
Falquimbergenses (mercatores), p. 519, X; p. 685.

Faræ monasterii (abbatissa et conventus), p. 654, VI.
——— monasterio (homines de), p. 198, VII.
Farennensis monasterii (homines ecclesiæ), p. 258, XV.
Faroni monasterii (abbatissa), p. 428, XXXIII; — ejus homines morantes apud Ruvinum, p. 428, XXXIII.
Favarches (abbatissa et conventus de), p. 288, III.
Feritate (domina de), p. 270, XIV.
Feritate-Bernardi (domina de), p. 151, XXXVII.
Fermincs Coquerel, auditor curiæ, p. 679.
Ferrarienses (monachi), p. 196, XXIX.
Ferricus Paste, miles, p. 270, XV.
Ferricus de Ville-Peske (dominus), p. 660, XII; p. 682, V.
Froucaudus de Merulla, dictus Mouton de Blainvilla, miles, p. 374, XV.
Fiepes (dominus de), p. 62, VI.
——— (hospitalarii de), p. 63, VI.
Figiaci (judex), p. 122, XLVIII.
——— (abbas), p. 122, XLVIII.
——— (burgensis quisdam), p. 464, VIII.
Fiscanenses (abbas et conventus), p. 210, XXVII.
Fiscannensis (abbas), p. 145, XIV; p. 169, XLI; p. 437, XIX.
——— abbatis (hospites), p. 88, III.
Flagiaci (joalerius et præpositus), p. 314, XI.
Flandriæ (comes), p. 30, I; p. 142, V; p. 166, XXXIV; p. 174, IX-X; p. 197, II; p. 199, X-XI; p. 223, VI; p. 238, XIV; p. 244, XII; p. 291, IX; p. 300, VI; p. 311, II; p. 312, III; p. 358, XIX; p. 394, XIX-XX; p. 395, XXI-XXII; p. 396, XXIII; p. 712, III.
——— (comitissa), p. 75, XII.
——— (comites), p. 266, III; p. 631.
——— (capitaneus), p. 622, XI.
Flaviaco apud Condreium (abbas et conventus de), p. 174, XII.
Florencia de Luco, p. 427, XXX.
Floriacenses (abbas et conventus), p. 55, IV.
Foilliaco (homines de), p. 329, XVII.
Foilloelli (dominus), p. 72, I. — *Vide* Sarreis.
Foleville (domina de), p. 434, X.
Fontis-Bliaudi (prior et fratres), p. 447, IX.
Fontis-Johannis (abbas et conventus), p. 376, XXIV.
Forensis (comes), p. 143, VI; p. 324, III; — Foresii comes, p. 461, IV.
——— (comitissa), p. 157, XII; p. 196, XXX.
Fornerius de Miribello, armiger, p. 109, XXXV.
Foucaudus de Gonnessia, p. 280, I.
Foucaut du Merle (*monsieur*), p. 405, XIV.
Francha Messele (la), p. 279, I.
Franciscus de Lothoringia, p. 280.
Francisiæ, diocesis Caturcensis (consules villæ), p. 445, VI.
Freminus de Coquerel, p. 626, p. 682, V.
Fresneio (scabini de), p. 347, XXXIII.
Frete-Mole (presbiter de), p. 258, XVI.
Frigidi-Fontis (monachi), p. 155, I.
Froens (clericus de), p. 231, XII.
Fronciaci (vicecomes), p. 44, XXXIII; p. 90, X; p. 107, XXX.
Froumage, p. 5, I; p. 12, II.
Fulco (Helie), p. 17, II.
Fulco Boche, miles, p. 131, VI.
Fulco de Burgundia, civis Remensis, p. 109, XXXIII.
Fulco de Loduno, p. 121, XLIV; p. 131, IV.
Fulco Riboule, miles, p. 403, XII.
Fulgebiarum (domina), p. 263, XIV; — (dominus), p. 263, XIV.
Fuxi (comes), p. 104, XXI.

G

G. Arrenardi (magister), p. 626, p. 634, VIII.
G. Boutelli, p. 882.
G. Cambellanus, miles, p. 181, XXXV.
G. de Chambliaco, p. 218, XLV.
G. de Chandenay (dominus), p. 682, V.
G. de Comeban (magister), p. 680.
G. de Cortonna, p. 507.
G. Delpotz, p. 16, II.
G. de Engolisma, miles, p. 16, II; p. 17, II.
G. de la Forest, miles, p. 14, II.
G. Flote (dominus), p. 634, VIII. — *Vide* Giraudus, Guillelmus.
G. de Harecuria, *vide* Guillelmus.

G. comte de Haynaut. p. 675, I.
G. Corte-Heuse (dominus), p. 626, p. 682, V.
G. le Petit (magister), p. 680, p. 681.
G. de Malo-Monte, *vide* Gerardus.
G. de Marcilly (dominus), p. 634, VIII.
G. de Nogareto, *vide* Guillelmus.
G. Rothomagensis (archiepiscopus), p. 141, I.
G. de Sancto-Martino, p. 680.
G. de Vernone, p. 71, X.
Gaco de Luigniaco, miles, p. 403, XII-XIII.
Gaignardus de Baillolio, p. 394.
Gaillardus de Beynaco, canonicus Burdegalensis, p. 230, IX.
Galardonis (dominus), p. 253, II.
Galcherus de Castellione, constabularius Campaniæ, p. 380, VI.
Galcherus de Mutriaco, miles, p. 470, V.
Galcherus de Ruolio, p. 213, XXXV.
Galcherus de Thorota, miles, castellanus Noviomensis, p. 125, LVI.
Galebrun, miles, p. 91, XIII.
Gallerus de Duaco, miles, p. 199, X.
Galterius de Alneto, miles, p. 190, I.
Galterius Bar de Tornaco, p. 75, XI.
Galterus Cambellani, p. 94, XXIX.
Galterus de Chambliaco (magister), p. 75, XI.
Galterus de Donno-Martino, p. 280, I.
Galterus de Guigne-Cort, miles, p. 190, I.
Galterus, dictus Magister, p. 279, I.
Galterus, dictus Marescallus, p. 145, XV.
Galtherus, dictus Autreschie, miles, p. 114, XVI.
Gandenses (scabini, vacui et consiliarii), p. 22; p. 142, V; p. 174, IX; p. 236, VIII.
——— (burgenses), p. 311, III.
——— (homines), p. 199, XI; p. 326, IX; — (novem), p. 235, III; p. 238, XIV; p. 395, XXIII.
Gandensis (archidiaconus), p. 423, XIII.
——— (comes), p. 395, XXIII; — ejus procurator, p. 395, XXIII.
——— (procurator), p. 199, XI.
Gargelesse (dominus de), p. 63, VIII.
Garinus de Bella-Landa, armiger, p. 83, XXII.
Garinus le Balle, canonicus Andegavensis, p. 212, XXXI.
Garinus de Castro-Novo (dominus), p. 146, XIX.
Garnerius de Castro-Novo, miles, p. 147, XXVI.
Gasbertus, frater Ysarni de Lusegio, p. 315, XIV.
Gaubertus de Graigada, p. 16, II.
Gaubertus Pelphi, rector ecclesiæ de Cornaco et de Sancto-Martino, p. 521, II.
Gaudefridus de Brebancia, filius sororis ducis Burgundiæ, p. 327, XII.
Gaudefridus seu Guofefridus de Roya, scutifer, p. 443, III.
Gaufridus, episcopus Laudunensis, p. 69, VII.
Gaufridus, buticularius, p. 168, XXXIX.
Gaufridus Agulon, p. 105, XXVII.
Gaufridus de Argenciis, scutifer, p. 605, XIX.
Gaufridus de Balehan, miles, p. 617, VI.
Gaufridus de Capella, miles, p. 132, VI.
Gaufridus Chalop (magister), p. 888.
Gaufridus Cocatrix, mercator Parisiensis, p. 494, IV; p. 495, V.
Gaufridus de Gienville, miles, p. 34, II.
Gaufridus de Giermole, miles, p. 295, XV.
Gaufridus Hericon, serviens in ballivia Bituricensi, p. 172, II.
Gaufridus de Landis, p. 232, XIII.
Gaufridus de Lesignam, miles, p. 484, IV.
Gaufridus de Lopi, armiger, p. 114, XVI.
Gaufridus de Miliaco, miles, p. 167, XXXII.
Gaufridus de Paluello, miles, p. 132, VI.
Gaufridus Perceval, p. 178, XXI.
Gaufridus de Roncherolis, miles, ballivus Viromandensis, p. 87, I.
Gaufridus de Sargines, p. 128, LXIII.
Gaufridus de Templo (magister), p. 345, XXVII.
Gaufridus de Valeia, seu de Valee, p. 421, XII; p. 426, XXII; p. 432, VII.
Gaufridus de Vitriaco, p. 640, XIV.
Gauthier, seigneur de Chasteillon, p. 346, XXX.
Gautiers de Joinville, p. 308, XXVI.
Geraldus, præpositus, p. 16, II.
Geraldus de Buxeriis, miles, p. 590, III.
Geraldus Calveti (panetarius et receptor denariorum Regis), p. 386, XII.
Gérard de Hangart (burgensis Sancti-Richarii), p. 570.
Gerardus de Luigniaco, p. 403, XII-XIII.
Gerardus de Luiserne, clericus, p. 545, XIV.
Gerardus, Geraldus, Girardus, seu Girardus de Malo-Monte (magister), p. 55, VI; p. 121, XLIV; p. 158, XIV; p. 233, XVIII;

p. 320, XXVIII; p. 322, XXXV; p. 355, XI; p. 361, XXV; p. 362, XXVI; p. 366, XXXV; p. 369, p. 370, p. 371, IV; — et ejus nepos, p. 423, XIII.
GERARDUS DE NOVAVILLA, miles, p. 209, XXII.
GÉRART DE SEINS, p. 416, I; p. 417, III. — *Vide* Girars.
GERVASIUS TRISTAN, p. 98, V; p. 99, VI; p. 116, II; p. 204, V.
GIENVILLE (dominus), senescallus Campanie, p. 101, XI; p. 137, XXIV.
GILEBERTUS, abbas de Becco-Heloyni, p. 595, VII.
GILEBERTUS DE CLARA, comes Glocestriæ, p. 150, XXXVI.
GILEBERTUS DE ESSARTIS (dominus), p. 153, XLIV.
GILETUS DE SANCTO-DYONISIO, p. 374, XV.
GILETUS DE MEIONE, armiger, p. 662.
GIRARDUS, p. 114, XVI.
GIRARDUS DE CARDELACO, p. 45, II.
GIRARDUS, dictus CARNIFEX COMPENDII, p. 237, XII.
GIRARDUS CHADOT (dominus), p. 148, XXVIII; p. 294, XIV.
GIRARDUS CHOQUEL DE FONTANIS, armiger, p. 72, II.
GIRARDUS DE LINGINACO, miles, p. 246, XX.
GIRARDUS DE PROVIACO, miles, p. 115, XVIII.
GIRARDUS DE QUITRIACO (magister), p. 91, XIV
GIRARDUS ROUSSELLI DE SENONIBUS, p. 63, VII.
GIRARDUS RUPPI DE SENONIS (magister), p. 100, VIII.
GIRARS DE SAINS, escuiers, p. 417, III. — *Vide* Gérart.
GIRAUDUS, barbitonsor, p. 374, XV.
GIRAUDUS FLOTE, senescallus Petragoricensis, p. 551, XIX.
GIRAUDUS seu GIRARDUS, DE MALO-MONTE, *vide* Gerardus.
GISORCII (ballivus), p. 139, XXIX-XXXII; p. 210, XXIV; p. 226, X; p. 438, XXI; p. 617, VI.
GLOCESTRIÆ (comes), p. 150, XXXVI.
GLOS (homines de), p. 196, XXXI.
GOBERTUS, abbas Sancti-Maglorii Parisiensis, p. 491, VII.
GOBERTUS DE BRICONIA, miles, p. 227, III.
GOBERTUS DE MONTE-CHABLON, miles, p. 114, XVI.
GODEFRIDUS, *vide* Gaufefridus.
GOMBAUDUS seu GOMBALDUS DE TYRANNO, p. 5, I; p. 12, II; p. 203, XIX; p. 226, X; p. 318, XXI.
GONTERIUS, dictus REX, p. 244, XII.
GORNAII (decanus), p. 423, XIII.
GOULARS DE HAMOYSES, p. 211, XXIX.
GRANDIS-PRATI (comes), p. 308, XXIV.
GRAOLETO (domina de), p. 93, XXIV.
GRANGEIO (homines de), p. 375, XXI.
GRANDI-MONTIS DE BERLERIA (magister et fratres domus), p. 602, XV.
GRANDI-MONTIS (prior et fratres), p. 276, IV.
GRANDI-PRATO (comes de), p. 160, XVIII.
GREGORIUS (frater), pictanciarius et procurator Sancti-Maglorii Parisiensis, p. 492, VII.
GRIMAUDUS SABBATERII, notarius Regis, p. 14, II; p. 16, II; p. 17, II; p. 18, II.
GUELRIÆ COMITIS (procuratores), p. 255, IX.
GUERARDUS DE KEURESIES, custos regalium Tornacensium, p. 59, XVIII.
GUERARDUS DE LONGUA-AVENA, scutifer, p. 544, XIII.
GUIARDUS ALADENT, p. 280, I.
GUIARDUS, dictus *L'ESVEILLÉ*, clericus, p. 281, III.
GUICHARDUS, dominus Belli-Joci, p. 406, XVI.
GUICHARDUS DE GERMOLE, armiger, p. 299, IV; — miles, p. 500, XI.
GUICHARDUS DE LIXIACO, p. 109, XXXV.
GUICHARDUS DE MARZIACO, miles, senescallus Petragoricensis et Caturcensis, p. 445, VI; p. 634, VIII.
GUIDO BASSI, miles, p. 239, XV; p. 254, V-VI.
GUIDO DE BAUCEIO, miles, p. 286, XIII.
GUIDO, archiepiscopus Bituricensis, p. 183, XXXVIII.
GUIDO, filius ducis Britanniæ, p. 548, XVII.
GUIDO DE DOMPNA-PETRA, comes Flandriæ, p. 28, I; p. 31, II.
GUIDO, comes Flandriæ, p. 133, XIII; p. 266, III; — comes Flandriæ et marchio Namurci, p. 22.
GUIDO FLORENT, p. 626.
GUIDO, comes Forensis, p. 143, VI.
GUIDO GUENAUZ, miles, p. 662.
GUIDO DE LESIGNAN, miles, p. 284, VII.
GUIDO MALUS-VICINUS, p. 105, XXV; p. 142, IV.
GUIDO DE MARCHIA, miles, p. 55, VI.
GUIDO DE MONTE-ACUTO, armiger, p. 619, IX.
GUIDO DE MONTE-REGALI, armiger, p. 343, XXII.

Guido, præpositus Montis-Falconis, p. 57, VIII.
Guido de Nantolio, *vide* Guydo.
Guido, vicecomes Toarcensis, p. 53, II.
Guido de Tonnerre, miles, p. 103, XV.
Guido, comes Sancti-Pauli, p. 55, V; p. 394, XX; p. 397, II.
Guigne-Cort (Galterus de), miles, p. 190, I.
Guigo de Reppe, miles, p. 357, XVI.
Guillaume li Bleu de Montigny, chevalier, p. 518.
Guillaume Bonot, trésorier d'Anglars, p. 450, I.
Guillaume Crespin (monsieur), p. 341, XVII — *Vide* Guillelmus.
Guillaume, sire de Juilli, p. 308, XXVI.
Guillaume Tibout, garde de la prévôté de Paris, p. 450, I.
Guillaume Wits, licencié en loix, p. 849, 853.
Guillelma, mater Bertrandi de Cressaco, p. 315, XIV.
Guillelmi de Erbleio (neptis), p. 115, XXII.
Guillelmi de Vernosl (executores), p. 150, XXXIV.
Guillelmi de Wyarvilla (primogenitus domini), p. 166, XXXII.
Guillelminus, filius Petri de Barris (miles), p. 330, XX.
Guillelmus, p. 123, I.
——— (rex), p. 378, II
——— (archiepiscopus), p. 58, XIV.
——— (magister), p. 16, II; p. 370:
——— (magister), thesaurarius Andegavensis, p. 460.
Guillelmus Almanixus, miles, p. 315, XIV.
Guillelmus de Alneto, miles, p. 159, XVII; p. 190, I.
Guillelmus de Aqua, armiger, p. 332, XXII.
Guillelmus Arnaldi de Jomellis, legum doctor, p. 388, XVII.
Guillelmus, filius comitis Autissiodorensis, p. 229, VIII.
Guillelmus, Autissiodorensis episcopus, p. 50, I
Guillelmus Barat, p. 16, II.
Guillelmus de Barda, canonicus Burdegalensis, p. 230, IX.
Guillelmus, dictus *le Bastart de Nanton*, miles, p. 149, XXXI
Guillelmus de Belsia, p. 280, I.
Guillelmus de la Bessière, p. 279, I.
Guillelmus Berthini, miles, p. 557.
Guillelmus Boiliaue, p. 280, I.
Guillelmus, comes Boloniæ, p. 86, XXXVII.
Guillelmus de Bona-Valle, canonicus Noviomensis, p. 271, XX; p. 274, XXIX.
Guillelmus Bordon, p. 279, I.
Guillelmus, dictus Boucel, p. 213, XXXV.
Guillelmus Boucelli, clericus reportator, p. 590, II.
Guillelmus de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Guillelmus le Borgne, miles, p. 14, II.
Guillelmus de Cachetis (dominus), p. 308, XXII.
Guillelmus Caletot, miles, p. 878.
Guillelmus Caletot de Dyepa, p. 75, XII.
Guillelmus de Calvigniaco, dominus Castri-Radulphi, miles, p. 492, II; p. 547, XVI.
Guillelmus de Capella, miles, p. 154, X.
Guillelmus de Carric, p. 280, I.
Guillelmus Castaigne, p. 191, V.
Guillelmus, dictus de Castro de Ambleinaco, p. 156, V.
Guillelmus de Certis, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Guillelmus de Chaillaco, canonicus, p. 50, I.
Guillelmus de Chalornai, miles, p. 109, XXXV.
Guillelmus de Chasteler, miles, p. 265, II.
Guillelmus de Corvia, armiger, p. 407, XVI.
Guillelmus de Creseques, p. 664, XVII.
Guillelmus Crespin, miles, p. 58, XV; p. 80, VI; p. 117, XXIV; p. 226, X; p. 252, I; p. 260, III.
Guillelmus Crespin, dominus de Estrepiguiaco, p. 341, XX; p. 348, XXXV.
Guillelmus de Curtenelo, miles, p. 160, XIX.
Guillelmus de Dampetra, p. 702.
Guillelmus Darit, armiger, p. 332, XXII.
Guillelmus Descremines, scutifer, p. 433, X.
Guillelmus de Dontrans, p. 69, VIII.
Guillelmus de Engolisma, p. 17, II.
Guillelmus de Flandria, filius comitis Flandriæ, p. 394, XX; — miles, p. 509, I.
Guillelmus Flote (dominus), p. 660, XII. — *Vide* G. Giraudus.
Guillelmus de Fontaneto, miles, p. 101, XII.
Guillelmus le Fournier, p. 472, VIII.
Guillelmus de Fuer, p. 236, VII.

Guillelmus Gaufridi, p. 17, II.
Guillelmus Goelon, p. 57, XII.
Guillelmus Gœnaud, miles, p. 662.
Guillelmus Guydonis, bajulus Montis-Dome, p. 15, II.
Guillelmus de Hangesto, p. 256, IX; p. 397, II; — ballivus Ambianensis, p. 392, 393; — thesaurarius Regis, p. 413, XXVI; — consiliarius Regis, p. 597, IX; — ballivus Calvi-Montis, p. 309, XXVI.
Guillelmus de Harecuria, miles, p. 142, III.
——————— (dominus), p. 626, 634, VIII; p. 660, XII; p. 682, V.
Guillelmus de Hestreio, miles, p. 74, VII.
Guillelmus de Hysdino, clericus conjugatus, p. 312, VI.
Guillelmus J. de la Porta, præpositus Liburnæ, p. 15, II.
Guillelmus de Jermole seu Germole, miles, p. 500, XI.
Guillelmus de Joyaco (magister), p. 680.
Guillelmus, episcopus Laudunensis, p. 183, XXXVII; p. 248, II.
Guillelmus de Loihac, miles, p. 243, VII.
Guillelmus de Loisiaco, miles, p. 425, XX.
Guillelmus de Lonc-Ga, p. 9, II; p. 14, II; p. 15, II; p. 17, II.
Guillelmus de Longa-Valle, p. 377.
Guillelmus de Magdelena (magister), p. 680.
Guillelmus de Marliaco, p. 474.
Guillelmus Martel, armiger, p. 426, XXI.
Guillelmus de Mervilla, p. 348, XXXVI.
Guillelmus Meschi, major Petragoricensis, p. 14, II.
Guillelmus de Monte-Acuto, miles, p. 330, XX.
Guillelmus de Mora, p. 156, IV.
Guillelmus de Mota (magister), p. 230, IX.
Guillelmus de Mussiaco, p. 337, IV-VI.
Guido de Nantolio (dominus), p. 13, II; p. 19, III.
Guillelmus de Nogareto (magister), clericus, p. 408, XX; p. 423, XIII; p. 515, VII; — quondam cancellarius, p. 882.
Guillelmus Normannus, p. 208, XVII.
Guillelmus de Nova-Villa (magister), p. 34, II.
Guillelmus Patricii, miles, p. 162, XXVII.
Guillelmus Pentecoste, p. 198, VII.
Guillelmus Perisse, p. 138, XXVI.
Guillelmus de Perona, canonicus Remensis, p. 55, VI.
Guillelmus de Plaisiano, miles, p. 572, VII.
Guillelmus de Poteria (magister), clericus Regis, p. 508, VIII.
Guillelmus de Randone, miles, p. 357, XVI.
Guillelmus Raymundi, domicellus, p. 14, II.
Guillelmus Raymundi de Pinibus, p. 64, X.
Guillelmus, filius Raymundi de Verriaco, militis, p. 449, XII.
Guillelmus Reginaldi, p. 17, II.
Guillelmus de Remis, auditor Castelleti Parisiensis, p. 460; — procurator reginæ Clemenciæ, p. 645, I; — (magister), p. 680.
Guillelmus de Ruppe-Forti, miles, p. 124, LIII; p. 275, I.
Guillelmus, castellanus S. Audoni, p. 213, XXXIV.
Guillelmus de Sancto-Audoeno, p. 337, VI.
Guillelmus de Sancto-Floro, p. 590, III.
Guillelmus Tesson, miles, p. 451, II.
Guillelmus Themus, miles, p. 47.
Guillelmus de Trapis (magister), p. 75, X; p. 120, XXXIX.
Guillelmus Tristan, p. 98, V; p. 99, VI; p. 110, II; p. 204, V.
Guillelmus de Tyenges, p. 244, XIII; — et ejus frater, armigeri, p. 324, IV.
Guillelmus de Tyerno, p. 370. — *Vide* de Tyerno.
Guillelmus de Vassinhaco, p. 18, II.
Guillelmus de Verreriis, p. 470, V.
Guillelmus Viarius, major Belvacensis, p. 149, XXX.
Guillelmus de Wyervilla, p. 276, III.
Guillerma, comitissa de Lusegio, p. 315, XIV.
Guillermus d'Alemant, custos nundinarum Campanie, p. 100, XI.
Guillermus Bertrand, miles, 101, XII.
Guillermus Escarlata, p. 17, II.
Guillermus de Sancta-Maura, armiger, p. 113, XIII.
Guillotus, p. 204, V.
Guillotus de Fontaxis, p. 234, XXIV.
Guillotus Harbran, p. 280, I.
Guimondus de Carnoto, canonicus Aurelianensis, p. 157, IX.
Guines, *vide* Guynes.
Guionetus Guevant, p. 251, XII.
Guiotus le Boteillier, p. 244, XI.

Guiotus Mauvoisin, p. 453, VI.
Guiotus de Monte-Mirabili, p. 262, X.
Guiotus de Scorcellis, armiger, p. 127, LXI.
Guischardus de Combornio, miles, p. 606, XX.
Guynensis (scabini et communitates quatuor bonarum villarum comitatus), p. 197, III.
——— (homines terræ), p. 246, XXII.
Gylebertus de Gages, civis Tornacensis, p. 429.

H

H. de Cella, *vide* Hugo.
H. (magister), nepos magistri G. de Malo-Monte, p. 423, XIII.
Habertus Coquebart, p. 640, XV.
Hannonia, *vide* Henaut.
Hardecort (domina de), p. 94, XXVI.
Hardoinetus de Maerolis, p. 306, XIX.
Hardoinus de Malliaco, miles, senescallus Petragoricensis, p. 128, LXII.
Hardoinus de Marliaco (dominus), p. 345, XXVI.
Hardoynus de Mayrolles, domicellus, p. 614, III.
Harecort (dominus de), p. 137, XXI.
Harecuriæ (dominus), p. 142, IV; p. 312, IV; p. 404, XIV.
Harpinus de Herpin, miles Regis, panetarius Franciæ, p. 625.
Haynonie (comes), p. 429.
Helena de Podio, uxor Bertrandi de Rossilione, p. 551, XIX.
Helias de Cornalia, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Helias de Crana, sacrista Burdegalensis, p. 230, IX.
Helias Maurini, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Helias Morterii, p. 124, LII.
Helias de Petragoris, dictus de la Comba, p. 335, XXVIII.
Helias de Puteo, p. 531.
Helias Rapernol, p. 334, XXVIII.
Helias Ridel, dominus de Pontibus, p. 146, XIX; p. 230, X.
Helias Viguerii (dominus), p. 180, XXIX.
Helie Arnoldi, p. 17, II.
Helie de Burdelia, domicellus, p. 14, II.
Helie de Curis, p. 17, II.
Helie Folco, p. 17, II.
Helie Gausberti, domicellus, p. 14, II.
Helio Artaudi, p. 17, II.
Helye Placulphi, capellanus de Ribayriaco, p. 14, II.
Hélye Porta, abbas Sancti-Asterii, p. 14, II.
Henaut (*comte de*), p. 346, XXXI; — (*les chastelains et les grands hommes de*), p. 347, XXXI.
Henricus Antelini, p. 225, IX.
Henricus de Avaugor (dominus), p. 174, XI; p. 178, XXI; p. 192, XII; p. 548, XVII; — (de Alvagor), miles, p. 608, XXII; — (dominus de Avaugor), p. 660, XII.
Henricus de Brolio, miles, p. 590, III.
Henricus de Burgo-Abbatis, p. 280, I.
Henricus de Campo-Repulso (magister), p. 212, XVIII; — custos regalium Aurelianensium, p. 154, XLVIII; p. 157, IX-X; p. 183, XXXVII.
Henricus de Ciblato, miles, p. 149, XXXI.
Henricus *Fesebr de Grines* (mercator), p. 364, XXVII.
Henricus de Lovain, p. 75, XI.
Henricus de Meso (magister), p. 626.
Henrici *le Chat* de Silvanecto (uxor), p. 171, XLVI.
Henricus de Monte-Beleti, armiger, p. 100, VIII; p. 126, LIX.
Henricus, frater Aymonis, domini Montis-Beleti, p. 63, VII.
Henricus, Morinensis episcopus, p. 486, I.
Henricus, dux Normanniæ et Aquitaniæ, et comes Andegaviæ, p. 600, XII; p. 601, XIII.
Henricus de Muris, episcopus Morinensis, p. 122, XLVII.
Henricus de Paigniaco, miles, p. 295, XV.
Henricus de Peugny (dominus), p. 160, XXI.
Henricus de Remis (magister), p. 680.
Henricus, archiepiscopus Remensis, p. 55, VI.
Henricus de Roquencuria, p. 213, XXXV.
Henricus de Sancto-Dyonisio, p. 93, XXIV.
Henricus, dominus Soliaci, p. 261, VI; p. 286, XIV.

Henricus de Soilli, p. 368.
Henricus de Vergeto, scutifer, p. 468, III.
Henricus de Vezeliaco, p. 121, XLIV.
Henricus de Villaribus, p. 259, I.
Henris dou Bos, p. 211, XXIX.
Herbecan, filius la Granche, p. 227, III.
Herbelotus de Pruvino, p. 460.
Herbertus de Capella, miles, senescallus Pictavensis, p. 128, LXII.
Herbertus li Cocons, p. 227, III.
Herbertus, dictus l'Escrivain, p. 237, XII.
Herlinus de Sarciaux, p. 621, XI.
Hermeriis (abbas et conventus de), p. 452, III.
Herveus seu Hervеius de Leonia (dominus), p. 139, XXXII; p. 189, LI; p. 242, VI-VII; p. 428, XXXI.
Herveus de Monciaco-Novo, p. 281, III.
Herveus le Pestre de Bello-Monte, p. 156, II.
Herveus Salomon, miles, p. 243, VII.
Hospitalis, *vide* Sancti-Johannis Jherosolimitani.
Hue, sire d'Auton, p. 518.
Hugo de Arpajone, miles, p. 321, XXXI.
Hugo de Bella-Valle, miles, p. 366, XXXIV.
Hugo (Bernardus), p. 307, XXII.
Hugo de Bouvilla, miles, cambellanus Regis, p. 401, X.
Hugo Bruni, comes Marchiæ, p. 284, VII.
Hugo, dux Burgundiæ, p. 121, XLIV; p. 343, XXII.
Hugo de Calvo-Monte, prepositus Trecensis, p. 232, XIV.
Hugo de Camberonne, p. 887.
Hugo de Cella (dominus), p. 634, VIII; p. 660, XII; p. 662, 663, XV.
Hugo de Columbelli (clericus conjugatus), p. 312, VI.
Hugo de Conflancio, marescallus Campanie, p. 114, XVI.
Hugo de Coullars, marescallus Campanie, p. 101, XI.
Hugo Euillier, p. 882.
Hugo Gaze, major Liborne, p. 15, II.
Hugo de Limanz, armiger, p. 109, XXXV.
Hugo, dominus Tyengiarum, canonicus Carnotensis, p. 244, XIII. — *Vide* Ugo.
Hugueninus, *vide* Ugueninus.
Huguetus de Chepanges, valletus, p. 201, XVII.

I

Ingerranus, dominus de Cociaco, p. 72, I.
Ingerranus de Marigniaco, miles, p. 645, I.
Injorranus, dominus de Fiefes, miles, p. 62, VI.
Insula-Dei Cathalanensis (abbas et conventus de), p. 114, XIII; p. 373, IX; p. 417, IV.
Insulensis (ballivus), p. 244, XII; p. 621, XI; — (senescallus), p. 631; — (scabini communiæ), p. 621, XI.
Insulensis (homines feodales curiæ regiæ), p. 630, V.
Isabellis, domina Fulgeriarum, p. 263, XIV. — *Vide* Ysabellis.
Italici Mercatores (Parisius commorantes), p. 607, XXI; — (ex Bellicadri senescallia et regno Francie expulsi), p. 609, 612. — *Vide* Lombardi.

J

J. Boichies, *vide* Johannes.
J. Ducis (magister), p. 423, XIII.
J. de Dyvione (magister), p. 634, VIII.
J. de Foresta (magister), p. 423, XIII; p. 436, XVI.
J. de Forgetis (magister), p. 682, V.
J. de Infferneto, armiger, p. 482, II.
J. Mande-Vilain (magister), p. 682, V.
J. Marchaant, p. 189, LI.
J. de Monsterolio, p. 680.
J. Paste (magister), p. 634, VIII.
J. Pescaut (magister), p. 680.
J. Roberti, *vide* Johannes.
J. de Villetæ, senescallus Petragoricensis, p. 202, XIX.
Jacobus Aisant, prepositus Altissiodorensis, p. 102; XIII.
Jacobus Bernerii (magister), p. 680.
Jacobus de Bolonia (magister), p. 218, XLV, p. 259, XVII.

Jacobus Bon-Dos, p. 279, I.
Jacobus Bougel, p. 428, XXXII.
Jacobus de Crui, p. 337, VI.
Jacobus Dorne, miles, p. 114, XVI.
Jacobus, dictus Houliers, p. 258, XVII.
Jacobus de Lanon, miles, p. 422, XIII.
Jacobus de Logiis, p. 280, I.
Jacobus Louchart, p. 159, XVII; p. 190, I; p. 273, XXVII.
Jacobus, Morinensis episcopus, p. 486, I.
Jacobus, ballivus Matisconensis, p. 89, V.
Jacobus, dominus de Rocha de Brein, p. 343, XXII.
Jacobus de Sancto-Oberto, p. 882.
Jacobus de Sancto-Symone, miles, p. 285, IX.
Jacobus de Seteneio, miles, p. 114, XVI.
Jacobus de Villa-Nova, p. 280, I.
Jaillarc (liberi de), p. 228, VI.
Januæ (communia), p. 609, XXIII; p. 611, XXIX.
—— (piratæ), p. 609, XXIII; p. 612, XXV.
Jaquelinus Trousel, viarius Bituricensis, p. 232, XV.
Jaquemardus de Bior, p. 261, VII.
Jaqueminus de Gennicort, armiger, p. 114, XVI.
Jaques du Mesnil (*monsieur*), p. 379, III.
Jehan d'Autreville, p. 751, LXX.
Jehan de Brienne, p. 763, XCVI.
Jehan de Chapes, *ecuier*, p. 308, XXVI.
Jehan de Chasteau-Renaut, canonicus S. Martini Turonensis, p. 596.
Jehan de Hangart, burgensis Sancti-Richarii-in-Pontivo, p. 565.
Jehan de Haynaut, *conte de Soissons*, p. 675, I.
Jehan de Trachi, p. 416, II.
Jehan de Vaucelles, ballivus Turonensis, p. 596.
Jehannotus de Noisiaco, p. 280, I. — *Vide* Johannotus.
Jehans de Dampierre, p. 716-717.
Jehans de Plaisse, p. 417, III.
Jenne Foissent, p. 416, I.
Jocelinus de Foresta, p. 202, XVII.
Jocerandus de Franchelens, miles, p. 109, XXXV.
Johan Chesnel, p. 279, I.
Johanna, domicella, uxor comitis Augi, p. 386, XIV.
Johanna, Alençonis et Blesensis comitissa, p. 331, XXI; p. 339, VI.
Johanna, regina Castellæ, comitissa Pontivi, p. 160, XX.
Johanna, relicta Gaufridi l'Alemant, p. 280, I.
Johanna de Grangia, uxor Droconis de Saille-Ville, militis, p. 452, III.
Johanna la Halebrunne, p. 280, I.
Johanna de Moncyaco-Novo, p. 281, III.
Johanna de Monte-Forti, relicta Guidonis, comitis Forensis, p. 143, VI.
Johanna Navarræ (regina), uxor Philippi IV, p. 380, VI; p. 408, XX.
Johanna de Sauchevrel, p. 433, IX.
Johanna, filia Raymondi, comitis Tholosani, p. 55, V; — (regina), p. 343, XXII.
Johannes, buticularius Franciæ, p. 177, XIX.
Johannes, buticularius, p. 262, IX.
Johannes de Acon, Franciæ buticularius, p. 348, XXXIV.
Johannes de Alta-Domo, p. 253, III; p. 260, IV.
Johannes, comes Altissiodorensis, p. 287, XV. — *Vide* Johannes de Cabilone.
Johannes Anthonii, p. 882.
Johannes de Arreblayo, miles, senescallus Petragoricensis et Caturcensis, p. 9, II; p. 19, III.
Johannes de Asperiis, domicellus, p. 496, VIII.
Johannes Augerii, p. 279, I.
Johannes, comes Augi, p. 386, XIV.
Johannes de Aurelianis, valetus cameræ placitorum, p. 640, XIV.
Johannes d'Auvresigny, miles, p. 617, VI.
Johannes Aymeri, p. 280, I.
Johannes de Baillolio, miles, p. 190, III
Johannes des Bans, p. 662.
Johannes Barat, clericus, p. 60, XX.
Johannes de Barbansone, miles, p. 620, X.
Johannes de Barris, miles Regis, p. 616, V.
Johannes de Batpalmis, valletus Regis, p. 285, X.
Johannes de Bella-Valle, civis Andegavensis, p. 212, XXXI.
Johannes de Bello-Manerio, p. 548, XVII.
Johannes de Bello-Monte, miles, p. 308, XXVI; p. 374, XV.
Johannes de Bituris, serviens Regis, p. 362, XXV.

Johannes de Blainvilla (dominus), p. 85, xxxv; p. 234, xxiv.
Johannes de Blanosco, miles, p. 159, xvi.
Johannes, comes Blesensis, p. 181, xxx.
Johannes Boichier, p. 634, viii; p. 660, xii.
Johannes de Bretolio, burgensis Royæ, p. 442, ii.
Johannes de Britannia (dominus), p. 21; p. 162, xxv.
Johannes, filius ducis Britanniæ, vicecomes Lemovicensis, p. 548, xvii.
Johannes de Brullia, p. 284, viii.
Johannes de Buffes, p. 280, i.
Johannes de Cabilone, dominus de Allato, p. 327, xii.
——— Altissiodorensis comes, p. 50, i; — miles, quondam comes Altissiodorensis, p. 324, iv.
——— dominus Ruppi-Fortis, p. 406, xvi.
Johannes li Camels, p. 98, iii.
Johannes de Capella, armiger, p. 131, vi.
Johannes de Caprosia, ballivus Vernolii, p. 277, ix.
Johannes de Castello, miles, p. 151, xxxvii; p. 246, xx.
Johannes de Caumenchon (magister), p. 131, v.
Johannes de Cerchemont (magister), p. 619, ix; p. 626.
Johannes de Chalon, p. 161, xxi.
Johannes Choisel, miles, p. 190, i; p. 385, xi; — forestarius Halatæ, p. 92, xix; p. 223, iv.
Johannes de Chyson, miles, p. 244, xii.
Johannes de Claro-Monte, consanguineus Regis, p. 620, x.
Johannes Clersens (magister), p. 397, ii.
Johannes de Cochic, p. 176, xvi.
Johannes, episcopus Constanciensis, p. 210, xxvi.
——— dictus Cornet, p. 298, ii.
Johannes de Cirris, p. 335, xxviii.
Johannes de Cort-Guillebai, miles, p. 103, xix.
Johannes de Crassa, p. 520, i.
Johannes de Creseques, p. 664, xvii.
Johannes de Crieve-Cuer, miles, p. 175, xiv.
Johannes de Crosens, p. 279, i.
Johannes de Curru, p. 340, xiii.
Johannes Damisel, p. 397, i; p. 425, xx.
Johannes Darties, miles, p. 128, lxiii.
Johannes Derquiviller, scutifer, p. 544, xiii.
Johannes Descuerdes, scutifer, p. 481, iii.
Johannes de Dicy, major communiæ Senonensis, p. 651.
Johannes de Domno-Medardo, p. 122, xlvii.
Johannes, comes Domni-Martini, p. 70, x; p. 468, iii.
Johannes Dux (magister), clericus Regis, p. 356, xi; p. 464, viii.
Johannes de Sternai, p. 233, xxi.
Johannes de Falevi (dominus), p. 160, xx.
Johannes de Floribus, p. 335, xxviii.
Johannes de Foillebolo, miles, p. 72, i; p. 227, i.
Johannes de Foresta (magister), clericus, p. 413, xxvi.
Johannes, dictus Galois, 298, ii.
Johannes Garreau, miles, p. 591, iv.
Johannes de Gauterot, armiger, p. 332, xxii.
Johannes Garcelli, miles, p. 132, vi.
Johannes de Gisorcio, carpentarius Regis, magister carpentariorum Parisiensium, p. 604, xvii.
Johannes de Gresli, senescallus Petragoricensis pro rege Angliæ, p. 37, viii.
Johannes de Gevrignes, p. 318, xxii.
Johannes de Gyenvilla, senescallus Campaniæ, p. 101, xi; p. 864, p. 866.
Johannes Harecuriæ, p. 374, xv; p. 395, xx.
Johannes Huepis de Chambliaco, p. 681, v.
Johannes, filius la Granche, p. 227, iii.
Johannes, *le latimier*, miles, p. 591, iv.
Johannes de l'Estoile, p. 680.
Johannes de Lay, p. 459, ii.
Johannes *le Portier*, prior Confluencii, p. 595, vii.
Johannes Lescaus, miles, p. 144, xi; p. 191, x.
Johannes de Logiis, p. 280, i.
Johannes de Lyneriis, miles, p. 254, v.
Johannes de Machecolio, miles, p. 294, xiv.
Johannes Malet, serviens, p. 120, xxxix.
Johannes, dictus Magnus, præpositus Bellæ-Quercus, p. 389, xviii.
Johannes de Marbes, p. 16, ii.
Johannes Marcel, miles, p. 56, viii.
Johannes de Marvilla, miles, p. 105, xxvii.

Johannes de Melleduno (dominus), p. 140, xxxvi; p. 341, xvii; — miles, p. 348, xxxv.
Johannes de Monte-Lucio, p. 260, iii; p. 883, p. 890.
Johannes de Monte-Forti, p. 31, xxiii-xxvii; p. 360, xxiv; p. 427, xxix; — miles, p. 454, p. 461, iv. — *Vide* Vindocinensis comitissa.
Johannes de Monte-Regali, miles, p. 343, xxii.
Johannes de Montigniaco, p. 397, ii; — consiliarius Regis, p. 461, iii.
Johannes de Montigniaco, miles, p. 100, xi.
Johannes de Montagni, ballivus Viromandensis, postea præpositus Pasisiensis, p. 320, xxix.
Johannes Morelli, p. 258, xvii.
Johannes de Morenciis (magister), p. 120, xxxix.
Johannes de Mucegros, miles, p. 139, xxxii.
Johannes de Nemosio (dominus), p. 140, xxxvi.
Johannes Nicolai, dictus de Fossatis, p. 440, xxvii; p. 457, xi.
Johannes, dictus Oculus-Bovis, p. 90, xi.
Johannes de Ormayo, p. 515, viii.
Johannes Paelee, et ejus filia, p. 428, xxxii.
Johannes de Parco, miles, p. 85, xxxv; p. 86, xxxvi.
Johannes Parvus, p. 137, xxii; p. 428, xxxiii.
Johannes Parvus de Monte-Thabe, p. 264, xvi.
Johannes de Perogiis, canonicus Bisuntinensis, p. 109, xxxv.
Johannes, dictus Petit le Mestre, p. 298, ii.
Johannes de Petra, mercator Cameracensis, p. 203, i.
Johannes de Pinu, p. 338, viii.
Johannes de Piro, burgensis Rothomagensis, p. 139, xxxii.
Johannes de Plaustro, p. 340, xiii.
Johannes de Pontivo, armiger, p. 160, xx.
Johannes Popin, ballivus Cadomensis, p. 98, v; p. 99, vi; p. 178, xx.
Johannes de Puteolo, canonicus Carnotensis, p. 270, xv; p. 274, xxviii.
Johannes de Putheolis (magister), p. 212, xxix.
Johannes Rocssel, miles, p. 145, xv.
Johannes Reginaldi, damnatus in causa G. de la Brosse, p. 335, xxviii.
Johannes, archiepiscopus Remensis, p. 160, xix.
Johannes de Ribodimonte (magister), p. 285, ix.
Johannes Roberti, miles, superintendens financiarum Regis, p. 505, v; p. 682, v.
Johannes Rocsbinot, p. 280, i.
Johannes de Rovrrio, miles, p. 85, xxxv.
——— dominus de Grainvilla, p. 86, xxxvi.
Johannes, comes Sacri-Cesaris, p. 237, xi.
Johannes de Salon (dominus), p. 157, xi.
Johannes de Salzano, miles, vicarius secularis curiæ episcopi Aniciensis, p. 491, vi.
Johannes de Sancto-Johanne, miles, p. 7, i; p. 14, ii; p. 20, iii.
Johannes de Sancto-Martino, miles, p. 86, xxxvi.
——— (frater), procurator conventus Becci Heloyni, p. 595, vii.
Johannes de Sancto-Wasio, p. 303, xii.
Johannes de Sarquiex, iii, iii.
Johannes de Semilli, p. 475, xi.
Johannes de Serniliaco, p. 221, i.
Johannes de Soisiaco, miles, p. 239, xv.
Johannes, primogenitus Suessionensis comitis, p. 159, xvi.
Johannes Teisson, miles, p. 608, xxii.
Johannes Torche-Buef, armiger, p. 332, xxii.
Johannes, frater Simonis de Trembleyo, p. 396, xxiv.
Johannes de Vallibus, domicellus, p. 14, ii.
Johannes de Velu, miles, p. 112, vii; p. 198, vi.
Johannes de Vergelai, civis Attrebatensis, p. 389, xviii.
Johannes de Vico, p. 501.
Johannes de Villa, miles, p. 190, ii.
Johannes de Villereio, miles, p. 503, xiii.
Johannes de Villeta, p. 34, ii.
Johannes de Votsseio, p. 882.
Johannes de Yssiaco, p. 280, i.
Johannis de Gresliaco (gentes domini), p. 85, xxxii.
Johannis la Parelie (uxor), p. 57, xi.

Johannotus, filius Odonis de Barris, p. 330, xx.
Joiaci (abbas), p. 397, ii.
Joigniaci (comitissa), p. 316, xvi.
Jordanus, constabularius Normanniæ, p. 117, xxix.
Jordanus de Insula, p. 64, x.
Judæi Regis, p. 47, p. 437, xix.
——— rescindentes monetam Regis, p. 437, xix.
——— non possunt remanere in terris baronum, p. 278, xii.
Judeis (prælati non possunt infligere pœnas pecuniarias), p. 278, xiii.
——— (censa super), p. 277, ix.
——— (de justiciandis), p. 323, p. 439, xxiii.
Judeis (de), p. 196, xxx; p. 212, xxxiii; p. 218, xlv.
Judeorum (de debitoribus et debitis), p. 506, vi.
——— (cartularia), p. 507.
——— (superintendentes negotiis) in balliviis; eorum officium, p. 506, vi.
——— expulsio, p. 299, iii; p. 311, i; p. 506, vi; p. 508, viii.
——— (christiani non morentur in domibus), p. 158, xiii.
——— (status) in Campania, p. 185, xlii; — in comitatu Alençonis, p. 195, xxiii.
Judeos (jus domini habendi) in villa, p. 714, lxiii.
Judocus Reston, p. 298, ii.
Justus Lombardus, p. 280, i.

K

Kala (abbatissa et conventus de), p. 401, x; p. 682, vi.
——— (major et jurati de), p. 682, vi; p. 686, xii.
Kari-Loci, *vide* Cari-Loci.
Karitate (prior et conventus de), p. 112, vi; p. 356, xiii; — (prior de), p. 626, 682, vi.
Karoli-Loco (monachi de), p. 244, xi.
Karolus, comes Marchiæ, p. 633, viii; p. 654, p. 657.
Karolus, comes Valesiæ, p. 358, xviii; p. 360, xxii; p. 473, ix.
Karrofensis abbas, p. 275, xxx; — (et conventus), p. 672, xxv.
Karropium, p. 673.
Karsnotus, serviens, p. 203, ii.
Katharina de Longua-Valle, p. 364, xxix; p. 377.

L

La Ferté (les gens de), prope Sanctum-Richarium-in-Pontivo, p. 571.
Lagio (servientes de), p. 328, xiv.
Lambertus Hoquedeu, p. 153, xliii.
Lancelinus de Magduno, p. 374, xvi.
Lancelot, *mareschal de France*, p. 124, lv.
Larmor (domina de), p. 55, vii.
Laudunense (capitulum), p. 442, i.
Laudunenses (major et jurati), p. 79, iii; p. 126, lx; p. 200, xiii-xiv; p. 221, i; p. 224, vii; p. 227, ii; — eorum rebellio, p. 384, xi; — major et scabini, p. 430, ii.
——— (scabini), p. 61, iii; p. 194, xx; p. 195, xxii.
——— (cives), p. 222, i; p. 224, vii.
——— (præpositi), p. 200, xiv.
——— (decanus et capitulum), p. 221, i; p. 227, ii; p. 384, xi.
Laudunenses (præpositus et scabini), p. 465, ix.
——— (villa et ecclesia), p. 669, xxii.
——— (domini trefundarii), p. 475, xi.
Laudunensis (episcopus), p. 69, vii; p. 147, xxiv; p. 157, x; p. 183, xxxviii; p. 198, v; p. 200, xiv; p. 204, iv; p. 212, xxx; p. 218, xlvi; p. 221, i; p. 242, iii; p. 247, i; p. 248, ii.
——— episcopi (gentes), p. 154, xlvii.
——— episcopi (præpositus), p. 242, iii.
——— episcopi (servientes), p. 200, xii.
——— (vicecomes), p. 157, x; p. 183, xxxvii.
——— (præpositus), p. 264, xvii.
——— (thesaurarius), p. 669, xxii.
——— (consergius), p. 194, xx.

Laudunensis (toragerius), p. 307, xx.
——— villæ (treffunsarii), p. 398, iii.
Laudunensium (custodes regalium), p. 69, vii.
Laurentius Herout seu Heroudi, clericus, p. 378, ii; — procurator Regis, p. 402, xi.
Lautrecensis (vicecomes), p. 258, xiv.
Lemovicenses (vicecomes et vicecomitissa), p. 320, xxviii; p. 322, xxxv.
Lemovicensis episcopi (neptis cujusdam), p. 146, xix.
——— diocesis (terrarii), p. 169, xlii.
——— (episcopus), p. 169, xlii; p. 232, xviii; p. 244, xiv, xv; p. 252, xv; p. 257, xii, xiii; p. 265, xxii; p. 292, xi; p. 606, xx.
——— (vicecomes), p. 266, ii; p. 345, xxv; p. 361, xxv.
——— (vicecomitissa), p. 85, xxxiii,
——— (senescallus), p. 361, xxv.
——— (ballivus), p. 606, xx; p. 629, iii.
——— castri (Burgenses), p. 345, xxv.
Leonardus de Mables, de Venise (mercator), p. 363, xxvii.
Leonardus de Pole, de Venise (mercator), p. 363, xxvii.
Leonardus de Thibetis, frater ordinis Hospitalis Sancti-Johannis Jherosolimitani, p. 580, xiii.
Leonia (senescallus de), p. 242, vi.
Leonibus (castellanus regius de), p. 216, xli.
——— (forestarii de), p. 58, xv; p. 152, xxxix.
Lexoviensis (episcopus), p. 90, xi.
Liburnæ (major), p. 15, ii; — (præpositus), p. 15, ii.
Lingestriæ (comes), p. 107, xxx.
Lingonenses (cives), p. 318, xx.
——— (decanus et capitulum), p. 318, xx.
Lingonensis (custos episcopatus), p. 318, xx; p. 374, xvii; — sedes vacans, p. 340, xv; — procurator ecclesiæ, p. 340, xv.
Lobes (abbas de), p. 242, iii.
Lodovensis (episcopus), p. 345, xxvii; p. 356, xi.
Lobris (*messire*), p. 308, xxvi.
Lombarda de Balaguerio (domina), p. 387, xv.
Lombarda, uxor domini Deodati Baresci, p. 360, xxiii.
Lombardi (burgenses facti), p. 363, xxvii; p. 439, xxii.
Lombardis (de), p. 60, xxii; p. 104, xxiv; p. 126, lix; p. 359, xx; p. 425, xix; p. 607, xxi.
Lombardus Bastardus, burgensis de Dymonte, p. 262, xi.
Longa-Valle (hæres de), p. 424, xvii; — *Vide* Basentin.
Longa-Villa (prior de conventus de), p. 103, xvi.
Longo-Ponte (prior de), p. 682, v; p. 888.
Lonvi (dominus de), p. 161, xxi.
Lopi (Gaufridus de), armiger, p. 114, xvi.
Lora de Hangesto, domicella, p. 170, xliv.
Lovingniaco (homines de), p. 603, xvi.
Ludovicus, rex Franciæ, p. 34, iii.
Ludovicus VIII, rex Franciæ, p. 351, xxxix.
Ludovicus IX, rex Franciæ, p. 29, i; p. 31, ii; p. 128, lxi; p. 140, xxxiv; p. 161, xxiv; p. 165, xxxi; p. 172, iii; p. 175, xiii; p. 179, xxv; p. 187, xlix; p. 213, xxxv; p. 271, xvii; p. 305, xvi; p. 351, xxxix; p. 356, xii; p. 447, ix.
Ludovicus X, rex Franciæ, p. 633, viii; p. 650, v; p. 654, 657.
Ludovicus, dominus Belli-Joci, p. 110, xxxv; p. 143, vi; p. 406, xvi.
Ludovicus de Flandria, comes Nivernensis, p. 616, v.
Lugdunensis (archiepiscopus), p. 207, xv.
Lyra (homines de), p. 196, xxxi.

M

Maciacensis (abbas), p. 433, viii.
Maciacensis Ville (homines), p. 433, viii.
Macloviensis (episcopus), p. 114, xiv; p. 626, 634, viii.
Magdunensis super Ligerim (decanus), p. 367, i.
Mahietus, p. 94, xxix.
Maignac (dominus de), p. 436, xvi.
Mailliaci (dominus), p. 198, viii; p. 291, viii.
Majoris-Monasterii Turonensis (abbas et

conventus), p. 139, XXX; p. 331, XXI; p. 490, V; p. 657, IX.
Manescalc (*lo*), p. 16, II.
Mantanay Massele, p. 279, I.
Marbais (dominus de), p. 75, XI.
Marchiæ (comes), p. 55, VI; p. 162, XXV; p. 166, XXXVI; p. 230, X; p. 251, XIII; p. 263, XIV; p. 283, VIII; p. 340, XV; p. 345, XXVIII; p. 484, IV; p. 493, II; p. 547, XVI; p. 633, VIII.
——— (comes et comitissa), p. 327, XII; p. 340, XIV.
Marcus Laurencius, de Venise (mercator), p. 363, XXVII.
Marcus Romain, de Venise (mercator), p. 363, XXVII.
Margareta, p. 263, XIII.
——— regina, p. 140, XXXIV; p. 270, XV; p. 308, XXV.
——— filia Ludovici domini Belli-Joci, p. 406, XVI.
——— uxor Petri de Boucli, p. 353, IV.
——— de Dampetra, p. 702.
——— comitissa Flandrie, p. 30, I; p. 32, II.
——— uxor Johannis filii comitis Suessionensis, p. 159, XVI.
——— uxor Theobaldi Mathei, p. 302, X.
——— de Turenna, domina Bregeriaci, p. 138, XXVI.
——— (domicella), filia Johannis Paelee, p. 428, XXXII.
——— concergia Parisiensis, p. 213, XXXV.
——— uxor Petri de Maneincort, p. 72, II.
——— relicta Erardi, domini Valeriaci, p. 96, XXXI.
Maria, p. 263, XIII.
Maria de Avalgor, p. 608, XXII.
Maria de Barris, p. 330, XX.
——— uxor Guillelmi de Monte-Acuto, p. 330, XX.
Maria, uxor Guischardi de Combornio, militis, p. 607, XX.
Maria de Cremorsiaco (domina), p. 92, XVII.
Maria de Lusegio, p. 315, XIV.
Maria, comitissa Sacri-Cesaris, p. 237, XI.
Marrigniaco (domicella de), p. 169, XLIII.
Martelli (ballivus), p. 106, XXVIII.
Martinus de Crepon, p. 882.
Martinus de Faurois, ballivus Matisconensis, p. 309, XXIX.
Martinus Mercerii (magister), *Vide* Morinus, p. 12, II.
Marvilla (Johannes de), miles, p. 105, XXVII.
Mathei (Theobaldus), p. 302, X.
Mathæus, dominus Montis-Morenciaci, Franciæ cambellanus, p. 440, XXVI.
Matheus Aguineti, p. 214, XXXVIII.
——— dictus Basin, p. 310, XXXI.
Matheus de Bello-Videre, armiger, p. 125, LVI.
Matheus de Belna, ballivus Viromandensis, p. 68, II.
Matheus Buridam, et ejus uxor, fundatores hospitalis Beguinarum, p. 483, III; p. 484, V.
Matheus, comes Domni-Martini, p. 70, X.
Matheus Liennardi seu Leonardi, p. 639, XIII; p. 640, XV.
Matheus de Mericort, miles, p. 134, XV.
Matheus de Potena, miles, p. 485, XXI.
Matheus de Roia (dominus), miles, p. 91, XV; p. 97, I; p. 131, IV; p. 217, XLII; p. 242, IV; p. 249, V; p. 270, XIV.
Matheus de Torbella, miles, p. 192, XI.
Matheus de Tria, miles, p. 516.
Matheus de Villa-Bonis, miles, p. 94, XXIX.
Mathildis, comitissa Attrebatensis, p. 629, IV; p. 660, XII, XIII; p. 665, XVIII.
Mathildis, filia comitis Domni-Martini, p. 468, III.
Matildis, comitissa Nivernensis, p. 338, IX; p. 359, XXI.
Matiphas, archidiaconus, p. 46.
Matisconense capitulum, p. 500, XII.
Matisconensis (episcopus), p. 76, XIII; p. 426, XXV.
——— (ballivus), p. 68, IV; p. 76, XIII; p. 89, V; p. 109, XXXV; p. 114, XVII; p. 132, VIII; p. 138, XXVII; p. 161, XXI; p. 208, XIX; p. 210, XXV; p. 250, X; p. 290, VI; p. 295, XV; p. 299, IV; p. 309, XXIX; p. 315, XIII; p. 355, X; p. 423, XIV; p. 426, XXIV, XXV; p. 500, XI, XII.
Mauricius de Castromuri, miles, p. 201, XVII.

Mauricius de Credonio (dominus), p. 34, II; p. 104, XXIV; p. 144, VII.
Mauricius de Foresta, miles, p. 201, XVII.
Mauricius de Turonio, p. 54, IV; p. 61, II.
Mauliacenses (abbas et conventus), p. 245, XVI.
Mediolanenses (vecturarii) ad nundinas Campaniæ, p. 411, XXIII.
Mediolanensium mercatorum (communitas), p. 524, V.
Medontenses, p. 116, XXIII.
——— (major et pares), p. 65, XIV; — (major et jurati), p. 132, IX.
Medontensis (major), p. 139, XXIX.
Meldensis (episcopus), p. 125, LVII; p. 197, IV; — (electus), p. 423, XIII.
——— (cancellarius), p. 370.
——— (major et homines villæ), p. 147, XXV.
Meldonenses (decanus et capitulum), p. 427, XXVIII.
Meleduno (vicecomes de), p. 239, XV; p. 261, VI; p. 286, XIV; p. 341, XVII; p. 348, XXXV; p. 367, III.
Menaudus de Barbarein, castellanus Regis, p. 636, XI.
Messinarum (abbatissa et conventus), p. 358, XIX.
Michael Gaillardi, ballivus Autissiodorensis, p. 50, I.
Michael dou Hobbet, p. 95, XXX.
Michael le Lampier, p. 280, I.
Michael Langle, p. 280, I.
Michael Malconduit (magister), p. 682, V.
Michael de Monte-Ferrando, miles, p. 109, XXXV.
Michael de Navarra, p. 396, XXIV.
Michael de Petra-Ficta, p. 280, I.
Michael Pynel, firmarius vicecomitatus aquæ Rothomagensis, p. 647, III.
Milliaci (domina), p. 208, XVI; — (dominus), p. 401, X. — *Vide* Hugo de Bouvilla.
Milo, episcopus Suessionensis; — ejus heredilas debitis obligata, p. 328, XV.
Milo de Charnay, miles, p. 210, XXV.
Mimatensis (episcopus), p. 634, VIII.
Mirapicensis (marescallus), p. 423, XIII.
Miro-Monte (scabini et dominus de), p. 444, IV.
Moinvilla (presbyter de), p. 488, III.
Moischydano (dominus de), p. 18.
Molendinis-Novis (homines villæ de), p. 448, XI.
Monasterii in Argonia (procurator), p. 281, II.
Monasterio-Medio Bituricensi (canonici ecclesiæ de), p. 83, XXV.
Moncyaco-Novo (Herveus de), p. 281, III.
——— (Johanna de), p. 281, III.
Monsterolio (major et scabini de), p. 67, I; p. 234, I.
Monsterolio-supra-Mare (præpositus de), p. 62, IV.
Monta-Villa (dominus de), p. 886.
Monte-Acuto (major et jurati de), p. 126, LX.
——— (dominus de), p. 311, II; p. 333, XXIII; p. 341, XIX.
——— in Burgundia (dominus de), p. 300, VI.
Monte-Pessulano (mercatores de), p. 233, XX.
Monte-Sancti-Eligii (abbas et conventus de), p. 420, X.
Montis-Albani (abbas), p. 217, XLIII.
——— (bajulus), p. 217, XLIII.
Montis-Beleti (dominus), p. 63, VII; p. 76, XIII.
Montis-Beliardi (comes), p. 504, IV.
Montis-Desiderii (major et jurati), p. 273, XXIV; p. 310, XXXI; — (burgenses), p. 519, X.
——— (præpositus), p. 175, XIV; p. 258, XVI; p. 453, V.
Montis-Dome (bajulus), p. 15, II.
Montis-Falconis (decanus et capitulum), p. 112, VIII; p. 465, IX.
——— (præpositus), p. 57, XIII; 176, XV.
Montis-Ferrandi (castellanus), p. 385, XII.
Montis-Morenciaci (dominus), p. 160, XIX; p. 277, VI; p. 285, XI; — ejus procurator, p. 595, VII.
Montis-Sancti-Michaelis (prior et monachi), p. 56, IX.
Morreto (prior de), p. 471, VI; p. 539, VIII.
——— (homines parrochiæ de), p. 471, VI; p. 539, VIII.
Moretonii (decanus), p. 177, XVII.
——— (canonici), p. 176, XVII.
Morinensis (episcopus), p. 122, XLVII; p. 140, XXXV; p. 180, XXVIII; p. 301, VI; p. 423, XIII; p. 486, I; p. 542, XI; p. 545, XIV.

Morinensis (major), p. 680.
——— ecclesiæ (canonici), p. 122, xlvii.
Morinus Mercerii (magister), p. 6, i.
Mortui-Maris-in-Leonibus (monachi), p. 153, xlv; p. 267, v.
Mosonenses (abbas et conventus), p. 125, lviii.
Mouchetus, p. 398, ii.
Mouton de Blainvilla (dominus), p. 634, viii.
— *Vide* Ffoucaudus.
Movaci (dominus), p. 303, xiii.
Moysiacensis (abbas), p. 301, vi.
Murati (vicecomes), p. 882.
Murgeriis (domina de), p. 223, v.

N

N. de Cathalano (magister), p. 423, xiii.
N. de Crecyaco, p. 882.
Naailliaco (carnifices de), p. 202, xviii.
Namuri (marchio), p. 31, ii.
Narbonenses (homines), p. 365, xxx.
Narbonensis (archiepiscopus), p. 325, v; p. 414, xxvii; p. 423, xiii; p. 435, xiv; p. 507.
——— (vicecomes), p. 325, v.
Navarræ (rex), p. 882.
——— (gentes), p. 38, xi.
Nemausenses (mercatores), p. 233, xx.
Nevel Maro, p. 519, x.
Nichasius Hanequin, p. 576, xi.
Nicolaus, arrestorum scriptor, p. 395, xx.
Nicolaus, *fiz de Roy*, p. 488, iii.
Nicolaus Arrode, p. 501, xiii.
Nicolaus de Aurelliis et Aalis, ejus uxor, p. 472, viii.
Nicolaus de Carnoto, p. 398, ii; p. 871, 884.
Nicolaus Malemanis, miles, p. 86, xxxvi.
Nicolaus de Passu, ballivus Altissiodorensis, p. 102, xiv.
Nicolaus de Sancto-Mederico, p. 279, i.
Nigellæ (castellanus), p. 416, ii.
——— (gentes domini), p. 224, vii.
Nigro-Lacu (abbas et conventus de), in ballivia Bituricensi, p. 683, vii.
Nivernenses (comes et comitissa), p. 66, xv; p. 116, xxvii; p. 134, xv.
——— (decanus et capitulum), p. 77, xvii; p. 116, xxvii; p. 475, xii; p. 543, xii.
Nivernensis (episcopus), p. 475, xii; p. 543, xii.
——— (decanus), p. 137, xxiii.
——— (comes), p. 137, xxiii; p. 144, ix; p. 244, xiii; p. 309, xxx; p. 328, xii; p. 340, xiv; p. 356, xiii; p. 359, xxi; p. 426, xxiii; p. 475, xii; p. 504, iv; p. 616, v; — (comitissa), p. 338, iv; p. 359, xvi.
Nivernensis (ballivus), p. 208, xviii.
——— (sigillator), p. 208, xviii.
Noa (abbas et conventus de), p. 123, xlix.
Nobiliaco (consules villæ de), p. 252, xv; — (burgenses de), p. 252, xv.
Nogeriis (dominus de), p. 682, v.
Nogento (homines de), p. 169, xli; p. 245, xviii.
Nogento-Artaudi (dominus et domina de) p. 371, v.
Nohanto (homines villæ et parrochiæ de p. 594, vi.
Noion (*monsieur de*), p. 416, i; — (*li evesques de*), p. 416, ii, iii.
Normanni, p. 519, x; p. 685; — de eorum causis, p. 663, xv.
Normania (procurator Regis in), p. 450, xxvi.
Normanniæ (nobiles), p. 102, xii.
——— (episcopi), p. 167, xxxvii.
——— (vicecomites), p. 277, viii.
——— (constabularius), p. 117, xxix.
Noviomenses (viduæ), p. 328, xvi.
——— (decanus et capitulum), p. 71, xi; p. 285, xi; p. 317, xix; p. 320, xxix.
——— (major et jurati), p. 293, xiii; p. 328, xvi.
Noviomensis (episcopus), p. 119, xxxviii; p. 123, li; p. 293, xiii; p. 317, xix; p. 320, xxix; p. 328, xvi; p. 352, iii; p. 682, v.
——— (succentor), p. 125, lvi; p. 153, xlii.
——— (castellanus), p. 123, li; p. 153, xlii; p. 317, xix; p. 320, xxix.

O

Oda, uxor Mathei Buridam, p. 483, III; p. 484, V.
Odelina, uxor Petri Aceline de Latiniaco-Sicco, p. 263, XIII.
Odelina Ade Houdebram, p. 283, V.
Odinetus, p. 261, VII.
Odinetus Lothoringus, p. 280, I.
Odo, p. 93, XXIV.
Odo de Barris, miles, p. 165, XXXI; p. 336, XX.
Odo Bevers, miles, p. 343, XXII.
Odo, comes Nivernensis, p. 244, XIII.
Odo de Novilla, p. 423, XIII.
Odo Rigaudi, scutifer, p. 472, VII.
Odo de Soliaco, miles, p. 115, XXII.
Oliverius de Machicolio, p. 148, XXVIII; p. 176, XVI; p. 294, XIV.
Oliverius de Tinteigniaco, miles, p. 114, XIV.
Olricus de Langlade, p. 496, VIII.
Omnium-Sanctorum-in-Insula, *vide* Insula.
Orricus Adhemarus, serviens Regis, p. 335, XXVIII.
Otho de Bieres, miles, p. 157, XI; p. 160, XVI.
Otho de Tociaco (dominus), p. 408, XIX.
Oudard Asrode, civis Parisiensis, p. 450, I.
Oudardus de Nova-Villa, p. 460.
Oudardus de Ponte de Ambleniaco, homo de corpore, p. 366, XXXVI.

P

P. de Bella-Pertica (magister), p. 423, XIII.
P. Bertrandi (magister), p. 660, XII.
P. de Bituris, *vide* Petrus.
P. Bota, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
P. Britannlæ (magister), p. 682, V.
P. de Capis, *vide* Petrus.
P. de Cappella, canonicus Parisiensis, p. 274, XXVIII.
P. de Condeto, Peronensis custos, p. 327, X. — (Parisiensis ecclesiæ canonicus), p. 677, II.
P. de Dicy seu Dycy (dominus), 626, p. 634, VIII; p. 660, XII.
P. Falconis, damnatus in causa G. de laBrossa, p. 334, XXVIII.
P. Harenc (magister), p. 680.
P. de Latillaco, p. 507.
P. de Petra, miles, p. 887.
P. de Sancta-Cruce, p. 882.
P. de Stilo (magister), p. 680.
P. Toppard, p. 882.
P. Vigerii, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
P. de Villebloean (dominus), p. 626.
P., arrestorum scriptor, p. 436, XVI.
Pabia (consules bastidæ de), p. 497, IX.
Palgello (dominus de), p. 173, V. — (domicella de), p. 250, X. — *Vide* Gaudefridus.
Papa (dominus), p. 397, II.
Paris (content entre les tysarans et les pigneresses et filleresses de layne de), p. 466, XI.
Parisiense (capitulum), p. 156, III; p. 203, III; p. 274, XXVIII; p. 281, III; p. 515, VII.
Parisienses (probi homines et scabini), p. 462, V.
——— (cives et mercatores); eorum consuetudo, p. 466, X.
——— (cives), p. 216, XL; p. 278, XI; p 363, XXVII; p. 411, XXII; p. 415, XXIX; p. 418, VIII; p. 425, XVIII; p. 607, XXI; p. 624, XIII.
——— (burgenses), p. 278, XI.
——— (panetarii), p. 624, XIII.
——— (fullones), p. 436, XVIII.
——— (textores), p. 95, XXX; p. 151, XXXVIII; p. 436, XVIII; p. 459, I.
——— (magistri forparii et charronerii); eorum querela de minutis forpariis, p. 463, VI.
——— (forbissatores); eorum querelæ de operariis seu garnitoribus ensium, p. 462, V; p. 463, VII; p. 465, X.
——— (tincturarii), p. 95, XXX; p. 151, XXXVIII; p. 459, I.
——— (draperii), p. 502, I.
——— (carpentarii), eorum magister; p. 604, XVII.
——— (mercatores aquæ), p. 324, II; p 412, XXIV; — eorum præpositus, p. 589, I; — (præpositi mercatorum), p. 93, XXIII; p. 216, XL; p. 607, XXI.
——— (viduæ), p. 412, XXVI.

Parisiensis (episcopus), p. 238, XIII; p. 301, VI; p. 312, VIII; p. 326, VIII; p. 345, XXIX; p. 374, XII; p. 397, II; p. 431, IV; p. 452, III; — ejus privilegia ad cibaria, p. 348, XXXIV; p. 498.
———— (officialis), p. 590, II.
———— Episcopatus (ballivus temporalitatis), p. 473, X.
———— (præpositus), p. 80, VIII; p. 81, XIII; p. 136, XX; p. 160, XVIII; p. 207, XIV; p. 238, XIII; p. 258, XV; p. 271, XVIII; p. 272, XXI; p. 274, XXVIII; p. 276, IV; p. 277, VI; p. 283, V; p. 315, XIII; p. 321, XXIX; p. 374, XII; p. 397, II; p. 412, XXV; p. 415, XXIX; p. 425, XVIII; p. 427, XXVIII; p. 431, IV; p. 433, IX; p. 440, XXVII; p. 449, XIII; p. 450, I; p. 458, XI; p. 466, XI; p. 492, I; p. 497, X et seq. p. 501, XIII; p. 588, p. 597, IX; p. 599, X; p. 608, XXI; p. 682, VI; p. 877, p. 886; — de ejus jurisdictione, p. 624, XIII.
———— (sigillator archidiaconi), p. 274, XXVIII.
———— (consérgius et consergia), p. 213, XXVI.
———— (viarius), p. 136, XX.
———— (mercatores ponderis), p. 279, I.
———— Castelleti (gentes), p. 502, I.
———— (universitas), p. 613, I; p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
———— procurator Regis, p. 673.
Pasqueriarum Bremundi (dominus), p. 357, XVI.
Pasquerius de Blesis, p. 882.
Paumerus Bigot, p. 280, I.
Pelegrinus de Sancto-Paulo, burgensis Moysiaci, p. 144, VI.
Peneriis (prior prioratus de), ordinis Cluniacensis, p. 658, X.
Perone (major et jurati), p. 113, X; p. 443, III.
———— (burgenses), p. 519, X.
Perrautus *de Langlée*, p. 591, IV.
Perreta, p. 204, V.
———— soror Guillelmi Tristan, p. 110, II.
Petragoricenses (nobiles), p. 37, VIII.
———— (consules), p. 321, XXX; p. 423, XV.
Petragoricensi (procurator Regis in senescallia), p. 673.
Petragoricensis (episcopus), p. 232, XVI.
Petragoricensis (comes), p. 138, XXVI.
———— (major), p. 14, II.
———— (senescallus), p. 9, II; p. 37, IX; p. 45, I; p. 47, p. 84, XXIX; p. 85, XXXII, XXXIII; p. 90, X; p. 105, XXVI; p. 121, XLIII; p. 122, XLVIII; p. 124, LIV; p. 128, LXII; p. 158, XIV; p. 180, XXVII; 188, XLIX; p. 202, XIX; p. 257, XIII; p. 270, XII; p. 307, XXII; p. 315, XV; p. 319, XXV; p. 445, VI; p. 551, XIX; p. 618, VIII; p. 627, I; p. 673.
———— senescalli (servientes), p. 37, VIII.
———— senescalli (locum tenens), p. 464, VIII.
———— senescalliæ (superintendentes financiarum et habitatores), p. 505, V.
Petræ-Fontis (præpositus), p. 575, X.
Petri le Queu (relicta), p. 83, XXIII.
Petronilla de Valleta, p. 619, IX.
Petrus Aeline de Latiniaco-Sicco, p. 296, XVII.
Petrus de Ambosia, miles, p. 541.
Petrus Andrasii, procurator Regis in senescallia Carcassonensi, p. 520, I.
Petrus Andree, p. 17, II.
Petrus Arnaldi Tharis, p. 17, II.
Petrus Artaudi (magister), p. 17, II.
Petrus de Barlai, miles, p. 62, V.
Petrus de Bailli (dominus), p. 145, XV.
Petrus de Bauceio, miles, p. 426, XXII; — scutifer, p. 432, VII.
Petrus de Baugiaco (magister), p. 370.
Petrus de Belna, miles, et ejus uxor, domini villæ de Berruco, p. 418, VII.
Petrus de Bertecuria, canonicus Sanctæ-Genovefæ Parisiensis, p. 613, I.
Petrus, dictus Binalt, p. 310, XXX.
Petrus de Bituriis, p. 626; p. 884, p. 885 et seq.
Petrus de Blanasco, miles Regis, senescallus Pictavensis, p. 361, XXV; — miles, p. 423, XIV.
Petrus Boneti (magister), p. 16, II.
Petrus de Bougli, miles, p. 353, IV.
Petrus *Boche-Noire*, miles, p. 269, X; p. 332, XXII.
Petrus Boverii, canonicus Attrebatensis, p. 258, XVII.
Petrus de la Branda, domicellus, p. 14, II.
Petrus de Brocia, p. 144, VII; p. 173, V; p. 547, XVI.

Digitized by Google

Petrus Bruni, p. 17, II.
Petrus de Buxebia, p. 376, XXIV.
Petrus Buyron, civis Remensis, p. 326, VIII.
Petrus Cambellani, p. 94, XXIX.
Petrus de Canaberiis, miles, p. 190, I.
Petrus de Capella (dominus), p. 308, XXV.
Petrus de Capis (magister), p. 626; — cancellarius Regis et thesaurarius Laudunensis, p. 669, XVII.
Petrus Carbonarius de Perona, p. 130, II.
Petrus de Castra, cancellarius Carnotensis, p. 64, XII.
Petrus de Charmeia (magister), p. 283, V.
Petrus Choisel, miles, p. 190, I.
Petrus de Claro-Monte, miles, p. 457, X; p. 485, VI.
Petrus de Cortenbio, miles, p. 305, XVI.
Petrus Crassi, collector manuum mortuarum, p. 373, VIII.
Petrus Dalemanz, miles, p. 72, III.
Petrus Dore, p. 236, VII.
Petrus de Dernayo (magister), p. 50, I.
Petrus Flote (dominus), p. 13, II; p. 19, III; p. 21, III; p. 386, XII; p. 397, II; p. 407, XVII.
Petrus de Foilliaco, miles, p. 329, XVII.
Petrus Folco, p. 17, II.
Petrus de Foresta, scutifer, p. 435, XIV.
Petrus de Gannis, miles, p. 91, XIV.
Petrus de Garric, p. 279, I.
Petrus Gauchin, p. 258, XVII.
Petrus Giffart, p. 130, III.
Petrus de Gobz, p. 230, IX.
Petrus Harel, p. 98, III.
Petrus Harel de Compendio, p. 113, XII.
Petrus de Houdents (dominus), p. 150, XXXIII.
Petrus de Galhardo, miles, capitaneus Flandriæ, p. 622, XI.
Petrus Garda, domicellus, p. 14, II.
Petrus Giraudo, domicellus, p. 17, II.
Petrus de la Grava, p. 17, II.
Petrus le Guernone, p. 283, V.
Petrus Harsardi, p. 281, III.
Petrus de Inclaustro, mercator Parisiensis, p. 270, XIII; p. 495, VI; p. 496, VII.
Petrus de Langonis, p. 882.
Petrus *le Beau*, civis Corbye, p. 430, I.
Petrus de Longata, scutifer, p. 617.
Petrus de Macherello, miles, p. 305, XVI.
Petrus de Manzincort, miles, p. 72, II.
P. Mangon, p. 882.
Petrus Marcellus, civis Parisiensis, p. 426, XXXII.
Petrus dou Marcheil, p. 314, XII.
Petrus de Marolio, p. 373, VIII.
Petrus Mayroleau, nepos domicelli Hardoyni de Mayrolles, p. 614, III.
Petrus Medici, p. 303, XII.
Petrus de Meduna, canonicus Noviomensis, p. 317, XIX.
Petrus, dictus de Mesalem, miles, p. 113, XXIV.
Petrus de Naillac, miles, dominus de Gargelesse, p. 63, VIII.
Petrus de Narsiaco, miles, p. 114, XVI.
Petrus de Ponte, p. 280, I.
Petrus de Porta, canonicus Burdegalensis, p. 230, p. IX.
Petrus de Pratellis, p. 85, XXXV; p. 86, XXXVI.
——— armiger, p. 55, VI.
Petrus Reginaldi, p. 17, II.
Petrus Remigii, p. 626.
Petrus Rossel, p. 16, II.
Petrus de Salicibus, miles, p. 66, XV.
Petrus de Scorcellis, armiger, p. 382, VIII.
Petrus Severin, p. 640, XIV.
Petrus de Seyran, p. 280, I.
Petrus de Serginis, miles, p. 385, XI.
Petrus, Silvanectensis episcopus, p. 401, IX.
Petrus de Tornella de Cabanaco, p. 97, XXXII.
Petrus de Vermacio, miles, p. 382, VIII.
Petrus Vigerii, p. 180, XXIX.
Petrus de Villa-Migon, ballivus in montanis Arverniæ, p. 89, VIII.
Petrus de Vormarcio, miles, p. 375, XVIII.
Phelippe de Souci, p. 416, II.
Philippa, filia vicecomitis Leomanniæ, p. 55, V.
Philippa de Sancto-Floro, p. 590, III.
Philippi de Bordonio (filii), p. 144, IX; p. 166, XXXIV; p. 191, IV.
Philippus II, rex Franciæ, p. 29, I; p. 32, II; p. 351, XXXIX; p. 358, XVIII.
Philippus III, rex Franciæ, p. 109, XXIV; p. 252, I; p. 268, VII; p. 282, IV; p. 345; XXVII; p. 356, XI; p. 359, XX; p. 361, XXVIII.
Philippus IV, rex Franciæ, p. 9, II; p. 19, III; p. 21; p. 28, I; p. 31, II; p. 44, XXIV; p. 48, I; p. 50, I; p. 287, XV; p. 292, XI;

p. 380, VI; p. 576, XII; p. 632, VI; p. 637, XII.
PHILIPPUS V (rex), p. 675, I.
PHILIPPUS, comes Flandriæ, p. 28, I; p. 30, 32, II.
PHILIPPUS, primogenitus comitis Attrebatensis, p. 277, IX.
PHILIPPUS, conciergius Parisiensis, p. 213, XXXV.
PHILIPPUS BARBE, ballivus Regis, p. 594, VI.
PHILIPPUS DE BELLO-MANERIO, senescallus Xanctonensis, p. 277, V; p. 287, XVI; p. 309, XVI; p. 874; — primogenitus ejus, p. 401, IX.
PHILIPPUS DE CALVINIACO, miles, p. 269, X; p. 332, XXII.
PHILIPPUS CONVERSI (magister), p. 423, XIII; p. 615, IV; p. 626; p. 660, XII; p. 682, V.
PHILIPPUS DE CONCHES, p. 280, I.
PHILIPPUS DE FLANDRIA, p. 375, XVII.
PHILIPPUS DE GUYENCORT, miles, p. 270, XV.
PHILIPPUS DE MILLIACO (magister), p. 167, XXXIX.
PHILIPPUS DE MONTE-FERRANDO, miles, p. 109, XXXV.
PHILIPPUS DE MORNAYO (magister), p. 626; p. 660, XII; p. 682, V.
PHILIPPUS DE OGERIO, p. 150, XXXV; p. 156, VI.
PHILIPPUS DE PLANCEYO, miles, ad partes senescalliæ Petragoricensis deputatus, p. 464, VIII.
PHILIPPUS POISE-AVANT, p. 379, IV.
PHILIPPUS, primogenitus Othonis de Tociaco, p. 408, XIX.
PICBIO (major et jurati de), p. 118, XXXII; p. 208, XX; p. 316, XVII; — (major et scabini de), p. 354, VII; — (homines de), p. 288, II.
——— (dominus de), p. 118, XXXII; p. 173, VI; p. 208, XX; p. 288, II; p. 354, VII.
PICTAVENSES (major et jurati), p. 487, II.
——— (comes et comitissa), p. 139, XXXIII.
PICTAVENSIS (episcopus), p. 167, XXXVIII; p. 265, XXX; p. 605, XVIII.
——— (comes), p. 34, III; p. 35, IV; p. 47, p. 167, XXXVIII; p. 180, XXIX; p. 268, VI; p. 273, XXV.
——— (senescallus), p. 128, LXII; p. 194, XIX; p. 244, XIV, XV; p. 286, XIII; p. 303, XII; p. 312, IV; p. 361-362, XXV; p. 421, XII; p. 484, IV; p. 593, 605, XVIII; p. 619, IX; p. 629, III.
PICTAVENSIS (magister scolasticus), p. 633, 634, VIII.
——— (decanus), p. 671, XXIV.
PIERRE DU BOIS, chevalier, p. 379, III.
PIERRE DE SAINT-AMANT (monseigneur), p. 517.
PIERRE DE SANQUIN, chevalier, p. 518.
PIGNERIIS (prepositus de), p. 433, X.
PINQUIGNIACI (dominus), p. 166, XXXV.
——— (vicedominus), p. 198, VIII; p. 256, X.
PINU (abbas et conventus de), p. 487, II.
PIRIS (religiosi de), p. 216, XLI.
PODENPNACO (prior de), p. 121, XLIII.
PODIENSIS, *vide* Aniciensis.
PONCIUS BREMUNDI, p. 357, XVI.
PONCIUS DE CURTIS, p. 17, II.
PONCIUS DE PODIO, miles, p. 551, XIX.
PONCIUS, filius Poncii de Podio, p. 551, XIX.
PONCIUS DE SUCIOLIS, de Monte-Pessulano, p. 609, XXIII.
PONTE (dominus de), p. 275, XXX.
PONTIBUS (dominus de), p. 230, X.
PONTIS-CASTRI (castellanus), p. 385, XII.
PONTIS-LEVEII (abbas et conventus), p. 120, XLI; p. 138, XXVIII.
PONTIVENSES (mercatores), p. 519, X; p. 685.
PONTIVI (comes), p. 38, XI; p. 62, IV; p. 127, LXI; p. 131, IV; p. 274, XXVIII.
——— (comites), p. 48, I.
——— (Johanna, comitissa), p. 160, XX.
——— (senescallus), p. 196, XXXII; p. 666, XIX.
PONTIVO (dominus de), p. 233, XXII; p. 337, VII.
PRATELLIS (dominus de), p. 86, XXXVI.
PREDICATORES (fratres), p. 259, XVII; — Blesenses, p. 331, XXI.
PREMONSTRATENSES (abbas et conventus), p. 79, V.
PRIVICONII (vicedominus), p. 423, XIII.
PRUILLIACENSIS (abbas et conventus), p. 540, IX.
PRUVINENSES (concordatum inter textores, fullones et lanatores), p. 476, XIII; p. 477, XIV; p. 478, XV.
——— (major et jurati), p. 177, XIX.
PRUVINENSIS (ballivus), p. 228, VI.

Pyceio (de), *vide* de Piceio.
Pynon (dominus de), p. 72, III.
Pynnoe (domicella de), p. 233, XXI.
Pyssiacensis (archidiaconus), p. 116, XXIII.

R

R. comes Attrebatensis, *vide* Robertus.
R. Barbou, *vide* Regerius.
R. de Bruilliaco (dominus), p. 423, XIII.
R. de Mullento (magister), p. 423, XIII.
R. Nepotis (magister), p. 423, XIII.
R. Thibotot, *vide* Richardus.
R. comes Tolosanus, p. 217, XLIII.
Radulphi Aurelianensis (fratres uxoris), p. 180, XXVI.
Radulphus de Albusone (magister), p. 670, XXIII.
Radulphus Aurelianensis, p. 180, XXVI.
Radulphus de Bello-Forti, armiger, p. 148, XXIX.
Radulphus Cambellanus, miles, p. 132, XI.
Radulphus de Cociaco, p. 375, XX.
Radulphus de Essone, p. 90, XI.
Radulphus de Francorvilla, miles, p. 60, XXIII.
Radulphus, dominus Fulgeriarum, p. 263, XIV.
Radulphus de Halis, p. 280, I.
Radulphus le Bastonier, ballivus Hervei de Leonia, p. 89, IX.
Radulphus le Macis, civis Ambianensis, p. 228, IV.
Radulphus de Meullento, miles, p. 259, II.
Radulphus de Nigella (dominus), p. 72, III; p. 218, XLIV; p. 284, VIII.
Radulphus de Paciaco, civis Parisiensis, p. 272, XX; p. 274, XXIX.
Radulphus de Pereslis (magister), clericus Regis, p. 541.
Radulphus de Stratis, marescallus Franciæ, p. 250, IX; — miles, p. 338, IX; p. 359, XXI; — ejus primogenitus, p. 201, XVI.
Radulphus de Tornella (dominus), p. 94, XXXV.
Radulphus de Ve, armiger, p. 338, IX; p. 359, XXI.
Raginaldus de Verduno, p. 280, I.
Raimbaudus Lombardus, factus civis Parisiensis, p. 425, XIX.
Rampnulphus (Rotlandus), domicellus, p. 17, II.
Randone (dominus de), p. 365, XXXII; p. 427, XXX.
Raoul Flamenc, p. 416, II.
Raoul de Preaus, clerc le Roy. p. 596.
Raoul de Tourote (*monseigneur*), p. 121, LV.
Raous li Poussieur, escuiers, p. 417, III.
Rapernol Helias, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Raterius de Castro-Novo, p. 307, XXII.
Raymundi, comitis Tholosani (mater), p. 33, I.
Raymundus Arnaldus, miles, p. 45, II.
Raymundus Box-Oste, p. 279, I.
Raymundus Barasci, p. 315, XIV; p. 360, XXIII.
Raymundus Boco, damnatus ad emendam in judicio G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Raymundus de Levezone, armiger, p. 321, XXXI.
Raymundus de Montaldo, p. 18, II.
Raymundus de Campana, miles, senescallus Agennensis, p. 13, II.
Raymundus de Curtis-Senioris; ejus filius, p. 17, II.
Raymundus Gosceleni, dominus Useciæ, miles; p. 485, VI.
Raymundus de Locassono (magister), advocatus de Agenno, p. 6, I; p. 12, II.
Raymundus Nadal, p. 16, II.
Raymundus de Sauzeto, domicellus, p. 13, II.
Raymundus de Syreis, damnatus in causa G. de la Brossa, p. 334, XXVIII.
Raymundus de Verriaco, miles, p. 419, XII.
Raymundus Vincencii, p. 17, II.
Raynaudus Arnaldi, monetarius, p. 17, II.
Raynaudus, comes Forensis, p. 143, VI.
Rebagensis (abbas et conventus monasterii), p. 655, VII.
Redonensis abbas, p. 340, XVI.
Regalis-Montis (abbas et conventus), p. 92, XVII; p. 195, XXIV; p. 264, XVI; p. 550, XVIII.
——— (monachi), p. 62, V; p. 175, XIII; p. 285, XII.
Regerius, comes Viennæ, p. 160, XXI.
Regerus, castellanus Belvacensis, p. 82, XVII.

Regerius Barbou, p. 218, XLV; p. 274, XXVIII; p. 308, XXV; p. 634, VIII.
Regerius Fromondi, miles, p. 190, I.
Regerius de Mormam, miles, p. 156, V.
Regerius de Mussi, p. 337, VI.
Regerius de Pontibus, p. 319, XXV.
Regerius de Tria, p. 155, I; p. 250, IX.
Regina, uxor domini Eadmondi, p. 372, V.
Reginaldus Barbou, p. 660, XII.
Reginaldus de Barro, miles, p. 414, XXVIII.
Reginaldus Delor, miles, p. 617, VI.
Reginaldus de Bel (magister), p. 680.
Reginaldus de Levignen, p. 89, VII.
Reginaldus de Sagio, clericus Regis, p. 102, XIV; p. 612, V.
Reginaldus Lenglies, p. 593.
Reginaldus de Trya, p. 116, XXIV.
Reginaldus de Vico, abbas monasterii de Nigro-Lacu, p. 683, VII.
Remense (capitulum), p. 55, VI; p. 67, XVI; p. 227, III; p. 228, V; p. 276, II; p. 638, XII.
Remenses (scabini), p. 147, XXVII; p. 354, IX; — (scabini et cives), p. 260, V; p. 637, p. 643; — (burgenses), p. 234, XXV; — (cives quidam), p. 326, VIII; p. 354, IX.
Remensis (archiepiscopus), p. 108, XXXII; p. 109, XXXIV; p. 147, XXVII; p. 160, XIX; p. 178, XXIII; p. 195, XXV; p. 206, VIII; p. 234, XXV; p. 236, IX; p. 260, V; p. 270, XVI; p. 276, II; p. 355, IX; p. 467, I; p. 637, 643; — *Vide* Bannum, in indice rerum.
——— archiepiscopi (procurator), p. 355, IX; p. 467, I.
——— archiepiscopi (burgenses), p. 307, XX.
——— capituli (burgenses), p. 67, XVI.
Remerius Accursii, p. 214, XXXVIII.
Remigius, clericus comitis Barri, p. 57, XIII.
Renerius la Bonete de Bors, p. 227, III.
Renerius de Sancto-Porciano, p. 434, XII.
Renier de Saint-Amant (*monseigneur*), p. 517.
Resti (treffonarii), p. 206, IX.
Restif de Santa-Columba, armiger, p. 109, XXXV.
Retest (*li cuens et la contesse de*), p. 211, XXIX.
Reviaco (domina de), p. 124, LIII.
Reymundus, vicecomes Fronciaci, p. 107, XXX.
Ribayriaco (capellanus de), p. 14, II.
Richardus (rex), p. 134, XIV; — rex Angliæ, dux Normanniæ, etc. p. 351, XXXIX; p. 551, XVIII; p. 602, XV.
Richardus de Colcestre, p. 16, II.
Richardus Cors-Domme, vicecomes Vernolii, p. 605, XIX.
Richardus Gœlon, p. 57, XII.
Richardus Gruel, p. 84, XXX; — civis Parisiensis, p. 102, XV.
Richardus Gruele, p. 81, XII.
Richardus Guillelmus de Donne-Maria, p. 348, XXXVI.
Richardus de Hestreya, p. 647, III.
Richardus Male-Herde, armiger, p. 380, V.
Richardus Rousselli de Cousson, p. 401, X.
Richardus Thibotot (magister), p. 626, 634, 882, VIII.
Ripperia (homines de), p. 235, VI; p. 302, XI; p. 427, XXVII.
Robert de Faviers, p. 416.
Robertus, rex Franciæ, p. 541.
Robertus Aguilon, miles, p. 105, XXVII.
Robertus, dominus Asperi-Montis, p. 75, XI.
Robertus, comes Attrebatensis, p. 127, LXI; p. 381, VII; p. 420, X.
Robertus de Attrebato, p. 364, XXVIII; p. 660, XII; p. 665, XVIII; — (comes de Bello-Monte-Rogeri), p. 629, IV; p. 660, XIII; — ejus avus Robertus de Attrebato, p. 629, IV.
Robertus de Bailleux, miles, p. 353, IV.
Robertus de Bain, p. 310, XXXI.
Robertus Bertran, miles, p. 178, XXII.
Robertus de Boucli, armiger, p. 353, IV.
Robertus, dux Burgundiæ, p. 66, XV; p. 154, XLVIII; p. 843, XXII.
Robertus de Capella, miles, p. 471, VII.
Robertus Caras, armiger, p. 109, XXXV.
Robertus de Castro Marino, miles, p. 388, XVII.
Robertus de Clameciaco, civis Bituricensis, p. 73, IV; p. 75, X; p. 84, XXVII.
Robertus, comes Clari-Montis, p. 121, XLIV; p. 141, XXXIX.
Robertus de Coardon, miles, p. 374, XV.
Robertus, dominus de Creseques, p. 486; I.
Robertus de Esseio, armiger, p. 72, II.
Robertus de Estotevilla (dominus), p. 86, XXXVI.

Robertus de Faynoles, miles, p. 288, III.
Robertus de Ferrieres, p. 310, XXXI.
Robertus Foison, canonicus, p. 274, XXVIII; — magister, p. 376, XXIV.
Robertus, dictus de Fossatis, p. 440, XXVII; p. 457, XI.
Robertus Freteaux, miles, p. 127, LXI.
Robertus Guichardi, miles, p. 116, XXV.
Robertus de Haia, armiger, p. 150, XXXIV.
Robertus le Kaisne de Peronna, p. 353, IV.
Robertus de la Cooigne, p. 347, XXXIII.
Robertus, filius Petri de Maneincort, militis, p. 72, II.
Robertus de Marchia, p. 213, XLV.
Robertus de Meantiz, p. 153, XLIV.
Robertus de Minebiis, p. 374, XV.
Robertus de Montigebo, p. 85, XXXV; p. 86, XXXVI.
Robertus de Pissiaco, miles, p. 114, XVI.
Robertus de Sacro-Cesaris, miles, p. 237, XI.
Robertus de Signiaco, armiger, p. 269, X.
Robertus Sine-Averio, miles, p. 89, IX; p. 109, XXXV.
Robertus Toison, p. 882.
Robertus de Trousseauvilla, civis Rothomagensis, valletus Regis, p. 374, XIII; p. 400, VIII.
Robertus de Turricula, miles, p. 110, I.
Robertus, dominus de Waurin, p. 621, XI.
Robertus de Yvriaco, miles, p. 85, XXXV.
Robinus de Capella, scutifer, p. 471, VII.
Rocardus, serviens Castelleti Parisiensis, p. 556, II.
Rociaci (comes), p. 56, X; p. 61, III; p. 80, V; p. 134, XVI; p. 329, XIX; p. 617, VI; — (comitissa), p. 617, VI.
Rogerius le Cras, ballivus Silvanectensis, p. 225, VIII.
Rogerius de Sancto-Hylario, valletus Regis, p. 400, VIII.
Rogerius de Broce (dominus), p. 251, XIII.
Rogerius de Fleguieres, p. 648, IV.
Rogerus de Rume, miles, p. 75, XI.
Rogier de Lisle, p. 124, LV.
Romani (mercatores), p. 181, XXXI.
Roscidæ-Vallis (magister hospitalis), p. 414, XXVIII.
Rothomagense (capitulum), p. 494, IV; p. 495, VI; p. 550, XVIII.
———— (scacarium), p. 210, XXVI; p. 356, XIV; p. 494, IV et seq. p. 647, III; p. 663, XV.
Rothomagenses (major et jurati), p. 400, VIII; p. 622, XII.
———— (major et pares), p. 135, XIX.
———— (cives), p. 81, XIV; — eorum in Regis gentes enorme factum, p. 356, XIV.
Rothomagensis (archiepiscopus), p. 138, XXV; p. 141, I; p. 301, VI; p. 550, XVIII.
———— (abbas), p. 348, XXXVII. — *Vide* Sanctus-Audoenus.
———— (vice-comes), p. 135, XIX.
———— (ballivus), p. 135, XIX; p. 218, XLV; p. 243, IX; p. 341, XVIII; p. 647, III.
Rotlandus Rampnulphus, domicellus, p. 17, II.
Roucei (comes), p. 195, XXII.
Royæ (decanus et capitulum), p. 336, II; — (burgenses), p. 519, X; — (castellanus), p. 336, II.
Royenses (major et jurati), p. 298, II; — pedagiarii Regis, p. 356, XII.
Ruppe (dominus de), p. 453, V.
Ruppella (burgenses de), p. 124, LIV.
———— (major et jurati de), p. 128, LXII.
———— (major et burgenses de), p. 99, VII; p. 235, IV; — (burgenses), p. 339, X.
Ruppi-Forti (dominus), p. 406, XVI. — *Vide* Johannes de Cabillone.
Rustanus de Solerio, p. 230, IX.
Ruthenensis (comes), p. 388, XVII.
———— (senescallus), p. 258, XIV; p. 321, XXXI; p. 388, XVII.
Ryomenses (burgenses), p. 439, XXII.
———— (Lombardi facti cives), p. 439, XXII.
Ryomensis (magister monetæ), p. 81, XV.

S

Sabaudiæ (comes), p. 645, I.

Sacri-Cesaris (comes), p. 60, XIX; p. 237, XI; p. 343, XXIII.

——— (comitissa), p. 237, XI.

Sacri-Portus (abbas et conventus), p. 471, VII.

Sagiensis (episcopus), p. 473, IX.

Salmis (comitissa de), p. 114, XVIII.

——— (procurator comitissæ de), p. 114, XVIII.

Sanctæ-Genovefæ Parisiensis (abbas et conventus), p. 375, XVIII; p. 382, VIII; p. 415, XXIX; p. 877; — (camerarius), p. 375, XVIII; — (major), p. 680.

Sanctæ-Katerinæ (abbas), p. 341, XVIII.

Sanctæ-Mariæ-Magdalenæ Rothomagensis, (prior et fratres hospitalis), p. 74, VII; p. 191, IX; p. 205, VI; p. 271, XVII.

Sanctæ-Mariæ Suessionensis (abbatissa et conventus), p. 152, XL; p. 877.

——— Senonensis (prior), p. 262, XI; p. 365, XXXI.

Sanctæ-Radegundis Pictavensis (canonici), p. 235, V; p. 286, XIII.

Sancti-Amandi (abbas), p. 517-518.

——— de Torigniaco (ecclesia), p. 402, XI.

——— (conventus) dyocesis Petragoricensis, p. 187, XLVII.

——— Rothomagensis (abbatissa et conventus), p. 495, VI; p. 496, VII.

Sancti-Aredii (decanus), p. 320, XXVIII.

Sancti-Asterii (abbas), p. 14, II; p. 37, IX.

Sancti-Audoeni Rothomagensis (abbas et conventus), p. 216, XLI. — *Vide* Rothomagensis abbas.

——— Rothomagensis (procurator), p. 210, XXIV.

——— (homines de parrochia), p. 191, VII.

Sancti-Audomari (majores et scabini), p. 133, XIII.

——— (scabini), p. 312, III.

Sancti-Audonni (castellanus), p. 213, XXXIV.

Sancti-Augustini Parisiensis (religiosi), p. 599, XI.

Sancti-Benedicti Floriacensis (abbas et conventus), p. 55, IV; p. 135, XVII-XVIII; p. 305, XVI; p. 634, IX; p. 635, X.

Sancti-Cornelii Compendiensis (abbas et conventus). — *Vide* Compendienses abbas et conventus.

Sancti-Desiderii (burgenses), p. 702, p. 900 et seq. — (sanctimoniales), p. 713, LV.

Sancti-Dyonisii (abbas), p. 121, XLIV; p. 218, XLV; p. 228, VI; p. 418, VI; p. 463, VII; p. 560, XII; p. 682, V.

Sancti-Dyonisii in Francia (abbas et conventus), p. 140, XXXIV; p. 181, XXXIV; p. 208, XVII; p. 263, XIII; p. 308, XXV; p. 412, XXV; p. 427, XXVIII; p. 515, VI-VII; p. 878, p. 879, IV; — (draperii), p. 502, I.

Sancti-Dyonisii abbatis et conventus (procurator), p. 318, XXII; p. 373, VIII; p. 879, V.

——— in ballivia Aureliacensi (abbas et conventus), p. 329, XVIII.

Sancti-Egidii in Provincia (abbas), p. 162, XXVI; — (abbas et conventus), p. 182, XXXVI.

Sancti-Eligii Parisiensis (prior), p. 449, XIII; p. 589, I.

Sancti-Frontonis Petragoricensis (abbas et capitulum), p. 423, XV.

Sancti-Germani (abbas), p. 100, X; p. 660, XII; p. 682, V.

Sancti-Germani Altissiodorensis (abbas), p. 419, VIII; — (abbas et conventus), p. 419, IX; p. 432, V, VI.

Sancti-Germani-in-Laya (prior), p. 447, VIII.

Sancti-Germani-de-Pratis (abbas et conventus), p. 250, VIII; p. 283, VI; p. 599, XI; p. 670, XXIII; p. 671, XXIV; — (abbas), p. 435, XIII; p. 613, I; — (habitatores villæ), p. 411, XXII.

Sancti-Guillelmi de Desertis (abbas), p. 345, XXVII; p. 356, XI.

Sancti-Jacobi de Beurrenio (burgenses), p. 158, XV.

Sancti-Johannis Angeliacensis (abbas), p. 275, XXX.

——— (major et jurati), p. 316, XV.

Sancti-Johannis Jherosolimitani (prior et fratres hospitalis), seu Hospitalarii, p. 62, VI; p. 134, XIV; p. 300, V; p. 879, IV, V; — eorum privilegia, p. 601, XII; — bona Templariorum colligunt, p. 580, p. 583, XIII; p. 643, XVII.
Sancti-Johannis Hospitalis (procurator), p. 222, II; p. 360, XXII; p. 414, XXVIII; — (magister), p. 423, XIII.
Sancti-Johannis Laudunensis (abbas), p. 240, XVI; — (abbas et conventus), p. 137, XXIV; p. 244, X; p. 375, XX; — (procurator), p. 254, VII.
Sancti-Johannis Senonensis (abbas et conventus), p. 249, IV.
Sancti-Johannis in Vineis (abbas et conventus), p. 152, XL.
Sancti-Jovini de Marnis (abbas et conventus), p. 73, V; p. 82, XVI.
Sancti-Juliani Turonensis (abbas et conventus), p. 380, V.
Sancti-Juniani, Lemovicensis diocesis (consules et communitas), p. 244, XIV; p. 292, XI.
Sancti-Laurencii de Torigniaco (capella), p. 402, XI.
Sancti-Laurencii de Leonibus (prior et conventus), p. 153, XLVI.
Sancti-Lazari Jherosolimytani (leprosi), p. 601, XIII.
Sancti-Leonardi Nobiliacensis (consules et communitas), p. 257, XIII.
Sancti-Luciani Belvacensis (abbas et conventus), p. 175, XIV.
Sancti-Maglorii Parisiensis (monasterium), p. 491, VII.
——— (prepositus), p. 680.
Sancti Mammetis (homines villæ), p. 539, VIII.
Sancti-Marcelli prope Parisius (habitatores), p. 411, XXII.
Sancti-Martini-in-Bosco (abbas et conventus), p. 161, XXIV.
Sancti-Martini-de-Campis (prior et conventus), p. 207, XIV; p. 271, XVIII.
Sancti-Martini Laudunensis (abbas et conventus), p. 69, VII.
Sancti-Martini Turonensis capituli (procurator et vicarius), p. 595, VIII.
Sancti-Martini de Ordeis, Parisiensis (capellanus), p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
Sancti-Martini Turonensis (thesaurarius), p. 274, XXVIII.
Sancti-Mauricii Turonensis (capitulum), p. 139, XXX.
Sancti-Mauricii (domina), p. 284, VIII.
Sancti-Maxencii (abbas), p. 194, XVIII, XIX.
——— (abbas et conventus), p. 166 XXXIII.
Sancti-Medardi (abbas et conventus), p. 303, XI.
Sancti-Medardi Suessionensis (abbas et conventus), p. 87, I; p. 130, I; p. 236, VI; p. 262, VIII; p. 427, XXVII.
Sancti-Mennii prope Cathalanum (abbas et conventus), p. 309, XXVII.
Sancti-Nicholai-in-Bosco (abbatis et conventus procurator), p. 203, II; p. 375, XXII.
Sancti-Nicolai, juxta Bajocum (domus leprosariæ), p. 601, XII.
Sancti-Nicolai-de-Campis (Parisiensis ecclesia), p. 679.
Sancti-Palladii (homines), p. 184, XXXVIII.
Sancti-Pauli (comes), p. 55, V; p. 157, VIII; p. 519, X.
Sancti-Petri in Abbatis-Villa (prior et conventus), p. 251, XIV; p. 337, VII.
——— super Dyvam (abbas et conventus), p. 278, XX; p. 210, XXVIII; p. 268, VII; — (abbas et procurator), p. 299, III.
Sancti-Petri Gandensis (abbas et conventus), p. 266, III.
Sancti-Petri Matisconensis (abbas et conventus), p. 208, XIX.
Sancti-Petri-Monasterii (homines villæ), p. 542, X.
——— (prior et conventus), p. 542, X.
Sancti-Petri-Puellarum (capitulum), Bituris p. 436, XVII.
Sancti-Porciani (prior et conventus), p. 53, I; — (prior), p. 434, XII.
Sancti-Quintini (communia), p. 144, XIII; p. 317, XVIII; p. 483, III; p. 434, V; p. 648, IV; p. 663, XVI; p. 686, XI.
——— (decanus et capitulum), p. 140, XXXVII; p. 398, IV.
——— (castellanus), p. 352, I.
——— (custos), p. 122, XLVI; p. 289, IX; p. 397, II.

Sancti-Quintini (vicecomes Regis in villa), p. 649.
——— (major), p. 144, XIII; — (major et jurati), p. 227, I; p. 304, XV; p. 317, XVIII; p. 522, III.
——— in insula (monachus), p. 142, II.
Sancti-Remigii Remensis (abbas et conventus), p. 109, XXXIX.
Sancti-Richarii (abbas), p. 139, XXXI.
——— (major et jurati), p. 469, IV; p. 561-572, VI-VII.
——— (major et scabini), p. 69, VI; p. 91, XV; p. 97, I; p. 242, IV; p. 249, V; p. 270, XIV; p. 289, IV; p. 297, I; p. 312, VI; p. 325, VI; p. 479, I.
——— (abbas et conventus), p. 131, IV; p. 172, I; p. 173, IV; p. 195, XXVI; p. 196, XXXII; p. 234, XXIII; p. 289, IV; p. 479, I; p. 561-572, VI-VII.
——— (burgenses), p. 217, XLII.
——— (præpositus), p. 561, VI.
——— (frocarius monasterii), p. 469, IV.
——— (duo clerici), p. 114, XV.
Sancti-Salvii de Monsterolio-supra-Mare (abbas et conventus), p. 67, I.
Sancti-Saumeri (abbas et conventus), p. 180, XXVIII.
Sancti-Savini (abbas), p. 374, XIV.
Sancti-Severini Burdegalensis (decanus et capitulum), p. 97, XXXIII.
Sancti-Stephani Nivernensis (prior), p. 77, XVII.
Sancti-Theodosii, apud Luternai (abbas et conventus), p. 427, XXVI.
Sancti-Ulmari in Bosco (abbas et conventus), p. 206, XII; p. 339, XI; p. 932, VI.
Sancti-Ursini Bituricensis (prior et capitulum), p. 83, XXI.
Sancti-Vedasti Attrebatensis (abbas et conventus), p. 205, VII; p. 246, XIX; p. 247, XXI; p. 364, XXVIII; p. 389-394, XVIII; p. 420, X; — eorum procurator, p. 381, VII; p. 393.
Sancti-Vincencii Silvanectensis (abbas et conventus), p. 92, XIX.
——— (procurator abbatis), p. 225, VIII.
Sanctus Lupus, archiepiscopus Senonensis, p. 646, II.
Sanctus Yllidius Claromontensis, p. 385, XII.
Sarlatenses (abbas et conventus), p. 179, XXV; p. 270, XXII; — eorum procurator, p. 179, XXV.
Sarmati (dominus), p. 67, II.
Sarreta de Foilloello, p. 131, V.
Savigniaci (abbas), p. 132, VIII; — (abbas et conventus), p. 600, XII.
Savigneio (monachi de), p. 263, XIV; — eorum procurator, p. 263, XIV.
Senonenses (cives); eorum querelæ de majore et scabinis, p. 650, V.
——— (mercatores quidam), p. 452, IV.
——— (carnifices), p. 202, XVIII.
Senonensis (archiepiscopus), p. 179, XXIV; p. 232, XIV; p. 423, XIII; p. 646, II.
——— (officialis), p. 365, XXXI.
——— (decanus), p. 634, VIII; p. 682, V; — (decanus et capitulum); p. 646, II; p. 667, XX.
——— (ballivus), p. 102, XIV; p. 119, XXXVII; p. 131, VI; p. 135, XVII; p. 140, XXXVI; p. 156, III; p. 157, XI; 165, XXX; p. 196, XXIX; p. 206, XII; p. 233, XXI; p. 283, VI; p. 287, XV; p. 314, XI; p. 318, XX; p. 331, XX; p. 341, XIX; p. 365, XXXI; p. 375, XXI; p. 401, X; p. 432, V; p. 472, VII; p. 646, II; p. 651, p. 667, XX.
——— (præpositus), p. 653, 668, XX.
Siciliæ (rex), p. 198, VI.
——— (regina), p. 243, VIII; p. 340, XIV.
Siciliæ reginæ (procurator), p. 250, VI; p. 327, XII.
Sigalonia (archidiaconus), p. 46.
Signiacenses (abbas et conventus), p. 125, LVIII.
Signiacensis (abbas et procurator conventus), p. 125, LVIII.
Silvæ-Majoris (abbas et conventus), p. 269, XII; p. 627, I.
Silvanectense (capitulum), p. 308, XXIV.
Silvanectenses (major et jurati), p. 61, I; p. 78, II; p. 81, XI; p. 91, XII, XVI; p. 104, XXIII; p. 205, VIII; p. 358, XVII; p. 431, III; — (major et communia), p. 187, XLVIII.
Silvanectensis (episcopus), p. 171, XLVI; p. 191, X; p. 205, VIII; p. 401, IX.
——— (electus), p. 301, VI.
——— (ballivus), p. 60, XXIII; p. 61,

1; p. 65, XIV; p. 70, X; p. 78, I, II; p. 81, XI; p. 89, VII; p. 91, XII, XVI; p. 98, IV; p. 103, XVII; p. 113, XII; p. 191, X; p. 225, VIII; p. 237, XII; p. 244, XI; p. 358, XVIII; p. 431, III; p. 439, XXIII; p. 526 et seq. p. 534, XIII; p. 575, X; p. 677, III; p. 878.

SILVANECTENSIS (præpositus), p. 225, VIII.

——— (major), p. 171, XLVI.

SILVANECTO (aliqui domini de), p. 291, VII.

SIMON, *vide* Symon.

SOLIACI (dominus), p. 237, XI; p. 261, VI; p. 286, XIV; p. 482, II; p. 683, VII; — (domina), p. 261, VI; p. 286, XIV; p. 343, XXIII; p. 367, II, III; p. 376, XXIV; p. 387, XVI.

SORZAC (prior de), p. 84, XXIX.

SPERNONE (dominus de), p. 276, IV.

SPILLIACUS DE COCISSIA, decimarum papæ perceptor, p. 397, II.

SPINORUM SOCIETAS, de Florencia, p. 367, II.

STAMPIS (præpositus de), p. 488, III.

STEPHANUS DE BORDIS, p. 758, LXXXV.

STEPHANUS BEROUT, p. 396, XXIV.

STEPHANUS DE CASTELLIONE, armiger, p. 132, VIII.

STEPHANUS DE CHAMLISTRA, miles, p. 408, XX; p. 436, XVI.

STEPHANUS DAMISEL, p. 425, XX.

STEPHANUS GUILLELMI, p. 279, I.

STEPHANUS *LE RICHE* DE CORBEIA, p. 87, II; p. 92, XX.

STEPHANUS DE LUGDUNO, p. 337, VI.

STEPHANUS DE MULLENTO, p. 501, XIII.

STEPHANUS POISSE-AVANT, civis Bituricensis, p. 379, IV.

STEPHANUS DE SACRO-CÆSARI, miles, p. 348, XXXV.

STEPHANUS, comes de Sacro-Cesari, p. 237, XI.

STEPHANUS DE SANCERO, miles, p. 167, XXXIX; XVII.

STEPHANUS, cardinalis tituli Sancti-Ciriaci in Termis, p. 485, VI.

STEPHANUS DE SANCTO-HABUNDO, miles, p. 181, XXXI.

STEPHANUS DE VAIGNORRI, miles, p. 504, IV.

SUESSIONENSES (major et jurati), p. 242, V; p. 554, I; — (decanus et capitulum), p. 366, XXXVI; — (præpositus, decanus et capitulum), p. 575, X.

SUESSIONENSIS (episcopus), p. 68, III; p. 76, XV; p. 250, VII; p. 255, VIII; p. 328, XV; p. 554, I.

——— (comes), p. 80, V; p. 134, XVI; p. 152, XL; p. 156, VII; p. 197, I; p. 675, I.

——— COMITIS (Johannes, primogenitus), p. 159, XVI.

SUYNETUS DE FORESTA, armiger, p. 334, XXVI.

SY. DE MELEDUNO (dominus), p. 423, XIII.

SYCARDUS, frater Ysarni de Lusegio, p. 315, XIV.

SYMON DE AULA (magister), p. 428, XXXIII.

SYMON, comes Pontivi, p. 127, LXI.

SYMON DE BUSSIAÇO (magister), p. 680.

SYMON CROULART (magister), p. 87, II; p. 92, XX.

SYMON DE CUBITIS, miles, p. 66, XV.

SYMON FRECARDI, miles, p. 73, V; p. 82, XVI.

SYMON DE LA KEUE, *chevalier*, p. 379, III.

SYMON LACHASSANHA, burgensis de Glotonis, p. 606, XX.

SYMON DE MONTEFORTI, comes Lincestriæ, p. 107, XXX; p. 454.

SYMON DE MONTIGNIACO, ballivus Altissiodorensis, auditor in curia, p. 324, IV.

SYMON PINET, civis Parisiensis, p. 63, IX.

SYMON DE TREMBLETO, p. 396, XXIV.

SYMON DE TRIA (magister), p. 70, X.

SYMON DE VIENNA, miles, p. 222, II.

SYMON WIART, p. 279, I.

SYSONIA-LA-FRANÇOISE (major et jurati de), p. 126, LX.

T

TALEMONT, p. 54, II.

TANCARVILLA (dominus de), p. 374, XV.

TANQUARVILLE (*le chambellenc de*), p. 404, XIV. — *Vide* p. 132, XI; p. 423, XIII.

TEMPLARII, p. 79, IV; p. 80, IX; p. 115, XIX; p. 128, LXIII; p. 194, XXI; p. 248, III; p. 250, VI; p. 296, XVII; p. 300, I; p. 580-582, XIII; p. 599, XI; p. 643, XVII.

TEMPLI (frater Ugo de Paraut, preceptor militiæ), p. 337, IV.

——— (preceptor et fratres militiæ), p. 193, XVI, p. 248, III; — (procurator), p. 296, XVII.

Templi Visitator, p. 423, XIII.
Templi de Chalou (preceptor et fratres domus), p. 448, XI.
Templi (hospites), *vide* Villæ-Novæ.
Ternenses (mercatores), p. 519, X; p. 685, VIII.
Teroanæ (major), p. 80, VIII.
Th. Dolensis episcopus, p. 355, XI.
Theobaldus, p. 161, XXI; — (magister), p. 366, XXXIII.
Theobaldus Mancion (magister clericus), p. 366, XXXIV.
Theobaldus de Castellione, canonicus Belvacensis, p. 256, IX.
Theobaldus de Givroles, p. 337, VI.
Theobaldus Mathei, p. 302, X.
Theobaldus, rex Navarræ, comes Campaniæ, etc. p. 380, VI; p. 414, XXVIII.
Theobaldus de Poencio, cantor Remensis, p. 55, VI.
———— (dominus), p. 148, XXVIII.
Theobaldus *le Riche* de Corbeia, p. 87, II; p. 92, XX.
Theobaldus de Ruppe-Forti, p. 548, XVII.
Theobaldus, curatus ecclesiæ Sancti-Nicolay-de-Campis Parisiensis, p. 679.
Theophima ad Cultellos, p. 136, XIX.
Thesauraria, uxor Gervasii Tristan, p. 98, V.
Thierricus Flamingus, civis Parisiensis, p. 136, XX.
Thierricus l'Alemant, p. 279, I.
Tholosana (procurator regis in senescallia), p. 497, IX.
Tholosanæ (terrarii senescalliæ), p. 514, V.
Tholosani (comites), p. 217; XLIII.
Tholosanus (episcopus), p. 423, XIII.
———— (senescallus), p. 7, I; p. 40, VIII; p. 282, IV; p. 496, VIII; p. 497, IX; p. 514, V.
Thoma de Ligniaco (procurator comitis Altissiodorensis), p. 324, IV.
Thomas d'Avesnes, bourgeois de Saint-Quentin, p. 336, I.
Thomas de Bruerris, miles, p. 620, X.
Thomas de Sabaudia, p. 634, VIII.
Thomassi (S.), dictus Maceu, serviens Regis, p. 362, XXV.
Thorota (dominus de), p. 510.
Thyais (homines de), p. 435, XIII.
Thyerno seu Thierno (dominus et domina de), p. 363, XXVI; p. 366, XXXV; p. 369, 370, 371, IV. — *Vide* Tyerni, Guillelmus.
Toarcensis (vicecomes), p. 53, II.
Tornacenses (burgenses), p. 191, V; — (mercatores), p. 519, X; p. 685.
———— (cives), p. 353, V; p. 519, X; p. 558, IV.
———— (decanus et capitulum), p. 383, IX; p. 399, VII; p. 558, IV.
———— (præpositus et jurati), p. 304, 383, IX; p. 400, VII; p. 428, XXXIV.
———— (clerici), p. 408, XX.
Tornacensis (episcopus), p. 59, XVIII; p. 423, XIII.
———— (prepositus), p. 197, II.
Touarcensis (vicecomes), p. 201, XVII.
Trecensis (episcopus), p. 169, XLIII; — (electus), p. 423, XIII.
———— (ballivus), p. 415, XXVIII; p. 477, XIV; p. 478, XV.
———— (præpositus), p. 232, XIV.
Tricastro (dominus de), p. 375, XVII.
Tuchius de Roca, scambsor, p. 214, XXXVIII.
Turenne (vicecomes), p. 105, XXVI; p. 105, XXVIII; p. 146, XIX; p. 147, XXVI.
Turonensi (procurator Regis in ballivia), p. 595, VIII.
Turonensis (archiepiscopus), p. 115, XX; p. 139, XXX; p. 311, XXXIII.
———— (decanus), p. 386, XII.
———— (ballivus), p. 82, XVI; p. 91, XIII; p. 139, XXX; p. 270, XV; p. 287, XV; p. 294, XIV; p. 311, XXXIII; p. 319, XXIV; p. 422, XII; p. 426, XVII; p. 432, VII; p. 490, V; p. 508, VIII; p. 596, 615, III.
Turoxiæ (senescallus), p. 251, XII.
Turoxio (Mauricius de), p. 54, IV; p. 61, II.
Tuscani (mercatores), p. 181, XXXI.
Tyengiarum (dominus), p. 244, XIII.
Tyerni (præpositus), p. 370. — *Vide* Thyerno (de).

U

Ugo, p. 53, II.
Ugo de Hermento (magister), auditor in curia, p. 324, IV.
Ugo de Paraut (frater), preceptor militiæ Templi, p. 337, IV.
Ugoninus de Burgundia, p. 154, XLVIII-XLIX; p. 157, XI; p. 160, XXI.
Ugo, dux, p. 154, XLVIII.
Ursi-Campi (monachi), p. 71, XI.
Usecie (dominus), p. 485, VI.
Utecie (dominus), p. 357, XVI.
Uticensis (dominus), p. 357, XV.
Uyssello (dominus de), p. 436, XV.

V

Valeriaci (dominus), p. 96, XXXI.
Valesiæ (dominus), p. 682, V.
——— (comes et comitissa), p. 78, I; — comes (Karolus), p. 358, XVIII; p. 360, XXII.
Valletus, p. 109, XXXIII.
Vallis-Lucentis (abbas et conventus), p. 302, IX.
Vallis-Magnæ (abbas), p. 345, XXVII; p. 356, XI.
Vallis-Regiæ (abbas et conventus), p. 467, I.
Vaucellis (abbas et conventus de), p. 509, I.
Velliaco (major et jurati), p. 877.
Vendatori (vicecomes), p. 105, XXVI; p. 145, XIX; p. 434, XI.
——— (castellanus), p. 146, XIX.
Venecenses (mercatores), p. 411, XXIII.
Vergni (dominus de), p. 160, XXI.
Vernolii (burgenses), p. 94, XXVI; — (major et burgenses), p. 601, XII; — (ballivus), p. 195, XXIII; p. 277, IX; — (vicecomes), p. 403, XII; p. 605, XIX.
Vernonis (homines), p. 438, XXI.
Victoria (abbas et conventus de), p. 80, XI; p. 358, XVII-XVIII; p. 467, II.
Vienna (comes), p. 160, XXI; p. 212, XXIX.
Vierna, relicta Berthini calcinelli militis, p. 557.
Villa-Arnulfi (Odo Bezers, dominus de), p. 343, XXII.
Villæ-Novæ Templi prope Parisius (hospites et mansionarii), p. 425, XVIII.
Villæ-Novæ (præpositus), p. 116, XXII; p. 432, V.
Villæ-Novæ præpositus (Symon de Montiguiaco), p. 324, IV.
Villæ-Novæ Regis (major et jurati), in Belvacinio, p. 444, V; p. 453, V.
Villæ-Novæ-Sancti-Georgii (homines), p. 435, XIII.
Vincencius, archiepiscopus Turonensis, p. 311, XXXIII.
Vindocinenses (comitissa), soror Johannis de Monte-Forti, p. 454, p. 461, IV.
Vire (homines castri de), p. 437, XX.
Viromandensis (comitissa), p. 203, III.
——— (ballivus), p. 57, XIII; p. 67, II; p. 68, III; p. 69, VII; p. 71, XI; p. 77, XV; p. 78, XVIII; p. 79, V; p. 80, X; p. 83, XXIII; p. 87, I; p. 100, XI; p. 110, I; p. 131, V p. 137, XXIV; p. 154, XLVII; p. 156, VII; p. 161, XXIV; p. 200, XIV; p. 218, XLVI; p. 222, I; p. 224, VII; p. 227, I-III; p. 228, V; p. 236, IX; p. 276, II; p. 293, XIII; p. 298, II; p. 308, XXIII; p. 313, IX; p. 320, XXIX; p. 336, II; p. 353, IV; p. 366, XXXVI; p. 416, III; p. 417, IV; p. 424, XVII; p. 442, I-II-III; p. 444, V; p. 453, V; p. 455, VIII; p. 465, IX; p. 483, III; p. 484, V; p. 637, XII; p. 639, p. 648, IV.
Visionis (domina), p. 173, V; p. 196, XXX; — (dominus), p. 327, XII; p. 340, XIV.
Vitalis Sycardi, p. 16, II.
Vitalis de Villa-Nova, domicellus, p. 496, VIII.
Vitriaco (abbatissa de), p. 293, XII; — (abbatissa et conventus), p. 301, VII; — (ballivus), p. 425, XX.
Vivariensis episcopus, p. 397, II.

W

Wacquetus de Hamin, p. 280, I.
Waignouri (*Jehan de Dampierre sire de*), p. 717.
Waleriaci (dominus), p. 324, IV.
Walesiæ, *vide* Valesiæ.
Walet de Vignemont, p. 416, II.
Walo de Monteigniaco, miles, p. 170, XLIV.
Walterus Bertaudi, miles, p. 75, XI.
Wasconiæ (senescallus), p. 12, II; p. 84, XXIX; p. 94, XXVII; p. 97, XXXII-XXXIII; p. 104, XXII; p. 107, XXX; p. 124, LIV; p. 138, XXVI; p. 618, VIII.
Wde de Neufle, chanoine de Rains, p. 836, IX.
Wirini (dominus), p. 423, XIII.
Wilhiaco (major et jurati de), p. 313, IX.
Wimis (dominus de), p. 467, II.

X

Xanctonensis (senescallus), p. 46, p. 58, XIV; p. 235, IV; p. 277, V; p. 287, XVI; p. 319, XXV; p. 629, III.
Xanctonensis (episcopus), p. 46, p. 287, XVI.
——— (archidiaconus), p. 274, XXVIII.

Y

Ymbertus de Bello-Joco, constabularius Franciæ, p. 121, XLIV; p. 284, VIII.
Yolandis de Drocis, uxor Arturi, ducis Britanniæ, p. 548, XVII.
Yolendis de Drocis, uxor comitis Domni-Martini, p. 70, IX; p. 468, III.
Yolendis, soror domini Montis-Belleti, p. 76, XIII.
Ypra (scabinide), p. 709, XXXVII; p. 718 et seq.
——— (mercatores quidam de), p. 455, VIII.
Yprenses (burgenses), p. 714, LXIV.
Ysabella, regina Angliæ, filia regis Franciæ, p. 284, VII; p. 515, VI.
———, mater Ludovici domini Belli-Joci, p. 143, VI.
———, uxor Johannis Darties, militis, p. 128, LXIII.
Ysabellis de Asseriis, p. 314, XII.
——— de Machicolio, p. 294, XIV.
——— de Pruvino, p. 460.
Ysarnus de Lusegio (domicellus), thesaurarius Regis in Caturcinio, p. 315, XIV; p. 551, XIX.
Ysembardus Coquis, p. 302, X.
Ysembardus de Porta, p. 338, VIII.
Ysiodori (abbas et conventus), p. 133, XII.
Yssigiaco (decanus de), p. 270, XII.
Ytalici, *vide* Italici.
Yterius de Turre-Alba, armiger, p. 325, VII.
Yvo (magister), p. 680.
Yvo de Laudunaco, clericus, superintendens financiarum Regis, p. 505, V; p. 598, IX.

Z

Zebaziaci (præpositus), p. 164, XXIX.

INDEX COGNOMINUM.

(Nomina prioris voluminis asterico designantur.)

A

* Abelscubia (de), *vide* Johannes.
Accursii, *vide* Renerius.
Acon (de), *vide* Johannes.
Ademari, *vide* Bertrandus.
Aguineti, *vide* Matheus.
Agulon, *vide* Gaufridus, Robertus.
Aisant, *vide* Jacobus.
* Alaverdo (de), *vide* Pontius Sarra.
Albarest (d'), *vide* Arnaldus.
Albia (de), *vide* B.
* Albigniaco (de), *vide* Radulphus.
Albusone (de), *vide* Radulphus.
* Alemanni, *vide* Beatrix, Sicardus.
Alemant (l'), *vide* Johanna, Thierricus.
Alenconis, *vide* Johanna.
* ——— (de), *vide* Petrus, Robertus.
* Aleynvilla (de), *vide* Hugo.
Almaninus, *vide* Guillelmus.
Aleneto (de), *vide* Galterius, Guillelmus.
Alta-Domo (de), *vide* Johannes.
* Altissiodoro (de), *vide* Amelina.
* Alto-Corvu (de), *vide* Dalmatius.
* Ambazia (de), *vide* Mathildis.
——— (de), *vide* Ambasia, Petrus.
Ambianis (de), *vide* Bernardus.
* ——— (de), *vide* Droco, Petrus.
* Amerius (de), *vide* Theobaldus.
Anchel (de), *vide* Egidius.
* Andeliaco (de), *vide* Rogerus.
Andrasii, *vide* Petrus.
Andree, *vide* Petrus.
* Andusia (de), *vide* Bernardus, Guillelmus, Ysabellis.
* Aneto (de), *vide* Sanctisma, Simon.
* Angelardi, *vide* Berterus.
* Angevin, *vide* Guillelmus, Robertus.
* Anglicus, *vide* Johannes.
Antelini, *vide* Henricus.
Anthonii, *vide* Johannes.
* Antolio (de), *vide* Petrus, Autolio.
* Anvere, *vide* Guillelmus.
* Appabatus de Cathalano, *vide* Johannes.
Aqua (de), *vide* Guillelmus.
* Araia (de), *vide* Anselmus.
* Ardenna (de), *vide* Guillelmus.
* Argencia (de), *vide* Aymoldis.
* Argenciis (de), *vide* Almodia.
——— (de), *vide* Gaufridus.
* Argentonii, *vide* Henricus.
* Armegniaco (de), *vide* Geraudus.
Arnaldi, *vide* Helie, Raynaudus.
Arnaldi Tharis, *vide* Petrus.
Arnaldi de Jomellis, *vide* Guillelmus.
* Arnaudi, *vide* Johannes.
* Arnonvilla (de), *vide* Gerardus.
Arpajone (de), *vide* Hugo.
Arreblayo (de), *vide* Johannes.
Arrenardi, *vide* G.
* Arricio (de), *vide* Hugo.
* Arrode, *vide* Johannes, Nicolaus.
Arrode, *vide* Oudart, Nicolaus.
* Arsicio (de), *vide* Guillelmus.
Artaudi, *vide* Amalvinus, Helio, Petrus.
* Article (de), *vide* Johannes.
* Artignes (de), *vide* Johannes.
Aseriis (de), *vide* Ysabellis.

Asperiis (de), *vide* Johannes.
Aspero-Monte (de), *vide* Robertus.
* Astarac (de), *vide* Bernardus.
Astensis, *vide* Lombardus.
* Asteriis (de), *vide* Johannes.
Attrebato (de), *vide* Robertus, Mathildis.
* ——— (de), *vide* Jacobus, Petrus de Curtiniaco, Robertus.
* Aubuçon (de), *vide* Girardus, Guillelmus.
* Audenarde (de), *vide* Johannes.
Aula (de), *vide* Symon.
Aureille (d') *vide* Jean.
Aurelianis (de), *vide* Johannes.
* Aureliano (de), *vide* Guillelmus.
Aurelius (de), *vide* Nicolaus.
* Aus-Maçues, *vide* Petrus.
* Ausonio (de), *vide* Bombarius.
* Autisiodoro (de), *vide* Guido.
* Autolio (de), *vide* Guillelmus, Petrus, Antolio.
Auton (d'), *vide* Hue.
* Auton (de), *vide* Guillelmus.
* Autonno (de), *vide* Sanctissima.
* Autunno (de), *vide* Ysabellis.
Auvresigni (d'), *vide* Johannes.
Avalgon et Avaugon (d'), *vide* Henricus, Maria.
* Avalgor seu Avaugor (de), *vide* Alanus, Henricus, Henriotus.
* Averio (de), *vide* Aymericus.
* Avesnis (de), *vide* Balduinus, Johannes.
* Avoe, *vide* Robertus.
* Aymericus, *vide* Guillelmus.

B

* Bacagnes (de), *vide* Imbertus.
* Bacon, *vide* Rogerus.
Baelai (de), *vide* Petrus.
* Baigniax (de), *vide* Margarita.
* Baignoleto (Chauvin de), *vide* Huetus.
* Baillebart, *vide* Arnulfus, Ernulfus.
Bailleux (de), *vide* Robertus.
Bailli (de), *vide* Petrus.
* Bailloleto (de), *vide* Huetus.
Baillolio (de), *vide* Johannes Gaignardus.
* ——— (de), *vide* Baldoinus, Radulphus, Johannes.
Bain (de), *vide* Robertus.
Balaguerio (de), *vide* Lombarda.
* Balegniaco (de), *vide* Petrus.
Balehan (de), *vide* Gaufridus.
Balestre (de), *vide* Bertrandus.
* Ballues (de), *vide* Johannes.
* Bandesilla (de), *vide* Symon.
Bans (des), *vide* Johannes.
* Bantelu, *vide* Johannes.
* Banteny (de), *vide* Eustachius.
Banterlu (de), *vide* Richardus.
* Bantues (de), *vide* Eustachius.
Barardi, *vide* Arnaldus.
Barasci, *vide* Raymundus, Arnaldus, Deodatus.
Barat, *vide* Johannes, Guillelmus.
* ——— *vide* Johannes.
Barbansone (de), *vide* Johannes.
Barbazein (de), *vide* Menaudus.
Barbe, *vide* Philippus.
* Barbete, *vide* Philippus.
Barbou, *vide* Regerius, Reginaldus.
* ——— *vide* Renaudus, Reginaldus.
Barda (de), *vide* Guillelmus.
* Bardin, *vide* Galterus.
* Barquegniaco (de), *vide* Petrus, Richardus.
* Barra (de), *vide* Adam, Johannes.
Barris (de), *vide* Aelipdix, Guillelmus, Johannes, Johannotus, Maria, Odo, Petrus.
* —— (de), *vide* Guillelmus, Petrus.
* Barro (de), *vide* Henricus, Renaudus.
Barro (de), *vide* Reginaldus.
Bassi, *vide* Guido.
* Bassoto (de), *vide* Petrus.
Bastart de Nanton, *vide* Guillelmus.
Bastonier (le), *vide* Radulfus.
* Bateste, *vide* Guillelmus.
* Baucelo (de), *vide* Guido.
——— (de), *vide* Boccio, Guido, Petrus.
* Baudoigny de Bretegny, *vide* Johannes.
Baugiaco (de), *vide* Petrus.
* Becco Thomas (de), *vide* Guillelmus.
* Begistro (de), *vide* Nicolaus.
* Beles, *vide* Bertrandus.
* Belet, *vide* Gilbertus.
* Belin, *vide* Guillelmus.
Bella-Landa (de), *vide* Garinus.
Bella-Pertica (de), *vide* P.

* Bella-Valle (de), *vide* Baldoinus.
Bella-Valle (de), *vide* Hugo, Johannes.
* Bella-Villa (de), *vide* Mauritius.
* Bellevalle (de), *vide* Stephanus.
* Bello-Forti (de), *vide* Radulphus.
——— (de), *vide* Radulphus.
* Bello-Joco (de), *vide* Isabella, Ludovicus, Guichardus.
——— (de), *vide* Guichardus, Ludovicus, Margareta, Ymbertus.
Bello-Manerio (de), *vide* Philippus, Johannes.
Bello-Marchesio (de), *vide* Eustachius.
* Bello-Monte (de), *vide* Gualcherus, Gaufridus, Hugo, Johanna, Johannes, Petrus, Theobaldus.
——— (de), *vide* Henricus, Johannes.
* ——— (de), *vide* Theobaldus.
* ——— (Guicharz de), *vide* Petrus.
* Bello-Monte in Hagua, *vide* Richardus.
* Bello-Saltu (de), *vide* Guillelmus.
* Bello-Videre (de), *vide* Jacobus.
——— (de), *vide* Matheus.
* Bello-Videre in Leonibus (de), *vide* Mathias.
* Belna (de), *vide* Matheus, Robertus.
——— (de), *vide* Matheus, Petrus.
* Belvaco (de), *vide* Guillelmus.
Beraldi, *vide* Arnaldus.
* Berardi, *vide* Robertus.
* Berlenguel, *vide* Richardus.
* Bernardi, *vide* Arnaldus, Guillelmus.
* Bernenguel, *vide* Richardus.
Bernerii, *vide* Jacobus.
* Bero (de), *vide* Gaufridus.
* Beron et Berron (de), *vide* Guiardus, Radulphus.
Berout, *vide* Stephanus.
Bertecuria (de), *vide* Petrus.
* Bertrandi, *vide* Culinus, Guillelmus, Robertus.
——— *vide* P.
Beynaco (de), *vide* Gaillardus.
* Biaupoil, *vide* Andreas.
Bieres (de), *vide* Otho.
* Bievre (de), *vide* Guillelmus.
Bigorre, *vide* Agnes.
* Bigue, *vide* Johannes.
* Billebaut, *vide* Johannes.
Bior (de), *vide* Jacquemardus.
* Bisahare, *vide* Robertus.
Bitturis (de), *vide* Johannes, P.
Biturriis (de), *vide* Petrus.
Blainvilla (de), *vide* Johannes; — (Mouton de), *vide* Ffoucaudus.
* Blanchafort (de), *vide* Archembaldus.
* Blanco-Fossato (de), *vide* Manasserus.
Blanosco (de), *vide* Johannes, Petrus.
* Blayrvilla (de), *vide* Nicholaus.
* Bleenguel, *vide* Richardus.
Blesis (de), *vide* Pasquerius.
* Bleu (de), *vide* Aymericus.
* Blondelli, *vide* Laurentius.
* Bocagiis (de), *vide* Imbertus.
* Boceio (de), *vide* Bauceio, Guillelmus et Guillelmus de Borbonio.
Boche, *vide* Fulco.
Boche-Noire, *vide* Petrus.
* Boelli, *vide* Guillelmus.
* Boenville (de), *vide* Johannes.
* Boetarius, *vide* Johannes.
Boichier, *vide* Johannes.
* Boileau, *vide* Stephanus.
Boiliaue, *vide* Guillelmus.
Bois (de), *vide* Pierre.
* Boissiaco (de), *vide* Johannes.
* Boitel, *vide* Hugo.
Bolonia (de), *vide* Jacobus.
* Boloniensis, *vide* Johanna, Mathildis, Philippus, Reginaldus, Renaudus.
* Bonavalle (de), *vide* Egidius.
Bona-Valle (de), *vide* Guillelmus.
* Bondevilla (de), *vide* Egidius.
* Bonemigue de Nantronio, *vide* Stephanus.
Boneti, *vide* Petrus.
* Bonolio (de), *vide* Aglentina.
Bonot, *vide* Guillaume.
* Borbonie, *vide* Haymo.
* Borbonio (de), *vide* Archembaudus, Guillelmus, Odonetus; Yolenda.
* Bordelia (de), *vide* Bernardus, Boso.
——— (de), *vide* Bernardus, Ebolus.
* Bordigne (de), *vide* Guillelmus.
* Bordis (de), *vide* Philipotus.
——— (de), *vide* Arnaldus, Stephanus.
Bordon, *vide* Adam, Egidius.
* Borel, *vide* Richardus.
* Bormont (de), *vide* Helloidis.
Bos (dou), *vide* Henris.
* Bosco (de), *vide* Johannes, Petrus, Stephanus.

* Bosco-Communi (de), *vide* Nicholaus.
* Bosco-Guillelmi (de), *vide* Gaufridus, Petrus.
* Bosco-Rogeri (de), *vide* Guerricus.
* Bospiez (de), *vide* Robertus.
* Bosriz (de), *vide* Guillelmus.
Bota, *vide* P.
Bote, *vide* Ansoldus.
Boteillier (le), *vide* Guiotus.
Boucel, *vide* Baldoinus, Jacobus.
Boucelli, *vide* Guillelmus.
Boucli (de), *vide* Petrus, Robertus.
Boulli, *vide* Adam.
* Boureio (de), *vide* Henricus.
Bourresol (de), *vide* Durandus.
Boutelli, *vide* G.
* Boutement (de), *vide* Mahelina.
Bouvilla (de), *vide* Hugo.
Boverii, *vide* Petrus.
Boylli, *vide* Adam.
Boysac (de), *vide* Andreas.
* Brac (de), *vide* Robertus.
* Braia seu Braya (de), *vide* Ansellus, Droco, Gilebertus.
* Braio (de), *vide* Guillelmus, Ligerius, Renaudus.
* Brais (Mouton de), *vide* Petrus.
* Brancidunt, *vide* Henricus.
Branda (de la), *vide* Petrus.
Brebancia (de), *vide* Gaudefridus.
* Bredi, *vide* Girardus.
Bremundi, *vide* Poncius.
Bretegny (Baudoigny de), *vide* Johannes.
* Bretencuria (de), *vide* Galterus.
* Breti (de), *vide* Robertus.
Bretolio (de), *vide* Johannes.
* Breziaco (de), *vide* Stephanus.
Briconia (de), *vide* Gobertus.
* Bricbio (de), *vide* Michael.
Brienne (de), *vide* Jehan.
Brione (de), *vide* Egidius.
* Brise-Aste, *vide* Gaufridus.
* Britannia (de), *vide* Johannes, Petrus.
——— *vide* Arturus, Johannes, Guido P. Yolandis.
* Britaudi, Britaut, *vide* Johannes.
* Brito, *vide* Yvonetus.
* Briva (de), *vide* Mathæus.
* Briveria (de), *vide* Philippus.
Broie (de), *vide* Rogerus.
* Brocia (de), *vide* Milo, Rogerus.
Brociæ (le), *vide* Petrus.
* Brolio (de), *vide* Petrus.
Brolio (de), *vide* Henricus.
* Broncuria (de), *vide* Odo.
Brossa (de la), *vide* Guillelmus.
* Bruecuria (de), *vide* Ferrandus.
* Brueria (de), *vide* Gaufridus.
* Brueriis (de), *vide* Hugo, Johannes, Johannis.
——— (de), *vide* Thomas.
* Bruges (Flamingus de), *vide* Petrus.
Bruilliaco (de), *vide* R.
Brullia (de), *vide* Johannes.
* Brunaio (de), *vide* Philipotus.
* Bruni, *vide* G.
——— *vide* Egidius, Petrus.
Buecin (de), *vide* Eustachius.
* Buchart, *vide* Guillelmus.
* Buemont (de), *vide* Johannes.
* Buisencourt (de), *vide* Guillelmus.
* Bully (marescallus de), *vide* Johannes.
* Burceio (de), *vide* Robertus.
Burdelia (de), *vide* Helie.
Burgoliis (de), *vide* Bertrandus.
Burgundia (de), *vide* Uguerninus.
Buridam, *vide* Matheus.
Bus (de), *vide* Adam.
Bussiaco (de), *vide* Symon.
* Buticularius, *vide* Johannes, Ansellus, Johannes.
Buxeria (de), *vide* Petrus.
Buxeriis (de), *vide* Geraldus.
* Byevre (de), *vide* Guillelmus.

C

Cabanaco de Tornela (de), *vide* Petrus.
Cabilone (de), *vide* Johannes.
Cachetis (de), *vide* Guillelmus.
Cacorges (de), *vide* Andreas.
* Cadoccus, *vide* Johannes.
* Calceia (de), *vide* Egidius, Gillo.
Calceia (de), *vide* Egidius.
Calcinelli, *vide* Berthinus, Vierna.
* Calesio (de), *vide* P.
Caletot, *vide* Guillelmus.
Calveti, *vide* Gelardus.
Calviniaco (de), *vide* Guillelmus, Philippus.

* Calvo-Monte (de), *vide* Bego, Radulphus.
——— (de), *vide* Hugo.
Cambellani, *vide* Galterus, Petrus.
Cambellanus, *vide* Radulphus.
Camberonne (de), *vide* Hugo.
* Cambis (de), *vide* Gossuinus.
Camels (li), *vide* Johannes.
Campana (de), *vide* Raymundus.
* Campo-Repulso (de), *vide* Henricus.
——— (de), *vide* Henricus.
* Canaberiis, Canabiis seu Canebeiis, *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Petrus.
* Candela (de), *vide* Simon.
* Cantulupi (de), *vide* Maria.
* Capella (de), *vide* Gaufridus.
——— (de), *vide* Gaufridus, Guillelmus, Herbertus, Johannes, P., Petrus, Robinus, Robertus.
Capis (de), *vide* Petrus.
* Caprosia (de), *vide* Herveus, Johannes, Odinus.
——— (de), *vide* Johannes, Anselius.
Caras, *vide* Robertus.
Cardelaco (de), *vide* Girardus.
Cardoneto (de), *vide* Adam.
* Carnoto (de), *vide* Nicholaus.
——— (de), *vide* Nicholaus.
* Cartegni (de), *vide* Johannes.
* Casali-Bono (de), *vide* Giraudus.
Castaigne, *vide* Guillelmus.
* Castaneto (de), *vide* Garinus.
* Castellæ, *vide* Johanna.
* Castellione, Castilione (de), *vide* Galcherus, Hugo, Johanna.
Castellione (de), *vide* Galcherus, Gauthier, Stephanus, Theobaldus.
* Castello (de), *vide* Johanna, Johannes, Robertus, Hugo, Theobaldus.
——— (de), *vide* Johannes.
* Castello-Januensi (de), *vide* Luchas.
Castra (de), *vide* Petrus.
* Castra (de), *vide* Petrus.
Castri (de), *vide* Petrus.
* Castri-Duni, *vide* Gaufridus.
* Castro (de), *vide* Theobaldus.
* Castro-Bienai (de), *vide* Gaufridus.
* Castro-Lucii (de), *vide* Eblo.
Castro-Marino (de), *vide* Robertus.
Castro-Muri (de), *vide* Mauricius.
* Castro-Nantonis (de), *vide* Johannes.
Castro-Nantonis (de), *vide* Egidius, Olearius.
* Castro-Novo (de), *vide* Aymericus, Jocelinus.
——— (de), *vide* Garinus, Raterius.
* Castro-Radulpho (de), *vide* Guillelmus.
Cathalano (de), *vide* N.
Catigniaco (de), *vide* Petrus.
* Caturco (de), *vide* Philippus.
* ——— (de), *vide* Raymondi, Guillelmus.
* Caumenchon (de), *vide* Adam.
——— (de), *vide* Johannes.
Cazas, *vide* Bernardus.
Cella (de), *vide* Hugo.
* Cementarius, *vide* Jacobus.
Cerchemont, *vide* Johannes.
* Cergiaco (de), *vide* Garnerius, Radulphus.
Certis (de), *vide* Guillelmus.
* Chabot, *vide* Girardus.
——— *vide* Girardus.
* Chacenaio (de), *vide* Alicia.
Chailliaco (de), *vide* Guillelmus.
Chalesio (de), *vide* Oliverius.
Chalon (de), *vide* Johannes.
Chalop, *vide* Gaufridus.
Chalornai (de), *vide* Guillelmus.
* Chambaudor (de), *vide* Philippus. — *Vide* Chembaudor.
* Chambliaco (de), *vide* Galterus.
——— (de), *vide* G. Galterius, Johannes, Huepis.
Chamlistra (de), *vide* Stephanus.
* Champaignes (de), *vide* Johannes.
* Champongues (de), *vide* Johannes.
* Champrepus, *vide* Campo-Repulso.
Chandenay (de), *vide* G.
* Chaneveriis (de), *vide* Guillelmus, Canaberiis.
* Chaorcia (de), *vide* Paganus.
* Chapel, *vide* Johannes.
Chapes (de), *vide* Jehan.
* Chargio (de), *vide* Petrus.
Charentonio (de), *vide* Guillelmus.
Charmaya (de), *vide* Almarricus.
Charmeia (de), *vide* Petrus.
Charnay (de), *vide* Bernardus, Milo.
* Charota (de), *vide* Galcherus.
* Chartes (de), *vide* Petrus.
Chartretes (de), Aubertus.
Chasteler (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
Chastelet (du), *vide* Guillelmus.

* Chasteluz (de), *vide* Johannes.
Chastiau-Renaut (de), *vide* Jehan.
Chastres seu Chartres, *vide* Petrus.
* Chaumont (de), *vide* Aalais.
* Chautery (de), *vide* Philippus.
* Chauvigniaco (de), *vide* Guillermus.
* Chauvin de Baignolets, *vide* Huetus.
* Chavernaio (de), *vide* Guillelmus.
* Chembaudor (de), *vide* Johannes, Chambaudor.
* Chemino (de), *vide* Guillelmus.
Chemire (de), *vide* Alanus.
* Cheneveriis (de), *vide* Guilelmus, Canaberiis et Chanaberiis.
Chenville (de), *vide* Andreas.
* Chevrel, *vide* Guillelmus.
* Chevrer seu Chevrier, *vide* Petrus.
* Chevriaco seu Chivriaco (de), *vide* Guillelmus.
* Choisel, *vide* Petrus.
Choisel, *vide* Johannes, Petrus.
* Choiselli, *vide* Johannes.
* Choisiaco (de), *vide* Avelina.
Chyson (de), *vide* Johannes.
Ciblato (de), *vide* Henricus.
* Ciconiis (de), *vide* Bertrandus, Eschiva.
Cibeis (de), *vide* Johannes.
* Civilliaco (de), *vide* Johannes.
Clara (de), *vide* Gilebertus.
Clari, *vide* Arnaldus.
* Claro-Monte (de), *vide* Aymericus, Johannes, Simon.
Claro-Monte (de), *vide* Petrus, Berengarius-Guillelmi, Johannes.
* Clauso-Fonte (de), *vide* Theobaldus.
* Claustro (de), *vide* Milo, Roballius.
Clebsens, *vide* Johannes.
* Cliçon seu Clyson (de), *vide* Oliverius, Simon.
* Clusello (de), *vide* Guillelmus.
Coardon (de), *vide* Robertus.
Cocatrix, *vide* Gaufridus.
* Coccus, *vide* Robertus.
* Cociaco (de), *vide* Ingerranus, Radulphus.
——— (de), *vide* Radulphus.
* Cocigniaco (de), *vide* Johannes, Petrus.
Cocissia (de), *vide* Spilliacus.
* Codreto (de), *vide* Petrus.
* Copin, *vide* Radulphus.
Coppriер (le), *vide* Rogerus.
* Coheon (de), *vide* Guido.
* Coisniere (de), *vide* Radulphus.
Colcestre (de), *vide* Richardus.
Colia (de), *vide* Bernardus.
Columbelli (de), *vide* Hugo.
* Columbi Senonensis, *vide* Johannis.
* Combornio (de), *vide* Archembaldus.
Combornio (de), *vide* Guischardus, Maria.
Comehan (de), *vide* G.
* Companso (de), *vide* Theobaldus.
* Compassator, *vide* Johannes.
* Conchis (de), *vide* Guido.
* Condeto (de), *vide* P.
* Condran (de), *vide* Agnes.
Consplancio (de), *vide* Hugo.
* Contes (de), *vide* Jacobus.
Conversi, *vide* Philippus.
Coquebart, *vide* Hubertus.
* Coquer, *vide* Johannes.
Coquerel (de), *vide* Freminus.
———, *vide* Ferminus.
* Coqueria (de), *vide* Renaudus.
* Coqus, *vide* Robertus.
* Corcellis (de), *vide* Johannes, Richardus.
Cornaha (de), *vide* Helias.
* Cornet, *vide* Hugo.
* Corpalai (de), *vide* Guillelmus.
* Corrigiaria (de), *vide* Odo.
Cors-Domme, *vide* Richardus.
* Cortelis (de), *vide* Galterus.
Corteneio (de), *vide* Curteneio.
Cort-Guillebai (de), *vide* Johannes.
Corte-Heuse, *vide* G.
* Cortieux (de), *vide* Galterus.
Cortonna (de), *vide* G.
Corvia (de), *vide* Guillelmus.
* Cosalciis (de), *vide* Henricus.
* Cosanciis (de), *vide* Henricus.
* Cosdrio (de), *vide* Petrus.
Coteti, *vide* Bonafusus.
* Couchis (de), *vide* Hugo.
Coucy, *vide* Marguerite.
Coullans (de), *vide* Hugo.
* Cousancius (de), *vide* Henricus.
Cousson (Rousselli de), *vide* Richardus.
——— (Guerini de), *vide* Arnulphus.
* Coysi (de), *vide* Johannes.
Cras (le), *vide* Rogerius.
Crassa (de), *vide* Johannes.
Crectaco (de), *vide* N.
* Credolio (de), *vide* Droco.
* Credone (de), *vide* Amalricus.
* Credoneto (de), *vide* Amalricus.

* Credonio (de), *vide* Mauricus, Almaricus.
——— (de), *vide* Mauricus, Almaricus.
Cremoisiaco (de), *vide* Maria.
Crepin (de), *vide* Guillelmus, Guillaume.
Crepon (de), *vide* Martinus.
* Crequin (de), *vide* Philippus.
Cresaco (de), *vide* Bertrandus.
Creseques (de), *vide* Robertus, Eustachius, Johannes, Guillelmus, et Creseques.
* Crevento (de), *vide* Petrus.
Crieve-Cuer (de), *vide* Johannes.
Criquebuef (de), *vide* Johannes, Cliquebuef.
* Criquetot (de), *vide* Jordanus.
* Crispini, *vide* Guillelmus, Johanna, Stephanus.
* Croc (de), *vide* Michael.
* Crochet, *vide* Herricus.
* Croi (de), *vide* Injorranus.
* Croiseto (de), *vide* Guillelmus.
* Croismare (de), *vide* Avicia, Guilebertus, Guillelmus.
Croulart, *vide* Symon.
* Crouso (de), *vide* Petrus.
* Cru (de), *vide* Hugoninus.
* Cruce (de), *vide* Albericus.
Crui (de), *vide* Jacobus.
Cubitis (de), *vide* Symon.
* Culento (de), *vide* Renulphus.
* Cupis (de), *vide* Johannes.
* Curia (de), *vide* Reginaldus.
* Curia-Feraudi (de), *vide* Arnaldus, Arnulphus, Ernulfus, Gaufridus.
Curtis (de), *vide* Helie, Poncius, Raymundus.
Curru (de), *vide* Johannes.
* Curteneio, Corteneio, seu Curtiniaco (de), *vide* Guillelmus, Johannes, Petrus, Petri, Radulphus.
Curteneio (de), *vide* Guillelmus, Petrus.
Cuse (de), *vide* Bertholomeus
* Cyrai (de), *vide* Guillelmus.

D

Daelmanz, *vide* Petrus.
* Dagrane, *vide* Radulphus.
Damisel et Damoisel, *vide* Johannes, Adam, Stephanus.
Dampetra (de), *vide* Guillermus, Marguareta, Jehans.
* Dandree, *vide* Guillelmus.
* Daneys, *vide* Aymericus.
Dargies seu Dargiis (de), *vide* Renaudus.
Darit, *vide* Guillelmus.
Darties, *vide* Johannes.
Daychies, *vide* Arnaldus.
* Depecy, *vide* Ludovicus.
Delor, *vide* Reginaldus.
Delpotz, *vide* G.
Derquiviller, *vide* Johannes.
Derviller, *vide* Cassinus.
Descremines, *vide* Guillelmus.
Descuerdes, *vide* Johannes.
* Destan, *vide* Renerus.
* Deymberti, *vide* Henricus.
Dicy seu Dycy (de), *vide* P., Johannes.
* Dispensator, *vide* Guillelmus.
Divione (de), *vide* Dyvione.
* Domibus (de), *vide* Johannes.
* Dominici, *vide* Johannes.
* Domna-Petra (de), *vide* Guido.
* Domno-Martino (de), *vide* Auda, Mathæus, Mathæus de Tria.
——— (de), *vide* Johannes, Yolendis, Mathildis, Reginaldus.
Domno-Medardo (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
Dompna-Petra (de), *vide* Guido.
* Dongonis (de), *vide* Gaufridus.
Donne-Maria (de), *vide* Richardus, Guillelmus.
Dontrais (de), *vide* Guillelmus.
Dore, *vide* Petrus.
Dorne, *vide* Jacobus.
Doru (de), *vide* Ansiaus.
* Doucne, *vide* Eblo.
Dravel (de), *vide* Johannes.
* Drocis (de), *vide* Johannes, Maria, Robertus Yolendis.
——— (de), *vide* Yolendis.
* Duaco (de), *vide* Stephanus.
——— (de), *vide* Gallerus.
Ducis, *vide* J.
Durnayo (de), *vide* magister Petrus.
Dux, *vide* Johannes.
Dyvione (de), *vide* J.

E

* Edera (de), *vide* Arnicia.
Enghiem (d'), *vide* Ernoul.
* Engolis (de), *vide* Guydo, Hugo.
Engolisma (de), *vide* Faiditus, G., Guillelmus.
* Enguelot, *vide* Emelina.
* Ermenonvilla (de), *vide* Johanna.
* Ernaudi, *vide* Amelinus.
* Ernencort (de), *vide* Petrus.
* Escantilliaco (de), *vide* Petrus.
Escarlata, *vide* Guillermus.
* Escoies (de), *vide* Mathæus.
* Esconio (de), *vide* Johannes.
* Escrenis (de), *vide* Poiçardus.
* Escuellis (de), *vide* Theobaldus.
* Espesonville (de), *vide* Hebertus.
* Esquatissa (de), *vide* Renaudus.
* Esquetot (de), *vide* Avicia.
* Essartis (de), *vide* Gilebertus.
——— (de), *vide* Gilebertus.
Essrio (de), *vide* Robertus.
* Essona (de), *vide* Odo.
Essone (de), *vide* Radulphus.
Esternay (de), *vide* Johannes.
* Estevenart, *vide* Radulfus.
Estotevilla (de), *vide* Robertus.
* Estoutevilla (de), *vide* Johannes.
* Estrées (d'), *vide* Robini.
Euillier, *vide* Hugo.
* Evera seu Evra (de), *vide* Reginaldus.
* Exolduno (de), *vide* Thetia et Tetia.

F

* Fabri, *vide* Johanna.
* Failloel seu Foilloel (de), *vide* Agnes.
Falconis, *vide* P.
Falevi (de), *vide* Johannes.
* Fanerel, *vide* Johannes.
* Farinelli, *vide* Dionisius.
* Fauconniers, *vide* Guillelmus.
Faurois (de), *vide* Martinus.
Faviers (de), *vide* Robert.
* Fay (de), *vide* Gacius, Guillelmus.
* Fayello (de), *vide* Johannes.
Faynoles (de), *vide* Robertus.
* Felines (de), *vide* Gerardus.
* Fenoilleto (de), *vide* Hugo, de Seixac.
* Ferrariis (de), *vide* Gauquelinus.
Ferrieres (de), *vide* Robertus.
* Fienes (de), *vide* Baldoinus, Guillelmus, Michael.
* Firmitate-Chalderonis (de), *vide* Arnulphus.
* Flaacuria (de), *vide* Johanna, Petrus.
* Flainvilla (de), *vide* Johannes.
* Flamenc, *vide* Helias, Henricus.
——— *vide* Raoul.
* Flamingus de Bruiges, *vide* Petrus.
Flamingus, *vide* Thierricus.
Flandria (de), *vide* Philippus, Guillelmus, Ludovicus.
Fleguieres (de), *vide* Rogerius.
* Floer, *vide* Guillelmus.
Flooni (de), *vide* Henricus.
Florent, *vide* Guido.
* Floriaco (de), *vide* Johannes.
Floribus (de), *vide* Johannes.
Flote, *vide* G., Giraudus, Guillelmus, Petrus.
Foilliaco (de), *vide* Petrus.
Foilleolo (de), *vide* Johannes.
* Foilleto et Folleto (de), *vide* Symon. Simon.
Foilleto (de), *vide* Alipidis.
* Foilleus (de), *vide* Simon.
Foilleyo (de), *vide* Ada.
* Foilloel, Folloel, Fouilloel, etc. (de), *vide* Failloel, Johannes, Guido, Odo, Petrus, Sareta.
Foilloello (de), *vide* Sarreta.
Foison, *vide* Robertus.
Foissent, *vide* Jenne.
Folco, *vide* Petrus.
* Folloy (de), *vide* Galterus.
* Fomer de Pontisara, *vide* Petrus.
Fontaneto (de), *vide* Guillelmus.
* Fontanis (de), *vide* Bertrandus, Johannes, Petrus.
Fontanis (de), *vide* Girardus, Guillotus, Choquel.
* Fonte (de), *vide* Guillelmus, Stephanus.
* Fonteneto (de), *vide* Petrus.
* Fonte-Radulphi, *vide* Adam.
* Forcuer (de), *vide* Galterus.
* Foresii, *vide* Johannes, Forisiensis.

Foresta (de), *vide* Jocelinus, Mauricius, Suynetus, Johannes, J., Petrus.
* Foresteria (de), *vide* Robertus.
Forgetis (de), *vide* T.
* Forgiis (de), *vide* Thomas.
* Forisiensis, *vide* Guido, Reginaldus, Johannes.
* Fossatis (de), *vide* Symon.
——— (de), *vide* Johannes, Nicholaus, Robertus.
Foucherii, *vide* Petrus.
* Foyliaco (de), *vide* Symon.
Frainville (de), *vide* Crespinus.
Franchelens (de), *vide* Jocerandus.
Francorvilia (de), *vide* Radulphus.
* Fraxinis (de), *vide* Robertus.
Frecardi, *vide* Symon.
* Frentel, *vide* Guillelmus.
* Fresmont (de), *vide* Petrus.
* Fresnoy (de), *vide* Gervasius.
Freteaux, *vide* Robertus.
* Friardel (de), *vide* Guillelmus.
* Frogerii, *vide* Johannes.
Fromondi, *vide* Rogerius.
Fronciaco (de), *vide* Reymundus.
Fuer (de), *vide* Guillelmus.
* Fulcodii, *vide* Guido.
* Furno (de), *vide* Guillelmus.
* Fyenles (de), *vide* Balduinus, Guillermus.

G

Gages (de), *vide* Gylebertus.
Gaiaco (del Can de), *vide* Bernardus.
* Gaies (de), *vide* Haimericus.
Gaillardi, *vide* Michael.
Gal, *vide* Colinus.
* Galardone (de), *vide* Hugo, Philippus.
Galhardo (de), *vide* Petrus.
* Gallandia (de), *vide* Anselius.
Gannis (de), *vide* Petrus.
* Garbal de Sarlata, *vide* Stephanus.
Gargelli, *vide* Johannes.
Garda, *vide* Petrus.
* Gardino (de), *vide* Guillelmus, Sibiria.
* Garello (de), *vide* Guillelmus.
Garreau, *vide* Johannes.
* Gauberti, *vide* Humbaudus.
Gauchini, *vide* Petrus.
* Gaudigniaco (de), *vide* Guillelmus.
* Gaudonviller (de), *vide* Henricus.
Gaufridi, *vide* Guillelmus.
* Gaugi, *vide* Robertus.
Gausberti, *vide* Helie.
Gauterot (de), *vide* Johannes.
* Galeran (de), *vide* Symon.
Gennicort (de), *vide* Jaqueminus.
Gerbaudus (magister), p. 680.
* Germigniaco (le Borgne de), *vide* Johannes.
* Germiniaco (de), *vide* Ernulphus, Reginaldus.
Germole seu Giermole (de), *vide* Berandus, Guichardus, Gaufridus, Guillelmus.
* Geroire, *vide* Humbaudi.
* Gersis (de), *vide* Bertrandus.
Geyrignes (de), *vide* Johannes.
Gienville, Gyenville, seu Joinville (de), *vide* Gaufridus, Johannes.
Giermole (de), *vide* Germole.
Gippart, *vide* Petrus.
Giraudo, *vide* Petrus.
Girberti, *vide* Ademarus.
* Gireaume, *vide* Guillelmus.
* Giroucort (de), *vide* Anselius.
Giroume, *vide* Amonon.
* Gisorcio (de), *vide* Guillelmus, Odo.
——— (de), *vide* Johannes.
Givroles (de), *vide* Theobaldus.
Glocestriæ, *vide* Gilebertus de Clara.
Gocelini, *vide* Raymundus.
* Goderel (de), *vide* Richardus.
* Godeschal de Yenvilla, *vide* Robertus.
* Godremoreto (de), *vide* Guillelmus.
Goelon, *vide* Guillelmus, Richardus.
* Goelons, *vide* Richardus.
Goez (de), *vide* Petrus.
* Gonterii, *vide* Petrus.
* Gonterii de Villa-Nova, *vide* Guibertus.
* Gonnaio (de), *vide* Guillelmus.
* Grae (de), *vide* Guillelmus, Lucia.
Graigada (de), *vide* Gaubertus.
Grana (de), *vide* Helias.
* Granchia (de), *vide* Guido, Petrus.
* Grandi-Curia (de), *vide* Gueluys.
Grangia (de), *vide* Johanna.
* Gratelon (de), *vide* Guillelmus.
Grava (de la), *vide* Petrus.
Gresli (de), *vide* Johannes.
* Gressio (de), *vide* Adam.
* Grosse, *vide* Reginaldus.

* Gruarius, *vide* Ansondus, Stephanus.
Gruel seu Gruele, *vide* Richardus.
* Gualoyn, *vide* Philippus.
* Guenaut, *vide* Aymericus.
Guenauz, *vide* Guido, Guillelmus.
* Guengnart, *vide* Johannes.
Guerini de Cousson, *vide* Arnulphus.
Guernone (le), *vide* Petrus.
* Guerrier, *vide* Gaufridus.
Guevant, *vide* Guionetus.
* Guichardi, *vide* Erardus, Robertus.
———— *vide* Robertus.
* Guichare de Bello-Monte, *vide* Petrus.
* Guidonis, *vide* Imbertus, Roberti, Galterus.
* Guinensis, *vide* Balduinus.
Guyencort (de), *vide* Philippus.
Guynes (de), *vide* Baldoinus, Arnulphus.

H

Haia (de), *vide* Robertus.
Haleti, *vide* Adam.
* Hamello (de), *vide* Belotus, Richardus.
———— (de), *vide* Bertrandus.
Hamest (de), *vide* A.
Hamoyses (de), *vide* Goulars.
Hanequin, *vide* Nichasius.
Hangart (de), *vide* Jehan, Gerard.
* Hangesto seu Hangueto (de), *vide* Aubertus, Johannes, Haubertus.
Hangesto (de), *vide* Guillelmus, Aubertus, Colardus, Lora.
* Harecuria (de), *vide* Johannes, Richardus, Robertus.
———— (de), *vide* Johannes, Guillelmus.
Harel, *vide* Petrus.
* Harene, *vide* Johannes.
———— *vide* P.
Harsaedi, *vide* Petrus.
Haynaut (de), *vide* G. Jehan et Henaut.
* Helle (de), *vide* Johannes.
* Hellenvillari (de), *vide* Hugonis.
* Henout, *vide* Galterus.
Herbouc seu Heroudi, *vide* Laurencius.
* Herouvilla (de), *vide* Richardus.
Herquin (de), *vide* Harpinus.
Hestreia (de), *vide* Richardus.
Hestrelo (de), *vide* Guillelmus.
Hispania (de), *vide* Alfonsus.
* Hoaban (de), *vide* Martinus.
Horret (dou), *vide* Michael.
* Hosa (de), *vide* Martinus.
Hospitali (de), *vide* Adam.
* Hotot (de), *vide* Nicholaus, Rogerus.
Houdencort (de), *vide* Philippus.
Houdento (de), *vide* Petrus.
* Hougervilla (de), *vide* Symon.
* Houstesia (de), *vide* Robertus.
* Humeto (de), *vide* Richardus.
Huquedeu, *vide* Lambertus.
* Hurtaudi, *vide* Nicholaus.
Hysdino (de), *vide* Guillelmus.

I

Inclaustro (de), *vide* Petrus.
Infernelo (de), *vide* J.
* Insula (de), *vide* Adenetus, Johannes, Reginaldus.
Insula (de), *vide* Bertrandus, Jordanus, Bernardus.

J

* Jarrouille (de), *vide* Guillelmus.
* Janzi (de), *vide* Adam.
* Jardo (de), *vide* Egidius.
Jermole (de), *vide* Germolus.
* Jermole (de), *vide* Guillelmus, Germole.
Joinville, *vide* Gienville.
Omellis (Arnaldi de), *vide* Guillelmus.
Jordani, *vide* Bertrandus, Bernardus.
* Joiaco seu Joyaco (de), *vide* Philippus, Fericus, Gaufridus, Johannes.
Joiaco (de), *vide* Guillelmus.
* Jordani, *vide* Bertrandus.
Julli (de), *vide* Guillaume.
* Jupilles (de), *vide* Radulphus.

K

* Kaillec (dou), *vide* Johannes.
Kaisne de Peronna (de), *vide* Robertus.
* Kanilliaco (de), *vide* Deodatus, Maria.
Karitate (de), *vide* Droco.
* Karon (dé), *vide* Guillelmus.
* Karropio (de), *vide* Galterius, Margareta.
* Kathalano (de), *vide* Amelina, Nicholaus.
Keue, *vide* la Keue.
Keuresies (de), *vide* Guerardus.
* Keuresis (de), *vide* Gerardus.
* Kieureti (de), *vide* Alicia.
* Kiuresis (de), *vide* Girardus.

L

* Labet, *vide* Arnulphus.
Lachassanha, *vide* Symon.
La Cooigne (de), *vide* Robertus.
* La Corte de Menrahen, *vide* Johanna.
La Forest (de), *vide* G.
* La Grasse, *vide* Milo.
* Lainville (de), *vide* Guiotus.
La Keue (de), *vide* Symon.*
* La Maçue, *vide* Hugo.
* Lamnai (de), *vide* Guillelmus.
* Landele (de), *vide* Petrus.
* Landrevilla (de), *vide* Bartholomeus.
Langis (de), *vide* Gaufridus.
Langlade (de), *vide* Olricus.
Langlée (de), *vide* Perrotus.
L'Anglois, *vide* Adam.
Lango, *vide* Arnaudus.
Langonie (de), *vide* Petrus.
Laniaco (de), *vide* Clemens.
Lanon (de), *vide* Jacobus.
La Porta (de), *vide* Aymericus, Guillelmus J. Porta.
* La Ragate (de), *vide* Petrus.
* Larderiis (de), *vide* Brunellus.
* Lardilliere (de), *vide* Johannes.
* Latigniaco (de), *vide* Johannes.
Latillaco (de), *vide* P.
* Latimerius, *vide* Peregrinus.
* La True, la Truye, *vide* Robertus, Hugo.
* Laudigeis, *vide* Guido.
Laudunaco (de), *vide* Yvo.
* Laudduno (de), *vide* Hubertus, Petrus.
——— (de), *vide* Egidius.
* Lautrincensis, *vide* Petrus.
Laval (de), *vide* Bouchardus.
* Lavalle (de), *vide* Guiotus, Guido, Guydo.
* Lavardin (de), *vide* Gaufridus.
* Lavez, *vide* Johannes.
Lay (de), *vide* Johannes.
* Laya (de), *vide* Johannes.
* Lazenayo (de), *vide* Humbaudus.
* Le Becu, *vide* Hubertus.
Le Beau, *vide* Petrus.
Le Bel, *vide* Reginaldus.
* Le Bochier, *vide* Johannes.
* Le Borgne, *vide* Hugo.
* Le Borgne de Germigniaco, *vide* Johannes.
* Lecherie, *vide* Hugo.
* Le Chesne, *vide* Huardus.
Le Copre, *vide* Dyonisius.
L'Estoile (de), *vide* Johannes.
Le Fornier, *vide* Guillelmus.
* Le Gantier, *vide* Hugo.
* Le Govie, *vide* Johannes.
* Le Gramaire, *vide* Guillelmus.
* Le Gresle, *vide* Th.
* Le Ham, *vide* Guillelmus.
* Leine (de), *vide* Johannes.
* Leinvillari (de), *vide* Guido.
Le Latimier, *vide* Johannes.
* Le Lorgne de Compendio, *vide* Robertus.
* Le Machecrier, *vide* Robertus.
* Lemovicensis, *vide* Guido, Margareta.
Leonardi seu Liexardi, *vide* Matheus.
* Leonia (de), *vide* Herveus.
——— (de), *vide* Herveus.
* Leonibus (de), *vide* Herveus, Margarita, Thomas.
Le Petit, *vide* G.
* Lergies (de), *vide* Henricus.
* Le Riche, *vide* Johannes.
Le Riche de Corbie, *vide* Stephanus, Theobaldus.
Leschaus, *vide* Johannes.
* Le Sene, *vide* Reginaldus.
Lesignan (de), *vide* Guido, Gaufridus.
* Lesignes (de), *vide* Gaufridus.
Levezone (de), *vide* Raymundus.

Levignen (de), *vide* Reginaldus.
* Leviis (de), *vide* Guido.
* Le Ventre de Verbria, *vide* Johannes.
* Leycestrensis, *vide* Simon.
* Leziniaco (de), *vide* Guido.
Li Bleux de Montigny, *vide* Guillaume.
Lienardi seu Leonardi, *vide* Matheus.
* Li Gays, *vide* Johannes.
Ligniaco (de), *vide* Thomas.
Li Hongre, *vide* Dalmacius.
Li Louchars, *vide* Dalmacius.
Limane (de), *vide* Hugo.
* Linchot (de), *vide* Droco.
* Lineriis (de), *vide* Guillelmus.
Linginaco (de), *vide* Ligniaco, Girardus.
* Lingonis (de), *vide* Jacobus.
* Lions (de), *vide* Johannes.
* Li Parsez, *vide* Johannes.
* Lisigniaco (de), *vide* Gaufridus.
* Li Tyes, *vide* Robertus.
* Li Voiers, *vide* Matheus.
Lixiaco (de), *vide* Guichardus.
Locasserro (de), *vide* Raymundus.
* Locis (de), *vide* Odo.
Loihac (de), *vide* Guillelmus.
Loisiaco (de), *vide* Guillelmus.
* Loison, *vide* Reginaldus, Fulco.
Lonc-Ga (de), *vide* Guillelmus.
* Longalio (de), *vide* Johannes.
Longata (de), *vide* Petrus.
* Longovalle, Longua-Valle, etc. (de), *vide* Baldoinus, Guillelmus.
Longua-Avena (de), *vide* Guerardus.
Longua-Valle (de), *vide* Albertus, Aubertus, Katharina, Guillelmus.
* Loogniaco (de), Gerardus.
* Loriaco et Lorriaco (de), *vide* Odo.
* Lorreio (de), *vide* Odo, Oliverius.
* Lorrico (de), *vide* Philippus.
* Lotharingus, *vide* Johannes.
Louchart, *vide* Andreas, Jacobus.
Louduno (de), *vide* Fulco.
Lovain (de), *vide* Henricus.
* Lovet, *vide* Robertus.
Lucheti, *vide* Bonavillanus.
Luco (de), *vide* Florencia.
Lugduno, *vide* Stephanus.
Luigniaco (de), *vide* Agnes, Gaco, Gerardus.
Luiserne (de), *vide* Gerardus.
* Lupi, *vide* Amblardus.
Lusbigio (de), *vide* Ysarnus.
Lusignan, *vide* Lesiguan, Lesignen, Leziniaco, Lisiniaco.
* Lye (de), *vide* Johannes.
* Lymoso (de), *vide* Lambertus.
Lynneriis (de), *vide* Johannes.
* Lynvillier (de), *vide* Guido.
*Lys (de), *vide* Petrus.

M

Mables (de), *vide* Leonardus.
* Macer, *vide* Theobaldus.
Maceu, *vide* S. Thomassi.
Machecolio (de), *vide* Johannes, Oliverius, Isabellis.
Machellio (de), *vide* Petrus.
* Machello (de), *vide* Guillelmus.
* Maduno (de), *vide* Lancelinus.
Maerolis (de), *vide* Hardoinetus.
* Magdalena (de), *vide* Colinus.
Magdelena (de), *vide* Guillelmus.
Magduno (Lancelinus de), p. 374, xvi.
* Magnavilla (de), *vide* Thomas.
* Magni, *vide* Radulphus.
Magnus, *vide* Johannes.
* Maiseroles (de), *vide* Ingerranus.
* Mala-Morte (de), *vide* Aimericus, Giraudus.
* Malconduit, *vide* Michael.
Male-Herbe, *vide* Richardus.
Malemanis, *vide* Nicholaus.
* Malesmains, *vide* Gilebertus, Nicholaus.
Malet, *vide* Johannes.
* Maleti, *vide* Johannes, Radulphus.
* Malliaco (de), *vide* Gilo, Hardoinus, Johannes.
——— (de), *vide* Hardoinus.
* Malo-Boissonio (de), *vide* Egidius, Gilebertus, Petronilla.
* Malo-Campo (de), *vide* Johannes.
* Malo-Dumo seu Duno (de), *vide* Egidius.
* Malo-Leone (de), *vide* Satericus.
Malo-Monte (de), *vide* Ademarus, G. Geraudus, Gerardus, Giraldus, Petrus.
* Malo-Nido (de), *vide* Guillermus, Johannes.
* Malo-Repasto (de), *vide* Amalricus.
* Malo-Torto (a), *vide* Michael.
* Malus-Vicinus, *vide* Guido, Guiotus, Petrus, Radulphus.

Malus-Vicinus, *vide* Guido.
Manata (de), *vide* Bertrandus.
Manincort (Petrus de), *vide* Petrus.
Mane-Vilain, *vide* J.
Mangon, *vide* P.
* Mana (de), *vide* Johannes, Mathæus, Terricus.
Manes (de), *vide* Johannes.
* Marcel, *vide* Johannes.
——— *vide* Johannes, Petrus.
* Marcelli, *vide* Guillelmus.
Marchbil (dou), *vide* Petrus.
* Marchia (de), *vide* Guido.
——— (de), *vide* Guido, Robertus, Karolus.
* Marchous, *vide* Johannes.
* Marci, *vide* Raymondus.
Marcilly (de), *vide* G.
* Marescallus de Bulli, *vide* Johannes.
* Marescallus, *vide* Guillelmus.
* Maris (de), *vide* Oliverus.
* Marliaco (de), *vide* Isabellis.
Marliaco (de), *vide* Hardoinus, Guillelmus.
* Marmion, *vide* Rogerus.
Maro, *vide* Nevel.
* Marolio (de), *vide* Odardus, Philippus.
Marolio (de), *vide* Petrus, Bernardus.
Marrigniaco (de), *vide* Ingerranus.
Martel, *vide* Guillelmus.
* Masohindin (de), *vide* Robertus.
* Mauberti, *vide* Gaufridus.
* Maugraz, *vide* Dyonisius.
* Mauquinchy (de), *vide* Guillotus, Johannes.
Mauriaco (de), *vide* Gaucelinus.
* Maurithi, *vide* Radulphus.
Mauvoisin, *vide* Gaistus.
Mayrolles (de), *vide* Hardoynus, Petrus.
Mazi seu Marziaco (de), *vide* Guichardus.
Meantiz (de), *vide* Robertus.
Medici, *vide* Petrus.
Medunta (de), *vide* Petrus.
* Megnac (de), *vide* Yterus.
* Megret, *vide* Nicholaus.
Meigne (de), *vide* Giletus.
Melleduno (de), *vide* Johannes, Sy.
* Mellento (de), *vide* Alanus, Amalricus, Petrus, Radulphus, Robertus, Yda.
* ——— (Riote de), *vide* Amalricus.
——— seu Meullento (de), *vide* Adam, Almauricus, Amaurri, Camusina, Guillelmus, Radulphus. — *Vide* Mullento.
* Melloto (de), *vide* Droco, Droinus, Ysabellis.
Melloto (de), *vide* Droco.
* Melsia (de), *vide* Guillelmus.
* Membrolis (de), *vide* Robertus.
* Menoto (de), *vide* Nicholaus.
* Menrahen (la Corte de), *vide* Johanna.
Mercerii, *vide* Morinus.
Mercolio (de), *vide* Beraudus.
* Mercorio (de), *vide* Beraudus.
Mericort (de), *vide* Matheus.
Merle (du), *vide* Foucaut.
* Merincuria (de), *vide* Johannes.
* Merlo (de), *vide* Guillelmus.
* Merocourt (de), *vide* Philippus.
* Meru (de), *vide* Bartholomeus, Theobaldus.
* Meruaco (de), *vide* Bartholomeus.
Merulla (de), *vide* Ffoucaudus.
Mervilla (de), *vide* Guillelmus.
Mesalem (de), *vide* Petrus.
Meschi, *vide* Guillelmus.
* Meseran et Meserant (de), *vide* Guillelmus, Petri.
Mesnil (du), *vide* Jaques.
* Mesnilio (de), *vide* Guillelmus, Stephanus.
* Mesnilio-Fromont (de), *vide* Richardus.
* Mesnilio Guerini (de), *vide* Herbertus.
* Mesnilio-Jordani (de), *vide* Jordanus, Stephanus.
* Mesnilio-Osberti (de), *vide* Radulphus.
Meso (de), *vide* Henricus.
* Meudone et Meuduno (de), *vide* Amalricus, Almauricus.
* Meullento (de), *vide* Mellento.
* Milliaco (de), *vide* Droco, Gervasius, Guillelmus, Philippus, Petrus, Richardus.
Milliaco (de), *vide* Gaufridus, Philippus.
* Mineris (de), *vide* Hugo.
——— (de), *vide* Robertus.
* Minteriaco (de), *vide* Petrus, Anglus.
* Miramont (de), *vide* Petri.
* Mirapice seu Mirapiscis (de), *vide* Guyotus, Guiotus.
Miribello (de), *vide* Fornerius.
* Mirmanda (de), *vide* Bouchardus.
* Moi et Moy (de), *vide* Droco, Johannes.
* Moiaco (de), *vide* Johannes.
* Molendino (de), *vide* Rogerus.
* Molliennes (de), *vide* Colardus, Nicholaus.
* Moncello (de), *vide* Petrus.
* Monciaco (de), *vide* Andreas.
* Moncuc (de), *vide* Gerardus.
* Monetarius, *vide* Castellanus.

Monsterolio (de), *vide* Vincencius. — *Vide* Mosterolio.
* Monsteruel (de), *vide* Henricus.
Montaldo (de), *vide* Raymundus.
* Montchablon (de), *vide* Jacobus. — *Vide* Montechablon.
* Monte (de), *vide* Guillelmus.
* Monte-Acuto (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Anselius, Guillelmus.
* Monte-Alto (de), *vide* Sicardus.
Monte-Androxis (de), *vide* Alaudius.
Monte-Beleti (de), *vide* Henricus.
* Montebelin (de), *vide* Petrus.
* Montecerbardo (de), *vide* Thomas.
Monte-Chablon (de), *vide* Gobertus. — *Vide* Montchablon.
Monte-Ferrando (de), *vide* Michael, Philippus.
Monte-Fonte (de), *vide* Almauricus, Johannes, Johanna, Symon.
* Monte-Forti (de), *vide* Amalricus, Leycestris, Lora, Philippus, Radulphus, Simon, Stephanus.
* Monte-Gasconis (de), *vide* Falco.
* Monte-Gennota (de), *vide* Johannes.
* Monte-Germondi (de), *vide* Eustachius.
Monte-Germondi (de), *vide* Petrus.
* Monte-Gomberti (de), *vide* Adam.
* Monte-Gotheri (de), *vide* Grimaudus.
Montegniaco (de), *vide* Walo.
Monte-Johanne (de), *vide* Briencius.
* Montelavri (de), *vide* Eraclius, Pontius.
* Montelbart (de), *vide* Theobaldus.
* Monte-Letherichi (de), *vide* Gaufridus.
* Monte-Lucio (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
* Monte-Mirabili (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Guiotus.
* Monte-Morenciaco (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Bouchardus, Erardus, Mathæus.
Montenses (de), *vide* Arnaldus.
* Monte-Pesato (de), *vide* Hermandus.
Monte-Regali (de), *vide* Agnes, Anselicus, Beatrix, Guido, Johannes.
* Monte Sancti-Johannis (de), *vide* Stephanus.
Monte-Thabe (Parvus de), *vide* Johannes.
* Mont-Gardin (de), *vide* Beatrix.
* Montibus (de), *vide* Philippus, Radulphus, Theobaldus.
Montigero (de), *vide* Robertus.
Montigniaco (de), *vide* Johannes, Symon.
* Montigniaco (de), *vide* Droco, Eustachius, Nicholaus.
Montigny (de), *vide* Arnulphus.
Montigny (li Bleux de), *vide* Guillaume.
Montorguel (de), *vide* Johannes.
* Mora (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
* Moranvillaribus (de), *vide* Gasto.
Morbinckis (de), *vide* Johannes.
* Morbli, *vide* Guillelmus.
——— *vide* Johannes.
* Morencis (de), *vide* Johannes.
* Moreto (de), Petrus, Theobaldus.
* Moretolii, *vide* Galterius.
* Moritania (de), *vide* Johannes.
* Moritonii, *vide* Galtherus.
Mormam (de), *vide* Regerius.
* Mormant (de), *vide* Reginaldus.
* Mornaio (de), *vide* Petrus.
Mornayo (de), *vide* Philippus.
Mortaigne (de), *vide* Baudoyn.
Morterii, *vide* Helias.
* Morvillari (de), *vide* Petrus.
* Moschans (de), *vide* Guillelmus.
Mosterolio (de), *vide* J., Monterolio.
* Mota (de), *vide* Adam, Hugo, Nicholaus, Simon.
* ——— (villenus de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
Mouton de Blainvilla, *vide* Ffoucaudus.
* Mouton de Braio, *vide* Petrus.
* Mucegros (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
Mullento (de), *vide* J., Stephanus, Mellento.
* Murato (de), *vide* Bernardus, Petrus.
Muris (de), *vide* Henricus.
* Musart, *vide* Jacobus.
Mussiaco seu Mussy (de), *vide* Bernardus, Guillelmus, Regerius.
* Mutelien (de), *vide* Helias.
Mutriaco (de), *vide* Galcherus.

Malus-Vicinus, *vide* Guido.
Manata (de), *vide* Bertrandus.
Maneiscort (Petrus de), *vide* Petrus.
Mane-Vilain, *vide* J.
Mangon, *vide* P.
* Mara (de), *vide* Johannes, Mathæus, Terricus.
Mardes (de), *vide* Johannes.
* Marcel, *vide* Johannes.
——— *vide* Johannes, Petrus.
* Marcelli, *vide* Guillelmus.
Marcheil (dou), *vide* Petrus.
* Marchia (de), *vide* Guido.
——— (de), *vide* Guido, Robertus, Karolus.
* Marchoul, *vide* Johannes.
* Marci, *vide* Raymondus.
Marcilly (de), *vide* G.
* Marescallus de Bulli, *vide* Johannes.
* Marescallus, *vide* Guillelmus.
* Maris (de), *vide* Oliverus.
* Marliaco (de), *vide* Isabellis.
Marliaco (de), *vide* Hardoinus, Guillelmus.
* Marmion, *vide* Rogerus.
Maro, *vide* Nevel.
* Marolio (de), *vide* Odardus, Philippus.
Marolio (de), *vide* Petrus, Bernardus.
Marrigniaco (de), *vide* Ingerranus.
Martel, *vide* Guillelmus.
* Masohindix (de), *vide* Robertus.
* Mauberti, *vide* Gaufridus.
* Maugraz, *vide* Dyonisius.
* Mauquinchy (de), *vide* Guillotus, Johannes.
Mauriaco (de), *vide* Gaucelinus.
* Mauritii, *vide* Radulphus.
Mauvoisin, *vide* Gaistus.
Mayrolles (de), *vide* Hardoynus, Petrus.
Mazi seu Marziaco (de), *vide* Guichardus.
Meantiz (de), *vide* Robertus.
Medici, *vide* Petrus.
Medunta (de), *vide* Petrus.
* Megnac (de), *vide* Yterus.
* Megret, *vide* Nicholaus.
Meigne (de), *vide* Giletus.
Melleduno (de), *vide* Johannes, Sy.
* Mellento (de), *vide* Alanus, Amalricus, Petrus, Radulphus, Robertus, Yda.
* ——— (Riote de), *vide* Amalricus.
——— seu Meullento (de), *vide* Adam, Almauricus, Amaurri, Camusius, Guillelmus, Radulphus. — *Vide* Mullento.
* Melloto (de), *vide* Droco, Droinus, Ysabellis.
Melloto (de), *vide* Droco.
* Melsia (de), *vide* Guillelmus.
* Membrolis (de), *vide* Robertus.
* Menoto (de), *vide* Nicholaus.
* Menbaher (la Corte de), *vide* Johanna.
Mercerii, *vide* Morinus.
Mercolio (de), *vide* Beraudus.
* Mercorio (de), *vide* Beraudus.
Mericort (de), *vide* Matheus.
Merle (du), *vide* Foucaut.
* Merincuria (de), *vide* Johannes.
* Merlo (de), *vide* Guillelmus.
* Merocourt (de), *vide* Philippus.
* Meru (de), *vide* Bartholomeus, Theobaldus.
* Meruaco (de), *vide* Bartholomeus.
Merulla (de), *vide* Ffoucaudus.
Mervilla (de), *vide* Guillelmus.
Mesalem (de), *vide* Petrus.
Meschi, *vide* Guillelmus.
* Meseran et Meserant (de), *vide* Guillelmus, Petri.
Mesnil (du), *vide* Jaques.
* Mesnilio (de), *vide* Guillelmus, Stephanus.
* Mesnilio-Fromont (de), *vide* Richardus.
* Mesnilio Guerini (de), *vide* Herbertus.
* Mesnilio-Jordani (de), *vide* Jordanus, Stephanus.
* Mesnilio-Osberti (de), *vide* Radulphus.
Meso (de), *vide* Henricus.
* Meudone et Meuduno (de), *vide* Amalricus, Almauricus.
* Meullento (de), *vide* Mellento.
* Milliaco (de), *vide* Droco, Gervasius, Guillelmus, Philippus, Petrus, Richardus.
Milliaco (de), *vide* Gaufridus, Philippus.
* Minerbis (de), *vide* Hugo.
——— (de), *vide* Robertus.
* Minteriaco (de), *vide* Petrus, Anglius.
* Miramont (de), *vide* Petri.
* Mirapice seu Mirapiscis (de), *vide* Guyotus, Guiotus.
Miribello (de), *vide* Fornerius.
* Mirmanda (de), *vide* Bouchardus.
* Moi et Mot (de), *vide* Droco, Johannes.
* Moiaco (de), *vide* Johannes.
* Molendino (de), *vide* Rogerus.
* Molliennes (de), *vide* Colardus, Nicholaus.
* Moncello (de), *vide* Petrus.
* Monciaco (de), *vide* Andreas.
* Moncuc (de), *vide* Gerardus.
* Monetarius, *vide* Castellanus.

Monsterolio (de), *vide* Vincencius. — *Vide* Mosterolio.
* Monsteruel (de), *vide* Henricus.
Montaldo (de), *vide* Raymundus.
* Montchablon (de), *vide* Jacobus. — *Vide* Montechablon.
* Monte (de), *vide* Guillelmus.
* Monte-Acuto (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Anselhus, Guillelmus.
* Monte-Alto (de), *vide* Sicardus.
Monte-Androsis (de), *vide* Alaudius.
Monte-Beleti (de), *vide* Henricus.
* Montebelin (de), *vide* Petrus.
* Montecebardo (de), *vide* Thomas.
Monte-Chablon (de), *vide* Gobertus. — *Vide* Montchablon.
Monte-Ferrando (de), *vide* Michael, Philippus.
Monte-Fonte (de), *vide* Almauricus, Johannes, Johanna, Symon.
* Monte-Forti (de), *vide* Amalricus, Leycestris, Lora, Philippus, Radulphus, Simon, Stephanus.
* Monte-Gasconis (de), *vide* Falco.
* Monte-Gennota (de), *vide* Johannes.
* Monte-Germondi (de), *vide* Eustachius.
Monte-Germondi (de), *vide* Petrus.
* Monte-Gomberti (de), *vide* Adam.
* Monte-Gotheri (de), *vide* Grimaudus.
Montegigniaco (de), *vide* Walo.
Monte-Johanne (de), *vide* Briencius.
* Montelavri (de), *vide* Eraclius, Pontius.
* Montelleart (de), *vide* Theobaldus.
* Monte-Letherici (de), *vide* Gaufridus.
* Monte-Lucio (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
* Monte-Mirabili (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Guiotus.
* Monte-Morenciaco (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Bouchardus, Erardus, Mathæus.
Montenses (de), *vide* Arnaldus.
* Monte-Pesato (de), *vide* Hermandus.
Monte-Regali (de), *vide* Agnes, Ansericus, Beatrix, Guido, Johannes.
* Monte Sancti-Johannis (de), *vide* Stephanus.
Monte-Thare (Parvus de), *vide* Johannes.
* Mont-Gardin (de), *vide* Beatrix.
* Montibus (de), *vide* Philippus, Radulphus, Theobaldus.
Montigero (de), *vide* Robertus.
Montigniaco (de), *vide* Johannes, Symon.
* Montigniaco (de), *vide* Droco, Eustachius, Nicholaus.
Montigny (de), *vide* Arnulphus.
Montigny (li Bleux de), *vide* Guillaume.
Montorguel (de), *vide* Johannes.
* Mora (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
* Moranvillaribus (de), *vide* Gasto.
Morbinckis (de), *vide* Johannes.
* Morelli, *vide* Guillelmus.
——— *vide* Johannes.
* Morencis (de), *vide* Johannes.
* Moreto (de), Petrus, Theobaldus.
* Moretolii, *vide* Galterius.
* Moritania (de), *vide* Johannes.
* Moritonii, *vide* Galtherus.
Morman (de), *vide* Regerius.
* Mormant (de), *vide* Reginaldus.
* Mornaio (de), *vide* Petrus.
Mornayo (de), *vide* Philippus.
Mortaigne (de), *vide* Baudoyn.
Morterii, *vide* Helias.
* Morvillari (de), *vide* Petrus.
* Moschans (de), *vide* Guillelmus.
Mosterolio (de), *vide* J., Monterolio.
* Mota (de), *vide* Adam, Hugo, Nicholaus, Simon.
* ——— (villenus de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
Mouton de Blainvilla, *vide* Ffoucaudus.
* Mouton de Braio, *vide* Petrus.
* Mucegros (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
Mullento (de), *vide* J., Stephanus, Mellento.
* Murato (de), *vide* Bernardus, Petrus.
Muris (de), *vide* Henricus.
* Musart, *vide* Jacobus.
Mussiaco seu Mussy (de), *vide* Bernardus, Guillelmus, Regerius.
* Mutelien (de), *vide* Helias.
Mutriaco (de), *vide* Galcherus.

N

Nadal, *vide* Raymundus.
Naillac (de), *vide* Petrus.
* Nantolio (de), *vide* Guido, Johannes, Theobaldus.
Nantolio et Nantholio (de), *vide* Guido, Erardus.
Nanton (le Bastart de), *vide* Guillelmus.
* Nantronio (Bonemigue de), *vide* Stephanus.
Narsiaco (de), *vide* Petrus.
* Navarra (de), *vide* Henricus.
——— (de), *vide* Johanna, Theobaldus, Michael.
* Navez, *vide* Johannes.
* Nealphia (de), *vide* Guido, Guillelmus, Michael.
Neaufle, *vide* Wde.
* Nemos (de), *vide* Galterus.
* Nemosio (de), *vide* Aubertus, Galterus, Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
Nepotis, *vide* R.
* Neret, *vide* Johannes.
* Neri (de), *vide* Guido, Philippus.
* Neuvilla (de), *vide* Guido.
* Nevelonis, *vide* Johannes.
* Nigella (de), *vide* Agnes, Galterus, Radulphus, Simon, Symon.
——— (de), *vide* Radulphus.
Nivella (de), *vide* Johannes.
* Nivernensis, *vide* Mathildis, Odo.
* Noa (de), *vide* Robertus.
* Nobliaco (de), *vide* Giraudus.
* Noelon (de), *vide* Giletus.
Nogareto (de), *vide* Guillelmus.
* Nogento (de), *vide* Nicholaus.
Noiantello (de), *vide* Bertandus.
Normanna, *vide* Alithia.
Normannus, *vide* Guillelmus.
* Nova-Villa (de), *vide* Guido, Guillelmus, Thomas.
——— (de), *vide* Egidius, Gerardus, Guillelmus, Oudardus.
* Noviaco (de), *vide* Theobaldus.
Novilla (de), *vide* Odo.
* Novo-Burgo (de), *vide* Henricus, Robertus.
* Novo-Vico (de), *vide* Theobaldus.
* Nulliaco (de), *vide* Galterus.
Nuz seu Nuzi, *vide* Alanus.
* Nybat (de), *vide* Johannes.

O

Oculus-Bovis, *vide* Johannes.
* Oenvilla (de), *vide* Petrus.
Ogerio (de), *vide* Philippus.
* Onvilla (de), *vide* Eudo, Guillelmus.
* Opere (de), *vide* Giletus.
* Oratorio (de), *vide* Thomas.
Oria (de), *vide* Brancha, Baliso.
Ormayo (de), *vide* Johannes.
* Ouchepot, *vide* Johannes.
* Outreyoisin (de), *vide* Gazo.

P

* Paceello (de), *vide* Adam.
* Paciaco (de), *vide* Guillelmus, Hadearius, Radulphus.
Paciaco (de), *vide* Radulphus.
Pacy (de), *vide* P.
Paeler, *vide* Johannes, Margareta.
* Paganelli, *vide* Guillelmus, Oliverus.
* Pagani, *vide* Hugo.
* Pagniaco (de), *vide* Henricus.
Paigniaco (de), *vide* Henricus.
* Paley (de), *vide* Stephanus.
Paluello (de), *vide* Gaufridus.
* Pane (de), *vide* Nicholaus.
Parant (de), *vide* Ugo.
Parco (de), *vide* Johannes.
Paredo (de), *vide* Dyonisius.
* Parent, *vide* Guillelmus.
* Parisius (de), *vide* Henricus, Thomas, Symon.
* Paroy, *vide* Guillelmus.
Parvus, *vide* Johannes.
* Passiaco (de), *vide* Renerus.
Passu (de), *vide* Nicholaus.
* Paste, *vide* Egidius.

Paste, *vide* Ferricus.
Patricii, *vide* Guillelmus.
Pellicerii, *vide* Bernardus.
Pelphi, *vide* Gaubertus.
Pentecoste, *vide* Guillelmus.
Perceval, *vide* Gaufridus.
Perdiaco (de), *vide* Arnaudus.
Perellis (de), *vide* Radulphus.
Perisse, *vide* Guillelmus.
Perogiis (de), *vide* Johannes.
* Perona (de), *vide* Guillelmus, Julianus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
* Perreria (de), *vide* Huetus.
* Persona, *vide* J.
Pescaut, *vide* J.
* Peschevron, *vide* Johannes.
Petra (de), *vide* Adam.
——— (de), *vide* Johannes.
* Petra-Bufferia (de), *vide* Petrus.
Petragoris (de), *vide* Helias.
Peugny (de), *vide* Henricus.
* Pictavia (de), *vide* Ademaurus.
——— (de), *vide* Ademarus.
* Pie de Heroue, *vide* Matilla.
* Piergort, *vide* Guillelmus.
* Pilurnc (de), *vide* Giraudus.
* Pinchie (de), *vide* Robertus.
* Pinelli de Stroffevilla, *vide* Guillelmus.
Pinet, *vide* Symon.
* Pingniaco (de), *vide* Andreas, Guillelmus, Petronilla, Renaudus.
Pinibus (de), *vide* Guillelmus Raymundi.
* Pinquegniaco (de), *vide* Ingerranus.
Pinu (de), *vide* Johannes.
* Pissiaco (de), *vide* Fermeville, Gazo, Gaufridus, Guillelmus, Johannes, Ludovicus, Robertus, Robinus, Symon, Richendis.
——— (de), *vide* Robertus.
* Plaalliaco (de), *vide* Johannes.
* Placentia (de), *vide* Leonardus.
Placulphi, *vide* Helye.
Plaisiano (de), *vide* Guillelmus.
Plaissie (dou), *vide* Jehans.
Planchevilla (de), *vide* Arnulphus.
Planceto (de), *vide* Philippus.
Plaustro (de), *vide* Johannes.
* Plessbio (de), *vide* Bernardus, Johannes.
* Plesseto (de), *vide* Gilo, Johannes.
* Plessiaco (de), *vide* Gaufridus, Haymo, Johannes, Tigerus.
* Plumetot (de), *vide* Robertus.
Pocheran et Pochebon, *vide* Andreas.
* Podio (de), *vide* Guillelmus.
Podio (de), *vide* Poncius, Bernardus, Helena.
Podio-Guillelmi (de), *vide* Etblo.
* Podio-Meman (de), *vide* Arnaldus.
* Podio-Sorigario (de), *vide* Berengarius.
Poencio (de), *vide* Theobaldus.
* Poer, Poier, *vide* Johannes.
Pogneiis (de), *vide* Simon.
* Pognens (de), *vide* Simon.
Poicheron, *vide* Andreas. — *Vide* Pocheran.
* Poinvillain, *vide* Bochardus.
Poisse-Avant, *vide* Stephanus, Philippus, Beneventa.
* Poisson, *vide* Guiotus.
Pole (du), *vide* Leonardus.
* Polet, *vide* Robertus.
* Polin, *vide* Johannes.
* Pomerol, *vide* Andreas.
* Pompona (de), *vide* Huetus.
* Pomponio (de), *vide* Odardus, Odo, Petronilla.
* Poncin, *vide* Johannes.
* Pont-Chevron (de), *vide* Gaufridus.
* Ponte (de), *vide* Johannes.
Ponte de Ambleniaco, *vide* Oudardus.
* Ponte-Episcopi (de), *vide* Aelis.
* Ponte-Perdito (de), *vide* Radulfus.
* Pontibus (de), *vide* Hubertus, Reginaldus, Renaudus.
——— (de), *vide* Regerii.
* Pontibus-super-Vennam (de), *vide* Emengarda.
* Ponti-Sara (de), *vide* Guillelmus, Johannes.
Pontivo (de), *vide* Johannes.
Ponvilla (de), *vide* Egidius.
* Poognis, Poognies (de), *vide* Simon, Symon.
* Poolly (de), *vide* Aubertus.
* Popin, *vide* Johannes.
——— *vide* Johannes.
* Porcbio (de), *vide* Robertus.
* Porta (de), *vide* Johannes, Petri, Therricus, Stephanus.
——— (de), *vide* Helye, Petrus, Ysembardus —*Vide* La Porta.
* Portu (de), *vide* Jacobus.
* Postel, *vide* Radulphus.
* Postelli, *vide* Guillermus.
Potbria (de), *vide* Matheus, Guillelmus.
* Praeris (de), *vide* Rogerus.

* Pratellis (de), *vide* Imbertus.
——— (de), *vide* Petrus.
* Prato (de), *vide* Gaufridus.
Prégats (de), *vide* Raoul.
* Precarii, *vide* Ysabella.
* Preres (de), *vide* Thomas.
Pressorio (de), *vide* Droynus.
Proviaco (de), *vide* Girardus.
Pruilliaco (de), *vide* Eschivardus.
* Prunele, *vide* Guillelmus.
* Pruneleti, *vide* Guillelmus.
* Prungiaco (de), *vide* Radulphus.
* Prunoy (de), *vide* Ansellus.
Pruvino (de), *vide* Basilia, Ysabellis, Agnes, Herbelotus.
Pugneis (de), *vide* Simon.
Purneto (de), *vide* Guillelmus.
Puteo (de), *vide* Helias.
Puteolo (de), *vide* Johannes.
Putheolis (de), *vide* Johannes.
Pynel, *vide* Michael.

Q

* Quaillou (de), *vide* Johannes.
* Qualtain (de), *vide* Johannes.
* Quaneis (de), *vide* Johannes.
* Quartier (du), *vide* Guillelmus.
* Quavesio (de), *vide* Johannes.
Quenticort (de), *vide* Crispinus.
* Queuresis (de), *vide* Gerardus, Keuresis.
* Qui-Biau-Marche, *vide* Robertus.
Quitriaco (de), *vide* Girardus.
* Quohequien (de), *vide* Guillelmus, Radulphus.

R

* Rabot, *vide* Berengarius.
* Rabustin, *vide* Aymo.
* Racinaus, *vide* Gaufridus.
* Rade-Ponte (de), *vide* Renaudus.
* Radoes (de), *vide* Johannes.
* Rado-Ponte (de), *vide* Reginaldus.
* Ratigniaco (de), *vide* Johannes.
* Raymondi de Caturco, *vide* Guillelmus
Raymundi, *vide* Guillelmus.
Raymundi de Pinibus, *vide* Guillelmus.
Reginaldi, *vide* Guillelmus, Petrus, Johannes
* Remiaco (de), *vide* Philippi, Philippus.
Remigii, *vide* Petrus.
* Remino (de), *vide* Philippus.
Remis (de), *vide* Guillelmus, Henricus.
* Remy (de), *vide* Petrus.
* Reneriı, *vide* Giraudus.
Requi, *vide* Arnaldus.
Reston, *vide* Judocus.
* Retortonio (de), *vide* Brianus.
Ribodi-Monte (de), *vide* Johannes.
Riboule, *vide* Fulco.
Rideı, *vide* Helias.
* Ridelli, *vide* Helyas.
Rigaudi, *vide* Odo.
* Riveriis (de), *vide* Arnulphus.
Roberti, *vide* Johannes.
* Roboreto (de), *vide* Johannes.
* Roboribus (de), *vide* Guillelmus
Roca (de), *vide* Tuchius.
* Rocha-Dariani (de), *vide* Alanus, Johanna, Oliverius, Plaisentia.
* Rocha de Brein, *vide* Jacobus.
* Rochafolio (de), *vide* Delphina.
* Roche-Noire, *vide* Petrus, Boche-Noire.
* Rochis (de), *vide* Johannes.
* Rodonio (de), *vide* Guiotus.
* Roia (de), *vide* Droco, Mathæus.
Roia, *vide* B., Aubertus, Godefridus, Mathæus.
* Roisel, *vide* Johannes.
* Rollandi, *vide* Haymo.
* Rolleboisse (de), *vide* Johanna, Johannes.
* Romainvilla (de), *vide* Petrus.
Romhano (de), *vide* Bernardus.
* Roncherolis seu Ronquerollis (de), *vide* Gaufredus, Odo, Ansoaldus, Johannes.
Roncherolis (de), *vide* Gaufridus.
* Roquemonte (de), *vide* Reginaldus.
Roquencuria (de), *vide* Henricus.
Rossel, *vide* Petrus.
* Rosselli, *vide* Garinus.
Rossilione (de), *vide* Bertrandus.
* Rostigas (de), *vide* Renaudus.
* Roterii, *vide* Gaufridus.
* Roucıaco (de), *vide* Alanus, Johannes.
Roussel, *vide* Johannes.

Rousselli de Cousson, *vide* Richardus.
* Roussilione (de), *vide* Guillelmus.
* Rouvray (de), *vide* Robertus, Henricus.
Rovasio (de), *vide* Johannes.
Roy (fix de), *vide* Nicolaus.
Roya, *vide* Roia.
Royaco (de), *vide* Raldoynus.
* Royre (de), *vide* Radulphus.
* Roussiaco (de), *vide* Philippus.
* Rubbecco (de), *vide* Richardus.
* Ruella (de), *vide* Johannes.
* Ruisselde (de), *vide* Johannes.
Rume (de), *vide* Rogerus.
Ruolio (de), *vide* Galcherus.
* Ruppe (de), *vide* Bonitus, Gaufridus, Guido, Richardus, Guigo.
——— (de), *vide* Eudo.
* Ruppe-Cavardi (de), *vide* Aymericus, Hemericus.
——— (de), *vide* Aymericus.
Ruppe-Forti (de), *vide* Guillelmus, Theobaldus.
* Rupeforti (de), *vide* Gaufridus.
* Ruthinensis, *vide* Henricus.

S

Sabaudia (de), *vide* Amedeus, Thomas.
Sabbaterii, *vide* Grimaudus.
* Sacro-Cesare (de), *vide* Robertus, Stephanus.
Sacro-Cesare (de), *vide* Robertus, Stephanus.
Saia (de), *vide* Brunus.
* Sailembien, *vide* Berta, Marcellus.
Saille-Ville (de), *vide* Droco.
Sains (de), *vide* Gerart.
Saint-Amand (de), *vide* Pierre, Renier.
Sagio (de), *vide* Reginaldus.
* Saligibus (de), *vide* Petrus.
——— (de), *vide* Petrus.
* Salnerii, *vide* Johannes.
Salomon, *vide* Hervens.
Salon (de), *vide* Johannes.
* Salvagii-Sommularii, *vide* Justa.
Salzano (de), *vide* Johannes.
Sancero (de), *vide* Stephanus Estienne.
Sancta-Columba (de), *vide* Restif.
Sancta-Cruce (de), *vide* P.
Sancta-Maura (de), *vide* Guillermus.
Sancti-Ciriaci in Termis, cardinalis, *vide* Stephanus.
* Sancto-Albino (de), *vide* Stephanus.
* Sancto-Amando (de), *vide* Gaufridus, Hugo.
Sancto-Antonino (de), *vide* Ysembardus.
Sancto-Oberto (de), *vide* Jacobus.
Sancto-Audoeno (de), *vide* Guillelmi.
* Sancto-Benedicto (de), *vide* Radulfi.
* Sancto-Claro (de), *vide* Johannes, Robertus, Hugo.
* Sancto-Dyonisio (de), *vide* Hervens, Odo, Radulphus.
——— (de), *vide* Giletus, Henricus, Johannes.
* Sancto-Floro (de), *vide* Joubertus.
Sancto-Floro (de), *vide* Philippa, Anthonetus, Guillelmus.
* Sancto-Germano (de), *vide* Guodinus.
* Sancto-Godardo (de), *vide* Radulphus.
Sancto-Habundo (de), *vide* Stephanus.
* Sancto-Hilario (de), *vide* Perrotus.
Sancto-Hylario (de), *vide* Rogerius.
Sancto-Johanne (de), *vide* Johannes.
* Sancto-Judoco (de), *vide* Wermundus.
* Sancto-Justo (de), *vide* Hugo.
Sancto-Lando (de), *vide* Everardus.
* Sancto-Laurencio (de), *vide* Radulfus.
Sancto-Martino (de), *vide* Johannes.
* Sancto-Paulo (de), *vide* Gaucherus, Johanna, H. Hugo.
——— (de), *vide* Guido, Pelegrinus.
Sancto-Porciano (de), *vide* Renerius.
Sanctorum Nerei et Achillei (cardinalis), *vide* Berengarius.
Sancto-Symone (de), *vide* Jacobus.
* Sancto-Venantio (de), *vide* Matheus.
* Sancto-Vincentio (de), *vide* Renaudus.
* Sancto-Yonio (de), *vide* Philippus.
Sancto-Wasio (de), *vide* Johannes.
Sanquin (de), *vide* Pierre.
* Sapiens, *vide* Droco.
Sarcians (des), *vide* Herlinus.
Sarginos (de), *vide* Gaufridus.
* Sarlata (Garbal de), *vide* Stephanus.
* Sarmery (de), *vide* Johannes.
Sarquiex (de), *vide* Johannes.
* Sarracenus, *vide* Johannes, Petrus.
Sauchevral (de), *vide* Johanna.
* Sauve, *vide* Colimis.
Sauzeto (de), *vide* Raymundus.
* Saverici, *vide* Galterus.

* Pratellis (de), *vide* Imbertus.
——— (de), *vide* Petrus.
* Prato (de), *vide* Gaufridus.
Préaus (de), *vide* Raoul.
* Precarii, *vide* Ysabella.
* Preres (de), *vide* Thomas.
Pressorio (de), *vide* Droynus.
Proviaco (de), *vide* Girardus.
Pruilliaco (de), *vide* Eschivardus.
* Prunele, *vide* Guillelmus.
* Pruneleti, *vide* Guillelmus.
* Prungiaco (de), *vide* Radulphus.
* Prunoy (de), *vide* Ansellus.
Pruvino (de), *vide* Basilia, Ysabellis, Agnes, Herbelotus.
Pugnis (de), *vide* Simon.
Purneto (de), *vide* Guillelmus.
Puteo (de), *vide* Helias.
Puteolo (de), *vide* Johannes.
Putheolis (de), *vide* Johannes.
Pynel, *vide* Michael.

Q

* Quaillou (de), *vide* Johannes.
* Qualtain (de), *vide* Johannes.
* Quaneis (de), *vide* Johannes.
* Quartier (du), *vide* Guillelmus.
* Quavesio (de), *vide* Johannes.
Quenticort (de), *vide* Crispinus.
* Queuresis (de), *vide* Gerardus, Ken
* Qui-Biau-Marche, *vide* Robertus.
Quitriaco (de), *vide* Girardus.
* Quoherquien (de), *vide* Guille phus.

R

* Rabot, *vide* Berengarius.
* Rabustin, *vide* Aymo.
* Racinaus, *vide* Gaufridus.
* Rade-Ponte (de), *vide* Renaudus.
* Radoes (de), *vide* Johannes.
* Rado-Ponte (de), *vide* Reginaldus.
* Ratigniaco (de), *vide* Johannes.
* Raymondi de Caturco, *vide* Guillelmus.
Raymundi, *vide* Guillelmus.
Raymundi de Pinibus, *vide* Guillelmus.
Reginaldi, *vide* Guillelmus, Petrus, Johannes.
* Remiaco (de), *vide* Philippi, Philippus.
Remigii, *vide* Petrus.
* Remino (de), *vide* Philippus.
Remis (de), *vide* Guillelmus, Henricus.
* Remy (de), *vide* Petrus.
* Renerii, *vide* Giraudus.
Requi, *vide* Arnaldus.
Reston, *vide* Judocus.
* Retortonio (de), *vide* Brianus.
Ribodi-Monte (de), *vide* Johannes.
Riboule, *vide* Fulco.
Ridel, *vide* Helias.
* Ridelli, *vide* Helyas.
Rigaudi, *vide* Odo.
* Riveriis (de), *vide* Arnulphus.
Roberti, *vide* Johannes.
* Roboreto (de), *vide* Johannes.
* Roboribus (de), *vide*
Roca (de), *vide* Tue
* Rocha-Dariani (
Oliverius, Plai
* Rocha de Bre
* Rochapolio
* Roche-No
* Rochis (
* Rodoni
* Roia
Roia
* Ro
* F
*

Gervasius, Guil-

.e Robertus.
.ufridus.
;areta.
Mauritius.
tus.
hannes, Petrus.
de Yterius.
e Bertrandus.
ide Robertus.
le Erardus, Guillelmus.
le Guillelmus.
, *vide* Bertaudus.
, *vide* Gombaldus, Gombaudus.

, *vide* Guillelmus.

TADOR (de), *vide* Eblo.
UBRIA (de), *vide* Guerno, Petrus.
ERDERONA (de), *vide* Ermina.
NGELAI (de), *vide* Johannes.
ERGEYO (de), *vide* Henricus.
ERMACIO (de), *vide* Petrus.
* VERNOLIO (de), *vide* Albinus, Nicholaus.
——— (de), *vide* Richardus.
* VERNOSE (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* G.
VERRIACO (de), *vide* Guillelmus, Boso, Raymundus.
VERRERIIS (de), *vide* Guillelmus.
VEZELIACO (de), *vide* Henricus.
* VIARIUS, *vide* Mathæus.
——— *vide* Guillelmus.
* VIATOR, *vide* Mathæus.
* VICENORRIO (de), *vide* Petrus.
* VICINIS (de), *vide* Guillelmus.
VICO (de), *vide* Johannes, Reginaldus.
VIENNA (de), *vide* Symon.
* VIGERII, *vide* Berauda, Bertrandus.
——— *vide* Helias, Petrus, P.

Google

Saviaco (de), *vide* Clemens.
* Savore, *vide* Guillelmus, Lambertus.
* Saxiaco (de), *vide* Jordanus.
* Scolions (de), *vide* Bernardus.
Scorcellis (de), *vide* Guiotus, Petrus.
* Secorcie, *vide* Gaufridus.
Seins (de), *vide* Gerart.
* Seisac (de), *vide* Beatrix Hugo.
* Selingaham (de), *vide* Alenardus, Guillelmus.
Senglier, *vide* Aymericus, Reginaldus.
Senonibus (de), *vide* Girardus Rousselli.
Senonis (de), *vide* Girardus Ruffi.
* Senort (de), *vide* Nicholaus.
* Septem-Pilis (de), *vide* Radulphus.
* Serannis (de), *vide* Johannes.
* Serans (de), *vide* Agnes.
* Serciaco (de), *vide* Anserus.
* Serenis (de), *vide* Johannes.
Serginis (de), *vide* Petrus.
Sermilliaco et Semilli (de), *vide* Johannes.
Sernilliaco (de), *vide* Johannes.
* Serveio (de), *vide* Symon.
* Serviens, *vide* P.
* Setaracio (de), *vide* Guillelmus.
Seteneio (de), *vide* Jacobus.
Severin, *vide* Petrus.
* Sezannis (de), *vide* Gervasius.
* Sibille, *vide* Johanna.
Sigiaco (de), *vide* Robertus.
* Silvanecto (de), *vide* Droco, Guillelmus, Gilo.
* Sine-Averio, *vide* Robertus.
Sine-Averio, *vide* Robertus.
* Sine-Muro (de), *vide* Guido.
* Sire-Boen, *vide* Odo.
* Sire-Fontaine (de), *vide* Reginaldus.
* Sissiaco (de), *vide* Garinus.
* Soisiaco (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
* Soissonleu (de), *vide* Clemencia.
* Sola (de), *vide* Nicholaus.
* Solario (de), *vide* Petrus.
Solerio (de), *vide* Rostanus.
* Soli (de), *vide* Henricus.
Soliaco (de), *vide* Odo, Henricus.
* Solliaco (de), *vide* Odo, Johannes, Gilo.
Souci (de), *vide* Phelippe.
* Sourie, *vide* Guillelmus.
* Soylliaco (de), *vide* Henricus.
* Stangno (de), *vide* Reneros.
Stilo (de), *vide* P.
* Stratis (de), *vide* Johannes, Manasserus, Radulphus, Poinçardus.
——— (de), *vide* Radulphus.
* Stropfevilla (Pinelli de), *vide* Guillelmus.
* Sucerno (de), *vide* Elisabeth, Galterus.
Suciolis (de), *vide* Poncius.
* Suessione (de), *vide* Radulphus, Therricus.
Suessionis (de), *vide* Alienordis.
* Susanna (de), *vide* Johannes.
Sycardi, *vide* Vitalis.
Syreis (de), *vide* Raymundus.

T

Tancarvilla (de), *V.* Cambellana, Tanquarville.
* Tanpierre, *vide* Johannes.
* Tarquaise (de), *vide* Robertus.
* Tarri (de), *vide* Arbertus.
* Taste-Saveur, *vide* Stephanus.
* Tegnonvilla (de), *vide* Petrus.
* Telier, *vide* Thomas.
* Teminis (de), *vide* Girbertus.
Templo (de), *vide* Gaufridus.
* Teroot, *vide* Robinus.
* Terrace, *vide* Durandus.
Teisson, *vide* Johannes.
* Tesson, *vide* Radulphus.
——— *vide* Guillelmus.
* Tevilla (de), *vide* Radulfus.
Thabis, *vide* Aymericus.
Themus, *vide* Guillelmus.
Thibetis (de), *vide* Leonardus.
Thibolot, et Thibotot, *vide* Richardus.
Thorota (de), *vide* Galcherus.
Thourote (de), *vide* Raoul.
* Tiberi (de), *vide* Radulphus.
Tibout, *vide* Guillaume.
* Tilleio (de), *vide* Johannes.
* Tilliaco (de), *vide* Johannes.
* Tilloy (de), *vide* Petrus.
Tintrioniaco (de), *vide* Oliverius.
Tociaco (de), *vide* Otho, Philippus.
Toppard, *vide* P.
Torson, *vide* Robertus.
* Ton (de), *vide* Guillelmus.
Tornaco (de), *vide* Galterius Bar.
* Tornebu (de), *vide* Guido, Guillelmus, Johannes, Robertus, Guido.

* Tornello (de), *vide* Gillo.
* Tornella (de), *vide* Mathæus, Radulphus, Renaudi, Stephanus.
Tornella (de), *vide* Radulphus, Mathæus.
* Torto-Campo (de), *vide* Galeto.
Trachi (de), *vide* Jehan.
* Trapis (de), *vide* Michael, Radulphus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
* Trecis (de), *vide* J., Johannes, Petrus.
Tremblejo (de), *vide* Simon.
Trembleyo (de), *vide* Simon, Johannes.
* Tremelliaco (de), *vide* Philippotus.
* Tria et Triya (de), *vide* Mathæus, S., Theobaldus, Philippus.
Tria (de), *vide* Mathæus, Regerius, Symon, Reginaldus.
Triaionel (de), *vide* Ansianus.
Triangulo (de), *vide* Ansellus, Droinus.
* Tribus-Puteis (de), *vide* Radulphus.
* Triecoc (de), *vide* Reginaldus.
* Trienello (de), *vide* Ansellus.
* Trigiaco (de), *vide* Gaufridus.
* Tristan, *vide* Bartholomeus.
——— *vide* Bartholomeus, Gervasius, Guillelmus.
* Troissebois, *vide* Johannes.
Trousel, *vide* Jaquelinus.
Troussebauvilla (de), *vide* Robertus.
* Truysiaco (de), *vide* Gaufridus.
Turenna (de), *vide* Margareta.
* Turonibus (de), *vide* Mauritius.
* Turpini, *vide* Herbertus.
* Turre (de), *vide* Johannes, Petrus.
Turre-Alba (de), *vide* Yterius.
Turribus (de), *vide* Bertrandus.
Turricula (de), *vide* Robertus.
Tyenges (de), *vide* Erardus, Guillelmus.
Tyerno (de), *vide* Guillelmus.
Tyllerius (de), *vide* Bertaudus.
Tyranno (de), *vide* Gombaldus, Gombaudus.

U

* Uberio (de), *vide* Galerannus.
* Ulliaco (de), *vide* Johannes.
* Ulnaudi, *vide* Guillelmus.

V

* Vacris (de), *vide* Rollandus.
Vaignorri de), *vide* Stephanus.
Valeia et Valleia seu Valee (de), *vide* Gaufridus.
Valencia (de), *vide* Ademarus.
* Valencino (de), *vide* Jacobus, Johannes.
* Valente (de), *vide* Guillelmus.
* Valeriaco (de), *vide* Johannes.
* Valle (Viguerius de), *vide* Johannes.
Valle-Girardi (de), *vide* Agatha.
* Valle-Grinosa (de), *vide* Guillelmus.
* Valle-Richerii (de), *vide* Vincentius.
Valleta (de), *vide* Petronilla.
* Valliaco (de), *vide* Gaufridus, Ferricus.
Vallibus (de), *vide* Johannes.
Vassinhaco (de), *vide* Guillelmus.
Vaucelles (de), *vide* Jehan.
* Ve (de), *vide* Manaserus et Manasserus.
—— (de), *vide* Radulphus.
* Velly (de), *vide* Gilo.
Velu et Welu (de), *vide* Johannes.
* Vemarz (de), *vide* Petrus.
* Vendolio (de), *vide* Symon.
* Ventador (de), *vide* Eblo.
* Verbria (de), *vide* Guerno, Petrus.
* Verderona (de), *vide* Ermina.
Vergelai (de), *vide* Johannes.
Vergeyo (de), *vide* Henricus.
Vermacio (de), *vide* Petrus.
* Vernolio (de), *vide* Albinus, Nicholaus.
——— (de), *vide* Richardus.
* Vernone (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* G.
Verriaco (de), *vide* Guillelmus, Boso, Raymundus.
Verreriis (de), *vide* Guillelmus.
Vezeliaco (de), *vide* Henricus.
* Viarius, *vide* Mathæus.
——— *vide* Guillelmus.
* Viator, *vide* Mathæus.
* Vicenobrio (de), *vide* Petrus.
* Vicinis (de), *vide* Guillelmus.
Vico (de), *vide* Johannes, Reginaldus.
Vienna (de), *vide* Symon.
* Vigerii, *vide* Berauda, Bertrandus.
——— *vide* Helias, Petrus, P.

Vignemont (de), *vide* Walet.
* Vignerius de Valle, *vide* Johannes.
* Vilebeto (de), *vide* Guillelmus, Johannes.
* Vileron (de), *vide* Theobaldus.
* Vileta (de), *vide* Guiterius.
* Villa (de), *vide* Bernardus, Pontius, Guillelmus.
Villa (de), *vide* Johannes.
* Villa-Beonis (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Adam, Mathæus.
* Villaboe (de), *vide* Iterius.
* Villa-Lupi (de), *vide* Nicholaus.
Villa-Migon (de), *vide* Petrus.
* Villana (de), *vide* Lucas.
* Villa-Nova (Gonterii de), *vide* Guibertus, Guillelmus.
——— (de), *vide* Vitalis.
* Villapereun (de), *vide* Evrardus.
* Villaribus (de), *vide* Achardus, Adam, Galterus, Johannes, Odardus, Petrus, Simon.
——— (de), *vide* Henricus.
* Villari-Pyon (de), *vide* Aubertus.
Villeblouan (de); *vide* P.
* Villenus de Mota, *vide* Guillelmus.
Ville-Perse (de), *vide* Ferricus.
Villereio (de), *vide* Johannes.
* Villeron (de), *vide* Guiotus.
* Villeta (de), *vide* Gaufridus.
——— (de), *vide* J., Johannes.
Vincencii, *vide* Raymundus.
* Vinchenedi (de), *vide* Petrus.
* Vindocino (de), *vide* Gaufridus, Johannes.
* Vineis (de), *vide* Johannes.
* Viniaco (de), *vide* Adam.
Vinzelle (de), *vide* Escafredus.
* Viromandensis, *vide* Philippus.
* Virmont (de), *vide* Murterax, Johannes.
* Virsione (de), *vide* Reginaldus.
* Virziliaco (de), *vide* Henricus, H.
* Vitreio (de), *vide* Robertus.
* Vitriaco (de), *vide* Andreas.
——— (de), *vide* Gaufridus.
* Viziliaco (de), *vide* Virziliaco.
* Viventi, *vide* Andreas.
Vomarcio (de), *vide* Petrus.
Voysseio (de), *vide* Johannes.

W

* Waban (decanus de), *vide* Guillelmus.
* Wagon, *vide* Henricus.
* Wallencuria (de), *vide* Johannes.
Waudelincourt (de), *vide* Florencius.
Waurin (de), *vide* Robertus.
* Wavequerke (de), *vide* Flastredus.
Welu, *vide* Velu.
Wits, *vide* Guillaume.
* Winage (de), *vide* Alardus.
* Wyques (de), *vide* Guillelmus.

X

* Xantolio (de), *vide* Petrus.

Y

* Yenvilla (Godeschal de), *vide* Robertus.
* Ys (des), *vide* Petrus.
* Yvriaco (de), *vide* Robertus.
——— (de), *vide* Robertus.

INDEX GEOGRAPHICUS.

A

Abbatis-Villa, p. 172, I; — (banleuca de), p. 338, VII; p. 666, XIX; — (hala de), p. 251, XIV.
Abricensis (vicecomitatus), p. 608, XXII.
Acheriaco (domus de), p. 147, XXIV.
Africa, *vide* Tunicium.
Agarvilla (villa de), p. 367, I.
Agenesium, p. 43, XXXI; p. 44, XXXV; p. 47.
Agennensis (terra), p. 4, I; p. 2, II; p. 12, II; p. 38, X; p. 55, V; p. 139, XXXIII; p. 296, XVI.
Agennum, p. 8, I; p. 13, II; p. 14, II; p. 19, III.
Agonium, p. 263, XIV.
Albiensis (ecclesia), p. 64, XIII.
Albigesium, p. 461, IV.
Alençonis (comitatus), p. 118, XXXIII.
Alneta, p. 473, IX.
Altissiodorensis (comitatus), p. 229, VIII; p. 338, IX.
Altissiodorum, p. 50, I; p. 229, VIII.
Altum-Villare, p. 296, XVI.
Ambasia, p. 508, VIII.
Ambianenses (partes), p. 73, VI.
Ambianensis ecclesia, p. 353, VI.
——— (ballivia), p. 241, I; p. 364, XXVIII.
——— porta de l'Arquet, p. 353, VI; — de l'Arguet, p. 376, XXIII.
Ambianum, p. 36, VII; p. 273, XXIV; p. 685.
Ambleigneium, p. 99, VI.
Ambleinaco (terra de), p. 156, V.
Ambricio seu Ambrusio (castrum de), p. 319, XXIII; p. 320, XXVII.
Andegavensis (comitatus), p. 270, XV; p. 319, XXIV; p. 360, XXII.
——— (senescallia), p. 104, XXIV; p. 359, XX.
Andeliacum, p. 286, XII.
Andellum, p. 210, XXIV.
Andene (foresta), p. 273, XXVI.
Andeu (molendinum de), p. 320, XXIX.
Andruic, p. 386, XIV.
Anglia, p. 4, I.
Aquarum-Mortuarum (portus), p. 612, XXV.
Aquatici (foresta), p. 175, XIII.
Aquila (terra de), p. 178, XXI.
Aquitaniæ (ducatus), p. 8, I; p. 9, II; p. 19, III.
Archiaco (castrum de), p. 284, VII.
Arconvilla, p. 186, XLIV.
Arda, p. 386, XIV.
Ardenna (terra de), p. 614, III.
Argentan (capella castri de), p. 440, XXVI.
Arkignam (castrum d'), p. 636, XI.
Armaniaci (comitatus), p. 40, IX.
Arminto (castrum de), p. 434, XI.
Arquet (Ambianensis porta de l'), p. 353, VI.
Arvernia, p. 60, XXI; p. 273, XXV; p. 386, XII; — (populi de montanis in), p. 196, XXVIII.
Arvernis (villæ), p. 84, XXVI; — (ballivia), p. 434, XI; p. 436, XV; p. 591, IV.
Asechiaco (terra de), p. 285, XI.
Athya super Orgiam, p. 477, XIII.
Attrebatensem (molendinum infra villam), p. 390.
Attrebatensis (villa), p. 118, XXXI; p. 245, XIX; — (banleuca), p. 394; — (parria et comita-

tus), p. 629, IV; p. 660, XIII; p. 665, XVIII.
Attrebatensis (scabinatus), p. 273, XXVII; p. 390.
Attrebatum (domus apud), p. 389, XVIII; — (hala apud), p. 390; — (cultura Sancti-Michaelis prope), p. 391; — (via Mancresche apud), p. 391; — (blocum ad lavanda tentoria apud), p. 392; — (pons Sancti-Vedasti apud), p. 392; — (locus de la Planquete apud), p. 392; — (aqua de Crinchon apud), p. 393.
Aubelotum de Dorlens, versus Hysdinum, p. 127, LXI.
Auberti-Villare, p. 412, XXV.
Aurelianensis (ballivia), p. 271, XIX; p. 329, XVIII; p. 587, XIX; — (præpositura), p. 388, XVI.
Aurelianensis (villa), p. 245, XVIII; p. 586, XVII; p. 587, XIX; — (universitas), *vide* Aurelianensis studii doctores et scolares, in indice onomastico.
Aurelianesium, p. 245, XVIII.
Ausoncia (villa de), p. 228, V.
Autevada, in diocesi Caturcensi (territorium de), p. 445, VI.
Autie seu Auteie (aqua), p. 127, LXI; p. 145, XVIII.
Autolio (villa de) prope Parisius, p. 877.
Auxi (terra de), p. 135, XVII.
Avernia, *vide* Arvernia.
Axia (castellania de), p. 361, XXV.
Aymetum, p. 47.
Ayse (*la rivière d'*), p. 124, LV.
Aysiaco (territorium de), p. 877.

B

Baailli, p. 416, II.
Baboti (homines de), p. 142, II.
Baelai, p. 62, V.
Baiona, p. 4, p. 8, I; p. 10, II.
Bajocensis diocesis, p. 402, XI.
Bar (nemus de), p. 419, IX; p. 432, VI.
Barbael, p. 471, VII.
Barbeello (domus et murus de) apud Corbalium, p. 324, II.
Bastida de Pabia, p. 497, IX.
Batpalmæ, p. 223, VI; p. 224, VII; p. 243, IX; p. 353, V; p. 455, VIII; p. 519, X; p. 685.
Baudoyer (porta Parisius), 440, XXVII; 458, XI.
Bays (castrum de), p. 94, XXVIII.
Becherello (villa de), p. 314, XI.
Beke, p. 26.
Bella-Garda, p. 60, XXI.
Bella-Quercus, p. 542, XI.
Bella-Valle (castrum de), p. 166, XXXV; p. 199, VIII.
Bella-Villa (castrum et villa de), p. 201, XVII.
Belli-Cadri (senescallia), p. 357, XV-XVI; p. 886; — jure scripto regitur, p. 557.
Belli-Joci (terra), p. 153, VI; p. 157, XII.
Belli-Montis-Rogeri (foresta), p. 88, IV.
Bellus-Mons-Rogeri, p. 88, IV.
Belna (mercatum de), p. 201, XV.
Belvacinium, p. 444, V.
Belvacum, p. 76, XVI; p. 112, IV; p. 146, XXI; p. 149, XXX.
Berneriæ, p. 260, II.
Bernulia (homines de), p. 169, XLI.
Berruco (villa de), p. 418, VII.
Bertondis, p. 26.
Bestisiacum, p. 100, XI.
Betencuria (monasterium de), p. 702, I.
Bian-Marchays (villa seu bastida), in senescallia Tholosæ, p. 636, XI.
Bienio (castrum et villa de), p. 361, XXV.
Bigorræ (terra), p. 40, VIII; — (comitatus), p. 347, XXXII; p. 633, VIII.
Bilionio (homines de), p. 209, XXI.
Bituricæ, p. 59, XVI; p. 73, IV; p. 83, XXI; p. 106, XXIX; p. 232, XIII.
Bituricense (mercatum), p. 231, XIII.
Biturices (ecclesiæ), p. 83, XXV.
Bituricensis (archiepiscopatus), p. 184, XXXVIII.
——— (ballivia), p. 544, XII; p. 683, VII.
Bitturia, p. 183, XXXVIII; p. 231, XIII.
Bitturis (terra de), p. 348, XXXV.
Blavia, p. 19, III.
Blavie (castrum), p. 20, III.
Blérecourt, p. 416, II.
Blesenses (forestæ), p. 212, XXXII.
Blesensis castellania, p. 399, VI.
——— in Sigalonia (terra comitis), p. 117, XXX.
Blesis (vicus situs), p. 331, XXI; — (domus Majoris-Monasterii sita), p. 331, XXI.
Blodio (foresta de), p. 193, XVII.

Boceio (boscus de), p. 60, XXIII.
Boconval (villa de), p. 277, VI.
Boistreni, p. 324.
Boloigne (*Nostre-Dame de*), p. 404, XIV.
Boloniæ (comitatus), p. 632, VI.
Bonæ-Fontanæ (fons), p. 217, XLII.
Bonæ-Vallis (terra), p. 253, IV; p. 271, XIX.
Bon-Chien (*le château de*), p. 346, XXXI.
Boneium, p. 116, XXII.
Bono-Fossato (terra de), p. 57, XII.
Borda (domus de), p. 222, II.
—— (ripperium de la), p. 46.
Bordelia (castrum et castellania de), p. 187, XLIX.
Bordis (villa de), p 540, VIII.
Borrez (homines de), p. 98, IV.
Bosco-Tirel (herbagium de), p. 160, XIX.
Boscus communis, p. 249, IV.
Boscus-Regis-Buxiarum, p. 249, IV.
Bosols (castrum de), p. 424, XVI.
Bourgel de lez Venduel (*le*), p. 416, I, III.
Branlæ, p. 330, XX.
Braux (domus hospitalis de), p. 414, XXVIII.
Bredenarde (molendina de), p. 354, VIII; — (villa), p. 386, XIV.
Bregeriaco (terra de), p. 124, LIV.
Brenæ (ecclesia), p. 308, XXIII.
—— (terra), p. 330, XIX.
Breno (castellania de), p. 361, XXV.
Bretolium, p. 603, XVI
Bretoni, in diocesi Caturcensi, p. 521, II.
Breviller, utrum sit de regno Franciæ informatio, p. 336, III.
Briæ et Campaniæ (comitatus), p. 408, XX.
Brinon, p. 179, XXIV.
Britolii (foresta), p. 153, XLIV.
Britolium, p. 94, XXVI.
Briva (ballivia de), p. 434, XI; — regitur jure scripto, p. 436, XV.
Brueriæ-subtus-Laudunum, p. 83, XXIII.
Brueurre (villa de), in ballivia Senonensi, p. 646, II; p. 667, XX.
Bruge, p. 174, X; p. 396, XXIV; — bona villa Flandriæ, p. 395, XXII.
Brugbe, p. 26.
Bruile (*le*) (terra dicta), monasterio Sancti Richarii pertinens, p. 564.
Buchervilla, p. 210, XXVI.
Buignon (le), p. 150, XXXVI.
Burdegala, p. 4, 6, 8, I; p. 10, II; p. 11, II; p. 316, XV.
Burdegalensis (ecclesia), p. 43, XXVII; p. 230, IX.
Buressart, p. 473, IX.
Burgundia, p. 224, VII; p. 519, X; p. 685. — *Vide* Filum, in indice rerum.
Burgundiæ (ducatus), p. 66, XV; p. 154, XLVIII. XLIX.
Burgus, p. 6, I.
Burgus-Thiboudi (vicus Parisiensis), p. 450, XIII.
Buticularia-Marcolli (homines de), p. 210, XXVII.
Buzeto (castrum de), p. 7, I.

C

Cabilonensis (comitatus), p. 121, XLIV.
—— (episcopatus), p. 191, VIII.
Cadomensis (ballivia), p. 268, VII.
Cadomum, p. 211, XXVIII; p. 268, VII; p. 603, XVI.
Caiharcum, p. 186, XLV.
Caleti (ballivia), p. 132, XI.
Caletum, p. 70, IX.
Calvo-Monte (portus de), p. 260, III.
Calvus-Mons, p. 249, IV; — præpositura, p. 174, XII.
Cameracum, p. 203, I.
Caminerie, p. 47.
Campania, in manu Regis devenuta, p. 258, XV.
Campania, p. 185, XLII; p. 224, VII; p. 519, X; p. 685, p. 709, XXXVII. — *Vide* Nundinæ, in indice rerum.
Campaniæ (comitatus), p. 223, III; p. 262, X; p. 265, I; p. 281, II; p. 408, XX; p. 476, XIII; p. 654, VI; p. 655, VII.
Campo-Arnaudi, in diocesi Caturcensi (territorium de), p. 445, VI.
Cantuaria, p. 198, VI.
Capella-Reginæ, p. 249, IV.
Capiacum, p. 519, X.
Caprosiæ (castrum), p. 144, VIII.
Carnet (molendinus de), p. 303, XII.
Carnifino (castrum de), p. 320, XXVIII.
Carnotensis (comitatus), p. 253, II; p. 271, XIX.

Malus-Vicinus, *vide* Guido.
Manata (de), *vide* Bertrandus.
Maneingort (Petrus de), *vide* Petrus.
Mane-Vilain, *vide* J.
Mangon, *vide* P.
* Mara (de), *vide* Johannes, Mathæus, Terricus.
Marbes (de), *vide* Johannes.
* Marcel, *vide* Johannes.
——— *vide* Johannes, Petrus.
* Marcelli, *vide* Guillelmus.
Marcheil (dou), *vide* Petrus.
* Marchia (de), *vide* Guido.
——— (de), *vide* Guido, Robertus, Karolus.
* Marchoul, *vide* Johannes.
* Marci, *vide* Raymondus.
Marcilly (de), *vide* G.
* Maréscallus de Belli, *vide* Johannes.
* Maréscallus, *vide* Guillelmus.
* Maris (de), *vide* Oliverus.
* Marliaco (de), *vide* Isabellis.
Marliaco (de), *vide* Hardoinus, Guillelmus.
* Marmion, *vide* Rogerus.
Maro, *vide* Nevel.
* Marolio (de), *vide* Odardus, Philippus.
Marolio (de), *vide* Petrus, Bernardus.
Marrigniaco (de), *vide* Ingerranus.
Martel, *vide* Guillelmus.
* Masohisdin (de), *vide* Robertus.
* Mauberti, *vide* Gaufridus.
* Maugraz, *vide* Dyonisius.
* Mauquinchy (de), *vide* Guillotus, Johannes.
Mauriaco (de), *vide* Gaucelinus.
* Mauritii, *vide* Radulphus.
Mauvoisin, *vide* Gaistus.
Mayrolles (de), *vide* Hardoynus, Petrus.
Mazi seu Marziaco (de), *vide* Guichardus.
Meantiz (de), *vide* Robertus.
Medici, *vide* Petrus.
Medunta (de), *vide* Petrus.
* Megnac (de), *vide* Yterus.
* Megret, *vide* Nicholaus.
Meigne (de), *vide* Giletus.
Melleduno (de), *vide* Johannes, Sy.
* Mellento (de), *vide* Alanus, Amalricus, Petrus, Radulphus, Robertus, Yda.
* ——— (Riote de), *vide* Amalricus.
——— seu Meullento (de), *vide* Adam, Almauricus, Amaurri, Camusius, Guillelmus, Radulphus. — *Vide* Mullento.
* Melloto (de), *vide* Droco, Droinus, Ysabellis.
Melloto (de), *vide* Droco.
* Melsia (de), *vide* Guillelmus.
* Meubrolis (de), *vide* Robertus.
* Menoto (de), *vide* Nicholaus.
* Menrahier (la Corte de), *vide* Johanna.
Mercerii, *vide* Morinus.
Mercolio (de), *vide* Beraudus.
* Mercorio (de), *vide* Beraudus.
Mericort (de), *vide* Matheus.
Merle (du), *vide* Foucaut.
* Meringuria (de), *vide* Johannes.
* Merlo (de), *vide* Guillelmus.
* Merocourt (de), *vide* Philippus.
* Meru (de), *vide* Bartholomeus, Theobaldus.
* Meruaco (de), *vide* Bartholomeus.
Merulla (de), *vide* Ffoucaudus.
Mervilla (de), *vide* Guillelmus.
Mesalem (de), *vide* Petrus.
Meschi, *vide* Guillelmus.
* Meseran et Meserant (de), *vide* Guillelmus, Petri.
Mesnil (du), *vide* Jaques.
* Mesnilio (de), *vide* Guillelmus, Stephanus.
* Mesnilio-Fromont (de), *vide* Richardus.
* Mesnilio Guerini (de), *vide* Herbertus.
* Mesnilio-Jordani (de), *vide* Jordanus, Stephanus.
* Mesnilio-Osberti (de), *vide* Radulphus.
Meso (de), *vide* Henricus.
* Meudone et Meuduno (de), *vide* Amalricus, Almauricus.
* Meullento (de), *vide* Mellento.
* Milliaco (de), *vide* Droco, Gervasius, Guillelmus, Philippus, Petrus, Richardus.
Milliaco (de), *vide* Gaufridus, Philippus.
* Minertis (de), *vide* Hugo.
——— (de), *vide* Robertus.
* Minteriaco (de), *vide* Petrus, Anglius.
* Miramont (de), *vide* Petri.
* Mirapice seu Mirapiscis (de), *vide* Guyotus, Guiotus.
Miribello (de), *vide* Fornerius.
* Mismanda (de), *vide* Bouchardus.
* Moi et Moy (de), *vide* Droco, Johannes.
* Moiaco (de), *vide* Johannes.
* Molendino (de), *vide* Rogerus.
* Molliennes (de), *vide* Colardus, Nicholaus.
* Moncello (de), *vide* Petrus.
* Monciaco (de), *vide* Andreas.
* Moncuc (de), *vide* Gerardus.
* Monetarius, *vide* Castellanus.

Monsterolio (de), *vide* Vincencius. — *Vide* Mosterolio.
* Monsteruel (de), *vide* Henricus.
Montaldo (de), *vide* Raymundus.
* Montchablon (de), *vide* Jacobus. — *Vide* Montechablon.
* Monte (de), *vide* Guillelmus.
* Monte-Acuto (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* Anselius, Guillelmus.
* Monte-Alto (de), *vide* Sicardus.
Monte-Andronis (de), *vide* Alaudius.
Monte-Beleti (de), *vide* Henricus.
* Montebelin (de), *vide* Petrus.
* Montecerbardo (de), *vide* Thomas.
Monte-Chablon (de), *vide* Gobertus. — *Vide* Montchablon.
Monte-Ferrando (de), *vide* Michael, Philippus.
Monte-Fonte (de), *vide* Almauricus, Johannes, Johanna, Symon.
* Monte-Forti (de), *vide* Amalricus, Leycestris, Lora, Philippus, Radulphus, Simon, Stephanus.
* Monte-Gasconis (de), *vide* Falco.
* Monte-Gennota (de), *vide* Johannes.
* Monte-Germondi (de), *vide* Eustachius.
Monte-Germondi (de), *vide* Petrus.
* Monte-Gomberti (de), *vide* Adam.
* Monte-Gotheri (de), *vide* Grimaudus.
Monteigniaco (de), *vide* Walo.
Monte-Johanne (de), *vide* Briencius.
* Montelavri (de), *vide* Eraclius, Pontius.
* Montelleart (de), *vide* Theobaldus.
* Monte-Letherich (de), *vide* Gaufridus.
* Monte-Lucio (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
* Monte-Mirabili (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Guiotus.
* Monte-Morenciaco (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Bouchardus, Erardus, Mathæus.
Montenses (de), *vide* Arnaldus.
* Monte-Pesato (de), *vide* Hermandus.
Monte-Regali (de), *vide* Agnes, Ansericus, Beatrix, Guido, Johannes.
* Monte Sancti-Johannis (de), *vide* Stephanus.
Monte-Thare (Parvus de), *vide* Johannes.
* Mont-Gardin (de), *vide* Beatrix.
* Montibus (de), *vide* Philippus, Radulphus, Theobaldus.
Montigero (de), *vide* Robertus.
Montigniaco (de), *vide* Johannes, Symon.
* Montigniaco (de), *vide* Droco, Eustachius, Nicholaus.
Montigny (de), *vide* Arnulphus.
Montigny (li Bleux de), *vide* Guillaume.
Montorguel (de), *vide* Johannes.
* Mora (de), *vide* Guillelmus.
—— (de), *vide* Guillelmus.
* Moranvillaribus (de), *vide* Gasto.
Morbinchis (de), *vide* Johannes.
* Morbli, *vide* Guillelmus.
——— *vide* Johannes.
* Morbrciis (de), *vide* Johannes.
* Morbto (de), Petrus, Theobaldus.
* Morbtolii, *vide* Galterius.
* Moritania (de), *vide* Johannes.
* Moritonii, *vide* Galtherus.
Morman (de), *vide* Regerius.
* Mormant (de), *vide* Reginaldus.
* Mornaio (de), *vide* Petrus.
Mornayo (de), *vide* Philippus.
Mortaigne (de), *vide* Baudoyn.
Morterii, *vide* Helias.
* Morvillari (de), *vide* Petrus.
* Moschans (de), *vide* Guillelmus.
Mosterolio (de), *vide* J., Monterolio.
* Mota (de), *vide* Adam, Hugo, Nicholaus, Simon.
* —— (villenus de), *vide* Guillelmus.
—— (de), *vide* Guillelmus.
Mouton de Blainvilla, *vide* Ffoucaudus.
* Mouton de Braio, *vide* Petrus.
* Mucegros (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
Mullento (de), *vide* J., Stephanus, Mellento.
* Murato (de), *vide* Bernardus, Petrus.
Muris (de), *vide* Henricus.
* Musart, *vide* Jacobus.
Mussiaco seu Mussy (de), *vide* Bernardus, Guillelmus, Regerius.
* Mutelien (de), *vide* Helias.
Mutriaco (de), *vide* Galcherus.

N

Nadal., *vide* Raymundus.
Naillac (de), *vide* Petrus.
* Nantolio (de), *vide* Guido, Johannes, Theobaldus.
Nantolio et Nanthiolio (de), *vide* Guido, Erardus.
Nanton (le Bastart de), *vide* Guillelmus.
* Nantronio (Bonemigue de), *vide* Stephanus.
Narsiaco (de), *vide* Petrus.
* Navarra (de), *vide* Henricus.
——— (de), *vide* Johanna, Theobaldus, Michael.
* Navez, *vide* Johannes.
* Nealpha (de), *vide* Guido, Guillelmus, Michael.
Neaufle, *vide* Wde.
* Nemos (de), *vide* Galterus.
* Nemosio (de), *vide* Aubertus, Galterus, Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
Nepotis, *vide* R.
* Neret, *vide* Johannes.
* Neri (de), *vide* Guido, Philippus.
* Neuvilla (de), *vide* Guido.
* Neveloxis, *vide* Johannes.
* Nigella (de), *vide* Agnes, Galterus, Radulphus, Simon, Symon.
——— (de), *vide* Radulphus.
Nivella (de), *vide* Johannes.
* Niverrensis, *vide* Mathildis, Odo.
* Noa (de), *vide* Robertus.
* Norliaco (de), *vide* Giraudus.
* Norlon (de), *vide* Giletus.
Nogareto (de), *vide* Guillelmus.
* Nogento (de), *vide* Nicholaus.
Noientello (de), *vide* Bertaudus.
Normanna, *vide* Alithia.
Normannus, *vide* Guillelmus.
* Nova-Villa (de), *vide* Guido, Guillelmus, Thomas.
——— (de), *vide* Egidius, Gerardus, Guillelmus, Oudardus.
* Noviaco (de), *vide* Theobaldus.
Novilla (de), *vide* Odo.
* Novo-Burgo (de), *vide* Henricus, Robertus.
* Novo-Vico (de), *vide* Theobaldus.
* Nulliaco (de), *vide* Galterus.
Nux seu Nuzi, *vide* Alanus.
* Nybat (de), *vide* Johannes.

O

Oculus-Bovis, *vide* Johannes.
* Oenvilla (de), *vide* Petrus.
Ogerio (de), *vide* Philippus.
* Onvilla (de), *vide* Eudo, Guillelmus.
* Opere (de), *vide* Giletus.
* Oratorio (de), *vide* Thomas.
Oria (de), *vide* Brancha, Baliso.
Ormayo (de), *vide* Johannes.
* Ouchepot, *vide* Johannes.
* Outrevoisin (de), *vide* Gazo.

P

* Pacerello (de), *vide* Adam.
* Paciaco (de), *vide* Guillelmus, Hadearius, Radulphus.
Paciaco (de), *vide* Radulphus.
Pacy (de), *vide* P.
Paelee, *vide* Johannes, Margareta.
* Paganelli, *vide* Guillelmus, Oliverus.
* Pagani, *vide* Hugo.
* Pagniaco (de), *vide* Henricus.
Paigniaco (de), *vide* Henricus.
* Paley (de), *vide* Stephanus.
Palerello (de), *vide* Gaufridus.
* Pane (de), *vide* Nicholaus.
Parant (de), *vide* Ugo.
Parco (de), *vide* Johannes.
Paredo (de), *vide* Dyonisius.
* Parent, *vide* Guillelmus.
* Parisiis (de), *vide* Henricus, Thomas, Symon.
* Paroy, *vide* Guillelmus.
Parvus, *vide* Johannes.
* Passiaco (de), *vide* Renerus.
Passu (de), *vide* Nicholaus.
* Paste, *vide* Egidius.

Paste, *vide* Ferricus.
Patricii, *vide* Guillelmus.
Pellicerii, *vide* Bernardus.
Pelphi, *vide* Gaubertus.
Penthecoste, *vide* Guillelmus.
Perceval, *vide* Gaufridus.
Perdiaco (de), *vide* Arnaudus.
Perellis (de), *vide* Radulphus.
Perisse, *vide* Guillelmus.
Perogiis (de), *vide* Johannes.
* Perona (de), *vide* Guillelmus, Julianus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
* Perreria (de), *vide* Huetus.
* Persona, *vide* J.
Pescaut, *vide* J.
* Pescheveron, *vide* Johannes.
Petra (de), *vide* Adam.
——— (de), *vide* Johannes.
* Petra-Bufferia (de), *vide* Petrus.
Petragoris (de), *vide* Helias.
Peugny (de), *vide* Henricus.
* Pictavia (de), *vide* Ademaurus.
——— (de), *vide* Ademarus.
* Pie de Herome, *vide* Matilla.
* Piegort, *vide* Guillelmus.
* Piluenc (de), *vide* Giraudus.
* Pinchie (de), *vide* Robertus.
* Pinelli de Stroppeyilla, *vide* Guillelmus.
Pinet, *vide* Symon.
* Pinguiaco (de), *vide* Andreas, Guillelmus, Petronilla, Renaudus.
Pinibus (de), *vide* Guillelmus Raymundi.
* Pinquegniaco (de), *vide* Ingerranus.
Pino (de), *vide* Johannes.
* Pissiaco (de), *vide* Fermevilla, Gazo, Gaufridus, Guillelmus, Johannes, Ludovicus, Robertus, Robinus, Symon, Richendis.
——— (de), *vide* Robertus.
* Plaalliaco (de), *vide* Johannes.
* Placentia (de), *vide* Leonardus.
Placulphi, *vide* Helye.
Plaisiano (de), *vide* Guillelmus.
Plaissie (dou), *vide* Johans.
Planchevilla (de), *vide* Arnulphus.
Planceto (de), *vide* Philippus.
Plaustro (de), *vide* Johannes.
* Plessbio (de), *vide* Bernardus, Johannes.
* Plesseto (de), *vide* Gilo, Johannes.
* Plessiaco (de), *vide* Gaufridus, Haymo, Johannes, Tigerus.
* Plumetot (de), *vide* Robertus.
Pocheran et Pocheron, *vide* Andreas.
* Podio (de), *vide* Guillelmus.
Podio (de), *vide* Poncius, Bernardus, Helena.
Podio-Guillelmi (de), *vide* Etblo.
* Podio-Meman (de), *vide* Arnaldus.
* Podio-Sorigario (de), *vide* Berengarius.
Poencio (de), *vide* Theobaldus.
* Poer, Poier, *vide* Johannes.
Pogneiis (de), *vide* Simon.
* Pogners (de), *vide* Simon.
Poicheron, *vide* Andreas. — *Vide* Pocheran.
* Poinvillain, *vide* Bochardus.
Poisse-Avant, *vide* Stephanus, Philippus, Beneventa.
* Poisson, *vide* Guiotus.
Pole (du), *vide* Leonardus.
* Polet, *vide* Robertus.
* Polin, *vide* Johannes.
* Pomerol, *vide* Andreas.
* Pompona (de), *vide* Huetus.
* Pomponio (de), *vide* Odardus, Odo, Petronilla.
* Poncin, *vide* Johannes.
* Pont-Chevron (de), *vide* Gaufridus.
* Ponte (de), *vide* Johannes.
Ponte de Ambleniaco, *vide* Oudardus.
* Ponte-Episcopi (de), *vide* Aelis.
* Ponte-Perdito (de), *vide* Radulfus.
* Pontibus (de), *vide* Hubertus, Reginaldus, Renaudus.
——— (de), *vide* Regerii.
* Pontibus-super-Vennam (de), *vide* Emengarda.
* Ponti-Sara (de), *vide* Guillelmus, Johannes.
Pontivo (de), *vide* Johannes.
Ponvilla (de), *vide* Egidius.
* Poognis, Poognies (de), *vide* Simon, Symon.
* Poolly (de), *vide* Aubertus.
* Popin, *vide* Johannes.
——— *vide* Johannes.
* Porcbio (de), *vide* Robertus.
* Porta (de), *vide* Johannes, Petri, Therricus, Stephanus.
——— (de), *vide* Helye, Petrus, Ysembardus. —*Vide* La Porta.
* Portu (de), *vide* Jacobus.
* Postel, *vide* Radulphus.
* Postelli, *vide* Guillermus.
Poterna (de), *vide* Matheus, Guillelmus.
* Praeriis (de), *vide* Rogerus.

* Pratellis (de), *vide* Imbertus.
——— (de), *vide* Petrus.
* Prato (de), *vide* Gaufridus.
Préaus (de), *vide* Raoul.
* Precarii, *vide* Ysabella.
* Prebes (de), *vide* Thomas.
Pressorio (de), *vide* Droynus.
Proviaco (de), *vide* Girardus.
Pruilliaco (de), *vide* Eschivardus.
* Prunele, *vide* Guillelmus.
* Pruneleti, *vide* Guillelmus.
* Pruxgiaco (de), *vide* Radulphus.
* Prunoy (de), *vide* Ansellus.
Pruvino (de), *vide* Basilia, Ysabellis, Agnes, Herbelotus.
Pugneis (de), *vide* Simon.
Puxeto (de), *vide* Guillelmus.
Puteo (de), *vide* Helias.
Puteolo (de), *vide* Johannes.
Putheolis (de), *vide* Johannes.
Pynel, *vide* Michael.

Q

* Quaillou (de), *vide* Johannes
* Qualtais (de), *vide* Johannes.
* Quaneis (de), *vide* Johannes.
* Quartier (du), *vide* Guillelmus.
* Quavesio (de), *vide* Johannes.
Quenticort (de), *vide* Crispinus.
* Queuresis (de), *vide* Gerardus, Keuresis.
* Qui-Biau-Marche, *vide* Robertus.
Quitriaco (de), *vide* Girardus.
* Quohequien (de), *vide* Guillelmus, Radulphus.

R

* Rabot, *vide* Berengarius.
* Rabustin, *vide* Aymo.
* Racinaus, *vide* Gaufridus.
* Rade-Ponte (de), *vide* Renaudus.
* Radoes (de), *vide* Johannes.
* Rado-Ponte (de), *vide* Reginaldus.
* Ratigniaco (de), *vide* Johannes.
* Raymondi de Caturco, *vide* Guillelmus.
Raymundi, *vide* Guillelmus.
Raymundi de Pinibus, *vide* Guillelmus.
Reginaldi, *vide* Guillelmus, Petrus, Johannes.
* Remiaco (de), *vide* Philippi, Philippus.
Remigii, *vide* Petrus.
* Remino (de), *vide* Philippus.
Remis (de), *vide* Guillelmus, Henricus.
* Remy (de), *vide* Petrus.
* Renerii, *vide* Giraudus.
Requi, *vide* Arnaldus.
Reston, *vide* Judocus.
* Retortorio (de), *vide* Brianus.
Ribodi-Monte (de), *vide* Johannes.
Riboule, *vide* Fulco.
Rider, *vide* Helias.
* Ridelli, *vide* Helyas.
Rigaudi, *vide* Odo.
* Riveriis (de), *vide* Arnulphus.
Roberti, *vide* Johannes.
* Roboreto (de), *vide* Johannes.
* Roboribus (de), *vide* Guillelmus.
Roca (de), *vide* Tuchius.
* Rocha-Dariani (de), *vide* Alanus, Johanna, Oliverius, Plaisentia.
* Rocha de Brein, *vide* Jacobus.
* Rochapolio (de), *vide* Delphina.
* Roche-Noire, *vide* Petrus, Boche-Noire.
* Rochis (de), *vide* Johannes.
* Rodonio (de), *vide* Guiotus.
* Roia (de), *vide* Droco, Mathæus.
Roia, *vide* B., Aubertus, Godefridus, Mathæus.
* Roisel, *vide* Johannes.
* Rollandi, *vide* Haymo.
* Rolleboisse (de), *vide* Johanna, Johannes.
* Romainvilla (de), *vide* Petrus.
Romano (de), *vide* Bernardus.
* Roncherolis seu Ronquerollis (de), *vide* Gaufredus, Odo, Ansoaldus, Johannes.
Roncherolis (de), *vide* Gaufridus.
* Roquemonte (de), *vide* Reginaldus.
Roquencuria (de), *vide* Henricus.
Rossel, *vide* Petrus.
* Rosselli, *vide* Garinus.
Rossilione (de), *vide* Bertrandus.
* Rostigas (de), *vide* Renaudus.
* Roterii, *vide* Gaufridus.
* Rocciaco (de), *vide* Alanus, Johannes.
Roussel, *vide* Johannes.

Rousselli de Cousson, *vide* Richardus.
* Roussilione (de), *vide* Guillelmus.
* Rouvray (de), *vide* Robertus, Henricus.
Rovrbio (de), *vide* Johannes.
Roy (fix de), *vide* Nicolaus.
Roya, *vide* Roia.
Royaco (de), *vide* Raldoynus.
* Royre (de), *vide* Radulphus.
* Roussiaco (de), *vide* Philippus.
* Ruebecco (de), *vide* Richardus.
* Ruella (de), *vide* Johannes.
* Ruisselde (de), *vide* Johannes.
Rume (de), *vide* Rogerus.
Ruolio (de), *vide* Galcherus.
* Ruppe (de), *vide* Bonitus, Gaufridus, Guido, Richardus, Guigo.
——— (de), *vide* Eudo.
* Ruppe-Cavardi (de), *vide* Aymericus, Hemericus.
——— (de), *vide* Aymoricus.
Ruppe-Forti (de), *vide* Guillelmus, Theobaldus.
* Rupeforti (de), *vide* Gaufridus.
* Ruthinensis, *vide* Henricus.

S

Sabaudia (de), *vide* Amedeus, Thomas.
Sabbaterii, *vide* Grimaudus.
* Sacro-Cesare (de), *vide* Robertus, Stephanus.
Sacro-Cesare (de), *vide* Robertus, Stephanus.
Saia (de), *vide* Brunus.
* Sailembien, *vide* Berta, Marcellus.
Saille-Ville (de), *vide* Droco.
Sains (de), *vide* Gerart.
Saint-Amand (de), *vide* Pierre, Renier.
Sagio (de), *vide* Reginaldus.
* Salicibus (de), *vide* Petrus.
——— (de), *vide* Petrus.
* Salnerii, *vide* Johannes.
Salomon, *vide* Herveus.
Salon (de), *vide* Johannes.
* Salvagii-Sommularii, *vide* Justa.
Salzano (de), *vide* Johannes.
Sangero (de), *vide* Stephanus Estienne.
Sancta-Columba (de), *vide* Restif.
Sancta-Cruce (de), *vide* P.
Sancta-Maura (de), *vide* Guillermus.
Sancti-Ciriaci in Termis, cardinalis, *vide* Stephanus.
* Sancto-Albino (de), *vide* Stephanus.
* Sancto-Amando (de), *vide* Gaufridus, Hugo.
Sancto-Antonino (de), *vide* Ysembardus.
Sancto-Oberto (de), *vide* Jacobus.
Sancto-Audoeno (de), *vide* Guillelmi.
* Sancto-Benedicto (de), *vide* Radulfi.
* Sancto-Claro (de), *vide* Johannes, Robertus, Hugo.
* Sancto-Dyonisio (de), *vide* Herveus, Odo, Radulphus.
——— (de), *vide* Giletus, Henricus, Johannes.
* Sancto-Floro (de), *vide* Joubertus.
Sancto-Floro (de), *vide* Philippa, Anthonetus, Guillelmus.
* Sancto-Germano (de), *vide* Guodinus.
* Sancto-Godardo (de), *vide* Radulphus.
Sancto-Habundo (de), *vide* Stephanus.
* Sancto-Hilario (de), *vide* Perrotus.
Sancto-Hylario (de), *vide* Rogerius.
Sancto-Johanne (de), *vide* Johannes.
* Sancto-Judoco (de), *vide* Wermundus.
* Sancto-Justo (de), *vide* Hugo.
Sancto-Lando (de), *vide* Everardus.
* Sancto-Laurencio (de), *vide* Radulfus.
Sancto-Martino (de), *vide* Johannes.
* Sancto-Paulo (de), *vide* Gaucherus, Johanna, H. Hugo.
——— (de), *vide* Guido, Pelegrinus.
Sancto-Porciano (de), *vide* Renerius.
Sanctorum Nerei et Achillei (cardinalis), *vide* Berengarius.
Sancto-Symone (de), *vide* Jacobus.
* Sancto-Venantio (de), *vide* Matheus.
* Sancto-Vincentio (de), *vide* Renaudus.
* Sancto-Yonio (de), *vide* Philippus.
Sancto-Wasio (de), *vide* Johannes.
Sanquin (de), *vide* Pierre.
* Sapiens, *vide* Droco.
Sarcians (des), *vide* Herlinus.
Sarginos (de), *vide* Gaufridus.
* Sarlata (Garbal de), *vide* Stephanus.
* Sarmery (de), *vide* Johannes.
Sarquiex (de), *vide* Johannes.
* Sarracenus, *vide* Johannes, Petrus.
Sauchevral (de), *vide* Johanna.
* Sauve, *vide* Colimis.
Sauzeto (de), *vide* Raymundus.
* Saverici, *vide* Galterus.

Saviaco (de), *vide* Clemens.
* Savore, *vide* Guillelmus, Lambertus.
* Saxiaco (de), *vide* Jordanus.
* Scolions (de), *vide* Bernardus.
Scorcellis (de), *vide* Guiotus, Petrus.
* Secorcie, *vide* Gaufridus.
Seins (de), *vide* Gerart.
* Seixac (de), *vide* Beatrix Hugo.
* Selingaham (de), *vide* Alenardus, Guillelmus.
Senglier, *vide* Aymericus, Reginaldus.
Senonibus (de), *vide* Girardus Rousselli.
Senonis (de), *vide* Girardus Ruffi.
* Senort (de), *vide* Nicholaus.
* Septem-Pilis (de), *vide* Radulphus.
* Serannis (de), *vide* Johannes.
* Serans (de), *vide* Agnes.
* Serciaco (de), *vide* Anserus.
* Serenis (de), *vide* Johannes.
Serginis (de), *vide* Petrus.
Sermilliaco et Semilli (de), *vide* Johannes.
Sernilliaco (de), *vide* Johannes.
* Servelo (de), *vide* Symon.
* Serviens, *vide* P.
* Setaracio (de), *vide* Guillelmus.
Setenelo (de), *vide* Jacobus.
Severin, *vide* Petrus.
* Sezannis (de), *vide* Gervasius.
* Sibillæ, *vide* Johanna.
Signiaco (de), *vide* Robertus.
* Silvanecto (de), *vide* Droco, Guillelmus, Gilo.
* Sine-Averio, *vide* Robertus.
Sine-Averio, *vide* Robertus.
* Sine-Muro (de), *vide* Guido.
* Sire-Boen, *vide* Odo.
* Sire-Fontaine (de), *vide* Reginaldus.
* Sissiaco (de), *vide* Garinus.
* Soisiaco (de), *vide* Johannes.
——— (de), *vide* Johannes.
* Soissonleu (de), *vide* Clemencia.
* Sola (de), *vide* Nicholaus.
* Solario (de), *vide* Petrus.
Solerio (de), *vide* Rustanus.
* Soli (de), *vide* Henricus.
Soliaco (de), *vide* Odo, Henricus.
* Solliaco (de), *vide* Odo, Johannes, Gilo.
Souci (de), *vide* Phelippe.
* Soubiz, *vide* Guillelmus.
* Soylliaco (de), *vide* Henricus.
* Stanono (de), *vide* Remerus.
Stilo (de), *vide* P.
* Stratis (de), *vide* Johannes, Manasserus, Radulphus, Poinçardus.
——— (de), *vide* Radulphus.
* Stroppevilla (Pinelli de), *vide* Guillelmus.
* Sucerso (de), *vide* Elisabeth, Galterus.
Suciolis (de), *vide* Poncius.
* Suessione (de), *vide* Radulphus, Therricus.
Suessionis (de), *vide* Alienordis.
* Susanna (de), *vide* Johannes.
Sycardi, *vide* Vitalis.
Syreis (de), *vide* Raymundus.

T

Tancarvilla (de), *V.* Cambellana, Tanquarville.
* Tanpierre, *vide* Johannes.
* Tarquaise (de), *vide* Robertus.
* Tarri (de), *vide* Arbertus.
* Taste-Saveur, *vide* Stephanus.
* Tegnonvilla (de), *vide* Petrus.
* Telier, *vide* Thomas.
* Teminis (de), *vide* Girbertus.
Templo (de), *vide* Gaufridus.
* Terout, *vide* Robinus.
* Terrace, *vide* Durandus.
Teisson, *vide* Johannes.
* Tesson, *vide* Radulphus.
——— *vide* Guillelmus.
* Tevilla (de), *vide* Radulfus.
Tharis, *vide* Aymericus.
Themus, *vide* Guillelmus.
Thibetis (de), *vide* Leonardus.
Thibolot, et Thibotot, *vide* Richardus.
Thorota (de), *vide* Galcherus.
Throrote (de), *vide* Raoul.
* Tibbai (de), *vide* Radulphus.
Tibout, *vide* Guillaume.
* Tilleio (de), *vide* Johannes.
* Tilliaco (de), *vide* Johannes.
* Tillot (de), *vide* Petrus.
Tinteigniaco (de), *vide* Oliverius.
Tociaco (de), *vide* Otho, Philippus.
Toppard, *vide* P.
Torson, *vide* Robertus.
* Ton (de), *vide* Guillelmus.
Tornaco (de), *vide* Galterius Bar.
* Torrebu (de), *vide* Guido, Guillelmus, Johannes, Robertus, Guido.

* Tornello (de), *vide* Gillo.
* Tornella (de), *vide* Mathæus, Radulphus, Renaudi, Stephanus.
Tornella (de), *vide* Radulphus, Mathæus.
* Torto-Campo (de), *vide* Galeto.
Trachi (de), *vide* Jehan.
* Trapis (de), *vide* Michael, Radulphus.
——— (de), *vide* Guillelmus.
* Trecis (de), *vide* J., Johannes, Petrus.
Tremblegio (de), *vide* Simon.
Tremblevo (de), *vide* Simon, Johannes.
* Tremelliaco (de), *vide* Philippotus.
* Tria et Trya (de), *vide* Mathæus, S., Theobaldus, Philippus.
Tria (de), *vide* Mathæus, Regerius, Symon, Reginaldus.
Triaignel (de), *vide* Ansiaus.
Triangulo (de), *vide* Ansellus, Droinus.
* Tribus-Puteis (de), *vide* Radulphus.
* Triecoc (de), *vide* Reginaldus.
* Trienello (de), *vide* Ansellus.
* Trigiaco (de), *vide* Gaufridus.
* Tristan, *vide* Bartholomeus.
——— *vide* Bartholomeus, Gervasius, Guillelmus.
* Troisserois, *vide* Johannes.
Trousel, *vide* Jaquelinus.
Trousseauvilla (de), *vide* Robertus.
* Truysiaco (de), *vide* Gaufridus.
Turenna (de), *vide* Margareta.
* Turonibus (de), *vide* Mauritius.
* Turpini, *vide* Herbertus.
* Turre (de), *vide* Johannes, Petrus.
Turre-Alba (de), *vide* Yterius.
Turribus (de), *vide* Bertrandus.
Turricula (de), *vide* Robertus.
Tyenges (de), *vide* Erardus, Guillelmus.
Tyerno (de), *vide* Guillelmus.
Tyllebris (de), *vide* Bertaudus.
Tyranno (de), *vide* Gombaldus, Gombaudus.

U

* Ubrio (de), *vide* Galerannus.
* Ulliaco (de), *vide* Johannes.
* Ulnaudi, *vide* Guillelmus.

V

* Vaceis (de), *vide* Rollandus.
Vaignorri de), *vide* Stephanus.
Valbia et Valleia seu Valee (de), *vide* Gaufridus.
Valencia (de), *vide* Ademarus.
* Valencino (de), *vide* Jacobus, Johannes.
* Valente (de), *vide* Guillelmus.
* Valeriaco (de), *vide* Johannes.
* Valle (Viguerius de), *vide* Johannes.
Valle-Girardi (de), *vide* Agatha.
* Valle-Grinosa (de), *vide* Guillelmus.
* Valle-Richerii (de), *vide* Vincentius.
Valleta (de), *vide* Petronilla.
* Valliaco (de), *vide* Gaufridus, Ferricus.
Vallibus (de), *vide* Johannes.
Vassinhaco (de), *vide* Guillelmus.
Vaucelles (de), *vide* Jehan.
* Ve (de), *vide* Manaserus et Manasserus.
—— (de), *vide* Radulphus.
* Velly (de), *vide* Gilo.
Velu et Welu (de), *vide* Johannes.
* Vemarz (de), *vide* Petrus.
* Vendolio (de), *vide* Symon.
* Ventadon (de), *vide* Eblo.
* Verbria (de), *vide* Guerno, Petrus.
* Verderona (de), *vide* Ermina.
Vergelai (de), *vide* Johannes.
Vergeto (de), *vide* Henricus.
Vermacio (de), *vide* Petrus.
* Vernolio (de), *vide* Albinus, Nicholaus.
——— (de), *vide* Richardus.
* Vernone (de), *vide* Guillelmus.
——— (de), *vide* G.
Verriaco (de), *vide* Guillelmus, Boso, Raymundus.
Verreriis (de), *vide* Guillelmus.
Vezeliaco (de), *vide* Henricus.
* Viarius, *vide* Mathæus.
——— *vide* Guillelmus.
* Viator, *vide* Mathæus.
* Vicenobrio (de), *vide* Petrus.
* Vicinis (de), *vide* Guillelmus.
Vico (de), *vide* Johannes, Reginaldus.
Vienna (de), *vide* Symon.
* Vigerii, *vide* Berauda, Bertrandus.
——— *vide* Helias, Petrus, P.

Vignemont (de), *vide* Walet.
* Vignerius de Valle, *vide* Johannes.
* Vilereto (de), *vide* Guillelmus, Johannes.
* Vileron (de), *vide* Theobaldus.
* Vileta (de), *vide* Guiterius.
* Villa (de), *vide* Bernardus, Pontius, Guillelmus.
Villa (de), *vide* Johannes.
* Villa-Beonis (de), *vide* Mathæus.
——— (de), *vide* Adam, Mathæus.
* Villaboe (de), *vide* Iterius.
* Villa-Lupi (de), *vide* Nicholaus.
Villa-Migon (de), *vide* Petrus.
* Villana (de), *vide* Lucas.
* Villa-Nova (Gonterii de), *vide* Guibertus, Guillelmus.
——— (de), *vide* Vitalis.
* Villapereur (de), *vide* Evrardus.
* Villaribus (de), *vide* Achardus, Adam, Galterus, Johannes, Odardus, Petrus, Simon.
——— (de), *vide* Henricus.
* Villari-Pyon (de), *vide* Aubertus.
Villeblocan (de), *vide* P.
* Villenus de Mota, *vide* Guillelmus.
Ville-Perse (de), *vide* Ferricus.
Villerbio (de), *vide* Johannes.
* Villeron (de), *vide* Guiotus.
* Villeta (de), *vide* Gaufridus.
——— (de), *vide* J., Johannes.
Vincencii, *vide* Raymundus.
* Vincheneul (de), *vide* Petrus.
* Vindocino (de), *vide* Gaufridus, Johannes.
* Vineis (de), *vide* Johannes.
* Viniaco (de), *vide* Adam.
Vinzelle (de), *vide* Escafredus.
* Viromandensis, *vide* Philippus.
* Virmont (de), *vide* Murterax, Johannes.
* Virsione (de), *vide* Reginaldus.
* Viziliaco (de), *vide* Henricus, H.
* Vitreio (de), *vide* Robertus.
* Vitriaco (de), *vide* Andreas.
——— (de), *vide* Gaufridus.
* Viziliaco (de), *vide* Virziliaco.
* Viventi, *vide* Andreas.
Vomarcio (de), *vide* Petrus.
Voysseio (de), *vide* Johannes.

W

* Waban (decanus de), *vide* Guillelmus.
* Wagon, *vide* Henricus.
* Wallencuria (de), *vide* Johannes.
Waudelincourt (de), *vide* Florencius.
Wacrin (de), *vide* Robertus.
* Wavequerke (de), *vide* Flastredus.
Welu, *vide* Velu.
Wits, *vide* Guillaume.
* Winage (de), *vide* Alardus.
* Wyques (de), *vide* Guillelmus.

X

* Xantolio (de), *vide* Petrus.

Y

* Yenvilla (Godeschal de), *vide* Robertus.
* Ys (des), *vide* Petrus.
* Yvriaco (de), *vide* Robertus.
——— (de), *vide* Robertus.

INDEX GEOGRAPHICUS.

A

Abbatis-Villa, p. 172, I; — (banleuca de), p. 338, VII; p. 666, XIX; — (bala de), p. 251, XIV.

Abricensis (vicecomitatus), p. 608, XXII.

Acheriaco (domus de), p. 147, XXIV.

Africa, *vide* Tunicium.

Agarvilla (villa de), p. 367, I.

Agenesium, p. 43, XXXI; p. 44, XXXV; p. 47.

Agennensis (terra), p. 4, I; p. 9, II; p. 12, II; p. 38, X; p. 55, V; p. 139, XXXIII; p. 296, XVI.

Agennum, p. 8, I; p. 13, II; p. 14, II; p. 19, III.

Agonium, p. 263, XIV.

Albiensis (ecclesia), p. 64, XIII.

Albigesium, p. 461, IV.

Alençonis (comitatus), p. 118, XXXIII.

Alneta, p. 473, IX.

Altissiodorensis (comitatus), p. 229, VIII; p. 338, IX.

Altissiodorum, p. 50, I; p. 229, VIII.

Altum-Villare, p. 296, XVI.

Ambasia, p. 508, VIII.

Ambianenses (partes), p. 73, VI.

Ambianensis ecclesia, p. 353, VI.

———— (ballivia), p. 241, I; p. 364, XXVIII.

———— porta de l'Arquet, p. 353, VI; — de l'Arguet, p. 376, XXIII.

Ambianum, p. 36, VII; p. 273, XXIV; p. 685.

Ambleigneium, p. 99, VI.

Ambleinaco (terra de), p. 156, V.

Ambricio seu Ambrusio (castrum de), p. 319, XXIII; p. 320, XXVII.

Andegavensis (comitatus), p. 270, XV; p. 319, XXIV; p. 360, XXII.

———— (senescallia), p. 104, XXIV; p. 359, XX.

Andeliacum, p. 286, XII.

Andellum, p. 210, XXIV.

Andene (foresta), p. 273, XXVI.

Andeu (molendinum de), p. 320, XXIX.

Andruic, p. 386, XIV.

Anglia, p. 4, I.

Aquarum-Mortuarum (portus), p. 612, XXV.

Aquatici (foresta), p. 175, XIII.

Aquila (terra de), p. 178, XXI.

Aquitaniæ (ducatus), p. 8, I; p. 9, II; p. 19, III.

Archiaco (castrum de), p. 284, VII.

Arconvilla, p. 186, XLIV.

Arda, p. 386, XIV.

Ardenna (terra de), p. 614, III.

Argentan (capella castri de), p. 440, XXVI.

Arkignam (castrum d'), p. 636, XI.

Armaniaci (comitatus), p. 40, IX.

Arminto (castrum de), p. 434, XI.

Arquet (Ambianensis porta de l'), p. 353, VI.

Arvernia, p. 60, XXI; p. 273, XXV; p. 386, XII; — (populi de montanis in), p. 196, XXVIII.

Arverniæ (villæ), p. 84, XXVI; — (ballivia), p. 434, XI; p. 436, XV; p. 591, IV.

Athiaco (terra de), p. 285, XI.

Athya super Orgiam, p. 477, XIII.

Attrebatensem (molendinum infra villam), p. 390.

Attrebatensis (villa), p. 118, XXXI; p. 245, XIX; — (banleuca), p. 394; — (patria et comita-

tus), p. 629, IV; p. 660, XIII; p. 665, XVIII.
Attrebatensis (scabinatus), p. 273, XXVII; p. 390.
Attrebatum (domus apud), p. 389, XVIII; — (hala apud), p. 390; — (cultura Sancti-Michaelis prope), p. 391; — (via Manceresche apud), p. 391; — (blocum ad lavanda tentoria apud), p. 392; — (pons Sancti-Vedasti apud), p. 392; — (locus de la Planquete apud), p. 392; — (aqua de Crinchon apud), p. 393.
Aubelotum de Dorlens, versus Hysdinum, p. 127, LXI.
Auberti-Villare, p. 412, XXV.
Aurelianensis (ballivia), p. 271, XIX; p. 329, XVIII; p. 587, XIX; — (præpositura), p. 388, XVI.
Aurelianensis (villa), p. 245, XVIII; p. 586, XVII; p. 587, XIX; — (universitas), *vide* Aurelianensis studii doctores et scolares, in indice onomastico.
Aurelianesium, p. 245, XVIII.
Ausoncia (villa de), p. 228, V.
Autevada, in diocesi Caturcensi (territorium de), p. 445, VI.
Autie seu Auteie (aqua), p. 127, LXI; p. 145, XVIII.
Autolio (villa de) prope Parisius, p. 877.
Auxi (terra de), p. 135, XVII.
Avernia, *vide* Arvernia.
Axia (castellania de), p. 361, XXV.
Aymetum, p. 47.
Ayse (*la rivière d'*), p. 124, LV.
Aysiaco (territorium de), p. 877.

B

Baailli, p. 416, II.
Babou (homines de), p. 142, II.
Baelai, p. 62, V.
Baiona, p. 4, p. 8, I; p. 10, II.
Bajocensis diocesis, p. 402, XI.
Bar (nemus de), p. 419, IX; p. 432, VI.
Barbael, p. 471, VII.
Barbecllo (domus et murus de) apud Corbalium, p. 324, II.
Bastida de Pabia, p. 497, IX.
Batpalmæ, p. 223, VI; p. 224, VII; p. 243, IX; p. 353, V; p. 455, VIII; p. 519, X; p. 685.
Baudoyer (porta Parisius), 440, XXVII; 458, XI.
Bays (castrum de), p. 94, XXVIII.
Becherello (villa de), p. 314, XI.
Beke, p. 26.
Bella-Garda, p. 60, XXI.
Bella-Quercus, p. 542, XI.
Bella-Valle (castrum de), p. 166, XXXV; p. 199, VIII.
Bella-Villa (castrum et villa de), p. 201, XVII.
Belli-Cadri (senescallia), p. 357, XV-XVI; p. 886; — jure scripto regitur, p. 557.
Belli-Joci (terra), p. 143, VI; p. 157, XII.
Belli-Montis-Rogeri (foresta), p. 88, IV.
Bellus-Mons-Rogeri, p. 88, IV.
Belna (mercatum de), p. 201, XV.
Belvacinium, p. 444, V.
Belvacum, p. 76, XVI; p. 112, IV; p. 146, XXI; p. 149, XXX.
Berneriæ, p. 260, II.
Bernulia (homines de), p. 169, XLI.
Berruco (villa de), p. 418, VII.
Bertondis, p. 26.
Bestisiacum, p. 100, XI.
Betencuria (monasterium de), p. 702, I.
Biau-Marchays (villa seu bastida), in senescallia Tholosæ, p. 636, XI.
Bienio (castrum et villa de), p. 361, XXV.
Bigorræ (terra), p. 40, VIII; — (comitatus), p. 347, XXXII; p. 633, VIII.
Bilionio (homines de), p. 209, XXI.
Biturice, p. 59, XVI; p. 73, IV; p. 83, XXI; p. 106, XXIX; p. 232, XIII.
Bituricense (mercatum), p. 231, XIII.
Bituricenses (ecclesiæ), p. 83, XXV.
Bituricensis (archiepiscopatus), p. 184, XXXVIII.
——— (ballivia), p. 544, XII; p. 683, VII.
Bitturia, p. 183, XXXVIII; p. 231, XIII.
Bitturis (terra de), p. 348, XXXV.
Blavia, p. 19, III.
Blavie (castrum), p. 20, III.
Blérencourt, p. 416, II.
Blesenses (forestæ), p. 212, XXXII.
Blesensis castellania, p. 399, VI.
——— in Sigalonia (terra comitis), p. 117, XXX.
Blesis (vicus situs), p. 331, XXI; — (domus Majoris-Monasterii sita), p. 331, XXI.
Blodio (foresta de), p. 193, XVII.

Boceio (boscus de), p. 60, XXIII.
Boconval (villa de), p. 277, VI.
Boistreni, p. 324.
Boloigne (*Nostre-Dame de*), p. 404, XIV.
Boloniæ (comitatus), p. 632, VI.
Bonæ-Fontanæ (fons), p. 217, XLII.
Bonæ-Vallis (terra), p. 253, IV; p. 271, XIX.
Bon-Chien (*le château de*), p. 346, XXXI.
Boneium, p. 116, XXII.
Bono-Fossato (terra de), p. 57, XII.
Borda (domus de), p. 222, II.
—— (ripperium de la), p. 46.
Bordelia (castrum et castellania de), p. 187, XLIX.
Bordis (villa de), p. 540, VIII.
Borrez (homines de), p. 98, IV.
Bosco-Tirel (herbagium de), p. 160, XIX.
Boscus communis, p. 249, IV.
Boscus-Regis-Buxiarum, p. 249, IV.
Bosols (castrum de), p. 424, XVI.
Bourgel de lez Vendael (*le*), p. 416, I, III.
Branlæ, p. 330, XX.
Braux (domus hospitalis de), p. 414, XXVIII.
Bredenarde (molendina de), p. 354, VIII; — (villa), p. 386, XIV.
Bregeriaco (terra de), p. 124, LIV.
Brenæ (ecclesia), p. 308, XXIII.
—— (terra), p. 330, XIX.
Breno (castellania de), p. 361, XXV.
Bretolium, p. 603, XVI
Bretoni, in diocesi Caturcensi, p. 521, II.
Brevillet, utrum sit de regno Franciæ informatio, p. 336, III.
Briæ et Campaniæ (comitatus), p. 408, XX.
Brinon, p. 179, XXIV.
Britolii (foresta), p. 153, XLIV.
Britolium, p. 94, XXVI.
Briva (ballivia de), p. 434, XI; — regitur jure scripto, p. 436, XV.
Brueriæ-subtus-Laudunum, p. 83, XXIII.
Brueurre (villa de), in ballivia Senonensi, p. 646, II; p. 667, XX.
Bruge, p. 174, X; p. 396, XXIV; — bona villa Flandriæ, p. 395, XXII.
Brughe, p. 26.
Bruile (*le*) (terra dicta), monasterio Sancti Richarii pertinens, p. 564.
Buchervilla, p. 210, XXVI.
Buignon (le), p. 150, XXXVI.
Burdegala, p. 4, 6, 8, I; p. 10, II; p. 11, II; p. 316, XV.
Burdegalensis (ecclesia), p. 43, XXVII; p. 230, IX.
Buressart, p. 473, IX.
Burgundia, p. 224, VII; p. 519, X; p. 685. — *Vide* Filum, in indice rerum.
Burgundiæ (ducatus), p. 66, XV; p. 154, XLVIII. XLIX.
Burgus, p. 6, I.
Burgus-Thiboudi (vicus Parisiensis), p. 450. XIII.
Buticularia-Marcolli (homines de), p. 210. XXVII.
Buzeto (castrum de), p. 7, I.

C

Cabilonensis (comitatus), p. 171, XLIV.
———— (episcopatus), p. 191, VIII.
Cadomensis (ballivia), p. 268, VII.
Cadomum, p. 211, XXVIII; p. 268, VII; p. 603, XVI.
Caiharcum, p. 186, XLV.
Caleti (ballivia), p. 132, XI.
Caletum, p. 70, IX.
Calvo-Monte (portus de), p. 260, III.
Calvus-Mons, p. 249, IV; — præpositura, p. 174, XII.
Cameracum, p. 203, I.
Caminerie, p. 47.
Campania, in manu Regis devenuta, p. 258, XV.
Campania, p. 185, XLII; p. 224, VII; p. 519, X; p. 685, p. 709, XXXVII. — *Vide* Nundinæ, in indice rerum.
Campaniæ (comitatus), p. 223, III; p. 262, X; p. 265, I; p. 281, II; p. 408, XX; p. 476, XIII; p. 654, VI; p. 655, VII.
Campo-Arnaudi, in diocesi Caturcensi (territorium de), p. 445, VI.
Cantuaria, p. 198, VI.
Capella-Reginæ, p. 249, IV.
Capiacum, p. 519, X.
Caprosiæ (castrum), p. 144, VIII.
Carnet (molendinus de), p. 303, XII.
Carnifino (castrum de), p. 320, XXVIII.
Carnotensis (comitatus), p. 253, II; p. 271, XIX.

Carnotum, p. 169, XL. — *Vide* Chartres.
Carus-locus, p. 119, XXXVI; p. 251, XI; p. 290, VI; p. 321, XXXII.
Casteletum, *vide* Parisius.
Castellio, p. 178, XXIII.
Castellione-super-Maternam (terra de), p. 380, VI.
Casteloignes, p. 47.
Castris subtus montem Lethericum (villa de), p. 574, IX.
Castro-Lucii-as-Chabrols (castrum de), p. 320, XXVIII; p. 322, XXXV.
Castro-Nantonensi (castellania de), p. 327, XI.
Castro-Reginaldi (castellania de), p. 177, XVIII.
Castrum-Comitis, p. 150, XXXVI.
Castrum de Cancio, p. 457, X.
Castrum-Nantonis, p. 249, IV.
Castrum-Novum, in diocesi Caturcensi, p. 521, II.
Castrum-Radulphi, p. 493, II.
Castrum-Regale, in Petragoricinio, p. 179, XXV.
Castrum-Renardi, p. 261, VI.
Cathalanum, p. 77, XVIII; p. 206, VI; p. 264, XVII.
Caturcenses (civitas et episcopatus), p. 306, XVII.
Caturcensis (pons), p. 93, XXI; — (diocesis), p. 34, II; p. 36, VII; — (terra), p. 55, V; — foresta, p. 103, XIX.
Caturcinium, p. 4, I; p. 11, II; p. 33, I; p. 44, XXXV; p. 306, XVII.
Caturcum, p. 21, III; p. 186, XLV.
Cauniacum, p. 204, III.
Cavæ-Ruppis (castellania), p. 141, XXXIX.
Cenomannæ (senescallia), p. 359, XX.
Cepeio (homines de), p. 249, IV.
Cervi-Campo (nemora de), p. 157, VIII.
Cesaris-Burgus, p. 116, XXVI.
Chambeone (castrum de), in terra Forensi, p. 143, VI.
Chambonio (platea de), Petragoricensis diocesis, p. 672, XXV.
Champieng, p. 416, I-II.
Champigniacum, p. 165, XXXI.
Chandarde, p. 270, XVI.
Chantenois (terra de), p. 54, II.
Chaornbaco (reparium de), p. 551, XIX.
Chaors (foresta de), p. 103, XIX.
Charantona, fl. p. 34, III; p. 35, IV.
Charenton (castellania de), p. 237, XI.
Charentonio (molendini de), p. 159, XVIII.
Charlavana (territorium de), p. 447, VIII.
Chartres (*Notre-Dame de*), peregrinationis locus, p. 405, XIV.
Chastel-le-Roy, p. 49, II.
Chastieux-Neuf (*la chastellerie de*), p. 189, LI.
Chauniacum, p. 352, III.
Cheseio (homines de), p. 249, IV.
Chesnetus de Ruppe-Guion, p. 453, VI.
Cheuvre, p. 284, VIII.
Chipre, peregrinationis locus, p. 405, XIV.
Chosni (domus de), p. 103, XIX.
Chyson, p. 191, V.
Clailloel, p. 81, XIV.
Clariaco (castrum de), p. 113, XI.
Claromontensis civitatis (muri et fossati), p. 372, VI; p. 386, XII; — claves portarum, sigillum, etc. p. 386, XIII.
Clarus-Mons, p. 264, XVIII; p. 267, IV.
Clausus-de-Vitel, vinea, p. 92, XVII.
Cociaci (terra domini), p. 56, X; p. 219, XLVI.
——— (forestæ domini), p. 147, XXIV.
Cohaon (terra de), p. 330, XIX.
Coigniaco (castrum de), p. 284, VII.
Colonges (terra de), p. 330, XIX.
Combornio (castrum et castellania de), p. 606, XX; — (vicecomitatus de), p. 607, XX.
Combraliæ (baronia), p. 86, XXXVII.
Comines (domus de), p. 59, XVIII.
Compendium, p. 68, III; p. 76, XV; p. 224, VII; p. 237, XII; p. 250, VII; p. 519, X; p. 538, 667, XIX; p. 677, III; p. 685.
Conches (terra de), p. 159, XVII.
——— (foresta de), p. 137, XXI.
Condrein (domus de), p. 72, I.
Condreium, p. 174, XII.
Confluencio (prioratus de), p. 595, VII.
Corbeia, p. 104, XX.
Corbolium, p. 324, II.
Corcelia, p. 260, II.
Cornaco et de Sancto-Martino (ecclesia de), p. 521, II.
Cort-Matein (domus de), p. 149, XXXI.
Coupeel (molendinum de) Parisius, p. 415, XXIX.
Creciaci (terra), p. 380, VI.
Credulium, p. 71, X; p. 195, XXIV.
Crevecuer (villa de), p. 510.

Crinchon (aqua quæ vocatur) apud Attrebatum, p. 393.
Crispiacum, p. 150, XXXV; p. 224, VII; p. 519, X; p. 685.
Croandelain (communia de), p. 240, XVI; — (homines de), p. 244, X.
Crotois (foresta de), p. 70, IX.
Cruce (platea de), Petragoricensis diocesis, p. 672, XXV.
Crux in Bria, p. 222, II.
Cuciaco (abbatia de), p. 181, XXXIII.
Cultura Sancti-Michaelis (terra dicta), extra Attrebatum, p. 391.
Cupre (terra vallis de), p. 403, XII.
Curteneio (terra de), p. 333, XXIII; — (baronia de), p. 341, XIX.
Cusello (reparium de), p. 551, XIX.
Cusie (foresta), p. 271, XVII.
Cuysie (foresta), p. 189, LII; p. 205, VI; p. 538.

D

Dalemanz (feodum), p. 72, III.
Danguto (terra de), p. 253, I; p. 342, XX.
Dari (homines villæ de), p. 542, X.
Dauziaco (castrum et castellania de), p. 616, V.
Doilletum, p. 330, XX.
Dordonia, fl. p. 43, XXXI.
Dorentum, p. 156, III.
Douai (l'église Saint-Pierre de), p. 410, XXI.
Drocensis (comitatus), p. 70, IX.
Drocus, fl. p. 43, XXXI.
Drudenes (terra de), p. 180, XXIX.
Duacum, Flandriæ bona villa, p. 395, XXII. — *Vide* Douai.
Dumo (terra de), p. 70, IX.
Dumus-Abbatis, boscus, p. 302, IX.
Dymonte (villa de), p. 262, XI.
Dynamium, p. 158, XV.
Dynnanum, p. 174, XI.
Dyvio, p. 66, XV; p. 145, XVI; p. 150, XXXII.

E

Eminento (homines de), p. 283, VI.
Engolismensis senescallia, p. 629, III.
Estrepigniaco (baronia de), p. 226, X; p. 252, I; — (terra de), p. 342, XX.
Evre castrum, p. 249, IV.
Evreciacum, p. 150, XXXVI.
Exoldinum et Exoldunum, p. 80, IX; p. 231, XIII.

F

Farniers, p. 417, III.
Faviers, p. 416, I.
Ferici, p. 471, VII.
Feritate-Milonis (villa de), p. 262, VIII.
Fermetum, p. 173, VII.
Festiaco (villa de), p. 233, XVIII.
Feuquiere, p. 172, I; p. 173, IV; p. 196, XXXII.
Fezenciaci (comitatus), p. 40, IX.
Fiefes, p. 62, VI.
Figiacum, p. 186, XLV.
Fiscanensis (villa), p. 437, XIX.
Flagiaco (villa de), p. 314, XI.
Flagiacum de Gressibus, p. 249, IV.
Flandrensis (comitatus), p. 266, III; 396, XXIII.
Flandria, p. 224, VII; p. 243, IX; p. 353, V; p. 519, X; p. 685; — (bonæ villæ de), p. 395, XXI, XXII.
Flaviacum, p. 174, XII.
Flavigniacensis (ecclesia), p. 207, XV.
Florencia, p. 397, II; p. 607, XXI.
Foilleyo (villa de), p. 481, III.
Foilliaco (villa de), p. 329, XVII.
Folembrai (parcus de), p. 72, I.
Foloigniaco (silva de), p. 378, II.
Fonqueroules, p. 535.
Fontalier (homines villæ de), p. 542, X.
Forensis (terra), p. 143, VI.
Forest (domus de), p. 168, XXXIX.
Fornex (prioratus de), p. 185, XXXIX.
Francia, p. 224, VII; p. 353, V; p. 519, X; p. 685.
Fresneio (homines de), p. 169, XLI.

Frogerii-Asinarii, vicus Parisiensis, p. 460.
Fronciaci (castrum), p. 15, II; p. 19, III; p. 20, III; p. 107, XXX; — (villa), p. 19, III.
Fronciaci (portus), p. 7, I.
Fronciacum cum pertinentiis, p. 90, X.
Fulgeriarum (terra), p. 230, X.

G

Gand seu Gandavum, p. 22, p. 174, IX; p. 235, III; p. 238, XIV; p. 394, XX; p. 395, XXIII; — bona villa, p. 395, XXII.
Ganni, p. 99, VI.
Glapion, p. 150, XXXVI.
Glotoni, p. 606, XX.
Gonessia (molendini de), p. 62, V; — (castellania de), p. 382, VIII.
Gonix, Gonnix et Goniex (vivarium de), p. 70, X; — (villa de), p. 515, VI; p. 87[illegible]; — (terra et manerium de), p. 468, III.
Gordonium, p. 186, XLV.
Goumeres (villa de), p. 324, III.
Gravelingues (portus de), p. 133, XIII.
Gressibus (castellania de), p. 646, II; p. 667, XX.
Grestonio (portus de), p. 178, XXII.
Guiche (l'abaie de la), p. 165, XXX.
Guinensis (comitatus), p. 233, XIX.
Guistres, p. 16, II.
Guynensis (fortalicia et villa), p. 386, XIV.
——— (quatuor bonæ villæ comitatus), p. 197, III.
Gymello (castrum de), p. 148, XXIX.
Gysorcium, p. 271, XIX.

H

Halate (boscus), p. 92, XIX; — (foresta), p. 223, IV.
Hamo (domus et terræ de), p. 364, XXIX.
Hanefleu (portus de), p. 178, XXII.
Hauberviller (villa de), p. 879, IV-V.
Henascort (nemus de), p. 67, II.
Honovaim (domus de), p. 59, XVIII.
Hospitalis, p. 222, II.
Hospitalis de Merceio (villa), p. 138, XXVII.
Huelin (pons prope Sanctum-Richarium), p. 570.

I

Igniaco-Sardo (terra de), p. 380, VI.
Insula, bona villa Flandriæ, p. 395, XXII.
——— (fluvium de), in Petragoricensi diocesi, p. 672, XXV.
——— (terra de), p. 262, X; p. 343, XXII.
——— (castrum de), p. 343, XXII.
Insula (castellania de), p. 343, XXII; p. 621, XI; p. 630, V.
——— (villa de), p. 621, XI; p. 630, V.
Issigniacum, p. 43, XX.
Italia, p. 524, V.

J

Jardreseces (nemus de), p. 89, IX.
Janua, p. 609, XXIII; p. 611, XXIV; p. 612, XXV.
Jardo (castrum de), p. 368.
Joigniaci (villa et prioratus), p. 326, XVI.
Joy, p. 121, LV.

K

Karetonense fluvium, p 46.
Knapenarde, p. 26.

Digitized by Google

L

La Barre-Senglier (manerium dictum), p. 593.
La Charronnerie, vicus Parisiensis, p. 463, VI.
La Fère, p. 416, II.
Lagium, p. 262, IX.
Lagii (forestæ), p. 288, I.
Lande-Putride (foresta), p. 176, XVII.
La Planquete (locus qui dicitur de), apud Attrebatum, p. 392.
Laudunum, in senescallia Petragoricensi, p. 618, VIII.
Laudunensis curia regia, p. 418, VII; p. 442, I.
——— (civitas), p. 126, LX.
——— prisio regia, 375, XXII.
——— ecclesia matrix, p. 384, XI; p. 398, III.
Lauduni (domus Regis), p. 442, I.
Laudunesium, p. 218, XLVI; p. 242, III; p. 398, V.
Laudunium, p. 248, II.
Laudunum, p. 79, III; p. 200, XII; p. 221, I; p. 224, VII; p. 202, III; p. 347, XX.
Lauserta, p. 186, XLV.
Lauternai, p. 427, XXVI.
Lay (castrum de), in terra Belli-Joci, p. 143; VI; p. 157, XII.
Lemovice, p. 244, XV.
Lemovicensis (diocesis), p. 34, II; p. 36, VII; — (ballivia), p. 629, III.
Lemovicinium, p 4, I; p. 11, II; p. 44, XXXV.
Leonibus (foresta de), p. 58, XV; p. 82, XVII; p. 145, XVII; p. 152, XXXIX; p. 153, XLV; p. 216, XLI; p. 267, V.
Liborna (villa de), p. 15, 16, II; p. 19, III; p. 20, III; — (portus de), p. 15, II; p. 19, III.
Liciarum (fovea), p. 165, XXXI.
Ligeris pons, in civitate Turonensi, p. 595, VIII.
Lingonensis ecclesiæ (feodum), p. 340, XV.
Lis (*le*), p. 25.
Lisle, p. 124, LV.
Lisle (*la garenne de*), p. 124, LV.
Lochæ, p. 541.
Lomberiis (castrum de), p. 319, XXIII; p. 320, XXVII.
Longi-Campi (abbatia), p. 515, VII.
Loonnois (*la terre de*), p. 219, XLVI.
Loreres, p. 234, XXIII.
Lorriacum, p. 186, XLIV; p. 249, IV.
Lovigniacum, p. 208, XIX.
Luca, p. 607, XXI.
Luchi (bosci de), p. 175, XIV.
Lupara, p. 394, XX; p. 428, XXXI.

M

Magdunensis (ecclesia), p. 367, I.
Majoricæ insulæ, p. 611, XXIV; p. 612, XXV.
Mala-Domus, p. 247, XXII.
Malo (grangia de), capitulo Noviomensi pertinens, p. 320, XXIX.
Malo-Pertuso (silva de), p. 378, II.
Manerescbe, via apud Attrebatum, p. 391.
Marivas (vicus de), p. 271, XVIII.
Marmal, p. 99, VI.
Marmosetos (domus ad), p. 535.
Marrigniaco (terra de), seu Marrigni, abbatiæ Compendiensis, p. 169, XLIII; p. 531; — (villa de), p. 539, VII.
Marsiliæ (portus), p. 609, p. 612.
Martello (homines), p. 105, XXVIII.
Mathei de Roia (feodum), p. 242, IV.
Matisconensis (civitas), p. 161, XXI; p. 299, IV; p. 500, XII; — (comitatus), p. 590, XI, XII; — (pons), p. 296, XV.
Mayrolles (terra de), p. 614, III.
Mazeroles (parrochia de), p. 47.
Medontensis (præpositura), p. 132, IX.
——— (villa), p. 65, XIV; p. 105, XXV.
——— (banleuca), p. 139, XXIX.
Meillant (castellania de), p. 237, XI.
Meldæ, p. 197, IV.
Meldensis (ecclesia), p. 125, LVII; p. 147, XXV.
Meledunum, p. 223, II.
Menamæ (ecclesia de), p. 380, V.
Mermont (territorium de), p. 271, XVIII.
Merpino (castrum de), p. 284, VII.
Mesnilium-Manasserii, p. 605, XIX.
Milliaci (castrum), p. 208, XVI; p. 401, X.
Moiaco (feodum de), p. 155, I.
Moion (baronia de), p. 57, XII.
Moion et Thessiaco (baronia de), p. 57, XII.
Moisiacum, p. 186, XLV.

Digitized by Google

Molinellis (domus de), p. 276, IV.
Molineto (castrum de), p. 305, XVI; — (castellum), p. 635, X.
Mons-Acutus, p. 186, XLV.
Mons-Albanus, p. 186, XLV.
Mons-Argi, p. 249, IV.
Mons-Branæ, nemus, p. 135, XVIII.
Mons-Desiderii, p. 110, I; p. 273, XXIV.
Mons Maurilii, p. 421, XII.
Mons Pessulanus, p. 253, XX; p. 609, 612.
Mons-Pinçonis, p. 150, XXXVI.
Monsteriolum, p. 234, L.
Monsteriolum-supra-Mare, p. 48, I; p. 49, II.
Mont-Malast, (castrum de), p. 406, XVI.
Monte-Acuto (terra de), p. 118, XXXIII.
Monte-Barro (castrum de), p. 340, XV.
Monte-Grele (terra de), p. 369, p. 370, 371, III
Monte-Leherici (homines de), p. 97, XXXIV.
Monte-Morelli (leprosaria de), p. 292, XII; p. 301, VIII.
Monte-Regali (castrum de), p. 157, XI.
Monte-Trichardi (castellania de), p. 287, XV.
Montet (domus de), p. 114, XVII.
Montis-Fortis (comitatus), p. 618, VI.
Montis-Meliandi (castellania), p. 878.
Montis-Morenciaci (castellania), p. 277, VI.
Montmartre (la chapelle de), p. 879, V.
Morenciaco (grangia abbatis Sancti-Dyonisii in villa), p. 118, VI.
Moreto (parrochia de), p. 471, VI; p. 529, VIII.
Morinvalle (granchia de), p. 78, I.
Morlanum, *vide* in indice rerum, Exercitus.
Morolio (abbatia et domus leprosaria de), p. 440, XXV.
Moy (platea de), p. 303, XIII

N

Nanetum, p. 258, XIV.
Narbona, p. 612, XXV.
Navarra, p. 84, XXVI. — *Vide* Exercitus, in indice rerum.
Nemausi (senescallia), p. 886.
Nemausum, p. 233, XX; p. 110, XXIV et seq.
Nibella (homines de), p. 201, XV. — Servientes de Lagio commorantes apud Nibellam, p. 328, XVI.
Nigella, p. 224, VII; — (jardini de) Parisius, p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
Nigra-Tabula (villa de), p. 324, III.
Nivernensis (hospitalis), p. 77, XVII; — (comitatus), p. 338, IX.
Nobiliaco (villa de), p. 252, XV; p. 257, XIII.
Nogentum-Artaudi, p. 250, VIII. — Nogento (terra de), p. 372, V.
Nohanto (villa et parrochia de), p. 594, VI.
Nomant (pedagium de), p. 192, XII.
Nonancuria, p. 277, IX.
Normannia, p. 3, I; p. 101, XII; p. 150, XXXVI; p. 373, IX; p. 502, II.
Normanniæ (ducatus), p. 604, XXVI.
Nuilliacum, p. 53, L.
Nulliaci (parcus), nemus episcopi Bajocensis, p. 615, IV.

O

Oblleariorum (vicus) Parisius, p. 274, XXIX.
Ofemont (feodum de), p. 155, L.
Ogerio (villa de), p. 103, XVII.
Ostre-Vent (terre de l'), *du comté de Hainaut*, p. 347, XXXI.
Ouvilla, p. 210, XXVI.
Oya (abbatia de), p. 290, V.
Oyenvilla (villa de), p. 367, I.

P

Pabia, *vide* Bastida.
Paciacum, p. 102, XV.
Paluello (castrum de), p. 85, XXXI.
Pareurs (rue aux), in villa Sti-Richarii, p. 570.
Parisienses (halæ draperiorum), p. 502, I.
Parisiensis (prepositura), p. 270, XIII.
——— (banleuca), p. 302, X; — (villa), p. 465, X.

Parisiensis (suburbium villæ), p. 411, XXII.
——— hortus Regis, p. 599, XI.
——— domus religiosorum ordinis Sancti-Augustini, p. 599, XI.
Parisius, p. 6, I; p. 12, II; p. 47, p. 64, IX; p. 80, VIII; p. 81, XIII; p. 113, XIII; p. 216, XL; p. 224, VII; p. 267, III; p. 271, XVIII; p. 272, XX; p. 274, XXIX; p. 278, XI; p. 278, XV; p. 346, XXXI; p. 348, XXXIV; p. 363, XXVII; p. 419, VIII.
——— (palatium), p. 8, I.
——— (muri), p. 436, XVIII.
——— (magnus pons), p. 597, IX.
——— (Castelletum), p. 101, XI; p. 102, XV; p. 146, XIX; p. 159, XVII; p. 296, XVII; p. 346, XXXI; p. 374, XII; p. 460, p. 462, V; p. 466, XI; p. 492, I; p. 501, XIII; p. 587, 589, XX.
——— (domus Dei), p. 348, XXXIV; p. 498, p. 499.
——— (platea magistri Radulphi de Albusone), p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
——— *vide* Aquarium, Baudoyer, Burgus-Thiboudi, *Charronerie*, Coupeel, Frogerius-Asinarius, Marivas, *Montmartre*, Nigella, Oblectariorum, *Porte d'Enfer*, Pratum Clericorum, *Quinquenpoist*, *S. Cosme*, S. Eligius, S. Marcellus, S. Martinus de Ordeis, S. Martinus-de-Campis, S. Victor, *Serbone*, Sequana, Trecines.
Perona (villa), p. 113, X; p. 298, II; p. 519, X; p. 685.
Peronnense (castrum), p. 159, XVII.
Perrex (castellania de), p. 114, XVII.
Petræ-Fontis (præpositura), p. 303, XI.
Petragora, p. 16, II.
Petragoricensis (diocesis), p. 34, II; p. 36, VII; p. 43, XXXI; p. 672, XXV.
——— (senescallia), p. 4, I; p. 11, II; p. 46, p. 434, XI; p. 464, VIII; p. 505, V.
——— (villa), p. 321, XXX.
——— (terra), p. 38, X.
Petragoricinium, p. 4, I; p. 9, II; p. 11, II; p. 37, IX; p. 44, XXXV.
Peverie, p. 124, LII.
Piceio (terra de), p. 192, XII; — (villa de), p. 316, XVIII.
Pictave, p. 167, XXXVIII.
Pictavensis (senescallia), p. 506, VI.
Pictavi, p. 339, X. — *Vide* Consuetudo, in indice rerum.
Pictavia, p. 128, LXII.
Pisciaci (cellarium et granarium), p. 447, VIII.
Pissiaco (territorium de), p. 447, VIII.
Pistoria, p. 397, II; p. 607, XXI.
Plantes (*les*), vineæ, p. 168, XXXIX.
Plena-Aqua (prata de), p. 94, XXV.
Plesseyo (domus de), p. 645, I.
Podenpnaco (villa de), p. 121, XLIII.
Podium, p. 120, XXXIX. —*Vide* Pui.
Podius de la Magerii, p. 362, XXV.
Poilli (villa de), p. 324, III.
Poilliaco (prioratus de), p. 324, III.
Pons-Arche, p. 286, XII.
Pons-Episcopi, p. 90, XI; p. 352, III.
Pont-Arsi (*terre de*), p. 346, XXX.
Pontisarensis (abbatia Beatæ-Mariæ), p. 513, II; p. 585, XV.
Pontis-Leveii (abbatia), p. 93, XXII; p. 138, XXVIII.
Pontis-Rotondi (molendinum), p. 78, I.
Pontivi (comitatus), p. 48, I; p. 49, III; p. 127, LXI; p. 145, XVIII; p. 160, XX; p. 233, XXII; p. 234, XXIII; p. 373, VII; p. 420, XI.
Pontivum, p. 161, XXIII.
Porciens (*la terre de*), p. 219, XLVI.
Portæ-Martis (castrum), Remis, p. 276, II.
Porte d'Enfer, Parisius, p. 450, I.
Pratum Clericorum, Parisius, p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
Provincia, p. 224, VII; p. 685.
Pruvinum, p. 198, VII; p. 258, XV; — p. 414, XXVIII; p. 428, XXXIII; p. 476 et seq.
Pui (*Nostre-Dame du*), peregrinationis locus, p. 404, XIV.
Pulteriensis (abbatia), p. 243, VIII.

Q

Quaturcinium, *vide* Caturcinium.
Quercus-Biot (terra de), p. 168, XXXIX.
Quesneto (silva de), p. 378, II.
Quiller (castrum), p. 7, I.
Quinquenpoist, vicus Parisiensis, p. 271, XVIII.

R

Ragicort subtus Bouei (prioratus de), Tullensis diocesis, p. 137, XXIV.
Rampillione (pratum de), p. 222, II.
Re (insula de), p. 53, II.
Reclusis (pressorium de), p. 447, IX.
Redones, p. 118, XXXIV.
Rekelins, p. 26.
Remense (bannum), p. 178, XXIII.
Remensis (banleuca), p. 236, IX.
Remi, p. 67, XVI.
Resti (foresta), p. 206, IX.
Ribe, p. 47.
Ribodi-Mons, extra banleucam Sancti-Quintini, p. 352, I.
Riex (villa de), p. 192, XI.
Rigniaco (homines de), p. 80, X.
——— (vivarium de), p. 80, X.
Riomum, in Arvernia, p. 369, IV.
Ripperia-Axone (homines de), p. 130, I.
Robert de Villers, porta villæ Sancti-Richarii, p. 569.
Rocha-Frixade (castrum de), p. 104, XXI.
Rociaci (terra comitis), p. 56, X.
Roffiac (ecclesia de), p. 311, XXXII.
Roiæ seu Royæ (villa), p. 132, VII; p. 224, VII: p. 298, II; p. 358, V; p. 443, II; p. 519, X; p. 685; — (ecclesia), p. 336, II.
Rothomagense (castrum), p. 456, XIV.
Rothomagensis (ballivia), p. 210, XXVIII: p. 268, VII.
——— (villa), p. 82, XX; p. 135, XIX; p. 243, IX; p. 357, XIV; p. 412, XXIV; p. 494, IV et seq. p. 622, XII.
——— (vicecomitatus Regis), p. 494, IV et seq.
——— (pons), p. 356, XIV.
——— (aquæ vicecomitatus), p. 647, III.
Ronci (la terre le conte de), p. 219, XLVI.
Roynel, locus infra banleucam Attrebatensis comitis, p. 394.
Rugles (homines de), p. 196, XXXI.
Rupis-Amatoris, p. 186, XLV.
Ruppella, p. 4, I.
Ryomum, *vide* Riomum.

S

Sadranum (locus de), p. 606, XX.
Sae, p. 116, XXV.
Sagana, p. 191, VIII.
Saint-Cosme vers la Porte d'enfer, Parisius (*rue par où l'on va de*), p. 450, I.
Saint-Nicolas du Bar, peregrinationis locus, p. 405, XIV.
Saint-Pierre (*le pont*), p. 189, LI.
Saint-Thibaut en Auçois, peregrinationis locus, p. 404, XIV.
Salva-Terra, p. 88, III; p. 101, XII.
Sancta-Katharina, p. 394.
Sancta-Maria in Bosco (comitatus Matisconensis), p. 500, XII.
Sancta-Piscina, apud Sanctum-Quintinum, p. 398, IV.
Sancta-Scolastica, p. 150, XXXVI.
Sanctæ-Crucis Aurelianensis (decanatus), p. 278, X.
Sanctæ-Marie-de-Torpo (ecclesia), p. 90, XI.
Sanctæ-Marie Suessionensis (ecclesia), p. 197, I.
Sanctæ-Severæ (castrum et castellania), p. 166, XXXVI; p. 251, XIII; p. 493, II; p. 547, XVI.
Sancti-Albini (terra), p. 70, IX; — (terra, manerium et castrum), p. 468, III.
Sancti-Andreæ Carnotensis (decanatus), p. 257, XI.
Sancti-Aniani in Bituria (castellania), p. 287, XV.
Sancti-Audoeni (parrochia), p. 191, VII.
Sancti-Clodoaldi (boscus), p. 313, VIII.
Sancti-Crispini (terra), p. 153, XLVI.
Sancti-Dyonisii (terra), in castellania de Castro-Nantonensi, p. 327, XI.
Sancti-Dyonisii (ecclesia), p. 327, XI; — (villa), p. 464, VII; p. 466, X; — (terræ), p. 140, XXXIV.
Sancti-Eligii Parisiensis (terra), p. 589, I.
Sancti-Emeliani (villa), p. 16, II; p. 19, III; p. 334-335, XXVIII.
Sancti-Ermini (prioratus), p. 242, III.
Sancti-Frontonis Petragoricensis (parrochia), p. 424, XV.
Sancti-Germani (terra), p. 100, X.

Sancti-Germani-de-Pratis (villa), p. 412, XXII.
— *Vide* Pratum Clericorum.
Sancti-Jangulfi (villa), p. 68, IV; p. 181, XXXII; p. 214, XXXVII.
Sancti-Juniani (villa), p. 244, XIV.
Sancti-Laudi (domus Dei), p. 162, XXVII; — (villa), p. 209, XXIII.
Sancti-Ludovici (bastida), in diocesi Petragoricensi, p. 672, XXV.
Sancti-Ludovici de Pissiaco (monasterium), p. 447, VIII.
Sancti-Luppi-de-Vineis (territorium), p. 181, XXXIV.
Sancti-Mammeti (villa), p. 539, VIII.
Sancti-Marcelli prope Parisius (villa), p. 411, XXII.
Sancti-Martini de Ordeis, Parisius (capella), p. 670, XXIII; p. 671, XXIV.
Sancti-Martini-de-Campis (fossata), p. 207, XIV; — (alta justicia), p. 492, L.
Sancti-Mauricii (ecclesia), p. 257, XI; — (terra), p. 368.
Sancti-Medardi (ecclesia), p. 302, XI.
Sancti-Mennii Cathalanensis (ecclesia), p. 309, XXVII.
Sancti-Michaelis (prisio), p. 393.
Sancti-Nichasii Remensis (abbatia), p. 236, IX.
Sancti-Nicolai in bosco (ecclesia), p. 375, XXII.
Sancti-Nicholay-ad-Puteum (locus), p. 535.
Sancti-Palladii (foresta), p. 184, XXXVIII; p. 216, XXXIX.
Sancti-Petri-in-Parvisio (claustrum), p. 242, V.
Sancti-Quintini (villa), p. 227, I; p. 304, XV. p. 288, III; — (banleuca), p. 352, I; — (Sancta-Piscina), p. 398, IV.
Sancti-Richarii (villa), p. 234, XXIII; p. 131, IV; p. 312, VI; — Vide *Robert de Villers*, *Pont Huelin*, *rue aux Pareurs*.
———— (vicecomitatus), p. 97, I; — (villa), p. 289, IV; p. 297, L.
———— (banleuca), p. 139, XXXI; p. 567 et seq.
Sancti-Vedasti Attrebatensis (abbatia), p. 191, VI; — (terra), p. 246, XIX, XXI; p. 381, VII.
———— (pons), p. 392.
Sancti-Victoris Parisiensis (abbatia), p. 415, XXIX.
———— (villa), p. 331, XXI.
Sanctus-Asterius, in Petragoricinio, p. 9, II; p. 15, II; p. 17, II; p. 19, III; p. 37, IX.
Sanctus-Audoenus, prope Parisius, p. 516.
Sanctus-Bartholomeus, in senescallia Petragoricensi, p. 618, VIII.
Sanctus-Frogencius, p. 473, IX.
Sanctus-Jacobus de Beurenio, p. 158, XV.
———— in Galicia, p. 237, XII.
Sanctus-Jangulphus, p. 89, V; p. 295, XV.
Sanctus-Johannes Angeliacensis, p. 58, XIV.
Sanctus-Maxencius, p. 194, XVIII.
Sanctus-Ursinus Bituricensis, p. 81, XXI, XXIV.
Sardiniæ (insula), p. 609, XXIII.
Sarmeses, manerium Majoris-Monasterii, p. 332, XXI.
Sarmesiis (villa de), in castellania Stampensi, p. 68, V.
Satuneyo (villa de), p. 342, XXI.
Scaldis, *Escault* (l'), p. 25.
Scorcellis (villa de), p. 318, XXII.
Secana, *vide* Sequana
Senegacio (castrum de), p. 319, XXIII; p. 320, XXVII.
Senonches, p. 89, IX.
———— (*la chastellerie de*), p. 189, LI; — (*l'estang de*), p. 189, LI.
Senonensis (nova hala), p. 202, XVIII; — (villa), p. 365, XXXI.
Septem Tornellæ Compendienses, p. 349, XXXVIII; p. 534. — *Vide* Tornella.
Sequana, p. 210, XXIV; p. 415, XXIX; p. 494, IV et seq. p. 622, XII.
Sequanæ insula, ubi duo Templarii combusti fuerunt, p. 599, XI.
Serbone (*la maison des escoliers de*), p. 451, I.
Seule (terra de), p. 57, XII.
Sicco-Alveto (boscus de), p. 152, XL.
Signet (*le*), vicus, p. 150, XXXVI.
Silvanectensis episcopatus (vivaria), p. 373.
———— (ballivia), p. 241, L.
———— (castellania), p. 192, X; — (communia), p. 308, XXIV.
Silvanectum, p. 61, I; p. 79, II; p. 81, VI; p. 205, VIII; p. 291, VII.
Sola, *vide* Seule.
Soliaci (castrum et castellania), p. 367, II; p. 388, XVI.
Sort (territorium de), p. 289, III.
Sorzaco (parrochia de), Petragoricensis diocesis, p. 672, XXV.
Sourdet (territorium de), p. 289, III.

Digitized by

Spina Alvernosa, p. 127, LXI.
Spinesenses (homines de), p. 89, IX.
Stephani dicti Bovis (terra), p. 228, V.
Syvrac (castrum de), p. 167, XXXVIII; p. 179, XXV.
Syvraio (castrum de), p. 265, XXI.

T

Talande (villa *de*), p. 590, III.
Tauriacus, locus, p. 147, XXVI.
Tellarum (foresta), p. 174, XII.
Terroanæ (terra), p. 80, VIII.
Thalemondesium, p. 53, II.
Thessiaco (baronia de), p. 57, XII.
Tholosana (senescallia), p. 636, XI.
Tholosanæ (partes), p. 46.
Tholosanus (comitatus), p. 636, XI.
Thornodorensis (comitatus), p. 338, IX.
Tornella pontelli Compendiensis, p. 349, XXXVIII. — *Vide* Septem Tornellæ.
Tornodorum, p. 250, VI. — *Vide* Thornodorensis.
Tornacum, p. 197, II; p. 304, XV; p. 353, V; p. 383, IV.
Torta-Valle (silva de), p. 378, II.
Trecæ, p. 262, XI; p. 292, XII; p. 408, XX.
Trecensis (nundinæ Sancti-Johannis), p. 422, XIII.
Trecines (*le pont de*), prope Parisius, p. 879, V.
Trel (territorium de), p. 447, VIII.
Tria (terra de), p. 468, III.
Tuniacum, p. 285, IX.
Tunicii (portus) in Africa, p. 611, XXIV.
Turonense (castrum), p. 251, XII.
Turonensi (pons Ligeris in civitate), p. 595, VIII.
Turonensis (senescallia), 101, XXIV; p. 359, XX.
Turones, p. 47.
Turonia, p. 100, IX; p. 319, XXII.

U

Ulmeia (homines de), p. 245, XVIII.
Uyssello (villa de), p. 434, XI; p. 435, XV.

V

Valencenis (villa de), p. 394, XIX.
Vallibus (villa de), p. 221, I; p. 227, II.
Varie (homines villæ de), p. 542, X.
Vasconia, p. 4, I; p. 10, II; p. 14, II; p. 44, XXXV; p. 316, XV; p. 449, XII.
Vasconiæ (senescallia), p. 46.
——— (via), p. 159, XVI.
Vendael, p. 416, I, III.
Venete (territorium et villa de), p. 531, 539, VII.
Veneuse (villa de), p. 540, VIII.
Vere-Parvo (homines de), p. 97, XXXIV.
Vermacium, p. 382, VIII.
Verno, p. 71, X.
Vernolium, p. 94, XXVI.
Vernonis (pons villæ), p. 438, XXI; — (castellania), p. 438, XXI.
Veteri-Monasterio (granchia de), p. 281, II.
Vicenæ, p. 462, IV.
Vicenarum (nemus), p. 218, XLV; p. 629, III.
Vico-super-Axonam (homines de), p. 87, I.
Vico-Belon (granchia de), p. 81, XI.
Villa-Dei (domus de), p. 269, X.
Villa-in-Colle, p. 98, V.
Villa-Nova in Campania, p. 228, V.
Villa-Nova-Regis, p. 249, IV.
Villa-Regalis, p. 7, I.
Villare, monasterium, p. 150, XXXVI.
Villare-Sancti-Pauli, p. 88, III.
Villaribus-Sancti-Pauli (homines de), p. 169, XLI.
Villaribus-Colli-Resti (domus de), p. 78, I.
Villæ-Novæ juxta Senones (homines), p. 118, XXXV.
Villæ-Novæ-Sancti-Georgii (homines), p. 100, X.
Ville-Manasche (petræ de), p. 165, XXXI.
Vinolio (domus de), p. 54, IV; p. 61, II.
Viri (*fiefs à*), p. 417, III.
Viriaco (homines de), p. 203, III.
Viromandenses (partes), p. 73, VI.
Viromandensis (ballivia), p. 101, XI; p. 241, I; p. 293, XIII; p. 396, XXIII.
Viromandia, p. 79, V.
Voille (homines de), p. 235, V.
Voue, p. 416, II.

W

Wasatensis (ecclesia), p. 43, XXVIII.
Wasconia, *vide* Vasconia.
Wasque-Molin, villa, p. 161, XXIV.
Wastinetum, p. 245, XVIII.
Woisesmes (domus de), p. 59, XVIII.

X

Xanctonensis (dyocesis), p. 277, V; p. 287, XVI.
——— (senescallia), p. 506, VI.
Xanctonensis terra, promissa regi Anglie, p. 34, III; p. 35, XIV.
Xanctonia, p. 34, III; p. 44, XXXV; p. 47.

Y

Yenvilla, p. 271, XIV.
Ypra (bona villa Flandriæ), p. 395, XXII.
Yreio (villa de), p. 82, XVI.
Ysaræ (aqua), p. 195, XXIV; p. 536.
Ysiodori (villa), p. 133, XII.
Ytalia, *vide* Italia.
Yveio (molendinum de), p. 369, III.
Yvoi, p. 261, VI.

Z

Zebaiziacum, p. 164, XXIX.

INDEX FEUDORUM.

A

Agarvilla (villa de), p. 367, I.
Altissiodorensis (comitatus), p. 504, IV.
Ambricio seu Ambrusio et Senegacio (feoda castrorum de), p. 319, XXIII, XXVII.
Archiaco (castellania de), p. 284, VII.
Ardenna (terra de), p. 614, III.
Argentan (castrum de), p. 440, XXVI.
Armaniaci (comitatus), p. 40, IX.
Arminto (feoda castri de), p. 434, XI.
Arvernia (feoda Regis in), p. 434, XI.
Atechiaco (terra de), p. 285, XI.
Attrebatenses (parria et comitatus), p. 629, IV; p. 660, XIII; p. 665, XVIII.
Ausoncia et de Villa-Nova, in Campania (terra sita in villis de), p. 228, V.
Autolio (villa de), p. 877.

B

Bella-Valle (castrum de), p. 166, XXXV; p. 198, VIII; p. 256, X.
Bella-Villa (pars castri et villæ de), p. 201, XVII.
Berruco (villa de), p. 418, VII.
Bigorre (terra), p. 40, VIII; — (comitatus), p. 633, VIII.
Bitturis (terra de), p. 348, XXXV.
Bono-Fossato (de), *vide* Seule.
Bordelia (castrum et castellania de), p. 187, XLIX.
Bosols (castrum de), p. 424, XVI.
Brene (terra de), p. 330, XIX.
Bretolio (feodum de), p. 603, XVI.
Brueurre (villa de), sub ressorto ballivi Senonensis, p. 646, II; p. 667, XX.
Burgundiæ (ducatus), 66; p. 154, XLVIII, XLIX.

C

Caleti (terra), p. 70, IX.
Castellione-super-Maternam (terra de), p. 380, VI.
Castri-Lucii-as-Chabrols (pertinentia), p. 320, XXVIII; p. 322, XXXV.
Castri-Comitis (mota), p. 150, XXXVI.
Castri-Reginaldi (castellania), p. 177, XVIII.
Castrum-Renardi, p. 261, VI.
Chambeone (castrum de), p. 143, VI.
Champieng (feoda in loco dicto), p. 416, I, II.
Champigniaco (villa de), p. 163, XXXI.
Chantenois (terra de), p. 54, II.
Charenton (castrum et castellania de), p. 237, XI.
Cohaon (terra de), p. 330, XIX.
Coigniaco (castellania de), p. 284, VII.
Colonges (terra de), p. 330, XIX.
Combornensis (feodum viccomitis), p. 105, XXVI.
Combornio (castrum et castellania de), 606, XX.

Combraliæ (baronia), p. 86, XXXVII.
Creciaci (terra), p. 380, VI.
Credulium, p. 71, X.
Crotois (foresta de), p. 70, IX.
Cupre (terra vallis de), p. 403, XII.
Curteneio (baronia de), p. 341, XIX.

D

Dalemanz (feodum), p. 72, III.
Danguto (terra de), p. 253, I.
Dauziaco (castrum et castellania de), p. 616, V.
Drocensis (comitatus), p. 330, XIX.
Drudenes (terra de), p. 180, XXIX.
Dumo (terra de), p. 70, IX.

E

Estrepiniaco (baronia de), p. 253, I.
Evreciacum, p. 150, XXXVI.

F

Farniers (feuda in loco dicto), p. 417, III.
Faviers (*le fief Robert de Faviers* à), p. 416, I.
Fezenciaci (comitatus), p. 40, IX.
Fiefes (terra de), p. 63, VI.
Flandrensis comitatus, p. 396, XXIII.
Fronciacum, p. 90, X; p. 107, XXX.

G

Garglesse (castrum de), p. 63, VIII.
Gerart de Seins (*le fief*), p. 416, I.
Girardi Chabot (feodum), p. 148, XXVIII; p. 294, XIV.
Glapion, p. 150, XXXVI.
Gonnix (vivarium de), p. 70, X.
Goniex (terra de), p. 468, III.
Gonix (villa de), p. 878.
Goumeres (villa de), p. 324, III.
Guillelmi de Fontaneto (feodum) in Normannia, p. 101, XII.
Gymello (castrum de), p. 148, XXIX.

H

Hamo (terra de), p. 364, XXIX.
H. de Roquencuria (terra quæ fuit), p. 213, XXXV.
Hervei Salomonis (feodum), p. 243, VII.

I

Igniaco-Jardo (terra de), p. 380, VI.
Insula (castellania de), p. 343, XXII; — (terra de), p. 262, X.
Jordani, constabularii Normanniæ (terra), p. 117, XXIX.

L

La Barre-Senglier (manerium dictum), p. 593.
Lay (castrum de), p. 143, VI; p. 157, XII.
Le Baignon, p. 150, XXXVI.
Longa-Valle (terra de), p. 377.

M

Marigniaco (terra de), p. 169, XLIII.
Mayroles (terra de), p. 614, III.
Meillant (castrum et castellania de), p. 237, XI.
Merpino (castellania de), p. 284, VII.
Milliaci (castrum et castellania), p. 208, XVI; p. 401, X.

Moinco (feodum domini de), p. 155, I.
Moion et de Thessiaco (baronia de), p. 57, XII.
Molineto (castrum de), p. 305, XVI.
——— (castellum de), p. 635, X.
Mons-Pinçonis, p. 150, XXXVI.
Monte-Acuto (terra de), p. 118, XXXIII.
Montegrele (terra de), p. 369-371, III.
Monte-Barro (castrum de), p. 340, XV.
Monte-Trichardi (castellania de), p. 285, XV.
Montis-Desiderii (terra), p. 110, I.
Montis-Fortis (comitatus), p. 618, VI.
Montis-Meliandi (castellania), p. 878.
Monte-Guerno (terra de), p. 363, XXVI.
Moy (platea de), p. 303, XIII.

N

Nigra-Tabula (villa de), p. 324, III.
Nogento (terra de), p. 372, V.
Nuilliaco (villa de), p. 53, I.

O

Ofemont (feodum domini de), p. 155, I.
Ostre-Vent (terre de l'), p. 347, XXXI.
Oyenvilla (villa de), p. 367, I.

P

Paccio (terra de), p. 192, XII.
Pictavia (feodum Ademari de), p. 424, XVI.
Plena-Aqua (prata de), p. 94, XXV.
Plesseyo (domus de), p. 645, I.
Podio-Viridi (terra de), in senescalia Viridi, p. 620, X.
Poilli (villa de), p. 324, III.
Pontarsi (terra de), p. 346, XXX.
Pontivi (comitatus), p. 48, I; p. 373, VII; p. 420, XI.
——— (feoda nonnulla de comitatu), p. 127, LXI; p. 145, XVIII.

R

Rocha-Frixade (castrum de), p. 104, XXI.

S

Sadranum, p. 606, XX.
Saint-Amand (le fief de la prévosté de), p. 517, p. 518.
Sancta-Scolastica, p. 150, XXXVI.
Sanctæ-Severæ (feodum), p. 166, XXXVI; p. 251, XIII; p. 493, II; p. 547, XVI.
Sancti-Audoeni Rothomagensis (feodum conventus), p. 216, XLI.
Sancti-Albini (terra), p. 70, IX; p. 468, III.
Sancti-Aniani in Bitturia (castellania), p. 287, XV.
Sancto-Jangulfo (villa de), p. 68, IV; p. 89, V.
Sancto-Laudo (baronia de), p. 209, XXIII.
Sancti-Mauricii (terra), p. 368, 369, III.
Sarmesiis (villa de), p. 68, V.
Satuneyo (villa de), p. 342, XXI.
Scorcellis (villa de), p. 318, XXII.
Seule et de Bono-Fossato (terra de), p. 57, XII.
Soliaci (castrum et castellania), p. 367, II; p. 388, XVI.
Syrac (castrum de), p. 167, XXXVIII; p. 179, XXV.

T

Talande (villa *de*), p. 590, III.
Thessiaco (de), *vide* de Moion.
Thyerno (terra de), p. 363, XXVI; p. 369, 370, 371, III.
Truchi (feoda in loco dicto), p. 416, II.
Tria (terra de), p. 468, III.
Turennæ (feodum vicecomitis), p. 105, XXVI.

U

Ulyssello (villa de), p. 434, XI; p. 436, XV.

V

Venduel (*le fief du sire de Falevi à*), p. 416, I.
Ventadori (feodum vicecomitis), p. 105, XXVI.
Vermacium (feodum apud), p. 382, VIII.
Villa-Arnulphi, p. 343, XXII.
Villa-in-Colle, p. 98, V.
Villa-Nova in Campania, *vide* Ausoncia.
Viri (feodum in loco dicto), p. 416, I; p. 417, III.
Voel (*le fief de*), p. 416, I.

W

Wasque-Molin (villa de), p. 161, XXIV.

Y

Yolendis, uxoris comitis Domni-Martini (terra), in comitatu Drocensi, p. 70, IX.
Yvoi, p. 261, VI.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE

DU TOME DEUXIÈME.

Pages.

PRÉFACE 1

ARRÊTS 3

APPENDICE 691

NOTES 857

INDEX RERUM 917

INDEX ONOMASTICUS 951

INDEX COGNOMINUM 990

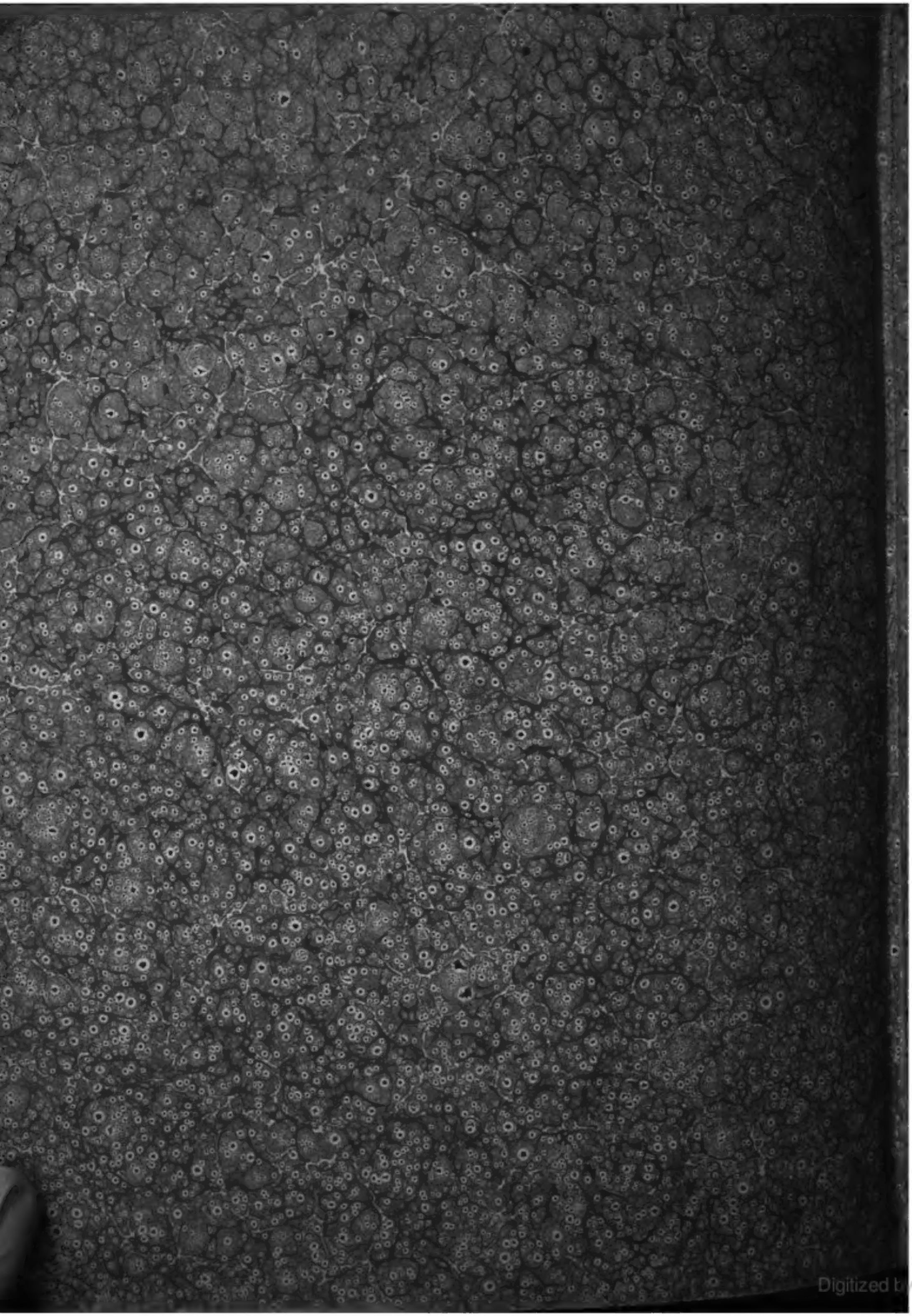
INDEX GEOGRAPHICUS 1011

INDEX FEUDORUM 1024

FIN DE LA TABLE.

Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google

Digitized by Google